EFE

LES EXPERTISES MÉTIERS

Droit Social - Ressources Humaines - Formation | Droit des affaires
Finance - Gestion | Comptabilité - Contrôle de gestion - Audit | Fiscalité
Banque - Assurance | Immobilier - Construction
Environnement - Sécurité - Énergie

FORMATIONS 2019

BY ABILWAYS

www.efe.fr

ÉDITO

Personnalisation, digitalisation et évaluation sont les 3 maîtres mots de la formation en 2019.

Et la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, applicable à partir du 1er janvier 2019, s'inscrit parfaitement dans cette mouvance.

La personnalisation de la formation correspond à une demande fondamentale de pouvoir suivre un parcours apprenant qui réponde aux besoins et acquis de chacun en fonction de son éducation, de son expérience, de son expertise, de son engagement et de son environnement. Avec un CPF qui devient un droit individuel effectif, monétarisé et directement accessible sur une application numérique, chacun d'entre nous va pouvoir imaginer son propre parcours professionnel en choisissant les compétences à acquérir.

La digitalisation devient l'un des moyens incontournables de personnaliser son parcours apprenant. Grâce à l'exploitation des données, dans le respect de la réglementation RGPD, et aux plateformes apprenantes, il est désormais possible de personnaliser l'apprentissage et de l'inscrire dans la durée sans oublier de favoriser l'engagement de l'apprenant via des interactions humaines et de l'émotion.

Enfin, **l'évaluation** tout au long de l'apprentissage ne réside plus dans la seule évaluation de la formation mais dans la mesure de la transposition en situation de travail et du changement réel d'une pratique professionnelle ou d'un comportement. Cela se matérialise par des quiz, des autoévaluations et des évaluations par les pairs sur le lieu de travail.

Avec **notre offre de formations 2019** entièrement renouvelée à l'aune de cette triple exigence, EFE vous accompagne pour **une expérience apprenante, motivante et enrichissante**.

Laetitia Bonnissant
Directeur Général Adjoint
lbonnissant@efe.fr
@Laetixe

NOS EXPERTS MÉTIERS

Droit social RH Formation Banque Assurance
Robert Biewer
rbiewer@efe.fr

Droit des affaires
Johanne Coutier
jcoutier@efe.fr

Finance Gestion
Robert Biewer
rbiewer@efe.fr

Fiscalité
Boris Massoutier
bmassoutier@efe.fr

Comptabilité Contrôle de gestion Audit
Alain Barbot
abarbot@efe.fr

Immobilier Construction
Amandine Rogeon
arogeon@efe.fr

Environnement Sécurité Énergie
Cécile Ordovas
cordovas@efe.fr

Responsable pédagogique
Tatiana Marot
tmarot@efe.fr

4 7 bonnes raisons de choisir EFE

6 Sommaire de nos domaines d'expertise

8 Formations certifiantes et diplômantes

10 Classes virtuelles

12 Parcours vidéo

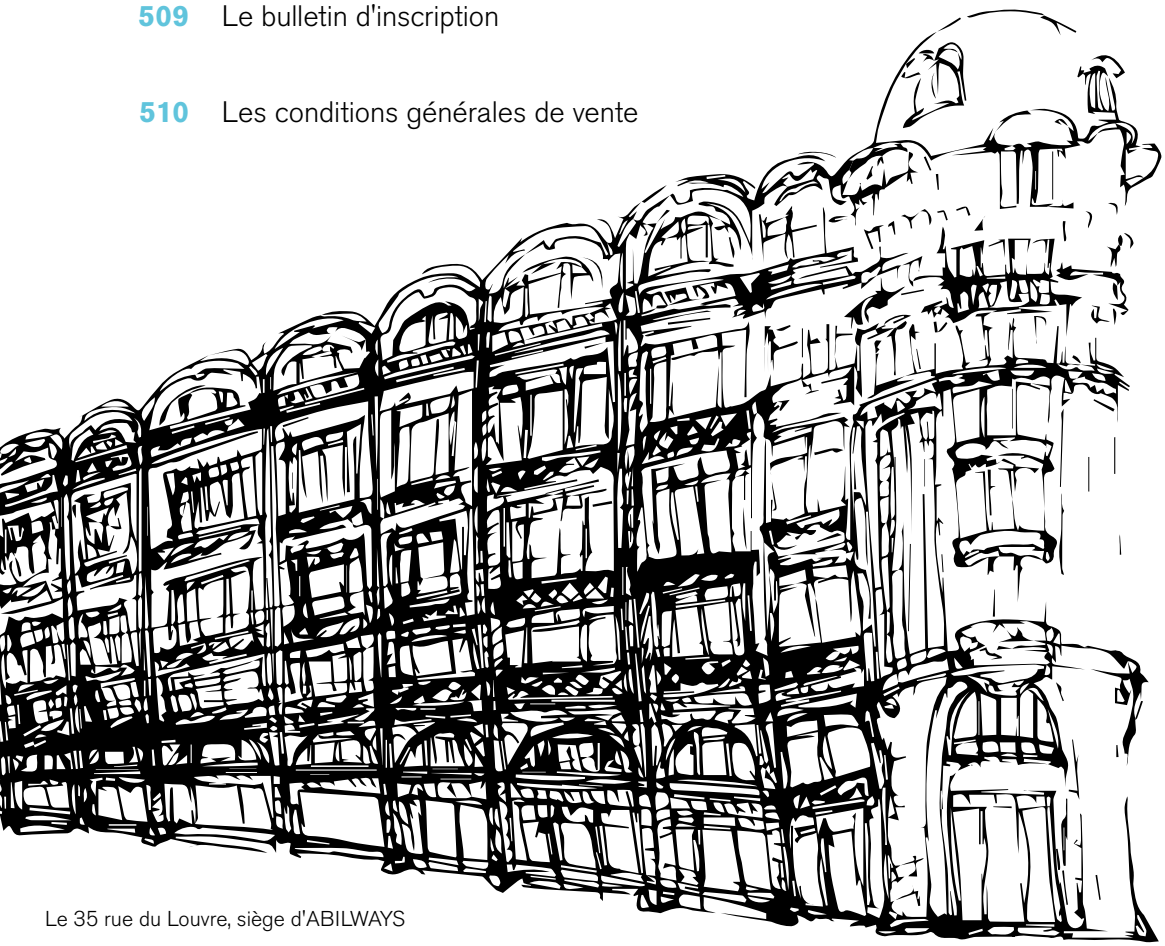
13 Blogs & Newsletters

14 Le groupe ABILWAYS

508 Votre inscription étape par étape

509 Le bulletin d'inscription

510 Les conditions générales de vente



Le 35 rue du Louvre, siège d'ABILWAYS

7 BONNES RAISONS

... DE CHOISIR EFE

1 L'OFFRE LA PLUS EXPERTE DU MARCHÉ

200 conférences d'actualité

1 000 formations interentreprises en présentiel, à distance ou chez vous en intra entreprise

Des diplômes enregistrés au **RNCP** et des certificats inscrits à **l'Inventaire, éligibles au CPF**

Un service orientation clients pour vous conseiller sur votre évolution professionnelle et le choix de votre financement

2 DES PROFESSIONNELS QUI FORMENT

Des opérationnels actifs, sélectionnés pour leur **expertise**

Formés à la pédagogie et évalués à chaque formation

3 DES CONCEPTEURS EXPERTS

En contenu et en pédagogie

Responsables de l'actualisation des formations, ils maîtrisent **les dernières techniques de pédagogie** interactive et participative

4 UNE PÉDAGOGIE INNOVANTE AXÉE SUR LE FAIRE

Des techniques pédagogiques actives pour être **acteur de sa formation**

Des **jeux pédagogiques** pour apprendre en s'amusant

5 UNE DIGITALISATION DE L'EXPÉRIENCE APPRENANTE

La digitalisation du présentiel avec des **briques distancielles** et **MAGENCY**

Des parcours de formation en **blended learning**

La dématérialisation des **supports pédagogiques** à retrouver dans votre **ESPACE CLIENT EFE**

Des **classes virtuelles** sur étagère de 2h max pour interagir avec le formateur et les participants

Des **parcours en ligne** pour vous former ATAWADAC avec les meilleurs experts

6 DES FORMATIONS CERTIFIANTES ET DIPLÔMANTES ÉLIGIBLES AU CPF

Les **certificats CP FFP** pour valider les compétences acquises en formation et attester de la maîtrise d'un métier, d'une fonction ou d'une activité

Les **certificats EFE** pour valider la maîtrise des nouvelles compétences acquises devant un jury de professionnels

Les **certificats et titres de nos partenaires** pour valider à votre rythme des blocs de compétences et des diplômes **inscrits au RNCP**

Les formations **en alternance via le contrat de professionnalisation** pour obtenir un diplôme inscrit au RNCP

7 UNE DÉMARCHE QUALITÉ ORIENTÉE CLIENTS ET RÉSULTATS

98,4% de satisfaction clients (source retours qualité 2018)

EFE répond aux **critères qualité légaux**, bénéficie de la qualification **ISQ-OPQF** et du référencement sur **DATADOCK**

Notre offre de formations est **actualisée et enrichie** de nouveautés chaque année

L'e-évaluation de nos formations : **à chaud** pour mesurer l'atteinte des objectifs pédagogiques / **à froid** pour mesurer le transfert des acquis en situation professionnelle

Le **Retour sur les Attentes Clients (RAC)** : une mesure objective et quantifiable des résultats de la formation

Nos équipes à votre écoute
01 44 09 25 08 – infoclient@efe.fr

EFE

10 000
stagiaires/an

2 000
intervenants

1 000
formations actualisées chaque année

200
conférences d'actualité

NOS
HOMOLOGATIONS & RÉFÉRENCES

Membre de la FFP

Formations qualifiées par l'ISQ-OPQF

Des CP FFP délivrés sur les cycles certifiants

Formations des avocats homologuées par le CNB

Référencement DATADOCK

Référencement DOKELIO Île-de-France

SOMMAIRE

01 DROIT SOCIAL - RESSOURCES HUMAINES - FORMATION p.16

Droit social	34
Recrutement et développpement des compétences	50
Formation	54
Paie et administration du personnel	66
Relations sociales	72
Santé, sécurité et qualité de vie au travail	76
Process et outils RH	78

02 DROIT DES AFFAIRES p.84

Droit des sociétés	103
Droit des contrats	119
Concurrence - Distribution - Consommation	132
Garanties et recouvrement	140
Conformité - Responsabilité - Contentieux	142
Les assurances de l'entreprise	90
Droit immobilier et de l'urbanisme	146
Droit du digital et de la propriété intellectuelle	151
Droit international des affaires	162
Juristes : développez de nouvelles compétences	164
Assistant(e)s juridiques	172
Initiations au droit des affaires	93

03 FINANCE - GESTION p.178

Corporate finance	188
Gestion de l'entreprise	213

04 COMPTABILITÉ - CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT p.218

Techniques comptables pour les collaborateurs	232
Techniques comptables pour les responsables	241
Management des équipes comptables et financières	221
Consolidation et normes IFRS	244
Comptabilités étrangères et anglais comptable et financier	247
Gestion de l'entreprise	248
Audit	258
Les initiations	223

05 FISCALITÉ p.262

Fiscalité des sociétés	275
Fiscalité des groupes	286
Fiscalité internationale	292
Fiscalité immobilière	298
Fiscalité en banque assurance	266
TVA - Douanes - CET et impôts locaux	301
Contrôle et contentieux	307
Ingénierie fiscale du patrimoine	309
Les initiations	267

06 BANQUE - ASSURANCE p.316

Droit bancaire et financier	331
Banque digitale	340
Gestion de patrimoine	343
Métiers de la banque	351
Marchés financiers	358
Fondamentaux juridiques de l'assurance	362
Assurances de dommages et responsabilité civile (IARD)	371
Assurances de personnes	385
Vente et action commerciale en assurance	390
Comptabilité et actuariat	393
Gestion des risques et gouvernance	404

07 IMMOBILIER - CONSTRUCTION p.406

Projets immobiliers	419
Droit immobilier - Baux commerciaux	409
Gestion financière et fiscale de l'immobilier	409
Construction - Travaux - Bâtiments	438
Assurances - Responsabilités	410
Bâtiments durables	411

08 ENVIRONNEMENT - SÉCURITÉ - ÉNERGIE p.452

Les métiers	463
Droit de l'environnement	466
Installations classées (ICPE)	470
Sites et sols pollués	474
Déchets	477
Eau	479
Santé et sécurité : réglementation et métiers	481
Évaluation, analyse et gestion des risques	485
Management de l'environnement et de la sécurité	488
Bâtiments	489
Énergie	498
Développement durable	505
Partenariat EFE - INSAVALOR	506

CERTIFIANTS & DIPLÔ-MANTS

01 DROIT SOCIAL - RESSOURCES HUMAINES - FORMATION

3 titres diplômants RNCP

réf 10194	Titre certifié « Chargé(e) des Ressources Humaines »	37 jours	19 225 €	p.28
réf 10195	Titre certifié « Manager du développement des Ressources Humaines »	32 jours	20 730 €	p.30
réf 10199	Titre certifié « Collaborateur Social et Paie »	28 jours	15 700 €	p.32

Cycles certifiants CP FFP

réf 10124	Juriste en droit social	15 jours	8 545 €	p.34
réf 10196	Digital Learning Manager	11 jours	6 270 €	p.54
réf 10162	Chargé(e) de formation	10 jours	5 400 €	p.56
réf 10150	Formateur	11 jours	6 270 €	p.64
réf 10139	Gestionnaire paie	12 jours	6 840 €	p.66
réf 10125	Responsable des relations sociales	12 jours	6 840 €	p.72

02 DROIT DES AFFAIRES

Cycles certifiants CP FFP

réf 20011	Juriste en droit des sociétés	15 jours	8 925 €	p.106
réf 20150	Administrateur de société	15 jours	10 500 €	p.110
réf 20162	Contract manager	15 jours	8 925 €	p.120
réf 20038	Juriste en droit des contrats	15 jours	8 925 €	p.128
réf 20195	Délégué à la Protection des données - DPO	10 jours	6 300 €	p.154
réf 20143	Assistant(e) juridique	10 jours	6 300 €	p.172

03 FINANCE - GESTION

Cycles certifiants CP FFP

réf 91266	Finance d'entreprise	15 jours	8 925 €	p.188
réf 91265	Responsable des fusions-acquisitions	15 jours	8 925 €	p.204
réf 60088	Contrôleur de gestion	12 jours	6 900 €	p.248

04 COMPTABILITÉ - CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT

1 titre diplômant RNCP

réf 60115	Titre certifié « Collaborateur comptable »	26 jours	14 300 €	p.230

Cycles certifiants CP FFP

réf 60084	Comptable d'entreprise	12 jours	6 300 €	p.234
réf 60088	Contrôleur de gestion	12 jours	6 900 €	p.248

05 FISCALITÉ

Cycle certifiant CP FFP

réf 30088	Fiscaliste d'entreprise	15 jours	8 925 €	p.278

06 BANQUE - ASSURANCE

1 titre diplômant RNCP

réf 92373	Titre certifié « Conseiller financier »	36,5 jours	21 845 €	p.344

07 IMMOBILIER - CONSTRUCTION

Cycles certifiants CP FFP

réf 72250	Responsable des opérations d'aménagement	12 jours	6 120 €	p.422
réf 73297	Responsable de montage d'opérations immobilières	15 jours	7 950 €	p.430
réf 74251	Maître d'ouvrage	14 jours	7 420 €	p.440

08 ENVIRONNEMENT - SÉCURITÉ - ÉNERGIE

Cycles certifiants CP FFP

réf 40079	Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement	15 jours	7 850 €	p.464
réf 40083	Responsable Énergie en entreprise	15 jours	7 850 €	p.498

Tous les tarifs sont exprimés HT

CLASSES VIRTUELLES

01 DROIT SOCIAL - RESSOURCES HUMAINES - FORMATION

réf 10168	Maîtriser l'actualité sociale	2 heures	190 €	p.24
réf 10170	Intégrer les éléments essentiels du contrat de travail	2 heures	190 €	p.24
réf 10169	Découvrir les règles essentielles du recrutement	2 heures	190 €	p.25
réf 10172	Décrypter l'actualité de la paie	2 heures	190 €	p.25
réf 10171	Promouvoir la santé et la sécurité au travail	2 heures	190 €	p.26
réf 10192	Gérer le CPF rénové	2 heures	190 €	p.26
réf 10198	Maîtriser les nouvelles règles de l'apprentissage	2 heures	190 €	p.27
réf 10193	Connaître les bases de la retraite	2 heures	190 €	p.27

02 DROIT DES AFFAIRES

réf 20181	Choisir sa société en fonction de l'objectif poursuivi	2 heures	190 €	p.98
réf 20182	Intégrer les bases du droit des contrats	2 heures	190 €	p.98
réf 20183	Rédiger ses CGV en e-commerce	2 heures	190 €	p.99
réf 20184	S'initier aux voies d'exécution	2 heures	190 €	p.99
réf 92344	Décoder la lutte contre le blanchiment	2 heures	190 €	p.326
réf 92342	Cerner la responsabilité du banquier dispensateur de crédit	2 heures	190 €	p.326
réf 40109	Acquérir les bases des obligations légales en environnement	2 heures	190 €	p.460
réf 20202	Rédiger une clause d'indexation dans les baux commerciaux	2 heures	190 €	p.100
réf 72366	Analyser le régime des autorisations d'urbanisme	2 heures	190 €	p.416
réf 20205	Se mettre en conformité RGPD	2 heures	190 €	p.100
réf 20203	Sécuriser juridiquement sa démarche BYOD	2 heures	190 €	p.101
réf 20204	Maîtriser la signature électronique	2 heures	190 €	p.101

03 FINANCE - GESTION

réf 91305	Assimiler les fondamentaux de la finance	2 heures	190 €	p.184
réf 91302	Comprendre l'analyse financière	2 heures	190 €	p.184
réf 91304	Comprendre l'évaluation d'entreprise	2 heures	190 €	p.185
réf 91301	Intégrer les fondamentaux de la gestion d'entreprise	2 heures	190 €	p.185
réf 91300	Présenter un business plan	2 heures	190 €	p.186

04 COMPTABILITÉ - CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT

réf 60104	Comptabiliser les stocks	2 heures	190 €	p.226
réf 30134	Déclarer sa TVA	2 heures	190 €	p.271
réf 30147	Récupérer la TVA sur les notes de frais	2 heures	190 €	p.271
réf 30136	Intégrer les règles liées aux factures	2 heures	190 €	p.270
réf 60105	Comprendre l'arrêté des comptes	2 heures	190 €	p.226

réf 91301	Intégrer les fondamentaux de la gestion d'entreprise	2 heures	190 €	p.185
réf 91300	Présenter un business plan	2 heures	190 €	p.186
réf 60114	Construire son budget	2 heures	190 €	p.227
réf 60107	Optimiser ses tableaux de bord	2 heures	190 €	p.227
réf 60108	Créer un tableau croisé dynamique sous Excel®	2 heures	190 €	p.228
réf 60106	Analyser un bilan et un compte de résultat	2 heures	190 €	p.228

05 FISCALITÉ

réf 30139	Utiliser Télérecours®	2 heures	190 €	p.270
réf 30136	Intégrer les règles liées aux factures	2 heures	190 €	p.270
réf 30134	Déclarer sa TVA	2 heures	190 €	p.271
réf 30147	Récupérer la TVA sur les notes de frais	2 heures	190 €	p.271
réf 30137	S'initier aux règles de douane	2 heures	190 €	p.272
réf 92368	Intégrer les bases de la gestion de patrimoine	2 heures	190 €	p.327
réf 30148	Perfectionner sa déclaration des revenus	2 heures	190 €	p.272
réf 30135	Déclarer son IFI	2 heures	190 €	p.273
réf 30138	Négocier en interlocution départementale	2 heures	190 €	p.273

06 BANQUE - ASSURANCE

réf 92344	Décoder la lutte contre le blanchiment	2 heures	190 €	p.326
réf 92342	Cerner la responsabilité du banquier dispensateur de crédit	2 heures	190 €	p.326
réf 92345	Comprendre le rôle des marchés financiers	2 heures	190 €	p.327
réf 92368	Intégrer les bases de la gestion de patrimoine	2 heures	190 €	p.327
réf 92347	Découvrir les bases de l'assurance	2 heures	190 €	p.328
réf 92346	Maîtriser l'obligation d'information et de conseil	2 heures	190 €	p.328
réf 92343	Comprendre l'assurance vie	2 heures	190 €	p.329
réf 92367	Maîtriser les bases de la protection sociale	2 heures	190 €	p.329

07 IMMOBILIER - CONSTRUCTION

réf 72362	Cerner les documents d'urbanisme et les spécificités du PLU	2 heures	190 €	p.414
réf 72361	Intégrer les fondamentaux de l'aménagement urbain	2 heures	190 €	p.414
réf 72363	Décoder la ZAC et la concession d'aménagement	2 heures	190 €	p.415
réf 72364	Pratiquer les outils et modes de financement de l'urbanisme	2 heures	190 €	p.415
réf 72365	Intégrer les fondamentaux de la maîtrise foncière et de l'expropriation	2 heures	190 €	p.416
réf 72366	Analyser les régimes des autorisations d'urbanisme	2 heures	190 €	p.416
réf 20202	Rédiger une clause d'indexation dans les baux commerciaux	2 heures	190 €	p.100
réf 40107	Organiser efficacement son audit énergétique	2 heures	190 €	p.462

08 ENVIRONNEMENT - SÉCURITÉ - ÉNERGIE

réf 40109	Acquérir les bases des obligations légales en environnement	2 heures	190 €	p.460
réf 40108	Réussir son dossier d'étude d'impact	2 heures	190 €	p.460
réf 40119	Acquérir les bases de la gestion des déchets en entreprise	2 heures	190 €	p.461
réf 10171	Promouvoir la santé et la sécurité au travail	2 heures	190 €	p.26
réf 40110	Être performant au poste de responsable HSE	2 heures	190 €	p.461
réf 40106	Passer à la norme ISO 14001 version 2015	2 heures	190 €	p.462
réf 40107	Organiser efficacement son audit énergétique	2 heures	190 €	p.462

Tous les tarifs sont exprimés HT

PARCOURS VIDÉO

DROIT SOCIAL - RH - FORMATION

Être formateur, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	@

DROIT DES AFFAIRES

Le droit des contrats, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	p.102

FINANCE - GESTION

L'analyse financière, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	p.187

COMPTABILITÉ - CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT

L'analyse financière, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	p.229

FISCALITÉ

La fiscalité d'entreprise, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	p.274

BANQUE - ASSURANCE

Les fondamentaux du droit des assurances, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	p.330

IMMOBILIER - CONSTRUCTION

Le droit de l'urbanisme, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	p.417
Monter une opération immobilière, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	p.418

EFFICACITÉ PROFESSIONNELLE – DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

L'assertivité, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	@

MANAGEMENT ET LEADERSHIP

Les fondamentaux du management, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	@

MANAGEMENT DE PROJET

La gestion de projet, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	@

Nos équipes à votre écoute
01 44 09 25 08 – infoclient@efe.fr

BLOGS & NEWS

Rendez-vous sur **www.efe.fr** pour consulter toutes nos publications : interviews d'experts, décryptages de l'actualité, articles de fond… et vous abonner à nos newsletters thématiques.

BLOGS & NEWSLETTERS

2 outils pour rester à la pointe de l'actualité de votre secteur !

Abonnez-vous gratuitement à nos newsletters Analyses experts et partagez vos meilleures pratiques sur nos blogs

À découvrir sur **www.efe.fr**

LE CHOIX PARMI 12 NEWSLETTERS THÉMATIQUES

1. Management et innovation
2. Efficacité professionnelle et développement personnel
3. L'actualité en RH et droit social
4. L'actualité des assistantes
5. L'actualité en droit des affaires
6. L'actualité en fiscalité
7. L'actualité en finance-gestion
8. L'actualité en banque-assurance
9. L'actualité en environnement
10. L'actualité du droit de la fonction publique et RH
11. La lettre BJDUonline
12. La lettre BJCPonline

Abonnez-vous sur **www.efe.fr**

LE GROUPE ABILWAYS

L'OFFRE LA PLUS EXPERTE DU MARCHÉ

Grâce à des **expertises complémentaires** et des **domaines d'activité variés**

Des **formats multiples**, du choix pour tous :

- une gamme complète de formations courtes, longues, certifiantes (RNCP, CP FFP, éligibles au CPF)
- en présentiel et/ou à distance
- des conférences
- des parcours en ligne
- des classes virtuelles…

UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE

Intégration de toutes les étapes de production de vos projets formation, en présentiel et/ou à distance :

- Contenu
- Pédagogie
- Réalisation technique
- Et gestion du projet

Nos équipes interviennent sur tout ou partie de la chaîne, à votre convenance.

DES PROFESSIONNELS QUI FORMENT

Et non des formateurs professionnels

Afin d'assurer des formations pratiques et opérationnelles en lien avec le monde du travail, les formateurs chez ABILWAYS sont **experts** et **actifs** dans leurs domaines.

Sélectionnés avec rigueur, ils répondent aux critères qualité du **Label ABILWAYS ACADEMY**, label **créé pour les experts animateurs du groupe** garantissant des formations **concrètes et efficaces** au service de l'**ancrage des connaissances**

ABILWAYS ACADEMY

LES COMPÉTENCES VISÉES PAR LE **LABEL FORMATEUR ABILWAYS**

Nos équipes à votre écoute
01 44 21 02 02 – infoclient@abilways.com

ABILWAYS
BUILD YOUR SINGULARITY

30 000 stagiaires/an

2 500 formations actualisées

6 000 intervenants experts

300 collaborateurs

EFE
Les expertises
Métiers & Humaines
Secteurs privé & public

ism
L'expert Marketing,
Digital
& Commercial

CFPJ
L'expert Médias,
Communication
& Leadership

IDCC
L'expert Relation
& Expérience Client

ABILWAYS DIGITAL
L'expert
Transformation digitale
& Learning Hackers

PYRAMYD
L'expert Communication
visuelle & Création
Print & Digital

IFE by ABILWAYS
Business & Human Expertise
à l'International

acp FORMATION
L'expert Achats
& Marchés publics
Finances publiques

L'école dédiée aux contenus
et à la création numérique

Vivez de nouvelles expériences d'apprentissage utiles, fun et inspirantes pour valoriser vos talents

01 DROIT SOCIAL RESSOURCES HUMAINES FORMATIONS

Robert BIEWER
Responsable du secteur
Droit social - Ressources humaines - Formation

ÉDITO

La nouvelle réforme de la formation professionnelle issue de la loi sur la liberté de choisir son avenir professionnel met en place de nouveaux dispositifs dont l'objectif est de favoriser l'autonomisation du salarié dans la gestion de son parcours professionnel, sans toutefois remettre en cause l'obligation sociale de l'employeur en la matière.

Parmi les innovations prévues par la nouvelle loi, on peut notamment relever la suppression du congé individuel de formation, remplacé par le CPF de transition, la monétisation du CPF, la création d'une application permettant à chaque salarié de gérer tout son parcours de formation : du choix de la formation en passant par son inscription et son règlement. Ces nouveaux dispositifs ne peuvent être efficaces que si les salariés bénéficient d'un accompagnement personnalisé en entreprise par le service RH ou par le biais du dispositif du conseil en évolution professionnelle.

Dans le droit fil de la nouvelle réforme, notre offre de formation 2019 Droit social - Ressources humaines - Formation intègre plusieurs modalités d'apprentissage en présentiel et en distanciel, et différents formats pédagogiques : courts, diplômants et certifiants. La disparition de la période de professionnalisation, désormais remplacée par le dispositif « Pro-A », ouvre la voie de l'alternance à tout salarié qui souhaite obtenir une nouvelle qualification professionnelle. Notre titre professionnel certifié de niveau III, « Collaborateur(trice) Social et Paie » proposé en formation continue et en alternance, répond à ce nouveau besoin.

3 QUESTIONS À L'EXPERT

La loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel rompt en partie avec les fondements paritaires qui gouvernaient la formation professionnelle

Christophe PARMENTIER
Directeur Associé
CLAVA
Maître de conférences, intervenant à l'Université de Rennes 2 et à l'UMPC

Quel regard portez-vous sur la réforme de la formation initiée par la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel : est-elle inattendue ?

Absolument pas. Elle était prévue dans le programme du candidat Macron. Et chaque président élu a eu à cœur de réformer, y compris la formation professionnelle. Elle est par ailleurs inscrite dans la continuité des précédentes réformes de la FPC de 2004, 2009 et de 2014, dans la continuité de la mise en œuvre du CPA et du CEC et du compte de pénibilité et dans la continuité des ordonnances Macron sur le travail. Cependant elle rompt en partie avec les fondements paritaires qui gouvernaient la formation professionnelle en France depuis la loi de 1971.

Cette réforme induit-elle des changements majeurs ?

Oui, elle restructure les missions des OPCO (anciens OPCA) qui ne collectent plus, renvoie le salarié à plus d'initiative dans sa formation, recentre le rôle de l'État dans la gouvernance de la formation, modifie en profondeur les pratiques des employeurs en matière de formation : le plan de formation évolue vers un plan de développement des compétences et la définition même de l'action de formation est revue. Certains dispositifs sont supprimés (période de pro, CIF…), et l'alternance est renforcée. La qualité de l'offre de formation reste une priorité déclinée avec de nouvelles modalités.

Comment les entreprises peuvent-elles s'adapter à ce nouvel environnement ?

Elles doivent s'adapter progressivement à cette nouvelle législation. S'informer et rester en veille pour faire évoluer en conformité leurs pratiques et outils dans les délais impartis. Même s'il est parfois un peu lassant de tout reprendre tous les 5 ans, il s'agit à présent de repenser le plan de développement des compétences avec les nouveaux outils du dialogue social envisagé autour de la formation. Une belle opportunité et un véritable challenge à construire avec toutes les acteurs impliqués.

TÉMOIGNAGE

En termes de compétences professionnelles, cette formation m'a permis de revoir un certain nombre de procédures internes telles que le cahier des charges avec nos prestataires et les procédures accidents du travail… Au niveau de ma situation professionnelle, cette formation m'a apporté beaucoup plus d'assurance dans mes pratiques et conseils ainsi qu'une certaine forme de reconnaissance en termes d'expertise du sujet à traiter dans le champ du droit du travail et du droit social.

Yanice M., Responsable Juridique, AURAR, Participant à la formation « Juriste en droit social - Cycle certifiant » p. 34

SOMMAIRE

FORMATIONS 100% À DISTANCE

Classes virtuelles

Réf. 10168	Maîtriser l'actualité sociale	2 heures	190 €	**p. 24**
Réf. 10170	Intégrer les éléments essentiels du contrat de travail	2 heures	190 €	**24**
Réf. 10169	Découvrir les règles essentielles du recrutement	2 heures	190 €	**25**
Réf. 10172	Décrypter l'actualité de la paie	2 heures	190 €	**25**
Réf. 10171	Promouvoir la santé et la sécurité au travail	2 heures	190 €	**26**
Réf. 10192	Gérer le CPF rénové	2 heures	190 €	**26**
Réf. 10198	Maîtriser les nouvelles règles de l'apprentissage	2 heures	190 €	**27**
Réf. 10193	Connaître les bases de la retraite	2 heures	190 €	**27**

Parcours vidéo

	Être formateur, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	**@**

FORMATIONS DIPLÔMANTES ET CERTIFIANTES

Formations diplômantes

Réf. 10194	**Titre certifié** " Chargé(e) des Ressources Humaines "	37 jours	19 225 €	**p. 28**
Réf. 10195	**Titre certifié** " Manager du Développement des Ressources Humaines "	32 jours	20 730 €	**30**
Réf. 10199	**Titre certifié** " Collaborateur Social et Paie "	28 jours	15 700 €	**32**

Blocs de compétences

Réf. 10036	Recruter les collaborateurs et élaborer les processus et les tableaux de bord	6 jours	3 480 €	**p. 29**
Réf. 10027	Mettre en place une gestion de l'emploi et des compétences	2 jours	1 450 €	**29**
Réf. 10124	Garantir l'application du droit social et contribuer à l'animation du dialogue social	15 jours	8 545 €	**29**
Réf. 10139	Assurer la paie et les déclarations sociales	12 jours	6 840 €	**29**
Réf. 10094	Piloter la formation professionnelle	2 jours	1 520 €	**29**
Réf. 10195	Manager et développer les compétences	6 jours	3 990 €	**31**
Réf. 10195	Manager une équipe dans un contexte de changement	4 jours	2 750 €	**31**
Réf. 10195	Manager la sécurité et le bien être au travail	5 jours	3 790 €	**31**
Réf. 10195	Manager les relations sociales individuelles	8 jours	6 460 €	**31**
Réf. 10195	Manager le dialogue social	4 jours	2 900 €	**31**
Réf. 10195	Piloter la rémunération et la masse salariale	5 jours	3 415 €	**31**
Réf. 10199	Établissement des bulletins de salaire et des déclarations sociales	16 jours	7 850 €	**33**
Réf. 10199	Gestion du dossier social du salarié/client et assistance	12 jours	6 070 €	**33**

Certificats professionnels (CP FFP)

Réf. 10124	Juriste en droit social	15 jours	8 545 €	**p. 34**
Réf. 10139	Gestionnaire paie	12 jours	6 840 €	**66**
Réf. 10196	Digital Learning Manager	11 jours	6 270 €	**54**
Réf. 10162	Chargé(e) de formation	10 jours	5 400 €	**56**
Réf. 10150	Formateur	11 jours	6 270 €	**64**
Réf. 10125	Responsable des relations sociales	12 jours	6 840 €	**72**

DROIT SOCIAL

Gestion du contrat de travail

Réf. 10124	**Cycle certifiant** - Juriste en droit social	15 jours	8 545 €	**p. 34**
Réf. 10168	**Classe virtuelle** - Maîtriser l'actualité sociale	2 heures	190 €	**24**
Réf. 10001	Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1	2 jours	1 450 €	**36**
Réf. 10001BL	Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 - **Blended**	14 heures	1 160 €	**37**
Réf. 10057	Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2	2 jours	1 520 €	**38**
Réf. 10176	La durée du travail	4 heures	545 €	**38**
Réf. 10077	Droit du travail pour responsables RH	2 jours	1 450 €	**39**
Réf. 10077BL	Droit du travail pour responsables RH - **Blended**	14 heures	1 160 €	**@**

FORMATION CONTINUE DES AVOCATS n°d'homologation 17-042 Conseil National des Barreaux

HOMOLOGATION PAR LE CNB
Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur www.efe.fr

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Réf. 10177	Les modes de rupture du contrat de travail		4 heures	545 €	**p. 39**
Réf. 10035	**Cycle long** - L'essentiel du droit social	●	4 jours	2 640 €	**40**
Réf. 10175	Découvrir les instances représentatives du personnel		4 heures	495 €	**40**
Réf. 10170	**Classe virtuelle** - Intégrer les éléments essentiels du contrat de travail		2 heures	190 €	**24**
Réf. 10058	Droit du travail pour managers	●	2 jours	1 450 €	**41**
Réf. 10004	CDD et intérim : sécuriser ses contrats		1 jour	900 €	**41**
Réf. 10189	Contrats de professsionalisation et d'apprentissage		1 jour	950 €	**42**
Réf. 10151	Gérer les contrats de travail		2 jours	1 520 €	**42**
Réf. 20015	Sécuriser les contrats de sous-traitance		2 jours	1 450 €	**130**
Réf. 10197	Maîtriser l'impact de la digitalisation sur la relation de travail	●	2 jours	1 520 €	**43**
Réf. 10031	Expatriation et détachement		2 jours	1 580 €	**44**
Réf. 10178	Gérer la protection sociale des salariés en mobilité internationale		4 heures	545 €	**44**

Rémunération, retraite et protection sociale

Réf. 10039	Piloter le système de rémunération		3 jours	1 895 €	**p. 79**
Réf. 10042	Stock-options et actions gratuites		1 jour	995 €	**45**
Réf. 10040	Intéressement, participation, épargne salariale		2 jours	1 520 €	**45**
Réf. 10193	**Classe virtuelle** - Connaître les bases de la retraite		2 heures	190 €	**27**
Réf. 10030	Maîtriser les régimes de retraite		2 jours	1 450 €	**46**
Réf. 10100	Préparer son dossier de retraite		2 jours	1 520 €	**46**
Réf. 92248	Maîtriser le système de protection sociale	●	1 jour	990 €	**387**
Réf. 92278	Prévoyance collective		2 jours	1 595 €	**388**
Réf. 92284	Assurance complémentaire santé	●	2 jours	1 580 €	**390**

Responsabilité de l'employeur, contrôle et contentieux

Réf. 10012	Maîtriser le risque pénal en droit du travail		2 jours	1 580 €	**p. 47**
Réf. 10179	Prévenir le délit d'entrave		4 heures	545 €	**47**
Réf. 10191	Mettre en œuvre le principe de non-discrimination lors du recrutement		1 jour	950 €	**52**
Réf. 20024	Responsabilité pénale		2 jours	1 580 €	**144**
Réf. 10006	Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces	●	1 jour	950 €	**48**
Réf. 10105	Exercice du pouvoir disciplinaire		2 jours	1 520 €	**48**
Réf. 10190	Gérer le fait religieux en entreprise		1 jour	950 €	**49**
Réf. 10016	Prévenir et gérer un contrôle URSSAF		1 jour	950 €	**49**
Réf. 10014	Gérer un contentieux prud'homal		1 jour	900 €	**50**

RECRUTEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Recrutement

Réf. 10169	**Classe virtuelle** - Découvrir les règles essentielles du recrutement		2 heures	190 €	**p. 25**
Réf. 10086	Réussir ses recrutements	●●	3 jours	1 895 €	**50**
Réf. 10086BL	Réussir ses recrutements - Blended	●	21 heures	1 515 €	**@**
Réf. 10034	Innover dans ses méthodes de recrutement	●	2 jours	1 520 €	**51**
Réf. 10048	Conduire un entretien de recrutement	●	2 jours	1 520 €	**51**
Réf. 10191	Mettre en œuvre le principe de non-discrimination lors du recrutement		1 jour	950 €	**52**
Réf. 53354	Décoder la communication non verbale		2 jours	1 390 €	**@**
Réf. 53208	Décoder les comportements et les micro-expressions	●●	2 jours	1 410 €	**@**

Développement des compétences

Réf. 10159	Les entretiens professionnels obligatoires	●	1 jour	950 €	**p. 52**
Réf. 51014	Mener efficacement ses entretiens annuels		2 jours	1 360 €	**83**
Réf. 10027	Gestion des compétences	●	2 jours	1 450 €	**53**
Réf. 10117	Piloter un dispositif de GPEC dynamique	●	3 jours	1 995 €	**53**

Tous les tarifs sont exprimés HT

LÉGENDE

NEW **NOUVEAU**
Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !

CPF **CPF**
Formation éligible au Compte Personnel de Formation

BEST OF **BEST-OF**
Formation plébiscitée par nos clients

DIGITAL **DIGITAL**
Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Sessions à la carte : 3 collaborateurs à former ? Je crée la session à la date de mon choix !

Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital

SOMMAIRE

FORMATION

Gestion de la formation

Réf. 10196	**Cycle certifiant** - Digital Learning Manager		11 jours	6 270 €	**p. 54**
Réf. 10162	**Cycle certifiant** - Chargé(e) de formation		10 jours	5 400 €	**56**
Réf. 10053	Assistant(e) formation		2 jours	1 450 €	**58**
Réf. 10158	Gérer le plan de développement des compétences avec le CPF		1 jour	900 €	**58**
Réf. 10192	**Classe virtuelle** - Gérer le CPF rénové		2 heures	190 €	**26**
Réf. 10094	Gestion administrative et financière de la formation		2 jours	1 520 €	**59**
Réf. 10181	Focus sur le financement de la formation		4 heures	545 €	**59**
Réf. 10051	Construire et piloter le plan de développement des compétences		3 jours	1 995 €	**60**
Réf. 10189	Contrats de professsionalisation et d'apprentissage		1 jour	950 €	**42**
Réf. 10198	**Classe virtuelle** - Maîtriser les nouvelles règles de l'apprentissage		2 heures	190 €	**27**
Réf. 55383	Préparer sa VAE		2 jours	1 055 €	**@**
Réf. 10187	Gérer la formation à l'ère du digital		2 jours	1 520 €	**60**
Réf. 10137	Optimiser ses achats de formation		2 jours	1 520 €	**61**
Réf. 10173	Construire les tableaux de bord de la formation		2 jours	1 520 €	**61**
Réf. 10002	Piloter la mise en œuvre d'actions de formation		2 jours	1 520 €	**62**
Réf. 10182	Mesurer le retour sur investissement (ROI) de la formation		4 heures	545 €	**62**
Réf. 10188	Créer son académie d'entreprise		2 jours	1 520 €	**63**

Ingénierie de la formation

Réf. 10075	Formation de formateurs occasionnels		3 jours	1 895 €	**p. 63**
Réf. 10075BL	Formation de formateurs occasionnels - Blended		21 heures	1 515 €	**@**
Réf. 10150	**Cycle certifiant** - Formateur		11 jours	6 270 €	**64**

PAIE ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Paie

Réf. 10199	**Titre certifié** " Collaborateur Social et Paie "		28 jours	15 700 €	**p. 32**
Réf. 10139	**Cycle certifiant** - Gestionnaire paie		12 jours	6 840 €	**66**
Réf. 10172	**Classe virtuelle** - Décrypter l'actualité de la paie		2 heures	190 €	**25**
Réf. 10148	L'essentiel de la paie pour non-spécialistes		2 jours	1 450 €	**68**
Réf. 10130	Pratique de la paie - Niveau 1		3 jours	1 895 €	**68**
Réf. 10131	Pratique de la paie - Niveau 2		3 jours	1 995 €	**69**
Réf. 10147	Établir le bulletin de paie - **Sessions à la carte**		3 jours	1 995 €	**69**
Réf. 10149	Pratique de la paie - Niveau 3 - **Sessions à la carte**		3 jours	1 995 €	**69**
Réf. 10132	Calcul de la dernière paie		2 jours	1 580 €	**70**
Réf. 10085	Superviser le service paie - **Sessions à la carte**		2 jours	1 580 €	**69**
Réf. 60026	Comptabiliser les charges de personnel		2 jours	1 495 €	**241**
Réf. 10134	Audit de la paie		2 jours	1 580 €	**70**
Réf. 10145	Calculer les cotisations sociales - **Sessions à la carte**		3 jours	1 995 €	**69**
Réf. 10140	Remplir la Déclaration Sociale Nominative - **Sessions à la carte**		2 jours	1 580 €	**69**
Réf. 10016	Prévenir et gérer un contrôle URSSAF		1 jour	950 €	**49**
Réf. 30129	Prélèvement à la source		1 jour	990 €	**275**

Administration du personnel

Réf. 10047	Gérer l'administration du personnel au quotidien		3 jours	1 895 €	**p. 71**
Réf. 10044	Assistant(e) RH		3 jours	1 895 €	**71**
Réf. 10044BL	Assistant(e) RH - Blended		21 heures	1 515 €	**@**

LÉGENDE

NEW **NOUVEAU**
Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !

CPF **CPF**
Formation éligible au Compte Personnel de Formation

BEST OF **BEST-OF**
Formation plébiscitée par nos clients

DIGITAL **DIGITAL**
Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Sessions à la carte : 3 collaborateurs à former ? Je crée la session à la date de mon choix !

Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

RELATIONS SOCIALES

Réf. 10175	Découvrir les instances représentatives du personnel		4 heures	495 €	**p. 40**
Réf. 10125	**Cycle certifiant** - Responsable des relations sociales	●●	12 jours	6 840 €	**72**
Réf. 10056	Représentants du personnel	●	2 jours	1 450 €	**74**
Réf. 10021	Maîtriser l'organisation et le fonctionnement du CSE		2 jours	1 450 €	**74**
Réf. 10026	Maîtriser les attributions du CSE en matière de SSCT		1 jour	900 €	**77**
Réf. 10069	Présider le Comité Social et Économique	●	2 jours	1 520 €	**75**
Réf. 10070	Réussir les élections professionnelles		2 jours	1 580 €	**75**
Réf. 10019	Négocier avec ses partenaires sociaux	●	2 jours	1 450 €	**76**

SANTÉ, SÉCURITÉ ET QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

Réf. 40085	Animateur santé sécurité	●	3 jours	1 895 €	**p. 489**
Réf. 10079	Accidents du travail et maladies professionnelles		2 jours	1 520 €	**76**
Réf. 40029	Méthode de l'arbre des causes		2 jours	1 395 €	**487**
Réf. 92251	La faute inexcusable de l'employeur		2 jours	1 650 €	**389**
Réf. 92348	La responsabilité civile de l'employeur		4 heures	545 €	**372**
Réf. 10074	Risques psychosociaux et bien être au travail		2 jours	1 520 €	**77**
Réf. 10171	**Classe virtuelle** - Promouvoir la santé et la sécurité au travail		2 heures	190 €	**26**
Réf. 53034	Maîtriser son stress pour améliorer ses performances		2 jours	1 360 €	**@**
Réf. 40039	Réglementation santé et sécurité - Niveau 1	●	2 jours	1 395 €	**481**
Réf. 40040	Réglementation santé et sécurité - Niveau 2		2 jours	1 420 €	**482**
Réf. 40111	Responsabilité des managers en santé sécurité		4 heures	425 €	**481**
Réf. 40015	Réaliser son plan de prévention	●	1 jour	940 €	**487**
Réf. 10012	Maîtriser le risque pénal en droit du travail		2 jours	1 580 €	**47**
Réf. 10026	Maîtriser les attributions du CSE en matière de SSCT		1 jour	900 €	**77**
Réf. 10064	Présider le CHSCT	●	2 jours	1 520 €	**78**

PROCESS ET OUTILS RH

Contrôle de gestion sociale

Réf. 10022	Conduire un audit social		2 jours	1 580 €	**p. 78**
Réf. 10039	Piloter le système de rémunération		3 jours	1 895 €	**79**
Réf. 10023	Contrôle de gestion sociale		2 jours	1 520 €	**79**
Réf. 10024	Bâtir et faire évoluer ses tableaux de bord sociaux	●	2 jours	1 520 €	**80**

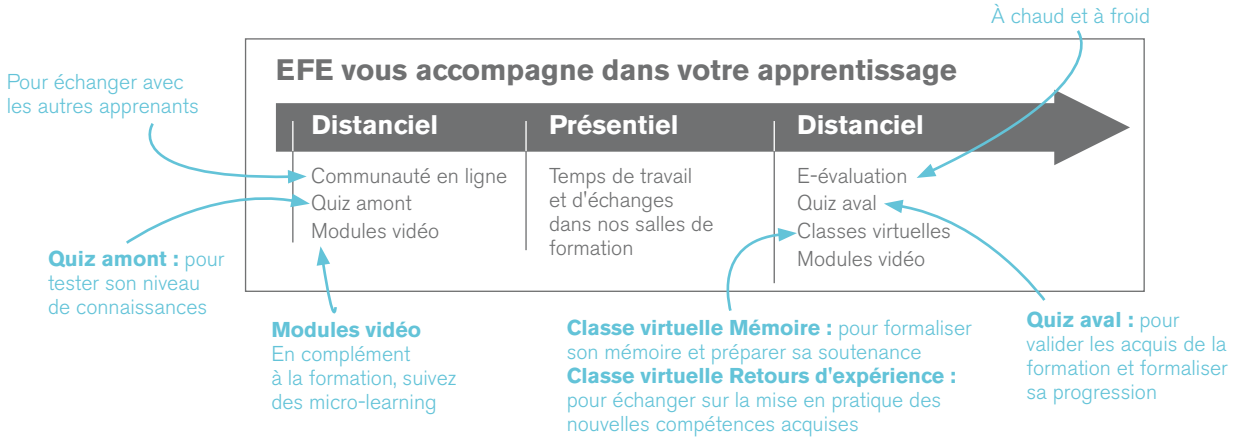
Pilotage RH

Réf. 10174	Pilotage stratégique de la fonction RH		3 jours	1 995 €	**p. 80**
Réf. 10083	Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines	●●	3 jours	1 895 €	**81**
Réf. 10036	**Cycle long** - L'essentiel de la fonction RH	●	6 jours	3 480 €	**82**

RH pour managers

Réf. 51183	6 étapes pour recruter un candidat		1 jour	895 €	**@**
Réf. 51014	Mener efficacement ses entretiens annuels		2 jours	1 360 €	**83**
Réf. 53266	Les clés d'une négociation gagnant-gagnant	●	2 jours	1 410 €	**83**
Réf. 51153	Devenir manager coach		2 jours	1 410 €	**@**

Tous les tarifs sont exprimés HT



SOMMAIRE PAR NIVEAU

Choisissez votre formation selon votre niveau de compétences : initiation, perfectionnement ou expertise

	Droit social			Recrutement et développement des compétences	Formation	
INITIATION	Maîtriser la pratique du droit du travail Niveau 1 p. 36	CDD et intérim : sécuriser ses contrats p. 41	Maîtriser les régimes de retraite p. 46	Réussir ses recrutements p. 50	Assistant(e) formation p. 58	Préparer sa VAE sur www.efe.fr
	Découvrir les instances représentatives du personnel p. 40	Sécuriser les contrats de sous-traitance p. 130	Maîtriser le système de protection sociale p. 387	Décoder la communication non verbale sur www.efe.fr	Gérer le plan de développemment des compétences et le CPF p. 58	Formation de formateurs occasionnels p. 63
	Droit du travail pour responsables RH p. 39	Piloter le système de rémunération p. 79	Assurance complémentaire santé p. 388	Mener efficacement ses entretiens annuels p. 83		
	Droit du travail pour managers p. 41		Gérer un contentieux prud'homal p. 50	Gestion des compétences p. 53		
PERFECTIONNEMENT	Juriste spécialisé en droit social **Cycle certifiant** p. 34	Gérer les contrats de travail p. 42	Mettre en œuvre le principe de non-discrimination lors du recrutement p. 52	Conduire un entretien de recrutement p. 51	Digital Learning Manager **Cycle certifiant** p. 54	Optimiser ses achats de formation p. 61
	Perfectionner la pratique du droit du travail Niveau 2 p. 38	Maîtriser l'impact de la digitalisation sur la relation de travail **Nouveau** p.43	Responsabilité pénale p. 144	Mettre en œuvre le principe de non-discrimination lors du recrutement p. 52	Chargé(e) de formation **Cycle certifiant** p. 56	Construire les tableaux de bord de la formation p. 61
	La durée du travail p. 38	Gérer la protection sociale des salariés en mobilité internationale p. 44	Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces p. 48	Innover dans ses méthodes de recrutement p. 52	Gestion administrative et financière de la formation p. 59	Piloter la mise en œuvre d'actions de formation p. 62
	Les modes de rupture du contrat de travail p. 39	Intéressement, participation, épargne salariale p. 45	Exercice du pouvoir disciplinaire p. 48	Décoder les comportements et les micro expressions sur www.efe.fr	Focus sur le financement de la formation p. 59	Mesurer le retour sur investissement (ROI) de la formation p. 62
	L'essentiel du droit social **Cycle long** p. 40	Préparer son dossier de retraite p. 46	Gérer le fait religieux en entreprise p. 49	Les entretiens professionnels obligatoires p. 52	Construire et piloter le plan de développemment des compétences p. 60	Créer son académie d'entreprise p. 63
	Contrats de professionnalisation et d'apprentissage p. 42	Prévoyance collective p. 388	Prévenir et gérer un contrôle URSSAF p. 49	Piloter un dispositif de GPEC dynamique p. 53	Contrats de professionnalisation et d'apprentissage p. 42	Formateur **Cycle certifiant** p. 64
		Prévenir le délit d'entrave p. 47			Gérer la formation à l'ère du digital p. 60	
EXPERTISE	Expatriation et détachement p. 44	Maîtriser le risque pénal en droit du travail p. 47	Stock-options et actions gratuites p. 45			

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

	Paie et administration du personnel		Relations sociales, santé, sécurité et qualité de vie au travail		Process et outils RH	
INITIATION	L'essentiel de la paie pour non-spécialistes p. 68	Prélévement à la source p. 275	Représentants du personnel p. 74	Maîtriser son stress pour améliorer ses performances sur www.efe.fr	Piloter le système de rémunération p. 79	6 étapes pour recruter un candidat sur www.efe.fr
	Pratique de la paie Niveau 1 p. 68	Assistant(e) RH p. 71	Découvrir les instances représentatives du personnel p. 40	Réglementation santé et sécurité - Niveau 1 p. 481	Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines p. 81	Mener efficacement ses entretiens annuels p.83
		Gérer l'administration du personnel au quotidien p. 71	Maîtriser l'organisation et le fonctionnement du CSE p. 74	Responsabilité des managers en santé sécurité p. 481	L'essentiel de la fonction RH **Cycle long** p. 82	
			Négocier avec ses partenaires sociaux p. 76	Maîtriser les attributions du CSE en matière de SSCT p. 77		
			Méthode de l'arbre des causes p. 487			
PERFECTIONNEMENT	Pratique de la paie Niveau 2 p. 69	Comptabiliser les charges de personnel p. 241	Présider le Comité Social et Économique p. 75	Risques psychosociaux et bien être au travail p. 77	Contrôle de gestion sociale p. 79	Pilotage stratégique de la fonction RH p. 80
	Établir le bulletin de paie **Sessions à la carte** p. 69	Calculer les cotisations sociales **Sessions à la carte** p. 69	Responsable des relations sociales **Cycle certifiant** p. 72	Réglementation santé et sécurité - Niveau 2 p. 482	Bâtir et faire évoluer ses tableaux de bord sociaux p. 80	Les clés d'une négociation gagnant-gagnant p. 83
	Superviser le service paie **Sessions à la carte** p. 69	Prévenir et gérer un contrôle URSSAF p. 49	Accidents du travail et maladies professionnelles p. 76	Réaliser son plan de prévention p. 487		
	Gestionnaire paie **Cycle certifiant** p. 66		La responsabilité civile de l'employeur p. 372	Présider le CHSCT p. 78		
EXPERTISE	Pratique de la paie Niveau 3 **Sessions à la carte** p. 65	Audit de la paie p. 70	Réussir les élections professionnelles p. 75	Maîtriser le risque pénal en droit du travail p. 47	Conduire un audit social p. 78	Devenir manager coach sur www.efe.fr
	Calcul de la dernière paie p. 70	Remplir la Déclaration Sociale Nominative **Sessions à la carte** p. 69	La faute inexcusable de l'employeur p. 389			

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

MAÎTRISER L'ACTUALITÉ SOCIALE

NEW

Anticiper les changements dans son entreprise

ÉTAPE 1 60 minutes pour décrypter les dernières évolutions de la législation sociale

- Cerner les nouvelles règles d'organisation du travail : forfait-jour, modulation du temps de travail
- Définir les contours du licenciement économique

ÉTAPE 2 15 minutes pour faire le point sur l'actualité jurisprudentielle en matière de rupture du contrat de travail

Étude de cas : analyse de la jurisprudence précisant les contours de l'obligation de reclassement à la charge de l'employeur en matière de licenciement économique

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques à adopter pour prévenir les risques en matière de :

- Santé et sécurité au travail
- Relations avec les représentants du personnel et négociation sociale

Le programme est susceptible d'évoluer en fonction de l'actualité

INITIATION

28 janvier 2019	20 septembre 2019
Code 10198	de 11 à 13 h · 190 €

OBJECTIFS

Intégrer les dernières réformes en matière sociale
Faire le point sur les décisions jurisprudentielles récentes

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes en droit social
Collaborateurs de la fonction ressources humaines

INTÉGRER LES ÉLÉMENTS ESSENTIELS DU CONTRAT DE TRAVAIL

Gérer quotidiennement l'exécution du contrat de travail

ÉTAPE 1 60 minutes pour acquérir les bases de la gestion du contrat de travail

Autodiagnostic : recensement des différents types de contrats de travail

- Identifier les éléments pouvant être modifiés unilatéralement et dans quelle mesure, et ceux qui ne peuvent pas l'être
- Exécuter les clauses contractuelles
- Prévenir la réalisation de risques juridiques pouvant se matérialiser à l'occasion de l'exécution du contrat ou de sa rupture

ÉTAPE 2 15 minutes pour réaliser des exercices pratiques

- Les participants mettent en pratique les conseils vus durant la première heure et effectuent des exercices pratiques

Exercice d'application : distinction entre modification du contrat et changement des conditions de travail

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces

- Choisir un contrat de travail en fonction des besoins de l'entreprise : CDI, CDD, temps partiel
- Identifier les règles à respecter pour établir un contrat de travail

INITIATION

18 avril 2019	5 novembre 2019
Code 10170	de 11 à 13 h · 190 €

OBJECTIFS

Identifier les clauses essentielles du contrat de travail, les mettre en œuvre

PRÉREQUIS

Manager une équipe ou évoluer au sein d'un service RH

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne appelée à gérer une relation de travail

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

DÉCOUVRIR LES RÈGLES ESSENTIELLES DU RECRUTEMENT

Optimiser le processus de recrutement au sein de son entreprise

PROGRAMME

ÉTAPE 1 **60 minutes pour acquérir les règles essentielles du recrutement**

- Définir la stratégie de recrutement de l'entreprise et la stratégie de recherche des candidats
- Définir le besoin et lister les principaux critères de recrutement
- Analyser les dossiers de candidature

ÉTAPE 2 **15 minutes pour s'exercer sur son poste**

- Les participants mettent en pratique les conseils vus durant la première heure et s'exercent sur différentes problématiques liées au recrutement
  Exercices d'application : définition d'un besoin de recrutement, optimisation du sourcing, sélection des candidatures

ÉTAPE 3 **45 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces**

Partage d'expériences : la gestion d'un recrutement

- Identifier les difficultés de chacun dans le pilotage des missions de recrutement

INITIATION

11 juin 2019	1er octobre 2019
Code 10169	de 11 à 13 h · 190 €

OBJECTIFS

Connaître et respecter les étapes de l'entretien de recrutement
Analyser le comportement des candidats et adopter la meilleure posture

PRÉREQUIS

Avoir la responsabilité d'une mission de recrutement

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne devant recruter de nouveaux collaborateurs ou évoluant au sein d'un service RH

DÉCRYPTER L'ACTUALITÉ DE LA PAIE

Découvrir les évolutions sociales et fiscales

PROGRAMME

ÉTAPE 1 **60 minutes pour intégrer les dernières évolutions législatives ou réglementaires en matière de paie**

- Découvrir la nouvelle présentation et les mentions obligatoires du bulletin de paie
- Cerner l'impact des évolutions affectant la réglementation du temps de travail sur les salaires
- Intégrer les impacts en paie du volet " épargne salariale " de la loi Macron
- Connaître les évolutions et les impacts en paie de la législation relative à la prévoyance frais de santé

ÉTAPE 2 **15 minutes pour s'exercer au décryptage des nouvelles mentions obligatoires d'un bulletin de paie**

Exercice d'application : établissement d'un bulletin type conforme aux nouvelles règles légales et calcul des assiettes de cotisation « forfait social » applicables

ÉTAPE 3 **45 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces**

Partage d'expériences : le traitement des différentes contributions et cotisations sociales
Le programme est susceptible d'évoluer en fonction de l'actualité

INITIATION

20 mars 2019	2 octobre 2019
Code 10172	de 11 à 13 h · 190 €

OBJECTIFS

Faire le point sur l'actualité paie
Intégrer rapidement les dernières réformes sociales et fiscales ayant des impacts en paie

PRÉREQUIS

Connaître les règles du droit du travail applicables à la gestion du personnel

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne évoluant au sein d'un service RH ou amenée à établir la paie en entreprise

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

PROMOUVOIR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Intégrer les obligations de l'employeur

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour cerner les enjeux majeurs en matière de santé et sécurité au travail
- Cerner les obligations de l'employeur
- Découvrir les principes généraux de prévention : analyser les neuf principes de l'article L4121-2 du Code du travail

ÉTAPE 2 30 minutes pour réaliser un exercice pratique
- Les participants mettent en pratique les points abordés pendant la première heure au travers d'une étude de cas
  Étude de cas : analyse commentée d'une grille d'évaluation et d'un plan d'action de prévention des risques

ÉTAPE 3 30 minutes pour échanger sur les droits et obligations des salariés
- Les droits d'alerte et de retrait
- Les obligations du salarié
- L'information et la formation des salariés

INITIATION

23 mai 2019	14 novembre 2019
Code 10171	de 11 à 13 h · 190 €

OBJECTIFS
Cerner les obligations de l'employeur
Identifier les règles de prévention
Recenser les droits et les obligations des salariés

PRÉREQUIS
Connaître les problématiques rencontrées par les entreprises en matière de santé et sécurité

PUBLIC CONCERNÉ
Directeurs d'établissement, directeurs et responsables des ressources humaines
Membres de CHSCT
Responsables juridiques et juristes

GÉRER LE CPF RÉNOVÉ

Optimiser son budget de formation grâce à ces dispositifs.

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour gérer le CPF
- Maîtriser le nouveau système de monétisation du CPF
- Identifier les formations éligibles au CPF suite à la suppression des listes
- Connaître le nouveau système de désintermédiation pour la gestion du CPF par le salarié
- Maîtriser les conditions de mise en œuvre du CPF : pendant ou hors temps de travail

ÉTAPE 2 15 minutes pour s'exercer sur son poste
- Les participants mettent en pratique les conseils vus durant la première heure et s'exercent sur différentes problématiques
  Partage d'expériences : les actions mises en œuvre pour inciter les salariés de son entreprise à recourir à leur CPF

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces

INITIATION

25 juin 2019	30 septembre 2019
Code 10192	de 11 à 13 h · 190 €

OBJECTIFS
Intégrer les règles qui régissent la mise en œuvre du CPF
Accompagner et inciter les salariés à utiliser leur CPF

PRÉREQUIS
Être amené à mettre en œuvre ou à utiliser le CPF

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne en charge de la gestion de la formation

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

MAÎTRISER LES NOUVELLES RÈGLES DE L'APPRENTISSAGE

Identifier ses avantages et ses inconvénients

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour gérer le contrat d'apprentissage
- Connaître les nouvelles modalités de financement de l'apprentissage
- Identifier les diplômes pouvant être préparés dans le cadre de l'apprentissage
- Maîtriser les caractéristiques du contrat d'apprentissage

ÉTAPE 2 15 minutes pour s'exercer sur son poste
- Les participants mettent en pratique les conseils vus durant la première heure et s'exercent sur différentes problématiques
  Exercice d'application : formalisation du contrat d'apprentissage

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces
- Identifier les différences entre apprentissage et contrat de professionnalisation

PERFECTIONNEMENT

17 janvier 2019	12 novembre 2019
Code 10199	de 11 à 13 h · 190 €

OBJECTIFS
Intégrer les nouvelles règles des contrats d'apprentissage
Cerner les différences entre contrat d'apprentissage et contrat de professionnalisation

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances générales en droit du travail.

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne en charge de la gestion de la formation

CONNAÎTRE LES BASES DE LA RETRAITE

Distinguer les différents régimes de retraite

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour acquérir les notions essentielles de la retraite
- Comprendre le fonctionnement des régimes de retraite du secteur privé
- Le régime général de base de la Sécurité sociale
- Les régimes complémentaires ARRCO et AGIRC
- Identifier les régimes supplémentaires

ÉTAPE 2 15 minutes pour s'exercer sur son poste
- Les participants mettent en pratique les connaissances acquises durant la première heure et s'exercent aux calculs des niveaux de retraite
  Exercice d'application : calcul de la retraite d'un salarié cadre

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les failles des régimes obligatoires et sur les alternatives
Partage d'expériences : les modalités pour pallier les carences des régimes obligatoires et anticiper les évolutions du régime de retraite en France

INITIATION

2 avril 2019	19 décembre 2019
Code 10193	de 11 à 13 h · 190 €

OBJECTIFS
Connaitre le mode de fonctionnement des systèmes de retraite
Comprendre les failles du régime général et des régimes complémentaires

PRÉREQUIS
Être confronté au traitement des dossiers de retraite

PUBLIC CONCERNÉ
Collaborateurs au sein d'un service RH

Partenariat

TITRE CERTIFIÉ

CHARGÉ(E) DES RESSOURCES HUMAINES

CPF DIGITAL

INSCRIT AU RNCP

Validez à votre rythme un ou plusieurs des 7 blocs de compétences ci-dessous et bénéficiez pour chaque bloc d'un certificat reconnu, enregistré au RNCP et éligible au CPF !
Validez tous les blocs de compétences sur 5 ans, et obtenez le titre certifié de " Chargé(e) des Ressources Humaines ".

1 ÉLABORER LES PROCESSUS ET LES TABLEAUX DE BORD RH

2 GARANTIR L'APPLICATION DU DROIT SOCIAL INDIVIDUEL

3 CONTRIBUER À L'ANIMATION DU DIALOGUE SOCIAL

4 METTRE EN PLACE UNE GESTION DE L'EMPLOI ET DES COMPÉTENCES

5 RECRUTER LES COLLABORATEURS

6 PILOTER LA FORMATION PROFESSIONNELLE

7 ASSURER LA PAIE ET LES DÉCLARATIONS SOCIALES

Le certificat de compétences qui atteste de la maîtrise d'un bloc de compétences est délivré par SUPdesRH à l'issue d'une évaluation en ligne sous la forme de cas pratiques et d'un questionnaire reliés à une problématique RH.

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

CPF

Titre certifié de niveau II
(Bac+3/4) enregistré au RNCP
Éligible au CPF
Code 2627

LES + DE LA FORMATION

Formation certifiante inscrite au RNCP et éligible au CPF

Certification par capitalisation en validant séparément les 7 blocs de compétences à votre rythme, sur une période de 5 ans maximum

Pour chaque bloc de compétences validé, bénéficiez d'un certificat enregistré au RNCP et éligible au CPF

Des ressources pédagogiques disponibles 24h/24 sur une plateforme dématérialisée

- Total 37 jours | 259 heures
code produit : 10194
7 blocs de compétences validés
- Tarif formations : 16 375 € HT*
- Frais de dossier : 150 € HT
- Coût forfaitaire de l'évaluation : 2 700 € HT
- Coût global : 19 225 € HT

**Soit 25 % de remise

DÉTAIL DU PARCOURS DE FORMATION

Préparant à la validation des 7 blocs de compétences du titre
" Chargé(e) des ressources humaines "

BLOC 5 - RECRUTER LES COLLABORATEURS
BLOC 1 - ÉLABORER LES PROCESSUS ET LES TABLEAUX DE BORD

Cycle long - L'essentiel de la fonction RH (code 10036 p. 82)
Ce parcours valide les blocs de compétences n°5 + n°1 qui font l'objet d'une certification
- 6 jours | 42 heures
- Tarif : 3 480 € HT
- Coût de l'évaluation : 600 € HT

BLOC 4 - METTRE EN PLACE UNE GESTION DE L'EMPLOI ET DES COMPÉTENCES

Gestion des compétences (code 10027 p. 53)
Ce parcours valide le bloc de compétences n°4 qui fait l'objet d'une certification
- 2 jours | 14 heures
- Tarif : 1 450 € HT
- Coût de l'évaluation : 300 € HT

BLOC 2 - GARANTIR L'APPLICATION DU DROIT SOCIAL INDIVIDUEL
BLOC 3 - CONTRIBUER À L'ANIMATION DU DIALOGUE SOCIAL

Cycle certifiant - Juriste en droit social (code 10124 p. 34)
Ce parcours valide les blocs de compétences n°2 + n°3 qui font l'objet d'une certification
- 15 jours | 105 heures
- Tarif : 8 545 € HT
- Coût de l'évaluation : 900 € HT

BLOC 7 - ASSURER LA PAIE ET LES DÉCLARATIONS SOCIALES

Cycle certifiant - Gestionnaire paie (code 10139 p. 66)
Ce parcours valide le bloc de compétences n°7 qui fait l'objet d'une certification
- 12 jours | 84 heures
- Tarif : 6 840 € HT
- Coût de l'évaluation : 600 € HT

BLOC 6 - PILOTER LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Gestion administrative et financière de la formation (code 10094 p. 59)
Ce parcours valide le bloc de compétences n°6 qui fait l'objet d'une certification
- 2 jours | 14 heures
- Tarif : 1 520 € HT
- Coût de l'évaluation : 300 € HT

POUR EN SAVOIR PLUS
ou être conseillé,
contactez Robert BIEWER
au 01 44 09 12 89
ou rbiewer@efe.fr

Partenariat

TITRE CERTIFIÉ

MANAGER DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

CPF DIGITAL

INSCRIT AU RNCP

Développez votre expertise et boostez votre carrière dans le management des ressources humaines, en validant un ou plusieurs blocs de compétences du titre de " Manager du Développement des Ressources Humaines ".
À l'issue de cette formation vous serez capable de :

1. PILOTER LA STRATÉGIE RH DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL
2. MANAGER ET DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES
3. MANAGER UNE ÉQUIPE DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT
4. MANAGER LA SÉCURITÉ ET LE BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL
5. MANAGER LES RELATIONS SOCIALES INDIVIDUELLES
6. MANAGER LE DIALOGUE SOCIAL
7. PILOTER LA RÉMUNÉRATION ET LA MASSE SALARIALE

Le certificat de compétences qui atteste de la maîtrise d'un bloc de compétences est délivré par SUPdesRH à l'issue d'une épreuve d'évaluation sous forme de cas pratiques devant un jury professionnel.

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

CPF

Titre certifié de niveau I (Bac+5) enregistré au RNCP
Éligible au CPF
Code 192034

LES + DE LA FORMATION

Validez séparément chaque bloc de compétences : à l'issue d'un parcours de formation continue enrichi par les retours d'expériences de nombreux experts opérationnels RH.

Pour chaque bloc de compétences validé, bénéficiez d'un certificat enregistré au RNCP et éligible au CPF.

Vous disposez d'un délai de 5 ans pour valider la totalité des blocs de compétences et obtenir le titre certifié de " Manager du Développement des Ressources Humaines ".

- Total 32 jours | 224 heures
code produit : 10195
7 blocs de compétences validés
- Tarif formations : 17 480 € HT*
- Frais de dossier : 150 € HT
- Coût forfaitaire de l'évaluation : 3 100 € HT
- Coût global : 20 730 € HT

**Soit 25 % de remise

DÉTAIL DU PARCOURS DE FORMATION

Préparant à la validation des 7 blocs de compétences du titre
" Manager du développement des ressources humaines "

BLOC 1 - PILOTER LA STRATÉGIE RH DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL

À suivre sur demande en coaching ou validation par la VAE
Ce parcours valide le bloc de compétences n°1 qui fait l'objet d'une certification

BLOC 2 - MANAGER ET DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES

Construire et piloter le plan de développement des compétences (code 10051 p. 60)
Piloter un dispositif de GPEC dynamique (code 10117 p. 53)
Ce parcours valide le bloc de compétences n°2 qui fait l'objet d'une certification
- 6 jours | 42 heures
- Tarif : 3 990 € HT
- Coût de l'évaluation : 900 € HT

BLOC 3 - MANAGER UNE ÉQUIPE DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT

Être acteur de la réussite de son projet (code 52164 sur www.efe.fr)
Manager une équipe - Niveau 2 (code 51012 sur www.efe.fr)
Ce parcours valide le bloc de compétences n°3 qui fait l'objet d'une certification
- 4 jours | 28 heures
- Tarif : 2 750 € HT
- Coût de l'évaluation : 900 € HT

BLOC 4 - MANAGER LA SÉCURITÉ ET LE BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL

Réglementation santé et sécurité - Niveau 1 (code 40039 p. 481)
Risques psychosociaux et bien-être au travail (code 10074 p. 77)
Maîtriser les attributions du CSE en matière de SSCT (code 10026 p. 77)
Ce parcours valide le bloc de compétences n°4 qui fait l'objet d'une certification
- 5 jours | 35 heures
- Tarif : 3 790 € HT
- Coût de l'évaluation : 900 € HT

BLOC 5 - MANAGER LES RELATIONS SOCIALES INDIVIDUELLES

Droit du travail pour responsables RH (code 10077 p. 39)
Expatriation et détachement (code 10031 p. 44)
Mettre en œuvre le principe de non-discrimination lors du recrutement (code 10191 p. 52)
Maîtriser le risque pénal en droit du travail (code 10012 p. 47)
Gérer un contentieux prud'homal (code 10014 p. 50)
Ce parcours valide le bloc de compétences n°5 qui fait l'objet d'une certification
- 8 jours | 56 heures
- Tarif : 6 460 € HT
- Coût de l'évaluation : 900 € HT

BLOC 6 - MANAGER LE DIALOGUE SOCIAL

Négocier avec ses partenaires sociaux (code 10019 p. 76)
Maîtriser l'organisation et le fonctionnement du CSE (code 10021 p. 74)
Ce parcours valide le bloc de compétences n°6 qui fait l'objet d'une certification
- 4 jours | 28 heures
- Tarif : 2 900 € HT
- Coût de l'évaluation : 900 € HT

BLOC 7 - PILOTER LA RÉMUNÉRATION ET LA MASSE SALARIALE

Contrôle de gestion sociale (code 10023 p. 79)
Piloter le système de rémunération (code 10039 p. 79)
Ce parcours valide le bloc de compétences n°7 qui fait l'objet d'une certification
- 5 jours | 35 heures
- Tarif : 3 415 € HT
- Coût de l'évaluation : 900 € HT

POUR EN SAVOIR PLUS
ou être conseillé,
contactez Robert BIEWER
au 01 44 09 12 89
ou rbiewer@efe.fr

Partenariat

TITRE CERTIFIÉ

COLLABORATEUR(TRICE) SOCIAL ET PAIE

NEW CPF DIGITAL

INSCRIT AU RNCP

Évoluez vers le métier de gestionnaire de paie en entreprise en validant les blocs de compétences du **titre certifié " Collaborateur (trice) Social et Paie ".**

1 ÉTABLISSEMENT DES BULLETINS DE SALAIRE ET DES DÉCLARATIONS SOCIALES

2 GESTION DU DOSSIER SOCIAL DU SALARIÉ/ CLIENT ET ASSISTANCE

Le certificat de compétences qui atteste de la maîtrise d'un bloc de compétences est délivré par SOFTEC à l'issue d'une épreuve écrite composée d'un QCM et d'une étude de cas, suivie d'un oral devant un jury de professionnels.

Les compétences nécessaires à l'exercice du métier de **Collaborateur (trice) Social et Paie**, peuvent être acquises :

- par la **formation continue** pour les salariés souhaitant se spécialiser dans le traitement de la paie,
- par la **formation en alternance** pour les demandeurs d'emploi et les salariés en reconversion ou
- par la **VAE (validation des acquis de l'expérience)**, pour toute personne justifiant d'au moins une année d'expérience professionnelle.

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

CPF

Titre certifié de niveau III (Bac+2)
enregistré au RNCP
Éligible au CPF
Code 192037

LES + DE LA FORMATION

Formation certifiante inscrite au RNCP et éligible au CPF

Certification par capitalisation en validant séparément les 2 blocs de compétences à votre rythme, sur une période de 5 ans maximum

Des tests de positionnement réalisables à distance pour tester ses connaissances

Des ressources pédagogiques disponibles 24h/24 sur une plateforme dématérialisée

DÉTAIL DU PARCOURS DE FORMATION

Préparant à la validation des 2 blocs de compétences du titre certifié
" Collaborateur (trice) Social et Paie "

BLOC 1 - ÉTABLISSEMENT DES BULLETINS DE SALAIRE ET DES DÉCLARATIONS SOCIALES

Maîtriser la pratique du droit du travail Niveau 1 (code 10001 p. 36)
2 jours | 14 heures

Gérer les contrats de travail (code 10151 p. 42)
2 jours | 14 heures

Cycle certifiant - Gestionnaire paie (code 10139 p. 66)
12 jours | 84 heures

Coût total du bloc 1 :
16 jours | 112 heures
Tarif formations : 7 850 € HT*
Coût de l'évaluation : 1250 € HT
*Soit 20 % de remise

BLOC 2 - GESTION DU DOSSIER SOCIAL DU SALARIÉ /CLIENT ET ASSISTANCE

Gérer l'administration du personnel au quotidien (code 10047 p. 71)
3 jours | 21 heures

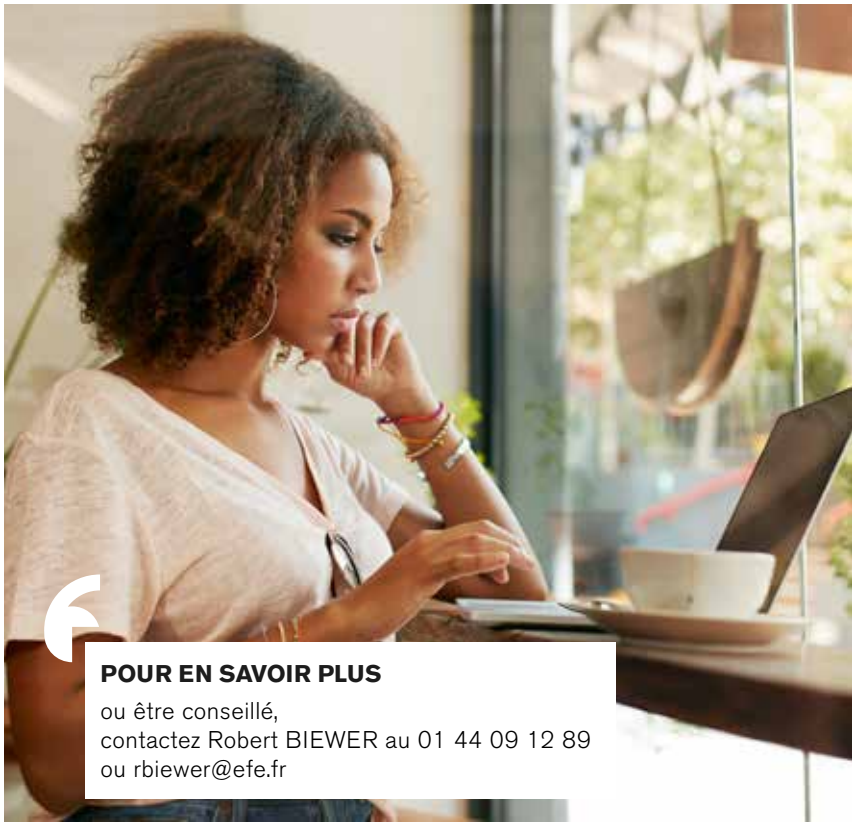
Bâtir et faire évoluer ses tableaux de bord sociaux (code 10024 p. 80)
2 jours | 14 heures

Gestion administrative et financière de la formation (code 10094 p. 59)
2 jours | 14 heures

Communication écrite et orale opérationnelle (code 53253 sur www.efe.fr)
2 jours | 14 heures

Maîtriser les bases d'Office 2016 (code 54325 sur www.efe.fr)
3 jours | 21 heures

Coût total du bloc 2 :
12 jours | 84 heures
Tarif formations : 6 070 € HT*
Coût de l'évaluation : 1250 € HT
*Soit 20 % de remise



POUR EN SAVOIR PLUS
ou être conseillé,
contactez Robert BIEWER au 01 44 09 12 89
ou rbiewer@efe.fr

Total 28 jours | 196 heures
code produit : 10199
2 blocs de compétences validés
Tarif formations : 13 050 € HT**
Frais de dossier : 150 € HT
Coût forfaitaire de l'évaluation : 2 500 € HT
Coût global : 15 700 € HT
**Soit 25 % de remise

CYCLE CERTIFIANT

BEST OF CPF DIGITAL

Juriste en droit social

Garantir l'application de la réglementation sociale dans l'entreprise

Le juriste en droit social est l'interface entre l'entreprise et les salariés. Son rôle consiste principalement à assister la direction des ressources humaines et les managers opérationnels à répondre à toutes les questions relatives au droit du travail. Accéder à cette fonction implique ainsi de maîtriser les règles essentielles qui régissent les relations individuelles et collectives du travail.

MODULE 1 | 3 jours

Du recrutement à la rédaction du contrat de travail

OBJECTIFS

- Se repérer dans l'arsenal des normes juridiques
- Identifier les contraintes juridiques propres aux différents contrats

PROGRAMME

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratique pendant et après la formation

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner l'environnement juridique des relations du travail

- Identifier et hiérarchiser les sources du droit social
- Distinguer les juridictions compétentes en droit du travail

Maîtriser les différentes étapes de l'embauche d'un salarié

- Appliquer les meilleures méthodes pour réussir un recrutement
- Connaître les obligations liées au recrutement
- Identifier les différentes formalités à respecter

Choisir et rédiger le contrat de travail le mieux adapté

- Analyser les différents types de contrats
- Rédiger un CDI : les clauses usuelles et sensibles
- Maîtriser les spécificités du CDD et de l'intérim

Exercice d'application : rédaction des clauses sensibles du contrat de travail

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 2 jours

La gestion et le suivi de la durée du travail

OBJECTIFS

- Acquérir les connaissances nécessaires à la gestion de la durée du travail
- Mettre en place des outils de suivi et de contrôle du temps

Maîtriser les règles fondamentales de la durée du travail

- Maîtriser le cadre juridique du temps de travail
- Gérer les horaires
- Gérer le temps de travail des cadres
- Gérer les jours de RTT
- Intégrer les règles du CET

S'adapter aux fluctuations de l'activité

- Gérer les heures supplémentaires
- Gérer les heures complémentaires des temps partiels

Exercice d'application : rédaction de conventions de forfait

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 3 jours

L'exécution du contrat de travail

OBJECTIFS

- Gérer les absences et les différents cas de suspension du contrat de travail
- Sécuriser les procédures en matière d'AT/MP

PROGRAMME

Gérer les congés payés et les périodes de suspension du contrat

Maîtriser les règles relatives aux congés payés

- Fixer et comptabiliser les CP
- Identifier les différents cas de suspension du contrat de travail
- Gérer les arrêts maladie, les congés maternité/paternité, le congé parental

Gérer les accidents de travail et la maladie professionnelle

Prendre en charge les accidents de travail

- Établir la déclaration accident de travail
- Maîtriser la procédure de reconnaissance de l'AT

Gérer les cas de reconnaissance de maladie professionnelle

- Connaître la définition et les contours de la MP
- Connaître la typologie des principales MP

Gérer l'inaptitude et le reclassement du salarié

- Identifier le rôle des différents acteurs
- Rechercher une solution de reclassement
- Aménager le poste de travail, une obligation
- Faire face à une impossibilité de reclassement

Étude de cas : mise en œuvre d'une procédure d'inaptitude

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 4 | 2 jours

Identifier les pouvoirs et obligations de l'employeur et leurs limites

OBJECTIFS

- Maîtriser les modalités d'exercice du pouvoir disciplinaire
- Cerner les limites aux pouvoirs de l'employeur

PROGRAMME

Connaître les pouvoirs de l'employeur et leurs corollaires

- Apprécier l'étendue du pouvoir de direction
- Exercer le pouvoir disciplinaire
- Cerner l'obligation de sécurité qui pèse sur l'employeur

Cerner les limites aux pouvoirs de l'employeur

- Respecter le principe de non-discrimination
- Prévenir le harcèlement
- Gérer les risques psychosociaux
- Cerner le rôle et les pouvoirs des principaux interlocuteurs

Exercice d'application : conception d'indicateurs RH pour détecter les risques et définition de procédures de remontée de l'information

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

MODULE 5 | 2 jours

Gérer la fin du contrat de travail

OBJECTIFS

- Identifier les motifs de rupture du contrat de travail
- Sécuriser les procédures de licenciement

PROGRAMME

La démission du salarié
- Identifier ses conditions de validité
- Cerner les conséquences pour le salarié

Maîtriser tous les aspects du licenciement

Le licenciement pour motif personnel
- Identifier les motifs de licenciement
- Sécuriser la procédure de licenciement

Le licenciement pour motif économique
- Maîtriser la procédure de licenciement économique
- Mettre en place les mesures d'accompagnement
- Effectuer une rupture conventionnelle collective pour motif économique

Sécuriser les départs négociés
- Intégrer le dispositif de rupture conventionnelle
- Négocier une transaction
- Anticiper les conséquences de la rupture

Exercice d'application : élaboration d'une rupture conventionnelle homologuée

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 6 | 3 jours

Les représentants du personnel

OBJECTIFS

- Maîtriser les modalités de mise en place des IRP
- Identifier le rôle spécifique de chaque instance représentative du personnel

PROGRAMME

Maîtriser le cadre de mise en place des IRP
- L'établissement et l'entreprise
- L'unité économique et sociale

Les syndicats
- Comprendre le droit de la représentativité syndicale
- Gérer au mieux les relations avec les délégués syndicaux

Organiser les élections professionnelles
- Le protocole préélectoral
- Le déroulement des élections professionnelles

Distinguer les structures de représentation du personnel
- Les IRP classiques (DP, CE, CHSCT, CE d'UES)
- Le nouveau conseil social et économique (Loi Macron 2)
- Le DP et la négociation collective
- Le salarié

Assurer le fonctionnement régulier des IRP
- Conduire le dialogue social dans l'entreprise
- Mesurer les sanctions encourues et prévenir les contentieux

Exercice d'application : détermination des évènements de la vie de l'entreprise qui nécessitent l'information ou la consultation d'une de ces instances

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser la pratique du droit social pour conseiller utilement et défendre au mieux les intérêts de votre entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 10124
- 15 jours | 105 heures
- Tarif HT : 8545 €
  Prix TTC pour les particuliers : 6845 €
  Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
DROIT SOCIAL
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Maîtriser les règles encadrant la conclusion, l'exécution et la rupture des contrats de travail
Identifier les obligations pesant sur l'employeur et prévenir les risques
Préparer et organiser les réunions avec les représentants du personnel

PRÉREQUIS

Des connaissances générales en droit du travail sont requises pour suivre utilement cette formation

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes souhaitant obtenir une spécialisation en droit social
Toute personne souhaitant perfectionner ses connaissances en droit social

ANIMATEUR

Alexis TRICLIN
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris - Promotion 1
20 au 22 mars, 1er-2 avril,
13 au 15 mai, 13-14 juin,
9-10 septembre, 27 septembre*
1er au 3 octobre 2019
et 7 janvier 2020**

Paris - Promotion 2
14 au 16 octobre,
12-13 novembre,
16 au 18 décembre 2019,
13-14 janvier, 3-4 février,
25 février*, 11 au 13 mars
et 15 juin 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Avant
- Quiz amont

Pendant
- Journée en présentiel

Après
- Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants
- e-évaluation
- Classe virtuelle
- Modules vidéo

voir descriptif p. 21

Maîtriser la pratique du droit du travail Niveau 1

Cerner le contrat de travail et les missions des IRP

Parce que le droit du travail s'impose à tous au sein de l'entreprise, il convient d'en maîtriser les règles essentielles qui régissent les relations contractuelles, de la conclusion à la rupture du contrat de travail, ainsi que les relations entre employeurs, salariés et représentants du personnel.

FORMAT

PRÉSENTIEL

BEST OF DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner l'environnement juridique des relations du travail

Identifier et connaître les sources du droit du travail

- Loi, conventions et accords collectifs, jurisprudence, usages, règlement intérieur…
- Savoir où trouver l'information dont on a besoin

Partage d'expériences : la hiérarchie et l'articulation des règles du droit du travail

Distinguer les juridictions compétentes en droit du travail

- Les compétences spécifiques des juridictions civiles, pénales et administratives
- Rôles et pouvoirs de l'inspecteur du travail

Partage d'expériences : les juridictions compétentes en droit social

Le contrat de travail en pratique

Choisir et rédiger le contrat de travail

- Connaître les formalités préalables à l'embauche
- Choisir le contrat de travail le mieux adapté : Contrat à Durée Indéterminée (CDI), Contrat à Durée Déterminée (CDD), intérim, temps partiel, alternance…
- Rédiger les clauses essentielles et sensibles : mobilité, horaires, non-concurrence…

Étude de cas : analyse commentée des clauses sensibles du contrat de travail

Gérer la relation contractuelle

- Appliquer la durée et l'aménagement du temps de travail : temps partiel, heures supplémentaires, congés, absences, convention de forfait…
- Identifier les comportements fautifs et les sanctions applicables
- Exercer le pouvoir de direction et le pouvoir disciplinaire

Mise en situation : étendue et limites du pouvoir disciplinaire de l'employeur

Gérer la rupture du contrat de travail

- Maîtriser tous les aspects du licenciement
- Sécuriser les départs négociés
- Anticiper les conséquences de la rupture

Exercice d'application : élaboration d'une rupture conventionnelle homologuée

Les instances représentatives du personnel

- Le Comité Social & Économique (CSE) avec des attributions assimilables à celles des anciens DP, CE, CHSCT
- Représentant de la section syndicale (RSS) et /ou délégué syndical (DS)
- Organiser les élections
- Cerner leurs rôles et attributions respectifs
- Identifier les obligations de l'employeur à leur égard
- Assurer le fonctionnement régulier de ces instances

Exercice d'application : identification des missions et des domaines d'intervention respectifs des IRP

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en pratique les règles de base du droit du travail

INITIATION

Code : 10001

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Acquérir les connaissances juridiques de base en droit du travail et les mettre en pratique
Maîtriser les différents types de contrats de travail, leur contenu et leur gestion
Distinguer les rôles et missions des instances représentatives du personnel

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en droit

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs des services RH
Toute personne souhaitant maîtriser les principes fondamentaux du droit du travail

ANIMATEUR

Véronique GARGUILO
Consultante spécialisée droit social
FORMA CONSEIL +

PLANNING

Paris
14-15 mars 2019
6-7 juin 2019
7-8 octobre 2019
5-6 décembre 2019

Lyon et Bordeaux
6-7 juin 2019
5-6 décembre 2019

Nantes et Lille
14-15 mars 2019
7-8 octobre 2019

Strasbourg
6-7 juin 2019
5-6 décembre 2019

CLASSE VIRTUELLE

Pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 5 septembre 2019 ou 24 janvier 2020

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

FORMAT

BLENDED

DISTANCIEL

1 - Questionnaire Amont - Évaluation de votre niveau avant la formation

2 - Documents téléchargeables à lire sur les sources du droit du travail

3 - Exercice d'application : étude de cas permettant de mettre en application l'ensemble des points abordés dans l'analyse des documents

4 - Classe virtuelle - Pour échanger sur les apports tirés des documents téléchargeables et répondre aux questions qui en découlent (1h30)

PRÉSENTIEL

5 - 1 jour de présentiel pour analyser le contrat de travail et distinguer les différentes IRP

Le contrat de travail en pratique

- Choisir et rédiger le contrat de travail
  Étude de cas : analyse commentée des clauses sensibles du contrat de travail
- Gérer la relation contractuelle
  Mise en situation : étendue et limites du pouvoir disciplinaire de l'employeur
- Gérer la rupture du contrat de travail
  Exercice d'application : élaboration d'une rupture conventionnelle homologuée

Les instances représentatives du personnel

- Le Comité Social & Économique (CSE) avec des attributions assimilables à celles des anciens DP, CE, CHSCT
- Représentant de la Section Syndicale (RSS) et /ou Délégué Syndical (DS)
- Cerner leurs rôles et attributions respectifs
- Identifier les obligations de l'employeur à leur égard
- Assurer le fonctionnement régulier de ces instances
  Exercice d'application : identification des missions et des domaines d'intervention respectifs des IRP

DISTANCIEL

6 - Questionnaire Aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

INITIATION

Code : 10001BL
7 heures de présentiel
7 heures de distanciel
soit 14 heures
Tarif HT : 1 160 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Acquérir les connaissances juridiques de base en droit du travail et les mettre en pratique
Maîtriser les différents types de contrats de travail, leur contenu et leur gestion
Distinguer les rôles et missions des instances représentatives du personnel

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en droit.

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs des services RH
Toute personne souhaitant maîtriser les principes fondamentaux du droit du travail

ANIMATEUR

Véronique GARGUILO
Consultante spécialisée droit social
FORMA CONSEIL +

PLANNING

Session 1
Début du distanciel :
12 avril 2019
Classe virtuelle : 27 mai 2019 de 17h à 18h30
Présentiel : 15 mai 2019
Fin du distanciel le 22 mai 2019

Session 2
Début du distanciel :
21 octobre 2019
Classe virtuelle : 4 novembre 2019 de 17h à 18h30
Présentiel : 8 novembre 2019
Fin du distanciel :
15 novembre 2019

Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2

Sécuriser les relations individuelles et collectives du travail

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

- Sécuriser la conclusion et le suivi des contrats de travail

Choisir le contrat de travail le mieux adapté

- CDI, CDD, intérim, temps partiel… Les critères de choix
  Exercice d'application : rédaction des clauses les plus délicates sous l'éclairage de la dernière jurisprudence et des réformes législatives

L'exécution du contrat de travail et sa modification

- Gérer les différents cas de suspension du contrat de travail
- Maîtriser les règles liées au départ en formation
- Faire face à un comportement fautif
- Gérer la modification du contrat
  Étude de cas : choix de la procédure la plus adaptée pour modifier un élément essentiel de la relation de travail
- Mettre en œuvre les règles encadrant la rupture du contrat

Licenciement pour motif personnel

- Mettre en place une procédure : préparer son dossier, motiver et notifier la décision et indemniser le salarié
- Les contraintes légales et la jurisprudence récente
  Exercice d'application : rédaction de la lettre de licenciement

Licenciement pour motif économique

- Intégrer l'obligation de négociation sur la GPEC
- Sécuriser la procédure de licenciement
- Maîtriser le régime de la rupture conventionnelle
- Négocier une transaction
- Durée et aménagement du temps de travail
- Appliquer la réglementation du temps de travail
- Optimiser les aménagements du temps de travail en toute sécurité
- Maîtriser les rapports avec les représentants du personnel
- Connaître le rôle des différentes instances élues et désignées
- Identifier les obligations de l'employeur
- Maîtriser les règles du dialogue social
- Maîtriser les règles de la représentativité syndicale
  Étude de cas : analyse de la jurisprudence relative aux critères de représentativité des syndicats

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Assister et conseiller les directions opérationnelles de votre entreprise en matière de législation du travail

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 € / Durée : 90 mn de 11h00 à 12h30
Dates : 29 mai 2019 ou 31 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 10057
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Intégrer les modalités de conclusion des contrats de travail
Maîtriser les règles encadrant la rupture du contrat de travail
Maîtriser les missions et le statut des représentants du personnel

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001) p. 36

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes en droit social
Collaborateurs de la fonction ressources humaines
Toute personne souhaitant perfectionner ses connaissances en droit du travail

ANIMATEUR
Thomas CHEVALIER
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
28-29 mars 2019
17-18 juin 2019
12-13 décembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes, Lille et Strasbourg
dates sur www.efe.fr

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

La durée du travail

PROGRAMME

Maîtriser les règles de la durée du travail

Faire le point sur les durées du travail

- Comprendre la notion de temps de travail effectif et ses incidences
- Intégrer le mécanisme des conventions de forfait (forfait heures / forfait jours)
  Étude de cas : analyse de situations concrètes et de leur conformité aux règles susmentionnées

Connaître les risques liés à la méconnaissance de la durée du travail

- Appréhender l'importance de l'obligation de décompte du temps de travail incombant à l'employeur
- Assimiler les risques liés à la conclusion de conventions de forfait
- Analyser les responsabilités encourues
  Exercice d'application : examen d'un dossier contentieux

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier les situations à risque en matière de durée du travail

PLANNING

Paris
11 avril 2019 (14h-18h)
20 septembre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 10176
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS
Cerner la notion de durée du travail et ses implications
Comprendre les risques liés à la méconnaissance de la durée du travail

PRÉREQUIS
Être impliqué dans la gestion des contrats de travail

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables des ressources humaines, managers
Toute personne confrontée à des dossiers comportant une problématique liée à la durée du travail

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Droit du travail pour responsables RH

Sécuriser juridiquement ses décisions RH

BEST OF DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Connaître l'environnement juridique des relations RH
- Maîtriser les sources de droit
- Gérer les relations avec les partenaires sociaux
- Gérer les relations avec les interlocuteurs extérieurs
- Intégrer les bases du contentieux prud'homal

Sécuriser la procédure de recrutement et d'embauche

Respecter les obligations légales en matière d'embauche
- Les formalités préalables et consécutives à l'embauche

Prévenir les risques d'infraction en matière d'embauche
- Les cas de discrimination à l'embauche

Étude de cas : analyse des différents motifs de discrimination prohibés par la loi sous l'éclairage de la dernière jurisprudence

Choisir le contrat de travail le plus adapté
- Le CDI, le CDD, les contrats aidés, l'intérim et le temps partiel

Maîtriser les clauses essentielles du contrat de travail

Étude de cas : analyse des clauses les plus sensibles sous l'éclairage de la dernière jurisprudence

Piloter l'exécution du contrat de travail
- Intégrer la réglementation de la durée du travail
- Gérer l'absence, la maladie et l'inaptitude du salarié
- Sécuriser les conditions d'exercice du pouvoir disciplinaire
- Modifier le contrat

Étude de cas : choix de la procédure la plus adaptée pour modifier un élément essentiel de la relation de travail

Maîtriser la rupture du contrat de travail

Identifier les différents modes de rupture
- La démission, la rupture conventionnelle, le licenciement, la prise d'acte et la résiliation judiciaire

Maîtriser les procédures de licenciement
- Le licenciement personnel et le licenciement économique

Évaluer les risques contentieux

Exercice d'application : identification des écueils à éviter dans la rédaction de lettres de licenciement

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Sécuriser juridiquement vos décisions RH

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique du format blended learning
à découvrir sur www.efe.fr

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 € / Durée : 90 mn
de 11h00 à 12h30
Dates : 8 juillet 2019
ou 18 octobre 2019

INITIATION

Code : 10077
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer efficacement les règles du droit du travail dans les décisions RH
Mettre en place une politique RH en adéquation avec les obligations et les responsabilités de l'employeur
Maîtriser les dernières évolutions législatives et jurisprudentielles

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001) p. 36

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables et gestionnaires des ressources humaines
Toute personne appelée à prendre des responsabilités dans un service RH

ANIMATEUR

Aude BOURUET AUBERTOT
Avocat à la Cour
BGBA AVOCATS

PLANNING

Paris
4-5 avril 2019
4-5 juillet 2019
26-27 novembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?

Les modes de rupture du contrat de travail

PROGRAMME

Maîtriser la procédure de licenciement et la démission
- Intégrer les différentes étapes de la rupture du contrat de travail par l'employeur
- Gérer la rupture du contrat de travail par le salarié

Exercice d'application : rédaction d'une lettre de licenciement

Sécuriser la rupture des contrats de travail
- Définir le motif du licenciement
- Sécuriser la rupture de la période d'essai et la rupture anticipée d'un CDD
- Gérer une transaction
- Connaître les modes de rupture alternatifs au licenciement et à la démission

Étude de cas : analyse commentée d'exemples de décisions jurisprudentielles

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier les précautions à prendre pour rompre un contrat de travail

PLANNING

Paris
8 avril 2019 (9h - 13h)
4 octobre 2019 (14h - 18h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 10177
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Maîtriser les différents modes de rupture du contrat de travail
Sécuriser ses pratiques pour éviter tout risque de contentieux

PRÉREQUIS

Être impliqué dans la gestion des contrats de travail

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines
Juristes d'entreprise
Toute personne en charge de la gestion des contrats de travail

L'essentiel du droit social

DIGITAL

Cycle long pour sécuriser les contrats de travail et gérer les relations collectives

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

MODULE 1

Sécuriser les contrats de travail du recrutement à la rupture

Sécuriser le processus d'embauche
- Prévenir les risques d'infraction en matière d'embauche
  Étude de cas : analyse des différents motifs de discrimination prohibés par la loi
- Choisir le contrat de travail le mieux adapté
- Rédiger le contrat de travail
  Exercice d'application : rédaction des clauses les plus délicates

Contrôler l'exécution du contrat de travail
- Gérer les aléas initiés par le salarié
- Gérer les aléas initiés par l'employeur
  Exercice d'application : choix de la procédure la plus adaptée pour modifier un élément essentiel de la relation de travail
- Gérer le lien de subordination

Maîtriser les cas de rupture du contrat de travail
- Distinguer les modes de rupture du contrat de travail
  Exercice d'application : choix du mode de rupture le plus adapté à la situation
- Identifier les acteurs externes de la rupture du contrat de travail
- Connaître les modalités du licenciement
  Exercice d'application : rédaction d'une lettre de licenciement

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2

Gérer les relations collectives

Cerner les rôles et missions des représentants du personnel

Maîtriser le cadre de mise en place des IRP
- L'établissement et l'entreprise
- L'unité économique et sociale

Cerner le fonctionnement des syndicats
- Comprendre le droit de la représentativité syndicale
- Gérer au mieux les relations avec les délégués syndicaux

Distinguer les différentes structures de représentation du personnel
- Les IRP classiques (DP, CE, CHSCT, CE d'UES)
- Le DP et la négociation collective
- Le salarié
  Exercice d'application : détermination des événements de la vie de l'entreprise qui nécessitent l'information ou la consultation d'une de ces instances

Maîtriser leurs droits et leurs devoirs
- Mettre à leur disposition les moyens nécessaires
- Respecter leur statut de salarié protégé
- Optimiser les relations au quotidien

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Cerner l'environnement juridique des relations du travail

PERFECTIONNEMENT

Code : 10035
4 jours | 28 heures
Tarif HT : 2 640 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Sécuriser les processus de recrutement et de rupture des contrats de travail
Faire évoluer les contrats en place au gré des évolutions de l'entreprise
Gérer efficacement les relations avec les IRP

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables des ressources humaines, Juristes d'entreprise

ANIMATEURS
Marc PATIN
Avi BITTON
Avocats au Barreau de Paris

PLANNING

Paris
18-19 mars, 8-9 avril
et 21 juin 2019*
7-8 octobre 14-15 nov. 2019
et 23 janvier 2020*
5-6 déc. 2019, 16-17 janvier
et 30 mars 2020*

*** CLASSE VIRTUELLE**
Pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

BESOIN DE COMPRENDRE LES BASIQUES ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Découvrir les instances représentatives du personnel

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le cadre légal de la représentation du personnel
- Connaître les sources du droit syndical
- Maîtriser les règles de la représentativité syndicale
  Test de connaissances : quiz sur le dialogue social

Connaître les rôles principaux de chaque instance représentative du personnel
- Maîtriser les missions du Comité d'Entreprise ou d'établissement
- Connaître le statut des délégués du personnel
- Intégrer les pouvoirs du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail
- Mettre en place et animer l'Instance Unique prévue par la loi du 17/08/15
- Décrypter les attributions des délégués et représentants syndicaux
  Test de connaissances : quiz sur le rôle de chaque instance et le cadre de sa mise en place

COMPÉTENCES MÉTIER

Cerner le rôle des représentants du personnel au sein de votre entreprise

PLANNING

Paris
12 avril 2019 (9h-13h)
20 décembre 2019 (14h-18h)

INITIATION

Code : 10175
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 495 €

OBJECTIFS
Cerner la place des représentants du personnel dans la vie de l'entreprise
Maîtriser les missions des représentants du personnel

PRÉREQUIS
Être amené à travailler au contact des représentants du personnel

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables et collaborateurs des services ressources humaines
Directeurs d'établissement
Managers opérationnels

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Droit du travail pour managers

Maîtriser la réglementation et adapter son relationnel

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser l'environnement juridique des relations du travail
- Se repérer dans les sources du droit du travail : savoir où trouver l'information dont on a besoin
- Comprendre la portée de la jurisprudence

Identifier les différents contrats de travail

Descriptif et analyse des différents contrats
- Contrat à Durée Indéterminée (CDI), Contrat à Durée Déterminée (CDD), CDD à objet précis, intérim et sous-traitance

Impact du type de contrat de travail pour le manager

Gérer la relation contractuelle
- Les étapes clés du contrat
- La durée et l'aménagement du temps de travail
- Les congés, arrêts pour maladie et les absences
- La modification du contrat et des conditions de travail

Exercice d'application : quiz sur la liste de modifications susceptibles ou non d'être imposées au salarié

Mise en situation : appréciation d'un comportement fautif, et réaction vis-à-vis de l'intéressé et de sa hiérarchie

Prévenir les risques
- Ce qu'il faut savoir sur les obligations de l'employeur en matière de santé et de sécurité
- Le harcèlement : proscrire les pratiques à risque

Exercice d'application : à partir de situations données présentées par l'animateur, les participants distinguent le " vrai " du " faux " harcèlement

Le stress, la discrimination
- Intégrer des notions de base sur le rôle des IRP et des syndicats

Mise en situation : analyse du comportement du manager face à un collaborateur élu

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Comment gérer les conflits avec assertivité ?
- Quels éléments combiner pour une présentation vivante ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser l'essentiel de la législation sociale et gérer au mieux la relation du travail au quotidien

INITIATION

Code : 10058
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Acquérir les connaissances de base en droit social
Intégrer la réglementation sociale dans son management
Identifier les réflexes et comportements à adopter et ceux à proscrire en tant que manager pour respecter le droit social

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001) p. 36

ANIMATEUR

Frédéric DANNEKER
Avocat au Barreau de Paris

PLANNING

Paris
16-17 mai 2019
19-20 novembre 2019

CDD et intérim : sécuriser ses contrats

Intégrer la méthodologie pour prévenir les risques

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les spécificités du CDD et de l'intérim

Choisir le contrat adéquat

Étude de cas : analyse comparée des avantages, inconvénients et coûts pour l'entreprise

Cerner les contraintes juridiques liées à leur mise en œuvre
- Cas dans lesquels le recours à l'un ou à l'autre de ces contrats est prohibé
- Identifier les dérogations possibles et les formalités préalables
- Identifier les modalités de recours au CDD senior
- Connaître les droits individuels des salariés intérimaires et en CDD
- Conséquences de l'absence du salarié intérimaire ou en CDD

Rédiger au mieux le contrat
- Conditions de forme : les nouvelles mentions obligatoires
- Durée du contrat : connaître les conditions de renouvellement ou de prolongation

Exercice d'application : rédaction de clauses sensibles des contrats de CDD et intérim

Gérer la fin du contrat en toute sécurité
- Prévenir un contentieux lors du départ du salarié en fin de CDD
- Les risques de requalification en CDI

Prévenir les risques de contrôle et de sanction

Déterminer les risques de contrôle
- Recours abusifs aux CDD et à l'intérim : cas et modalités des contrôles
- Éviter la mise en œuvre des responsabilités civile et pénale

Exercice d'application : compréhension, à partir d'exemples, de la notion de " recours abusif " et les sanctions possibles

Prévenir les risques liés au recours à l'intérim
- Intérim : distinguer le partage de responsabilité entre entreprise d'accueil et entreprise de travail temporaire
- L'obligation de sécurité pour l'entreprise d'accueil
- Les mesures préventives à mettre en place

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Repérer les situations où le recours à un CDD est autorisé

INITIATION

Code : 10004
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les contraintes juridiques propres aux différents contrats
Rédiger en toute sécurité les contrats de travail pour éviter toute requalification
Prévenir les risques de mise en jeu des responsabilités civile et pénale

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines et du personnel
Responsables du recrutement

ANIMATEUR

Thomas CHEVALIER
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
16 mai 2019
28 novembre 2019

Contrats de professionnalisation et d'apprentissage

Distinguer les différents contrats de travail en alternance

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Savoir dans quel cas recourir aux contrats en alternance

Maîtriser le nouveau cadre juridique des deux dispositifs

- Le contrat de professionnalisation
- Le contrat d'apprentissage

Choisir le contrat adéquat

Étude de cas : analyse comparée des avantages, des inconvénients et des coûts pour l'entreprise

Optimiser le recours aux contrats de professionnalisation

- Identifier les mesures en faveur du développement des contrats de professionnalisation
- Connaître les modalités de financement des contrats de professionnalisation

Exercice d'application : modalités et délai de formalisation d'une demande de prise en charge

Mettre en place des contrats d'apprentissage

Intégrer les mesures en faveur du développement de l'apprentissage

- La possibilité de recruter un apprenti en CDI
- La mobilité du salarié en contrat d'apprentissage
- La valorisation de la fonction tutorale
- L'assouplissement de l'activité des CFA

Maîtriser les modalités de financement des contrats d'apprentissage

- La nouvelle aide au recrutement des apprentis en faveur des entreprises de moins de 250 salariés

La restructuration du financement de l'apprentissage

- Le financement confié aux opérateurs de compétences (OPCO)
- Le financement selon un coût au contrat préalablement déterminé par la branche

Exercice d'application : formalisation d'un contrat d'apprentissage

- Le maintien de la contribution supplémentaire à l'apprentissage

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Recourir aux contrats de formation en alternance de manière optimisée

PERFECTIONNEMENT

Code : 10189
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 950 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer les dispositifs d'alternance
Adapter sa politique de recrutement des alternants
Optimiser financièrement le recours à l'alternance

PRÉREQUIS

Disposer de connaissances en droit de la formation professionnelle

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs et responsables des ressources humaines et formation
Juristes en droit social

ANIMATEURS

Léa RAMEAU, Avocat à la Cour
Sabrina DOUGADOS
Avocat Associé
FROMONT BRIENS

PLANNING

Paris
19 mars 2019
15 novembre 2019

Gérer les contrats de travail

Du recueil des besoins à la mise en place du plan de son entreprise

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Sécuriser le processus d'embauche

Prévenir les risques d'infraction en matière d'embauche

- Les formalités préalables et consécutives à l'embauche
- L'égalité professionnelle et la non-discrimination

Étude de cas : analyse des différents motifs de discrimination prohibés par la loi sous l'éclairage de la dernière jurisprudence

Choisir le contrat de travail le mieux adapté

- CDI, CDD, intérim, temps partiel : les critères de choix

Rédiger le contrat de travail

- Les clauses du contrat de travail : savoir les faire évoluer

Exercice d'application : rédaction des clauses les plus délicates sous l'éclairage de la dernière jurisprudence et des réformes législatives

Contrôler l'exécution du contrat de travail

Gérer les aléas initiés par le salarié

Gérer les différents cas de suspension du contrat de travail : maladie, accident, maternité, départ en formation

- Faire face à un comportement fautif : les sanctions disciplinaires

Gérer les aléas initiés par l'employeur

Gérer la modification du contrat

Exercice d'application : choix de la procédure la plus adaptée pour modifier un élément essentiel de la relation de travail

Gérer le lien de subordination

Mise à disposition de personnel

Maîtriser les cas de rupture du contrat de travail

- Distinguer les modes de rupture du contrat de travail

Exercice d'application : choix du mode de rupture le plus adapté à la situation

- Identifier les acteurs externes de la rupture du contrat de travail
- Connaître les modalités du licenciement

Exercice d'application : rédaction d'une lettre de licenciement

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier clairement et sécuriser les zones de risques au sein du processus de recrutement, d'évolution et de rupture des contrats de travail

PERFECTIONNEMENT

Code : 10151
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables et gestionnaires des ressources humaines
Tout manager appelé à gérer une relation de travail

ANIMATEUR

Marc PATIN
Avocat au Barreau de Paris
LEXT Avocat

PLANNING

Paris
18-19 mars 2019
5-6 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

NOUVEAU

NEW

Maîtriser l'impact de la digitalisation sur la relation de travail

Prévenir les risques liés à l'utilisation des outils numériques

Le développement des outils numériques transforme les relations de travail en profondeur en permettant d'adapter le lieu et le temps de travail des salariés. Il est donc indispensable de maîtriser l'ensemble des règles juridiques qui organisent leur utilisation en milieu professionnel afin de mieux sécuriser la relation de travail et de limiter le risque de contentieux.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les nouveaux aménagements du travail des salariés par le numérique

L'adaptation du lieu de travail
- Mettre en place le télétravail
- Conclure un accord ou une charte
- Connaître le statut du télétravailleur
- Identifier le régime social

Exercice d'application : rédaction des clauses d'un accord sur la mise en place du télétravail sous l'éclairage des dernières réformes législatives

L'adaptation du temps de travail aux nouveaux outils numériques
- Identifier les outils de contrôle du temps de travail
- Contrôler les trajets du véhicule l'entreprise
- Mettre en œuvre le droit à la déconnexion
- Négocier un accord pour les forfaits annuels en jours

Gérer la liberté d'expression du salarié sur internet

Les droits et limites de la liberté d'expression
- Définir le champ d'application des restrictions à la liberté d'expression
- Cerner les limites de l'injure et de la diffamation
- Analyser la publicité des propos

L'application de la liberté d'expression sur internet
- Gérer l'expression des salariés sur un réseau social, un blog ou un site internet
- Distinguer l'expression dans l'espace public ou privé
- Intégrer la recommandation de la CNIL
- Sanctionner l'abus sur le terrain disciplinaire ou pénal

Étude de cas : analyse de la jurisprudence relative aux abus de la liberté d'expression sur internet

Contrôler le matériel informatique des salariés

L'élaboration d'une charte informatique
- Nature juridique, contenu, opposabilité
- Usage raisonnable à des fins personnelles

Le contrôle de l'ordinateur d'un salarié
- Définir le rôle de l'administrateur réseau
- Définir les droits et les devoirs en matière d'accès au disque dur et fichiers informatiques
- Définir les droits et les devoirs en matière de traçage informatique et de logiciels de contrôle
- Contrôler la messagerie informatique et les connexions internet

Le contrôle du téléphone du salarié
- Droits et devoirs en matière d'écoute et enregistrement téléphonique

Le contrôle de l'usage par le salarié, sur son lieu de travail, d'un matériel personnel
- Distinguer l'utilisation à titre privé et à titre professionnel

Exercice d'application : rédaction d'une charte informatique

Protéger les données personnelles des salariés
- Les conditions générales de la règlementation
- Le dispositif d'alerte professionnelle
- Maîtriser le fonctionnement de l'alerte

Exercice d'application : définition de la procédure la plus adaptée pour traiter une alerte

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Assister et conseiller les directions opérationnelles de votre entreprise en matière de législation du travail lié aux nouvelles technologies

PERFECTIONNEMENT

Code : 10197
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Maîtriser les adaptations du travail des salariés par les nouveaux outils numériques
Maîtriser les règles encadrant le contrôle de l'expression et du travail des salariés
Maîtriser la réglementation du traitement des données à caractère personnel des salariés

PRÉREQUIS
Avoir de solides connaissances en droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes en droit social
Responsables des ressources humaines
Collaborateurs de la fonction ressources humaines

ANIMATEUR
Thomas CHEVALIER
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
3-4 juin 2019
7-8 novembre 2019

Expatriation et détachement

Gérer les salariés en mobilité internationale

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Sécuriser le contrat de travail

Maîtriser les aspects juridiques de l'expatriation et du détachement

- Intégrer les différences et spécificités de chaque régime
- Identifier le statut collectif applicable
- Définir la durée du travail et les congés

Exercice d'application : détermination de la loi applicable et de la juridiction compétente en cas de litige

Rédiger un contrat de travail international

- Sécuriser la clause de mobilité
- Rompre ou suspendre le contrat initial
- Maîtriser la rédaction des clauses essentielles du contrat de détachement, d'expatriation et de la lettre de mission
- Faciliter les missions de courte durée grâce aux " short term contracts "

Étude de cas : analyse commentée d'un contrat type et des clauses les plus sensibles

- Clause de mobilité, période probatoire ou d'essai, clause de rupture, avenant d'expatriation, de détachement…

Maîtriser les règles applicables en cas de rupture

Déterminer la couverture sociale et la retraite du salarié

Assurer la couverture sociale de l'expatrié

- Remplir ses obligations en matière d'assurance maladie, retraite, chômage…
- Maîtriser les règles relatives aux affiliations aux caisses spécifiques, à l'assiette et au paiement des cotisations sociales
- Prendre en compte la réglementation européenne et les conventions internationales de sécurité sociale

Exercice d'application : analyse des différences de régime entre pays, calcul des coûts et choix de la meilleure couverture sociale

Optimiser le choix de la protection sociale complémentaire

- Complémentaires retraite et santé, assistance/ rapatriement…
- Intégrer les principes de l'optimisation fiscale

Optimiser la rémunération des expatriés et détachés

Concevoir des packages adaptés

- Panorama des pratiques : primes, frais de déplacement, avantages en nature

Exercice d'application : choix de l'ancrage de la rémunération : pays d'origine, pays d'accueil et combinaisons possibles

Maîtriser la fiscalité applicable aux expatriés et détachés

- Identifier la résidence fiscale
- Mesurer la portée des conventions fiscales internationales

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Sécuriser le contrat de travail et choisir le meilleur statut possible pour les salariés en mobilité internationale

EXPERTISE

Code : 10031
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser le cadre juridique de l'expatriation et du détachement
Sécuriser le contrat de travail international
Identifier les modes de rémunération les plus adaptés

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines
Responsables de la gestion des carrières et de la mobilité internationale
Toute personne associée à la gestion des expatriés

ANIMATEUR

Pascal BANCHEREAU
Avocat fiscaliste
SELARL GLOBAL TAX NETWORK

PLANNING

Paris
25-26 mars 2019
19-20 novembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Gérer la protection sociale des salariés en mobilité internationale

PROGRAMME

Maîtriser le régime de protection sociale des salariés expatriés

- Adhérer au régime de protection sociale du pays d'accueil
- Choisir le régime de la Caisse des Français à l'Étranger (CFE)
- Souscrire des régimes complémentaires de retraite, de prévoyance et de santé

Exercice d'application : identification des différents risques couverts dans le cadre du régime volontaire de la CFE

Intégrer les règles de couverture sociale des détachés

- Identifier les conditions et les formalités déclaratives de l'employeur en matière de couverture sociale
- Appliquer les conditions posées au sein de l'Union Européenne
- Maintenir l'affiliation au régime de sécurité sociale du pays d'origine

Exercice d'application : identification de cas de dispense d'affiliation au régime de sécurité sociale du pays d'accueil

COMPÉTENCES MÉTIER

Proposer des garanties sociales en fonction du statut de chaque salarié en mission à l'étranger

PLANNING

Paris
25 février 2019 (9h-13h)
6 septembre 2019 (14h-18h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 10178
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Connaître les spécificités de la protection sociale des salariés expartiés
Maîtriser les règles de la couverture sociale des détachés

PRÉREQUIS

Être impliqué dans la gestion des salariés détachés ou expatriés

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables RH
Responsables de la gestion des carrières et de la mobilité internationale
Toute personne associée à la gestion des expatriés

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Stock-options et actions gratuites

Mettre en place un dispositif d'actionnariat salarié

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Choisir les dispositifs les mieux adaptés

- Identifier la place des stock-options et actions gratuites parmi les différentes formules d'accès à l'actionnariat salarié
- Panorama des outils : stock-options, Bons du Créateur d'Entreprise (BCE), Bons de Souscription d'Actions (BSA), actions gratuites

Exercice d'application : identification des paramètres du choix suivant les objectifs poursuivis

Articuler stock-options et actions gratuites

Complémentarité ou substitution : déterminer la meilleure formule

- Les associer à d'autres dispositifs de rémunération différée

Étude de cas : analyse comparée des avantages et limites des deux dispositifs pour l'entreprise et les salariés

- Mettre en place les plans

Maîtriser les aspects juridiques

- Déterminer la légalité d'une condition de présence dans l'entreprise au moment de la levée
- Mesurer la portée de l'obligation d'information du salarié
- Maîtriser la procédure d'octroi
- Définir le nombre d'actions offertes et en fixer le prix…
- Sélectionner les bénéficiaires, les critères d'attribution
- Intégrer les nouvelles règles de transparence sur la rémunération des dirigeants

Exercice d'application : rédaction du plan, les précautions à prendre, rédaction des clauses sensibles

Maîtriser les aspects fiscaux

- Fiscalité du rabais
- Fiscalité des plus-values d'acquisition et de cession

Connaître le sort des stock-options en cas de fusion, d'OPA et d'OPE

Maîtriser le traitement comptable des stock-options

- Comptabiliser les options d'achat et de souscription d'actions

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les règles applicables en matière de stock-options et d'actions gratuites

EXPERTISE

Code : 10042
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 995 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Distinguer les différentes formules d'actionnariat salarié
Maîtriser le cadre juridique et fiscal de plans de stock-options
Choisir et mettre en place l'outil ou la combinaison d'outils adaptés

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail et en fiscalité

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables RH
Responsables rémunération
Responsables financiers

ANIMATEURS

Nicolas MEURANT, Avocat Associé
Annaig DELANNAY, Avocat
TAJ SOCIÉTÉ D'AVOCATS

PLANNING

Paris
28 mars 2019
2 décembre 2019

Intéressement, participation, épargne salariale

Maîtriser les différents dispositifs de l'épargne salariale

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les différents dispositifs d'épargne salariale

Mettre en place la participation dans l'entreprise

- Le champ d'application : groupe de sociétés ou unité économique et sociale
- Le caractère obligatoire, sanctions et participation volontaire
- Utiliser la formule de calcul de droit commun
- Présenter et analyser les différents paramètres de calcul

Exercice d'application : calcul d'une réserve spéciale de participation à partir d'une liasse fiscale

- Maîtriser la formule de calcul dérogatoire
- Définir le contenu de l'accord de participation et son régime fiscal et social

Étude de cas : analyse des multiples cas de contentieux individuels

Maîtriser le mécanisme d'intéressement des salariés

- Concevoir une formule adaptée aux objectifs de l'entreprise ou du groupe
- Analyser le contenu de l'accord d'intéressement et informer les salariés et les IRP

Exercice d'application : calculs d'intéressement en fonction de différentes formules

Concevoir un dispositif de PEE

Maîtriser les modalités d'adhésion à un PEI

Mettre en place un PERCO

- Maîtriser les règles particulières applicables aux transferts individuels et collectifs de sommes issues de l'épargne salariale
- Maîtriser les règles applicables aux FCPE d'épargne salariale

Étude de cas : analyse des modalités de mise en place d'un actionnariat salarié collectif

- Identifier les types de transferts individuels

Étude de cas : analyse du devenir des institutions d'épargne salariale en cas de fusion

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier les spécificités de chaque dispositif d'épargne salariale

PERFECTIONNEMENT

Code : 10040
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les mécanismes d'épargne salariale
Choisir et adapter les dispositifs aux objectifs de l'entreprise
Articuler ces mécanismes pour les mettre en œuvre conjointement

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs et cadres DRH
Responsables compensations & benefits

ANIMATEURS

Olivia RAULT-DUBOIS
Avocat Associé - FIDAL
Gérard KESZTENBAUM
Avocat à la cour

PLANNING

Paris
11-12 mars 2019
14-15 octobre 2019

Maîtriser les régimes de retraite

Gestion des fins de carrière dans l'entreprise

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les modalités de départ à la retraite

Mettre en œuvre les dispositifs de fin de carrière

- Gérer les demandes de départ volontaire
- Identifier les contraintes et le coût de la mise à la retraite
- Évaluer les indemnités de fin de carrière

Exercice d'application : mise en œuvre d'une procédure de mise à la retraite

Maîtriser les régimes de retraite obligatoires

- Identifier les conditions d'ouverture des droits dans le régime de base
- Calculer le montant des droits

Exercice d'application : exemple de calcul d'une pension du régime de base des salariés

Intégrer les possibilités de cessation anticipée d'activité

- Le départ anticipé pour carrière longue
- Le départ anticipé au titre de la pénibilité

Distinguer les régimes de retraite complémentaires

- La retraite complémentaire des salariés de l'ARRCO
- La retraite complémentaire des cadres de l'AGIRC

Exercice d'application : exemple de calcul d'une pension des régimes complémentaires des salariés

Analyser les modalités du rachat de trimestres

- Mettre en place un dispositif d'épargne retraite
- Identifier les différents outils disponibles

Choisir le dispositif le mieux adapté

- Tenir compte des aspects techniques : fonctionnement, acquisition des droits, versement des prestations…
- Mesurer l'incidence des exonérations fiscales et sociales

Étude de cas : analyse comparative des différents dispositifs d'épargne retraite et critères de choix

Réussir la mise en place du dispositif

- Recourir à la négociation, au référendum ou à une décision unilatérale de l'employeur

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Informer les salariés en fin de carrière sur leurs droits

INITIATION

Code : 10030

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les conditions de départ à la retraite
Identifier les différents régimes légaux
Choisir les dispositifs les mieux adaptés

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance du droit de la protection sociale

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines et des relations sociales
Responsables rémunération

ANIMATEUR

Isabelle PACE-DODERO
Experte en Assurance vie

PLANNING

Paris
6-7 juin 2019
9-10 décembre 2019

Préparer son dossier de retraite

Dossier retraite et gestion du patrimoine

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Gérer son dossier de départ à la retraite

Connaître ses droits et calculer sa pension

- Identifier les documents essentiels et analyser le relevé de carrière
- Préparer son dossier de reconstitution de carrière
- Distinguer retraite de base / retraite complémentaire
- Identifier les possibilités de cessation anticipée d'activité
- Analyser les modalités de rachats de trimestres
- Définir la fiscalité et les charges sociales des retraites

Assimiler les étapes à suivre pour liquider sa retraite

Définir les besoins en prévoyance et en santé

Connaître les mesures pour l'emploi des seniors

- Cumul emploi-retraite
- Retraite majorée/minorée
- Retraite progressive
- Surcotisation des temps partiels

Exercice d'application : récapitulatif des actions à mener pour constituer son dossier de départ à la retraite

Maîtriser les aspects financiers et fiscaux

Procéder à l'état des lieux du patrimoine

Analyser les outils de gestion du patrimoine

- Distinguer les différents produits permettant de se constituer un complément de revenus

Examiner les caractéristiques des placements financiers et immobiliers

Distinguer les techniques de transmission du patrimoine

- La succession
- La donation
- Le testament
- Le démembrement de propriété

Étude de cas : analyse de différentes situations de personnes proches de la retraite

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Rassembler l'ensemble des éléments nécessaires à la constitution d'un dossier de retraite et préparer un départ à la retraite dans des conditions optimales

PERFECTIONNEMENT

Code : 10100

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les différentes étapes permettant d'établir son dossier de départ en retraite
Connaître ses droits en matière juridique et fiscale
Maîtriser les différents dispositifs d'épargne retraite individuelle

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances fondamentales en droit de la protection sociale

PUBLIC CONCERNÉ

Membres des services RH qui assistent les collaborateurs pour préparer leur dossier retraite

ANIMATEUR

Isabelle PACE-DODERO
Experte en Assurance vie

PLANNING

Paris
24-25 juin 2019
28-29 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Maîtriser le risque pénal en droit du travail

Discriminations, santé et sécurité au travail

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les mécanismes de la responsabilité pénale

- Cerner la notion d'infraction pénale : instantanée ou continue
- Identifier l'auteur de l'infraction : personne morale ou simple collaborateur
- Gérer les actions introduites par la victime ou ses ayants droit

Étude de cas : analyse d'une situation permettant de distinguer la responsabilité qui incombe à la personne physique ou à la personne morale

Prévenir le risque pénal en matière de risques psychosociaux, de santé et de sécurité

- L'évolution de l'obligation de sécurité de résultat pour la santé physique et mentale
- L'obligation de sécurité de résultat en matière de faute inexcusable
- La reconnaissance de la faute de l'entreprise dans les risques psychosociaux
- Intégrer les principes de la charte de la Sécurité sociale sur les accidents du travail et l'acte suicidaire
- Connaître les pouvoirs des différents acteurs

Étude de cas : analyse de la jurisprudence relative à la responsabilité personnelle du DRH sur les questions liées au respect des règles d'hygiène et de sécurité

Cerner le risque pénal en matière de discrimination et de rupture de l'égalité de traitement

Les discriminations visant la personne du salarié

- Lors du recrutement : l'origine, la situation de famille, la race, l'apparence physique
- Discrimination liée à l'état de santé et à l'âge

La rupture d'égalité de traitement

- Respecter le principe d'égalité de rémunération : à travail égal, salaire égal
- Garantir l'égalité de traitement hommes/femmes

Les discriminations professionnelles

- Discrimination liée à l'évolution de carrière et du salaire
- Renforcement du délit de discrimination syndicale

Étude de cas : analyse d'une situation de discrimination et identification des actions de prévention à mettre en place

Lanceur d'alerte et risque pénal

- Point sur la nouvelle réglementation : lanceur d'alerte, un salarié protégé
- Prévenir le risque : mise en place d'une procédure interne
- Gérer une situation de crise : cellule communication interne et externe, cellule juridique

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier les comportements à risque en matière sociale et mettre en place des actions de prévention concrètes

EXPERTISE

Code : 10012
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer les mécanismes de la responsabilité pénale
Identifier les principaux risques en droit du travail
Mettre en place des procédures internes

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2 " (code 10057) p. 38

PUBLIC CONCERNÉ

Les dirigeants et leurs délégataires
Responsables des ressources humaines et du personnel
Directeurs juridiques

ANIMATEUR

Marie-Emmanuelle BONAFÉ
Avocat au Barreau de Paris
CABINET SOLVENS

PLANNING

Paris
11-12 février 2019
10-11 octobre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Prévenir le délit d'entrave

PROGRAMME

Prévenir le risque de délit d'entrave

- Maîtriser le cadre juridique du délit d'entrave
- Identifier les catégories protégées : représentants du personnel, inspecteur du travail, conseiller prud'homme
- Connaître les différentes formes d'entrave

Test de connaissances : les situations pouvant constituer d'un délit d'entrave

Connaître les sanctions encourues

- Connaître les peines remodelées par la loi Macron du 06/08/15
- Identifier les personnes susceptibles d'être poursuivies
- Analyser les applications jurisprudentielles

Exercice d'application : à partir de décisions de jurisprudence, recherche des éléments permettant de retenir ou d'écarter la responsabilité

COMPÉTENCES MÉTIER

Prévenir le délit d'entrave et sécuriser vos relations avec les instances représentatives et l'inspection du travail

PLANNING

Paris
22 mai 2019 (9h-13h)
4 octobre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 10179
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Identifier et prévenir les risques juridiques liés au délit d'entrave
Maîtriser les sanctions applicables

PRÉREQUIS

Être impliqué dans la gestion des relations avec les représentants du personnel

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs et responsables des ressources humaines
Juristes en droit social et collaborateurs d'un service ressources humaines
Directeurs d'établissement et managers

Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces

DIGITAL

De la rédaction au suivi de l'acte de délégation

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les conditions de la délégation de pouvoirs

Intégrer les conditions de validité
- Conditions liées au délégant
- Conditions liées au délégataire : les critères de compétence, d'autorité et de moyens
- La subdélégation

Déterminer l'étendue de la délégation
- Savoir quels pouvoirs déléguer
- Gérer le risque de dilution des pouvoirs

Identifier les salariés concernés
- Déterminer le bénéficiaire d'une délégation
- Mesurer les impacts sur le contrat de travail
- Mettre en place les délégations de pouvoirs

Rédiger l'acte de délégation
- Analyse des principales clauses à mentionner

Exercice d'application : rédaction des mentions essentielles d'une délégation de pouvoirs écrite

Prendre les précautions indispensables
- Transmettre les informations au délégataire

Mesurer les effets de la délégation de pouvoirs
- Déterminer la responsabilité de l'entreprise, du chef d'entreprise et du délégataire
- Identifier les conditions nécessaires pour invoquer la délégation comme moyen de défense

Exercice d'application : à partir des décisions récentes, recherche des éléments pris en considération par les juges pour retenir ou écarter l'effet exonératoire d'une délégation

Auditer et assurer le suivi de ses délégations
- Organiser les contrôles
- Mettre en place le processus de mise à jour

Exercice d'application : élaboration d'un schéma récapitulatif des éléments clés d'une délégation de pouvoirs efficace

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Rédiger les principales clauses d'un acte de délégation

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn de 11h à 12h30
Dates : 13 septembre 2019 ou 15 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 10006
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 950 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Maîtriser les conditions de validité de la délégation de pouvoirs
Rédiger l'acte de délégation en toute sécurité juridique
Maîtriser les effets et assurer le suivi de la délégation de pouvoirs

PRÉREQUIS
Maîtriser les principes de base de la responsabilité pénale

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables des ressources humaines et du personnel
Directeurs et responsables juridiques

ANIMATEUR
Arnaud CONSTANT
Avocat Associé - DS AVOCATS

PLANNING

Paris
3 juin 2019
14 novembre 2019

Exercice du pouvoir disciplinaire

Maîtriser la procédure de sanction

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les obligations des parties

Test de connaissances : questions/réponses sur les obligations des parties

Identifier les obligations du salarié

Identifier les obligations de l'employeur
- Les obligations d'ordre général et contractuel
- Vie personnelle / vie professionnelle
- Secret des correspondances, liberté d'expression
- Convictions religieuses et politiques
- Apparence physique

Analyser ce qu'est un agissement fautif

Test de connaissances : questions/réponses sur le droit disciplinaire

Définir la faute
- La notion de faute
- Les faits et les situations pouvant donner lieu à sanction

Focus sur les faits commis hors du travail
- Inventaire des cas relevant de la vie personnelle et pouvant donner lieu à sanction de la part de l'employeur

Qualifier la faute
- Faute simple, légère, grave ou lourde : échelle des fautes
- Nature des fautes et effets sur le contrat de travail

Éviter la prescription de la faute
- Engager les poursuites dans les délais prévus
- Précisions jurisprudentielles en fonction de la gravité de la faute

Connaître la typologie des sanctions
- Inventaire des sanctions le plus couramment prononcées dans l'entreprise
- Conditions de mise en œuvre et effets sur le contrat et la rémunération

Maîtriser la procédure de sanction
- Mettre en œuvre la procédure simplifiée
- Utiliser la procédure renforcée
- Prononcer une mise à pied conservatoire
- Préparer une convocation à l'entretien préalable
- Conduire un entretien préalable
- Notifier et motiver le licenciement

Étude de cas : tour d'horizon de la jurisprudence du licenciement disciplinaire

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Repérer les différentes situations pouvant donner lieu à sanction

PERFECTIONNEMENT

Code : 10105
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Maîtriser le cadre juridique du droit disciplinaire
Identifier les droits et les devoirs des parties au contrat de travail
Cerner les limites vie personnelle et vie professionnelle

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ
Chefs de service, responsables d'équipe et managers
Gestionnaires des ressources humaines

ANIMATEUR
Avi BITTON
Avocat au Barreau de Paris

PLANNING

Paris
6-7 juin 2019
3-4 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Gérer le fait religieux en entreprise

Maîtriser les risques et sécuriser les pratiques

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre juridique et identifier les risques

- Cerner le principe de non-discrimination en droit du travail
  Test de connaissances : questions/réponses sur les domaines de non-discrimination
- Mettre en œuvre les notions de liberté fondamentale et de restrictions justifiées par la nature des tâches à accomplir et proportionnées au but recherché
- Décliner le principe de laïcité dans les entreprises privées et publiques
- Identifier les risques pour l'entreprise
  Test de connaissances : questions/réponses sur les sanctions encourues par l'employeur

Exploiter les outils disponibles

Déterminer les clauses licites et illicites d'un règlement intérieur

- Intégrer l'apport de la loi du 08/08/16, dite loi Travail
- Agir en l'absence de clause dans le règlement intérieur

Mesurer l'intérêt et la portée des chartes et guides de bonnes pratiques

- Le guide sur le fait religieux du ministère du Travail
- Les chartes et guides internes à l'entreprise

Mobiliser les ressources du droit disciplinaire versus le trouble objectif caractérisé

- Analyser la synthèse de la jurisprudence et tirer les enseignements des arrêts "Baby Loup"

Étude de cas : rédaction d'une clause d'un règlement intérieur relative à la tenue vestimentaire et au port de signes religieux

Adopter les comportements adaptés et être en capacité de décider

- Adopter les comportements adaptés
- Répondre aux demandes d'aménagement de nature religieuse
- Mises en situation : simulation d'entretiens individuels par les participants

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Analyser juridiquement les problématiques rencontrées sur le terrain, liées au fait religieux dans l'entreprise et y apporter des solutions concrètes

PERFECTIONNEMENT

Code : 10190
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 950 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les droits et obligations de l'employeur
Mettre en place des outils internes dans le respect du droit
Identifier des réponses concrètes aux situations rencontrées

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs des ressources humaines et responsables des ressources humaines
Chefs de service, responsables d'équipe et managers

ANIMATEUR

Frédéric DANNEKER
Avocat au Barreau de Paris

PLANNING

Paris
21 mars 2019
26 septembre 2019

Prévenir et gérer un contrôle URSSAF

Les étapes de la procédure de contrôle et de redressement

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre juridique du contrôle URSSAF

Connaître les acteurs du contrôle

Identifier les différents types de contrôle

Étude de cas : analyse de cas de redressement

Maîtriser la procédure de contrôle

Identifier les droits et obligations du cotisant

Cerner les obligations de l'employeur

- Connaître le droit à l'information du cotisant avant le contrôle
- Cerner les prérogatives de l'inspecteur du recouvrement
- Répondre aux propositions et questions de l'inspecteur

Exercice d'application : inventaire des documents à tenir à jour et des précautions indispensables pour réduire les risques de contrôle

Mesurer les conséquences du contrôle

Gérer l'issue du contrôle

En l'absence de redressement

En cas de redressement envisagé

- La communication des observations
- La réponse du cotisant aux observations de l'URSSAF
- La réponse de l'URSSAF aux éventuelles observations du cotisant

Identifier les différentes options du cotisant

- La demande de sursis à poursuites
- La demande de réduction des pénalités et majorations de retard
- La transaction
- La contestation : la commission de recours amiable, les tribunaux
- L'inaction : contrainte et opposition à contrainte

Étude de cas : examen des arguments à développer pour sa défense sur différents chefs de redressement

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Gérer une procédure de contrôle URSSAF et de redressement et organiser votre défense

PERFECTIONNEMENT

Code : 10016
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 950 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser le cadre juridique du contrôle URSSAF
Maîtriser les étapes de la procédure de contrôle et de redressement
Organiser sa défense.

PRÉREQUIS

Maîtriser les principes de la paie

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables et chargé(e)s des ressources humaines
Responsables et gestionnaires paie et rémunération
Juristes en droit social

ANIMATEUR

François TAQUET
Avocat, Conseil en droit social
CABINET TAQUET

PLANNING

Paris
17 mai 2019
14 novembre 2019

Gérer un contentieux prud'homal

Préparer son dossier et organiser sa défense

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Anticiper et réduire le risque de contentieux
- Identifier les risques majeurs à l'embauche
- Réduire les risques lors de l'exécution du contrat
- Rompre le contrat de travail en toute sécurité

Préparer le dossier prud'homal

Maîtriser les règles de preuve
- Connaître les moyens de preuve recevables et leur valeur
- Identifier les précautions liées à la constitution de son dossier

Exercice d'application : identification des moyens de preuve admis à partir d'exemples concrets

Communiquer les pièces à la partie adverse
- Maîtriser les étapes de la procédure et limiter les coûts

Saisir le conseil de prud'hommes
- Règles de compétence et modalités de saisine

Recourir au référé prud'homal
- Identifier les cas de figure et les mesures susceptibles d'être ordonnées

Optimiser la tentative de conciliation
- Connaître ses modalités et les mesures provisoires que le bureau de conciliation peut décider

Identifier les mesures d'instruction que le juge peut ordonner
- L'enquête, l'expertise et le renvoi à un conseiller rapporteur

Le jugement et son exécution

Connaître les voies de recours et leurs délais

Mise en situation : gestion des incidents majeurs susceptibles de compliquer le déroulement du procès

Maîtriser les coûts

Exercice d'application : transaction ou contentieux : élaboration d'un tableau de calcul de risques

Organiser au mieux sa défense
- Comparution personnelle et représentation
- Connaître les précautions procédurales à chaque étape du procès

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Préparer au mieux votre dossier en défense et maîtriser les particularités de la procédure prud'homale

INITIATION

Code : 10014
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les zones à risque majeur en droit du travail
Bien préparer son dossier en prévision d'un litige
Maîtriser les différentes phases et particularités de la procédure prud'homale

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines et du personnel
Juristes en droit social

ANIMATEUR

Michèle DURAND
Avocat en droit social

PLANNING

Paris
14 mars 2019
5 novembre 2019

Réussir ses recrutements

Techniques et conduite d'entretien de recrutement

CPF DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les étapes clés du recrutement

Définir sa stratégie : intégrer la mobilité interne dans le processus
- Connaître les préalables à réunir
- Évaluer les avantages évidents
- Repérer les inconvénients et les freins

Déployer le processus de recrutement

Préciser le besoin de recrutement
- Recenser les différentes phases : diagnostic du besoin, description du poste à pourvoir et définition du profil de candidat

Cerner les enjeux de la communication de recrutement
- Le marketing du recrutement
- Développer sa marque employeur
- Comment attirer les meilleurs candidats

Rechercher les candidats
- Recourir à la prospection interne ou externe

Connaître les différents outils de sourcing
- Choisir un support généraliste, spécialiste
- Tirer profit des réseaux sociaux

Exercice d'application : rédaction d'un projet d'annonce

Sélectionner les candidats
- Procéder à la présélection
- Élaborer les questionnaires de candidature

Étude de cas : analyse d'un CV

Conduire l'entretien de recrutement
- Maîtriser la structure de l'entretien
- Recourir à des tests

Mise en situation : simulation d'un entretien de recrutement
- Concrétiser l'embauche
- Accueillir et intégrer le nouveau salarié

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Pourquoi utiliser l'assertivité en entretien ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place des outils et maîtriser les techniques de recrutement

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique du format blended learning
à découvrir sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 10086
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les meilleures méthodes pour réussir un recrutement
Maîtriser les techniques de conduite d'un entretien d'embauche
Structurer un entretien étape par étape et s'entraîner à le conduire

PRÉREQUIS

Avoir une première expérience dans le recrutement ou dans la fonction RH

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines
Chargé(e)s de recrutement

ANIMATEUR

Charlotte BRAND
Consultante en ressources humaines

PLANNING

Paris
13 au 15 mars 2019
16 au 18 septembre 2019
9 au 11 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Innover dans ses méthodes de recrutement

DIGITAL

Diversifier son sourcing grâce aux médias sociaux

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir une stratégie digitale pour recruter les nouvelles générations

Comprendre le contexte et les attentes des nouvelles générations

- Des baby-boomers aux millenials : portaits-robots de générations
- Appréhender l'écosystème digital et son évolution

Exercice d'application : définition du potentiel d'un candidat

Positionner le recrutement au cœur de la transformation digitale de l'entreprise

- Identifier les risques et opportunités de la transformation digitale
- Redéfinir le rôle des RH à travers les nouvelles tendances de recrutement

Promouvoir sa marque employeur à travers les nouveaux outils web

Développer sa marque employeur pour attirer les meilleurs talents

- Promouvoir son image de marque
- Optimiser la visibilité de l'entreprise par des actions de communication RH

Définir le profil ciblé

- Attirer les candidats millenials et de la Génération Y
- Intégrer l'impératif intergénérationnel

Optimiser sa stratégie de recherche des candidats sur les médias

- Maîtriser les outils et méthodes pour attirer les meilleurs profils

Exercice d'application : recherche de profils sur les médias sociaux à partir de critères prédéfinis

- Mettre en place des ateliers collaboratifs online et offline
- Identifier ses facteurs clés de succès et ceux à améliorer

Étude de cas : à partir d'une offre d'emploi, identification du portrait-robot du candidat idéal et la manière de le sourcer au mieux à travers les nouveaux outils digitaux

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Structurer votre veille, c'est possible
- Pourquoi utiliser l'assertivité en entretien ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Utiliser efficacement les nouvelles techniques de sourcing sur les médias sociaux

PERFECTIONNEMENT

Code : 10034
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer les médias sociaux dans la communication marque employeur
Définir une stratégie de recrutement via les médias sociaux
Utiliser efficacement les outils numériques pour mieux recruter

PRÉREQUIS

Avoir une première expérience dans le recrutement

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines
Chargés de recrutement et collaborateurs des services RH

ANIMATEUR

Guillaume COUDERT
Directeur Associé, AGORIZE

PLANNING

Paris
1er-2 avril 2019
19-20 septembre 2019

Conduire un entretien de recrutement

DIGITAL

Maîtriser les techniques d'évaluation des compétences

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les étapes préalables à l'entretien

Autodiagnostic : chaque participant identifie ses points forts et ses axes d'amélioration

Définir le poste à pourvoir

- Définir précisément le besoin, le poste et les missions
- Identifier et hiérarchiser les compétences clés du poste à pourvoir

Rechercher et présélectionner les candidats

- Rédiger une annonce
- Sélectionner les supports de diffusion
- Présélectionner les candidatures
- Mener des entretiens téléphoniques au préalable

Étude de cas : entraînement à l'analyse de CV

Maîtriser les principes clés du recrutement

Structurer l'entretien

- Préparer l'entretien
- Adopter une approche multi-évaluateurs et multi-outils

Optimiser sa communication en entretien de recrutement

- L'entretien de recrutement : une situation de communication
- Les freins à une bonne communication en entretien

Connaître les techniques de l'entretien

- Établir une grille d'entretien

Exercice d'application : préparation de sa grille d'entretien

- Utiliser les bonnes techniques d'écoute et le langage non verbal
- Connaître les techniques de formulation et de reformulation

Mise en situation : entraînement à l'entretien, échange de pratiques

Mettre en œuvre la démarche de recrutement

- Analyser le besoin et définir la fonction
- Évaluer les candidats
- Prendre la décision de recruter
- Articuler recrutement et déontologie
- Élaborer un guide de référence des questions types

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Comment mettre son langage corporel au service du tact ?
- Quelles sont les clés essentielles de l'écoute active ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place des outils et méthodes d'entretien efficaces

PERFECTIONNEMENT

Code : 10048
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les étapes clés de l'entretien de recrutement
Déceler les compétences d'un candidat à travers son CV
Structurer et mener efficacement un entretien de recrutement

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Réussir ses recrutements " (code 10086) p. 50

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines
Responsables du recrutement
Managers

ANIMATEUR

Charlotte BRAND
Consultante en ressources humaines

PLANNING

Paris
28-29 mars 2019
18-19 novembre 2019

Mettre en œuvre le principe de non-discrimination lors du recrutement

Maîtriser les risques et sécuriser les pratiques

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre juridique et identifier les risques

Cerner le principe de non-discrimination en droit du travail

- Rappel des critères prohibés : origine, sexe…
- Focus sur les critères prohibés les plus exposés lors du recrutement

Test de connaissances : questions/réponses sur les domaines de non-discrimination

Identifier les différences de traitement autorisées en matière de recrutement

- et d'accès à un stage
- Les conditions légales d'exigence
- Les différences de traitement fondées sur l'âge, l'état de santé, le handicap ou le lieu de résidence

Étude de cas : rédaction par chaque participant d'une situation justifiant une différence de traitement autorisée

Appréhender les risques pour l'entreprise

Test de connaissances : questions/réponses sur les sanctions encourues par l'employeur

Mobiliser les ressources existantes favorisant la non-discrimination à l'embauche

- Rédiger les offres d'emploi
- Concevoir les rubriques du formulaire ou dossier de candidature
- Recruter par simulation ou sans CV
- Pratiquer l'auto testing

Test de connaissances : questions/réponses sur des exemples d'offres d'emploi

Adopter les bonnes pratiques à chaque étape du recrutement

- Maîtriser les critères de présélection
- Conduire les entretiens de recrutement
- Rédiger les comptes rendus d'entretien
- Favoriser des pratiques non discriminantes à l'embauche auprès des opérationnels
- Mises en situation : simulation d'entretiens individuels par les participants, avec un candidat mentionnant "travailleur handicapé" sur son CV, avec un manager réclamant un collaborateur "junior"

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Adopter des pratiques non discriminantes à l'embauche et les diffuser au sein de l'entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 10191
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 950 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les obligations des entreprises en matière de non-discrimination à l'embauche
Mettre en place des outils pour favoriser la non discrimination
Identifier et mettre en œuvre les bonnes pratiques

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ

Chargés de recrutement
Responsables ressources humaines et collaborateurs des services RH

ANIMATEUR

Frédéric DANNEKER
Avocat au Barreau de Paris

PLANNING

Paris
4 juin 2019
12 décembre 2019

Les entretiens professionnels obligatoires

DIGITAL

Mettre en œuvre et gérer ses entretiens professionnels

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser l'environnement juridique des entretiens professionnels

- Cerner les nouveaux enjeux des entretiens professionnels
- Repérer les différentes mesures en matière de développement et de reconnaissance des compétences

Test de connaissances : les éléments de la loi relative à la formation professionnelle sur les entretiens professionnels et les différents dispositifs de formation, leur mise en œuvre et leur financement

Conseiller et accompagner le salarié dans son parcours professionnel

Maîtriser les concepts essentiels de la gestion des compétences

- Identifier les concepts de compétences, de métiers, d'emploi, de projet professionnel
- Repérer les outils de gestion des compétences, de référencement métier et de mobilité
- Connaître les différents acteurs internes et externes

Partage d'expériences : échange sur la diversité des pratiques d'accompagnement et de gestion des compétences en entreprise

Mettre en œuvre l'entretien professionnel

- Sensibiliser les acteurs de l'entreprise
- Recueillir au préalable les informations nécessaires
- Élaborer les outils d'identification des besoins, les supports d'entretien

Exercice d'application : élaboration d'une trame d'outil d'évaluation des compétences

Conduire l'entretien et conseiller le collaborateur

- Prendre sa posture d'accompagnement
- Accompagner le salarié dans l'élaboration de son parcours professionnel
- Choisir et articuler les actions de formation

Mise en situation : entraînement pratique à la conduite d'un entretien professionnel

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Pourquoi utiliser l'assertivité en entretien ?
- Quelles sont les clés essentielles de l'écoute active ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place une démarche structurée et outillée pour la conduite des entretiens professionnels

PERFECTIONNEMENT

Code : 10159
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 950 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Acquérir une méthodologie d'entretien
Mettre en place des outils et des supports spécifiques
Conduire les entretiens professionnels

PRÉREQUIS

Évoluer au sein d'un service RH

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines et du personnel
Responsables du développement des compétences
Chargés de mobilité interne et de la formation

ANIMATEUR

Christophe PARMENTIER
Directeur Associé
CLAVA

PLANNING

Paris
26 mars 2019
3 octobre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Gestion des compétences

CPF

Diagnostiquer les compétences disponibles

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Connaître les notions essentielles

Analyser les étapes clés : conditions de succès et préalables essentiels

- Articuler GPEC et stratégie d'entreprise
- Connaître le cadre juridique de la GPEC
- Communiquer sur la démarche et impliquer la direction

Analyser les compétences requises et diagnostiquer les compétences disponibles

- Définir les concepts métier, emploi et compétence
- Distinguer gestion des compétences, gestion par les compétences, GPEC…

Identifier les besoins de l'entreprise : les compétences utiles de demain

- Analyser la stratégie de l'entreprise
- Identifier les besoins en ressources humaines : emplois, compétences

Exercice d'application : élaboration de scénarios pour analyser les besoins futurs en termes d'emplois et de compétences

Analyser l'existant : identifier les compétences disponibles

- Périmètre de l'analyse : les emplois à cibler, les compétences à évaluer
- Recenser les différents outils et définir leurs conditions de mise en place
- Construire une cartographie des métiers, un référentiel de compétences…

Exercice d'application : élaboration d'un référentiel de compétences

Mettre en place un plan d'action

- Identifier et construire les mesures correctives et les plans stratégiques RH

Mobiliser et déployer les compétences vers les nouveaux besoins

- Définir la place des seniors dans la transmission des compétences
- Associer recrutement et mobilité interne à la démarche de développement des compétences
- Mettre en adéquation gestion des compétences et plan de formation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place des outils d'évaluation des compétences adaptés à votre entreprise

INITIATION

Code : 10027
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mettre en place une véritable méthodologie pour anticiper ses besoins en compétences
Maîtriser les outils d'évaluation des compétences
Articuler au mieux gestion des compétences et plan de formation

PRÉREQUIS

Avoir une première expérience dans la fonction RH

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne s'engageant dans une démarche de gestion des compétences

ANIMATEUR

Bianca GLACE, Directeur Associé
PROJECTISSIME CONSULTING

PLANNING

Paris
23-24 mai 2019
25-26 novembre 2019

Piloter un dispositif de GPEC dynamique

DIGITAL

Intégrer la démarche compétence dans ses processus RH

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer la GPEC dans la stratégie de l'entreprise

Identifier les conditions de succès-réussite

- Définir les objectifs
- Impliquer l'ensemble des acteurs de l'entreprise

Préparer et anticiper les mutations de l'administration

- Mesurer l'impact de la GPEC sur l'amélioration des performances
- Anticiper l'évolution des métiers

Exercice d'application : recensement des facteurs pouvant influencer l'évolution des emplois et des compétences dans son entreprise

Piloter une démarche GPEC performante

Planifier ses besoins

- Identifier les activités et les projets futurs
- Ajuster les compétences aux évolutions technologiques et économiques

Identifier les ressources existantes

- Faire un état des lieux des emplois et des compétences

Autodiagnostic : évaluation de la pratique de l'entreprise, ses projets futurs et l'impact sur les emplois et compétences

Construire des outils de gestion des compétences

- Maîtriser les concepts de base
- Bâtir les outils de la GPEC

Exercice d'application : construction d'un répertoire métier et d'un plan d'action sur un cas type, réalisation d'une fiche de poste

Articuler GPEC et politique de formation

- Adapter le plan de formation au besoin en développement de compétences
- Mettre en œuvre les mesures d'accompagnement de la GPEC

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place une stratégie GPEC adaptée aux besoins de votre entreprise

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn de 11h à 12h30
Dates : 10 juillet 2019
ou 6 février 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 10117
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 995 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les enjeux de la GPEC et l'intégrer dans la stratégie de l'administration
Élaborer les outils de GPEC
Intégrer la GPEC dans la politique formation

PRÉREQUIS

Avoir préalablement suivi " Gestion des compétences" (code 10027) p. 53

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs des ressources humaines
Responsables RH
Responsables formation et gestionnaires de carrières

ANIMATEUR

Céline DELIL
Consultante en ressources humaines

PLANNING

Paris
3 au 5 avril 2019
13 au 15 novembre 2019

CYCLE CERTIFIANT

DIGITAL

Digital Learning Manager

Piloter des dispositifs de formation innovants

Dans un contexte de transformation digitale, les organisations cherchent à s'appuyer sur un nouveau profil rare : le Digital Learning Manager. Son rôle est complexe : il doit répondre aux nouveaux besoins des apprenants et créer de nouvelles expériences pédagogiques. Le Digital Learning Manager a donc plusieurs casquettes et de multiples compétences ! Le parcours certifiant au métier de Digital Learning Manager permet aux professionnels de la formation de booster leur carrière

MODULE 1 | 2 jours

Le Digital Learning Manager : l'explorateur des nouveaux territoires du learning

OBJECTIF

Faire un benchmark e-learning

PROGRAMME

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après la formation

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

- Découvrir les stratégies et outils pédagogiques liés au digital
- Panorama des courants pédagogiques, des modalités de diffusion, des outils de conception, des acteurs du marché
- E-learning / rapide learning, mobile learning, FOAD , serious game
- Les plates-formes, les outils de création de contenus
- Les normes d'interopérabilité : SCORM, LTI, IMS TinCan
- Licences, droit des personnes, des marques, RGPD, propriété intellectuelle…

  Exercice d'application : sourcing d'un benchmark

  Exercice d'application : construction d'un SWOT contextuel

  Exercice d'application : pitcher son projet avec la méthode des 5 C et recrutement des sponsors

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 2 jours

Le Digital Learning Manager : le communicant pour offrir de la visibilité à ses projets

OBJECTIF

Construire un plan de communication multicanal interne/externe

PROGRAMME

- Bâtir son plan de communication
- Connaître les étapes de la communication projet : avant / pendant / après
- Identifier les relais de sa communication, les sponsors, les ambassadeurs

Maîtriser les étapes incontournables

- Identifier ses cibles
- Segmenter les messages
- Sélectionner les canaux de diffusion digitale ou non
- Définir une image de marque
- Élaborer une charte graphique

  Exercice d'application : identification des meilleurs relais de communication sur le projet / fil rouge

  Exercice d'application : création des supports de communication

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 4 jours

Le Digital Learning Manager : le pédagogue, designer d'expériences apprenantes dans un monde digital

OBJECTIFS

Construire des cartes persona de ses publics cibles

Élaborer un scénario pédagogique global gamifié

PROGRAMME

- Améliorer l'expérience utilisateur : la méthode UX design

  Exercice d'application : définition, construction et modélisation de ses personas
- Intégrer les ressorts et les usages en digital learning par la gamification
- Utiliser le storytelling pour renforcer ses contenus

  Exercice d'application : expérimentation de l'écriture narrative sur ses scénarios pédagogiques

  Exercice d'application : construction d'un scénario gamifié sur le fil rouge
- Identifier les ressources multimédias : objectifs, formats, technicités, budgets, ROI

  Exercice d'application : Réalisation du storyboard du fil rouge

  Exercice d'application : production de la ressource multimédia du fil rouge

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 4 | 2 jours

Le Digital Learning Manager : le pilote de la gestion de projet innovant

OBJECTIFS

Définir un Mindmap du programme

Construire un tableau de bord de suivi des apprenants

PROGRAMME

- Découvrir la méthode agile SCRUM

  Exercice d'application : expérimentation de l'agilité avec le Scrum Ball Game
- Découper son fil rouge en sprints
- Favoriser une production itérative pour limiter les risques
- Suivre et piloter le développement de ses projets avec des contributeurs multiples
- Intégrer les clés du management de projet agile

  Exercice d'application : construction du backlog de son fil rouge et définition de sa vélocité
- L'adaptive learning ou apprentissage adaptatif
- L'intelligence artificielle et le deep learning
- Identifier les outils de data analyse : TinCan XAPI et serveur LRD
- Identifier les outils de collecte des datas pour faciliter, optimiser les apprentissages dans les projets de digital learning

  Exercice d'application : identification d'un outil de collecte de données apprenants
- Définir, collecter et analyser des données

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Étude de cas : le projet Inspire de Moodle
Exercice d'application : conceptualisation d'un programme d'apprentissage personnalisé projet

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 5 | 1 jour

Le Digital Learning Manager : le community manager qui fédère et anime des communautés

OBJECTIF

Construire un plan d'animation sociale du projet fil rouge

PROGRAMME

- Cerner le rôle et les missions d'un Community manager
- Identifier et fédérer une communauté d'ambassadeurs
- Utiliser les outils digitaux de veille et de curation
- Sélectionner et faire circuler les informations, idées et signaux clés
- Animer vs modérer

Exercice d'application : conception d'un plan d'animation sociale et production des contenus d'animation
Partages d'expériences : organisation de MeetUp avec des témoins inspirants invités à partager leurs parcours, histoires et expériences

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Développer vos compétences et votre réseau pour devenir Digital Learning Manager

PERFECTIONNEMENT

Code : 10196
11 jours | 77 heures
Tarif HT : 6 270 €
Prix TTC pour les particuliers : 5 015 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
DIGITAL LEARNING MANAGER
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Maîtriser les outils indispensables au métier de Digital Learning Manager
Développer ses compétences et son réseau

PRÉREQUIS

Être impliqué(e) dans la gestion de la formation en entreprise.

PUBLIC CONCERNÉ

Chargé(e)s de formation
Chargé(e)s de projet e-learning
Responsables formation
Digital Learning Managers

ANIMATEUR

Jean-Marc DOUCET
Consultant en digital learning

PLANNING

Paris - Promotion 1
24-25 janvier, 11-12 février, 18-19 mars, 9-10 avril, 16-17 mai, 27 mai*, 12 juin et 11 septembre 2019**
Paris - Promotion 2
10-11 octobre, 4-5 novembre, 28-29 novembre, 16-17 décembre 2019, 16-17 janvier, 30 janvier*, 3 février et 28 avril 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Avant
Quiz amont

Pendant
Journée en présentiel

Après
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants
e-évaluation
Classe virtuelle
Modules vidéo

voir descriptif p. 21

CYCLE CERTIFIANT

Chargé(e) de formation

Mettre en œuvre les actions de formation des salariés

Le/La chargé(e) de formation est devenu(e) un acteur clé dans la mise en place des dispositifs de formation qui permettent de maintenir l'employabilité des salariés et de les adapter aux évolutions de l'entreprise. Avoir une vision globale des enjeux et des modalités de la formation professionnelle est ainsi indispensable pour assurer cette fonction, afin de pouvoir répondre efficacement aux objectifs de l'entreprise et aux souhaits de développement de compétences des collaborateurs.

MODULE 1 | 3 jours

Identifier la place de la formation au sein de la fonction Ressources Humaines

OBJECTIFS

Situer la formation dans l'entreprise et au sein de la fonction RH
Maîtriser la législation en vigueur afin de pouvoir respecter les obligations de l'entreprise

PROGRAMME

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après la formation

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner la place de la formation dans l'entreprise

Identifier le rôle de la formation dans le développement futur de l'entreprise

- Connaître les objectifs de l'entreprise et sa place dans l'environnement économique
- Identifier le rôle de la formation au sein de l'entreprise
- Connaître les différents interlocuteurs

Analyser la fonction formation et son évolution au sein de l'entreprise

- Identifier la place de la formation au sein de la fonction RH
- Articuler la politique de formation avec les autres politiques de l'entreprise
- Définir le rôle et les missions du (de la) chargé(e) de formation

Étude de cas : analyse de la fonction formation dans son entreprise

Maîtriser l'évolution du cadre réglementaire

Connaître les principales réformes et leurs enjeux

- Intégrer les nouvelles obligations de participation des employeurs à la formation
- Maîtriser les spécificités de la loi du 06/09/18

Optimiser les différents dispositifs de formation

- Cerner la notion d'action de formation
- Connaître les objectifs et les finalités d'un plan de formation, du Compte Personnel de Formation (CPF), de la période de professionnalisation et des autres dispositifs de développement des compétences
- Identifier les différentes possibilités du départ des salariés en formation

Exercice d'application : optimisation des dispositifs de formation

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 3 jours

Concevoir le plan de formation et gérer les actions de formation tout au long de l'année

OBJECTIFS

Maîtriser les étapes de la construction du plan de formation
Articuler l'ensemble des dispositifs de formation et maîtriser l'utilisation du CPF

PROGRAMME

Identifier le rôle de la GPEC dans l'élaboration du plan de formation

- Définir les orientations futures de l'entreprise et leurs impacts sur l'emploi
- Mettre en place les outils GPEC et définir les plans de développement RH

Élaborer le plan de formation

- Élaborer les axes prioritaires de la formation à partir des orientations stratégiques
- Recueillir les besoins collectifs et individuels
- Bâtir le plan de formation et piloter les arbitrages
- Organiser la communication auprès des différents interlocuteurs

Exercice d'application : rédaction des axes prioritaires de la formation, établissement d'un planning d'élaboration du plan de formation

Accompagner le développement des compétences et les évolutions professionnelles

- Organiser les entretiens professionnels et identifier les projets individuels
- Utiliser l'ensemble des dispositifs : bilan de compétences, validation des acquis d'expérience, congé individuel de formation
- Maîtriser la mise en place du CPF
- Sensibiliser et impliquer les managers dans le développement des compétences des collaborateurs

Exercice d'application : définition d'un projet d'accompagnement individuel

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 2 jours

Définir et mettre en place les projets de formation sur mesure

OBJECTIFS

Élaborer un cahier des charges de formation sur mesure
Choisir les organismes de formation

PROGRAMME

Définir les actions de formation sur mesure

Identifier les besoins

- Impliquer les managers dans la définition des besoins
- Traduire les besoins en actions de formation

Élaborer le cahier des charges

- Identifier les éléments indispensables pour élaborer un cahier des charges
- Lancer un appel d'offres auprès des prestataires

Exercice d'application : élaboration d'un cahier des charges

PROGRAMME

Choisir son organisme de formation et valider le programme de formation

Définir les modalités de sélection

- Identifier les critères de sélection
- Faire un premier choix de prestataires

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Organiser l'audition des prestataires
- Constituer un jury de sélection
- Choisir un prestataire

S'accorder sur les modalités de formation
- Déterminer les modalités pédagogiques les plus adéquates
- Valider les programmes de formation, les modalités de mise en œuvre et les prix
- Planifier les formations à mener
- Préparer les outils d'évaluation de la formation

Exercice d'application : construction d'une matrice de sélection de prestataires

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 4 | 2 jours

Construire les tableaux de bord de la formation

OBJECTIFS :

Élaborer un tableau de bord
Construire le budget formation

PROGRAMME

Définir et mettre en place les outils statistiques d'aide à la décision

Choisir les indicateurs significatifs de suivi et de mesure des actions de formation
- Déterminer les ratios mesurant l'effort de formation, l'effort financier et les ratios de qualité
- Communiquer auprès des managers

Exercice d'application : identification des indicateurs significatifs permettant de piloter la formation dans son entreprise

Maîtriser les coûts de la formation

Évaluer le coût des formations internes et externes
- Maîtriser les nouvelles règles de financement de la formation
- Gérer les différents dispositifs, la relation avec les Opérateurs de compétences (ex OPCA) et les autres interlocuteurs de la formation professionnelle
- Maîtriser la construction du budget et les modalités de suivi des dépenses

Exercice d'application : élaboration d'un budget de formation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Organiser, gérer et assurer le suivi des différentes actions de formation de votre entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 10162
10 jours | 84 heures
Tarif HT : 5 400 €
Prix TTC pour les particuliers : 4 320 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
GESTION DE LA FORMATION
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS
Cerner les enjeux de la formation en entreprise
Optimiser le budget de formation et utiliser l'ensemble des différents dispositifs de formation
Mettre en place des actions de formation adaptées aux besoins de l'entreprise et de développement de compétences des salariés

PRÉREQUIS
Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise.

PUBLIC CONCERNÉ
Collaborateurs des services RH
Assistant(e)s RH, assistant(e)s de direction
Toute personne amenée à prendre en charge la fonction de chargé(e) de formation

ANIMATEUR
Bianca GLACE
Directeur Associé
PROJECTISSIME CONSULTING

PLANNING

Paris - Promotion 1
20 au 22 mars, 3 au 5 avril, 5 juin*, 13-14 mai, 13-14 juin et 19 septembre 2019**
Paris - Promotion 2
6 au 8 novembre, 2 au 4 décembre 2019, 13-14 janvier, 28 janvier*, 3-4 février et 30 avril 2020**

CLASSES VIRTUELLES
* classe virtuelle pour le mémoire d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Avant	Pendant	Après
Quiz amont	Journée en présentiel	Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants e-évaluation Classe virtuelle Modules vidéo

voir descriptif p. 21

Assistant(e) formation

Maîtriser les missions clés de la formation

DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer les évolutions des différents dispositifs de formation
- Accompagner la mise en œuvre du CPF et du CPF de transition
- Identifier les publics prioritaires, les nouveaux acteurs et les nouvelles missions

Identifier leurs caractéristiques : public, conditions et financement
- Connaître l'articulation entre les différents dispositifs
- Cerner le rôle et les missions des Opérateurs de Compétences (ex OPCA)
- Participer activement à l'élaboration du plan de développement des compétences et à la gestion des actions s'y rapportant

Test de connaissances : validation des acquis à travers des QCM et des études de cas

Transformer les besoins en objectifs et les objectifs en actions
- Analyser et recueillir les besoins
- Constituer un dossier de formation
- Optimiser les achats de formation
- Élaborer un cahier des charges

Exercice d'application : structuration d'un plan de formation et rédaction d'un cahier des charges

Procéder à la sélection d'un prestataire
- Établir une grille d'analyse des offres et les critères de choix
- Piloter une action de formation
- Gérer et suivre les évaluations
- Apporter son aide dans le suivi des actions

Exercice d'application : sélection d'un prestataire

Gérer le CPF au quotidien
- Acquisition des droits, liquidation et transfert
- Construire des tableaux de bord de suivi
- Recenser les documents à conserver

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Pourquoi utiliser l'assertivité en entretien ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Gérer les dossiers et assurer le suivi du plan de formation

PLANNING

Paris
7-8 février 2019
16-17 mai 2019
12-13 décembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes, Lille et Strasbourg
dates sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 10053
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mettre en œuvre la nouvelle réglementation 2018 de la formation
Acquérir des outils et méthodes de gestion efficaces pour gérer la formation
Participer à la conception et à la mise en place du plan de développement des compétences

PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Assistant(e)s formation, RH
Toute personne en charge de la gestion de la formation

ANIMATEUR

Christophe PARMENTIER
Directeur Associé
CLAVA

Gérer le plan de développement des compétences avec le CPF

Combiner efficacement les dispositifs de formation

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Connaître les dispositifs issus de la réforme

Cerner la nouvelle logique financière
- Comprendre la logique du financement de la formation
- Maîtriser les nouvelles missions des Opérateurs de Compétences (OPCO)
- Évaluer les services à valeur ajoutée de l'OPCO

Exercice d'application : calcul des nouvelles contributions

Intégrer les obligations sociales liées au plan de développement des compétences
- Passer de l'imputabilité à la traçabilité des actions

Connaître l'entretien professionnel
- Intégrer l'entretien professionnel dans le processus RH

Exercice d'application : création de son propre support d'entretien professionnel
- Articuler le plan de développement des compétences avec le CPF

Comprendre le compte personnel de formation (CPF)
- Maîtriser les règles d'acquisition et de mobilisation
- Les formations éligibles au CPF et les types d'abondement

Test de connaissances : les engagements du CPF en gestion interne

Communiquer sur le CPF en interne
- Préparer les équipes RH et les managers aux retours de leurs collaborateurs
- Former ses équipes à l'utilisation du CPF

Financer les formations au titre du CPF

Financer les formations en gestion interne et/ou par l'OPCO

Exercice d'application : élaboration d'un budget type d'un plan de développement des compétences

Associer le plan de développement des compétences à un plan GPEC

Exercice d'application : illustration de l'investissement formation dans la base de données unique

Gérer le CPF dans le plan de développement des compétences

Exercice d'application : élaboration d'un tableau de bord de suivi du plan de développement des compétences

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Renforcer l'efficacité de votre plan de développement des compétences en y intégrant les nouveaux dispositifs légaux

INITIATION

Code : 10158
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les spécificités de chaque dispositif de formation
Mettre en œuvre le CPF
Assurer la complémentarité entre le plan de développement des compétences et le CPF

PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables formation, responsables des ressources humaines
Chargé(e)s et assistant(e)s formation

ANIMATEUR

Franck SAVANN
Consultant expert en formation
FIMAFOR

PLANNING

Paris
19 mars 2019
12 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Gestion administrative et financière de la formation

CPF DIGITAL

Maîtriser les dispositifs de formation et leurs modes de financement

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Piloter les dispositifs de formation de l'entreprise

Cerner les grandes évolutions de la formation et leurs impacts sur la gestion administrative et financière de la formation

- La nouvelle obligation légale, les échéances et son mode de calcul
- Le nouveau circuit financier
- L'information et la consultation des représentants du personnel depuis la réforme de 2018
- La nouvelle définition de l'action de formation
- La formation hors temps de travail et dans le temps de travail en présentiel ou à distance
- La Formation en Situation de Travail (FEST)

Gérer et suivre les différents dispositifs de formation des salariés

- La nouvelle définition et les catégories des actions de formation dans la réforme de 2018
- Mettre en place, abonder et accompagner le CPF
- Le CPF de transition : les droits pour les salariés et les impacts pratiques pour l'entreprise
- Les contrats de professionnalisation, le tutorat et leurs évolutions dans la nouvelle loi

Étude de cas : élaboration d'une check-list des éléments à suivre puis mise en place des indicateurs de suivi pour chaque dispositif

Élaborer le plan de développement des compétences

- Évaluer, analyser les besoins et informer
- Déterminer et suivre le budget formation à partir des indicateurs et des ratios

Mise en situation : élaboration d'un tableau de suivi du plan de développement des compétences

Gérer les déclarations administratives

Financer la formation

Connaître l'organisation du financement de la formation

- Connaître les modalités de fonctionnement de France Compétence
- Maîtriser les sources de financement de la formation : le budget CPF
- Rechercher des financements externes : OPCO, FSE, État, région…
- Présenter les nouvelles missions des Opérateurs de compétences OPCO (ex OPCA) et leur relation avec les branches
- Optimiser les relations avec les OPCO

Piloter les coûts de formation

- Contrôler la gestion des coûts et maîtriser les coûts annexes
- Optimiser les achats et les cahiers des charges

Exercice d'application : construction d'un tableau de bord de pilotage des coûts de formation

Quiz aval: pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Conseiller utilement le dispositif de formation qui est adapté au besoin de chaque salarié

PERFECTIONNEMENT

Code : 10094
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Gérer les différents dispositifs de formation
Maîtriser les obligations administratives et financières
Participer à l'élaboration du budget formation et mobiliser les ressources

PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines
Responsables formation
Toute personne impliquée dans la gestion de la formation

ANIMATEUR

Christophe PARMENTIER
Directeur Associé, CLAVA

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
4-5 juillet 2019
25-26 novembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn de 11h à 12h30
Dates : 28 mai 2019
ou 12 septembre 2020

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Focus sur le financement de la formation

PROGRAMME

Maîtriser le nouveau financement de la formation

- Les modalités de l'obligation légale en fonction de la taille des entreprises
- L'affectation des fonds
- Le financement du CPF

Test de connaissances : quiz sur les changements majeurs dans le financement de la formation

Abonder les financements

- Les financements européens FSE…
- Les financements des régions et des branches
- Les autres sources de financement : Agefiph, individuels, dirigeants…

Exercice d'application : identification et articulation de plusieurs modes de financement pour une seule action de formation

COMPÉTENCES MÉTIER

Anticiper et adapter pratiquement la recherche de financement pour optimiser la formation des salariés et le développement des compétences des collaborateurs de votre structure

PLANNING

Paris
20 mai 2019 (14h-18h)
6 septembre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 10181
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Repérer les sources de financements des actions de formation
Savoir les mobiliser

PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables de formation en entreprise ou collectivité
Chargés de formation et collaborateurs de services formation et RH

Construire et piloter le plan de développement des compétences

Du recueil des besoins à la mise en place du plan de son entreprise

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner la place du plan de développement des compétences dans la stratégie de l'entreprise
- Les grandes évolutions initiées par la réforme de 2018
- Lier le plan de développement des compétences à la stratégie de l'entreprise
- Perfectionner l'articulation du plan avec le CPF
  Partage d'expériences : sur la synergie entre le CPF, le CIF et le 0,9 %

Construire le plan de développement des compétences
- Recenser les besoins
- Analyser et traduire les besoins
  Exercice d'application : détermination de l'action de formation répondant aux besoins présentés
- Rédiger le plan selon la nouvelle présentation
- Élaborer l'architecture du plan
  Exercice d'application : présentation d'un plan de formation, définition des différentes rubriques et classification des actions

Définir le budget et financer le plan
- Procéder au chiffrage du plan suivant la nouvelle législation
- Optimiser les relations avec son Opérateur de Compétences (OPCO)
- Rechercher des financements complémentaires

Valider et promouvoir le plan
- Consulter les représentants du personnel
- Vendre le plan en interne
  Mise en situation : élaboration d'un cahier des charges et sélection de prestataires

Mettre en œuvre le plan
- Pratiquer l'achat de formation
- Faire vivre le plan de développement des compétences
  Exercice d'application : mise en place d'un tableau de bord de suivi

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Participer à l'élaboration d'un plan de développement des compétences

PERFECTIONNEMENT

Code : 10051
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 995 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les étapes clés de l'élaboration du plan
Déterminer le dispositif de départ en formation correspondant à chaque besoin
Mettre en place le plan de développement des compétences

PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise.

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables formation
Responsables RH
Toute personne impliquée dans l'élaboration du plan d'une entreprise

ANIMATEUR

Christophe PARMENTIER
Directeur Associé - CLAVA

PLANNING

Paris
3 au 5 avril 2019
15 au 17 octobre 2019

Gérer la formation à l'ère du digital

Intégrer la digitalisation dans le processus de formation interne

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les spécificités de l'évolution de l'apprentissage chez l'adulte : penser autrement la formation

Développer l'apprentissage des générations X, Y et Z dans l'entreprise
- Cerner le fonctionnement de l'apprentissage dans les différentes générations
- Repérer les spécificités pour les nouvelles générations
- Intégrer ce que signifie " dans la démarche d'apprentissage"

Mesurer l'impact des réformes dans la gestion de la formation
- La vocation de la formation pour l'entreprise et ses collaborateurs
- Le RF en tant qu'initiateur d'une démarche d'amélioration continue de la formation
  Partage d'expériences : le rôle du RF dans la démarche formation

Le RF, un concepteur pédagogique adapté au besoin
- Décrypter les nouvelles formes d'apprentissage digital
- Se familiariser avec les MOOC, SPOC, COOC, E-learning…
- Élaborer un parcours de formation incluant le digital
  Exercice d'application : rédaction d'un parcours mixte présentiel et digital

Évaluer la formation
- Connaître les différentes évaluations
  Exercice d'application : élaboration de différentes formes d'évaluation des compétences
- Valider un parcours de formation

Intégrer le processus de formation et d'évolution des compétences
- Inscrire l'évolution des compétences dans une démarche GPEC
- Constituer un référentiel de formation par compétence et par type pédagogique : présentiel, digital, tutorat…
  Plan d'action personnel : formalisation des actions à mettre en œuvre pour optimiser la formation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Élaborer un parcours de formation mixte et organiser avec les différents interlocuteurs l'évaluation des acquis à court, moyen et long terme

PERFECTIONNEMENT

Code : 10187
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner le processus d'apprentissage chez l'adulte et les spécificités des générations Y et Z
Se familiariser avec l'univers digital dans la formation
Intégrer le digital dans un parcours formation

PRÉREQUIS

Être impliqué(e) dans la gestion de la formation en entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables formation
Chargé(e)s de formation

ANIMATEUR

Doris ZELLER
Consultante en ingénierie de formation
LATITUDE CLIENTS

PLANNING

Paris
20-21 mai 2019
5-6 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Optimiser ses achats de formation

Maîtriser les étapes clés et les outils pour un achat réussi

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Connaître le marché de la formation

- Se repérer dans le marché de la formation
- Cerner son rôle d'acheteur et la relation client/fournisseur

Autodiagnostic : analyse de sa démarche et identification des difficultés rencontrées lors de ses expériences d'achat

Passer de la demande à l'achat de formation

Analyser la demande

- Analyser la demande de formation en pertinence avec les orientations générales

Mise en situation : conduite d'une négociation avec le commanditaire d'une action de formation

Élaborer un cahier des charges et formaliser l'achat

- Connaître l'architecture type des cahiers des charges
- Formaliser l'appel d'offres, identifier les prestataires à consulter

Exercice d'application : rédaction d'un cahier des charges

Procéder à la sélection d'un prestataire

- Élaborer des outils de sélection et définir des critères d'attribution
- Analyser et comparer les offres, sélectionner un prestataire

Exercice d'application : élaboration d'une grille de sélection

Formaliser l'achat de formation

Contractualiser l'achat

- Connaître les règles et les critères à respecter pour une formation éligible
- Déterminer ses dépenses de formation
- Rédiger la convention et le contrat de formation
- Mettre en place un accord-cadre

Administrer l'achat de formation

- Organiser le suivi de la prestation

Évaluer son achat de formation

- Évaluer la performance du prestataire de formation
- Constituer un référentiel de prestataires et le faire vivre

Exercice d'application : élaboration d'une grille d'évaluation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Assurer en toute autonomie l'ensemble du processus d'achat de formation et en optimiser la démarche

PERFECTIONNEMENT

Code : 10137
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner l'environnement du marché de la formation
Maîtriser les étapes clés de l'achat de formation
Mettre en place des outils efficaces pour optimiser sa démarche

PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables formation
Chargé(e)s de formation, assistant(e)s formation

ANIMATEUR

Véronique GARGUILO
Consultante en ingénierie de la formation
FORMA CONSEIL +

PLANNING

Paris
27-28 mai 2019
28-29 novembre 2019

Construire les tableaux de bord de la formation

Piloter la formation et communiquer sur la performance des actions de formation

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner la place de la formation dans l'entreprise

Identifier le rôle de la formation dans le développement futur de l'entreprise

- Connaître les objectifs de l'entreprise et sa place dans l'environnement économique
- Identifier le rôle de la formation au sein de l'entreprise
- Connaître les différents interlocuteurs

Analyser la fonction formation et son évolution au sein de l'entreprise

- Identifier la place de la formation au sein de la fonction RH
- Articuler la politique de formation avec les autres politiques de l'entreprise

Étude de cas : analyse de la fonction formation dans son entreprise

Définir et mettre en place les outils statistiques d'aide à la décision

Choisir les indicateurs significatifs de suivi et de mesure des actions de formation

- Comprendre les enjeux de la mise en place des tableaux de bord
- Définir les différents types de tableaux de bord à mettre en place
- Identifier les indicateurs pertinents
- Déterminer les ratios mesurant l'effort de formation
- Mettre en valeur les tableaux de bord et communiquer auprès des managers, collaborateurs et autres interlocuteurs

Exercice d'application : identification des indicateurs significatifs permettant de piloter la formation dans son entreprise

Maîtriser les coûts de la formation

Évaluer le coût des formations internes et externes

- Maîtriser les règles de financement de la formation
- Gérer les différents dispositifs
- Maîtriser la construction du budget et les modalités de suivi des dépenses

Exercice d'application : élaboration d'un budget de formation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier les indicateurs pertinents et construire vos propres tableaux de bord adaptés au contexte de votre entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 10173
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les enjeux de la formation en entreprise.
Construire des tableaux de bord à l'aide des indicateurs pertinents
Optimiser le budget de formation et utiliser l'ensemble des différents dispositifs de formation

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Construire et piloter le plan de développement des compétences " (code 10051) p. 60

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables formation
Chargé(e)s de formation

ANIMATEUR

Bianca GLACE
Directeur Associé
PROJECTISSIME CONSULTING

PLANNING

Paris
13-14 juin 2019
19-20 novembre 2019

Piloter la mise en œuvre d'actions de formation

DIGITAL

De la conception du cahier des charges à l'évaluation de l'action

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Clarifier la demande : une étape essentielle

Identifier sa mission
- Se situer dans son rôle
- Repérer ses marges de manœuvre

Partage d'expériences : analyse des situations de chaque participant

Mener l'analyse préalable de la demande
- Identifier la nature des informations à collecter
- Recenser les demandes individuelles
- Analyser le besoin
- Construire son questionnaire

Jeu de rôles : conduite d'entretiens
- Synthèse de l'analyse du contexte

Analyser l'offre de formation
- Connaître le marché dans son domaine professionnel
- Identifier les organismes de formation

Concevoir le dispositif de formation

Choisir une solution optimale
- Choisir les modalités de formation adaptées : présentiel, distanciel…

Mettre en place un processus de référentialisation
- Analyser la structure d'un référentiel de formation
- Construire un référentiel de formation

Élaborer un cahier des charges
- Identifier les caractéristiques du cahier des charges

Étude de cas : structuration d'un cahier des charges

Faire appel à un prestataire externe
- Définir le panel d'organismes à consulter
- Lancer l'appel d'offres
- Sélectionner un prestataire

Exercice d'application : construction d'une grille de sélection
- Rédiger une convention de formation

Réaliser le dispositif de formation
- Planifier le déploiement de la formation
- Organiser des parcours de formation

Organiser l'évaluation de l'action de formation

Identifier les différents types d'évaluation et leurs fonctions
- Évaluation directe
- Évaluation différée ou à froid

Jeu pédagogique : conception d'un dispositif d'évaluation

Repérer les outils de l'évaluation selon le contexte

Analyser les résultats pour proposer des actions correctives

Plan d'action personnel : formalisation des actions à mettre en œuvre pour conduire ses actions de formation avec succès

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre et évaluer les actions de formation

PERFECTIONNEMENT

Code : 10002
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Élaborer un cahier des charges formation
Sélectionner un prestataire
Déployer la formation et construire le dispositif d'évaluation

PRÉREQUIS

Avoir préalablement suivi " Gestion administrative et financière de la formation " (code 10094) p. 59

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables formation
Toute personne en charge de mettre en œuvre une action de formation

ANIMATEUR

Doris ZELLER
Consultante en ingénierie de formation
LATITUDE CLIENTS

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
10-11 octobre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn de 11h à 12h30
Dates : 7 juin 2019
ou 20 décembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Mesurer le retour sur investissement (ROI) de la formation

PROGRAMME

Mesurer le ROI de la formation : enjeux et pratiques
- Comprendre les nouveaux enjeux de la formation : passer d'une logique de dépense à une logique d'investissement
- Appréhender la notion de ROI appliquée à la formation
- Distinguer le RŒ comme alternative au ROI

Partage d'expériences : à partir de l'analyse des modèles proposés, échange sur les pratiques et les difficultés rencontrées

Élaborer un dispositif d'évaluation pour mesurer le ROI
- Identifier les coûts d'une formation et calculer l'investissement
- Élaborer un dispositif d'évaluation et choisir des indicateurs pertinents
- Repérer les impacts de la formation et analyser les résultats

Exercice d'application : mesure de la rentabilité d'une action de formation

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place des moyens pour évaluer l'efficacité de vos actions de formation et en mesurer les bénéfices

PLANNING

Paris
16 mai 2019 (9h-13h)
4 novembre 2019 (14h-18h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 10182
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Évaluer l'impact de son dispositif de formation et en mesurer la valeur ajoutée
Valoriser ses investissements et prouver l'efficacité des formations

PRÉREQUIS

Être impliqué dans la gestion des actions de formation

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs des ressources humaines, responsables formation
Chargé(e)s de formation
Toute personne en charge du pilotage de la formation

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Créer son académie d'entreprise

Identifier les étapes structurantes pour le développement de son activité de formation

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Créer son académie en entreprise sur le plan légal

Identifier l'activité de formation
- Définir l'action de formation, présentielle ou à distance, formation interne et académie d'entreprise
- Contractualiser la prestation de formation
- Identifier les documents obligatoires

Déclarer l'activité de formation
- Connaître les étapes et modalités de déclaration de l'activité

Test de connaissances : quiz sur les fondamentaux légaux et réglementaires d'une activité de formation

Gérer l'activité de formation de son académie
- Garantir la conformité de l'activité de formation
- Déclarer l'activité de formation

Exercice d'application : déclaration de son activité par le bilan pédagogique et financier
- Se préparer à un contrôle de la formation

Exercice d'application : élaboration d'une check-list pour la prévention d'un contrôle de la formation selon les situations : contrôle sur site ou contrôle sur pièces

Garantir la qualité de la formation
- Décrypter le "Décret qualité"
- Choisir le référencement pour l'académie d'entreprise

Autodiagnostic : évaluation individuelle de l'activité de formation avec le diagnostic de qualif.fr
- Élaborer son offre de formation

Exercice d'application : définition des conditions d'une digitalisation de ses programmes de formation
- Promouvoir son activité de formation
- Développer l'appétence à la formation par l'identification des freins et leviers de motivations des salariés
- Structurer son plan de communication
- Créer des actions de marketing interne

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Créer une académie d'entreprise, de la déclaration d'activité au développement de son offre de formation

PERFECTIONNEMENT

Code : 10188
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les étapes de création et de gestion d'une activité de formation
Élaborer une offre de formation
Promouvoir l'offre de formation pour la développer

PRÉREQUIS

Disposer d'une expérience de la formation en tant que responsable d'un service formation

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables formation
Chargé(e)s de formation
Toute personne en charge de développer une activité de formation

ANIMATEUR

Franck SAVANN
Consultant expert en formation

PLANNING

Paris
23-24 mai 2019
12-13 décembre 2019

Formation de formateurs occasionnels

DIGITAL

Développer ses capacités à concevoir et à animer une action de formation

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Faire le point sur le rôle du formateur
- Découvrir les principes de la pédagogie pour adultes
- Intégrer le fonctionnement du groupe

Exercice d'application : la motivation d'un adulte en formation

Bien préparer l'action de formation

Valider le contexte de l'intervention
- Connaître les différents types de formations envisageables
- Définir le contenu et les résultats à atteindre

Exercice d'application : définition d'un objectif global et des objectifs intermédiaires
- Intégrer les différences entre les objectifs de formation, les objectifs pédagogiques et les objectifs opérationnels

Choisir la méthode pédagogique : une étape essentielle
- Maîtriser les différentes méthodes pédagogiques

Jeu pédagogique : les méthodes pédagogiques

Bien choisir la technique pédagogique et les supports adaptés

Exercice d'application : choix d'un mode pédagogique selon le sujet et le public visé

Structurer le programme et organiser le déroulement de la formation
- Concevoir une progression pédagogique

Exercice d'application : conception d'un scénario pédagogique

Réussir l'animation de la formation
- Bien débuter sa formation

Mise en situation : démarrage d'une formation et réponse aux objections
- Réaliser le cœur de la formation

Mise en situation : gestion des participants
- Clôturer la formation

Jeu pédagogique : de la conception à l'animation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Avoir les réflexes clés pour assurer des actions de formation efficaces

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique du format blended learning
à découvrir sur www.efe.fr

*** CLASSE VIRTUELLE**
Pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

INITIATION

Code : 10075
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Découvrir les principes de la pédagogie pour adultes
Maîtriser les méthodes et les techniques de préparation et d'animation
Anticiper et gérer les situations difficiles en formation

PRÉREQUIS

Avoir un sens de la pédagogie et de l'organisation ainsi qu'une aisance relationnelle

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne amenée à transmettre ponctuellement son expertise dans le cadre de formations occasionnelles

ANIMATEUR

Doris ZELLER, Consultante en ingénierie de la formation

PLANNING

Paris
1er au 3 juillet 2019
et 30 septembre 2019*
16 au 18 décembre 2019
et 10 mars 2020*

CYCLE CERTIFIANT

DIGITAL

Formateur

Piloter un dispositif de formation de A à Z

Le métier de formateur ne s'improvise pas : véritable challenge professionnel, il fait appel à un champ de compétences très vaste. À la fois ingénieur pédagogique, leader, communicateur, expert-métier et facilitateur, le formateur doit avant tout bénéficier d'un accompagnement opérationnel et personnalisé tout le long de son apprentissage. Avoir une maîtrise des méthodes et des techniques pédagogiques est indispensable pour acquérir les compétences clés du métier de formateur.

MODULE 1 | 3 jours

Maîtriser les bases de l'ingénierie pédagogique

OBJECTIFS

- Maîtriser les notions fondamentales de l'ingénierie pédagogique
- Développer ses compétences de négociation

PROGRAMME

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après la formation

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les méthodes d'apprentissage des adultes

- Définir ce qu'est l'andragogie et identifier les différences avec la pédagogie
- Définir les qualités du formateur en termes de savoir, savoir-faire et savoir-être

Partage d'expériences : échanges sur les qualités requises et les qualités à développer

Analyser les besoins et définir les objectifs pédagogiques

Cadrer la demande

- Analyser la demande avec le mandataire à travers la méthode QQOQCP
- Analyser la demande à travers des entretiens avec le mandataire, les managers et les collaborateurs
- Définir l'objectif stratégique

Choisir le type de réponse formation

Spécifier les objectifs pédagogiques

- Définir l'objectif pédagogique global
- Intégrer les messages et mots-clés

Développer son activité

- Évaluer le coût de la formation et négocier avec le client
- Identifier ses partenaires potentiels : organismes de formation, OPCA, etc.

Exercice d'application : formalisation d'une action de formation répondant aux besoins recueillis

Concevoir et séquencer une action de formation

Définir un itinéraire et construire un scénario

- Identifier le temps d'attention d'un groupe et son incidence sur la planification du scénario pédagogique
- Découvrir les méthodes pédagogiques
- Scénariser la formation

Exercice d'application : conception d'un scénario pédagogique à partir d'un cahier des charges

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 3 jours

Mettre en œuvre les outils pédagogiques

OBJECTIFS

- S'approprier les principales méthodes pédagogiques
- Concevoir et mettre en œuvre des outils pédagogiques pertinents et efficaces

PROGRAMME

Choisir les méthodes d'apprentissage

Découvrir les méthodes actives

- La méthode de la découverte et de cas
- Le tâtonnement
- Les méthodes interrogatives

Utiliser les outils propres aux méthodes actives

- Le Jigsaw
- La pédagogie de projets
- L'étude de cas, jeu de rôles, quizz, brainstorming

Identifier les éléments de réussite et de cohérence

Mise en situation : expérimentation des différentes méthodes pédagogiques par les participants

Intégrer le jeu en formation

Cerner les ressorts psychologiques du jeu en formation

- Identifier les conditions de réussite

Créer un jeu cadre

- Distinguer les différents types de jeux : jeux de cartes, posters, jeux de plateaux, défis, quiz

Déployer des activités pédagogiques

- Concevoir des outils en sous-groupes, jeu de plateau, "mission formateur "

Exercice d'application : conception d'une fiche technique pour créer un jeu de plateau

Mettre les moyens pédagogiques au service de l'apprentissage

Concevoir des supports utiles et efficaces

- Travailler ses supports par objectifs/effets recherchés

Préparer les outils pédagogiques

- Préparer les ressources logistiques : disposition de la salle, matériel pédagogique
- Utiliser une check list

Exercice d'application : conception des outils pédagogiques à partir d'un scénario pré-identifié

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 3 jours

Animer une formation

OBJECTIFS

- Cerner les enjeux de la relation pédagogique
- Travailler sa posture de formateur

PROGRAMME

Se préparer pour réussir son animation

Examiner l'organisation matérielle

- Vérifier le matériel pédagogique : disposition des tables, supports pédagogiques, ordinateur, vidéoprojecteur, etc.

Gérer l'anxiété du formateur

- Identifier les origines du trac
- Les astuces pour le surmonter

Mise en situation : prise de parole devant le groupe et débriefing de l'attitude à adopter pour être à l'aise dans l'animation de groupes

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Adopter la posture de formateur

Introduire les moments clés d'une formation
- Les clés du démarrage
- Le cœur de la formation
- La phase de clôture

La relation pédagogique
- Le formateur facilitateur, expert, régulateur
- Les techniques d'animation

Gérer un groupe

Maîtriser les dynamiques de vie du groupe
- Gérer les situations délicates
- Réaliser un diagnostic en situation des difficultés du groupe

Utiliser les outils digitaux et les nouvelles formes de pédagogie
- Les outils digitaux distanciels : e-learning, classe virtuelle, MOOC
- La pédagogie inversée

Jeu de rôles : simulation d'animation

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 4 | 2 jours

Concevoir et exploiter les outils d'évaluation

OBJECTIFS
- Choisir un outil en adéquation avec les objectifs de l'évaluation
- Construire et exploiter un outil d'évaluation

PROGRAMME

Identifier les objectifs de l'évaluation

Distinguer les différents niveaux d'évaluation
- Évaluations à chaud et à froid
- Évaluations sommatives
- Évaluations des effets et de la formation

Construire un outil d'évaluation
- Le questionnaire : intérêt et limites
- La matrice de correspondance
- Conception de l'outil de diffusion

Étude de cas : analyse critique de questionnaires existants
- Exploiter un outil d'évaluation
- Traiter les données
- Inscrire ses interventions dans une démarche d'amélioration continue
- Faire vivre la formation dans le temps et prolonger ses effets
- Générer de nouvelles demandes de formation

Exercice d'application : conception d'un questionnaire d'évaluation d'une action de formation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Comment favoriser les interactions avec son public ?
- Comment adapter son langage corporel en fonction des situations et des interlocuteurs ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Réaliser une formation dans toutes ses étapes : de la conception de l'action à l'évaluation finale

PERFECTIONNEMENT

Code : 10150
11 jours | 77 heures
Tarif HT : 6 270 €
Prix TTC pour les particuliers : 5 015 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
FORMATEUR
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Concevoir une action de formation : de l'analyse des besoins au scénario pédagogique
Animer une formation en choisissant son propre style d'animation
Concevoir et mettre en œuvre les outils d'évaluation

PRÉREQUIS

Avoir un sens de la pédagogie et de l'organisation ainsi qu'une aisance relationnelle.

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant devenir formateur

ANIMATEURS

Charlotte BRAND
Consultante en ressources humaines
FRANCOIS TERRADE
Consultant Formateur

PLANNING

Paris - Promotion 1
11 au 13 mars, 10 au 12 avril, 20 au 22 mai, 6 juin*, 17-18 juin et 10 septembre 2019**

Paris - Promotion 2
2 au 4 octobre,
13 au 15 novembre,
11 au 13 décembre 2019,
9 janvier*, 16-17 janvier et 20 mars 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Avant	Pendant	Après
Quiz amont	Journée en présentiel	Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants e-évaluation Classe virtuelle Modules vidéo

voir descriptif p. 21

CYCLE CERTIFIANT

BEST OF CPF DIGITAL

Gestionnaire paie

Maîtriser les étapes du calcul de la paie et des charges sociales

L'établissement du bulletin de paie nécessite des connaissances juridiques, sociales et fiscales. Le gestionnaire de la paie doit être capable de mettre en place et de vérifier les modifications intervenant dans le calcul des bulletins qu'il s'agisse de traiter l'entrée ou la sortie d'un collaborateur, de gérer l'absence maladie ou l'indemnisation des congés payés, de régler les cotisations auprès des organismes sociaux et de valider la DSN.

MODULE 1 | 2 jours

Construire un bulletin de paie

OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre juridique de la relation de travail
- Distinguer les types de contrats de travail

PROGRAMME

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après la formation

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser les différentes zones du bulletin de paie
- Afficher les informations obligatoires
- Connaître les mentions interdites
- Mensualisation et respect du SMIC
- Identifier les avantages en nature

Exercice d'application : calcul de l'avantage en nature voiture

Valoriser une entrée/ sortie en cours de mois
- Les jours calendaires, ouvrables, ouvrés, les heures
- Les différentes méthodes de calcul

Gérer la durée du travail
- Durée légale hebdomadaire, mensuelle, annuelle
- Heures supplémentaires, contingent annuel
- Heures complémentaires : taux et calcul

Exercice d'application : calcul des heures supplémentaires

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 2 jours

Gérer les absences

OBJECTIFS

- Gérer les absences selon le motif
- Calculer les indemnités afférentes

PROGRAMME

Décompter les congés payés
- Période d'acquisition et de prise des congés
- Décompte des congés, incidence des jours fériés
- Calcul de l'indemnisation selon le maintien de salaire ou le dixième

Exercice d'application : calcul d'un bulletin de paie avec congés payés

Gérer l'absence maladie
- Indemnisation de la maladie
- IJSS et garantie sur le net

Exercice d'application : calcul d'un bulletin de paie avec absence maladie et garantie sur le net

Indemniser le congé de maternité et de paternité
- Durée légale

Indemnisation de la maternité ou de la paternité
- IJSS et garantie sur le net

Indemniser l'absence en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle
- Indemnisation
- IJSS et garantie sur le net

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 2 jours

Gérer les relations avec les organismes sociaux

OBJECTIFS

- Maîtriser le rôle des organismes sociaux
- Assurer la cohérence du calcul des cotisations

PROGRAMME

Différencier les organismes sociaux
- Identifier les cotisations et les prestations correspondantes
- Comprendre le fonctionnement des organismes sociaux

Test de connaissances : quiz sur l'organisation de la Sécurité sociale

Maîtriser les bases de cotisations
- La totalité
- La CSG et la CRDS
- Le forfait social 8 % et 20 %
- Nouvelle présentation du bulletin de paie « clarifié »

Vérifier la régularisation des bases de cotisations
- La régularisation progressive mensuelle
- La régularisation des bases lors du passage non-cadre à cadre
- Le passage à temps partiel en cours de mois

Exercice d'application : calcul des bases de cotisations en cas de rémunération variable

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 4 | 2 jours

Gérer les contrats particuliers

OBJECTIFS

- Distinguer les différents contrats
- Gérer les stagiaires conventionnés

PROGRAMME

Différencier les différents contrats
- Contrats d'apprentissage et de professionnalisation
- Contrat unique d'insertion (CUI) et contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE)
- Stagiaires conventionnés et CDD étudiants

Étude de cas : analyse des règles de rémunération applicables au contrat de professionnalisation

Établir le bulletin de paie
- La base forfaitaire d'un bulletin de paie apprenti
- L'exonération des cotisations patronales du contrat de professionnalisation
- L'exonération des cotisations patronales du contrat unique d'insertion

Exercice d'application : calcul du bulletin de paie d'un apprenti

Maîtriser les limites d'exonération retraite supplémentaire et prévoyance/mutuelle
- Vérifier les limites d'exonération fiscale et sociale des cotisations salariales et patronales
- Les réintégrer dans les bases de cotisations et dans le net fiscal

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

MODULE 5 | 2 jours

Calculer le solde de tout compte

OBJECTIFS

- Calculer les indemnités de rupture du contrat
- Identifier les documents à remettre

PROGRAMME

Identifier les motifs de rupture et calculer les indemnités
- Démission, fin de CDD
- Licenciement et rupture conventionnelle
- Retraite, période d'essai
  Exercice d'application : calcul d'un bulletin de paie selon les différents motifs

Gérer un rappel de salaire après le départ du salarié
- Vérifier les cumuls des bases de cotisations
- Intégrer le rappel de l'année suivant le départ

Limite d'exonération des indemnités de rupture
- Limite d'exonération sociale et fiscale
- Le sort de l'indemnité transactionnelle
  Exercice d'application : intégration de l'excédent fiscal et social dans le calcul du solde de tout compte

Recenser les documents à remettre
- Le certificat de travail et le reçu pour solde de tout compte
- L'attestation Pôle Emploi

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 6 | 2 jours

Calculer les charges sociales

OBJECTIFS

- Maîtriser et contrôler le calcul des charges sociales
- Fiabiliser la DSN

PROGRAMME

Contrôler les bases et vérifier les cotisations versées
- Fiabiliser la période de versement des cotisations
- URSSAF et Pôle Emploi : contrôle de la réduction Fillon
- Retraite ARRCO et AGIRC, prévoyance
- Mutuelle, taxe sur les salaires
- Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) : déterminer les bases de calcul
  Exercice d'application : construction d'un budget annuel des cotisations sociales ARRCO/AGIRC, contrôle du montant mensuel dû à l'URSSAF

Réaliser la DSN
- La Déclaration Sociale Nominative
- L'intégration des frais professionnels
- La DSN événementielle : absences maladie, maternité, AT
  Exercice d'application : contrôle du montant à verser aux organismes sociaux

Identifier les déclarations annuelles
- Déclaration des travailleurs handicapés
- Taxe Apprentissage
- Effort construction
- Formation professionnelle

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Réagir et intervenir dans toutes les étapes du calcul de la paie

PERFECTIONNEMENT

Code : 10139
12 jours | 84 heures
Tarif HT : 6 840 €
Prix TTC pour les particuliers : 5 470 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
GESTION DE LA PAIE ET DES CHARGES SOCIALES
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Maîtriser les bases de la législation sociale
Maîtriser la paie et contrôler les bases de cotisations
Fiabiliser le paiement des salaires et valider les cotisations sociales et la DSN

PRÉREQUIS

Avoir une connaissance de base des règles du droit du travail applicables à la gestion du personnel ou avoir suivi " Droit du travail pour responsables RH " (code 10077) p. 39

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne en prise de poste de la fonction de gestionnaire de la paie

ANIMATEUR

Christian GRIMBERT
Consultant Paie et Charges sociales

PLANNING

Paris - Promotion 1
21-22 mars, 11-12 avril, 13-14 mai, 3-4 juin, 20-21 juin, 27 juin*, 4-5 juillet et 16 octobre 2019**

Paris - Promotion 2
12-13 septembre, 26-27 septembre, 10-11 octobre, 7-8 novembre, 25-26 novembre, 4 décembre*, 16-17 décembre 2019 et 5 mars 2020**

Paris - Promotion 3
14-15 novembre, 9-10 décembre 2019, 9-10 janvier, 6-7 février, 9-10 mars, 24 mars*, 16-17 avril et 26 juin 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Avant	Pendant	Après
Quiz amont	Journée en présentiel	Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants e-évaluation Classe virtuelle Modules vidéo

voir descriptif p. 21

L'essentiel de la paie pour non-spécialistes

Distinguer les principales composantes d'un bulletin de paie

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Décrypter les composantes essentielles d'un bulletin de paie

Analyser le haut du bulletin
- Identification du salarié et de l'employeur
- Classification, horaire

Comprendre la structure du salaire brut
- Le salaire, les primes
- Les heures supplémentaires et complémentaires

Exercice d'application : calcul du salaire en fonction du nombre d'heures

Déterminer l'assiette des cotisations sociales
- URSSAF et Pôle Emploi
- Le plafond de sécurité sociale
- Prévoyance et mutuelle

Exercice d'application : identification des éléments soumis ou non à cotisations sociales

Calculer les allègements de cotisations sociales
- Les déductions TEPA et Fillon

Calculer le salaire net
- Les tickets restaurant, le remboursement transport
- Les frais professionnels
- Le prélèvement à la source

Gérer les cas particuliers en paie

Décompter les congés payés
- Le droit aux congés payés et leur durée

Exercice d'application : établissement d'un bulletin de paie avec prise de congés payés

Gérer absences, maladie, maternité, paternité et accidents du travail
- L'incidence sur le contrat de travail
- L'indemnisation : le complément employeur, les IJSS et les indemnités complémentaires de prévoyance

Exercice d'application : établissement d'un bulletin de paie avec une absence maladie

Sécuriser la rupture du contrat de travail
- Collecter les informations indispensables pour établir un solde de tout compte (STC)
- Calculer les primes et indemnités de départ
- Rédiger les documents de STC à remettre

Exercice d'application : établissement d'un bulletin de paie de solde de tout compte

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Établir un bulletin de paie simple et assurer le contrôle des points clés

INITIATION

Code : 10148
2 jours -14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Décrypter les principales rubriques d'un bulletin de paie
Identifier les différents prélèvements sociaux et fiscaux
Établir et expliquer des paies simples

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires de paie débutants
Gestionnaires administration du personnel

ANIMATEUR

Pierrick MOREL
Responsable Droit social et Paie

PLANNING

Paris
14-15 mars 2019
13-14 juin 2019
18-19 novembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes, Lille et Strasbourg
Dates sur www.efe.fr

Pratique de la paie - Niveau 1

Maîtriser les techniques essentielles de la paie

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier le cadre juridique de la paie
- Les sources légales de la paie
- Les sources émanant de la négociation
- Maîtriser le traitement de la durée du travail en paie
- Définir le temps de travail effectif
- Connaître les durées maximales du travail

Maîtriser le régime des heures supplémentaires
- Traiter les astreintes en paie
- Traiter les jours fériés en paie

Exercices d'application : calcul du montant des heures supplémentaires à partir de grilles horaires de salariés et valorisation de jours fériés

Maîtriser le traitement des principales absences en paie

Calculer la retenue pour absences
- Les méthodes horaires
- Les méthodes en jours ouvrés et en jours ouvrables

Les congés payés
- Les règles relatives à l'acquisition et à la prise des congés payés
- Le calcul de l'indemnité de congés payés

Les absences partiellement indemnisées par la Sécurité sociale
- Les deux modes de traitement en paie : la subrogation et le versement des IJSS au salarié par la Sécurité sociale
- Le calcul des Indemnités Journalières de Sécurité Sociale (IJSS)

Exercices d'application : calcul de retenues pour absences à partir des différentes méthodes existantes

Identifier les cotisations sociales et leurs modalités de calcul
- Identifier les différents organismes collecteurs des cotisations sociales
- Connaître le déclenchement et calculer les cotisations sociales

Exercices d'application : établissement d'un bulletin de paie et détermination des assiettes de cotisations
- Connaître le formalisme imposé du bulletin de paie et ses rubriques

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Établir un bulletin de paie simple et assurer le contrôle des points clés

INITIATION

Code : 10130
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les principes de base de la paie
Analyser un bulletin de paie
Les mettre en application pour établir la paie

PRÉREQUIS

Avoir une connaissance de base des règles du droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ

Chargés de paie débutants
Collaborateurs de cabinets comptables
Toute personne en charge de l'administration du personnel

ANIMATEUR

Pierrick MOREL
Responsable Droit social et Paie

PLANNING

Paris
20 au 22 mai 2019
9 au 11 octobre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Pratique de la paie - Niveau 2

Maîtriser les règles de calcul et contrôler la paie

Le calcul de la paie est un exercice délicat qui fait appel aux règles du droit du travail, du droit de la Sécurité sociale et de la fiscalité. La maîtrise de ces différentes réglementations dans l'établissement d'un bulletin de paie est une condition indispensable pour tout collaborateur chargé d'en assurer le contrôle et la fiabilité.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le traitement de la durée du travail en paie

- Intégrer le régime des heures supplémentaires
- Maîtriser les règles applicables aux contrats de travail à temps partiel
- Analyser les modalités de l'aménagement du temps de travail
- Appliquer les conventions de forfait

Exercices d'application : calcul de montants d'heures supplémentaires et complémentaires correspondantes, à partir de différents cas pratiques, travail sur les conventions de forfait, sur le traitement de la modulation du temps de travail

Maîtriser le traitement en paie des absences indemnisées par la Sécurité sociale

- Maîtriser les règles d'indemnisation des différentes absences
- Connaître les deux mécanismes de traitement des absences
- Calculer le complément employeur
- La garantie du salaire net

Exercices d'application : détermination de montants de compléments employeurs et de garanties du net à partir de plusieurs cas pratiques d'absences indemnisées par la Sécurité sociale

Identifier les différents éléments de rémunération et leur traitement en paie

- Les éléments soumis à cotisations sociales
- Les éléments non soumis à cotisations sociales

Exercice d'application : calcul d'une saisie arrêt

Calculer et contrôler les cotisations sociales

Les cotisations sociales

- Les différents organismes collecteurs des cotisations sociales
- Le calcul de tranches de cotisations et leur régularisation annuelle
- La cotisation GMP
- Le cas particulier des cotisations dues pour les mois incomplets et temps partiels

Les contrats particuliers

- Les contrats d'apprentissage et de professionnalisation

Exercices d'application : calcul de régularisation d'assiettes de cotisations dans le cadre de salariés à temps partiel ou de mois incomplet, établissement de bulletins de paie types pour les contrats particuliers

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Réaliser une paie complexe en toute autonomie et en assurer le contrôle, tant au niveau des éléments de rémunération que des cotisations sociales

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn de 11h à 12h30
Dates : 12 septembre 2019 ou 7 février 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 10131
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 995 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les règles de calcul de la paie au niveau des éléments de rémunération
Calculer les charges sociales et effectuer les déclarations obligatoires
Mettre en place des outils de contrôle avant versement des salaires et cotisations sociales

PRÉREQUIS

Maîtriser les principes de base de la paie

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires de paie
Collaborateurs de cabinets comptables
Toute personne en charge de l'administration du personnel

ANIMATEUR

Nicole PELLETIER
Consultante en ressources humaines

PLANNING

Paris
17 au 19 juin 2019
9 au 11 décembre 2019
Lyon et Bordeaux
17 au 19 juin 2019
9 au 11 décembre 2019
Nantes et Lille
14 au 16 février 2019
23 au 25 septembre 2019
Strasbourg
14 au 16 février 2019
23 au 25 septembre 2019

SESSIONS À LA CARTE*

Je crée la session à la date de mon choix !

Programmes disponibles sur www.efe.fr

Établir le bulletin de paie
Maîtriser le contenu du bulletin de salaire
Code : 10147
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 995 €

Calculer les cotisations sociales
Maîtriser les bases et les taux de cotisation
Code : 10145
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 995 €

Pratique de la paie Niveau 3
Développer son expertise en paie
Code : 10149
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 995 €

Remplir la Déclaration Sociale Nominative
Sécuriser sa DSN
Code : 10140
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €

Superviser le service paie
En fiabiliser le fonctionnement
Code : 10085
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €

Je fais mes propositions au 01 44 09 25 08
infoclient@efe.fr
Et je découvre ce concept sur www.efe.fr

*** 3 collaborateurs à former**

Calcul de la dernière paie

Fiabiliser le calcul du solde de tout compte

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser l'incidence des différents modes de rupture du contrat de travail sur la paie

- Les contrats de travail prévoyant un terme
- La rupture du contrat de travail pendant la période d'essai
- Les ruptures de contrat du fait du salarié
- La rupture conventionnelle
- Les ruptures de contrat du fait de l'employeur

Identifier les éléments de rémunération du solde de tout compte

Les éléments du salaire brut et leur régime social et fiscal

- Le dernier salaire : la prise en compte de l'absence en cas de départ en cours de mois
- Le paiement des jours RTT et du Compte Épargne Temps
- Les primes diverses
- L'indemnité de préavis, l'indemnité compensatrice de congés payés
- L'indemnité de précarité, l'indemnité de non-concurrence
- L'indemnité de départ à la retraite

Les éléments de départ non constitutifs du salaire brut et leur régime social et fiscal

- L'indemnité de licenciement
- L'indemnité transactionnelle

Exercice d'application : calcul de soldes de tout compte et des indemnités relatives à la sortie du salarié en fonction du motif de départ

Maîtriser l'incidence de la dernière paie sur les cotisations sociales

- Le calcul des assiettes et la régularisation des assiettes de cotisations sociales
- Le plafond de Sécurité sociale et la GMP

Exercices d'application : calcul de régularisations d'assiettes de cotisations et de bases de cotisations GMP

Organiser le départ du salarié

- Identifier les documents administratifs remis au salarié lors de son départ de l'entreprise
- Effectuer les formalités déclaratives incombant à l'employeur

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Établir un solde de tout compte conforme aux obligations légales et aux règles applicables en matière de paie, ainsi qu'en assurer le contrôle

EXPERTISE

Code : 10132
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les règles et calculs applicables en paie dans le cadre du départ d'un salarié
Mettre en place des outils de contrôle du solde de tout compte
Produire les documents obligatoires relatifs à la sortie du salarié

PRÉREQUIS

Maîtriser les principes de base de la paie

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines
Responsables de service paie
Gestionnaires de paie

ANIMATEUR

Pierrick MOREL
Responsable Droit social et Paie

PLANNING

Paris
20-21 juin 2019
5-6 décembre 2019

Audit de la paie

Contrôler et sécuriser le traitement des rémunérations

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la méthodologie et les outils de l'audit paie

Préparer et organiser la mission d'audit

- L'engagement de la mission d'audit
- Cadrer la mission
- Déterminer la documentation à réunir
- Identifier les acteurs et la procédure paie

Réaliser l'audit de paie

- Conduire les entretiens
- Valider son référentiel d'intervention : dérouler les tests et vérifier les process de traitement de la paie

Exercice d'application : construction d'un plan test sur la paie

Établir ses conclusions et ses recommandations

- Rédiger le rapport d'audit
- Établir ses recommandations

Garantir la conformité et fiabiliser la paie

Respecter les obligations légales et conventionnelles : l'audit de conformité

- Sécuriser sa paie
- Les points de contrôle : composantes du brut, cotisations et bases

Exercice d'application : identification des éléments légaux et conventionnels d'un bulletin de paie

Le traitement de la paie en entreprise : l'audit d'efficacité des processus

- Mesurer l'efficacité des processus de paie : le respect des délais, les coûts liés à la paie
- Les points de contrôle : calendriers de la paie, organisation du service paie et analyse des indicateurs du coût de la paie

Optimiser l'organisation et les coûts liés à la paie

- L'audit de la gestion des rémunérations
- La détection des risques liés au traitement des informations paie : l'audit stratégique

Exercice d'application : calcul et analyse des coûts de la paie

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Réaliser un audit de la paie et mettre en œuvre les actions correctives pour la fiabiliser et l'optimiser

EXPERTISE

Code : 10134
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Acquérir les méthodologies et les outils de l'audit paie
Garantir la conformité et fiabiliser les processus de paie
Optimiser les coûts liés à la paie

PRÉREQUIS

Maîtriser la paie ou avoir suivi " Pratique de la paie - Niveau 2 " (code 10131) p. 69

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables de service paie
Gestionnaires de paie confirmés
Auditeurs internes

ANIMATEUR

Nicole PELLETIER
Consultante en ressources humaines

PLANNING

Paris
27-28 mai 2019
21-22 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Gérer l'administration du personnel au quotidien

Sécuriser les dossiers individuels des salariés

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les aspects pratiques de l'administration du personnel

Identifier les formalités liées à l'embauche
- Les informations à recueillir
- Les formalités préalables et consécutives à l'embauche
- Les principaux contrats de travail et leurs spécificités

Étude de cas : analyse comparée de plusieurs contrats de travail

Modifier le contrat de travail
- Les éléments nécessitant l'accord du salarié
- Les conséquences du refus

Gérer le temps de travail et les absences
- Les règles de base et minima à ne pas dépasser

Exercice d'application : questions pratiques sur les congés et les absences

Identifier les principales notions sur la gestion des salaires : de la rémunération globale à la paie
- Connaître les techniques de rémunération
- Gérer la paie, déclarations mensuelles et annuelles

Gérer la formation
- Les obligations légales

Appliquer les sanctions disciplinaires
- L'échelle des sanctions disciplinaires et leurs procédures

Organiser le départ du salarié

Exercice d'application : élaboration de la check-list des procédures à suivre pour un licenciement pour motif personnel

Établir les déclarations et les informations obligatoires

Identifier ses interlocuteurs
- Les IRP
- Les interlocuteurs extérieurs

Mettre en place une organisation efficace

Gérer l'archivage des documents
- Lister les documents devant et pouvant être archivés
- Tenir à jour les dossiers des salariés
- Faciliter le droit d'accès des salariés

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Suivre les dossiers individuels des salariés et effectuer les déclarations obligatoires

INITIATION

Code : 10047
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser l'ensemble des aspects de la gestion du personnel
Dialoguer efficacement avec ses interlocuteurs internes et externes
Professionnaliser le suivi des dossiers des salariés

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001) p. 36

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires du personnel
Assistant(e)s des ressources humaines

ANIMATEUR

Frédéric DANNEKER
Avocat au Barreau de Paris

PLANNING

Paris
27 au 29 mai 2019
9 au 11 décembre 2019

Assistant(e) RH

BEST OF

S'initier à la gestion du personnel

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les fondamentaux du droit du travail et les obligations du service RH
- Respecter le calendrier des formalités
- Identifier les formalités et les déclarations obligatoires
- Gérer le contrat de travail
- Les formalités à l'embauche
- Les différents types de contrats et leurs risques majeurs

Exercice d'application : étude et préparation du contrat de travail et computation des délais en matière de période d'essai
- Identifier les registres à tenir à jour
- Contrôler l'administration du personnel
- Assurer la gestion administrative des salariés, de l'embauche à leur départ

Exercice d'application : organisation et mise à jour du dossier individuel des salariés
- Identifier les différents partenaires au sein de l'entreprise et les intervenants
- Distinguer les représentants désignés par les organisations syndicales
- Cerner le pouvoir disciplinaire de l'employeur : portée et limites

Maîtriser le contentieux prud'homal

S'impliquer efficacement dans les missions RH
- Prendre toute la mesure de l'évolution de la fonction RH
- Participer à la gestion des compétences
- Établir des descriptions de fonctions et de missions
- Comprendre ce qu'est un référentiel de compétences
- Communiquer une image positive du département et de la stratégie RH
- Bien connaître les attentes et besoins des clients internes

Mise en situation : assistant(e) RH, relais et interface pour intervenir efficacement au quotidien, en situation exceptionnelle ou de crise

Partage d'expériences : fixation d'objectifs en terme de développement des qualités relationnelles

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Assurer efficacement le suivi des procédures liées à la gestion du personnel

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique du format blended learning
à découvrir sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 10044
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les fondamentaux de la législation sociale
Identifier les enjeux stratégiques de la fonction RH
Se positionner en interface efficace

PRÉREQUIS

Être assistant(e) au sein d'un service RH

PUBLIC CONCERNÉ

Assistant(e)s RH
Toute personne évoluant vers un poste d'assistant(e) RH

ANIMATEURS

Valérie DE LOREILHE
Avocat à la Cour
Nicole PELLETIER
Consultante en ressources humaines

PLANNING

Paris
1er au 3 avril 2019
4 au 6 décembre 2019

CYCLE CERTIFIANT

Responsable des relations sociales

Maîtriser le cadre juridique des relations sociales

Le maintien d'un bon climat social s'appuie sur un dialogue constant entre managers et représentants du personnel. Parce qu'il a la responsabilité d'impulser le dialogue social au sein de l'entreprise, le responsable RH doit maîtriser les règles légales et conventionnelles relatives aux IRP, afin de pouvoir mettre en place des outils de pilotage des relations sociales.

MODULE 1 | 2 jours

Manager les instances représentatives du personnel

OBJECTIF

- Identifier les missions, pouvoirs et moyens d'action des représentants du personnel

PROGRAMME

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après la formation

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les rôles et missions des représentants du personnel

Connaître le rôle des représentants élus

- Les Délégués du Personnel (DP)
- Le Comité social et économique

Exercice d'application : identification des cas de consultation du CSE à partir d'exemples concrets

- Les moyens d'action du CHSCT

Exercice d'application : identification du champ d'intervention du CHSCT à partir d'exemples de jurisprudence

Comprendre le rôle des représentants désignés

- Les règles de la représentativité syndicale
- L'organisation syndicale dans l'entreprise
- Les enjeux et modalités des élections
- La conclusion des accords collectifs

Test de connaissances : quiz sur les différents mandats de représentant du personnel

Maîtriser leurs droits et devoirs

- Affecter les moyens nécessaires à l'exercice des mandats
- Respecter le statut des salariés protégés
- Prévenir les risques d'infraction

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 2 jours

Maîtriser les négociations collectives

OBJECTIF

- Maîtriser les étapes clés d'une négociation réussie

PROGRAMME

Cerner les enjeux de la négociation sociale

- Connaître les différents types de négociations et leurs spécificités
- Identifier les différents interlocuteurs et leurs rôles
- Découvrir l'environnement juridique de la négociation

Maîtriser les techniques et étapes de la négociation

Préparer la négociation

- Définir l'accord de méthode
- Identifier ses partenaires et leur stratégie
- Établir un calendrier et collecter les informations
- Constituer et transmettre le dossier aux partenaires

Exercice d'application : délimitation de l'objet de la négociation, détermination des zones non négociables et construction de scénarios alternatifs

Conduire la négociation et aboutir à un accord

- Maîtriser les techniques de la négociation
- Établir une règle de conduite et un mode de communication
- Conduire la négociation vers un compromis

Conclure l'accord

- Le procès-verbal de désaccord
- La rédaction de l'accord
- La signature de l'accord et dépôt

Exercice d'application : rédaction de clauses à partir de modèles types commentés

Faire vivre l'accord et en assurer le suivi

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 2 jours

Maîtriser la communication sociale

OBJECTIF

- Sécuriser la communication sociale pour prévenir et limiter les risques de contentieux

PROGRAMME

Adapter le message à son destinataire

- Cerner les enjeux de la communication sociale
- Savoir communiquer face à un groupe

Exercice d'application : choix des mots, des idées et des informations à communiquer

Construire un message : le fond

- Identifier les objectifs
- Bâtir une argumentation solide

Étude de cas : choix de la réponse en fonction du destinataire et du support utilisé

Construire un message : la forme

- Communication institutionnelle : les exemples de formulation
- Les règles à respecter : bien choisir le support et le format

Exercice d'application : préparation de la trame d'un diaporama pour des collaborateurs internes, d'une présentation en CSE

- Maîtriser la communication écrite due aux IRP
- Choisir le type d'écrit et son contenu
- Préparer un compte rendu de réunion des DP

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 4 | 2 jours

Prévenir les risques psychosociaux

OBJECTIF

- Mettre en place des actions de prévention efficaces

PROGRAMME

Comprendre les risques psychosociaux

Cerner les enjeux de la prévention des risques psychosociaux

Jeu pédagogique : jeu par équipe

- Le stress, les risques psychosociaux

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

- Stress, harcèlement et violences au travail
- Repérer les risques psychosociaux
- Repérer le stress par ses effets sur la santé
- Repérer les différents facteurs de risques
- Repérer les facteurs de risques liés au travail : modèle ANACT
  Exercice d'application : travail en sous-groupes puis débriefing collectif

Prévenir les risques psychosociaux
- Appliquer les trois niveaux de prévention
- Associer les acteurs de la prévention du stress professionnel
- Traiter les situations avérées

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 5 | 2 jours

Maîtriser les risques juridiques dans l'entreprise

OBJECTIF
- Analyser les risques et engager les actions de mise en conformité

PROGRAMME

Connaître le cadre de la responsabilité de l'employeur
- Responsabilité des personnes morales et des personnes physiques
- Sanctions civiles et pénales

Mettre en place des délégations efficaces
- Les différentes formes de délégations
- Le cadre de la délégation
- Les effets de la délégation
  Exercice d'application : à partir de décisions de jurisprudence, recherche des éléments permettant de retenir ou d'écarter l'exonération de responsabilité

Identifier et prévenir les risques d'infraction
- Le délit d'entrave et les relations avec les IRP
- La discrimination, les inégalités et le harcèlement
- Le risque pénal en matière d'hygiène et de sécurité
- Prendre en compte les évolutions jurisprudentielles et mettre en place des mesures préventives de surveillance de la santé au travail

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 6 | 2 jours

Organiser les élections professionnelles

OBJECTIF
- Maîtriser les étapes clés de la préparation et du déroulement des élections professionnelles

PROGRAMME

Initier l'élection
- Intégrer les obligations de l'employeur
  Exercice d'application : calcul des seuils

Maîtriser le processus électoral étape par étape
- Négocier le protocole d'accord préélectoral
  Exercice d'application : rédaction d'un protocole d'accord préélectoral

Définir les collèges électoraux
- Déterminer le nombre et la composition des collèges électoraux
- Répartir le personnel et les sièges au sein des collèges

Identifier l'électorat
- Cerner les conditions d'éligibilité
- Établir et communiquer la liste électorale
- Encadrer les aspects matériels de l'élection
- Prévoir les modalités du vote
- Assurer le bon déroulement du scrutin
  Exercice d'application : calcul de la répartition des sièges
- Gérer le contentieux électoral
- Identifier les personnes susceptibles d'agir et dans quels délais
  Étude de cas : analyse commentée de la jurisprudence portant sur le contentieux électoral

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO :
- Quelles sont les clés essentielles de l'écoute active ?
- Quelles sont les erreurs à éviter dans une prise de parole sensible ?

COMPÉTENCES MÉTIER
Construire et mettre en œuvre un dialogue social de qualité au sein de votre entreprise en respectant les droits et devoirs des partenaires sociaux

PERFECTIONNEMENT

Code : 10125
12 jours | 84 heures
Tarif HT : 6 840 €
Prix TTC pour les particuliers : 5 470 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
PILOTAGE DES RELATIONS SOCIALES
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS
Maîtriser les droits et obligations des différents acteurs de la négociation collective
Gérer efficacement les relations sociales dans l'entreprise
Prévenir les risques juridiques et sociaux

PRÉREQUIS
Avoir une connaissance des notions fondamentales du droit du travail ou avoir suivi " Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2 " (code 10057) p. 38

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables des ressources humaines et des relations sociales
Juristes d'entreprise
Toute personne appelée à prendre des responsabilités dans la gestion des relations sociales ou l'animation des instances

ANIMATEUR
Stéphane VOLFINGER
Avocat en droit social

PLANNING

Paris - Promotion 1
25-26 mars, 8-9 avril, 16-17 mai, 11-12 juin, 15-16 septembre, 26 septembre*, 7-8 octobre 2019 et 21 janvier 2020**

Paris - Promotion 2
17-18 octobre, 12-13 novembre, 12-13 décembre 2019, 8-9 janvier, 6-7 février, 2 mars*, 9-10 mars et 28 mai 2020**

CLASSES VIRTUELLES
* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Avant	Pendant	Après
Quiz amont	Journée en présentiel	Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants e-évaluation Classe virtuelle Modules vidéo

voir descriptif p. 21

Représentants du personnel

Maîtriser les missions et les moyens des IRP

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les rôles et missions des représentants du personnel

Maîtriser le cadre de mise en place des IRP
- L'établissement et l'entreprise
- L'unité économique et sociale

Cerner le fonctionnement des syndicats
- Gérer au mieux les relations avec les délégués syndicaux

Distinguer les différentes structures de représentation du personnel
- Les IRP classiques (DP, CE, CHSCT, CE d'UES)

La création d'une nouvelle IRP par les Ordonnances Macron : le CSE
- Mise en place et composition
- Rôle et mission
- La Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT)
- Le Conseil d'entreprise

Exercice d'application : détermination des événements de la vie de l'entreprise qui nécessitent l'information ou la consultation d'une de ces instances

Maîtriser leurs droits et leurs devoirs

Mettre à leur disposition les moyens nécessaires
- Les obligations de l'employeur
- Les droits des représentants du personnel

Respecter leur statut de salarié protégé
- Les personnes concernées et l'étendue de la protection

Optimiser les relations au quotidien
- Dans la gestion de l'accès à l'information
- Dans les modalités de consultation de ces instances
- Lors de la préparation et de la tenue des réunions

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Quelles sont les erreurs à éviter dans une prise de parole sensible ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les obligations de l'entreprise face aux institutions représentatives du personnel

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn de 11h à 12h30
Dates : 21 juin 2019
ou 23 janvier 2020

INITIATION

Code : 10056
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les missions, pouvoirs et moyens d'action des représentants du personnel
Maîtriser les droits et devoirs de l'employeur
Gérer efficacement le fonctionnement des IRP

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables des ressources humaines et du personnel
Responsables des relations sociales

ANIMATEUR
Avi BITTON
Avocat au Barreau de Paris

PLANNING

Paris
10-11 janvier 2019
8-9 avril 2019
14-15 novembre 2019
16-17 janvier 2020

Maîtriser l'organisation et le fonctionnement du CSE

Respecter ses obligations vis-à-vis du comité social et économique

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le champ d'intervention du Comité Social et Économique

Connaître les attributions du CSE dans les entreprises d'au moins 50 salariés
- Les attributions existantes dans les CSE des entreprises de moins de 50 salariés
- Les attributions spécifiques aux CSE des entreprises d'au moins 50 salariés

Maîtriser la procédure de mise en place du CSE
- Déterminer le niveau de mise en place
- Connaître l'effectif de référence
- Connaître la composition du CSE
- Organiser les élections
- Focus sur le conseil d'entreprise

Test de connaissances : quiz sur les attributions du CSE dans les entreprises d'au moins 50 salariés

Respecter les droits et moyens du CSE
- Connaître les droits des membres du CSE
- Mettre à disposition les moyens matériels
- Distinguer les deux budgets du CSE

Étude de cas : exemples de calcul du budget de fonctionnement

Maîtriser les règles de fonctionnement du CSE
- Connaître l'organisation interne du CSE
- Organiser les réunions obligatoires du CSE

Exercice d'application : rédaction d'un ordre du jour du CSE
- Gérer les moyens d'action du CSE
- Prévenir les risques juridiques

Test de connaissances : quiz sur les règles de fonctionnement du CSE

Respecter les obligations d'information et de consultation du CSE
- Connaître les consultations et informations récurrentes d'ordre public
- Gérer la négociation d'un accord majoritaire
- Connaître les règles supplétives à défaut d'accord
- Intégrer les règles spécifiques pour les entreprises d'au moins 300 salariés

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les obligations de l'entreprise à l'égard du CSE

INITIATION

Code : 10021
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier le rôle et les nouvelles attributions du CSE
Distinguer les moyens d'action
Maîtriser les règles de fonctionnement du CSE

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Représentants du personnel " (code 10056) p. 74

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables des relations sociales
Responsables des ressources humaines
Juristes en droit social

ANIMATEUR
François-Xavier PENIN
Avocat Associé
ÈS QUALITÉS PARTENAIRES

PLANNING

Paris
20-21 mai 2019
4-5 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Présider le Comité Social et Économique

DIGITAL

Maîtriser ses obligations et améliorer ses pratiques

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le statut du président du CSE
- Une présidence de droit
- Les obligations du président
- Les assistants du président

Maîtriser la procédure de mise en place du CSE
- Définir le niveau de mise en place du CSE
- Connaître l'effectif de référence
- Organiser des élections
- Mettre en place les éventuelles commissions obligatoires (CSSCT) et des commissions spécialisées
- Connaître les intérêts de la mise en place d'un conseil d'entreprise

Informer et consulter le CSE
- Cerner l'étendue des missions du CSE
- Organiser et animer les réunions
- Rédiger l'ordre du jour et le procès-verbal

  Exercice d'application : rédaction d'une convocation à une réunion de CSE et de l'ordre du jour
- Gérer la négociation d'un accord collectif

  Mise en situation : simulation d'une réunion de consultation

Contrôler l'utilisation des moyens de fonctionnement attribués au CSE
- Les locaux et les panneaux d'affichage
- Le budget de fonctionnement et le budget activités sociales et culturelles
- L'URSSAF face aux prestations versées par le CSE
- Le crédit d'heures de délégation
- La formation des élus
- La protection spécifique : licenciement et discrimination
- Le recours aux experts
- Intégrer la définition du délit d'entrave

  Étude de cas : analyse des décisions jurisprudentielles portant sur le délit d'entrave et recensement des pratiques à risque

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Quelles sont les clés essentielles de l'écoute active ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Présider efficacement un Comité Social et Économique

PERFECTIONNEMENT

Code : 10069
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les obligations du président
Mettre en œuvre la procédure d'information et de consultation du CSE
Prévenir le risque de délit d'entrave

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser l'organisation et le fonctionnement du CSE " (code 10021) p. 74

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne ayant à présider un comité social et économique

ANIMATEUR

François-Xavier PENIN
Avocat Associé
ÈS QUALITÉS PARTENAIRES

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
26-27 septembre 2019

Réussir les élections professionnelles

Sécuriser le process électoral étape par étape

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Initier l'élection
- Intégrer les obligations de l'employeur
- Identifier le cadre de l'élection
- Apprécier les seuils d'effectif

  Exercice d'application : calcul des seuils

Maîtriser le processus électoral étape par étape
- Informer les salariés et convoquer les organisations syndicales
- Respecter les obligations d'affichage
- Inviter les organisations syndicales représentatives
- Négocier le protocole d'accord préélectoral
- Contenu obligatoire, clauses facultatives et conditions de validité

  Exercice d'application : rédaction d'un protocole d'accord préélectoral

Définir les collèges électoraux
- Déterminer le nombre et la composition des collèges électoraux

Identifier l'électorat
- Cerner les conditions d'éligibilité
- Établir et communiquer la liste électorale

Encadrer les aspects matériels de l'élection
- Prévoir les modalités du vote
- Cerner les conditions de la propagande électorale
- Assurer le bon déroulement du scrutin

  Exercice d'application : calcul de la répartition des sièges

Gérer le contentieux électoral
- Identifier les personnes susceptibles d'agir et dans quels délais
- Maîtriser les spécificités de la procédure devant le tribunal d'instance
- Connaître les conditions d'annulation des élections

  Étude de cas : analyse commentée de la jurisprudence portant sur le contentieux électoral et identification des irrégularités ayant fondé une annulation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les procédures applicables aux élections professionnelles

PERFECTIONNEMENT

Code : 10070
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les étapes clés de la préparation et du déroulement des élections professionnelles
Négocier et rédiger un protocole d'accord préélectoral
Sécuriser le processus électoral et prévenir le contentieux

PRÉREQUIS

Connaître le fonctionnement des IRP

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne en charge d'organiser les élections des représentants du personnel

ANIMATEUR

Alexis TRICLIN
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
13-14 mai 2019
17-18 octobre 2019

Négocier avec ses partenaires sociaux

Réussir ses accords collectifs

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les enjeux de la négociation sociale

Identifier les différents interlocuteurs et leurs rôles

- Les partenaires sociaux et leurs rôles respectifs
- Leur stratégie, leurs attributions et leurs moyens
- La section syndicale et le délégué syndical

Découvrir l'environnement juridique de la négociation

- La démocratie sociale et la nouvelle représentativité syndicale
- Les conditions de validité des accords

Test de connaissances : quiz d'autoévaluation

Maîtriser les techniques et les étapes de la négociation

Préparer la négociation

- Les raisons de négocier, le délit d'entrave
- Identifier ses partenaires et leur stratégie
- Établir un calendrier et collecter les informations
- Constituer et transmettre le dossier aux partenaires

Exercice d'application : délimitation de l'objet de la négociation et construction de scénarios alternatifs

Conduire la négociation et aboutir à un accord

- Maîtriser les techniques de la négociation
- L'art de l'argumentation
- Gérer les situations de conflit et de blocage
- Conduire la négociation vers un compromis

Mise en situation : conduite d'une négociation

Conclure l'accord

- Le procès-verbal de désaccord
- La rédaction de l'accord : les clauses essentielles à insérer
- La signature de l'accord et dépôt

Étude de cas : examen d'un accord et de ses avenants

Faire vivre l'accord et en assurer le suivi

- Faire prospérer un accord collectif
- Connaître les différents types de négociations et leurs spécificités

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Comment gérer les conflits avec assertivité ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Conduire une négociation sociale dans le respect des rôles de chacun et dans l'intérêt de l'ensemble des parties

INITIATION

Code : 10019
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les enjeux et étapes clés d'une négociation réussie
Maîtriser les outils et les techniques juridiques et relationnelles
Assurer le suivi de l'accord

PRÉREQUIS

Connaître le fonctionnement des IRP

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines
Responsables des relations et des affaires sociales
Chefs d'établissement et directeurs d'usine

ANIMATEUR

Alexis TRICLIN
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
15-16 avril 2019
23-24 septembre 2019

Accidents du travail et maladies professionnelles

Gérer efficacement les dossiers AT/MP

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner l'étendue de la protection de la maladie et de l'accident du travail

- Maîtriser le cadre juridique des absences pour raison de santé
- Identifier l'origine professionnelle de l'accident ou de la maladie

Assurer la gestion administrative des dossiers AT-MP

Réagir face à un accident du travail ou une maladie professionnelle

- Déclarer un accident du travail
- Rédiger une lettre de réserve de responsabilité
- Réagir à une déclaration de maladie professionnelle

Exercice d'application : établissement d'une déclaration d'accident du travail

Contester l'origine professionnelle de l'accident ou de la maladie

- Identifier les juridictions compétentes : CRA, TASS, TCI, CNITAAT…
- Différencier les types de contentieux : général, incapacité, tarification…
- Connaître les principaux délais de procédure

Étude de cas : suivi d'une procédure contentieuse devant le TASS

Maîtriser les relations avec la médecine du travail

- Distinguer les différents types de visites et évaluer leurs conséquences

Maîtriser la terminologie de la médecine du travail

- L'inaptitude, l'incapacité, l'invalidité
- La procédure de danger immédiat
- L'aptitude partielle et l'inaptitude provisoire

Exercice d'application : rédaction d'un courrier au médecin du travail après un avis d'inaptitude temporaire

- Contester l'avis médical

Reclasser son salarié en cas d'inaptitude

- Mesurer l'étendue de l'obligation de reclassement
- Rompre le contrat de travail

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Gérer les procédures administratives et contentieuses en matière d'AT/MP et d'inaptitude

PERFECTIONNEMENT

Code : 10079
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser le cadre juridique des arrêts pour AT/MP
Maîtriser les voies de recours et les spécificités du contentieux des AT/MP
Gérer les dossiers d'inaptitude

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser le système de protection sociale " (code 92248) p. 387

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs et responsables des ressources humaines
Juristes et responsables paie
Directeurs d'établissement

ANIMATEUR

Alexis TRICLIN
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
25-26 mars 2019
26-27 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Risques psychosociaux et bien-être au travail

Diagnostic, suivi des RPS et promotion de la qualité de vie au travail

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Comprendre les risques psychosociaux
- Cerner les enjeux de la prévention des risques psychosociaux
- Analyser les trois approches du stress au travail
- Décrypter les définitions officielles et le contexte légal : stress, harcèlement et violences au travail

Repérer les risques psychosociaux
- Repérer le stress par ses effets sur la santé
- Repérer les différents facteurs de risques
  Mise en situation : vidéo d'une situation sous contrainte et travail individuel puis débriefing collectif
- Repérer les facteurs de risques liés au travail : modèle ANACT

Prévenir les risques psychosociaux

Appliquer les trois niveaux de prévention
- Primaire : agir en amont pour limiter les sources de stress
- Secondaire : limiter les conséquences du stress au travail
- Tertiaire : accompagner en aval les salariés victimes du stress

Associer les acteurs de la prévention du stress professionnel
- Les procédures, outils et indicateurs d'alerte

Accompagner les personnes en difficulté
- Gérer les situations de stress et aider à la prise de recul

Développer la qualité de vie au travail

Identifier les leviers de la qualité de vie au travail
- Intégrer les apports de l'accord national sur la qualité de vie au travail
- Identifier les actions à mettre en œuvre
- Définir un plan d'action favorisant la qualité de vie au travail
  Partage d'expériences : synthèse avec les participants en fonction de leur environnement

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Participer à des actions de prévention du stress, mettre en place des actions en lien avec la qualité de vie au travail et prévenir les risques psychosociaux

PERFECTIONNEMENT

Code : 10074
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mesurer les enjeux de la prévention des risques psychosociaux au travail
Construire des indicateurs d'alerte
Développer des actions favorables à la qualité de vie au travail

PRÉREQUIS

Avoir une connaissance de la réglementation en matière de santé au travail

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines
Médecins du travail

ANIMATEUR

Aurelie AGOSTINI
Psychologue du travail
ALTER & SENS

PLANNING

Paris
20-21 mai 2019
21-22 novembre 2019

Maîtriser les attributions du CSE en matière de SSCT

Prévenir les risques professionnels dans l'entreprise

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mesurer la portée des obligations de l'employeur
- Maîtriser le fonctionnement et les moyens du CSE en matière de santé, sécurité et conditions de travail
- Informer et consulter le CSE sur la santé, la sécurité et les conditions de travail
- Faire face à la désignation d'experts

Apprécier l'étendue des missions du CSE en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail

Prévention des risques
- Identifier les cas où il intervient et ses marges de manœuvre
- Rôle consultatif ou pouvoir de contrôle : en connaître les limites

Domaines d'intervention
- Conditions psychologiques de travail, santé mentale et harcèlement

Surveillance et intervention : pouvoirs et limites
- Cerner les pouvoirs généraux d'inspection et d'enquête du CSE
- Mesurer les obligations de l'employeur
- Conditions et modalités d'alerte en cas de danger grave et imminent
  Exercice d'application : à partir d'exemples concrets, appréhension de la notion de danger grave et imminent
- Maîtriser les conditions et les modalités d'exercice du droit de retrait
- Connaître les situations dans lesquelles la CSSCT est obligatoire : seuils, situation particulière, rôle de l'inspection du travail
- Cerner les modalités de mise en place et de fonctionnement de la CSSCT
- Connaître la composition et les attributions de la CSSCT
- Analyser l'articulation avec les autres entités intervenant en matière d'hygiène et de sécurité
- Prévenir le délit d'entrave
  Étude de cas : analyse jurisprudentielle des agissements ou omissions constitutifs de délits d'entrave

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier les obligations de l'employeur en matière de prévention des risques professionnels

INITIATION

Code : 10026
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le rôle spécifique du CSE en matière de santé et de sécurité du travail
Déterminer les limites de ses pouvoirs et missions
Maîtriser le risque de délit d'entrave

PRÉREQUIS

Avoir préalablement suivi " Représentants du personnel " (code 10056) p. 74

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines et du personnel
Responsables hygiène, sécurité et conditions de travail

ANIMATEUR

Sophie BURY, Associée
SESAME AVOCATS

PLANNING

Paris
3 juin 2019
3 décembre 2019

Présider le CHSCT

Faire vivre la politique sécurité dans l'entreprise

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Bien cerner le rôle et le fonctionnement du CHSCT

Maîtriser sa mise en place et sa composition

- Connaître ses missions
- En financer le fonctionnement
- Allouer les moyens matériels nécessaires

Mise en situation : présentation d'un projet important au CHSCT

Maîtriser les obligations du président du CHSCT

Garantir le bon exercice de ses missions

- Gérer les crédits d'heures et la liberté de déplacement
- Fournir les informations nécessaires à ses missions
- L'informer en cas d'intervention d'une entreprise extérieure
- Organiser les relations avec le médecin du travail, l'inspecteur du travail et la CARSAT/ CRAMIF

Animer les réunions

- Programmer les réunions et fixer l'ordre du jour
- Convoquer les membres du CHSCT
- Réaliser les inspections préalables

Conduire les débats

- Gérer divergences et conflits
- Rédiger les procès-verbaux

Étude de cas : étude d'ordres du jour, de comptes-rendus synthétiques et de procès verbaux

Envisager la responsabilité juridique du président

- Assurer le suivi de la politique sécurité dans l'entreprise

Identifier les rapports obligatoires soumis à consultation

Le bilan de la situation générale de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail

Le programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail

Le document unique

Étude de cas : étude détaillée de modèles des documents écrits à remettre au CHSCT

- Faire face à un danger grave et imminent

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Quelles sont les erreurs à éviter dans une prise de parole sensible ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Garantir une participation efficace du CHSCT à la politique de prévention des risques dans l'entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 10064
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les obligations et les responsabilités du président du CHSCT
Animer les réunions du CHSCT
Garantir l'efficacité de la politique de prévention des risques dans l'entreprise

PRÉREQUIS

Connaître le fonctionnement du CHSCT

PUBLIC CONCERNÉ

Chefs d'entreprise et d'établissement
Directeurs des ressources humaines
Responsables hygiène et sécurité
Toute personne déléguée à la présidence du CHSCT

ANIMATEUR

Véronique PINET
Intervenante en prévention des risques, VPL CONSULTING

PLANNING

Paris
4-5 avril 2019
7-8 novembre 2019

Conduire un audit social

Pour évaluer les performances de ses pratiques RH

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les objectifs et spécificités de l'audit social

Définir et délimiter son champ d'application

- La finalité de l'audit social
- Les apports par rapport aux méthodes traditionnelles d'analyse et de diagnostic

Identifier les différents types d'audits sociaux et leurs finalités

- Audit de conformité
- Audit du climat social
- Audit d'efficacité : évaluer la performance des pratiques RH
- Audit de la responsabilité sociale

La démarche : initier et mener à bien un audit social

Donner des exemples de missions

Maîtriser les étapes et les méthodes de l'audit

- La mise en place et les personnes à associer à la démarche
- L'audit externe, l'audit participatif et l'audit de contrôle
- Les étapes : préparation, réalisation et rapport
- Les méthodes : entretiens, questionnaires, enquêtes et fiches d'audit

Exercice d'application : réalisation de questionnaires et de fiches d'audit à partir d'exemples concrets de missions d'audit

- Délimiter le périmètre
- Déterminer les critères et définir les objectifs
- Élaborer ou adapter un référentiel
- Choisir les indicateurs
- Conclure l'audit et présenter son rapport
- Communiquer efficacement tout au long de la mission et sur les résultats

Exercice d'application : récapitulatif de la méthode de l'audit à travers différents exemples : audit des processus de la fonction humaine, audit de recrutement, audit de rémunération, audit sécurité et conditions de travail, audit du climat social…

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en pratique la méthodologie et les outils nécessaires à la conduite de l'audit social

EXPERTISE

Code : 10022
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer les principes de l'audit social
Acquérir la démarche et les outils méthodologiques
Choisir et mettre en place des indicateurs de gestion des coûts

PRÉREQUIS

Avoir une expérience dans la fonction RH

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des ressources humaines et du personnel
Contrôleurs de gestion, auditeurs
Représentants du personnel

ANIMATEUR

Sophie BURY
Associée
SESAME AVOCATS

PLANNING

Paris
27-28 mai 2019
21-22 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Piloter le système de rémunération

Pour manager la performance

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Distinguer les composantes d'un dispositif de rémunération

Connaître l'évolution des salaires et ses règles

- Cerner l'impact de l'environnement macro-économique sur la politique de rémunération
- Identifier les critères d'un bon système de rémunération
- Maîtriser la classification des emplois et élaborer une grille de salaires
  Exercice d'application : élaboration d'un diagnostic de son entreprise à partir d'une grille d'analyse

Déterminer la rémunération du collaborateur

- Valoriser la rémunération des compétences
- Prendre en compte la performance

Élaborer une politique de rémunération globale

- Positionner la rémunération comme levier de la stratégie de l'entreprise
- Mesurer l'efficacité de son dispositif de rémunération
  Exercice d'application : réalisation d'un diagnostic de la politique de rémunération globale de son entreprise

Maîtriser la notion de rémunération variable

- Connaître les principaux dispositifs de rémunération variable
  Exercice d'application : proposition d'un système de prime d'objectifs sur plusieurs catégories de salariés

Intégrer la rémunération collective dans la rémunération globale

- Organiser et optimiser son dispositif de rémunération collective
  Exercice d'application : analyse critique des pratiques de rémunération de son entreprise

Contrôler et suivre l'évolution de la masse salariale

- Connaître les différentes définitions de la masse salariale
- Mesurer l'impact du système de rémunération sur la masse salariale
  Exercice d'application : réalisation de différents calculs de simulation et de projection, en vue de faciliter les arbitrages décisionnels

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Participer à l'élaboration d'une politique de rémunération globale et en mesurer l'efficacité

INITIATION

Code : 10039
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les composantes d'un dispositif de rémunération
Élaborer une politique de rémunération globale
Mesurer l'efficacité et auditer son système de rémunération

PRÉREQUIS

Évoluer au sein d'un service RH ou paie

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables de rémunération récemment nommés
Chargés de rémunération
Contrôleurs de gestion sociale

ANIMATEUR

Virginie MORTIER MATTEOTI
Consultante en management et développement RH

PLANNING

Paris
18 au 20 mars 2019
16 au 18 septembre 2019

Contrôle de gestion sociale

Évaluer les politiques RH et piloter la masse salariale

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Le contrôle de gestion des frais de personnel

Établir une projection des effectifs

- Maîtriser les principes de la gestion prévisionnelle de l'emploi
- Identifier les mécanismes d'évolution des effectifs
  Exercice d'application : anticipation des mouvements de personnel

Le contrôle de gestion de la productivité du travail

- Comprendre la notion de productivité
  Étude de cas : analyse des indicateurs financiers de coût du travail
- Déterminer les grands arbitrages de la gestion du personnel
  Étude de cas : analyse des différentiels de coûts salariaux

Le contrôle de gestion de la masse salariale

- Comprendre les mécanismes de variation des rémunérations
  Exercice d'application : analyse et chiffrage de l'impact de chaque facteur de variation de la masse salariale
- Synthétiser l'information dans des tableaux de bord de masse salariale

La construction du budget de masse salariale

- Maîtriser les étapes de l'élaboration du budget
  Exercice d'application : élaboration d'un budget de frais de personnel
- Construire des scénarios de frais de personnel
  Étude de cas : construction de budgets de masse salariale

Le contrôle de gestion du climat social

- Évaluer l'absentéisme
  Exercice d'application : évaluation financière des conséquences de l'absentéisme
- Évaluer le roulement du personnel
  Exercice d'application : détermination du niveau optimal de turnover

Le contrôle de gestion du capital humain

- Évaluer le coût du recrutement
- Évaluer la formation
  Exercice d'application : calcul d'un retour sur investissement formation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Conduire des analyses coûts/bénéfices dans le domaine de la gestion du personnel et piloter l'évolution de votre masse salariale

PERFECTIONNEMENT

Code : 10023
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les notions d'analyse coûts/bénéfices
Les utiliser dans le cadre de l'évaluation des politiques RH
Acquérir une méthodologie efficace de suivi et de prévision des frais de personnel

PRÉREQUIS

Avoir une expérience dans la fonction RH

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables RH
Responsables paie et rémunération
Contrôleurs de gestion

ANIMATEUR

Olivier HERRBACH
Spécialiste du contrôle de gestion sociale

PLANNING

Paris
20-21 mars 2019
7-8 novembre 2019

Bâtir et faire évoluer ses tableaux de bord sociaux

CPF

Mise en place d'outils de pilotage social

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les enjeux du pilotage social
- La place des ressources humaines dans la stratégie d'entreprise
- La contribution du pilotage social à la mise en place de la stratégie

Exercice d'application : identification des stratégies de ressources humaines

Choisir les indicateurs
- Les qualités d'un bon indicateur
- Les critères de choix

Élaborer des tableaux de bord adaptés à ses objectifs

Assurer un suivi des effectifs
- Les différentes catégories d'effectifs
- Les effectifs aux temps travaillés

Exercice d'application : mise en place d'un indicateur d'effectifs et de structure des effectifs

Analyser l'évolution de la performance socio-économique
- Indicateurs de performance économique et de mobilisation du personnel

Étude de cas : analyse et suivi de la performance et de la productivité

Piloter l'absentéisme
- Analyse de la structure de l'absentéisme

Exercice d'application : évaluation de l'absentéisme

Piloter le climat social et les dysfonctionnements
- Conflictualité ouverte, accidents du travail

Exercice d'application : détermination du turn-over

Piloter les compétences et la formation

Exercice d'application : élaboration et utilisation d'une matrice de mobilité

Faire vivre ses tableaux de bord sociaux
- Identifier les étapes incontournables
- Déterminer les objectifs et les utilisateurs
- Accompagner la mise en place
- Déployer les tableaux de bord dans l'entreprise

Plan d'action personnel : élaboration de différents tableaux de bord RH, choix des indicateurs pertinents
- Construire et utiliser le bilan social

Étude de cas : présentation commentée de bilans sociaux

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place ou reconfigurer le tableau de bord social et le bilan social de votre entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 10024
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier la contribution des ressources humaines et du pilotage social à la stratégie de l'organisation
Construire des tableaux de bord
Garantir leur fiabilité et leur pertinence

PRÉREQUIS
Avoir une expérience dans la fonction RH

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables RH
Contrôleurs de gestion

ANIMATEUR
Olivier HERRBACH
Spécialiste du contrôle de gestion sociale

PLANNING

Paris
22-23 janvier 2019
9-10 avril 2019
15-16 octobre 2019
23-24 janvier 2020

Pilotage stratégique de la fonction RH

Faire de la fonction RH un outil créateur de valeur

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Élaborer un diagnostic stratégique de l'entreprise
- Connaître et déployer les différentes méthodes de diagnostic
- Analyser le macro-environnement

Exercice d'application : réalisation du diagnostic stratégique d'une entreprise

Connaître la capacité stratégique de l'entreprise

Identifier les fondements de la capacité stratégique
- Connaître ses ressources et ses compétences
- Identifier ses compétences fondamentales

Repérer ses avantages concurrentiels
- Diagnostiquer sa capacité stratégique en s'appuyant sur la méthode SWOT
- Élaborer une cartographie des activités

Faire de la fonction RH un levier pour déployer la stratégie de l'entreprise
- Distinguer les trois niveaux de la fonction RH
- Connaître le contexte actuel des problématiques de GRH
- Élaborer une politique RH au service de la stratégie de l'entreprise

Exercice d'application : réalisation de l'analyse diagnostique de son entreprise par chaque participant

Construire et optimiser ses processus RH stratégiques
- Élaborer un processus RH
- S'approprier l'esprit des normes qualité

Exercice d'application : élaboration d'un processus RH, soit propre à son entreprise, soit à partir d'un cas concret d'entreprise

Créer de la valeur par la fonction RH
- Connaître les éléments spécifiques à la valeur RH
- Respecter certains critères pour une fonction RH nouvelle
- Construire une stratégie RH
- Prouver le retour sur investissement : les tableaux de bord sociaux

Exercice d'application : élaboration d'un exemple de tableau de bord social à partir des pratiques de son entreprise

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Déployer et mettre en place des méthodes et outils stratégiques RH en vue de professionnaliser et de fiabiliser les pratiques RH de votre entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 10174
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 995 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Élaborer un diagnostic stratégique de l'entreprise
Déployer une politique ressources humaines permettant de soutenir celle de l'entreprise
Identifier et optimiser ses processus RH stratégiques

PRÉREQUIS
Avoir exercé des missions au sein d'une DRH

PUBLIC CONCERNÉ
Directeurs RH récemment nommés
Responsables RH
Chargés de missions RH

ANIMATEUR
Virginie MORTIER MATTEOTI
Consultante en management et développement RH

PLANNING

Paris
13 au 15 mai 2019
9 au 11 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines

Maîtriser les missions clés de la fonction RH

La gestion des ressources humaines est un levier essentiel de la compétitivité des entreprises. Les acteurs des services RH doivent ainsi connaître les principales missions qui sont dévolues à leur fonction, afin de pouvoir déployer efficacement dans l'entreprise, les différents processus RH que sont le recrutement, la formation, la rémunération et l'appréciation des collaborateurs.

INITIATION

Code : 10083
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les enjeux de la fonction Ressources Humaines (RH)

- Lier la politique RH à la politique globale de l'entreprise
- Lier les différents types d'organisations et les pratiques RH
- Organiser la collaboration RH/manager : le partage de la fonction RH avec les opérationnels

Maîtriser le cadre juridique des relations de travail entre employeurs et salariés

- Connaître la hiérarchie des normes en droit du travail
- Identifier les caractéristiques du contrat de travail
- Analyser les manifestations du pouvoir de direction
- Maîtriser le rôle de l'inspecteur du travail

Identifier les principaux domaines de la gestion des ressources humaines

Le recrutement

- Connaître les différentes étapes du recrutement
- Définir la fonction et le profil de candidat
- Mettre en place des outils de sélection : entretiens de recrutement, tests de personnalité, mises en situation
- Élaborer les dispositifs d'accueil et d'intégration : livret d'accueil, parcours de qualification…
- Connaître les aspects juridiques du recrutement

Mise en situation : analyse d'un CV et conduite d'un entretien d'embauche

Le développement des compétences : les apports de la formation

- Connaître les points clés de la loi sur la formation professionnelle et les dispositifs de formation associés : CPF, entretiens professionnels, CEP, et plan de développement des compétences
- Inscrire la formation dans une démarche de compétences et de GPEC
- Élaborer le plan de développement des compétences : identifier les besoins, planifier les actions, évaluer les impacts des formations

Test de connaissances : quizz sur les dispositifs de formation

Exercice d'application : arbitrage en fonction des besoins d'un salarié, de l'utilisation du dispositif de formation adapté

Le dispositif d'appréciation

- Cerner les enjeux de l'appréciation pour l'entreprise, les salariés et les managers
- Les étapes de l'entretien annuel d'appréciation

Mise en situation : réalisation d'un diagnostic sur la performance du dispositif d'appréciation en vigueur

La gestion des rémunérations

- Connaître les critères d'un bon système de rémunération
- Raisonner en rémunération globale : salaire fixe, partie variable
- Suivre l'évolution de la masse salariale : effet report, de Noria, d'effectif et de structure

Exercice d'application : sur la politique de rémunération pratiquée au sein de l'entreprise de chaque participant

Le climat social

- Repérer l'influence des styles de management sur le climat social
- Repérer les signes avant-coureurs de malaise dans l'équipe

Exercice d'application : mise en place des outils de mesure du climat social

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Pourquoi utiliser l'assertivité en entretien ?
- Pourquoi s'affirmer dans sa vie professionnelle ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les principales missions de la fonction RH

OBJECTIFS

Cerner le rôle de la fonction RH
Identifier les différents domaines de la gestion des ressources humaines et leur imbrication
Maîtriser le cadre juridique des différents domaines afin de sécuriser ses pratiques

PRÉREQUIS

Connaître le fonctionnement d'une entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant acquérir des connaissances de base en gestion des ressources humaines

ANIMATEUR

Myriam SAINT- PAUL
Consultante en ressources humaines

PLANNING

Paris
25 au 27 mars 2019
25 au 27 novembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

pour échanger avec l'animmateur et vos pairs sur la mise e pratique des nouvelles compétences acquises
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn de 11h à 12h30
Dates : 4 juin 2019
ou 8 juillet 2019

L'essentiel de la fonction RH

DIGITAL

Cycle long pour maîtriser les outils de pilotage des RH

L'environnement économique global impose plus que jamais aux entreprises de concevoir la gestion des hommes comme un levier au service de leur compétitivité. La fonction RH, acteur stratégique majeur, doit s'inscrire dans la chaîne de valeur, en proposant des politiques pertinentes et efficientes, en déployant les processus de recrutement, de formation et de rémunération, tout en mesurant leurs impacts.

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

MODULE 1

Se positionner dans sa fonction de savoir recruter

PROGRAMME

Cerner les rôles et missions de la fonction RH
- Maîtriser les nouveaux enjeux de la fonction RH
- Identifier les différents modèles d'organisation
- Maîtriser les étapes clés du recrutement

Définir sa stratégie
- Intégrer la mobilité interne dans le processus

Déployer le processus de recrutement

Préciser le besoin de recrutement

Rechercher les candidats
- Recourir à la prospection interne ou externe

Exercice d'application : rédaction d'un projet d'annonce en tenant compte de la méthodologie étudiée

Sélectionner les candidats
- Procéder à la présélection : tri de CV

Exercice d'application : analyse d'un CV en identifiant les points forts et points faibles, afin de préparer un entretien de recrutement

Conduire l'entretien de recrutement

Maîtriser la structure de l'entretien

Recourir à des tests

Mise en situation : simulation d'un entretien de recrutement

Concrétiser l'embauche

Accueillir et intégrer le nouveau salarié

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2

Maîtriser les outils de la GRH

PROGRAMME

Piloter le système de rémunération

Déterminer la structure des rémunérations
- Les critères à réunir pour un bon système de rémunération
- La politique de rémunération
- Le pilotage de la masse salariale

Exercice d'application : construction d'un package de rémunération pour différents profils de fonctions

Apprécier les collaborateurs
- Définir ce qu'on souhaite apprécier
- Maîtriser les principales étapes de l'entretien annuel
- Évaluer les retombées de l'entretien sur les différents processus RH

Autodiagnostic : des participants sur les pratiques de leurs entreprises respectives

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3

Bâtir et faire évoluer ses tableaux de bord sociaux

PROGRAMME

Cerner les enjeux du pilotage social
- La place des ressources humaines dans la stratégie d'entreprise
- La contribution du pilotage social à la mise en place de la stratégie

Exercice d'application : identification des stratégies de ressources humaines

Choisir les indicateurs
- Les qualités d'un bon indicateur
- Les critères de choix

Élaborer des tableaux de bord adaptés à ses objectifs
- Assurer un suivi des effectifs

Exercice d'application : mise en place d'un indicateur d'effectifs et de structure des effectifs
- Analyser l'évolution de la performance socio-économique

Étude de cas : analyse et suivi de la performance et de la productivité
- Piloter l'absentéisme

Exercice d'application : évaluation de l'absentéisme
- Piloter le climat social et les dysfonctionnements

Exercice d'application : détermination du turn-over
- Piloter les compétences et la formation

Exercice d'application : détermination du taux de couverture des compétences et des indicateurs d'accès à la formation

Faire vivre ses tableaux de bord sociaux
- Identifier les étapes incontournables

Exercice d'application : adaptation de la présentation et du contenu du tableau de bord aux besoins des différents destinataires
- Accompagner la mise en place
- Construire et utiliser le bilan social

Étude de cas : présentation commentée de bilans sociaux

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Comment gérer les conflits avec assertivité ?
- Pourquoi utiliser l'assertivité en entretien ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les principes et outils de pilotage de la fonction RH

INITIATION

Code : 10036

6 jours | 42 heures

Tarif HT : 3 480 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les enjeux de la fonction RH et savoir recruter
Maîtriser les outils d'évaluation des performances des salariés
Construire les tableaux de bords

PRÉREQUIS

Connaître le fonctionnement d'une entreprise ou avoir une première expérience dans la fonction RH

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne récemment nommée à un poste de responsable RH ou amenée à prendre ce poste
Toute personne souhaitant évoluer vers des missions relevant de la fonction RH

ANIMATEUR

Bianca GLACE
Directeur Associé
PROJECTISSIME CONSULTING

PLANNING

Paris

19 au 21 décembre 2018,
21 au 23 janvier
et 29 mars 2019*

13 au 15 mars, 8 au 10 avril
et 28 juin 2019*

16 au 18 septembre,
14 au 16 octobre
et 19 décembre 2019*

9 au 11 décembre 2019,
20 au 22 janvier
et 27 mars 2020*

*** CLASSE VIRTUELLE**
Pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Mener efficacement ses entretiens annuels

Viser le développement de ses collaborateurs

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Préparer efficacement l'entretien

- Mettre en place un environnement propice aux échanges
- Concevoir la démarche, l'entretien et ses différents outils
- Assurer la mise en œuvre
  Autodiagnostic : de son attitude en entretien
  Exercice d'application : construction d'une check-list des résultats attendus de l'entretien, des pièges à éviter et des sujets à aborder

Réaliser un entretien annuel productif

Identifier les différentes étapes d'un entretien annuel

- Créer un climat de confiance
- Faire le bilan de l'année passée et évaluer les résultats
- Associer objectifs individuels et stratégie d'entreprise
- Construire un plan de développement efficace
- Reconnaître les situations à risque et les gérer
  Exercice d'application : conception d'un plan type d'un entretien et liste des questions à se poser

Conduire l'entretien de façon positive du début à la fin

- Pratiquer l'écoute active
- Connaître les bases de la communication non verbale
- Formuler une critique constructive
- Écouter et accueillir les remarques
- Mises en situation : conduite d'entretiens faisant l'objet d'analyses, débriefing et préconisations
- Fixer des objectifs motivants à ses collaborateurs
- Formuler un objectif SMART
- Adapter un objectif à un collaborateur
- Suivre la mise en œuvre tout au long de l'année
  Exercice d'application : construction d'objectifs qualitatifs et quantitatifs
- De l'entretien d'appréciation à l'entretien professionnel
- Distinguer entretiens annuels et professionnels
- Connaître les points clés de l'entretien professionnel
  Exercice d'application : construction d'un plan de développement des compétences

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Conduire ses entretiens annuels avec efficacité et professionnalisme

INITIATION

Code : 51014
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 360 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les enjeux réels de l'entretien annuel
Scénariser son entretien annuel
Outiller la démarche : conception, mise en œuvre et suivi

PRÉREQUIS

Avoir à mener des entretiens annuels d'évaluation

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables d'équipe et managers
Toute personne amenée à pratiquer les entretiens annuels d'évaluation et souhaitant améliorer ses pratiques

PLANNING

Paris
24-25 janvier 2019
23-24 septembre 2019
21-22 novembre 2019
30-31 janvier 2020

Les clés d'une négociation gagnant-gagnant

DIGITAL

Réussir ses négociations en tenant ses objectifs

PROGRAMME

Autodiagnostic : de ses techniques de négociation

Préparer sa négociation

- Définir ses objectifs
- Analyser les rapports de forces entre les négociateurs
- Choisir sa stratégie de négociation
- Connaître le profil de ses interlocuteurs
- Mesurer l'intérêt mutuel à négocier
  Exercice d'application : élaboration de sa matrice de négociation détaillée
  Mise en situation : connexion au profil de son interlocuteur

Gérer la relation en visant le "gagnant-gagnant"

- Les compétences relationnelles du négociateur
- Pratiquer l'écoute active
- Dire non et rester assertif sans blocage
  Exercice d'application : la bonne posture du négociateur raisonné

Développer son intelligence relationnelle selon les situations

- Exprimer ses sentiments sans agresser
- Gérer son stress et la tension
- Résoudre les conflits avec un client
  Exercice d'application : la bonne posture du négociateur orienté "gagnant-gagnant"
  Mise en situation : l'affirmation de soi avec le DESC

Conduire une négociation orientée "gagnant-gagnant"

Connaître les quatre principes de la négociation raisonnée

- Traiter de façon séparée questions et personnes
- Se concentrer sur les intérêts et non sur les positions de chacun
- Explorer plusieurs pistes de solutions
- Baser l'entente finale sur des critères objectifs et vérifiables
  Mise en situation : traitement des objections

Appliquer ces principes pour mener la négociation à terme

- Maîtriser toutes les phases de la négociation raisonnée
- Présenter l'offre sous un angle gagnant-gagnant
- Traiter les objections tout en préservant la relation dans le temps
- Valoriser les concessions et contreparties dans une dynamique positive
  Mise en situation : conclure positivement, prendre congé et envisager le futur

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

Option Classe virtuelle : Retours d'expérience post-formation pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

COMPÉTENCES MÉTIER

Négocier de façon raisonnée et trouver un accord gagnant-gagnant

EXPERTISE

Code : 53266
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 410 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Préparer ses négociations raisonnées
Construire des relations gagnantes, durables dans le temps
Sortir des situations de blocage dans ses négociations

PRÉREQUIS

Être amené à conduire de nombreuses négociations et vouloir développer une nouvelle approche.

PUBLIC CONCERNÉ

Acheteurs et négociateurs
Managers, acteurs RH

PLANNING

Paris
11-12 février 2019
27-28 mai 2019
12-13 septembre 2019
13-14 novembre 2019
10-11 février 2020

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn de 11h à 12h30
Dates : 4 juilet 2019
ou 29 janvier 2020

02 DROIT DES AFFAIRES

Johanne COUTIER
Responsable du secteur
Droit des affaires
@EfeJuridique

ÉDITO

EFE représente depuis plus de 30 ans, la référence en matière de formation en droit des affaires.

Organisme de formation connu et reconnu par les directions juridiques et les cabinets d'avocats pour son niveau d'excellence tant sur le fond, que sur la pédagogie déployée, nous nous remettons en question chaque année pour vous proposer des formations innovantes et des formateurs rigoureusement sélectionnés dans leurs spécialités pour leur grande technicité et leur expérience de terrain.

Cette année encore, la transformation digitale des directions juridiques et les nombreuses réformes en cours et à venir comme la loi PACTE notamment, amèneront les juristes à devoir se former pour mieux se renouveler, et nous serons là pour vous accompagner dans vos projets en anticipant vos besoins pour être force de proposition.

3 QUESTIONS À L'EXPERT

(...) s'assurer que chacun a pu prendre la mesure des réformes passées, tant elles sont nombreuses.

Christian LE HIR
Directeur juridique
NATIXIS

Selon vous, quelles sont les réformes qui doivent faire l'objet d'une attention particulière de la part des juristes ?

Il est difficile de citer une réforme plutôt qu'une autre quand on fait face à un contexte de changement réglementaire quotidien. La loi PACTE, en projet, devrait fortement nous impacter mais son contenu reste encore flou. L'impact du Brexit reste aussi une préoccupation. Ce qui à mon sens doit faire l'objet d'une attention particulière, ce serait aussi de s'assurer que chacun a pu prendre la mesure des réformes passées, tant elles sont nombreuses. Il y va du maintien de notre expertise.

De quelle manière la digitalisation modifie-t-elle le métier de juriste ou d'avocat ?

La digitalisation, pour le métier de juriste ou d'avocat, présente un enjeu majeur dans l'amélioration des process de travail et l'efficacité opérationnelle. Ce sont notamment les activités à fort volume et faible complexité qui sont concernées. Dans un temps plus lointain, ce seront des aides au quotidien dans la prise de décision ou l'aide à l'analyse. Les défis sont nombreux, et les méthodes pour les relever très variées, mais la digitalisation pourrait remodeler les usages de ces professions de manière durable.

Qu'est-ce que les Legal Tech peuvent apporter face à ces nouveaux défis ?

Les LegalTech présentes sur le marché tendent à répondre à plusieurs besoins. Que ce soit pour automatiser des processus ou exploiter ou analyser des données existantes. Toutefois, la technologie se limite encore à un champ d'action restreint et on est encore loin de voir les outils qui remplaceront l'apport intellectuel des juristes et avocats.

TÉMOIGNAGE

Une entreprise peut perdre beaucoup de temps et d'argent à cause d'une mauvaise gestion des contrats. Un bon contrat ne suffit pas à la bonne réussite d'un projet.

La gestion des contrats informatiques au quotidien est devenue d'une telle complexité que l'intervention d'un spécialiste du contract management est devenue indispensable. Les formateurs du cycle, experts en la matière, transmettent efficacement leur savoir-faire aux participants. Les cas pratiques permettent de nous tester en situation réelle et de partager connaissances et appréciations avec les autres participants. J'ai ainsi acquis, au cours de cette formation, une connaissance de tous les aspects du contract management. Au niveau professionnel, un département spécialisé en contract management a été créé au sein de l'entreprise afin de couvrir ce nouveau métier.

Agnès CERSOY
Directrice des Services Applicatifs,
Eiffage Systèmes d'Information.
Participante au cycle certifiant
" Contract manager " p. 120

SOMMAIRE

FORMATIONS 100% À DISTANCE

Classes virtuelles

Réf. 20181	Choisir sa société en fonction de l'objectif poursuivi	2 heures	190 €	**p. 98**
Réf. 20182	Intégrer les bases du droit des contrats	2 heures	190 €	**98**
Réf. 20183	Rédiger ses CGV en e-commerce	2 heures	190 €	**99**
Réf. 20184	S'initier aux voies d'exécution	2 heures	190 €	**99**
Réf. 92344	Décoder la lutte contre le blanchiment	2 heures	190 €	**326**
Réf. 92342	Cerner la responsabilité du banquier dispensateur de crédit	2 heures	190 €	**326**
Réf. 40109	Acquérir les bases des obligations légales en environnement	2 heures	190 €	**460**
Réf. 20202	Rédiger une clause d'indexation dans les baux commerciaux	2 heures	190 €	**100**
Réf. 72366	Analyser les régimes des autorisations d'urbanisme	2 heures	190 €	**416**
Réf. 20205	Se mettre en conformité RGPD	2 heures	190 €	**100**
Réf. 20203	Sécuriser juridiquement sa démarche BYOD	2 heures	190 €	**101**
Réf. 20204	Maîtriser la signature électronique	2 heures	190 €	**101**

Parcours vidéo

Le droit des contrats, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	**p. 102**

FORMATIONS CERTIFIANTES

Réf. 20011	Juriste en droit des sociétés	15 jours	8 925 €	**p. 106**
Réf. 20150	Administrateur de société	15 jours	10 500 €	**110**
Réf. 20162	Contract manager	15 jours	8 925 €	**120**
Réf. 20038	Juriste en droit des contrats	15 jours	8 925 €	**128**
Réf. 20195	Délégué à la Protection des Données - DPO	10 jours	6 300 €	**154**
Réf. 20143	Assistant(e) juridique	10 jours	6 300 €	**172**

DROIT DES SOCIÉTÉS

Approche générale

Réf. 20001	Droit des sociétés pour non-juristes	2 jours	1 450 €	**p. 103**
Réf. 20181	**Classe virtuelle** - Choisir sa société en fonction de l'objectif poursuivi	2 heures	190 €	**98**
Réf. 20110	Droit des sociétés pour juristes	2 jours	1 450 €	**104**
Réf. 20040	**Cycle long** - Maîtriser l'essentiel du droit des sociétés	6 jours	3 630 €	**105**
Réf. 20011	**Cycle certifiant** - Juriste en droit des sociétés	15 jours	8 925 €	**106**

Spécificités des structures sociétaires

Réf. 20027	Pratique de la société anonyme - **Sessions à la carte**	2 jours	1 580 €	**p. 108**
Réf. 20049	Pratique de la société par actions simplifiée - **Sessions à la carte**	1 jour	1 070 €	**108**
Réf. 20006	Pratique de la SARL - **Sessions à la carte**	2 jours	1 580 €	**108**
Réf. 20051	Pratique de la société en participation - **Sessions à la carte**	1 jour	1 070 €	**108**
Réf. 20052	Pratique de la société en commandite par actions - **Sessions à la carte**	1 jour	1 070 €	**108**
Réf. 30017	Créer et gérer une société civile immobilière	2 jours	1 660 €	**314**

Autres structures

Réf. 20176	Sociétés holdings : aspects juridiques et fiscaux	1 jour	1 070 €	**p. 108**
Réf. 20081	Joint venture : choisir la forme juridique adaptée	2 jours	1 580 €	**109**
Réf. 20092	Consortium et GME	2 jours	1 650 €	**130**
Réf. 30015	Gérer un GIE	1 jour	990 €	**290**
Réf. 30090	Régime fiscal de la fiducie et du trust	1 jour	1 070 €	**283**
Réf. 30062	Fondation, fonds de dotation et mécénat	1 jour	1 120 €	**312**
Réf. 20104	Créer et gérer une association - **Sessions à la carte**	2 jours	1 450 €	**108**

FORMATION CONTINUE DES AVOCATS n° d'homologation 17-042 — Conseil National des Barreaux

HOMOLOGATION PAR LE CNB
Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur www.efe.fr

Organisation et fonctionnement

Réf. 20108	Maîtrise des formalités légales	1 jour	990 €	**p. 109**
Réf. 20002	Le conseil d'administration - **Sessions à la carte**	1 jour	1 070 €	**108**
Réf. 20003	Les assemblées d'actionnaires - **Sessions à la carte**	1 jour	1 070 €	**108**
Réf. 20150	**Cycle certifiant** - Administrateur de société	15 jours	10 500 €	**110**
Réf. 20160	Approbation des comptes annuels des sociétés	2 jours	1 580 €	**112**
Réf. 20053	Conventions réglementées	1 jour	1 070 €	**112**

Cessions, acquisitions et restructurations

Réf. 20039	Cessions, acquisitions, restructurations d'entreprises	2 jours	1 580 €	**p. 113**
Réf. 20186	Sécuriser l'exécution des garanties de passif	4 heures	545 €	**113**
Réf. 20206	Management package	1 jour	1 070 €	**114**
Réf. 20060	Cession de fonds de commerce	1 jour	1 070 €	**114**
Réf. 20094	Cession-acquisition d'actifs immobiliers	2 jours	1 650 €	**147**
Réf. 20111	Maîtriser les techniques de restructuration des sociétés	2 jours	1 650 €	**115**
Réf. 20187	Apport partiel d'actif : les objectifs à poursuivre	4 heures	575 €	**115**
Réf. 20029	Augmentation et réduction de capital	2 jours	1 650 €	**202**
Réf. 91311	Gérer une émission obligataire	4 heures	545 €	**202**
Réf. 20004	Rédiger les pactes d'actionnaires	2 jours	1 650 €	**116**
Réf. 20151	Conflits entre associés	2 jours	1 650 €	**116**
Réf. 20036	Garanties de passif	2 jours	1 650 €	**117**
Réf. 40005	Gérer le passif environnemental	1 jour	940 €	**469**
Réf. 92317	Structurer son patrimoine en société	2 jours	1 595 €	**348**
Réf. 20138	Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté	1 jour	1 070 €	**117**
Réf. 20025	Procédures collectives	2 jours	1 580 €	**118**
Réf. 20188	Droit des créanciers dans une procédure collective	4 heures	545 €	**118**

DROIT DES CONTRATS

Approche générale

Réf. 20182	**Classe virtuelle** - Intégrer les bases du droit des contrats	2 heures	190 €	**p. 98**
Réf. 20057	Gérer et digitaliser ses contrats types	2 jours	1 580 €	**119**
Réf. 20161	Les bases du contract management	3 jours	2 050 €	**119**
Réf. 20161BL	Les bases du contract management - **Blended**	21 heures	1 640 €	**@**
Réf. 20162	**Cycle certifiant** - Contract manager	15 jours	8 925 €	**120**
Réf. 20012	Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1	2 jours	1 450 €	**122**
Réf. 20012BL	Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1 - **Blended**	14 heures	1 160 €	**123**
Réf. 20022	Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 2	2 jours	1 580 €	**124**
Réf. 20139	Droit des contrats pour commerciaux	2 jours	1 450 €	**124**
Réf. 20139BL	Droit des contrats pour commerciaux - **Blended**	14 heures	1 160 €	**@**
Réf. 20080	Droit comparé des contrats anglais et français	2 jours	1 580 €	**125**
Réf. 20072	Maîtriser la pratique du droit des contrats - Niveau 1	2 jours	1 450 €	**126**
Réf. 20185	Réussir la phase précontractuelle	4 heures	545 €	**126**
Réf. 20013	Perfectionner la pratique du droit des contrats - Niveau 2	2 jours	1 580 €	**127**
Réf. 20038	**Cycle certifiant** - Juriste en droit des contrats	15 jours	8 925 €	**128**

Tous les tarifs sont exprimés HT

LÉGENDE

NEW **NOUVEAU**
Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !

CPF **CPF**
Formation éligible au Compte Personnel de Formation

BEST OF **BEST-OF**
Formation plébiscitée par nos clients

DIGITAL **DIGITAL**
Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Sessions à la carte : 3 collaborateurs à former ? Je crée la session à la date de mon choix !

Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital

SOMMAIRE

Les contrats spécifiques

Réf. 20092	Consortium et GME		2 jours	1 650 €	**p. 130**
Réf. 92081	Conclusion et gestion de contrats d'assurance	●	2 jours	1 580 €	**368**
Réf. 92148	Gérer efficacement les contrats d'assurance	●	2 jours	1 595 €	**369**
Réf. 20060	Cession de fonds de commerce		1 jour	1 070 €	**114**
Réf. 20015	Sécuriser les contrats de sous-traitance	●	2 jours	1 450 €	**130**
Réf. 20014	Sécuriser les contrats de maintenance	●	2 jours	1 450 €	**131**
Réf. 20089	Contrats informatiques - Niveau 1	●●	2 jours	1 450 €	**151**
Réf. 20058	Contrats informatiques spécifiques - Niveau 2	●●	2 jours	1 580 €	**152**
Réf. 20158	Les contrats Cloud computing : IAAS, PAAS, SAAS…	●	2 jours	1 580 €	**152**
Réf. 20102	Transfert de technologie		2 jours	1 650 €	**162**
Réf. 20018	Maîtriser les contrats d'achat - Niveau 1	●	2 jours	1 450 €	**131**
Réf. 20073	Sécuriser les contrats d'achat - Niveau 2	●	2 jours	1 580 €	**132**
Réf. 40065	Gérer ses contrats d'électricité et de gaz		2 jours	1 395 €	**500**
Réf. 20037	Les réseaux de franchise en pratique		2 jours	1 580 €	**137**
Réf. 20021	Sécuriser les contrats de vente immobilière		2 jours	1 450 €	**146**
Réf. 20016	Négocier et rédiger les contrats internationaux		2 jours	1 650 €	**162**
Réf. 20122	PPP et concessions à l'international		2 jours	1 650 €	**163**
Réf. 20156	Droit des contrats chinois		1 jour	1 070 €	**163**

CONCURRENCE - DISTRIBUTION - CONSOMMATION

Concurrence

Réf. 20140	Les bases du droit de la concurrence		2 jours	1 450 €	**p. 132**
Réf. 20140BL	Les bases du droit de la concurrence - Blended	●	14 heures	1 160 €	**@**
Réf. 20141	Maîtriser les risques des pratiques anticoncurrentielles		2 jours	1 580 €	**133**
Réf. 20189	Sécuriser les aides d'État		4 heures	545 €	**133**
Réf. 20030	**Cycle long** - Maîtriser le droit de la concurrence	●	4 jours	2 640 €	**134**
Réf. 20062	Contentieux en droit de la concurrence		1 jour	1 120 €	**135**

Distribution

Réf. 20063	E-commerce		2 jours	1 450 €	**p. 135**
Réf. 20183	**Classe virtuelle** - Rédiger ses CGV en e-commerce		2 heures	190 €	**99**
Réf. 20055	Conditions générales de vente et d'achat		1 jour	990 €	**136**
Réf. 20009	Le cadre juridique d'une politique commerciale		2 jours	1 450 €	**136**
Réf. 20172	Réparation du préjudice commercial		1 jour	990 €	**137**
Réf. 20037	Les réseaux de franchise en pratique		2 jours	1 580 €	**137**
Réf. 20019	Droit de la publicité et de la promotion des ventes		2 jours	1 580 €	**138**
Réf. 20113	Droit du marketing		2 jours	1 580 €	**138**
Réf. 20084	Maîtriser le cadre juridique du marketing direct		2 jours	1 580 €	**139**

Consommation

Réf. 20074	Pratique du droit de la consommation		2 jours	1 450 €	**p. 139**
Réf. 20164	Maîtriser les actions de groupe		1 jour	1 120 €	**145**

FORMATION CONTINUE DES AVOCATS n°d'homologation 17-042 Conseil National des Barreaux

HOMOLOGATION PAR LE CNB
Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur www.efe.fr

GARANTIES ET RECOUVREMENT

Réf. 20142	Droit des sûretés		2 jours	1 450 €	**p. 140**
Réf. 20192	Cerner les enjeux du droit des sûretés		4 heures	495 €	**140**
Réf. 92011	Cautionnement, garantie à première demande et lettre d'intention	●	2 jours	1 595 €	**337**
Réf. 92030	Garanties financières dans un contexte international	●	1 jour	1 120 €	**338**
Réf. 92038	Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte		1 jour	1 070 €	**337**
Réf. 20035	Pratique du cautionnement		2 jours	1 580 €	**141**
Réf. 20036	Garanties de passif		2 jours	1 650 €	**117**
Réf. 20032	Recouvrement de créances : les outils juridiques	●	2 jours	1 450 €	**141**
Réf. 20138	Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté		1 jour	1 070 €	**117**
Réf. 20025	Procédures collectives	●●	2 jours	1 580 €	**118**
Réf. 20188	Droit des créanciers dans une procédure collective		4 heures	545 €	**118**

CONFORMITÉ - RESPONSABILITÉ - CONTENTIEUX

Compliance et gestion des risques

Réf. 20045	Legal risk management et compliance	●	2 jours	1 650 €	**p. 142**
Réf. 20015	Sécuriser les contrats de sous-traitance	●	2 jours	1 450 €	**130**
Réf. 60083	Gérer le risque de fraude		2 jours	1560 €	**260**
Réf. 92008	Lutte contre le blanchiment	●●	1 jour	1 120 €	**335**
Réf. 92344	**Classe virtuelle** - Décoder la lutte contre le blanchiment		2 heures	190 €	**326**
Réf. 20196	Compliance anticorruption en entreprise		2 jours	1 580 €	**142**
Réf. 10006	Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces	●	1 jour	950 €	**48**
Réf. 20180	Cybersécurité		1 jour	1 120 €	**158**

Précontentieux

Réf. 20082	Maîtriser les voies d'exécution	●	2 jours	1 450 €	**p. 143**
Réf. 20184	**Classe virtuelle** - S'initier aux voies d'exécution		2 heures	190 €	**99**
Réf. 20155	Contrôles de la CNIL		1 jour	1 070 €	**157**
Réf. 40112	Prévenir le contentieux administratif des ICPE		4 heures	460 €	**469**

Responsabilité

Réf. 92144	Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile	●	2 jours	1 580 €	**p. 372**
Réf. 92348	La responsabilité civile de l'employeur		4 heures	545 €	**372**
Réf. 20065	Comprendre le droit pénal des affaires - Niveau 1		2 jours	1 450 €	**144**
Réf. 20024	Responsabilité pénale - Niveau 2		2 jours	1 580 €	**144**
Réf. 40114	Gérer et prévenir la responsabilité du chef d'entreprise en environnement		4 heures	460 €	**467**
Réf. 92006	Responsabilités civile, disciplinaire et pénale du banquier	●	2 jours	1 595 €	**334**
Réf. 92342	**Classe virtuelle** - Cerner la responsabilité du banquier dispensateur de crédit		2 heures	190 €	**326**

Contentieux

Réf. 20067	Gérer le contentieux judiciaire		2 jours	1 580 €	**p. 145**
Réf. 20138	Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté		1 jour	1 070 €	**117**
Réf. 20025	Procédures collectives	●●	2 jours	1 580 €	**118**
Réf. 20062	Contentieux en droit de la concurrence		1 jour	1 120 €	**135**
Réf. 20172	Réparation du préjudice commercial		1 jour	990 €	**137**
Réf. 20164	Maîtriser les actions de groupe		1 jour	1 120 €	**145**
Réf. 20208	Contentieux des baux commerciaux	●	1 jour	1 120 €	**150**
Réf. 72285	Contentieux de l'urbanisme		2 jours	1 460 €	**420**
Réf. 20010	Arbitrage et médiation - **Sessions à la carte**		2 jours	1 650 €	**164**

Tous les tarifs sont exprimés HT

LÉGENDE

NEW **NOUVEAU**
Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !

CPF **CPF**
Formation éligible au Compte Personnel de Formation

BEST OF **BEST-OF**
Formation plébiscitée par nos clients

DIGITAL **DIGITAL**
Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Sessions à la carte : 3 collaborateurs à former ? Je crée la session à la date de mon choix !

Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital

SOMMAIRE

LES ASSURANCES DE L'ENTREPRISE

Réf. 92250	Les bases de l'assurance entreprise	●	2 jours	1 580 €	**p. 379**
Réf. 92147	Assurance responsabilité civile	●●	2 jours	1 595 €	**378**
Réf. 92358	Gestion d'un sinistre en multirisque professionnelle		4 heures	545 €	**378**
Réf. 92327	Gestion des sinistres RC des entreprises	●	2 jours	1 595 €	**379**
Réf. 92251	La faute inexcusable de l'employeur	●	2 jours	1 650 €	**384**
Réf. 92176	Analyser les mécanismes de l'assurance construction	●●	2 jours	1 595 €	**380**
Réf. 92290	Assurance RC décennale et professionnelle	●	2 jours	1 595 €	**381**
Réf. 92289	Assurance dommages ouvrage	●	2 jours	1 650 €	**381**
Réf. 92328	Gestion des sinistres construction	●	2 jours	1 650 €	**382**
Réf. 92084	Gérer les risques de l'entreprise en assurance	●	2 jours	1 595 €	**383**
Réf. 92256	Assurance et risques environnementaux	●	2 jours	1 650 €	**383**
Réf. 92282	Appliquer le Traité des Risques d'Entreprises	●	3 jours	2 080 €	**384**

DROIT IMMOBILIER ET DE L'URBANISME

Droit immobilier

Réf. 20046	Pratique du droit immobilier	●●	2 jours	1 450 €	**p. 146**
Réf. 20021	Sécuriser les contrats de vente immobilière		2 jours	1 450 €	**146**
Réf. 20094	Cession-acquisition d'actifs immobiliers		2 jours	1 650 €	**147**
Réf. 73331	Les contrats et montages immobiliers		2 jours	1 460 €	**435**
Réf. 20068	Copropriété		1 jour	990 €	**147**
Réf. 20144	Négocier ses baux commerciaux - Niveau 1	●●	2 jours	1 450 €	**148**
Réf. 20193	Introduction au régime légal des baux commerciaux		4 heures	495 €	**148**
Réf. 20017	Gérer au mieux ses baux commerciaux - Niveau 2	●●	2 jours	1 580 €	**149**
Réf. 20202	**Classe virtuelle** - Rédiger une clause d'indexation dans les baux commerciaux		2 heures	190 €	**100**
Réf. 20050	Renouvellement des baux commerciaux		1 jour	1 070 €	**150**
Réf. 20208	Contentieux des baux commerciaux	●	1 jour	1 120 €	**150**
Réf. 30017	Créer et gérer une société civile immobilière		2 jours	1 660 €	**314**

Droit de l'urbanisme

Réf. 72064	**Cycle long** - Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme	●	6 jours	3 300 €	**@**
Réf. 72176	Droit de l'urbanisme pour non-juristes	●●	2 jours	1 460 €	**419**
Réf. 72342	L'indispensable du droit de l'urbanisme		1 jour	900 €	**@**
Réf. 72366	**Classe virtuelle** - Analyser les régimes des autorisations d'urbanisme		2 heures	190 €	**416**
Réf. 72028	Réglementation et pratique du droit de l'urbanisme		2 jours	1 460 €	**420**
Réf. 72285	Contentieux de l'urbanisme	●	2 jours	1 460 €	**420**
Réf. 72178	L'urbanisme commercial		2 jours	1 460 €	**421**

FORMATION CONTINUE DES AVOCATS
Conseil National des Barreaux
n° d'homologation 17-042

HOMOLOGATION PAR LE CNB
Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur www.efe.fr

DROIT DU DIGITAL ET DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Droit du digital

Réf. 20089	Contrats informatiques - Niveau 1	●●	2 jours	1 450 €	**p. 151**
Réf. 20058	Contrats informatiques spécifiques - Niveau 2	●●	2 jours	1 580 €	**152**
Réf. 20158	Les contrats Cloud computing : IAAS, PAAS, SAAS…	●	2 jours	1 580 €	**152**
Réf. 20014	Sécuriser les contrats de maintenance	●	2 jours	1 450 €	**131**
Réf. 20083	Contrats télécoms et communications électroniques - **Sessions à la carte**		2 jours	1 450 €	**160**
Réf. 20026	Maîtriser le cadre juridique du digital	●●	2 jours	1 450 €	**153**
Réf. 20199	Sécuriser l'e-réputation de son entreprise		4 heures	545 €	**153**
Réf. 20204	**Classe virtuelle** - Maîtriser la signature électronique		2 heures	190 €	**101**
Réf. 20063	E-commerce		2 jours	1 450 €	**135**
Réf. 20195	**Cycle certifiant** - Délégué à la Protection des Données - DPO	●	10 jours	6 300 €	**154**
Réf. 20069	Maîtriser la conformité Informatique et libertés / RGPD	●●	2 jours	1 450 €	**156**
Réf. 20069BL	Maîtriser la conformité Informatique et libertés / RGPD - Blended	●	14 heures	1 160 €	**@**
Réf. 20205	**Classe virtuelle** - Se mettre en conformité RGPD	●	2 heures	190 €	**100**
Réf. 20174	DPO : boîte à outils et méthodes	●●	2 jours	1 580 €	**157**
Réf. 92324	Protection des données personnelles dans la banque	●	2 jours	1 595 €	**341**
Réf. 20154	Flux transfrontières de données personnelles - **Sessions à la carte**		1 jour	1 070 €	**160**
Réf. 20155	Contrôles de la CNIL	●	1 jour	1 070 €	**157**
Réf. 20180	Cybersécurité		1 jour	1 120 €	**158**
Réf. 20166	Maîtriser les enjeux juridiques du big data		1 jour	1 120 €	**158**
Réf. 20207	Cadre juridique de la blockchain	●	1 jour	1 070 €	**159**
Réf. 20198	Cadre juridique de l'intelligence artificielle		1 jour	1 070 €	**159**
Réf. 20101	Droit des données biométriques - **Sessions à la carte**		1 jour	1 120 €	**160**
Réf. 20203	**Classe virtuelle** - Sécuriser sa démarche BYOD		2 heures	190 €	**101**

Propriété intellectuelle

Réf. 20071	Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle	●	2 jours	1 450 €	**p. 160**
Réf. 20020	Le droit d'auteur		2 jours	1 580 €	**161**
Réf. 20042	Protection des œuvres et inventions des salariés - **Sessions à la carte**		1 jour	1 120 €	**160**
Réf. 20007	Déposer et protéger ses marques		2 jours	1 580 €	**161**
Réf. 20128	Assistant(e) marques - **Sessions à la carte**		1 jour	1 070 €	**160**
Réf. 20041	Déposer et protéger ses brevets - **Sessions à la carte**		2 jours	1 580 €	**160**
Réf. 20127	Assistant(e) brevets - **Sessions à la carte**		1 jour	1 070 €	**160**
Réf. 20102	Transfert de technologie		2 jours	1 650 €	**162**
Réf. 20066	Contrefaçon - **Sessions à la carte**		1 jour	1 120 €	**160**

Tous les tarifs sont exprimés HT

LÉGENDE

NEW **NOUVEAU**
Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !

CPF **CPF**
Formation éligible au Compte Personnel de Formation

BEST OF **BEST-OF**
Formation plébiscitée par nos clients

DIGITAL **DIGITAL**
Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Sessions à la carte : 3 collaborateurs à former ? Je crée la session à la date de mon choix !
Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital

SOMMAIRE

DROIT INTERNATIONAL DES AFFAIRES

Réf. 20016	Négocier et rédiger les contrats internationaux	2 jours	1 650 €	**p. 162**
Réf. 20122	PPP et concessions à l'international	2 jours	1 650 €	**163**
Réf. 20120	Droit maritime - **Sessions à la carte**	2 jours	1 580 €	**164**
Réf. 92030	Garanties financières dans un contexte international	1 jour	1 120 €	**338**
Réf. 20131	Droit des affaires aux USA - **Sessions à la carte**	2 jours	1 580 €	**164**
Réf. 20061	Droit américain de la concurrence - **Sessions à la carte**	1 jour	1 120 €	**164**
Réf. 20123	Droit des affaires en Chine - **Sessions à la carte**	2 jours	1 580 €	**164**
Réf. 20156	Droit des contrats chinois	1 jour	1 070 €	**163**
Réf. 20124	Droit des affaires en Inde - **Sessions à la carte**	2 jours	1 580 €	**164**
Réf. 20125	Droit des affaires en Russie - **Sessions à la carte**	2 jours	1 580 €	**164**
Réf. 20130	Droit des affaires au Brésil - **Sessions à la carte**	2 jours	1 580 €	**164**
Réf. 20080	Droit comparé des contrats anglais et français	2 jours	1 580 €	**125**
Réf. 20145	Négociation en anglais	2 jours	1 450 €	**164**
Réf. 20157	Contracts under Common Law	2 jours	1 580 €	**165**

JURISTES : DÉVELOPPEZ DE NOUVELLES COMPÉTENCES

Anglais pour juristes

Réf. 20145	Négociation en anglais	2 jours	1 450 €	**p. 164**
Réf. 20157	Contracts under Common Law	2 jours	1 580 €	**165**
Réf. 20070	French business law in English	2 jours	1 450 €	**165**
Réf. 20080	Droit comparé des contrats anglais et français	2 jours	1 580 €	**125**

Fiscalité et comptabilité pour juristes

Réf. 20033	Fiscalité pour juristes	2 jours	1 450 €	**p. 166**
Réf. 20033BL	Fiscalité pour juristes - Blended	14 heures	1 160 €	**@**
Réf. 20034	Fiscalité internationale pour juristes et financiers - **Sessions à la carte**	2 jours	1 580 €	**164**
Réf. 20200	Les bases de la comptabilité et de la finance pour juristes	2 jours	1 450 €	**166**
Réf. 20201	Finance pour juristes	1 jour	1 070 €	**167**

Stratégie, management et efficacité personnelle

Réf. 20119	Lobbying juridique national et européen	2 jours	1 650 €	**p. 167**
Réf. 20096	Le juriste, conseil juridique de son entreprise	2 jours	1 450 €	**168**
Réf. 20197	Transformation digitale de la direction juridique	1 jour	990 €	**168**
Réf. 20091	Piloter un service juridique	2 jours	1 450 €	**169**
Réf. 20099	Manager une équipe juridique	2 jours	1 580 €	**169**
Réf. 20095	Techniques de négociation pour juristes	2 jours	1 580 €	**170**
Réf. 20098	Techniques rédactionnelles pour juristes	2 jours	1 450 €	**171**
Réf. 53395	Juristes, les softskills qui font la différence	2 jours	1 395 €	**171**
Réf. 53036	Assertivité et leadership	2 jours	1 390 €	**@**
Réf. 52163	Les 7 outils clés du chef de projet occasionnel	2 jours	1 360 €	**@**
Réf. 52373	Pert et Gantt : quelle utilité ?	4 heures	425 €	**@**
Réf. 52026	Réussir le management de projet	2 jours	1 360 €	**@**

ASSISTANT(E)S JURIDIQUES

Réf. 20143	**Cycle certifiant** - Assistant(e) juridique	10 jours	6 300 €	**p. 172**
Réf. 20005	Assistant(e) juridique - Niveau 1	2 jours	1 450 €	**174**
Réf. 20105	Assistant(e) juridique - Niveau 2	2 jours	1 580 €	**175**
Réf. 20088	Secrétariat juridique du contentieux	2 jours	1 650 €	**175**
Réf. 20106	Secrétariat juridique de sociétés commerciales	2 jours	1 450 €	**176**
Réf. 20167	Organiser une veille juridique efficace	1 jour	990 €	**176**
Réf. 20128	Assistant(e) marques - **Sessions à la carte**	1 jour	1 070 €	**160**
Réf. 20127	Assistant(e) brevets - **Sessions à la carte**	1 jour	1 070 €	**160**
Réf. 20108	Maîtrise des formalités légales	1 jour	990 €	**109**
Réf. 54049	Assistant(e) : mieux gérer son temps et ses priorités	2 jours	1 295 €	**@**

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

INITIATIONS AU DROIT DES AFFAIRES

Réf. 20001	Droit des sociétés pour non-juristes		2 jours	1 450 €	**p. 103**
Réf. 20110	Droit des sociétés pour juristes		2 jours	1 450 €	**104**
Réf. 20161	Les bases du contract management		3 jours	2 050 €	**119**
Réf. 20161BL	Les bases du contract management - **Blended**		21 heures	1 640 €	**@**
Réf. 20012	Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1		2 jours	1 450 €	**122**
Réf. 20012BL	Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1 - **Blended**		14 heures	1 160 €	**123**
Réf. 20182	**Classe virtuelle** - Intégrer les bases du droit des contrats		2 heures	190 €	**98**
Réf. 20139	Droit des contrats pour commerciaux		2 jours	1 450 €	**124**
Réf. 20139BL	Droit des contrats pour commerciaux - **Blended**		14 heures	1 160 €	**@**
Réf. 20072	Maîtriser la pratique du droit des contrats - Niveau 1		2 jours	1 450 €	**126**
Réf. 20018	Maîtriser les contrats d'achat - Niveau 1		2 jours	1 450 €	**131**
Réf. 20089	Contrats informatiques - Niveau 1		2 jours	1 450 €	**151**
Réf. 20140	Les bases du droit de la concurrence		2 jours	1 450 €	**132**
Réf. 20140BL	Les bases du droit de la concurrence - **Blended**		14 heures	1 160 €	**@**
Réf. 20192	Cerner les enjeux du droit des sûretés		4 heures	495 €	**140**
Réf. 20184	**Classe virtuelle** - S'initier aux voies d'exécution		2 heures	190 €	**99**
Réf. 20065	Comprendre le droit pénal des affaires - Niveau 1		2 jours	1 450 €	**144**
Réf. 40109	**Classe virtuelle** - Acquérir les bases des obligations légales en environnement		2 heures	190 €	**460**
Réf. 20144	Négocier ses baux commerciaux - Niveau 1		2 jours	1 450 €	**148**
Réf. 20193	Introduction au régime légal des baux commerciaux		4 heures	495 €	**148**
Réf. 72176	Droit de l'urbanisme pour non-juristes		2 jours	1 460 €	**419**
Réf. 72342	L'indispensable du droit de l'urbanisme		1 jour	900 €	**@**
Réf. 72361	**Classe virtuelle** - Analyser les régimes des autorisations d'urbanisme		2 heures	190 €	**416**
Réf. 20071	Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle		2 jours	1 450 €	**160**
Réf. 92085	Maîtriser les bases du droit financier		2 jours	1 580 €	**331**
Réf. 92151	Maîtriser les bases du droit boursier		2 jours	1 580 €	**331**
Réf. 92032	Pratique du droit bancaire		2 jours	1 580 €	**332**
Réf. 92250	Les bases de l'assurance entreprise		2 jours	1 580 €	**379**
Réf. 92241	**Cycle long** - L'essentiel du droit des assurances		6 jours	3 630 €	**364**
Réf. 92144	Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile		2 jours	1 580 €	**372**
	Présentation éditions EFE				**177**

Tous les tarifs sont exprimés HT

LÉGENDE

NEW **NOUVEAU**
Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !

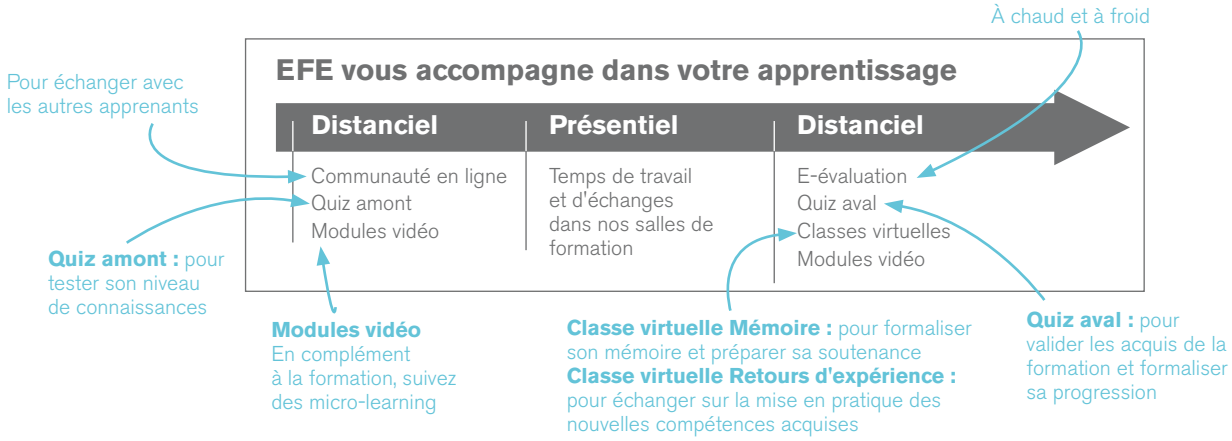
CPF **CPF**
Formation éligible au Compte Personnel de Formation

BEST OF **BEST-OF**
Formation plébiscitée par nos clients

DIGITAL **DIGITAL**
Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Sessions à la carte : 3 collaborateurs à former ? Je crée la session à la date de mon choix !

Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital



SOMMAIRE PAR NIVEAU

Choisissez votre formation selon votre niveau de compétences : initiation, perfectionnement ou expertise

	Droit des sociétés			Droit des contrats		
INITIATION	Maîtriser l'essentiel du droit des sociétés **Cycle long** p. 105		Gérer un GIE p. 290	Les bases du contract management p. 119		Sécuriser les contrats de maintenance p. 131
	Droit des sociétés pour non-juristes p. 103		Maîtrise des formalités légales p. 109	Droit des contrats pour non-juristes Niveau 1 p. 122		Contrats informatiques Niveau 1 p. 151
	Droit des sociétés pour juristes p. 104			Droit des contrats pour commerciaux p. 124		Maîtriser les contrats d'achat Niveau 1 p. 131
				Maîtriser la pratique du droit des contrats Niveau 1 p. 126		Gérer ses contrats d'électricité et de gaz p. 500
				Conclusion et gestion de contrats d'assurance p. 368		Sécuriser les contrats de vente immobilière p. 146
				Sécuriser les contrats de sous-traitance p. 130		
PERFECTIONNEMENT	Juriste en droit des sociétés **Cycle certifiant** p. 106	Administrateur de société **Cycle certifiant** p. 110	Gérer une émission obligataire p. 202	Juriste en droit des contrats **Cycle certifiant** p. 128	Contract manager **Cycle certifiant** p. 120	Les contrats Cloud computing : IAAS, PAAS, SAAS… p. 152
	Créer et gérer une société civile immobilière p. 314	Conventions réglementées p. 112	Gérer le passif environnemental p. 469	Gérer et digitaliser ses contrats types p. 119	Droit comparé des contrats anglais et français p. 125	Sécuriser les contrats d'achat Niveau 2 p. 132
	Sociétés holdings : aspects juridiques et fiscaux p. 108	Cessions, acquisitions, restructurations d'entreprises p. 113	Structurer son patrimoine en société p. 348	Droit des contrats pour non-juristes Niveau 2 p. 124	Gérer efficacement les contrats d'assurance p. 369	Les réseaux de franchise en pratique p. 137
	Joint venture : choisir la forme juridique adaptée p. 109	Sécuriser l'exécution des garanties de passif p. 113	Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté p. 117	Réussir la phase précontractuelle p. 126	Cession de fonds de commerce p. 114	Droit des contrats chinois p. 163
	Régime fiscal de la fiducie et du trust p. 283	Management package **Nouveau** p. 114	Procédures collectives p. 118	Perfectionner la pratique du droit des contrats Niveau 2 p. 127	Contrats informatiques spécifiques Niveau 2 p. 152	
	Approbation des comptes annuels des sociétés p. 112	Cession de fonds de commerce p. 114	Droit des créanciers dans une procédure collective p. 118			
EXPERTISE	Consortium et GME p. 130	Maîtriser les techniques de restructuration des sociétés p. 115	Rédiger les pactes d'actionnaires p. 116	Consortium et GME p. 130		Négocier et rédiger les contrats internationaux p. 162
	Fondation, fonds de dotation et mécénat p. 312	Apport partiel d'actif : les objectifs à poursuivre p. 115	Conflits entre associés p. 116	Transfert de technologie p. 162		PPP et concessions à l'international p. 163
	Cession-acquisition d'actifs immobiliers p. 147	Augmentation et réduction de capital p. 202	Garanties de passif p. 117			

	Concurrence - Distribution Consommation		Garanties et recouvrement		Conformité Responsabilité - Contentieux	
INITIATION	Les bases du droit de la concurrence p. 132	Le cadre juridique d'une politique commerciale p. 136	Droit des sûretés p. 140		Sécuriser les contrats de sous-traitance p. 130	Comprendre le droit pénal des affaires Niveau 1 p. 144
	E-commerce p. 135	Réparation du préjudice commercial p. 137	Cerner les enjeux du droit des suretés p. 140		Maîtriser les voies d'exécution p. 143	Réparation du préjudice commercial p. 137
	Conditions générales de vente et d'achat p. 136	Pratique du droit de la consommation p. 139	Recouvrement de créance : les outils juridiques p. 141		Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile p. 372	
PERFECTIONNEMENT	Maîtriser le droit de la concurrence **Cycle long** p. 134		Cautionnement, garantie à première demande et lettre d'intention p. 337	Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté p. 117	Gérer le risque de fraude p. 260	Gérer et prévenir la responsabilité pénale du chef d'entreprise en environnement p. 467
	Maîtriser les risques des pratiques anticoncurrentielles p. 133	Droit de la publicité et de la promotion des ventes p. 138	Bordereau Dailly, affacturage, assurancecrédit, escompte p. 337	Procédures collectives p. 118	Compliance anticorruption en entreprise p. 142	Responsabilité civile, disciplinaire et pénale du banquier p. 334
	Sécuriser les aides d'État p. 133	Droit du marketing p. 138	Pratique du cautionnement p. 141	Droit des créanciers dans une procédure collective p. 118	Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces p. 48	Gérer le contentieux judiciaire p. 145
	Les réseaux de franchise en pratique p. 137	Maîtriser le cadre juridique du marketing direct p. 139			Contrôles de la CNIL p. 157	Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté p. 117
					Prévenir le contentieux administratif des ICPE p. 469	Procédures collectives p. 118
					La responsabilité civile de l'employeur p. 372	Contentieux de l'urbanisme p. 420
					Responsabilité pénale Niveau 2 p. 144	
EXPERTISE	Contentieux en droit de la concurrence p. 135	Maîtriser les actions de groupe p. 145	Garanties financières dans un contexte international p. 338	Garanties de passif p. 117	Legal risk management et compliance p. 142	Contentieux en droit de la concurrence p. 135
					Lutte contre le blanchiment p. 335	Maîtriser les actions de groupe p. 145
					Cybersécurité p. 158	Contentieux des baux commerciaux Nouveau p. 150

SOMMAIRE PAR NIVEAU

Choisissez votre formation selon votre niveau de compétences : initiation, perfectionnement ou expertise

	Les assurances de l'entreprise		Droit immobilier et de l'urbanisme		Droit du digital et de la propriété intellectuelle	
INITIATION	Les bases de l'assurance entreprise p. 379		Pratique du droit mmobilier p. 146	Introduction au régime légal des baux commerciaux p. 148	Contrats informatiques Niveau 1 p. 151	E-commerce p. 135
			Sécuriser les contrats de vente immobilière p. 146	Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme **Cycle long** @	Sécuriser les contrats de maintenance p. 131	Maîtriser la conformité Informatique et libertés/RGPD p. 156
			Les contrats et montages immobiliers p. 435	Droit de l'urbanisme pour non-juristes p. 419	Maîtriser le cadre juridique du digital p. 153	Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle p. 160
			Copropriété p. 147	L'indispensable du droit de l'urbanisme @		
			Négocier ses baux commerciaux Niveau 1 p. 148			
PERFECTIONNEMENT	Gérer efficacement les contrats d'assurance p. 369	Analyser les mécanismes de l'assurance construction p. 380	Gérer au mieux ses baux commerciaux Niveau 2 p. 149	Réglementation et pratique du droit de l'urbanisme p. 420	Délégué à la protection des données - DPO **Cycle certifiant** p. 154	Protection des données personnelles dans la banque p. 341
	Assurance responsabilité civile p. 378	Assurance RC décennale et professionnelle p. 381	Renouvellement des baux commerciaux p. 150	Contentieux de l'urbanisme p. 420	Contrats informatiques spécifiques Niveau 2 p. 152	Contrôles de la CNIL p. 157
	Gestion d'un sinistre en multirisque professionnelle p. 378	Gérer les risques de l'entreprise en assurance p. 383	Créer et gérer une société civile immobilière p. 314	L'urbanisme commercial p. 421	Les contrats Cloud computing : IAAS, PAAS, SAAS… p. 152	Cadre juridique de la blockchain **Nouveau** p. 159
	Gestion des sinistres RC des entreprises p. 379	Appliquer le Traité des Risques d'Entreprises p. 384			Sécuriser l'e-réputation de son entreprise p. 153	Le droit d'auteur p. 161
					DPO : boîte à outils et méthodes p. 157	Déposer et protéger ses marques p. 161
EXPERTISE	La faute inexcusable de l'employeur p. 384	Gestion des sinistres construction p. 382	Cession-acquisition d'actifs immobiliers p. 147	Contentieux des baux commerciaux Nouveau p. 150	Cybersécurité p. 158	Cadre juridique de l'intelligence artificielle p. 159
	Assurance dommages ouvrage p. 381	Assurance et risques environnementaux p. 383			Maîtriser les enjeux juridiques du big data p. 158	Transfert de technologie p. 162

	Droit international des affaires		Juristes : développez de nouvelles compétences		Assistant(e)s juridiques	
INITIATION	Négociation en anglais p. 164		Négociation en anglais p. 164	Piloter un service juridique p. 169	Assistant(e) juridique Niveau 1 p. 174	Maîtrise des formalités légales p. 109
			French business law in English p. 165	Techniques rédactionnelles pour juristes p. 171	Secrétariat juridique de sociétés commerciales p. 176	Assistant(e) : mieux gérer son temps et ses priorités @
			Fiscalité pour juristes p. 166	Juristes, les softskills qui font la différence **Nouveau** p. 171	Organiser une veille juridique efficace p. 176	
			Les bases de la comptabilité et de la finance pour juristes p. 166	Les 7 outils clés du chef de projet occasionnel @		
			Le juriste, conseil juridique de son entreprise p. 168	Pert et Gantt : quelle utilité ? @		
			Transformation digitale de la direction juridique p. 168	Réussir le management de son projet @		
PERFECTIONNEMENT	Droit des contrats chinois p. 163	Contracts under Common Law p. 165	Contracts under Common Law p. 165	Manager une équipe juridique p. 169	Assistant(e) juridique **Cycle certifiant** p. 172	Assistant(e) juridique Niveau 2 p. 175
	Droit comparé des contrats anglais et français p. 125		Droit comparé des contrats anglais et français p. 125	Techniques de négociation pour juristes p. 170		
			Finance pour juristes p. 167	Assertivité et leadership @		
EXPERTISE	Négocier et rédiger les contrats internationaux p. 162	Garanties financières dans un contexte international p. 338	Lobbying juridique national et européen p. 167		Secrétariat juridique du contentieux p. 175	
	PPP et concessions à l'international p. 163					

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

CHOISIR SA SOCIÉTÉ EN FONCTION DE L'OBJECTIF POURSUIVI

Définir la structure sociétaire la plus appropriée

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour maîtriser le périmètre et la problématique

- Cerner les principaux objectifs recherchés lors du choix d'une structure sociétaire
- Établir une grille d'adéquation entre les objectifs et les véhicules sociétaires
- Prendre en compte le statut personnel de l'entrepreneur : fiscal, social…
- Intégrer les contraintes de la transmission

ÉTAPE 2 15 mn pour se confronter à l'ambiguïté des objectifs

Exercice d'application : justification du choix de la structure de société adaptée à l'objectif poursuivi

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les principaux écueils

Partage d'expériences : échanges sur les principales difficultés rencontrées pour définir la structure la plus appropriée à chaque projet de société

INITIATION

29 mai 2019	28 octobre 2019
Code 20181	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Cerner le cadre légal de l'entreprise adapté en fonction des choix d'exercice de son activité
Rationaliser la réflexion sur les conséquences juridiques, fiscales, sociales et patrimoniales

PRÉREQUIS

Avoir des bases en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Juriste

INTÉGRER LES BASES DU DROIT DES CONTRATS

Identifier les points essentiels et mesurer les risques

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour décortiquer la logique du contrat

- Cerner la vie du contrat, de la période précontractuelle à la conclusion du contrat
- Étudier la structure et le contenu du contrat
- Analyser les principales clauses sensibles

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste à la rédaction d'une clause essentielle

Les participants mettent en pratique les conseils vus durant la 1ère heure et s'exercent sur leur poste en rédigeant une clause sensible
Exercice d'application : rédaction de la clause de prix, de responsabilité ou de résiliation d'un contrat

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur la portée et les conséquences des contrats

Partage d'expériences : échanges autour des risques induits par les clauses sensibles et sur les litiges les plus fréquents

INITIATION

19 avril 2019	9 octobre 2019
Code 20182	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Identifier les clauses clés des contrats d'affaires
Mettre à jour ses contrats et acquérir les bons réflexes
Mesurer les risques liés aux contrats

PRÉREQUIS

Être impliqué dans la négociation de contrats

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne, sans formation juridique initiale, souhaitant acquérir les réflexes juridiques liés à la conclusion de contrats

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

RÉDIGER SES CGV EN E-COMMERCE

Sécuriser les conditions générales de vente de la vente à distance

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour apprendre à rédiger ses CGV e-commerce

- Identifier les clauses incontournables et préparer le sommaire des CGV
- Intégrer les clés pour rédiger le contenu de ses CGV e-commerce
- Cerner les différences avec les CGU, les mentions légales ou le " bandeau cookies " et leur intégration aux CGV
- Faire le point sur l'actualité et les mises à jour des dernières CGV

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

Les participants mettent en pratique les conseils vus durant la 1ère heure et s'exercent sur leur poste après avoir choisi une thématique avec le formateur
Exercice d'application : rédaction de la clause " livraison " ou de la clause " rétractation " au regard des évolutions de la loi Hamon

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les clauses sensibles

Partage d'expériences : échanges autour des clauses sensibles et spécifiques des CGV e-commerce, notamment au regard de l'actualité légale et règlementaire et sur les principales difficultés rencontrées

INITIATION

27 mai 2019	20 novembre 2019
Code 20183	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Faire le point sur la réglementation en matière de CGV
Mettre à jour ses CGV en e-commerce
Rédiger les clauses sensibles de ses CGV

PRÉREQUIS

Être amené à rédiger ou à mettre à jour des CGV pour le e-commerce

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes

S'INITIER AUX VOIES D'EXÉCUTION

Identifier les différentes procédures civiles d'exécution et leur impact

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour identifier les différents modes de saisies et leur impact

- Choisir entre mesures conservatoires et exécutoires
- Identifier la saisissabilité ou l'insaisissabilité des biens d'un débiteur
- Cerner les conditions de mise en œuvre des différentes saisies : attributions, sur rémunérations, mobilière, immobilière et sur compte bancaire
- Respecter le formalisme

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

Les participants mettent en pratique les conseils vus durant la 1ère heure et s'exercent sur leur poste après avoir choisi une thématique avec le formateur
Exercice d'application : formalisme à respecter sur un cas de saisie de compte bancaire

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les difficultés de mise en application

Partage d'expériences : échanges autour des difficultés rencontrées dans la réalisation effective des saisies

INITIATION

11 juin 2019	18 décembre 2019
Code 20184	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Faire la différence entre mesures conservatoires et exécutoires
Mesurer l'impact des différents modes de saisie
Mettre en œuvre une saisie

PRÉREQUIS

Être impliqué dans des procédures civiles d'exécution

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne confrontée à la réalisation d'une saisie

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

RÉDIGER UNE CLAUSE D'INDEXATION DANS LES BAUX COMMERCIAUX

Choisir le mode de calcul et anticiper les risques

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour préparer la rédaction de la clause d'indexation en matière de baux commerciaux

- Définir la clause d'indexation et la distinguer des autres modes de variation du loyer
- Dresser l'état de la jurisprudence
- Mesurer les risques
- Choisir l'indice approprié
- Définir les aménagements possibles

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste sur la rédaction de la clause d'indexation

Les participants mettent en pratique les conseils vus durant la 1ère heure et s'exercent sur leur poste pour définir la méthode de calcul appropriée et rédiger la clause d'indexation

Exercice d'application : choix de la méthode appropriée, calcul approprié et rédaction de la clause d'indexation

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur la portée de la clause d'indexation

Partage d'expériences : échanges autour des difficultés rencontrées dans la rédaction de la clause d'indexation

PERFECTIONNEMENT

12 juin 2019	11 décembre 2019
Code 20202	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Cerner le cadre réglementaire
Choisir la méthode de calcul la plus appropriée à son cas
Mesurer et anticiper les risques

PRÉREQUIS

Être impliqué dans la rédaction de baux commerciaux

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats

SE METTRE EN CONFORMITÉ RGDP

NEW

Maîtriser les dangers d'une utilisation non contrôlée des données personnelles

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour comprendre le RGPD et la réglementation sur les données personnelles

- Identifier les différents types de données personnelles
- Cerner l'évolution de la réglementation et les obligations liées au RGPD
- Définir les acteurs concernés, leurs rôles et leurs responsabilités
- Protéger les données à caractère personnel
- Identifier les traitements concernés

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

À partir des conseils vus durant la 1ère heure, analyse des traitements de son activité nécessitant une gestion particulière des données personnelles

Étude de cas : identification des traitements impliquant un contrôle des données personnelles

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur la démarche à initier pour lancer le plan d'action

Partage d'expériences : échanges sur les actions à prévoir et les principales difficultés pour mettre en conformité la gouvernance des données personnelles de son activité

INITIATION

11 juin 2019	19 décembre 2019
Code 20205	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Cerner les enjeux
Respecter la réglementation sur les données personnelles dans ses traitements

PRÉREQUIS

Etre confronté aux données personnelles

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne amenée à réaliser des traitements impliquant des données personnelles

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

SÉCURISER JURIDIQUEMENT SA DÉMARCHE BYOD

Adapter et sécuriser ses pratiques

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour faire le point sur les aspects juridiques du BYOD

- Définir le concept de BYOD
- Identifier les risques juridiques
- Déterminer les mesures à mettre en œuvre
- Formaliser une politique de sécurité

ÉTAPE 2 15 mn pour mettre à jour sa charte informatique

Les participants mettent en pratique les conseils vus durant la 1ère heure et s'exercent sur leur poste après avoir choisi une thématique avec le formateur.
Exercice d'application : identification des clauses à modifier ou intégrer dans sa charte informatique

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur la mise en place et les clauses sensibles et spécifiques au BYOD

Partage d'expériences : échanges sur les principales difficultés rencontrées dans la mise en place et la gestion juridique du BYOD en entreprise

PERFECTIONNEMENT

26 mars 2019	30 septembre 2019
Code 20203	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Faire le point sur le BYOD (Bring Your Own Device)
Mesurer les risques juridiques
Adapter sa pratique actuelle

PRÉREQUIS

Être engagé dans une démarche de BYOD

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et responsables juridiques
Avocats

MAÎTRISER LA SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Sécuriser l'usage des certificats et des signatures électroniques

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour maîtriser les aspects juridiques de la signature électronique

- Cerner le référentiel légal
- Définir la signature électronique et ses fonctions
- Dresser la typologie des différentes signatures électroniques
- La signature électronique pour signer un contrat électronique
- La signature électronique pour sécuriser juridiquement l'archivage électronique
- Dématérialisation des documents
- La convention de preuve

ÉTAPE 2 15 mn d'atelier pratique sur le certificat

Étude de cas : analyse du fonctionnement d'un certificat de signature électronique

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les liens entre le droit et la technologie

Partage d'expériences : échanges sur un projet de mise en place d'un système de signature électronique, principales difficultés rencontrées, projets passés et projets à venir

INITIATION

19 juin 2019	12 novembre 2019
Code 20204	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Cerner et comprendre le cadre juridique de la signature électronique
Identifier les usages multiples de la signature électronique
Sécuriser juridiquement le déploiement d'un système de signature électronique

PRÉREQUIS

Être intégré dans un projet de mise en place de signature électronique

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant exploiter la signature électronique

PARCOURS VIDÉO

LE DROIT DES CONTRATS, ÇA S'APPREND !

Intéressé par ce parcours :
digital-learning@abilways.com

44.99€
TTC

1H30

OBJECTIFS

Comprendre les éléments constitutifs d'un contrat

Décrypter les effets d'un contrat

Comprendre les obligations et responsabilités liées au contrat

Comprendre les clauses de durée, de responsabilité et la clause pénale

LES CHAPITRES

Identifier les éléments constitutifs d'un contrat

Identifier les éléments principaux de la vie et de la fin d'un contrat

Intégrer les réflexes essentiels pour la rédaction des clauses

UN PARCOURS COMPLET

12 vidéos et 3 interviews d'experts

Des activités ludiques et un quiz de validation des connaissances

Des ressources téléchargeables pour approfondir vos connaissances

Un forum de discussion pour partager avec la communauté ABILWAYS

Une attestation de réussite et la recommandation LinkedIn délivrées après validation des connaissances

Parcours à suivre sur l'application mobile **ABILWAYS** disponible sur :

DISPONIBLE SUR Google Play

Télécharger dans l'App Store

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Droit des sociétés pour non-juristes

Maîtriser les notions et les montages simples en droit des sociétés

Une entreprise peut revêtir de très nombreuses formes sociétaires, c'est pourquoi il importe de prendre en compte ses caractéristiques propres pour sélectionner la forme de société adéquate, en maîtriser son fonctionnement et anticiper les évolutions possibles de celle-ci.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Choisir la forme sociale la mieux adaptée : les critères de choix

- Déterminer son véhicule sociétaire en fonction son activité, de son projet, du nombre d'associés ou d'actionnaires réunis notamment
- Maîtriser les conséquences fiscales, sociales et financières de la forme sociale retenue
- Choisir une forme sociale pour limiter ses risques
- Identifier les liens entre le statut du dirigeant et la forme sociale choisie
  Exercice d'application : choix de la structure la mieux adaptée à l'entreprise

Garantir l'équilibre des organes de direction

- Les conditions de nomination et de révocation
- Le statut personnel du dirigeant
- Mesurer les pouvoirs et responsabilités du dirigeant
- La délégation de pouvoirs : l'utiliser efficacement
- La séparation des pouvoirs entre dirigeants et assemblées

Organiser des assemblées générales

- Les domaines de compétence des assemblées : Assemblées Générales Ordinaires (AGO) et extraordinaires (AGE)
- Appliquer les statuts
- Convocations et formalités préalables pour les assemblées
- Les assemblées générales : obligations légales et conséquences pratiques
- Délibérations
- Formalités de dépôt et de publicité des AGO et AGE

Aménager les pouvoirs et responsabilités des associés

- Le statut des associés
- Examiner la répartition des pouvoirs des associés
- Définir la responsabilité des associés face aux dettes sociales
- Le vote aux assemblées
- Pacte d'associés : identifier les avantages
- Distribution des bénéfices et des dividendes
  Exercice d'application : répartition des pouvoirs entre les actionnaires

Anticiper le contrôle de gestion par les organes extérieurs

- Examiner le rôle du commissaire aux comptes au sein de la société
- Définir ses pouvoirs et ses responsabilités
- Les différentes expertises
  Étude de cas : augmentation du capital et égalité entre actionnaires

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les notions essentielles et comprendre les montages simples en droit des sociétés

INITIATION

Code : 20001
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les différentes formes de sociétés pour maîtriser leurs avantages et leurs inconvénients
Cerner leurs règles essentielles de fonctionnement
Mesurer les responsabilités encourues et comprendre le rôle joué par les organes extérieurs à la société

PRÉREQUIS

Être confronté au droit des sociétés dans sa pratique

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant s'initier concrètement au droit des sociétés

ANIMATEUR

Anne-Sophie MERLE
Avocat à la Cour
MERLE AVOCATS

PLANNING

Paris
21-22 janvier 2019
11-12 avril 2019
24-25 juin 2019
26-27 août 2019
24-25 octobre 2019
5-6 décembre 2019
20-21 janvier 2020
Lyon et Bordeaux
17-18 juin 2019
28-29 novembre 2019
Nantes et Lille
6-7 juin 2019
21-22 novembre 2019

Droit des sociétés pour juristes

Optimiser sa pratique pour conseiller le chef d'entreprise

La maîtrise du droit des sociétés permet au juriste d'effectuer des choix stratégiques pour l'entreprise quant au type de société à adopter, à la forme d'administration à mettre en place et à la répartition des pouvoirs à déterminer. Ces choix doivent être en adéquation avec les objectifs recherchés par le chef d'entreprise.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Étude de cas " fil rouge " : mise en application des exercices à partir de la création d'un groupe de sociétés

Différencier les structures existantes en droit des sociétés et les mettre en place

Identifier les utilisations les plus courantes des structures sociales

- SCI, SNC, SARL, SAS… : les spécificités reconnues à chacune
- Leurs intérêts stratégiques, juridiques et fiscaux

Étude de cas : analyse des principales formes sociales du groupe créé et photographie du montage juridique

Cerner la place des structures sociales au sein d'un groupe de sociétés

Constitution et financement des différents types de sociétés : analyse des particularités

- Constitution du capital : identifier les associés et les actionnaires avec leurs droits et obligations
- Les structures ayant peu de contraintes sur le capital social
- Comparer les modes de financements traditionnels avec les modes novateurs

Rédiger les statuts des structures sociales en adéquation avec les objectifs recherchés

- Analyser le contenu des statuts encadrés légalement : SA, SARL…
- Maîtriser le contenu des statuts des différentes formes sociales laissant une grande liberté contractuelle : SCI, SNC, SAS…

Exercice d'application : rédaction des statuts des sociétés du groupe créé et analyse des spécificités de chacun

Maîtriser le fonctionnement des différentes formes sociales : de la représentation aux décisions collectives

Gestion et représentation : les formes sociétaires avec " gérance "

- Choisir entre gérant unique ou pluralité de gérants
- Déterminer et délimiter les pouvoirs du gérant

Organiser la direction au sein d'une SA et d'une SAS

- Distinguer le système moniste du système dualiste : atouts et limites de chaque formule
- Analyser les différents leviers de l'organisation du pouvoir dans la SAS
- Identifier les représentants et les dirigeants de ce type de société

Exercice d'application : création de l'organigramme du pouvoir des sociétés du groupe et analyse de la répartition des pouvoirs

Décisions collectives et contrôle interne : maîtriser les modalités de consultation et les règles propres à chacune

- Identifier les domaines de compétence des assemblées
- Convocations, formalités, quorum et majorité : intégrer les conditions à respecter et les différents seuils applicables
- Maîtriser l'exercice du contrôle interne

Exercice d'application : organisation d'une assemblée générale et analyse des documents y afférents

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Conseiller utilement le chef d'entreprise en droit des sociétés pour atteindre ses objectifs

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 23 mai 2019
ou 14 novembre 2019

INITIATION

Code : 20110
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les différences entre structures sociétaires
Rédiger les statuts en adéquation avec les objectifs recherchés
Maîtriser les modalités de fonctionnement des différentes formes sociales

PRÉREQUIS

Être confronté au droit des sociétés dans sa pratique

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs des services juridiques
Experts-comptables, commissaires aux comptes
Toute personne souhaitant approfondir sa pratique en droit des sociétés

ANIMATEUR

Anne-Sophie MERLE
Avocat à la Cour
MERLE AVOCATS

PLANNING

Paris
28-29 janvier 2019
25-26 mars 2019
13-14 juin 2019
29-30 août 2019
10-11 octobre 2019
16-17 décembre 2019
27-28 janvier 2020

Lyon et Bordeaux
6-7 juin 2019
9-10 décembre 2019

Nantes et Lille
23-24 mai 2019
5-6 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Maîtriser l'essentiel du droit des sociétés

DIGITAL

Cycle long - Assurer la création juridique et le fonctionnement des sociétés

Pour contribuer à l'efficacité économique, le droit des sociétés doit être abordé comme une technique d'organisation de l'entreprise prenant en compte son fonctionnement. Il convient dès lors de savoir se servir du droit pour fixer le cadre juridique adapté à une situation donnée et à un objectif clairement identifié.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

MODULE 1 | 2 jours

Maîtriser les préalables essentiels à la création d'une société

Cerner les enjeux de la création

Opérer un choix entre les structures
- Entreprise individuelle ou société
- Société ou autre groupement

Maîtriser les points clés du contrat de société
- Validité du contrat de société
- Dénomination, capital, siège social…
- Régime des apports et droits d'enregistrement
- Modalités de distribution des bénéfices
- Responsabilités
- Reprise des actes

Étude de cas : traitement des actes pris par la société en formation et analyse commentée d'un contrat de société

Étudier les différents modes de financement

Financement par capitaux propres
- Augmentation de capital et émission de valeurs mobilières

Étude de cas : cas chiffré d'augmentation de capital et reconstitution des capitaux propres

Endettement et autres techniques de financement
- Prêt bancaire, compte courant d'associés, obligations…
- Introduction en bourse, LBO…

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 2 jours

Identifier les formes sociales et les règles essentielles de fonctionnement des sociétés

Choisir une forme sociale adaptée aux objectifs identifiés
- Les différentes caractéristiques au plan juridique, fiscal et social

Maîtriser le fonctionnement des sociétés

L'organisation du pouvoir : les organes de direction
- Les notions de dirigeant et de représentant légal : conditions de nomination et de révocation
- Pouvoirs, statut personnel et responsabilités du dirigeant/gérant
- La délégation de pouvoirs
- La séparation des pouvoirs
- Les conventions réglementées

Compétence et fonctionnement des assemblées
- Place des salariés et des institutions représentatives
- Assemblées ordinaires/ extraordinaires
- Tenue des registres, RCS et formalités

Étude de cas : analyse de PV d'assemblées

Pouvoirs et responsabilités des associés et actionnaires
- Le vote aux assemblées : abus de majorité/de minorité
- Les pactes d'associés/ d'actionnaires, les conventions de vote…
- Le droit aux bénéfices et la contribution aux pertes

Exercice d'application : création de statuts et d'un pacte d'actionnaires

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 2 jours

Organiser la transformation, la transmission et la fin d'une société

Identifier les opérations de transformation et de transmission de sociétés

Les grands principes des restructurations
- Fusion, apport partiel d'actif, scission, TUP…

Étude de cas : analyse d'un projet de fusion et calcul d'un rapport d'échange

La transmission de sociétés
- Cession, location-gérance de fonds de commerce et location de droits sociaux
- Les cessions d'actions ou de parts sociales : les clauses d'agrément

Étude de cas : examen d'un compromis de vente de fonds de commerce

Gérer la fin d'une société
- La mise en œuvre d'une procédure collective

Mise en situation : suivi d'une procédure de liquidation simplifiée
- La mise en sommeil et la dissolution de la société

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

Classe virtuelle Retours d'expérience* : pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

COMPÉTENCES MÉTIER

Assurer la création et le fonctionnement des formes sociales à sa charge

INITIATION

Code : 20040
6 jours | 42 heures
Tarif HT : 3 630 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les aspects juridiques de la création d'une société
Analyser les modalités de fonctionnement propres à chaque forme sociétaire
Gérer les opérations de transformation, dissolution et liquidation

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Assistants juridiques et assistants de direction
Toute personne dont la fonction exige une bonne connaissance des règles essentielles du droit des sociétés

ANIMATEUR

Aurélie BONNET
Avocat

PLANNING

Paris
10-11 décembre 2018, 8-9 janvier, 5-6 février et 2 avril 2019*
16-17 avril, 20-21 mai, 20-21 juin et 11 juillet 2019*
17-18 septembre, 7-8 octobre, 7-8 novembre et 4 décembre 2019*
9-10 décembre 2019, 16-17 janvier, 4-5 février et 5 mars 2020*

*** CLASSE VIRTUELLE**
Pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

CYCLE CERTIFIANT

Juriste en droit des sociétés

Conseiller et défendre au mieux les intérêts de son entreprise

De nombreux juristes doivent utiliser le droit des sociétés dans le cadre de leur fonction. Dès lors, pour rédiger des statuts de sociétés adaptés aux objectifs de l'entreprise, réaliser des procès-verbaux d'AG ou encore, effectuer un rachat ou une cession de société, il est indispensable d'acquérir une vision d'ensemble du droit des sociétés.

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après sa formation

MODULE 1 | 4 jours

Les règles générales du droit des sociétés

OBJECTIFS

- Cerner la création d'une société
- Mesurer les prérogatives des dirigeants et leurs limitations
- Cerner les responsabilités encourues en cas de non-respect des règles

PROGRAMME

Maîtriser les points clés du contrat de société

Identifier la validité du contrat de société

- Capacité des associés
- Détermination de l'objet de la société
- Différents types d'apports : en numéraire, en nature et en industrie
- Participation aux bénéfices et contribution aux pertes des associés

Préparer la création de la société

- L'intérêt d'un avant-contrat
- Cerner les rapports entre associés selon qu'il s'agit de la période antérieure ou postérieure à la signature des statuts

Connaître les principales formes de sociétés

- Les principales caractéristiques d'une société
- Présentation des principales formes de sociétés commerciales
- Les avantages et les inconvénients des différentes sociétés commerciales

Exercice d'application : recherche des erreurs insérées dans des statuts de SARL

Mesurer les pouvoirs et les obligations des organes de gestion

- Distinguer entre le contrat de travail et le mandat social
- Déterminer les règles de cumul des mandats sociaux
- Déterminer les règles de cessation de fonctions et ses conséquences
- Cerner les pouvoirs des organes de gestion
- Analyser la responsabilité des organes de gestion

Étude de cas : choix de la forme de société selon les besoins de l'activité, du financement…

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 3 jours

Les règles communes aux différents types de sociétés

OBJECTIFS

- Maîtriser la constitution et le fonctionnement d'une société
- Déterminer les règles propres à la fin des sociétés

PROGRAMME

Analyser la formation de la société

- Établir les statuts et les annexes, la signature
- Identifier le régime des actes passés pour le compte de la société
- Documents nécessaires à l'immatriculation et formalités de publicité de la création de la société

Jeu pédagogique : mise en ordre des pièces pour reconstituer les étapes de la constitution d'une société

Identifier les règles communes de fonctionnement

Établir et approuver les comptes sociaux

- Établissement des comptes sociaux
- Affectation des résultats
- Assemblée générale annuelle
- Publicité des comptes sociaux et des rapports annuels

Cerner les règles des groupes de sociétés

- Modalités de constitution d'un groupe
- Obligations d'information propres au groupe de sociétés
- Règles concernant les dirigeants, les actionnaires et les salariés
- Obligations comptables propres aux groupes de sociétés
- Régime des contrats intra-groupe

Mesurer le rôle des commissaires aux comptes

Analyser les règles communes à la fin des sociétés

Maîtriser la liquidation et le partage des sociétés

- Maintien ou disparition de la personnalité morale
- Liquidation légale
- Liquidation conventionnelle
- Partage des sociétés commerciales

Mesurer le régime des entreprises en difficulté

- Prévention des difficultés
- Caractéristiques communes des procédures collectives
- Sauvegarde et redressement judiciaire
- Liquidation judiciaire
- Sanctions des dirigeants

Étude de cas : analyse d'une procédure de sauvegarde et de ses conséquences sur le fonctionnement de la société

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 4 jours

Les règles propres à chaque type de société

OBJECTIFS

- Analyser les règles de fonctionnement des trois principaux types de sociétés
- Identifier les spécificités de la SA et de la SAS

PROGRAMME

Société à responsabilité limitée

- Constitution
- Gérance
- Décisions collectives
- Statuts des associés
- Dissolution
- Spécificités de l'EURL

Société anonyme

- Constitution
- Conseil d'administration ou Directoire et Conseil de surveillance
- Assemblées d'actionnaires
- Droits des actionnaires
- Modifications du capital

Test de connaissances : quiz sur les augmentations de capital dans une SA

Société par actions simplifiée

- Constitution
- Fonctionnement
- Statuts des associés
- Dissolution
- Spécificités de la SASU

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Le pacte d'associés/ actionnaires
- Contenu d'un pacte d'associés/actionnaires
- Conséquences d'un pacte

Étude de cas : analyse de clauses d'un pacte d'actionnaires

Exercice d'application : création d'une SAS

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Classe virtuelle Mémoire* : pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance

MODULE 4 | 4 jours

Les valeurs mobilières et les opérations de transformation, fusion, acquisition

OBJECTIFS
- Connaître les principales caractéristiques des valeurs mobilières
- Maîtriser la transformation d'une société
- Identifier le régime d'une fusion ou d'une scission

PROGRAMME

Déterminer les règles générales des valeurs mobilières
- Dématérialisation des valeurs mobilières
- Opérations sur titres financiers et offre au public de titres financiers
- Placement des titres financiers

Distinguer les règles propres aux titres cotés

Exercice d'application : rédaction d'ordres de mouvements de titres et transcription dans le registre des mouvements d'une SA

Distinguer le régime des actions du régime des obligations

Établir les droits et obligations attachés aux actions
- Caractéristiques des actions
- Droits et obligations à la charge des actionnaires
- Règles générales de transmission
- L'actionnariat des salariés et des dirigeants : remarques générales

Définir les obligations et leurs caractéristiques
- Caractéristiques et conditions d'émission des obligations
- Droits des obligataires
- Obligations émises par une SARL

Maîtriser la transformation d'une société
- Intérêts et nécessité d'une transformation
- Préparation et déroulement d'une transformation
- Sanctions des irrégularités

Cerner le fonctionnement des fusions et des scissions
- Règles générales et préparation des fusions et des scissions
- Exécution et conséquences d'une fusion ou d'une scission
- Sanctions des irrégularités
- Régime fiscal des fusions et des scissions

Exercice d'application : scission d'une SARL par apport partiel d'actif à une société nouvelle

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

Classe virtuelle Retours d'expérience :** pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser la pratique du droit des sociétés pour conseiller utilement et défendre au mieux les intérêts de son entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 20011
- 15 jours | 105 heures
- Tarif HT : 8 925 €

Tarif TTC pour les particuliers : 7 140 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
DROIT DES SOCIÉTÉS
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS
Cerner les règles qui régissent le droit des sociétés
Traiter les règles propres à chaque forme sociétaire
Maîtriser les règles des opérations de transformation, fusion et scission

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances de base en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes souhaitant obtenir une spécialisation en droit des sociétés

ANIMATEUR
Aurélie BONNET
Avocat

PLANNING

Paris - Promotion 1
21-22 mars, 11-12 avril, 22 au 24 mai, 25-26 juin, 12-13 septembre, 19 septembre*, 3-4 octobre, 5-6 novembre 2019 et 9 janvier 2020**

Paris - Promotion 2
26-27 septembre, 21-22 octobre, 13 au 15 novembre, 12-13 décembre 2019, 10 janvier*, 13-14 janvier, 3-4 février, 9-10 mars et 20 mai 2020**

CLASSES VIRTUELLES
* Classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** Classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants Quiz amont	Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation	Classe virtuelle Mémoire* Modules video E-evaluation Quiz aval Classe virtuelle Retours d'expérience**

voir descriptif p. 93

SESSIONS À LA CARTE*

Je crée la session à la date de mon choix !

Pratique de la société anonyme
Respecter les obligations et les règles de gouvernance de la SA
Code : 20027 - Perfectionnement
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €

Pratique de la société par actions simplifiée
Maîtriser la constitution, le fonctionnement et la transformation d'une SAS
Code : 20049 - Perfectionnement
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €

Pratique de la SARL
Respecter ses règles de constitution et comprendre son fonctionnement
Code : 20006 - Perfectionnement
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €

Pratique de la société en participation
Maîtriser les aspects juridiques de la SEP
Code : 20051 - Perfectionnement
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €

La société en commandite par actions (SCA)
Cerner son régime juridique et son fonctionnement
Code : 20052 - Perfectionnement
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €

Créer et gérer une association
Aspects juridiques et fiscaux
Code : 20104 - Initiation
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €

Le conseil d'administration
Maîtriser son fonctionnement et aménager ses pouvoirs
Code : 20002 - Perfectionnement
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €

Les assemblées d'actionnaires
Préparer et sécuriser leur déroulement
Code : 20003 - Perfectionnement
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €

Je découvre ce concept sur www.efe.fr et je fais mes propositions au 01 44 09 25 08 **infoclient@efe.fr**

Programmes disponibles sur www.efe.fr

*** 3 collaborateurs à former**

Sociétés holdings : aspects juridiques et fiscaux

Optimiser en toute conformité sa stratégie sociétaire et patrimoniale

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Constituer une holding

Définir la holding

Constituer la holding

- Choisir la forme juridique la plus adaptée de la holding
- Constituer une holding par apport de titres, par achat de titres ou par filialisation de l'activité

Exercice d'application : choix du sens de la constitution / cas de " carve out "

Gérer le fonctionnement d'une holding

Mettre en place les conventions entre la holding et ses filiales

- Les principes directeurs et les risques juridiques
- La convention de prestations de services
- La gestion des créances
- La convention de trésorerie / dispositif de lutte contre la sous-capitalisation

Étude de cas : analyse de cas de dirigeants communs entre la holding et ses filiales, conventions de prestations de services et rémunération des dirigeants

- Cerner le statut des salariés
- Gérer les relations avec les tiers

Identifier le régime fiscal

- Cerner le régime de l'IS

Étude de cas : analyse de la neutralisation de la quote-part de frais et charges

- Définir les aspects TVA

Étude de cas : analyse d'une holding mixte et création de secteurs distincts d'activité

- Gérer la taxe sur les salaires

Étude de cas : minimisation de la taxe sur les salaires

- Mesurer l'impact sur l'IFI et le droit de mutation à titre gratuit

Cerner les aspects internationaux : la constitution d'une holding étrangère

Étude de cas : analyse d'une holding de rachat dans le cadre d'un LBO interdiction pour une société de financer son propre achat, abus de biens sociaux, abus de pouvoir, abus de majorité, règles relatives aux distributions de dividendes et fusion rapide

Exercice d'application : structuration au mieux d'un family buy out pour la transmission familiale

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Choisir la forme la plus appropriée de la holding en fonction de sa stratégie, la constituer de manière optimale et la faire fonctionner

PERFECTIONNEMENT

Code : 20176
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Découvrir l'intérêt de la technique du holding
Cerner les techniques de constitution des holdings
Maîtriser le régime juridique et fiscal des holdings

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances pratiques en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes
Avocats et conseils

ANIMATEUR

Samuel SCHMIDT
Avocat Associé,
AXENT Avocats

PLANNING

Paris
14 juin 2019
11 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Joint venture : choisir la forme juridique adaptée

Réaliser une opération conjointe à plusieurs entreprises

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mesurer les impacts des pourparlers et des négociations préalables
- Rédiger une lettre d'intention, un protocole d'accord ou un accord de confidentialité
- Gérer la rupture des négociations

Étude de cas : comparaison de différents modèles de supports écrits de pourparlers

Choisir la forme juridique de joint venture la mieux adaptée
- La joint venture " sociétaire " ou " contractuelle "
- Les contrats, indivisions ou sociétés sans personnalité morale
- La société avec personnalité morale commune
- Choix du pays d'implantation, structure opaque ou translucide et modalités de réalisation

Étude de cas : analyse de différents exemples représentatifs de joint venture

Constituer une joint venture

Répartir le capital entre partenaires

Rédiger un contrat cadre
- Régularité de l'opération contractuelle et définition des objectifs
- Rédaction des statuts, nomination des organes de direction, droits et obligations des parties et fin de la collaboration
- Actes d'acquisition, pacte d'actionnaires et accords accessoires
- Contrats passés entre les partenaires et la joint venture juridique

Exercice d'application : rédaction des clauses principales de constitution d'une joint venture
- Intégrer les droits de propriété intellectuelle à une joint venture

Régler les blocages et les conflits

Adopter une stratégie fiscale adaptée
- Mesurer les conséquences fiscales des transferts d'activités
- Déterminer la forme et la localisation de la structure commune
- Intégrer la réglementation des prix de transfert
- Cerner l'acte anormal de gestion et l'abus de droit

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Réaliser une joint venture pour optimiser ses projets communs à plusieurs entreprises

PERFECTIONNEMENT

Code : 20081
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Choisir la forme de joint venture la mieux adaptée dès la phase des pourparlers
Rédiger les clauses essentielles d'un accord de coopération
Maîtriser les enjeux fiscaux et sociaux

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats

ANIMATEUR

Samuel SCHMIDT
Avocat Associé
AXENT Avocats

PLANNING

Paris
4-5 avril 2019
14-15 octobre 2019

Maîtrise des formalités légales

Accomplir les démarches légales indispensables aux entreprises

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Apprendre à rédiger un acte

Statuts, acte de vente et procès-verbal
- Constituer un dossier de création d'entreprise
- Le dépôt de son dossier d'immatriculation
- Attribution du numéro de gestion et du numéro SIREN
- Les démarches pour le travailleur non salarié
- Obtention du K-bis

Les formulaires déclaratifs

Rédiger une annonce légale

Exercice d'application : rédaction de l'imprimé déclaratif M0 et d'une annonce légale de constitution

Définir l'opposabilité aux tiers
- Le cas d'une fusion, de la TUP, de la vente de fonds, d'une réduction de capital non motivée par des pertes…
- Assurer la continuité d'une société
- Rôle ponctuel de certains organismes : banques, douanes, DASS…
- Les délais et le formalisme

Effectuer les modifications statutaires et non statutaires
- Définir les conditions de l'inscription ou non au RCS
- Les dépôts au RCS : les documents à fournir et les liasses à remplir
- Modifier l'objet social, la durée, le capital, la dénomination…
- Enregistrer les changements de personnes

Analyser les droits et moyens de recours en cas de modification d'établissement dans le cadre des formalités
- Remplissage des nouvelles liasses
- Pièces à fournir, déclarations à faire et conséquences pour les salariés
- Définir quel organisme avertir
- Notification intergreffe

Étude de cas : ouverture, fermeture, transfert d'établissement et transfert de siège (hors ressort et ressort identique)

Transformation et restructuration de société : les formalités particulières à accomplir

Déposer les actes et les comptes annuels

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Accomplir les formalités légales de base de son entreprise

INITIATION

Code : 20108
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer le système des formalités légales pour rédiger un acte
Effectuer les modifications statutaires et non statutaires
Déposer les actes et les comptes annuels

PRÉREQUIS

Notions en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne confrontée à la pratique des formalités légales

ANIMATEUR

Éric LABONNE, Consultant spécialisé en formalités juridiques, SARL L & L CONSULTANTS ASSOCIÉS

PLANNING

Paris
14 février 2019
14 juin 2019
15 novembre 2019
27 février 2020

CYCLE CERTIFIANT

Administrateur de société

Maîtriser la pratique opérationnelle du mandat d'administrateur

L'administrateur de société (dans un conseil d'administration ou de surveillance) participe à la stratégie globale de développement de la société. Il s'implique dans le fonctionnement de l'entreprise, décide par sa voix des choix à faire, analyse et maîtrise les risques encourus. Cette fonction suppose de solides notions en gestion des entreprises, finance et comptabilité, management et ressources humaines.

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après sa formation

MODULE 1 | 4 jours

Pratique du fonctionnement du conseil d'administration ou du conseil de surveillance

OBJECTIFS

- Maîtriser le fonctionnement du conseil
- Mesurer les prérogatives des administrateurs et leurs limites

PROGRAMME

Maîtriser les règles de composition et de fonctionnement du conseil

Analyser la composition du conseil

- Les conditions de nomination des administrateurs
- Le cumul des mandats
- Le statut de l'administrateur

Maîtriser le fonctionnement du conseil

- Les réunions du conseil et la visioconférence
- Le fonctionnement collégial du conseil
- L'information : cerner les droits du conseil
- Les décisions du conseil
- Règlement intérieur du conseil

Exercice d'application : quiz sur les règles de composition et de fonctionnement du conseil

Optimiser les pouvoirs du conseil

- Déterminer la répartition des pouvoirs au sein du conseil
- Gérer les différents comités spécialisés
- Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces
- Gestion de crise
- L'assurance personnelle et le droit de retrait

Étude de cas : analyse des différents rôles et des jeux d'influence entre les comités d'audits, de rémunérations, de nominations et de conseils

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 5 jours

Analyse et certification des comptes : maîtriser les points clés

OBJECTIFS

- Analyser les règles d'information financière qui régissent la rédaction du rapport annuel et du rapport du Président sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques
- Assimiler la méthodologie du diagnostic financier pour évaluer la pertinence d'un projet
- Comprendre le rôle et les missions du commissaire aux comptes pour instaurer un mode de fonctionnement efficace

PROGRAMME

Maîtriser les états financiers de l'entreprise et le rapport annuel

Maîtriser le contenu du rapport annuel

- Arrêté des comptes
- Comprendre et analyser le contenu des comptes individuels et des comptes consolidés
- Assurer la transparence financière tout en préservant les intérêts de l'entreprise

Analyser la performance financière de l'entreprise

- Analyse du résultat et de la structure financière de l'entreprise
- Lien entre le résultat et la trésorerie
- Intérêt du tableau des flux de trésorerie pour suivre le fonctionnement de l'entreprise
- Lancement d'une activité : rentabilité d'un projet d'investissement et business plan
- Calcul du point mort
- L'effet de levier : lien entre la rentabilité et l'endettement

Suivre les autres informations communiquées par l'entreprise : les risques et les incertitudes

Exercice d'application : lecture et analyse des comptes individuels d'une société et des comptes consolidés d'un groupe

Maîtriser le rôle et les missions du commissaire aux comptes

Étude de cas : analyse des rapports des commissaires aux comptes, rapports sur les comptes individuels et consolidés, rapport spécial…

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 3 jours

Stratégie et gestion des risques de la société

OBJECTIFS

- Déterminer une stratégie adaptée à sa société
- Identifier les risques et opportunités liés à certaines opérations

PROGRAMME

Mieux connaître l'entreprise pour mieux l'accompagner

Déterminer une stratégie adaptée à sa structure

- Missions du Conseil d'Administration ou du Conseil de Surveillance
- Type de gouvernance à promouvoir
- La place à accorder à l'actionnaire
- La responsabilisation du conseil
- Le niveau d'information recherché chez les opérationnels : méthode Janus et Executive Scoreboard
- Mesurer l'enjeu juridique de ses décisions
- Le rôle joué par les administrateurs indépendants en pratique
- Organiser la réflexion stratégique du conseil

Exercice d'application : quiz sur les outils d'analyse stratégique

Évaluer la création de valeur et les risques associés à un projet stratégique

- L'orientation stratégique à adopter
- Évaluer les risques des projets en cours et à venir
- Le suivi de l'exécution auprès de la direction

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

- La stratégie de l'entreprise par rapport à la stratégie préconisée par l'administrateur
- La théorie du Chaos

Étude de cas : analyse d'un projet stratégique pour une entreprise et mesure des impacts pour celle-ci

Mesurer les risques liés aux montages financiers proposés au conseil d'administration

- Introduction en Bourse (IPO) et émission obligataire (IBO)
- Les offres publiques : OPA, OPE, OPR
- Le changement de périmètre du groupe : opération de croissance externe (M&A) ou techniques de désinvestissement
- Le risque lié au levier : Financements structurés LBO, titrisation et SBO, asset et project finance

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Classe virtuelle Mémoire* : pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance

MODULE 4 | 3 jours

Rôle, rémunération et responsabilité de l'administrateur

OBJECTIFS

- Analyser la place et l'influence de l'administrateur au sein de sa structure
- Maîtriser le fonctionnement des rémunérations
- Anticiper la responsabilité de l'administrateur

PROGRAMME

Déterminer les comportements les plus efficaces dans la conduite d'un mandat d'administrateur

- Sortir de sa posture " d'expert " pour se comporter en administrateur à valeur ajoutée
- Les apports de l'administrateur au sein de son Conseil
- Administrer tout en acceptant de ne pas maîtriser 100% des facettes de l'entreprise
- Intégrer des réseaux, un partage d'expériences

Renforcer son leadership en tant qu'administrateur

Valoriser son expérience professionnelle pour être un administrateur à valeur ajoutée

Évaluer et fixer la rémunération des administrateurs en pratique

Situer son rôle et ses responsabilités en tant qu'administrateur

Mesurer la responsabilité des administrateurs

Exercice d'application : recherche des conventions réglementées ou non

- Violation de la loi ou des statuts
- Faute de gestion
- Responsabilité particulière en cas de procédures collectives
- Sanctions pénales

Identifier les risques en pratique

Étude de cas : analyse des missions d'un administrateur et des risques y afférents

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

Classe virtuelle Retours d'expérience :** pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

MODULES VIDÉO

- Comment analyser l'activité d'une entreprise ?
- Comment apprécier la performance d'une entreprise ?
- Comment renforcer l'impact de nos messages ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser la pratique du mandat d'administrateur de conseil d'administration ou de surveillance

PERFECTIONNEMENT

Code : 20150
15 jour | 105 heures
Tarif HT : 10 500 €
Prix TTC pour les particuliers : 8 400 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
ADMINISTRATION DE SOCIÉTÉ
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Cerner les règles qui régissent le fonctionnement du conseil d'administration ou de surveillance
Mettre en place une stratégie financière adaptée en tenant compte des risques
Maîtriser les points clés de l'analyse et de la certification des comptes
Conduire son mandat d'administrateur en mesurant ses responsabilités

PRÉREQUIS

Il est recommandé d'avoir de bonnes connaissances en gestion de société

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne appelée à devenir administrateur au sein d'un conseil d'administration ou de surveillance

ANIMATEURS

Laurence MALÈS
Consulting en formation
DyLeaM (Dynamic Learning Management)
Jean-Michel ROCCHI
Consultant en finance
Charles-Emmanuel PRIEUR
Avocat Associé
UGGC Avocats

PLANNING

Paris - Promotion 1
21-22 mars, 8-9 avril, 13-14 mai, 27 au 29 mai, 24 au 26 juin, 10 juillet*, 11 au 13 septembre et 13 novembre 2019**

Paris - Promotion 2
19-20 septembre, 14-15 octobre, 7-8 novembre, 2 au 4 décembre 2019, 15 au 17 janvier, 29 janvier*, 5 au 7 février et 29 avril 2020**

CLASSES VIRTUELLES
* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants Quiz amont	Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation	Classe virtuelle Mémoire* Modules video E-evaluation Quiz aval Classe virtuelle Retours d'expérience**

voir descriptif p. 93

Approbation des comptes annuels des sociétés

Maîtriser la procédure juridique d'approbation des comptes

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser les modifications récemment intervenues

- Identifier les modifications en droit des sociétés pour les formes sociales suivantes : SAS / SA et SARL
- Intégrer le code de gouvernance AFEP-MEDEF de juin 2013
- Mesurer l'impact de la loi du 2/01/14

Cerner les points de vigilance principaux

- La rémunération des dirigeants
- Les mécanismes de contrôle : code AFEP-MEDEF, recommandations AMF et actualité jurisprudencielle
- L'arrêté des comptes : le bilan, le compte de résultat, l'annexe et les éléments de l'annexe prévus par le Plan comptable
- Les modifications affectant l'exercice social

Partage d'expérience : échange sur les points de vigilance

Maîtriser la procédure d'approbation

- Le calendrier des opérations
- L'information sur les transactions des mandataires sociaux
- Les mandats
- Les contenus des différents rapports à établir : de gestion, spécial, informations sociales et relatives à l'environnement
- Le traitement des dividendes
- L'affectation du résultat
- La tenue de l'assemblée générale

Étude de cas : analyse des réactions à adopter en cas d'opposition d'un groupe d'actionnaires

Gérer les formalités légales et les obligations en matière de registres sociaux

- Les registres d'assemblées ou des organes sociaux
- Les registres de mouvements de titres
- Le dépôt des comptes au RCS : documents à déposer, à tenir à disposition, sanctions
- Les autres publicités, délais et effet de la publicité
- Les actualisations et nouveautés en la matière

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les outils de la procédure d'approbation annuelle des comptes et en comprendre les enjeux en matière de gouvernance pour une société quelque soit sa forme sociale

PERFECTIONNEMENT

Code : 20160
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les points de vigilance principaux
Cerner les principales difficultés rencontrées lors de la procédure juridique
Gérer les formalités légales et les obligations

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Experts-comptables

ANIMATEUR

Sébastien SEGARD
Avocat à la Cour
UGGC Avocats

PLANNING

Paris
17-18 janvier 2019
11-12 février 2019
23-24 mai 2019
3-4 décembre 2019
23-24 janvier 2020

Conventions réglementées

Gérer les conventions réglementées et anticiper leur contrôle

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Autodiagnostic : identification et gestion des conventions et engagements réglementés dans son entreprise

Identifier le régime des conventions et des engagements selon leur nature

- Les conventions " libres "
- Les conventions interdites
- Les conventions réglementées
- La rémunération des dirigeants et les cautions, avals et garanties

Maîtriser les procédures de contrôle des conventions réglementées

- Les personnes physiques ou morales directement et indirectement intéressées
- Les différents types de conventions et engagements visés

Le régime d'autorisation et/ou d'approbation applicable pour les différents types de sociétés

- L'information et le rapport des commissaires aux comptes
- L'approbation par l'assemblée générale

Les difficultés d'application et les modes de régularisation notamment en cas de non-respect du régime d'autorisation

Les responsabilités encourues

Étude de cas : identification de conventions réglementées et des procédures de contrôle en pratique et en jurisprudence

Le cas des conventions intra-groupe : prestations de services, financements, conventions de trésorerie

- Définition des opérations courantes conclues à des conditions normales et prise en compte de l'existence d'un groupe
- Les principes à respecter lors de la rédaction des conventions intragroupe et le respect de la réglementation bancaire
- Les difficultés de mise en œuvre des procédures de contrôle
- Le risque pénal

Étude de cas : analyse de conventions intra-groupe sanctionnées en jurisprudence

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier et de gérer les conventions et engagements réglementés de son entreprise en maîtrisant les procédures de contrôle

PERFECTIONNEMENT

Code : 20053
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les différentes conventions et leur champ d'application
Cerner les procédures relatives aux conventions réglementées
Maîtriser les garanties des engagements pris par les filiales

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes, avocats
Experts-comptables

ANIMATEUR

Sébastien SEGARD
Avocat à la Cour
UGGC Avocats

PLANNING

Paris
19 juin 2019
14 novembre 2019

Cessions, acquisitions, restructurations d'entreprises

BEST OF DIGITAL

Sécuriser juridiquement ces opérations

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Apprécier le contexte de l'opération
- Cession d'actions versus cession d'actifs
- Apports, fusions et scissions
- Apport-cession
- LBO

Mise en situation : négociation des clauses essentielles d'une promesse unilatérale de vente

Maîtriser le déroulement et rédiger les actes formalisant l'opération

Cerner les modalités de l'opération
- Définir le périmètre de l'opération et la structure juridique de l'entreprise
- Opération de gré à gré versus open bid
- L'audit
- L'importance de la confidentialité : les clauses essentielles d'un accord de confidentialité
- Anticiper le calendrier de l'opération : maîtrise des conditions suspensives

Définir les contours de l'offre
- Les clauses essentielles d'une lettre d'intention (LOI)
- Le protocole d'accord : Memorandum of Understanding (MoU)
- La convention de break up fee
- Offre ferme ou conditionnelle
- Le contrat de cession : clauses d'ajustement de prix (earn-out) et détermination du prix
- Le recours à expertise

Étude de cas : analyse de la jurisprudence actuelle

Rédiger les clauses essentielles du pacte d'actionnaires
- Les clauses statutaires versus extra-statutaires
- Les clauses relatives à la gouvernance : conventions de vote, décisions importantes, composition des organes de direction…
- Les clauses relatives aux transferts : maîtriser les clauses d'inaliénabilité, de préemption, de cession forcée, de cession conjointe, de deadlock, de buy-or-sell
- Assurer l'exécution forcée

Mise en situation : négociation des clauses essentielles d'un pacte d'actionnaires

Maîtriser l'intéressement des cadres : management package
- Définir les supports des management packages : BSAs, stock-options, actions gratuites…
- Anticiper le départ des cadres : les promesses de " good and bad leaver "

Gérer la garantie d'actif et de passif
- Définir les garanties légales et vices du consentement
- Identifier les principales déclarations et les mécanismes d'indemnisation
- Maîtriser les mécanismes de franchise : seuil de déclenchement, seuil de minimis, plafond, exclusions usuelles
- Mettre en œuvre la garantie : application en cas de revente des titres, en cas de fusion-absorption… et obligations d'information

Exercice d'application : rédaction et négociation d'une garantie d'actif et de passif efficace

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Sécuriser juridiquement les opérations de cession, d'acquisition et de restructuration d'entreprises

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 22 mai 2019
ou 15 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 20039
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Apprécier le contexte de l'opération
Cerner le déroulement de l'opération
Rédiger les actes formalisant l'opération

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110 p. 104)

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables fusions-acquisitions
Responsables juridiques et juristes
Avocats et experts-comptables

ANIMATEUR
Édouard HÉLIOT
Avocat Associé
UGGC Avocats

PLANNING

Paris
24-25 janvier 2019
28-29 mars 2019
17-18 juin 2019
3-4 octobre 2019
12-13 décembre 2019
27-28 janvier 2020

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Sécuriser l'exécution des garanties de passif

PROGRAMME

Assurer l'exécution de la garantie de passif
- Maîtriser les techniques d'exécution : rétention d'une partie du paiement, nantissement de droits sociaux, cautionnement…
- Maîtriser les conditions de leur mise en jeu en fonction des opérations envisagées
- Négocier une " garantie de la garantie "

Étude de cas : analyse de garantie de la garantie, durée, montant…

Limiter le contentieux
- Identifier les risques de litiges
- Analyser les difficultés nées de l'interprétation des garanties et leur champ d'application
- Prévenir le déroulement des litiges dès la rédaction des conventions

Partage d'expériences : échanges sur les motifs de contentieux les plus courants

COMPÉTENCES MÉTIER

Consolider l'exécution de ses garanties de passif

PLANNING

Paris
5 juin 2019 (14h-18h)
5 novembre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 20186
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS
Mettre en œuvre la garantie
Limiter le contentieux lié aux garanties de passif

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes et avocats

Management package

Maîtriser les instruments juridiques et fiscaux de l'intéressement des managers

NEW

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser les différents enjeux dans le montage d'un management package
- Identifier les différentes opérations d'acquisition à effet de levier
- Cerner les objectifs
- Déterminer les acteurs
- Choisir la structuration

Maîtriser les instruments juridiques et fiscaux des management packages

Maîtriser les régimes juridiques et fiscaux des instruments d'intéressement prévus par la loi
- Identifier les options d'achat et de souscription
- Les bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise
- Les actions gratuites
- Mesurer les intérêts et limites de ces instruments
- Analyser l'évolution récente de la fiscalité de ces instruments et ses conséquences pratiques

Maîtriser les instruments développés par la pratique
- Les clauses d'earn-out
- Les promesses d'achat et de souscription
- Les clauses de partage de la plus-value
- Les bons de souscription d'actions
- Les actions de préférence
- Le sweet equity
- Identifier la problématique de la valorisation des options et les différentes méthodes utilisées en pratique

Exercice d'application : choix des bons instruments d'intéressement des managers dans le cadre d'un LBO

Négocier les droits et obligations des managers dans les pactes d'associés
- Garantir la protection des intérêts des investisseurs financiers

Étude de cas : analyse de BSA ratchets, instrument de relution des participations des investisseurs financiers
- Assurer la protection des managers : les clauses de tag along
- Identifier la sanction des managers

Mise en situation : négociation des droits et obligations des managers dans le cadre d'un LBO

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Monter un management package dans le cadre d'une opération de private equity

PERFECTIONNEMENT

Code : 20206
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Analyser les enjeux des management packages
Maîtriser les instruments juridiques et fiscaux des management packages
Négocier les principaux droits et obligations des managers

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes
Avocats

ANIMATEUR

Glenn LE LOUARN
Avocat à la Cour
GRANRUT société d'avocats

PLANNING

Paris
21 juin 2019
11 décembre 2019

Cession de fonds de commerce

Rédiger des contrats de cession

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner la notion de cession de fonds de commerce et ses enjeux
- Identifier les cas de cession de fonds de commerce
- Différencier la simple cession d'actif et la cession partielle de fonds de commerce
- Choisir entre cession de fonds de commerce et apport partiel d'actifs

Identifier les précautions préalables
- Rédiger les actes préparatoires au transfert d'un fonds de commerce
- Bien déterminer le périmètre de la cession
- Mesurer les aspects sociaux

Maîtriser la rédaction des clauses sensibles

Rédiger l'acte de cession d'un fonds de commerce
- Connaître les clauses sensibles
- Rédiger la clause de prix et une clause de complément de prix
- Organiser le transfert des autorisations administratives attachées au fonds
- Assurer le transfert des contrats attachés au fonds

Exercice d'application : rédaction des clauses de description des éléments composant le fonds

Rédiger la garantie d'actif et de passif dans une opération de cession de fonds de commerce
- Définir les passifs qui peuvent être transmis dans une cession de fonds de commerce
- Organiser la garantie sur les actifs transférés
- Identifier les garanties légales supplétives

Exercice d'application : rédaction des clauses de fonctionnement de la garantie d'actif et de passif

Sécuriser la mise en œuvre de la cession

Analyser la procédure d'opposition sur le prix de cession
- Réaliser les publications légales de la cession du fonds
- Définir les conditions pour former opposition
- Préparer la rédaction de l'acte de vente en cas d'opposition
- Organiser le séquestre
- Identifier sur quels éléments porte le privilège du vendeur

Optimiser les conséquences fiscales et patrimoniales

Rédiger un acte de cession d'actif

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Rédiger les clauses sensibles de ses contrats de cession de fonds de commerce

PERFECTIONNEMENT

Code : 20060
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les précautions préalables
Rédiger les clauses sensibles des contrats de vente de fonds de commerce
Sécuriser la mise en œuvre de la cession

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Avocats et conseils

ANIMATEUR

Samuel SCHMIDT
Avocat Associé
AXENT Avocats

PLANNING

Paris
20 mars 2019
30 septembre 2019

Maîtriser les techniques de restructuration des sociétés

DIGITAL

Mener à bien les opérations de fusion, apport partiel d'actif et dissolution sans liquidation

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

La fusion par absorption

La phase préparatoire

- Nomination du commissaire à la fusion, consultation du CE et délit d'entrave
- Élaboration du calendrier desopérations
- Préparation du traité de fusion : déterminer la parité d'échange et définir quand utiliser la valeur réelle et la valeur comptable
- Choisir les comptes qui doivent être utilisés
- Apprécier les différences entre la prime de fusion et le boni de fusion

La phase de réalisation

- Rôle des commissaires à la fusion
- L'intervention des commissaires aux comptes
- Approbation de la fusion par les actionnaires

Les effets de la fusion

- Dissolution sans liquidation de l'absorbée
- Principe de transmission universelle du patrimoine de l'absorbée : identifier les exceptions à ce principe
- Effet rétroactif ou différé de la fusion
- Cerner en quoi consiste le régime fiscal de faveur

Exercice d'application : calcul d'une parité d'échange et d'une prime de fusion

La fusion simplifiée versus la dissolution sans liquidation

- Les particularités propres à leur préparation et leur réalisation
- Les spécificités de l'intervention du commissaire aux apports
- Privilégier la fusion simplifiée ou la dissolution sans liquidation en fonction de l'environnement fiscal
- Apprécier la possibilité d'un effet rétroactif fiscal et comptable

Exercice d'application : préparation d'un calendrier des opérations relatif à une fusion simplifiée

L'apport partiel d'actif

L'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions

- Définir la notion d'apport partiel d'actif
- Cerner la notion de branche complète d'activité
- Identifier les bénéficiaires du régime des scissions
- Apprécier les avantages que procure ce régime
- Définir le contenu du traité d'apport
- Cerner la mission du commissaire à la scission
- Définir si le régime des scissions permet de bénéficier du régime fiscal de faveur

L'apport partiel d'actif soumis au régime des apports en nature

- Définir le régime des apports en nature
- Identifier les sociétés concernées par ce régime
- Cerner la mission du commissaire aux apports
- Définir si le régime des apports en nature permet de bénéficier de la TUP
- Bénéficier du régime fiscal de faveur

Étude de cas : examen d'un traité d'apport partiel d'actif soumis au régime des apports en nature

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Utiliser à bon escient les techniques juridiques des opérations de restructuration d'entreprises

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 17 mai 2019
ou 13 novembre 2019

EXPERTISE

Code : **20111**
2 jours | 14 heures
Tarif HT : **1 650 €**
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les modalités juridiques des opérations de fusion par absorption
Mesurer l'intérêt de la fusion simplifiée
Maîtriser les opérations d'apport partiel d'actif

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes
Responsables administratifs et financiers
Avocats et experts-comptables

ANIMATEUR

Véronique GONCALVES
Avocat à la Cour
ÉLYSÉE AVOCATS
Chargée d'enseignement à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense

PLANNING

Paris
1er-2 avril 2019
27-28 juin 2019
17-18 octobre 2019
9-10 décembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Apport partiel d'actif : les objectifs à poursuivre

PROGRAMME

Cerner la finalité de l'apport partiel d'actif

- Transférer une branche d'activité d'une société : filialiser ou optimiser la cohérence organisationnelle
- L'APA comme opération de détourage ou carve out : technique de coopération
- Bénéficier du régime fiscal de faveur

Étude de cas : examen d'un contrat d'apport et analyse du sort des dettes

Sécuriser une opération d'APA

- Mesurer l'intérêt de la scission partielle
- Gérer la répartition des actifs et passifs commun: immeubles, marques…
- Vigilance à avoir eu égard au changement d'activité

Partage d'expériences : échanges sur la valorisation et la contrepartie de l'apport

COMPÉTENCES MÉTIER

Perfectionner ses pratiques des opérations d'apport partiel d'actif

PLANNING

Paris
28 mai 2019 (9h-13h)
27 novembre 2019 (14h-18h)

EXPERTISE

Code : **20187**
½ journée | 4 heures
Tarif HT : **575 €**

OBJECTIFS

Cerner la finalité de l'apport partiel d'actif
Sécuriser une opération d'APA

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes

Rédiger les pactes d'actionnaires

Garantir le bon fonctionnement de ses pactes d'actionnaires

BEST OF DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la constitution d'un pacte d'actionnaires

Organiser l'exercice du pouvoir au sein du pacte

- Définir les aménagements du droit de vote des actionnaires
- Organiser la répartition des pouvoirs entre investisseurs, administrateurs et dirigeants fondateurs
- Mesurer les obligations d'information financière et commerciale
- Mettre en place l'organisation particulière nécessaire pour le pacte conclu par les managers participant à un LMBO

Exercice d'application : les techniques rédactionnelles pour garantir l'efficacité d'une convention de vote

Optimiser la composition du capital

- Définir les valeurs mobilières à émettre
- Garantir l'équilibre établi
- Clauses antidilution (full ratchet)
- Clause d'agrément
- Concevoir une clause de préemption adaptée à ses besoins : champ d'application, clause statutaire ou extrastatutaire

Exercice d'application : rédaction des clauses sur le contrôle d'entrée des nouveaux associés

Rédiger au mieux les clauses de répartition des bénéfices

- Définir les formes de dividendes à distribuer et comment aménager le droit à dividendes
- Pactes de garantie des dividendes et de non-distribution de dividendes
- Dividendes intra-groupe : identifier les particularités
- Cessions d'actions ou de parts sociales : organiser le partage des dividendes
- Assurer l'equity quicker des managers dans un LMBO

Exercice d'application : rédaction des clauses aménageant le droit à dividendes

Anticiper l'exécution et la sortie du pacte

- Rédiger des clauses de sortie

Exercice d'application : rédaction d'une clause d'offre alternative et d'une clause d'impasse

Prévenir les difficultés de mise en œuvre

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Rédiger en toute sécurité juridique les clauses sensibles de ses pactes d'actionnaires

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 15 mai 2019
ou 7 novembre 2019

EXPERTISE

Code : 20004
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Constituer un pacte d'actionnaires
Négocier les clauses essentielles et les rédiger
Maîtriser les modalités de sortie des pactes

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats
Responsables fusions-acquisitions

ANIMATEURS

Charles-Emmanuel PRIEUR
Avocat Associé
& Laura MALACH
Avocat à la Cour
UGGC Avocats

PLANNING

Paris
9-10 avril 2019
24-25 juin 2019
24-25 septembre 2019
9-10 décembre 2019

Conflits entre associés

Gérer et résoudre les mésententes et litiges entre associés

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les principales sources de conflits

- Définir la typologie des opérations de gestion contestables par les associés
- Faire le point sur le risque de non-respect des droits des associés minoritaires ou majoritaires
- Identifier les situations de mésentente dans la gouvernance

Étude de cas : analyse des difficultés soulevées par une restructuration du capital

Définir les mesures à prendre au cours du conflit

- Transmettre les informations sociales : les droits des associés
- Contester une opération de gestion
- Identifier les droits des associés lors des assemblées générales
- Réaliser une opération de restructuration du capital sans risque
- Définir les droits des associés vis-à-vis des commissaires aux comptes
- Mesurer les risques pour les dirigeants
- " Sanctionner " le harcèlement d'un associé

Étude de cas : analyse de la tendance jurisprudentielle

Résoudre les conflits

Organiser l'exclusion ou le retrait d'un associé

- Apprécier en pratique les conditions de validité
- Anticiper la mise en œuvre et le contrôle du juge

Valoriser les titres de l'associé sortant

Exercice d'application : rédaction des clauses de prix de cession

Organiser la dissolution de la société

- Cerner la notion de mésentente entre associés
- Définir la procédure d'une action en dissolution judiciaire
- Mesurer le pouvoir du juge : désignation d'un administrateur provisoire, mesures conservatoires, exclusion d'un associé, condamnation de l'associé fautif

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Gérer efficacement et résoudre les conflits entre associés pour assurer au mieux la continuité de l'entreprise

EXPERTISE

Code : 20151
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les conflits possibles avant leur survenance
Prendre les bonnes mesures pour gérer les conflits avérés
Résoudre et trouver une issue aux conflits

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats

ANIMATEURS

Charles-Emmanuel PRIEUR
Avocat Associé
& Laura MALACH
Avocat à la Cour
UGGC Avocats

PLANNING

Paris
6-7 juin 2019
21-22 novembre 2019

Garanties de passif

Négocier, rédiger et exécuter ses clauses de garantie

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Optimiser ses négociations
- Définir pour quelle garantie opter
- Maîtriser les critères juridiques et fiscaux pouvant influencer son choix
- Acheteur, vendeur : trouver le point d'équilibre de ses négociations

Partage d'expériences : les conseils à donner au vendeur et à l'acheteur

Élaborer et rédiger ses garanties avec précision

Examiner les déclarations à envisager
- Sur la pérennité financière de l'entreprise, sur la sincérité des comptes, sur l'activité et la gestion de la société et de ses filiales, sur l'environnement, sur les litiges en cours…

Déterminer la valeur juridique des déclarations et des annexes

Faire le point sur les différents éléments de la garantie et analyser les clauses les plus fréquentes
- Déterminer le fait générateur et le bénéficiaire
- Limiter sa garantie : durée, plafond, franchise, seuil…

Exercice d'application : élaboration d'une liste de déclarations et analyse des clauses potentiellement inadaptées

Garantir et assurer l'exécution des garanties de vendeur
- Maîtriser les conditions de leur mise en jeu
- Négocier une " garantie de la garantie " pour garantir leur exécution

Limiter le contentieux des garanties de passif

Identifier les risques majeurs de litiges

Analyser les difficultés nées de l'interprétation des garanties et leur champ d'application

Prévenir le déroulement des litiges dès la rédaction des conventions
- Rédiger des clauses attributives de compétence et des clauses d'arbitrage valables
- Choisir entre un arbitrage et une juridiction étatique

Étude de cas : examen des motifs de contentieux le plus couramment rencontrés en pratique

Exercice d'application : à partir d'un cas concret, les participants déterminent la technique la mieux adaptée à l'opération envisagée

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Éviter les principales causes de nullité ou d'inefficacité d'une garantie de passif

EXPERTISE

Code : 20036
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Analyser les déclarations et les clauses sensibles et les rédiger
Mettre en œuvre les différentes techniques garantissant l'exécution de la garantie
Maîtriser et anticiper les incidents

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats

ANIMATEUR

Philippe TORRE
Avocat Associé
REINHART MARVILLE TORRE

PLANNING

Paris
4-5 avril 2019
25-26 novembre 2019

Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté

Assurer le retournement et la restructuration des entreprises

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les difficultés de l'entreprise
- Détecter les éléments d'alerte en interne et en externe
- Utiliser les outils de gestion et de pilotage de l'activité : tableaux de bord, business plan d'exploitation, reportings de gestion et de trésorerie…
- Réaliser des diagnostics pour prendre les mesures de restructuration adéquates

Choisir la procédure la mieux adaptée à la situation de difficulté rencontrée

Le mandat ad hoc

La conciliation
- Les conditions d'ouverture et les principales caractéristiques de la conciliation
- La mission du conciliateur
- La signature du protocole de conciliation
- Le privilège de new money
- La constatation ou l'homologation du protocole de conciliation

Étude de cas : maîtrise et optimisation de la procédure de conciliation, la nécessaire unanimité des parties, le bénéfice de la confidentialité, l'utilité de l'homologation, la rédaction du protocole d'accord…

La procédure de redressement judiciaire
- Les principales caractéristiques du redressement judiciaire
- Le role de l'administrateur judiciaire
- Le sauvetage de l'entreprise

La procédure de sauvegarde
- Caractéristiques et éligibilité à la sauvegarde
- La période d'observation et les organes de la procédure
- Le plan de sauvegarde arrêté par jugement

La sauvegarde financière accélérée

La sauvegarde accélérée

Le prépack cession

Étude de cas : mise en œuvre d'une procédure de prévention

Mesurer les risques encourus
- Les risques de nullité de certains actes
- Les risques de mise en jeu de responsabilité

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Choisir la procédure la mieux adaptée à la situation de difficulté rencontrée

PERFECTIONNEMENT

Code : 20138
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier et analyser les difficultés de l'entreprise
Sélectionner et mettre en œuvre la procédure la plus pertinente en fonction des difficultés rencontrées par l'entreprise
Mesurer les risques encourus et l'étendue des responsabilités

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats

ANIMATEUR

Dimitri SONIER
Avocat à la Cour
BERSAY & Associés

PLANNING

Paris
15 mai 2019
15 novembre 2019

Procédures collectives

Maîtriser les procédures propres aux entreprises en difficulté

BEST OF DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les mécanismes applicables aux entreprises en difficulté

Prévention des difficultés : identifier les nouveaux instruments juridiques

- Détecter les difficultés : intensification des mesures
- Mandat ad hoc, conciliation, sauvegarde… : choisir la procédure de prévention adaptée aux difficultés des entreprises
- La procédure de sauvegarde : recours, issues et comités de créanciers
- La Sauvegarde Financière Accélérée (SFA) et la Sauvegarde accélérée

Étude de cas : la notion de cessation des paiements, " curseur stable " des procédures collectives

Gérer la période d'observation

- Poursuivre les contrats en cours ou les résilier
- Les plans de sauvegarde ou de continuation : les choix à faire
- Organiser une cession : le contenu à envisager
- Du redressement à la liquidation : définir les conditions
- Le maintien de l'activité en cas de liquidation judiciaire

Étude de cas : examen d'un plan de sauvegarde

La liquidation judicaire

- Distinguer le régime de droit commun des régimes simplifiés
- Les conditions d'ouverture
- La vente des actifs
- La vérification du passif
- Le projet de répartition

La procédure de rétablissement professionnel

Identifier les droits des créanciers dans le cadre d'une procédure collective

Déterminer les droits des créanciers munis de garanties réelles et personnelles

- Intégrer les règles de fonctionnement des comités de créanciers
- Faire jouer ses garanties réelles et personnelles
- Sûretés réelles
- Les hypothèses et les incidences de la substitution de garantie
- Mettre en œuvre une clause de réserve de propriété
- L'intérêt de la fiducie

Adopter une stratégie efficace en tant que créancier

- La mise en œuvre du cautionnement
- La garantie à première demande
- Maîtriser les voies d'actions à l'encontre du codébiteur

Nouvelle prérogative des créanciers : proposition de plan alternatif

Mesurer l'étendue des responsabilités des dirigeants et des partenaires de l'entreprise

- L'immunité de l'article 650-1 du Code du commerceLoi du 12 mars 2012 ou loi Pétroplus
- Responsabilité civile
- Responsabilité pénale

Étude de cas : la notion de faute et/ou de fraude

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser juridiquement la prévention et le traitement des entreprises en difficulté

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 21 mai 2019
ou 20 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 20025
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mesurer l'incidence des textes les plus récents
Identifier les droits des créanciers dans le cadre d'une procédure collective
Mesurer l'étendue des responsabilités des dirigeants et des partenaires de l'entreprise dans le cadre d'une procédure préventive ou collective

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des services juridiques et contentieux
Avocats et conseils
Experts-comptables

ANIMATEUR

Vincent PELLIER
Avocat Associé
ARAMIS Société d'Avocats

PLANNING

Paris
22-23 janvier 2019
13-14 juin 2019
26-27 septembre 2019
12-13 décembre 2019
23-24 janvier 2020
Lyon, Bordeaux, Nantes et Lille
Dates sur www.efe.fr

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Droit des créanciers dans une procédure collective

PROGRAMME

Cerner l'étendue des solutions offertes aux créanciers selon le statut et la procédure

- Cerner les différents statuts de créanciers
- Intégrer le privilège de " new money "
- Sécuriser les situations particulières : réserve de propriété, droit de rétention…

Étude de cas : analyse des différentes garanties et de leur sort dans une procédure collective

Mettre en œuvre les solutions offertes aux créanciers

- Déclarer sa créance : délai et formalités
- Cerner le rôle des créanciers dans les Comités
- Soumettre un plan alternatif au plan présenté par le débiteur

Partage d'expériences : échanges sur les difficultés et contestations rencontrées dans la mise en œuvre des garanties

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre les garanties pour recouvrer sa créance dans le cadre d'une procédure collective

PLANNING

Paris
17 mai 2019 (14h-18h)
6 novembre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 20188
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Identifier le rôle des créanciers dans une procédure collective
Mettre en œuvre les garanties

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Gérer et digitaliser ses contrats types

DIGITAL

Rationaliser et sécuriser l'usage d'outils participant à la rédaction de contrats

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner la structure des contrats types et leur rédaction

Comprendre la structure des contrats types
- Ordonner les dispositions contractuelles
- Rédiger un contrat type et reconnaître les bons des mauvais termes

Autodiagnostic : décomposition et recomposition d'un contrat type
- L'acte de naissance du contrat
- La méthodologie pour remplir la page blanche
- Conseils pratiques pour organiser les zones d'imprévision
- Utiliser des formulaires : les précautions à prendre
- La conclusion du contrat

Cerner les éléments clés de la rédaction : clauses claires et précises, lisibles, ordonnées, adaptées… et efficaces

Exercice d'application : rédaction des clauses particulières des contrats types et analyse de leurs dangers

Étude de cas : analyse des particularités rédactionnelles de certains contrats types

Définir les réels enjeux du digital et l'impact des legaltech sur la gestion des contrats-types
- Appréhender le nouvel écosystème digital du droit
- Identifier les différentes legaltech, en fonction de leurs domaines et des solutions concrètes qu'elles proposent pour gérer un contrat cadre
- Comprendre les nouvelles facultés digitales possibles et les limites
- Définir à quelle typologie de problèmes des réponses digitales peuvent être apportées dans le cadre de son contrat-type

Partage d'expériences : échange sur les possibilités concrètes d'automatisation de tout ou partie d'un contrat cadre

Maîtriser la création digitale de documentation juridique
- Définir les données client nécessaires au logiciel pour créer un document juridique
- Cerner le fonctionnement et le degré de personnalisation possible
- Intégrer les possibilités des contrats avec modèles " à trous "

Exercice d'application : création digitale d'un modèle de contrat à trous

MODULES VIDÉO
- À voir sur www.efe.fr

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Digitaliser rationnellement ses contrats types pour une gestion optimisée

PLANNING

Paris
4-5 février 2019
20-21 juin 2019
18-19 novembre 2019
27-28 février 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 20057
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Gérer les contrats types de son entreprise
Distinguer ce qui est automatisable et ce qui suppose un apport créatif humain
Mettre en place les contrôles sur les clauses sensibles

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des contrats

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes, assistant(e) juridique ou paralégal

ANIMATEURS

Jean GASNAULT, Consultant spécialisé en documentation juridique, LA LOI DES OURS
Hélène CHALMETON
Juriste et knowledge manager
CMS FRANCIS LEFEBVRE AVOCATS

Les bases du contract management

DIGITAL

Optimiser la stratégie autour du cycle contractuel

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les acteurs du contract management

Le cycle contractuel : une matière vivante
- Cerner les dimensions technique, économique, juridique et émotionnelle
- Analyser les missions et les activités régulières
- Intégrer le cycle de vie contractuel et l'ensemble de ses phases
- Présenter le contract management en interne et face au cocontractant

Étude de cas : analyse des risques et des problèmes fréquemment rencontrés en cours de cycle

Les clauses clés du contrat : enjeux et opportunités
- Les structures de contrat
- Le contrat projet : les clauses incontournables
- Clauses spécifiques : propriété intellectuelle et données personnelles
- Anticipation des risques et bonnes pratiques
- Sécuriser la protection des données à caractère personnel
- Gérer les problématiques de propriété intellectuelle

Mise en situation : négociation du contrat et dégradation relationnelle

Gérer l'évolution du cycle

Revue détaillée du processus de gestion des changements
- Présentation du processus et des étapes clés
- Le formulaire de gestion des changements
- Le registre des changements

Mesurer la valeur ajoutée du contract management
- Identifier les indicateurs de la performance du contract manager
- Le tableau de bord du contract manager
- Les compétences incontournables à acquérir

Mise en situation : conduite du changement en visant l'optimisation

MODULES VIDÉO
- Comment choisir son contrat ?
- Quel est l'effet du contrat pour les parties ?
- Qu'est ce que le management de projet ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier les principaux risques d'un cycle contractuel complexe et d'interagir avec les experts de la gestion de contrat en vue d'être associé à la stratégie d'optimisation du cycle

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended à découvrir sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 20161
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 2 050 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner le déroulé d'un cycle contractuel
Découvrir les missions, outils et processus du contract manager
Maîtriser les bonnes pratiques

PRÉREQUIS

Disposer d'une bonne maîtrise du droit des contrats

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne amenée à piloter un projet

ANIMATEUR

Éric LE QUELLENEC
Avocat à la Cour
ALAIN BENSOUSSAN AVOCATS

PLANNING

Paris
27 au 29 mars 2019
2 au 4 octobre 2019

CYCLE CERTIFIANT

DIGITAL

Contract manager

Maîtriser la gestion du cycle de vie des contrats complexes

Seule fonction intervenant sur toute la durée du cycle de vie des conventions, le contract manager se doit, pour être efficace, d'acquérir une approche pluridisciplinaire tant en termes de compétences techniques sur ses domaines de prédilection que de savoir-être dans les relations avec les cocontractants. Issue d'une pratique reposant sur l'exécution de contrats sur de grands projets informatiques, la méthodologie présentée se décline quel que soit le secteur d'activité concerné (télécom, BTP, industrie, médical). Par la mise en pratique de cette vision transversale, le contract management s'impose comme une activité à haute valeur ajoutée pour les organisations du secteur privé comme du secteur public.

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après sa formation

MODULE 1 | 3 jours

Les bases du contract management

OBJECTIFS

- Comprendre le déroulé d'un cycle contractuel par l'étude de ses phases et des principaux risques associés
- Découvrir les missions du contract manager et les outils et processus à sa disposition
- Maîtriser les bonnes pratiques en matière de transfert de la connaissance contractuelle et de gestion des évolutions

PROGRAMME

Étude de cas " fil rouge " : analyse d'un cycle de vie contractuel tout au long des 15 jours de formation

Identifier les acteurs du contract management

- Le contract manager côté client-utilisateur ou côté fournisseur
- Le contract manager face aux directions qualité, métiers, juridique, administrative et financière
- Le contract manager externe, assistant à maître d'ouvrage

Le cycle contractuel : une matière vivante

- Cerner les dimensions technique, économique, juridique et émotionnelle du contract management
- Analyser les missions et les activités régulières du contract management
- Intégrer le cycle de vie contractuel et l'ensemble de ses phases
- Cerner les principales interactions avec les fonctions voisines
- Présenter le contract management en interne et face au cocontractant : création d'une baseline personnalisée

Étude de cas : analyse des risques et des problèmes fréquemment rencontrés en cours de cycle

Les clauses clés du contrat : enjeux et opportunités

- Ingénierie contractuelle : les structures de contrat
- Propriété intellectuelle et données personnelles
- Anticipation des risques et bonnes pratiques contractuelles

Mise en situation : négociation du contrat et dégradation relationnelle

Gérer l'évolution du cycle

- Revue détaillée du processus de gestion des changements
- Mesurer la valeur ajoutée du contract management
- Identifier les indicateurs de la performance du contract manager

Mise en situation : conduite du changement en visant l'optimisation

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 3 jours

Gérer l'exécution du contrat

OBJECTIFS

- Maîtriser les phases critiques du cycle contractuel une fois le contrat signé
- Apprendre à gérer les risques, comprendre la gestion de projet et utiliser la pratique financière comme levier d'optimisation

PROGRAMME

Les essentiels de la gestion de projet

- Préparer le plan de son projet
- Construire le planning

Exercice d'application : construction de la matrice des tâches

- Valoriser et optimiser le planning
- Piloter un projet

Mise en situation : simulation du lancement d'une réunion de projet

- Organiser le contrôle
- Cycle en V versus méthode agile

Exercice d'application : mise à jour d'un tableau de bord après le passage d'un jalon

Plan d'action personnel : formalisation des objectifs et du plan de progression

Identifier et maîtriser les risques

- Identifier pourquoi les projets ont tendance à dériver
- Définir la cartographie des risques

Exercice d'application : identification en sous-groupes par nature de risque

- Processus associé et utilisation des outils de créativité
- Évaluer les risques

Exercice d'application : élaboration d'un processus de revue des risques

- Maîtriser les risques

Étude de cas : gestion de projet et méthode agile, cartographie des risques

- Piloter par les risques

Exercice d'application : élaboration d'un processus d'audit

Plan d'action personnel : formalisation des actions à mettre en œuvre pour piloter son contrat par les risques

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 6 jours

Négocier et résoudre les conflits

OBJECTIFS

- Appliquer les principes de la négociation raisonnée à la gestion du cycle contractuel
- Utiliser les techniques de résolution de conflit pour pacifier les relations dégradées

PROGRAMME

Se familiariser avec les différentes approches de la négociation

- Identifier les approches existantes et les modèles pratiques
- Déterminer la nature des situations de négociations
- Définir les acteurs de la négociation juridique : partenaires ou adversaires

Étude de cas : analyse des principaux modèles de négociation et transposition dans des négociations juridiques

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Maîtriser les composantes du processus de négociation
- Élaborer et construire sa stratégie
  Exercice d'application : élaboration de stratégies de négociation
- Les phases d'échanges et de confrontation
- Réagir en situation difficile
- Exprimer un " non " positif
  Mise en situation : définition de son style de négociation à partir d'un cas élaboré par l'animateur

Préparer sa négociation raisonnée
Exercice d'application : élaboration du tableau de bord de la négociation
Exercice d'application : la bonne posture du négociateur raisonné
Mise en situation : les arguments pour convaincre
- Conduire un entretien de négociation raisonnée
  Exercice d'application : analyse d'une négociation sous le prisme de ces principes
  Mise en situation : gestion des objections

Conclure un avenant au contrat
Exercice d'application : rédaction d'un avenant en pratique

Anticiper et résoudre les conflits
- Définir les différents types de conflits et leurs mécanismes
  Autodiagnostic : son comportement face à un conflit
  Mise en situation : à partir de situations types, recherche et expérimentation du meilleur scénario de résolution
- Décoder le conflit grâce à l'écoute et au questionnement
  Mise en situation : expérimentation des comportements et stratégies les mieux adaptés en cas d'agressivité, de manipulation et d'évitement
- Cerner les enjeux et les opportunités de la conciliation et de la médiation

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Classe virtuelle Mémoire* : pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance

MODULE 4 | 3 jours

Le contract management de A à Z

OBJECTIFS
- Appliquer le contract management à un cas complexe
- Mettre en pratique l'intégralité des compétences acquises utiles à la pratique quotidienne

PROGRAMME

Mise en application : réalisation d'un tour de cycle complet de la vie du contrat
- Processus de gestion des escalades
- Présentation du reporting type
- Close-out process
- Le partage d'expérience " lessons learned " : savoir faire un retour d'expérience de type REX
  Exercice d'application : tour d'horizon à 360° des problématiques auxquelles le contract manager peut être confronté sur un projet complexe

Diffuser la culture du contract management dans son organisation
- Sensibiliser ses collaborateurs aux méthodes du contract management : partager les bons réflexes
- Identifier, établir et faire évoluer les outils du contract manager utiles à son activité
- Envisager le contract management en mode SaaS

Classe virtuelle Retours d'expérience : pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

PERFECTIONNEMENT

Code : 20162
15 jours | 105 heures
Tarif HT : 8 925 €
Tarif TTC pour les particuliers : 7 140 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
CONTRACT MANAGEMENT
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

MODULES VIDÉO
- À voir sur www.efe.fr

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER
Justifier de l'acquisition des compétences et des connaissances nécessaires à l'exercice du métier de Contract Manager dans tout type d'organisation et quelle que soit la structure du contrat

OBJECTIFS
Cerner les différentes phases du cycle contractuel
Gérer l'exécution du contrat en maîtrisant les risques en maintenant les opportunités
Acquérir le savoir-être assurant le développement d'une expertise pointue dans la gestion des contrats complexes

PRÉREQUIS
Avoir une connaissance approfondie du droit des contrats ou avoir suivi " Perfectionner la pratique du droit des contrats Niveau 2 pour juristes " (code 20013 p. 127)

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne souhaitant exercer la fonction de contract manager

ANIMATEURS
Éric LE QUELLENEC
Avocat à la Cour
& Alain BENSOUSSAN
Avocat Associé
ALAIN BENSOUSSAN AVOCATS

PLANNING

Paris - Promotion 1
27 au 29 mars, 15 au 17 mai, 10-11 juin, 4-5 juillet, 16-17 septembre, 1er octobre*, 16 au 18 octobre et 18 décembre 2019**

Paris - Promotion 2
2 au 4 octobre, 13 au 15 novembre, 12-13 décembre 2019, 16-17 janvier, 6-7 février, 12 mars *, 16 au 18 mars et 5 juin 2020*

CLASSES VIRTUELLES
* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants Quiz amont	Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation	Classe virtuelle Mémoire* Modules video E-evaluation Quiz aval Classe virtuelle Retours d'expérience**

voir descriptif p. 93

Droit des contrats pour non-juristes Niveau 1

Mesurer la portée et les conséquences de ses contrats d'affaires

Sans en avoir réellement conscience, de nombreux salariés concluent tous les jours de nouveaux contrats dans le cadre de leur fonction, puisque dès que l'on se met d'accord sur la chose et sur le prix, il y a contrat. Dès lors, il importe d'identifier à quelle étape d'une négociation on se retrouve lié, d'apprécier les conséquences éventuelles de telle mention, ou encore de préparer la fin du contrat.

FORMAT

PRÉSENTIEL

BEST OF DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Maîtriser le droit commun des contrats

Identifier les caractéristiques des contrats

- Définir les grandes familles de contrats
- Différencier contrats nommés et innommés, contrats synallagmatiques et unilatéraux, contrats à titre onéreux et à titre gratuit…
- Les contrats d'adhésion : identifier les particularités

Distinguer le contrat de droit commun des autres contrats

- Les critères du contrat de droit commun
- Définir les règles applicables

Les risques lors de la phase des négociations

- Analyser les risques potentiels avant la signature du contrat
- Identifier le moment précis de son engagement

Conclure un contrat et en maîtriser la portée et ses conséquences

Identifier les conditions de validité d'un contrat

- Les modalités d'échange des consentements
- Erreur, dol, violence : les éléments constitutifs
- L'objet du contrat : détermination de la chose et du prix

Identifier les effets du contrat

- La force obligatoire du contrat
- Révision ou terme du contrat : définir les modalités et le recours en cas d'absence de clause
- Inexécution : identifier les solutions et mesurer les responsabilités
- Prévenir les litiges
- Recours amiable ou contentieux : identifier les paramètres de choix
- Définir les clauses pénales

Cerner la structure d'un contrat et son contenu

- Définir l'architecture type d'un contrat
- Identifier les documents annexes au contrat
- Les clauses contractuelles communes
- Apprécier les dispositions et les mentions obligatoires
- Obligations de moyens, obligations de résultat : définir les différences et les conséquences
- Retard de paiement, garanties, responsabilité et pénalités

Exercice d'application : lecture d'un contrat et analyse commentée de son contenu

Suivre l'exécution du contrat

S'assurer de la bonne exécution

- Clauses de collaboration
- Clauses d'exécution
- Clauses d'information
- Modification du contrat en cours d'exécution

Déterminer le suivi du contrat

- Identifier les pièges à éviter
- Formulation de réserves
- Clauses de confidentialité

Le guide du négociateur : les règles essentielles à connaître

- Déterminer à quelles conditions un accord constitue ou non un contrat
- Mesurer le risque d'être poursuivi alors que le contrat n'est pas conclu
- Le rôle déterminant de la qualification donnée au contrat
- Identifier les documents précontractuels usuels et les moyens de prospecter et de s'informer
- Les obligations attachées à la période de négociation
- Définir le choix qui s'offre après les négociations
- Les responsabilités en cas de rupture des pourparlers

Exercice d'application : classification des différents contrats présentés et identification des effets de leur qualification

MODULE VIDÉO :

- Comment choisir son contrat ?
- Quelles obligations avant de signer un contrat ?
- Quand un contrat est-il formé ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser la portée et les conséquences de ses contrats d'affaires

INITIATION

Code : 20012
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les principes fondamentaux qui régissent la vie d'un contrat
Analyser la structure et le contenu d'un contrat
Gérer le suivi et l'exécution du contrat

PRÉREQUIS

Avoir connaissance de contrats dans sa pratique quotidienne

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne, sans formation juridique initiale, souhaitant acquérir les bases du droit des contrats et les réflexes juridiques indispensables à la conclusion de contrats

ANIMATEUR

Arthur POIRIER
Avocat à la Cour
ITLAW Avocats

PLANNING

Paris
21-22 janvier 2019
25-26 mars 2019
20-21 juin 2019
10-11 octobre 2019
18-19 décembre 2019
20-21 janvier 2020

Lyon et Bordeaux
17-18 juin 2019
5-6 décembre 2019

Nantes et Lille
13-14 juin 2019
28-29 novembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 16 mai 2019
ou 27 novembre 2019

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants Quiz amont	Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation	Classe virtuelle Mémoire* Modules video E-evaluation Quiz aval Classe virtuelle Retours d'expérience**

voir descriptif p. 93

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

FORMAT

BLENDED

NEW

DISTANCIEL

1 - Questionnaire amont " évaluation " de votre niveau avant la formation

2 - Parcours vidéo Le droit des contrats ça s'apprend !

Chapitre 1 : Identifier les différents éléments d'un contrat

- Identifier les éléments constitutifs d'un contrat

Chapitre 2 : Décrypter les effets du contrat

- Identifier les éléments principaux de la vie et de la fin d'un contrat

Chapitre 3 : Rédiger un contrat à travers ses clauses essentielles

- Intégrer les réflexes essentiels pour la rédaction des clauses

3 - Classe virtuelle Pour faire le point sur les apports du parcours vidéo et répondre aux questions qui en découlent (1h30)

4 - Documents téléchargeables sur les contrats et les clauses clés

Exercice d'application : classification des différents contrats présentés et identification des effets de leur qualification

PRÉSENTIEL

5 - 1 jour de présentiel pour conclure un contrat et en maîtriser la portée et les conséquences

Intégrer les mécanismes essentiels et les étapes clés

Cerner la structure d'un contrat et son contenu

- Définir l'architecture type d'un contrat
- Identifier les documents annexes au contrat
- Les clauses contractuelles communes
- Apprécier les dispositions et les mentions obligatoires
- Obligations de moyens, obligations de résultat : définir les différences et les conséquences
- Retard de paiement, garanties, responsabilité et pénalités

Exercice d'application : lecture d'un contrat et analyse commentée de son contenu

Identifier les effets du contrat

- La force obligatoire du contrat
- Révision ou terme du contrat : définir les modalités et le recours en cas d'absence de clause
- Inexécution : identifier les solutions et mesurer les responsabilités
- Prévenir les litiges
- Recours amiable ou contentieux : identifier les paramètres de choix
- Définir les clauses pénales

Le guide du négociateur : les règles essentielles à connaître

Mise en situation : négociation des clauses structurantes d'un contrat

- Négocier les pénalités
- Négocier les prix
- Négocier les garanties

DISTANCIEL

6 - Exercice d'application : étude de cas permettant de mettre en application l'ensemble des points vus durant l'ensemble des présentiel et distanciel

7 - Questionnaire aval : pour mesurer l'évolution de vos savoir-faire et être en gestion de contrats d'affaires

INITIATION

Code : 20012BL
21 heures
Tarif HT : 1 160 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les principes fondamentaux qui régissent la vie d'un contrat
Analyser la structure et le contenu d'un contrat
Gérer le suivi et l'exécution du contrat

PRÉREQUIS

Avoir connaissance de contrats dans sa pratique quotidienne

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne, sans formation juridique initiale, souhaitant acquérir les bases du droit des contrats et les réflexes juridiques indispensables à la conclusion de contrats

ANIMATEUR

Arthur POIRIER
Avocat à la Cour
ITLAW Avocats

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser la portée et les conséquences de ses contrats d'affaires

PLANNING

Paris
Session 1
Début du distanciel :
13 mai 2019
Classe Virtuelle :
21 mai 2019 de 17h à 18h30
Présentiel : 28 mai 2019
Fin du distanciel : 7 juin 2019
Session 2
Début du distanciel :
5 novembre 2019
Classe Virtuelle :
15 nov. 2019 de 17h à 18h30
Présentiel : 22 novembre 2019
Fin du distanciel :
2 décembre 2019

Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 2

BEST OF DIGITAL

Négocier les clauses principales d'un contrat d'affaires

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la conduite des négociations
- Mener des négociations " informelles " ou les structurer contractuellement
- Distinguer entre pourparlers, offres, conventions de négociations et avant-contrats
- Qualifier le devis et le cahier des charges
- Prendre les précautions relatives aux documents échangés en cours de négociation et portée des documents commerciaux
  Exercice d'application : rédaction de clauses autour d'un appel d'offres, d'une offre, d'une acceptation, d'une contreproposition…

Déterminer les devoirs et obligations qui s'imposent en cours de négociation

Cerner le devoir d'information, de conseil et de mise en garde du partenaire
- Vérifier l'identité, la capacité et le pouvoir du cocontractant qui s'engage
- Obligation de renseigner autrui et de se renseigner soi-même

Faire le point sur le devoir de loyauté

Identifier la répartition des obligations à la charge des parties

Déterminer la chose et le prix
- Analyser les clauses négociables
  Mise en situation : négociation des clauses pécuniaires
- Garantir l'exécution de ses contrats

S'assurer de la bonne exécution
- Clauses de collaboration
- Clauses d'exécution
- Clauses d'information

Déterminer le suivi du contrat
- Identifier les pièges à éviter
- Formulation de réserves
- Clauses de confidentialité

Prévoir le sort de ses contrats
Étude de cas : analyse de clauses extraites de contrats afin de déterminer à qui elles sont favorables et pourquoi

MODULES VIDÉO
- À voir sur www.efe.fr

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER
Négocier les clauses essentielles de ses contrats d'affaires pour s'engager en limitant les risques

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 10 avril 2019
ou 1er octobre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 20022
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Structurer la conduite des négociations contractuelles
Examiner les devoirs et les obligations de chacun
Repérer et négocier les clauses essentielles d'un contrat

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en droit des contrats

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne, sans formation juridique initiale

ANIMATEUR
Arthur POIRIER
Avocat à la Cour
ITLAW Avocats

PLANNING
Paris
14-15 mars 2019
27-28 juin 2019
26-27 septembre 2019
16-17 décembre 2019

Droit des contrats pour commerciaux

DIGITAL

Négocier avec ses clients en toute sécurité

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les différentes formes de contrats
- Conditions de validité du contrat
- Les différentes formes de contrats
- Les contrats nommés et innommés

Maîtriser les risques et les limites de son engagement contractuel

Les risques lors de la phase des négociations
- Analyser les risques potentiels avant la signature du contrat
- Identifier le moment précis où vous êtes engagé

L'étendue des risques encourus par rapport àune offre de prix
- L'offre de prix par téléphone
- Le devis, le bon de livraison, livraison en retard

L'exécution du contrat
Exercice d'application : identification des risques encourus dans certaines clauses types

L'analyse des risques encourus par rapport au produit ou à la prestation non conforme aux attentes du client
Exercice d'application : analyse des conséquences concrètes des clauses négociées par le responsable commercial

Analyser les enjeux en matière de responsabilité
- Les conditions retenues pour engager sa responsabilité
- Limiter sa responsabilité : les outils
- Faire le point sur les preuves utilisées dans les contrats
  Étude de cas : analyse des preuves utilisées pour retenir la responsabilité de l'entreprise prestataire
- Sanctions possibles issues de l'inexécution du contrat
  Étude de cas : analyse des conséquences concrètes pour les parties de l'exécution sous astreinte du contrat

MODULES VIDÉO
- Comment choisir son contrat ?
- Quelles obligations avant de signer un contrat ?
- Quand le consentement est-il vicié ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER
Négocier ses contrats en toute sécurité tout en gardant la maîtrise des risques

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended
à découvrir sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 20139
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les clauses clés des contrats
Analyser les risques encourus
Cerner les enjeux en matière de responsabilité

PRÉREQUIS
Être impliqué dans la négociation de contrats

PUBLIC CONCERNÉ
Commerciaux

ANIMATEUR
Arthur POIRIER
Avocat à la Cour
ITLAW Avocats

PLANNING
Paris
5-6 février 2019
17-18 octobre 2019
3-4 février 2020

Droit comparé des contrats anglais et français

BEST OF DIGITAL

Maîtriser les spécificités de la Common Law

Rédiger un contrat de droit anglais se révèle un exercice périlleux pour le juriste français, tant il relève de concepts anglo-saxons radicalement différents de notre droit. Il est donc indispensable de maîtriser les règles de la Common Law pour " penser " son contrat selon les pratiques anglo-saxonnes.

PROGRAMME

Identifier les différences entre les grands principes du droit français et ceux de la Common Law

- Le droit commercial
- La pratique contractuelle
- Les mécanismes de la responsabilité

Rédiger des contrats anglais en toute sécurité juridique

- La notion d'" offer and acceptance "
- La notion de " consideration " en droit anglais
- La notion de " misrepresentation " en droit anglais
- Les clauses " subject to contract "
- Les notions de " express and implied terms "
- Les " conditions ", " warranties " et " innominate terms "

Exercice d'application : rédaction des points clés d'une " letter of intent "

Cerner les différents types de contrats anglais et en maîtriser les effets

- Les " contracts "
- Les " deeds "
- L'effet relatif des contrats anglais face aux règles anglaises de " privity of contract "
- Le contract " right of third parties Act " de 1999

Étude de cas : les différents pièges à éviter lors de la négociation des contrats

Effectuer une analyse comparée des clauses clés

- Clauses de confidentialité
- Clauses limitatives de responsabilité
- Clauses de non-concurrence
- Clauses de " blue pencil rule " et de " severability "
- Clauses d'intégralité du contrat
- Clauses de " time of the essence "
- Clauses de " service of process "
- Clauses relatives au transfert des contrats

Exercice d'application : rédaction des clauses clés spécifiques aux contrats anglais

Maîtriser la fin des contrats

- La bonne exécution des contrats : la notion de " performance " en droit anglais
- La notion de force majeure face à celle de " frustration " en droit anglais
- Les différentes prescriptions avec les " limitation periods "

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les techniques rédactionnelles propres aux contrats anglais

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 6 février 2019
ou 26 septembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 20080
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les spécificités du droit des contrats anglais par rapport au droit français
Cerner les principes juridiques anglais essentiels à la négociation et à la rédaction des clauses de conclusion, d'exécution et de fin du contrat

PRÉREQUIS

Cette formation implique une compréhension de l'anglais courant et juridique par les participants car les exposés sont à 80 % en anglais

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes
Avocats
Toute personne travaillant sur des contrats anglais ou internationaux

ANIMATEUR

Patrick GRIFFIN
Solicitor
Maître de conférences à l'UNIVERSITÉ PARIS XI

PLANNING

Paris
24-25 janvier 2019
28-29 mars 2019
20-21 juin 2019
29-30 août 2019
10-11 octobre 2019
16-17 décembre 2019
23-24 janvier 2020

Maîtriser la pratique du droit des contrats

BEST OF DIGITAL RÉGION

Niveau 1 - Détecter les pièges de la rédaction contractuelle

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mesurer l'étendue des obligations contractuelles

Obligations de conseil, d'information et de sécurité : mesurer les enjeux pour les entreprises

- Cerner les contours de l'obligation de conseil
- La différencier de l'obligation d'information
- L'obligation de sécurité à la charge du vendeur
- Apprécier les sanctions en cas de non-respect

La responsabilité des parties au contrat : aménager l'étendue des engagements

- Les clauses de responsabilité : obligation de moyens ou de résultat, clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité
- L'événement de force majeure : gérer l'aléa
- Responsabilité et assurance : définir les liens éventuels

Étude de cas : analyse de garanties d'exécution des obligations

- Notion de faute et mise en cause de la responsabilité
- Absence de résultat ou résultat défectueux
- L'encadrement de l'aléa dans le contrat

Gérer au mieux les effets du contrat et son évolution

La propriété au sein du contrat : mesurer les difficultés rencontrées en pratique

- Le transfert de propriété et ses risques : le gérer et l'assurer
- Se protéger grâce à une clause de réserve de propriété
- La problématique des restitutions : identifier les solutions selon les contrats

Définir l'efficacité du contrat entre les parties et à l'égard des tiers

Aménager une indemnisation en cas de manquement des parties à leurs obligations respectives

- Définir les effets recherchés par l'insertion d'une clause pénale
- Prévoir une clause d'astreinte

Gérer dans le temps la relation contractuelle

Définir la durée pour son contrat

- Mesurer les conséquences de la tacite reconduction
- Déterminer la date d'expiration du contrat : cerner l'intérêt
- La rupture des relations : apprécier les hypothèses de fin
- Mesurer l'impact de la résiliation abusive

Étude de cas : analyse de la responsabilité du débiteur contractuel, les clauses relatives à la responsabilité

Organiser une cession de contrats

- Définir et aménager le changement dans la personne du cocontractant
- Cerner l'intérêt de prévoir une autorisation de transfert
- Organiser une cession en l'absence de clause de transfert
- Devenir du transfert des contrats lors des opérations de réorganisation

MODULES VIDÉO

- Quelles obligations avant de signer un contrat ?
- Quel est l'effet du contrat pour les parties ?
- Quel est l'effet du contrat pour les tiers ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Détecter les pièges que comporte habituellement toute rédaction de contrat

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 14 mai 2019
ou 6 novembre 2019

INITIATION

Code : 20072
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Aménager l'étendue des obligations contractuelles
Gérer les effets du contrat
Maîtriser l'évolution et l'avenir de la relation contractuelle

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit des contrats

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Toute personne souhaitant améliorer ses connaissances et sa maîtrise de la rédaction des contrats d'affaires

ANIMATEUR

Grégory MOUY
Avocat à la Cour
MOUY DANGLETERRE

PLANNING

Paris
18-19 mars 2019
17-18 juin 2019
7-8 octobre 2019
3-4 décembre 2019
Lyon et Bordeaux
4-5 juin 2019
21-22 novembre 2019
Nantes et Lille
27-28 mai 2019
14-15 novembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Réussir la phase précontractuelle

PROGRAMME

Identifier les comportements attendus des parties lors des pourparlers

- Mesurer la liberté de rompre les pourparlers
- Se conformer au nouveau devoir général d'information
- Évaluer la réparation du préjudice en cas de rupture fautive des pourparlers

Étude de cas : analyse des comportements des parties lors des pourparlers et détection de ceux qui pourraient être sources de mise en cause de la responsabilité

Conclure un avant-contrat

- Intégrer les promesses de contrats et cerner la force accrue de la bonne foi
- Négocier l'accord de principe, la lettre d'intention et le pacte de préférence
- Mesurer la valeur juridique des avant-contrats ou des contrats préparatoires

Exercice d'application : élaboration de stratégies de négociation précontractuelle

COMPÉTENCES MÉTIER

Cerner les enjeux et de sécuriser la phase précontractuelle de ses contrats

PLANNING

Paris
3 avril 2019 (9h-13h)
15 novembre 2019 (14h-18h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 20185
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Cerner le déroulement des pourparlers
Mettre en place un avant-contrat

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit des contrats

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes

Perfectionner la pratique du droit des contrats

BEST OF DIGITAL RÉGION

Niveau 2 - Sécuriser la rédaction des contrats d'affaires

Afin de garantir l'exécution des obligations contractuelles ou de se protéger d'un éventuel contentieux, un contrat d'affaires bien rédigé est indispensable. Le juriste doit donc mesurer le niveau de risque de chaque clause contractuelle et prendre des précautions rédactionnelles quant aux clauses dites sensibles, pour sécuriser les relations commerciales.

PROGRAMME

De la phase précontractuelle à la phase contractuelle : sécuriser la négociation et la rédaction des contrats

Conduire une négociation : les précautions juridiques

- S'assurer de l'aptitude juridique des parties au contrat
- Choisir un contrat préparatoire en adéquation avec ses projets
- Offre, promesse et autres avant-contrats : éviter les ambiguïtés, la qualification à retenir et ses incidences propres
- La portée des obligations à respecter
- Violer un devoir de loyauté et de sincérité, une obligation de confidentialité et de renseignement : les sanctions encourues
- Accord de confidentialité : son contenu et sa portée
- Analyser les responsabilités encourues en cas de rupture des pourparlers

Étude de cas : analyse de la jurisprudence, élaboration d'un guide des négociations et erreurs à ne pas commettre

Rédiger un contrat, clause par clause

- Qualifier un contrat et déterminer la loi applicable
- Recourir efficacement aux conditions suspensives et résolutoires
- La durée dans le contrat : les points sensibles à identifier
- Rédiger au mieux les dispositions visant à organiser le traitement des litiges éventuels
- Aménager l'étendue de ses engagements et le partage de responsabilité : clause d'exonération et/ou de limitation
- Les clauses de prix et les garanties

Exercice d'application : analyse commentée et rédaction des clauses particulières des contrats

- La pratique des clauses de hardship et de renégociation
- Les clauses de durée
- Les clauses d'interprétation
- Les clauses de transfert du contrat

Analyser les clauses spécifiques à certains contrats

- Vente : clauses de garantie, de transfert de propriété
- Sous-traitance…

Mesurer l'impact commercial, juridique et financier des clauses

Sécuriser l'exécution de ses contrats

- Intégrer l'aléa de la force majeure et le gérer
- Reconnaître l'efficacité des clauses pénales et s'aménager une indemnisation en cas de manquement
- Anticiper le cas d'une inexécution partielle
- Pénalités et astreintes
- Conciliation, médiation et arbitrage : les écueils à éviter
- Utiliser les outils juridiques adéquats : exécution forcée ou mesures conservatoires

MODULES VIDÉO

- Pourquoi négocier une clause de responsabilité équilibrée ?
- Qu'est-ce qu'une clause abusive ?
- Dois-je mettre une clause pénale ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mesure de détecter les pièges de manière à rédiger ses contrats en toute sécurité juridique

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 13 mai 2019
ou 29 octobre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 20013
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les précautions dont il faut s'entourer lors de la phase précontractuelle
Rédiger les clauses sensibles des contrats d'affaires
Optimiser la prévention et la gestion des litiges liés à l'exécution du contrat

PRÉREQUIS

Avoir de bonnes connaissances en droit des contrats ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit des contrats Niveau 1 pour juristes " (code 20072 p. 126)

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Toute personne souhaitant perfectionner ses connaissances et sa pratique des contrats d'affaires

ANIMATEUR

David BAKOUCHE
Professeur agrégé des facultés de droit
UNIVERSITÉ PARIS XI

PLANNING

Paris
28-29 mars 2019
24-25 juin 2019
29-30 août 2019
14-15 octobre 2019
17-18 décembre 2019
Lyon
17-18 juin 2019
9-10 décembre 2019

CYCLE CERTIFIANT

Juriste en droit des contrats

Négocier, rédiger et gérer l'exécution des contrats de l'entreprise

De nombreux juristes sont confrontés quotidiennement à la négociation et à la rédaction de contrats. Dès lors, pour rédiger des contrats adaptés aux objectifs de l'entreprise et intégrer dans sa pratique au quotidien les bonnes techniques contractuelles, il est indispensable de maîtriser toutes les subtilités de cette matière.

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après sa formation

MODULE 1 | 3 jours

La négociation du contrat

OBJECTIFS

- Maîtriser les droits et obligations des parties lors de la phase de négociation du contrat
- Mesurer la valeur des pourparlers
- Optimiser l'utilisation des avant-contrats pour sécuriser la phase de négociation du contrat

PROGRAMME

Maîtriser les principes gouvernant la négociation du contrat

Identifier le comportement des parties lors de la négociation du contrat

- La liberté de rompre les pourparlers
- Les exceptions au principe : les devoirs de loyauté et de cohérence pesant sur les parties
- L'obligation précontractuelle d'information et le devoir de confidentialité
- L'indemnisation du préjudice en cas de rupture fautive des pourparlers

Analyser les précautions à prendre lors de la négociation du contrat

- Identifier la personne habilitée à négocier le contrat dans l'entreprise
- Cerner à quelles conditions un échange de correspondances peut constituer un contrat

Exercice d'application : détection des comportements normaux et des comportements déloyaux lors de la négociation du contrat

Mesurer les atouts et les contraintes liées à la conclusion d'un avant-contrat

Dresser la typologie et la présentation des principaux avant-contrats

- La promesse unilatérale et synallagmatique
- Le pacte de préférence, l'accord préliminaire et l'accord de principe

Déterminer les sanctions encourues en cas d'inexécution de l'avant-contrat

- Le régime juridique des avant-contrats
- Le problème de l'exécution forcée de l'avant-contrat et le versement de dommages et intérêts

Exercice d'application : analyse d'un échange de correspondances, qualification retenue et détermination du régime juridique applicable

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 4 jours

La formation du contrat

OBJECTIFS

- Maîtriser le processus de formation du contrat
- Identifier les conditions de validité du contrat
- Rédiger les clauses essentielles du contrat

PROGRAMME

De l'échange des consentements à la validité du contrat

Analyser l'expression du consentement

- Les modalités d'échange des consentements : l'offre et l'acceptation
- L'étendue de l'acceptation : la valeur juridique des documents annexes et des conditions générales de vente ou d'achat
- Le droit de repentir octroyé à certaines catégories de contractants

Cerner les conditions de validité du contrat

- Identifier les conditions de validité du contrat
- Les évolutions jurisprudentielles concernant la détermination du prix
- L'ordre public
- Le problème de la conclusion d'un contrat déséquilibré
- Les clauses abusives et le déséquilibre significatif de l'article L 442-6, I, 2° du Code de commerce
- Identifier les informations à communiquer à son cocontractant lors de la négociation

Exercice d'application : identification des causes possibles de remise en cause de la validité du contrat

Mesurer l'aménagement par les parties de leurs obligations contractuelles

Maîtriser la rédaction des clauses essentielles du contrat

- La durée du contrat / la tacite reconduction du contrat
- Les conditions suspensives et résolutoires
- Typologie des principaux contrats passés par une entreprise
- Les clauses d'exclusivité et de non-concurrence
- Les clauses de confidentialité et d'information
- Les clauses d'indivisibilité

Anticiper la survenance d'un litige entre les parties

- Les clauses aménageant la responsabilité des parties
- Les clauses fixant le montant de l'indemnisation
- Les clauses résolutoires expresses

Exercice d'application : lecture d'un contrat, analyse de sa validité et appréciation de la pertinence des stipulations contractuelles

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 4 jours

Les effets du contrat

OBJECTIFS

- Mesurer les conséquences de la force obligatoire du contrat
- Cerner les pouvoirs du juge et les possibilités offertes aux parties
- Identifier les clauses illicites du contrat

PROGRAMME

Intégrer la rigueur de la force obligatoire du contrat et les effets du contrat à l'égard des tiers

Mesurer l'étendue des obligations contractuelles entre les parties

- La distinction entre les obligations de moyens et de résultat

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

- L'interprétation de la volonté des parties
- L'intangibilité du contrat et ses conséquences néfastes
- La révision du contrat pour imprévision

Cerner les effets du contrat à l'égard des tiers

- L'effet relatif et l'opposabilité du contrat
- Engager la responsabilité d'un tiers complice de l'inexécution du contrat
- La responsabilité du contractant vis-à-vis des tiers en cas d'exécution défectueuse du contrat

Exercice d'application : rédaction d'un contrat à partir d'un énoncé pratique

Agir sur la force obligatoire du contrat

Cerner les pouvoirs du juge sur le contrat

Moduler la force obligatoire du contrat

- La rédaction d'une clause de hardship
- La rédaction d'une clause d'indexation

Étude de cas : analyse de la jurisprudence et adaptation de sa pratique contractuelle en fonction des exigences jurisprudentielles

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Classe virtuelle Mémoire* : pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance

MODULE 4 | 4 jours

Le dénouement du contrat

OBJECTIFS

- Réagir en cas d'inexécution du contrat
- Mesurer les droits et obligations des contractants lors de l'exécution du contrat

PROGRAMME

Mesurer les conséquences de l'inexécution du contrat

- Identifier les remèdes pouvant être utilisés par les parties sans l'intervention d'un juge

Exercice d'application : rédaction d'une lettre de rupture d'un contrat

- Faire le point sur les remèdes nécessitant l'intervention du juge
- Organiser le règlement des litiges par la voie transactionnelle

Organiser la transmission du contrat

- Aménager la cession du contrat
- Obtenir le consentement du cocontractant
- Maîtriser les conséquences de la cession de contrat
- Distinguer la spécificité de la cession de contrat par rapport à d'autres mécanismes

Faire face à la procédure collective du contractant

- Se protéger par une clause de réserve de propriété
- Cerner les contraintes de la procédure collective
- Maîtriser la date de naissance des créances dans le contrat

Test de connaissances : réaction efficace à la violation du contrat et utilisation des remèdes à l'inexécution du contrat

Classe virtuelle Retours d'expérience : pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

MODULES VIDÉO

- Quand un contrat est-il formé ?
- Quel est l'effet du contrat pour les parties ?
- Quel est l'effet du contrat pour les tiers ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Rédiger en toute sécurité tous les contrats d'affaires qui concourent à l'activité de son entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 20038
15 jours | 105 heures
Tarif HT : 8 925 €
Tarif TTC pour les particuliers : 7 140 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
DROIT DES CONTRATS
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Gérer les pourparlers et la négociation des contrats d'affaires
Rédiger les contrats et anticiper les conséquences
Acquérir une compétence d'ensemble du processus contractuel, de la négociation à l'extinction du contrat

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit des contrats

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes souhaitant obtenir une spécialisation en droit des contrats

ANIMATEUR

Grégory MOUY
Avocat à la Cour
MOUY DANGLETERRE

PLANNING

Paris - Promotion 1
27 au 29 mars, 15-16 avril, 16-17 mai, 4-5 juin, 8-9 juillet, 12-13 septembre, 24 septembre*, 14-15 octobre et 19 décembre 2019**

Paris - Promotion 2
25 au 27 septembre, 21-22 octobre, 21-22 novembre, 16-17 décembre 2019, 16-17 janvier, 30 janvier*, 6-7 février, 9-10 mars et 15 mai 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants Quiz amont	Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation	Classe virtuelle Mémoire* Modules video E-evaluation Quiz aval Classe virtuelle Retours d'expérience**

voir descriptif p. 93

Consortium et GME

Organiser juridiquement sa participation à un groupement momentané d'entreprises

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier le cadre juridique du contrat de consortium et les risques de requalification

- Définition et intérêts du consortium et distinction avec les autres formes de groupements
- Les règles encadrant la pratique du consortium
- Les risques actuels de requalification du contrat de consortium en société créée de fait par les tribunaux
  Étude de cas : analyse jurisprudentielle de requalification

Maîtriser les obligations particulières pesant sur les coopérants et organiser son consortium

- Les caractéristiques du contrat de consortium
- L'intensité des rapports entre les partenaires : devoir de collaboration et de loyauté
  Exercice d'application : rédaction de clauses types
- Organiser son consortium
  Étude de cas : structuration des rapports entre partenaires, choix des organes du groupement et répartition des pouvoirs entre les coopérants

Prévoir les modalités financières et matérielles de la coopération, ainsi que le régime de responsabilité

- Le financement et la garantie des contrats commerciaux réalisés en consortium
- Les modalités matérielles du consortium
- Usage collectif de biens propres et de biens communs
- Emploi de personnel propre à un coopérant et emploi de personnel nouveau et commun à tous

Organiser le régime de responsabilité des membres du consortium

Gérer l'évolution et la rupture d'un contrat de consortium

- L'évolution du consortium en fonction des modalités juridiques mises en place et des organes de décision
- Mettre en place la gestion post-contractuelle du consortium
  Étude de cas : effets de la rupture sur le contrat de coopération suivant que le consortium est un acte fermé ou ouvert

Contrat de consortium et cotraitance : les liens juridiques entre les différents contrats

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre et gérer ses contrats de consortium

EXPERTISE

Code : 20092
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner le cadre juridique pour en limiter les risques de requalification
Mesurer les obligations et les responsabilités
Gérer l'évolution du contrat et anticiper les litiges

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des contrats

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats

ANIMATEUR

Édouard CLOT
Avocat Associé
CABINET CLOT AVOCATS

PLANNING

Paris
21-22 mai 2019
7-8 novembre 2019

Sécuriser les contrats de sous-traitance

DIGITAL

Garantir l'encadrement de ses contrats et anticiper leurs issues

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Rédiger les clauses essentielles du contrat de sous-traitance

- Définir les clauses formalisant au mieux cet accord
  Étude de cas : les techniques pour rédiger les accords préparatoires à un contrat de sous-traitance dans le cadre d'une réponse à un appel d'offres
- Définir l'étendue des garanties fournies par l'entrepreneur principal et le " back to back " avec le sous-traitant
- Aménager les droits de propriété intellectuelle
- Identifier les spécificités contractuelles de la sous-traitance internationale

Prévenir les risques en matière de responsabilité

- Analyser les enjeux juridiques et sociaux du recours à la sous-traitance de services
- Identifier les aménagements contractuels possibles
  Exercice d'application : rédaction des clauses limitatives de responsabilité
- Obligation de moyens ou de résultat : mesurer les incidences
- Prendre toutes les précautions en matière sociale
  Étude de cas : techniques pour cantonner/anticiper le risque de prêt de main-d'œuvre et de requalification de co-employeurs

Négocier au mieux la fin du contrat et les éventuels litiges

Gérer le transfert des contrats et la succession de prestataires et de sous-traitants

Exercice d'application : rédaction des éléments clés d'une information/consultation du CE pour obtenir son avis dans le cadre d'une externalisation

- Mesurer l'impact d'un redressement judiciaire du sous-traitant
- Résiliation et résolution : les conditions et les alternatives
  Étude de cas : les clauses essentielles à mettre en œuvre à la fin du contrat de sous-traitance

MODULES VIDÉO

- Quelle durée pour mon contrat ?
- Pourquoi négocier une clause de responsabilité équilibrée ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Garantir l'encadrement de ses contrats de sous-traitance et anticiper leurs issues

INITIATION

Code : 20015
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Rédiger les clauses sensibles
Prévenir les risques juridiques
Négocier la fin du contrat et les éventuels litiges

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit des contrats

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Responsables des ressources humaines

ANIMATEURS

Valérie RAYNAUD
Avocat à la Cour
Isabelle GAVANON
Avocat Associé
FIDAL

PLANNING

Paris
20-21 mai 2019
13-14 novembre 2019

Sécuriser les contrats de maintenance

DIGITAL

Mettre en place et gérer ses contrats de maintenance

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Préparer la négociation d'un contrat de maintenance

De la définition des besoins…

- Réaliser un audit efficace des besoins en maintenance
- Définir le type de maintenance : corrective et/ou évolutive
- Choisir entre obligation de moyens ou obligation de résultats

À la rédaction du cahier des charges

Exercice d'application : élaboration d'un référentiel de bonnes pratiques pour traduire les besoins en termes de délai d'intervention, de fréquence et de contenu de la maintenance

Identifier les responsabilités des cocontractants

- Prescripteur, donneur d'ordres, fournisseur
- La nature des responsabilités et les sanctions encourues
- La sous-traitance occulte

Exercice d'application : analyse commentée et rédaction des clauses essentielles des contrats de maintenance

- L'objet du contrat
- Obligation de moyens ou obligation de résultats
- Les délais d'intervention et la durée de l'engagement
- Les clauses financières
- Aménager le partage de responsabilités
- Assurances et responsabilités : définir ce qu'il faut prévoir
- Les garanties légales et complémentaires

L'impact de la normalisation sur la relation contractuelle

- Les aspects juridiques des normes ISO 9000-2000 et 14000
- Le régime juridique des démarches QSE

Assurer le suivi du contrat de maintenance

Exercice d'application : élaboration d'un système de pénalités performant pour les cas de non-respect des obligations contractuelles

- Législation sociale : prévenir les risques

Autodiagnostic : évaluation de la pratique des participants dans la gestion des risques sociaux et élaboration de points clés à vérifier lors du retour dans l'entreprise

MODULES VIDÉO

- Quelles obligations avant de signer un contrat ?
- Pourquoi négocier une clause de responsabilité équilibrée ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Assurer la mise en place et la gestion de ses contrats de maintenance

INITIATION

Code : 20014
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Sécuriser la rédaction des appels d'offres et des contrats
Anticiper les litiges éventuels et les responsabilités
Définir la gestion juridique à mettre en place

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit des contrats

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables techniques
Juristes

ANIMATEUR

Sylvain MARTIN
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
3-4 juin 2019
17-18 décembre 2019

Maîtriser les contrats d'achat - Niveau 1

DIGITAL

Négocier et prévenir les risques des contrats d'achat

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Négociations : identifier les précautions indispensables

- Déterminer la valeur des documents échangés et des engagements oraux lors des pourparlers
- Cerner les obligations des parties

Maîtriser le cadre juridique du contrat d'achat

- Les différents types de contrats et formes d'achats
- Identifier les obligations de l'acheteur et du vendeur
- Intégrer les règles essentielles du droit de la concurrence

Exercice d'application : analyse commentée et rédaction des clauses essentielles des contrats d'achat

Suivi et exécution du contrat : prévenir les risques

Anticiper le non-respect du contrat

- Assurer un suivi opérationnel, financier et juridique du contrat
- Les cas d'inexécution contractuelle
- La mise en jeu de la responsabilité
- Le défaut de conformité et les vices cachés
- Les cas de force majeure : prévoir l'imprévisible
- La médiation : un outil de prévention et de gestion des conflits

Maîtriser les spécificités de certaines prestations

- Prévenir le délit de marchandage et le prêt de main-d'œuvre illicite
- Protéger son patrimoine intellectuel : contrefaçon et droits d'auteur
- La confidentialité des données et du savoir-faire

Étude de cas : les incidences juridiques du côté de l'émetteur et du côté du soumissionnaire dans le cadre d'un appel d'offres

S'initier à la dimension internationale des achats

Mise en situation : négociation acheteur/vendeur des clauses essentielles d'un contrat d'achat

MODULES VIDÉO

- Quelles obligations avant de signer un contrat ?
- Quel est l'effet du contrat pour les parties ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Acquérir les réflexes essentiels pour négocier et auditer ses engagements contractuels dans ses contrats d'achat

INITIATION

Code : 20018
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Optimiser la négociation et la formalisation des contrats
Identifier les risques de responsabilité et prévenir les litiges
Gérer la dimension internationale

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit des contrats

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables achats
Juristes

ANIMATEUR

Marine HARDY
Avocat à la Cour
ITLAW Avocats

PLANNING

Paris
6-7 juin 2019
25-26 novembre 2019

Sécuriser les contrats d'achat - Niveau 2

Rédiger et sécuriser ses contrats d'achat

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les enjeux du droit de la concurrence propres aux contrats d'achat

La rupture des négociations
- Le régime juridique applicable pendant ses négociations
- La responsabilité pendant les négociations
- Anticiper et limiter ce risque

La rupture d'une relation d'affaires établie

Étude de cas : analyse d'une méthode d'anticipation des risques à partir de plusieurs cas concrets de rupture de négociations et de rupture de relations d'affaires établies

Sécuriser les pratiques commerciales

La transparence tarifaire
- Les règles de facturation
- Les délais de paiement et intérêts de retard
- La validité des remises arrière

Les pratiques abusives
- Les fournisseurs " monoclient "
- Les conditions générales d'achat
- La constitution de " listes noires "

L'application de la langue française

Exercice d'application : identification et anticipation de pratiques d'achat illicites

Intégrer les achats dématérialisés
- Les contrats conclus par voie électronique
- L'archivage électronique

Étude de cas : analyse de la valeur juridique de différents documents (contrats, factures, bons de commande…)

Maîtriser les clauses spécifiques selon les catégories d'achats
- Les achats " marketing "
- Les achats informatiques
- Les achats règlementés

Étude de cas : rédaction et négociation des clauses spécifiques d'un cas concret

Gérer les achats internationaux

Exercice d'application : identification de la convention internationale applicable à un cas concret et intérêt ou non de l'appliquer

MODULES VIDÉO
- Comment sortir de mon contrat ?
- Pourquoi négocier une clause de responsabilité équilibrée ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Adopter les bonnes réactions lors de la rédaction et de la négociation des contrats d'achat

PERFECTIONNEMENT

Code : 20073
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les réglementations
Identifier les risques spécifiques pour mieux les prévenir
Maîtriser les clauses pour sécuriser l'exécution

PRÉREQUIS

Avoir de bonnes bases en droit des contrats

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables achats
Juristes

ANIMATEUR

Marine HARDY
Avocat à la Cour
ITLAW Avocats

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
8-9 juillet 2019
9-10 décembre 2019

Les bases du droit de la concurrence

Identifier les pratiques anticoncurrentielles et comprendre les procédures

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier l'applicabilité du droit de la concurrence et l'autorité compétente
- L'application du droit de la concurrence
- Les différentes autorités de contrôle de la concurrence

Exercice d'application : analyse de l'applicabilité du droit de la concurrence national et/ou européen

Cerner les différentes pratiques anticoncurrentielles

Les ententes anticoncurrentielles
- Les différentes formes d'entente
- Les exemptions : par catégorie et individuelle

Les abus de position dominante et les abus de dépendance économique

Étude de cas : analyse de pratiques anticoncurrentielles

Mesurer l'étendue du contrôle des concentrations
- Contrôlabilité et autorité compétente
- Appréciation de l'atteinte à la concurrence

Étude de cas : analyse de sanctions appliquées

Faire le point sur les procédures selon l'autorité concernée
- Déposer une plainte

Exercice d'application : analyse et élaboration d'une plainte
- Analyser la procédure devant chaque autorité et juridiction
- Mesurer les pouvoirs d'enquête de chaque autorité

Mise en situation : réaction à une enquête

Mesurer l'importance des sanctions
- Anticiper les sanctions encourues en fonction de l'autorité saisie : nullité, amendes, astreintes, injonctions, mesures de publicité, dommage-intérêts
- Maîtriser le contentieux des sanctions par la mise en œuvre d'alternatives à la sanction : clémence, non-contestation des griefs, engagements, programmes de mise en conformité

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les risques en matière d'atteinte à la libre concurrence et les différentes procédures selon l'autorité de concurrence compétente

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended à découvrir sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 20140
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les différents types de pratiques anticoncurrentielles
Anticiper les pratiques économiques à risque
Maîtriser les règles procédurales

PRÉREQUIS

Être confronté au droit de la concurrence

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats
Responsables administratifs et financiers

ANIMATEUR

Nizar LAJNEF
Avocat à la Cour
UGGC Avocats

PLANNING

Paris
8-9 avril 2019
10-11 octobre 2019

Maîtriser les risques des pratiques anticoncurrentielles

Mesurer les sanctions encourues et les possibilités de négociation

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mesurer les risques en matière de pratiques anticoncurrentielles

Les ententes
- Les différentes formes d'ententes, accords verticaux et horizontaux
- L'atteinte à la concurrence, l'imputabilité de l'entente
- Les dérogations au principe : les différentes exemptions

Les abus de position dominante et les abus de dépendance économique
- Définition du marché et de la position dominante
- Les formes d'exploitation abusive d'une position dominante ou d'une dépendance économique

Déterminer les sanctions applicables
- Injonctions, amendes, astreintes, mesures provisoires, sanctions civiles et pénales
- Méthode de calcul du montant des amendes aux niveaux national et communautaire

Maîtriser les différentes procédures négociées
- Procédures de clémence, transaction, non-contestation des griefs
- Les engagements
- Les programmes de mise en conformité

Mesurer les risques en matière de contrôle des concentrations
- Définir les opérations concernées et calculer les seuils
- La procédure de contrôle
- L'appréciation de l'opération de concentration

Maîtriser les procédures devant les autorités nationales et européennes

Identifier les choix offerts aux victimes de pratiques anticoncurrentielles
- La procédure sur plainte devant la Commission Européenne et l'Autorité de la concurrence
- Compétence parallèle des autorités et juridictions nationales et européennes
- Arbitrage : définir les paramètres à prendre en considération en fonction des éléments du dossier

Exercice d'application : analyse et élaboration d'une plainte

Gérer les procédures d'enquête
- Les pouvoirs des enquêteurs et leurs limites en droit français et en droit européen
- Les moyens à opposer
- Les mesures préventives à prendre

Exercice d'application : réaction lors d'une enquête

L'instruction de l'affaire

Identifier les voies de recours contre les décisions de l'Autorité de la concurrence et de la Commission Européenne

Étude de cas : analyse de cas concrets et formation méthodologique sur les échanges d'informations, les clauses de non-concurrence, la discrimination tarifaire, la revente sur internet, le refus d'agrément, la revente hors réseau et le choix du réseau de distribution

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtrisez le fonctionnement du contrôle des pratiques anticoncurrentielles, les sanctions encourues et les négociations possibles avec les différentes autorités de concurrence

PERFECTIONNEMENT

Code : 20141
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mesurer les risques en matière de pratiques anticoncurrentielles nationales et européennes
Maîtriser les règles de procédure devant les autorités et juridictions nationales et européennes

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit de la concurrence ou avoir suivi " Les bases du droit de la concurrence " (code 20140 p. 132)

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats
Responsables administratifs et financiers
Responsables commerciaux

ANIMATEUR

Nizar LAJNEF
Avocat à la Cour
UGGC Avocats

PLANNING

Paris
27-28 juin 2019
16-17 décembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Sécuriser les aides d'État

PROGRAMME

Mesurer les enjeux des différentes aides d'État : définir leur légalité et la vérifier
- Les aides à la création : identifier lesquelles utiliser en toute légalité
- Identifier les aides au fonctionnement de l'entreprise : cerner les conditions à remplir pour en bénéficier
- Recenser les aides qui sont autorisées en cas de difficultés économiques

Partage d'expériences : échanges sur les différentes aides d'État

Maîtriser le régime des aides d'État et identifier les risques inhérents
- Identifier les différentes catégories d'aides
- Anticiper les difficultés de la procédure de contrôle
- Mesurer les risques concrets pour l'entreprise

Étude de cas : analyse de plusieurs affaires récentes et élaboration de solutions face aux difficultés rencontrées

COMPÉTENCES MÉTIER

Sécuriser sa gestion des aides d'État

PLANNING

Paris
14 juin 2019 (14h-18h)
13 novembre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 20189
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Déterminer la légalité d'une aide publique directe ou indirecte
Maîtriser les procédures de contrôle

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit de la concurrence

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et DAF
Avocats

Maîtriser le droit de la concurrence

DIGITAL

Cycle long - Pratiques anticoncurrentielles, contrôle des concentrations et aides d'État

Le droit de la concurrence se joue à deux niveaux pour les entreprises, national et communautaire. Sachant que les autorités de concurrence ont toujours plus de prérogatives, qu'elles appliquent des sanctions de plus en plus sévères et que le droit évolue (class actions en France), il est essentiel de maîtriser les règles qu'elles appliquent pour bien appréhender les risques qui pèsent sur l'entreprise.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

MODULE 1

Maîtriser les fondements du droit de la concurrence interne et communautaire, identifier ses acteurs

Intégrer les sources du droit de la concurrence
- Déterminer le champ d'application des règles de concurrence
- Définir l'articulation entre droit communautaire et droit national

Identifier les organismes de contrôle et cerner le rôle de chacun

Les autorités de concurrence : Autorité de la concurrence, Ministre de l'Économie (DGCCRF) et Commission européenne
- Cerner leurs pouvoirs d'investigation
- Mesurer leur pouvoir de sanction

Les entreprises : mettre en œuvre des stratégies préventives d'encadrement du risque concurrence

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2

Établir les conditions de la concurrence et les règles de comportement

Maîtriser le contrôle préventif des concentrations

Cerner le champ d'application
- Définir la notion de concentration
- Mesurer les seuils de contrôlabilité

Mettre en place l'analyse
- Définir les marchés pertinents et les marchés affectés
- Procéder aux analyses concurrentielles

Se familiariser avec les procédures
- Cerner les principes généraux
- Maîtriser la procédure nationale
- Gérer la procédure communautaire

Mesurer les recours et sanctions

Étude de cas : analyse de recours

Apprécier les aides d'État et l'égalité des chances entre les concurrents

Définir et analyser les critères de qualification des aides d'État
- Dresser la typologie des exemptions : exemption générale et exemption individuelle (cas particulier des aides accordées en période de crise)
- Identifier une aide d'État

Mettre en œuvre la procédure contentieuse
- Les différentes phases de la procédure
- L'intervention des tiers
- Les modalités de récupération des aides d'État
- Les différentes actions envisageables devant les juridictions nationales

Étude de cas : analyse d'une procédure contentieuse

Intégrer les règles de comportement

Définir les ententes
- Réunir les éléments constitutifs : concertation entre entreprises et affectation de la concurrence
- Exemple d'ententes
- Identifier les exemptions par catégorie/simple

Étude de cas : analyse d'ententes

Mesurer les abus de dominance
- Sous l'angle du droit de la concurrence, l'abus de position dominante (typologie des abus)
- Sous l'angle des pratiques restrictives, la dépendance économique et la pratique de prix abusivement bas

Intégrer les modes alternatifs de règlement des litiges
- La procédure de clémence
- La procédure d'engagement
- La procédure de transaction

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3

Analyser les pratiques restrictives de concurrence

Intégrer la libération de la négociation commerciale
- Le nouveau principe de négociabilité des tarifs et des conditions de vente
- Les délais de paiement
- L'encadrement de la négociation

Le contrôle de la relation commerciale : identifier les règles applicables
- Le contrôle de l'exécution
- Le contrôle de la rupture

Étude de cas : analyse des règles de facturation et de détermination du seuil de revente à perte

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

Classe virtuelle Retours d'expérience* : pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriserez le droit des pratiques anticoncurrentielles, le contrôle des concentrations ainsi que le contrôle des aides d'État

INITIATION

Code : 20030

4 jours | 28 heures

Tarif HT : 2 640 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les sources et les acteurs du droit de la concurrence
Intégrer les pratiques anticoncurrentielles en droit interne et européen
Analyser les pratiques restrictives de concurrence

PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique au droit de la concurrence

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables du contentieux
Responsables juridiques et juristes
Toute personne dont la fonction exige une bonne connaissance des règles du droit de la concurrence

ANIMATEUR

Emmanuel TRICOT
Avocat Associé
LPA CGR Avocats

PLANNING

Paris
17-18 décembre 2018, 14-15 janvier et 12 mars 2019*
14-15 mars, 28-29 mars et 21 mai 2019*
23-24 septembre, 7-8 octobre et 12 novembre 2019*
12-13 décembre 2019, 9-10 janvier et 10 mars 2020*

*** CLASSE VIRTUELLE**
Pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Contentieux en droit de la concurrence

Prévenir les risques et adopter les bonnes stratégies contentieuses de défense

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

La prévention du contentieux en droit de la concurrence : identifier les pratiques à risque

Cerner la politique des autorités de la concurrence et anticiper son évolution

Autodiagnostic : pratiques des participants

- Faire le point sur les principaux visages du droit de la concurrence
- Identifier les pratiques à risque selon les secteurs d'activité

Exercice d'application : élaboration d'un tableau de bord des risques en fonction de son activité

- Une fois le risque identifié, organiser la réaction

Exercice d'application : audit des pratiques des entreprises

Organiser le contentieux privé

Étude de cas : étude comparative et analyse des amendes record fixées par les autorités françaises et communautaires

La gestion du contentieux en droit de la concurrence

Réagir aux enquêtes de concurrence

- Mettre en place des procédures internes
- Identifier les droits et obligations des entreprises

Organiser la réaction de l'entreprise

Dialoguer avec les autorités de la concurrence

- Utiliser le droit de la concurrence de manière offensive

Partage d'expériences : analyse des comportements et des difficultés rencontrés en pratique

Échapper aux éventuelles sanctions ou les minimiser

- Les programmes de clémence
- La transaction
- Les engagements

Étude de cas : mise en application d'un programme de clémence et anticipation des risques de contentieux induits

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Anticiper et de gérer les risques de contentieux en droit de la concurrence pour son entreprise

EXPERTISE

Code : 20062
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les pratiques à risque
Mettre en place un programme de compliance
Gérer une procédure et anticiper les pièges

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit de la concurrence

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables du contentieux et juristes
Avocats

ANIMATEUR

Emmanuel TRICOT
Avocat Associé
LPA CGR Avocats

PLANNING

Paris
12 juin 2019
18 décembre 2019

E-commerce

Sécuriser juridiquement ses applications digitales

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier le cadre juridique de la vente à distance et du e-commerce

- Maîtriser les notions juridiques clés de la vente à distance
- Identifier les particularismes du e-commerce et de la LCEN, du RGDP et de la loi pour une République Numérique
- Lister les pré-requis avant de se lancer dans le e-commerce
- Repérer les nouvelles obligations encadrant les relations entre fournisseurs et distributeurs

Maîtriser les obligations générales et particulières pesant sur le vendeur à distance

Concevoir son site, son application en tenant compte des différentes informations précontractuelles obligatoires

Exercice d'application : rédaction des CGV adaptées au e-commerce

Limiter sa responsabilité dans le cadre de l'exécution du contrat

Étude de cas : analyse de l'articulation entre la responsabilité du vendeur et celle du transporteur

Assurer la sécurité lors du tunnel de commande

Adopter les bons réflexes juridiques face aux consommateurs

Éviter les pratiques abusives

Étude de cas : analyse des clauses abusives et de la jurisprudence à la suite de la réforme du droit des contrats

Différencier les méthodes licites et illicites de communication

- Différencier l'opt in et l'opt out et obtenir le consentement aux opérations de prospections
- Maîtriser la publicité sur son site internet
- Les outils juridiques pour protéger sa e-réputation

Mesurer le renforcement des moyens d'action en matière de protection du consommateur

Étude de cas : analyse de litiges transfrontaliers

Maîtriser la preuve et les enjeux de la collecte des données à caractère personnel (RGDP)

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Sécuriser juridiquement ses applications digitales dans le cadre du e-commerce

INITIATION

Code : 20063
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le cadre juridique
Cerner les obligations pesant sur le vendeur à distance
Sécuriser et optimiser ses pratiques

PRÉREQUIS

Avoir déjà été confronté à des contrats de e-commerce

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Responsables commerciaux et marketing

ANIMATEUR

Garance MATHIAS
Avocat à la Cour
MATHIAS Avocats

PLANNING

Paris
23-24 mai 2019
18-19 novembre 2019

Conditions générales de vente et d'achat

Rédiger ses CGV et CGA en toute sécurité

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre juridique des CGV et des CGA

Articuler le cadre conventionnel ou harmoniser les relations avec les autres conventions de la négociation commerciale

Maîtriser le cadre réglementaire : déterminer la loi applicable, les obligations et les limites à la liberté contractuelle

Exercice d'application : prévention des conflits entre les documents contractuels

Étude de cas : analyse d'un déséquilibre significatif

Rédiger le contenu des CGV en BtoC

- Fixer les conditions juridiques de la vente
- Clauses abusives en matière de CGV BtoC
- Garantie de conformité
- Droit de rétractation

Étude de cas : analyse de clauses abusives

Exercice d'application : rédaction d'une clause " Droit de rétractation "

Rédiger le contenu des CGV en BtoB

Maîtriser les clauses obligatoires

- Fixer les conditions juridiques de la vente
- Encadrer les conditions financières de la vente
- Encadrer les conditions de règlement

Analyser les clauses recommandées

- Fixer les modalités de commande et déterminer le moment de la vente définitive
- Rédiger le bon de livraison
- Encadrer le délai et les conditions de livraison en fonction des aléas
- Arrêter des procédures sécurisantes pour vérifier le défaut de conformité de la marchandise et la mise en jeu de la garantie
- Aménager la responsabilité par des clauses limitatives
- La force majeure
- Prévoir les conditions de la résolution
- La clause attributive de compétence

Mise en situation : jeu de rôles de négociation de clauses

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Sécuriser la négociation et la rédaction de ses conditions générales de vente et d'achat

INITIATION

Code : 20055

1 jour | 7 heures

Tarif HT : 990 €

Repas inclus

OBJECTIFS

Anticiper les risques liés à des CGV et CGA mal rédigées

Mettre à jour ses CGV et CGA

Rédiger les clauses appropriées

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit commercial

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes

Commerciaux

ANIMATEUR

Enzo FALCONIERI

Avocat à la Cour

MARVELL AVOCATS

PLANNING

Paris

17 mai 2019

4 novembre 2019

Le cadre juridique d'une politique commerciale

Maîtriser les accords commerciaux entre fournisseurs et distributeurs

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Faire le point sur l'évolution du cadre juridique des pratiques commerciales

- Définir le cadre légal des relations commerciales
- Identifier les textes applicables aujourd'hui
- Intégrer la réforme du droit des contrats

Rédiger et négocier ses CGV, CCV, CPV et CGA

- Identifier les règles applicables
- Contradictions CGV/CGA : les incidences

Maîtriser le cadre juridique des délais de paiement

- Les délais de paiement convenus, réglementés, dérogatoires
- Le mode de computation des délais de paiement, les pénalités de retard et indemnités pour frais de recouvrement
- La mission des commissaires aux comptes

Sécuriser et formaliser la négociation commerciale

- Le champ d'application et le contenu obligatoire de la convention unique
- La coopération commerciale et les autres obligations : définir la rémunération
- L'articulation entre CGV, CCV, CPV et convention unique
- La contractualisation des NIP
- Les contrats MDD
- Formaliser les termes de la convention unique

Prix, facturation et revente à perte

Étude de cas : examen d'un barème de réductions de prix, calcul du SRP et mise en place d'une politique tarifaire

Pratiques restrictives de concurrence

- Identifier les textes qui demeurent pénalement sanctionnés
- Les pratiques sanctionnées civilement
- Les sanctions administratives et les pouvoirs de la DGCCRF

Le " déséquilibre significatif dans les droits et obligations des parties "

Exercice d'application : appréciation du caractère déséquilibré de clauses contractuelles à travers la jurisprudence correspondante

Gérer la rupture des relations commerciales

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Évaluer les risques liés à la négociation commerciale et mettre en œuvre une stratégie juridique de gestion de la relation commerciale

INITIATION

Code : 20009

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 450 €

Repas inclus

OBJECTIFS

Faire le point sur le cadre juridique

Identifier les pratiques commerciales interdites et les sanctions encourues

PRÉREQUIS

Intervenir dans la préparation d'accords commerciaux

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes

Responsables commerciaux

ANIMATEUR

Jean-Christophe GRALL

Avocat à la Cour

GRALL & ASSOCIÉS

PLANNING

Paris

21-22 mars 2019

18-19 juin 2019

25-26 novembre 2019

Réparation du préjudice commercial

Évaluer et indemniser le dommage commercial

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Partage d'expériences : échanges sur les habitudes en matière de réparation des préjudices

Maîtriser les règles gouvernant la réparation

Déterminer les conditions de la réparation

Mesurer l'ampleur de la réparation

Étude de cas : analyse de situation comparée avec le droit anglo-saxon et la réparation du préjudice né de la contrefaçon

Rédiger des clauses contractuelles efficaces

- Les clauses exclusives et limitatives de responsabilité
- La clause pénale

Exercice d'application : mises en situation autour de la rédaction de clauses

Évaluer son préjudice commercial

La mécanique de l'évaluation

Étude de cas : analyse de la problématique des clauses de hardship et de la démonstration des bouleversements économiques

Le gain manqué et les pertes subies

Exercice d'application : calcul des préjudices nés du dysfonctionnement d'une solution informatique : exécution forcée/résolution, coût de main d'œuvre, désorganisation du service…

La perte de chance

Étude de cas : analyse de l'échec d'un partenariat

L'intégration de la notion de temps

Élaborer la stratégie contentieuse

- Déterminer les preuves à réunir
- Collecter et conserver la preuve
- Déterminer le moment où recourir au juge
- Mesurer le rôle du juge dans la collecte des preuves et dans l'évaluation
- Analyser les différentes formes d'expertise financière
- Cerner la démarche à adopter avec l'expert financier

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Évaluer un préjudice commercial et élaborer une stratégie efficace en demande comme en défense

INITIATION

Code : 20172
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les règles gouvernant la réparation
Définir les méthodes d'évaluation reprises par les magistrats
Cerner la position des tribunaux

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit de la responsabilité

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Avocats, conseils

ANIMATEURS

Chantal CORDIER VASSEUR
Avocat Associée
LATOURNERIE WOLFROM AVOCATS

Céline LEROY
Associée Litigation & Forensic
EIGHT ADVISORY

PLANNING

Paris
19 juin 2019
4 décembre 2019

Les réseaux de franchise en pratique

Gérer les rapports entre franchiseurs et franchisés

RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Bien définir la franchise pour mieux la comprendre

- Distinguer la franchise des contrats voisins
- Identifier les spécificités de la franchise

Exercice d'application : qualification de contrats, en franchise ou non

Maîtriser l'étendue de l'obligation précontractuelle du franchiseur

- Définir la raison d'être de l'obligation précontractuelle d'information
- Relier le non-respect de l'obligation précontractuelle d'information et la nullité du contrat
- Maîtriser les conséquences de l'annulation du contrat de franchise

Identifier les clauses importantes et sensibles du contrat de franchise et gérer la liberté contractuelle

- Définir l'exclusivité territoriale
- Encadrer la liberté des franchisés dans l'exploitation d'un site internet marchand

Étude de cas : analyse d'exemples de fonctionnement d'un site internet commun au franchiseur et à son réseau

- Gérer et mettre en œuvre la communication nationale et locale
- Définir la marge de manœuvre et de liberté du franchisé
- Identifier les obligations du franchisé
- L'approvisionnement
- L'intuitu personae, la transmission du contrat de franchise et le changement de contrôle du cocontractant
- La non-concurrence et la non-affiliation post-contractuelles : distinction et conditions de validité
- L'équilibre de la relation : le déséquilibre significatif L442-6 du code de commerce

Exercice d'application : rédaction des clauses principales du contrat de franchise

Focus sur l'ouverture d'une procédure collective et la fin du contrat de franchise

- Franchise et entreprises en difficultés : position du franchiseur face au franchisé en difficulté
- Gérer la fin des relations

Partage d'expériences : échanges sur les conflits rencontrés et la manière de les éviter

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Utiliser le droit au service du bon fonctionnement et du bon développement du réseau de franchise

PERFECTIONNEMENT

Code : 20037
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le régime juridique
Analyser le contenu du contrat
Anticiper les problématiques et les risques

PRÉREQUIS

Intervenir dans les relations entre franchiseur et franchisé

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Avocats et experts-comptables

ANIMATEURS

Sandrine RICHARD, Avocat
& François-Luc SIMON
Avocat Associé
SIMON ASSOCIÉS

PLANNING

Paris
15-16 avril 2019
17-18 octobre 2019
Lyon
8-9 avril 2019
10-11 octobre 2019

Droit de la publicité et de la promotion des ventes

Prévenir les risques légaux

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre légal de la publicité

- Respecter les obligations
  Étude de cas : analyse des pratiques et présentations publicitaires pénalement sanctionnées par la jurisprudence
- Cerner l'organisation et le fonctionnement des instances déontologiques
  Étude de cas : analyse de recommandations et de décisions de l'ARPP
- Anticiper les risques liés à la publicité comparative
  Étude de cas : analyse de publicités comparatives
- Communication sur internet
- Connaître les contraintes de gestion des données personnelles propres aux opérations promotionnelles
  Exercice d'application : mise en œuvre d'un e-mailing avec offre de parrainage

Optimiser les opérations de marketing et de e-marketing

- Cerner le cadre juridique des outils de marketing en tenant compte des dernières évolutions légales
  Étude de cas : analyse d'opérations promotionnelles types
- Concevoir des loteries et des concours
  Exercice d'application : rédaction d'un règlement de loterie

Sécuriser les relations avec les prestataires

- Maîtriser les relations avec les agences de communication, de marketing services et les agences Web
  Exercice d'application : cession des droits d'auteur et droits des tiers
- Gérer les relations avec les prestataires d'achat d'espace : régie/agence média
- Gérer la fin des relations
  Exercice d'application : choix du statut entre mandat et maîtrise d'œuvre pour les opérations hors média

Identifier et sécuriser les droits des tiers

- Discerner droits d'auteur, droits sur les marques, droits de la personnalité et droits à l'image
  Exercice d'application : identification des droits des tiers sur des publicités diffusées
  Exercice d'application : rédaction d'une autorisation d'utilisation de droit à l'image

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les principales règles juridiques relatives à la communication publicitaire et identifier les principaux pièges à éviter

PERFECTIONNEMENT

Code : 20019
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Faire le point sur le droit de la communication publicitaire
Identifier et prévenir les risques
Optimiser les relations avec les prestataires

PRÉREQUIS

Être impliqué dans les opérations de promotion des ventes

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Responsables publicité et marketing

ANIMATEUR

Fabien HONORAT
Avocat Associé
PÉCHENARD & ASSOCIÉS

PLANNING

Paris
20-21 mai 2019
28-29 novembre 2019

Droit du marketing

Sécuriser et valoriser ses actions de promotion et de communication

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Gérer l'image de l'entreprise et/ou d'un produit

- Identifier les éléments protégeables au sein d'une action de communication
  Exercice d'application : définition du caractère protégeable ou non d'éléments de communication
- Faire le point sur les différents systèmes de protection et juger de leur adéquation avec ses objectifs
  Étude de cas : analyse de la protection d'un slogan publicitaire
- Faire face à la contrefaçon et à la concurrence déloyale
  Étude de cas : analyse de pratiques commerciales trompeuses et de publicité comparative
  Étude de cas : analyse de publicités sur les moteurs de recherche

Assimiler le régime de la promotion des ventes

- Maîtriser le cadre légal des actions promotionnelles
  Exercice d'application : établissement d'un règlement de jeu
- Maîtriser le cadre légal des vecteurs de communication électronique
  Exercice d'application : déclaration d'un fichier clients / prospects auprès de la CNIL
- Confier la réalisation et la création d'une campagne de communication à un tiers
  Étude de cas : analyse des principales clauses d'un contrat de prestations publicitaires

Maîtriser les nouvelles règles applicables à la vente sur internet

- La structure d'une HomePage type et les mentions légales obligatoires
- Les obligations en matière d'information pré et post-contractuelle
- L'organisation du canal de commande
- La livraison, les responsabilités, les garanties…

Intégrer le droit de rétractation

Mesurer les sanctions encourues

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser le cadre juridique de ses actions marketing

PERFECTIONNEMENT

Code : 20113
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mettre en place une politique de protection adaptée aux actions
Cerner le cadre juridique
Maîtriser les règles applicables à la vente sur internet

PRÉREQUIS

Être impliqué dans les opérations de marketing

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Responsables marketing

ANIMATEURS

Céline AVIGNON
& Virginie BRUNOT
Avocats à la Cour
ALAIN BENSOUSSAN AVOCATS

PLANNING

Paris
16-17 mai 2019
4-5 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Maîtriser le cadre juridique du marketing direct

Sécuriser sa démarche marketing en cernant les limites légales

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Règles générales du droit du marketing direct

Les règles concernant le traitement des fichiers et des bases de données

- Loi Informatique et libertés et RGPD
- Les traitements spécifiques au e-commerce : gestion clients / prospects, lutte contre la fraude, vente à distance et numéro de carte bancaire

Les risques encourus

- Contrôles de la CNIL
- Procédure devant la formation restreinte de la CNIL
- Sanctions : administratives, pécuniaires et pénales

Exercice d'application : déclaration d'un fichier clients/ prospects

Techniques de vente et opérations promotionnelles : identifier les règles spécifiques

- Le régime juridique des loteries, jeux, concours et primes
- Les impacts du droit européen et de la loi Hamon
- L'identification des pratiques commerciales déloyales

Étude de cas : analyse d'un règlement d'une opération de jeu

La publicité comparative, trompeuse et mensongère

Les nouvelles règles applicables à la vente sur internet

- La structure d'une HomePage type et les mentions légales obligatoires
- Les obligations en matière d'information pré et post-contractuelle
- L'organisation du canal de commande
- La livraison, les responsabilités, les garanties…

Le droit de rétractation

Les sanctions encourues

Cerner les règles propres aux techniques du marketing sur internet

- Les règles spécifiques de la publicité et de la prospection électroniques

La publicité en ligne

- La publicité par email
- Les cookies
- Les modalités du parrainage et les précautions à prendre
- Les sanctions encourues

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier les limites légales afin de sécuriser sa démarche marketing

PERFECTIONNEMENT

Code : 20084
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Assimiler les règles
Adopter les bons réflexes
Maîtriser les règles propres au marketing sur internet

PRÉREQUIS

Être impliqué dans des opérations de marketing direct

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Responsables marketing

ANIMATEUR

Céline AVIGNON
Avocat à la Cour
Directeur du département publicité et marketing électronique
ALAIN BENSOUSSAN AVOCATS

PLANNING

Paris
18-19 mars 2019
10-11 octobre 2019

Pratique du droit de la consommation

Gérer les relations consuméristes en respectant les obligations légales

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer les infractions au droit de la consommation et les moyens de protection à la disposition des consommateurs et des professionnels

- Publicité et promotion des ventes : comprendre l'intégration en droit français de la Directive européenne relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs

Étude de cas : analyse d'exemples issus de la jurisprudence récente

- Publicité destinée aux professionnels : intégration en droit français de la Directive européenne en matière de publicité trompeuse et de publicité comparative

Étude de cas : analyse de publicités comparatives au regard de la jurisprudence française et européenne et exemples d'actions en cessation

Contrats avec les consommateurs

- Mesurer l'information due aux consommateurs
- Contrats conclus à distance

Étude de cas : analyse de clauses abusives à partir d'exemples issus de la jurisprudence récente, exemples de sites internet et de CGV

Régler au mieux les litiges relatifs au droit de la consommation et préserver ses droits face aux autorités de contrôle

L'action de la DGCCRF

- Cerner les pouvoirs de la DGCCRF
- Bien appréhender un contrôle de la DGCCRF
- Maîtriser le règlement transactionnel en cas de non-respect du Code de la consommation

L'action des concurrents : l'action en concurrence déloyale

- Définir les conditions de fond et de forme
- Mesurer les risques de condamnation
- Maîtriser le règlement transactionnel avec les concurrents

L'action des associations de consommateurs

L'action de groupe

La médiation des litiges de consommation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Encadrer les relations entre consommateurs et professionnels pour limiter les risques de contentieux

INITIATION

Code : 20074
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les moyens de protection mis à la disposition du consommateur et des professionnels
Gérer un contentieux en droit de la consommation

PRÉREQUIS

Être impliqué dans les relations avec les consommateurs

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Responsables commerciaux

ANIMATEUR

Gaëlle ROBIC, Avocat à la Cour
NOMOS Société d'Avocats

PLANNING

Paris
1er-2 avril 2019
19-20 septembre 2019
16-17 décembre 2019

Droit des sûretés

Sécuriser la négociation et la rédaction de ses sûretés

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le contrat de cautionnement

Faire le point sur la formation du contrat de cautionnement
- Mentions et formalisme du contrat de cautionnement
- Engagement du patrimoine de la caution et caution réelle
- Caution simple ou solidaire
- Validité de la caution : preuve, vices du consentement…
- Validité du cautionnement et intérêt social

Assurer l'exécution du contrat de cautionnement
- Cautionnement et information
- Devoir de mise en garde
- Étendue du cautionnement

Le bénéfice de subrogation

Exercice d'application : l'exécution du devoir de mise en garde

Faire le point sur les alternatives au contrat de cautionnement

Étudier la garantie autonome
- Autonomie de l'objet de l'obligation du garant
- L'inopposabilité des exceptions
- Moyens de défense : le caractère frauduleux ou abusif

Analyser la lettre d'intention
- Déterminer les termes de la lettre d'intention
- Validité de la lettre d'intention

Exercice d'application : rédaction d'une garantie autonome ou d'une lettre d'intention

Analyser le droit de rétention, le gage et le nantissement

Mettre en place un droit de rétention
- Nature et régime juridique
- Effets et conditions d'exercice

Constituer un gage
- Déterminer l'assiette du gage et la créance gagée
- Gage avec ou sans dépossession
- Publicité du contrat de gage
- Maîtriser les modes de réalisation du gage
- Le droit de rétention

Utiliser un nantissement
- Identifier les conditions de fond et de forme
- Anticiper les effets : droit de préférence, droit de suite et garanties supplémentaires
- Réalisation du nantissement

Exercice d'application : rédaction du gage avec dépossession et publicité

Mettre en œuvre une hypothèque

Distinguer les différentes catégories d'hypothèques
- L'hypothèque conventionnelle
- L'hypothèque judiciaire
- L'hypothèque légale

Identifier les catégories particulières d'hypothèques
- Le prêt viager hypothécaire

Tirer le meilleur parti de la propriété sûreté
- Constituer une réserve de propriété
- Faire le point sur la fiducie sûreté

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Sécuriser la négociation et la rédaction de ses sûretés

INITIATION

Code : 20142
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les différents types de sûretés et maîtriser leurs caractéristiques principales
Maîtriser les points clés qui feront la différence lors de la négociation des sûretés
Rédiger les nouvelles clauses apparues dans la pratique

PRÉREQUIS

Être confronté aux garanties dans sa pratique

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes
Avocats

ANIMATEUR

Frédéric LEPLAT
Avocat à la Cour
DBB LAW
Maître de conférences à l'Université de Rouen

PLANNING

Paris
3-4 juin 2019
23-24 septembre 2019
9-10 décembre 2019

BESOIN DE COMPRENDRE LES BASIQUES ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Cerner les enjeux du droit des sûretés

PROGRAMME

Identifier les différents types de garanties
- Distinguer le cautionnement de la garantie autonome et de la lettre d'intention
- Distinguer les différentes sûretés réelles : gage, nantissement, hypothèque
- Classer les garanties en fonction de l'efficacité du recouvrement

Étude de cas : analyse et typologie des garanties existantes

Cerner les avantages spécifiques à chaque sûreté
- Avantages et inconvénients des garanties sur créance
- Avantages et inconvénients du gage sans dépossession
- Avantages et inconvénients de la fiducie

Partage d'expériences : échanges sur les principales difficultés rencontrées dans la mise en jeu des garanties

COMPÉTENCES MÉTIER

Cerner les différentes subtilités selon les types de garanties

PLANNING

Paris
2 avril 2019 (14h-18h)
14 novembre 2019 (14h-18h)

INITIATION

Code : 20192
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 495 €

OBJECTIFS

Identifier les différents types de garanties
Cerner les avantages spécifiques des différentes sûretés

PRÉREQUIS

Être confronté aux garanties dans sa pratique

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant cerner les enjeux du droit des sûretés

Pratique du cautionnement

Rédiger ses actes en respectant les obligations légales

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Apprécier la validité juridique de l'engagement de caution

- Déterminer sa nature et identifier ses caractéristiques
- Étudier les différents types de cautionnements
- Distinguer le cautionnement réel du cautionnement personnel
- Définir les acteurs ayant la capacité de s'engager
- Analyser le contenu de la mention manuscrite
- Déterminer l'étendue de l'engagement de caution
- Maîtriser le principe de proportionnalité en matière de cautionnement

Étude de cas : appréciation du caractère disproportionné ou non du cautionnement

- Informer correctement la caution : cerner les exigences posées par l'article L. 341-6 du Code de la consommation

Étude de cas : analyse commentée d'engagements de caution ayant fait l'objet d'un contentieux

Exercice d'application : rédaction d'un acte de cautionnement

Identifier les spécificités propres aux engagements des sociétés et de leurs dirigeants

- Distinguer les différents cas d'engagements du dirigeant…
- Des engagements de la société
- Mesurer l'impact d'une procédure collective ou d'une restructuration sur les engagements de caution

Mise en œuvre et extinction du cautionnement

L'obligation de couverture et de règlement : définir le contenu

Maîtriser les modalités de l'action en paiement de la caution

- La mise en œuvre de droits de poursuite par le banquier
- La preuve de l'acte de caution
- Les exceptions invocables par la caution

Cerner quand un cautionnement est éteint

Étude de cas : examen des moyens de défense le plus fréquemment invoqués par les cautions

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Sécuriser ses engagements de caution

PERFECTIONNEMENT

Code : 20035
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner la validité juridique de l'engagement de caution
Identifier les spécificités propres aux engagements des sociétés et de leurs dirigeants
Mettre en œuvre le cautionnement

PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique au cautionnement

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes de banque
Avocats

ANIMATEUR

Virginie LARCHERON
Avocat Associée en droit bancaire
LV AVOCATS

PLANNING

Paris
21-22 mai 2019
4-5 novembre 2019

Recouvrement de créances : les outils juridiques

BEST OF RÉGION

Maîtriser sa prévention et sa gestion contentieuse

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Adopter des instruments efficaces pour prévenir les impayés et gérer le recouvrement amiable

Maîtriser les dispositions à prendre dès l'élaboration des documents contractuels

- Contrôler la solvabilité du débiteur, la structure juridique du client et les garanties prévues au contrat
- Les principales clauses à insérer dans les conditions générales de vente
- Mesurer l'efficacité du cautionnement et des autres garanties
- Affacturage et assurance-crédit

Identifier les moyens à sa disposition pour éviter le passage d'un dossier au contentieux

Exercice d'application : rédaction de l'accord

Engager et gérer au mieux son contentieux

Conduire une action judiciaire

- Le moment où la déclencher
- Déterminer la juridiction compétente
- Préparer les pièces pour le dossier
- Les actions tendant au paiement
- Assignation au fond
- Mettre en jeu les clauses contractuelles
- Identifier les mesures conservatoires
- Utiliser au mieux la clause de réserve de propriété et le droit de rétention

Exercice d'application : identification et choix de la procédure adéquate

Étude de cas : les voies d'exécution

Recouvrement de créances et procédures collectives : mesurer l'impact de la loi de sauvegarde de l'entreprise

- Prévention des difficultés, sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire
- Identifier les conditions de délais, de vérification et d'admission des créances
- Gérer les garanties

Étude de cas : intérêt de l'assignation en redressement ou liquidation judiciaires pour le créancier

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Assurer la prévention et la gestion du recouvrement des créances de son entreprise

INITIATION

Code : 20032
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les outils juridiques pour prévenir les impayés
Analyser l'efficacité des actions en recouvrement
Maîtriser les spécificités en cas de procédure collective

PRÉREQUIS

Être impliqué dans le recouvrement de créances

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et credit managers
Responsables du recouvrement

ANIMATEUR

Céline ROMERO, Avocat à la Cour
CABINET ROMERO

PLANNING

Paris
12-13 mars 2019
20-21 juin 2019
28-29 novembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes et Lille
Dates sur www.efe.fr

Legal risk management et compliance

BEST OF

Mettre en œuvre des stratégies d'analyse et de traitement des risques juridiques

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Le Legal Risk Management (LRM) : une nouvelle dimension donnée à la fonction juridique
- Maîtriser les notions et concepts de gestion des risques
- Mettre en place un processus de management des risques juridiques dans l'entreprise
- LRM ou le nouveau rôle du juriste dans l'entreprise
- Les missions des acteurs du management des risques : risk manager, compliance officer, responsable éthique, directeur RSE, directeur audit et contrôle interne…
- Présentation des différents outils de la gestion des risques juridiques et de la compliance

Autodiagnostic : analyse des processus de management des risques juridiques actuellement appliqués dans les entreprises des participants

La cartographie, outil de management des risques juridiques
- Cerner les phases de réalisation

Exercice d'application : élaboration d'une cartographie des risques juridiques
- Définir le contexte stratégique de l'entreprise
- Établir un diagnostic des risques juridiques
- Mettre en place des stratégies de traitement des risques juridiques
- Assurer le contrôle et le suivi des procédures de management des risques juridiques

Gérer la formation et la communication sur les risques juridiques

Mettre en place un programme de compliance
- Définir compliance et conformité
- Identifier les acteurs de la compliance
- Mettre en place un programme de compliance : boîte à outils
- Définir les clés du succès d'un programme de compliance

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre des stratégies efficaces d'analyse et de traitement des risques juridiques au sein de son entreprise

EXPERTISE

Code : 20045
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mettre en place une cartographie des risques juridiques
S'assurer de la performance et du respect des dispositifs de management des risques juridiques

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance du mode de fonctionnement juridique de son entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et compliance officers

ANIMATEUR

Wafa AYED
Avocat à la Cour, Risk manager

PLANNING

Paris
20-21 mai 2019
23-24 septembre 2019
5-6 décembre 2019

Compliance anticorruption en entreprise

Mettre en place le programme de conformité et de lutte contre la corruption après la loi Sapin 2

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le cadre réglementaire après la loi Sapin 2
- Identifier le contexte et les enjeux de la loi Sapin
- Cerner le cadre juridique international en matière de lutte contre la corruption

Faire le point sur les prérogatives de la nouvelle Agence Française Anticorruption (AFA)
- Identifier les obligations des entreprises en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence
- Identifier le périmètre de la loi et les sociétés concernées
- Intégrer les nouvelles obligations
- Analyser les sanctions et le régime de la peine de mise en conformité

Étude de cas : analyse des poursuites et sanctions possibles, jusqu'où peut aller le montant de l'amende

Mettre en œuvre un programme efficace de compliance
- Exploiter les bonnes pratiques existantes au sein de votre entreprise pour remplir les nouvelles exigences

Partage d'expériences : benchmark des programmes de compliance existants
- Mettre en œuvre les outils pour se conformer aux obligations de la loi Sapin 2

Exercice d'application : mise en place de la cartographie des risques de son entreprise
- Mesurer l'importance de la lutte contre la corruption internationale et de la nouvelle infraction de trafic d'influence d'agent public étranger

Mesurer les facultés de transactions avec le parquet grâce à la Convention Judicaire d'Intérêt Public (CJIP)
- Réunir les conditions pour en bénéficier
- Analyser contenu et procédure d'une CJIP

Étude de cas : analyse des conditions à réunir pour bénéficier d'une CJIP et de l'assiette du chiffre d'affaires à prendre en compte

Intégrer le nouveau système de protection des lanceurs d'alerte

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place dans son entreprise un programme efficace de compliance et de lutte contre la corruption

PERFECTIONNEMENT

Code : 20196
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Analyser le contexte juridique de la loi Sapin 2 en matière de lutte contre la corruption
Mettre en place un programme de compliance
Maîtriser le nouvel arsenal répressif

PRÉREQUIS

Être impliqué dans la compliance de son entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Risk managers, compliance officers et directeurs des risques
Avocats

ANIMATEUR

Wafa AYED
Avocat à la Cour, Risk manager

PLANNING

Paris
11-12 juin 2019
4-5 novembre 2019

Maîtriser les voies d'exécution

BEST OF

Procédure et formalisme des procédures civiles d'exécution

Détenir un titre de créance ou obtenir une décision du juge en sa faveur pour recouvrer sa créance n'est pas tout, encore faut-il pouvoir la récupérer effectivement. C'est pourquoi le législateur a mis en place un arsenal de mesures destinées à contraindre un débiteur à rembourser sa dette, il en sera ainsi d'un séquestre ou d'une saisie sur compte bancaire. Mais là encore, le demandeur devra respecter un formalisme strict de manière à protéger les droits du débiteur.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les critères de choix entre mesures conservatoires et exécutoires
- Définir la forme que doit revêtir le titre exécutoire
- Les mesures conservatoires avec autorisation ou sans autorisation et le principe de proportionnalité
- Intégrer l'efficacité des mesures de conservation telles que l'hypothèque judiciaire, le nantissement conservatoire ou la désignation d'un séquestre
- Anticiper les difficultés de poursuite

Cerner la procédure devant le Juge de l'exécution (JEX)
- Les pouvoirs et les compétences du JEX
- Maîtriser la saisine et les règles essentielles de procédure devant le JEX

Maîtriser les différents modes de saisie et leurs impacts

La saisie attribution
- Les conditions de mise en œuvre : titre exécutoire, qualités de la créance…
- Les conditions dans lesquelles on peut suspendre une saisie attribution

La saisie sur rémunérations
- Définir les proportions de salaire saisissables
- Éviter les pièges

Exercice d'application : le formalisme à respecter en matière de saisie sur rémunérations

La saisie mobilière
- Les conditions de sa mise en œuvre
- Définir le moment où la contestation sur les biens sera considérée comme tardive
- Les conditions où elle pourra être suspendue

La saisie immobilière
- Le déroulement
- Les conditions concernant les biens saisissables et les intervenants
- Les contestations

Exercice d'application : le formalisme à respecter en cas de contestation

La saisie de comptes bancaires
- Analyse des difficultés rencontrées et des précautions à prendre
- Définir la responsabilité du tiers saisi
- Mesurer la portée géographique des saisies
- La saisie appliquée à certaines opérations de banque
- Loi de sauvegarde des entreprises : les conséquences pour les créanciers

Exercice d'application : le formalisme à respecter en matière de saisie appliquée à des découverts et des prêts

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Déterminer la procédure la mieux adaptée et en maîtriser le formalisme

INITIATION

Code : 20082
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Choisir la mesure opportune entre les mesures conservatoires et les mesures exécutoires
Maîtriser le déroulement et le formalisme des différentes saisies
Prévenir les contestations

PRÉREQUIS

Être impliqué dans des procédures civiles d'exécution

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes
Responsables contentieux des entreprises et des banques
Crédit managers

ANIMATEUR

Fabrice FRANÇOIS
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
11-12 mars 2019
4-5 juillet 2019
25-26 novembre 2019

Comprendre le droit pénal des affaires - Niveau 1

Anticiper les risques pénaux pesant sur les entreprises

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer les principes généraux du droit pénal commun des affaires

L'infraction
- Les infractions prévues au Code pénal et susceptibles de s'appliquer dans la vie des affaires
- Les dispositions du droit économique sanctionnées pénalement

La procédure pénale
- Le pouvoir de déclencher une procédure pénale : le Parquet et la partie civile
- Depuis les enquêtes jusqu'au procès pénal

Les sanctions encourues
- Les amendes et peines d'emprisonnement
- Les autres peines

Exercice d'application : rédaction d'une plainte pénale

Cerner les fondements de la responsabilité pénale des personnes physiques et morales

Les conditions de la responsabilité individuelle
- Auteur, complice et receleur
- La responsabilité spécifique du chef d'entreprise
- L'usage de la délégation de pouvoirs

Les conditions de la responsabilité de la personne morale : la particularité de la faute

La distinction entre infractions intentionnelles et non intentionnelles

Étude de cas : analyse des éléments indispensables pour une délégation de pouvoirs efficace

Les conséquences civiles
- Évaluation du préjudice par les tribunaux correctionnels
- Le préjudice direct
- Le préjudice indirect
- La charge du paiement des dommages et intérêts
- La répartition entre la personne morale, le chef d'entreprise et le délégataire

Identifier les principaux domaines du droit pénal des affaires
- Le droit pénal des sociétés
- Le droit pénal économique et de la concurrence
- Le droit pénal financier
- Le droit pénal des activités opérationnelles

Étude de cas : évolution d'une infraction à travers l'analyse de la jurisprudence

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Anticiper les risques encourus par l'entreprise

INITIATION

Code : 20065
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Faire le point sur les infractions pénales
Cerner la mise en jeu de la responsabilité pénale des personnes physiques et morales

PRÉREQUIS

Être confronté au risque pénal au sein de son entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes

ANIMATEURS

Arnaud CONSTANT
Avocat Associé
DS AVOCATS

Nicolas CONTIS
Avocat Associé
KALLIOPÉ Société d'Avocats

PLANNING

Paris
6-7 juin 2019
9-10 décembre 2019

Responsabilité pénale - Niveau 2

Maîtriser les risques pour les dirigeants et les personnes morales

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les principes généraux de la responsabilité pénale
- Les pouvoirs du juge et les principes essentiels de la procédure pénale
- La mise en œuvre de la responsabilité du dirigeant et/ou de la personne morale
- Les divers agents chargés du contrôle et de la poursuite des infractions

Maîtriser la responsabilité pénale du dirigeant d'entreprise
- La responsabilité liée au pouvoir dans l'entreprise en cas d'infractions intentionnelles
- La responsabilité de la personne physique en cas d'infractions non intentionnelles : atteintes involontaires à la personne des salariés et des tiers
- Les conditions de mise en œuvre de la délégation de pouvoirs

Étude de cas : distinction entre délégation pénale, mandat de représentation et délégation d'autorité

Maîtriser la responsabilité pénale de la personne morale

Les personnes morales concernées et les infractions visées

La notion de faute commise par la personne morale

La notion d'organe ou de représentant

La procédure
- Définir qui peut engager la responsabilité de la personne morale
- Les sanctions encourues le plus fréquemment prononcées par les tribunaux
- Les moyens de gestion et de prévention à mettre en place

Étude de cas : analyse jurisprudentielle de l'évolution des décisions en matière de responsabilité pénale de la personne morale

Identifier les principaux domaines à risque
- L'hygiène et la sécurité du travail
- Les risques liés au non-respect du droit du travail
- La facturation
- L'environnement

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les conditions de mise en œuvre et limiter la responsabilité pénale de l'entreprise et de ses dirigeants

PERFECTIONNEMENT

Code : 20024
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les risques
Prévenir leur mise en jeu par une meilleure connaissance des mécanismes pénaux
Cerner les principaux domaines à risque

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit pénal des affaires

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Responsables des ressources humaines

ANIMATEUR

Alain SALGADO
Avocat à la Cour
NERIO AVOCAT-E-S

PLANNING

Paris
2-3 juillet 2019
16-17 décembre 2019

Gérer le contentieux judiciaire

Anticiper les risques et optimiser le traitement des litiges

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Engager et suivre au mieux les contentieux judiciaires auxquels l'entreprise est susceptible d'être confrontée

- Cerner et utiliser les procédures
- Déterminer son intérêt, sa qualité et sa capacité à ester en justice
- Mesurer les délais pour agir
- Identifier la juridiction compétente
  Exercice d'application : rédaction d'un pouvoir de représentation au civil, au commerce, aux prud'hommes et au pénal
- Choisir la procédure la plus adaptée : procédure non contradictoire, d'urgence ou au fond
  Exercice d'application : mesure des avantages et inconvénients du recours aux procédures non contradictoires et des contraintes de procédures à jour fixe et à bref délai
- Suivre la procédure pas à pas
- Cerner les principales caractéristiques des procédures devant les juridictions civiles et commerciales
- Identifier les règles de signification et de notification des décisions rendues
- Exécuter ou faire exécuter une décision
- Identifier les voies de recours et les exercer à bon escient
- Mesurer le particularisme du contentieux pénal
  Étude de cas : analyse de l'intérêt du recours au pénal et ses risques
  Exercice d'application : identification et choix d'une procédure adéquate

Optimiser le traitement des litiges

- En amont : organiser contractuellement le mode de traitement des litiges
- Au stade précontentieux
  Exercice d'application : rédaction d'une clause attributive de compétence et de droit applicable et rédaction des points clés d'une lettre de mise en demeure
- Avant d'engager la phase judiciaire
  Étude de cas : mise en œuvre d'une stratégie d'actions contentieuses

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Anticiper les risques et optimiser le traitement des litiges auxquels est confrontée l'entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 20067
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir le déroulement des actions en justice
Cerner les spécificités des principaux types de procédures
Optimiser le traitement des litiges

PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratiques à des contentieux judiciaires

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes

ANIMATEUR

Fabrice FRANÇOIS
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
4-5 avril 2019
14-15 octobre 2019

Maîtriser les actions de groupe

Prévenir et gérer les risques

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les fondements de l'action de groupe

- Analyser les actions de groupe étrangères
- Cerner les raisons de la réforme et de l'introduction de l'action de groupe en France

Cerner le champ d'application

- Définir les acteurs impliqués
- Le rôle des associations de consommateurs
- Les préjudices réparables
- Identifier les bénéficiaires/victimes

Maîtriser le déroulement de la procédure

Déroulement de la procédure ordinaire

- Phase 1 : contenu du jugement de responsabilité
- Recevabillité de l'action de groupe
- Responsabilité du professionnel mis au cause
- Définition du groupe de consommateurs lésés
- Détermination des modalités de réparation des préjudices
- Mesures de publicité
- Phase 2 : indemnisation des consommateurs
  Étude de cas : analyse des méthodes utilisées par le tribunal pour évaluer le préjudice subi

Déroulement de la procédure simplifiée

- Définition des conditions de recevabilité

La médiation

- L'association requérante et sa participation à une médiation avec un tiers médiateur
- Accord négocié soumis à l'homologation du juge
- Avantages : coût et réputation

Maîtriser les spécificités de l'action de groupe en matière de concurrence

- Conditions de mise en œuvre : décision définitive établissant un manquement du professionnel aux règles du droit de la concurrence
  Étude de cas : analyse du déroulement d'une procédure d'action de groupe

Mesurer les conséquences pour l'entreprise

- Anticiper les risques
- Gérer le risque
  Exercice d'application : mise en place de process internes de prévention des risques

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier les risques liés aux actions de groupe dans votre structure et encadrer les process en interne

EXPERTISE

Code : 20164
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les fondements de l'action de groupe
Cerner le déroulement de la procédure
Mettre en place les process en interne

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en contentieux

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes
Avocats, conseils

ANIMATEUR

Sophie DECHELETTE ROY
Avocat Associé
ARCHIBALD Avocats

PLANNING

Paris
3 avril 2019
30 septembre 2019

Pratique du droit immobilier

Maîtriser les évolutions légales et jurisprudentielles

BEST OF DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le contrat de vente d'un bien immobilier

Les avant-contrats

- Délai de rétractation
- Analyser les obligations en cas de paiement d'une indemnité d'immobilisation

Les contrats définitifs

- Délai de réflexion
- Identifier les informations à fournir à l'acquéreur
- Garanties à mettre en place : loi Carrez, bornage, amiante, saturnisme…

Exercice d'application : rédaction de garanties efficaces

Identifier les évolutions en matière de copropriété

- Le carnet d'entretien
- Le diagnostic technique de l'immeuble
- Les nouvelles majorités

Optimiser la gestion d'un bail commercial

Rédiger au mieux un bail commercial

- Les parties à la signature d'un bail
- La durée du bail commercial : bail initial et bail renouvelé
- Les clauses annulées par la jurisprudence
- Identifier les clauses en matière de travaux et en matière de charges locatives

Tirer le meilleur parti du fonctionnement d'un bail commercial

- Définir le droit au renouvellement
- Identifier les fautes qui peuvent être reprochées au locataire
- Calculer le montant du bail renouvelé
- Mesurer la prescription en matière de bail commercial

Étude de cas : la rupture du bail commercial et l'éviction en cas de refus de renouvellement

Intégrer les dernières évolutions en matière d'urbanisme et d'assurance-construction

- Mesurer les modifications apportées par la loi SRU en matière d'urbanisme
- Identifier la responsabilité des constructeurs
- Analyser les dernières évolutions jurisprudentielles en matière de souscription d'une assurance-construction

MODULES VIDÉO

- Quelle hiérarchie des normes en urbanisme ?
- Quels droits offerts par le certificat d'urbanisme ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Exploiter les évolutions légales et jurisprudentielles du droit immobilier

INITIATION

Code : 20046
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Faire le point sur le cadre légal
Maîtriser les nouveautés en matière de vente immobilière, de copropriété, de bail commercial, de droit de la construction et de l'urbanisme

PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique au droit immobilier

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Avocats, notaires et conseils

ANIMATEUR

Christophe MLYNARSKI
Juriste - Ancien notaire

PLANNING

Paris
19-20 mars 2019
1er-2 juillet 2019
19-20 novembre 2019

Sécuriser les contrats de vente immobilière

Promesse d'achat, compromis de vente et contrat de vente

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Négocier au mieux son avant-contrat immobilier

- Précontrats : définir les engagements pour les parties
- Les promesses de vente immobilière
- Déterminer stratégiquement la durée des promesses
- Intégrer le mécanisme destiné à protéger l'acquéreur immobilier : l'utiliser en pratique

Étude de cas : examen des décisions jurisprudentielles en la matière

- Gérer la défaillance du promettant et du bénéficiaire
- Les autres avant-contrats : savoir quand les utiliser

Étude de cas : analyse des aménagements contractuels dans les relations vendeur/acquéreur

- Étude comparative compromis de vente / promesse de vente / d'achat…
- Examen des différentes formules et rédaction des clauses essentielles

Sécuriser son contrat de vente immobilière

Identifier les risques fréquemment rencontrés en pratique lors d'une vente immobilière

Exercice d'application : élaboration d'un référentiel pour un audit et rédaction des clauses permettant de prendre en compte les risques relevés

Achat de biens donnés en location

- Les conséquences de l'opposabilité du bail à l'acheteur
- Le sort des garanties
- Le sort du bail en cas de résolution ultérieure du contrat de vente

Cerner les garanties immobilières

- Caution, sûreté réelle et hypothèque : savoir quelle garantie privilégier
- Le crédit hypothécaire : intégrer sa nouvelle utilisation

Résolution de la vente immobilière : éviter les risques majeurs

- Identifier et comprendre la fiscalité immobilière

Partage d'expériences : difficultés rencontrées dans le cadre de la résolution d'une vente et identification des risques post-vente les plus courants

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Rédiger les clauses sensibles de ses contrats de vente immobilière

INITIATION

Code : 20021
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Choisir entre promesse unilatérale et compromis de vente
Identifier les risques et déjouer les pièges
Maîtriser la rédaction des clauses les plus sensibles

PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique aux ventes immobilières

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables immobiliers
Juristes
Agents immobiliers

ANIMATEUR

Fabien GAILLARD, Notaire
LES NOTAIRES DU TROCADÉRO

PLANNING

Paris
26-27 mars 2019
11-12 juin 2019
2-3 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Cession-acquisition d'actifs immobiliers

Négocier et rédiger les actes les cession-acquisition de biens immobiliers

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Déterminer la stratégie globale de son opération de cession/acquisition d'actifs immobiliers

- Maîtriser les étapes préalables à sa cession-acquisition
- Acquéreur et vendeur : auditer le patrimoine immobilier, préalable nécessaire pour réussir son opération

Exercice d'application : élaboration d'une check-list et analyse des risques les plus fréquents dans la réalisation d'opérations immobilières

Financement de l'opération : choisir le meilleur montage en fonction des objectifs

- Identifier les formules classiques de financement
- Émergence de nouveaux modes de financements : identifier les avantages
- Les critères de choix : limites, risques, avantages juridiques et fiscaux

Opération directe ou par l'intermédiaire d'une société : structurer l'opération

Étude de cas : analyse comparative des structures d'accueil

- Société civile immobilière, SNC ou société à l'IS : les choix à opérer et les critères à retenir

Optimiser les négociations et réussir la rédaction des actes de cession ou d'acquisition d'actifs immobiliers

- Utiliser la lettre d'intention : définir son contenu
- Différencier les types d'avant-contrats et profiter de leurs spécificités

Analyser les clauses essentielles lors des pourparlers

- Durée, prix, objet…
- Clauses suspensives, pénales et de dédit…

Rédiger son protocole d'accord en toute sécurité

Rédiger et sécuriser les cessions d'immeubles à travers des sociétés

Exercice d'application : rédaction d'un protocole d'accord et analyse des clauses sensibles (rédaction d'un acte complet de cession des titres, y compris les garanties d'actif et de passif)

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Optimiser les négociations et la rédaction des actes de ses opérations de cession-acquisition de biens immobiliers

EXPERTISE

Code : 20094
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mesurer les risques juridiques
Maîtriser les cessions d'immeubles à travers les cessions de titres
Optimiser les négociations et réussir la rédaction des actes

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés et immobilier

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables immobiliers
Responsables juridiques et juristes
Avocats, notaires et conseils

ANIMATEUR

Guillaume LEFÈVRE
Avocat Associé
LEFÈVRE Société d'Avocats

PLANNING

Paris
13-14 mai 2019
15-16 octobre 2019

Copropriété

Maîtriser la gestion juridique, technique et financière

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Étude de cas " fil rouge " : les participants travaillent sur des convocations et PV d'AG

Maîtriser le cadre juridique de la copropriété

L'organisation de la copropriété

- La structure et le fonctionnement de la copropriété : identification des parties communes, parties privatives, parties communes à jouissance privative
- Les différentes formes de syndicats : les unions de syndicats, les syndicats secondaires, la division du syndicat, la scission de copropriété…
- Le syndicat des copropriétaires : pouvoirs et responsabilité
- Le conseil syndical : l'étendue de ses missions
- Le syndic : pouvoirs et responsabilité
- Les obligations en matière de contrat et de mandat du syndic

Interpréter le règlement de copropriété

- Détecter les clauses irrégulières-importance de la destination de l'immeuble

Étude de cas : analyse de clauses irrégulières d'un règlement de copropriété

Les assemblées de copropriétaires

- Préparer une assemblée
- Établir une convocation : le formalisme à respecter
- Nouvelle possibilité ouverte aux copropriétaires par la loi Macron en matière de convocation d'assemblée
- L'ordre du jour et les informations préalables à envoyer
- Le déroulement d'une assemblée
- Les règles de majorités : les mettre en application
- Le procès-verbal : établissement, mentions obligatoires
- Les contestations de l'assemblée

Test de connaissances : application de la bonne majorité de vote Modification loi ALUR

Optimiser sa gestion technique et budgétaire

Gérer les évolutions d'une copropriété

- La mutation des lots
- La division du syndicat

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Comprendre et assurer la gestion juridique, technique et financière des copropriétés dans leur globalité

INITIATION

Code : 20068
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner le cadre juridique de la copropriété
Organiser la gestion technique et budgétaire de la copropriété
Assurer le suivi des changements au sein d'une copropriété

PRÉREQUIS

Être impliqué dans la gestion d'une copropriété

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires de copropriété et syndics
Notaires, avocats, juristes

ANIMATEUR

Christine DOBROHODOV
Juriste en droit immobilier

PLANNING

Paris
22 mars 2019
12 juillet 2019
4 décembre 2019

Négocier ses baux commerciaux - Niveau 1

BEST OF DIGITAL RÉGION

Éviter les pièges d'un bail commercial et gérer ses rapports locatifs

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les clauses clés des baux commerciaux

Maîtriser la notion de bail commercial

- Le domaine d'application
- La durée du bail
- Les congés et la demande de renouvellement
- Les précautions à prendre pour la clause de destination

Exercice d'application : identification du régime applicable en fonction du type de local et de l'activité du preneur

Fixer le loyer et son évolution en cours de bail

- Fixation initiale du loyer
- L'évolution du loyer en cours de bail
- Révision triennale
- Clause d'échelle mobile et révision de l'article L. 145-39

Exercice d'application : analyse de la situation d'un bail pour savoir comment optimiser l'évolution du loyer pour le bailleur et pour le preneur en fonction de divers scénarios

Maîtriser le fonctionnement des baux commerciaux

Déterminer les clauses économiques autres que celles relatives au loyer

- Travaux et charges, notamment les mises en conformité : déterminer la répartition entre les parties
- La sous-location : conditions de régularité, précarité relative du sous-locataire, incidence sur le bail principal…
- La cession : cession de fonds de commerce, cession de droit au bail, cession déspécialisation, fusion, TUP…
- La déspécialisation partielle et plénière

Étude de cas : examen des clauses de réparation et mise aux normes d'un bail

Exercer le droit au renouvellement

- Les conditions du droit au renouvellement
- La fixation du loyer de renouvellement
- Utiliser les indices ou la valeur locative pour calculer le nouveau loyer
- L'estimation de l'indemnité d'éviction et le maintien dans les lieux
- Le droit d'option
- Le droit de repentir

Exercice d'application : détermination de loyers de renouvellement simples

Cerner la procédure

- Règles de compétence
- Principaux éléments de procédure

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier les clauses clés d'un bail commercial et les négocier au mieux

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 12 juin 2019
ou 5 novembre 2019

INITIATION

Code : 20144
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner la notion de bail commercial
Identifier et analyser les clauses clés de ses baux commerciaux et en déjouer les pièges
Négocier ses contrats pour en tirer le meilleur parti

PRÉREQUIS

Être confronté aux baux commerciaux dans son activité

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires de biens immobiliers
Toute personne amenée à négocier des baux commerciaux dans son activité et qui souhaite en déjouer les pièges

ANIMATEUR

Arthur de GALEMBERT
Avocat Associé
CORTEN AARPI

PLANNING

Paris
20-21 mai 2019
4-5 juillet 2019
23-24 septembre 2019
2-3 décembre 2019
Lyon
27-28 juin 2019
25-26 novembre 2019

BESOIN DE COMPRENDRE LES BASIQUES ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Introduction au régime légal des baux commerciaux

PROGRAMME

Intégrer la notion de bail commercial

- Cerner la notion de bail
- Identifier les textes applicables aux baux commerciaux
- Identifier les spécificités d'un bail commercial

Étude de cas : analyse des critères de qualification d'un contrat de bail commercial

Identifier le régime applicable

- Cerner la notion de durée légale
- Intégrer la notion de propriété commerciale : droit au renouvellement et indemnité d'éviction
- Comprendre les régimes légaux des sous-locations, cessions et déspécialisations

Partage d'expériences : échanges sur les principales difficultés rencontrées dans la gestion d'un bail commercial

COMPÉTENCES MÉTIER

Comprendre les points essentiels du statut légal des baux commerciaux

PLANNING

Paris
5 juin 2019 (14h-18h)
12 novembre 2019 (9h-13h)

INITIATION

Code : 20193
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 495 €

OBJECTIFS

Cerner la notion de bail commercial
Identifier le régime applicable

PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique à un bail commercial

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne confrontée à une problématique occasionnelle de bail commercial

Gérer au mieux ses baux commerciaux - Niveau 2

BEST OF DIGITAL RÉGION

De la négociation à la fin du bail

Le statut des baux commerciaux, s'il a été intégré dans le Code de commerce et fait l'objet de nombreuses modifications législatives, demeure en constante évolution par une jurisprudence très abondante. Il s'agit d'un statut complexe dans lequel bailleurs et preneurs doivent maîtriser toutes les nuances juridiques pour éviter de se retrouver confrontés à un résultat contraire à celui recherché initialement.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les conditions du droit au statut des baux commerciaux

Identifier les baux soumis au statut

- Cerner les conditions du droit au statut
- Étendre le droit au statut
- Identifier l'articulation entre le statut des baux commerciaux et le régime des baux professionnels

Définir les clauses négociables au regard des articles L.145-1 à L.145-60 du Code de commerce

Le régime des baux dérogatoires : les cas pour lesquels déroger au statut des baux commerciaux est envisageable

Étude de cas : examen du régime des baux dérogatoires issu de la loi Pinel

Identifier la marge de manœuvre dans la fixation du loyer

- Négocier les charges locatives dès la souscription du bail
- Déplafonnement du loyer : cerner les conditions
- Révision triennale : comparaison avec le mécanisme d'indexation ou clauses d'échelle mobile

Étude de cas : examen de la procédure de fixation du loyer à l'occasion de la révision ou du renouvellement du bail

Optimiser la fiscalité des baux commerciaux

- Le régime fiscal du pas-de-porte, des loyers, de l'indemnité d'éviction…

Optimiser le fonctionnement des baux commerciaux

Gérer un bail commercial

- Transmission, cession du bail et sous-location : rédiger ces clauses
- Mesurer les particularités et les dangers

Entretien, réparation, travaux de mise en conformité : identifier les droits et obligations des parties

- Les clauses à négocier lors de la conclusion du bail

Étude de cas : examen du formalisme nécessaire en cas de sous-location

Anticiper la fin des baux commerciaux

Exercer le congé

Définir les conditions du droit au renouvellement du bail

- Les conditions pour le preneur
- L'utilisation du droit de repentir par le bailleur
- Le refus de renouvellement : les conditions que le bailleur peut invoquer
- Le droit de reprise du bailleur

Étude de cas : faire le point sur toutes les conditions nécessaires au renouvellement

Cerner les modalités de calcul de l'indemnité d'éviction pour le locataire

- Le transfert ou la perte du fonds
- L'indemnité d'occupation
- La rétractation de l'offre d'indemnité d'éviction

Maîtriser les mécanismes de résolution et de résiliation

- Résiliation amiable ou pour non-respect du bail : cerner les conséquences
- Mesurer l'impact d'une clause résolutoire sur la procédure de résiliation

Analyser le sort du bail dans une procédure collective

- Les conséquences d'une procédure collective à l'encontre du bailleur
- Redressement ou liquidation judiciaires du preneur : préserver les droits du bailleur

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Optimiser la gestion de ses baux commerciaux

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 10 mai 2019
ou 25 octobre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 20017
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les conditions de droit au statut et la rédaction des clauses essentielles d'un bail commercial
Optimiser le fonctionnement des baux commerciaux
Gérer la fin du bail et ses incidences

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en gestion des baux commerciaux ou avoir suivi " Négocier ses baux commerciaux Niveau 1 " (code 20144 p. 148)

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires de baux commerciaux
Responsables juridiques et juristes
Responsables de la gestion immobilière

ANIMATEUR

Nicolas PCHIBICH
Avocat à la Cour
BLATTER SEYNAEVE ET ASSOCIÉS

PLANNING

Paris
24-25 janvier 2019
25-26 mars 2019
24-25 juin 2019
8-9 octobre 2019
12-13 décembre 2019
30-31 janvier 2020

Lyon
18-19 mars 2019
1er-2 octobre 2019

Bordeaux
11-12 mars 2019
1er-2 octobre 2019

Nantes et Lille
7-8 mars 2019
23-24 septembre 2019

Renouvellement des baux commerciaux

Maîtriser la fin de son bail en toute sécurité

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les conditions du droit au renouvellement

Cerner les effets du renouvellement

Calculer le loyer du bail renouvelé, plafonnement et valeur locative

- Définir les cas où le plafonnement est applicable
- Tirer parti du caractère supplétif du plafonnement
- Déterminer une stratégie quand la valeur locative est en baisse

Étude de cas : analyse de l'incidence des travaux dans le local

- Maîtriser la pondération des surfaces
- Choisir ou critiquer des références locatives
- Évaluer l'incidence de la destination, des clauses du bail et de l'état de l'immeuble
- Clauses sur la valeur locative

Maîtriser le contenu du bail renouvelé

Intégrer le nouveau " lissage " du déplafonnement et ses enjeux suite à la loi Pinel

Gérer le processus du renouvellement

Maîtriser le processus prévu par le statut

- Congé du bailleur avec offre de renouvellement : définir quand donner
- Réponse du locataire
- La demande de renouvellement du locataire

Étude de cas : choix entre tacite prolongation et demande de renouvellement

- Mesurer les contraintes de temps

Test de connaissances : quiz sur la situation particulière du bailleur : usufruit, indivision…

- Réponse du bailleur
- La procédure de fixation du loyer
- Le droit d'option
- Le droit de repentir
- Régime de l'indemnité d'occupation et du loyer du bail renouvelé

Pratiquer le renouvellement amiable

Intégrer les exigences de la loi Pinel

Prendre en compte la réforme du droit des obligations

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser la pratique du droit au renouvellement pour mettre fin à un bail commercial en toute sécurité

PERFECTIONNEMENT

Code : 20050
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir les conditions du droit au renouvellement
Cerner le cadre légal rédiger au mieux son contrat de bail
Anticiper et gérer les litiges

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur le statut des baux commerciaux

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires de baux commerciaux
Juristes

ANIMATEUR

Aymeric ANTONIUTTI
Avocat Associé
COLBERT AVOCATS

PLANNING

Paris
12 juin 2019
19 décembre 2019

Contentieux des baux commerciaux

NEW

Maîtriser la procédure adaptée en cas de litige sur un bail commercial

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir les baux soumis au statut des baux commerciaux

Maîtriser les différents types de contentieux portant sur le statut des baux commerciaux

- Identifier les litiges possibles et le tribunal compétent
- Anticiper le déroulement de la procédure et les sanctions
- Analyser les actions en référé envisageables, selon le type de litiges
- Mettre en œuvre la procédure et l'action au fond
- Mesurer les conséquences de la procédure et les sanctions possibles
- Faire le point sur la procédure d'éviction
- Identifier la compétence du tribunal de commerce pour les actions non statutaires entre commerçants

Partage d'expériences : échange sur la stratégie la plus adaptée pour décider de poursuivre ou pas le preneur ou le bailleur

Maîtriser les litiges portant sur la fixation du loyer

- Identifier la procédure et la stratégie à mettre en place
- Faire le point sur la compétence exclusive du juge des loyers commerciaux
- Examiner les contentieux portant sur la révision de la clause d'échelle mobile, la fixation du loyer d'un bail révisé, le loyer du bail renouvelé, la modification du loyer en cas de sous-location ou en raison d'une déspécialisation plénière
- Mesurer le rôle de la Commission départementale de conciliation
- Réaliser une procédure sur mémoires

Exercice d'application : rédaction de points sensibles d'un mémoire

- Analyser le déroulement de la procédure et les mesures d'instructions possibles

Étude de cas : analyse du droit d'option des parties en cas de renouvellement

Faire le point sur les délais de prescription et les procédures de conciliation

- Maîtriser les délais de prescription
- Exploiter les procédures extra-judiciaires

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place une stratégie de gestion de litige sur un bail commercial

EXPERTISE

Code : 20208
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier la procédure la plus adaptée en cas de litige portant sur la fixation du loyer
Maîtriser la procédure sur la forme et sur le fond devant le TGI pour tous les autres litiges
Adopter la meilleure stratégie

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur le statut des baux commerciaux

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires de baux commerciaux
Responsables juridiques et juristes
Avocats

ANIMATEUR

Samuel GUILLAUME
Avocat Associé - BLATTER SEYNAEVE & ASSOCIÉS

PLANNING

Paris
19 juin 2019
20 novembre 2019

Contrats informatiques - Niveau 1

Acquérir les réflexes essentiels pour négocier et rédiger ses contrats informatiques

En raison de leur objet, les contrats informatiques sont complexes et appellent une vigilance particulière lors de leur rédaction. Il est nécessaire de bien définir les obligations du prestataire ou du fournisseur informatique dans le cadre de ces contrats qui peuvent avoir pour objet une vente, une location et/ou une prestation de services relative à un système informatique ou à un élément intégré.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Faire de la phase précontractuelle un gage de réussite du projet

Faire le point sur les préalables indispensables

- Typologie des contrats informatiques
- Identifier et exprimer les objectifs et les besoins, notamment au moyen du cahier des charges
- Anticiper les évolutions et adaptations du projet
- Analyser les contraintes réglementaires et identifier les normes professionnelles : CNIL, ISO 9000, sécurité (PCIDSS, ISO 27000), SAS70, ITIL…

L'encadrement des négociations techniques, financières et juridiques

- Les négociations des contrats avec les groupes américains
- Le cas particulier des négociations étendues dans le temps et démarrer un projet pendant la négociation du contrat
- L'opportunité/l'intérêt des lettres d'intention et savoir les rédiger

Sécuriser le contrat informatique en prévoyant une structure juridique rigoureuse et adaptée

Construire l'architecture de son contrat

- Contrat cadre, cotraitance/sous-traitance et maîtrise d'œuvre/maîtrise d'ouvrage
- Le personnel du prestataire : prendre garde au prêt de main-d'œuvre illicite
- Gérer le risque pénal

Rédiger les clauses fondamentales du contrat informatique

- Gérer les droits de propriété intellectuelle : la cession des droits, les licences de logiciels et les spécificités de l'open source
- Les clauses d'audit technique et financier
- Les clauses sur la qualité de service
- Les clauses de pénalités
- Les garanties légales ou contractuelles
- Les clauses limitatives de responsabilité et la préqualification des dommages indirects
- Obligation de moyens ou de résultat
- Les clauses de fin de contrat
- La réversibilité et la restitution des données

Exercice d'application : analyse commentée et rédaction des clauses essentielles des contrats informatiques

Maîtriser les phases de l'exécution et du suivi du contrat

Les bonnes pratiques du suivi de projet

- Les comités de pilotage et de direction
- Les tableaux de bord : outils pour anticiper les risques

Gestion des obligations annexes : conseil, mise en garde et collaboration

Les référentiels, les livrables et les recettes

Étude de cas : analyse d'un contrat d'hébergement/ASP

- L'objet du contrat d'hébergement
- La qualité du service
- La maintenance et la mise à jour
- L'obligation de sécurité et de confidentialité
- La gestion de la fin de contrat

Anticiper le non-respect du contrat

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Quelles obligations avant de signer un contrat ?
- Quel est l'effet du contrat pour les parties ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Acquérir les réflexes essentiels pour négocier et auditer ses engagements contractuels dans ses contrats informatiques

INITIATION

Code : 20089

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Structurer juridiquement son contrat informatique pour anticiper, limiter les risques et prévenir les litiges
Intégrer les réflexes essentiels pour optimiser la rédaction des clauses sensibles et la négociation des contrats informatiques
Assurer l'exécution et le suivi du contrat

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit des contrats ou avoir suivi " Droit des contrats pour non-juristes Niveau 1 " (code 20012 p. 122)

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et responsables juridiques
Acheteurs et responsables achats
Membres des directions informatiques et DSI

ANIMATEUR

Marine HARDY
Avocat à la Cour
ITLAW Avocats

PLANNING

Paris
18-19 février 2019
13-14 juin 2019
3-4 octobre 2019
5-6 décembre 2019
30-31 janvier 2020

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 28 mai 2019
ou 8 novembre 2019

Contrats informatiques spécifiques - Niveau 2

BEST OF DIGITAL

Contrats d'intégration, de licence et maintenance, d'infogérance et de Cloud

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les clauses sensibles du contrat d'intégration
- Panorama des prestations fournies au titre de l'intégration
- Les phases du contrat
  Exercice d'application : contractualisation des prestations
- Identifier les obligations respectives de l'intégrateur et du client
- Prévoir les conditions financières
- Prévoir les garanties relatives aux prestations
- Aménager la fin du contrat et l'intervention d'un tiers (TMA)

Aménager au mieux les rapports dans le contrat de licence et maintenance face aux enjeux de la digitalisation : open source, licences libres
- Les liens avec les autres contrats informatiques
  Exercice d'application : les aménagements contractuels dans les relations éditeur/licencié
- Le périmètre des droits d'utilisation des licences open source
- Les garanties attendues
- Aménager l'accès aux sources
- Les engagements de l'éditeur sur la maintenance
- Gérer les potentielles contaminations

Rédiger les clauses fondamentales du contrat d'infogérance
- Définition et typologies de l'infogérance
- Les impacts du droit social
  Exercice d'application : contractualisation des transferts de matériel, de logiciel et de personnel
- La description des obligations et le phasage de l'opération
- Gérer un projet en méthode agile
- Sécuriser ses chartes informatiques

Sécuriser un contrat de Cloud computing
- Les trois problématiques réunies dans le contrat de Cloud : intégration/licence/infogérance
  Exercice d'application : identification et rédaction des clauses clés du contrat de Cloud
- Définir le périmètre et les niveaux de service
- Aménager la responsabilité
- Mettre en œuvre le RGPD
- Continuité de services, plan de secours et réversibilité

MODULES VIDÉO
- À voir sur www.efe.fr

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER
Rédiger les clauses les plus sensibles de ses contrats informatiques spécifiques

PERFECTIONNEMENT

Code : 20058
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les points clés des contrats informatiques
Maîtriser la rédaction des clauses essentielles
Prévenir les risques de contentieux

PRÉREQUIS
Maîtriser les bases de la rédaction des contrats informatiques

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes
Responsables informatiques

ANIMATEUR
Garance MATHIAS
Avocat à la Cour
MATHIAS Avocats

PLANNING
Paris
25-26 mars 2019
4-5 juillet 2019
12-13 décembre 2019

Les contrats Cloud computing : IAAS, PAAS, SAAS...

DIGITAL

Sécuriser la migration de ses données et applications vers le Cloud

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer les spécificités du Cloud computing et de ses variantes
- ASP et bureau à distance
- Infogérance : identifier les différences avec le Cloud

Différencier les types de contrats Cloud
Étude de cas : analyse des différences entre le Big Data et les contrats Cloud standards

Maîtriser les points clés des contrats Cloud
- Maîtriser les dispositions essentielles du contrat Cloud
- Maîtriser la sécurité de ses données et applications
  Étude de cas : analyse de la convention de service " Service Level Agreement " (SLA)
- Mesurer et gérer la responsabilité
  Exercice d'application : analyse et rédaction des clauses de responsabilité
- Gérer les données à caractère personnel
  Exercice d'application : rédaction des clauses de mise à disposition des données et établissement des formalités CNIL
- Maîtriser son budget
  Étude de cas : analyse des clauses sur les conditions financières
- Prévoir les pénalités
  Étude de cas : analyse de la clause de pénalités
- Sécuriser ses audits et la collaboration du prestataire
  Étude de cas : analyse de la clause d'audit
- Anticiper la fin du contrat : résiliation, réversibilité et transférabilité
  Exercice d'application : rédaction de la clause de résiliation et de la clause de réversibilité
- Sécuriser la propriété intellectuelle
  Exercice d'application : rédaction de la clause de gestion de contenu
  Étude de cas : analyse d'un exemple de migration de données financières et de contenu relevant d'œuvres intellectuelles auprès d'un prestataire situé aux États-Unis
  Mise en situation : négociation du contrat Cloud

MODULES VIDÉO
- Comment sortir de mon contrat ?
- Pourquoi négocier une clause de responsabilité équilibrée ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER
Sécuriser la migration de ses données et applications vers le Cloud

PERFECTIONNEMENT

Code : 20158
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Mener à bien son projet de migration et identifier les risques
Rédiger les contrats Cloud
Maîtriser la négociation

PRÉREQUIS
Maîtriser les bases des contrats informatiques

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes
Responsables informatiques

ANIMATEUR
Marine HARDY
Avocat à la Cour
ITLAW Avocats

PLANNING
Paris
23-24 mai 2019
18-19 novembre 2019

Maîtriser le cadre juridique du digital

RGDP, e-commerce, Social-media, e-reputation, big-data, cyber-risques et transformation digitale

BEST OF DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mesurer l'impact du droit digital sur les activités de l'entreprise

Cerner les enjeux et problématiques des données pour les entreprises
- Le big-data dans le monde du e-commerce, du e-marketing et de la e-réputation
- Les données propriétaires et les données collectées
- L'interconnexion des fichiers de données
- L'importance des questions de sécurité informatique

Gérer les données personnelles dans les data projects et les obligations du responsable de traitement et du sous-traitant
- Les points clés du RGDP et les obligations du responsable de traitement
- L'enjeu du Privacy by design dans la collecte des données
- Les obligations imposées au sous-traitant et les clauses contractuelles à intégrer
- Les actions à mener pour se mettre en conformité

Intégrer les droits des personnes concernées et les recours envisageables

Comprendre la fonction de DPO (Data Protection Officer)

Partage d'expériences : échange sur la gestion des données personnelles, la mise en place d'une étude d'impact et ce que doit contenir une cartographie des risques

Intégrer les spécificités du cloud computing

Partage d'expériences : pièges à éviter et astuces à connaître en matière contractuelle

Faire le point sur les aspects juridiques et les obligations liés aux outils de communication : les sites internet et les réseaux sociaux

Étude de cas : mesure de la responsabilité de l'hébergeur de sites, de blogs et d'applications mobiles

Cerner l'étendue de la protection des droits de propriété intellectuelle de son site, de ses bases de données et des œuvres de l'esprit diffusées via internet

Cerner les aspects juridiques du e-commerce
- Identifier les obligations imposées sur la consommation
- Revoir son site internet en tenant compte des informations obligatoires

Exercice d'application : rédaction de CGV ou de CGU en évitant d'insérer des clauses abusives
- Limiter sa responsabilité dans le cadre de l'exécution du contrat

Maîtriser l'image et la réputation de l'entreprise sur internet et les réseaux sociaux

Exercice d'application : réaction face à un cas d'e-réputation négative sur internet dénigrement ou diffamation

Mesurer l'impact des cyber-risques et les aspects juridiques de la cybercriminalité

Mise en situation : réaction face à une attaque, gestion de crise et analyse des responsabilités vis-à-vis des victimes

MODULES VIDÉO

- À voir sur www.efe.fr

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Cerner les aspects juridiques induits par la transformation digitale sur les activités de son entreprise

INITIATION

Code : 20026
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mesurer l'impact juridique de la transformation digitale et les nouveautés induites par le RGPD sur les activités de l'entreprise
Encadrer juridiquement les traitements de données et l'hébergement de sites, blogs et applications mobiles
Maîtriser l'image et la réputation de son entreprise

PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique aux évolutions amenées par le droit du digital

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et responsables juridiques
Responsables des systèmes d'information

ANIMATEUR

Gérard HAAS, Avocat Associé HAAS Avocats

PLANNING

Paris
25-26 mars 2019
24-25 juin 2019
19-20 septembre 2019
9-10 décembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes et Lille
Dates sur www.efe.fr

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Sécuriser l'e-réputation de son entreprise

PROGRAMME

Maîtriser l'image et la réputation de l'entreprise sur internet et les réseaux sociaux
- Identifier les risques liés : contrôle et hiérarchisation des risques
- Mettre en place une stratégie juridique de la e-réputation
- Prévenir les risques de mise en cause
- Cerner les limites à la surveillance des salariés
- Encadrer juridiquement le social marketing
- Gérer les avis et commentaires
- Réagir ou pas : éviter le sur-buzz

Étude de cas : analyse d'un dénigrement ou d'une diffamation, qualification juridique des faits et mise en œuvre des procédures adaptées
- Mesurer les responsabilités encourues
- Identifier les contenus susceptibles d'engager la responsabilité de l'entreprise
- Connaître les fautes et les infractions liées au contenu
- Cerner les personnes morales et physiques responsables en raison des contenus

Partage d'expériences : échanges sur les moyens de détecter des contenus à risques

COMPÉTENCES MÉTIER

Sécuriser l'e-reputation de son entreprise

PLANNING

Paris
15 avril 2019 (14h-18h)
24 octobre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 20199
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Rationaliser l'image de son entreprise sur le net et les réseaux sociaux
Prévenir la mise en jeu de la responsabilité de son entreprise

PRÉREQUIS

Être impliqué dans le contrôle de l'image de son entreprise sur internet et les réseaux sociaux

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes - Community managers

CYCLE CERTIFIANT

DIGITAL

Délégué à la Protection des Données - DPO

Devenir DPO pour sécuriser les données à caractère personnel de son entreprise

L'entrée en vigueur du règlement européen sur la protection des données personnelles (RGPD) instaure une véritable révolution dans le traitement des données à caractère personnel des entreprises. Que ce soit en matière de transparence, de formalités à effectuer auprès de la CNIL, de cybersécurité et des conséquences induites sur l'entreprise, il est indispensable de maîtriser ce nouveau texte pour être conforme à la réglementation. La fonction de Data Privacy Officer (DPO) devient une fonction clé pour encadrer les risques et éviter les lourdes sanctions.

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après sa formation

MODULE 1 | 3 jours

Identifier les éléments clés de la protection et du traitement des données à caractère personnel

OBJECTIFS

- Identifier les acteurs impliqués et les traitements de données à caractère personnel de son entreprise
- Comprendre le cadre du traitement de la protection des données à caractère personnel et en cerner le champ d'application
- Accomplir les démarches légales liées aux données à caractère personnel

MODULES VIDÉO

- Que faut-il savoir sur le RGPD ?
- Qui fait quoi en matière de protection des données à caractère personnel ?

PROGRAMME

Identifier les acteurs de la protection et du traitement de données à caractère personnel

Intégrer le champ d'application de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel

- Cerner les champs d'application matériel et territorial
- Mesurer les changements amenés par le RGPD

Maîtriser les notions essentielles

- Maîtriser la typologie des données à caractère personnel
- Définir le traitement de données à caractère personnel

Test de connaissances : quiz sur les données à caractère personnel

Définir les acteurs de la protection des données

- Mesurer le rôle de l'Autorité de contrôle
- Définir la fonction de Délégué à la protection des données
- Distinguer les rôles joués par les destinataires, personnes concernées, responsable de traitement, responsable conjoint de traitement et sous-traitants

Respecter les conditions de licéité

Autodiagnostic : identification des traitements de données à caractère personnel dans son entreprise

De l'accomplissement des formalités à l'analyse d'impact

- Identifier des données sensibles au sens de la réglementation et déterminer les conditions de traitement de ces données
- Mesurer les obligations liées à la conception de systèmes d'information et de traitements conformes
- Mener une analyse d'impact au sens du RGPD

Exercice d'application : préparation du contenu du rapport d'analyse d'impact

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 2 jours

Risk management et droit des personnes

OBJECTIFS

- Gérer la contractualisation avec les prestataires sous-traitants
- Établir un diagnostic des risques juridiques liés à la sécurité
- Gérer les droits des personnes à l'égard des traitements

PROGRAMME

Risk management ou comment maîtriser la sécurité des données par l'approche par les risques

Identifier les risques juridiques

Mener le volet organisationnel

- Évaluer le niveau de sécurité
- Mettre en place une gouvernance et un processus de pilotage juridiques de la sécurité des données
- Définir pseudonymisation, anonymisation, chiffrement et cryptologie

Mettre en place le volet contractuel

- Mesurer les exigences à avoir à l'égard des sous-traitants
- Envisager les évolutions contractuelles à apporter

Mettre en œuvre une démarche curative : audit et atteinte aux systèmes de traitement automatisés de données (STAD)

Procéder à la notification des violations de données à caractère personnel

Étude de cas : mise en place de la procédure de notification des violations de données à caractère personnel

Gérer les droits des personnes à l'égard des traitements de données à caractère personnel

- Cerner le périmètre des informations à délivrer aux personnes
- Dresser la typologie des droits reconnus aux personnes, modalités d'exercice et obligations qui en résultent
- Mesurer les impacts de la refonte de la gestion des droits des personnes dans le cadre du RGPD
- Mettre en place une procédure spécifique pour gérer efficacement les demandes des personnes
- Cerner les recours pour les personnes concernées aujourd'hui et dans le cadre du RGPD

Mise en situation : gestion d'une demande de droit d'accès

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 2 jours

Le Délégué à la protection des données : artisan de la conformité

OBJECTIFS

- Intégrer le rôle et les obligations liées à la fonction de DPO
- Gérer les relations internes et externes

PROGRAMME

Le DPO et les relations internes et externes

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

- Cerner le profil du Délégué à la protection des données (Data Protection Officer DPO) et les exigences des autorités de contrôle
- Définir le statut du DPO et son mode de désignation
- Définir ses missions et la manière d'assurer sa visibilité au sein de l'entreprise et vis-à-vis du public : définir comment le DPO d'un groupe de sociétés peut exercer ses missions
- Définir le mode de relations avec le responsable du traitement et les sous-traitants
- Préparer les relations avec la CNIL et le mode d'intervention

Jeu de rôles : échanges entre le DPO et la CNIL

Risk management et DPO

- Définir le mode d'intervention dans la conformité de son organisme au règlement européen : documentation, analyse d'impact…
- Intervenir dans les relations avec les personnes concernées : clients, prospects, salariés
- Mesurer l'importance de la nouveauté induite par le RGPD du DPO d'un sous-traitant de traitement de données à caractère personnel
- Mesurer l'étendue des sanctions qui pèsent sur le DPO

Étude de cas : analyse de situations présentant des risques de sanctions vis-à-vis du DPO

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Classe virtuelle Mémoire* : pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance

MODULE 4 | 3 jours

Mesurer le rôle des autorités de contrôle et les sanctions pesant sur l'entreprise

OBJECTIFS

- Sécuriser les transferts internationaux de données à caractère personnel
- Cerner le rôle et les pouvoirs de la CNIL et les niveaux de compétence des différentes autorités de contrôle
- Mesurer les sanctions pesant sur l'entreprise

PROGRAMME

Mesurer les évolutions sur les transferts internationaux de données à caractère personnel

- Sécuriser le transfert de données à caractère personnel
- Mesurer les obligations du responsable de traitement concernant l'information des personnes dont les données sont transférées

Mise en situation : intervention du DPO dans l'encadrement du transfert international de données à caractère personnel

La refonte du rôle des autorités de contrôle

- Comprendre l'organisation de la CNIL et ses missions
- Décrypter les pouvoirs de la CNIL

Étude de cas : déroulement d'un contrôle de la CNIL et identification des recours à engager

- Identifier l'autorité de contrôle compétente à l'heure du règlement et les critères de définition
- Comprendre la répartition des compétences entre une autorité chef de file et les autorités de contrôle : le mécanisme du guichet unique
- Faire le point sur le Comité européen de la protection des données
- Bénéficier de l'accompagnement prévu pour les DPO

PERFECTIONNEMENT

Code : 20195
10 jours | 70 heures
Tarif HT : 6 300 €
Tarif TTC pour les particuliers : 5 040 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous ! 01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

Mesurer l'évolution des sanctions apportées par l'application du règlement européen

- Mesurer la responsabilité du responsable du traitement et la responsabilité des prestataires sous-traitants
- Mesurer le caractère dissuasif des sanctions pécuniaires prévues par le règlement européen

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

Classe virtuelle Retours d'expérience :** pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

COMPÉTENCES MÉTIER

Assurer efficacement la fonction DPO de son organisme

OBJECTIFS

Identifier les acteurs de la protection et du traitement des données à caractère personnel
Identifier les données sensibles, les droits des personnes et les risques encourus
Respecter la conformité et le RGPD
Procéder à la cartographie des traitements et sensibiliser les équipes à la protection des données

PRÉREQUIS

Connaître les enjeux de la loi Informatique et libertés ou avoir suivi la formation " Maîtriser la conformité Informatique et libertés / RGPD " (code 20069 p. 156)

PUBLIC CONCERNÉ

Correspondants Informatique et libertés
Responsables juridiques et juristes
DSI et RSSI
Responsables conformité et risk managers

ANIMATEUR

Garance MATHIAS
Avocat à la Cour
MATHIAS Avocats

PLANNING

Paris - Promotion 1
3 au 5 avril, 13-14 mai, 13-14 juin, 26 juin*
10 au 12 juillet 2019
et 25 septembre 2019**

Paris - Promotion 2
2 au 4 octobre, 7-8 novembre, 5-6 décembre, 17 décembre 2019*,
20 au 22 janvier
et 11 mars 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants Quiz amont	Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation	Classe virtuelle Mémoire* Modules video E-evaluation Quiz aval Classe virtuelle Retours d'expérience**

voir descriptif p. 93

Maîtriser la conformité Informatique et libertés/RGPD

BEST OF DIGITAL RÉGION

Gestion des données personnelles après le RGPD/GDPR

Disposant de pouvoirs étendus en matière de contrôle sur place et de sanction, la CNIL augmente chaque année le nombre des contrôles dans les entreprises. Chaque entreprise doit désormais disposer d'une culture de la conformité Informatique et libertés performante déployée de façon concrète. L'avènement des labels de la CNIL, le DPO obligatoire, et l'impact du nouveau règlement européen renforcent les obligations de conformité et de performance.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mesurer les points clés de l'obligation de conformité Informatique et libertés parallèlement à l'adoption du règlement européen

Décrypter les notions incontournables et l'application qui en est faite par la CNIL

- Réaliser les bonnes interprétations de la loi et des textes d'application, et interpréter les recommandations de la CNIL
- Mesurer l'impact des évolutions de l'approche de la CNIL, prendre en compte les rapports du Groupe Article 29 et les perspectives de la nouvelle réglementation européenne

Test de connaissances : quiz sur les risques Informatique et libertés

- Interpréter concrètement les textes : données, traitements, fichiers, données sensibles et interdites, anonymisation…

Maîtriser les risques liés aux formalités CNIL : le registre des activités de traitements

- Faire le point sur les anciennes " Dispenses, déclarations, autorisations "
- Documentation compliance : jusqu'où aller pour attester de la conformité à l'aune du nouveau réglement européen et des labels de la CNIL
- Remplir le registre des activités des traitements

Cerner la nouvelle obligation de conformité ou " Accountability "

- Définir cette nouvelle obligation
- Identifier les livrables pour satisfaire à cette obligation

Cerner la nouvelle obligation de notification des failles de sécurité (security by design)

- Définir quand et comment la mettre en place
- Savoir qui informer et pourquoi
- Délimiter l'obligation de sécurité et de confidentialité au regard des nouvelles normes de la CNIL et les failles de sécurité, les risques en l'absence de notification

Concevoir des systèmes d'information et des traitements conformes (privacy by design)

- Identifier les critères d'une collecte et d'un traitement légal des données
- Respecter les droits des personnes physiques et répondre efficacement aux plaintes
- Appliquer les exigences de la qualité Informatique et libertés : proportionnalité, conservation, interconnexion, archivage…

Approfondir les problématiques concrètes posées par la CNIL

- Valider les risques au regard du cycle de vie des traitements ou fichiers
- Qualifier juridiquement les responsables ou co-responsables des traitements, encadrer la sous-traitance classique et le Cloud computing
- Mesurer le renforcement de la responsabilité des sous-traitants et la co-traitance

Mettre en place des actions de conformité en lien avec la réalité des risques

Disposer de méthodes d'audit Informatique et libertés à l'aune du nouveau label de la CNIL

Étude de cas : état des lieux et audit en approche projet des traitements connus ou cachés

Comprendre les solutions pour des traitements légaux hors UE en fonction des situations rencontrées

Partage d'expériences : échange sur les différentes clauses contractuelles, les types de BCR, le Safe Harbor

Décrypter les pouvoirs d'enquête juridique et technique de la CNIL et l'escalade des sanctions

Étude de cas : revue d'un dossier concret de sanction traité par la CNIL

Désigner un DPO

- Réaliser un ratio avantages/inconvénients avant la désignation
- Cerner et anticiper le périmètre d'intervention du DPO, son statut et ses missions
- Anticiper les points clés d'un plan d'action crédible

MODULES VIDÉO

- Que faut-il savoir sur le RGPD ?
- Qui fait quoi en matière de protection des données à caractère personnel ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Disposer d'une vision transversale de l'application de la loi Informatique et libertés pour appliquer les exigences de conformité dans son contexte métier

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 16 janvier 2019 ou 3 juillet 2019

INITIATION

Code : 20069
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Recenser et mettre en conformité les traitements et fichiers contenant des données personnelles
Décrypter la doctrine concrète de la CNIL et anticiper les risques de sanctions
Mettre en place efficacement un DPO interne ou externe

PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique aux problématiques posées par les données personnelles

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes
DPO internes ou externes
DSI et RSSI
Responsables conformité et risk managers

ANIMATEUR

Yaël COHEN-HADRIA
Avocat Associée
MARVELL AVOCATS

PLANNING

Paris
7-8 février 2019
11-12 avril 2019
27-28 juin 2019
25-26 novembre 2019
27-28 février 2020

Lyon
4-5 avril 2019
14-15 novembre 2019

Bordeaux
4-5 avril 2019
18-19 novembre 2019

Nantes
28-29 mars 2019
14-15 novembre 2019

Lille
28-29 mars 2019
18-19 novembre 2019

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended à découvrir sur www.efe.fr

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

DPO : boîte à outils et méthodes

Mener efficacement ses data projects

BEST OF DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le rôle du DPO à la croisée des règlementations : loi Informatique et libertés et règlement européen sur la protection des données

- Définir le rôle, les missions et les responsabilités du CIL
- Lettre de mission du DPO
- Identifier les avantages et inconvénients de la désignation : éthique et déontologie, sécurité informatique, partenaire du développement à l'international
- Identifier les traitements de données à caractère personnel dans l'entreprise
  Partage d'expériences : échange sur l'actualité du règlement européen/Maintien en conformité des cartographies
- Gérer les relations avec la CNIL
- Déclarer les traitements de données à la CNIL
  Partage d'expériences : échanges sur la tenue du registre des traitements dans son entreprise

Organiser les travaux du DPO

- Réaliser un tableau de bord efficace
  Exercice d'application : choix des indicateurs pertinents et réalisation d'un tableau de bord
- Maîtriser la technique d'audit des traitements de données
  Exercice d'application : élaboration du rapport d'audit d'un traitement de données
- Constituer sa boîte à outils
- Définir les outils en fonction des besoins de l'organisme, des moyens fournis au DPO et de ses missions

Piloter les " data projects " de l'entreprise

- Gérer les relations avec les opérationnels de l'entreprise
- Piloter la collecte des données auprès des opérationnels
- Encadrer les principaux traitements de données de l'entreprise
- Gérer les implications du big data
  Mise en situation : collecte de données et gestion du traitement

MODULES VIDÉO

- Que faut-il savoir sur le RGPD ?
- Qui est le DPO ?
- Comment exercer ses missions de DPO ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mener efficacement ses data projects dans le cadre de sa mission de DPO

PERFECTIONNEMENT

Code : 20174
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner et valoriser le statut et les missions du DPO
Acquérir les méthodologies pratiques et les outils quotidiens
Optimiser et piloter les " data projects " en lien avec les opérationnels

PRÉREQUIS

Avoir des notions sur la loi Informatique et libertés/RGPD

PUBLIC CONCERNÉ

Futurs ou nouveau DPO
Juristes

ANIMATEUR

Yaël COHEN-HADRIA
Avocat Associée
MARVELL AVOCATS

PLANNING

Paris
8-9 juillet 2019
18-19 décembre 2019

Contrôles de la CNIL

Faire face et réagir aux contrôles Informatique et libertés

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les points de contrôle de la CNIL

- Définir qui peut être contrôlé
- Identifier ce qui peut être contrôlé : les principales obligations Informatique et libertés, formalités, information des personnes, durée de conservation des données…

Intégrer la phase préalable au contrôle

- Définir à qui revient l'initiative du contrôle
- Mesurer les conséquences concrètes des orientations du programme annuel des contrôles de la CNIL

Maîtriser le déroulement de la mission de contrôle sur le terrain

- Cerner précisément les pouvoirs de la CNIL
- Identifier les différents types de contrôles : sur place, sur pièce et sur audition
- Anticiper les contrôles en ligne
- Délimiter le périmètre du contrôle
- Analyser les garanties accordées aux personnes contrôlées
  Étude de cas : analyse des acteurs et étapes d'un contrôle

Anticiper les suites du contrôle

- Analyser les formalités de fin de contrôle
- Faire le point sur les manquements éventuels
- Identifier les risques encourus
- Mesurer les conséquences en termes d'image

Suite à un contrôle, définir les actions à déclencher

- Déterminer les mesures correctrices à mettre en œuvre
- Anticiper les futurs contrôles de la CNIL : audit, procédures internes, sensibilisation…
- Mettre en œuvre les voies de recours

MODULES VIDÉO

- Gestion du risque : prévenir plutôt que guérir
- Que faire en cas de contrôle ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Faire face à un contrôle de la CNIL et assurer le suivi du contrôle

PERFECTIONNEMENT

Code : 20155
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les pouvoirs de la CNIL dans sa mission de contrôle
Maîtriser le déroulement du contrôle et les sanctions
Suite au contrôle, adopter les bonnes mesures

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en gestion des données personnelles

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats
DPO

ANIMATEUR

Céline AVIGNON
Avocat à la Cour
ALAIN BENSOUSSAN AVOCATS

PLANNING

Paris
1er juillet 2019
11 décembre 2019

Cybersécurité

Réagir aux failles de sécurité et les anticiper

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Recenser les différentes atteintes possibles du système de traitement automatisé de données (STAD)

Identifier les conditions préalables

- La notion de STAD
- Le " maître du système "
- La question de la protection du STAD

Cerner les infractions d'atteinte à un système de traitement automatisé de données

- L'accès frauduleux
- Le maintien frauduleux
- L'atteinte à l'intégrité du système
- L'atteinte à l'intégrité des données
- L'association de malfaiteurs informatiques
- La détention d'un programme informatique conçu pour commettre une atteinte à un STAD
- La tentative
- Les peines complémentaires encourues
- Les atteintes aux STAD vues par les législations européennes

Intégrer l'infraction spécifique de vol d'informations

Étude de cas : analyse de cyberattaques fréquemment rencontrées

Réagir face à une cyberattaque

Déposer une plainte auprès du procureur de la République

Étude de cas : analyse du plan d'une plainte simple contre X du chef d'atteinte au STAD

Notifier la violation de données personnelles à la Commission nationale de l'informatique et des libertés

Gérer la communication

- Mettre en place un plan média : communiqué de presse, bandeau sur le site internet, communication sur les médias sociaux, Facebook et Twitter, script de réponse aux questions des journalistes
- Préparer un communiqué destiné aux clients

Exercice d'application : rédaction d'un communiqué aux clients dont les données personnelles ont été volées

Gérer l'aspect assurantiel

Prévenir le risque de cyberattaque par la mise en place d'actions préventives

- Sécuriser les systèmes d'information contre les risques externes
- Sécuriser des systèmes d'information contre les risques internes

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Anticiper et réagir face à une cyberattaque

EXPERTISE

Code : 20180
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les différentes formes de cyberattaques
Mettre en œuvre les actions suite à une attaque informatique
Mettre en place les mesures pour prévenir les attaques informatique

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur les aspects juridiques du digital

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Responsables informatique, compliance et sécurité

ANIMATEUR

Virginie BENSOUSSAN-BRULÉ
Avocat à la Cour
ALAIN BENSOUSSAN AVOCATS

PLANNING

Paris
22 mai 2019
2 décembre 2019

Maîtriser les enjeux juridiques du big data

Optimiser le traitement des données digitales

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner l'impact du big-data dans l'univers numérique pour l'optimisation des actions de l'entreprise

Décrypter les notions-clés autour du big-data

- La place du big-data dans le monde du e-commerce, du e-marketing et de la e-réputation
- La place du big data et de l'open data
- Les enjeux de la maîtrise du big-data pour les entreprises

Étude de cas : identification des flux de data et les modalités de leur exploitation

Trouver de nouvelles sources de données fiables

- Les réseaux sociaux comme sources de données
- Les objets connectés : mesurer les droits et les obligations liés

Mesurer les enjeux de la protection des données

Intégrer le droit comme outil de valorisation des bases de données

- Gérer la paternité des fichiers et des données
- Assurer la sécurité informatique des fichiers de données
- Assurer la sécurité juridique des fichiers de données : Cloud Computing

Étude de cas : analyse de la protection des données de l'entreprise

Mesurer les intérêts du big data et ses interactions avec le droit

- Les données issues de l'open data : droit sur les données, obligations et coût
- La réutilisation des données de l'open data : la licence

Étude de cas : analyse de la licence proposée par ETATLAB

Identifier les spécificités des données à caractère personnel

Étude de cas : analyse des dernières sanctions de la CNIL

Mettre en place les actions de conformité et de rationalisation des fichiers

- Les outils de big data et d'open data
- Le contrat encadre l'exploitation des données
- L'interconnexion des fichiers de données

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Rationaliser et maîtriser la conformité des fichiers de son entreprise

EXPERTISE

Code : 20166
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Gérer les flux de données
Choisir les outils juridiques en fonction des données exploitées
Rationaliser les bases de données pour fluidifier les échanges

PRÉREQUIS

Être impliqué dans le fonctionnement du système d'information de son entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
DPO et DSI

ANIMATEUR

Yaël COHEN-HADRIA
Avocat Associée
MARVELL AVOCATS

PLANNING

Paris
14 juin 2019
11 décembre 2019

Cadre juridique de la blockchain

NEW

Maîtriser l'univers de la blockchain pour intégrer son traitement légal

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Distinguer et comprendre blockchain, cryptoactifs et tous les autres

Faire le point sur les cryptomonnaies
- Définir la cryptomonnaie
- Fonctionnement et techniques associées
- Faire le point sur les différentes cryptomonnaies en dehors du bitcoin

Cerner la réalité pratique de la révolution blockchain pour anticiper l'impact sur son activité
- Comprendre la cryptographie
- Fonctionnement et technique

Analyser et comprendre l'ethereum, les smart contracts et les autres applications possibles
- Découvrir l'ethereum et comprendre les nouvelles applications possibles avec cette blockchain
- Analyser les smart contracts et identifier les avantages d'un contrat/programme autonome et donc auto-exécutant

Étude de cas : analyse de smart contracts existants dans le cas d'une prestation de service et rédaction des points clés

Cerner les implications professionnelles de la blockchain dans le monde actuel et celui de demain

Les applications actuelles de la blockchain

Étude de cas : analyse de différentes applications à travers des exemples issus de différentes industries et sociétés de services

La crypto finance ou la token economy
- Analyser l'explosion des opérations de levées de fonds en ICO bientôt encadrées par la loi PACTE en France
- Les plateformes d'échange ou comment se passer d'intermédiaire
- Les fonds d'investissement
- Les produits financiers

Organiser la gouvernance dans le respect de la réglementation
- La régulation d'une blockchain publique
- Liens entre tokens et titres financiers
- Blockchain et anti-blanchiment
- Blockchain et données personnelles avec le RGPD notamment
- Blockchain, smart contracts et règlement eIDAS

Partage d'expériences : échanges sur l'émergence des premières législations en France et à l'étranger

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser le mécanisme blockchain et ses applications possibles sur son activité, en disposant de réflexes juridiques pour encadrer ses futurs projets blockchain

PERFECTIONNEMENT

Code : 20207
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Comprendre la logique et les enjeux de la blockchain
Intégrer les implications juridiques de la blockchain
Sécuriser la gouvernance juridique des applications issues de la blockchain

PRÉREQUIS

Avoir des bases en droit du digital

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats

ANIMATEUR

Thibault VERBIEST
Avocat Associé
DS AVOCATS

PLANNING

Paris
7 juin 2019
4 décembre 2019

Cadre juridique de l'intelligence artificielle

Évaluer ses besoins, anticiper les nouvelles applications et gérer les risques

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les éléments de langage et l'environnement de l'intelligence artificielle et des applications IA
- Maîtriser les éléments de langage
- Cerner l'état de l'art de l'intelligence artificielle
- Intégrer l'écosystème de l'intelligence artificielle

Cerner pas à pas les étapes de la conception à l'implémentation d'applications stratégiques fondées sur les technologies issues de l'intelligence artificielle
- Identifier et prioriser les cas d'usage de son domaine ou secteur d'activité
- Choisir entre PoC (Proof of Concept) ou pas PoC
- Mettre en place un traitement ou une solution algorithmique ou un Chatbot
- Mettre en place une solution de reconnaissance faciale
- Mettre en place une solution de reconnaissance vocale ou de traitement du langage naturel

Exercice d'application : rédaction d'un dossier de spécifications ou d'un dossier de prérequis juridiques pour l'une des solutions

Évaluer les enjeux de la régulation existante, le cas échéant définir une stratégie d'autorégulation et/ou une politique d'éthique et anticiper les risques
- Définir une stratégie juridique et/ou éthique
- Cartographier les risques d'implémentation de nouvelles applications d'IA
- Penser la transparence by design dès la conception d'une solution d'IA
- Repenser les notions d'égalité, de liberté, de responsabilité et définir un cadre de responsabilité

Exercice d'application : rédaction du plan détaillé d'une politique éthique

Partages d'expériences : retour sur l'implémentation de solutions d'IA et les responsabilités des recommandations ou décisions prises à partir de calculs automatisés ou de profils algorithmiques

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Être en mesure à partir de ses besoins métiers et de ses cas d'usage, de définir un plan de production et d'implémentation d'applications sectorielles/stratégiques d'IA et de gérer les risques juridiques

EXPERTISE

Code : 20198
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les éléments de langage
Identifier l'état de l'art de l'IA et des nouvelles applications sectorielles
Évaluer les risques, définir un plan de risk-management et mettre en place des mesures

PRÉREQUIS

Être impliqué dans la transformation digitale

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats

ANIMATEURS

Jérémy BENSOUSSAN
& Didier GAZAGNE
Avocats à la Cour
ALAIN BENSOUSSAN AVOCATS

PLANNING

Paris
13 mai 2019
6 novembre 2019

Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle

BEST OF

Propriété littéraire et artistique, propriété industrielle

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les différents systèmes de protection

Le droit d'auteur pour les œuvres littéraires, les œuvres d'art et les créations architecturales

- Identifier une œuvre protégeable ainsi que l'auteur ou les auteurs : œuvre collective, dérivée, de collaboration…
- Le droit moral et les droits patrimoniaux attachés à l'œuvre
- L'exploitation des œuvres : exploitation directe, contrat de licence, cession de droit…

Le brevet d'invention pour protéger les innovations techniques

La protection des marques

- Acquérir des droits sur une marque : les signes susceptibles de constituer une marque, les conditions de validité, la demande d'enregistrement et la procédure d'opposition
- Exploiter et valoriser des droits sur une marque : licence, cession et nantissement de marque
- La marque communautaire et l'enregistrement international

Les dessins et modèles industriels et indications géographiques

Étude de cas : à travers des exemples concrets, identification de créations brevetables, de marques déposables et d'œuvres protégées par le droit d'auteur

Technologies de l'information et de la communication et propriété intellectuelle : intégrer les dernières évolutions

- Les bases de données : étendue de la protection et limites
- La protection des logiciels
- Le site web : problèmes et protection juridiques

Défendre ses droits de propriété intellectuelle face à la contrefaçon et au piratage

- Action en concurrence déloyale et action en contrefaçon
- Les difficultés procédurales liées aux spécificités du numérique

Étude de cas : identification de la protection la mieux adaptée aux actifs de propriété intellectuelle en fonction du coût et des besoins de l'entreprise

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser le fonctionnement des systèmes de protection juridique de ses actifs immatériels

INITIATION

Code : 20071
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les différents systèmes de protection
Maîtriser l'application de la PI aux technologies du digital
Se défendre face à la contrefaçon et au piratage

PRÉREQUIS

Être confronté aux problématiques de PI

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Responsables marketing

ANIMATEUR

Cyrille MORVAN
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
17-18 juin 2019
29-30 août 2019
3-4 octobre 2019
16-17 décembre 2019

SESSIONS À LA CARTE*

Je crée la session à la date de mon choix !

Protection des œuvres et inventions des salariés
Aménager les droits de l'employeur en toute sécurité juridique
Code : 20042 - Expertise
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €

Déposer et protéger ses brevets
Les exploiter et les rentabiliser
Code : 20041 - Perfectionnement
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €

Assistant(e) brevets
Gérer les dépôts et les suivis des dossiers
Code : 20127 - Perfectionnement
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €

Assistant(e) marques
Gérer les dépôts et les suivis des dossiers
Code : 20128 - Perfectionnement
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €

Contrefaçon
Protéger ses droits de propriété intellectuelle
Code : 20066 - Expertise
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €

Flux transfrontières de données personnelles
Assurer la conformité de ses traitements suite au règlement européen sur la protection des données
Code : 20154 - Perfectionnement
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €

Contrats télécoms et communications électroniques
Maîtriser l'impact de la régulation et de la réglementation sur ses contrats
Code : 20083 - Initiation
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €

Droit des données biométriques
Mettre en œuvre et utiliser les fichiers biométriques en toute sécurité
Code : 20101 - Expertise
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €

Je découvre ce concept sur www.efe.fr
et je fais mes propositions au 01 44 09 25 08
infoclient@efe.fr

Programmes disponibles sur www.efe.fr

*** 3 collaborateurs à former**

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Le droit d'auteur

Être du bon côté de la loi sur les droits d'auteur

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre juridique du droit d'auteur
- Identifier une œuvre protégeable
- La titularité des droits d'auteur
- Cerner les prérogatives conférées par le droit d'auteur

Étude de cas : à travers l'analyse de la jurisprudence récente, identification des dernières évolutions du droit d'auteur

Exploiter et défendre une œuvre protégée par le droit d'auteur

Exploiter une œuvre en toute sécurité
- Exploitation directe et contrat de cession
- Les conditions de cession : formalisme, étendue des droits cédés, destination, durée de la cession et lieu d'exploitation des droits
- La rémunération de l'auteur
- La garantie de jouissance paisible

Exercice d'application : rédaction des clauses sensibles d'un contrat de cession

Optimiser la protection
- Mesurer l'intérêt d'un dépôt probatoire
- Le dépôt probatoire, le dépôt légal et les autres mesures (revendications…)
- Les mesures techniques de protection

Défendre le droit d'auteur face à la contrefaçon et au piratage
- Identifier les actes répréhensibles
- L'action en concurrence déloyale et l'action en contrefaçon
- Les procédures de saisie
- Les difficultés procédurales liées aux spécificités du numérique

Faire le point sur le droit d'auteur face aux technologies de l'information
- La protection des Bases De Données (BDD)

Étude de cas : analyse d'une licence d'exploitation d'une BDD

Le régime des logiciels
- Droit d'auteur et internet : téléchargement des œuvres, hyperlien, peer to peer…
- Droit d'auteur dans la société de l'information

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Appréhender les risques liés au droit d'auteur, dans le monde numérique notamment

PERFECTIONNEMENT

Code : 20020
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner le cadre juridique de la protection des créations intellectuelles
Identifier les moyens de défense face aux pirates et contrefacteurs
Maîtriser les spécificités face aux technologies du digital

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en PI

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Responsables de la PI

ANIMATEURS

Marie SOULEZ
& Justine DELRIEU
Avocats à la Cour
ALAIN BENSOUSSAN AVOCATS

PLANNING

Paris
6-7 juin 2019
5-6 décembre 2019

Déposer et protéger ses marques

Mettre en œuvre une stratégie de dépôt et de protection de ses marques

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Acquérir des droits sur une marque
- Cerner les conditions de validité d'une marque
- Identifier les formules de protection existantes
- Les spécificités de la protection des marques sur internet

Maîtriser les modalités de dépôt d'une marque
- Les recherches d'antériorité
- La demande d'enregistrement en pratique
- La procédure d'opposition
- Étendre la protection à l'étranger : délais et coûts
- Stratégie de dépôt : obtenir le meilleur rapport protection/coût

Conserver et exercer des droits sur une marque

La conservation des droits

L'exploitation et la valorisation des droits sur la marque
- Les licences de marque
- La cession et le nantissement d'une marque
- Évaluer le coût et la valeur de la marque
- Les déductions des frais investis dans la marque

Gérer les risques de contrefaçon et de concurrence déloyale

Contrefaçon, parasitisme et cybersquattage

Exercice d'application : simulation d'une plainte selon les règles UDRP pour récupérer un nom de domaine cybersquatté

Identifier les contrôles à mettre en place
- La surveillance des dépôts
- La recherche d'antériorité avant adoption
- Les techniques contractuelles : clauses de garantie, cession de droits…

Défendre ses droits : identifier les moyens juridiques
- Action judiciaire
- Procédures de saisie en douane
- Négociation amiable

Déchéance d'une marque, dégénérescence, prescription par tolérance : éviter ces risques

Exercice d'application : simulation d'un contentieux en matière de marques

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place une stratégie de dépôt et de protection de ses marques

PERFECTIONNEMENT

Code : 20007
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les systèmes de protection des marques
Acquérir une véritable stratégie de dépôt et de protection des marques
Maîtriser les moyens juridiques de lutte contre la contrefaçon et la concurrence déloyale

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en PI

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes

ANIMATEUR

Sébastien HAUTIÈRE
Conseil en propriété industrielle
STRATO IP

PLANNING

Paris
3-4 juin 2019
2-3 décembre 2019

Transfert de technologie

Maîtriser les techniques contractuelles de la transmission d'un savoir-faire technique

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir les stratégies de protection de l'innovation et choisir les méthodes de contractualisation

- La protection de l'innovation par le secret, les droits de propriété intellectuelle
- Les enjeux des transferts de technologie et catégories de contrats
- Les méthodes de contractualisation

Contrat de transfert de technologie

Rédiger les clauses essentielles des contrats de transfert de technologie

- Les principales typologies de contrat
- L'objet du contrat et ses limites
- Les obligations du cédant de la technologie : transfert de technologie, transfert effectif de compétence, obligation de moyens ou résultat, contrat clé ou produit en main…
- Les obligations du bénéficiaire : prix, obligation d'exploitation…
- Les droits octroyés et les garanties
- La jouissance paisible : faculté pour le licencié de se joindre au détenteur des droits en cas d'action de celui-ci à l'encontre de tiers en violation des droits consentis
- La responsabilité

Jeu de rôles : négociation des clauses du contrat de transfert de technologie selon que l'on soit cédant ou bénéficiaire

Les étapes de la vie d'un contrat de transfert de technologie

Les phases préalables

- L'importance de la définition des attentes du bénéficiaire et de ce que le cédant a à offrir
- L'importance d'un accord profitable et motivant pour les deux parties

Le contract management : délais et phases du projet

Étude de cas : analyse commentée de contrats d'application

Identifier les spécificités des contrats internationaux de transfert de technologie/R&D

- Langue, droit et juridiction compétente
- Particularités des contrats internationaux à destination de marchés protégés et réglementés dont la pénétration est difficile

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Traiter les particularités contractuelles du transfert de technologie, selon la qualification légale de la technologie

EXPERTISE

Code : 20102
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mesurer les enjeux liés aux transferts de technologie
Négocier et rédiger un accord de transfert
Mesurer les conséquences des transferts ainsi mis en place

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en propriété intellectuelle

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Responsables R&D et ingénieurs

ANIMATEUR

Sarah LENOIR
Avocat à la Cour
ALAIN BENSOUSSAN AVOCATS

PLANNING

Paris
27-28 mai 2019
2-3 décembre 2019

Négocier et rédiger les contrats internationaux

De la rédaction à l'exécution

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Être maître de la rédaction du contrat

- Définir le cadre dès les négociations et rédiger une introduction solide
  Exercice d'application : les différentes phases de la négociation jusqu'à la signature du contrat international
- Rédiger une introduction solide : titre, parties au contrat, préambule argumenté, définitions utiles, hiérarchie de la documentation contractuelle
  Exercice d'application : rédaction d'un préambule
- Rédiger un cœur de contrat complet
  Exercice d'application : best efforts vs obligations de moyens
- Le prix : différents types de prix, indexation, monnaies de paiement, risques de change, différents modes de paiements, risques d'impayés
- Les garanties internationales de paiement : lettres de crédit, garanties bancaires…
- Les enjeux de propriété intellectuelle : protection du savoir-faire, subtilités selon les pays
  Exercice d'application : protection du savoir-faire
- Les lieux et territoires
- La durée
- Les garanties, contrôles, transport et livraison, assurances impératives ou pas
- Les incoterms
  Exercice d'application : choix de l'incoterm et ses paramètres
- Les sanctions contractuelles possibles : retard, performance, " punitives damages "
- Les sanctions d'ordre public possibles

Organiser la vie du contrat international

Négocier les clauses essentielles pour assurer la bonne exécution

Exercice d'application : rédaction d'une clause de hardship

- La transmissibilité, cession ou sous-traitance
- Le choix entre confidentialité et communication
- Le droit applicable

Procéder au règlement des litiges

Maîtriser les formalités

Exercice d'application : rédaction de la clause d'arbitrage

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Disposer de moyens concrets pour sécuriser ses contrats internationaux

EXPERTISE

Code : 20016
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

S'assurer de la bonne exécution des contrats internationaux
Maîtriser les différentes techniques de rédaction
Prévenir et gérer les difficultés d'exécution et les risques de contentieux

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des contrats

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats

ANIMATEUR

Cyrille DURAND-FONTANEL
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
3-4 juin 2019
8-9 octobre 2019
19-20 décembre 2019

PPP et concessions à l'international

Sécuriser ses contrats de grands projets internationaux d'infrastructures

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Déterminer en amont sa stratégie de négociation pour réussir la mise en place d'un grand projet international

Évaluer correctement le projet retenu : les approches modernes de Due Diligence globale : techniques et mise en œuvre efficace

Proposer des conditions ou clauses contractuelles optimisées et acceptables dans une stratégie de négociation adaptée au projet et à la culture locale : les hiérarchiser

- La spécificité des principes applicables aux différentes familles de marchés de partenariat
- Identifier les nouveaux outils financiers proposés par les multilatéraux
- La structuration contractuelle des grandes formes de marchés de partenariat
- Maximiser la sécurité juridique du projet sur le long terme
- Aborder les réponses aux appels d'offre et les négociations
- Réduire et rendre acceptable de nombreux risques par les parties prenantes
- Aboutir à un consensus sur le transfert ou la répartition des risques

Étude de cas : analyse d'une décennie de projets de privatisation d'infrastructures publiques aux résultats mitigés et les leçons à en tirer

Le cadre juridique d'un grand projet international de marchés de partenariat à paiement par l'usager : analyser et rédiger les familles de clauses les plus originales des grands projets internationaux à financement privé

- Les clauses particulières reflétant les obligations de base
- Les clauses facilitant l'adaptation permanente des services aux besoins
- Les clauses prévoyant des garanties particulières apportées par les partenaires
- Les clauses facilitant la prévention et la résolution des litiges
- Les clauses particulières relatives à la fin du contrat

Exercice d'application : négociation d'un projet de marché de partenariat dans un pays émergent et rédaction de ses principales clauses

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place les aspects juridiques de ses grands projets internationaux d'infrastructures

EXPERTISE

Code : 20122
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Évaluer la réussite de son projet international et déterminer sa stratégie de négociation
Cerner le cadre juridique
Rédiger clause par clause un contrat complexe d'infrastructure

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit international des affaires

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats

ANIMATEUR

Édouard CLOT
Avocat Associé
CABINET CLOT AVOCATS

PLANNING

Paris
25-26 juin 2019
2-3 décembre 2019

Droit des contrats chinois

Négocier et rédiger des contrats pour la Chine

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les spécificités des contrats en Chine

Définir les principes du droit des contrats en Chine

Identifier les spécificités chinoises

- Cerner les règles de validité au regard des exigences d'approbation administrative et d'enregistrement
- Mesurer les contraintes liées au contrôle des changes
- Choisir la langue des contrats
- Intégrer les règles d'ordre public en Chine

Étude de cas : analyse d'un contrat de société mixte sino-étrangère

Maîtriser la rédaction et la négociation des contrats

Définir la terminologie et les règles contractuelles chinoises

- Maîtriser le " style " des contrats
- Identifier les règles de rédaction contractuelle

Intégrer les principes de négociation en Chine

Se protéger tout en construisant la confiance

Étude de cas : analyse d'un contrat de distribution

Maîtriser la fin du contrat et le règlement des litiges

- Mettre fin à un contrat ou négocier son évolution : éviter les contentieux
- Choisir entre les juridictions chinoises ou l'arbitrage : rédiger la clause de règlement des litiges
- Expériences pratiques de règlement de situations contentieuses en Chine

Étude de cas : analyse de la rupture d'un contrat de travail

Optimiser la fiscalité des contrats

- Cerner les principes de fiscalité chinoise
- Définir la fiscalité des revenus en provenance de Chine
- Rédiger les contrats en fonction des pratiques d'imposition en Chine

Étude de cas : analyse d'un contrat de licence de technologie et de savoir-faire

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Cerner les spécificités des contrats de droit chinois et prévenir leurs difficultés d'application en apportant des solutions qui peuvent être comprises par des cocontractants chinois

PERFECTIONNEMENT

Code : 20156
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer les spécificités et logiques chinoises des contrats
Rédiger et négocier des contrats soumis au droit chinois
Assimiler les spécificités chinoises

PRÉREQUIS

Être impliqué dans des relations avec des partenaires chinois

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables internationaux
Juristes

ANIMATEUR

Zhen HUANG
Avocat Associé
UGGC Avocats (Shanghaï)

PLANNING

Paris
26 juin 2019
22 novembre 2019

SESSIONS À LA CARTE*

Je crée la session à la date de mon choix !

Je découvre ce concept sur www.efe.fr
et je fais mes propositions
au 01 44 09 25 08
infoclient@efe.fr

Droit maritime
Sécuriser ses échanges internationaux de marchandises
Code : 20120 - Perfectionnement
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €

Droit des affaires aux États-Unis
Maîtriser les spécificités et les exploiter
Code : 20131 - Perfectionnement
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €

Droit américain de la concurrence
Identifier les pratiques anticoncurrentielles, les autorités de la concurrence et les procédures
Code : 20061 - Perfectionnement
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €

Droit des affaires en Chine
Négocier et rédiger des contrats pour la Chine
Code : 20123 - Perfectionnement
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €

Droit des affaires en Inde
S'implanter et commercer en toute sécurité juridique
Code : 20124 - Perfectionnement
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €

Droit des affaires en Russie
Maîtriser les enjeux de ses implantations, accords et partenariats
Code : 20125 - Perfectionnement
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €

Droit des affaires au Brésil
Mettre en place et gérer ses implantations
Code : 20130 - Perfectionnement
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €

Arbitrage et médiation
Maîtriser le traitement conventionnel des litiges
Code : 20010 - Expertise
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €

Fiscalité internationale pour juristes et financiers
Maîtriser les aspects fiscaux des opérations juridiques internationales
Code : 20034 - Perfectionnement
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €

Programmes disponibles sur www.efe.fr

*** 3 collaborateurs à former**

Négociation en anglais

Négocier en anglais avec ses partenaires étrangers

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Negotiating your contracts in English
- Compare the Anglo-Saxon approach with the French approach regarding negotiations
- The concept of misrepresentation and fraudulent concealment in French law
- The value of pre-contractual exchanges: knowing when you are committed, and identifying the consequences of subsequent contracts
- " Contracts " and " deeds "
- The value of unilateral pledges according to the country in question

Master the risks and the limits of your negotiations in English
- Acquire the Anglo-Saxon notions of the contract terms: " express and implied terms ", " conditions ", " warranties ", " innominate terms "…
- Determine the risks incurred concerning a price bid
- Identify the penalties of non-performance of contracts
- " Damages " and " liquidated damages "

Exercise: identification of the risks incurred during negotiation talks in English

Convince in English in order to prepare the key elements of future contracts
- Fix the objectives of the negotiations and the key elements to get across
- Define the issues, the possible leverage and the negotiation context
- Prepare a possible rescue plan when confronted with partner's objections
- Practise the art of questioning and rephrasing
- Make sure of the interlocutors' understanding: confirm agreement, avoid misunderstandings
- Secure the end of the negotiation
- Master the subtleties of oral English and of the legal repercussions: key-words, standard expressions, false friends…

Role-play: study different tactics of negotiation in English

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Négocier en anglais avec des partenaires étrangers pour sécuriser ses contrats futurs

INITIATION

Code : 20145
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Négocier des accords avec des partenaires en anglais
Déjouer les pièges de certaines pratiques
Négocier certaines clauses clés des futurs contrats

PRÉREQUIS
Cette formation nécessite une bonne compréhension orale et écrite de l'anglais courant

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne amenée à négocier des contrats en anglais

ANIMATEUR
Jeremy JACKSON, Consultant spécialisé en anglais juridique

PLANNING
Paris
1er 2 avril 2019
17 18 octobre 2019

Contracts under Common Law

Maîtriser la négociation et la rédaction des contrats anglo-saxons

BEST OF

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Developing a mutual understanding despite legal terminology
- Civil Law vs Common Law
- Drafting effective definition and boiler-plates clauses
  Exercise: drafting clauses the devil is in the detail, managing legalese

Opening, conducting and closing negotiations: the role of the lawyer in contract negotiations

Preliminary stages of a transaction
- Handling initial contacts: writing a NDA that works for you
- Drafting tips to compete while maintaining room for negotiation
- Negotiation with Anglo-Saxon partners
- Drafting preliminary documents: MOU, LOI…; staying on the " safe " non-binding side of a transaction
  Exercise: drafting and negotiation sessions, drafting an LOI

Drafting sensitive clauses
- Conditions precedent and subsequent
- Representations and warranties
- Consequences of breach
- Dealing with force majeure events and hardship

The term of the contract
- Determining the term of the contract
- Expiration of the contract
- Auto-renewal of the contract
- Discharge of the contract
- Post-termination obligations: confidentiality and non-competition

Style workshop and contract drafting
- Less is more, commas, dates and numbers
- Drafting representations and warranties
- Non-compete clauses

Contractual risk management and limitations of liability
- Contractual risks commonly encountered
- Contractual limitations of liability
- Damages
  Exercise: drafting and negotiation sessions, dealing with liability, hardship manage your " frustration ", taking liability into your own hands

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre les techniques rédactionnelles et de négociation propres aux contrats anglo-saxons

PERFECTIONNEMENT

Code : 20157
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Acquérir les concepts juridiques et le vocable anglo-saxons
Modifier son raisonnement face à un droit qui n'a pas de Code civil
Rédiger en anglais les clauses les plus sensibles

PRÉREQUIS

Cette formation en anglais juridique suppose une compréhension de l'anglais courant

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes

ANIMATEUR

Patrick GRIFFIN, Solicitor

PLANNING

Paris
7-8 février 2019
20-21 mai 2019
21-22 novembre 2019
6-7 février 2020

French business law in English

Expliquer le droit des affaires français en anglais

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Contracts under French civil law

Formation and execution of agreements
- Pre-contractual negotiations and liability
- Parties: legal representatives and signature
- Transfer and retention of title
- Effect of general terms of sale/purchase
- Damage and limitation of liability
- Assignment clauses

Ending contractual relationships and non-judicial remedies
Exercise: termination clauses

French contract law
- Sale and distribution
- Real property leases
- Service agreements
- Sub-contracting
  Case study: analysis of an on-going concern sale agreement

Choice of forum for dispute resolution
- Arbitration versus French courts
- Overview of French judicial system and arbitration institutions
- Recognition and enforcement of court decisions and awards in France
  Exercise: selecting and drafting a valid and enforceable dispute resolution clause

Company law

The forms of establishment in France
- Subsidiary or branch
- Corporate forms, minimum capital, tax registration, different kinds of management structures
- Specific regulatory requirements for different sector
- Opening bank accounts
  Case study: advise a corporate form for a particular project, explain the option to your EMEA general counsel

Control the financing of the operation
Case study: identify financing options & explain a share capital increase
- Director's duties and liabilities
- Tax optimisation
- Business transfers
- Mergers, share or stock sales, business sales
- Insolvency procedures
- Role of liquidators

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser le vocabulaire juridique anglais afin d'expliquer en anglais le droit français

INITIATION

Code : 20070
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Pratiquer le droit des contrats français
Expliquer le droit des sociétés français en anglais

PRÉREQUIS

Cette formation nécessite une compréhension orale et écrite de l'anglais courant

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats

ANIMATEUR

Benoît LAFOURCADE
Sollicitor of the Supreme Court of England and Wales
Avocat à la Cour
DELCADE SAS

PLANNING

Paris
27-28 mai 2019
12-13 novembre 2019

Fiscalité pour juristes

Maîtriser le traitement fiscal des opérations juridiques

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Déterminer le résultat fiscal et calculer l'impôt : maîtriser les règles de base

Cerner les principes de l'élaboration du résultat fiscal de l'entreprise : BIC et IS

Déterminer le résultat fiscal

Exercice d'application : calcul du résultat fiscal

Mise en situation : lecture d'une liasse fiscale, retraitements à opérer sur l'imprimé 2058 A, réintégrations et déductions

Affecter et gérer le résultat fiscal

Calculer et liquider l'impôt

Exercice d'application : calcul de l'IS

Abus de droit et acte anormal de gestion

- Acte anormal de gestion : les risques pour l'entreprise
- Définition et analyse du mécanisme de l'abus de droit

Fiscalité des fusions, apports partiels d'actif et scissions

Choisir la meilleure stratégie fiscale pour les fusions…

- Principaux effets des opérations de fusion sur les états financiers
- Régime fiscal : régime de droit commun ou régime de faveur
- Application pratique du régime de faveur : droits d'enregistrement, IS, TVA et imposition des distributions
- Incidence fiscale du sens de la fusion et sort des déficits

… et dans les opérations assimilées : apports partiels d'actif, confusion de patrimoines et scissions

Étude de cas : comparaison du traitement fiscal des opérations

Fiscalité des restructurations au sein des groupes de sociétés

- Les opérations permettant une réorganisation juridique
- Optimiser le traitement fiscal des restructurations

Étude de cas : détermination du choix de l'opération juridique au regard de son régime fiscal

MODULES VIDÉO

- Quel régime d'imposition choisir ?
- Quels sont les principes de l'IS ?
- Quelles sont les particularités du régime mère-filles ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les règles de base de la fiscalité des sociétés

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended à découvrir sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 20033
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les techniques de base pour déterminer le résultat fiscal
Cerner les notions d'abus de droit et d'acte anormal de gestion
Définir les règles fiscales applicables aux restructurations et fusions

PRÉREQUIS

Vouloir développer ses connaissances en fiscalité

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats

ANIMATEUR

Caroline MASURE
Fiscaliste
MAZARS

PLANNING

Paris
12-13 mars 2019
14-15 octobre 2019

Les bases de la comptabilité et de la finance pour juristes

Maîtriser la terminologie, le cadre et les grands principes comptables et financiers

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le cadre comptable et la méthodologie de lecture et d'analyse du bilan et du compte de résultat

- Définir les grands principes comptables
- Connaître le contenu des états financiers : bilan, compte de résultat, variation des capitaux propres, annexe
- L'impact des grands principes comptables sur l'élaboration et la lecture des états financiers

Analyser la structure du compte de résultat

- Typologie des résultats
- Analyser le compte de résultat
- Le lien avec les indicateurs financiers de résultat

Analyse financière

- Comprendre le tableau des flux de trésorerie

Étude de cas : lien entre le résultat, la trésorerie, les flux d'exploitation, d'investissement et de financement

Étude de cas : reconstitution et analyse du tableau des flux de trésorerie

- Secteurs d'activité et typologie des ratios clés

Étude de cas : analyse de la typologie des ratios clés et leurs spécificités au regard des secteurs d'activité

- Utiliser l'annexe
- Lecture et interprétation des états financiers d'une société

Étude de cas : lecture, interprétation et analyse des comptes annuels d'une société

- Analyser la structure financière du bilan
- Ratios de productivité
- Ratios relatifs au BFR
- Ratios de structure et de financement
- Ratios de marge et de rentabilité

Étude de cas : endettement et effet de levier

Rentabilité d'un projet d'investissement

- Calculer le point mort d'un projet

Exercice d'application : calcul du point mort d'un produit à lancer

- Rentabilité d'investissement et business plan
- Projet d'investissement et business plan

Exercice d'application : projet d'investissement et business plan

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- À voir sur www.efe.fr

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les règles comptables et financières indissociables de la pratique du droit des affaires

INITIATION

Code : 20200
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner la terminologie, le cadre, les grands principes comptables, le bilan et le compte de résultat
Intégrer les notions d'analyse financière et de rentabilité d'un projet d'investissement

PRÉREQUIS

Quelques bases comptables

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Avocats et notaires

ANIMATEUR

Laurence MALÈS
Diplômée d'expertise comptable
Commissaire aux comptes
DyLeaM (Dynamic Learning Management)

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
7-8 octobre 2019

Finance pour juristes

Assimiler le traitement comptable des restructuration et des comptes consolidés

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Assimiler le traitement comptable des fusions de sociétés (dans les comptes sociaux)

Distinguer parité d'échange et valorisation des apports

- Les principales méthodes d'évaluation financière
- L'approche multicritères de détermination du rapport d'échange
- Les méthodes de fixation des valeurs d'apport

Les règles comptables illustrées à partir d'un exemple pratique d'un traité de fusion

- Les valeurs à retenir selon la typologie comptable : opérations sous contrôle commun et sous contrôle distinct
- La liaison des valeurs réelles avec la parité d'échange
- La définition de la valeur comptable
- Le traitement des boni de fusion
- Le suivi des mali de fusion
- La liaison avec les règles fiscales

Les problèmes particuliers

- Le traitement comptable des opérations de transmission universelle de patrimoine
- La double valorisation de certaines opérations d'apports partiels d'actif
- Le suivi de la rétroactivité juridique
- Le traitement des frais attachés aux opérations de fusion

Test de connaissances : validation des acquis par un QCM

Assimiler le traitement comptable des groupes de sociétés (les comptes consolidés)

- Définir le groupe au plan comptable
- Comprendre la méthodologie de passage des comptes sociaux aux comptes consolidés à partir d'une plaquette de comptes de groupe (référentiel CRC 99-02)
- La répartition des capitaux propres et le goodwill

Test de connaissances : validation des acquis par un QCM

MODULES VIDÉO

- Pourquoi faire de la finance en entreprise ?
- Quels sont les périmètres de la gestion financière ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Disposer des bases nécessaires à l'analyse comptable et financière des opérations de restructuration

PERFECTIONNEMENT

Code : 20201
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Assimiler les règles comptables et financières de bases des opérations de restructuration
Cerner le traitement comptable des fusions de sociétés
Cerner le traitement des comptes consolidés

PRÉREQUIS

Avoir de bonnes connaissances en comptabilité et finance

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes d'entreprise
Avocats et notaires

ANIMATEUR

Elisabeth TIBAUT
Expert-comptable, Commissaire aux comptes
Cabinet TIBAUT

PLANNING

Paris
12 avril 2019
20 novembre 2019

Lobbying juridique national et européen

Défendre les intérêts de son entreprise aux niveaux français et européen

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les techniques du lobbying juridique : cerner les enjeux

Étude de cas : analyse des règles d'or d'une action de lobbying réussie et des spécificités d'une action de lobbying européen

Combiner avec succès ses actions européennes et nationales

Identifier les outils au service du lobbying dans le processus législatif

- Comprendre les processus législatifs et décisionnels pour organiser au mieux ses actions de lobbying
- Maîtriser la cartographie institutionnelle et le processus décisionnel public
- Du Livre Blanc au projet de loi : les opportunités d'intervention dans la chronologie des étapes
- Identifier les nouveaux outils du lobbying on line
- Les outils et techniques d'influence utilisés à Bruxelles

Définir les stratégies d'un lobbying réussi

Exercice d'application : construction d'une stratégie d'influence européenne en identifiant les objectifs et les contraintes

Construire un réseau efficace avec les décisionnaires et les autorités compétentes

Utiliser correctement les acteurs et les vecteurs du lobbying

Agir vis-à-vis des institutions européennes

- Cerner la méthode et l'approche auprès de la Commission européenne et du Parlement européen
- Définir les vecteurs, les objectifs et les erreurs à ne pas commettre
- Construire son argumentaire

Étude de cas : identification des acteurs clés de son secteur

Réussir une action de lobbying national ou européen

- Déterminer un mode d'intervention : une étape cruciale pour la réussite de ses actions
- Le point de vue des pouvoirs publics : leurs attentes du lobbying
- Cerner le cadre réglementaire du lobbying

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Disposer d'outils pour défendre les intérêts de son entreprise auprès des pouvoirs publics français et communautaires

EXPERTISE

Code : 20119
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Recourir au lobbying pour régler ou anticiper des problèmes juridiques stratégiques
Définir le rôle des responsables juridiques dans le lobbying
Élaborer une stratégie

PRÉREQUIS

Être concerné par le lobbying dans sa pratique

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et avocats

ANIMATEURS

Aurélien DESINGLY, Avocat
Fabrice FAGES
Avocat à la Cour
LATHAM & WATKINS

PLANNING

Paris
23-24 mai 2019
5-6 novembre 2019

Le juriste, conseil juridique de son entreprise

DIGITAL

Accompagner juridiquement les opérationnels dans leurs prises de décision

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser les différents services de l'entreprise et leur fonctionnement
- Identifier les acteurs de l'environnement du service juridique
- Effectuer un suivi de l'environnement par rapport à son évolution
- Faire le bilan de fonctionnement du service juridique par rapport à ses interlocuteurs et apporter les solutions adaptées

Partage d'expériences : échanges sur les questions à poser pour être performant vis-à-vis de ses différents interlocuteurs

Positionner le service juridique au sein de l'entreprise
- Initier les démarches pour satisfaire les clients internes
- Déléguer pour responsabiliser

Mise en situation : réalisation d'une délégation efficace

Mettre en place une communication efficace pour optimiser le rôle du service juridique

S'exprimer efficacement auprès des différents interlocuteurs en tenant compte de leur personnalité
- Sensibiliser les équipes aux règles juridiques qui encadrent leurs missions
- Apprendre à donner des conseils suivis d'effets : communiquer pour susciter l'adhésion

Recenser les outils de communication interne à utiliser
- Les rencontres formalisées : entretiens et réunions
- Les rencontres informelles : échanges d'expériences et instants conviviaux

Gérer une situation conflictuelle
- Définir la communication à mettre en œuvre
- Les actions de conseil à y associer et sous quelle forme

Étude de cas : analyse d'une situation conflictuelle

Mise en situation : attitudes à adopter lors d'une situation conflictuelle

MODULES VIDÉO
- Comment s'entrainer à être diplomate ?
- Comment renforcer l'impact de nos messages ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Accompagner efficacement les opérationnels dans leurs prises de décision

INITIATION

Code : 20096
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Analyser l'environnement juridique
Communiquer pour convaincre les opérationnels
Responsabiliser les différents services

PRÉREQUIS

Communiquer avec les autres services opérationnels de l'entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes

ANIMATEUR

Isabelle ERAY, Consultante en management juridique RATIONAE PERSONAE

PLANNING

Paris
20-21 juin 2019
19-20 décembre 2019

Transformation digitale de la direction juridique

DIGITAL

Intégrer la dimension numérique de son métier de juriste

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer les changements digitaux de l'entreprise et leurs impacts pour la direction juridique
- Identifier les grandes évolutions liées à la transformation digitale : automatisation, dématérialisation, désintermédiation
- Intégrer l'émergence des Legal Techs et les nouvelles problématiques juridiques induites
- Mesurer les risques de l'usage des nouvelles technologies dans le cadre du métier de juriste

Partage d'expériences : échange sur les risques induits par l'accessibilité du savoir juridique à portée d'un clic

Maîtriser l'évolution du rôle de la direction juridique dans un environnement digital : automatisation, dématérialisation et désintermédiation

Autodiagnostic : mesure de la transformation digitale de son service juridique
- Mesurer l'impact au niveau des contrats de l'entreprise et des contentieux
- Mesurer la transformation digitale dans les relations en interne, avec les partenaires et les avocats
- Mesurer la transformation digitale dans la relation client externe et les opérations de marketing

Étude de cas : analyse d'une digitalisation de service juridique

Gérer les objectifs principaux du juriste 3.0 : prioriser les projets, simplifier les procédures et agir avec pragmatisme

Prioriser les projets et organiser leur gestion

Simplifier les procédures
- Mener la cartographie des impacts de la digitalisation sur son service juridique
- Procéder à un audit juridique
- Maîtriser les dangers d'une utilisation non contrôlée des données personnelles

Étude de cas : analyse d'une plateforme dématérialisée de relation client
- Gérer la distance et le zéro papier
- Sécuriser la mise en place d'un projet cloud
- Faire évoluer les procédures

Agir de manière agile avec pragmatisme

MODULES VIDÉO
- À voir sur www.efe.fr

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Construire le projet de digitalisation de son service juridique

INITIATION

Code : 20197
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer les évolutions liées à la digitalisation
Maîtriser les impacts du digital sur la fonction juridique
Adopter une posture agile de juriste 3.0

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur les aspects digitaux

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Responsables juridiques

ANIMATEUR

Isabelle ERAY, Consultante en management juridique RATIONAE PERSONAE

PLANNING

Paris
17 juin 2019
16 décembre 2019

Piloter un service juridique

Optimiser les tableaux de bord et les outils de pilotage

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les objectifs et les composants d'un tableau de bord

Cerner les objectifs
- Contrôler une activité, anticiper les évolutions, décider et réagir rapidement, communiquer, optimiser son budget…

Identifier les éléments qui le constituent

Étude de cas : accompagnés par le formateur, les stagiaires identifient les missions assignées à leurs services juridiques et déterminent les objectifs assignés à leurs tableaux de bord

Définir les utilisations possibles du tableau de bord au sein du service juridique

Suivre l'activité quotidienne
- Faire du tableau de bord un véritable outil de management
- Évaluer et prévoir au quotidien les évolutions et les performances
- Donner des points de repères individuels et collectifs à chacun des collaborateurs

Analyser les écarts par rapport aux objectifs fixés

Motiver son équipe

Évaluer son équipe

Étude de cas : analyse de tableaux de bord adaptés pour un service juridique

Créer et mettre en place un tableau de bord pour un département juridique

Élaborer un tableau de bord
- Rechercher les points de contrôle pertinents
- Hiérarchiser les éléments
- Mettre en place des repères de performance collective et individuelle

Choisir des indicateurs de performance adaptés à son environnement

Exercice d'application : élaboration de tableaux de bord de suivi des contrats et des contentieux
- Permettre à l'équipe de s'approprier le tableau de bord
- Exploiter le tableau de bord comme outil de communication
- Pérenniser la valeur ajoutée et l'utilisation du tableau de bord

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Optimiser le pilotage des activités de son service juridique

INITIATION

Code : 20091
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les différents indicateurs et outils d'aide à la décision
Acquérir une méthodologie de conception de ces outils
Développer la performance générale du service

PRÉREQUIS

Suivre l'activité juridique de son entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes

ANIMATEUR

Isabelle ERAY, Consultante en management juridique
RATIONAE PERSONAE

PLANNING

Paris
18-19 juin 2019
17-18 décembre 2019

Manager une équipe juridique

DIGITAL

Accroître la performance et la productivité de son équipe juridique

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Autodiagnostic : identification de son style de management et des types de personnalités de son équipe juridique

Développer une pratique managériale au sein d'une équipe juridique

Maîtriser les principales techniques du management et son vocabulaire
- Identifier les styles de management
- Comprendre les canaux de communication et les types de personnalités
- Identifier les attentes et repérer les besoins psychologiques de l'équipe

Identifier les missions du manager : les spécificités liées au secteur juridique
- Définir son rôle au sein de l'entreprise, du cabinet d'avocats et du service juridique
- Mesurer les responsabilités
- Repérer les aspects humains et organisationnels de la fonction
- Cycle de travail, arrivée ou départ de collaborateurs : identifier les facteurs qui influent sur les modes de management

Mise en situation : jeux de rôles et analyse de comportements managériaux à adopter dans différents cas de figure

Piloter efficacement une équipe juridique
- Établir un diagnostic de son équipe : maturité, complémentarité…
- Mobiliser les énergies et créer les conditions de la motivation
- Évaluer et développer les compétences de ses collaborateurs
- Prévenir et gérer les tensions

Mise en situation : exemple de réalisation de plusieurs entretiens et analyse des résultats

Développer la performance de son équipe juridique
- Faire un diagnostic de son équipe à l'aide d'un questionnaire
- Conduire le changement

Plan d'action personnel : identification des actions à mettre en œuvre dès son retour en situation professionnelle

MODULES VIDÉO
- À voir sur www.efe.fr

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Développer une pratique managériale adaptée à son environnement juridique

PERFECTIONNEMENT

Code : 20099
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Passer de l'encadrement d'un service juridique au management
Identifier les leviers essentiels pour motiver et mobiliser une équipe
Développer la performance collective

PRÉREQUIS

Diriger une équipe juridique

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques
Avocats managers

ANIMATEUR

Béatrice BOURBON
Consultante en management juridique, VB CONSULT

PLANNING

Paris
14-15 mars 2019
7-8 novembre 2019

Techniques de négociation pour juristes

Adopter une stratégie en adéquation avec l'acte juridique à négocier

" Si vous ne savez pas où vous allez, il est probable que vous n'arriverez nulle part " : l'adage illustre bien les fondements de la capacité à négocier, aptitude désormais indispensable pour les juristes. Les bons négociateurs doivent se fixer des objectifs clairs, anticiper les réactions de l'autre partie et développer une stratégie gagnante en fonction de l'acte juridique à négocier.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Se familiariser avec les différentes approches de la négociation

Identifier les approches existantes et les modèles pratiques : les transposer aux pratiques juridiques

- La situation classique : gagne-perd
- La négociation raisonnée : l'accord gagnant-gagnant
- La non-atteinte des objectifs ou situation stratégique : perd-perd

Déterminer la nature des situations de négociations : les particularités des situations juridiques

Les acteurs de la négociation juridique : partenaires ou adversaires

Mise en situation : déroulement d'une négociation contentieuse apprendre à détecter l'approche de l'autre

Maîtriser les composantes du processus de négociation

Élaborer et construire sa stratégie : préparer les négociations à partir de documents juridiques

- Définir les enjeux et fixer des objectifs clairs
- Cerner sa marge de manœuvre et clarifier les options
- Évaluer les rapports de force, anticiper les réclamations et les réactions des autres parties
- Construire des scénarios alternatifs et prévoir des solutions de rechange

Exercice d'application : préparation d'une négociation juridique

Discussion du problème : les phases d'échanges et de confrontation

- La maîtrise tactique : identifier les décideurs, bien se répartir les rôles, repérer les blocages, décrypter les tactiques adverses et les neutraliser, détourner les tentatives d'intimidation, identifier les approches cachées, se concentrer sur les intérêts en jeu…
- La maîtrise relationnelle : créer un climat favorable, éviter les dérapages émotionnels, adapter ses comportements, développer une attitude constructive, désamorcer les situations tendues…

Mise en situation : la phase découverte d'une négociation juridique

Proposer des solutions et savoir utiliser les techniques de l'argumentation

- Faire un résumé des échanges, analyser les conséquences et proposer des suggestions ou solutions innovantes
- Argumenter, convaincre et persuader
- Les types d'argumentations et les limites de l'argumentation

Négocier le compromis en temps réel : conduire la séance

- Se positionner dans une relation de négociation
- Garder tout le monde à bord
- Choisir quand s'en aller

Mise en situation : application du modèle pour parvenir à un accord dans une négociation juridique

Finalisation de la négociation : l'accord, une phase en trois étapes

- Formulation de l'accord : les derniers ajustements et les ultimes questions à poser
- Préparer la mise en œuvre de l'accord : une sécurité supplémentaire
- Examiner son expérience de négociateur et tirer des leçons : les points forts et les points faibles de la négociation

Réagir en situation difficile

- Sortir de la polémique
- Résister au passage en force
- Détecter la manipulation
- Gérer les émotions

MODULES VIDÉO

- Comment incarner son message ?
- Comment percer les motivations de son interlocuteur ?
- Quelle démarche suivre pour lever les résistances de ses interlocuteurs ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Préparer des négociations de façon optimale et utiliser les principales clés de succès de la conduite d'une négociation

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 18 janvier 2019 ou 8 juillet 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 20095
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les différentes approches de la négociation et les transposer aux pratiques juridiques
Préparer des négociations à partir de documents juridiques et apprendre à élaborer une stratégie
Maîtriser les phases du processus de négociation

PRÉREQUIS

Mener des négociations à caractère juridique

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes
Avocats

ANIMATEUR

Valérie BISMUTH
Coach consultante en management juridique
VB CONSULT

PLANNING

Paris
7-8 février 2019
13-14 juin 2019
27-28 août 2019
5-6 décembre 2019
3-4 février 2020

Lyon
3-4 juin 2019
28-29 novembre 2019

Bordeaux et Nantes
23-24 mai 2019
21-22 novembre 2019

Lille
3-4 juin 2019
28-29 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Techniques rédactionnelles pour juristes

DIGITAL

Écrire pour être compris des opérationnels et du management

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Appliquer les grands principes de l'écriture informative à la consultation juridique

Exercice d'application : rédaction d'un courrier

Étude de cas : analyse de documentations juridiques, contrats, e-mail, loi…

Problématiser des données juridiques

- Réaliser le travail préparatoire

Exercice d'application : discussions autour de corpus de documents juridiques

- Élaborer la problématique juridique

Exercice d'application : rédaction d'une problématique juridique

- Présenter une problématique juridique et ses impacts concrets sur l'entreprise

Exercice d'application : rédaction d'une note juridique concernant une réforme

Construire et présenter une argumentation juridique efficace

Exercice d'application : maîtrise de l'ordre logique de disposition d'une argumentation

- Organiser la construction d'un argumentaire juridique
- Sélectionner les arguments à hiérarchiser
- Ordonner son message pour en faciliter la compréhension

Étude de cas : analyse de modèles

Rédiger un message juridique pour des non-spécialistes

Transmettre une information technique à un public non initié

- Identifier le niveau de connaissance juridique de ses lecteurs
- Adapter la technicité du discours
- Hiérarchiser l'information en fonction d'un objectif de communication

Émettre un avis juridique sur une question donnée

- Cerner la problématique
- Structurer la documentation
- Exprimer et motiver l'avis

Exercice d'application : rédaction d'un avis nuancé

- Concilier tact et fermeté
- Annoncer un avis défavorable

Argumenter à l'écrit

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Transmettre une information juridique à un non-spécialiste en garantissant une parfaite compréhension au lecteur

INITIATION

Code : 20098

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Manier les techniques rédactionnelles

Adapter son style à la nature du document à concevoir ou à son interlocuteur

Rédiger des messages juridiques destinés à des non-spécialistes

PRÉREQUIS

Être amené à réaliser des écrits à caractère juridique

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes d'entreprise et avocats

ANIMATEUR

Guillaume JEAUFFROY
Legal Advisor

PLANNING

Paris
5-6 février 2019
27-28 juin 2019
4-5 novembre 2019

Juristes, les softskills qui font la différence

NEW

Développer ses compétences comportementales pour plus d'efficacité

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Développer ses intelligences émotionnelles et relationnelles

Autodiagnostic : mesure de son Quotient émotionnel (QE)

Exercice d'application : décryptage des différentes émotions ressenties lors de diverses situations issues du quotidien professionnel des participants

Mise en situation : définition des éléments constitutifs des différents niveaux de communication : verbal, paraverbal, non-verbal

Mettre en place une écoute active et empathique

Autodiagnostic : ses capacités d'écoute

Exercice d'application : identification des émotions et des besoins chez son interlocuteur

Mise en situation : écoute empathique

Faciliter le collaboratif et la créativité

Mise en situation : expérimentation d'approches collaboratives

- Gagner en créativité

Autodiagnostic : son potentiel créatif

Exercice d'application : à partir d'une situation professionnelle, faire émerger des solutions opérationnelles via le processus créatif

Gérer son stress et son temps

Autodiagnostic : les facteurs de stress pour soi

Mise en situation : entraînement à la gestion de situations stressantes

- Gagner en efficacité dans sa gestion des priorités

Autodiagnostic : ses voleurs de temps

- Identifier ses tâches à haute valeur ajoutée
- Différencier urgent et important

Exercice d'application : optimisation de son emploi du temps

Développer ses talents de pédagogue pour se faire vraiment comprendre

- Rendre le savoir accessible

Mise en situation : choix d'un sujet à transmettre aux autres participants du groupe, construction de la situation de transmission

- Communiquer efficacement

Exercice d'application : animation de la situation de transmission préalablement conçue par les participants

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre ses compétences comportementales et transversales au service de son expertise

INITIATION

Code : 53395

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Développer des compétences relationnelles utiles à son expertise

S'appuyer sur ses softskills pour plus de performance et convaincre

PRÉREQUIS

Vouloir mettre ses compétences transversales au service de son expertise

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant développer ses softskills pour appuyer son expertise

ANIMATEUR

Isabelle ERAY
Consultante en management juridique

PLANNING

Paris
1er-2 avril 2019
4-5 juillet 2019
14-15 octobre 2019

CYCLE CERTIFIANT

Assistant(e) juridique

Être un relais efficace dans le suivi juridique des dossiers

Devenir assistant(e) juridique requiert de plus en plus de connaissances tant en ce qui concerne les actes juridiques courants, la documentation légale ou encore la préparation de contrats types. Aussi, est-il indispensable d'acquérir un enseignement global pour devenir un relais efficace dans le suivi juridique des dossiers.

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après sa formation

MODULE 1 | 2 jours

Gestion des informations juridiques

OBJECTIFS

- Intégrer les sources du droit et gérer les documents juridiques
- Organiser son travail quotidien

PROGRAMME

Faire le point sur les sources du droit et les différentes professions juridiques

Maîtriser le vocabulaire juridique

- Les différentes branches du droit
- Les directives, lois, décrets et jurisprudence : connaître la hiérarchie entre ces sources
- La base du système judiciaire français
- Savoir utiliser les termes juridiques et identifier les " faux amis "

Base de données et outils de recherche légaux : optimiser ses recherches

- Identifier les différentes sources d'information
- Mener une recherche sur internet
- Organiser une veille juridique

Préparer la présentation les documents juridiques

- Classer et archiver sa documentation
- Diffuser l'information recueillie : les bases et la revue de presse

Exercice d'application : création et diffusion d'une revue de presse juridique

Organiser et classer efficacement

- La tenue des agendas juridiques
- La mise en place des différents rétroplannings
- Gérer les différents tableaux de bord

Coordonner les liaisons interservices

Gérer son temps

Exercice d'application : création et gestion d'un planning de tâches hebdomadaire/mensuel/annuel

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 3 jours

Suivi juridique des sociétés

OBJECTIFS

- Accomplir les formalités légales liées à la constitution et au fonctionnement de l'entreprise
- Maîtriser les étapes clés des principales réunions

PROGRAMME

Formes et vie des sociétés

- Les principales étapes de la vie d'une entreprise
- Les formalités spécifiques à chaque société
- Produire les documents juridiques à chaque démarche

Exercice d'application : constitution d'une société et formalités de dépôt

Procéder au suivi des formalités

- La préparation et la rédaction des documents préparatoires aux conseils d'administration et assemblées générales
- L'approbation des comptes
- Les distributions de dividendes
- Les modifications statutaires
- Les nominations
- L'augmentation et la réduction de capital

Exercice d'application : rédaction du PV d'une assemblée générale ordinaire et formalités de dépôt

Organiser les réunions qui rythment le fonctionnement des sociétés

- La réunion des conseils
- Les assemblées générales

Exercice d'application : mise en place d'un planning annuel d'assemblées et de conseils

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 3 jours

Suivi juridique des contrats

OBJECTIFS

- Identifier les différents types de contrats et les clauses essentielles
- Assurer le suivi des contrats

PROGRAMME

Cerner les règles fondamentales des contrats

- Les différents types de contrats
- Les règles de qualification des contrats
- Les conditions de validité des contrats : forme des consentements, détermination de la chose et du prix

Exercice d'application : rédaction d'un contrat de sous-traitance

Les clauses essentielles dans la rédaction d'un contrat

- L'objet du contrat, le prix, la durée…
- Les conditions suspensives et résolutoires
- Les pénalités, astreintes et règlement des litiges
- Les clauses de responsabilité et assurance

Étude de cas : audit et suivi d'un contrat de bail commercial

Exercice d'application : mise en place d'un tableau de bord de suivi des contrats

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Classe virtuelle Mémoire* : pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

MODULE 4 | 2 jours

Suivi juridique du contentieux

OBJECTIFS

- Cerner le déroulement des procédures devant les institutions judiciaires
- Assurer le suivi du contentieux

PROGRAMME

Maîtriser les bases de l'organisation judiciaire

Exercice d'application : rédaction d'écrits pré-contentieux

Suivre le déroulement de la procédure devant le TGI

- La procédure de référé
- La procédure au fond : assignation, procédure devant le juge de la mise en état et conclusions

Exercice d'application : rédaction d'un référé

Identifier le déroulement de la procédure devant les autres instances

Les voies de recours

Organiser le suivi de l'activité contentieuse

- Les tableaux de bord pour assurer le respect des délais
- Optimiser les relations entre les différentes parties

Exercice d'application : mise en place d'un tableau de bord de suivi des pré-contentieux et contentieux

Classe virtuelle Retours d'expérience :** pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

MODULES VIDÉO

- Comment choisir son contrat ?
- Quelles obligations avant de signer un contrat ?
- Quand un contrat est-il formé ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Assister utilement un juriste pour les formalités légales de la société, le suivi des contrats et l'activité contentieuse

PERFECTIONNEMENT

Code : 20143

10 jours | 70 heures

Tarif HT : 6 300 €

Tarif TTC pour les particuliers : 5 040 €

Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
ASSISTANAT JURIDIQUE
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Cerner les notions juridiques indispensables à son travail d'assistance juridique
Gérer les formalités légales liées au fonctionnement d'une société, du contentieux
Tenir des tableaux de bord tout en sachant gérer ses priorités

PRÉREQUIS

Avoir des bases de secrétariat juridique ou avoir suivi " Assistant(e) juridique Niveau 1 " (code 20005 p. 174)

PUBLIC CONCERNÉ

Assistants(e)s juridiques débutant(e)s
Assistants(e)s qui souhaitent obtenir une spécialisation juridique

ANIMATEUR

Valérie PRESLE
Consultante spécialisée en droit des sociétés
MIS À JOUR

PLANNING

Paris - Promotion 1
4-5 avril, 15 au 17 mai, 12 au 14 juin, 28 juin*, 4-5 juillet et 9 octobre 2019**

Paris - Promotion 2
10-11 octobre, 13 au 15 novembre, 9 au 11 décembre, 20 décembre 2019*, 13-14 janvier et 13 mars 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants Quiz amont	Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation	Classe virtuelle Mémoire* Modules video E-evaluation Quiz aval Classe virtuelle Retours d'expérience**

voir descriptif p. 93

Assistant(e) juridique - Niveau 1

Assimiler ses missions clés

L'assistante juridique a pour mission principale d'assister un juriste : responsable juridique d'une entreprise ou d'une administration, avocat, notaire… En dehors des activités traditionnellement dévolues à l'assistante, elle se doit de maîtriser des tâches spécifiques liées à l'environnement juridique, comme le secrétariat juridique des sociétés, le suivi des procédures devant les tribunaux ou encore, la mise en place d'une documentation juridique.

INITIATION

Code : 20005
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Du secrétariat juridique au suivi des contrats : être un relais efficace pour le service et gérer son stress

Maîtriser le vocabulaire juridique indispensable au quotidien

- Directives, lois, décrets, jurisprudence… : connaître la hiérarchie entre ces différentes sources
- Bases du système judiciaire français et différentes branches du droit : civil, pénal, administratif…
- Utiliser les principaux termes juridiques à bon escient

Assurer le secrétariat juridique des sociétés

- Définir les principales étapes de la vie juridique d'une entreprise : modalités de constitution, de fonctionnement, cessation d'activité…
- Identifier les formalités propres à chaque type de société : SA, SAS, SARL, SNC, SEP…
- Produire les documents juridiques requis pour chacune des démarches
- Rédiger les convocations, ordres du jour, procès-verbaux et délibérations des assemblées générales et des autres instances

Étude de cas : déroulement complet d'une assemblée générale avec toutes les étapes clés de A à Z

Préparer les contrats types adaptés

- Caractéristiques générales des contrats : conditions d'existence et de validité, causes de suspension et de rupture et typologie des contrats

Exercice d'application : préparation de la trame d'un contrat type et repérage des clauses essentielles

Organiser le suivi de l'activité contentieuse du service : mettre en place les tableaux de bord de suivi des dossiers

- Identifier les impératifs liés aux dossiers contentieux et les délais à respecter
- Optimiser les relations avec les différents intervenants au contentieux : avocats, huissiers…

Exercice d'application : méthodologie pour créer un tableau de bord de suivi en fonction de ses objectifs

Documentation juridique : définir la meilleure méthode pour optimiser ses recherches

Mettre en place une stratégie de recherche efficace

- Identifier les sources d'information disponibles : textes officiels, sources privées, intranet…
- Mener une recherche sur internet
- Organiser une veille juridique
- Classer et archiver sa documentation juridique

Exercice d'application : recherche et démonstration des sites internet les plus utiles

Traiter et diffuser l'information juridique

- Identifier les bases des produits documentaires
- Créer une revue de presse juridique
- Les précautions à prendre pour diffuser ses documents en toute légalité

MODULES VIDÉO

- Pourquoi s'affirmer dans sa vie professionnelle ?
- Comment éviter d'être victime d'un pic de stress ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Réaliser les outils opérationnels nécessaires à sa fonction d'assistanat juridique

OBJECTIFS

Rédiger les actes indispensables au secrétariat juridique des sociétés et préparer les contrats types
Mettre en place des tableaux de bord de suivi des dossiers contentieux
Mettre en œuvre une méthodologie de recherche documentaire

PRÉREQUIS

Être amené à effectuer des travaux de secrétariat juridique

PUBLIC CONCERNÉ

Assistant(e)s juridiques
Toute personne amenée à évoluer vers un poste d'assistant(e) juridique

ANIMATEURS

Valérie PRESLE
Consultante spécialisée en droit des sociétés
MIS À JOUR

Jean GASNAULT
Consultant spécialisé en documentation juridique
LA LOI DES OURS

PLANNING

Paris
4-5 février 2019
23-24 mai 2019
16-17 septembre 2019
28-29 novembre 2019
27-28 janvier 2020

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Assistant(e) juridique - Niveau 2

Optimiser ses pratiques

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Être un relais efficace dans le suivi juridique des sociétés
- Nominations
- Augmentations et réductions de capital
  Exercice d'application : rédaction d'une annonce de modification de capital
- Distributions de dividendes
- Modifications statutaires
- Approbation des comptes
- Préparation et rédaction des documents nécessaires aux conseils d'administration et aux Assemblées Générales (AG)
  Exercice d'application : rédaction d'un procès-verbal d'AG à partir d'un exemple concret

Améliorer le suivi des contrats

Auditer efficacement un contrat : les clés de lecture
- Actualiser les clauses essentielles
  Exercice d'application : audit de plusieurs contrats fournisseurs afin de modifier les clauses de prix et de garantie

Mettre en place des tableaux de bord de suivi avec les warnings appropriés
Exercice d'application : réalisation d'un tableau de suivi adapté à une typologie de contrats

Optimiser les outils d'aide à l'organisation
- La tenue des agendas juridiques
- La mise en place de rétroplannings
- Gérer les différents tableaux de bord
  Exercice d'application : mise en place d'un rétroplanning annuel des AG d'un groupe de sociétés

Coordonner les liaisons interservices
- Mettre en place une stratégie de communication efficace
- Traiter et diffuser l'information
  Exercice d'application : traitement d'une information juridique en interne à transmettre aux directeurs opérationnels des autres services de l'entreprise

MODULES VIDÉO
- Comment choisir son contrat ?
- Quand un contrat est-il formé ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Optimiser les procédures et les outils opérationnels utilisés dans sa fonction d'assistanat juridique

PERFECTIONNEMENT

Code : 20105
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Assurer le suivi juridique des sociétés et auditer les contrats
Optimiser ses tableaux de bord
Traiter et diffuser l'information juridique au sein de l'entreprise

PRÉREQUIS

Avoir des bases de secrétariat juridique

PUBLIC CONCERNÉ

Assistant(e)s juridiques

ANIMATEUR

Valérie PRESLE
Consultante spécialisée en droit des sociétés
MIS À JOUR

PLANNING

Paris
18-19 février 2019
20-21 juin 2019
16-17 décembre 2019

Secrétariat juridique du contentieux

Maîtriser les formalités d'une procédure de A à Z

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les bases de l'organisation judiciaire française
- Les institutions
- Les acteurs
- Les différents types de procédures et de saisines

Suivre le déroulement de la procédure devant le tribunal de grande instance
- La procédure en référé
- La procédure au fond
  Exercice d'application : préparation d'un dossier contentieux en demande ou en défense
- Cerner le déroulement d'une instance

Identifier les particularismes des autres procédures
- Devant le tribunal d'instance
- Devant le tribunal de commerce
- Devant le conseil de prud'hommes
- Devant les tribunaux administratifs

Voies de recours et exécution des décisions de justice
- Identifier les différentes catégories de décisions et leur signification
- Distinguer les voies de recours et leur exercice
- Identifier les mesures d'exécution orcée et les frais d'exécution
- Le rôle du juge de l'exécution

Organiser le suivi de l'activité contentieuse : les tableaux de bord de suivi des dossiers
- Identifier les impératifs liés aux dossiers contentieux et les délais à respecter
- Optimiser les relations avec les différents intervenants au contentieux
  Exercice d'application : méthodologie pour créer un tableau de bord de suivi en fonction de ses objectifs

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier la procédure la plus adéquate au cas traité et maîtriser les différentes étapes d'un contentieux

ATELIER PRATIQUE 1 matinée | 3 heures

Visite commentée du Palais de Justice de Paris
- Visite commentée des différentes institutions
- Le cheminement des dossiers qui arrivent au Palais et la manière dont ils sont traités
- L'audition d'une plaidoirie

Paris : 26 juin / 11 décembre 2019
Tarif HT du 20088 avec visite incluse : 1 850 €

EXPERTISE

Code : 20088
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les institutions judiciaires françaises et leur fonctionnement
Gérer les relations avec les différents acteurs du contentieux
Mettre en place des tableaux de bord de suivi des dossiers

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en secrétariat juridique

PUBLIC CONCERNÉ

Assistant(e)s juridiques

ANIMATEUR

Aude BOURUET AUBERTOT
Avocat à la Cour
BGBA AVOCATS

PLANNING

Paris
28-29 janvier 2019
24-25 juin 2019
9-10 décembre 2019

Secrétariat juridique de sociétés commerciales

BEST OF

Assurer le suivi juridique de la vie d'une société

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Assurer le suivi juridique d'une société commerciale

Identifier les différentes structures sociétaires
- SA, SARL, SAS, SE, SNC, SEP, SCA… : les grandes lignes de fonctionnement et d'organisation
- Définir les critères de choix

Maîtriser les formalités de constitution d'une société commerciale
- Les mentions obligatoires dans les statuts
- Les formalités de publicité et d'enregistrement

Exercice d'application : les démarches auprès du centre de formalités des entreprises et l'obtention de l'extrait K-Bis

Intégrer le fonctionnement des sociétés
- Les organes de direction, de surveillance et de contrôle
- Nomination et révocation : le formalisme à respecter

Coordonner l'information des actionnaires

Gérer le secrétariat des cessions de titres
- Les ordres de mouvement et la tenue du registre

Exercice d'application : rédaction d'une clause d'agrément

Organiser les principales réunions qui rythment les sociétés
- Règles de convocation et de calcul de quorum
- Formalisme et conservation du procès-verbal
- Règles de représentation et de cumul des mandats

Les assemblées générales
- AGO, AGE et AGS
- L'organisation matérielle de l'AG
- La procédure d'approbation des conventions réglementées
- Respecter les règles particulières des AGO
- Assurer le bon déroulement des AGE et AGS
- Le formalisme à respecter dans le compte rendu, les formalités de dépôt et de publicité et la rédaction du procès-verbal

Exercice d'application : rédaction du procès-verbal d'une assemblée

Gérer les relations avec le commissaire aux comptes

Exercice d'application : formalités de dépôt des comptes au greffe du tribunal de commerce

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les formalités légales relatives à la création et au fonctionnement des sociétés

INITIATION

Code : 20106
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 450 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Réaliser des opérations liées à la constitution, au suivi, à la modification, à la transformation et à la disparition des sociétés
Maîtriser les différentes étapes des réunions, conseils et AG

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en secrétariat juridique

PUBLIC CONCERNÉ

Assistant(e)s juridiques

ANIMATEUR

Valérie PRESLE
Consultante spécialisée en droit des sociétés
MIS À JOUR

PLANNING

Paris
18-19 mars 2019
11-12 juillet 2019
5-6 décembre 2019

Organiser une veille juridique efficace

DIGITAL

Constituer et exploiter un fonds documentaire juridique

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Rechercher, traiter et diffuser l'information

Mettre en place une stratégie de recherche efficace
- Identifier les sources d'information disponibles : textes officiels, sources privées, intranet…

Autodiagnostic : définition des codes et textes dont dépend l'activité de son service et des recours possibles en cas d'indisponibilité d'une source habituelle
- Mener une recherche sur internet
- Mesurer l'importance des réseaux sociaux
- Organiser la stratégie de sa veille juridique
- Définir la meilleure périodicité de surveillance
- Classer et archiver sa documentation juridique

Exercice d'application : recherche et démonstration des sites internet les plus utiles

Traiter et diffuser l'information juridique
- Identifier les bases des produits documentaires
- Créer une revue de presse juridique
- Les précautions à prendre pour diffuser les documents en toute légalité

Exercice d'application : élaboration d'une revue de presse juridique électronique

Constitution d'un fonds documentaire juridique

Respecter les droits existants
- Limites posées par le droit d'auteur et le copyright
- BDD : formalisme déclaratif

Étude de cas : mode d'emploi d'une déclaration de BDD

Mise en réseau d'un fonds documentaire juridique
- Prestataires, matériels et logiciels : les critères de choix
- Sécuriser l'accès aux données
- L'archivage des données : la pérennité des supports sur le long terme et la fréquence de stockage à adopter

MODULES VIDÉO
- Twitter, comment se lancer ?
- Structurer votre veille, c'est possible

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Gérer efficacement une veille juridique

INITIATION

Code : 20167
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Rechercher les informations de manière efficace
Constituer et gérer un fonds documentaire juridique
Animer une veille juridique

PRÉREQUIS

Disposer d'un compte Twitter

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne amenée à réaliser une veille juridique

ANIMATEUR

Jean GASNAULT
Consultant spécialisé en documentation juridique
LA LOI DES OURS

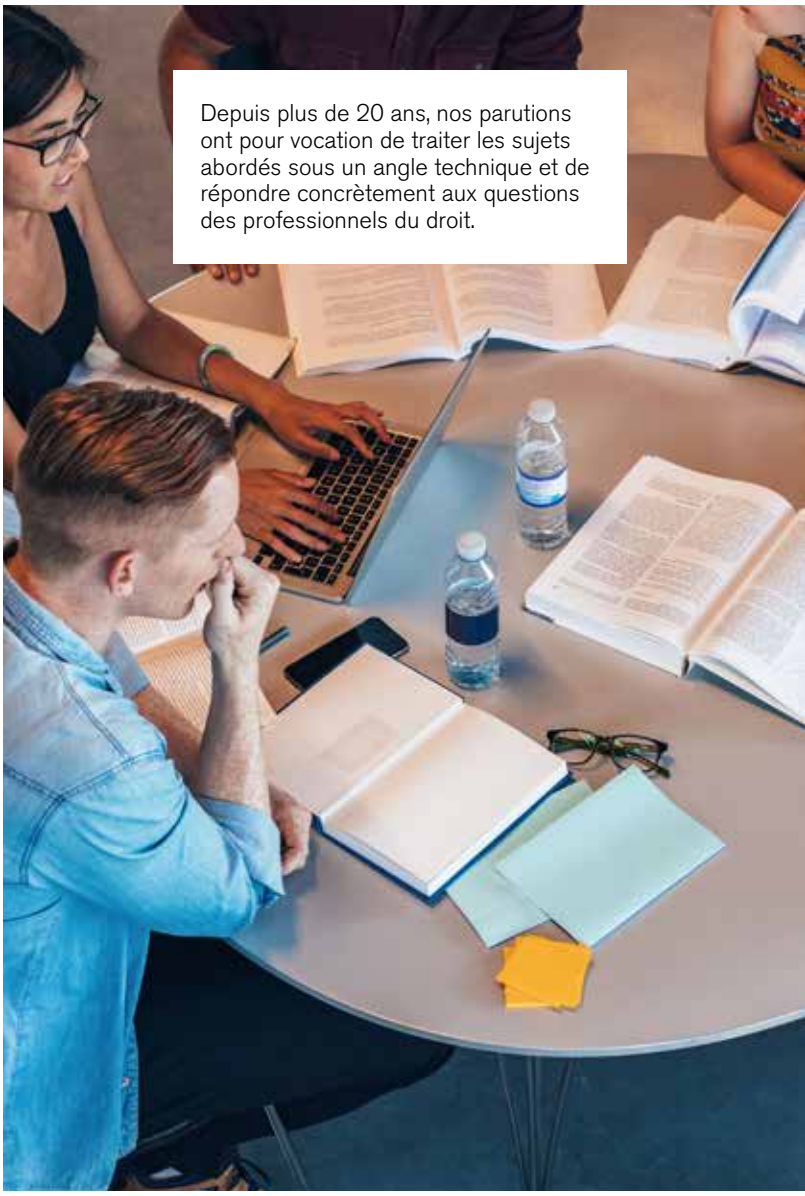
PLANNING

Paris
15 janvier 2019
12 avril 2019
18 octobre 2019
31 janvier 2020

Pour plus d'informations
01 44 09 22 28 editions@efe.fr

ÉDITIONS

NOS OUVRAGES



Depuis plus de 20 ans, nos parutions ont pour vocation de traiter les sujets abordés sous un angle technique et de répondre concrètement aux questions des professionnels du droit.

03 FINANCE GESTION

Robert BIEWER
Responsable du secteur
Finance - Gestion

ÉDITO

Les directions financières sont au cœur de la transformation numérique dans les entreprises. De l'analyse des données financières assurées par des solutions d'intelligence artificielle, à l'automatisation des process comptables, les technologies innovantes offrent en effet de nouvelles perspectives à la fonction financière.

Si cette évolution technologique présente d'indéniables avantages en termes de production d'informations et de données financières fiables qui renforcent l'efficacité des décisions financières des directions opérationnelles, elle implique également pour les professionnels de la finance, une capacité d'adaptation au regard des changements que le recours massif aux processus automatisés provoque dans les modes d'organisation du travail.

Pour vous accompagner dans ces mutations, EFE propose une offre de formation Finance - Gestion 2019, qui permettra à vos collaborateurs de renforcer leurs connaissances techniques sur les fondamentaux de leurs métiers, à la fois sur les mécanismes financiers et les outils de pilotage de la performance l'entreprise, mais également de développer des compétences transversales pour mieux s'adapter aux nouvelles exigences de leurs missions, avec agilité.

3 QUESTIONS À L'EXPERT

Les dirigeants doivent s'interroger à chaque instant sur " ce qui fait la réelle valeur " des activités qu'ils développent

Philippe Giraudon
CIIA
Associé-Gérant PHG FINANCE
Professeur à Sciences Po Paris
Diplômé de la SFAF / CEFA

Quel doit être le point d'attention majeur des directions financières et des dirigeants d'entreprises dans le contexte économique actuel, si l'on ne devait en citer qu'un ?

Un des points d'attention centraux considéré comme crucial dans l'environnement économique actuel qui évolue rapidement, est d'être capable, de protéger, d'adapter et de reconfigurer son business model, face à l'évolution des technologies et des pratiques, et à l'émergence des nouveaux acteurs. Les dirigeants doivent s'interroger à chaque instant sur " ce qui fait la réelle valeur " des activités qu'ils développent, valeur qui est une source clé du Retour sur Investissement.

Comment les entreprises peuvent-elles adapter leur business model ?

Les entreprises doivent analyser dans quelle mesure les nouvelles technologies et façons d'opérer des activités modifient déjà, ou vont modifier, effectivement et durablement, leur business model, et leur rentabilité économique. Parmi celles-ci, on peut par exemple citer : la blockchain, le web 3.0, les decentralised applications (dapps) et les smart contracts. Autres illustrations : elles doivent s'interroger sur la nécessité, dans leur secteur et pour leur business model le cas échéant, de développer davantage l'analyse des données notamment financières (Financial Data Science), les formes d'intelligence artificielle, et le Machine Learning.

Quels risques clés peuvent perturber les business models des entreprises ?

Les risques majeurs qui ont été identifiés par des enquêtes réalisées auprès des directeurs financiers de la plus grande partie des pays européens sont notamment :

- le manque de ressources humaines qualifiées par rapport aux besoins des entreprises
- les risques liés aux cyberattaques
- le retour à des politiques protectionnistes entre les États-Unis, l'Europe et l'Asie (avec un impact évidemment variable selon les secteurs, certaines activités de fabrication se révélant par exemple plus concernées et plus exposées)
- les conséquences effectives du Brexit, selon ses modalités d'application.

TÉMOIGNAGE

Je me suis inscrit à cette formation car je souhaitais avoir une vision globale de la finance d'entreprise dans sa dimension opé-rationnelle et stratégique. Les compétences opérationnelles acquises à l'issue de celle-ci m'ont permis de remettre à jour certains outils d'analyse. Cette formation apporte une réelle valeur ajoutée au métier d'analyste financier grâce à une dimension " conseil et stratégie " donnée à la fonction. Mes clients internes et externes disposent, ainsi, au travers de mes diagnostics financiers, de tous les paramètres pour pouvoir faire les bons choix d'investissement.

Ali A., Responsable d'engagement confirmé, HEINEKEN ENTREPRISE, participant à la formation " Cycle certifiant - Finance d'entreprise " p. 188

SOMMAIRE

LÉGENDE

- NEW — **NOUVEAU** Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !
- BEST OF — **BEST-OF** Formation plébiscitée par nos clients
- CPF — **CPF** Formation éligible au Compte Personnel de Formation
- DIGITAL — **DIGITAL** Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital

FORMATIONS 100% À DISTANCE

Classes virtuelles

Réf. 91305	Assimiler les fondamentaux de la finance	2 heures	190 €	**p. 184**
Réf. 91302	Comprendre l'analyse financière	2 heures	190 €	**184**
Réf. 91304	Comprendre l'évaluation d'entreprise	2 heures	190 €	**185**
Réf. 91301	Intégrer les fondamentaux de la gestion d'entreprise	2 heures	190 €	**185**
Réf. 91300	Présenter un business plan	2 heures	190 €	**186**

Parcours vidéo

	L'analyse financière, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	**p. 187**

FORMATIONS CERTIFIANTES

Réf. 91266	Finance d'entreprise	●●●	15 jours	8 925 €	**p. 188**
Réf. 91265	Responsable des fusions-acquisitions	●●	15 jours	8 925 €	**204**
Réf. 60088	Contrôleur de gestion	●●	12 jours	6 900 €	**248**

CORPORATE FINANCE

Finance pour non financiers

Réf. 91266	**Cycle certifiant** - Finance d'entreprise	●●●	15 jours	8 925 €	**p. 188**
Réf. 91305	**Classe virtuelle** - Assimiler les fondamentaux de la finance		2 heures	190 €	**184**
Réf. 91100	Finance pour non-financiers - Niveau 1	●●	2 jours	1 580 €	**190**
Réf. 91100BL	Finance pour non-financiers - Niveau 1 - **Blended**	●	14 heures	1 265 €	**191**
Réf. 91088	Finance pour non-financiers - Niveau 2	●	2 jours	1 680 €	**192**
Réf. 91109	Lire et interpréter les états financiers	●●	2 jours	1 580 €	**193**
Réf. 91109BL	Lire et interpréter les états financiers - **Blended**	●	14 heures	1 265 €	**@**
Réf. 91101	Finance pour cadres dirigeants	●	3 jours	2 120 €	**194**
Réf. 91295	Assistant(e) direction administrative et financière	●	2 jours	1 580 €	**194**
Réf. 20201	Finance pour juristes		1 jour	1 070 €	**167**
Réf. 60015	English for Accounting and Finance		3 jours	2 070 €	**247**

Analyse financière

Réf. 91302	**Classe virtuelle** - Comprendre l'analyse financière		2 heures	190 €	**p. 184**
Réf. 91043	Pratiquer l'analyse financière - Niveau 1	●●	2 jours	1 580 €	**195**
Réf. 91043BL	Pratiquer l'analyse financière - Niveau 1 - **Blended**	●	14 heures	1 265 €	**@**
Réf. 91044	Pratiquer l'analyse financière - Niveau 2	●●	2 jours	1 680 €	**196**

Gestion de trésorerie

Réf. 91014	Maîtriser les bases de la gestion de trésorerie	●●	3 jours	2 050 €	**p. 197**
Réf. 91308	Réussir une négociation avec son banquier		4 heures	495 €	**197**
Réf. 91005	Optimiser son BFR	●	2 jours	1 680 €	**198**
Réf. 91002	Cash Management	●	2 jours	1 680 €	**198**
Réf. 91306	Optimiser ses placements de trésorerie		1 jour	1 070 €	**199**
Réf. 91307	Organiser une trésorerie de groupe		2 jours	1 680 €	**199**
Réf. 91227	Établir des prévisions et gérer la trésorerie sur tableur		2 jours	1 680 €	**200**

Ingénierie financière

Réf. 91090	Maîtriser les opérations de haut de bilan	●●	2 jours	1 680 €	**p. 201**
Réf. 91310	Piloter une introduction en bourse		4 heures	545 €	**201**
Réf. 20029	Augmentation et réduction de capital		2 jours	1 650 €	**202**
Réf. 91311	Gérer une émission obligataire		4 heures	545 €	**202**
Réf. 91304	**Classe virtuelle** - Comprendre l'évaluation d'entreprise		2 heures	190 €	**185**
Réf. 91162	Évaluation financière d'une entreprise	●●	2 jours	1 730 €	**203**
Réf. 91103	Analyser et redresser une entreprise en difficulté		2 jours	1 680 €	**203**
Réf. 91 265	**Cycle certifiant** - Responsable des fusions-acquisitions	●●	15 jours	8 925 €	**204**
Réf. 91089	Maîtriser le processus des fusions-acquisitions	●●	2 jours	1 730 €	**206**
Réf. 91312	Négocier le prix d'acquisition d'une entreprise		4 heures	545 €	**206**
Réf. 20186	Sécuriser l'exécution des garanties de passif		4 heures	545 €	**113**

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Techniques de financement

Réf. 91091	Maîtriser les montages financiers		2 jours	1 680 €	**p. 207**
Réf. 91313	Financer une start-up		4 heures	545 €	**207**
Réf. 91110	Financement de projet		2 jours	1 680 €	**208**
Réf. 91107	Financement à court terme des entreprises		1 jour	1 070 €	**209**
Réf. 91035	Capital investissement		2 jours	1 580 €	**209**
Réf. 91039	Pratiquer les opérations de LBO		1 jour	1 070 €	**210**
Réf. 30130	Maîtriser la structuration fiscale des LBO		1 jour	1 070 €	**287**

Immobilier

Réf. 91127	Financement des actifs immobiliers		2 jours	1 580 €	**p. 210**
Réf. 91185	Asset management immobilier		2 jours	1 680 €	**211**
Réf. 91130	Évaluer les actifs immobiliers		1 jour	1 120 €	**212**
Réf. 91314	Maîtriser la norme IFRS 16 sur les contrats de location du côté preneur		4 heures	545 €	**212**
Réf. 91159	Maîtriser les spécificités d'un OPCI		1 jour	1 120 €	**213**

GESTION DE L'ENTREPRISE

Stratégie et pilotage de l'entreprise

Réf. 91301	**Classe virtuelle** - Intégrer les fondamentaux de la gestion d'entreprise		2 heures	190 €	**p. 185**
Réf. 60091	Gestion d'entreprise		3 jours	1 895 €	**213**
Réf. 60091BL	Gestion d'entreprise - **Blended**		21 heures	1 515 €	**@**
Réf. 91295	Assistant(e) direction administrative et financière		2 jours	1 580 €	**194**

Les outils du pilotage de l'entreprise

Réf. 60045	Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord		2 jours	1 395 €	**p. 259**
Réf. 91300	**Classe virtuelle** - Présenter un business plan		2 heures	190 €	**186**
Réf. 91224	Concevoir et négocier un bon business plan - Niveau 1		3 jours	2 050 €	**214**
Réf. 91003	Élaborer un business plan - Niveau 2		2 jours	1 680 €	**215**
Réf. 91294	Évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement		2 jours	1 680 €	**215**
Réf. 60083	Gérer le risque de fraude		2 jours	1 560 €	**260**
Réf. 91298	Prévenir les fraudes financières		2 jours	1 680 €	**216**

Contrôle de gestion

Réf. 60088	**Cycle certifiant** - Contrôleur de gestion		12 jours	6 900 €	**p. 248**
Réf. 60024	**Cycle long** - Accéder à la fonction contrôleur de gestion		4 jours	2 550 €	**250**
Réf. 60017	Contrôle de gestion - Niveau 1		2 jours	1 495 €	**251**
Réf. 60018	Contrôle de gestion - Niveau 2		2 jours	1 560 €	**252**
Réf. 51061	Construire, préparer et défendre son budget		2 jours	1 390 €	**143**
Réf. 60019	Méthodes ABC, TDABC et ABM		1 jour	995 €	**256**
Réf. 60064	Maîtriser le processus budgétaire		2 jours	1 610 €	**256**
Réf. 60057	Contrôle de gestion de projet		2 jours	1 610 €	**257**
Réf. 60093	Traiter une masse de données volumineuse		1 jour	1 040 €	**258**

Gestion du risque clients

Réf. 91298	Prévenir les fraudes financières		2 jours	1 680 €	**p. 216**
Réf. 60082	Gérer le risque et le crédit client		2 jours	1 495 €	**216**
Réf. 60020	Procéder au recouvrement de créances		3 jours	1 895 €	**217**
Réf. 20032	Recouvrement de créances : les outils juridiques		2 jours	1 450 €	**141**
Réf. 20142	Droit des sûretés		2 jours	1 450 €	**140**
Réf. 20035	Pratique du cautionnement		2 jours	1 580 €	**141**
Réf. 92038	Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte		1 jour	1 070 €	**337**
Réf. 92011	Cautionnement, garantie à première demande et lettre d'intention		2 jours	1 595 €	**337**
Réf. 92237	Gestion du risque financier à l'international		2 jours	1 580 €	**339**
Réf. 92030	Garanties financières dans un contexte international		1 jour	1 120 €	**338**
Réf. 20138	Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté		1 jour	1 070 €	**117**
Réf. 20025	Procédures collectives		2 jours	1 580 €	**118**
Réf. 20188	Droit des créanciers dans une procédure collective		4 heures	545 €	**118**

Management des équipes comptables et financières

Réf. 53396	Comptables et financiers, les softskills qui font la différence		2 jours	1 395 €	**p. 217**
Réf. 51020	Réussir sa prise de fonction de manager		3 jours	1 840 €	**@**
Réf. 51010	**Cycle long** - Devenir manager		4 jours	2 315 €	**@**
Réf. 51151	Concilier expertise et management		2 jours	1 390 €	**@**
Réf. 51378	Expert et manager : double casquette		4 heures	425 €	**@**
Réf. 51028	Management transversal		2 jours	1 360 €	**@**

Tous les tarifs sont exprimés HT

SOMMAIRE PAR NIVEAU

Choisissez votre formation selon votre niveau de compétences : initiation, perfectionnement ou expertise

Corporate finance

INITIATION

Finance pour non-financiers
Niveau 1
p. 190

Lire et interpréter les états financiers
p. 193

Assistant(e) direction administrative et financière
p. 194

Finance pour juristes
p. 167

English for Accounting and Finance
p. 247

Pratiquer l'analyse financière
Niveau 1
p. 195

Maîtriser les bases de la gestion de trésorerie
p. 197

Réussir une négociation avec son banquier
p. 197

Financement de projet
p. 208

Capital investissement
p. 209

Financement des actifs immobiliers
p. 210

PERFECTIONNEMENT

Finance d'entreprise
Cycle certifiant
p. 188

Finance pour non-financiers
Niveau 2
p. 192

Finance pour cadres dirigeants
p. 194

Pratiquer l'analyse financière
Niveau 2
p. 196

Optimiser son BFR
Nouveau
p. 198

Cash Management
p. 198

Optimiser ses placements de trésorerie
p. 199

Organiser une trésorerie de groupe
p. 199

Établir des prévisions et gérer la trésorerie sur tableur
p. 200

Maîtriser les opérations de haut de bilan
p. 201

Piloter une introduction en bourse
p. 201

Gérer une émission obligataire
p. 202

Analyser et redresser une entreprise en difficulté
p. 203

Responsable des fusions-acquisitions
Cycle certifiant
p. 204

Négocier le prix d'acquisition d'une entreprise
p. 206

Sécuriser l'exécution des garanties de passif
p. 113

Maîtriser les montages financiers
p. 207

Financer une start-up
p. 207

Financement à court terme des entreprises
Nouveau
p. 209

Maîtriser la structuration fiscale des LBO
p. 287

Asset management immobilier
p. 211

Maîtriser la norme IFRS 16 sur les contrats de location du côté preneur
p. 212

EXPERTISE

Augmentation et réduction de capital
p. 202

Évaluation financière d'une entreprise
p. 203

Maîtriser le processus des fusions-acquisitions
p. 206

Évaluer les actifs immobiliers
p. 212

Maîtriser les spécificités d'un OPCI
p. 213

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Gestion de l'entreprise

INITIATION

- Accéder à la fonction contrôleur de gestion **Cycle long** p. 250
- Gestion d'entreprise p. 213
- Assistant(e) direction administrative et financière p. 194
- Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord p. 259
- Concevoir et négocier un bon business plan Niveau 1 p. 214
- Contrôle de gestion Niveau 1 p. 251
- Recouvrement de créances : les outils juridiques p. 141
- Procéder au recouvrement de créances p. 217
- Gestion du risque financier à l'international p. 339
- Droit des sûretés p. 140
- Comptables et financiers, les softskills qui font la différence **Nouveau** p. 217
- Réussir sa prise de fonction de manager sur www.efe.fr
- Devenir manager **Cycle long** sur www.efe.fr
- Management transversal sur www.efe.fr
- Expert et manager : double casquette sur www.efe.fr

PERFECTIONNEMENT

- Élaborer un business plan Niveau 2 p. 215
- Évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement p. 215
- Gérer le risque de fraude p. 260
- Contrôleur de gestion **Cycle certifiant** p. 248
- Contrôle de gestion Niveau 2 p. 252
- Prévenir les fraudes financières p. 216
- Méthode ABC, TDABC et ABM p. 256
- Gérer le risque et le crédit client p. 216
- Pratique du cautionnement p. 141
- Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte p. 337
- Cautionnement, garantie à première demande et lettre d'intention p. 337
- Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté p. 117
- Procédures collectives p. 118
- Droit des créanciers dans une procédure collective p. 118
- Concilier expertise et management sur www.efe.fr
- Construire, préparer et défendre son budget p. 143

EXPERTISE

- Maîtriser le processus budgétaire p. 256
- Contrôle de gestion de projet p. 257
- Traiter une masse de données volumineuses p. 258
- Garanties financières dans un contexte international p. 338

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

ASSIMILER LES FONDAMENTAUX DE LA FINANCE

Découvrir les états financiers

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour acquérir les bases de la finance

- Distinguer l'approche de la comptabilité et de la finance
- Analyser le contenu et la structure d'un bilan
- Décrypter un compte de résultat et son utilité

ÉTAPE 2 15 minutes pour s'exercer au diagnostic de la situation financière d'une entreprise à partir de ses états financiers

Étude de cas : analyse express de la situation financière d'une entreprise

- Faire un point sur les ratios moyens dans différents types d'activités

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les pièges possibles quant à l'interprétation des états financiers

Étude de cas : analyse des soldes intermédiaires de gestion et interprétation

- Échanges sur la correction et synthèse sur les soldes pertinents selon le secteur d'activité
- Mettre en évidence le besoin en fonds de roulement et son utilité

INITIATION

7 mars 2019	9 septembre 2019
Code 91305	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Décrypter les principaux ratios bilantiels
Analyser le compte de résultat

PRÉREQUIS

Avoir des bases en comptabilité

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant acquérir les bases de la finance d'entreprise

COMPRENDRE L'ANALYSE FINANCIÈRE

Acquérir les outils fondamentaux de l'analyse financière

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour se familiariser avec les concepts clés de l'analyse financière

Autodiagnostic : sa connaissance des principaux documents financiers d'une entreprise

- Découvrir les principes clés de l'analyse financière et ses principaux utilisateurs
- Connaître la démarche de l'analyse financière et les sources d'information
- Réaliser l'analyse de la rentabilité : analyse de l'exploitation, rendement des actifs et rentabilité pour les actionnaires
- Faire une analyse de la solvabilité : ratios de liquidité, bilan fonctionnel

ÉTAPE 2 15 minutes pour réaliser des exercices pratiques

- Les participants analysent une entreprise à travers une étude de cas à partir de ses états financiers et d'une brève description

Étude de cas : préparation d'une brève analyse financière d'une entreprise

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les principaux aspects de l'analyse financière et les conclusions à en tirer

- Identifier les points clés d'attention lors de la réalisation d'une analyse financière
- Connaître les meilleures pratiques en analyse financière

PERFECTIONNEMENT

18 avril 2019	26 septembre 2019
Code 91302	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Connaître les objectifs de l'analyse financière
Maîtriser les principaux outils et angles de l'analyse financière d'une entreprise

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en comptabilité

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant acquérir les bases de l'analyse financière

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

COMPRENDRE L'ÉVALUATION D'ENTREPRISE

Maîtriser les principales méthodes d'évaluation d'entreprise

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour découvrir les indicateurs clés et les principales méthodes utilisés en évaluation d'entreprise

- Distinguer les méthodes d'évaluation d'entreprise
- Maîtriser les concepts clés d'une évaluation d'entreprise
- Identifier les paramètres déterminant la valeur d'une entreprise
- Focus sur les trois principales familles de méthodes d'évaluation d'entreprise

ÉTAPE 2 15 minutes pour pratiquer

Les participants préparent une évaluation d'entreprise par la méthode des comparables à travers une étude de cas

Étude de cas : évaluation d'une entreprise par la méthode des comparables

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur l'application de la méthode des comparables au cas pratique et sur les points clés d'attention lors de l'application des méthodes d'évaluation d'entreprise

PERFECTIONNEMENT

9 mai 2019	6 décembre 2019
Code 91304	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Maîtriser les concepts clés de l'évaluation d'entreprise

Distinguer les différentes familles de méthodes d'évaluation d'entreprise

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en finance

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant acquérir des connaissances de base sur l'évaluation d'entreprise

INTÉGRER LES FONDAMENTAUX DE LA GESTION D'ENTREPRISE

Décrypter les indicateurs de rentabilité

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour découvrir les fondamentaux de la gestion d'entreprise

- Découvrir les principales fonctions de l'entreprise
- Comprendre les processus de financement et d'investissement
- Analyser les cycles d'exploitation et de création de valeur dans une entreprise

Exercice d'application : identification des principaux indicateurs de mesure de la rentabilité économique de l'entreprise

ÉTAPE 2 15 minutes pour s'exercer sur son poste

Les participants réalisent une étude de cas leur permettant de s'initier à la lecture des documents financiers et à l'exploitation des informations qu'ils contiennent

Étude de cas : analyse d'un communiqué de presse des résultats financiers d'une entreprise

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur la correction et commentaire de l'étude d'un communiqué de presse

INITIATION

20 mars 2019	1er octobre 2019
Code 91301	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Cerner les principes de base de la gestion de l'entreprise

Intégrer le vocabulaire définissant les indicateurs de mesure de la rentabilité

PRÉREQUIS

Avoir un projet de création d'entreprise ou être impliqué dans la gestion d'une entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant se familiariser avec la gestion d'entreprise

LES CLASSES VIRTUELLES

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

PRÉSENTER UN BUSINESS PLAN

Convaincre un investisseur

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour assimiler ce qu'est un business plan : partie littéraire et partie chiffrée à partir d'un exemple de business plan

- Cerner les enjeux d'un business plan
- Connaître les rubriques du business plan
- Construire un business plan : élaboration de la partie écrite textuelle et de la partie financière

Exercice d'application : présentation de la synthèse du business plan : l'executive summary

ÉTAPE 2 15 minutes pour évaluer ses connaissances

Test de connaissances : quiz d'évaluation de la compréhension de la construction et de la présentation d'un business plan

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces pour convaincre un investisseur

- Recenser les bonnes questions à se poser si on était investisseur dans le projet

Mise en situation : présentation d'un business plan, 10 mn pour convaincre

INITIATION

21 juin 2019	25 novembre 2019
Code 91300	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Connaître les questions clés auxquelles le business plan se doit de répondre
Distinguer les différentes rubriques d'un business plan

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en finance

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne cherchant à concrétiser son projet de création ou reprise d'entreprise

BLOG & NEWSLETTERS

Découvrez le blog :
https://finance-gestion.efe.fr

POUR PROFITER DE L'EXPERTISE DE NOS PROFESSIONNELS

Abonnez-vous gratuitement à notre newsletter **Analyses Experts - L'actualité en Finance - Gestion - Comptabilité** et partagez vos meilleures pratiques et votre vision opérationnelle en finance - gestion - comptabilité !

LES DIFFÉRENTES THÉMATIQUES ABORDÉES

Analyse financière

Gestion de trésorerie

Ingénierie financière

Comptabilité

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

PARÇOURS VIDÉO

L'ANALYSE FINANCIÈRE, ÇA S'APPREND !

Intéressé par ce parcours :
digital-learning@abilways.com

44.99€
TTC

OBJECTIFS

Prendre conscience des impératifs financiers qui pèsent sur l'entreprise

Cerner l'utilité des documents financiers

Rendre simple l'approche financière

LES CHAPITRES

Cerner les enjeux de la finance d'entreprise

Identifier les objectifs et les outils de l'analyse financière

Apprécier la performance d'une entreprise

Mesurer la solvabilité d'une entreprise

UN PARCOURS COMPLET

11 vidéos et 3 interviews d'experts

6 activités ludiques et 1 quiz de validation des connaissances

Des ressources téléchargeables pour approfondir vos connaissances

Un forum de discussion pour partager avec la communauté ABILWAYS

Une attestation de réussite et la recommandation LinkedIn délivrées après validation des connaissances

Parcours à suivre sur l'application mobile **ABILWAYS** disponible sur :

DISPONIBLE SUR Google Play

Télécharger dans l'App Store

CYCLE CERTIFIANT

Finance d'entreprise

Maîtriser les mécanismes des opérations financières

La finance d'entreprise recouvre de nombreux savoir-faire aujourd'hui indispensables. Comprendre le cycle financier de l'entreprise, mener un diagnostic financier structuré, évaluer une entreprise… sont autant de missions qu'une personne amenée à exercer des responsabilités au sein d'une direction financière se doit de maîtriser.

MODULE 1 | 3 jours

Pratiquer l'analyse financière

OBJECTIFS

- Maîtriser les outils de l'analyse financière
- Apprécier la santé financière d'une entreprise

PROGRAMME

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après la formation

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer les objectifs de l'analyse financière
- Principes
- Les informations issues de la comptabilité générale
- Les autres sources d'information

Analyser l'activité et les résultats de l'entreprise
- Les soldes intermédiaires de gestion (SIG)
- La capacité d'autofinancement (CAF)
- Les ratios de résultat et de rentabilité

Exercice d'application : calcul et interprétation des SIG et des principaux ratios

Analyser la structure financière
- Le bilan fonctionnel
- Le fonds de roulement net global (FRNG) et le besoin en fonds de roulement (BFR)
- Les principaux ratios de structure (liquidité, autonomie et solvabilité) et de rotation (stocks, clients et fournisseurs)

Exercice d'application : calcul et interprétation de l'équilibre d'un bilan fonctionnel
- Analyser la trésorerie par les flux
- Le tableau de financement
- Les flux de trésorerie générés par l'exploitation, le financement et l'investissement
- Le tableau de flux de trésorerie de l'Ordre des Experts-Comptables (OEC)

Exercice d'application : construction d'un tableau de flux de trésorerie

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 3 jours

Élaborer un business plan

OBJECTIFS

- Juger la cohérence d'un projet et sa faisabilité financière
- Acquérir une méthodologie pour concevoir et évaluer un business plan

PROGRAMME

Juger la qualité d'un projet
- La création de valeur
- L'environnement et la concurrence
- Le réalisme des objectifs et des échéances

Étude de cas : présentation de grilles d'analyse d'un plan d'affaires

Évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement
- La méthode des Discounted Cash Flow (DCF)
- Le coût du capital et le coût des fonds propres
- Les indicateurs de rentabilité : la Valeur Actuelle Nette (VAN) et le Taux de Rentabilité Interne (TRI)

Exercice d'application : calcul de la VAN d'un projet

Rédiger le business plan
- L'architecture standard
- Les règles de rédaction et les plans types
- Les principes d'une présentation convaincante

Valider la flexibilité d'un projet et des hypothèses de départ
- Analyse de sensibilité et méthode des scénarios
- Approche probabiliste
- Analyse et réversibilité : le résultat financier en cas d'abandon

Exercice d'application : recherche du point d'équilibre prévisionnel d'un projet

Défendre le business plan
- Rédiger un executive summary
- Formaliser sa présentation

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 3 jours

Évaluer une entreprise

OBJECTIFS

- Appliquer les techniques d'évaluation
- Identifier les facteurs clés de succès et les pièges à éviter

PROGRAMME

Diagnostiquer une société cible
- Les diagnostics spécifiques : stratégique, financier, commercial, industriel
- Les retraitements
- Les forces et faiblesses d'une société cible

Exercice d'application : diagnostic d'une société cible

Maîtriser les méthodes comptables et juridiques
- L'évaluation patrimoniale
- L'évaluation par les flux
- L'évaluation par le goodwill

Exercice d'application : valorisation d'une entreprise selon différentes méthodes comptables

Maîtriser les méthodes extracomptables
- L'évaluation par les cours de bourse
- Les méthodes actuarielles : DCF, dividendes
- L'évaluation par les multiples comparables

Exercice d'application : valorisation d'une entreprise selon différentes méthodes extracomptables

Distinguer la valeur de l'entreprise et son prix
- La fourchette de valorisation

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

MODULE 4 | 3 jours

Maîtriser les opérations de financement du bas de bilan

OBJECTIFS

- Identifier les placements et les sources de financement à court terme
- Choisir le financement ou le placement adapté à ses objectifs

PROGRAMME

Établir les besoins de trésorerie
- Les trois niveaux de prévision de trésorerie
- La visibilité de liquidité
- Le budget de trésorerie
  Exercice d'application : élaboration d'un budget de trésorerie complet

Choisir les placements à court terme
- L'optimisation des relations bancaires
- Les différents placements possibles
- La mesure de la performance d'un placement

Choisir les financements à court terme
- L'optimisation du BFR
- La mobilisation des créances commerciales et l'affacturage
- Les autres moyens de financement à court terme
  Exercice d'application : détermination du financement à court terme adapté en fonction de la situation financière de l'entreprise

Maîtriser les risques
- La volatilité et la diversification
- Le risque de change
- Les autres risques financiers

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 5 | 3 jours

Maîtriser les opérations de financement du haut de bilan

OBJECTIFS

- Maîtriser les enjeux liés aux opérations de haut de bilan
- Intégrer les techniques d'ingénierie financière

PROGRAMME

Identifier les stratégies capitalistiques
- La création de valeur pour l'actionnaire
- L'équilibre optimal fonds propres/dette
- Les effets de dilution et relution
  Exercice d'application : choix d'un niveau d'endettement

Financer le développement par le capital
- Les alternatives existantes, leur fonctionnement et les réalités du marché
- Les mécanismes de quasi fonds propres et des fonds mezzanine : BSA, OCA, OBSA, Oceane, ORA…
- Les critères de sélection d'un type d'opération

Structurer l'entreprise en fonction de la stratégie adoptée
- Les différentes possibilités pour restructurer une entreprise
- Les dimensions financières et comptables du projet
- Les dimensions fiscales et juridiques du projet : droit boursier, droit de la concurrence…

Optimiser la reprise d'une entreprise
- Les stratégies de fusion-acquisition
- Les principales étapes d'une opération

Étude de cas : déroulement d'un LBO et détermination des possibilités de sortie les plus adaptées

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Pourquoi faire de la finance en entreprise ?
- Pourquoi faire une analyse financière ?
- Comment apprécier la solvabilité de l'entreprise ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les outils d'analyse nécessaires à la gestion des besoins financiers de l'entreprise et participer efficacement à la prise des décisions financières

PERFECTIONNEMENT

Code : 91266
15 jours | 105 heures
Tarif HT : 8925 €
Tarif TTC pour les particuliers : 7140 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
FINANCE D'ENTREPRISE
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Acquérir une vision stratégique des opérations financières
Maîtriser les outils nécessaires à l'analyse et au suivi de l'équilibre financier de l'entreprise
Conduire les opérations de haut de bilan

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des concepts fondamentaux de la finance d'entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Chefs comptables
Contrôleurs de gestion
Toute personne désireuse d'avoir une vision globale de la fonction de directeur financier

ANIMATEUR

Jean-Michel ROCCHI
Consultant en finance

PLANNING

Paris - Promotion 1
20 au 22 mars, 10 au 12 avril, 13 au 15 mai, 11 au 13 juin, 28 juin*, 8 au 10 juillet et 18 octobre 2019**

Paris - Promotion 2
13 au 15 novembre, 10 au 12 décembre 2019, 15 au 17 janvier, 3 au 5 février, 28 février*, 11 au 13 mars et 28 juin 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Avant	Pendant	Après
Quiz amont	Journée en présentiel	Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants e-évaluation Classe virtuelle Modules vidéo

Finance pour non-financiers - Niveau 1

Maîtriser les concepts clés de la gestion financière des entreprises

Comprendre les enjeux de la gestion financière des entreprises, connaître les termes financiers courants et les méthodes d'analyse de la performance financière, sont aujourd'hui des atouts essentiels pour quiconque souhaite améliorer sa performance et évoluer au sein de son entreprise.

FORMAT

PRÉSENTIEL

BEST OF DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Autodiagnostic : chaque participant évalue ses connaissances en matière de finance d'entreprise

Situer l'entreprise dans son environnement économique

Cerner l'environnement économique et financier de l'entreprise

- Comprendre les notions macro-économiques clés et analyser leur impact sur l'entreprise
- Identifier les risques économiques et financiers pour l'entreprise
- Cerner les facteurs de compétitivité

Identifier et analyser les contraintes de l'entreprise

- Analyser les circuits de financement, les contraintes liées au marché et les exigences des actionnaires
- Identifier les partenaires économiques et financiers des entreprises : investisseurs, banques, agences de notation, assureurs…

Maîtriser les concepts clés et le vocabulaire financier

Assimiler le vocabulaire financier courant

- Connaître les principaux documents financiers et leur rôle
- Le compte de résultat : sa structure et sa finalité
- Le bilan : la situation financière de l'entreprise
- Le tableau des flux de trésorerie
- Apprécier leurs rôles respectifs et les interactions dans la gestion financière de l'entreprise

Étude de cas : analyse commentée des documents financiers d'une entreprise

Évaluer la performance financière de l'entreprise en pratique

Analyser les données du bilan

- Fonds de Roulement (FR) et Besoin en Fonds de Roulement (BFR) : calcul et signification
- BFR, FR et trésorerie : les équilibres structurels du bilan

Analyser l'activité et la performance de l'entreprise

- Calculer et interpréter les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)

Identifier et interpréter les principaux ratios financiers

- Les ratios de rentabilité
- Les ratios de structure : risque, solvabilité, liquidité
- Les informations à en déduire sur la performance financière de l'entreprise

Exercice d'application : calcul des indicateurs pertinents à partir des documents financiers de l'entreprise

Découvrir et analyser la logique de financement de l'entreprise

Distinguer capitaux propres et capitaux investis

- Capitaux investis, coûts des capitaux investis

Financer la croissance

- Choisir les modes de financement et arbitrer entre les principaux types de financement

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Pourquoi faire de la finance en entreprise ?
- Comment lire les états financiers de l'entreprise ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les concepts clés de la gestion financière et le vocabulaire associé

INITIATION

Code : 91100

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 580 €

Repas inclus

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur le vocabulaire financier ou avoir suivi " Lire et interpréter les états financiers " (code 91109) p. 193

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant acquérir les fondamentaux des mécanismes financiers de l'entreprise

ANIMATEUR

Elisabeth HUGOT-DERVILLE
Consultante en finance-gestion
FODERKA

PLANNING

Paris
4-5 février 2019
4-5 juin 2019
9-10 juillet 2019
19-20 septembre 2019
3-4 décembre 2019
3-4 février 2020

Lyon et Bordeaux
4-5 juin 2019
3-4 décembre 2019

Nantes et Lille
4-5 février 2019
19-20 septembre 2019

EFE vous accompagne dans votre apprentissage

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Quiz amont	Temps de travail, d'échanges et de rencontes dans nos salles de formation	Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants e-évaluation Classes virtuelles Mémoire & REX Modules vidéo

CLASSE VIRTUELLE

Pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises
Tarif HT : 125 € / Durée : 90 mn, de 11h00 à 12h30
Dates : 3 octobre 2019 ou 20 février 2020

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

FORMAT

BLENDED

AVANT

1 - Questionnaire Amont - Évaluation de votre niveau avant la formation

2 - Parcours VOD - L'analyse financière ça s'apprend

Chapitre 1 : Cerner les enjeux de la finance d'entreprise
- Pourquoi faire de la finance en entreprise ?
- Quels sont les périmètres de gestion en entreprise ?
- Qui fait quoi en finance ?

Chapitre 2 : Identifier les objectifs et les outils de l'analyse financière
- Quelles sont les composantes de la gestion d'entreprise ?
- Comment lire les états financiers de l'entreprise ?
- Pourquoi faire une analyse financière ?
- Pourquoi faut-il analyser ses partenaires ?

Chapitre 3 : Apprécier la performance d'une entreprise
- Comment analyser l'activité de l'entreprise ?
- Comment apprécier la performance de l'entreprise ?
- Comment l'entreprise obtient-elle de l'argent ?
- Pourquoi sortir du cash en entreprise ?

Chapitre 4 : Mesurer la solvabilité d'une entreprise
- Comment obtenir des informations pertinentes à partir du bilan ?
- Comment apprécier la solvabilité de l'entreprise ?
- Comment financer le développement de l'activité de l'entreprise ?

3 - Classe virtuelle : pour échanger sur les apports du parcours VOD et répondre aux questions qui en découlent (1h30)

4 - Documents téléchargeables à lire pour assimiler le vocabulaire financier

PENDANT

5 - 1 jour de présentiel pour cerner l'environnement économique et évaluer la performance financière de l'entreprise

Autodiagnostic : chaque participant évalue ses connaissances en matière de finance d'entreprise

Évaluer la performance financière de l'entreprise en pratique

Analyser les données du bilan
- Fonds de Roulement (FR) et Besoin en Fonds de Roulement (BFR) : calcul et signification
- BFR, FR et trésorerie : les équilibres structurels du bilan

Analyser l'activité et la performance de l'entreprise

Identifier et interpréter les principaux ratios financiers
- Les ratios de rentabilité
- Les ratios de structure : risque, solvabilité, liquidité
- Les informations à en déduire sur la performance financière de l'entreprise

Exercice d'application : calcul des indicateurs pertinents à partir des documents financiers de l'entreprise

Découvrir et analyser la logique de financement de l'entreprise

Distinguer capitaux propres et capitaux investis
- Capitaux investis, coûts des capitaux investis

Financer la croissance
- Choisir les modes de financement et arbitrer entre les principaux types de financement

6 - Exercice d'application : étude de cas permettant de mettre en application l'ensemble des points vus durant le présentiel et le distanciel

APRÈS

7 - Questionnaire aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

INITIATION

Code : 91100BL
- 7 heures de présentiel
- et 7 heures de disctanciel
  soit 14 heures
  Tarif HT : 1 265 €
  Repas inclus

OBJECTIFS

Découvrir les documents et les objectifs financiers de l'entreprise
Analyser la situation financière d'une entreprise
Maîtriser les mécanismes de financement de l'entreprise

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur le vocabulaire financier ou avoir suivi " Lire et interpréter les états financiers " (code 91109) p. 193

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant acquérir les fondamentaux des mécanismes financiers de l'entreprise

ANIMATEUR

Elisabeth HUGOT-DERVILLE
Consultante en finance-gestion
FODERKA

PLANNING

Session 1
Début du distanciel
le 13 mars 2019
Classe virtuelle : 27 mars 2019
de 17h à 18h30
Présentiel : 3 avril 2019
Fin du distanciel le 10 avril 2019

Session 2
Début du distanciel
le 18 octobre 2019
Classe virtuelle : 4 novembre
2019 de 17h à 18h30
Présentiel : 8 novembre 2019
Fin du distanciel
le 18 novembre 2019

Finance pour non-financiers - Niveau 2

DIGITAL

Comprendre la logique financière de l'entreprise

Savoir lire des documents financiers, mesurer l'activité et la rentabilité d'une entreprise, d'une activité ou d'un investissement… acquérir les bases de la gestion financière d'une entreprise sont aujourd'hui indispensables pour appréhender au mieux les impacts de ses actions et décisions et les exigences de rentabilité de la direction et des actionnaires.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Acquérir les bases de la gestion financière

Maîtriser le vocabulaire financier

- Lire et exploiter les documents financiers
- Bilan, compte de résultat, annexe et tableau des flux financiers
- Identifier leurs rôles respectifs dans la gestion financière

Étude de cas : analyse commentée de documents financiers

Apprécier les équilibres structurels d'une entreprise et leurs objectifs

- Équilibre de haut de bilan, Fonds de Roulement d'exploitation (FR), Besoin en Fonds de Roulement (BFR) et trésorerie
- Les informations à déduire de l'équilibre / déséquilibre entre ces indicateurs
- Évaluer l'impact des décisions opérationnelles

Exercice d'application : interprétation de la structure financière de plusieurs sociétés

Mesurer l'activité et la rentabilité

Évaluer la rentabilité par les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)

Déterminer les enjeux liés à la Capacité d'Autofinancement (CAF)

- L'utilisation de la CAF
- Les interprétations à en déduire

Identifier et interpréter les principaux ratios clés

- Ratios de structure, de trésorerie, de gestion et de rentabilité
- Les utiliser et les interpréter au mieux

Mise en situation : entraînement au diagnostic financier via l'interprétation des SIG et ratios clés d'une société

Choisir et financer un investissement

Distinguer les différents types d'investissement

Interpréter les critères de choix d'investissement

- Valeur Actuelle Nette (VAN), Taux de Rentabilité Interne (TRI) et délai de recouvrement (payback)
- Apprécier l'équilibre entre exigence de rentabilité et contrainte d'équilibre financier

Choisir un financement adapté : identifier les critères à retenir

- Autofinancement et apports d'actionnaires
- Appel à l'endettement

Étude de cas : analyse de la rentabilité et du financement d'un projet

Découvrir les stratégies financières d'une entreprise

Financer la croissance

- Capitaux propres : autofinancement et augmentation de capital
- Endettement

Optimiser la rentabilité financière

- Le mécanisme de l'effet de levier : arbitrer entre risque et rentabilité
- La rentabilité des capitaux investis
- La notion du coût de l'endettement

Mettre en place la politique de diversification

- Choisir entre diversification ou recentrage des activités
- En mesurer les conséquences

Conduire une politique de développement : critères de décision stratégique

- Croissance interne
- Croissance externe

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Comment analyser l'activité d'une entreprise ?
- Comment apprécier la performance de l'entreprise ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Comprendre la logique financière de l'entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 91088

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les aspects financiers d'une décision opérationnelle
Maîtriser les bases de la gestion financière pour comprendre et mesurer les choix de l'entreprise
Dialoguer efficacement avec la direction générale et la direction financière

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Lire et interpréter les états financiers " (code 91109) p. 193 ou " Finance pour non-financiers Niveau 1 " (code 91100) p. 190

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant développer sa connaissance des mécanismes de la finance et amenée à travailler à partir de documents financiers

ANIMATEUR

Philippe ROBIN
Gérant - Conseil en finance
FIMARCO

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
26-27 novembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 13 juin 2019
ou 25 février 2020

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Lire et interpréter les états financiers

Décrypter un bilan et un compte de résultat

BEST OF DIGITAL RÉGION

Lire les documents financiers de son entreprise, d'un client ou d'un fournisseur… les occasions de décrypter des documents financiers sont nombreuses. Il convient dès lors de se familiariser avec le bilan, le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie pour en déduire les éléments principaux et dialoguer ainsi efficacement avec ses partenaires financiers.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Découvrir les concepts clés de la finance

Rechercher les bonnes informations

- Comprendre le vocabulaire financier
- Trouver les informations et poser les bonnes questions

Maîtriser les principes généraux de la comptabilité

- Se familiariser avec les documents comptables de synthèse
- Maîtriser les mécanismes et les principes comptables
- Cerner l'importance de l'annexe

Se familiariser avec un bilan

Présenter le bilan

- Le bilan : une photographie du patrimoine de l'entreprise
- La relation entre le bilan et le compte de résultat

Lister les principaux postes du bilan

- Les postes de l'actif : l'actif immobilisé et circulant
- Les postes du passif : les capitaux propres, les dettes financières et les dettes d'exploitation

Étude de cas : analyse de l'équilibre financier d'une entreprise à partir de son bilan

Maîtriser les principes du compte de résultat

Présenter le compte de résultat

- Décrypter le compte de résultat : un baromètre de l'activité de l'entreprise
- Définir la notion de charges et de produits
- Acquérir une méthode de lecture
- Les informations à retirer du compte de résultat

Analyser les différentes rubriques du compte de résultat

- Les charges et les produits d'exploitation
- Les charges et produits financiers
- Les charges et les produits exceptionnels
- La constitution du résultat

Étude de cas : analyse de la rentabilité d'une entreprise à partir de son compte de résultat

Découvrir les mécanismes du tableau de flux

Cerner l'utilité du tableau de flux

- Identifier sa fonction et ses objectifs
- Analyser les liens avec le bilan et le compte de résultat

Décrypter le contenu du tableau

- Distinguer flux d'exploitation, d'investissement et de financement
- Les informations à en déduire sur le fonctionnement de l'entreprise

Synthèse et présentation des principaux ratios

Étude de cas : étude d'un tableau de flux

Exercice d'application : lecture et interprétation des états financiers de trois sociétés liées : société mère et filiales

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Comment lire les états financiers de l'entreprise ?
- Comment obtenir des informations pertinentes à partir du bilan?

COMPÉTENCES MÉTIER

Interpréter les informations figurant dans les documents financiers

INITIATION

Code : 91109

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Acquérir une méthode de lecture des documents financiers
Déduire les informations financières essentielles à partir des principaux documents financiers
Analyser un tableau de flux de trésorerie

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en finance

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne amenée à travailler à partir de documents financiers

ANIMATEUR

Sofia KHALFAT
Associée-Gérante
SKDIR FINANCE

PLANNING

Paris
21-22 janvier 2019
28-29 mars 2019
17-18 juin 2019
14-15 octobre 2019
5-6 décembre 2019
20-21 janvier 2020

Lyon et Bordeaux
17-18 juin 2019
5-6 décembre 2019

Nantes et Lille
28-29 mars 2019
14-15 octobre 2019

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended
à découvrir sur www.efe.fr

Finance pour cadres dirigeants

DIGITAL

Mesurer l'impact financier des décisions opérationnelles

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Établir un diagnostic financier

Maîtriser les principes de base de gestion
- Le schéma de rationalité financière
- La dualité de la gestion d'entreprise : activité et financement

Décrypter les documents nécessaires à l'analyse
- Bilan, compte de résultat, tableau des flux de trésorerie et annexes

Analyser la structure financière par le bilan
- Comprendre et interpréter les équilibres de la trésorerie

Mesurer la performance par le compte de résultat
- Identifier les indicateurs clés de performance

Déceler la dynamique du tableau des flux de trésorerie
- Différencier et analyser les flux d'activité, d'investissement et de financement

Créer de la valeur pour l'entreprise
- Recenser les indicateurs de la création de valeur économique (EVA)

Étude de cas : analyse de la situation financière d'une entreprise à partir des documents financiers

Chiffrer, analyser et financer un investissement
- Évaluer les flux financiers liés à un projet
- Interpréter les critères de choix économique d'un investissement
- Choisir un financement adapté

Exercice d'application : choix d'un investissement, calcul de sa rentabilité, arbitrage entre les différents financements

Définir les stratégies financières de l'entreprise

Valoriser une entreprise
- Maîtriser les différentes méthodes d'évaluation d'une entreprise

Exercice d'application : évaluation d'une entreprise par la méthode la plus adaptée

Optimiser la valeur d'entreprise

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Quels sont les différents périmètres de gestion financière ?
- Comment analyser l'activité d'une entreprise ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Mesurer l'impact des décisions opérationnelles sur la structure financière de l'entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 91101
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 2 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les moyens financiers de l'entreprise
Financer un investissement
Analyser la stratégie financière de l'entreprise

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Lire et interpréter les états financiers " (code 91109) p. 193

ANIMATEUR

Marc DEBREE
Directeur
MD Consultants

PLANNING

Paris
15 au 17 mai 2019
19 au 21 novembre 2019

Assistant(e) direction administrative et financière

DIGITAL

Maîtriser les missions clés au sein d'une direction financière

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Situer la place de la direction financière dans l'entreprise

Connaître l'environnement d'une direction financière
- Cerner le rôle et les missions de la direction financière
- Définir le métier des équipes comptable et financière et leur interaction au sein du service et de l'entreprise

Partage d'expériences : réflexion en commun avec tous les participants sur le fonctionnement d'une direction financière

Identifier les obligations de l'entreprise
- Connaître les différentes structures juridiques d'entreprise et leurs caractéristiques

Test de connaissances : quiz sur les points clés de la vie juridique des sociétés

Maîtriser le vocabulaire et le contenu des documents financiers
- Étudier les informations clés d'un bilan et d'un compte de résultat

Étude de cas : recherche d'informations et analyse commentée des documents financiers d'une entreprise

Maîtriser les outils de la gestion financière

Découvrir les bases de l'analyse financière
- Apprécier la structure financière de l'entreprise à partir du bilan

Test de connaissances : quiz sur la compréhension de la gestion comptable et financière

Utiliser les outils de gestion et de pilotage de la direction financière
- Les tableaux de bord, le reporting financier
- Le plan de développement ou le business plan d'un projet

Exercice d'application : préparation du dossier avec les informations collectées en vue de la présentation du budget annuel de l'entreprise

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Pourquoi faire de la finance en entreprise ?
- Quelles sont les composantes de la gestion d'entreprise ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les missions d'assistanat au sein d'une direction financière

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 27 mai 2019
ou 28 janvier 2020

INITIATION

Code : 91295
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Découvrir l'environnement comptable et financier de l'entreprise
Identifier les principaux documents financiers, leur finalité et les interactions
Utiliser les outils de gestion et de pilotage d'une direction financière

PRÉREQUIS

Connaître l'environnement économique et financier d'une entreprise

ANIMATEUR

Sofia KHALFAT
Associée-Gérante
SKDIR FINANCE

PLANNING

Paris
14-15 mars 2019
14-15 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Pratiquer l'analyse financière - Niveau 1

Découvrir les outils du diagnostic financier de l'entreprise

Analyser bilan et compte de résultat pour en déduire les principaux indicateurs financiers fait aujourd'hui partie du quotidien des responsables financiers. Il convient ainsi d'adopter une démarche d'analyse structurée, pour apprécier la performance et la santé financière d'une entreprise.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer les objectifs de l'analyse financière

Définir les objectifs

- Définition, concept, terminologie et instruments : maîtriser l'essentiel
- Distinguer analyse financière et analyse de gestion

Identifier les conditions d'une analyse financière réussie

Trouver les informations utiles

- Les informations issues de la comptabilité générale
- Le bilan et le compte de résultat : rappel de leur contenu et de leur structure
- L'annexe des comptes, les autres sources d'informations

Analyser la situation financière de l'entreprise à partir du bilan financier

Lire et comprendre le bilan comptable

Passer du bilan comptable au bilan financier

- Les retraitements : crédit-bail, affacturage…
- Passifs long terme / court terme

Mesurer les équilibres financiers

- Définir les notions de Fonds de Roulement (FR), de Besoin en Fonds de Roulement (BFR), de Trésorerie Nette (TN)
- Identifier les principaux ratios de structure, de BFR et de liquidité

Exercice d'application : calcul et interprétation de l'équilibre du bilan fonctionnel (FR, BFR et TN) et des principaux ratios

Mesurer la performance de l'entreprise à partir du compte de résultat

Lire et comprendre le compte de résultat

Passer du compte de résultat au tableau des Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)

- Les retraitements du compte de résultat pour établir le tableau des SIG
- Identifier les principaux soldes de gestion : marge brute, résultat d'exploitation
- Connaître la signification des SIG et savoir les utiliser dans l'analyse
- Cerner les notions d'effet de " ciseau " et d'effet " point mort "

Maîtriser les principaux ratios de résultat et de rentabilité

Exercice d'application : calcul et interprétation des SIG et des principaux ratios

Réaliser un diagnostic financier

Connaître la démarche d'analyse financière

- Suivre une démarche rigoureuse et structurée
- Projeter l'analyse financière vers l'avenir

Maîtriser la démarche à partir d'un cas pratique complet

- Appliquer la démarche d'analyse financière
- Mener le diagnostic financier d'une entreprise

Exercice d'application : réalisation du diagnostic financier d'une société

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Pourquoi faire une analyse financière ?
- Comment analyser l'activité d'une entreprise ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Apprécier la situation financière d'une entreprise à partir de ses documents comptables

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 19 juillet 2019
ou 19 décembre 2019

INITIATION

Code : 91043
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Lire et interpréter les documents financiers d'une entreprise
Maîtriser les concepts clés de l'analyse financière
Apprécier la santé financière d'une entreprise à partir de son bilan et de son compte de résultat

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en comptabilité ou avoir suivi " Lire et interpréter les états financiers " (code 91109) p. 193

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne amenée à travailler à partir de documents financiers et souhaitant acquérir les bases de l'analyse financière

ANIMATEUR

Gian Paolo COSSU
Consultant financier
AB CORP FINANCE

PLANNING

Paris
24-25 janvier 2019
13-14 mai 2019
4-5 juillet 2019
3-4 octobre 2019
2-3 décembre 2019
23-24 janvier 2020

Lyon et Bordeaux
13-14 mai 2019
2-3 décembre 2019

Nantes et Lille
1er-2 avril 2019
3-4 octobre 2019

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended à découvrir sur www.efe.fr

Pratiquer l'analyse financière - Niveau 2

Approfondir le diagnostic financier des comptes consolidés

Un diagnostic financier approfondi implique de s'intéresser à certains points d'analyse. Ainsi, l'étude de la performance d'un groupe de sociétés implique de comprendre comment doivent être examinés les comptes consolidés. Par ailleurs, pour analyser l'évolution de la trésorerie nette au bilan et mesurer la capacité de remboursement d'une entreprise, une bonne compréhension du tableau des flux de trésorerie est fondamentale.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la notion de groupe et les comptes consolidés

Cerner la notion de groupe de sociétés

- Les pourcentages d'intérêt et de contrôle
- Les différentes formes de contrôles : exclusif et conjoint, influence notable

Décrypter les comptes d'un groupe

- Les comptes consolidés
- Le périmètre et les méthodes de consolidation

Étude de cas : analyse de la pertinence de comptes consolidés, identification des différentes formes de contrôles et des méthodes de consolidation

Réaliser l'analyse financière des comptes de groupe

Lire les états financiers consolidés IFRS

- La présentation du bilan ou tableau de la situation financière
- Le compte de résultat, l'état de variation des capitaux propres
- L'annexe aux états financiers, le tableau des flux de trésorerie

Faire l'analyse financière des comptes consolidés en normes IFRS

- L'accroissement de l'information financière
- L'analyse de l'activité et la profitabilité, l'intérêt du tableau des SIG à partir de comptes consolidés
- L'analyse de la structure financière : les règles d'évaluation des actifs et des passifs
- L'analyse fonctionnelle (TN, FR, BFR) à partir du bilan consolidé

Étude de cas : analyse financière des comptes consolidés d'une entreprise cotée

Analyser les flux de trésorerie

Comprendre le tableau des flux de trésorerie

- Le rôle du tableau de flux de trésorerie : lien entre compte de résultat, bilan et trésorerie
- Les flux de trésorerie de l'activité
- Les flux de trésorerie de l'investissement
- Les flux de trésorerie du financement

Utiliser les indicateurs de trésorerie

- Les indicateurs de trésorerie issus du compte de résultat : EBE, ETE, CAF
- L'impact du BFR sur la trésorerie, la notion de free cash flow

Étude de cas : analyse des indicateurs et des flux de trésorerie d'une société cotée

Mesurer la création de valeur

Analyser l'équilibre des sources de financement et l'effet de levier

- La notion de capitaux investis " capital employed "
- Le financement des capitaux investis : capitaux propres ou capitaux d'emprunt
- La rentabilité des capitaux investis (ROCE) et des capitaux propres (ROE)
- L'amélioration de la rentabilité des capitaux propres par recours à l'effet de levier

Mesurer la création de valeur

- La rentabilité des capitaux investis et le Coût Moyen Pondéré des Capitaux (CMPC ou WACC)
- La notion de création de valeur (Economic Value Added)
- L'identification des leviers de création de valeur

Étude de cas : analyse de la politique financière et mesure de l'effet de levier, analyse de l'effet de levier maximum et de la création de valeur à partir des comptes d'une société cotée

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Comment apprécier la performance de l'entreprise ?
- Quels éléments combiner pour une présentation vivante ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Conduire l'analyse financière des comptes d'un groupe à partir de son bilan et de son compte de résultat, mais aussi en termes de flux de trésorerie

PERFECTIONNEMENT

Code : 91044
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les spécificités de l'analyse financière d'un groupe
Réaliser une analyse par les flux pour préciser le jugement porté sur la profitabilité et la solvabilité
Mesurer la rentabilité économique et financière d'une entreprise

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Pratiquer l'analyse financière - Niveau 1 " (code 91043) p. 195

PUBLIC CONCERNÉ

Contrôleurs de gestion
Comptables et analystes financiers juniors
Toute personne souhaitant approfondir les techniques d'analyse et les mettre en pratique

ANIMATEUR

Gian Paolo COSSU
Consultant financier
AB CORP FINANCE

PLANNING

Paris
25-26 mars 2019
6-7 juin 2019
14-15 octobre 2019
12-13 décembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 6 septembre 2019 ou 18 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Maîtriser les bases de la gestion de trésorerie

BEST OF DIGITAL

Suivre et optimiser ses besoins de trésorerie

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier la place de la trésorerie dans la structure financière de l'entreprise

- Approche par le bilan / les flux
- Analyser les causes de la dégradation de trésorerie
- Repérer les sources d'économies possibles

Établir les besoins de trésorerie

- Identifier les trois niveaux de prévision de trésorerie
- Évaluer la visibilité de liquidité
- Élaborer un budget de trésorerie

Exercice d'application : élaboration des prévisions de trésorerie en date de valeur sur la base d'un cas concret

Sélectionner les financements les plus adaptés et/ou les placements les plus rémunérateurs

Optimiser les relations bancaires

- Dresser l'inventaire des conditions bancaires
- Évaluer les possibilités de négociation
- Choisir entre les commissions ou le forfait
- Bien appréhender les différents types de financements
- Les contrôles à opérer sur les documents bancaires

Mise en situation : entraînement à la négociation

Choisir ses placements à court terme

Autodiagnostic : chaque participant évalue sa pratique et identifie ainsi les points forts et les améliorations à apporter

- Arbitrer entre rentabilité, sécurité et liquidité
- Mesurer la performance d'un placement
- Identifier les principaux financements à court terme

Mise en situation : choix de ses placements

Suivre l'évolution de ses besoins en trésorerie

La gestion au quotidien

- Analyser les écarts entre prévisions et réalisations
- Procéder aux ajustements périodiques, la réactualisation
- Répartir les mouvements entre les banques
- Identifier et gérer les mouvements aléatoires

Maîtriser les risques

- Mesurer son exposition au risque de change
- Volatilité et diversification
- Les méthodes de gestion du risque de change
- Les autres risques financiers : fraude…

Sécuriser les transactions

- Dématérialisation des chèques et des factures

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Suivre et évaluer les besoins financiers de l'entreprise

INITIATION

Code : 91014
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 2 050 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser le processus de prévision de trésorerie
Utiliser les techniques de suivi, de maîtrise et d'optimisation des besoins en trésorerie
Minimiser le coût du service bancaire ou réduire ses frais financiers

PRÉREQUIS

Connaître le fonctionnement des opérations bancaires et des logiciels de gestion de trésorerie

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs du service trésorerie
Assistants trésoriers
Collaborateurs du service comptable

ANIMATEUR

Jean DUPONT
Consultant en trésorerie d'entreprise

PLANNING

Paris
3 au 5 avril 2019
25 au 27 septembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 27 juin 2019
ou 29 novembre 2019

BESOIN DE COMPRENDRE LES BASIQUES ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Réussir une négociation avec son banquier

PROGRAMME

Connaître et comprendre son banquier

- Identifier l'objectif économique majeur lié à l'entrée en négociation
- Connaître les critères d'appréciation du banquier

Partage d'expériences : les difficultés rencontrées par chaque participant dans le cadre de la relation de son entreprise avec sa banque

Élaborer une stratégie de négociation

- Préparer son dossier efficacement
- Recenser l'existant : volumétrie, répartition et coût des opérations et services utilisés
- Construire et proposer un partenariat banque-entreprise équilibré
- Organiser l'après négociation

Mise en situation : entraînement à la négociation

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les éléments de base de la négociation bancaire tant en termes de tarification des produits et services que de financements

PLANNING

Paris
19 mars 2019 (9h-13h)
11 octobre 2019 (14h-18h)

INITIATION

Code : 91308
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 495 €

OBJECTIFS

Connaître le langage et les contraintes de son banquier
Définir une stratégie de négociation

PRÉREQUIS

Évoluer au sein d'un service de trésorerie

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs administratifs et financiers, trésoriers
Comptables uniques et cadres comptables chargés de la trésorerie

Optimiser son BFR

Maîtriser les leviers d'optimisation du BFR

NEW

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Autodiagnostic : chaque participant évalue sa pratique en matière de gestion du BFR, les difficultés rencontrées et les points à améliorer

Identifier les objectifs et enjeux liés au BFR

Analyser le BFR

- Comprendre le BFR et ses conséquences par l'exemple

Étude de cas : analyse critique de l'équilibre structurel de plusieurs entreprises

Identifier les pré-requis nécessaires à la mise en place d'un projet BFR

- Faire entrer la création de valeur et l'optimisation du BFR dans la culture de l'entreprise

Mesurer et identifier les sources de gain

Maîtriser les leviers d'action du BFR

- Rationaliser les stocks de l'entreprise
- Utiliser les bonnes pratiques du credit management
- Repérer les leviers d'amélioration du poste fournisseur

Piloter le BFR

Définir des indicateurs pertinents

Partage d'expériences : recenser les indicateurs de gestion du BFR utilisés dans son entreprise

- DSO, DPO, taux de rotation des stocks… : identifier les indicateurs appropriés
- Les indicateurs qualitatifs à suivre

Établir un reporting efficace

- Maîtriser la façon de retranscrire les efforts consentis en termes de gestion du BFR
- Élaborer un reporting lisible et compréhensible pour l'ensemble des destinataires internes et externes

Test de connaissances : validation des acquis à travers un QCM

Financer le BFR

Financer les différents postes du BFR

- Le poste Clients : affacturage ponctuel
- Le poste Fournisseurs : reverse factoring
- Le poste Stocks : financement sur stocks
- Financer les équipements industriels
- Le crédit-bail, le sale and leaseback

Exercice d'application : identification des autres solutions de financement du BFR

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place un suivi régulier de l'évolution du BFR de votre entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 91005
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les enjeux liés au besoin en fonds de roulement
Piloter le BFR
Financer le BFR

PRÉREQUIS

Être confronté aux enjeux liés à la gestion du besoin en fonds de roulement

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs financiers
Credit managers
Auditeurs internes

ANIMATEUR

Armand KPENOU
Conseil de dirigeants
IWYS

PLANNING

Paris
22-23 mai 2019
28-29 novembre 2019

Cash management

Optimiser l'organisation de la trésorerie

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mesurer les enjeux d'une trésorerie de groupe

- Identifier l'intérêt et les objectifs du cash management
- Cerner le rôle du trésorier
- Définir la stratégie de trésorerie de groupe

Partage d'expériences : sur le choix entre centralisation, décentralisation ou niveau intermédiaire

Mettre en place la centralisation et optimiser les flux

Centraliser la gestion des besoins et des excédents de trésorerie

- Lock-box : une méthode de réduction de l'encours de trésorerie

Exercice d'application : définition de la structure idéale de centralisation des soldes bancaires

- Cash pooling, les schémas classiques
- Opter pour une solution monobanque ou banque " overlay "
- Comprendre les règles et les implications concrètes du SEPA

Exercice d'application : calcul de la redistribution d'un avantage cash pool sur les filiales

Gérer la couverture des risques de change, de taux…

Exercice d'application : détermination d'un cours budget pour le change

Gagner en productivité en organisant la centralisation des paiements

- Réduire l'encours de trésorerie par externalisation

Exercice d'application : définition de la structure idéale de centralisation des soldes bancaires

Choisir les outils de gestion adéquats

- Organiser les circuits d'information
- Connaître les critères d'évaluation bancaire de l'entreprise
- Renégocier sa relation bancaire

Mise en situation : simulation d'une négociation entre une trésorerie centrale et un partenaire bancaire à choisir

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Choisir des solutions de gestion permettant à votre entreprise d'optimiser la gestion de sa trésorerie

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 26 juillet 2019
ou 23 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 91002
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les enjeux juridiques, fiscaux et bancaires
Mettre en place une stratégie de trésorerie groupe
Choisir des outils de gestion et de centralisation des flux

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les bases de la gestion de trésorerie " (code 91014) p. 197

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs financiers
Trésoriers
Contrôleurs de gestion

ANIMATEUR

Jean DUPONT
Consultant en trésorerie d'entreprise

PLANNING

Paris
9-10 mai 2019
21-22 novembre 2019

Optimiser ses placements de trésorerie

Choisir et gérer les excédents de trésorerie

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le fonctionnement du marché monétaire de la zone euro

- Connaître le marché monétaire et le marché financier
- Identifier les acteurs du marché monétaire
- Analyser les modalités d'intervention de la BCE et l'évolution des taux des placements
- Distinguer les principaux taux de référence du marché monétaire

Exercice d'application : identification des différents taux de référence du marché monétaire à partir d'une recherche sur internet

Maîtriser les caractéristiques des placements et définir le choix de l'entreprise

- Identifier les différentes caractéristiques d'un placement
- Définir une politique et une stratégie de gestion des excédents de trésorerie
- Choisir entre la gestion propre et la gestion déléguée
- Maîtriser les dispositions de la directive MIF

Partage d'expériences : les types de placements utilisés par chaque participant et la politique de placement de son entreprise

Distinguer les types de placements de trésorerie

- Les soldes créditeurs rémunérés
- Les comptes à terme
- Les titres créances négociables (TCN)
- Les OPCVM : SICAV et FCP
- Les opérations sur titre

Exercice d'application : identification des avantages et inconvénients des différents types de placements

Négocier et gérer les placements

- Calculer les rendements des placements
- Négocier des placements et les enregistrer dans la comptabilité
- Gérer le risque de taux
- Effectuer un reporting et assurer le suivi des placements

Exercice d'application : comparaison des différents placements proposés et choix du produit le mieux adapté à ses objectifs

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Participer à la définition d'une politique de gestion des excédents de trésorerie et construire un outil de suivi de vos placements

PERFECTIONNEMENT

Code : 91306
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Connaître le fonctionnement du marché monétaire
Maîtriser les caractéristiques des différents types de placements
Optimiser la gestion des excédents de trésorerie de l'entreprise

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les bases de la gestion de trésorerie " (code 91014) p. 197

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs financiers
Trésoriers
Comptables en charge de la trésorerie

ANIMATEUR

Jean DUPONT
Consultant en trésorerie d'entreprise

PLANNING

Paris
28 mai 2019
10 octobre 2019

Organiser une trésorerie de groupe

Maîtriser les spécificités du cash pooling

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les objectifs et les enjeux d'une gestion de trésorerie de groupe

- Justifier la mise en place d'une gestion de trésorerie groupe
- Analyser le cadre existant : passage d'une gestion autonome à une gestion centralisée de la trésorerie

Exercice d'application : élaboration d'une proposition d'organisation de la trésorerie d'un groupe témoin

Maîtriser les contraintes réglementaires et fiscales

- Connaître les contraintes réglementaires de la centralisation de la trésorerie d'un groupe
- Mettre en place une convention de trésorerie

Exercice d'application : construction du plan de la convention de trésorerie de son groupe

Choisir une organisation de trésorerie groupe

- Piloter les flux de trésorerie du groupe
- Adopter des systèmes d'information de trésorerie du groupe

Partage d'expériences : description du système d'information de trésorerie actuel de son groupe et les changements envisagés

Maîtriser les techniques de cash pooling

- Distinguer les différents types de centralisation

Étude de cas : comparaison chiffrée des différentes techniques de centralisation

- Mettre en place une usine de paiements ou d'encaissements
- Établir un netting des règlements intragroupe

Exercice d'application : détermination des flux de règlements d'un groupe témoin sans et avec un netting

Maîtriser les étapes de mise en place d'une trésorerie groupe

- Définir les caractéristiques de la centralisation souhaitée
- Mettre en place la centralisation de trésorerie et les outils

Plan d'action personnel : formalisation des actions à mettre en œuvre pour changer l'organisation de la gestion de trésorerie de son groupe

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Choisir l'organisation de la trésorerie groupe la plus appropriée à votre entreprise en tenant compte des contraintes réglementaires

PERFECTIONNEMENT

Code : 91307
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les objectifs et les enjeux de la gestion d'une trésorerie de groupe
Maîtriser les contraintes règlementaires d'une centralisation de trésorerie
Mesurer les impacts d'une trésorerie groupe sur les systèmes d'information

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les bases de la gestion de trésorerie " (code 91014) p. 197

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs et responsables financiers
Trésoriers
Chargés d'affaires entreprises au sein d'établissements bancaires

ANIMATEUR

Jean DUPONT
Consultant en trésorerie d'entreprise

PLANNING

Paris
5-6 juin 2019
10-11 décembre 2019

Établir des prévisions et gérer la trésorerie sur tableur

Optimiser la gestion de trésorerie au quotidien

L'entreprise doit disposer d'éléments sur l'évolution probable de la trésorerie sur courtes et longues périodes. Le tableur est un outil essentiel pour établir ces prévisions à court terme ou sur des périodes plus longues. En l'absence de progiciel de gestion de trésorerie, le tableur permet également d'optimiser les décisions de financement et de placement à court terme.

PROGRAMME

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

Cerner l'utilité des prévisions de trésorerie dans la mission du trésorier

Définir la place des prévisions de trésorerie dans la gestion financière de l'entreprise

- Les missions du trésorier

Prévoir les besoins de financement

- Anticiper et organiser les besoins de trésorerie
- Optimiser la gestion de trésorerie au quotidien

Partage d'expériences : réflexion en commun avec tous les participants et exercice sur les crises de trésorerie

Construire le budget annuel de trésorerie sur tableur

Intégrer les fondamentaux d'un budget de trésorerie

- Les étapes du budget annuel de trésorerie
- Les différents budgets qui concourent au plan de trésorerie

Définir les outils et les méthodes de construction

- Des mouvements comptables aux mouvements en date de flux
- Les encaissements et les décaissements d'exploitation
- Les encaissements et les décaissements hors exploitation
- Les étapes de la construction du budget sur tableur
- Le budget annuel de trésorerie en tant qu'outil de politique bancaire et de trésorerie

Exercice d'application : construction d'un budget annuel de trésorerie sur tableur

Élaborer un plan glissant sur tableur

Apprécier l'utilité du plan glissant

- Les clés pour construire un plan glissant de trésorerie
- Les informations nécessaires à la construction du plan glissant

Actualiser le plan glissant

- Les décisions de gestion de trésorerie issues du plan glissant

Exercice d'application : mise à jour d'un plan glissant sur tableur

Établir des prévisions de trésorerie à très court terme sur tableur et gérer la trésorerie au quotidien

Déterminer l'utilité des prévisions à très court terme

- Suivre et mettre à jour les prévisions de trésorerie sur tableur

Organiser les circuits d'information impliquants et les étapes de la gestion quotidienne de trésorerie

- Alimenter la fiche en valeur à partir des mouvements de la banque et des prévisions de l'entreprise
- Identifier et gérer les mouvements aléatoires

Prendre des décisions de financement ou de placement

- Atteindre l'objectif de trésorerie zéro
- Répartir les mouvements entre les banques et la banque pivot
- Prévenir les erreurs de gestion de trésorerie : équilibrage, sur et sous-financement

Exercices d'application : élaboration des prévisions de trésorerie à très court terme sur tableur

Passer du tableur au progiciel

- Cerner l'utilité et les limites du tableur
- Présenter les fonctionnalités des progiciels disponibles

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Construire des modèles de prévisions de trésorerie établis sur tableur

PERFECTIONNEMENT

Code : 91227

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mettre en place des prévisions de trésorerie et les construire sur tableur
Analyser le budget de trésorerie et en faire un instrument de politique financière à court terme
Détecter les zones de difficultés et les anticiper

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des logiciels de gestion de trésorerie ou avoir suivi " Maîtriser les bases de la gestion de trésorerie " (code 91014) p. 197

PUBLIC CONCERNÉ

Trésoriers et assistants trésoriers
Comptables uniques
Cadres comptables chargés de la trésorerie

ANIMATEUR

Jean DUPONT
Consultant en trésorerie d'entreprise

PLANNING

Paris
12-13 mars 2019
3-4 octobre 2019

Maîtriser les opérations de haut de bilan

Les techniques de l'ingénierie financière

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les stratégies capitalistiques existantes

Créer de la valeur pour les actionnaires
- Distinguer valeur et prix de l'entreprise
- Trouver l'équilibre optimal fonds propres / dettes
- Distinguer le capital et la dette
- Maîtriser le mécanisme de l'effet de levier

Exercice d'application : choix d'un niveau d'endettement

Définir les principes de l'effet de dilution et de relution

Financer le développement par le capital et par la dette

Choisir parmi les alternatives existantes
- Privé/public, dette/ fonds propres, dette/dette convertible

Identifier les alternatives possibles
- Introduction en bourse
- Capital investissement
- Partenariats
- Managers et salariés

Analyser les mécanismes des quasi fonds propres et des fonds mezzanines
- Identifier les différentes obligations
- Définitions, fonctionnement et utilité

Structurer l'entreprise en fonction de la stratégie adoptée

Restructurer l'entreprise : les différentes possibilités
- Fusion, scission, filialisation et apport partiel d'actif

Maîtriser l'ensemble des dimensions du projet
- Aspects financiers, comptables, fiscaux et juridiques

Sortir d'une situation difficile
- Restructurer une dette ou un actionnariat
- Identifier l'apport de fonds spécialisés

Optimiser la reprise d'une entreprise

Piloter un projet de fusion-acquisition
- Identifier les stratégies de fusion-acquisition
- Déterminer les principales étapes d'une opération

Étude de cas : étude d'une opération de fusion-acquisition

Piloter un projet de capital développement
- LBO et LMBO : les mécanismes et étapes clés
- Identifier les acteurs

Étude de cas : déroulement d'un LBO et détermination des possibilités de sortie les plus adaptées

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Pourquoi sortir du cash en entreprise ?
- Comment financer le développement de l'entreprise ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Comprendre les principaux montages associés aux opérations de haut de bilan

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 2 juillet 2019
ou 23 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 91090
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Se familiariser avec les techniques financières
Étudier des montages financiers et leurs effets sur les comptes
Structurer une opération de haut de bilan

PRÉREQUIS
Avoir une bonne connaissance des concepts fondamentaux de la finance d'entreprise ou avoir suivi " Finance pour non-financiers - Niveau 2 " (code 91088) p. 192

PUBLIC CONCERNÉ
Dirigeants d'entreprise
Directeurs financiers
Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes des opérations de haut de bilan

ANIMATEUR
Arielle LEVI
Conseiller en gestion de patrimoine
ALLFINE CONSULTANTS

PLANNING

Paris
17-18 janvier 2019
20-21 mai 2019
19-20 novembre 2019
16-17 janvier 2020

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Piloter une introduction en bourse

PROGRAMME

Valoriser les titres à émettre

Découvrir les différentes méthodes de valorisation
- Le goodwill et la rente de goodwill
- Les cash flows
- Les comparables et les multiples d'EBITDA

Exercice d'application : identification des erreurs types à éviter

S'entourer de bons partenaires
- Cerner le rôle des banques introductrices
- Identifier les risques garantis et non garantis
- Maîtriser les aspects réglementaires AMF, ESMA, autres régulateurs

Exercice d'application : choix du marché boursier en fonction des caractéristiques de son entreprise

COMPÉTENCES MÉTIER

Cerner le rôle de chacune des parties prenantes dans le cadre d'une introduction en bourse

PLANNING

Paris
5 avril 2019 (9h-13h)
11 octobre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 91310
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS
Préparer et gérer une émission d'actions
Identifier le rôle des différents intervenants dans l'opération

PRÉREQUIS
Avoir de solides connaissances en capital investissement

PUBLIC CONCERNÉ
Dirigeants d'entreprise
Directeurs financiers
Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes des opérations de haut de bilan

Augmentation et réduction de capital

Modifier le capital social d'une société

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Modification du capital et stratégies financières : identifier les hypothèses pratiques

- Renforcer ses fonds propres grâce à une augmentation de capital
- Ouvrir son capital à un investisseur : opportunités et contraintes
- Différer l'augmentation de capital par l'émission de valeurs mobilières composées : OC, ORA, BSA…
- Réduction du capital social : mesure d'assainissement financier ou outil de désinvestissement
- Amortissement du capital social : cerner l'intérêt

Réaliser ses opérations de modification du capital

Déterminer une stratégie pour réussir l'augmentation de capital

- Valoriser la société émettrice et fixer le prix de souscription
- Éviter la création de rompus et négocier le droit de souscription
- Actions nouvelles et souscription à titre réductible ou irréductible : définir la répartition
- Gérer au mieux le Droit Préférentiel de Souscription (DPS)
- Stipuler une garantie d'actif et de passif adossée à la souscription

Étude de cas : augmentation de capital assortie d'une garantie d'actif et de passif

- Maîtriser les différentes techniques d'émission
- Émission d'actions nouvelles ou majoration du montant nominal des actions : intégrer le formalisme à respecter

Étude de cas : augmentation de capital réservée et par émission d'actions de préférence

- Identifier les formalités préalables à la souscription
- Opérer un choix lorsque les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation
- Définir quand la modification du capital est définitivement réalisée

Étude de cas : augmentation de capital par émission d'actions à bons de souscription d'action

Exécuter au mieux la réduction du capital social

- Distinguer la réduction de capital motivée par des pertes de la réduction de capital non motivée par des pertes
- Reconstituer ses fonds propres avec un coup d'accordéon
- Protéger les actionnaires et les créanciers : les recours

Exercice d'application : réduction de capital avec attribution d'un élément d'actif à l'un des actionnaires

Anticiper les suites de la modification du capital social

- Connaître les effets de la modification du capital social
- Effectuer les formalités de publicité
- Définir et appréhender le régime fiscal de l'opération
- Sanction des irrégularités

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Procéder à la modification du capital social d'une société en suivant un formalisme complexe

EXPERTISE

Code : 20029
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les aspects juridiques et financiers des techniques d'augmentation et de réduction de capital
Réaliser ses opérations de modification du capital social
Identifier les outils juridiques garantissant au mieux les intérêts des actionnaires

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110) p. 104

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes
Responsables administratifs et financiers
Avocats et experts-comptables

ANIMATEUR

Samuel SCHMIDT
Avocat Associé
UGGC Avocats

PLANNING

Paris
16-17 mai 2019
18-19 novembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Gérer une émission obligataire

PROGRAMME

Déterminer le type d'obligation à émettre

- Introduire une demande de notation auprès d'une agence
- Identifier les différents types de titres : OBSA, OBSO, ORA, OCEANE…
- Déterminer la valeur nominale, la prime d'émission et de remboursement

Étude de cas : analyse du rôle d'une agence de notation

Maîtriser les modalités pratiques de l'émission

- Cerner le rôle des banques
- Suivre la levée de fonds
- Pratiquer l'underwriting

Exercice d'application : identification des risques associés à l'opération

COMPÉTENCES MÉTIER

Suivre un processus de financement obligataire

PLANNING

Paris
7 février 2019 (9h-13h)
10 septembre 2019 (14h-18h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 91311
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Préparer une émission obligataire
Maîtriser les modalités d'émission d'un emprunt obligataire

PRÉREQUIS

Connaître l'environnement des marchés financiers

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs et responsables financiers
Juristes

Évaluation financière d'une entreprise

Maîtriser les techniques d'évaluation

BEST OF DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mesurer la performance financière de l'entreprise

Analyse stratégique
- Connaître le marché et les acteurs
- Identifier les avantages concurrentiels de l'entreprise et ses contraintes
- Cerner les enjeux stratégiques et leur impact sur l'évaluation d'une entreprise

Analyse financière
- Établir un bilan financier
- Les retraitements à appliquer aux comptes de résultat passés
- Définir les indicateurs de la performance financière
- Mesurer la création de valeur

Maîtriser les différentes méthodes d'évaluation d'entreprise

Le Discounted Cash Flow (DCF)
- Retenir les flux de trésorerie disponibles
- Apporter un jugement critique sur les hypothèses du business plan établies par le management
- Déterminer l'horizon de précision explicite
- Calculer la valeur terminale
- Sociétés cotées/non cotées : la prime de risque à retenir

Exercice d'application : analyse critique de la méthode et identification des pièges à éviter

Le cours de Bourse
- Le cas où le cours de Bourse est une valeur de référence incontournable
- Les limites du cours de Bourse

Les multiples boursiers et les multiples de transactions
- Multiples conduisant à la valeur d'entreprise
- Sélectionner les sociétés comparables
- Calculer les multiples

La méthode patrimoniale
- Les principaux retraitements à mettre en oeuvre

Exercice d'application : évaluation d'une entreprise selon les différentes méthodes

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Pourquoi faire une analyse financière ?
- Comment apprécier la performance de l'entreprise ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre les différentes méthodes d'évaluation et apporter un jugement critique à des travaux d'évaluation

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 7 juin 2019
ou 28 février 2020

EXPERTISE

Code : 91162
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 730 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Apprécier la performance financière de l'entreprise
Maîtriser les méthodes d'évaluation d'entreprise
Adapter l'évaluation aux cas particuliers

PRÉREQUIS
Avoir de bonnes connaissances en analyse financière

PUBLIC CONCERNÉ
Directeurs et collaborateurs des services financiers
Directeurs comptables et analystes financiers

ANIMATEUR
Philippe GIRAUDON
Associé-Gérant
PHG FINANCE

PLANNING
Paris
14-15 mars 2019
12-13 décembre 2019

Analyser et redresser une entreprise en difficulté

Conduire une restructuration financière

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les principales causes de défaillance d'une entreprise

Autodiagnostic : les problématiques rencontrées par les participants

Diagnostiquer les difficultés dans une entreprise et leur impact
- Analyser les causes de défaillances " classiques "
- Les causes spécifiques aux Leveraged Buy-Out (LBO)
- Les pièges à éviter lors des différents cycles de l'entreprise
- Les conséquences d'un dépôt de bilan

Détecter les premières difficultés et leurs origines

Mettre en place des outils de suivi efficaces
- Gestion, trésorerie, budget… les tableaux de bord et indicateurs liés à suivre
- Interpréter les signaux d'alerte et les clignotants

Exercice d'application : détermination des indicateurs pertinents pour le suivi de la santé financière d'une entreprise

Maîtriser le cadre juridique de la sauvegarde

Cerner la procédure de sauvegarde
- Les critères d'admission de l'entreprise à la sauvegarde
- Les règles applicables aux comités de créanciers

Étude de cas : examen d'un plan de sauvegarde

Restructurer l'entreprise

Rechercher les solutions adaptées aux difficultés de l'entreprise
- Évaluer l'impact économique et financier de la restructuration

Restructurer la dette
- Restructuration hors procédure collective et dans le cadre d'une procédure collective
- Le rôle des banques
- Les solutions offertes par les fonds de retournement et les fonds spécialisés en dette décotée

Mise en situation : à partir d'un cas concret, détermination des modalités de restructuration les plus adaptées

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Détecter les difficultés et mettre en œuvre une restructuration financière

PERFECTIONNEMENT

Code : 91103
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les difficultés d'une entreprise
Établir un plan de restructuration
Assurer la continuité de l'entreprise

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en management d'entreprise

PUBLIC CONCERNÉ
Chefs d'entreprise, dirigeants et membres des comités de direction
Directeurs financiers et directeurs juridiques

ANIMATEURS
Nicolas VAN PRAAG
Consultant en finance
Ancien directeur financier

Catherine BOUSQUET
Avocat au Barreau des Hauts-de-Seine

PLANNING
Paris
28-29 mars 2019
19-20 septembre 2019

CYCLE CERTIFIANT

Responsable des fusions-acquisitions

Piloter les différentes étapes d'une acquisition d'entreprise

Les fusions-acquisitions sont des opérations complexes présentant des enjeux majeurs et des risques significatifs. Afin d'en garantir le succès, il est indispensable d'en maîtriser les étapes clés : valider en amont le fit stratégique et la capacité d'intégration, utiliser des outils d'analyse-retraitement-évaluation financiers adaptés à la cible, auditer, sécuriser juridiquement la transaction et enfin accompagner activement l'intégration en mode projet.

MODULE 1 | 2 jours

Valider la stratégie de création de valeur

OBJECTIFS

- Optimiser la stratégie de développement
- Utiliser les outils de diagnostic et choix stratégiques

PROGRAMME

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après la formation

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les différentes modalités de développement
- Développer l'entreprise par croissance interne ou externe
- Développer une activité ou un portefeuille d'activités

Conduire un diagnostic stratégique de l'activité
- Réaliser le diagnostic externe et interne

Choisir sa stratégie
- Les stratégies concurrentielles traditionnelles
- Les stratégies d'innovation et de transformation

Définir son business modèle
- Identifier les différentes transactions financières
  Exercice d'application : identification des enjeux stratégiques pour une entreprise mature et pour une start-up

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 2 jours

Analyser les performances financières de la cible

OBJECTIFS

- Maîtriser un plan d'analyse financière
- Retraiter les comptes pour établir des performances normatives

PROGRAMME

Interpréter les états financiers
- Les différents documents comptables et leur interprétation
- Les comptes sociaux et consolidés

Analyser et retraiter les états financiers
- Retraiter les comptes pour définir les performances opérationnelles normatives
- Structurer l'analyse financière en 5 étapes
- Comprendre les leviers de l'exploitation et le cycle d'investissement

Établir le business plan de la cible d'acquisition
- Identifier les synergies et les coûts d'intégration
- Projeter le business plan de la cible stand alone
  Étude de cas : analyse financière d'une entreprise

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 2 jours

Évaluer l'entreprise

OBJECTIFS

- Identifier les principales méthodes d'évaluation
- Appliquer à la cible les méthodes les plus adaptées

PROGRAMME

Maîtriser les différents concepts de l'évaluation d'entreprise
- Les différentes approches et méthodes

Évaluer par les différentes méthodes
- La méthode patrimoniale ou " sum of parts "
- Les méthodes comparatives
- Les méthodes par actualisation des flux de trésorerie
- Les méthodes des fonds de capital risque

Pratiquer l'évaluation
- Limites et cohérence des méthodes par rapport aux types d'entreprises
- Les points de vigilance
- Les primes ou décotes
- Établir une fourchette de valorisation pour négocier un prix
  Exercices d'application : évaluation d'une entreprise par les différentes méthodes

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 4 | 2 jours

Financer l'acquisition

OBJECTIFS

- Identifier les besoins et les sources de financement
- Utiliser l'effet de levier de la dette

PROGRAMME

Intégrer les fondamentaux du financement d'entreprise
- Savoir quoi, comment, quand et par qui financer
- Assurer la solvabilité et la liquidité de la dette
  Exercice d'application : adéquation entre les besoins et les sources de financement

Optimiser le financement
- Utiliser l'effet de levier de la dette et éviter l'effet de massue
  Exercice d'application : mesure de l'effet de levier et de l'effet de massue

Maîtriser les impacts fiscaux du financement
- La déductibilité des charges financières
  Exercice d'application : analyse de l'impact du régime mère-fille et d'une intégration fiscale

Financer une acquisition d'entreprise
- Mettre en place un LBO
- Opter pour la fusion d'entreprises
  Exercice d'application : mesure de l'impact d'un montage sur la rentabilité des fonds propres et la solvabilité

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

MODULE 5 | 2 jours

Négocier l'acquisition

OBJECTIFS

- Documenter les étapes de la négociation
- Négocier et sécuriser le prix

PROGRAMME

Contacter les acquéreurs
- Le teaser, le NDA, la lettre de process
- Le memorandum of information
- La lettre d'intention
  Exercice d'application : définition du plan d'un MOI

Sélectionner un acquéreur exclusif
- Les due diligences préliminaires et la négociation d'une offre ferme

Rédiger une offre ferme
- Le protocole d'achat et ses conditions suspensives
  Exercice d'application : formulation du prix de l'offre ferme

Négocier une garantie de passif et actif

Rédiger un pacte d'actionnaires
- Les clauses de gouvernance, de composition du capital, de liquidité, de partage de la plus-value,
  Exercice d'application : identification des clauses classiques et sensibles d'un pacte d'actionnaires

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 6 | 2 jours

Maîtriser les aspects juridiques et fiscaux des fusions et acquisitions

OBJECTIFS

- Organiser la gouvernance
- Respecter le droit de la concurrence et la réglementation boursière

PROGRAMME

Organiser le pouvoir et la gestion
- Les statuts
- Le pacte d'actionnaires

Intégrer l'évolution de la gouvernance
- Mettre en place les organes et les mécanismes de gouvernance

Mesurer l'impact de la fiscalité et autres taxes
- L'évolution de la fiscalité des plus-values et des dividendes pour une société et un particulier
  Exercice d'application : calcul de l'impôt sur les plus-values et les dividendes

Respecter la réglementation boursière
- Les obligations de publicité et les offres publiques
  Exercice d'application : proposition du calendrier d'une OPA

Analyser les incidences du droit de la concurrence

Reprendre une entreprise en difficulté

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 7 | 3 jours

Réussir l'intégration de la cible d'acquisition

OBJECTIFS

- Identifier les facteurs clés de succès d'une intégration
- Accompagner le changement

PROGRAMME

Valider les étapes et anticiper l'intégration
- Prévoir la gouvernance du processus d'acquisition
- Choisir le bon degré d'intégration

Organiser l'entreprise
- L'approche organisationnelle
- Le cycle de vie d'une organisation
  Jeu de rôles : intégration d'une start-up dans un grand groupe

Intégrer une acquisition
- Les trois niveaux d'intégration
- Le processus, l'équipe et les étapes

Accompagner le changement
- Adapter son processus de changement
- Développer une vision et faciliter le changement
  Mise en situation : les techniques d'accompagnement du changement

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Pourquoi faire une analyse financière ?
- Comment apprécier la performance de l'entreprise ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les étapes du processus d'acquisition d'une entreprise et valider chacune d'elles en intégrant l'ensemble des aspects stratégiques, financiers, juridiques, organisationnels et humains

PERFECTIONNEMENT

Code : 91265
15 jours | 105 heures
Tarif HT : 8 925 €
Tarif TTC pour les particuliers : 7 140 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
RESPONSABLE DES FUSIONS-ACQUISITIONS
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Piloter l'ensemble d'un processus de fusion-acquisition et coordonner les différents acteurs impliqués
Dérouler plan et méthodes pour pouvoir intégrer les enjeux multiples : stratégiques, financiers, juridiques, organisationnels et humains
Négocier et sécuriser juridiquement la transaction

PRÉREQUIS

Savoir lire et interpréter un bilan et un compte de résultat ou avoir suivi " Lire et interpréter les états financiers " (code 91109) p. 193

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne impliquée dans le pilotage d'une opération d'acquisition, de cession, de fusion, de reprise d'entreprise au sein d'une banque d'affaires, d'un fonds d'investissement ou d'une entreprise en croissance

ANIMATEUR

Marie-Hélène KOEBELE
Associée M&A
UNIVERVE

PLANNING

Paris - Promotion 1
14-15 mars, 11-12 avril, 13-14 mai, 11-12 juin, 8-9 juillet, 5-6 septembre, 30 septembre*, 2 au 4 octobre et 20 décembre 2019**

Paris - Promotion 2
16-17 septembre, 15-16 octobre, 14-15 novembre, 12-13 décembre 2019, 16-17 janvier, 6-7 février, 26 février*, 11 au 13 mars et 29 mai 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Avant	Pendant	Après
Quiz amont	Journée en présentiel	Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants e-évaluation Classe virtuelle Modules vidéo

Maîtriser le processus des fusions-acquisitions

BEST OF DIGITAL

Coordonner les étapes et les documents clés

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Anticiper les étapes d'un processus complexe
- Mesurer les enjeux et les risques
- Standardiser le processus M&A
- Confier un mandat ou s'organiser en interne

Exercice d'application : conception du calendrier d'une acquisition

Organiser les étapes préliminaires

Rechercher et diagnostiquer la cible
- Organiser le ciblage et la prise de contact
- Utiliser les outils de diagnostic et de validation stratégique
- Dérouler une analyse financière en 5 étapes
- Anticiper les synergies et les coûts d'intégration

Évaluer la cible
- Choisir les méthodes d'évaluation adaptées à la cible
- Définir une fourchette de prix

Exercices d'application : proposition d'un plan d'analyse financière rapide et standard, sélection de la méthode d'évaluation la plus adaptée pour différentes entreprises

Piloter et documenter le processus de négociation

Contacter les acquéreurs
- Préparer le teaser, la lettre de process, le memorandum of information et la lettre d'intention

Sélectionner un acquéreur exclusif
- Conduire les due diligences préliminaires

Négocier une offre ferme
- Le protocole d'achat, les conditions suspensives, les due diligences complémentaires
- La protection du prix : l'ajustement de prix, la lock box, l'earn-out, la garantie de passif
- La levée des conditions suspensives et le closing

Rédiger un pacte d'actionnaires
- Les clauses de gouvernance et de composition du capital
- Les clauses de liquidité et de partage de la plus-value

Exercice d'application : rédaction d'une clause d'ajustement de prix, analyse de la structure d'une LOI, d'un protocole d'achat et d'une garantie de passif

Intégrer la cible
- Choisir son degré d'intégration
- Agir sur l'organisation, les processus et l'homme
- Accompagner le changement

Partage d'expériences : les bonnes pratiques et recommandations

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Pourquoi faire une analyse financière ?
- Comment apprécier la performance l'entreprise ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser le processus d'une opération de cession ou d'acquisition et saurez coordonner les actions et documents qui en balisent les différentes étapes

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 16 septembre 2019 ou 28 février 2020

EXPERTISE

Code : 91089
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 730 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Mesurer les enjeux et les risques
Articuler les différentes étapes de la négociation
Sécuriser la négociation

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Pratiquer l'analyse financière Niveaux 1 et 2 " (codes 91043 et 91044) p. 195 et 196

PUBLIC CONCERNÉ
Dirigeants d'entreprise
Directeurs financiers
Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes des opérations de haut de bilan

ANIMATEUR
Marie-Hélène KOEBELE
Associée M&A
UNIVERVE

PLANNING

Paris
3-4 juin 2019
29-30 août 2019
16-17 décembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Négocier le prix d'acquisition d'une entreprise

PROGRAMME

Utiliser efficacement les techniques d'évaluation d'entreprise
- Comprendre les différentes méthodes d'évaluation et leurs limites
- Identifier la méthode d'évaluation la plus adaptée
- Repérer les paramètres du prix les plus sensibles

Jeu de rôles : argumentation du choix de sa méthode d'évaluation pour différents types d'entreprises

Formuler le prix
- Formuler le prix dans la lettre d'intention
- Formuler le prix dans le protocole d'achat

Ajuster le prix
- Les clauses d'ajustement du prix
- L'earn-out
- La garantie de passif/actif
- La négociation du prix à l'entrée et à la sortie

Exercice d'application : formulation d'une clause d'ajustement de prix, d'une clause de liquidation préférentielle

Mise en situation : structuration d'une GAP

COMPÉTENCES MÉTIER

Argumenter la négociation du prix et protéger la valeur des titres

PLANNING

Paris
5 avril 2019 (14h-18h)
21 novembre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 91312
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS
Adapter les méthodes d'évaluation d'une entreprise
Maîtriser les techniques d'ajustement et de protection du prix

PUBLIC CONCERNÉ
Directeurs et responsables financiers
Responsables juridiques et juristes
Dirigeants d'entreprise

PRÉREQUIS
Toute personne amenée à piloter une opération de capital investissement

Maîtriser les montages financiers

Financement structuré d'actifs, financement de projet, titrisation et LBO

BEST OF RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Financements structurés

Connaître les principaux financements structurés
- Recenser les avantages par rapport à un financement classique
- Cerner la typologie et comparer les modes de financements structurés
- Choisir entre les différentes formes de financements

Analyser le montage financier et juridique
- Les acteurs et le déroulement d'une opération

Exercice d'application : identification des types de financements appropriés en fonction du contexte

Maîtriser les techniques du financement LBO

Identifier les mécanismes d'une opération de LBO
- L'effet de levier et LBO
- Le schéma de reprise de la société cible
- Les différents types de LBO

Cerner les étapes clés du montage d'un LBO
- Mettre en place les financements
- Assurer le suivi et la sortie d'un LBO

Étude de cas : rachat d'une PME par son management dans le cadre d'un LBO

Financement de projet

Comprendre le financement de projet
- Les objectifs, les acteurs et les types de projets

Assurer le partage des risques et la bancabilité
- L'analyse de risque, le partage entre les intervenants

Identifier les sources de financement
- Panorama des sources de financement : fonds propres et dettes

Organiser la structuration financière
- Structuration de l'opération : les critères de mise en place

Décrypter le montage juridique
- La term sheet
- L'architecture contractuelle
- Choisir les sûretés adaptées à chaque type de projet

Étude de cas : analyse d'un financement de projet d'infrastructure

Comprendre les opérations de financement d'actifs : titrisation, affacturage, leasing
- Identifier les caractéristiques du leasing
- L'affacturage
- Maîtriser les étapes clés d'une opération de titrisation

Étude de cas : analyse de l'impact d'une opération de titrisation de créances commerciales sur le bilan d'une société

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier et d'évaluer les contraintes liées à chaque type de montage financier

PERFECTIONNEMENT

Code : 91091
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les principes généraux des montages financiers et leurs avantages
Choisir les sources de financement adaptées à un projet
Mettre en place les montages juridiques et financiers

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Cessions, acquisitions, restructurations d'entreprises " (code 20039) p. 113

ANIMATEUR

Gian Paolo COSSU
Consultant financier
AB CORP FINANCE

PLANNING

Paris
12-13 mars 2019
13-14 juin 2019
11-12 juillet 2019
7-8 octobre 2019
18-19 décembre 2019
Lyon et Bordeaux
13-14 juin 2019
7-8 octobre 2019
Nantes et Lille
12-13 mars 2019
16-17 septembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Financer une start-up

PROGRAMME

Identifier les besoins en financement d'une start-up
- Répérer les étapes de développement clés et leurs risques
- Identifier les financements accessibles
- Les aides financières
- Le crowdfunding, les fonds propres

Exercice d'application : évaluation du pourcentage de participation à détenir par un capital risqueur

Anticiper les enjeux de la levée de fonds
- Maîtriser les modalités de la répartition du capital et du pouvoir

Exercice d'application : négociation d'une clause de liquidation préférentielle
- Maîtriser les outils de négociation
- S'adapter au changement : les signes d'alerte et le besoin de refinancement
- Faire pivoter rapidement son business model

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les critères de décision des acteurs du financement par capital risque dans les entreprises innovantes

PLANNING

Paris
7 février 2019 (14h-18h)
23 septembre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 91313
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Identifier les sources de financement accessibles
Convaincre les investisseurs

PRÉREQUIS

Avoir une expérience en management ou en investissement d'entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs et responsables d'investissements
Chargés d'affaires en capital investissement
Business développeurs

Financement de projet

Évaluer les risques et établir un plan de financement

BEST OF RÉGION

Infrastructures de transports, de complexes industriels, de projets énergétiques…certains projets de grande envergure nécessitent des investissements importants et impliquent de multiples acteurs. Le financement de projet suit des montages juridiques et financiers qui lui sont propres et qu'il convient de maîtriser avant le démarrage du projet.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les principes généraux

Cerner les concepts

- Financement de projet vs financement corporate, société de projet, Partenariat Public-Privé (PPP), concession et contrat de partenariat…

Situer le financement de projet

- Infrastructures de transport, télécoms, énergie, " housing "… : recenser les secteurs d'activité qui recourent au financement de projet
- Référence à des exemples de financement de projets très différenciés
- Connaître les différents acteurs et leurs relations contractuelles
- Perspectives

- **Analyser et partager les risques**

Identifier les grandes catégories de risques

- Risques politiques, de marché, techniques, de construction, d'exploitation, financiers, juridiques…
- Conflits d'intérêts, risques de contrepartie
- La gestion de la répartition des risques

Analyser les risques et les répartir entre les différents acteurs

Étude de cas : analyse de la matrice des risques d'un projet

Mettre en place le financement

Élaborer la structuration financière

- Connaître les éléments de structuration à prendre en compte
- Identifier les conditions suspensives
- Améliorer la bancabilité du projet
- Optimiser le coût du financement

Étude de cas : analyse d'un term sheet de financement

Étudier l'architecture contractuelle

Maîtriser les aspects juridiques du financement de projet

- Structure contractuelle
- Processus et calendrier des appels d'offres
- Documentation du projet. Principales clauses : contrat de concession / contrat de partenariat, contrats de construction et d'exploitation, contrats de crédit
- Implication des sponsors, garanties des prêteurs et sûretés

Étude de cas : analyse de contrats

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les mécanismes propres au financement de projet

INITIATION

Code : 91110

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les principes juridiques essentiels du financement de projet et ses spécificités
Identifier les différentes étapes dans la mise en place du projet
Connaître les principales modalités de la structuration financière

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en finance ou avoir suivi " Maîtriser les montages financiers " (code 91091) p. 207

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs administratifs et financiers
Ingénieurs de projet
Responsables export
Analystes, risk managers, juristes, compliance officers
Toute personne souhaitant comprendre et maîtriser les mécanismes du financement de projet

ANIMATEUR

Sophie PIGNON
Avocat à la cour
BIRD & BIRD AARPI

PLANNING

Paris
17-18 janvier 2019
28-29 mars 2019
18-19 juin 2019
27-28 août 2019
16-17 octobre 2019
17-18 décembre 2019

Lyon et Bordeaux
28-29 mars 2019
16-17 octobre 2019

Nantes et Lille
17-18 janvier 2019
16-17 octobre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Financement à court terme des entreprises

NEW

Distinguer les types de crédits disponibles

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Connaître les flux monétaires et les cycles de l'entreprise

Comprendre les différents temps financiers de l'entreprise
- Élaborer le schéma des flux en équipe
- Analyser les cycles d'exploitation, d'investissement et financier
- Décrypter la représentation bilancielle

Exercice d'application : exemple chiffré SOLICO

Identifier les besoins du cycle d'exploitation

Cerner l'objectif du BFR : un investissement permanent
- Définir et calculer le BFR : pourquoi doit-il être positif
- Cerner l'équation : Fonds de Roulement - BFR = Trésorerie

Exercice d'application : exemple chiffré SOLICO
- Définir le besoin en fonds de roulement normatif
- Déterminer le besoin des lignes de crédit à CT
- Identifier la limite du BFR normatif
- Réduire le BFR

Étude de cas : analyse de la société GRAND

Choisir les différents crédits à court terme pour financer le BFR
- Concilier les intérêts de l'entreprise et de la banque
- Distinguer les différents types de crédits à court terme

Exercice d'application : exemples chiffrés avec la présentation schématique d'une situation justifiant chaque financement
- Connaître les financements de la BPI à court terme
- Tableau avantages / inconvénients comparés de l'ensemble des crédits de trésorerie

Étude de cas : travail en groupe sur la société ALFA. Chaque groupe propose le ou les meilleurs financements en fonction de son intérêt

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Distinguer les différents types de financements disponibles selon les besoins financiers de l'entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 91107
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les différents cycles de l'entreprise
Cerner la finalité du BFR
Mettre en place le(s) financement(s) le(s) adapté(s) à ses besoins

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en finance d'entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables financiers, trésoriers
Comptables
Toute personne souhaitant connaître les financements court terme des entreprises

ANIMATEUR

Olivier VINIT
Directeur financier
FINANCIAL ACTION

PLANNING

Paris
16 mai 2019
20 novembre 2019

Capital investissement

Structurer une opération de capital investissement

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser la segmentation du marché du capital investissement

Cerner le métier de capital-investisseur
- Évaluer les besoins de financement et le risque d'une entreprise
- Dérouler les activités d'un fonds d'investissement
- Comprendre les critères de décision et les objectifs d'un fonds

Analyser les différents stades d'intervention
- Capital-innovation / risque
- Capital développement
- Capital transmission / LBO
- Capital retournement

Identifier les cibles idéales et leurs business modèles
- Entreprises en forte croissance
- Entreprises matures stables
- Entreprises en difficultés

Exercice d'application : évaluation des besoins en financement d'une start-up et identification des financements accessibles

Maîtriser les étapes de l'opération d'investissement

Distinguer les 2 types d'investissements
- Cash in : levée de fonds
- Cash out : LBO

Piloter le processus et mettre en place la documentation
- La sélection des cibles
- Les comités d'investissement

Intégrer les différents enjeux des négociations
- Les due diligences
- Le prix
- La répartition du capital et du pouvoir

Utiliser les différents outils de négociation
- Les statuts
- Le pacte d'actionnaires
- Les garanties

Exercice d'application : structuration d'une augmentation de capital avec clause de liquidation préférentielle ou de ratchet et d'un LBO avec OC ou BSA

Mise en situation : négociation des principales clauses d'un pacte d'actionnaires

Assurer le suivi et la sortie de l'investissement
- Mettre en place le suivi
- Anticiper les stratégies de sortie

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les différentes étapes d'une opération de capital investissement

INITIATION

Code : 91035
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les acteurs du capital investissement et leurs objectifs
Maîtriser les enjeux d'une levée de fonds et d'un montage LBO
Anticiper la sortie d'un investissement

PRÉREQUIS

Avoir une expérience en investissement d'entreprises

ANIMATEUR

Marie-Hélène KOEBELE
Associée M&A UNIVERVE

PLANNING

Paris
23-24 mai 2019
28-29 novembre 2019

Pratiquer des opérations de LBO

Montage et financement d'un LBO

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir les mécanismes d'un LBO

Maîtriser les notions clés du capital investissement et des LBO
- Le secteur
- La recherche de l'effet de levier
- Les différents types de LBO
- La finalité de l'investissement
- La performance et la rentabilité

Étude de cas : analyse commentée d'un schéma type avec leviers fiscal, juridique et financier

Identifier le profil de la société cible visée
- Les critères indispensables à remplir
- Les diagnostics stratégiques et comparatifs

Étude de cas : analyse des normes d'investissement et de financement

Analyser les étapes clés du montage
- Réaliser les due diligences
- Pools d'investisseurs
- Éviter les pièges de la structuration fiscale
- Intégration fiscale
- Amendement Charasse

Sécuriser l'opération : les points sensibles
- Pacte d'actionnaires
- Incitation des managers
- Contrat avec le vendeur
- Garanties de passif

Mettre en place le financement

Cerner les différents rangs
- Capital
- Obligations, mezzanine et dette subordonnée
- Dette senior
- Tranches (A, B, C…

Rechercher de la dette
- Syndication et prise ferme
- Impact sur les ratios financiers

Définir les covenants

Assurer le suivi et la sortie d'un LBO
- Élaborer un reporting adapté
- Zoom sur un cas de LBO en difficulté
- Identifier les différentes sorties possibles

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Comprendre les mécanismes d'une opération de LBO

PERFECTIONNEMENT

Code : 91039
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les différents effets de levier
Analyser les montages financiers, juridiques et fiscaux
Sécuriser le plan de financement

PRÉREQUIS

Avoir une expérience en private equity ou suivi " Capital investissement " (code 91035) p. 209

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant se familiariser avec les mécanismes d'une opération de LBO

ANIMATEUR

Jean-Michel ROCCHI
Consultant en finance

PLANNING

Paris
15 avril 2019
8 octobre 2019

Financement des actifs immobiliers

Maîtriser l'ingénierie financière et le financement des opérations immobilières

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser le marché de l'immobilier

Connaître les différents types de placements
- Placements directs et indirects
- Produits dérivés sur indices immobiliers

Identifier les types d'investisseurs
- Investisseurs privés
- Investisseurs institutionnels
- Fonds non cotés et fonds cotés
- L'État et les entreprises

Maîtriser l'ingénierie financière liée aux opérations immobilières

Déterminer les cash flows d'un projet immobilier
- Rappel simplifié sur les états financiers
- Définir les hypothèses et variables fondatrices
- Évaluer les frais de transaction

Exercice d'application : méthodologie pour construire le cash flow avec illustration sur un fichier excel
- Évaluer le coût du capital et les produits de financement

Calculer la rentabilité financière d'un projet immobilier
- Identifier les différentes catégories d'investissements
- Analyser les critères d'un investissement immobilier
- Analyser le critère de stratégie financière
- Identifier les indicateurs : ROI, payback, valeur actuelle nette et taux de rendement interne

Exercice d'application : calcul de la rentabilité d'un projet d'acquisition

Identifier et arbitrer entre les différentes sources de financement

Maîtriser les mécanismes classiques de financement
- Le financement par fonds propres
- Le financement bancaire classique

Analyser les différentes techniques de financements structurés immobiliers et leurs caractéristiques
- Les techniques d'externalisation des actifs immobiliers
- Les marchés de capitaux
- Les partenariats public-privé immobiliers

Choisir entre les différents modes de financement
- Les avantages et les limites de chacun des modes de financement
- Les critères à étudier
- Les leviers recherchés, impacts sur le bilan, aspects réglementaires et fiscaux…

Exercice d'application : choix du financement approprié pour différents biens immobiliers en fonction des paramètres de l'opération

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Analyser les différents types de financements immobiliers

INITIATION

Code : 91127
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les principales étapes dans l'acquisition d'un bien immobilier
Étudier les différents financements éligibles
Choisir le financement adapté

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des concepts fondamentaux de la finance

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs immobiliers d'entreprise
Responsables des financements immobiliers et gestionnaires d'actifs immobiliers

ANIMATEUR

Guy AMOYEL
Consultant, expert en financement immobilier

PLANNING

Paris
25-26 mars 2019
7-8 novembre 2019

Asset management immobilier

BEST OF

Suivre et optimiser la gestion du portefeuille immobilier de ses clients

Garant de la rentabilité des biens immobiliers attendue par les investisseurs, l'asset manager se doit d'être polyvalent. Ainsi, des stratégies de valorisation au reporting, la maîtrise de l'ensemble des outils à sa disposition est indispensable.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Recenser et positionner les métiers, les acteurs et les classes d'actifs

Différencier les métiers liés à l'immobilier

- Property manager, facility manager, investment manager, fund manager et asset manager : rôles respectifs et interactions

Lister les différents secteurs

- Bureau, commercial, industriel, résidentiel, hôtellerie…
- Les cycles de l'immobilier

Relier le profil des investisseurs avec les stratégies d'investissement

- La typologie des investisseurs : investisseurs institutionnels, sociétés foncières, clientèle privée, fonds d'investissement…
- Stratégie d'investissement : évolutions récentes et risques liés
- Acquisition d'un actif ou d'un portefeuille d'actifs, acquisition de titres de sociétés, fonds d'investissement… : avantages et inconvénients des investissements directs ou indirects, les critères de choix et la fiscalité applicable
- Focus sur les perspectives offertes par les Organismes de Placement Collectif en Immobilier (OPCI)

Exercice d'application : élaboration d'un tableau récapitulatif des différentes stratégies d'investissement

Définir les outils à disposition de l'asset manager

Valoriser l'immobilier

- Les différentes méthodes d'évaluation : méthode par comparaison, méthode par le revenu et méthode des Discounted Cash Flows (DCF)
- L'impact de la liquidité et des risques sur la valorisation des immeubles
- Les stratégies de valorisation d'immeuble
- Les due diligences nécessaires à l'opération

Mise en situation : évaluation d'un immeuble commercial par la méthode DCF et identification des facteurs faisant varier la valeur de l'immeuble

Calculer la performance et la rentabilité de l'opération

- Identifier les indicateurs de rentabilité : Taux de Rentabilité Interne (TRI), Valeur Actuelle Nette (VAN)…
- Maîtriser les techniques de mesure et d'optimisation de la performance
- Prendre en compte le couple risque/rentabilité
- Déterminer la prime de risque liée à l'opération : facteurs de risque et valorisation de leurs impacts

Exercice d'application : élaboration d'une grille de comparaison des primes de risque de différents immeubles

Financer l'opération

- Financement en fonds propres, financement bancaire classique, crédit-bail, financement avec effet de levier…
- Les choix à opérer et le cumul possible

Étude de cas : analyse des différentes structures financières mises en place pour l'achat d'un ensemble de bureaux

Connaître les outils d'analyse et de suivi

- Suivre les indices de performance
- Gérer les informations issues des bases de données existantes (IPD, IEIF, Crédit Foncier…
- Utiliser les outils de reporting et de décision

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Définir des stratégies de gestion adaptées au besoin du client

PERFECTIONNEMENT

Code : 91185

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Distinguer les classes d'actifs, les acteurs et les attentes des investisseurs
Identifier les différents types d'opérations immobilières
Utiliser les outils de l'asset management immobilier

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Financement des actifs immobiliers " (code 91127) p. 210

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs immobiliers
Asset managers en immobilier
Investisseurs en immobilier et chargés d'affaires en immobilier

ANIMATEUR

Guy AMOYEL
Consultant, expert en financement immobilier

PLANNING

Paris
16-17 mai 2019
10-11 décembre 2019

Évaluer les actifs immobiliers

Techniques de valorisation immobilière

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Recourir à l'expertise immobilière
- Les obligations en matière d'expertise pour les sociétés cotées
- L'expertise judiciaire : le principe du contradictoire

Analyser les méthodes traditionnelles d'évaluation

Maîtriser la méthode par comparaison directe au marché
- Sélectionner les biens comparables
- Les critères à prendre en compte
- Recenser les limites de cette méthode

Cerner les mécanismes de la méthode par le coût de reconstitution
- Définition des trois méthodes de calcul

Évaluer l'actif par la méthode du bilan promoteur
- Champ d'application et fonctionnement
- Identifier les actifs concernés

Exercice d'application : évaluation d'un actif immobilier par les méthodes traditionnelles

Maîtriser les méthodes d'évaluation pour des immeubles de placement

Utiliser la méthode par capitalisation
- Connaître la méthode par capitalisation
- Définir le loyer, la valeur locative et le revenu net
- Calculer les revenus générés par l'immeuble
- Appliquer les nouveaux indices
- Choisir le taux de capitalisation à appliquer

Maîtriser la méthode des Discounted Cash Flows (DCF)
- Intégrer les présupposés de la méthode DCF
- Distinguer les différents taux : capitalisation, rendement et actualisation
- Modéliser les flux de trésorerie attendus et la valeur terminale
- Estimer le flux normatif

Exercice d'application : évaluation d'un immeuble commercial et détermination des facteurs qui font varier la valeur de l'immeuble

Appliquer les normes comptables

Appliquer la norme IAS 16
- Champ d'application et objectif
- L'amortissement par composant

Maîtriser les spécificités de la norme IAS 40
- Nouveau traitement comptable pour les immeubles de placement
- Le modèle de la juste valeur

Définir les principes de la norme IAS 17
- Les règles applicables aux immeubles détenus faisant l'objet d'un contrat de location
- Les conséquences

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les différentes méthodes d'évaluation d'un actif immobilier

EXPERTISE

Code : 91130
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner le rôle de l'expertise immobilière
Maîtriser les méthodes d'évaluation d'un actif immobilier
Déterminer la valeur intrinsèque d'un immeuble grâce à la méthode des Discounted Cash Flows (DCF)

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des techniques financières ou avoir suivi " Asset management immobilier " (code 91185) p. 211

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs des actifs immobiliers
Responsables des investissements immobiliers
Asset managers immobiliers, gestionnaires d'actifs immobiliers

ANIMATEUR

Jean-Marc DISSOUBRAY
Gérant
DEVR

PLANNING

Paris
22 mai 2019
2 décembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Maîtriser la norme IFRS 16 sur les contrats de location du côté preneur

PROGRAMME

Décrypter la nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location
- Cerner la notion de location
- Intégrer la date d'entrée en vigueur
- Connaître les exemptions possibles
- Identifier ce qui change / IAS 17

Test de connaissances : quiz sur les IFRS

Évaluer la dette financière associée à l'actif
- Évaluer la dette par l'actualisation des loyers
- Calculer le taux à retenir (notion de CMPC)
- Déterminer la valeur de l'actif au bilan

Exercice d'application : calcul de l'encours de dette sur les contrats de location

COMPÉTENCES MÉTIER

Cerner le mécanisme de comptabilisation des contrats de location dans le bilan de votre entreprise

PLANNING

Paris
19 mars 2019 (14h-18h)
10 septembre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 91314
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Intégrer les grands principes de la norme IFRS 16 sur les contrats de location
Déterminer la dette financière associée à l'actif

PUBLIC CONCERNÉ

Comptables
Responsables normes

PRÉREQUIS

Connaître les principes comptables IFRS

Maîtriser les spécificités d'un OPCI

BEST OF

Cadre juridique, fiscal et comptable des OPCI

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre juridique, fiscal et comptable des OPCI

Autodiagnostic : définition d'un Organisme de Placement Collectif en Immobilier (OPCI)

Analyser les textes encadrant la création des OPCI

Définir le cadre juridique applicable

- Les différentes catégories d'OPCI et leurs formes juridiques
- Les actifs éligibles et les modalités de structuration
- Les ratios applicables
- L'endettement
- Obligations en matière de dispersion des risques et de protection des investisseurs

Maîtriser les régimes fiscaux applicables

- Le régime des SPPICAV et des FPI
- Régime des revenus fonciers et des revenus de capitaux mobiliers
- Régime des filiales de SPPICAV
- Application de l'article 210 E du Code général des impôts
- Restructurations et transformations de SCPI en OPCI

Gérer les aspects comptables des OPCI

- Le plan comptable
- Les règles et méthodes d'évaluation

Étude de cas : analyse détaillée des caractéristiques des SPPICAV et FPI

Identifier les acteurs de l'OPCI, leurs rôles et obligations

Étudier la société de gestion

- Rôle et obligations
- Agrément de l'AMF et prospectus
- Les obligations en matière de conformité et de contrôle interne

Connaître les autres acteurs et leurs missions

- Le dépositaire
- Le gestionnaire administratif et comptable
- Les évaluateurs immobiliers

Étude de cas : analyse du circuit de création et de gestion d'un OPCI et des acteurs impliqués à chaque étape

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les spécificités juridiques, fiscales et comptables de la création et du fonctionnement d'un OPCI

EXPERTISE

Code : 91159

1 jour | 7 heures

Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les acteurs impliqués dans la création et la gestion des OPCI
Maîtriser les modalités de création et de fonctionnement
Maîtriser les règles fiscales et comptables applicables

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit immobilier

ANIMATEURS

Pierre APPREMONT
& Arnaud GUERIN
Avocats Associés
KRAMER LEVIN NAFTALIS
& FRANKEL LLP

Sophie BRETON
Expert-comptable
EXPONENS

PLANNING

Paris
20 juin 2019
17 décembre 2019

Gestion d'entreprise

DIGITAL

Maîtriser les enjeux de la gestion d'entreprise

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Étude de cas fil rouge : analyse d'un cas tout au long des exposés introduisant progressivement les notions abordées

Cerner l'activité de l'entreprise

Situer l'entreprise dans son environnement

- L'entreprise, personne morale et juridique
- L'entreprise et les tiers : clients, fournisseurs, banques, actionnaires…
- Les différentes étapes du cycle de production

Mesurer le rôle de la comptabilité en tant que traduction de l'activité de l'entreprise

- Le compte de résultat : " film " des produits et des charges de la période
- La détermination du résultat

Définir les leviers de financement et d'investissement

Identifier les différentes sources de financement

Trouver des ressources durables pour financer les investissements

Maîtriser le financement de l'activité

- Le besoin de financement du cycle d'exploitation et le calcul du BFR
- L'influence sur la trésorerie des crédits clients et fournisseurs

Exercice d'application : arbitrage entre les différents financements possibles

Mesurer l'impact de ses décisions de gestion

- Analyser les composantes de la rentabilité
- Comprendre l'influence de ses actes quotidiens sur la trésorerie

Manier les documents financiers usuels

- Le bilan
- Le compte de résultat
- Le tableau de variation des flux de trésorerie

Étude de cas : analyse des documents financiers du cas fil rouge

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Pourquoi faire de la finance en entreprise ?
- Quelles sont les composantes de la gestion d'entreprise ?
- Quels sont les principaux états financiers ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les enjeux de la gestion d'entreprise

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended
à découvrir sur www.efe.fr

Code : 60091

3 jours | 21 heures

Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les principes de gestion de l'entreprise
Définir les leviers de financement et d'investissement
Mesurer l'impact de ses décisions sur les états comptables et financiers

PRÉREQUIS

Être impliqué dans la gestion d'entreprise dans le cadre de son activité

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant se familiariser avec la gestion d'entreprise

ANIMATEUR

Etienne LESCANNE
ETIENNE LESCANNE CONSEIL

PLANNING

Paris
15 au 17 mai 2019
16 au 18 décembre 2019

Concevoir et négocier un bon business plan Niveau 1 Constituer un dossier convaincant

Tout cadre ou dirigeant est amené à concevoir et à présenter un business plan à sa hiérarchie, à ses actionnaires ou à des partenaires extérieurs. Le business plan permet d'intégrer, sur un même document, l'ensemble des éléments constitutifs d'un projet et de les mettre en adéquation avec des facteurs tels que le marché, la clientèle de l'entreprise, les exigences de rentabilité…

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Rédiger un business plan

Identifier les objectifs et les contextes
- Définir un business plan et ses objectifs
- Identifier les différents contextes du business plan
- Organiser son business plan

Partage d'expériences : réflexion en commun avec tous les participants

Présenter l'entreprise et son projet
- Présenter l'entreprise, ses produits et ses services
- Présenter le marché dans lequel l'entreprise évolue : clientèle et concurrence
- Analyser l'organisation de l'entreprise : organigramme, organisation de la production, de la R&D
- Présenter le projet objet du business plan

Exercice d'application : présentation de l'entreprise et du projet à des investisseurs

Présenter la stratégie de l'entreprise
- Le positionnement stratégique de l'entreprise

Définir la stratégie marketing
- L'organisation de la production
- Le business model

Articuler la cohérence du projet avec la stratégie de l'entreprise

Exercice d'application : préparation d'une brève présentation de la stratégie de l'entreprise

Maîtriser l'approche prévisionnelle du business plan
- Apprécier la compatibilité du projet avec la situation financière actuelle de l'entreprise

Étude de cas fil rouge : analyse financière de l'entreprise

Élaborer le modèle financier et les prévisions du projet
- Définir le contenu et construire le modèle financier
- Élaborer les hypothèses
- Établir les comptes prévisionnels : compte de résultat, bilan La notion de BFR " normatif "

Étude de cas fil rouge : analyse des hypothèses de l'entreprise et calcul du BFR prévisionnel

Financer le projet
- Définir les besoins de financement d'un projet
- Identifier les différentes formes de financement : dette et fonds propres

Exercice d'application : détermination du montant de la dette et du capital nécessaire au financement du projet

Calculer la rentabilité d'un projet
- La rentabilité intrinsèque du projet : les flux du projet, les principaux indicateurs de rentabilité : Valeur Actuelle Nette (VAN), Taux de Rentabilité Interne (TRI), payback ratio
- La rentabilité pour l'actionnaire : valeur d'entreprise, valeur des fonds propres, TRI actionnaire

Étude de cas fil rouge : calcul de la rentabilité intrinsèque du projet fil rouge et de la rentabilité pour les actionnaires

Présenter son business plan
- À l'écrit : conseils de présentation et l'exécutive summary
- Conseils pour une présentation orale réussie : " mission statement ", " elevator pitch "

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Présenter un business plan dans le but de convaincre actionnaires et partenaires financiers

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 2 juillet 2019
ou 23 janvier 2020

INITIATION

Code : 91224
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 2 050 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Construire le business plan d'un projet
Arbitrer et valider les hypothèses et prévisions
Maîtriser les outils d'aide à la mise en œuvre du business plan

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Finance pour non financiers Niveau 1 " (code 91100) p. 190

PUBLIC CONCERNÉ
Dirigeants d'entreprises
Responsables de centre de profit et responsables de projets
Créateurs d'entreprise
Responsables techniques et de recherche et développement
Chargés de clientèle au sein d'établissements financiers

ANIMATEUR
Philippe ROBIN
Gérant - Conseil en finance
FIMARCO

PLANNING

Paris
20 au 22 mai 2019
6 au 8 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Élaborer un business plan - Niveau 2

Évaluer la solidité et la rentabilité d'un projet

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir les objectifs du business plan
- Placer le business plan dans une démarche projet
- Adapter le modèle de business plan en fonction des objectifs
  Exercice d'application : construction d'une matrice modèle de plans d'affaires
- Prendre des points de repère
  Exercice d'application : critique d'une matrice Swot, comparaison d'indicateurs clés

Structurer le business plan
- Délimiter le périmètre du business plan
- Élaborer le contenu du business plan
  Test de connaissances : quiz sur les réflexes à avoir pour établir un business plan cohérent avec le projet

Construire un business plan de qualité

Collecter et modéliser les données
- Les drivers de revenus et de coûts
- L'utilisation des données prévisionnelles

Traiter les difficultés de construction du business plan
- La détermination de l'endettement prévisionnel

Estimer les besoins de financement
- Déterminer les besoins de financement
- Établir un panorama des modalités de financement
- Présenter un plan de financement
  Étude de cas : à partir d'un cas concret central, illustration de variantes

Évaluer la rentabilité d'un projet

Construire le modèle financier
- Calculer la valeur actuelle et le taux de rentabilité interne
- Appliquer la méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie (DCF)
- Déterminer le point mort, suivre le coût d'abandon de projet
  Exercice d'application : calcul du WACC

Défendre le business plan

Formaliser sa présentation
- Élaborer une présentation type
- Modéliser les risques
  Exercice d'application : calcul de sensibilité
  Partage d'expériences : autour des décisions prises face à différentes situations de risque

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les différentes étapes de la conception et du montage d'un business plan

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 5 septembre 2019 ou 24 février 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 91003
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Acquérir une méthodologie pour concevoir un business plan pertinent
Identifier et maîtriser les leviers d'action
Prendre des décisions et communiquer avec un business plan

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Concevoir et négocier un bon business plan - Niveau 1 " (code 91224) p. 214

PUBLIC CONCERNÉ
Chefs de projet
Responsables d'un centre de profit
Contrôleurs de gestion

ANIMATEUR
Gaëtan BAUDRY
Président fondateur
My Business Plan

PLANNING
Paris
13-14 juin 2019
5-6 décembre 2019

Évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement

Maîtriser les outils d'analyse

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les caractéristiques d'un projet d'investissement

Définir les contours d'un projet d'investissement
- Analyser les motivations essentielles
- Définir la politique d'investissement appropriée au développement d'une activité
- Identifier les différents types d'investissements

Déterminer le coût financier d'un projet d'investissement
- Maîtriser les paramètres clés : coûts à retenir, conditions de sortie et prise en compte du BFR
- Bien cadencer les flux dans le temps
- Calculer la valeur temporelle des flux de trésorerie
- Choisir le taux d'actualisation approprié
  Étude de cas : traduction financière d'un projet d'investissement et identification des pièges à éviter

Chiffrer, analyser et estimer la rentabilité d'un projet d'investissement
- Apprécier l'utilité et les limites des outils de décision
- Analyser les projets d'investissements spécifiques
  Exercice d'application : calcul de la rentabilité et de l'indice de profitabilité d'un projet d'investissement
- Évaluer le risque associé au projet
- Quantifier le coût du capital

Mesurer l'impact du mode de financement et de la flexibilité du projet
- Maîtriser la notion d'équilibre financier
- Financer un projet d'investissement en interne
- Choisir les meilleures sources de financement externe
- Mesurer l'impact du financement sur la rentabilité du projet
- Intégrer l'impact de la flexibilité inhérente au projet
  Exercice d'application : préparation du plan de financement et élaboration du tableau de flux prévisionnel d'un projet d'investissement

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre les outils d'analyse et de mesure financière de tous types de projets d'investissement

PERFECTIONNEMENT

Code : 91294
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier et qualifier les caractéristiques de tout projet d'investissement
Adapter l'analyse à des contextes particuliers
Mesurer l'impact des modes de financement appropriés

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Finance pour non-financiers - Niveau 1 " (code 91100) p. 190

ANIMATEUR
Philippe GIRAUDON
Associé-Gérant
PHG FINANCE

PLANNING
Paris
4-5 avril 2019
21-22 novembre 2019

Prévenir les fraudes financières

Mettre en place un dispositif de détection des fraudes

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la typologie des fraudes financières

Cerner la notion de fraude financière

- Mesurer l'importance de la fraude financière et ses enjeux
- Analyser la typologie des déviances financières
- Distinguer les fraudes individuelles et collectives

Partage d'expériences : échange entre les participants sur leurs expériences en matière de fraude financière

Mieux comprendre les fraudeurs pour mieux les détecter

Anticiper les déviances des acteurs avant la fraude

- Identifier les marqueurs types des risques de fraude
- Déceler les stratégies types de l'acteur en recherche d'actions frauduleuses individuelles ou collectives

Étude de cas : analyse d'exemples d'acteurs fraudeurs non détectés et d'acteurs détectés avant la fraude

Élaborer un plan stratégique anti-fraude

Mettre en place un dispositif de détection

- Cerner l'importance d'un plan d'action anti-fraude
- Évaluer les insuffisances des dispositifs légaux existants
- Identifier les mesures à mettre en place pour aller plus loin dans la prévention
- Renforcer les contrôles formels et réels
- Communiquer sur le rôle de la notation des équipes managériales dans le plan de lutte anti-fraude

Partage d'expériences : échanges entre les participants sur le plan anti-fraude

Analyser les fraudes types observées en milieu bancaire ou financier

Études de cas : analyse du cas d'un acheteur fraudeur, d'un trésorier sur des détournements de fonds, d'un faux président sur une filiale d'une vraie entreprise

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Avoir une meilleure connaissance des fraudes financières et mettre en place un dispositif anti-fraude

PERFECTIONNEMENT

Code : 91298
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les types de fraudes financières
Anticiper la déviance des acteurs
Mettre en place des techniques de détection

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en comptabilité ou en analyse financière

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs financiers, juristes d'entreprise
Contrôleurs de gestion, auditeurs internes
Toute personne souhaitant mettre en place un dispositif de prévention et de contrôle pour réduire le risque de fraude financière

ANIMATEUR

Nicolas VAN PRAAG
Consultant en finance
Ancien directeur financier

PLANNING

Paris
3-4 juin 2019
12-13 novembre 2019

Gérer le risque et le crédit client

Les techniques essentielles de la fonction crédit

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Appliquer une politique de prévention du risque client

Intégrer les risques et les opportunités du crédit client

- Les critères d'une politique crédit
- Le coût des impayés et des délais de paiement
- Les processus clés du credit management

Mettre en place la collaboration avec le service commercial

Apprécier le risque d'impayé client et fixer une limite de crédit

- Les sources d'information et leur interprétation
- La détermination d'une limite de crédit

Exercice d'application : mise en place du suivi des risques

Prévoir et négocier les conditions financières de la vente

- Les lois LME et Macron, le Code des marchés publics
- Les procédures collectives
- Les principaux documents contractuels
- Les CGV (conditions générales de vente)
- Les différents moyens de paiement

Transférer le risque de crédit

- Choisir et rentabiliser l'assurance-crédit
- Recourir aux services et financements de l'affacturage
- Utiliser les meilleures garanties potentielles : caution, nantissement, garantie à 1ère demande…
- Intégrer les nouvelles techniques de transfert des risques : single risk, crowd insuring…

Procéder aux relances des impayés

Gérer les impayés

Exercice d'application : mise en place d'un tableau de bord de gestion des impayés

Faire face au débiteur insolvable

- Les procédures collectives
- La faillite personnelle

Partage d'expériences : échange sur les difficultés le plus fréquemment rencontrées face à un débiteur insolvable

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Choisir et gérer les techniques de contrôle du risque client

PERFECTIONNEMENT

Code : 60082
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 495 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Développer des réflexes de gestion du risque et élaborer un diagnostic simple de risque
Intégrer les outils de réduction des délais de paiement
Communiquer avec les clients et la force de vente

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en gestion de la relation client

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs des services comptables et financiers
Collaborateurs de la fonction crédit
Collaborateurs des services administration des ventes, commerciaux

ANIMATEUR

Stéphane HUMBERT-LEMAÎTRE
Consultant crédit management
STELHIS CONSEIL

PLANNING

Paris
4-5 avril 2019
30 septembre au 1er octobre 2019

Procéder au recouvrement de créances

Gérer les impayés par les procédures amiables et judiciaires

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Procéder au recouvrement amiable de ses créances

Les aspects financiers et juridiques du recouvrement de créances

Exercice d'application : évaluation du risque client

Mettre en place une procédure de recouvrement amiable

- Diagnostiquer l'encours client en identifiant les causes de retard de paiement
- Segmenter sa clientèle en classes de risque
- Choisir le mode de relance approprié pour chaque dossier : le téléphone, les courriers types, la mise en demeure…
- Les techniques de négociation en fonction du mode de relance choisi

Mise en situation : traitement des principales objections lors d'un entretien de relance téléphonique

Exercice d'application : rédaction de lettres de relance types graduées

Bâtir des outils de gestion et des tableaux de bord adaptés

Exercice d'application : construction d'un tableau de bord du recouvrement amiable pour évaluer le Délai Moyen de Paiement (DMP)

Recourir au recouvrement judiciaire des impayés

Obtenir un titre par voie de justice

Exercice d'application : rédaction d'une assignation en référé-provision

Procéder à l'exécution d'une décision

- L'efficacité des différentes procédures de saisie
- Le recours à un huissier de justice

Exercice d'application : identification des mesures conservatoires adaptées suivant les cas à traiter

Recouvrer des créances d'un débiteur insolvable

Préparer le recouvrement de créances

- Les mesures préventives du défaut de paiement
- Les différentes possibilités de saisie
- Le recouvrement des petites créances par huissier
- L'injonction de payer

Exercice d'application : identification des mesures conservatoires en cas d'urgence

Test de connaissances : QCM de validation des acquis

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Traiter efficacement les impayés pour en diminuer l'impact financier

INITIATION

Code : 60020

3 jours | 21 heures

Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Organiser la relance des retards et des défauts de paiement
Mettre en œuvre des procédures amiables et judiciaires de recouvrement des créances
Choisir la technique de recouvrement la plus efficace en termes de délai et de coûts

PRÉREQUIS

Être impliqué dans les procédures de recouvrement de créances

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs des services comptables et financiers
Collaborateurs des services administration des ventes

ANIMATEUR

Stéphane HUMBERT-LEMAÎTRE
Consultant crédit management
STELHIS CONSEIL

PLANNING

Paris
20 au 22 mai 2019
13 au 15 novembre 2019

Comptables et financiers, les softskills qui font la différence

NEW

Développer ses compétences comportementales pour plus d'efficacité

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Développer ses intelligences émotionnelles et relationnelles

Autodiagnostic : mesure de son Quotient émotionnel (QE)

- Mesurer le poids des émotions
- Gérer ses émotions pour gagner en efficacité dans la vie professionnelle

Exercice d'application : décryptage des différentes émotions ressenties lors de diverses situations issues du quotidien professionnel des participants

Mettre en place une écoute active et empathique

Autodiagnostic : ses capacités d'écoute

Exercice d'application : à partir de situations d'écoute

- Identifier les émotions chez son interlocuteur
- Reconnaître le besoin derrière l'émotion
- Associer écoute et empathie

Mise en situation : écoute empathique

Faciliter le collaboratif et la créativité

- Travailler de façon collaborative

Mise en situation : expérimentation d'approches collaboratives

- Gagner en créativité

Autodiagnostic : son potentiel créatif

Gérer son stress et son temps

- Se connaître face au stress

Autodiagnostic : les facteurs de stress pour soi

Mise en situation : entraînement à la gestion de situations stressantes

- Gagner en efficacité dans sa gestion des priorités

Autodiagnostic : ses voleurs de temps

- Identifier ses tâches à haute valeur ajoutée
- Anticiper et planifier ses tâches récurrentes
- Organiser sa journée pour optimiser son temps de travail

Exercice d'application : optimisation de son emploi du temps

Développer ses talents de pédagogue pour se faire vraiment comprendre

- Rendre le savoir accessible
- Communiquer efficacement

Exercice d'application : animation de la situation de transmission préalablement conçue par les participants

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre ses compétences comportementales et transversales au service de son expertise

INITIATION

Code : 53396

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Développer des compétences relationnelles utiles à son expertise
Miser sur l'efficacité professionnelle et le développement personnel pour plus de performance
S'appuyer sur ses softskills pour convaincre

PRÉREQUIS

Vouloir mettre ses compétences transversales au service de son expertise

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant développer ses softskills pour appuyer son expertise

ANIMATEUR

Isabelle ERAY
Consultante en management

PLANNING

Paris
1er-2 avril 2019
4-5 juillet 2019
14-15 octobre 2019

04 COMPTABILITÉ CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT

Alain BARBOT
Responsable du secteur Comptabilité Contrôle de Gestion - Audit
@AIBARBOT

EDITO

Si le digital façonne de manière irrémédiable les directions comptables et financières de demain, les éternels challenges de rigueur et de respect des délais restent présents et se renforcent. Les collaborateurs se doivent d'être toujours plus compétents, impliqués et surtout faire preuve d'une réactivité frôlant l'immédiateté. La compétence métier des collaborateurs, qu'il faut non seulement préserver mais renforcer, doit pour cela s'intégrer dans une compréhension globale des cycles dans lesquels ils interviennent.

Le risque va croître d'une mauvaise exploitation des outils digitaux et donc d'une perte d'efficacité laissant dans le pire des cas la place aux fraudes qui se développent en parallèle à la digitalisation des opérations.

Forts de l'assurance que l'humain reste le cœur de nos entreprises, nous avons choisi de développer une formation softskills destinée spécifiquement aux comptables et financiers. Elle s'insère dans notre offre globale recouvrant les savoir-faire et savoir-être indispensables à la bonne pratique de vos fonctions liées au chiffre.

3 QUESTIONS À L'EXPERT

La transformation numérique des directions financières et les nouvelles attentes auxquelles elles sont confrontées nécessitent la mise en place de nouveaux formats de formation.

Elisabeth TIBAUT
Expert-comptable
et Commissaire aux comptes

Quels sont les challenges actuels auxquels sont confrontées les directions comptables et financières ?

Déjà soumis à la pression constante d'amélioration des résultats et des marges, à la hausse de la charge de travail et à des changements d'organisation constants, les directions financières doivent répondre aux attentes de plus en plus larges de l'entreprise. Elles doivent pelle mêle faire face à une communication de plus en plus constante et pointue, une maîtrise des risques et de la performance bien avant la gestion prévisionnelle et une transformation de la fonction par une rupture technologique avec le numérique, le digital, le cloud, le prédictif, le big data, la robotisation... Associés à une ouverture sur l'international et une gestion du changement, ces challenges rendent impérative une montée en compétence des équipes.

Cette transformation digitale constitue-t-elle une réelle opportunité d'amélioration pour nos directions comptables et financières ?

La transformation numérique des directions financières n'est pas une mode mais une réelle nécessité. Elle passe par les leviers numériques de la dématérialisation, du cloud et de la robotisation des processus. Les objectifs des directions vont être d'intégrer l'analyse prédictive avec des data scientists pour les prévisions budgétaires, de renforcer et accélérer l'automatisation des processus, de fluidifier les processus de clôture et de lisser les pics d'activité, d'accélérer la sortie des chiffres par le fast close, de réduire les coûts, de fiabiliser les données et de mettre en place de nouveaux indicateurs de performance.

Quel doit être le rôle de la formation professionnelle face à cette transformation digitale ?

La transformation numérique des directions financières et les nouvelles attentes auxquelles elles sont confrontées nécessitent la mise en place de nouveaux formats de formation. Les formations doivent être tournées vers des domaines plus vastes que la finance. Bien évidemment le savoir-être par le développement des softskills afin de manager efficacement, communiquer, convaincre, partager et responsabiliser, mais aussi l'international avec le développement des compétences en langues pour s'adapter à un environnement en constante transformation, adapté aux réseaux sociaux et le tout, en mode agile.

TÉMOIGNAGE

C'est l'envie d'évoluer professionnellement et de donner une nouvelle orientation à ma carrière qui a motivé ma recherche d'une formation certifiante en passant de la comptabilité au contrôle de gestion. Le calendrier réparti sur plusieurs mois correspondait à mes attentes en termes d'organisation de la charge de travail et de vie personnelle. La formation s'est révélée être de qualité et très professionnelle en mêlant exercices et jeux de rôles. Le cycle m'a donné confiance dans mes capacités et m'a permis de définir les orientations des contrôles et les indicateurs à mettre en place.

Paola DA COSTA
Chargée du Contrôle de Gestion - ESH SOVAL
Participante au cycle certifiant " Contrôleur de gestion "
p. 248

SOMMAIRE

FORMATIONS 100% À DISTANCE

Classes virtuelles

Réf. 60104	Comptabiliser les stocks		2 heures	190 €	**p. 226**
Réf. 30134	Déclarer sa TVA		2 heures	190 €	**271**
Réf. 30147	Récupérer la TVA sur les notes de frais		2 heures	190 €	**271**
Réf. 30136	Intégrer les règles liées aux factures		2 heures	190 €	**270**
Réf. 60105	Comprendre l'arrêté des comptes		2 heures	190 €	**226**
Réf. 91301	Intégrer les fondamentaux de la gestion d'entreprise		2 heures	190 €	**185**
Réf. 91300	Présenter un business plan		2 heures	190 €	**185**
Réf. 60114	Construire son budget		2 heures	190 €	**227**
Réf. 60107	Optimiser ses tableaux de bord		2 heures	190 €	**227**
Réf. 60108	Créer un tableau croisé dynamique sous Excel®		2 heures	190 €	**228**
Réf. 60106	Analyser un bilan et un compte de résultat		2 heures	190 €	**228**

Parcours vidéo

.	L'analyse financière, ça s'apprend !		1h30	44,99 € TTC	**p. 229**

FORMATIONS CERTIFIANTES

Réf. 60115	**Titre certifié** - Collaborateur(trice) comptable - Partenariat SOFTEC		26 jours	14 300 €	**p. 230**
Réf. 60084	Comptable d'entreprise		12 jours	6300 €	**234**
Réf. 60088	Contrôleur de gestion		12 jours	6900 €	**248**

TECHNIQUES COMPTABLES POUR LES COLLABORATEURS

Réf. 60047	Assistant(e) des services comptables		3 jours	1 895 €	**p. 232**
Réf. 60035	Les bases de la comptabilité générale		2 jours	1 395 €	**233**
Réf. 60110	Comptabiliser les stocks		4 heures	495 €	**233**
Réf. 60104	**Classe virtuelle** - Comptabiliser les stocks		2 heures	190 €	**226**
Réf. 60084	**Cycle certifiant** - Comptable d'entreprise		12 jours	6 300 €	**234**
Réf. 60100	Préparer les comptes annuels		3 jours	2 100 €	**236**
Réf. 60100BL	Préparer les comptes annuels - **Blended**		21 heures	1 680 €	**237**
Réf. 60098	Maîtriser les écritures courantes et leur contrôle		2 jours	1 495 €	**238**
Réf. 30005	Factures : maîtriser les règles juridiques et fiscales		1 jour	990 €	**284**
Réf. 30136	**Classe virtuelle** - Intégrer les règles liées aux factures		2 heures	190 €	**270**
Réf. 60036	Pratique de la comptabilité fournisseurs		2 jours	1 495 €	**238**
Réf. 60037	Pratique de la comptabilité clients		2 jours	1 495 €	**239**
Réf. 60013	Pratique de la TVA et sa comptabilisation		2 jours	1 395 €	**239**
Réf. 30134	**Classe virtuelle** - Déclarer sa TVA		2 heures	190 €	**271**
Réf. 30147	**Classe virtuelle** - Récupérer la TVA sur les notes de frais		2 heures	190 €	**271**
Réf. 60012	Comptabilité des immobilisations		2 jours	1 495 €	**240**
Réf. 60026	Comptabiliser les charges de personnel		2 jours	1 495 €	**241**
Réf. 92058	Pratique de la comptabilité des OPC - **Sessions à la carte**		2 jours	1 595 €	**354**
Réf. 92086	Pratiquer la comptabilité bancaire - **Sessions à la carte**		2 jours	1 595 €	**354**
Réf. 92070	Les fondamentaux de la comptabilité vie		1 jour	990 €	**393**
Réf. 92071	Les fondamentaux de la comptabilité non-vie		1 jour	990 €	**393**
Réf. 92238	Les documents comptables d'une société d'assurances		2 jours	1 580 €	**394**
Réf. 92154	Approfondir la comptabilité des assurances		1 jour	1 070 €	**394**
Réf. 92193	Les fondamentaux de la comptabilité d'une mutuelle		2 jours	1 580 €	**395**
Réf. 60082	Gérer le risque et le crédit client		2 jours	1 495 €	**216**
Réf. 60020	Procéder au recouvrement de créances		3 jours	1 895 €	**217**
Réf. 20032	Recouvrement de créances : les outils juridiques		2 jours	1 450 €	**141**

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

TECHNIQUES COMPTABLES POUR LES RESPONSABLES

Réf. 60011	Comptable unique	●	3 jours	1 895 €	**p. 241**
Réf. 60002	Arrêté des comptes	●	3 jours	1 895 €	**242**
Réf. 60105	**Classe virtuelle** - Comprendre l'arrêté des comptes		2 heures	190 €	**226**
Réf. 30020	Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale	●●	2 jours	1 520 €	**280**
Réf. 30140	Retraiter les abandons de créances et les subventions intragroupe		4 heures	545 €	**280**
Réf. 60085	Pratique du fast close	●	1 jour	1 040 €	**242**
Réf. 60048	Élaborer son manuel des procédures comptables		1 jour	995 €	**243**
Réf. 60029	Pratique de la comptabilité analytique		2 jours	1 495 €	**255**
Réf. 30022	Opérations de restructuration	●●	2 jours	1 660 €	**286**
Réf. 30141	APA : le choix du régime de faveur		4 heures	545 €	**286**
Réf. 92073	Comptabiliser et gérer les placements et produits dérivés	●	2 jours	1 650 €	**396**

MANAGEMENT DES ÉQUIPES COMPTABLES ET FINANCIÈRES

Réf. 51020	Réussir sa prise de fonction de manager	●●	3 jours	1 840 €	**@**
Réf. 51010	**Cycle long** - Devenir manager	●	4 jours	2 315 €	**@**
Réf. 51151	Concilier expertise et management	●	2 jours	1 390 €	**@**
Réf. 51378	Expert et manager : double casquette ?		4 heures	425 €	**@**
Réf. 51028	Management transversal	●●	2 jours	1 360 €	**@**
Réf. 53396	Comptables et financiers, les softskills qui font la différence	●	2 jours	1 395 €	**243**

CONSOLIDATION ET NORMES IFRS

Réf. 60066	Maîtriser les méthodes comptables et les écritures IFRS	●	2 jours	1 395 €	**p. 244**
Réf. 60111	Actualiser ses connaissances des normes IFRS		4 heures	495 €	**244**
Réf. 91314	Maîtriser la norme IFRS 16 sur les contrats de location du côté preneur		4 heures	545 €	**212**
Réf. 60049	Maîtriser les techniques et les écritures de consolidation		2 jours	1 395 €	**245**
Réf. 60061	Maîtriser la consolidation en IFRS		3 jours	2 070 €	**245**
Réf. 91044	Pratiquer l'analyse financière - Niveau 2	●●	2 jours	1 680 €	**196**
Réf. 30107	Appliquer les impôts différés		1 jour	1 120 €	**290**
Réf. 60004	Traitement comptable des impôts différés - **Sessions à la carte**		2 jours	1 560 €	**246**
Réf. 60032	Des états financiers au reporting groupe en IFRS - **Sessions à la carte**		2 jours	1 610 €	**246**
Réf. 60039	Comptabilisation des instruments financiers en IFRS	●	2 jours	1 610 €	**246**
Réf. 60003	Tableau des flux de trésorerie consolidé - **Sessions à la carte**		3 jours	2 070 €	**246**
Réf. 60009	Sociétés non cotées et normes IFRS - **Sessions à la carte**		2 jours	1 560 €	**@**
Réf. 60071	Évaluation et comptabilisation des engagements sociaux en IFRS - **Sessions à la carte**		1 jour	995 €	**@**
Réf. 60054	L'information sectorielle avec la norme IFRS 8 - **Sessions à la carte**		1 jour	995 €	**246**
Réf. 60053	Juste valeur et test de dépréciation en IFRS - **Sessions à la carte**		1 jour	1 040 €	**246**
Réf. 60027	Analyser les performances des groupes en IFRS - **Sessions à la carte**		2 jours	1 610 €	**@**

COMPTABILITÉS ÉTRANGÈRES ET ANGLAIS COMPTABLE ET FINANCIER

Réf. 60015	English for Accounting and Finance		3 jours	2 070 €	**p. 247**
Réf. 60014	Lire et interpréter les états financiers américains - **Sessions à la carte**		2 jours	1 495 €	**246**
Réf. 60112	Les clés de lecture des US GAAP		4 heures	455 €	**247**
Réf. 60034	Maîtriser le reporting en US GAAP - **Sessions à la carte**		2 jours	1 560 €	**246**

Tous les tarifs sont exprimés HT

LÉGENDE

NEW **NOUVEAU**
Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !

CPF **CPF**
Formation éligible au Compte Personnel de Formation

BEST OF **BEST-OF**
Formation plébiscitée par nos clients

DIGITAL **DIGITAL**
Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Sessions à la carte : 3 collaborateurs à former ? Je crée la session à la date de mon choix !

Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital

SOMMAIRE

GESTION DE L'ENTREPRISE

Stratégie et pilotage de l'entreprise

Réf. 91301	**Classe virtuelle** - Intégrer les fondamentaux de la gestion d'entreprise	2 heures	190 €	**p. 185**
Réf. 60091	Gestion d'entreprise	3 jours	1 895 €	**213**
Réf. 60091BL	Gestion d'entreprise - **Blended**	21 heures	1 515 €	**@**
Réf. 91224	Concevoir et négocier un bon business plan - Niveau 1	3 jours	2 050 €	**214**
Réf. 91300	**Classe virtuelle** - Présenter un business plan	2 heures	190 €	**185**
Réf. 91003	Élaborer un business plan - Niveau 2	2 jours	1 680 €	**215**
Réf. 91294	Évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement	2 jours	1 680 €	**215**
Réf. 91307	Organiser une trésorerie de groupe	2 jours	1 680 €	**199**

Contrôle de gestion : le métier

Réf. 60088	**Cycle certifiant** - Contrôleur de gestion	12 jours	6 900 €	**p. 248**
Réf. 60033	Assistant(e) contrôleur de gestion	2 jours	1 395 €	**250**
Réf. 60024	**Cycle long** - Accéder à la fonction contrôleur de gestion	4 jours	2 550 €	**250**
Réf. 60017	Contrôle de gestion - Niveau 1	2 jours	1 495 €	**251**
Réf. 60017BL	Contrôle de gestion - Niveau 1 - **Blended**	14 heures	1 195 €	**@**
Réf. 60109	Parler le même langage que son contrôleur de gestion	4 heures	455 €	**251**
Réf. 60018	Contrôle de gestion - Niveau 2	2 jours	1 560 €	**252**

Contrôle de gestion : les outils de pilotage de la performance

Réf. 60102	Préparer une business review	2 jours	1 560 €	**p. 252**
Réf. 60042	Contrôle de gestion et normes IFRS - **Sessions à la carte**	2 jours	1 560 €	**246**
Réf. 60045	Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord	2 jours	1 395 €	**254**
Réf. 60107	**Classe virtuelle** - Optimiser ses tableaux de bord	2 heures	190 €	**227**
Réf. 60029	Pratique de la comptabilité analytique	2 jours	1 495 €	**255**
Réf. 60113	Guider sa prise de décision avec la comptabilité analytique	4 heures	455 €	**255**
Réf. 60019	Méthodes ABC, TDABC et ABM	1 jour	995 €	**256**
Réf. 60114	**Classe virtuelle** - Construire son budget	2 heures	190 €	**227**
Réf. 60064	Maîtriser le processus budgétaire	2 jours	1 610 €	**256**
Réf. 91002	Cash Management	2 jours	1 680 €	**198**
Réf. 60093	Traiter une masse de données volumineuse	1 jour	1 040 €	**258**
Réf. 60108	**Classe virtuelle** - Créer un tableau croisé dynamique sous Excel®	2 heures	190 €	**228**

Contrôle de gestion par secteur ou par activité

Réf. 60043	Contrôleur de gestion en activité industrielle	2 jours	1 560 €	**253**
Réf. 60055	Contrôleur de gestion en activité de services	2 jours	1 560 €	**253**
Réf. 60044	Contrôle de gestion de la fonction commerciale	2 jours	1 560 €	**254**
Réf. 92015	Pratiquer le contrôle de gestion bancaire	2 jours	1 595 €	**354**
Réf. 92301	Contrôle de gestion en assurance	2 jours	1 580 €	**397**
Réf. 60067	Contrôle de gestion des systèmes d'information	2 jours	1 560 €	**257**
Réf. 60057	Contrôle de gestion de projet	2 jours	1 610 €	**257**

LÉGENDE

NEW **NOUVEAU**
Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !

CPF **CPF**
Formation éligible au Compte Personnel de Formation

BEST OF **BEST-OF**
Formation plébiscitée par nos clients

DIGITAL **DIGITAL**
Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Sessions à la carte : 3 collaborateurs à former ? Je crée la session à la date de mon choix !

Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

AUDIT

Réf. 60046	Pratiquer l'audit interne - Niveau 1	2 jours	1 495 €	**p. 258**
Réf. 60021	Se perfectionner à l'audit interne - Niveau 2	2 jours	1 560 €	**259**
Réf. 60007	Conduire un audit comptable et financier	3 jours	2 070 €	**259**
Réf. 60060	Maîtriser les outils du contrôle interne comptable	1 jour	1 040 €	**260**
Réf. 30089	Auditer toutes les déclarations fiscales	3 jours	1 660 €	**283**
Réf. 10134	Audit de la paie	2 jours	1 580 €	**70**
Réf. 10022	Conduire un audit social	2 jours	1 580 €	**78**
Réf. 20045	Legal risk management et compliance	2 jours	1 650 €	**142**
Réf. 20196	Compliance anticorruption en entreprise	2 jours	1 580 €	**142**
Réf. 60083	Gérer le risque de fraude	2 jours	1 560 €	**260**
Réf. 92243	Lutte contre la fraude à l'assurance	1 jour	990 €	**368**

LES INITIATIONS

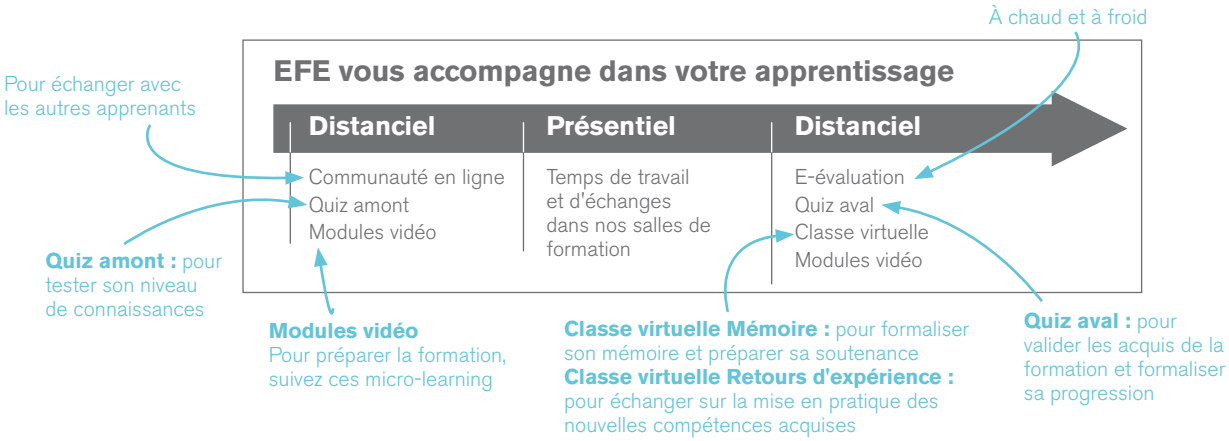
Initiations en Comptabilité

Réf. 60059	Comptabilité pour non-comptables	2 jours	1 395 €	**p. 261**
Réf. 91109	Lire et interpréter les états financiers	2 jours	1 580 €	**193**
Réf. 60106	**Classe virtuelle** - Analyser un bilan et un compte de résultat	2 heures	190 €	**228**
Réf. 30098	Comptabilité pour fiscalistes	2 jours	1 520 €	**315**
Réf. 20200	Les bases de la comptabilité pour juristes	2 jours	1 450 €	**166**
Réf. 60035	Les bases de la comptabilité générale	2 jours	1 395 €	**233**
Réf. 60013	Pratique de la TVA et sa comptabilisation	2 jours	1 395 €	**239**
Réf. 30134	**Classe virtuelle** - Déclarer sa TVA	2 heures	190 €	**271**
Réf. 60049	Maîtriser les techniques et les écritures de consolidation	2 jours	1 395 €	**245**
Réf. 60066	Maîtriser les méthodes comptables et les écritures IFRS	2 jours	1 395 €	**244**
Réf. 60112	Les clés de lecture des US GAAP	4 heures	455 €	**247**
Réf. 92238	Les documents comptables d'une société d'assurances	2 jours	1 580 €	**394**

Initiations en Contrôle de gestion - Audit

Réf. 60091	Gestion d'entreprise	3 jours	1 895 €	**p. 213**
Réf. 91301	**Classe virtuelle** - Intégrer les fondamentaux de la gestion d'entreprise	2 heures	190 €	**185**
Réf. 60024	**Cycle long** - Accéder à la fonction contrôleur de gestion	4 jours	2 550 €	**250**
Réf. 60017	Contrôle de gestion - Niveau 1	2 jours	1 495 €	**251**
Réf. 60109	Parler le même langage que son contrôleur de gestion	4 heures	455 €	**251**
Réf. 60114	**Classe virtuelle** - Construire son budget	2 heures	190 €	**227**
Réf. 60045	Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord	2 jours	1 395 €	**254**
Réf. 60113	Guider sa prise de décision avec la comptabilité analytique	4 heures	455 €	**255**
Réf. 60046	Pratiquer l'audit interne - Niveau 1	2 jours	1 495 €	**258**

Tous les tarifs sont exprimés HT



SOMMAIRE PAR NIVEAU

Choisissez votre formation selon votre niveau de compétences : initiation, perfectionnement ou expertise

	Techniques comptables pour les collaborateurs		Techniques comptables et de management pour les responsables		Consolidation et normes IFRS
INITIATION	Collaborateur(trice) comptable **Nouveau** p. 230	Les fondamentaux de la comptabilité non-vie p. 393	Comptable unique p. 241	Devenir manager **Cycle long** @	Maîtriser les méthodes comptables et les écritures IFRS p. 244
	Assistant(e) des services comptables p. 232	Les documents comptables d'une société d'assurances p. 394	Arrêté des comptes p. 242	Expert et manager : double casquette ? @	Maîtriser les techniques et les écritures de consolidation p. 245
	Les bases de la comptabilité générale p. 233	Les fondamentaux de la comptabilité d'une mutuelle p. 395	Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale p. 280	Management transversal @	
	Factures : maîtriser les règles juridiques et fiscales p. 284	Procéder au recouvrement de créances p. 217	Pratique de la comptabilité analytique p. 255	Comptables et financiers, les softskills qui font la différence **Nouveau** p. 243	
	Pratique de la TVA et sa comptabilisation p. 239	Recouvrement de créances : les outils juridiques p. 141	Réussir sa prise de fonction de manager @	Les clés de lecture des US GAAP p. 247	
	Les fondamentaux de la comptabilité vie p. 393	Comptabilité pour non-comptables p. 261			
PERFECTIONNEMENT	Comptable d'entreprise **Cycle certifiant** p. 234	Comptabilité des immobilisations p. 240	Retraiter les abandons de créances et les subventions intragroupe p. 280	APA : le choix du régime de faveur p. 286	Actualiser ses connaissances des normes IFRS p. 244
	Comptabiliser les stocks p. 233	Comptabiliser les charges de personnel p. 241	Élaborer son manuel des procédures comptables p. 243	Concilier expertise et management @	Maîtriser la norme IFRS 16 sur les contrats de location du côté preneur p. 212
	Maîtriser les écritures courantes et leur contrôle p. 238	Approfondir la comptabilité des assurances p. 394	Opérations de restructuration p. 286	English for Accounting and finance p. 247	Maîtriser la consolidation en IFRS p. 245
	Pratique de la comptabilité fournisseurs p. 238	Gérer le risque et le crédit client p. 216			Pratiquer l'analyse financière Niveau 2 p. 196
	Pratique de la comptabilité clients p. 239				
EXPERTISE	Préparer les comptes annuels p. 236		Pratique du fast close p. 242	Comptabiliser et gérer les placements et produits dérivés p. 396	Appliquer les impôts différés p. 290
					Comptabilisation des instruments financiers en IFRS p. 246

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Gestion de l'entreprise

INITIATION

- Accéder à la fonction contrôleur de gestion **Cycle long** p. 250
- Parler le même langage que son contrôleur de gestion p. 251
- Gestion d'entreprise p. 213
- Contrôle de gestion en assurance p. 397
- Concevoir et négocier un bon business plan Niveau 1 p. 214
- Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord p. 254
- Assistant(e) contrôleur de gestion p. 250
- Pratique de la comptabilité analytique p. 255
- Contrôle de gestion Niveau 1 p. 251
- Guider sa prise de décision avec la comptabilité analytique p. 255

PERFECTIONNEMENT

- Contrôleur de gestion **Cycle certifiant** p. 248
- Contrôleur de gestion en activité de services p. 253
- Élaborer un business plan Niveau 2 p. 215
- Contrôle de gestion de la fonction commerciale p. 254
- Évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement p. 215
- Pratiquer le contrôle de gestion bancaire p. 354
- Organiser une trésorerie de groupe p. 199
- Méthodes ABC, TDABC et ABM p. 256
- Contrôle de gestion Niveau 2 p. 252
- Cash Management p. 198
- Préparer une business review p. 252
- Contrôle de gestion des systèmes d'information p. 257
- Contrôleur de gestion en activité industrielle p. 253

EXPERTISE

- Maîtriser le processus budgétaire p. 256
- Traiter une masse de données volumineuse p. 258
- Contrôle de gestion de projet p. 257

Audit

INITIATION

- Pratiquer l'audit interne Niveau 1 p. 258
- Lutte contre la fraude à l'assurance p. 368

PERFECTIONNEMENT

- Se perfectionner à l'audit interne Niveau 2 p. 259
- Compliance anticorruption en entreprise p.142
- Conduire un audit comptable et financier p. 259
- Gérer le risque de fraude p. 260
- Auditer toutes les déclarations fiscales p. 283

EXPERTISE

- Maîtriser les outils du contrôle interne comptable p. 260
- Conduire un audit social p. 78
- Audit de la paie p. 70
- Legal risk management et compliance p. 142

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

COMPTABILISER LES STOCKS

Enregistrer les principales opérations comptables relatives aux stocks

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour faire le point sur les règles de comptabilisation des stocks

- Cerner la notion d'actif
- Distinguer immobilisations et stocks
- Déterminer le coût d'entrée d'un stock dans le patrimoine
- Déterminer le coût de production des stocks produits par l'entreprise
- Détecter les indices internes et externes de dépréciation
- Cerner les opérations à comptabiliser à l'inventaire : les variations de stocks
- Définir les informations à faire figurer dans l'annexe

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

- Les participants mettent en pratique les conseils vus durant la 1re heure en comptabilisant des variations de stocks
  Exercice d'application : comptabilisation des variations de stocks de fin d'exercice avec dépréciations

ÉTAPE 3 45 mn pour évaluer le coût des stocks à la clôture de l'exercice

Partage d'expériences : échanges sur les principales difficultés rencontrées dans l'évaluation des stocks

PLANNING

13 mai 2019	9 octobre 2019
Code 60104	de 11 à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Cerner les règles et les écritures comptables applicables aux stocks
Évaluer les stocks à leur entrée dans le patrimoine
Cerner les opérations à comptabiliser à l'inventaire

PRÉREQUIS

Avoir déjà procédé à des enregistrements comptables

PUBLIC CONCERNÉ

Comptables

COMPRENDRE L'ARRÊTÉ DES COMPTES

Cerner ses règles de fonctionnement et ses enjeux

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour faire le point sur l'arrêté des comptes

- Cerner l'objectif de l'arrêté des comptes
- Définir le cadre juridique et comptable
- Identifier les grandes rubriques du compte de résultat et du bilan
- Identifier les postes comptables les plus importants
- Mesurer le rôle de l'annexe
- Intégrer la logique entre comptes annuels et liasse fiscale

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

- Les participants mettent en pratique les conseils vus durant la 1re heure en analysant des éléments de comptes annuels
  Exercice d'application : lecture de postes comptables, analyse des enjeux et mise en exergue des incohérences relevées

ÉTAPE 3 45 mn pour intégrer la logique entre les comptes annuels et la charge d'impôt

Partage d'expériences : échanges sur les principales difficultés rencontrées dans la compréhension des comptes annuels

PLANNING

29 mai 2019	20 novembre 2019
Code 60105	de 11 à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Cerner la logique et les enjeux des comptes annuels
Identifier le cadre réglementaire
Comprendre l'articulation entre comptes annuels et liasse fiscale

PRÉREQUIS

Savoir lire et analyser bilan et compte de résultat

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant comprendre l'arrêté des comptes

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

NEW

CONSTRUIRE SON BUDGET

Affiner le pilotage de son activité

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour intégrer la démarche budgétaire dans le pilotage de son activité

- Identifier les différents types de budgets et leur articulation
- Assurer la cohérence entre long terme et court terme
- Analyser les différents postes budgétaires
- Cerner les points essentiels de la planification stratégique
- Prendre en compte culture et méthodes de management

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

- À partir des conseils vus durant la 1re heure, définition des critères les plus pertinents à retenir pour mettre en place le budget de son activité

Étude de cas : identification et définition des besoins budgétaires pour initier la démarche budgétaire de son activité ou de son service

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur l'efficacité d'un bon budget et les outils d'aide à la prise de décision dans le pilotage de son activité

Partage d'expériences : échanges sur l'analyse des écarts habituellement rencontrés et sur le budget d'un projet

PLANNING

18 juin 2019	18 décembre 2019
Code 60114	de 11 à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Intégrer le budget dans le processus de prise de décision
Identifier les différents types de budgets
Préparer son budget

PRÉREQUIS

Avoir à réaliser un budget

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne amenée à réaliser le budget de son service ou de son activité

OPTIMISER SES TABLEAUX DE BORD

Choisir les indicateurs les plus pertinents

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour revenir sur les clés de la conception d'un tableau de bord efficace

- Identifier les règles à suivre pour élaborer un tableau de bord performant
- Définir le type de tableau le plus approprié à l'objectif visé
- Choisir les indicateurs les plus pertinents selon le but recherché
- Réaliser le graphique le plus approprié

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

- Les participants mettent en pratique les conseils vus durant la 1re heure et s'exercent sur leur poste après avoir choisi une thématique avec le formateur

Exercice d'application : à partir de données précises, construction d'un tableau de bord et de son graphique en l'illustrant de commentaires synthétiques

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces

Partage d'expériences : échanges sur la réalisation de son tableau de bord

- Promouvoir les avantages de ses tableaux de bord
- Faire du tableau de bord l'outil de gestion incontournable : diverses utilisations pratiques

PLANNING

28 mai 2019	18 octobre 2019
Code 60107	de 11 à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Appliquer une méthodologie de conception de tableaux de bord utiles, utilisables et utilisés
Intégrer des indicateurs de pilotage et de mesure de la performance efficaces
Mettre en avant l'intérêt de l'utilisation de ses tableaux de bord

PRÉREQUIS

Avoir déjà réalisé des tableaux de bord

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne amenée à concevoir et exploiter des tableaux de bord

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

CRÉER UN TABLEAU CROISÉ DYNAMIQUE SOUS EXCEL®

Mettre en forme et synthétiser des données grâce aux TCD

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour acquérir les clés de la conception d'un tableau croisé dynamique

- Connaître les techniques de création d'un TCD
- Filtrer et segmenter les données
- Réorganiser les champs : modifier la présentation
- Actualiser la source de données
- Réaliser une synthèse
- Analyser et illustrer par un graphique croisé dynamique

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

- À partir des conseils vus durant la 1re heure, mise en pratique d'une thématique définie avec le formateur
  Exercice d'application : création d'un TCD intégrant un graphique croisé dynamique

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces

Partage d'expériences : échanges sur les difficultés rencontrées dans la réalisation de TCD

PLANNING

19 juin 2019	28 novembre 2019
Code 60108	de 11 à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Réaliser rapidement et facilement des tableaux et graphiques de synthèse à partir d'un volume de données important
Analyser des données sous différentes vues

PRÉREQUIS

Maîtriser les fonctions de base d'Excel®

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne amenée à réaliser des statistiques et à comparer des chiffres rapidement avec Excel®

ANALYSER UN BILAN ET UN COMPTE DE RÉSULTAT

Disposer des principales clés de lecture

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour lire et exploiter bilan et compte de résultat

- Découvrir le vocabulaire de base : chiffre d'affaires, charges d'exploitation, résultat d'exploitation…
- Identifier les grandes rubriques d'un compte de résultat
- Cerner les types de résultats : exploitation, financier et exceptionnel
- Mesurer l'impact des opérations sur le résultat
- Analyser les principaux postes du bilan

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

- À partir des conseils vus durant la 1re heure, travail d'analyse sur des documents de synthèse comptables
  Exercice d'application : analyse des charges d'un compte de résultat

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces

Partage d'expériences : échanges sur les principales difficultés rencontrées dans la lecture et l'analyse de bilan et de compte de résultat

- Identifier les points clés de lecture
- Comprendre et interpréter les données

PLANNING

26 juin 2019	13 novembre 2019
Code 60106	de 11 à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Cerner la logique et les mécanismes d'élaboration des états financiers
Pratiquer la terminologie de la comptabilité
Lire et comprendre le bilan et le compte de résultat

PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique aux états financiers d'entreprises

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne concernée par les états financiers

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

PARÇOURS VIDÉO

L'ANALYSE FINANCIÈRE, ÇA S'APPREND !

Intéressé par ce parcours :
digital-learning@abilways.com

OBJECTIFS

Prendre conscience des impératifs financiers qui pèsent sur l'entreprise

Cerner l'utilité des documents financiers

Rendre simple l'approche financière

LES CHAPITRES

Cerner les enjeux de la finance d'entreprise

Identifier les objectifs et les outils de l'analyse financière

Apprécier la performance d'une entreprise

Mesurer la solvabilité d'une entreprise

UN PARCOURS COMPLET

11 vidéos et 3 interviews d'experts

6 activités ludiques et 1 quiz de validation des connaissances

Des ressources téléchargeables pour approfondir vos connaissances

Un forum de discussion pour partager avec la communauté ABILWAYS

Une attestation de réussite et la recommandation LinkedIn délivrées après validation des connaissances

Parcours à suivre sur l'application mobile **ABILWAYS** disponible sur :

DISPONIBLE SUR Google Play

Télécharger dans l'App Store

Partenariat

TITRE CERTIFIÉ

COLLABORATEUR(TRICE) COMPTABLE

NEW CPF DIGITAL

INSCRIT AU RNCP

Évoluez vers le métier de comptable en entreprise en validant les blocs de compétences du **titre certifié " Collaborateur (trice) Comptable ".**

1 GÉRER LES OPÉRATIONS COMPTABLES COURANTES

2 GÉRER DES OBLIGATIONS FINANCIÈRES, FISCALES ET SOCIALES

3 ANALYSER ET OPTIMISER L'ACTIVITÉ

Le certificat de compétences qui atteste de la maîtrise d'un bloc de compétences est délivré par SOFTEC à l'issue d'une épreuve écrite composée d'un QCM et d'une étude de cas, suivie d'un oral devant un jury de professionnels.

Les compétences nécessaires à l'exercice du métier de **Collaborateur (trice) Comptable**, peuvent être acquises :

- par la **formation continue** pour les salariés souhaitant se spécialiser dans le traitement de la comptabilité,
- par la **formation en alternance** pour les demandeurs d'emploi et les salariés en reconversion ou
- par la **VAE (validation des acquis de l'expérience)**, pour toute personne justifiant d'au moins une année d'expérience professionnelle.

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

CPF

Titre certifié de niveau III (Bac+2) enregistré au RNCP
Éligible au CPF
Code 230189

DÉTAIL DU PARCOURS DE FORMATION

Préparant à la validation des 3 blocs de compétences du titre certifié
" Collaborateur (trice) Comptable "

LES + DE LA FORMATION

Formation certifiante inscrite au RNCP et éligible au CPF

Certification par capitalisation en validant séparément les 3 blocs de compétences à votre rythme, sur une période de 5 ans maximum

Des tests de positionnement réalisables à distance pour tester ses connaissances

Des ressources pédagogiques disponibles 24h/24 sur une plateforme dématérialisée

BLOC 1 - GÉRER LES OPÉRATIONS COMPTABLES COURANTES

Maîtriser les bases d'Office 2016 (code 54325 sur www.efe.fr)
3 jours | 21 heures

Mécanismes comptables et enregistrement des écritures (code 60084 p. 234)
3 jours | 21 heures

Travaux d'inventaire et de révision des comptes (code 60084 p. 234)
3 jours | 21 heures

Coût total du bloc 1 :
9 jours | 63 heures
Tarif formations : 3 555 € HT*
Coût de l'évaluation : 830 € HT
*Soit 20 % de remise

BLOC 2 - GÉRER DES OBLIGATIONS FINANCIÈRES, FISCALES ET SOCIALES

Pratique de la paie - Niveau 1 (code 10130 p. 68)
3 jours | 21 heures

Déclarations fiscales et sociales (code 60084 p. 234)
3 jours | 21 heures

États annuels fiscaux, financiers et de gestion (code 60084 p. 234)
3 jours | 21 heures

Coût total du bloc 2 :
9 jours | 63 heures
Tarif formations : 4 035 € HT*
Coût de l'évaluation : 830 € HT
*Soit 20 % de remise

BLOC 3 - ANALYSER ET OPTIMISER L'ACTIVITÉ

Finance pour non-financiers Niveau 1 (code 91100 p. 190)
2 jours | 14 heures

Contrôle de gestion Niveau 1 (code 60017 p. 251)
2 jours | 14 heures

Pratiquer l'analyse financière Niveau 1 (code 91043 p. 195)
2 jours | 14 heures

Développer son intelligence relationnelle (code 53064 sur www.efe.fr)
2 jours | 14 heures

Coût total du bloc 3 :
8 jours | 56 heures
Tarif formations : 4 835 € HT*
Coût de l'évaluation : 830 € HT
*Soit 20 % de remise

POUR EN SAVOIR PLUS

ou être conseillé,
contactez Alain BARBOT au 01 44 09 22 20
ou abarbot@efe.fr

Total 26 jours | 182 heures
code produit : 60115
3 blocs de compétences validés
Tarif formations : 11 650 € HT**
Frais de dossier : 150 € HT
Coût forfaitaire de l'évaluation : 2 500 € HT
Coût global : 14 300 € HT
**Soit 25 % de remise

Assistant(e) des services comptables

DIGITAL

Tenir la comptabilité courante d'une entreprise

L'enregistrement d'écritures courantes, la participation à des travaux de fin de mois sont les tâches qui incombent aux assistants des services comptables. Il convient également d'être capable de participer activement aux arrêtés de fin de mois en effectuant des travaux de rapprochement et de contrôle permettant la sortie d'états financiers fiables.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les notions essentielles de la comptabilité

Cerner la fonction comptable et son rôle dans l'entreprise

- Les missions de la fonction comptable
- Identifier les besoins des utilisateurs de l'information chiffrée
- Le système d'information comptable

Maîtriser les mots de la comptabilité

- La comptabilité générale et les comptabilités auxiliaires
- La comptabilité analytique et la comptabilité budgétaire

Lire et interpréter les documents de synthèse

- Le bilan : détail des principaux postes et des principaux ratios d'équilibre
- Le compte de résultat : les différents postes, résultat courant et résultat exceptionnel
- L'annexe

Intégrer le principe de passation des écritures

Définir les principes comptables et les notions de débit et de crédit

Cerner la logique des écritures comptables

Mesurer l'incidence de chaque écriture sur le bilan et le compte de résultat

Maîtriser l'organisation comptable

- Le plan comptable général
- Les documents comptables : journal, grand-livre et balance
- Le classement des pièces comptables justificatives

Exercice d'application : distinction des différents journaux, construction du grand-livre et élaboration de la balance des comptes

Intégrer l'obligation de remettre un fichier des écritures comptables au vérificateur des impôts : les champs obligatoires à renseigner lors de la saisie de chaque écriture

Enregistrer les écritures courantes

- Achats, ventes, encaissements et règlements
- TVA : principe et enregistrements des factures avec TVA
- TVA sur débit et sur encaissement

Exercice d'application : enregistrement d'écritures avec et sans TVA, incidences sur le bilan et le compte de résultat

- Les avoirs, acomptes, remises et escomptes
- Les ventes et achats en devise
- Les virements interbancaires
- Les différences d'arrondis

Exercice d'application : enregistrements d'écritures courantes

Procéder aux contrôles périodiques

- La vérification des bases de TVA
- Le contrôle des salaires et des charges sociales
- Le lettrage et l'apurement des comptes

Exercice d'application : lettrage d'un compte client et écritures de régularisation

- Le contrôle de vraisemblance par la connaissance des chiffres clés de l'entreprise
- Les rapprochements bancaires

Exercice d'application : établissement d'un rapprochement bancaire

Comprendre les écritures non courantes et de fin de période

- L'enregistrement des immobilisations et des amortissements
- La cession des immobilisations et leur comptabilisation
- L'écriture de paie
- Les emprunts et les remboursements
- L'écriture de TVA à décaisser
- Les régularisations des charges et des produits
- Les dépréciations et provisions : notions

Exercice d'application : à partir d'une balance fin de mois, vérifier la cohérence des comptes, passer les écritures correctives, enregistrer les dernières écritures de régularisation, établir la balance définitive, le compte de résultat et le bilan

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Quels sont les principaux états financiers ?
- Comment obtenir des informations pertinentes à partir du bilan ?
- Quels sont les principes généraux de la TVA ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Tenir la comptabilité courante d'une entreprise

INITIATION

Code : 60047

3 jours | 21 heures

Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le vocabulaire comptable
Lire et interpréter les états comptables
Assurer l'enregistrement des mouvements financiers liés à l'activité de l'entreprise

PRÉREQUIS

Avoir déjà effectué quelques travaux en comptabilité

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne chargée de travaux occasionnels en comptabilité et souhaitant acquérir les réflexes indispensables

ANIMATEUR

Maryline FERREZ
Consultante spécialisée en comptabilité

PLANNING

Paris
12 au 14 juin 2019
18 au 20 novembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 19 mars 2019 ou 15 octobre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Les bases de la comptabilité générale

Utiliser le plan comptable pour comptabiliser les écritures courantes

BEST OF DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Présentation des états financiers

Déterminer la structure d'un bilan
- Traduire le patrimoine de l'entreprise en termes de bilan
- Le principe de l'équilibre entre emplois et ressources
- Les mouvements dans le bilan

Établir un compte de résultat
- Cerner le concept de période
- Distinguer les différents types de charges et de produits
- Définir le lien avec le bilan et la balance

Comptabiliser des écritures avec le plan comptable
- Le plan comptable général
- Le plan des comptes de l'entreprise : classe et hiérarchisation des comptes, classification des opérations, notion de crédit/débit, principe de la partie double…
- Maîtriser le système d'enregistrement des opérations comptables
- Effectuer les imputations comptables
- Utiliser les différents documents comptables : balance, journal, grand-livre…

Du bilan au compte de résultat
- Le traitement de l'information : du bilan au compte de résultat
- Les écritures d'inventaire
- La liaison avec la balance

Exercice d'application : enregistrement des opérations et élaboration de la balance des comptes

Traitement des opérations courantes et clôture des comptes

Comptabiliser les opérations d'achat et de vente
- Factures et avoirs
- TVA
- Le mécanisme de la TVA
- La TVA déductible, collectée et à décaisser

Immobilisations corporelles, incorporelles et financières
- Calculer et comptabiliser les amortissements et constater les dépréciations
- Enregistrer les cessions

Exercice d'application : réalisation des tableaux

Provisions et dépréciations
- Enregistrer les dépréciations des comptes clients
- Principe des provisions pour risques et charges

Principes de comptabilisation des charges à payer et des charges constatées d'avance
- Principe d'enregistrement des salaires et charges sociales

Principe de comptabilisation des stocks

Exercice d'application : réalisation des écritures de stock et présentation dans le bilan et le compte de résultat

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- À voir sur www.efe.fr

COMPÉTENCES MÉTIER

Participer à l'enregistrement des opérations économiques et financières jusqu'à l'établissement du bilan et du compte de résultat

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 11 janvier 2019 ou 9 juillet 2019

INITIATION

Code : 60035
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Cerner les grands principes comptables
Utiliser le Plan Comptable Général (PCG)
Comptabiliser les écritures courantes

PRÉREQUIS
Avoir déjà effectué quelques travaux en comptabilité

PUBLIC CONCERNÉ
Assistant(e)s comptables
Employés comptables
Toute personne effectuant des missions comptables et désireuse d'acquérir les principes fondamentaux de la comptabilité

ANIMATEUR
Annabelle TRAMIER
Expert-comptable
ANNABELLE TRAMIER & Associés

PLANNING

Paris
21-22 janvier 2019
15-16 avril 2019
20-21 juin 2019
25-26 novembre 2019
23-24 janvier 2020
Lyon / Bordeaux / Lille / Nantes
Dates sur www.efe.fr

BESOIN DE COMPRENDRE LES BASIQUES ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Comptabiliser les stocks

PROGRAMME

Cerner les règles de comptabilisation de stocks
- Distinguer immobilisations et stocks, valeur actuelle, valeur vénale et valeur d'usage
- Déterminer le coût d'entrée d'un stock dans le patrimoine
- Déterminer le coût de production des stocks produits par l'entreprise

Partage d'expériences : échanges sur les principales difficultés rencontrées dans l'évaluation des stocks

Enregistrer les écritures de stocks
- Détecter les indices internes et externes de dépréciation
- Cerner les opérations à comptabiliser à l'inventaire : les variations de stocks
- Définir les informations à faire figurer dans l'annexe

Exercice d'application : comptabilisation des variations de stocks de fin d'exercice avec dépréciations

COMPÉTENCES MÉTIER

Enregistrer les principales opérations comptables relatives aux stocks

PLANNING

Paris
12 avril 2019
12 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 60110
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 495 €

OBJECTIFS
Cerner les règles et les écritures comptables applicables aux stocks
Comptabiliser les variations de stocks à l'inventaire

PRÉREQUIS
Avoir des bases en comptabilité générale

PUBLIC CONCERNÉ
Collaborateurs des services comptables et financiers
Comptables uniques d'entreprise

CYCLE CERTIFIANT

Comptable d'entreprise

Prendre en charge la comptabilité et progresser vers un poste de responsable

Les modifications incessantes de la législation obligent à une remise à niveau constante des connaissances. Il est impératif pour les comptables d'entreprise de se former aux nouvelles dispositions comptables et fiscales afin de contribuer efficacement à la clôture des comptes de leur entité et de progresser.

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après sa formation

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

MODULE 1 | 3 jours

Mécanismes comptables et enregistrement des écritures

OBJECTIFS

Cerner les grands principes comptables
Comptabiliser les écritures courantes

PROGRAMME

Maîtriser les principes de base de la comptabilité
- Rôle et objectifs de la comptabilité générale, analytique et auxiliaire
- Organisation de la comptabilité au sein des services finance, gestion, consolidation et fiscalité
- Réglementation comptable française et internationale
- Plan comptable, pièces et documents comptables et livres comptables obligatoires

Test de connaissances : principes généraux de la comptabilité

Procéder aux opérations d'écritures
- Opérations d'achat
- Opérations de vente
- Opérations de trésorerie
- Opérations d'investissement
- Règles d'enregistrement de la TVA
- Charges de personnel
- Opérations diverses : comptabilisation des opérations de reclassement, écarts de règlement et traitement des gains et des pertes de change

Exercice d'application : chaque problématique est illustrée par un exercice de passation d'écritures

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 3 jours

Travaux d'inventaire et de révision des comptes

OBJECTIFS

Préparer l'information nécessaire à la clôture des comptes
Réaliser les travaux d'inventaire

PROGRAMME

Organiser et planifier les travaux et opérations de clôture de l'exercice
- Principes de justification de tous les comptes du bilan et du compte de résultat
- Cadrage des comptes par cycle, TVA, salaires et investissements
- Organiser un dossier de révision des comptes
- Identifier les contraintes de la comptabilité informatisée, du contrôleur fiscal et du commissaire aux comptes

Réaliser les opérations...

sur les immobilisations
- Traiter les dépréciations des actifs et les pertes de valeur
- Traiter les cessions à titre gratuit, les mises au rebut et les échanges

sur les stocks et les en-cours
- Déterminer le coût d'acquisition ou de production des produits
- Comptabiliser les variations de stock et les dépréciations sur stock

sur les produits d'exploitation
- Régulariser les produits, factures à établir et produits constatés d'avance
- Traiter les créances irrécouvrables et les provisions pour risque et charges liées aux ventes sur les charges d'exploitation
- Régulariser les charges, charges à payer et charges constatées d'avance
- Traiter les provisions pour risque et charges liées aux charges et dettes

sur les charges et les produits financiers
- Valoriser les placements financiers et gérer les plus-values et moins-values latentes
- Évaluer et comptabiliser les dépréciations des prêts
- Comptabiliser les écarts de conversion sur prêts et emprunts
- Traiter les opérations de bordereau Dailly, affacturage et escompte
- Analyser les garanties et les cautions sur emprunts

Exercice d'application : chaque problématique est illustrée par un exercice de traitement de points spécifiques

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 3 jours

Déclarations fiscales et sociales

OBJECTIFS

Faire le point sur les aspects fiscaux et sociaux
Établir les déclarations

PROGRAMME

Comptabilité générale et fiscalité
- Différence entre principes comptables et fiscaux
- Principales déclarations sociales des taxes
- Rappel des obligations et délais et récurrents

Test de connaissances : Quiz de validation des connaissances

Opérations fiscales de fin d'exercice IS et participation
- Déterminer les réintégrations et les déductions fiscales
- Détermination du résultat fiscal
- Calcul de l'impôt sur les sociétés
- Principaux crédits : d'impôts, apprenti, formation et recherche
- Calcul de la participation légale

Exercice d'application : calcul de l'IS et de participation

Établir les principales déclarations fiscales récurrentes
- Effectuer les déclarations de TVA, IS, CET, CFE, CVAE et TVS
- Effectuer la déclaration de prélèvements sociaux sur dividendes et IFU

Exercice d'application : établissement des principales déclarations

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Établir les principales déclarations sociales

- Principes d'établissement des déclarations URSSAF, Pôle Emploi et retraite et TDS
- Effectuer la déclaration de la taxe d'apprentissage, de la formation professionnelle et de la taxe handicapé
- Effectuer la déclaration d'effort construction et de taxe sur les salaires

Exercice d'application : établissement des principales déclarations

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Classe virtuelle Mémoire* : pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance

MODULE 4 | 3 jours

États annuels fiscaux, financiers et de gestion

OBJECTIFS

Établir les états financiers
Intégrer les notions de consolidation et de normes IFRS

PROGRAMME

Établir les états financiers annuels

- Monter et analyser le bilan et le compte de résultat
- Analyser les soldes intermédiaires de gestion, CAF, fonds de roulement et tableau de financement
- Établir l'annexe comptable et les engagements hors bilan

Exercice d'application : établissement de déclarations

- États comptables et états du contrôle de gestion
- Comparer les états comptables et les états du service de gestion
- Comparer les budgets et les réalisés
- Analyser des écarts en vraisemblance
- Valider les chiffres comptables avec les chiffres de la gestion

Exercice d'application : établissement de comparatifs

Établir la liasse fiscale annuelle

- Identifier les différents régimes de liasse fiscale, simplifié ou normal
- Établir la liasse fiscale et les tableaux annexes
- Régime d'intégration fiscale et les différents tableaux

Exercice d'application : établissement de déclarations

Notions de consolidation et normes IFRS

- Les principes de consolidation et les obligations légales
- Les réglementations CRC et IFRS
- Les pratiques des groupes cotés
- Le contexte général des normes IFRS
- Les problématiques des IFRS pour les PME

Test de connaissances : Quiz de validation des connaissances

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

Classe virtuelle Retours d'expérience :** pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

MODULES VIDÉO

- Quels sont les principaux états financiers ?
- Comment obtenir des informations pertinentes à partir du bilan ?
- Quels sont les principes généraux de la TVA ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Prendre en charge la comptabilité d'une PME ou progresser vers un poste de responsable dans une direction financière

PERFECTIONNEMENT

Code : 60084
12 jours | 84 heures
Tarif HT : 6 300 €
Tarif TTC pour les particuliers : 5 040 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
COMPTABILITÉ D'ENTREPRISE
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Pratiquer les mécanismes comptables et les écritures de fin d'exercice
Mesurer les contraintes financières de contrôle de gestion et de consolidation
Établir les comptes sociaux et les différentes déclarations fiscales et sociales

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en comptabilité générale ou avoir suivi " Assistant(e) des services comptables " (code 60047) p. 232

PUBLIC CONCERNÉ

Assistants PME/PMI et contrôleurs de gestion souhaitant évoluer vers un poste de comptable
Collaborateurs comptables souhaitant évoluer vers un poste de responsable

ANIMATEUR

Élisabeth TIBAUT
Expert-comptable, Commissaire aux comptes
Cabinet TIBAUT

PLANNING

Paris - Promotion 1
15 au 17 mai,
12 au 14 juin,
11 au 13 septembre,
25 septembre*,
7 au 9 octobre,
10 janvier 2020**

Paris - Promotion 2
18 au 20 novembre,
16 au 18 décembre 2019,
15 au 17 janvier,
29 janvier*,
5 au 7 février,
7 mai 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants Quiz amont	Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation	Classe virtuelle Mémoire* Modules video E-evaluation Quiz aval Classe virtuelle Retours d'expérience**

voir descriptif p. 223

Préparer les comptes annuels

Comptabiliser les écritures d'inventaire pour élaborer les comptes annuels

L'évolution continue de l'actualité et l'introduction des nouvelles normes comptables (PCG 2014) rendent indispensable l'actualisation des connaissances afin d'assurer la production de comptes annuels sincères. L'élaboration des comptes annuels implique le respect de règles comptables appliquées aux différentes opérations juridiques et économiques de l'entreprise, et la mise en place d'outils permettant la révision des comptes.

FORMAT

PRÉSENTIEL

DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer la logique des comptes annuels

Maîtriser le cadre juridique et comptable

- Les sources du droit et les différents organismes
- Un nouvel outil : le règlement 2014-03 et le recueil des normes comptables
- Les changements de méthodes et les changements d'estimation

Cerner les grandes rubriques du compte de résultat, du bilan et de l'annexe

Comptabiliser les écritures d'inventaire

Maîtriser les actifs immobilisés corporels et incorporels

- Évaluation des actifs
- Amortissement et dépréciation des immobilisations
- Cas particuliers : frais de développement, dépenses ultérieures et gros entretien (composant vs provision)
- Impact sur les comptes annuels : présentation du bilan et du compte de résultat

Exercice d'application : chaque problématique est illustrée par un exercice de passation d'écriture

Intégrer la logique des actifs financiers

- Les différentes catégories d'actifs financiers
- Règles d'évaluation à la clôture

Réaliser le traitement comptable des actifs circulants

- L'évaluation et le traitement comptable des stocks
- L'évaluation et le traitement comptable des créances et des dettes

Exercice d'application : écritures de constatation des stocks à la clôture, analyse et traitement des créances douteuses et en devises

Procéder au rattachement des charges et des produits aux résultats de l'exercice… à l'actif

- Les factures à établir et intérêts courus
- Les charges constatées d'avance

… au passif

- Les factures non parvenues et intérêts courus
- Les produits constatés d'avance

Exercice d'application : enregistrement et analyse d'opérations relatives au principe d'indépendance des exercices, "cut off "

Intégrer les provisions inscrites au passif

- Les provisions pour risques et charges : définition et conditions de comptabilisation, évaluation et prise en compte des événements postérieurs à la clôture

Étude de cas : analyse de provisions pour litiges, amendes et pénalités, licenciements, gros entretiens

- Les provisions réglementées

Définir les autres composantes des états financiers

- Les engagements de retraite
- Les contrats à long terme
- Le traitement comptable des subventions

Procéder à l'élaboration des comptes annuels

- Présenter le bilan et le compte de résultat
- Déterminer le contenu de l'annexe

Partage d'expériences : échange sur les différents points de difficulté rencontrés et liste des outils disponibles pour les résoudre

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Comptabiliser les écritures d'inventaire nécessaires à l'élaboration des comptes annuels

EXPERTISE

Code : 60100

3 jours | 21 heures

Tarif HT : 2 100 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner la méthodologie d'élaboration et la logique des comptes annuels
Comptabiliser les écritures d'inventaire
Établir le bilan et le compte de résultat

PRÉREQUIS

Avoir des bases en comptabilité

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs des services comptables et financiers
Employés comptables et aides comptables
Comptables uniques d'entreprise

ANIMATEUR

Pascale RIMBAUD
Consultant spécialisé en comptabilité

PLANNING

Paris
13 au 15 février 2019
10 au 12 juillet 2019
9 au 11 décembre 2019
26 au 28 février 2020

Lyon
24 au 26 juin 2019
25 au 27 novembre 2019

Bordeaux
17 au 19 juin 2019
25 au 27 novembre 2019

Nantes
19 au 21 juin 2019
13 au 15 novembre 2019

Lille
19 au 21 juin 2019
13 au 15 novembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 10 avril 2019
ou 25 septembre 2019

EFE vous accompagne dans votre apprentissage

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne Quiz amont Modules vidéo	Temps de travail, d'échanges et de rencontres dans nos salles de formation	E-évaluation Quiz aval Classe virtuelle Modules vidéo

voir descriptif p. 223

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

FORMAT

BLENDED

EXPERTISE

DISTANCIEL

1 - Questionnaire Amont - Évaluation de votre niveau avant la formation

2 - Documents téléchargeables sur les sources du droit, les organismes comptables, le règlement 2014-03, le recueil des normes comptables et les états financiers : bilan, compte de résultat et annexe

3 - Classe virtuelle - Pour faire le point sur la logique des comptes annuels, les états financiers à établir et répondre aux questions qui en découlent (1h30)

4 - Exercice d'application : passations d'écritures d'actifs immobilisés corporels et incorporels

PRÉSENTIEL

5 - 2 jours de présentiel pour comptabiliser les écritures d'inventaire et procéder à l'élaboration des comptes annuels

Comptabiliser les écritures d'inventaire

- Passer les écritures d'actifs immobilisés corporels et incorporels
  Partage d'expériences : échanges sur la correction des passations d'écritures d'actifs immobilisés
- Intégrer la dépréciation des immobilisations
  Étude de cas : analyse d'un test de dépréciation
- Comprendre la logique des actifs financiers
- Réaliser le traitement comptable des actifs circulants
  Exercice d'application : écritures de constatation des stocks à la clôture, analyse et traitement des créances douteuses et en devises
- Procéder au rattachement des charges et des produits aux résultats de l'exercice à l'actif et au passif
  Exercice d'application : enregistrement et analyse d'opérations relatives au principe d'indépendance des exercices, "cut off "
- Intégrer les provisions inscrites au passif
  Étude de cas : analyse de provisions pour litiges, amendes et pénalités, licenciements, gros entretiens
- Définir les autres composantes des états financiers

Procéder à l'élaboration des comptes annuels

- Présenter le bilan et le compte de résultat
- Déterminer le contenu de l'annexe
  Partage d'expériences : échange sur les différents points de difficulté rencontrés et liste des outils disponibles pour les résoudre

DISTANCIEL

6 - Module vidéo pour intégrer la logique des états financiers : Comment lire les états financiers de l'entreprise ?

7 - Exercice d'application : étude de cas permettant de mettre en application l'ensemble des points vus durant la formation

8 - Questionnaire aval : pour valider les acquis de la formation

INITIATION

Code : 60100BL
21 heures
dont 14 heures de présentiel
et 7 heures de distanciel
Tarif HT : 1 680 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner la méthodologie d'élaboration et la logique des comptes annuels
Comptabiliser les écritures d'inventaire
Établir le bilan et le compte de résultat

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs des services comptables et financiers
Employés comptables et aides comptables
Comptables uniques d'entreprise

PRÉREQUIS

Avoir des bases en comptabilité ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 page 233)

ANIMATEUR

Amélie VINATIER TOPALIAN
Expert-comptable - Commissaire aux comptes

COMPÉTENCES MÉTIER

Comptabiliser les écritures d'inventaire nécessaires à l'élaboration des comptes annuels

PLANNING

Paris - Session 1
Début du distanciel : 13 mai 2019
Classe Virtuelle :
21 mai 2019 de 17h à 18h30
Présentiel : 28 mai 2019
Fin du distanciel : 7 juin 2019

Paris - Session 2
Début du distanciel :
5 novembre 2019
Classe Virtuelle :
15 novembre 2019 de 17h à 18h30
Présentiel : 22 novembre 2019
Fin du distanciel :
2 décembre 2019

Maîtriser les écritures courantes et leur contrôle

DIGITAL

Prendre en charge les travaux comptables quotidiens

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les écritures courantes

La comptabilisation des achats, charges externes et produits
- Schémas comptables de base
- Factures et avoirs
- Acquisition des immobilisations

La comptabilisation et le suivi de la TVA
- Fait générateur
- Exigibilité
- Calculer la TVA due et établir la déclaration de TVA

Exercice d'application : enregistrement de factures, régularisation d'écritures de TVA en fin de mois et établissement de la déclaration de TVA

Les opérations de trésorerie
- Règlements en espèces
- Chèques
- Virements
- Opérations d'affacturage
- Avances et acomptes

Les titres, prêts et emprunts

Les frais de personnel
- Salaires et charges sociales
- Frais professionnels

Étude de cas : centralisation des écritures de paie

Les taxes
- Taxes assises sur les rémunérations
- Les autres types de taxes

Le contrôle comptable, le contrôle des comptes clients et les rapprochements bancaires
- Justifier les soldes des comptes de tiers : le lettrage
- Justifier les écarts des comptes financiers : le rapprochement bancaire

Exercice d'application : établissement d'un rapprochement bancaire

MODULES VIDÉO
- Quels sont les principes généraux de la TVA ?
- Quels sont les points de vigilance à surveiller sur vos déclarations de TVA ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Enregistrer les principales opérations comptables de l'entreprise, et justifier les soldes des comptes

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 11 juillet 2019
ou 9 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 60098
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 495 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Enregistrer les opérations comptables courantes
Organiser le système de contrôle
Justifier les comptes

PRÉREQUIS
Être à l'aise avec la logique comptable

PUBLIC CONCERNÉ
Collaborateurs des services comptables et financiers
Comptables uniques d'entreprise

ANIMATEUR
Laurent PORTE
Consultant spécialisé en comptabilité
FRUCTEAM

PLANNING

Paris
20-21 mai 2019
14-15 octobre 2019

Pratique de la comptabilité fournisseurs

DIGITAL

Maîtriser le processus complet du cycle achat fournisseurs

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir les opérations avec les fournisseurs pour mieux les comptabiliser
- Organiser les achats et s'assurer du contrôle interne
- Identifier les aspects juridiques liés aux achats

Comptabiliser les achats et les charges de l'entreprise

Comptabiliser les opérations avec les fournisseurs
- Le fonctionnement des comptes fournisseurs et des comptes d'achats et de charges
- Les règles de comptabilisation des factures d'achat, des frais accessoires, réductions, escomptes de règlements et avoirs
- Les achats en devise et les modes de conversion

Exercice d'application : comptabilisation des diverses opérations d'achats
- Les immobilisations et la méthode des composants
- La comptabilisation des stocks et des emballages

Comptabiliser les règlements
- Les instruments de paiement
- La comptabilisation des règlements : acomptes, virements, effets de commerce, opérations en devises…

Test de connaissances : articulation des opérations avec les fournisseurs

Comptabiliser la TVA sur les opérations avec les fournisseurs

Exercice d'application : comptabilisation de la TVA sur factures

Traiter les opérations de fin d'exercice
- L'ajustement des charges
- Les charges à répartir sur plusieurs exercices
- L'incidence de la variation des stocks sur les achats
- L'évaluation des dettes d'achat en devises

Test de connaissances : les opérations en devises

Recenser les engagements hors bilan

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO:
- Quels sont les principes généraux de la TVA ?
- Qu'est-ce que la notion de territorialité ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Comptabiliser les factures et les réductions en traitant la TVA sur les opérations d'achat

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 18 février 2019
ou 27 septembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 60036
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 495 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Contrôler et comptabiliser les factures
Traiter la TVA sur les opérations d'achat
Comptabiliser les opérations de fin d'exercice

PRÉREQUIS
Avoir déjà effectué quelques travaux en comptabilité

PUBLIC CONCERNÉ
Comptables
Collaborateurs comptables et financiers

ANIMATEUR
Chantal TARNAUD
Consultante spécialisée en comptabilité

PLANNING

Paris
17-18 juin 2019
21-22 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Pratique de la comptabilité clients

DIGITAL

Gérer les comptes clients et piloter le risque de non-recouvrement

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir la relation clients pour mieux traiter l'information comptable
- Identifier les contraintes juridiques de la relation clients
- S'assurer du bon fonctionnement des règles du contrôle interne des ventes

Comptabiliser les opérations avec les clients

Enregistrer les opérations de vente
- Les règles de rattachement des produits à l'exercice
- Le fonctionnement des comptes clients et les comptes de ventes
- La comptabilisation des factures de vente, débours, réductions, escomptes accordés, avoirs et retenues de garantie
- Les opérations de contrat à long terme

Test de connaissances : Quiz sur les enregistrements d'opérations de vente
- Les exportations, les ventes en devises et la conversion

Enregistrer les opérations de règlement
- La comptabilisation des pénalités de retard et des impayés
- La comptabilisation des règlements
- Le traitement comptable du financement des créances
- Le traitement comptable des opérations d'affacturage

Exercice d'application : comptabilisation de diverses opérations de vente

Comptabiliser la TVA sur les opérations de vente

Exercice d'application : calcul et comptabilisation de la TVA

Participer aux opérations de fin d'exercice
- L'ajustement des produits de l'exercice
- L'évaluation des créances
- La constatation et le réajustement de la dépréciation des créances clients

Exercice d'application : présentation de l'état des créances douteuses à la fin de l'exercice et passation des écritures nécessaires

MODULES VIDÉO:
- Quels sont les principes généraux de la TVA ?
- Qu'est-ce que la notion de territorialité ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Gérer l'ensemble de ses comptes clients et mettre en œuvre les outils de pilotage du risque de non-recouvrement

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 11 juillet 2019
ou 19 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 60037
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 495 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les contraintes juridiques de la vente
Comptabiliser les opérations de vente et de règlement
Traiter la TVA sur les opérations de vente
Évaluer et comptabiliser les opérations de clôture

PRÉREQUIS
Avoir déjà effectué quelques travaux en comptabilité

PUBLIC CONCERNÉ
Comptables
Collaborateurs comptables et financiers

ANIMATEUR
Chantal TARNAUD
Consultante spécialisée en comptabilité

PLANNING
Paris
23-24 mai 2019
10-11 octobre 2019

Pratique de la TVA et sa comptabilisation

DIGITAL

Appliquer les règles fiscales et déclarer la TVA

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le mécanisme de la TVA
- TVA collectée et TVA déductible
- TVA à décaisser et crédit de TVA

Calculer la TVA collectée par les services de comptabilité clients
- Le champ d'application
- La territorialité
- Les différents taux de TVA
- La base imposable
- Fait générateur et exigibilité de la TVA
- Mentions spécifiques sur les factures
- Régulariser la TVA sur impayés

Exercice d'application : détermination du montant de la TVA collectée

Calculer la TVA déductible pour les services de comptabilité achat
- Conditions de forme, de fond et de délai pour la déductibilité de la TVA
- Dépenses exclues du droit à déduction
- Frais de mission et de réception
- Achats en franchise
- TVA intracommunautaire
- Cas d'autoliquidation de la TVA

Exercice d'application : détermination du montant de la TVA déductible

Établir la déclaration de la TVA et procéder à son enregistrement
- Les écritures de base
- La déclaration de TVA (CA3)
- La DEB
- Le contrôle des ventes avec les déclarations de TVA

Exercice d'application : remplissage d'une déclaration de TVA (CA3) et son enregistrement
- Identifier les obligations des redevables
- Archivage des pièces justificatives
- Durée et lieu d'archivage

MODULES VIDÉO:
- Quels sont les principes généraux de la TVA ?
- Qu'est-ce que la notion de territorialité ?
- Quels sont les points de vigilance à surveiller sur vos déclarations de TVA ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Appliquer les règles fiscales concernant la TVA collectée et déductible, établir la déclaration de TVA et la comptabiliser

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 16 mai 2019
ou 8 novembre 2019

INITIATION

Code : 60013
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Calculer la TVA récupérable et la TVA collectée
Calculer le montant de la TVA à décaisser
Établir la déclaration de TVA

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en matière de comptabilité clients et fournisseurs

PUBLIC CONCERNÉ
Collaborateurs des services de comptabilité clients et fournisseurs

ANIMATEUR
Élisabeth TIBAUT
Expert-comptable, Commissaire aux comptes
Cabinet TIBAUT

PLANNING
Paris
21-22 mars 2019
23-24 septembre 2019

Comptabilité des immobilisations

Maîtriser le traitement comptable et fiscal des immobilisations dans les comptes sociaux

Les investissements représentent des enjeux lourds pour les entreprises et les immobilisations constituent une part importante de leur bilan. De l'acquisition à la cession ou à la mise au rebut, il importe de bien en maîtriser le traitement comptable ainsi que de comprendre les implications pour tous les acteurs de l'entreprise participant au suivi et au pilotage de ces actifs.

PERFECTIONNEMENT

Code : 60012
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 495 €
Repas inclus

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Passer de l'investissement sur le plan économique à l'immobilisation sur le plan juridique

- Propriété, détention et/ou utilisation d'une immobilisation
- Distinction entre charge et immobilisation
- Problématique du crédit-bail
- Liens avec la contribution économique territoriale

Distinguer les différentes catégories d'immobilisations : leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise

- Terrains, immeubles et agencements, matériel de production et de transport : les coûts à immobiliser
- Conséquences des travaux sur la durée de vie des immobilisations corporelles
- L'approche par composants
  Exercice d'application : réalisation d'un cas sur l'approche par composants
- Constater un composant ou provisionner des dépenses de gros entretien
  Exercice d'application : traitement des dépenses d'entretien et de réparation
- Le traitement des subventions d'investissement
- Immobilisations incorporelles : le traitement spécifique
- Fonds de commerce et droit au bail
- Brevets, licences, marques et logiciels

Procéder au suivi des immobilisations et à l'inventaire physique

- Les procédures à mettre en œuvre
- Utilité d'un fichier des immobilisations
- Utilité d'un inventaire physique et de mises au rebut régulières pour l'établissement de la contribution économique territoriale
- Transmission des informations entre services de gestion et services comptables

Amortissements et dépréciations des immobilisations

- Calcul et suivi comptable des amortissements
- Amortissements économiques : linéaires, dégressifs et en fonction de l'utilisation
- Suivi fiscal
- Amortissements non déductibles
- Amortissements dérogatoires
- Amortissements différés
- Suramortissement
  Exercice d'application : calcul des amortissements et passation d'écritures
- Traitement des dépréciations
  Exercice d'application : détermination et suivi dans le temps des dépréciations

Organiser la sortie du patrimoine de l'entreprise : cessions, pertes ou mises au rebut

- Calcul et imposition des plus ou moins-values
- Comptabilisation
- Traitement comptable et fiscal des éventuelles dépréciations constituées
- Suivi des informations transmises par les services de production ou de gestion
- Régularisation de TVA en cas de cession

Préparer les documents comptables et fiscaux

- Présentation des immobilisations
- Tableau fiscal des immobilisations et amortissements

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser le traitement comptable et fiscal des immobilisations dans les comptes sociaux

OBJECTIFS

Intégrer les bases de la réglementation comptable et fiscale
Suivre et comptabiliser les investissements de l'entreprise
Organiser la sortie du patrimoine de l'entreprise

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en comptabilité ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035) p. 233

PUBLIC CONCERNÉ

Comptables
Collaborateurs comptables et financiers chargés des immobilisations
Collaborateurs des services de gestion ou d'investissement

ANIMATEUR

Nicole RUEFF
Directeur de Mission
SAVOIR-FAIRE & CIE

PLANNING

Paris
24-25 juin 2019
14-15 octobre 2019
12-13 décembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises
Tarif HT : 125 € / Durée : 90 mn, de 11h00 à 12h30
Dates : 29 mai 2019 ou 12 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Comptabiliser les charges de personnel

DIGITAL

Enregistrer les opérations liées à la paie et aux charges de personnel

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Comprendre le fonctionnement comptable des rémunérations
- Les différentes catégories de rémunérations : salaires, primes, indemnités…
- Les charges sociales
- Les taxes assises sur les salaires

Procéder à la comptabilisation des opérations de paie

La comptabilisation mensuelle des opérations relatives à la paie
- Le lien entre les rubriques de paie et le PCG
- La comptabilisation de la paie et des déclarations sociales
- La centralisation de la paie

Exercice d'application : la comptabilisation mensuelle

Cas particuliers de comptabilisation
- Avances et acomptes, prêts au personnel, oppositions sur salaires, titres restaurant
- Subventions et aides à l'emploi, crédits d'impôt

Avantages en nature et notes de frais

Exercice d'application : comptabilisation d'une succession d'événements particuliers

Les absences : indemnités journalières de Sécurité sociale, compléments de salaire et subrogation

Exercice d'application : les différents traitements d'un même événement et leurs conséquences

Procéder aux opérations de clôture relatives aux charges de personnel

Les rémunérations différées : calcul, provision et débouclement

Exercice d'application : la prime de fin d'année et les congés payés

La pratique de l'abonnement mensuel

Exercice d'application : suite de l'exercice sur la prime de fin d'année et les congés payés

Les taxes liées aux salaires

Effectuer les contrôles indispensables et respecter leur périodicité

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Comptabiliser les opérations liées à la paie et aux charges de personnel

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 10 mai 2019
ou 20 novembre 2019

INITIATION

Code : 60026
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 495 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Acquérir les bases de la réglementation comptable, fiscale et sociale liées aux charges de personnel
Suivre et comptabiliser les charges de personnel et les opérations de paie de l'entreprise
Procéder aux opérations de clôture

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances de base en comptabilité

PUBLIC CONCERNÉ
Comptables

ANIMATEUR
Élisabeth TIBAUT
Expert-comptable, Commissaire aux comptes
Cabinet TIBAUT

PLANNING

Paris
18-19 mars 2019
7-8 novembre 2019

Comptable unique

DIGITAL RÉGION

Maîtriser la tenue de la comptabilité et les déclarations fiscales de l'entreprise

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Assimiler le fonctionnement de la comptabilité

Assimiler les principaux schémas de comptabilisation
- Achats : distinction charges/ immobilisations
- Ventes et déductions commerciales
- TVA et opérations intracommunautaires
- Charges de personnel
- Trésorerie, financements et placements

Étude de cas : analyse d'une situation reprenant l'ensemble des schémas

Réaliser le suivi et les contrôles périodiques
- Le contrôle des comptes de tiers
- Le lettrage et l'apurement des comptes
- L'utilisation de la balance âgée
- La circularisation des tiers
- Le cas particulier des comptes intra-groupe
- Les autres contrôles périodiques
- Le rapprochement bancaire
- Le contrôle des bases de TVA
- Le rapprochement de la DSN (Déclaration Sociale Nominative) et de la comptabilité

Exercice d'application : lettrage d'un compte et rapprochement bancaire

Préparer les informations nécessaires à l'expert-comptable

La préparation des OD de clôtures
- Charges à payer
- Produits à recevoir
- Charges et produits constatés d'avance
- Le suivi des immobilisations et les amortissements
- Les provisions de fin d'exercice : impayés, litiges, sinistres, maladies…
- La variation des stocks

La préparation des éléments nécessaires à la détermination du résultat fiscal

La préparation de la liasse fiscale et de l'annexe

Exercice d'application : préparation du tableau 2058 A avec les principaux cas de réintégration et de déduction

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- À voir sur www.efe.fr

COMPÉTENCES MÉTIER

Tenir la comptabilité d'une PME ou de la filiale d'un groupe au quotidien et préparer les informations nécessaires à l'expert-comptable

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 23 janvier 2019
ou 26 septembre 2019

INITIATION

Code : 60011
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Cerner le fonctionnement de base de la comptabilité et de la fiscalité
Être en mesure, sous la supervision d'un expert-comptable, de prendre en charge les écritures courantes
Préparer les informations nécessaires à l'expert-comptable

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances de base en comptabilité

PUBLIC CONCERNÉ
Comptables uniques en PME ou dans une filiale de groupe

ANIMATEUR
Élisabeth TIBAUT
Expert-comptable, Commissaire aux comptes - Cabinet TIBAUT

PLANNING

Paris
20 au 22 mars 2019
18 au 20 septembre 2019
Lyon
Dates sur www.efe.fr

Arrêté des comptes

Organiser la clôture et arrêter les comptes

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Des écritures comptables au bilan : traiter comptablement et fiscalement les différentes opérations

Les règles applicables aux actifs immobilisés
- Coût d'entrée
- Amortissements et dépréciations
- Divergences entre règles comptables et fiscales
- Régime simplifié des PME
- Les difficultés

Le traitement des stocks

Le traitement des provisions
- Gros entretien, remise en état, SAV gratuit, amendes et pénalités
- Existence et valorisation des passifs probables
- Événements postérieurs à la clôture
- Les difficultés

Opérations en devises
- Créances et dettes exprimées en devises
- Couverture de change
- Les règles fiscales

Régulariser les charges
- Les règles de rattachement des charges à l'exercice
- Les pièges à éviter : charges pluriexercices, campagnes publicitaires…

Régulariser les produits
- Les règles de rattachement des produits à l'exercice
- Le cas des prestations de services

Valeurs mobilières : cerner les difficultés
- Valorisation à l'entrée et au bilan
- Divergences entre règles comptables et fiscales

Les engagements hors bilan

Exercice d'application : chaque problématique est illustrée par un exercice de traitement des points spécifiques

Établir les comptes annuels et la liasse fiscale
- Déterminer le résultat fiscal

Partage d'expériences : échange sur les difficultés les plus fréquentes et les traitements adaptés
- Établir les états financiers et les annexes

Exercice d'application : élaboration de la structure de l'annexe

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les dernières évolutions comptables et fiscales pour organiser la clôture et arrêter les comptes

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 13 mars 2019
ou 16 octobre 2019

INITIATION

Code : 60002
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mesurer l'impact des dernières évolutions comptables et fiscales sur l'arrêté des comptes
Traiter comptablement et fiscalement les différentes opérations de la clôture comptable d'un exercice
Établir les comptes annuels et la liasse fiscale

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en comptabilité

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs des services comptables et financiers
Chefs comptables

ANIMATEUR

Pierre KRO
Expert-comptable
PK-EXPERTS

PLANNING

Paris
17 au 19 juin 2019
11 au 13 décembre 2019

Pratique du fast close

Réduire les délais de publication des comptes

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Étude de cas fil rouge : analyse des phases d'audit, du diagnostic au suivi du projet

Diagnostiquer les besoins et identifier les acteurs concernés
- Impliquer les bonnes personnes au sein de l'entreprise et en externe : établir une synergie efficace entre l'ensemble des services financiers et opérationnels
- Définir le contexte de la mise en place du projet
- Adopter une stratégie efficiente de communication du groupe

Mobiliser les entités impliquées et établir les plans d'action pour optimiser le processus de clôture

Cibler les différents enjeux d'un projet fast close
- Réduire les délais
- Améliorer les procédures de contrôle interne et de qualité des données comptables
- Optimiser les ressources
- Appliquer les contraintes réglementaires et les contraintes groupe
- Refondre les processus et les systèmes d'information
- Prendre en compte les nouvelles normes des états financiers
- Unifier les organisations de la comptabilité et du contrôle de gestion
- Cerner le processus de hard close et l'intérêt de sa mise en place
- Déployer une culture d'anticipation et du partage des responsabilités

Calendrier et pilotage : définir la marche à suivre pour une véritable réduction des délais
- Organiser les reportings internes
- Identifier et réaliser les quick wins
- Procéder à la clôture en fast close en intégrant les prévisions

Assurer le suivi du projet fast close
- Définir les indicateurs de suivi de la performance les plus pertinents
- Établir les étapes incontournables pour rationaliser et fiabiliser le processus de clôture

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre au sein de son entreprise un projet fast close

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 7 février 2019
ou 17 septembre 2019

EXPERTISE

Code : 60085
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 040 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les facteurs clés de réussite d'un projet fast close
Établir les plans d'action pour optimiser le processus de clôture
Mettre en œuvre et assurer le suivi du projet fast close

PRÉREQUIS

Les connaissances correspondant à la formation " Arrêté des comptes " (code 60002 p. 242) sont supposées acquises

PUBLIC CONCERNÉ

DAF et chefs comptables
Experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR

Amélie VINATIER TOPALIAN
Expert-comptable, Commissaire aux comptes

PLANNING

Paris
5 juin 2019
26 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Élaborer son manuel des procédures comptables

Rédiger un manuel pour garantir la qualité de l'information financière

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Étude de cas " fil rouge " : analyse d'un manuel des procédures comptables tout au long de la journée

Mettre en place un manuel des procédures comptables conforme aux exigences de la réglementation comptable

Identifier les différents textes régissant l'élaboration d'un manuel des procédures comptables

S'approprier les objectifs visés par un manuel des procédures comptables

- Respect des textes
- Harmonisation des pratiques
- Application des décisions et des politiques de la direction de l'entreprise
- Sécurisation des actifs
- Fiabilisation du système d'informations comptable et de l'information financière produite
- Accélération de la production d'informations
- Informations financières plus pertinentes pour la préparation des décisions de gestion

Maîtriser l'élaboration d'un manuel des procédures comptables de A à Z

Identifier la structure et le contenu du manuel

- Plan et forme du manuel
- Organisation comptable
- Définition des fonctions et séparation des tâches
- Description des processus
- Caractéristiques des systèmes de traitement des opérations
- Description des chemins de révision
- Plan de comptes
- Méthodes comptables
- Descriptif des estimations
- Schémas d'écritures comptables
- Pratique des abonnements mensuels
- Description des contrôles
- Planification annuelle des travaux
- Périodicité des traitements
- Élaboration et présentation des états financiers et de synthèse

Élaborer un manuel des procédures comptables

- Diagnostic des contenus existants
- Identification des priorités
- Planification des étapes de réalisation

Choisir le support du manuel

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Rédiger un manuel des procédures permettant d'optimiser et de fiabiliser les traitements comptables

PERFECTIONNEMENT

Code : 60048
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 995 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les exigences de la réglementation comptable
Identifier les objectifs, la structure et le contenu du manuel
Mettre en place le manuel des procédures comptables de son entreprise

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de bases en comptabilité et/ou en contrôle de gestion

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables comptables et financiers
Auditeurs internes

ANIMATEUR

Violetta JULIAN
Expert-comptable diplômée, Commissaire aux comptes

PLANNING

Paris
26 juin 2019
16 octobre 2019

Comptables et financiers, les softskills qui font la différence

NEW

Développer ses compétences comportementales pour plus d'efficacité

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Développer ses intelligences émotionnelles et relationnelles

Autodiagnostic : mesure de son Quotient émotionnel (QE)
Exercice d'application : décryptage des différentes émotions ressenties lors de diverses situations issues du quotidien professionnel des participants
Mise en situation : définition des éléments constitutifs des différents niveaux de communication : verbal, para-verbal, non-verbal

Mettre en place une écoute active et empathique

Autodiagnostic : ses capacités d'écoute
Exercice d'application : identification des émotions et des besoins chez son interlocuteur
Mise en situation : écoute empathique

Faciliter le collaboratif et la créativité

Mise en situation : expérimentation d'approches collaboratives

- Gagner en créativité

Autodiagnostic : son potentiel créatif
Exercice d'application : à partir d'une situation professionnelle, faire émerger des solutions opérationnelles via le processus créatif

Gérer son stress et son temps

Autodiagnostic : les facteurs de stress pour soi
Mise en situation : entraînement à la gestion de situations stressantes

- Gagner en efficacité dans sa gestion des priorités

Autodiagnostic : ses voleurs de temps

- Identifier ses tâches à haute valeur ajoutée
- Différencier urgent et important

Exercice d'application : optimisation de son emploi du temps

Développer ses talents de pédagogue pour se faire vraiment comprendre

- Rendre le savoir accessible

Mise en situation : choix d'un sujet à transmettre aux autres participants du groupe, construction de la situation de transmission

- Communiquer efficacement

Exercice d'application : animation de la situation de transmission préalablement conçue par les participants

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre ses compétences comportementales et transversales au service de son expertise

INITIATION

Code : 53396
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Développer des compétences relationnelles utiles à son expertise
S'appuyer sur ses softskills pour plus de performance et convaincre

PRÉREQUIS

Vouloir mettre ses compétences transversales au service de son expertise

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant développer ses softskills pour appuyer son expertise

ANIMATEUR

Isabelle ERAY
Consultante en management

PLANNING

Paris
1er-2 avril 2019
4-5 juillet 2019
14-15 octobre 2019

Maîtriser les méthodes comptables et les écritures IFRS

BEST OF RÉGION

Faire le lien entre les comptes sociaux et le reporting groupe

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Faire le point sur la logique comptable des IFRS

- Cerner les objectifs
- Les états financiers présentés (IAS 1)
- Les normes relatives au processus de consolidation (IFRS 10, 11 et 12, IAS 28)
  Étude de cas : analyse des états financiers consolidés d'un grand groupe coté
- Les activités destinées à être cédées ou arrêtées (IFRS 5)
- La convergence des méthodes (social/consolidé IFRS/US GAAP)

Maîtriser l'évaluation et la comptabilisation des immobilisations en IFRS

- Immobilisations corporelles (IAS 16)
- Immobilisations incorporelles (IAS 38)
- Traitement des frais de recherche et développement (IAS 38)
- Contrats de location-financement (IAS 17 et IFRIC 4)
- Dépréciation d'actifs (IAS 36)
- Immeubles de placement (IAS 40)

Exercice d'application : composants, location-financement et test de dépréciation

Stocks, créances, titres, dettes et provisions : maîtriser les règles spécifiques

- Stocks (IAS 2) : les méthodes d'évaluation possibles
- Incorporation du coût des emprunts dans les immobilisations ou dans les stocks (IAS 23) : possibilité ou obligation
- Instruments financiers primaires (IAS 39 IFRS 9 nouvelle norme) : appliquer ces normes aux postes les plus courants (créances et dettes, titres non consolidés, compte de trésorerie et emprunts)
- Créances et dettes en devises (IAS 21), conversion des états financiers (IAS 21)
- Provisions et passifs éventuels (IAS 37), événements postérieurs à la clôture (IAS 10) : l'évaluation, le traitement et l'information en annexe
- Avantages au personnel, provisions pour retraites (IAS 19), régimes à cotisations ou à prestations définies : calcul et comptabilisation

Exercice d'application : emprunts, créances et dettes en devises, provisions et engagements de retraite

Reconnaître les produits et évaluer l'impôt sur les bénéfices

- Revenu des activités ordinaires (IAS 18)
- Contrats à long terme ou de construction (IAS 11)
- Reconnaissance des produits selon IFRS 15
- Impôt sur les bénéfices (IAS 12)
  Exercice d'application : calcul des impôts différés et preuve de l'impôt
  Test de connaissances : Quiz de validation des connaissances acquises en matière de normes IFRS

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les règles d'évaluation et les écritures du référentiel IFRS

INITIATION

Code : 60066
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les méthodes d'évaluation les plus courantes caractérisant le référentiel comptable IFRS
Maîtriser les écritures de base traduisant ces méthodes d'évaluation
Analyser l'impact de ces écritures de retraitement sur les états financiers

PRÉREQUIS

Pour un bénéfice accru, les participants doivent maîtriser les bases de la comptabilité générale ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 233)

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs des services comptables ou consolidation
Contrôleurs de gestion

ANIMATEUR

Laurence MALÈS
Diplômée d'expertise comptable
Commissaire aux comptes
DyLeaM (Dynamic Learning Management)

PLANNING

Paris
20-21 juin 2019
16-17 décembre 2019
Lyon / Bordeaux / Nantes / Lille
Dates sur www.efe.fr

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Actualiser ses connaissances des normes IFRS

PROGRAMME

Identifier les évolutions en cours des normes IFRS

- Faire le point sur les normes IFRS
- Identifier les difficultés d'application
- Cerner l'actualité du référentiel IFRS applicable au 01/01/2018
  Partage d'expériences : échanges sur les problématiques liées aux évolutions en cours des normes IFRS

Cerner la refonte des normes IFRS

- Mettre en œuvre IFRS 9 sur les instruments financiers en remplacement de la norme IAS 39
- Mettre en œuvre IFRS 15 sur les produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients en remplacement des normes IAS 11 et IAS 18
- Préparer l'application de IFRS 16 sur les contrats de location en remplacement de la norme IAS 17

Étude de cas : analyse des difficultés rencontrées dans l'application de la norme IFRS 15

COMPÉTENCES MÉTIER

Disposer des éléments essentiels pour mesurer l'impact des nouvelles normes IFRS sur son activité

PLANNING

Paris
24 mai 2019 (9h-13h)
27 novembre 2019 (14h-18h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 60111
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 495 €

OBJECTIFS

Actualiser ses connaissances sur l'évolution des normes IFRS
Mettre en œuvre IFRS 9 et IFRS 15 et anticiper l'application de IFRS 16

PRÉREQUIS

Avoir des bases solides sur les normes IFRS

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables comptables et financiers
Experts-comptables et commissaires aux comptes

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Maîtriser les techniques et les écritures de consolidation

Principes et écritures en règles françaises CRC 99-02 et en IFRS

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Faire le point sur la consolidation
- La notion de groupe
- Les objectifs et la logique de la consolidation
- Les différents référentiels comptables applicables
  Exercice d'application : calculs de pourcentages de contrôle et d'intérêts
- Identifier les entreprises qui consolident et comment
- Impact des normes de consolidation IFRS
  Étude de cas : analyse d'un exemple comparatif de consolidation par les trois méthodes

Identifier les différentes étapes du processus de consolidation
- Cumul des comptes
- Ajustements et éliminations intragroupe
- Impôts différés
- Conversion en euros
- Élimination des titres et traitement des écarts d'acquisition (ou goodwill)
- Partage des capitaux propres

Maîtriser les techniques comptables de consolidation
Test de connaissances : Quiz sur le processus et les techniques comptables de consolidation

Examen et pratique des écritures de consolidation récurrentes
Exercice d'application : comptabilisation des frais d'établissement, frais de développement, coût des emprunts, amortissement, location financement, stocks, écarts de conversion, provisions et amortissements dérogatoires
Exercice d'application : élimination des plus-values sur immobilisations, des profits sur stocks, annulation de provisions intragroupe et retraitement des dividendes
- Impôts différés
  Exercice d'application : preuve d'impôt

Intégrer l'actualité relative au traitement des écarts d'acquisition et des tests de dépréciation

Fonctionnement du tableau de variation des capitaux propres

Déterminer l'apport d'un logiciel de consolidation
Test de connaissances : Quiz de validation des connaissances acquises en matière de consolidation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les principes et les écritures de consolidation

INITIATION

Code : 60049
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Assimiler la consolidation
Intervenir dans les opérations de consolidation les plus courantes
Intégrer l'actualité la plus récente en matière d'écart d'acquisition (goodwill) et de test de dépréciation

PRÉREQUIS
Les participants doivent maîtriser les bases de la comptabilité générale

PUBLIC CONCERNÉ
Collaborateurs des services comptables ou consolidation
Contrôleurs de gestion

ANIMATEUR
Laurence MALÈS
Diplômée d'expertise comptable
Commissaire aux comptes
DyLeaM (Dynamic Learning Management)

PLANNING
Paris
13-14 juin 2019
9-10 décembre 2019

Maîtriser la consolidation en IFRS

Gestion des retraitements et des variations

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Appliquer les règles de consolidation en IFRS

Déterminer le périmètre de consolidation
Exercice d'application : questionnaire sur les critères d'inclusion des entreprises dans le périmètre

Opérer les retraitements
Exercice d'application : retraitement des contrats de location-financement et des amortissements à partir d'un exemple chiffré

Opérer les éliminations en matière…
- De comptes et transactions intragroupe
- De marges sur stocks
- De cessions d'actifs internes
- De provisions sur entreprises consolidées
- De titre
  Exercice d'application : élimination des cessions d'actifs internes

Maîtriser la fiscalité différée
- Les écarts temporels
- L'évaluation et la comptabilisation des actifs d'impôts différés
- Les informations à fournir
- La preuve d'impôt

Gérer les variations de périmètre
- Les regroupements d'entreprises, acquisition
- Les cessions sorties de périmètre et cessions partielles
- Les fusions et TUP

Le tableau de variation des capitaux propres consolidés

Établir le tableau des flux de trésorerie des comptes consolidés
Étude de cas : comptabilisation de la conséquence de la cession partielle de titres consolidés

Mener à bien la consolidation en IFRS
- Cerner les principes d'application
- Déterminer les informations à fournir
  Test de connaissances : questionnaire sur les éléments justifiant l'approche rétrospective
  Étude de cas : analyse commentée de la présentation des états financiers consolidés
  Test de connaissances : QCM de validation des acquis

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les opérations de consolidation en IFRS en gérant efficacement les retraitements et les variations

PERFECTIONNEMENT

Code : 60061
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 2 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Traiter les variations de périmètre
Maîtriser le tableau de variation des capitaux propres consolidés
Construire le tableau des flux de trésorerie des comptes consolidés

PRÉREQUIS
Connaître les mécanismes de base de la consolidation

PUBLIC CONCERNÉ
Consolideurs
Responsables comptables et financiers
Experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR
Véronique GENET
Associée
ADVOLIS

PLANNING
Paris
20 au 22 mai 2019
11 au 13 décembre 2019

Comptabilisation des instruments financiers en IFRS

BEST OF

Maîtriser les normes IAS 32, IFRS 9 et IFRS 7

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

La notion d'instrument financier en IFRS
- Un modèle d'évaluation mixte
- Des instruments dérivés à la juste valeur dans le bilan
- Une exigence d'analyse en substance des instruments

Maîtriser le traitement des instruments financiers selon IAS 32, IFRS 9 et IFRS 7

Connaître les bases d'évaluation des instruments financiers
- Cerner la notion de juste valeur et ses modalités de détermination
- La notion de coût amorti et de Taux d'Intérêt Effectif (TIE)

Exercice d'application : calcul d'un TIE

Comptabiliser et évaluer les actifs et les passifs financiers selon IFRS 9

Exercice d'application : comptabilisation de titres en portefeuille et d'emprunts bancaires
- La sortie du bilan d'un actif ou d'un passif financier et les critères de décomptabilisation

Comptabiliser les dépréciations d'actifs financiers
- Le passage du modèle de risques avérés selon IAS 39 au modèle de pertes attendues selon IFRS 9
- Le périmètre des dépréciations selon IFRS 9

Étude de cas : illustrations sur la détermination des dépréciations

Identifier les instruments dérivés

Mettre en œuvre la comptabilité de couverture
- La notion de comptabilité de couverture
- D'IAS 39 à IFRS 9, les principaux changements relatifs à la comptabilité de couverture
- La mise en œuvre de la comptabilité de couverture

Exercice d'application : couverture d'un emprunt à taux fixe par un swap et d'une couverture d'une commande en devises par un contrat à terme

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser et traduire l'impact des choix de gestion financière dans les états financiers consolidés en IFRS

EXPERTISE

Code : 60039
- 2 jours | 14 heures
- Tarif HT : 1 610 €
  Repas inclus

OBJECTIFS

Acquérir une vision d'ensemble sur IFRS 9
Maîtriser le traitement comptable des instruments financiers en IFRS
Mesurer l'impact des instruments financiers sur l'information financière des entreprises

PRÉREQUIS

Avoir de bonnes connaissances concernant les normes IFRS

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables comptables
Experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR

Nicole RUEFF
Directeur de Mission
SAVOIR-FAIRE & CIE

PLANNING

Paris
13-14 juin 2019
23-24 septembre 2019
5-6 décembre 2019

SESSIONS À LA CARTE*

Je crée la session à la date de mon choix !

Tableau des flux de trésorerie consolidé

Le construire et l'interpréter en normes françaises et IFRS

Code : 60003 - Perfectionnement
- 3 jours | 21 heures
- Tarif HT : 2 070 €

Des états financiers au reporting groupe en IFRS

Effectuer les retraitements dans les filiales

Code : 60032 - Expertise
- 2 jours | 14 heures
- Tarif HT : 1 610 €

Lire et interpréter les états financiers américains

Maîtriser l'essentiel des US GAAP

Code 60014 - Initiation
- 2 jours | 14 heures
- Tarif HT : 1 495 €

Traitement comptable des impôts différés

Évaluer et comptabiliser les impôts différés

Code : 60004 - Perfectionnement
- 2 jours | 14 heures
- Tarif HT : 1 560 €

Juste valeur et test de dépréciation en IFRS

Maîtriser les calculs financiers

Code : 60053 - Expertise
- 1 jour | 7 heures
- Tarif HT : 1 040 €

Maîtriser le reporting en US-GAAP

Manier les normes US GAAP et effectuer les écritures de retraitement

Code 60034 - Perfectionnement
- 2 jours | 14 heures
- Tarif HT : 1 560 €

L'information sectorielle avec la norme IFRS 8

Mettre en place le processus de remontée de l'information

Code : 60054 - Perfectionnement
- 1 jour | | 7 heures
- Tarif HT : 995 €

Contrôle de gestion et normes IFRS

Maîtriser les risques spécifiques pour le contrôleur de gestion

Code 60042 - Perfectionnement
- 2 jours | 14 heures
- Tarif HT : 1 560 €

Je découvre ce concept sur www.efe.fr
Et je fais mes propositions au 01 44 09 25 08
infoclient@efe.fr

Programmes disponibles sur www.efe.fr

*** 3 collaborateurs à former**

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

English for Accounting and Finance

Rédiger des écrits professionnels en anglais comptable et financier

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Reading the British and American financial press

Improving one's reading skills and how to analyse economic and financial information through the press

Reading the press

- Key points
- Building headlines
- Main information to retain

The language of Finance and Accounting

How to understand and copy simple information in technical and professional English

Balance sheets, income statements…

Case study: analysis and comments on specific professional documents related to Accounting, Finance and Economy

How to analyse a British text and analysis of American data

- Mastering journalistic vocabulary to analyse professional documents
- General economic data in the economic press

Case study: The Economist, The International Herald Tribune

Pratical exercises on accounting and financial points: bookkeeping, cash flow, bankruptcy, auditing, cost accounting, interest rates, exchange rates, ratios…

How to have a clear dialogue in professional English

Role playing: analysis of professional situations in a professional context

Studying the economic press and visualisation of understanding

Analysis of precise economic vocabulary in a given context

Exercise: project work on balance sheets, income statements…

Improving global English

- Writing a business letter / an e-mail in English
- Answering a business letter / an e-mail in English
- Study of technical terms, professional and specific vocabulary to be used
- Taking notes on a given oral message: TV commercials , extract of news, analysis of a simple message…

Exercise: video comprehension, working on an extract of news

- How to discriminate and give a long message, precise data
- Professional interviews
- Working on CVs and professional ads
- Leading the debate on a given topic
- Use of vocabulary on financial reports

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Rédiger des écrits professionnels en anglais comptable et financier

PERFECTIONNEMENT

Code : 60015

3 jours | 21 heures

Tarif HT : 2 070 €

Repas inclus

OBJECTIFS

Réviser le vocabulaire comptable et financier

Lire la presse financière

Rédiger des écrits professionnels en anglais

PRÉREQUIS

Cette formation suppose une compréhension orale et écrite de l'anglais. Les interventions sont exclusivement en anglais. En cas de besoin, le vocabulaire est régulièrement traduit au cours des exposés

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables comptables

Responsables financiers

Toute personne souhaitant perfectionner sa pratique de l'anglais comptable et financier

ANIMATEUR

Katia TANANT

Chargée de cours Université Paris I, Université Aix-Marseille III, Pearson Exam trainer for Europ, ESCP-Europe, Lycée de Provence

PLANNING

Paris

15 au 17 mai 2019

18 au 20 novembre 2019

BESOIN DE COMPRENDRE LES BASIQUES ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Les clés de lecture des US GAAP

PROGRAMME

Intégrer la logique des US-GAAP

- Définir le cadre comptable américain et les différences avec le cadre IFRS
- Cerner les normes américaines dans l'environnement international
- Faire le point sur la convergence entre US-GAAP et IFRS

Partage d'expériences : échanges sur les spécificités des normes US-GAAP

Décrypter les états financiers américains

- Cerner les règles de la SEC en terme de reporting financier
- Comprendre les bases d'évaluation reconnues par le FASB
- Comprendre l'impact de la loi Sarbanes-Oxley sur les états financiers américains

Étude de cas : analyse de points de difficultés rencontrés dans la lecture d'états financiers américains

COMPÉTENCES MÉTIER

Lire des états financiers en normes US-GAAP

PLANNING

Paris

19 mars 2019

13 novembre 2019

INITIATION

Code : 60112

½ journée | 4 heures

Tarif HT : 455 €

OBJECTIFS

Comprendre la logique des US-GAAP

Décrypter les états financiers américains

PRÉREQUIS

Être à l'aise dans la lecture des états financiers français

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne amenée à lire et analyser des états financiers américains

CYCLE CERTIFIANT

Code CPF 178033

BEST OF CPF LNI DIGITAL

Contrôleur de gestion

Piloter la performance de l'entreprise

Le contrôle de gestion est la fonction qui conçoit et qui met en place les outils d'aide à la décision et de pilotage dans les entreprises industrielles et de services, dans les administrations et dans les associations. L'entrée dans la fonction ou l'approfondissement de la maîtrise de la fonction peuvent être facilités par une démarche appropriée. À partir de très nombreux exemples concrets et exercices pratiques de tous secteurs d'activités, ce cycle de formation vise à aider un collaborateur à bien maîtriser les éléments de la fonction pour être pertinent et performant dans sa pratique spécifique.

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après sa formation

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

MODULE 1 | 3 jours

Le rôle du contrôle de gestion, le modèle économique, le budget

OBJECTIFS

- Assimiler les fonctions, les missions effectives et la démarche spécifique du contrôleur de gestion
- Apprendre à construire un budget à partir d'un modèle économique
- Présenter et défendre son budget

PROGRAMME

Définir le contrôle de gestion

- Les missions et les objectifs, l'évolution de la fonction dans le temps
- Les principes essentiels pour aborder la fonction contrôle de gestion
- Le contrôle de gestion au sein des fonctions financières
- Le contrôle de gestion au sein des fonctions opérationnelles

Le modèle économique des activités

- Présentation d'exemples de modèles économiques selon les différents secteurs
- Les modèles de revenus : chiffre d'affaires

Étude de cas : construction de modèles économiques selon les différents secteurs d'activités

La construction du budget

- Principes de la construction budgétaire efficace
- La méthode du budget base zéro
- Présenter et défendre son budget
- Présenter un business plan

Mise en situation : défense de budgets, jeux de rôles, conduite de réunions budgétaires

Exercice d'application : construction de budgets

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 3 jours

Le contrôle budgétaire Indicateurs, tableaux de bord, reporting

OBJECTIFS

- Maîtriser les principales techniques de contrôle budgétaire à valeur ajoutée
- Conduire l'analyse des performances, les prévisions et les projections
- Définir et suivre les indicateurs, concevoir le reporting de gestion et de pilotage

PROGRAMME

Contrôle budgétaire

- Les techniques, les effets prix-volume, les relations non linéaires
- L'analyse des résultats, les charges fixes, les charges variables, le seuil de rentabilité.
- La méthode UVA.

Étude de cas : analyse d'écarts dans différentes configurations

Indicateurs de performance et tableaux de bord

- La définition et le choix d'indicateurs de performance
- Les tableaux de bord coordonnés, le business balanced scorecard
- Le benchmarking, la technique des coûts cibles, les indicateurs de capacités de production

Étude de cas : indicateurs opérationnels et managériaux (plusieurs secteurs d'activités)

Concevoir et mettre en place un reporting

- Les standards de la communication financière et de gestion
- L'alimentation et le commentaire de son reporting
- La conception d'un reporting mensuel impliquant les opérationnels

Exercice d'application : constitution et renouvellement de reporting

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 3 jours

Comptabilité analytique Gestion de projets et d'affaires - Contrôle financier et contrôle de gestion

OBJECTIFS

- Assimiler les concepts de la comptabilité analytique
- Cerner la gestion de projets
- Intégrer les enjeux du contrôle financier

PROGRAMME

Mettre en place une comptabilité analytique

- Les règles d'or de la mise en place d'une comptabilité analytique
- La méthode analytique IARI, la méthode ABC, comparaison des méthodes
- Les coûts standard, les modèles d'états de restitution

Exercice d'application : effet comparé des méthodes de comptabilité analytique

Gestion de projets et d'affaires

- Les spécificités du mode Projet pour le contrôle de gestion
- Évaluation du déroulement d'un projet, la méthode du suivi à l'avancement
- Gestion de contrats et d'affaires (ingénierie et prestations de services)

Exercice d'application : point d'avancement et projection sur des projets, contrôle budgétaire

Contrôle financier et contrôle de gestion

- Les bases de comptabilité et de finance à connaître par les contrôleurs de gestion (exposé ou rappels)
- La création de valeur, méthodologie d'évaluation des investissements, VAN, TRI, Pay-back
- La lecture des états financiers pour identifier et analyser les décisions de gestion

Exercice d'application : mise en évidence des liens entre décisions de gestion et décisions financières

- Application à la décision d'externalisation de production

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

- Application à la location de biens

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Classe virtuelle Mémoire* : pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance

MODULE 4 | 3 jours

Business plan - Étude d'investissements - Plan économique d'un nouveau centre de profit - Changer de Business model - Synthèse

OBJECTIFS

- Progresser dans la mise en œuvre des principales techniques de contrôle de gestion
- Identifier des méthodes transposables à partir d'un cas de synthèse du secteur industriel / projets / affaires
- Identifier des méthodes transposables à partir d'un cas de synthèse du secteur des services / administratif / associatif

PROGRAMME

Business plan - Étude d'investissements Projet d'une implantation industrielle

- Suivre pas à pas la construction d'un business plan économique et financier
- Mettre en œuvre les techniques d'évaluation d'un investissement, optimiser le projet
- Suivre le déroulement du projet et proposer des actions correctives
- Enseignements transposables
  Étude de cas : projet complet et détaillé pour mise en œuvre du savoir-faire acquis durant le cycle de formation

Plan économique d'un nouveau centre de profit de services

- Suivi pas à pas de la modélisation d'une activité complexe de services, tertiaire, outils de pilotage
- Mise en œuvre des techniques de sélection et de définition d'indicateurs, d'animation de gestion
- Analyse de la performance et gestion temps réel de contrats
- Enseignements transposables
  Étude de cas : projet complet et détaillé pour mise en œuvre du savoir-faire acquis durant le cycle de formation

Changer de Business model dans une entreprise - Synthèse et Diagnostic de la fonction contrôle de gestion

- Prendre du recul et analyser les plus à introduire dans la pratique du contrôle de gestion
- Procédures et règles d'un groupe, système d'information et reporting
- Exemples de secteur d'activités devant changer de business model
  Partage d'expériences : échanges sur les difficultés de mise en place d'outils et leur résolution

MODULES VIDÉO

- Quels sont les périmètres de la gestion financière ?
- Comment analyser l'activité d'une entreprise ?
- Comment apprécier la performance de l'entreprise ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

Classe virtuelle Retours d'expérience :** pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

COMPÉTENCES MÉTIER

Exercer la fonction de contrôleur de gestion avec une capacité à lui donner une forte valeur ajoutée par une démarche professionnelle

PERFECTIONNEMENT

Code : 60088
12 jours | 84 heures
Tarif HT : 6 900 €
Tarif TTC pour les particuliers : 5 520 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
CONTRÔLE DE GESTION
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Cerner la démarche et les techniques de la fonction
Contribuer à l'amélioration de la rentabilité et optimiser la gestion
Faire évoluer l'interaction avec les décideurs pour éclairer les conséquences économiques des décisions
Piloter le cycle et le système de gestion de la structure

PRÉREQUIS

Des connaissances préalables en comptabilité-finance faciliteront l'acquisition des connaissances

PUBLIC CONCERNÉ

Contrôleurs de gestion accédant à la fonction
Responsables comptables ou responsables financiers en charge de la mise en place d'un contrôle de gestion
Toute personne envisageant une évolution ou une reconversion vers cette fonction, amenée à maîtriser ou à développer les méthodes du contrôle de gestion et souhaitant mieux appréhender le périmètre de ses missions et la bonne démarche de la fonction

ANIMATEUR

Éric JANKOWSKI
Directeur administratif et financier
Groupe ATENA

PLANNING

Paris - Promotion 1
15 au 17 mai,
12 au 14 juin,
11 au 13 septembre,
27 septembre*,
7 au 9 octobre 2019,
9 janvier 2020**
Paris - Promotion 2
18 au 20 novembre,
16 au 18 décembre 2019,
15 au 17 janvier,
22 janvier 2020*
5 au 7 février,
5 mai 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants Quiz amont	Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation	Classe virtuelle Mémoire* Modules video E-evaluation Quiz aval Classe virtuelle Retours d'expérience**

voir descriptif p. 223

Assistant(e) contrôleur de gestion

Réussir et évoluer dans la fonction

DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mieux comprendre les données essentielles de la gestion des entreprises

Cerner les différentes missions d'une direction financière
- Organisation et métiers
- Le rôle de la comptabilité générale
- Définir les principales tâches du contrôle de gestion

Exploiter les documents financiers
- Les documents à connaître : compte de résultat, bilan, annexes, tableau de flux…

Exercice d'application : entraînement à la lecture de documents financiers et à la recherche d'informations

Définir l'utilité de la comptabilité analytique

Exercice d'application : utilisation des différentes méthodes de calcul de coûts

Identifier les principaux indicateurs financiers et les ratios utiles

Collecter les informations et en organiser la remontée

Participer au processus budgétaire

Élaborer les budgets à l'aide d'outils informatiques
- Identifier les intérêts de la démarche prévisionnelle de l'entreprise
- Suivre une procédure budgétaire
- Connaître les différents types de budgets

Suivre les budgets en cours d'année
- Assurer le suivi des réalisations
- Repérer les écarts entre prévisions et réalisations et en expliquer les causes
- Rédiger les commentaires
- Améliorer la procédure budgétaire

Étude de cas : analyse d'écarts de budget

Renseigner un tableau de bord
- Comprendre le rôle, la finalité et l'utilité du tableau de bord

Exercice d'application : détermination d'indicateurs à partir d'objectifs
- Choisir les bons graphiques

Étude de cas : analyse commentée de tableaux de bord

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Analyser les causes et les effets des écarts identifiés entre les objectifs et les réalisations en maîtrisant les outils du contrôle de gestion

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 14 mai 2019
ou 24 octobre 2019

INITIATION

Code : 60033
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Cerner la terminologie et les règles essentielles du contrôle de gestion
Participer au processus budgétaire
Choisir les bons indicateurs des tableaux de bord

PRÉREQUIS
Évoluer vers un poste d'assistant(e)

PUBLIC CONCERNÉ
Futurs assistant(e) contrôleur de gestion

ANIMATEUR
Marie-Andrée PREVOT
Consultante spécialisée en contrôle de gestion - ADFIGEST

PLANNING

Paris
25-26 mars 2019
4-5 juillet 2019
3-4 octobre 2019
16-17 décembre 2019
Lyon / Bordeaux / Nantes / Lille
Dates sur www.efe.fr

Accéder à la fonction contrôleur de gestion

Cycle long - Mettre sous contrôle la performance de l'entreprise

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

MODULE 1

Identifier les missions et les outils du contrôle de gestion

Cerner les enjeux
- Définir le contrôle de gestion
- Identifier les missions à conduire
- Mettre en perspective l'impact des normes IAS/IFRS sur le contrôle de gestion
- Réussir l'organisation et les processus du contrôle de gestion

Utiliser efficacement le tableau de bord, outil de mesure de la performance
- Construire des tableaux de bord et choisir les bons indicateurs

Exercice d'application : construction d'un tableau de bord
- Maîtriser les règles de la détermination des coûts
- Comparer les forces et les faiblesses des différentes méthodes de détermination des coûts

Exercice d'application : les méthodes de coût

MODULE 2

Piloter le processus budgétaire et optimiser les plans opérationnels
- Maîtriser la gestion budgétaire, de la construction au suivi des budgets
- Impliquer et responsabiliser les managers dans la maîtrise de leur gestion

Construire un budget

Définir des hypothèses d'investissement et de rentabilité des projets d'investissement

Exercice d'application : construction du budget d'une entreprise
- Organiser le suivi des budgets
- Panorama des outils d'élaboration et de suivi budgétaire

MODULES VIDÉO
- Pourquoi faire de la finance en entreprise ?
- Comment analyser l'activité d'une entreprise ?
- Comment apprécier la performance de l'entreprise ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser tous les aspects de la fonction contrôleur de gestion : prévision, contrôle, information et assistance au management

*** CLASSE VIRTUELLE**
Pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

INITIATION

Code : 60024
4 jours | 28 heures
Tarif HT : 2 550 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Acquérir une vision claire et complète des enjeux et missions
Mettre en place des outils permettant de piloter efficacement la performance de l'entreprise
Piloter la gestion budgétaire

PRÉREQUIS
Il est conseillé d'avoir des connaissances en comptabilité-finance

PUBLIC CONCERNÉ
Comptables se destinant à un poste de contrôleur de gestion

ANIMATEUR
François CHAMOIN
Consultant en contrôle de gestion
FC FORMATIONS CONSULTING

PLANNING

Paris
13-14 déc. 2018, 14-15 janvier et 19 février 2019*
20-21mai, 17-18 juin et 18 septembre 2019*
23-24 septembre, 24-25 octobre et 27 novembre 2019*
12-13 décembre 2019, 13-14 janvier et 7 février 2020*

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Contrôle de gestion - Niveau 1

Mesurer la performance de l'entreprise

BEST OF DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir le contrôle de gestion, la fonction et ses enjeux

- Établir l'intérêt, les objectifs et les différents niveaux de développement du contrôle de gestion
- Cerner les acteurs, les postes de contrôleurs de gestion et les perspectives d'évolution

Délimiter le périmètre de la fonction contrôle de gestion au sein des fonctions financières

- Cerner les rôles respectifs de la comptabilité générale, des services financiers et du contrôle de gestion
- Impliquer et responsabiliser les managers dans la maîtrise de leur gestion
  Étude de cas : définition des rôles et responsabilités des différents services dans la construction du budget
- Mettre en place la collaboration entre le département contrôle de gestion et les opérationnels
- Procéder à la définition des objectifs et des besoins de chaque service
- Traduire l'information opérationnelle des services en données chiffrées et assurer la cohérence globale
- Mesurer le degré d'implication nécessaire dans le processus budgétaire, le suivi des budgets et les actions correctives

Améliorer son contrôle budgétaire

- Maîtriser les trois modes de contrôle budgétaire pour analyser les écarts
- Savoir faire une synthèse et une restitution des écarts, identifier les actions correctives
- Construire un Business Plan et reconnaître le modèle économique et financier de l'organisation

Mesurer la performance opérationnelle grâce à un tableau de bord

- Définir et choisir les bons indicateurs de performance : les différents types d'indicateurs
- Définir le tableau de bord et ses fonctions
- Organiser et faire évoluer ses tableaux de bord
- Traduire et décliner la planification stratégique en tableaux de bord opérationnels

Faire du budget un outil de prévision efficace

- De l'enveloppe acquise au plan d'action négocié : principes de construction d'un budget
- Finalité du budget : prévoir et mesurer la performance
- Définir des centres de responsabilités budgétaires : délégations, moyens, objectifs…
  Exercice d'application : application des principes de la comptabilité analytique et du budget base zéro
  Mise en situation : se préparer à défendre son budget

MODULES VIDÉO:

- Pourquoi faire de la finance en entreprise ?
- Quels sont les périmètres de la gestion financière ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Disposer d'une vision de la pratique de la fonction contrôle de gestion et de ses principaux outils

INITIATION

Code : 60017
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 495 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir le contrôle de gestion et ses enjeux
Choisir ses indicateurs de performance et élaborer ses tableaux de bord
Construire et défendre son budget, réaliser le contrôle budgétaire

PRÉREQUIS

Être impliqué dans la mesure de la performance de son entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables comptables et contrôleurs de gestion juniors ou récemment entrés en fonction
Responsables d'un centre de profit
Ingénieurs commerciaux et responsables d'unités de production industrie/services

ANIMATEUR

Éric JANKOWSKI
Directeur administratif et financier
Groupe ATENA

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
24-25 juin 2019
22-23 octobre 2019
5-6 décembre 2019
Lyon / Bordeaux / Nantes / Lille
Dates sur www.efe.fr

BESOIN DE COMPRENDRE LES BASIQUES ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Parler le même langage que son contrôleur de gestion

PROGRAMME

Définir le contrôle de gestion, la fonction et ses enjeux

- Identifier le rôle et les enjeux du contrôle de gestion
- Comprendre l'organisation du service contrôle de gestion
- Cerner les acteurs et les outils à leur disposition
  Partage d'expériences : échange sur la réalité du rôle et des enjeux du contrôle de gestion dans sa structure

Optimiser la collaboration avec le département contrôle de gestion

- Cerner les attentes du contrôle de gestion vis-à-vis des opérationnels
- Maîtriser la gestion de son activité et le suivi budgétaire
- Communiquer dans le meilleur format l'information opérationnelle de son service
  Mise en situation : retranscription d'une activité en données chiffrées exploitables

COMPÉTENCES MÉTIER

Optimiser ses échanges avec le département contrôle de gestion de sa structure

PLANNING

Paris
13 mars 2019 (9h-13h)
8 novembre 2019 (14h-18h)

INITIATION

Code : 60109
4 heures
Tarif HT : 455 €

OBJECTIFS

Définir le contrôle de gestion et ses enjeux
Devenir un interlocuteur efficace du service contrôle de gestion

PRÉREQUIS

Être amené dans sa pratique à échanger avec le contrôle de gestion

PUBLIC CONCERNÉ

Managers de Business Unit
Toute personne amenée à échanger avec le service du contrôle de gestion de sa structure

Contrôle de gestion - Niveau 2

Maîtriser et renforcer la performance de l'entreprise

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Concevoir et mettre en place les outils du contrôle de gestion
- Du reporting au controlling : évolution des objectifs de la fonction du contrôle de gestion

Les outils du contrôleur de gestion orienté vers les prévisions
- Construire le modèle économique de son organisation
  Étude de cas : analyse d'un modèle économique sous contraintes d'activités de services
- Utiliser les techniques d'analyse des résultats et de décomposition des écarts, budget ajusté
- Maîtriser les nouvelles approches de la comptabilité de gestion : méthodes IARI et ABC/ABM, UVA, coûts cibles

Intégrer la création de valeur
- Appliquer les méthodes d'évaluation financière d'un projet ou d'un investissement : VAN, TRI, Pay-back,…
- Benchmarking, Business Balanced scorecard, Planification budgétaire
  Exercice d'application : mise en application des différents outils sur l'ouverture d'une nouvelle entité, construction des prévisions d'activités, des tableaux de flux de trésorerie, gestion des équilibres financiers prévisionnels

Transformer ses tableaux de bord en outils de pilotage opérationnels
Étude de cas : analyse critique d'un tableau de bord

Définir ce qu'il faut attendre des nouvelles technologies
Étude de cas de synthèse : réflexion sur la démarche pratique de mise en place des outils de contrôle de gestion d'une entité de services aux entreprises, adoption des décisions et des hypothèses préalables
Partage d'expériences : échanges sur les difficultés rencontrées dans la mise en place d'un outil et leur résolution

MODULES VIDÉO
- Comment analyser l'activité d'une entreprise ?
- Comment apprécier la performance de l'entreprise ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Pratiquer les outils de la comptabilité analytique et les méthodes les plus avancées du contrôle de gestion, avec le recul approprié à une pratique senior de la fonction

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 5 juin 2019
ou 7 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 60018
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 560 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Approfondir les méthodes et les outils du contrôle de gestion
Faire du contrôle de gestion un instrument de pilotage opérationnel et stratégique
Identifier les pistes de développement de son contrôle de gestion

PRÉREQUIS
Avoir une connaissance pratique du contrôle de gestion

PUBLIC CONCERNÉ
Contrôleurs de gestion
Responsables comptables et financiers
Responsables de centre de profit

ANIMATEUR
Éric JANKOWSKI
Directeur administratif et financier
Groupe ATENA

PLANNING

Paris
4-5 avril 2019
9-10 juillet 2019
10-11 décembre 2019

Préparer une business review

Réaliser et pratiquer une revue d'activité à forte valeur ajoutée

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser le rôle des business reviews dans le pilotage de l'entreprise
- Définir les modèles de pilotage de la performance des entreprises
- Faire de la business review un outil d'animation de la performance
- Créer du lien entre la stratégie et l'opérationnel
  Partage d'expériences : échange sur les indicateurs de performance retenus dans les entreprises

Identifier les objectifs et les enjeux de la business review

Identifier les enjeux de la business review
- Cerner les facteurs clés
- Mettre en place les actions de progrès

Définir les objectifs spécifiques de la business review
- Maîtriser son activité
- Mesurer ses risques
- Définir les indicateurs les plus pertinents
  Exercice d'application : réalisation de tableaux de bord adaptés

Organiser une business review

Définir les acteurs impliqués dans la business review

Préparer le contenu
- Analyser les résultats et les commenter
- Maîtriser les supports, les outils et l'automatisation
- Communiquer sur les données et les résultats
- Se projeter : les plans d'actions à mettre en œuvre

Définir la fréquence et la durée appropriée

Choisir les modalités : en présentiel ou à distance
Exercice d'application : réalisation du guide des bonnes pratiques des business reviews

Animer une business review
- Adopter un rôle et une posture de manager et de leader
- Proposer l'ordre du jour d'une business review
- Suivre dans le temps les plans d'actions mis en œuvre
  Mise en situation : conduite d'une business review à différentes étapes de son déroulement

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Préparer et pratiquer des business reviews à forte valeur ajoutée au sein de son organisation

PERFECTIONNEMENT

Code : 60102
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 560 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les objectifs et les enjeux de la business review
Préparer une business review efficace
Animer une business review pour développer une dynamique de progrès

PRÉREQUIS
Être à l'aise dans l'animation de réunions

PUBLIC CONCERNÉ
Directeurs financiers
Responsables comptables ou financiers
Directeur du contrôle de gestion

ANIMATEUR
Éric MÉNARD
Consultant en comptabilité et gestion
EMDFC

PLANNING

Paris
23-24 mai 2019
25-26 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Contrôleur de gestion en activité industrielle

DIGITAL

Maîtriser les outils et techniques pour améliorer la performance industrielle

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Collecter et contrôler l'information
- Cerner les objectifs du contrôle de gestion industriel
- Exploiter les différentes sources d'information
- Juger, trier et classer l'information

Maîtriser la technique budgétaire
- Analyser les orientations budgétaires
- Formaliser les objectifs et les actions stratégiques
- Coordonner la construction du budget d'une activité industrielle
- Animer le processus budgétaire : les étapes, les intervenants…
- Mesurer et valoriser les principaux budgets
- Vérifier la cohérence des budgets

Exercice d'application : élaboration du budget d'une activité industrielle

Assurer le suivi des budgets

Étude de cas : suivi budgétaire et analyse des écarts

Maîtriser les techniques fondamentales d'analyse des coûts
- Assimiler les méthodes de calcul des coûts

Exercice d'application : calcul des coûts de revient industriels suivant différentes méthodes, comparaison et analyse
- Calculer le point mort et le seuil de rentabilité

Suivre l'activité et mesurer la performance industrielle

Communiquer efficacement
- Diffuser l'information
- Informer, alerter et convaincre
- Comprendre et se faire comprendre de la direction
- Former et informer les opérationnels : définir les indicateurs communs

Exercice d'application : mise en place d'une collaboration efficace entre le contrôleur de gestion et les opérationnels

Assurer un reporting efficace

Optimiser sa pratique des tableaux de bord

Étude de cas : mise en place d'un tableau de bord d'activités industrielles

MODULES VIDÉO
- À voir sur www.efe.fr

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les outils et techniques permettant l'amélioration de la performance industrielle de son entreprise

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 16 janvier 2019
ou 28 octobre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 60043
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 560 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Collecter et contrôler l'information
Maîtriser la technique budgétaire
Maîtriser les techniques d'analyse des coûts
Assurer un reporting et une communication efficaces

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en contrôle de gestion

PUBLIC CONCERNÉ
Contrôleurs de gestion
Responsables comptables ou financiers dans l'industrie

ANIMATEUR
Emmanuel de MONTECLER
Consultant spécialisé en finance et en gestion d'entreprises
EM CONSEIL

PLANNING

Paris
6-7 juin 2019
2-3 décembre 2019

Contrôleur de gestion en activité de services

DIGITAL

Développer des outils de contrôle et de pilotage adaptés

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mettre en place l'outil de comptabilité analytique adéquat dans une activité de services

Les méthodes traditionnelles
- Coûts directs, coûts complets
- Limites de ces méthodes

La méthode ABC des coûts à base d'activités
- Principales étapes de la méthode
- Intérêts et limites

Exercice d'application : calculs de coûts

Maîtriser la technique budgétaire

Le processus budgétaire

Construction des budgets d'exploitation
- Budget des ventes
- Budget de production des activités
- Budget des achats

Compte de résultat prévisionnel

Budget de trésorerie

Étude de cas : analyse d'un budget

Élaboration et utilisation du tableau de bord
- Définir les indicateurs caractéristiques de l'activité de services
- Collecte des informations issues des différents systèmes d'information de l'entreprise
- Les indicateurs pertinents du BFR : le pilotage du compte client
- Mise à jour et périodicité des indicateurs suivis
- Lecture et interprétation des écarts
- Lancement des actions correctrices

Exercice d'application : élaboration d'un tableau de bord

Faire du tableau de bord un outil de gestion et de dialogue entre opérationnels et contrôleurs de gestion

Mettre en place une communication efficace pour optimiser le pilotage de l'activité
- Développer la relation avec les services comptables
- Intégrer les spécificités des environnements internationaux

MODULES VIDÉO
- À voir sur www.efe.fr

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Organiser l'information et contribuer à l'amélioration de la performance de son activité

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 9 janvier 2019
ou 23 octobre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 60055
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 560 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Utiliser les outils comptables et budgétaires dans le cadre d'une activité de services
Développer des outils d'aide à la décision
Mesurer et piloter la performance

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en contrôle de gestion

PUBLIC CONCERNÉ
Contrôleurs de gestion
Responsables budgétaires de département opérationnel

ANIMATEUR
François CHAMOIN
Consultant spécialisé en contrôle de gestion
FC FORMATIONS CONSULTING

PLANNING

Paris
18-19 mars 2019
14-15 novembre 2019

Contrôle de gestion de la fonction commerciale

DIGITAL

Piloter la maîtrise des coûts

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

S'impliquer dans l'élaboration du business plan et du budget

Participer au processus de planification
- Business plan : méthodologie et contenu
- Prévoir l'évolution financière de l'entreprise
- Analyser les prévisions de ventes
- Définir les objectifs commerciaux
- Fixer les tarifs et les marges
- Collaborer avec la direction commerciale
- Être au cœur de la stratégie de l'entreprise

Construire un budget commercial
- Les critères à prendre en compte

Exercice d'application : élaboration d'un budget commercial

Défendre son budget
- Comprendre les impératifs globaux de l'entreprise et certains ratios exigés
- Notion des principaux ratios
- Mensualisation du budget pour l'exploitation du suivi et des prévisions de trésorerie

Exercice d'application : établissement d'un budget selon trois scénarios et choix selon les ratios exigés

Élaborer les outils nécessaires au suivi des résultats
- Concevoir les tableaux commerciaux
- Collecter l'information

Exploiter les données recueillies

Assurer la maîtrise des coûts commerciaux
- Analyser la rentabilité

Étude de cas : analyse par secteur, commentaires et simulations

Analyser les écarts : maîtriser la méthodologie
- Analyse de l'écart global par le budget flexible
- Analyse du chiffre d'affaires et détermination des écarts : volume, prix, mix

Exercice d'application : détermination des écarts sur chiffre d'affaires et commentaires
- Analyse des marges et causes des écarts

Étude de cas : analyse de la marge brute et explication des écarts

Développer un système de reporting et être force de propositions

MODULES VIDÉO
- À voir sur www.efe.fr

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mesurer la rentabilité de son activité et chercher les leviers d'amélioration possibles

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 22 mai 2019
ou 6 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 60044
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 560 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Élaborer un plan commercial et son budget
Mettre en œuvre la stratégie de l'entreprise pour atteindre les objectifs commerciaux
Suivre et piloter l'activité commerciale
Développer un système de reporting et être force de proposition

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en contrôle de gestion

PUBLIC CONCERNÉ
Contrôleurs de gestion
Responsables comptables et financiers
Directeurs commerciaux

ANIMATEUR
Marie-Jeanne CUGNET
Consultante en contrôle de gestion

PLANNING

Paris
4-5 avril 2019
10-11 octobre 2019

Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord

Choisir les indicateurs et construire ses tableaux de bord

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Méthodologie de la conception d'un tableau de bord

Faire du tableau de bord un outil clé de la gestion de l'entreprise
- Les règles d'or d'un bon tableau de bord : finalités et spécificités
- Les principes incontournables de conception
- Les conditions de production et d'utilisation

Choisir les indicateurs caractéristiques pour le tableau de bord
- Sélectionner les indicateurs adaptés à la spécificité de l'entreprise
- Formaliser les informations issues des autres systèmes de l'entreprise : comptabilité, facturation…
- Identifier correctement les indicateurs de performance, de pilotage et d'éclairage pertinents

Exercice d'application : mise en application de la méthodologie

S'assurer de la fiabilité et de la pertinence des indicateurs
- Définir une norme des indicateurs
- Identifier les indicateurs les plus répandus
- Résoudre les difficultés pratiques de tenue du tableau de bord : maintenance, mise à jour, périodicité…

Étude de cas : création d'une norme d'indicateur et de la procédure de suivi

Mise en œuvre du tableau de bord dans l'entreprise

Définir la chronologie de mise en place du tableau de bord
- Élaborer l'organigramme de gestion
- Cerner les points clés de gestion

Assurer la promotion de ses tableaux de bord auprès des opérationnels
- Convaincre des apports et des avantages de l'outil
- Faire du tableau de bord un outil de gestion et de dialogue dans l'entreprise
- Faciliter l'exploitation du tableau de bord : expliquer les techniques de lecture et d'interprétation utiles aux opérationnels

Exercice d'application : élaboration d'un tableau de bord à partir de données pratiques

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Construire des tableaux de bord en choisissant des indicateurs pertinents et les mettre en œuvre au sein de son entreprise

INITIATION

Code : 60045
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Choisir des indicateurs de pilotage et de mesure de la performance
Acquérir les outils et la méthodologie propres à améliorer les systèmes déjà en place
Mettre en œuvre des tableaux de bord pertinents et les faire vivre

PRÉREQUIS
Être amené à mettre en place des tableaux de bord de gestion

PUBLIC CONCERNÉ
Contrôleurs de gestion juniors
Responsables de la gestion financière

ANIMATEUR
Marie-Andrée PREVOT
Consultante spécialisée en contrôle de gestion - ADFIGEST

PLANNING

Paris
15-16 avril 2019
27-28 juin 2019
21-22 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Pratique de la comptabilité analytique

Calculer et analyser les coûts de revient

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les spécificités de la comptabilité analytique

Comprendre les objectifs de l'analyse des coûts

Définir la notion de coûts

- Composants, hiérarchie et caractéristiques des coûts

Utiliser la méthode des coûts complets

Distinguer les charges directes et indirectes

Maîtriser les principes de la méthode des coûts complets

- Les centres d'analyse
- Les unités d'œuvre
- Les choix des taux de frais et des clés de ventilation

Exercice d'application : établissement du tableau de répartition des charges indirectes et calcul du coût des unités d'œuvre

Appliquer la méthode des coûts partiels ou direct costing

Définir la relation " coût-volume-profit "

Déterminer le seuil de rentabilité et le point mort

Approche en coûts variables

- Calculer la marge de contribution

Approche en coûts directs

- Définir le point de non-fabrication

Exercice d'application : présentation d'un tableau de direct costing et calcul du seuil de rentabilité

Recourir à la méthode du coût marginal

- Analyser les coûts et prendre les décisions de gestion associées
- Employer la méthode de l'imputation rationnelle

Contrôle budgétaire et analyse des écarts

- Analyser les écarts sur différents postes
- Exploiter cette analyse par les coûts standard

Adopter la méthode Activity Based Costing (ABC)

- Maîtriser les principes de la comptabilité par activité
- Identifier les activités à analyser
- Déterminer les inducteurs de coût

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Calculer et analyser les coûts de revient

INITIATION

Code : 60029

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 495 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Assimiler les concepts essentiels de la comptabilité analytique
Maîtriser les différentes méthodes de calcul et d'analyse des coûts
Analyser les coûts afin de maîtriser la rentabilité

PRÉREQUIS

Avoir de bonnes connaissances en comptabilité générale ou avoir préalablement suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 233)

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables comptables et financiers
Contrôleurs de gestion
Comptables uniques en PME

ANIMATEUR

Gilles BORREMANS
Expert-comptable
DELESALLE, DUPUI, BORREMANS

PLANNING

Paris
13-14 mai 2019
21-22 novembre 2019

BESOIN DE COMPRENDRE LES BASIQUES ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Guider sa prise de décision avec la comptabilité analytique

PROGRAMME

Cerner les principes généraux de la comptabilité analytique

- Définir les notions de prix et de coût
- Différencier les types de coûts : coûts prévisionnels, standard et budgétés
- Identifer le moment du calcul des coûts et le fonctionnement de la comptabilité analytique

Étude de cas : analyse de centres de coûts et de centres de profits

Corriger l'existant et améliorer la prise de décision

- Exploiter l'aspect outil d'analyse des coûts
- Repérer les coûts non maîtrisés et procéder aux corrections
- Prendre les bonnes décisions d'amélioration

Partage d'expériences : échanges sur les améliorations à attendre de l'exploitation de la comptabilité analytique

COMPÉTENCES MÉTIER

Utiliser la comptabilité analytique pour guider la prise de décision

PLANNING

Paris
11 juin 2019
9 décembre 2019

INITIATION

Code : 60113

½ journée | 4 heures

Tarif HT : 455 €

OBJECTIFS

Comprendre les principes généraux de la comptabilité analytique
Améliorer sa prise de décision par le contrôle des coûts

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en comptabilité générale

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne cherchant à optimiser l'analyse des coûts pour maîtriser la rentabilité

Méthodes ABC, TDABC et ABM

Déterminer les inducteurs de coûts pour une rentabilité et un pilotage pertinents

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Déterminer les enjeux de la mise en place...

De la méthode ABC
- Cerner les objectifs
- Réconcilier l'analyse des coûts et la réflexion stratégique
- Affiner la politique de prix
- Éclairer les choix en matière d'externalisation

De la méthode ABM
- Réduire les délais
- Suivre les performances individuelles et collectives
- Améliorer la qualité des processus

Exercice d'application : calcul des coûts de revient suivant les méthodes traditionnelles et suivant la méthode ABC, comparaison et analyse

Réussir la mise en place dans l'entreprise

Passer d'une comptabilité analytique classique à la méthode ABC
- Identifier les insuffisances de la comptabilité classique
- Faire coexister les méthodes traditionnelles de suivi des coûts et le système ABC/ABM

Intégrer la typologie des coûts
- Coûts directs et indirects
- Coûts variables et fixes
- Coûts complets et partiels
- Maîtriser les différentes méthodes d'analyses des coûts

Procéder étape par étape
- Savoir qui associer à la démarche
- Collecter les informations, en choisissant la méthode la plus simple, en particulier TDABC (Time Driven Activity Based Costing)
- Organiser son système d'information pour optimiser les apports de l'ABM
- Identifier les processus générateurs de coûts
- Rechercher et choisir les inducteurs de coûts
- Mesurer les moyens alloués aux opérations internes de l'entreprise
- Affecter aux produits/services leur consommation de prestations internes de l'entreprise

Assurer l'efficacité de la méthode ABC

Partage d'expériences : échanges sur les difficultés le plus fréquemment rencontrées, intérêt de l'ABM, notion et sources de performance et liens entre ces sources de performance et les différents processus de l'entreprise

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Transposer les méthodes ABC/ABM à son environnement professionnel

PERFECTIONNEMENT

Code : 60019
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 995 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir précisément les objectifs et les ressources de son projet
Déterminer les coûts de revient, les rentabilités et les grilles de tarification selon la méthode ABC
Adapter les méthodes ABC/ABM à son mode d'organisation

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en contrôle de gestion

PUBLIC CONCERNÉ

Contrôleurs de gestion
Responsables comptables, administratifs et financiers

ANIMATEUR

Laurent RAVIGNON
Consultant en management de la performance
ALPHA CEN

PLANNING

Paris
10 avril 2019
15 octobre 2019

Maîtriser le processus budgétaire

Faire du budget un réel outil de pilotage et d'aide à la prise de décision

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer la démarche budgétaire

Assurer la cohérence entre stratégie à long terme et plans d'actions à court terme
- Les différents horizons de la gestion prévisionnelle
- Les points essentiels de la planification stratégique
- Le budget annuel, première année du plan opérationnel

Construire son budget
- Le budget et l'organisation de l'entreprise
- Les éléments constitutifs de la démarche budgétaire
- Les prérequis
- Les intervenants dans la démarche de construction
- Les liens de dépendance et la cartographie des budgets

Étude de cas : analyse d'une cartographie de budget

Maîtriser les différents types de budgets et leur imbrication

Les budgets d'exploitation
- Les objectifs de ventes
- Les effectifs et la masse salariale
- Les budgets des services supports et des frais généraux

Le budget d'investissements
- Le recensement et la hiérarchisation des besoins d'investissements
- Les critères de décision à prendre en compte

Le budget de trésorerie
- Les équilibres financiers
- Les équilibres de trésorerie

Étude de cas : analyse de l'imbrication de différents budgets

Faire du suivi budgétaire un outil de pilotage de la performance
- Le contrôle budgétaire
- L'analyse et la décomposition des écarts
- Les budgets rectificatifs, les budgets glissants
- Les tableaux de bord et le choix d'indicateurs pertinents pour la prise de décision

Exercice d'application : mise en place d'un tableau de bord de suivi budgétaire

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Organiser l'élaboration d'un budget opérationnel et en faire un outil de pilotage et d'aide à la prise de décision

EXPERTISE

Code : 60064
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 610 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Situer le budget dans le processus de gestion de l'entreprise
Maîtriser les différents types de budgets
Mettre en place les outils de suivi budgétaire

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en contrôle de gestion

PUBLIC CONCERNÉ

Contrôleurs de gestion
Responsables administratifs et financiers
Managers opérationnels

ANIMATEUR

Éric MÉNARD
Consultant en comptabilité et gestion - EMDFC

PLANNING

Paris
28-29 mars 2019
17-18 octobre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Contrôle de gestion des systèmes d'information

Contrôler et maîtriser les coûts informatiques

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Contrôler les budgets d'exploitation
- Élaborer et suivre les budgets en trois axes d'analyse
- Compte de résultat par nature de dépenses
- Par activité : apport des techniques ABC et du modèle du CIGREF
- Construction et valorisation d'un catalogue de services
- Procéder à une analyse coûts/qualité du service rendu

Exercice d'application : élaboration du budget d'exploitation dans une ETI

Construire un budget d'investissement
- Mener une étude préalable d'opportunité des projets
- Assurer la cohérence avec le business model de l'entreprise et avec le schéma d'urbanisme
- Associer l'ordre de grandeur économique et la compatibilité avec les ressources de l'entreprise
- Vérifier la faisabilité technique compte tenu des ressources humaines
- Évaluer le ROI
- Mesurer les risques du projet
- Préparer la planification globale : risques, coûts, délais

Exercice d'application : construction d'un business case pour un projet d'ETI

Contrôler la gestion globale des activités des SI
- Utiliser le Balanced scorecard
- Économique/maîtrise des coûts
- Clients/niveau de service
- Technique/opérationnel
- Innovation/Développement

Exercice d'application : construction d'un tableau de bord Balanced scorecard pour le DSI d'une ETI

Assurer la veille, le benchmark et la gestion des bonnes pratiques
- Mettre en place le processus de planification de l'ensemble des projets SI
- Planification à court, moyen et long terme des projets nouveaux et de renouvellement
- Présentation homogène des paramètres de valeur : coût, qualité et délai
- Recherche de cohérence de l'ensemble des projets
- Sécuriser le processus achat

Partage d'expériences : optimisation des politiques d'acquisition de matériel et de logiciels et externalisation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Contrôler et maîtriser les coûts informatiques de sa structure

PERFECTIONNEMENT

Code : 60067
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 560 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Diagnostiquer la maturité stratégique de son entreprise en matière de SI
Se projeter vers le futur et construire un schéma d'urbanisme
Élaborer les outils de pilotage différenciés selon qu'il s'agit d'exploitation ou de développement

PRÉREQUIS

Maîtriser le contrôle de gestion

PUBLIC CONCERNÉ

Contrôleurs de gestion
Chefs de projet dans la mise en place d'un système de gestion intégrée

ANIMATEUR

Denis MOLHO
Consultant spécialisé en contrôle de gestion - DME Performance

PLANNING

Paris
14-15 mai 2019
14-15 octobre 2019

Contrôle de gestion de projet

Mesurer et suivre la rentabilité économique d'un projet

BEST OF DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Le contrôle de gestion de projet : les critères de performance à mettre en œuvre

Analyse de la rentabilité économique d'un projet

Mesurer la rentabilité d'un investissement
- Pay back
- Valeur Actualisée Nette (VAN)
- Taux de Rendement Interne (TRI)

Prise en compte des risques
- Élaboration de scénarios pour chiffrer les risques

Exercice d'application : calcul de la rentabilité économique d'un projet

Faire cohabiter projets et budgets

Programmer et planifier le projet
- Budgéter le projet
- Optimiser la gestion de trésorerie du projet
- Procéder aux ajustements budgétaires

Organiser les ressources en mode projet

Outils de maîtrise des coûts

Différentes méthodes d'estimation possibles
- Importance des réévaluations des coûts à terminaison comme mode de pilotage
- Coûts complets
- Direct costing

Exercice d'application : suivi des coûts d'un projet

Réalisation et suivi des projets : savoir utiliser les tableaux de bord

Suivi budgétaire ou " cost control "
- Les réestimations comme base du vrai contrôle des coûts

Utilisation d'un système de tableaux de bord pertinents
- Importance de la réactivité par rapport aux dérives de coûts

Analyse des écarts rapportés aux différents scénarios

Exercice d'application : réalisation d'un tableau de bord de suivi d'un projet

Les outils informatiques de coordination de projet
- Utilité des outils informatiques décisionnels

MODULES VIDÉO

- À voir sur www.efe.fr

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place des outils de pilotage permettant de suivre l'évolution du budget de ses projets

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 27 mai 2019
ou 30 octobre 2019

EXPERTISE

Code : 60057
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 610 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les particularités du contrôle de gestion en mode projet
Analyser la rentabilité économique d'un projet
Élaborer les tableaux de bord et les indicateurs clés pour la gestion d'un projet
Contrôler le déroulement d'un projet sur le plan financier

PRÉREQUIS

Maîtriser les techniques de base du contrôle de gestion

PUBLIC CONCERNÉ

Contrôleurs de gestion
Responsables de projet

ANIMATEUR

Denis MOLHO
Consultant spécialisé en contrôle de gestion - DME Performance

PLANNING

Paris
26-27 mars 2019
20-21 juin 2019
21-22 novembre 2019

Traiter une masse de données volumineuse

Classer et synthétiser une masse importante de données

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les concepts de statistiques et de probabilité et leurs fonctions associées
- Définir les notions statistiques utiles dans le traitement des données
- Exploiter les fonctions de moyenne, moyenne pondérée
  Exercice d'application : calculs de moyennes pondérées

Mettre en application les fonctionnalités de Excel®

Mettre en forme les données
- Standardiser les données
- Exploiter les formules de conversion de texte
- Manier les fonctions de recherche avancées

Réaliser des comptages
- Utiliser les filtres
- Réaliser des tableaux croisés dynamiques
- Intégrer les possibilités offertes par les conditions
- Utiliser les conditions imbriquées et les conditions multiples
- Manier la fonction RECHERCHEV() et l'argument VRAI ou FAUX
- Maîtriser la commande de sous-total
- Définir les sommes conditionnelles : SOMME.SI, MOYENNE.SI…
- Utiliser les fonctions de bases de données : BDSOMME, BDMOYENNE…
- Appliquer les règles de protection des données
  Exercice d'application : préparation d'un tableau croisé dynamique

Application aux bases de données volumineuses

Préparer les données
- Définir les critères de sélection
- Visualiser et organiser les résultats

Synthétiser les données
- Exploiter les sous-totaux
- Utiliser les fonctions " grouper", "dissocier" et "regrouper"

Appliquer la stratégie de protection des données
Mise en situation : organisation de données et réalisation d'une synthèse dynamique

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Organiser le traitement d'une masse importante de données

EXPERTISE

Code : 60093
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 040 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Collecter et organiser des masses de données importantes sous Excel®
Synthétiser les données
Procéder à des analyses dynamiques

PRÉREQUIS
Maîtriser les fonctions principales de Excel®

PUBLIC CONCERNÉ
Contrôleurs de gestion
Responsables comptables et financiers
Experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR
Pierre CHOLLET
Consultant spécialisé en comptabilité et informatique

PLANNING

Paris
17 mai 2019
19 décembre 2019

Pratiquer l'audit interne - Niveau 1

Maîtriser les principes, démarches et outils de l'audit interne

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir la mission et la démarche d'audit

Le concept " audit "
- Le contexte
- Les objectifs

Les différentes phases de l'audit
- La préparation
- Le déroulement
- La finalisation

Définir les rôles respectifs des membres d'une équipe d'audit

Acquérir la méthodologie de l'auditeur

Les travaux préparatoires
- La typologie des risques
- Le diagnostic des risques

Le contrôle interne
- Appréciation et évaluation des systèmes
- Élaboration de tests
- Contrôle de l'information comptable et financière
- Présentation du modèle COSO
- Conclusion et formulation de l'avis
  Exercice d'application : rédaction d'un avis à partir de pièces comptables fournies

Utiliser les outils de l'auditeur

Décrire les systèmes et les procédures
- Diagrammes de circulation
- Mémorandum

Évaluer
- Revue analytique : établissement et utilisation des questionnaires de contrôle
- Méthode des tests d'audit
- Utilisation des techniques de sondage

Autres systèmes et procédures à connaître
- Inventaire physique
- Confirmations extérieures
- Test de validation
- Test substantif

Exercice d'application : mise en application des différents outils

Organiser une intervention d'audit

Maîtriser les étapes clés de la mission d'audit
- Élaborer le planning de la mission
- Mettre en place le suivi de la mission
- Monter le dossier justificatif de l'opinion
- Optimiser les relations avec le sujet audité
  Étude de cas : mise en œuvre des techniques générales d'audit exposées en les adaptant au contexte

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les principes fondamentaux, démarches et outils de l'audit interne

INITIATION

Code : 60046
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 495 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Cerner les principes fondamentaux de l'audit et la démarche de l'auditeur
Se familiariser avec les outils de l'audit
Organiser une intervention d'audit

PRÉREQUIS
Une expérience du fonctionnement de l'entreprise est requise

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables des services comptables et financiers
Contrôleurs de gestion
Comptables

ANIMATEUR
Jean-Claude ARMAND
Expert-comptable, Commissaire aux comptes

PLANNING

Paris
9-10 avril 2019
10-11 octobre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Se perfectionner à l'audit interne - Niveau 2

Mettre en place un dispositif d'audit interne

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Structurer l'activité d'audit interne

- Définir le rôle, les missions et les objectifs de l'auditeur interne
- Distinguer les différents types d'audits et leurs spécificités
- Saisir les enjeux et les opportunités d'une mission d'audit
- Identifier les complémentarités avec les autres fonctions de l'entreprise
- Améliorer la communication autour de l'audit
- Organiser l'activité de l'audit interne

Étude de cas : analyse des risques d'une organisation, structuration d'une équipe d'audit interne, préparation d'un plan d'audit

Maîtriser les étapes clés de la mission d'audit interne

Lors de la phase préparatoire

- Préparer l'ordre de mission
- Réaliser la phase de prise de connaissance
- Identifier et évaluer les risques
- Définir les objectifs

Exercices d'application : préparation de questionnaires de prise de connaissance, identification et évaluation des risques

Lors de la phase de réalisation de l'audit interne

- Décrire la structure et l'organisation
- Identifier le fonctionnement et les dysfonctionnements
- Identifier les causes et les conséquences
- Utiliser différents outils

Exercice d'application : préparation de questionnaires de contrôle interne, préparation d'une fiche de risque (FRAP)

Valoriser les remarques et les recommandations

Finaliser la mission

- Effectuer la restitution auprès des audités
- Présenter les conclusions et exposer les recommandations

Appliquer le plan d'action correctif

- Susciter l'engagement et l'appropriation des acteurs concernés
- Favoriser des instruments de suivi de la réalisation des améliorations
- Favoriser le pilotage des projets de progrès

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Concevoir et piloter un système d'audit interne et animer la fonction d'audit interne

PERFECTIONNEMENT

Code : 60021
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 560 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Structurer l'activité d'audit interne
Maîtriser les techniques et les outils de l'audit interne
Valoriser la mission d'audit par la communication de ses résultats et le suivi de la mise en œuvre des actions préconisées

PRÉREQUIS

Avoir une compréhension approfondie de l'organisation de l'entreprise ou une connaissance pratique de l'audit interne

PUBLIC CONCERNÉ

Auditeurs et contrôleurs internes
Contrôleurs de gestion

ANIMATEUR

Thierry BALLOT
Director Forensic & Corporate intelligence - FIPCOR

PLANNING

Paris
4-5 juin 2019
14-15 novembre 2019

Conduire un audit comptable et financier

Assurer la qualité et la performance de la fonction comptable

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la démarche globale

- Connaître l'organisation d'une direction financière
- Maîtriser les processus comptables
- Cerner l'approche par les risques
- Recenser les problématiques liées au système informatique
- Identifier les normes professionnelles de référence
- Disposer d'une méthode de travail : détailler les étapes de l'audit
- Fournir les livrables

Auditer les cycles comptables

- Utiliser les techniques de contrôle interne
- Recourir à l'observation physique
- Mettre en pratique la circularisation
- Faire une revue analytique des comptes ou mettre en place les procédures analytiques

Exercice d'application : mise en place d'une revue analytique sur chiffre d'affaires

Auditer les comptes

- Déterminer les comptes à contrôler
- Définir les comptes concernés et les risques du cycle
- Optimiser les tests de contrôle interne, les procédures analytiques et les tests de détail

Étude de cas : analyse et critique des principales procédures

- La procédure d'inventaire physique
- La procédure de trésorerie
- La procédure de paie-personnel
- Revue analytique d'estimés de fin d'année et critique d'une revue de procédure d'achat

Auditer le reporting

Les documents à livrer

- Les états financiers semestriels et trimestriels
- Les données de valeur actionnariale
- Les données sociales et de développement durable

La loi de Sécurité Financière et la loi Sarbanes-Oxley : des exigences supplémentaires

- Lister les documents à fournir
- Garantir la fiabilité de l'information financière

Les normes IFRS et IAS

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre la démarche de l'audit comptable et financier

PERFECTIONNEMENT

Code : 60007
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 2 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner la démarche globale de l'audit comptable et financier
Maîtriser les techniques du contrôle interne
Auditer les cycles comptables, les comptes et le reporting

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en audit

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des services comptables et financiers
Contrôleurs de gestion et comptables
Auditeurs internes

ANIMATEUR

Élisabeth TIBAUT
Expert-comptable, Commissaire aux comptes - Cabinet TIBAUT

PLANNING

Paris
24 au 26 juin 2019
27 au 29 novembre 2019

Maîtriser les outils du contrôle interne comptable

Les exigences du COSO, de l'AMF et les pratiques professionnelles

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir le contrôle interne comptable

- Les objectifs du contrôle interne comptableLes référentiels : COSO et cadre préconisé par l'AMF

Mettre en œuvre les procédures de contrôle

La cartographie de l'existant

- Système de gestion et fournisseurs d'informations comptables
- Schémas, procédures et contrôles comptables

Le diagnostic et le plan d'action

- La formalisation du constat
- Organiser ou créer une structure dédiée : objectifs, planning et coûts

Intégrer les outils opérationnels du contrôle interne comptable

La normalisation et les procédures

- Procédures comptables, schémas comptables réglementaires, plan comptable annoté…
- Définition d'événements de gestion normalisés
- Seuils d'autorisation et procédure d'escalade
- Fournisseurs et propriétaires de comptes et procédure d'attribution des comptes
- Charte des responsabilités
- Questionnaires de contrôles comptables clés

Le pilotage et le reporting

- La notation des questionnaires de contrôles comptables clés
- Le contrôle des contrôles
- La procédure de remontée des incidents comptables
- Le reporting de santé comptable

Exercice d'application : élaboration des questionnaires de contrôles clés de la comptabilité

- Les actifs
- Les passifs
- Les instruments financiers
- Les cycles : achats, ventes, trésorerie…
- Les écritures manuelles
- Les réconciliations de chaînes
- Le maintien de la piste d'audit
- La conformité fiscale
- La consolidation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les outils opérationnels du contrôle interne comptable

EXPERTISE

Code : 60060
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 040 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir les objectifs et les enjeux du contrôle interne comptable
Intégrer les outils opérationnels et la démarche de mise en œuvre
Mettre en œuvre les processus du contrôle interne comptable

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances pratiques en comptabilité

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des services comptables et financiers
Chefs comptables

ANIMATEUR

Annabelle TRAMIER
Expert-comptable
ANNABELLE TRAMIER & Associés

PLANNING

Paris
22 mai 2019
13 novembre 2019

Gérer le risque de fraude

BEST OF

Prévenir, détecter, investiguer et récupérer son préjudice

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Prévenir le risque de fraude

Connaître l'environnement normatif et les référentiels anti-fraude

Étude de cas : analyse des enseignements à tirer des études récentes sur le phénomène de fraude

Organiser la gestion du risque de fraude

- Développer une stratégie anti-fraude dotée de moyens d'action adéquats
- Établir des responsabilités claires et sensibiliser les acteurs concernés
- Évaluer les risques propres à l'organisation
- Développer une politique et une méthodologie pour investiguer les soupçons et les occurrences potentielles de fraude

Prévenir la fraude par la sensibilisation des acteurs internes et externes

- Élaborer une charte éthique et des campagnes de prévention
- Concevoir une charte informatique adaptée
- Sécuriser ses relations juridiques et contractuelles avec les tiers

Détecter et faire face à la fraude

Mettre en place des contrôles spécifiques

- Instaurer une ligne éthique et un programme de whistleblowing
- Définir, documenter et surveiller des indicateurs d'alerte par processus
- Adapter les contrôles existants, concevoir et mettre en place de nouveaux contrôles de détection avec les technologies adéquates

Faire face au soupçon de fraude

- Activer la cellule de crise pour monitorer avec prudence les événements et prendre les bonnes décisions
- Décider s'il faut investiguer

Mise en situation : réaction face à une détection de fraude

Traiter la fraude : investiguer, évaluer et récupérer son préjudice

Exercice d'application : traitement de fraudes en utilisant les techniques d'investigation et récupération du préjudice

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Piloter la mise en place d'une protection contre les fraudes et mener les principales techniques d'investigation pour faire face à une crise

PERFECTIONNEMENT

Code : 60083
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 560 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les risques de fraude externes et internes
Mettre en place les contrôles pour prévenir et détecter les fraudes existantes
Traiter les occurences

PRÉREQUIS

Avoir une compréhension approfondie de l'organisation de l'entreprise ou une connaissance pratique de l'audit interne

PUBLIC CONCERNÉ

Auditeurs internes
Responsables administratifs et financiers

ANIMATEUR

Thierry BALLOT
Director Forensic & Corporate intelligence - FIPCOR

PLANNING

Paris
24-25 juin 2019
3-4 octobre 2019
3-4 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Comptabilité pour non-comptables

Maîtriser les bases de la comptabilité

La comptabilité a pour objet de produire une synthèse des informations financières de l'entreprise afin de prendre des décisions… mais encore faut-il les décrypter correctement. Savoir lire un bilan ou un compte de résultat s'avère le plus souvent un parcours du combattant pour les non-initiés. Aussi, est-il indispensable de disposer de clés de lecture des états financiers afin de trouver rapidement les informations nécessaires à la prise de décisions.

INITIATION

Code : 60059
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les connaissances comptables fondamentales

Cerner l'importance et la finalité de l'information comptable

- La traduction comptable de la vie d'une entreprise
- L'incidence des faits économiques sur la comptabilité
- Traduction comptable du fonctionnement de l'entreprise : exemples

Assimiler le vocabulaire de base

- Être à même de dialoguer utilement avec un comptable
- Cerner les grands principes
- Continuité de l'exploitation, indépendance des exercices, prudence et partie double

Lire et exploiter les documents de synthèse

Étudier les différents documents comptables

- Compte, journal, balance et grand-livre
- Bilan, compte de résultat, annexe

Lire un compte de résultat

- Les différentes rubriques d'un compte de résultat
- Typologie de résultat : d'exploitation, financier et exceptionnel
- Comprendre la différence entre le résultat comptable et le résultat fiscal

Présenter et analyser le bilan poste par poste

- Actif immobilisé, circulant et comptes de régularisation
- Passif : capitaux propres, provisions, dettes et comptes de régularisation

Comprendre les équilibres financiers

- Investissement/financement
- Fonds de roulement, besoin en fonds de roulement et trésorerie
- Soldes intermédiaires de gestion

Étude de cas : analyse d'un compte de résultat, d'un bilan et étude de quelques ratios types

Maîtriser l'essentiel de la comptabilité analytique

Cerner les objectifs de la comptabilité analytique

- Mesurer la souplesse par rapport à la comptabilité générale
- Choisir un outil d'aide à la décision

Pratiquer la comptabilité analytique

- Les opérations susceptibles de faire l'objet d'un suivi analytique
- Choix de l'architecture : les différents types de coûts
- Mécanisme d'imputation des charges : les clés de répartition
- Organiser la collecte et le traitement des informations

Analyser la rentabilité par produit, par activité et par service

- Définir la rentabilité
- Calculer le coût de revient
- Prendre en compte les variations d'activité et leurs incidences

Exercice d'application : la recherche du point mort

MODULES VIDÉO

- Quels sont les principaux états financiers ?
- Comment obtenir des informations pertinentes à partir du bilan ?

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Éclairer ses prises de décision avec les bonnes clés de lecture des états financiers

OBJECTIFS

Cerner la logique des circuits et des enregistrements comptables
Lire et interpréter les différents documents comptables
Maîtriser le mécanisme de la comptabilité analytique

PRÉREQUIS

Avoir besoin de la comptabilité dans son activité quotidienne

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne ne possédant pas de formation initiale en la matière et souhaitant acquérir des bases solides en comptabilité

ANIMATEUR

Laurent PORTE
Consultant spécialisé en comptabilité
FRUCTEAM

PLANNING

Paris
24-25 janvier 2019
25-26 mars 2019
3-4 juin 2019
26-27 août 2019
7-8 octobre 2019
5-6 décembre 2019
27-28 janvier 2020

Lyon
3-4 juin 2019
5-6 décembre 2019

Bordeaux
23-24 mai 2019
28-29 novembre 2019

Nantes
16-17 mai 2019
21-22 novembre 2019

Lille
16-17 mai 2019
21-22 novembre 2019

05 FISCALITÉ

Boris MASSOUTIER
Responsable du secteur Fiscalité

ÉDITO

Après une année 2018 marquée par une révision de la fiscalité patrimoniale et du capital dont les développements et les effets sont encore en cours, l'année 2019 est celle de la refonte de la fiscalité des entreprises et des groupes. Le législateur et les juges ont tiré les conséquences des dernières jurisprudences nationales et européennes. Cette remise à plat de la fiscalité française en l'espace de deux ans emporte des conséquences innombrables et impacte votre pratique quotidienne de la fiscalité, mais aussi vos stratégies et prévisions à court et à moyen terme pour votre entreprise, pour vos clients et pour votre gestion patrimoniale.

À ce contexte national riche en actualités et incertitudes, s'ajoute la mise en place progressive d'un nouvel environnement fiscal international et européen qu'il convient de prendre en compte dès maintenant pour éviter les pièges et les mauvais pas. Le renforcement et le développement de vos compétences opérationnelles deviennent ainsi indispensables pour votre expertise, votre évolution et votre mobilité professionnelle.

Conscients de notre rôle face aux enjeux de cette évolution, nos formations et nos experts vous accompagnent en 2019 en prenant en compte votre réalité économique et fiscale et vos besoins.

3 QUESTIONS À L'EXPERT

Un grand nombre d'enjeux attendent les directions fiscales dans un contexte international particulièrement difficile et tendu.

Gauthier HALBA
Directeur fiscal groupe
JCDECAUX

Quelles sont les grandes problématiques actuelles des directions fiscales ?

Les directions fiscales sont confrontées à trois problématiques principales : l'instabilité fiscale, la multiplication des contrôles fiscaux et la gestion des données et de la communication fiscales. Dans un cadre fiscal international, les normes se multiplient avec du mimétisme, mais aussi de réelles singularités selon les états qui rendent d'autant plus complexe la compréhension de ces nouvelles règles. Dans les différentes juridictions, les contrôles fiscaux se sont significativement multipliés ces dernières années avec notamment des contrôles ciblés ou de place particulièrement ardus à gérer. Enfin, les demandes d'informations des administrations fiscales à travers le monde se sont considérablement accrues et nécessitent un travail en amont très spécifique et varié.

Quelles aptitudes attendez-vous d'un fiscaliste pour votre direction ?

La première aptitude d'un fiscaliste est la curiosité qui est au cœur du métier du fiscaliste qui doit appréhender des sujets qui dépassent la simple matière fiscale. Ensuite, l'humilité est également une aptitude nécessaire car le département fiscal est une fonction support qui doit savoir s'effacer devant les impératifs opérationnels. Enfin, la rigueur qui permet de limiter les erreurs par une bonne méthodologie de recherche.

Quels vont être les enjeux de la direction fiscale d'ici les 5 prochaines années ?

Un grand nombre d'enjeux attendent les directions fiscales dans un contexte international particulièrement difficile et tendu. L'un des plus emblématiques concerne la gouvernance fiscale. À l'instar de l'Australie ou du UK, les administrations fiscales requièrent de plus en plus une présentation du processus de décision fiscale. Ainsi, les entreprises doivent rédiger une documentation qui présente à l'administration comment sont prises les décisions fiscales. Cette approche résulte d'une réflexion menée par l'OCDE (Co-operative Tax Compliance) qui doit responsabiliser les entreprises et éviter les montages fiscaux agressifs. Cette gouvernance fiscale s'inscrit dans une volonté de transparence fiscale toujours plus forte visant à rendre tout schéma d'optimisation fiscale compliqué à mettre en œuvre. Ensuite, la fiscalité du numérique est sans nul doute le sujet qui nécessitera un investissement important de la part des directions fiscales. En effet, un grand nombre d'incertitudes existent sur le devenir des règles relatives à la territorialité des impôts commerciaux ou à la mise en place de nouvelles taxes. Ce sujet dépasse les seuls acteurs du numérique et touche toutes les entreprises.

TÉMOIGNAGE

J'ai ressenti le besoin d'élargir et d'approfondir mes connaissances en fiscalité internationale, les prix de transfert et conventions internationales se trouvant en dehors de mon scope actuel. La parfaite connaissance du sujet par les animateurs a été transmise de manière fluide sans besoin de s'accrocher à leurs notes. La richesse des exemples s'y est associée pour assurer la réussite de ces formations. Je me sens maintenant plus susceptible d'intervenir professionnellement sur ces sujets, notamment sur les prix de transfert.

Julian ROLFE, Tax Expert, General Ledger Team, CRITEO, participant aux formations " Prix de transfert " p. 295 et " Conventions fiscales internationales " p. 292

SOMMAIRE

FORMATIONS 100% À DISTANCE

Classes virtuelles

Réf. 30139	Utiliser Télérecours®	2 heures	190 €	**p. 270**
Réf. 30136	Intégrer les règles liées aux factures	2 heures	190 €	**270**
Réf. 30134	Déclarer sa TVA	2 heures	190 €	**271**
Réf. 30147	Récupérer la TVA sur les notes de frais	2 heures	190 €	**271**
Réf. 30137	S'initier aux règles de douane	2 heures	190 €	**272**
Réf. 92368	Intégrer les bases de la gestion de patrimoine	2 heures	190 €	**327**
Réf. 30148	Perfectionner sa déclaration des revenus	2 heures	190 €	**272**
Réf. 30135	Déclarer son IFI	2 heures	190 €	**273**
Réf. 30138	Négocier en interlocution départementale	1h30	170 €	**273**

Parcours vidéo

	La fiscalité d'entreprise, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	**p. 274**

FORMATION CERTIFIANTE

Réf. 30088	Fiscaliste d'entreprise	15 jours	8 925 €	**p. 278**

FISCALITÉ DES SOCIÉTÉS

Réf. 30129	Prélèvement à la source	1 jour	990 €	**p. 275**
Réf. 30139	**Classe virtuelle** - Utiliser Télérecours®	2 heures	190 €	**270**
Réf. 30064	Fiscalité pour non-fiscalistes	3 jours	2 050 €	**276**
Réf. 30064BL	Fiscalité pour non-fiscalistes - **Blended**	21 heures	1 640 €	**277**
Réf. 20033	Fiscalité pour juristes	2 jours	1 450 €	**166**
Réf. 30088	**Cycle certifiant** - Fiscaliste d'entreprise	15 jours	8 925 €	**278**

Résultat fiscal

Réf. 30020	Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale	2 jours	1 520 €	**p. 280**
Réf. 30140	Retraiter les abandons de créances et les subventions intragroupe	4 heures	545 €	**280**
Réf. 30048	Fiscalité de la R&D et de la propriété industrielle	1 jour	1 070 €	**281**
Réf. 30031	Optimiser la gestion du crédit d'impôt recherche	1 jour	1 070 €	**281**
Réf. 30004	Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier	1 jour	1 120 €	**300**
Réf. 30124	Établir une cartographie des risques fiscaux	1 jour	1 120 €	**282**
Réf. 30150	Sécuriser la déductibilité des charges financières	4 heures	545 €	**282**
Réf. 30114	Le résultat fiscal dans les établissements financiers	2 jours	1 520 €	**355**
Réf. 92079	Pratiquer la fiscalité en assurance	1 jour	990 €	**398**
Réf. 30090	Régime fiscal de la fiducie et du trust	1 jour	1 070 €	**283**
Réf. 30089	Auditer toutes les déclarations fiscales	2 jours	1 660 €	**283**

Facturation

Réf. 30005	Factures : maîtriser les règles juridiques et fiscales	1 jour	990 €	**p. 284**
Réf. 30136	**Classe virtuelle** - Intégrer les règles liées aux factures	2 heures	190 €	**270**
Réf. 30147	**Classe virtuelle** - Récupérer la TVA sur les notes de frais	2 heures	190 €	**271**
Réf. 30035	La facturation électronique	1 jour	1 070 €	**285**
Réf. 30112	Limiter les risques fiscaux liés aux systèmes d'information	1 jour	1 070 €	**285**

FISCALITÉ DES GROUPES

Réf. 30022	Opérations de restructuration	2 jours	1 660 €	**p. 286**
Réf. 30141	APA : le choix du régime de faveur	4 heures	545 €	**286**
Réf. 30130	Maîtriser la structuration fiscale des LBO	1 jour	1 070 €	**287**
Réf. 30069	Réaliser une transmission universelle de patrimoine	1 jour	1 120 €	**287**
Réf. 30034	Fiscalité des transactions intragroupe	1 jour	1 070 €	**288**
Réf. 30013	Implanter une holding	1 jour	1 120 €	**288**
Réf. 30113	Gestion fiscale d'une holding	2 jours	1 730 €	**289**
Réf. 30142	TVA : sécuriser les droits à déduction des holdings	4 heures	545 €	**289**
Réf. 20081	Joint venture : choisir la forme juridique adaptée	2 jours	1 580 €	**109**
Réf. 30015	Gérer un GIE	1 jour	990 €	**290**

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Réf. 30107	Appliquer les impôts différés		1 jour	1 120 €	**290**
Réf. 30019	Intégration fiscale - Niveau 1	●●	2 jours	1 520 €	**291**
Réf. 30003	Intégration fiscale - Niveau 2		2 jours	1 660 €	**292**
Réf. 30146	Notions d'économie pour les fiscalistes		1 jour	990 €	**294**
Réf. 30016	Prix de transfert	●	2 jours	1 660 €	**295**
Réf. 30030	Rédiger sa documentation de prix de transfert		1 jour	1 120 €	**296**
Réf. 30131	Contentieux des prix de transfert		1 jour	1 120 €	**296**

FISCALITÉ INTERNATIONALE

Réf. 30086	Conventions fiscales internationales	●	2 jours	1 660 €	**p. 292**
Réf. 30027	Fiscalité internationale	●●	2 jours	1 520 €	**293**

Personnes morales

Réf. 30013	Implanter une holding	●	1 jour	1 120 €	**p. 288**
Réf. 30113	Gestion fiscale d'une holding	●	2 jours	1 730 €	**289**
Réf. 30033	Établissement stable		2 jours	1 660 €	**294**
Réf. 30146	Notions d'économie pour les fiscalistes		1 jour	990 €	**294**
Réf. 30016	Prix de transfert	●	2 jours	1 660 €	**295**
Réf. 30030	Rédiger sa documentation de prix de transfert		1 jour	1 120 €	**296**
Réf. 30131	Contentieux des prix de transfert		1 jour	1 120 €	**296**

TVA

Réf. 30125	Les bases de la TVA des opérations internationales	●	1 jour	990 €	**p. 302**
Réf. 30142	TVA : sécuriser les droits à déduction des holdings		4 heures	545 €	**289**
Réf. 30061	Maîtriser la pratique de la DEB	●	2 jours	1 660 €	**303**
Réf. 30009	TVA des échanges internationaux de biens	●	2 jours	1 730 €	**304**
Réf. 30093	TVA et douane	●	2 jours	1 520 €	**304**

Personnes physiques

Réf. 30052	Fiscalité internationale du patrimoine		2 jours	1 520 €	**p. 297**
Réf. 30023	Fiscalité des non-résidents		1 jour	1 070 €	**297**
Réf. 10031	Expatriation et détachement		2 jours	1580 €	**44**

FISCALITÉ IMMOBILIÈRE

Réf. 30049	Fiscalité immobilière - Niveau 1	●	2 jours	1 520 €	**p. 298**
Réf. 30021	Fiscalité immobilière - Niveau 2	●	2 jours	1 660 €	**299**
Réf. 91159	Maîtriser les spécificités d'un OPCI		1 jour	1 120 €	**213**
Réf. 30004	Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier	●	1 jour	1 120 €	**300**
Réf. 30017	Créer et gérer une société civile immobilière		2 jours	1 660 €	**314**
Réf. 30144	SCI : choix de l'option ou non à l'IS		4 heures	545 €	**314**
Réf. 30133	Fiscalité de la location meublée	●	1 jour	1 070 €	**313**
Réf. 92320	Évaluation immobilière et contrôle fiscal	●	1 jour	1 120 €	**351**
Réf. 30037	TVA des activités immobilières		1 jour	1 070 €	**300**
Réf. 73246	TVA immobilière en secteur public		1 jour	900 €	**437**
Réf. 73357	Calculer la TVA immobilière en secteur public		4 heures	425 €	**437**

Tous les tarifs sont exprimés HT

LÉGENDE

NEW **NOUVEAU**
Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !

CPF **CPF**
Formation éligible au Compte Personnel de Formation

BEST OF **BEST-OF**
Formation plébiscitée par nos clients

DIGITAL **DIGITAL**
Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital

SOMMAIRE

FISCALITÉ EN BANQUE ASSURANCE

Réf. 30114	Le résultat fiscal dans les établissements financiers	2 jours	1 520 €	**p. 355**
Réf. 30115	TVA sur les opérations bancaires et financières	1 jour	1 070 €	**355**
Réf. 92079	Pratiquer la fiscalité en assurance	1 jour	990 €	**398**
Réf. 92080	Gérer les taxes majeures en assurance	1 jour	990 €	**397**

TVA - DOUANES - CET ET IMPÔTS LOCAUX

TVA

Réf. 30007	Les bases de la TVA	3 jours	2 050 €	**p. 301**
Réf. 30007BL	Les bases de la TVA - **Blended**	21 heures	1 640 €	**@**
Réf. 30134	**Classe virtuelle** - Déclarer sa TVA	2 heures	190 €	**271**
Réf. 30147	**Classe virtuelle** - Récupérer la TVA sur les notes de frais	2 heures	190 €	**271**
Réf. 30125	Les bases de la TVA des opérations internationales	1 jour	990 €	**302**
Réf. 30151	S'initier à la TVA	1 jour	990 €	**302**
Réf. 30061	Maîtriser la pratique de la DEB	2 jours	1 660 €	**303**
Réf. 30054	TVA : territorialité des prestations de services	1 jour	1 120 €	**303**
Réf. 30009	TVA des échanges internationaux de biens	2 jours	1 730 €	**304**
Réf. 30142	TVA : sécuriser les droits à déduction des holdings	4 heures	545 €	**289**
Réf. 30093	TVA et douane	2 jours	1 520 €	**304**
Réf. 30037	TVA des activités immobilières	1 jour	1 070 €	**300**
Réf. 30115	TVA sur les opérations bancaires et financières	1 jour	1 070 €	**255**
Réf. 73246	TVA immobilière en secteur public	1 jour	900 €	**437**
Réf. 73357	Calculer la TVA immobilière en secteur public	4 heures	425 €	**437**
Réf. 75043	Appréhender le régime de la TVA en secteur public	2 jours	1 190 €	**@**

Douanes

Réf. 30056	Pratiquer les procédures douanières	1 jour	990 €	**p. 305**
Réf. 30137	**Classe virtuelle** - S'initier aux règles de douane	2 heures	190 €	**272**
Réf. 30093	TVA et douane	2 jours	1 520 €	**304**

CET et impôts locaux

Réf. 30145	Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	1 jour	990 €	**p. 305**
Réf. 30010	Contribution économique territoriale	2 jours	1 660 €	**306**
Réf. 30060	Taxe foncière - Niveau 1	1 jour	990 €	**306**
Réf. 30011	Taxe foncière - Niveau 2	2 jours	1 660 €	**307**

CONTRÔLE ET CONTENTIEUX

Réf. 30089	Auditer toutes les déclarations fiscales	2 jours	1 660 €	**p. 283**
Réf. 30124	Établir une cartographie des risques fiscaux	1 jour	1 120 €	**282**
Réf. 30150	Sécuriser la déductibilité des charges financières	4 heures	545 €	**282**
Réf. 30043	Pratique du contrôle fiscal et du contentieux	2 jours	1 520 €	**307**
Réf. 30071	Contentieux fiscal devant le juge de l'impôt	2 jours	1 660 €	**308**
Réf. 30138	**Classe virtuelle** - Négocier en interlocution départementale	1h30	170 €	**273**
Réf. 30131	Contentieux des prix de transfert	1 jour	1 120 €	**296**
Réf. 30029	Contrôle fiscal des comptabilités informatisées	1 jour	1 070 €	**308**
Réf. 30112	Limiter les risques fiscaux liés aux systèmes d'information	1 jour	1 070 €	**285**
Réf. 92320	Évaluation immobilière et contrôle fiscal	1 jour	1 120 €	**351**

INGÉNIERIE FISCALE DU PATRIMOINE

Fiscalité du patrimoine

Réf. 92309	**Cycle long** - Pratiquer la gestion de patrimoine	6 jours	3 630 €	**p. 343**
Réf. 92368	**Classe virtuelle** - Intégrer les bases de la gestion de patrimoine	2 heures	190 €	**327**
Réf. 30072	Impôt sur le revenu	2 jours	1 520 €	**309**
Réf. 30148	**Classe virtuelle** - Perfectionner sa déclaration des revenus	2 heures	190 €	**272**
Réf. 92310	Initiation à l'ingénierie patrimoniale	3 jours	2 050 €	**349**
Réf. 30050	Fiscalité du patrimoine	2 jours	1 520 €	**309**
Réf. 30050BL	Fiscalité du patrimoine - **Blended**	14 heures	1 215 €	**@**
Réf. 92316	Droit patrimonial de la famille	3 jours	2 050 €	**348**
Réf. 30051	Droit des successions et des libéralités	2 jours	1 660 €	**310**
Réf. 30143	Procéder à une donation-partage	4 heures	545 €	**310**

Optimisation fiscale patrimoniale / transmission

Réf. 30025	Minimiser l'IFI	1 jour	1 120 €	**p. 311**
Réf. 30135	**Classe virtuelle** - Déclarer son IFI	2 heures	190 €	**273**
Réf. 30014	Démembrement de propriété	1 jour	1 070 €	**311**
Réf. 92314	Assurance vie et gestion de patrimoine	2 jours	1 580 €	**347**
Réf. 92178	Assurance vie : cadre juridique et fiscal	2 jours	1 595 €	**385**
Réf. 92245	Assurance vie et clause bénéficiaire	1 jour	1 120 €	**386**
Réf. 30132	Maîtriser les bases de la fiscalité des dirigeants	1 jour	990 €	**312**
Réf. 92315	Approche patrimoniale globale du chef d'entreprise	2 jours	1 650 €	**346**
Réf. 30090	Régime fiscal de la fiducie et du trust	1 jour	1 070 €	**283**
Réf. 92317	Structurer son patrimoine en société	2 jours	1 595 €	**348**
Réf. 30062	Fondation, fonds de dotation et mécénat	1 jour	1 120 €	**312**
Réf. 30085	Pactes Dutreil	1 jour	1 070 €	**313**

Fiscalité du patrimoine immobilier

Réf. 92321	Réussir un investissement immobilier patrimonial	2 jours	1 595 €	**p. 350**
Réf. 92352	Maîtriser les dispositifs de défiscalisation immobilière	4 heures	545 €	**350**
Réf. 30133	Fiscalité de la location meublée	1 jour	1 070 €	**313**
Réf. 30017	Créer et gérer une société civile immobilière	2 jours	1 660 €	**314**
Réf. 30144	SCI : choix de l'option ou non à l'IS	4 heures	545 €	**314**
Réf. 92320	Évaluation immobilière et contrôle fiscal	1 jour	1 120 €	**351**

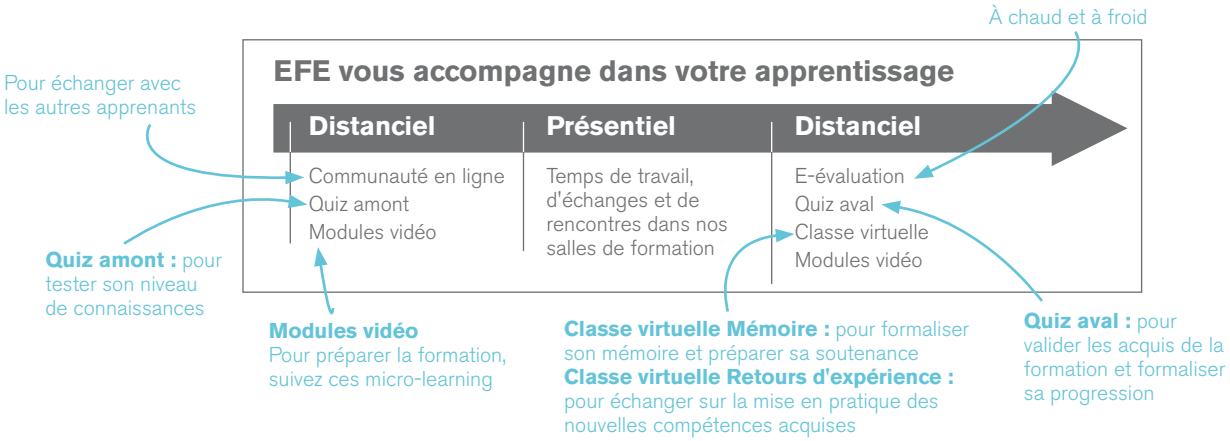
Fiscalité internationale du patrimoine

Réf. 30052	Fiscalité internationale du patrimoine	2 jours	1 520 €	**p. 297**
Réf. 30023	Fiscalité des non-résidents	1 jour	1 070 €	**297**
Réf. 10031	Expatriation et détachement	2 jours	1 580 €	**44**

LES INITIATIONS

Réf. 30098	Comptabilité pour fiscalistes	2 jours	1 520 €	**p. 315**
Réf. 30098BL	Comptabilité pour fiscalistes - **Blended**	14 heures	1 215 €	**@**
Réf. 30064	Fiscalité pour non-fiscalistes	3 jours	2 050 €	**276**
Réf. 30064BL	Fiscalité pour non-fiscalistes - **Blended**	21 heures	1 640 €	**277**
Réf. 20033	Fiscalité pour juristes	2 jours	1 450 €	**166**
Réf. 30136	**Classe virtuelle** - Intégrer les règles liées aux factures	2 heures	190 €	**270**
Réf. 30019	Intégration fiscale - Niveau 1	2 jours	1 520 €	**291**
Réf. 30146	Notions d'économie pour les fiscalistes	1 jour	990 €	**294**
Réf. 30049	Fiscalité immobilière - Niveau 1	2 jours	1 520 €	**298**
Réf. 30151	S'initier à la TVA	1 jour	990 €	**302**
Réf. 30134	**Classe virtuelle** - Déclarer sa TVA	2 heures	190 €	**271**
Réf. 30056	Pratiquer les procédures douanières	1 jour	990 €	**305**
Réf. 30137	**Classe virtuelle** - S'initier aux règles de douane	2 heures	190 €	**272**
Réf. 30060	Taxe foncière - Niveau 1	1 jour	990 €	**306**
Réf. 30072	Impôt sur le revenu	2 jours	1 520 €	**309**
Réf. 92368	**Classe virtuelle** - Intégrer les bases de la gestion de patrimoine	2 heures	190 €	**327**
Réf. 92310	Initiation à l'ingénierie patrimoniale	3 jours	2 050 €	**349**
Réf. 30132	Maîtriser les bases de la fiscalité des dirigeants	1 jour	990 €	**312**

Tous les tarifs sont exprimés HT



SOMMAIRE PAR NIVEAU

Choisissez votre formation selon votre niveau de compétences : initiation, perfectionnement ou expertise

	Fiscalité des sociétés et des groupes			Fiscalité internationale		Fiscalité immobilière
INITIATION	Prélèvement à la source p. 275		Intégration fiscale Niveau 1 p. 291	Fiscalité internationale p. 293		Fiscalité immobilière Niveau 1 p. 298
	Fiscalité pour non-fiscalistes p. 276		Notions d'économie pour les fiscalistes p. 294	Notions d'économie pour les fiscalistes p. 294		
	Fiscalité pour juristes p. 166		Comptabilité pour fiscalistes p. 315	Les bases de la TVA des opérations internationales p. 302		
	Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale p. 280		Le résultat fiscal dans les établissements financiers p. 355	TVA et douane p. 304		
	Factures : maîtriser les règles juridiques et fiscales p. 284		Pratiquer la fiscalité en assurance p. 398	Fiscalité internationale du patrimoine p. 297		
	Gérer un GIE p. 290		Gérer les taxes majeures en assurance p. 397			
PERFECTIONNEMENT	Fiscaliste d'entreprise **Cycle certifiant** p. 278	Auditer toutes les déclarations fiscales p. 283	Fiscalité des transactions intra-groupe p. 288	Conventions fiscales internationales p. 292	TVA : sécuriser les droits à déduction des holdings p. 289	Fiscalité immobilière Niveau 2 p. 299
	Retraiter les abandons de créances et les subventions intragroupe p. 280	La facturation électronique p. 285	TVA : sécuriser les droits à déduction des holdings p. 289	Établissement stable p. 294	Maîtriser la pratique de la DEB p. 303	Créer et gérer une société civile immobilière p. 314
	Fiscalité de la R&D et de la propriété industrielle p. 281	Limiter les risques fiscaux liés aux systèmes d'information p. 285	Joint venture : choisir la forme juridique adaptée p. 109	Prix de transfert p. 295	Fiscalité des non-résidents p. 297	SCI : choix de l'option ou non à l'IS p. 314
	Optimiser la gestion du crédit d'impôt recherche p. 281	Opérations de restructuration p. 286	Intégration fiscale Niveau 2 p. 292			Fiscalité de la location meublée p. 313
	Sécuriser la déductibilité des charges financières **Nouveau** p. 282	APA : le choix du régime de faveur p. 286	Prix de transfert p. 295			TVA des activités immobilières p. 300
	Régime fiscal de la fiducie et du trust p. 283	Maîtriser la structuration fiscale des LBO p. 287	TVA sur les opérations bancaires et financières p. 355			TVA immobilière en secteur public p. 437
						Calculer la TVA immobilière en secteur public p. 437
EXPERTISE	Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier p. 300	Implanter une holding p. 288	Rédiger sa documentation de prix de transfert p. 296	Implanter une holding p. 288	Contentieux des prix de transfert p. 296	Maîtriser les spécificités d'un OPCI p. 213
	Établir une cartographie des risques fiscaux p. 282	Gestion fiscale d'une holding p. 289	Contentieux des prix de transfert p. 296	Gestion fiscale d'une holding p. 289	TVA des échanges internationaux de biens p. 304	Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier p. 300
	Réaliser une transmission universelle de patrimoine p. 287	Appliquer les impôts différés p. 290		Rédiger sa documentation de prix de transfert p. 296	Expatriation et détachement p. 44	Évaluation immobilière et contrôle fiscal p. 351

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

	TVA - Douanes CVAE, CET et impôts locaux		Contrôle et contentieux		Ingénierie fiscale du patrimoine	
INITIATION	Les bases de la TVA p. 301	Appréhender le régime de la TVA en secteur public @	Pratique du contrôle fiscal et du contentieux p. 307		Pratiquer la gestion de patrimoine **Cycle long** p. 343	Droit patrimonial de la famille p. 348
	Les bases de la TVA des opérations internationales p. 302	Pratiquer les procédures douanières p. 305			Impôt sur le revenu p. 309	Assurance vie et gestion de patrimoine p. 347
	S'initier à la TVA **Nouveau** p. 302	Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises p. 305			Initiation à l'ingénierie patrimoniale p. 349	Maîtriser les bases de la fiscalité des dirigeants p. 312
	TVA et douane p. 304	Taxe foncière Niveau 1 p. 306			Fiscalité du patrimoine p. 309	Fiscalité internationale du patrimoine p. 297
PERFECTIONNEMENT	Maîtriser la pratique de la DEB p. 303	TVA immobilière en secteur public p. 437	Sécuriser la déductibilité des charges financières **Nouveau** p. 282	Contrôle fiscal des comptabilités informatisées p. 308	Droit des successions et des libéralités p. 310	Réussir un investissement immobilier patrimonial p. 350
	TVA : sécuriser les droits à déduction des holdings p. 289	Calculer la TVA immobilière en secteur public p. 437	Auditer toutes les déclarations fiscales p. 283	Limiter les risques fiscaux liés aux systèmes d'information p. 285	Procéder à une donation-partage p. 310	Maîtriser les dispositifs de défiscalisation immobilière p. 350
	TVA des activités immobilières p. 300	Contribution économique territoriale p. 306	Contentieux fiscal devant le juge de l'impôt p. 308		Démembrement de propriété **Nouveau** p. 311	Fiscalité de la location meublée p. 313
	TVA sur les opérations bancaires et financières p. 255	Taxe foncière Niveau 2 p. 307			Assurance vie : cadre juridique et fiscal p. 385	Créer et gérer une société civile immobilière p. 314
					Régime fiscal de la fiducie et du trust p. 283	SCI : choix de l'option ou non à l'IS p. 314
					Structurer son patrimoine en société p. 348	Fiscalité des non-résidents p. 297
					Pactes Dutreil p. 313	
EXPERTISE	TVA : territorialité des prestations de services p. 303		Établir une cartographie de risques fiscaux p. 282	Évaluation immobilière et contrôle fiscal p. 351	Minimiser l'IFI p. 311	Fondation, fonds de dotation et mécénat p. 312
	TVA des échanges internationaux de biens p. 304		Contentieux des prix de transfert p. 296		Assurance vie et clause bénéficiaire p. 386	Évaluation immobilière et contrôle fiscal p. 351
					Approche patrimoniale globale du chef d'entreprise p. 346	Expatriation et détachement p. 44

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

UTILISER TÉLÉRECOURS®

Gérer la communication dématérialisée avec les juridictions administratives

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour prendre en main l'application Télérecours®
- Accéder à Télérecours® et au menu superviseur
- Gérer son compte et ses dossiers
- Télécharger les pièces d'un dossier
- Signer un mémoire par voie électronique
- Optimiser la gestion des applications

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

À partir des conseils vus durant la 1ère heure, recherche d'un dossier sur Télérecours® et préparation du dépôt d'une requête

Exercice d'application : après avoir retrouvé le dossier recherché, les participants sont invités à préparer les éléments permettant le dépôt d'une requête

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces

Partage d'expériences : échanges sur les principales difficultés rencontrées dans l'utilisation de l'application Télérecours®
- Résoudre les principaux soucis de connexion et de blocage
- Optimiser le dépôt d'une requête

INITIATION

12 mars 2019	30 septembre 2019
Code 30139	de 11 h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS
Prendre en main l'application Télérecours®
Déposer une requête
Optimiser l'utilisation de Télérecours®

PRÉREQUIS
Utiliser l'application Télérecours® dans la communication dématérialisée des requêtes, mémoires et actes de procédure entre les juridictions administratives et les parties représentées

PUBLIC CONCERNÉ
Assistant(e)s juridiques
Toute personne amenée à utiliser l'application Télérecours®

INTÉGRER LES RÈGLES LIÉES AUX FACTURES

Émettre et contrôler les factures

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour acquérir les clés de la facturation
- Comprendre le rôle commercial, économique, comptable et fiscal joué par la facture
- Définir les cas où une facture doit être délivrée
- Recenser les mentions obligatoires à apposer sur une facture
- Facturer avec TVA et sans TVA

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

À partir des conseils vus durant la 1ère heure, analyse de factures émises par un fournisseur

Exercice d'application : analyse de factures pour contrôler le respect des mentions obligatoires et la bonne application de la TVA

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les risques de sanctions liées au non-respect de la réglementation

Partage d'expériences : échanges sur les principaux points de difficulté dans l'élaboration et le traitement de factures
- Identifier les factures à problème
- Relever les mentions abusives de TVA
- Respecter les règles de conservation
- Mesurer les sanctions en cas d'infraction aux règles de facturation

INITIATION

7 juin 2019	20 novembre 2019
Code 30136	de 11 h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS
Comprendre la logique de la facturation
Intégrer le formalisme légal lié à la facturation
Identifier les règles de TVA applicables aux factures

PRÉREQUIS
Être impliqué dans le processus de facturation.

PUBLIC CONCERNÉ
Collaborateurs des services comptables
Toute personne impliquée dans la facturation

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

DÉCLARER SA TVA

Remplir le formulaire de déclaration CA3

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour intégrer les modalités déclaratives de la TVA

- Identifier les opérations entrant dans le champ d'application de la TVA : opérations taxables, exonérations…
- Déterminer la TVA déductible et la TVA collectée : régularisation, autoliquidation
- S'assurer du fait générateur et de l'exigibilité
- Identifier les taux de TVA à appliquer

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

À partir des conseils vus durant la 1ère heure, préparation du dépôt du formulaire CA3

Exercice d'application : déclaration de cas d'opérations complexes comportant à la fois des fournitures de biens et des prestations de services ou des composants soumis à des taux ou des régimes de TVA différents intervenants à des faits générateurs différents

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces

Partage d'expériences : échanges sur les principales difficultés rencontrées en remplissant le formulaire CA3

- Traiter les cas complexes et exceptionnels
- Connaître les modalités de régularisation

INITIATION

28 mai 2019	21 novembre 2019
Code 30134 de 11 h à 13 h 190 € HT	

OBJECTIFS

Maîtriser les modes de déclaration de la TVA
Remplir le formulaire CA3
Anticiper les difficultés déclaratives

PRÉREQUIS

Être amené à déclarer la TVA via le formulaire CA3

PUBLIC CONCERNÉ

Comptables
Toute personne amenée à déclarer la TVA

RÉCUPÉRER LA TVA SUR LES NOTES DE FRAIS

Maîtriser les règles pour éviter les sanctions de l'administration

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour appliquer les règles de récupération de la TVA

- Maîtriser les règles de base dans la récupération de la TVA
- Identifier les frais non assujettis à la TVA
- Définir les cas où la TVA n'est récupérable que partiellement
- Traiter le cas particulier des frais de réception/restauration
- Mesurer l'enjeu des frais de stationnement et de carburant

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

À partir des conseils vus durant la 1ère heure, analyse de factures émises par un fournisseur

Exercice d'application : analyse de notes de frais pour déterminer la quote part de TVA récupérable ou non

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les risques de sanctions liées au non-respect de la réglementation

Partage d'expériences : échanges sur les principaux points de difficulté dans l'élaboration et le traitement des notes de frais

PERFECTIONNEMENT

26 mars 2019	9 octobre 2019
Code 30147 de 11 h à 13 h 190 € HT	

OBJECTIFS

Intégrer la logique de la récupération de la TVA sur les notes de frais
Déterminer les règles pour chaque cas
Identifier les risques en cas de récupération à tort

PRÉREQUIS

Être impliqué dans le processus de facturation

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs des services comptables
Toute personne impliquée dans la gestion des notes de frais

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

S'INITIER AUX RÈGLES DE DOUANE

Identifier les points essentiels des déclarations douanières

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour comprendre les enjeux douaniers des échanges internationaux des marchandises

- Comprendre les enjeux des principaux régimes douaniers : export, import et régime fiscal suspensif
- Comprendre les bases de fonctionnement des règles douanières : espèce tarifaire, origine douanière et valeur en douane de la marchandise

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

Les participants mettent en pratique les conseils vus durant la 1ère heure sur des documents douaniers

Exercice d'application : cas pratique à l'importation

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les principaux risques et les enjeux pour l'entreprise

Partage d'expériences : échanges autour du risque de contentieux douanier

- Identifier les risques douaniers et savoir s'en prémunir contractuellement
- Cerner les moyens d'action répressifs à la disposition des services douaniers

INITIATION

29 mai 2019	29 novembre 2019
Code 30137	de 11 h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Identifier les points clés des réglementations communautaires et françaises
Cerner les informations essentielles et le langage de la douane et des transitaires
Mesurer les enjeux et les risques pour l'entreprise

PRÉREQUIS

Être confronté aux échanges internationaux de marchandises

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant se familiariser avec les techniques douanières

PERFECTIONNER SA DÉCLARATION DES REVENUS

Détecter et solutionner les difficultés pratiques

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour acquérir les clés de la déclaration

- Identifier les déclarations complémentaires obligatoires
- Intégrer l'impact du prélèvement à la source
- Définir les revenus internationaux à déclarer
- Cerner les subtilités des revenus professionnels

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

À partir des conseils vus durant la 1ère heure, analyse des déclarations 2042, 2042 C et 2047

Exercice d'application : analyse des déclarations pour contrôler le respect des obligations légales

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les situations à risque

Partage d'expériences : échanges sur les principaux points de difficulté dans l'élaboration de la déclaration des revenus

- Identifier les revenus à problème
- Mesurer les sanctions en cas d'infraction

PERFECTIONNEMENT

19 avril 2019	6 novembre 2019
Code 30148	de 11 h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Identifier les revenus difficiles à déclarer
Intégrer les subtilités de la déclaration des revenus
Cerner les règles mises à jour par les lois de finances

PRÉREQUIS

Être impliqué dans le processus de déclaration des revenus

PUBLIC CONCERNÉ

Experts-comptables
Toute personne impliquée dans l'élaboration des déclarations des revenus

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

DÉCLARER SON IFI

Remplir le formulaire de déclaration 2042-IFI

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour préparer sa déclaration d'IFI

- Déterminer les assujettis
- Évaluer les actifs taxables et leur décote
- Déterminer les actifs exonérés
- Faire le point sur ce que l'on peut mettre au passif ou non
- Déterminer le plafonnement
- Identifier les pistes d'optimisation

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

À partir des conseils vus durant la 1ère heure, préparation du dépôt du formulaire de déclaration 2042-IFI

Exercice d'application : à partir d'un patrimoine mobilier et immobilier d'une famille

- Calculer le montant de l'IFI en déterminant les actifs imposables et exonérés et le passif
- Procéder au calcul du plafonnement

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les risques de rappel

Partage d'expériences : échanges sur les principales difficultés rencontrées en remplissant le formulaire 2042-IFI

- Déterminer les justificatifs à conserver en cas de contrôle
- Identifier les problématiques faisant l'objet de redressement

INITIATION

2 avril 2019	16 octobre 2019
Code 30135 de 11 h à 13 h 190 € HT	

OBJECTIFS

Déterminer les actifs taxables et ceux exonérés
Faire le point sur les décotes possibles
Bénéficier du plafonnement

PRÉREQUIS

Être amené à déclarer l'IFI

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne amenée à procéder à une déclaration d'IFI incluant les patrimoines inférieurs à 2.570.000 €

NÉGOCIER EN INTERLOCUTION DÉPARTEMENTALE

Préparer et mener efficacement sa négociation de recours hiérarchique

PROGRAMME

ÉTAPE 1 45 mn pour comprendre la logique et les bénéfices à tirer d'une interlocution départementale

- Comprendre les règles procédurales de saisie
- Cerner les codes de la négociation pour mettre en place une stratégie efficace
- Mesurer les bénéfices à attendre de l'interlocution
- Présenter son dossier en adéquation avec l'exercice

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

Les participants sont invités à partir des conseils vus durant la 1ère heure à préparer la stratégie du rendez-vous en interlocution départementale

Exercice d'application : préparation de la stratégie de négociation envisagée lors de l'interlocution

ÉTAPE 3 30 mn pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces lors de la négociation

Partage d'expériences : échanges sur les principales difficultés rencontrées lors du rendez-vous en interlocution départementale

PERFECTIONNEMENT

5 juin 2019	8 novembre 2019
Code 30138 de 11 h à 13 h 170 € HT	

OBJECTIFS

Comprendre la logique et les bénéfices à tirer d'une interlocution départementale
Préparer et organiser sa stratégie
Mener la négociation sur les éléments réalisables

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur le contentieux fiscal

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne confrontée à un contentieux avec l'administration fiscale

PARCOURS VIDÉO

LA FISCALITÉ D'ENTREPRISE, ÇÀ S'APPREND !

Intéressé par ce parcours :
digital-learning@abilways.com

OBJECTIFS

Intégrer les grandes lignes de raisonnement de la fiscalité

Être capable de contrôler la cohérence d'une déclaration fiscale

Réagir face aux demandes de l'administration fiscale

LES CHAPITRES

Intégrer les mécanismes de l'impôt sur les sociétés

Cerner les règles d'application de la TVA

Démythifier la fiscalité du dirigeant & le contrôle fiscal

UN PARCOURS COMPLET

12 vidéos et 3 interviews d'experts

Des activités ludiques et un quiz de validation des connaissances

Des ressources téléchargeables pour approfondir vos connaissances

Un forum de discussion pour partager avec la communauté ABILWAYS

Une attestation de réussite et la recommandation LinkedIn délivrées après validation des connaissances

Parcours à suivre sur l'application mobile **ABILWAYS** disponible sur :

DISPONIBLE SUR Google Play

Télécharger dans l'App Store

Prélèvement à la source

DIGITAL

Maîtriser l'application du prélèvement à la source

La France est l'un des derniers pays à opter pour le recouvrement de l'impôt sur le revenu à la source. La réforme votée par la loi de finances pour 2017 a été reportée pour une mise en place au 01/01/19. Il s'agit d'une grande nouveauté pour les entreprises qui vont ainsi devenir les tiers-payeurs de l'IR. Le prélèvement à la source entraîne un grand nombre de difficultés pratiques qu'il vous faut maîtriser.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Traiter le cas des revenus exceptionnels

- Identifier l'incidence sur les modes de rémunérations complémentaires
- S'assurer de la bonne soumission au prélèvement à la source
- Mesurer les conséquences pratiques sur le taux du salarié

Faire face aux situations particulières de ses salariés

Procéder aux ajustements en cas de contrats particuliers

- Gérer les problématiques des contrats courts ou étudiants
- Résoudre les cas de salariés avec multi-employeurs ou détachés

Faire face au changement d'employeur en cours d'année

- Identifier la procédure en cas de recrutement
- Connaître ses obligations auprès de l'administration en cas de démission, de rupture conventionnelle ou de licenciement

Savoir réagir en cas de revenus de sources étrangères

- Identifier les revenus salariaux étrangers
- Déclarer et soumettre ou non les revenus salariaux de sources étrangères
- Gérer les cas d'impatriation et d'expatriation avec l'administration fiscale

Étude de cas : analyse de situations particulières

Anticiper les conflits avec les salariés

Maîtriser les problématiques de protection des données personnelles

- Identifier les responsabilités de l'employeur en cas de divulgation des informations
- Veiller au respect du secret fiscal vis-à-vis des managers
- Instituer une charte
- Réagir en cas de mise en cause du salarié

Déterminer son rôle dans la relation du salarié avec l'administration

- Faire face aux prélèvements sur le salaire par l'administration
- Démontrer le bon acheminement des sommes
- Connaître ses droits en cas de contestation d'un salarié

Mise en situation : élaboration de la meilleure stratégie à adopter face à un contrôle

Maîtriser l'imposition des autres sources de revenus

Appliquer le prélèvement à la source pour les indépendants

- Identifier les particularités propres aux BIC, BNC et BA
- Calculer le revenu imposable
- Déterminer le taux applicable et la périodicité du prélèvement
- Gérer les communications entre l'indépendant et l'administration fiscale
- Traiter les périodes de pics et de creux d'activité et les revenus saisonniers

Mesurer l'impact sur les revenus fonciers

- Identifier les obligations déclaratives qui demeurent
- Déterminer les bases d'imposition des revenus fonciers
- Maîtriser les modalités de paiement des impôts complémentaires

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Suivre la bonne application du prélèvement à la source quel que soit le cas du salarié

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 5 avril 2019
ou 15 octobre 2019

INITIATION

Code : 30129
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les solutions techniques mises en place
Anticiper les conséquences pratiques du prélèvement à la source
Résoudre les principales difficultés RH de ses salariés

PRÉREQUIS

Participer à l'élaboration de la paie des salaires

PUBLIC CONCERNÉ

Fiscalistes et dirigeants d'entreprises
Gestionnaires des ressources humaines et de la paie
Experts-comptables

ANIMATEUR

Caroline MASURE
Fiscaliste
MAZARS

PLANNING

Paris
21 janvier 2019
18 mars 2019
20 septembre 2019
20 décembre 2019
24 janvier 2020

Fiscalité pour non-fiscalistes

Maîtriser les bases de la fiscalité

La fiscalité est une matière complexe qui nécessite l'appréhension des différents régimes et des multiples mécanismes fiscaux régissant les taxes et impôts en France. La fiscalité constitue également un domaine incontournable dans le monde de l'entreprise. Aussi, un non-fiscaliste peut être amené à devoir acquérir les bases de la fiscalité en vue de maîtriser les conséquences fiscales des choix de gestion de son entreprise.

FORMAT

PRÉSENTIEL

BEST OF DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les principaux mécanismes fiscaux

Remplir et interpréter les imprimés fiscaux

Découvrir le système fiscal en France

- Les sources du droit fiscal
- Recenser les principaux impôts et taxes dont une entreprise est redevable

Assimiler le mécanisme de l'IS

- Délimiter le champ d'application
- Cerner les règles fiscales de déductibilité des charges
- Saisir la différence entre résultat comptable et résultat fiscal
- Définir comment les résultats sont taxés
- Sort du résultat disponible après impôt : identifier les différents choix qui s'offrent à l'entreprise
- Suivre les déficits

Exercice d'application : détermination du résultat fiscal et analyse d'une liasse fiscale

S'approprier les règles relatives à la TVA

- Champ d'application
- TVA exigible, collectée et déductible
- Cerner les règles de facturation

Exercice d'application : calcul, déclaration et paiement de la TVA

Cerner le fonctionnement de la contribution économique territoriale

- Identifier le champ d'application
- Évaluer la base taxable
- Contribuer à l'allègement de la CET

Exercice d'application : analyse des imprimés et établissement d'un calendrier des obligations déclaratives

Examiner les incidences fiscales des restructurations juridiques

- Droits d'enregistrement
- Faire le point sur la fiscalité au sein d'un groupe de sociétés

Définir les règles de base du contentieux fiscal : les relations de l'entreprise avec l'administration fiscale

Identifier les différents types de contrôles

- Prescription
- Recours existants
- Procédures à suivre

Cerner les enjeux du contrôle fiscal

- Les pouvoirs d'investigation de l'administration fiscale
- Identifier les principaux risques de redressement
- Les conséquences d'un contrôle fiscal et d'un contentieux fiscal

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Quel régime d'imposition choisir ?
- Quels sont les principes de l'IS ?
- Quels sont les principes généraux de la TVA ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Participer à la stratégie fiscale de son entreprise

INITIATION

Code : 30064

3 jours | 21 heures

Tarif HT : 2 050 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Se familiariser avec l'environnement fiscal de l'entreprise
Cerner les choix fiscaux opérés par l'entreprise afin de se positionner en interlocuteur averti
Mesurer les enjeux du contrôle fiscal et des relations avec l'administration fiscale

PRÉREQUIS

Avoir une expérience du fonctionnement d'un service fiscal

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant acquérir les connaissances essentielles en fiscalité des entreprises pour comprendre, mesurer et, le cas échéant, optimiser les choix de gestion de l'entreprise

ANIMATEUR

Caroline MASURE
Fiscaliste
MAZARS

PLANNING

Paris
27 au 29 mars 2019
1er au 3 juillet 2019
16 au 18 décembre 2019

Lyon et Bordeaux
26 au 28 juin 2019
9 au 11 décembre

Nantes et Lille
17 au 19 juin 2019
2 au 4 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

FORMAT

BLENDED

NEW

DISTANCIEL

1 - Questionnaire amont - Évaluation de votre niveau avant la formation

2 - Parcours VOD - La fiscalité d'entreprise ça s'apprend !

- Chapitre 1 : Intégrer les mécanismes de l'impôt sur les sociétés
  Piloter la fiscalité de son entreprise
- Chapitre 2 : Cerner les règles d'application de la TVA
  Découvrir les spécificités posées par la TVA
- Chapitre 3 : Démythifier la fiscalité du dirigeant & le contrôle fiscal
  Optimiser la situation du dirigeant et faire face à l'administration

3 - Classe virtuelle - Pour faire le point sur les apports du parcours VOD et répondre aux questions qui en découlent (1h30)

4 - Documents téléchargeables à lire sur les mécanismes fiscaux

PRÉSENTIEL

5 - 2 jours de présentiel pour faire face aux problématiques fiscales et en prévenir les risques

Remplir les imprimés fiscaux

Assimiler le mécanisme de l'IS

- Définir comment les résultats sont taxés
- Sort du résultat disponible après impôt : identifier les différents choix qui s'offrent à l'entreprise
- Suivre les déficits
  Exercice d'application : détermination du résultat fiscal et analyse d'une liasse fiscale

Comprendre le fonctionnement de la TVA

Exercice d'application : calcul, déclaration et paiement de la TVA

Cerner le fonctionnement des impôts locaux

Exercice d'application : analyse des imprimés et établissement d'un calendrier des obligations déclaratives

Définir les règles de base du contentieux fiscal : les relations de l'entreprise avec l'administration fiscale

- Les pouvoirs d'investigation de l'administration fiscale
- Identifier les principaux risques de redressement
- Les conséquences d'un contrôle fiscal et d'un contentieux fiscal

6 - Exercice d'application : étude de cas permettant de mettre en application l'ensemble des points vus durant l'ensemble des présentiel et distanciel

DISTANCIEL

7 - Questionnaire aval : pour mesurer l'évolution de vos savoir-faire et être en fiscalité

INITIATION

Code : 30064BL

2 jours | 14 heures
de présentiel et 7 heures
de distanciel
soit 21 heures

Tarif HT : 1 640 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Se familiariser avec l'environnement fiscal de l'entreprise
Cerner les choix fiscaux opérés par l'entreprise afin de se positionner en interlocuteur averti
Mesurer les enjeux du contrôle fiscal et des relations avec l'administration fiscale

PRÉREQUIS

Avoir une expérience du fonctionnement d'un service fiscal

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant acquérir les connaissances essentielles en fiscalité des entreprises pour comprendre, mesurer et, le cas échéant, optimiser les choix de gestion de l'entreprise

ANIMATEUR

Caroline MASURE
Fiscaliste
MAZARS

COMPÉTENCES MÉTIER

Participer à la stratégie fiscale de son entreprise

PLANNING

Paris

Début du distanciel :
27 mai 2019
Classe virtuelle : 11 juin 2019
de 17h à 18h30
Présentiel : 20-21 juin 2019
Fin du distanciel : 1er juillet 2019

Début du distanciel :
4 novembre 2019
Classe virtuelle : 19 novembre 2019
de 17h à 18h30
Présentiel : 25-26 novembre 2019
Fin du distanciel : 4 décembre 2019

CYCLE CERTIFIANT

DIGITAL

Fiscaliste d'entreprise

Maîtriser l'ensemble des impôts et taxes dus par l'entreprise

De nombreux juristes ou comptables sont parfois amenés, dans le cadre de leurs missions, à tenir compte de règles ou de contraintes fiscales qui s'appliquent aux entreprises. Une seule décision de gestion peut, par ailleurs, entraîner des coûts fiscaux importants. Il est donc impératif de se familiariser avec l'environnement fiscal d'une entreprise afin d'éclairer au mieux toutes ses décisions et leur stratégie.

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après la formation

MODULE 1 | 6 jours

Intégrer les mécanismes de base de la fiscalité des entreprises au regard de l'IS

OBJECTIFS

- Faire le point sur l'environnement fiscal de l'entreprise
- Passer du résultat comptable au résultat fiscal
- Maîtriser les règles de l'IS et les dispositifs applicables aux opérations de restructuration

MODULE VIDÉO

- Quels sont les principes de l'IS ?

PROGRAMME

Intégrer les principaux mécanismes fiscaux et maîtriser le système fiscal français

Imposition des bénéfices et mécanisme de l'IS

- Déterminer le résultat fiscal et remplir la liasse fiscale
- Maîtriser le régime des plus-values professionnelles
- Déclarer le résultat fiscal et payer l'IS

Étude de cas : détermination du résultat fiscal imposable à l'IS et établissement d'une liasse fiscale

Maîtriser les aspects fiscaux d'un groupe de sociétés

- Traitement fiscal des abandons de créances et des subventions intragroupe
- Appliquer le régime fiscal des sociétés mère/filles
- Appréhender le régime de l'intégration fiscale
- Identifier les risques fiscaux inhérents à un groupe

Étude de cas : détermination du périmètre d'intégration et établissement d'une liasse fiscale de groupe intégré

Maîtriser le régime fiscal des opérations de restructuration

- Identifier les principales opérations de restructuration
- Distinguer le régime de droit commun et le régime de faveur
- Appliquer le règlement CRC 2004-01 sur les opérations de fusion et opérations assimilées
- Procéder à une évaluation des apports
- Analyser le traitement fiscal du boni et du mali de fusion

Étude de cas : établir le calendrier d'une fusion en s'intéressant aux aspects fiscaux

Maîtriser les bases de la fiscalité internationale

- Appliquer les conventions fiscales internationales
- Identifier les risques inhérents à un groupe international

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 4 jours

Maîtriser la TVA et les règles relatives à la fiscalité locale

OBJECTIFS

- Appliquer les règles de droits à déduction de la TVA
- Maîtriser les règles relatives à la taxe assise sur les salaires
- Maîtriser les mécanismes de base liés à la CET et aux taxes foncières

MODULE VIDÉO

- Quels sont les principes généraux de la TVA ?

PROGRAMME

Mécanismes de base de la TVA

Délimiter le champ d'application de la TVA

- Déterminer les droits à déduction de la TVA
- Calculer les coefficients de déduction, d'assujettissement, de taxation et d'admission

La TVA dans un contexte international

- Maîtriser les règles de territorialité de la TVA
- Distinguer les opérations de livraison de biens et de prestations de services

Étude de cas : établissement d'une déclaration de TVA

Taxe sur les salaires

- Articuler la TVA et la taxe sur les salaires
- Appliquer le rapport d'assujettissement à la taxe sur les salaires

Étude de cas : calcul et liquidation de la taxe sur les salaires

Acquérir les mécanismes de la CET

Intégrer la Contribution Foncière des Entreprises (CFE)

- Distinguer les exonérations permanentes des exonérations temporaires
- Calculer la CFE

Maîtriser la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

- Déterminer les critères d'imposition et le seuil d'application de la CVAE
- Calculer la valeur ajoutée de l'entreprise

Obtenir un dégrèvement de CET

Intégrer les règles applicables en matière de taxes foncières

Taxe foncière sur les propriétés non bâties

- Déterminer les biens imposables
- Identifier les différentes exonérations
- Calculer la base d'imposition

Taxe foncière sur les propriétés bâties

- Déterminer la valeur locative
- Calculer la base imposable

Étude de cas : déclaration de la CET et identification des possibilités d'allègement / calcul de la valeur foncière

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

MODULE 3 | 2 jours

Le régime de la fiscalité patrimoniale et immobilière

OBJECTIFS

- Connaître les droits applicables aux mutations patrimoniales
- Maîtriser les aspects fiscaux de la détention et de la cession d'un immeuble
- Gérer les aspects fiscaux de la détention de titres de SCI

PROGRAMME

Faire le point sur le régime des droits d'enregistrement et des droits de mutation

- Identifier les faits générateurs de droits d'enregistrement
- Maîtriser les taux de droits d'enregistrement applicables à la vie de la société
- Appliquer le droit de vente d'immeubles et assimilés

Exercice d'application : calcul des droits d'enregistrement dus dans différentes hypothèses

Maîtriser le régime de détention et de cession immobilières

- Connaître les différentes catégories de profits professionnels immobiliers
- Maîtriser les conséquences en matière de TVA et de droits de mutation à titre onéreux
- Intégrer les mécanismes fiscaux en matière de revenus locatifs
- Gérer les implications patrimoniales pour l'associé

Gérer la fiscalité d'une Société Civile Immobilière (SCI)

Exercice d'application : calcul d'une plus-value et du montant de l'imposition

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Classe virtuelle Mémoire* : pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance

MODULE 4 | 3 jours

Gérer les relations de l'entreprise avec l'administration fiscale

OBJECTIFS

- Analyser les différents types de contrôles fiscaux
- Limiter les risques de contrôle
- Maîtriser toutes les étapes de la procédure fiscale

MODULE VIDÉO :

- Qu'est-ce qu'un contrôle fiscal ?

PROGRAMME

Maîtriser le cadre général des procédures fiscales

- Identifier les pouvoirs d'investigation de l'administration fiscale
- Maîtriser les délais de prescription et les pénalités encourues
- Connaître ses droits et garanties

Gérer une procédure de rectification

Maîtriser les différentes procédures de contrôle fiscal

Répondre à une proposition de rectification

- Rédiger les observations en réponse du contribuable
- Maîtriser les différents vices de procédure

Utiliser les voies de recours en cas de maintien des redressements

- Saisir ou non la commission départementale
- Demander ou non un entretien avec le supérieur hiérarchique

Exercice d'application : rédaction d'une réponse à une proposition de rectification

Contester une mise en recouvrement

- Introduire un recours gracieux devant l'Administration
- Introduire un recours contentieux devant l'Administration

Gérer un contentieux fiscal devant le juge de l'impôt

Anticiper les redressements

Test de connaissances : quiz sur la procédure de contrôle et de contentieux fiscaux

Option classe virtuelle retours d'expérience : pour les retours d'expérience post-formation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

Classe virtuelle Retours d'expérience :** pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier et maîtriser l'ensemble des impôts et taxes dus par une entreprise en vue d'une gestion fiscale optimale

PERFECTIONNEMENT

Code : 30088
15 jours | 105 heures
Tarif HT : 8 925 €
Tarif TTC pour les particuliers : 7 140 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
FISCALITÉ DES ENTREPRISES
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Cerner les règles générales qui régissent la fiscalité
Faire le point sur l'environnement fiscal de l'entreprise et maîtriser la gestion fiscale de l'entreprise
Assumer la responsabilité des obligations déclaratives de l'entreprise

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur le fonctionnement comptable et/ou juridique de son entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes ou comptables souhaitant obtenir une spécialisation en droit fiscal des entreprises

ANIMATEUR

Caroline MASURE
Fiscaliste
MAZARS

PLANNING

Paris - Promotion 1
3 au 5 avril, 13 au 15 mai, 13-14 juin, 11-12 juillet, 12-13 septembre, 19 septembre*, 7 au 9 octobre et 4 décembre 2019**

Paris - Promotion 2
23 au 25 septembre, 23 au 25 octobre, 14-15 novembre, 12-13 décembre 2019, 16-17 janvier, 22 janvier*, 5 au 7 février et 7 avril 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants Quiz amont	Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation	Classe virtuelle Mémoire* Modules video E-evaluation Quiz aval Classe virtuelle Retours d'expérience**

voir descriptif p. 267

Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale

BEST OF DIGITAL RÉGION

Pour calculer la charge de l'impôt

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Calculer et optimiser le résultat fiscal

Définir des principes
- La territorialité
- Le champ d'application
- Le taux de l'IS

Déterminer le résultat fiscal : passage du résultat comptable au résultat fiscal
- L'autonomie relative du droit fiscal
- Les principes de la comptabilité d'engagement
- Le principe de l'annualité de l'impôt
- Le principe d'indépendance des exercices
- La définition légale du résultat fiscal ou bénéfice net

Traiter fiscalement les abandons de créances et les subventions intragroupe
- Les critères de déductibilité des abandons de créances
- Les abandons de créances à caractère commercial
- Les abandons de créances à caractère financier
- Les effets d'une clause de retour à meilleure fortune

Optimiser l'imposition des dividendes intragroupe
- Le régime des sociétés mères et filiales
- Le régime de l'intégration fiscale

Maîtriser le régime particulier des plus et moins-values professionnelles
- Les plus et moins-values à court terme
- Les plus et moins-values à long terme

Exercice d'application : détermination du résultat fiscal

Déclarer le résultat fiscal : la pratique de la liasse fiscale

Analyser la liasse fiscale

Définir les états de nature comptable et fiscale
- Le bilan
- Le compte de résultat
- Les immobilisations et les amortissements
- Les provisions
- L'état des dettes et des créances
- Les tableaux fiscaux

Lieu et délai de dépôt de la déclaration de résultat

Maîtriser l'état 2058 A de détermination du résultat fiscal
- Les réintégrations extracomptables
- Les déductions extracomptables
- L'imputation des déficits reportables

Déterminer la charge d'impôt et paiement de l'IS
- Utilisation de la créance de carry-back
- Imputation des crédits d'impôt
- Paiement de l'IS

Exercice d'application : audit d'une liasse fiscale afin de déterminer les situations à risque

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Quels sont les principes de l'IS ?
- Quels sont les retraitements fiscaux de mon résultat comptable ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Déterminer le résultat fiscal, puis le déclarer en remplissant une liasse fiscale

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 8 juillet 2019
ou 15 novembre 2019

INITIATION

Code : 30020
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Passer du résultat comptable au résultat fiscal de l'entreprise
Déclarer le résultat fiscal et maîtriser la liasse fiscale
Auditer une liasse fiscale afin d'identifier les erreurs fréquentes et les situations à risque

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances sur le fonctionnement comptable et/ou juridique de l'entreprise

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables financiers et comptables
Jeunes collaborateurs fiscalistes
Juristes et experts-comptables

ANIMATEUR
Christophe GARCIA
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
14-15 février 2019
17-18 juin 2019
26-27 septembre 2019
9-10 décembre 2019
3-4 février 2020

Lyon et Bordeaux
13-14 juin 2019
5-6 décembre 2019

Nantes et Lille
6-7 juin 2019
2-3 décembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Retraiter les abandons de créances et les subventions intragroupe

PROGRAMME

Retraiter les abandons de créances
- S'assurer de la déductibilité des abandons de créances à caractère commercial et à caractère financier
- Comprendre le rôle de la clause de retour à meilleure fortune
- Mesurer l'impact dans l'intégration fiscale

Exercice d'application : réintégration des abandons de créances dans divers cas

Neutraliser les subventions et les flux financiers intragroupe
- Identifier les flux à retraiter
- Cerner les critères de déductibilité des subventions
- Maîtriser les opérations fiscales de retraitement

Étude de cas : retraitement fiscal de flux financiers intragroupe

COMPÉTENCES MÉTIER

Retraiter les abandons de créances et les subventions intragroupe

PLANNING

Paris
29 mai 2019 (9h-13h)
18 novembre 2019 (14h-18h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 30140
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS
Cerner les problématiques fiscales liées aux abandons de créances
Maîtriser le retraitement fiscal des subventions intragroupe

PRÉREQUIS
Être impliqué dans la détermination du résultat fiscal de son entreprise

PUBLIC CONCERNÉ
Financiers et comptables
Jeunes collaborateurs fiscalistes
Juristes et experts-comptables

Fiscalité de la R&D et de la propriété industrielle

Optimiser le traitement fiscal des frais de R&D et des actifs incorporels

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la fiscalité interne du développement, de l'exploitation et de la cession des actifs incorporels
- Gérer les frais d'acquisition et de conception
- Optimiser le développement et la propriété des actifs incorporels
- Déterminer les conséquences fiscales pour le cessionnaire et le concessionnaire
- La fiscalité du cédant et du concédant

Intégrer les aspects fiscaux internationaux des revenus de la propriété industrielle

Le traitement des paiements de source française en France et à l'étranger
- Les règles applicables en l'absence d'une convention fiscale internationale
- Appliquer les clauses présentes dans une convention internationale
- Appliquer la directive communautaire relative aux redevances

Étude de cas : analyse comparée de pays disposant d'une fiscalité favorable en matière de revenus de propriété intellectuelle, " Patent Box " britannique, Luxembourg, Belgique, Irlande…

L'imposition des revenus de source étrangère

Exercice d'application : comparaison du traitement fiscal d'une acquisition ; exploitation d'actifs incorporels français via la France ou l'Irlande

Comprendre les règles de TVA et de droits d'enregistrement

Exercice d'application : étude des différentes hypothèses et détermination des droits dus sur une spécialité pharmaceutique (marque, brevet, AMM…)

Prévenir le contrôle de l'administration et du juge
- Répondre aux obligations déclaratives
- La particularité des opérations entre des parties liées et les implications prix de transfert
- Les moyens de lutte contre l'évasion et la fraude

Test de connaissances : validation des acquis à travers un QCM

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Optimiser la stratégie fiscale entourant le traitement de ses frais de R&D et de ses actifs incorporels

PERFECTIONNEMENT

Code : 30048
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir les dispositions fiscales liées aux dépenses de R&D, aux brevets, aux logiciels et aux marques
Identifier les impacts fiscaux de l'exploitation de la PI
Mesurer les risques de contrôle de l'administration et du juge

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité

PUBLIC CONCERNÉ

Conseils en propriété industrielle
Avocats, fiscalistes
Comptables et experts-comptables

ANIMATEUR

Julien MONSENEGO
Avocat Associé
GOWLING WLG

PLANNING

Paris
25 mars 2019
14 octobre 2019

Optimiser la gestion du crédit d'impôt recherche

DIGITAL

Constituer et sécuriser son dossier de CIR

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les mécanismes du Crédit d'Impôt Recherche

Maîtriser le champ d'application du CIR
- Les entreprises concernées et les activités éligibles
- Définir la notion de recherche éligible au CIR
- Les sociétés des groupes fiscalement intégrés
- Les sociétés de personnes

Traitement comptable et fiscal du CIR
- Distinguer les dépenses éligibles des non éligibles
- Recenser et isoler comptablement les dépenses de recherche
- Cerner les dépenses d'innovation éligibles

Mesurer les possibilités offertes par le Crédit Impôt Innovation

Calculer le montant du CIR
- Déterminer le montant des dépenses éligibles
- La déclaration 2069 A

Utiliser la créance de CIR

Exercice d'application : détermination des dépenses éligibles à partir d'un exemple chiffré, calcul du montant du CIR, imputation sur l'IS ou demande de restitution

Sécuriser le dossier de Crédit d'Impôt Recherche

Présenter son dossier
- Le contenu et la structure du dossier de CIR
- Les expressions déconseillées

Anticiper le contrôle fiscal
- Identifier les éléments sujets à contrôle et les principaux chefs de rectification
- Bien identifier en amont les projets éligibles
- Mettre en œuvre une méthodologie rigoureuse de détermination des dépenses éligibles
- Repérer les cas adaptés à une demande de rescrit fiscal

Les conséquences du contrôle

Exercice d'application : rédaction des déclarations de CIR

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Constituer et sécuriser son dossier de CIR

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 5 juillet 2019
ou 16 octobre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 30031
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner le dispositif du CIR et déterminer les dépenses éligibles
Mesurer les dépenses d'innovation au travers du CII, sécuriser le CIR et souscrire les déclarations
Gérer le contrôle fiscal

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité

PUBLIC CONCERNÉ

Experts-comptables
Fiscalistes et avocats
Responsables R&D

ANIMATEURS

Laurent LECANU
Responsable des partenariats
& Véra-Mélisse WAGALA
Responsable juridique et fiscal
GAC

PLANNING

Paris
24 mai 2019
22 novembre 2019

Établir une cartographie des risques fiscaux

Prévenir et gérer le risque fiscal de l'entreprise

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les risques pesant sur l'entreprise

Définir les principaux risques fiscaux

- Les risques liés à l'IS : liasse fiscale, BIC, intégration fiscale…
- Les risques liés à la TVA : contrôle de la TVA collectée et déductible, spécificités internationales, contrôles de cohérence…
- Les risques liés à la CET : CFE, calcul de la valeur ajoutée, dispositifs de dégrèvement

Circonscrire les risques liés aux transactions qui suscitent la suspicion de l'Administration fiscale

- Les restructurations, les fusions et les scissions
- Les opérations intragroupe liées aux flux financiers, aux opérations à l'international et aux prix de transfert
- Les comptes courants d'associés
- Les bonifications en nature
- Les remboursements de frais professionnels…

Étude de cas : analyse de pratiques et de montages abusifs

Intégrer la méthodologie des contrôles fiscaux

Étude de cas : analyse des points sensibles qui font l'objet d'un examen lors d'un contrôle fiscal

Quantifier les risques identifiés en distinguant leur importance

Évaluer l'impact des risques sur les objectifs de l'entreprise

Cerner les risques internes

- Analyser les procédures de gestion et de synthèse des données comptables et fiscales
- Estimer la fiabilité du système d'information
- Mesurer les risques gérés par les autres services et mener une approche collaborative
- Sensibiliser les opérationnels

Partage d'expérience : échange sur les réalités de l'approche collaborative avec les autres services

Mesurer les conséquences des erreurs et omissions

Anticiper les évolutions

- Assurer une veille fiscale efficace
- Mettre en place les alertes

Établir un registre des risques classés selon leurs conséquences, leur probabilité et leur degré de réitération lors des exercices futurs

Dresser la cartographie, outil de management des risques fiscaux

- Identifier les indicateurs clés en fonction de la stratégie de l'entreprise
- Cerner les principales difficultés rencontrées dans son élaboration

Exercice d'application : les points essentiels de la cartographie des risques

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Réaliser une cartographie des risques fiscaux pesant sur son entreprise

EXPERTISE

Code : 30124
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les risques fiscaux pesant sur l'entreprise
Mesurer la portée des risques encourus
Dresser une cartographie des risques fiscaux de l'entreprise

PRÉREQUIS

Maîtriser le mode de fonctionnement fiscal de son entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables comptables et fiscaux
Avocats fiscalistes
Experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR

Jean VINCENSINI
Avocat à la Cour
JV AVOCATS

PLANNING

Paris
20 mai 2019
4 décembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Sécuriser la déductibilité des charges financières

NEW

PROGRAMME

Traiter les charges liées à l'achat d'une société en vue de son intégration

- S'assurer de la bonne application du dispositif " amendement Charasse "
- Circonscrire la notion du contrôle
- Déterminer les modalités des réintégrations à effectuer

Exercice d'application : réintégration de charges financières dans le cadre du dispositif " amendement Charasse "

Appliquer la limitation en cas de sous-capitalisation

- Établir le résultat individuel
- Cerner les conditions de neutralisation des intérêts rapportés aux résultats individuels
- Maîtriser la combinaison avec le dispositif " amendement Charasse "

Étude de cas : retraitement fiscal de flux financiers intragroupe

COMPÉTENCES MÉTIER

Traiter la déductibilité des charges financières

PLANNING

Paris
14 juin 2019 (14h-18h)
11 décembre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 30150
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Cerner les réintégrations fiscales dues au dispositif " amendement Charasse "
Maîtriser les problématiques fiscales

PRÉREQUIS

Être impliqué dans la détermination du résultat fiscal de son entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Comptables et financiers
Fiscalistes
Juristes et experts-comptables

Régime fiscal de la fiducie et du trust

Optimiser ses techniques de gestion du patrimoine

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Appliquer le régime juridique de la fiducie

Étude de cas : analyse d'exemples d'utilisation de la fiducie

Analyser l'impact de la fiducie sur l'IR, sur l'IS et l'IFI

Fiducie et activité professionnelle

- Maîtriser la règle de transcription des actifs inscrits dans le patrimoine fiduciaire
- Déterminer les modalités et les conséquences de l'application du régime de faveur
- Faire le point sur la situation du fiduciaire
- Établir l'imposition du résultat du patrimoine fiduciaire
- Maîtriser les obligations déclaratives

Étude de cas : examen des régimes prévus pour les transferts d'actifs dans le patrimoine fiduciaire et identification des conditions d'application du régime spécial à partir d'une situation donnée

Constituant agissant dans le cadre de son patrimoine privé

- Transfert des biens et/ou des droits dans le patrimoine fiduciaire
- Déterminer le résultat de la fiducie
- Appliquer le régime d'imposition du résultat du patrimoine fiduciaire
- Gérer la situation de pluralité de constituants
- Examiner le sort de la transmission à titre onéreux des droits du constituant
- Analyser le traitement des actifs à l'IFI
- Maîtriser les obligations déclaratives
- Anticiper les conséquences d'une cessation de la fiducie patrimoniale

Exercice d'application : détermination du résultat d'une fiducie, identification des cessions imposables et calcul du gain net de cession

Faire face aux conséquences fiscales d'un trust

- Procéder à la déclaration des revenus issus du trust
- Appliquer l'IFI aux biens du trust
- Traiter le trust en cas de transmission
- Maîtriser les obligations déclaratives des trusts

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser le régime fiscal de la fiducie et du trust afin de compléter ses techniques d'optimisation du patrimoine et le traitement de sa clientèle anglo-saxonne

PERFECTIONNEMENT

Code : 30090
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner le cadre juridique et fiscal de la fiducie
Mettre en œuvre une stratégie fiscale optimale via le recours à la fiducie
Faire face aux problématiques fiscales françaises des trusts

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des entreprises et personnelle

PUBLIC CONCERNÉ

Avocats fiscalistes
Gestionnaires de patrimoine
Notaires

ANIMATEUR

Marie-Séverine TOMAKA
Avocat à la Cour
PDGB Société d'Avocats

PLANNING

Paris
27 mai 2019
13 novembre 2019

Auditer toutes les déclarations fiscales

DIGITAL

Limiter les erreurs et les risques de contrôle fiscal

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cartographie des risques fiscaux de l'entreprise

- Déterminer les impôts visés par la procédure de taxation d'office
- Gérer les déclarations irrégulières
- Respecter les délais pour régulariser
- Cas de la déclaration spécifique aux droits d'enregistrement

Étude de cas : liste des points sensibles et des documents qui font l'objet d'un examen lors d'un contrôle fiscal

Auditer les déclarations en matière d'IS et BIC

- Vérifier la liasse fiscale
- Lister les autres documents spécifiques aux sociétés IS
- Cas spécifique des BIC
- Traitement automatisé des déclarations professionnelles : " Acqui Pro "

Étude de cas : audit des déclarations IS / BIC et identification des zones de risques

Vérifier les modalités déclaratives en matière de TVA

- Contrôle de la TVA collectée et de la TVA déductible
- Contrôle de cohérence entre CA déclaré / CA comptabilisé et CA3 / DEB
- Gérer les opérations internationales

Exercice d'application : déclaration de la TVA collectée et de la TVA déductible et réalisation du contrôle de cohérence d'un CA à partir d'un exemple chiffré

Gérer les obligations déclaratives en matière de CET

- Établir et payer la CFE
- Déclaration et paiement de la CVAE
- Contrôle de la cohérence de la valeur ajoutée CET et IS
- Éviter les risques d'insuffisance de déclaration ou de " sur-déclaration "

Exercice d'application : calcul de la VA à partir d'un exemple chiffré et simulation de déclaration de la CVAE

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Quels points de vigilance à surveiller sur vos déclarations de TVA ?
- Qu'est-ce qu'un contrôle fiscal ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Auditer les déclarations de l'entreprise afin de limiter les erreurs et les risques de contrôles fiscaux

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 15 mars 2019
ou 7 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 30089
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 660 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les principales obligations déclaratives
Détecter en amont les risques de contrôles fiscaux
Déceler et corriger les possibles erreurs en matière de déclarations

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des entreprises

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables fiscaux
Avocats fiscalistes
Experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR

Caroline MASURE, Fiscaliste
MAZARS

PLANNING

Paris
24-25 juin 2019
16-17 octobre 2019
5-6 décembre 2019

Factures : maîtriser les règles juridiques et fiscales

DIGITAL

Pour sécuriser son système de facturation

Établir et délivrer une facture impliquent le respect de certaines obligations juridiques et génèrent par ailleurs des conséquences fiscales, notamment en matière de TVA. Se conformer à un certain formalisme permet ainsi de limiter les risques d'erreurs ou d'infractions aux règles de facturation.

INITIATION

Code : 30005
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir les cas pour lesquels une facture doit être délivrée

Maîtriser le formalisme des factures

Identifier les mentions obligatoires à porter sur une facture
- Les mentions juridiques
- Les mentions fiscales
- Les mentions concernant les opérations réalisées

Indiquer les délais et modalités de règlement
Exercice d'application : réalisation d'une check-list permettant d'établir une facture

Les cas particuliers
- Les factures rectificatives
- Les factures d'acompte
- Les factures en langue étrangère

Maîtriser les règles de TVA applicables en matière de facturation

Facturer la TVA
- Identifier les opérations soumises à la TVA
- Déterminer la base imposable à la TVA
- Calculer la TVA

Facturer sans TVA : cerner les opérations non soumises à la TVA

Apprécier les conséquences de la mention abusive de la TVA sur une facture
Exercice d'application : établissement d'une facture d'acompte

Maîtriser les règles de conservation des factures
- Archiver les factures
- Connaître les délais minimum de conservation
- Les différents supports d'archivage
- Lieu de stockage

Mesurer les sanctions en cas d'infractions aux règles de facturation
- Défaut de facturation
- Omission ou inexactitude dans les factures

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Quels sont les principes généraux de la TVA ?
- Quelles sont les mentions obligatoires de facturation ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Appliquer les règles relatives à la facturation afin d'anticiper les conséquences en matière de TVA

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 9 juillet 2019
ou 22 novembre 2019

OBJECTIFS
Recenser les mentions obligatoires à apposer sur une facture
Maîtriser les règles applicables aux factures en matière de TVA
Maîtriser les obligations en matière de conservation des doubles de factures

PRÉREQUIS
Être impliqué dans la facturation

PUBLIC CONCERNÉ
Collaborateurs de services comptables
Juristes et fiscalistes
Toute personne impliquée dans la facturation

ANIMATEUR
Caroline MASURE
Fiscaliste
MAZARS

PLANNING

Paris
27 mai 2019
30 septembre 2019
19 décembre 2019

La facturation électronique

Prévenir et anticiper les risques de contrôle

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier le cadre juridique applicable aux factures électroniques

Appliquer les règles issues de la transposition de la Directive européenne

Cerner les règles relatives aux factures transmises électroniquement et sécurisées au moyen d'une signature électronique

- La condition d'acceptation par le destinataire
- L'obtention d'une signature électronique et d'un certificat électronique efficient
- L'obligation de déclaration auprès des services fiscaux compétents
- Le droit à déduction : obligation de conservation de la facture d'origine
- Les délais de conservation et le lieu de stockage des factures

Étude de cas : avantages et inconvénients à travers l'analyse de quelques factures

Identifier les règles relatives aux factures dématérialisées

Maîtriser les règles de contrôle des factures électroniques par l'administration fiscale afin de prévenir les risques fiscaux

Le contrôle fiscal des comptabilités informatisées

Mesurer le renforcement des moyens de contrôle de l'administration

- La systématisation des " contrôles inopinés " et leur fréquence
- Le procès-verbal de fin de contrôle
- Les sanctions applicables en cas de non-régularisation ou de non-justification dans le délai requis
- Les moyens de contestation du procès-verbal par le contribuable
- Les solutions pour être conforme

Étude de cas : analyse du mode de facturation électronique à retenir en fonction des caractéristiques de l'entreprise et présentation des premières étapes à mettre en place pour auditer la conformité des systèmes informatiques

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Appliquer le régime fiscal dédié aux factures électroniques afin de limiter les risques de contrôles fiscaux

PERFECTIONNEMENT

Code : 30035
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Choisir le type de facture électronique adapté à l'entreprise
Sécuriser la facturation de l'entreprise avec les entreprises tierces
Anticiper les risques de contrôles fiscaux

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables comptables et administratifs
Avocats et experts-comptables
Fiscalistes

ANIMATEUR

Pascal SEGUIN, Avocat fiscaliste
TAJ Société d'Avocats

PLANNING

Paris
13 juin 2019
11 décembre 2019

Limiter les risques fiscaux liés aux systèmes d'information

Maîtriser les pièges fiscaux des SI et les pistes d'audit

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les nouvelles exigences fiscales impliquant les systèmes d'information

- Identifier les nouvelles méthodes de travail de l'administration fiscale
- Cerner les règles fiscales applicables

Étude de cas : analyse de la conformité du logiciel comptable

Identifier les risques fiscaux et procéder à des actions correctives en auditant son système d'information au regard des exigences fiscales

La mise en place du projet d'audit

- Définir un plan d'action pour les risques liés à la tenue d'une comptabilité informatisée
- Appréhender la notion d'original numérique et de double électronique
- Appliquer les conditions de conservation des documents dématérialisés en cas d'archivage électronique
- Anticiper le cas spécifique de l'externalisation du système d'information
- Se poser les bonnes questions pour les étapes à suivre

Anticiper et évaluer les sanctions encourues par l'entreprise

- Identifier les sanctions applicables
- Limiter les risques encourus par l'entreprise

Mise en situation : déroulement d'un contrôle fiscal

Assurer la pérennité de la conformité du SI aux exigences fiscales

- Définir les actions à entreprendre
- Sensibiliser les équipes aux obligations et à la gestion du Contrôle Fiscal Informatisé (CFI)
- Disposer d'une cartographie des applications et du questionnaire informatique
- Mettre en œuvre une politique d'archivage conforme
- Appliquer les règles liées à la dématérialisation fiscale des factures
- Constituer le fichier des écritures comptables

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier les risques fiscaux relatifs aux SI et les sécuriser pour les rendre conformes aux exigences fiscales

PERFECTIONNEMENT

Code : 30112
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les exigences et les enjeux de la fiscalité informatisée
Identifier les risques fiscaux liés au SI et mettre en place des actions correctives
Assurer la pérennité de la conformité du SI aux exigences fiscales

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité et/ou en informatique

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables comptables
Fiscalistes, avocats fiscalistes et experts-comptables

ANIMATEUR

Caroline MORONI SEROR
Avocat à la Cour
CSM

PLANNING

Paris
17 mai 2019
18 décembre 2019

Opérations de restructuration

Maîtriser les impacts fiscaux et comptables des fusions, APA et scissions

BEST OF DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le traitement comptable des opérations de restructuration depuis le règlement CRC 2004-01

Cerner le champ d'application du règlement CRC 2004-01

- Les fusions, les scissions de sociétés
- Les apports partiels d'actif
- Les confusions de patrimoines : distinguer les TUP et les fusions simplifiées

Analyser la situation de contrôle au moment de l'opération

- Les opérations impliquant des sociétés sous contrôle commun
- Les opérations impliquant des sociétés sous contrôle distinct

Exercice d'application : analyse de situations entre entreprises liées afin de déterminer si ces sociétés sont sous contrôle

Construire une méthodologie d'évaluation des apports

- Déterminer le sens des opérations et la valeur des apports

Exercice d'application : calcul de la parité d'échange

Analyser le traitement fiscal du boni et du mali de fusion

- La valeur comptable et la valeur réelle : fin de l'option
- Le sort du mali technique et la différence avec celui du mali de fusion

Exercice d'application : calcul d'un boni ou d'un mali de fusion

Prendre en compte les événements de la période intercalaire

- Traiter la perte de rétroactivité et les opérations réciproques

Intégrer les principes généraux applicables aux frais imputables sur la prime de fusion

Exercice d'application : calcul de la prime de fusion

Identifier les difficultés d'application des confusions de patrimoines

Adopter une stratégie fiscale en fonction des objectifs et de la situation de l'entreprise

- Déterminer les incidences fiscales du choix entre la fusion ou l'apport partiel d'actif
- Choisir le régime fiscal le mieux adapté

Exercice d'application : détermination, à l'aide d'un exemple chiffré, de l'intérêt d'exercer l'option pour le régime de faveur

- Optimiser fiscalement les acquisitions transfrontalières
- Déterminer les incidences du régime d'intégration fiscale
- Analyser les risques fiscaux des restructurations

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉOS

- Quelles sont les particularités du régime mère-fille ?
- Qu'est-ce que l'intégration fiscale ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les aspects comptables et fiscaux des opérations de restructuration

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 17 mai 2019
ou 14 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 30022
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 660 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les règles comptables et fiscales des opérations de restructuration
Définir les modes de restructuration les mieux adaptés en fonction d'une situation donnée
Identifier les principaux risques fiscaux des opérations de restructuration

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des groupes de sociétés ou avoir suivi " Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale " (code 30020 p. 280)

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables fiscaux et financiers, fiscalistes
Responsables comptables et consolidation
Avocats, experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR

Ludovic DUGUET, Avocat Associé CMS FRANCIS LEFEBVRE Avocats

PLANNING

Paris
25-26 mars 2019
27-28 juin 2019
26-27 septembre 2019
12-13 décembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

APA : le choix du régime de faveur

PROGRAMME

Identifier l'opportunité et les conditions d'application du régime de faveur

- Établir les avantages et les inconvénients du régime de faveur suivant chaque type d'apport
- Maîtriser les conditions d'application
- Mettre en place la pratique des agréments : conditions, procédure d'octroi et perte du bénéfice

Partage d'expériences : échanges sur la rédaction et la procédure d'agrément

Déterminer le traitement fiscal de la société apporteuse et de la société bénéficiaire de l'apport

- Traiter l'apport partiel d'actif au sein d'un groupe intégré
- Identifier le sort des apports partiels d'actifs mettant en présence une société étrangère
- Gérer les conséquences du non-respect des engagements souscrits

Exercice d'application : analyse des difficultés liées aux déficits

COMPÉTENCES MÉTIER

Connaître toutes les implications de l'option au régime de faveur dans le traitement des apports partiels d'actif pour faire le choix le mieux adapté à ses projets

PLANNING

Paris
22 mai 2019 (9h-13h)
22 novembre 2019 (14h-18h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 30141
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Identifier l'opportunité et les conditions d'application
Déterminer le traitement fiscal chez la société apporteuse et la société bénéficiaire de l'apport

PRÉREQUIS

Avoir des bases en fiscalité des groupes

PUBLIC CONCERNÉ

Avocats fiscalistes et responsables fiscaux
Responsables juridiques et experts-comptables

Maîtriser la structuration fiscale des LBO

DIGITAL

De la holding de reprise aux management-packages

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mettre en place la société holding de reprise
- Choisir la forme sociale la plus adaptée à ses objectifs
- S'assurer de la bonne adéquation des statuts
- Contrôler et gérer la structure créée
- Déterminer le statut fiscal de la holding de reprise : problématiques TVA, taxe sur les salaires, ISF et IS

Étude de cas : analyse d'un pacte d'actionnaires protecteur et efficace

Maîtriser le traitement fiscal des schémas de LBO

Cerner l'intérêt de mettre en place un LBO

Mettre en place une intégration fiscale
- Connaître les implications sur le groupe fiscal existant éventuel
- Rédiger la convention d'intégration
- Comparer les avantages et les inconvénients d'un groupe intégré
- Maîtriser le traitement des déficits dans l'intégration

Appliquer le régime fiscal de la déductibilité des charges financières
- Maîtriser les règles de déductibilité des intérêts
- Gérer l'endettement du groupe

Faire face aux normes anti-abus
- Dresser un état des lieux des normes anti-abus en France
- Déterminer l'impact de BEPS et de la directive ATA
- Adapter sa stratégie face au renforcement législatif

Exercice d'application : traitement des charges financières

Identifier les problématiques de TVA

Étude de cas : analyse des points de vigilance à maîtriser sur les aspects TVA

Mettre en place une stratégie de management package

Partage d'expériences : échanges sur les principales difficultés rencontrées dans l'élaboration et la mise en application de schémas de LBO

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place une stratégie fiscale efficace de structuration d'un LBO

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 10 juillet 2019
ou 18 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 30130
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Appliquer les règles juridiques et fiscales applicables
Identifier et mettre en place de nouvelles pistes d'optimisation
Maîtriser et sécuriser ses LBO

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en fiscalité des groupes

PUBLIC CONCERNÉ
Fiscalistes
Responsables comptables
Avocats, experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR
Florian BURNAT
Avocat inscrit au Barreau des Hauts-de-Seine
CMS FRANCIS LEFEBVRE Avocats

PLANNING

Paris
16 mai 2019
15 novembre 2019

Réaliser une transmission universelle de patrimoine

DIGITAL

Maîtriser les impacts comptables et fiscaux d'une TUP

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Déterminer les choix fiscaux de l'opération
- Identifier les avantages et les inconvénients du recours à la confusion de patrimoine
- Identifier les limites et inconvénients du recours à la TUP

Calculer la parité d'échange, le boni/mali de l'opération
- Méthode de calcul
- Écritures comptables : déterminer l'actif net de l'apport
- Régime du mali de confusion : distinguer le " vrai mali " et le " mali technique "

Exercice d'application : calcul d'un boni de liquidation en partant d'un exemple chiffré

Déterminer l'impact fiscal de l'opération en matière d'IS
- Choisir le régime fiscal adéquat : régime de droit commun ou régime de faveur
- Sursis et report d'imposition
- Provisions et dépréciations
- Provisions règlementées
- Identifier la date d'effet fiscal la plus optimale et appliquer l'effet rétroactif

Exercice d'application : détermination des meilleurs choix de période pour décider la dissolution sans liquidation
- Sort des déficits de la société confondue

Focus sur les conséquences en matière de CET, taxe foncière et TVA

CET, taxe foncière
- Déterminer les valeurs locatives imposables
- Déterminer la valeur ajoutée des entreprises impliquées
- Taux applicable en fonction de la nature et de la date de la TUP

TVA
- Cerner la notion d'universalité de biens
- Modifications des modalités de récupération de TVA

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les aspects comptables et fiscaux d'une opération de TUP

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 5 juin 2019
ou 10 décembre 2019

EXPERTISE

Code : 30069
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier et anticiper les principales contraintes
Maîtriser les règles comptables et fiscales d'une opération de TUP
Mesurer les conséquences en matière de CET, taxe foncière et TVA

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en fiscalité des entreprises

PUBLIC CONCERNÉ
Fiscalistes
Responsables comptables
Avocats et experts-comptables

ANIMATEUR
Florian BURNAT
Avocat inscrit au Barreau des Hauts-de-Seine
CMS FRANCIS LEFEBVRE Avocats

PLANNING

Paris
15 mars 2019
30 septembre 2019

Fiscalité des transactions intragroupe

Sécuriser fiscalement les transactions internes aux groupes

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Déterminer les règles fiscales applicables aux transactions intra-groupe : dividendes, intérêts, redevances et rémunérations de prestations de services

Les règles fiscales applicables à la circulation des profits

- Les revenus des exploitations directes réalisés par l'intermédiaire des succursales et des établissements
- Les revenus des exploitations indirectes réalisés par l'intermédiaire des filiales
- Les plus-values de cessions de participation

Les règles fiscales applicables à la circulation des pertes

- Les aides à caractère financier ou commercial
- Les provisions pour dépréciation des titres de participation

Les dispositifs antiévasion fiscale : articles 57, 209 B et 238 A du CGI

Appliquer le régime des retenues à la source

- Déterminer les cas pour lesquels il faut opérer une retenue à la source
- Appliquer les bons taux de retenue à la source

Imputer les crédits d'impôt sur l'IS

Maîtriser les obligations déclaratives

Exercice d'application : utilisation des formulaires conventionnels

Optimiser fiscalement les opérations au sein des groupes internationaux

- Recourir aux sociétés holdings

Étude de cas : analyse du bilan des avantages et inconvénients des différentes localisations des sociétés holdings

- Prendre en compte les règles applicables en matière de sous-capitalisation
- Mettre en place une centralisation des services communs
- Les autres schémas d'optimisation fiscale
- Améliorer sa politique de prix de transfert

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Sécuriser fiscalement les transactions intragroupe

PERFECTIONNEMENT

Code : 30034
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner le régime fiscal des transactions entre entreprises associées
Maîtriser les obligations déclaratives
Optimiser et sécuriser les transactions du point de vue fiscal au niveau des groupes internationaux

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des groupes

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et fiscaux
Avocats et experts-comptables

ANIMATEUR

Julien LE GUYADER
Avocat Associé
DENTONS

PLANNING

Paris
3 juin 2019
6 novembre 2019

Implanter une holding

DIGITAL

Choisir la localisation la mieux adaptée à son activité

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Utiliser une holding : avantages et limites

Cerner les différentes applications

- Outil de restructuration des groupes, maintien de l'unité de l'entreprise familiale ou instrument d'acquisition d'entreprise

Étude de cas : exemples d'utilisation des holdings étrangères

Identifier les localisations possibles

- France
- Royaume-Uni
- Belgique
- Luxembourg
- Pays-Bas
- Espagne

Analyser les avantages juridiques et fiscaux des différentes localisations

- Comparaison : déterminer les régimes fiscaux intéressants
- Souplesse du droit des sociétés, formalisme administratif, existence de structures complémentaires, droit des contrats, sécurité juridique…
- Dividendes, retenue à la source et imposition des plus-values

Analyser le secret bancaire : les États et territoires non coopératifs

Mesurer les limites à la liberté du choix du pays d'implantation

Mettre en place une holding

Étude de cas : comparaison détaillée des régimes fiscaux

Adopter la bonne structure par l'identification des critères opérants

- Anonymat des actionnaires
- Finalité de l'utilisation de la holding

Examiner les règles fiscales applicables à une holding étrangère

- Le traitement fiscal pour les opérations de trésorerie intragroupe : fiscalité des intérêts
- Le régime fiscal des sociétés mères et des filiales : les dividendes et plus-values
- Cerner les cas où l'administration fiscale peut invoquer l'abus de droit

Étude de cas : traitement fiscal des opérations clés

Gérer au mieux la sortie

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Appréhender les différents régimes fiscaux des holdings et déterminer les limites de l'implantation à l'étranger

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 15 mai 2019
ou 18 octobre 2019

EXPERTISE

Code : 30013
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les avantages et les limites de la holding
Comparer les avantages fiscaux des différentes localisations
Maîtriser les règles de constitution d'une holding

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité internationale

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables financiers
Responsables des affaires internationales
Juristes, fiscalistes et avocats

ANIMATEUR

Rémi CASTEBERT
Avocat à la Cour
NMW DELORMEAU

PLANNING

Paris
14 mars 2019
30 septembre 2019

Gestion fiscale d'une holding

Appliquer les leviers financiers et fiscaux des holdings

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Créer une holding : identifier les raisons et la structure adéquate

- Création par rachat
- Constituer une holding par apport de titres
- Distinguer les holdings pures des holdings mixtes
- Cas spécifique du LBO : bénéficier des effets de levier fiscaux et financiers
- Appliquer le régime fiscal des associés personnes physiques

Étude de cas : analyse d'une création de holding

Maîtriser les nouvelles règles fiscales relatives aux holdings animatrices

Identifier les nouveaux critères de la holding animatrice et les enjeux de cette qualification

- Définir la notion de groupe et la politique du groupe de sociétés
- Organiser le contrôle des filiales
- Appréhender la nature des prestations de services intragroupe
- Déterminer un mode de rémunération

Anticiper les conséquences de la qualification de holding animatrice

- ISF et exonération au titre des biens professionnels
- Cas des pactes Dutreil : donation, succession et ISF
- Appliquer le régime des plus-values pour les dirigeants partant à la retraite
- Focus sur le régime de réduction ISF-PME

Exercice d'application : identification des prestations de services intragroupe et modes de rémunération

Gérer fiscalement la holding avec ses filiales

- Déterminer et appliquer le prix des managements fees
- Déduire les abandons de créances et les subventions
- Maîtriser les clauses dites de retour à meilleure fortune
- Maîtriser les règles de déductibilité des charges financières
- Maîtriser les régimes fiscaux des dividendes : régime mère-fille et régime d'intégration fiscale
- Élaborer une convention dite de " cash pooling "

Exercice d'application : illustration chiffrée du régime des intérêts au regard des règles anti sous-capitalisation

La holding face aux règles de TVA et de taxe sur les salaires

- Définir le champ d'application en cas de holding mixte
- Déterminer le coefficient de déduction
- Calculer la taxe sur les salaires quand elle s'applique

Exercice d'application : calcul de la taxe sur les salaires

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place une stratégie fiscale efficace en ayant recours à une holding en optimisant au mieux ses actifs et en appliquant les nouveaux critères qualifiant les holdings animatrices

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 12 février 2019
ou 20 septembre 2019

EXPERTISE

Code : 30113
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 730 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mesurer l'intérêt de recourir à une holding afin de structurer un groupe de sociétés
Maîtriser les caractéristiques juridiques, fiscales et sociales de la holding
Sécuriser et optimiser la fiscalité d'un groupe via la holding

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité ou avoir suivi " Opérations de restructuration " (code 30022 p. 286)

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables fiscaux et financiers, fiscalistes
Responsables comptables et consolidation
Avocats fiscalistes et juristes
Experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR

Rémi CASTEBERT
Avocat à la Cour
NMW DELORMEAU

PLANNING

Paris
13-14 juin 2019
19-20 novembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

TVA : sécuriser les droits à déduction des holdings

PROGRAMME

Déterminer les droits à déduction des sociétés holdings

- Connaître les critères de l'immixtion de la holding dans chacune de ses filiales
- Mesurer les conséquences pratiques de l'immixtion sur la déduction de la TVA de frais supportés
- Gérer les droits à déduction des holdings qui ne s'immiscent pas dans l'ensemble de leurs filiales
- Mesurer l'impact des produits financiers accessoires sur les droits à déduction

Exercice d'application : calcul des droits à déduction d'une holding

S'assurer de la déduction de la TVA sur les opérations de restructuration

- Frais d'acquisition et de cessions de titres : les précautions pour justifier d'un droit à déduction
- IPO, augmentation de capital, fusion, scission ou apport partiel d'actif : le point sur les bonnes pratiques
- Justifier de la non-intégration des frais dans le prix de cession des titres

Partage d'expériences : échanges sur la justification des frais non intégrés dans le prix de cession des titres

COMPÉTENCES MÉTIER

Établir ses déclarations TVA en adéquation avec les dernières jurisprudences

PLANNING

Paris
12 avril 2019 (14h-18h)
4 octobre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 30142
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Cerner la déduction de la TVA grevant les opérations en capital
Gérer les droits à déduction dans une holding mixte

PRÉREQUIS

Être à l'aise sur le fonctionnement fiscal d'une holding

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables fiscaux et fiscalistes
Avocats fiscalistes et juristes
Experts-comptables et commissaires aux comptes

Gérer un GIE

Appliquer les règles juridiques et fiscales du GIE

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Créer un Groupement d'Intérêt Économique (GIE)

Identifier les opportunités et les contraintes du GIE
- Comparer le GIE à d'autres structures alternatives

Maîtriser les différentes possibilités d'utilisation offertes par le GIE

Objet, activité, membre, capital… : les règles de fond et de forme à connaître
- Les précautions à prendre lors de la signature du contrat
- Rédiger des statuts adaptés à l'objectif poursuivi

Étude de cas : analyse commentée de statuts
- Organiser le pouvoir
- Optimiser le financement

Maîtriser les règles de fonctionnement d'un GIE

L'organe de gestion
- Choix, pouvoirs et responsabilités des administrateurs

L'organe de délibération
- L'assemblée des membres : définir ses compétences
- Membres : statut, droits et obligations

Remplir les obligations de contrôle des comptes et de gestion
- Prévoir les organes de contrôle
- Nomination, missions et pouvoirs d'investigation des contrôleurs

Connaître les règles relatives à la sortie, à la dissolution ou à la liquidation

Assurer la gestion fiscale d'un GIE

Maîtriser les modalités d'imposition et de répartition du résultat fiscal
- Cerner la notion de spécificité fiscale
- Déterminer le résultat fiscal
- Calculer la quote-part imposable pour les associés
- Maîtriser les règles d'imposition applicables aux associés

Faire le point sur le régime de la TVA
- Assujettissement et exonération
- GIE répartiteur de frais
- Régime de remboursement des frais

GIE et contribution économique territoriale : connaître les mécanismes

Intégrer la fiscalité en cas d'évolution

Mesurer les coûts de la gestion fiscale et de la trésorerie de l'impôt

Étude de cas : exemples d'optimisation fiscale

Identifier les spécificités de fonctionnement d'un Groupement Européen d'Intérêt Économique (GEIE)

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Assurer la gestion d'un GIE en appliquant les règles spécifiques tant fiscales que juridiques

INITIATION

Code : 30015
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les avantages liés à la création d'un GIE
Cerner les caractéristiques essentielles et les règles de fonctionnement du GIE
Maîtriser les spécificités d'un GEIE

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des groupes de sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables administratifs et financiers
Contrôleurs de gestion
Experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR

Christophe GARCIA
Avocat la Cour

PLANNING

Paris
5 avril 2019
11 octobre 2019

Appliquer les impôts différés

Maîtriser les raisonnements indispensables

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la notion d'impôts différés et l'impact des normes CRC 99-02 et IAS 12

Appliquer les impôts différés aux comptes sociaux et aux comptes consolidés
- Constater les impôts différés dans les comptes sociaux
- Faire le lien avec l'approche bilantielle
- Distinguer les différences temporelles des différences permanentes
- Identifier les sources d'impôts différés

Étude de cas : analyse d'exemples concrets de différences temporaires
- Appliquer la méthode s'agissant des capitaux propres sociaux, capitaux propres retraités et capitaux propres contributifs

Évaluer et calculer les impôts différés selon les normes françaises CRC 99-02 et IFRS (IAS 12)
- Distinguer l'impôt différé actif de l'impôt différé passif
- Identifier le sort des créances et des dettes fiscales latentes

Étude de cas : analyse d'exemples chiffrés
- Calculer le taux d'impôt annuel moyen
- Recourir à un outil de détermination de la charge d'impôt prévisionnelle pour le calcul de la charge d'impôt
- Appliquer les méthodes de traitement
- Appliquer un process d'évaluation
- Assurer le suivi de l'apurement
- Identifier les modalités de constatation des impôts différés dans les comptes sociaux

Exercice d'application : établissement d'un tableau des impôts différés par poste bilantiel

Mesurer l'incidence du régime de l'intégration fiscale sur les impôts différés

Passer les écritures dans un groupe non intégré

Constater les impôts différés dans un groupe intégré
- La compensation des impôts différés au niveau du groupe intégré
- L'incidence des conventions d'intégration fiscale
- Le traitement des impôts différés en cas d'évolution du périmètre d'intégration

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier toutes les différences permanentes et temporaires qui constituent les bases d'impôts différés au sein de son groupe

EXPERTISE

Code : 30107
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mesurer l'impact des normes CRC 99-02 et IAS 12
Valider les impôts différés grâce à l'analyse de la preuve d'impôt
Constater les impôts différés

PRÉREQUIS

Des connaissances fiscales et comptables sont indispensables

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables fiscaux
Experts-comptables, commissaires aux comptes et avocats

ANIMATEURS

Éric QUENTIN, Avocat Associé HOCHE
Vincent DESCHANEL
Expert-comptable Associé FACILIOREM

PLANNING

Paris
8 avril 2019
13 novembre 2019

Intégration fiscale Niveau 1

Acquérir les mécanismes de l'intégration fiscale

Dans le cadre d'un groupe de sociétés, la possibilité de calculer l'impôt au niveau de la société tête de groupe est l'un des outils légaux d'optimisation les plus efficaces dont il convient de maîtriser les règles. Le régime de l'intégration fiscale requiert en effet de respecter des étapes clés afin de déterminer utilement le résultat d'ensemble et de maîtriser les évolutions du périmètre d'intégration.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les principes et mettre en place l'intégration fiscale

Déterminer les conditions d'accès au régime

Cerner la notion de groupe en droit fiscal

Construire un groupe intégré

- La prise d'option
- Le périmètre d'intégration : les modalités de choix
- L'évolution du périmètre dans le temps

Étude de cas : commentaire des imprimés fiscaux

Déterminer le résultat fiscal

Calculer le résultat de chaque société intégrée

- Les contraintes liées aux déficits antérieurs à l'intégration
- Les dividendes encaissés
- Le régime des sociétés mères et filiales
- Le déficit d'un exercice intégré

Exercice d'application : calcul du résultat fiscal de chaque société intégrée

Réaliser les opérations permettant le passage du résultat individuel de chaque société intégrée au résultat d'ensemble

- Les rectifications courantes : plus ou moins-values de cessions d'immobilisations, dividendes intragroupe, abandons de créances, subventions, provisions…
- Les rectifications spécifiques : limitations de certaines charges financières

Exercice d'application : réalisation des opérations de rectification

Calculer l'imposition du résultat d'ensemble et payer l'impôt

- La déclaration annuelle du résultat d'ensemble
- Les méthodes de calcul de l'IS des filiales et de la société tête de groupe
- L'utilisation optimale des crédits d'impôt
- La gestion de l'économie d'impôt sur les sociétés

Analyser les régimes de distribution

- Tenir compte des spécificités des groupes
- Gérer les distributions internes et externes

Identifier les opérations de réorganisation affectant un groupe intégré

- Gérer la sortie d'une société du groupe
- Intégrer les conséquences fiscales des fusions et des scissions
- Clôturer la cessation du groupe

Exercice d'application : détermination du résultat fiscal d'ensemble d'un groupe intégré

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Quelles sont les particularités du régime mère-fille ?
- Qu'est-ce que l'intégration fiscale ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les mécanismes essentiels du régime de l'intégration fiscale afin de déterminer et de calculer un résultat d'ensemble

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 8 avril 2019
ou 8 novembre 2019

INITIATION

Code : 30019
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Déterminer le résultat fiscal d'un groupe intégré
Identifier les incidences des opérations intragroupe sur la détermination du résultat d'ensemble et les pièges à éviter
Mesurer les incidences fiscales des restructurations sur le groupe intégré

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des groupes de sociétés ou avoir suivi " Opérations de restructuration " (code 30022 p. 286)

PUBLIC CONCERNÉ

Fiscalistes et avocats fiscalistes
Responsables financiers des groupes intégrés
Comptables, experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR

Christophe LEFEVRE
Avocat Associé
HOCHE Société d'Avocats

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
20-21 juin 2019
5-6 décembre 2019

Intégration fiscale Niveau 2

Maîtriser les techniques d'optimisation

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Test de connaissances : principes de l'intégration fiscale

Déterminer et maîtriser le périmètre du groupe intégré

Préparer l'entrée d'une société dans le groupe

- Le traitement des pertes fiscales existantes
- Les opérations financières préalables
- Maîtriser la gestion des flux de dividendes intragroupe

Étude de cas : inconvénients de l'option pour l'intégration fiscale

Anticiper les conséquences de l'évolution du périmètre

- Les événements entraînant la sortie d'une société filiale : sortie programmée, exclusion du groupe…
- Les événements entraînant la dissolution du groupe
- Gérer les opérations affectant le périmètre ou l'existence du groupe

Étude de cas : gestion des conséquences des sorties de groupe (états 2058 ER et ES)

Gérer l'acquisition ou l'absorption de la société mère

- La constitution d'un nouveau groupe
- Continuer à bénéficier du déficit d'ensemble de l'ancien groupe

Étude de cas : analyse des conséquences d'une prise de contrôle de la société mère et imputation des déficits sur une base élargie

Mesurer l'impact des restructurations

- Minorer l'impact des fusions au sein du groupe
- Gérer la remise en cause de la neutralisation initiale des résultats de cession interne d'immobilisations
- Gérer les incidences des apports partiels d'actif
- Les distributions opérées au cours du premier exercice intégré
- Les distributions postérieures à la clôture du premier exercice intégré
- Les conséquences financières des sorties du périmètre ou de la dissolution du groupe

Anticiper les risques fiscaux pesant sur les groupes intégrés et gérer le contrôle fiscal

- Identifier les risques majeurs
- Faire face au contrôle fiscal
- Analyser les conséquences d'un contrôle fiscal et connaître les voies de recours

Étude de cas : analyse des précautions à prendre dans la rédaction des déclarations afin de prévenir les risques de contrôles fiscaux

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Calculer le résultat d'ensemble d'un groupe intégré en tenant compte des impacts fiscaux liés aux opérations de restructuration

PERFECTIONNEMENT

Code : 30003
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 660 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les événements affectant le groupe intégré : modifications du périmètre, restructurations
Optimiser le résultat d'ensemble du groupe
Déclarer le résultat fiscal d'ensemble du groupe intégré et prévenir les contrôles fiscaux

PRÉREQUIS

Maîtriser les mécanismes de l'intégration fiscale

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables fiscaux et financiers des groupes intégrés
Responsables comptables chargés de la mise en œuvre du régime
Avocats, experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR

Christophe LEFEVRE
Avocat Associé
HOCHE Société d'Avocats

PLANNING

Paris
13-14 mai 2019
16-17 décembre 2019

Conventions fiscales internationales

Appliquer une convention fiscale et éviter les doubles impositions

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Lire et décrypter les conventions fiscales internationales

- Appréhender le modèle OCDE
- Présentation formelle des conventions fiscales
- Champ d'application des conventions fiscales
- Interpréter les conventions de non-double imposition
- Appréhender les commentaires OCDE
- Combiner le droit interne avec le droit conventionnel

Test de connaissances : application du droit interne et du droit conventionnel

Appliquer les conventions fiscales internationales

Point sur les derniers travaux de l'OCDE

Application aux différents revenus

Appréhender les impacts en matière d'imposition des établissements stables

Appliquer les différentes méthodes d'élimination de la double imposition

- Maîtriser les crédits d'impôts
- Choisir entre l'exemption ou l'imputation
- Comparer les deux méthodes possibles

Étude de cas : application des différentes méthodes d'élimination de la double imposition et calcul dans le cadre d'une d'imputation ou d'une exemption

Utiliser les formulaires adéquats pour appliquer le traité

Mesures anti-abus et conséquences des conventions fiscales

Point sur l'application des conventions aux sociétés de personnes

Exercice d'application : résolution des problématiques de qualification de revenus

- Qualification d'un établissement stable
- Qualification du produit de la cession de parts d'une société française dans un cadre franco-belge
- Problématiques d'articulation des conventions fiscales avec le droit interne et le droit communautaire

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Quelles sont les subtilités de la fiscalité à l'international ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Interpréter les conventions fiscales internationales afin d'éviter les doubles impositions

PERFECTIONNEMENT

Code : 30086
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 660 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Décoder les clauses " types " des conventions fiscales internationales
Maîtriser les principales méthodes d'élimination de la double imposition
Limiter les risques de contrôles fiscaux

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité internationale

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et fiscaux
Fiscalistes et experts-comptables

ANIMATEURS

Nicolas CYS, Avocat Associé
LA TOUR INTERNATIONAL
Frédéric ROUX, Avocat inscrit au Barreau des Hauts-de-Seine
CMS FRANCIS LEFEBVRE Avocats

PLANNING

Paris
24-25 juin 2019
5-6 décembre 2019

Fiscalité internationale

Sécuriser les montages en limitant les risques

BEST OF DIGITAL

Les relations économiques s'internationalisent de plus en plus et le contexte politique actuel répond à des objectifs stricts de lutte contre l'évasion fiscale. Aussi, les transactions et les flux financiers qui en résultent, engendrent des problématiques fiscales, qu'il convient de gérer au sein des structures disposant d'une dimension internationale, pour optimiser les montages tout en limitant les risques.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la fiscalité internationale applicable…

Aux transactions avec l'étranger

- Les retenues à la source sur les sommes versées à des bénéficiaires non résidents
- L'imposition des sommes perçues en provenance de l'étranger et les crédits d'impôts
- L'enregistrement des intérêts perçus

Exercice d'application : calcul des retenues à la source sur les sommes versées à des bénéficiaires non résidents

À la distribution des dividendes internationaux

- Le régime d'imposition applicable
- Les méthodes d'élimination des doubles impositions

Étude de cas : analyse comparée de conventions fiscales

- Comparaison des définitions de la notion de dividende, redevance prestations de services
- Comparaison des méthodes d'élimination des doubles impositions

Aux structures internationales

- Succursale ou filiale, holding : définir les éléments fiscaux du choix
- Les mécanismes de détermination du résultat fiscal, de remontée des bénéfices et de prise en compte des pertes
- Les difficultés soulevées par l'utilisation des sociétés de personnes et des situations triangulaires

Aux opérations de restructuration transfrontalières

- Les conditions d'accessibilité aux régimes de faveur des fusions
- Transfert d'actifs, de branches d'activité ou achat de titres
- L'impact de la situation fiscale du vendeur et de l'acheteur
- Le cas des restructurations de sociétés fiscalement intégrées
- Transfert de siège social hors de France

Étude de cas : analyse commentée et chiffrée du coût fiscal d'une opération de restructuration à l'international

Anticiper les risques fiscaux dans un environnement international

Mesurer les incidences de la lutte contre l'évasion fiscale

- Les incidences des articles 238 A et 209 B du CGI

Identifier la notion d'abus de droit et d'acte anormal de gestion en matière internationale

- Identifier les montages les plus exposés
- S'entourer des précautions nécessaires
- Les principales situations à risque

Maîtriser les risques fiscaux liés aux prix de transfert

- Le principe de pleine concurrence
- Les principes de l'OCDE
- La réglementation française et les pratiques de l'administration
- Les méthodes de détermination des prix de transfert
- Les obligations documentaires
- La résolution des doubles impositions

Étude de cas : identification de risques en matière de prix de transfert et proposition de méthodes de détermination des prix de transfert

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Quelles sont les subtilités de la fiscalité à l'international ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier des schémas fiscaux internationaux abusifs en vue de limiter les risques de contrôles fiscaux

INITIATION

Code : **30027**

2 jours | **14** heures

Tarif HT : **1 520 €**
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les implications fiscales des opérations internationales relatives aux transactions, aux flux financiers transfrontaliers entrant et sortant, aux structures internationales, aux restructurations transfrontalières et aux prix de transfert
Prévenir les risques de contrôle fiscal
Mesurer les risques fiscaux liés aux prix de transfert

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des entreprises ou avoir suivi " Fiscalité pour non-fiscalistes " (code 30064 p. 276)

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et fiscaux
Avocats et experts-comptables
Fiscalistes

ANIMATEUR

Bernard CHESNAIS
Avocat à la Cour
BC&P

PLANNING

Paris
5-6 février 2019
17-18 juin 2019
21-22 novembre 2019
6-7 février 2020

Établissement stable

Déterminer le résultat imposable et maîtriser les enjeux fiscaux

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier un établissement stable
- Appliquer le droit interne pour qualifier une entreprise exploitée en France
- Définir les différentes formes de l'établissement stable
- Intégrer la pratique française des établissements stables
- Le rescrit établissement stable

Étude de cas : analyse de cas complexes

Calculer le résultat fiscal d'un établissement stable

Affecter des résultats à un établissement stable
- Méthode de l'approche autorisée de l'OCDE et conception française
- Les méthodes d'analyse fonctionnelle appliquées à l'établissement stable
- La force attractive de l'établissement stable

Définir et déterminer les éventuelles " branch taxes "

Traiter les retenues à la source et éviter l'éventuelle double imposition
- Pratique des rulings dans certains États
- La procédure d'ajustement conventionnelle

Gérer les flux entre l'établissement stable et son siège

Les situations triangulaires complexes

Exercices d'application : les opérations bancaires réalisées via un établissement stable, analyse d'une situation triangulaire, exercice sur la branch tax

Sécuriser le contrôle de l'établissement stable
- Identifier les obligations comptables et fiscales
- Cerner les procédures fiscales applicables à un établissement stable
- Mesurer les risques et sanctions

Exercice d'application : déroulé pratique d'un contrôle fiscal sur établissement stable

Gérer les spécificités en matière de TVA
- Flux internes entre siège et établissement stable
- Lieu d'imposition
- Détermination du redevable

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser le régime fiscal d'un établissement stable afin d'apprécier si la qualification retenue est en adéquation avec les objectifs de l'entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 30033
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 660 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les critères de qualification d'un établissement stable
Déterminer et calculer le résultat comptable et fiscal d'un établissement stable
Gérer et anticiper les risques de contrôle

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité internationale

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et fiscaux
Fiscalistes et experts-comptables

ANIMATEURS

Annabelle BAILLEUL-MIRABAUD
Avocat Associé
& Frédéric ROUX, Avocat inscrit au Barreau des Hauts-de-Seine
CMS FRANCIS LEFEBVRE Avocats

PLANNING

Paris
1er-2 avril 2019
7-8 novembre 2019

Notions d'économie pour les fiscalistes

Intégrer les instruments d'analyse économique clés en fiscalité

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser l'essentiel de l'évaluation des flux

Cerner la méthode du prix comparable sur le marché libre (CUP)

Traiter la méthode de la marge transactionnelle de la marge nette
- Les finalités et contraintes de la méthode transactionnelle
- Cerner les cas où il est pertinent de mettre en place la méthode
- Application pratique aux flux de l'entreprise
- Accès aux données de marge nette des sociétés indépendantes concurrentes
- Retraitement des données internes et externes pour établir la comparabilité

Identifier les principes et la pertinence de la méthode Residual Profit split

Intégrer le mode de fonctionnement de la méthode Comparable Profit Split

Étude de cas : analyse comparée et choix de la bonne méthode à mettre en place

S'approprier les règles de l'évaluation des actifs

Maîtriser les grands principes
- Identifier les enjeux et les opérations
- Déterminer les actifs évaluables
- Gérer l'articulation stock et flux

Appliquer la méthode DCF
- Effets sur un cas d'ensemble
- Effets sur le taux d'actualisation, le WACC et le risque
- Effets sur les projections de revenus explicites
- Effets sur la fiscalité

Découvrir les techniques, les méthodes comparables de marché et les méthodes patrimoniales

Exercice d'application : mise en œuvre d'une analyse des actifs dans plusieurs situations

Préparer l'analyse

Partage d'expériences : échange sur les réglementations en France, en Allemagne, aux États-Unis et en Chine

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Utiliser les instruments d'analyse économique dans ses prises de décisions et raisonnements fiscaux

INITIATION

Code : 30146
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les principes essentiels des instruments d'analyse économique
Assimiler les notions économiques nécessaires à la fiscalité des flux
Intégrer l'évaluation des actifs clés en fiscalité

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des prix de transfert

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables fiscaux et financiers
Fiscalistes et avocats fiscalistes

ANIMATEUR

Guillaume MADELPUECH
Senior Consultant Principal
NERA ECONOMIC CONSULTING

PLANNING

Paris
1er février 2019
3 octobre 2019
5 février 2020

Prix de transfert

BEST OF

Structurer et défendre sa politique de prix de transfert

Parce que les flux financiers au sein des groupes internationaux sont de plus en plus nombreux, il est essentiel d'en maîtriser leur valorisation. Aussi, il convient de choisir sa politique de prix de transfert en tenant compte de la réalité économique des marchés. Respecter les règles en matière de prix de transfert est donc un enjeu important, tant en fiscalité qu'en gestion financière des groupes.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Structurer sa politique des prix de transfert

- L'entrepreneur principal
- L'analyse fonctionnelle comparée
- Choisir sa ou ses méthodes de prix de transfert et l'appliquer en comptabilité

Étude de cas : analyse comparée des méthodes

Vérifier le caractère facturable des services

Appliquer une méthode de facturation

- La facturation directe
- La répartition des coûts

Gérér la problématique des incorporels

Mettre en place une organisation des incorporels

- Les accords de répartition, de centralisation des incorporels et de licences croisées
- Les marques

Identifier les contraintes fiscales pesant sur les incorporels

- La taxation des redevances
- Le paiement des redevances dans un paradis fiscal
- Description d'un profil prix de transfert

Exercice d'application : mise en place d'un schéma de collecte des informations au sein du groupe

- Les économies de localisation
- Les restructurations réussies
- Les établissements stables
- Les indicateurs de profit contestés par l'administration
- L'utilisation des brigades de vérifications de comptabilités informatisées

Faire face aux risques et aux moyens de contrôle de l'administration fiscale

Les outils et les méthodes du contrôle fiscal des prix de transfert

Cerner les principales situations à risques

- Les transactions faites à pertes ou à marges insuffisantes
- Les relations entre sociétés sœurs et cost sharing
- Abandons de créances, subventions, prêts et avances sans intérêt, engagements de caution, R&D inclus dans le prix

Définir une stratégie face à l'administration

Analyser les bonnes solutions documentaires

- Mettre en place une documentation appropriée
- Les bonnes et les mauvaises documentations : les conseils clés
- Déterminer quels justificatifs conserver et présenter
- Préserver ses informations sur la stratégie du groupe
- Éviter les sanctions : l'amende de 5 % avec le seuil minimum de 10 000 €

Étude de cas : analyse commentée d'une documentation prix de transfert

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Choisir la méthode de prix de transfert en adéquation avec son marché en limitant ainsi les risques de contrôles fiscaux au regard de l'obligation légale de documentation

PERFECTIONNEMENT

Code : 30016

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 660 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mettre en place une politique de prix de transfert adaptée à la réalité du groupe
Maîtriser les risques fiscaux inhérents aux opérations intragroupe : prix de transfert, management fees…
Mettre en œuvre les moyens conventionnels et contentieux visant à éliminer la double imposition

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité internationale ou avoir suivi " Fiscalité internationale " (code 30027 p. 293)

PUBLIC CONCERNÉ

Fiscalistes et avocats fiscalistes
Responsables financiers et comptables
Responsables juridiques et fiscaux

ANIMATEUR

Florent RICHARD
Avocat
Director Transfer Pricing Group
PwC Société d'Avocats

PLANNING

Paris
11-12 février 2019
13-14 juin 2019
7-8 octobre 2019
9-10 décembre 2019
3-4 février 2020

Rédiger sa documentation de prix de transfert

Mettre à jour et adapter sa politique de prix de transfert

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Rédiger sa documentation de prix de transfert
- Décrire le groupe et son environnement économique
- Analyser les transactions intragroupe
- Procéder à l'analyse économique
- Faire le point sur les documentations des métiers à risque

Suivre l'évolution de la fonction prix de transfert

Vérifier les modèles économiques employés
- Le champ d'application de la méthode choisie
- Le contrôle de la cohérence des relations intragroupe avec les objectifs stratégiques du groupe
- L'audit de la pratique quotidienne des prix de transfert par les opérationnels

Étude de cas : adaptation de la méthode à un changement des conditions de marché

Impliquer les contrôleurs de gestion dans son audit de fonction
- Créer un relais entre les équipes fiscales et financières
- Réviser ensemble le bien-fondé de la méthode utilisée

Faire valider la pratique par un tiers

Contrôler la performance de la politique de prix de transfert
- Maîtriser les risques et la charge d'impôt
- Le taux effectif d'impôt local, groupe ou consolidé pour le bénéficiaire
- Analyser les documents
- Les méthodes de sélection des sociétés vérifiées par la DVNI
- Le suivi face aux pratiques étrangères : cerner les principales situations à risque

Le modèle théorique au contact de la réalité
- Résoudre les conflits entre méthodes de prix de transfert
- Sécuriser les ajustements de fin d'année
- Les cycles économiques et les changements de méthodes : éviter le risque fiscal
- Tirer parti d'une vérification de comptabilité pour sécuriser les prix de transfert

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place une solution documentaire en matière de prix de transfert adaptée à son groupe, la mettre à jour et la faire évoluer

EXPERTISE

Code : 30030
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Rédiger la politique de prix de transfert et l'adapter aux cycles économiques
Faire évoluer sa politique et changer de méthode de prix de transfert
Vaincre les rigidités de son modèle

PRÉREQUIS

Maîtriser les mécanismes de mise en place d'une politique de prix de transfert

PUBLIC CONCERNÉ

Fiscalistes et avocats fiscalistes
Responsables financiers et comptables
Responsables juridiques et fiscaux

ANIMATEUR

Florent RICHARD, Avocat
Director Transfer Pricing Group
PwC Société d'Avocats

PLANNING

Paris
5 juillet 2019
16 décembre 2019

Contentieux des prix de transfert

Mettre en place une stratégie précontentieuse de défense efficace

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Préparer en amont le contrôle
- Mettre en place un processus interne pour bien réagir en cas de contrôle
- Prévoir une analyse des données comptables
- Identifier les positions litigieuses et les risques associés
- Déterminer la stratégie de présentation à adopter

Autodiagnostic : analyse des processus de prix de transfert dans sa structure

Conduire et maîtriser le déroulement du contrôle

Faire face aux demandes de l'administration
- Créer une documentation in extenso en urgence
- Déterminer le représentant de la société amené à gérer le contrôle
- Anticiper les demandes et les conclusions de l'inspecteur
- Rédiger les réponses écrites
- Identifier et éviter les pièges de l'administration fiscale
- Maîtriser les cas de nullités possibles

Procéder aux recours possibles
- Appréhender les premières possibilités de décharge
- Préparer et gérer le recours hiérarchique
- Étudier l'intérêt d'aller en Commission Départementale ou Nationale

Étude de cas : analyse du déroulement d'un contrôle des prix de transfert

Éliminer les doubles impositions résultant du redressement

Maîtriser la procédure de régularisation de l'article 62 A du LPF en cas de rectification
- S'assurer de la procédure à suivre
- Démontrer le bon rapatriement des revenus distribués

Bénéficier de la procédure d'arbitrage amiable bilatérale de l'article 25 du modèle OCDE

Intégrer la convention d'arbitrage de l'Union européenne

Mise en situation : élaboration de la meilleure stratégie à adopter face à un contrôle

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Faire face efficacement à un contentieux de ses prix de transfert

EXPERTISE

Code : 30131
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Anticiper les risques de redressement
Identifier les nouveaux outils pour se défendre lors d'un contrôle sur les prix de transfert
Maîtriser les techniques d'élimination de la double imposition

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en prix de transfert

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs fiscaux et responsables prix de transfert
Directeurs administratifs et financiers
Avocats fiscalistes

ANIMATEUR

Sabine SARDOU
Avocat Associé

PLANNING

Paris
25 juin 2019
4 décembre 2019

Fiscalité internationale du patrimoine

Élaborer une stratégie fiscale patrimoniale dans un contexte international

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Faire le point sur les règles de territorialité des différents impôts

Cerner la notion de domicile fiscal

- Définir les critères au regard du droit français
- Examen de l'article 4B du CGI
- Analyse des critères conventionnels de détermination du pays de résidence

Étude de cas : illustrations pratiques

Maîtriser la méthodologie des contrôles fiscaux lors des transferts de résidence

- Contrôle sur pièces
- Taxation d'office (L. 16 du LPF)
- Procédure d'ESFP (L. 12 du LPF)
- Maîtrise du timing des opérations de contrôle
- Analyse des techniques pratiques utilisées par les inspecteurs

Cerner les règles d'imposition des revenus et du patrimoine

Imposition des revenus pour les non-résidents

- Revenus de source française
- Régime de taxation des plus-values
- Obligation fiscale restreinte
- Retenue à la source
- Imposition forfaitaire
- Impact du droit conventionnel sur la taxation des revenus

IFI et non-résidents

Étude de cas : analyse d'une convention fiscale

Imposition des donations et des successions dans un contexte international

Étude des grandes problématiques internationales pour les conseillers patrimoniaux

- Optimiser le recours à l'assurance vie
- Problématiques des sociétés civiles françaises dans un contexte international

Partage d'expériences : échanges sur la situation d'un contribuable souhaitant transférer sa résidence et optimiser sa situation en termes d'IR, d'IFI et de droits de succession

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Élaborer une stratégie fiscale patrimoniale dans un contexte international

INITIATION

Code : 30052
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les règles de territorialité des impôts dus par les personnes physiques
Cerner les mécanismes des conventions fiscales bilatérales
Intégrer les grandes problématiques internationales rencontrées par les conseillers patrimoniaux

PRÉREQUIS

Maîtriser les principes de la fiscalité française applicables aux personnes physiques

PUBLIC CONCERNÉ

Conseillers en gestion de patrimoine
Avocats et notaires
Experts-comptables

ANIMATEUR

Léa FAULCON, Avocat Associé BLACKBIRD

PLANNING

Paris
27-28 juin 2019
12-13 décembre 2019

Fiscalité des non-résidents

Optimiser fiscalement son départ de France

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Déterminer le domicile fiscal

Interpréter l'article 4B du CGI

- La notion de foyer / lieu de séjour principal
- La notion d'activité professionnelle principale
- La notion de centre d'activités économiques

Cerner les régimes particuliers

Minimiser les doubles impositions

Lire et appliquer une convention fiscale internationale

- Les incidences des conventions fiscales internationales
- Les critères conventionnels de résidence fiscale

Exercice d'application : mise en œuvre des critères de détermination de la résidence fiscale

Le départ de France : contraintes et opportunités

- Vers des pays de l'Union européenne
- Vers des pays conventionnés
- Vers des pays non conventionnés

Déterminer les impôts dus par un non-résident

Impôt sur le revenu

- Définir les revenus de source française
- Maîtriser les modalités d'imposition et les obligations déclaratives

Plus-values afférentes à des valeurs mobilières de source française : les cessions de participations dans des sociétés françaises

Dividendes et intérêts de source française

Acquérir, détenir et céder un patrimoine immobilier français : le traitement fiscal

IFI

- Identifier l'assiette imposable
- Cerner la notion de placement financier exonéré
- Définir les obligations déclaratives

Contrats d'assurance vie

L'imposition des successions : définir les biens taxables

Étude de cas : questions complexes sur l'imposition des non-résidents

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Optimiser la fiscalité des revenus, du capital et de la succession en identifiant les avantages du départ d'une personne physique de France

PERFECTIONNEMENT

Code : 30023
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les principes de détermination de la résidence fiscale
Identifier les contraintes et opportunités d'un départ de France vers des pays membres de l'Union européenne ou vers d'autres pays
Gérer au mieux la fiscalité des revenus, du capital et de la succession des non-résidents

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en ingénierie fiscale du patrimoine

PUBLIC CONCERNÉ

Avocats, experts-comptables
Conseillers en gestion de patrimoine

ANIMATEUR

Laurent CHEVALIER
Avocat à la Cour, ASTER AVOCATS

PLANNING

Paris
9 avril 2019
12 novembre 2019

Fiscalité immobilière Niveau 1

Gérer les opérations portant sur l'immobilier professionnel

Acquérir ou céder un bien immobilier, percevoir des revenus locatifs, construire un immeuble ou créer une SCI, sont autant d'opérations immobilières qui requièrent l'appréhension des règles fiscales applicables à chaque type de transactions. La fiscalité immobilière soulève ainsi de nombreuses problématiques fiscales et recouvre des régimes juridiques multiples nécessitant l'analyse des principes de base.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les conséquences fiscales des mutations immobilières

Déterminer le traitement applicable à une mutation à titre onéreux d'actif immobilier

- Appréhender les mécanismes généraux de la TVA appliqués aux opérations immobilières : champ d'application, exonération, régularisations, obligations formelles et déclaratives…
- Déterminer si la cession de l'actif immobilier entre dans le champ d'application de la TVA : la qualité d'assujetti à la TVA du vendeur
- Qualifier l'actif cédé : les notions de terrain à bâtir et d'immeuble bâti et celles d'immeuble neuf et d'immeuble ancien
- Appliquer les règles de calcul de la TVA
- Valider les droits à déduction de la TVA au titre de la cession
- Maîtriser le champ d'application des droits de mutation
- Vérifier l'application d'une exonération ou d'un taux réduit

Exercice d'application : détermination des droits dus sur une cession réalisée par une foncière, un promoteur ou un marchand de biens

Maîtriser le régime fiscal des plus-values immobilières

- Connaître les éléments de la plus-value
- Déterminer le prix de revient et le prix de cession
- Calculer les abattements et déclarer la plus-value

Exercice d'application : calcul de la plus-value et du montant de l'imposition

Apprécier les conséquences fiscales de la détention d'un bien immobilier

Percevoir des revenus locatifs : identifier les conséquences fiscales

- Déterminer le revenu locatif imposable : quelles charges sont déductibles
- Déduire les intérêts d'emprunt
- Défiscaliser grâce aux déficits fonciers
- Déterminer le régime de TVA applicable : le principe d'exonération et les exceptions conduisant à la taxation

Exercice d'application : établissement d'une déclaration n° 2044

Bénéficier de l'exonération de l'IFI sur les biens immobiliers professionnels

- Cerner les biens immobiliers pouvant bénéficier de l'exonération
- Maîtriser les conséquences d'un contrôle fiscal

Exercice d'application : exonération de l'immeuble en tant que bien professionnel

Gérer fiscalement une SCI

Maîtriser les bases pratiques

- Connaître les règles d'imposition des revenus locatifs perçus par une SCI
- Calculer la plus-value de cession des parts de la SCI : détermination du prix de revient par application du mécanisme Quemener
- Déterminer la plus-value sur la vente de l'immeuble
- Incidence sur l'exonération d'ISF

Exercice d'application : établissement des déclarations fiscales

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les bases de la fiscalité immobilière en vue de gérer les opérations liées à la détention ou à la cession de biens immobiliers

INITIATION

Code : 30049

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer les mécanismes de la fiscalité immobilière : revenus locatifs, plus-values immobilières, exonération d'IFI…
Cerner les principes d'assujettissement des opérations immobilières à la TVA et aux droits de mutation à titre onéreux
Maîtriser les principes de la gestion fiscale d'une SCI

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité ou avoir suivi " Fiscalité pour non-fiscalistes " (code 30064 p. 276)

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables immobiliers
Conseillers en gestion de patrimoine
Avocats et fiscalistes
Experts-comptables

ANIMATEURS

Yves BUTZERIN
& Amélie RETUREAU
Avocats inscrits au Barreau des Hauts-de-Seine
CMS FRANCIS LEFEBVRE Avocats

PLANNING

Paris
3-4 juin 2019
26-27 septembre 2019
12-13 décembre 2019

Lyon
3-4 juin 2019
12-13 décembre 2019

Bordeaux
27-28 mai 2019
5-6 décembre 2019

Nantes et Lille
23-24 mai 2019
2-3 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Fiscalité immobilière Niveau 2

Perfectionner sa pratique des opérations immobilières

Les mécanismes de la fiscalité immobilière peuvent s'avérer très complexes. Selon le choix de l'opération, les coûts fiscaux se révèlent souvent très importants s'ils ne sont pas maîtrisés et optimisés. Il est donc essentiel d'anticiper les incidences fiscales d'un achat, d'une détention ou d'une cession d'un immeuble, de mesurer les risques liés à ces opérations et enfin de limiter les risques fiscaux.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Acheter, détenir, vendre : rechercher les solutions et les régimes adaptés à chaque opération immobilière

Choisir entre la vente de l'immeuble ou des droits sociaux

Examiner les incidences fiscales sous l'angle de l'acquéreur et du vendeur

- Optimiser les plus-values immobilières
- Construction de l'immeuble, vente à soi-même, fusion

Exercice d'application : comparaison chiffrée des différents modes d'acquisition

Mesurer les incidences fiscales de la détention d'un bien immobilier

- Détenir l'immobilier en direct ou via une société
- Détention d'un immeuble et imposition : revenus fonciers, BIC ou IS
- Gérer les déficits
- Défiscalisation : les opportunités et les limites
- Détention d'un immeuble et impôt sur la fortune : évaluer l'impact

Exercice d'application : arbitrage entre revenus fonciers, BIC et IS, chaînage des différentes déclarations 2072, 2044 et 2042

Acheter en vue de la revente

- Qualifier l'activité de marchand de biens
- Mieux appréhender le régime fiscal applicable à l'activité de marchand de biens

Maîtriser le régime de la TVA applicable aux opérations immobilières et des droits d'enregistrement

Délimiter les opérations imposables à la TVA

- Ventes d'immeubles
- Acquisitions de terrains à bâtir
- Opérations de promotion et de réhabilitation immobilières
- Livraisons à soi-même de travaux immobiliers ou d'immeubles
- Locations et cas des locations imposées à la TVA sur option

Appliquer la TVA aux opérations immobilières

- Déterminer l'assiette de la TVA
- Les garanties locatives
- Calculer la TVA exigible
- Maîtriser les taux de TVA
- Gérer la TVA déductible au regard des règles de droit à déduction
- Cas des assujettis partiels et des redevables occasionnels
- Déduction de la TVA grevant les frais afférents aux cessions d'immeubles hors champ de la TVA

Exercice d'application : souscription des déclarations de TVA immobilière

TVA et droits d'enregistrement : connaître leur champ d'application respectif

- Maîtriser le périmètre de taxation à la TVA : opération réalisée dans le cadre d'une activité économique
- Le régime à appliquer en cas de réhabilitation ou de transformation d'immeubles
- Le régime à appliquer en cas de transfert d'universalité
- Gérer le sort des opérations immobilières transitoires

Analyser les règles relatives aux droits d'enregistrement

- Évaluation d'un immeuble : manière de procéder
- Maîtriser le régime fiscal des mutations immobilières depuis la réforme de la TVA immobilière
- Régimes spécifiques : les opérations de marchand de biens, construction-vente et bail à construction

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Gérer fiscalement ses opérations immobilières

PERFECTIONNEMENT

Code : 30021

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 660 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les règles de taxation des revenus (IR et IS), les règles d'amortissement, la gestion des déficits et la taxation des plus-values
Intégrer les régimes spécifiques des SIIC et OPCI et gérer les enjeux liés à la taxe de 3 %
Définir dans quels cas appliquer les droits d'enregistrement et gérer la TVA immobilière

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité immobilière ou avoir suivi " Fiscalité immobilière Niveau 1 " (code 30049 p. 298)

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables immobiliers
Responsables fiscaux
Avocats fiscalistes
Experts-comptables

ANIMATEURS

Coralie DEDIEU
Avocat fiscaliste

Olivier CORTEZ
Avocat Associé
HEDEOS Société d'Avocats

PLANNING

Paris
17-18 juin 2019
16-17 septembre 2019
25-26 novembre 2019

Lyon
17-18 juin 2019
25-26 novembre 2019

Bordeaux
11-12 juin 2019
18-19 novembre 2019

Nantes et Lille
11-12 juin 2019
18-19 novembre 2019

Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier

DIGITAL

Optimiser les avantages fiscaux des contrats de crédit-bail

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le contexte juridique et financier
- Les clauses essentielles du contrat de crédit-bail immobilier
- La problématique financière de l'opération

Maîtriser la situation fiscale du crédit-preneur
- Les règles de déductibilité des loyers
  Exercice d'application : calcul du montant des loyers déductibles
- Les conséquences de la cession d'un contrat de crédit-bail immobilier
  Exercice d'application : détermination du prix de cession du contrat et calcul de la plus-value éventuelle
- Les règles fiscales applicables en cas d'acquisition des droits d'un précédent crédit-preneur
- Les conséquences de la levée d'option
  Étude de cas : analyse d'une proposition de crédit-bail immobilier
- Les différentes rubriques de l'offre
- La tarification
  Exercice d'application : détermination du montant des loyers à réintégrer et du prix de revient amortissable de l'immeuble
- Intérêt d'un financement par crédit-bail pour une entreprise utilisatrice des locaux : comparatif crédit/crédit-bail

Les opérations réalisées dans le cadre d'une SCI
- Régime applicable en cours de contrat
- Régime applicable en cas de levée d'option
- Comparatif crédit/crédit bail immobilier pour une SCI assujettie à l'IS ou non assujettie

Identifier les modalités d'application des droits d'enregistrement ou de TVA
Étude de cas : analyse d'un cas particulier du crédit-bail : le lease-back ou cession-bail
- Intérêt pour une société propriétaire de ses locaux d'exploitation
- Intérêt pour une SCI patrimoniale

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser la fiscalité des contrats de crédit-bail tout en optimisant leurs avantages

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 22 mai 2019
ou 19 décembre 2019

EXPERTISE

Code : 30004
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Cerner le régime fiscal du crédit-bail immobilier
Optimiser fiscalement le crédit-bail immobilier
Identifier les modalités d'application des droits d'enregistrement et de TVA

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en fiscalité immobilière

PUBLIC CONCERNÉ
Avocats, notaires et fiscalistes
Conseillers en gestion de patrimoine

ANIMATEUR
Christian JULHE
Spécialiste en financement de l'immobilier professionnel

PLANNING

Paris
19 mars 2019
6 novembre 2019

TVA des activités immobilières

Maîtriser le régime applicable

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le régime de la TVA sur les activités immobilières

Appliquer l'article 16 de la loi n° 2010-237 du 09/03/10
- Distinguer les opérations réalisées dans le cadre d'une activité économique des opérations réalisées hors d'une activité économique

Définir le champ d'application et les mécanismes de la TVA
- Opérations taxables de plein droit
- Intégrer la notion objective de " terrains à bâtir "
- Régler le sort des livraisons à soi-même
- Opérations exonérées avec faculté d'option pour la TVA
- Identifier les exonérations supprimées
- Assujettissement à la TVA : mesurer l'impact en matière de droits d'enregistrement

Apprécier les conséquences d'une acquisition immobilière
- Acquisition d'un terrain à bâtir
- Notion de redevable et " portage " de la TVA
- Construction d'un immeuble
- Livraison à soi-même de travaux immobiliers ou d'immeubles

Analyser les conséquences de la cession d'un immeuble
- Choisir entre stock et immobilisation
- VEFA et promotion immobilière
- Vente d'un immeuble construit
- Cession de droits sociaux représentant un immeuble
- Déduction de la TVA grevant les frais afférents aux cessions d'immeubles hors champ de la TVA

Définir les modalités de taxation à la TVA
- Déterminer le redevable
- Cerner les règles de territorialité
- Définir et appliquer le taux
- Fait générateur et exigibilité
- Conditions de déduction
- Régulariser la TVA
- Déterminer l'assiette
- Déclarer et payer la TVA
- Remplir l'imprimé CA3

Régimes transitoires et particuliers
Exercice d'application : synthèse des points clés

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Adapter son entreprise afin d'appliquer les règles de TVA liées à ses opérations immobilières

PERFECTIONNEMENT

Code : 30037
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Cerner les mécanismes de la TVA applicables aux opérations immobilières
Maîtriser les principes d'imposition à la TVA relatifs aux différentes opérations immobilières
Procéder aux déclarations de TVA

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en fiscalité immobilière

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables immobiliers
Responsables fiscaux
Experts-comptables et avocats

ANIMATEUR
Olivier CORTEZ, Avocat Associé
HEDEOS Société d'Avocats

PLANNING

Paris
18 juin 2019
17 septembre 2019
26 novembre 2019

Les bases de la TVA

Maîtriser la mécanique de calcul et établir la déclaration de TVA

La TVA s'applique aux activités économiques à titre onéreux et exercées de manière indépendante. Le montant de la taxe à verser à l'État par les entreprises est calculé selon un mécanisme de déduction dont les règles s'avèrent complexes et techniques. Celles-ci doivent donc être maîtrisées pour une bonne application face aux multiples situations auxquelles les sociétés peuvent être confrontées.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Délimiter le champ d'application de la TVA

- Définir la notion d'assujetti : notions d'assujetti partiel et de redevable partiel
- Opérations dans le champ et hors champ d'application de la TVA : définition du champ d'application territorial
- Opérations taxables et opérations exonérées
- Identifier les cas particuliers : les subventions, les indemnités et les opérations immobilières de l'entreprise

  Exercice d'application : chacun des cas particuliers est illustré par un exercice de détermination du régime de TVA applicable

Appliquer les règles de territorialité de la TVA

Règles de territorialité de la TVA dans le cadre d'échanges avec des opérateurs établis hors de l'Union européenne : régimes des exportations et des importations

Règles de territorialité de la TVA dans le cadre des échanges intracommunautaires

- Les livraisons et les acquisitions intracommunautaires
- Les opérations spécifiques : opérations triangulaires, opérations relatives aux stocks dépôt / stocks consignation, ventes de biens installés / montés, achats en franchise…

Règles de territorialité applicables aux prestations de services

- Régime applicable aux prestations rendues à un preneur assujetti
- Régime applicable aux prestations rendues à un preneur non assujetti
- Prestations exonérées de TVA

  Exercice d'application : identification du régime de TVA applicable à un certain nombre de livraisons de biens et de prestations de services

Déterminer les droits à déduction de la TVA

- Définir les conditions de fond et de forme pour exercer son droit à déduction
- La généralisation de la règle de l'affectation
- Déterminer le coefficient de déduction et les coefficients d'assujettissement, de taxation et d'admission
- La création de secteurs distincts d'activité
- Les régularisations globales et annuelles

  Exercice d'application : détermination du coefficient de déduction
- Les opérations sur le capital : principaux enjeux liés à la récupération de la TVA sur les opérations d'acquisition ou de cession de participations dans les holdings
- Les produits financiers accessoires, leurs conséquences sur les droits à déduction de la TVA et sur le calcul de la taxe sur les salaires

  Exercice d'application : calcul des droits à déduction relatifs aux produits financiers accessoires
- Les locations immobilières : gestion des droits à déduction dans les foncières, les notions de secteur, de prorata financier et de surface

  Exercice d'application : calcul des droits à déduction relatifs aux locations immobilières

Récupérer et déclarer la TVA

- Appliquer les règles de forme et de fond de facturation
- TVA déductible et TVA collectée
- Fait générateur et exigibilité
- Identifier les taux de TVA
- Comptabiliser la TVA collectée, la TVA déductible et la TVA à payer
- Établir la déclaration de TVA (CA3)
- Obtenir le remboursement d'un crédit de TVA : distinguer la procédure générale de la procédure spéciale de remboursement liée aux opérations de commerce extérieur

  Exercice d'application : cas d'opérations complexes comportant à la fois des fournitures de biens et des prestations de services ou des composants soumis à des taux ou des régimes de TVA différents

Assimiler les impacts au regard de la taxe sur les salaires

- Intégrer les interactions TVA / taxe sur les salaires
- Le rapport d'assujettissement à la taxe sur les salaires

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Quels sont les principes généraux de la TVA ?
- Qu'est-ce que la notion de territorialité ?
- Quels sont les points de vigilance à surveiller sur vos déclarations de TVA ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Déterminer les droits à déduction de sa société, apprécier les risques et, le cas échéant, détecter des pistes d'optimisation

INITIATION

Code : 30007

3 jours | 21 heures

Tarif HT : 2 050 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir les règles de champ d'application et d'exonération de la TVA et les conséquences au regard des droits à déduction
Cerner les règles de détermination du coefficient de déduction
Récupérer et déclarer la TVA

PRÉREQUIS

Être impliqué dans le processus de calcul et/ou déclaration de la TVA

PUBLIC CONCERNÉ

Fiscalistes, avocats et juristes
Responsables comptables et financiers
Experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR

Fabienne Sayaka OLIVARD
Avocat inscrit au Barreau de Nantes
FIDAL

PLANNING

Paris
20 au 22 mai 2019
18 au 20 septembre 2019
16 au 18 décembre 2019

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended
à découvrir sur www.efe.fr

Les bases de la TVA des opérations internationales

DIGITAL

Cerner les problématiques de TVA dans les échanges à l'international

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les notions clés de la TVA à l'international

- Déterminer le champ d'application territorial
- Relier l'identification à la TVA et la notion d'établissement
- Cerner la règle d'inversion du redevable

Intégrer le régime d'exonération lié aux livraisons de biens

- Les opérations extracommunautaires : exportations, importations, mesures de simplification (régime 42)
- Les opérations intracommunautaires : conditions d'exonération de taxe, redevable de la TVA, obligations spécifiques, règle du filet de sécurité
- Les opérations triangulaires
- Les ventes en chaîne
- Les ventes en stock dépôt et consignation
- Les ventes à distance
- Les ventes en franchise (art. 275 du CGI)

Exercice d'application : identification du régime de TVA applicable à des livraisons de biens en Union européenne et à l'international

Maîtriser la règle de territorialité liée aux prestations de services

- Règle générale applicable aux prestations effectuées entre assujettis et avec des non-assujettis : champ d'application, obligations spécifiques, redevable de la taxe
- Prestations relevant de critères de territorialité dérogatoires : notamment prestations acquises à l'occasion de missions à l'étranger dans le cadre de foires / expositions, traitement des refacturations afférentes à ces frais…
- Prestations exonérées de TVA

Exercice d'application : identification du régime de TVA applicable à des prestations de services en Union européenne et à l'international

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Quels sont les principes généraux de la TVA ?
- Qu'est-ce que la notion de territorialité ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Cerner les problématiques TVA dans les opérations internationales

INITIATION

Code : 30125
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les problématiques TVA des échanges internationaux
Cerner le régime d'exonération de la livraison de biens
Intégrer les règles de territorialité applicables aux prestations de services

PRÉREQUIS

Maîtriser les aspects fiscaux des échanges internationaux

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et fiscaux
Avocats et expert-comptables
Fiscalistes

ANIMATEUR

Fabienne Sayaka OLIVARD
Avocat inscrit au Barreau de Nantes
FIDAL

PLANNING

Paris
7 février 2019
19 juin 2019
27 novembre 2019

S'initier à la TVA

NEW DIGITAL

Intégrer les bases pratiques de la TVA

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Délimiter le champ d'application de la TVA

Définir les opérations effectuées à titre onéreux par un assujetti

- Définir la notion d'assujetti
- Maîtriser la distinction entre livraisons de biens et prestations de services
- Identifier le lien direct définissant les opérations effectuées à titre onéreux

Inventorier les opérations imposables en vertu d'une disposition spéciale

Cerner les opérations taxables et les opérations exonérées

Exercice d'application : détermination du régime de TVA applicable dans plusieurs situations

Identifier les enjeux des règles de territorialité de la TVA

- Distinguer le régime des exportations et des importations du régime des livraisons et des acquisitions intracommunautaires
- Appliquer les règles de territorialité dans le cadre de livraisons de biens et de prestations de services

Illustrer les principes généraux des droits à déduction de la TVA

- Définir le principe de neutralité du système de TVA
- Intégrer la nécessité de la preuve d'un bien livré ou d'un service rendu par un autre assujetti
- Démontrer le lien direct et immédiat entre biens et services utilisés et opérations taxées

Exercice d'application : détermination du coefficient de déduction dans divers cas

Maîtriser les modalités de calcul, de déclaration et de paiement de la TVA

- Maîtriser la base d'imposition
- Distinguer le fait générateur et l'exigibilité
- Calculer la TVA déductible et la TVA collectée
- Établir la déclaration de TVA (CA3)

Exercice d'application : opérations simples comportant des fournitures de biens et des prestations de services

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Quels sont les principes généraux de la TVA ?
- Qu'est-ce que la notion de territorialité ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Procéder à la déclaration et au suivi de la TVA des opérations simples effectuées au sein de son entreprise

INITIATION

Code : 30151
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les champs d'application et d'exonération de la TVA et les différents taux applicables
Cerner les principes généraux des droits à déduction
Remplir une déclaration TVA à la suite d'opérations simples

PRÉREQUIS

Être impliqué dans le processus de calcul et/ou de déclaration de la TVA

PUBLIC CONCERNÉ

Comptables
Assistantes juridiques et fiscales
Avocats et juristes

ANIMATEUR

Odile COURJON, Avocat Associé
TAJ Société d'Avocats

PLANNING

Paris
7 juin 2019
9 décembre 2019

Maîtriser la pratique de la DEB

DIGITAL

Pour minimiser les risques d'infraction

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer les principes applicables aux opérations intracommunautaires
- Acquisitions intracommunautaires et notion d'introduction
- Livraisons intracommunautaires et notion d'expédition
- Cas des opérations triangulaires

Test de connaissances : validation des acquis via un QCM

Identifier les obligations déclaratives
- Les différents niveaux d'obligations
- Les données communes et les données variables des déclarations
- Détermination du redevable de l'information
- Tenue des registres

Maîtriser le champ d'application de la DEB

Les mouvements repris dans la DEB

Les mouvements non repris dans la DEB
- Les échanges entre États membres d'origine tierce circulant sous le régime du transit externe
- Les échanges commerciaux délivrés gratuitement quelle que soit leur valeur marchande

Exercice d'application : établissement de la DEB à l'expédition et à l'introduction et de la CA3 y afférente

Fournir les données adéquates au bon établissement de la DEB
- Régularisations et litiges commerciaux
- Valeur fiscale et valeur statistique
- Situations particulières

Exercice d'application : établissement de la DEB à l'expédition et à l'introduction et de la CA3 y afférente dans le cas de situations particulières

Corriger la DEB

Identifier les sanctions relatives à chaque infraction

Assimiler les règles de procédure applicables au contrôle et au contentieux de la DEB

Partage d'expériences : échanges entre les participants sur les difficultés rencontrées lors de l'établissement et du contrôle de la DEB

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Établir et/ou corriger ses déclarations d'échanges de biens en vue d'éviter les éventuelles infractions en cas d'erreur

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 17 janvier 2019
ou 3 juillet 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 30061
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 660 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Définir les principes applicables et les obligations déclaratives
Cerner le champ d'application
Établir la DEB en tirant parti des règles applicables pour minimiser les risques d'infraction

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en matière de TVA

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables comptables et comptables
Experts-comptables, avocats et fiscalistes
Responsables import-export

ANIMATEUR
Regis STEINER
Avocat
PRAD AVOCATS

PLANNING

Paris
9-10 avril 2019
21-22 octobre 2019

TVA : territorialité des prestations de services

DIGITAL

Déclarer les prestations de services et récupérer sa TVA

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les critères de territorialité des prestations de services

Définir les territoires

Déterminer la nature des prestations de services et les critères de territorialité
- Principe d'imposition des prestations au lieu d'établissement du preneur
- Prestations matériellement localisables et immatérielles
- Les services liés aux échanges intracommunautaires de biens
- Les services liés aux échanges extracommunautaires de biens

Exercice d'application : détermination de la nature de diverses prestations et par suite du lieu d'imposition à la TVA

Maîtriser le régime d'imposition des prestations
- Examiner la notion d'établissement stable, d'utilisation et d'exploitation effective et d'assujettis en matière de TVA
- Identifier le redevable de la TVA
- Mesurer l'opportunité du choix d'un répondant fiscal
- Intégrer les exonérations spécifiques
- Identifier les divergences de qualification entre les États

Analyser les relations intragroupe

Indiquer les mentions obligatoires sur les factures

Maîtriser les modalités de récupération de la TVA étrangère

Déclarer les prestations de services dans la déclaration CA3 et dans la Déclaration Européenne de Service (DES)

Exercice d'application : détermination de la TVA applicable (française ou étrangère) et des obligations y afférentes en matière de facturation de déclarations (CA3 et DES) pour les prestataires français et étrangers

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Quels sont les principes généraux de la TVA ?
- Qu'est-ce que la notion de territorialité ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Déclarer correctement les prestations de services dans la déclaration CA3 et/ou la DES et savoir récupérer sa " TVA étrangère "

EXPERTISE

Code : 30054
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Cerner les règles de territorialité de la TVA aux prestations de services
Gérer les formalités
Optimiser sa déclaration d'échange de services

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances de base en matière de TVA

PUBLIC CONCERNÉ
Fiscalistes et avocats fiscalistes
Responsables fiscaux, comptables et financiers
Experts-comptables

ANIMATEUR
Olivier CORTEZ, Avocat Associé
HEDEOS Société d'Avocats

PLANNING

Paris
25 janvier 2019
8 juillet 2019
8 novembre 2019
20 janvier 2020

TVA des échanges internationaux de biens

DIGITAL

Maîtriser les obligations fiscales et déclaratives

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre juridique de la TVA applicable aux opérations internationales
- Cerner la notion d'opération intracommunautaire
- Mesurer l'évolution du système européen de la TVA

Répondre aux exigences du cadre réglementaire de la TVA

Étudier les règles applicables aux échanges internationaux et intra-communautaires de biens
- Définition du champ d'application territorial
- Règles de territorialité de la TVA dans le cadre d'échanges avec des opérateurs établis hors de l'Union européenne
- Règles de territorialité de la TVA dans le cadre des échanges intracommunautaires
- Ventes en franchise de TVA

Exercice d'application : QCM sur les échanges internationaux de biens

Analyser les règles applicables aux prestations de services intracommunautaires et internationales

Exercice d'application : identification du régime applicable à un certain nombre de prestations de services

Intégrer le mécanisme de l'autoliquidation et de représentation fiscale d'une société étrangère

Recenser les règles applicables en matière de facturation, de déclaration d'échanges de biens et de déclaration européenne de services

Exercice d'application : facturation et déclaration d'opérations intracommunautaires et internationales

Anticiper les contrôles des administrations fiscale et douanière

Étude de cas : analyse des pièces d'un dossier contentieux afin de prévenir et de gérer les contrôles fiscaux en matière de TVA

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Quels sont les principes généraux de la TVA ?
- Qu'est-ce que la notion de territorialité ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les régimes fiscaux des échanges de biens et des prestations de services intracommunautaires et internationaux en matière de TVA

EXPERTISE

Code : 30009
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 730 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir les dispositions réglementaires de la TVA intracommunautaire
Cerner le traitement fiscal et déclaratif réservé aux opérations spécifiques
Évaluer l'étendue des pouvoirs d'enquête et de contrôle des administrations fiscale et douanière

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en matière de TVA

PUBLIC CONCERNÉ

Fiscalistes, avocats et juristes
Experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR

Fabienne Sayaka OLIVARD
Avocat inscrit au Barreau de Nantes
FIDAL

PLANNING

Paris
4-5 avril 2019
10-11 octobre 2019

TVA et douane

DIGITAL

Maîtriser le régime applicable aux opérations du commerce international

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir la notion de territoire fiscal/douanier

Les opérations extracommunautaires

Aspects douaniers
- Maîtriser les enjeux et les risques pour l'entreprise : valeur, espèce et origine
- Les procédures dématérialisées et les simplifications douanières
- Identifier l'origine et appliquer les régimes douaniers particuliers

Aspects TVA
- Le régime de l'importation et le régime de l'exportation
- Appliquer la procédure ECS et en mesurer les enjeux fiscaux
- Procéder aux ajustements fiscaux de la valeur en douane
- Services liés à l'importation et services liés à l'exportation

Identifier les obligations déclaratives (CA3)

Les opérations intracommunautaires

Les biens
- Les livraisons intracommunautaires (LIC)
- Les acquisitions intracommunautaires (AIC)
- Transferts / travail à façon
- Biens montés et installés
- Obligations déclaratives (CA3, DEB et facturation)

Les services dans les relations BtoB

Exercice d'application : détermination du régime TVA applicable aux flux proposés en identifiant le redevable, les mentions sur les factures… Définition des obligations déclaratives y afférentes et enfin détermination des conditions d'exercice du droit à déduction

Appliquer les règles de facturation

Exercice d'application : établissement d'une facture et facturation de la TVA sur la base d'un exemple chiffré

Faire la demande de remboursement de la TVA supportée dans un autre État membre de l'Union européenne

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Quels sont les principes généraux de la TVA ?
- Qu'est-ce que la notion de territorialité ?
- Quelles sont les mentions obligatoires de facturation ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Distinguer puis appliquer les régime douanier et TVA à ses flux internationaux de biens et de services

INITIATION

Code : 30093
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les deux régimes
Gérer les obligations déclaratives liées aux flux internationaux de biens et de services
Appliquer les règles de facturation

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en TVA

PUBLIC CONCERNÉ

Fiscalistes, responsables fiscaux financiers et comptables
Responsables logistiques et déclarants en douane
Avocats et experts-comptables

ANIMATEURS

Vanessa BOUTHIAUX
& Éric BOTTER
Avocats Associés
GALILEO AVOCATS

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
10-11 octobre 2019

Pratiquer les procédures douanières

Maîtriser les techniques indispensables des procédures douanières

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier l'organisation et le territoire douanier

Cerner l'organisation de la douane française

Définir le territoire douanier

- Le territoire douanier de l'Union Européenne (UE) et les territoires exclus ou à fiscalité différente
- Les autres espaces douaniers
- Les accords de préférence entre l'UE et certains pays tiers

Intégrer le nouveau code des douanes de l'Union (CDU)

- Cerner le champ d'application : le dédouanement centralisé (DCN)
- Identifier les objectifs
- Mesurer les conséquences sur le développement des entreprises

Mettre en œuvre les formalités préalables au dédouanement

- Choisir l'interlocuteur privilégié
- Intégrer les formalités préalables au dédouanement : Delta, ECS, EAD…

Exercice d'application : reconstitution d'une facture de transitaire à l'importation

Effectuer les opérations de dédouanement

Définir la marchandise pour lui attribuer un régime douanier

- Identifier les notions indispensables avant tout dédouanement d'une marchandise
- Les précautions à prendre
- Les régimes suspensifs et économiques
- Le régime du transit
- L'autoliquidation de la TVA à l'import : ATVAI
- Les responsabilités des signataires

Exercice d'application : choix du régime douanier en fonction de l'opération envisagée

Déclarer en douane

- Les personnes habilitées
- La représentation directe ou indirecte
- Le Document Administratif Électronique (DAE), le MRN et ECS / ICS
- La dématérialisation des documents douaniers avec Prodou@ne

Étude de cas : analyse d'une déclaration en douane

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les concepts liés aux règles douanières et se familiariser avec les opérations de dédouanement

INITIATION

Code : 30056
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier l'organisation et définir le territoire douanier
Mettre en œuvre les formalités préalables au dédouanement
Effectuer les opérations de dédouanement

PRÉREQUIS

Être confronté dans son activité à la donnée douanière

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables import-export
Responsables logistique
Responsables des opérations douanières
Fiscalistes et avocats fiscalistes

ANIMATEUR

Patrick NAGGIAR
Consultant spécialisé dans les techniques d'import-export

PLANNING

Paris
15 mai 2019
12 novembre 2019

Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises

Maîtriser la base d'imposition et déclarer la CVAE

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir le cadre et les enjeux de la CVAE

- Identifier les personnes et les activités imposables
- Définir la période à retenir pour le chiffre d'affaires
- Identifier les personnes et les activités exonérées
- Mesurer l'incidence des exonérations de CET en CVAE

Maîtriser la base d'imposition

Cerner les activités à retenir pour le calcul du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée

Déterminer le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée

- La généralité des entreprises
- Les titulaires de bénéfices non commerciaux
- Les titulaires de revenus fonciers
- Les établissements de crédit et entreprises assimilées
- Les sociétés et groupements créés pour une opération unique de financement
- Les entreprises de gestion d'instruments financiers
- Les entreprises d'assurances et assimilées

Exercice d'application : détermination de la valeur ajoutée d'une entreprise à partir des documents comptables

Déterminer le taux et le lieu d'imposition

- Intégrer la particularité des opérations de restructuration

Procéder aux déclarations et au paiement de la CVAE

- Maîtriser le paiement des acomptes
- Définir le contenu de la déclaration
- Cerner le formalisme et le calendrier à respecter
- Servir la déclaration et procéder à la télédéclaration
- Identifier les problématiques récurrentes

Partage d'expériences : échange sur les principales difficultés rencontrées lors de la déclaration de la CVAE

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser la base d'imposition et procéder aux déclarations et au paiement de la CVAE

INITIATION

Code : 30145
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le cadre et les enjeux de la CVAE pour les entreprises
Maîtriser la base d'imposition à la CVAE
Procéder aux déclarations et au paiement de la CVAE

PRÉREQUIS

Avoir des bases en fiscalité des sociétés

PUBLIC CONCERNÉ

Fiscalistes
Responsables comptables administratifs et financiers
Avocats et experts-comptables

ANIMATEUR

Cathy GOARANT-MORAGLIA
Avocat Associée
CMS FRANCIS LEFEBVRE Avocats

PLANNING

Paris
8 avril 2019
28 octobre 2019

Contribution économique territoriale

Optimiser le calcul de la CFE et de la CVAE pour réduire le poids de la CET et de l'IFER

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Contribution économique territoriale : optimiser les déclarations des bases imposables

- Déterminer le champ d'application de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)

  Exercice d'application : détermination du moment idéal de l'ouverture ou de la fermeture d'un établissement en raison des règles d'annualité de la CFE
- Payer l'acompte, éventuellement réduit, dans les délais et acquitter le solde de la CFE
- Cerner les éléments de détermination des bases d'imposition à la CFE

  Exercice d'application : identification des bases d'imposition, calcul de la CFE et lecture des avis d'imposition
- Gérer les modifications juridiques de l'entreprise et leur impact sur les bases d'imposition de la CFE
- Résoudre les problématiques liées à la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

  Exercice d'application : descente d'une balance comptable pour la détermination d'une valeur ajoutée

Réduire la base d'imposition et exploiter au mieux les mesures d'allègement

Exercice d'application : préparation de demandes de dégrèvement

Remplir correctement ses obligations déclaratives

Procéder à l'audit, au contrôle et au suivi de la CET

Contrôler et vérifier les avis d'imposition

- Mettre en place une procédure de contrôle systématique
- Cerner et résoudre les cas de divergences entre le traitement comptable et le traitement fiscal

Gérer le contentieux lié à la CET

- Apprécier les différentes pénalités applicables
- Gérer le paiement de la contribution contestée
- Aborder un contrôle fiscal

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Calculer la CFE et la CVAE en identifiant les diverses problématiques liées à l'application du régime de la CET

PERFECTIONNEMENT

Code : 30010
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 660 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Vérifier la cohérence entre les déclarations souscrites et les avis
Cerner tous les aspects des deux composantes (CFE et CVAE) de la contribution économique territoriale et de l'IFER
Procéder à l'audit, au contrôle et au suivi de la CET

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en taxes locales

PUBLIC CONCERNÉ

Avocats, fiscalistes et comptables
Experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR

Cathy GOARANT-MORAGLIA
Avocat Associée
CMS FRANCIS LEFEBVRE Avocats

PLANNING

Paris
18-19 février 2019
3-4 octobre 2019
25-26 février 2020

Taxe foncière Niveau 1

Intégrer les règles d'établissement et les obligations déclaratives

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les règles d'imposition

- Délimiter la base d'imposition
- Identifier les différentes exonérations

Déterminer le montant de la base d'imposition

Les différents types de locaux et les méthodes d'évaluation actuelles ou futures (grille tarifaire) correspondantes

Définir la notion de valeur locative cadastrale

- Déterminer la valeur locative
- Le métrage du bien immobilier
- Le choix des coefficients de pondération
- Déterminer la surface pondérée dans le cadre de la révision
- L'application d'un coefficient de localisation (révision)
- La notion de prix de revient

Aboutir à la base imposable

- Les coefficients d'actualisation et de majoration
- La mise à jour permanente (révision cadastrale)
- Le revenu cadastral

Calculer la cotisation

- Les différents taux d'imposition

  Étude de cas : analyse de la détermination de la base imposable et des difficultées courantes

Faire le point sur les obligations déclaratives liées à la vie de l'immeuble

Maîtriser les différentes obligations déclaratives

- Les changements et les obligations déclaratives correspondantes
- Les nouvelles obligations déclaratives liées à la révision

Recenser les autres taxes pouvant être dues

- Taxe d'enlèvement des ordures ménagères
- Taxe d'habitation
- Taxe sur les logements vacants

  Exercice d'application : calcul de la taxe foncière due à partir de l'achat du terrain et jusqu'à trois ans après la construction du bâtiment et déclarations correspondantes

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Calculer et déclarer la taxe foncière en bénéficiant notamment de certaines exonérations

INITIATION

Code : 30060
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer les règles d'établissement de la taxe foncière et les nouvelles modalités de la révision
Calculer le montant de l'impôt
Maîtriser les obligations déclaratives

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité

PUBLIC CONCERNÉ

Fiscalistes et comptables
Juristes d'entreprise
Toute personne gérant le patrimoine immobilier de l'entreprise

ANIMATEUR

Olivier DECOMBE
Avocat Associé
PDGB Société d'Avocats

PLANNING

Paris
6 juin 2019
27 novembre 2019

Taxe foncière Niveau 2

Maîtriser l'évaluation foncière

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir les principes d'imposition : terrains, constructions

Maîtriser la notion de valeur locative cadastrale

Un local, une évaluation

Exercice d'application : application des méthodes comparatives, comptables et tarifaires

L'importance de l'unité d'évaluation

Étude de cas : illustration de la notion dans différentes hypothèses, propriétés horizontales et verticales

Actualiser la valeur locative

- Les coefficients d'actualisation et de majoration
- La mise à jour permanente dans le cadre de la révision

Évaluer la base imposable

Ce qui relève de l'administration

- La détermination des unités d'évaluation
- Le choix de la méthode de calcul
- Le classement du local dans une catégorie
- Détermination du coefficient de localisation
- La rectification des erreurs

Ce qui relève du contribuable

- Acquérir une meilleure pratique des obligations déclaratives
- Maîtriser les déclarations rendues nécessaires par la révision de la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation
- Déterminer la valeur locative de locaux évalués d'après leur prix de revient
- Demander la communication de la documentation cadastrale
- Auditer la taxe foncière : identifier les erreurs les plus fréquentes et déceler les incohérences
- Contester le montant de son évaluation foncière et exercer son droit à réclamation

Exercice d'application : calcul de la valeur foncière d'une société à partir d'éléments comptables

Tirer parti des exonérations et des mesures de réduction

Étude de cas : déceler les erreurs et réussir le dépôt d'une réclamation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Évaluer correctement la base d'imposition de la taxe foncière en évitant les erreurs les plus récurrentes, tout en tirant parti de certaines pistes d'optimisation

PERFECTIONNEMENT

Code : 30011
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 660 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les règles d'évaluation
Identifier les principaux leviers permettant de réduire le poids de la taxe foncière
Vérifier et contester l'avis d'imposition

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en taxes locales

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables fiscaux et financiers
Responsables comptables
Avocas, experts-comptables et leurs collaborateurs

ANIMATEUR

Olivier DECOMBE
Avocat Associé
PDGB Société d'Avocats

PLANNING

Paris
24-25 juin 2019
12-13 décembre 2019

Pratique du contrôle fiscal et du contentieux

DIGITAL

Maîtriser le cadre général des procédures fiscales

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre général des procédures fiscales

- Les impôts soumis à vérification
- Les délais de prescription
- Les pouvoirs de contrôle de l'administration et son organisation
- Le déroulement du contrôle fiscal
- La proposition de rectification
- La gestion des vices de procédure
- Les pénalités encourues, les intérêts de retard et les sanctions pénales
- La mise en recouvrement
- La transaction fiscale et ses effets
- La répartition du contentieux entre les ordres de juridiction

Étude de cas " fil rouge " : analyse détaillée et commentée d'un cas concret

Répondre aux demandes de l'administration

Gérer la phase de contrôle fiscal

- La réception de l'avis de vérification et de la charte du contribuable
- Gérer et préparer ses entretiens avec l'administration
- Présenter les documents comptables sous format dématérialisé
- Les pièces soumises à vérification et l'emport de documents
- Les traitements informatiques et leurs conséquences
- La durée et la clôture du contrôle

Répondre à une proposition de rectification

- Saisir la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires
- Déterminer les cas où il est nécessaire de faire un recours hiérarchique
- Maîtriser les réclamations préalables devant l'administration

Maîtriser les voies de recours devant les juridictions

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Qu'est-ce qu'un contrôle fiscal ?
- Quelle organisation et rôle de la juridiction administrative ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Gérer les différentes étapes d'un contrôle fiscal et y faire face

INITIATION

Code : 30043
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Faire face à un contrôle fiscal
Maîtriser les différentes phases du contrôle fiscal et les recours à la disposition des contribuables
Contester les rectifications des bases d'imposition auprès de l'administration et des tribunaux

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en fiscalité

PUBLIC CONCERNÉ

Avocats et fiscalistes
Comptables d'entreprise
Juristes d'entreprise

ANIMATEUR

Caroline MORONI SEROR
Avocat fiscaliste
CSM

PLANNING

Paris
20-21 juin 2019
28-29 novembre 2019

Contentieux fiscal devant le juge de l'impôt

Adopter une approche stratégique du contentieux fiscal

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Introduire le recours contentieux devant le juge de l'impôt

- Particularité de la procédure fiscale : la réclamation contentieuse préalable
- Clé de répartition des compétences entre les deux ordres juridictionnels
- Cerner les différentes phases de la procédure
- Établir un mémoire introductif

Maîtriser les techniques d'une bonne défense

- Mesurer les possibilités de défense précontentieuse
- La charge et l'administration de la preuve
- Opposer à l'administration sa propre doctrine
- Invoquer le droit communautaire et européen et les conventions fiscales bilatérales
- Les moyens d'ordre public

Gérer le déroulement de l'instance juridictionnelle

- Rédiger un mémoire en réplique
- Répondre aux mesures d'instruction prises par le juge
- Préparer l'audience et prendre la parole
- Évaluer l'opportunité de rédiger une note en délibéré

Procédures spéciales : recours en excès de pouvoir, question prioritaire de constitutionnalité et référés

Exercice d'application : à partir d'un cas concret, les participants déterminent la mise en œuvre d'une stratégie d'action

Manier le contentieux du recouvrement

- Cerner les spécificités de ce contentieux
- S'opposer au recouvrement forcé des créances fiscales

Étude de cas : exemples de contentieux du recouvrement tirés de la jurisprudence

Contentieux de la responsabilité en matière fiscale

- Identifier les conditions de mise en œuvre de la responsabilité de l'État en matière fiscale
- Articulation avec une demande de restitution d'imposition

Étude de cas : analyse d'un contentieux indemnitaire en matière fiscale

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Élaborer une stratégie de défense efficiente dans un contexte de contentieux fiscal en maîtrisant toutes les règles de procédures fiscales

PERFECTIONNEMENT

Code : 30071
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 660 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les règles et les mécanismes du contentieux fiscal devant le juge de l'impôt
Gérer le déroulement de l'instance juridictionnelle
Maîtriser le contentieux du recouvrement et le contentieux de la responsabilité en matière fiscale

PRÉREQUIS

Avoir de bonnes connaissances concernant le contentieux fiscal

PUBLIC CONCERNÉ

Avocats
Juristes et fiscalistes

ANIMATEUR

Arnaud TAILFER
Avocat à la Cour
ARKWOOD

PLANNING

Paris
11-12 juin 2019
26-27 novembre 2019

Contrôle fiscal des comptabilités informatisées

Sécuriser son système d'information comptable pour limiter les risques de redressement

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les aspects réglementaires

- Des autorités fiscales à la recherche d'efficacité
- Des logiciels de gestion déficients en droit et en comptabilité
- La standardisation comme source d'efficacité
- La déclinaison détaillée du Contrôle Fiscal Informatisé " à la française "

Le CFI en pratique

- Le FEC et l'examen de comptabilité
- Les demandes de traitements informatiques
- Une démarche méthodologique
- Exemples d'anomalies recherchées et exploitées par la DGFIP
- La piste d'audit fiable
- L'obligation d'utiliser un logiciel et/ou un système de caisse " fiable "

Étude de cas : à travers l'examen d'exemples réels, les participants analysent, au regard des documents fournis, les situations où la législation a été correctement appliquée ou non

Mettre en place les opérations de mise en conformité

Conduire un audit de la comptabilité informatisée pour anticiper les contrôles

- Les acteurs de la démarche
- Évaluer et limiter les coûts induits
- Définir la politique de contrôle interne
- Les difficultés liées à la gestion de la conservation, à la restauration et à la restitution des données et documentations

Faire face aux problèmes particuliers liés à l'évolution des systèmes d'information

- La vérification des contrats de licence informatique
- Combiner vérification et externalisation des fonctions informatiques
- Mettre en place une procédure en cas de modification de l'environnement informatique

Plan d'action personnel : mise en place d'un plan d'action en commun permettant aux participants de vérifier la conformité de leur comptabilité à leur retour dans l'entreprise

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Gérer et sécuriser son système d'information comptable afin d'éviter les risques de contrôles fiscaux

PERFECTIONNEMENT

Code : 30029
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Comprendre la méthodologie et les pratiques de l'administration fiscale
Identifier les enjeux et les risques
Proposer une méthodologie pour anticiper, se mettre en conformité et se préparer aux contrôles

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en procédures fiscales

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables comptables
Fiscalistes, avocats fiscalistes et experts-comptables
Chefs de projet en charge des évolutions des SI

ANIMATEUR

Pascal SEGUIN
Avocat spécialiste des questions relatives au contrôle fiscal informatisé
TAJ Société d'Avocats

PLANNING

Paris
24 juin 2019
18 novembre 2019

Impôt sur le revenu

Procéder aux obligations déclaratives

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Assimiler les principes de la fiscalité des revenus du travail
- La question des frais professionnels
- Tirer profit des règles de rattachement au foyer fiscal
- Remplir une déclaration de revenus
  Étude de cas : analyse d'un cas complexe
- Obligations déclaratives en cas de cession ou de cessation d'activité
- Remplir les déclarations 2031 et 2035

Maîtriser la fiscalité des revenus de capitaux mobiliers

Faire le point sur les modalités de calcul de l'impôt
- Seuil de taxation et durée de détention des actions
- Application de l'abattement, déduction des droits de garde, abattement spécifique, crédit d'impôt…
- Savoir quand opter pour le prélèvement forfaitaire libératoire
  Exercice d'application : calcul de l'imposition de revenus mobiliers

Tirer profit des produits bancaires à fiscalité avantageuse
- La fiscalité de l'assurance vie
- PEA, FCPR, FCPI, PEL, CEL…

Maîtriser la fiscalité des revenus fonciers
- Déterminer le revenu foncier imposable
- Faire le point sur le régime réel et le régime simplifié
- Opter pour la location meublée professionnelle ou non professionnelle
- Identifier les régimes d'incitation fiscale à l'investissement locatif
- Maîtriser les obligations déclaratives en matière de revenus fonciers
  Exercice d'application : élaboration des déclarations 2042 et 2044

Intégrer la fiscalité des revenus professionnels BIC et BNC
- Déterminer le résultat fiscal imposable
- Définir les conditions de l'imposition du résultat entre les mains des associés
- Remplir les obligations déclaratives

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Déterminer l'assiette imposable, déclarer et gérer le paiement de l'impôt sur le revenu de ses clients

INITIATION

Code : 30072
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer les principes des revenus des activités professionnelles
Maîtriser les clés de l'optimisation de la fiscalité des revenus patrimoniaux
Remplir la déclaration de revenus d'activité professionnelle d'un client

PRÉREQUIS

Vouloir approfondir ses connaissances en fiscalité personnelle

PUBLIC CONCERNÉ

Chargés de clientèle particuliers
Conseillers en gestion de patrimoine juniors
Avocats fiscalistes juniors

ANIMATEUR

Jenny LAMY
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
14-15 octobre 2019

Fiscalité du patrimoine

DIGITAL

Minimiser l'imposition du patrimoine

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Impôt sur le revenu : maîtriser la fiscalité catégorielle
- Revenus professionnels : identifier les cas particuliers
- Revenus mobiliers : cerner les principes d'imposition
- Revenus fonciers : gérer fiscalement un patrimoine immobilier

Intégrer le régime fiscal des plus-values

Plus-values immobilières
- Calculer le montant de la plus-value
- Déterminer le prix de revient
- Les particularités en cas de démembrement
- Analyser les modalités d'imposition
- Connaître le traitement fiscal des moins-values

Plus-values mobilières
- Plus-values professionnelles et plus-values des particuliers
- Déterminer le prix de revient des parts sociales
- Connaître les différents régimes de faveur
- Cession de parts sociales
  Exercice d'application : calcul du montant de la plus-value pour un chef d'entreprise prenant sa retraite

Assimiler l'essentiel des principes d'imposition à l'IFI
- Le champ d'application de l'IFI
- Tirer profit des exonérations
- La notion de biens professionnels
- Les Pactes Dutreil
- Maîtriser les réductions d'IFI : investissements PME, dons…
  Étude de cas : analyse de patrimoines et exemples d'application

Maîtriser les aspects fiscaux de la transmission du patrimoine
- Opération d'apport-cession
- Pacte Dutreil Transmission
- Donations et donations-partages
  Étude de cas : analyse de liquidation d'une opération d'apport-cession

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Quel type de rémunération choisir pour le dirigeant ?
- Quelle imposition pour le patrimoine professionnel ?
- Comment transmettre son entreprise ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser toutes les nouvelles règles de fiscalité du patrimoine afin de mieux conseiller ses clients dans leur stratégie fiscale patrimoniale

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended
à découvrir sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 30050
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner la fiscalité des revenus et des plus-values
Déceler l'essentiel en matière d'IFI
Maîtriser les aspects fiscaux de la transmission du patrimoine

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en ingénierie fiscale du patrimoine

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires de patrimoine, conseillers en investissements financiers
Avocats, notaires
Juristes et fiscalistes

ANIMATEUR

Léa FAULCON
Avocat Associé
BLACKBIRD

PLANNING

Paris
14-15 mars 2019
28-29 novembre 2019

Droit des successions et des libéralités

Maîtriser les donations et la dévolution successorale

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Les différents outils d'anticipation successorale

Identifier les différentes formes de donations
- Donations notariées
- Autres formes de donations : dons manuels, donations indirectes, donations déguisées…
- Réserve et réversion d'usufruit
- Maîtriser les aspects fiscaux

Étude de cas : exemples d'utilisations optimales des abattements et des tranches basses

Saisir le mécanisme de la donation-partage
- Opérer un partage anticipé
- Connaître le champ d'application de la donation-partage
- Identifier les spécificités de la donation-partage transgénérationnelle
- Cerner les règles fiscales applicables

Analyser le régime des libéralités résiduelles et graduelles
- Objet d'une libéralité résiduelle ou graduelle
- Définir la fiscalité applicable

Cerner le dispositif de la renonciation anticipée à l'action en réduction
- Identifier les règles applicables : savoir qui peut renoncer et au profit de qui
- Les conséquences civiles et fiscales

Maîtriser les règles de dévolution successorale
- Identifier les héritiers
- Déterminer les droits du conjoint survivant
- Calculer la part revenant à chaque héritier
- Maîtriser le régime juridique des donations

Cerner les règles relatives au règlement d'une succession

Assimiler les nouvelles modalités de l'acceptation d'une succession

Maîtriser les règles de gestion du patrimoine successoral
- Mandat de gestion (rôle, rémunération, responsabilité et durée du mandat)
- Le régime de l'indivision

Maîtriser les modalités du partage successoral

Estimer les droits de mutation à titre gratuit
- Évaluer l'assiette
- Calculer le montant des droits
- Maîtriser le mécanisme du rappel fiscal

Exercice d'application : calcul des droits dans différentes hypothèses

Établir une déclaration de succession

Payer les droits : délais, modalités et régime de paiement fractionné ou différé

Maîtriser les spécificités liées à un démembrement
- Évaluer l'usufruit
- Calculer les droits dus lors d'une succession démembrée

Exercice d'application : règlement d'une succession, identification des héritiers et de la part leur revenant et calcul des droits de mutation à titre gratuit

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Réduire l'impact fiscal lié à la transmission d'un patrimoine privé

PERFECTIONNEMENT

Code : 30051
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 660 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner le régime juridique et fiscal des donations
Maîtriser les règles de dévolution successorale
Mettre en œuvre le règlement d'une succession

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité du patrimoine

PUBLIC CONCERNÉ

Conseillers en gestion de patrimoine et conseillers en investissements financiers
Collaborateurs des études notariales
Juristes fiscalistes
Avocats

ANIMATEUR

Christophe SIBERCHICOT
Chargé d'enseignement en fiscalité patrimoniale
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLANNING

Paris
20-21 mai 2019
23-24 septembre 2019
9-10 décembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Procéder à une donation-partage

PROGRAMME

Anticiper le règlement des dévolutions successorales
- Déterminer les avantages et les inconvénients pratiques de la donation-partage vis-à-vis de la donation simple
- Définir les biens susceptibles de faire l'objet de la donation-partage et mettre en place des conventions d'usufruit pour certains
- Identifier les possibilités d'optimisation des donations-partages dans les stratégies patrimoniales

Exercice d'application : évaluation du montant des droits applicables en cas de donation-partage complexe

Résoudre les conflits entre héritiers
- Maîtriser l'évaluation des biens donnés et de la soulte pour remédier aux inégalités
- Anticiper les actions en réduction des héritiers réservataires
- Gérer les donations-partages transgénérationnelles

Partage d'expériences : échanges sur les conflits soulevés dans la pratique successorale

COMPÉTENCES MÉTIER

Exploiter le mécanisme de la donation-partage

PLANNING

Paris
29 mars 2019 (14h-18h)
1er octobre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 30143
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Anticiper le règlement des dévolutions successorales
Résoudre les conflits entre héritiers

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit patrimonial de la famille

PUBLIC CONCERNÉ

Avocats fiscalistes
Ingénieurs patrimoniaux
Experts-comptables et notaires

Minimiser l'IFI

Maîtriser le contentieux ISF et IFI

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Minorer l'actif taxable

Cerner l'évaluation des actifs immobiliers

- Déterminer la valeur de chaque immeuble et la marge de manœuvre du contribuable
- Appliquer et cumuler les différents taux d'abattement optimisés : résidence principale, location et usufruit
- Créer des sociétés holdings patrimoniales pour la détention des actifs

Maîtriser la détention des actifs professionnels

- S'assurer de l'exonération au titre des biens professionnels
- Mettre en place les structures adéquates pour chaque type de contribuable

Optimiser ses actifs mobiliers

- Identifier les biens exonérés et leurs conditions d'exonération
- Procéder à l'évaluation de ses actifs mobiliers
- Calculer les parts de SCI

Augmenter le passif

Étude de cas : analyse des actifs et définition de la stratégie patrimoniale à adopter

Optimiser le calcul du plafonnement

Minorer les revenus imposables

- Mettre en place des actifs financiers permettant de bloquer les revenus
- Utiliser les contrats d'assurance vie à bon escient
- Créer des SCI pour contenir les revenus fonciers
- Utiliser des sociétés à l'IS pour capitaliser les salaires

Définir les impôts pris en compte dans le calcul du plafonnement

Exercice d'application : calcul du plafonnement optimal dans diverses situations

Faire face aux risques fiscaux et aux redressements courants

- Remettre en cause les évaluations de l'administration fiscale
- Défendre ses propres évaluations
- Gérer les règles de prescriptions pour les actifs minorés et dissimulés
- Maîtriser la procédure de régularisation spontanée

Partage d'expériences : échange sur les risques de redressement les plus courants

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Proposer l'ensemble des solutions permettant de réduire l'IFI et de maîtriser le contentieux futur et en cours

EXPERTISE

Code : 30025
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les exigences et les enjeux de l'IFI
Identifier l'ensemble des possibilités pour réduire l'IFI
Mesurer les risques et les redressements courants de l'ISF et de l'IFI

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité du patrimoine

PUBLIC CONCERNÉ

Conseils en gestion de patrimoine et ingénieurs patrimoniaux
Avocats fiscalistes et juristes
Notaires, experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR

Renaud GUERDER
Avocat inscrit au Barreau des Hauts-de-Seine
CMS FRANCIS LEFEBVRE Avocats

PLANNING

Paris
7 mai 2019
13 novembre 2019

Démembrement de propriété

NEW

Maîtriser les opportunités fiscales et patrimoniales du démembrement

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir le régime fiscal et civil du démembrement de propriété

- Déterminer le rôle et les obligations légales du nu-propriétaire et de l'usufruitier
- Identifier les risques liés au démembrement
- Rédiger une convention de démembrement de propriété
- Gérer la relation entre le nu-propriétaire et l'usufruitier
- Caractériser les principes d'évaluation de l'usufruit

Mettre en place une stratégie de démembrement de propriété

Déterminer les opportunités fiscales et patrimoniales

Employer le démembrement dans une stratégie de transmission anticipée d'un immeuble

- Déterminer l'intérêt de procéder au démembrement d'un immeuble ou de parts de SCI
- Organiser la transmission dans le temps
- Calculer le montant des droits à acquitter lors de la transmission
- Cerner les stratégies d'optimisation

Utiliser le démembrement dans un cadre sociétaire

- Identifier l'intérêt pour un entrepreneur d'utiliser un démembrement temporaire
- Déterminer les schémas d'optimisation possibles
- Identifier les avantages d'un démembrement de ses titres en fonction de l'objectif recherché

Étude de cas : analyse fiscale et patrimoniale de schémas comparés entre le démembrement de propriété d'actifs immobiliers en détention directe et indirecte

Maîtriser les conventions de quasi-usufruit

- Appliquer le démembrement sur un portefeuille financier
- Mettre en œuvre la convention de quasi-usufruit dans un contexte immobilier

Cerner le traitement fiscal des actifs démembrés chez le nu-propriétaire et l'usufruitier

Exercice d'application : calcul des impôts dus sur les revenus d'un bien démembré s'il s'agit d'un immeuble, de titres de société civiles ou d'un portefeuille d'actions

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre une stratégie fiscale et patrimoniale axée sur le démembrement de propriété des actifs immobiliers et mobiliers

PERFECTIONNEMENT

Code : 30014
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les intérêts d'opter pour le démembrement de propriété et pour une convention de quasi usufruit
Construire une stratégie patrimoniale efficace de transmission
Optimiser la détention de son patrimoine immobilier et mobilier

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en ingénierie fiscale du patrimoine

PUBLIC CONCERNÉ

Conseils en gestion de patrimoine
Avocats et experts-comptables

ANIMATEURS

Charlotte ADRIANSEN
Notaire
& Pierre CENAC
Notaire Associé
C&C NOTAIRES

PLANNING

Paris
5 juin 2019
13 décembre 2019

Maîtriser les bases de la fiscalité des dirigeants

DIGITAL

Assimiler les enjeux fiscaux propres aux dirigeants d'entreprise

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les enjeux fiscaux applicables aux dirigeants

Opter pour la forme sociale la plus adaptée à ses objectifs

- Cerner les particularités des entreprises unipersonnelles, des sociétés civiles et des sociétés de capitaux
- Mesurer l'intérêt et les conséquences fiscales de chaque forme

Choisir entre l'imposition sur les revenus et l'imposition sur les sociétés

- Estimer l'impact sur les plus-values et sur les distributions

Cerner la fiscalité patrimoniale du dirigeant

Organiser la transmission familiale du patrimoine professionnel

Déterminer la fiscalité de la cession de l'entreprise

Mener l'acquisition des biens professionnels

- Définir les grands principes de l'évaluation des parts de sociétés de personnes, des droits sociaux des sociétés de capitaux et d'un fonds de commerce
- Déterminer les droits d'enregistrement applicables

Identifier l'intérêt de la constitution d'une holding

- Assimiler les avantages et les inconvénients
- Choisir entre une société holding animatrice ou patrimoniale

Gérer la détention des biens professionnels

Étude de cas : analyse de stratégies de donation-cession et d'apport-cession

Assimiler la fiscalité des rémunérations directes et indirectes

Exercice d'application : comparaison des modes de rémunération de dirigeants

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Quel type de rémunération choisir pour le dirigeant ?
- Quelle imposition pour le patrimoine professionnel ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Comprendre les problématiques et les enjeux fiscaux du dirigeant d'entreprise

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 26 juin 2019
ou 17 octobre 2019

INITIATION

Code : 30132
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir les règles fiscales propres aux dirigeants d'entreprise
Identifier et estimer les enjeux fiscaux des décisions de gestion prises par le dirigeant
Adopter les bons réflexes fiscaux pour optimiser son imposition

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en fiscalité du patrimoine

PUBLIC CONCERNÉ

Conseils en gestion de patrimoine
Conseillers clientèles, ingénieurs patrimoniaux
Notaires, experts-comptables

ANIMATEUR

Nicolas BOURGEOIS, Of Counsel FRANKLIN

PLANNING

Paris
16 avril 2019
11 décembre 2019

Fondation, fonds de dotation et mécénat

Bénéficier du régime fiscal avantageux du mécénat

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir la structure adaptée pour gérer le mécénat

Faire la différence entre fondation, association et fonds de dotation

Identifier les différents types de fondations

- Fondation d'entreprise
- Fondation sous égide
- Fondation d'utilité publique
- Fondation partenariale

Choisir la structure adaptée au mécénat : avantages et inconvénients

- Création et fonctionnement d'une fondation
- Création et fonctionnement d'un fonds de dotation

Maîtriser les règles d'administration

- Identifier les organes de gestion
- Connaître les organes de direction
- Cerner les modalités de droits de vote
- Définir la fiscalité applicable

Étude de cas : analyse de statuts types de fondations

Pratique du mécénat

Définir le mécénat

- Cerner les spécificités du mécénat
- Distinguer mécénat et parrainage
- Délimiter la notion d'intérêt général
- Définir le champ d'application du mécénat
- Mécénat des particuliers et mécénat des entreprises

Cerner les étapes du mécénat

- Cibler les objectifs du mécénat
- Établir une procédure de traitement des dossiers
- Sélectionner les projets : déterminer les critères
- Appréhender les différentes modalités : donation, donation temporaire d'usufruit, legs ou assurance vie

Maîtriser les conditions pour profiter du régime fiscal avantageux

- Mesures en faveur des entreprises
- Mesures en faveur des particuliers

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Bénéficier du régime fiscal de faveur du mécénat en choisissant la structure juridique la plus adaptée à son projet

EXPERTISE

Code : 30062
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Organiser la constitution d'une fondation ou d'un fonds de dotation
Gérer une fondation ou un fonds de dotation
Maîtriser les dispositifs juridiques et fiscaux encadrant le mécénat

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances dans le fonctionnement des fondations, des fonds de dotation et du mécénat

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables de mécénat
Gestionnaires de patrimoine
Avocats et notaires
Juristes et fiscalistes

ANIMATEUR

Emmanuel SADORGE
Avocat à la Cour, DELSOL Avocats

PLANNING

Paris
3 avril 2019
5 novembre 2019

Pactes Dutreil

Transmettre l'entreprise familiale de manière optimale

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Transmettre une entreprise ou une société

Bénéficier de l'exonération partielle de droits de mutation

Déterminer les mutations et les titres concernés dans le cadre d'une transmission de société

- Délimiter le champ d'application de l'article 787 B du CGI
- Identifier les conditions d'application pour bénéficier du régime de faveur
- Faire le point sur l'engagement collectif des titres
- Sécuriser l'engagement collectif
- Respecter les conditions de l'engagement individuel
- Apport de titres à une société holding
- Conditions liées à l'exercice d'une fonction de direction au sein de la société
- Portée de l'exonération

Optimiser la transmission d'une entreprise individuelle

- Délimiter le champ d'application de l'article 787 C du CGI
- Déterminer le délai de détention des biens
- Prendre l'engagement individuel de conservation des biens
- Poursuivre l'exploitation de l'entreprise par l'un des héritiers
- Maîtriser les obligations déclaratives
- Bénéficier de l'exonération

Étude de cas : exemples chiffrés d'exonération totale ou partielle dans une situation donnée

Rédiger un Pacte Dutreil adapté à ses besoins

- Identifier les clauses risquées
- Focus sur la clause de répartition des pouvoirs
- Rédiger efficacement la clause d'agrément et la clause d'inaliénabilité

Structurer sa holding

- Choisir la forme sociale la mieux adaptée

Exercice d'application : tableau synthétique des avantages et inconvénients des formes sociales possibles

- Optimiser les droits de mutation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Rédiger un pacte Dutreil adapté à la situation afin d'optimiser la transmission de l'entreprise familiale

PERFECTIONNEMENT

Code : 30085
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Limiter l'impact de la fiscalité applicable aux transmissions familiales d'entreprise
Mettre en place et rédiger un Pacte Dutreil adapté à la situation
Bénéficier des avantages fiscaux liés aux engagements de conservation

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en gestion de patrimoine

PUBLIC CONCERNÉ

Ingénieurs patrimoniaux
Avocats et experts-comptables

ANIMATEUR

Christine TURLIER
Avocat Associé
CHRISTINE TURLIER & PARTNERS

PLANNING

Paris
11 avril 2019
21 novembre 2019

Fiscalité de la location meublée

Maîtriser les opportunités fiscales de la location meublée et de la parahôtellerie

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir le champ d'application de la location meublée et de la parahôtellerie

Comparer les régimes fiscaux applicables

Maîtriser le régime fiscal des loueurs en meublé professionnel

- Remplir les conditions et mettre en place les obligations légales pour la création du statut
- L'appréciation du critère de 23 000 € de recettes annuelles
- Le cas des résidences de services
- Gérer les pratiques d'amortissement
- Appliquer les bonnes stratégies d'imputation des déficits
- Maîtriser le régime des plus-values professionnelles
- S'assurer de l'exonération de l'IFI

Exercice d'application : calcul et détermination du résultat fiscal

Maîtriser le régime fiscal des loueurs en meublé non professionnel

- Déterminer la gestion des déficits
- Maîtriser le régime des plus-values privées
- Appliquer les dispositifs de réduction d'impôt " Censi-Bouvard "
- Calculer le montant de la réduction d'impôt
- Cerner les stratégies d'optimisation

Maîtriser le régime fiscal des exploitants parahôteliers professionnels

- Cerner les contraintes juridiques de la parahôtellerie en matière d'urbanisme
- Identifier les conditions du caractère professionnel du régime
- Mesurer les avantages du régime du parahôtelier professionnel

Étude de cas : analyse chiffrée des avantages comparés entre location meublée professionnelle, location meublée non professionnelle et parahôtellerie professionnelle

Traiter les impacts sur les autres impôts

Appréhender la transmission du patrimoine

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Déterminer le régime fiscal le plus favorable pour ses locations meublées et pour ses activités de parahôtellerie

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 5 février 2019
ou 25 septembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 30133
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier l'intérêt d'opter pour une location meublée professionnelle (LMP), non professionnelle (LMNP) ou la parahôtellerie
Comparer les régimes fiscaux
Optimiser son patrimoine immobilier

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en fiscalité

PUBLIC CONCERNÉ

Conseils en gestion de patrimoine
Ingénieurs patrimoniaux
Avocats fiscalistes et experts-comptables

ANIMATEURS

Frédéric BERTACCHI
& Christophe LECLERE
Avocats
CMS FRANCIS LEFEBVRE Avocats

PLANNING

Paris
5 juin 2019
16 décembre 2019

Créer et gérer une société civile immobilière

Optimiser les schémas de SCI

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Envisager les différentes utilisations d'une SCI
- Intégrer la SCI dans une stratégie patrimoniale
- Recourir à la SCI pour organiser son patrimoine : acquérir, gérer et transmettre un patrimoine
- Utiliser la SCI dans le cadre d'une opération de crédit-bail
- Assurer la gestion d'immeubles locatifs
- Minimiser la pression fiscale de l'IFI

Maîtriser les règles pour une meilleure gestion juridique

Les différentes formes de structures sociétaires immobilières

Les apports
- Définir les biens qui peuvent être apportés
- Maîtriser les formalités

Rédiger les statuts
- Étudier les clauses les plus sensibles
- Définir l'objet social
- Résoudre le problème d'indivision
- Prévoir les modifications de la répartition des parts

Étude de cas : analyse commentée de statuts

Déterminer le montant optimal pour le capital social
- Choisir entre capital réduit ou libéré progressivement
- Déterminer le schéma à retenir

Exercice d'application : calcul du montant optimal du capital social d'une SCI donnée

Organiser le partage des pouvoirs et de la responsabilité

Cerner les garanties lors de la création
- Définir les garanties exigées par les prêteurs
- Tenir compte du nantissement des parts

Analyser l'impact fiscal des montages SCI

Opter ou non pour l'IS
- IS ou IR : les éléments du choix
- Les effets de levier de l'option à l'IS
- Les évolutions possibles de la structure

Définir le régime d'imposition…
- Des revenus fonciers
- Des plus-values
- Des acquisitions de parts

Tenir compte de la TVA

Déterminer le résultat fiscal

Exercice d'application : préparation de la déclaration 2072

Impact fiscal de la détention d'une société civile immobilière par des actionnaires étrangers

Gérer au mieux, fiscalement et juridiquement, la sortie de la société civile immobilière

Examiner les différentes hypothèses de sortie
- Cession ou transmission des parts
- Retrait d'un associé
- Dissolution

Identifier les précautions à prendre

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Limiter les impacts fiscaux liés aux divers montages de SCI dans le cadre de ses stratégies patrimoniales immobilières

PERFECTIONNEMENT

Code : **30017**
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 660 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les règles juridiques et fiscales applicables aux sociétés civiles immobilières
Mesurer les incidences de l'option à l'IS
Organiser la sortie des associés

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en fiscalité ou avoir suivi " Fiscalité pour non-fiscalistes " (code 30064 p. 276)

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires de patrimoine et conseillers en investissements financiers
Avocats et notaires
Juristes et fiscalistes

ANIMATEUR

Léa FAULCON
Avocat Associé
BLACKBIRD

PLANNING

Paris
23-24 mai 2019
7-8 novembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

SCI : choix de l'option ou non à l'IS

PROGRAMME

Identifier les conséquences fiscales du choix de l'IS
- Cerner l'impact sur la gestion de la rémunération du dirigeant et de l'actionnaire
- Mesurer les avantages et les inconvénients du régime des plus ou moins-values mobilières et immobilières
- Déterminer le résultat fiscal de la SCI comparativement à une imposition à l'IR

Partage d'expériences : échanges sur la comparaison avec le régime fiscal des sociétés à l'IR

Déterminer l'intérêt de l'option suivant la finalité des opérations
- Identifier les stratégies patrimoniales attachées aux SCI, à l'IS et aux SCI transparentes
- Intégrer une SCI à l'IS dans une logique de transmission en donation-partage
- Gérer la liquidation ou la cession de la SCI

Exercice d'application : évaluation du montant des parts sociales en cas de cession et calcul de la fiscalité applicable

COMPÉTENCES MÉTIER

Connaître toutes les implications de l'option à l'IS pour faire le choix le mieux adapté à ses projets

PLANNING

Paris
4 juin 2019 (14h-18h)
6 décembre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : **30144**
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Identifier les conséquences fiscales du choix de l'IS
Déterminer l'intérêt de l'option suivant la finalité des opérations

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances dans le fonctionnement d'une SCI

PUBLIC CONCERNÉ

Avocats fiscalistes et juristes
Ingénieurs patrimoniaux
Experts-comptables et notaires

Comptabilité pour fiscalistes

DIGITAL

Maîtriser les règles comptables de base pour éclairer ses décisions

La comptabilité est une matière incontournable dans le monde de l'entreprise et les fiscalistes sont très régulièrement amenés à manier les grands principes comptables. Parce que les services comptabilité et fiscaux interfèrent régulièrement, les fiscalistes doivent maîtriser les bases de la comptabilité afin d'améliorer leur collaboration.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

S'initier au cadre comptable général

Cerner la finalité de l'information comptable

Assimiler et définir le vocabulaire de base

Dialoguer efficacement avec les services comptables

Identifier les grands principes comptables

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Coûts historiques
- Principe de prudence
- Intangibilité du bilan d'ouverture
- Partie double

Lire et analyser un bilan et un compte de résultat

Lire un compte de résultat

- Identifier les rubriques d'un compte de résultat
- Typologie de résultat : d'exploitation, financier et exceptionnel
- Distinguer les charges et chaque type de résultat

Exercice d'application : détermination de la marge brute et du cash flow d'exploitation

Analyser un bilan

- Identifier les postes d'actif : actif circulant et comptes de régularisation
- Déterminer les postes du passif : capitaux propres, provisions pour risques et charges, dettes et comptes de régularisation

Exploiter les autres documents comptables

Définir les équilibres financiers

- Besoin en Fonds de roulement, Fonds de roulement et trésorerie
- Soldes intermédiaires de gestion

Étudier l'annexe et les informations complémentaires contenues

- Méthode d'évaluation des comptes
- Changements de méthode

Passer du résultat comptable au résultat fiscal

- Distinguer les deux résultats
- Calculer le résultat fiscal

Exercice d'application : analyse d'un compte de résultat, d'un bilan et passage du résultat comptable au résultat fiscal à partir d'un exemple chiffré

Maîtriser la comptabilité analytique

- Assimiler les concepts de base de la comptabilité analytique
- Définir la notion de coûts
- Cibler les opérations qui doivent faire l'objet d'un suivi analytique
- Cerner les différentes méthodes d'analyse des coûts
- Mesurer l'intérêt de la méthode des coûts complets
- Appliquer la méthode des coûts partiels ou direct costing

Exercice d'application : calcul du seuil de rentabilité et recherche du point mort

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Quels sont les principaux états financiers ?
- Comment obtenir des informations pertinentes à partir du bilan ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les règles comptables de base pour éclairer ses décisions en fiscalité

INITIATION

Code : 30098

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Acquérir une méthodologie d'analyse d'un bilan et d'un compte de résultat
Appliquer les grands principes comptables
Intégrer les obligations comptables et les documents nécessaires à l'analyse comptable d'une entreprise

PRÉREQUIS

Être amené à exploiter les documents comptables de son entreprise, de ses clients

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables fiscaux et financiers
Avocats fiscalistes et fiscalistes
Leurs collaborateurs

ANIMATEUR

Laurent PORTE
Consultant spécialisé en comptabilité
FRUCTEAM

PLANNING

Paris
3-4 juin 2019
2-3 décembre 2019

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended
à découvrir sur www.efe.fr

06 BANQUE ASSURANCE

Robert BIEWER
Responsable du secteur
Banque - Assurance

ÉDITO

Comme pour leurs homologues du secteur bancaire, la collecte et la gestion des produits d'épargne réglementés tels que les contrats d'assurance vie permettent aux sociétés d'assurances de jouer un rôle significatif dans le financement de l'économie.

Cette activité financière des assureurs se traduit, pour une part importante, par des placements sous la forme d'obligations ou d'actions dans les entreprises, et des investissements dans les emprunts obligataires des États.

Les multiples réglementations qui encadrent la commercialisation de ces produits d'épargne et les obligations qui en découlent en matière de devoir de conseil, d'obligation d'information, de protection de l'épargne et de lutte contre le blanchiment, obligent les équipes commerciales des entreprises qui les distribuent, à adapter continuellement leurs pratiques aux exigences des recommandations de l'autorité de contrôle.

Notre offre de formation en Banque - Assurance, par la diversité de ses formats en présentiel et en distanciel, répond aux besoins des différents métiers des entreprises d'assurances et des banques. Elle est également enrichie d'un nouveau titre professionnel certifié de niveau II " Conseiller financier ", qui permet à vos collaborateurs de monter en compétences dans les métiers qui sont liés à la force de vente, à savoir les chargés de clientèle particuliers et entreprises dans la banque, et les conseillers(ères) assurances et coutiers d'assurances dans le domaine de l'assurance.

3 QUESTIONS À L'EXPERT

L'innovation technologique va s'avérer indispensable si les assureurs veulent répondre aux nouvelles obligations imposées par le législateur

Laetitia LLAURENS
Avocat au Barreau de Paris
Membre de la Chambre Internationale
Arbitrale de Paris
Médiateur-Praticien du droit collaboratif
LEX PATRIMONIS

Selon vous, quels sont les défis majeurs du secteur de l'assurance ?

Intégrer une réglementation toujours plus contraignante, dans un secteur où les fondamentaux organisationnels doivent être repensés, est certainement l'un des principaux défis que le secteur de l'assurance devra relever. L'innovation technologique va s'avérer indispensable si les assureurs veulent répondre aux nouvelles obligations imposées par le législateur mais aussi les autorités administratives et refondre notamment leurs relations avec leurs distributeurs et leurs clients.

Pouvez-vous citer quelques exemples pour illustrer ce propos ?

Le 1er octobre 2018, les assureurs devront avoir mis en place des procédures opérationnelles traduisant leur politique de distribution de produits. Ces procédures devront prévoir les modalités d'approbation d'un nouveau produit ou de réforme d'un produit déjà commercialisé en lien avec la politique de distribution définie. Une même obligation s'imposera aux distributeurs commercialisant les produits conçus par d'autres. Ils sont en effet garants d'une commercialisation conforme à la politique des concepteurs. Des outils performants d'information et de reporting devront être nécessairement mis en place de part et d'autre.

Quel enseignement tirez-vous de la mise en œuvre de la DDA ?

Les obligations d'information et de conseil des professionnels de l'assurance sortent renforcées de la publication de la Directive Distribution Assurance (DDA) et du Règlement PRIPS. L'accent est mis sur la personnalisation du conseil. La nécessité d'une connaissance accrue du client va s'imposer. L'innovation va trouver là un nouveau champ d'expression. L'intégration des principes de la finance comportementale dans des scénarios de profilage clients a permis de faire de grandes avancées en matière de personnalisation des conseils donnés en matière financière.

TÉMOIGNAGE

La formation a été très intéressante, en raison des compétences de l'animatrice et de ses qualités d'animation. Les cas concrets étudiés en formation m'ont permis d'avoir une vision pratique du sujet. L'ensemble des connaissances acquises me permettront de remplir ma fonction de déclarant Tracfin.

Catherine P., Service contrôle & surveillance portefeuille, CARAC, Participante à la formation " La lutte anti-blanchiment en assurance " p.367

SOMMAIRE

FORMATIONS 100% À DISTANCE

Classes virtuelles

Réf. 92344	Décoder la lutte contre le blanchiment	2 heures	190 €	**p. 326**
Réf. 92342	Cerner la responsabilité du banquier dispensateur de crédit	2 heures	190 €	**326**
Réf. 92345	Comprendre le rôle des marchés financiers	2 heures	190 €	**327**
Réf. 92368	Intégrer les bases de la gestion de patrimoine	2 heures	190 €	**327**
Réf. 92347	Découvrir les bases de l'assurance	2 heures	190 €	**328**
Réf. 92345	Maîtriser l'obligation d'information et de conseil	2 heures	190 €	**328**
Réf. 92343	Comprendre l'assurance vie	2 heures	190 €	**329**
Réf. 92369	Maîtriser les bases de la protection sociale	2 heures	190 €	**329**

Parcours vidéo

.	Les fondamentaux du droit des assurances, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	**p. 330**

FORMATION CERTIFIANTE

Réf. 92373	**Titre certifié** - Conseiller financier	36,5 jours	21 845 €	**p. 344**

DROIT BANCAIRE ET FINANCIER

Droit financier

Réf. 92085	Maîtriser les bases du droit financier	2 jours	1 580 €	**p. 331**
Réf. 92151	Maîtriser les bases du droit boursier	2 jours	1 580 €	**331**
Réf. 92134	Réglementation AMF pour les sociétés de gestion	2 jours	1 560 €	**352**

Droit bancaire

Réf. 92032	Pratique du droit bancaire	2 jours	1 580 €	**p. 332**
Réf. 92032BL	Pratique du droit bancaire - Blended	14 heures	1 265 €	**333**
Réf. 92369	Maîtriser le cadre de la distribution du crédit immobilier	1 jour	1 070 €	**334**
Réf. 92006	Responsabilités civile, disciplinaire et pénale du banquier	2 jours	1 595 €	**334**
Réf. 92342	**Classe virtuelle** - Cerner la responsabilité du banquier dispensateur de crédit	2 heures	190€	**326**
Réf. 92008	Lutte contre le blanchiment	1 jour	1 120€	**335**
Réf. 92344	**Classe virtuelle** - Décoder la lutte contre le blanchiment	2 heures	190€	**326**
Réf. 92261	Commercialisation des produits financiers	2 jours	1 595€	**336**
Réf. 20207	Cadre juridique de la blockchain	1 jour	1 070€	**341**
Réf. 92064	Maîtriser le droit des produits dérivés	2 jours	1 595 €	**336**
Réf. 20142	Droit des sûretés	2 jours	1 450 €	**140**
Réf. 20192	Cerner les enjeux du droit des sûretés	4 heures	495 €	**140**
Réf. 92011	Cautionnement, garantie à première demande et lettre d'intention	2 jours	1 595 €	**337**
Réf. 20035	Pratique du cautionnement	2 jours	1 580 €	**141**
Réf. 92038	Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte	1 jour	1 070 €	**337**

Moyens de paiement et garanties à l'international

Réf. 92030	Garanties financières dans un contexte international	1 jour	1 120 €	**p. 338**
Réf. 92237	Gestion du risque financier à l'international	2 jours	1 580 €	**339**
Réf. 92350	La gestion opérationnelle du crédit documentaire	4 heures	545 €	**339**

BANQUE DIGITALE

Réf 92322	Impacts de la transformation digitale sur la compliance	2 jours	1 580 €	**p. 340**
Réf 92323	Prévenir et détecter la fraude documentaire	1 jour	990 €	**340**
Réf 92324	Protection des données personnelles dans la banque	2 jours	1 595 €	**341**
Réf 20207	Cadre juridique de la blockchain	1 jour	1 070 €	**341**
Réf 92325	Digital et relation client dans la banque	2 jours	1 595 €	**342**
Réf 92326	Piloter une stratégie marketing digital dans la banque	2 jours	1 595 €	**342**

GESTION DE PATRIMOINE

Techniques de gestion patrimoniale

Réf 92309	**Cycle long** - Pratiquer la gestion de patrimoine	6 jours	3 630 €	**p. 343**
Réf 92373	**Titre certifié** - Conseiller financier	36,5 jours	21 845€	**344**
Réf 92310	Initiation à l'ingénierie patrimoniale	3 jours	2050 €	**349**
Réf 92313	Maîtriser les techniques de gestion de patrimoine	2 jours	1 595 €	**346**
Réf. 92315	Approche patrimoniale globale du chef d'entreprise	2 jours	1 650 €	**346**
Réf. 92314	Assurance vie et gestion de patrimoine	2 jours	1 580 €	**347**
Réf. 92368	**Classe virtuelle** - Intégrer les bases de la gestion de patrimoine	2 heures	190 €	**327**
Réf. 92178	Assurance vie : cadre juridique et fiscal	2 jours	1 595 €	**385**
Réf. 92343	**Classe virtuelle** - Comprendre l'assurance vie	2 heures	190 €	**329**
Réf. 92245	Assurance vie et clause bénéficiaire	1 jour	990 €	**386**
Réf. 92293	Assurance vie : les unités de compte	2 jours	1 650 €	**386**

Ingénierie juridique

Réf. 92316	Droit patrimonial de la famille	3 jours	2 050 €	**p. 348**
Réf. 30051	Droit des successions et des libéralités	2 jours	1 660 €	**310**
Réf. 30143	Procéder à une donation-partage	4 heures	545 €	**310**
Réf. 92317	Structurer son patrimoine en société	2 jours	1 595 €	**348**
Réf. 30085	Pactes Dutreil	1 jour	1 070 €	**313**
Réf. 30017	Créer et gérer une société civile immobilière	2 jours	1 660 €	**314**
Réf. 30144	SCI : choix de l'option ou non à l'IS	4 heures	545 €	**314**
Réf. 30133	Fiscalité de la location meublée	1 jour	1 070 €	**313**
Réf. 92314	Assurance vie et gestion de patrimoine	2 jours	1 580 €	**347**

Ingénierie fiscale

Réf. 30072	Impôt sur le revenu	2 jours	1 520 €	**p. 309**
Réf. 92310	Initiation à l'ingénierie patrimoniale	3 jours	2 050 €	**349**
Réf. 92310BL	Initiation à l'ingénierie patrimoniale - **Blended**	21 heures	1 640 €	**@**
Réf. 30050	Fiscalité du patrimoine	2 jours	1 520 €	**309**
Réf. 30025	Minimiser l'IFI	1 jour	1 120 €	**311**
Réf. 92320	Évaluation immobilière et contrôle fiscal	1 jour	1 120 €	**351**
Réf. 30062	Fondation, fonds de dotation et mécénat	1 jour	1 120 €	**312**
Réf. 30052	Fiscalité internationale du patrimoine	2 jours	1 520 €	**297**
Réf. 30023	Fiscalité des non-résidents	1 jour	1 070 €	**297**

Immobilier

Réf. 92321	Réussir un investissement immobilier patrimonial	2 jours	1 595 €	**p. 350**
Réf. 92352	Maîtriser les dispositifs de défiscalisation immobilière	4 heures	545 €	**350**
Réf. 92320	Évaluation immobilière et contrôle fiscal	1 jour	1 120 €	**351**
Réf. 91130	Évaluer les actifs immobiliers	1 jour	1 120 €	**212**
Réf. 91185	Asset management immobilier	2 jours	1 680 €	**211**
Réf. 30017	Créer et gérer une société civile immobilière	2 jours	1 660 €	**314**
Réf. 30133	Fiscalité de la location meublée	1 jour	1 070 €	**313**

Tous les tarifs sont exprimés HT

LÉGENDE

NEW **NOUVEAU**
Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !

CPF **CPF**
Formation éligible au Compte Personnel de Formation

BEST OF **BEST-OF**
Formation plébiscitée par nos clients

DIGITAL **DIGITAL**
Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Sessions à la carte : 3 collaborateurs à former ? Je crée la session à la date de mon choix !

Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital

SOMMAIRE

MÉTIERS DE LA BANQUE

Asset management

Réf. 92146	Maîtriser les bases des OPC	●	2 jours	1 580 €	**p. 351**
Réf. 92022	Maîtriser le cadre réglementaire des OPC	●	2 jours	1 595 €	**352**
Réf. 92134	Réglementation AMF pour les sociétés de gestion	●	2 jours	1 650 €	**352**
Réf. 92049	Maîtriser le fonctionnement d'un FCPR /FPCI / FCPI / FI		1 jour	1 070 €	**353**
Réf. 92053	Maîtriser la gestion actif-passif bancaire	●	2 jours	1 650 €	**353**
Réf. 92056	Maîtriser la gestion du back-office titres - **Sessions à la carte**	●	2 jours	1 595 €	**354**

Techniques comptables et fiscales

Réf. 92086	Pratiquer la comptabilité bancaire - **Sessions à la carte**		2 jours	1 595 €	**p. 354**
Réf. 92058	Pratique de la comptabilité des OPC - **Sessions à la carte**		2 jours	1 595 €	**354**
Réf. 92015	Pratiquer le contrôle de gestion bancaire	●	2 jours	1 595 €	**354**
Réf. 60039	Comptabilisation des instruments financiers en IFRS	●	2 jours	1 610 €	**246**
Réf. 30114	Le résultat fiscal dans les établissements financiers		2 jours	1 520 €	**355**
Réf. 30115	TVA sur les opérations bancaires et financières		1 jour	1 070 €	**355**

Gestion des risques et contrôle

Réf. 92113	Maîtriser les bases du risk management	●	2 jours	1 580 €	**p. 356**
Réf. 92353	Intégrer les implications de Bâle 2 et 3		4 heures	545 €	**356**
Réf. 92069	Conformité et contrôle interne dans la banque	●●	2 jours	1 595 €	**357**
Réf. 92322	Impacts de la transformation digitale sur la compliance	●	2 jours	1 580 €	**340**
Réf 92008	Lutte contre le blanchiment	●●	1 jour	1 120 €	**335**
Réf 92323	Prévenir et détecter la fraude documentaire	●	1 jour	990 €	**340**

MARCHÉS FINANCIERS

Multimarchés

Réf 92345	**Classe virtuelle** - Comprendre le rôle des marchés financiers		2 heures	190 €	**p. 327**
Réf 92019	Les marchés financiers - Niveau 1	●●	2 jours	1 580 €	**358**
Réf 92042	Les marchés financiers - Niveau 2	●	2 jours	1 595 €	**359**
Réf 92354	Mieux vivre la réglementation MIF		4 heures	545 €	**359**
Réf 92138	Les marchés de l'énergie et des dérivés énergétiques	●	2 jours	1 595 €	**360**
Réf 40091	Prendre position sur les marchés d'électricité et de gaz		1 jour	940 €	**500**
Réf 40064	Les marchés du carbone et des GES		1 jour	895 €	**501**

Instruments financiers

Réf 92018	Les fondamentaux des instruments financiers	●●	2 jours	1 580 €	**p. 360**
Réf 92037	Maîtriser les marchés obligataires	●	2 jours	1 595 €	**361**
Réf 92092	Options, futures et produits dérivés	●	2 jours	1 595 €	**361**

FONDAMENTAUX JURIDIQUES DE L'ASSURANCE

Réf 92140	Les fondamentaux de l'assurance	●●	2 jours	1 580 €	**p. 362**
Réf 92140BL	Les fondamentaux de l'assurance - Blended	●	14 heures	1 265 €	**363**
Réf 92347	**Classe virtuelle** - Découvrir les bases de l'assurance		2 heures	190 €	**328**
Réf 92241	**Cycle long** - L'essentiel du droit des assurances	●●	6 jours	3 630 €	**364**
Réf 92364	Les assurances affinitaires	●	1 jour	1 070 €	**365**
Réf 92156	L'intermédiation en assurance dans le cadre de la DDA	●	2 jours	1 580 €	**365**
Réf 92361	Directive distribution en assurance	●●	1 jour	990 €	**366**
Réf 92302	Devoir d'information et de conseil des distributeurs en assurance	●	1 jour	1120 €	**367**
Réf 92346	**Classe virtuelle** - Maîtriser l'obligation d'information et de conseil		2 heures	190€	**328**
Réf 92190	La lutte anti-blanchiment en assurance	●	1 jour	990 €	**367**
Réf 92243	Lutte contre la fraude à l'assurance	●	1 jour	990 €	**368**
Réf 20164	Maîtriser les actions de groupe		1 jour	1120 €	**145**
Réf 92081	Conclusion et gestion de contrats d'assurance	●	2 jours	1 580 €	**368**
Réf 92081BL	Conclusion et gestion de contrats d'assurance - Blended	●	14 heures	1 265 €	**@**
Réf 92148	Gérer efficacement les contrats d'assurance	●	2 jours	1 595 €	**369**
Réf 92148BL	Gérer efficacement les contrats d'assurance - Blended	●	14 heures	1 275 €	**@**
Réf 92082	Gérer au mieux les sinistres	●●	2 jours	1 595 €	**369**

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Réf 92082BL	Gérer au mieux les sinistres - **Blended**		14 heures	1 275 €	@
Réf 92288	Gestion des sinistres contentieux		3 jours	2 120 €	**p. 370**
Réf 92275	Contrôle des pratiques commerciales en assurance		1 jour	1 070 €	**370**
Réf 92253	Contrôle ACPR pour les assurances		1 jour	990 €	**371**

ASSURANCES DE DOMMAGES ET RESPONSABILITÉ CIVILE (IARD)

Particuliers

Réf 92249	Les bases de l'assurance dommages		2 jours	1 580 €	**p. 371**
Réf 92249BL	Les bases de l'assurance dommages - **Blended**		14 heures	1 265 €	@
Réf 92144	Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile		2 jours	1 580 €	**372**
Réf 92348	La responsabilité civile de l'employeur		1 jour	545 €	**372**
Réf 92177	Maîtriser le risque automobile		2 jours	1 595 €	**373**
Réf 92177BL	Maîtriser le risque automobile - **Blended**		14 heures	1 275 €	@
Réf 92356	Maîtriser les mécanismes de la clause-type bonus-malus		4 heures	545 €	**373**
Réf 92179	L'assurance Multirisque Habitation		2 jours	1 595 €	**374**
Réf 92357	Gestion d'un sinistre incendie		4 heures	545 €	**374**
Réf 92370	Maîtriser la responsabilité civile médicale		2 jours	1 595 €	**375**
Réf 92277	Gestion des sinistres responsabilité civile		2 jours	1 650 €	**375**
Réf 92281	Gestion des sinistres automobiles matériels		2 jours	1 595 €	**376**
Réf 92280	Gestion d'un préjudice corporel automobile		2 jours	1 580 €	**376**
Réf 92300	Gestion des sinistres corporels hors automobile		3 jours	2 080 €	**377**
Réf 92283	Maîtriser la nouvelle convention IRSI		2 jours	1 650 €	**377**

Entreprises et professionnels

Réf 92147	Assurance responsabilité civile		2 jours	1 595 €	**p. 378**
Réf 92358	Gestion d'un sinistre en multirisque professionnelle		4 heures	545 €	**378**
Réf 92250	Les bases de l'assurance entreprise		2 jours	1 580 €	**379**
Réf 92327	Gestion des sinistres RC des entreprises		2 jours	1 595 €	**379**
Réf 92176	Analyser les mécanismes de l'assurance construction		2 jours	1 595 €	**380**
Réf 92290	Assurance RC décennale et professionnelle		2 jours	1 595 €	**381**
Réf 92289	Assurance dommages ouvrage		2 jours	1 650 €	**381**
Réf 92328	Gestion des sinistres construction		2 jours	1 650 €	**382**
Réf 92371	Maîtriser la convention CRAC		2 jours	1 595 €	**382**
Réf 92084	Gérer les risques de l'entreprise en assurance		2 jours	1 595 €	**383**
Réf 92256	Assurance et risques environnementaux		2 jours	1 650 €	**383**
Réf 92282	Appliquer le Traité des Risques d'Entreprises		3 jours	2 080 €	**384**
Réf 92251	La faute inexcusable de l'employeur		2 jours	1 650 €	**384**

ASSURANCES DE PERSONNES

Assurances individuelles

Réf 92343	**Classe virtuelle** - Comprendre l'assurance vie		2 heures	190 €	**p. 329**
Réf 92178	Assurance vie : cadre juridique et fiscal		2 jours	1 595 €	**385**
Réf 92245	Assurance vie et clause bénéficiaire		1 jour	1 120 €	**386**
Réf 92293	Assurance vie : les unités de compte		2 jours	1 650 €	**386**
Réf 92314	Assurance vie et gestion de patrimoine		2 jours	1 580 €	**347**
Réf 92244	Assurance emprunteur		2 jours	1 580 €	**387**

Prévoyance collective et santé

Réf 92248	Maîtriser le système de protection sociale		1 jour	990 €	**p. 387**
Réf 92369	**Classe virtuelle** - Maîtriser les bases de la protection sociale		2 heures	190 €	**329**
Réf 92278	Prévoyance collective		2 jours	1 595 €	**388**
Réf 92276	Prévoyance des travailleurs non salariés		2 jours	1 595 €	**389**
Réf 92189	Assurances de personnes		2 jours	1 595 €	**389**
Réf 92284	Assurance complémentaire santé		2 jours	1 580 €	**390**

Tous les tarifs sont exprimés HT

SOMMAIRE

VENTE ET ACTION COMMERCIALE EN ASSURANCE

Réf 92192	Maîtriser les techniques de vente en assurance	2 jours	1 580 €	**p. 390**
Réf 92331	Vendre l'assurance IARD	2 jours	1 580 €	**391**
Réf 92332	Vendre l'assurance de personnes	2 jours	1 580 €	**391**
Réf 92333	Défendre son portefeuille clients	2 jours	1 595 €	**392**
Réf 92334	Vendre les contrats d'assurance par téléphone	1 jour	990 €	**392**

COMPTABILITÉ ET ACTUARIAT

Comptabilité et fiscalité

Réf 92070	Les fondamentaux de la comptabilité vie	1 jour	990 €	**p. 393**
Réf 92071	Les fondamentaux de la comptabilité non-vie	1 jour	990 €	**393**
Réf 92238	Les documents comptables d'une société d'assurances	2 jours	1 580 €	**394**
Réf 92154	Approfondir la comptabilité des assurances	1 jour	1 070 €	**394**
Réf 92329	Les états réglementaires des sociétés d'assurances sous Solvabilité 2	1 jour	1 070 €	**395**
Réf 92193	Les fondamentaux de la comptabilité d'une mutuelle	2 jours	1 580 €	**395**
Réf 92372	La nouvelle norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance	1 jour	1 070 €	**396**
Réf 92073	Comptabiliser et gérer les placements et produits dérivés	2 jours	1 650 €	**396**
Réf 92301	Contrôle de gestion en assurance	2 jours	1 580 €	**397**
Réf 92080	Gérer les taxes majeures en assurance	1 jour	990 €	**397**
Réf 92079	Pratiquer la fiscalité en assurance	1 jour	990 €	**398**

Actuariat

Réf 92362	**Cycle long** - Initiation aux techniques actuarielles	6 jours	3 630 €	**p. 399**
Réf 92072	Statistiques en assurance dommages	2 jours	1 595 €	**400**
Réf 92078	Maîtriser la gestion actif-passif en assurance	2 jours	1 595 €	**400**

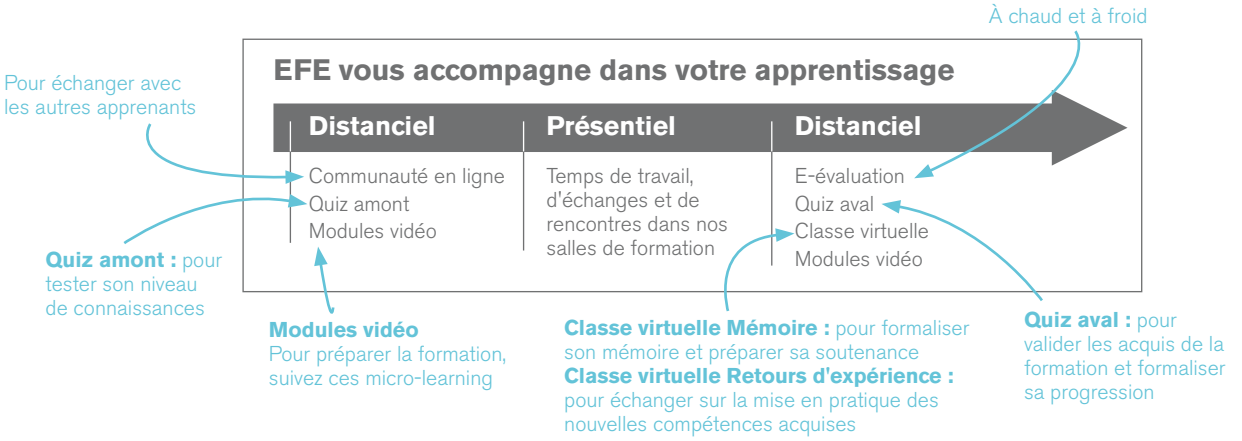
Réassurance

Réf 92363	**Cycle long** - Pratiquer la réassurance	6 jours	3 630 €	**p. 401**
Réf 92286	Maîtriser les bases de la réassurance	2 jours	1 580 €	**402**
Réf 92365	Maîtriser les techniques de tarification en réassurance	2 jours	1 595 €	**402**
Réf 92287	Les clauses de réassurance	2 jours	1 595 €	**403**
Réf 92366	Maîtriser les spécificités de la réassurance vie	2 jours	1 580 €	**403**

GESTION DES RISQUES ET CONTRÔLE

Réf 92257	MCEV, IFRS et Solvabilité 2	1 jour	1 120 €	**p. 404**
Réf 92152	Solvency 2	2 jours	1 595 €	**404**
Réf 92083	Conformité du contrôle interne en assurance	1 jour	1 070 €	**405**
Réf 92194	Le contrôle interne dans une mutuelle	1 jour	1 070 €	**405**

Tous les tarifs sont exprimés HT



Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

SOMMAIRE PAR NIVEAU

Choisissez votre formation selon votre niveau de compétences : initiation, perfectionnement ou expertise

	Droit bancaire et financier		Métiers de la banque & Banque Digitale		Gestion de patrimoine	
INITIATION	Pratique du droit bancaire p. 332	Gestion du risque financier àl'international p. 339	Impacts de la transformation digitale sur la compliance p. 340	Le résultat fiscal dans les établissements financiers p. 355	Pratiquer la gestion de patrimoine **Cycle long** p. 343	Impôt sur le revenu p. 309
	Droit des sûretés p. 140	Maîtriser les bases du droit financier p. 331	Prévenir et détecter la fraude documentaire p. 340	Maîtriser les bases du risk management p. 356	Initiation à l'ingénierie patrimoniale p. 349	Fiscalité du patrimoine p. 309
	Cerner les enjeux du droit des sûretés p. 140	Maîtriser les bases du droit boursier p. 331	Maîtriser les bases des OPC p. 351		Assurance vie et gestion de patrimoine p. 347	Fiscalité internationale du patrimoine p. 297
					Droit patrimonial de la famille p. 348	
PERFECTIONNEMENT	Maîtriser le cadre de la distribution du crédit immobilier **Nouveau** p. 334	Cautionnement, garantie à première demande et lettre d'intention p. 337	Protection des données personnelles dans la banque p. 341	Pratiquer la comptabilité bancaire **Sessions à la carte** p. 354	Maîtriser les techniques de gestion de patrimoine p. 346	SCI : choix de l'option ou non à l'IS p. 314
	Responsabilités civile, disciplinaire et pénale du banquier p. 334	Pratique du cautionnement p. 141	Cadre juridique de la blockchain **Nouveau** p. 341	Pratique de la comptabilité des OPC **Sessions à la carte** p. 354	Assurance vie : cadre juridique et fiscal p. 385	Fiscalité de la location meublée p. 313
	Commercialisation des produits financiers p. 336	Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte p. 337	Digital et relation client dans la banque p. 342	Pratiquer le contrôle de gestion bancaire p. 354	Droit des successions et des libéralités p. 310	Fiscalité des non-résidents p. 297
	Maîtriser le droit des produits dérivés p. 336	La gestion opérationnelle du crédit documentaire p. 339	Piloter une stratégie marketing digital dans la banque p. 342	TVA sur les opérations bancaires et financières p. 355	Procéder à une donation-partage p. 310	Réussir un investissement immobilier patrimonial p. 350
			Maîtriser le cadre règlementaire des OPC p. 352	Conformité et contrôle interne dans la banque p. 357	Structurer son patrimoine en société p. 348	Maîtriser les dispositifs de défiscalisation immobilière p. 350
			Maîtriser le fonctionnement d'un FCPR / FPCI / FCPI / FIP p. 353	Intégrer les implications de Bâle 2 et 3 p. 356	Pactes Dutreil p. 313	Asset management immobilier p. 211
			Maîtriser la gestion du back-office titres **Sessions à la carte** p. 354		Créer et gérer une société civile immobilière p. 314	
EXPERTISE	Lutte contre le blanchiment p. 335	Réglementation AMF pour les sociétés de gestion p. 352	Réglementation AMF pour les sociétés de gestion p. 352	Comptabilisation des instruments financiers en IFRS p. 246	Approche patrimoniale globale du chef d'entreprise p. 346	Évaluation immobilière et contrôle fiscal p. 351
	Garanties financières dans un contexte international p. 338		Maîtriser la gestion actif-passif bancaire p. 353	Lutte contre le blanchiment p. 335	Assurance vie et clause bénéficiaire p. 386	Fondation, fonds de dotation et mécénat p. 312
					Assurance vie : les unités de compte p. 386	Évaluer les actifs immobiliers p. 212
					Minimiser l'IFI p. 311	

SOMMAIRE PAR NIVEAU

Choisissez votre formation selon votre niveau de compétences : initiation, perfectionnement ou expertise

	Marchés financiers	Fondamentaux juridiques de l'assurance		Assurances de dommages et responsabilité civile (IARD)		
INITIATION	Les marchés financiers Niveau 1 p. 358	Les fondamentaux de l'assurance p. 362	La lutte anti-blanchiment en assurance p. 367	Les bases de l'assurance dommages p. 371	Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile p. 372	Gestion d'un préjudice corporel automobile p. 376
	Les marchés du carbone et des GES p. 501	L'essentiel du droit des assurances **Cycle long** p. 364	Lutte contre la fraude à l'assurance p. 368	Les bases de l'assurance entreprise p. 379		
	Les fondamentaux des instruments financiers p. 360	L'intermédiation en assurance dans le cadre de la DDA p. 365	Conclusion et gestion de contrats d'assurance p. 368			
		Directive distribution en assurance p. 366	Contrôle ACPR pour les assurances p. 371			
PERFECTIONNEMENT	Les marchés financiers Niveau 2 p. 359	Les assurances affinitaires p. 365	Gérer au mieux les sinistres p. 369	La responsabilité civile de l'employeur p. 372	Gestion des sinistres automobiles matériels p. 376	Assurance RC décennale et professionnelle p. 381
	Mieux vivre la réglementation MIF p. 359	Gérer efficacement les contrats d'assurance p. 369	Contrôle des pratiques commerciales en assurance p. 370	Maîtriser la responsabilité civile médicale **Nouveau** p. 375	Gestion des sinistres corporels hors automobile p. 377	Maîtriser la convention CRAC **Nouveau** p. 382
	Les marchés de l'énergie et des dérivés énergétiques p. 360			Maîtriser le risque automobile p. 373	Assurance responsabilité civile p. 378	Gérer les risques de l'entreprise en assurance p. 383
	Prendre position sur les marchés d'electricité et de gaz p. 500			Maîtriser les mécanismes de la clause type bonus-malus p. 373	Gestion d'un sinistre en multirisque professionnelle p. 378	Appliquer le Traité des Risques d'Entreprises p. 384
	Maîtriser les marchés obligataires p. 361			L'assurance Multirisque Habitation p. 374	Gestion des sinistres RC des entreprises p. 379	
	Options, futures et produits dérivés p. 361			Gestion d'un sinistre incendie p. 374	Analyser les mécanismes de l'assurance construction p. 380	
EXPERTISE		Devoir d'information et de conseil des distributeurs en assurance p. 367	Gestion des sinistres contentieux p. 370	Gestion des sinistres responsabilité civile p. 375	La faute inexcusable de l'employeur p. 384	Gestion des sinistres construction p. 382
		Maîtriser les actions de groupe p. 145		Maîtriser la nouvelle conventions IRSI p. 377	Assurance dommages ouvrage p. 381	Assurance et risques environnementaux p. 383

	Assurances de personnes		Vente et action commerciale en assurance	Comptabilité et actuariat		Gestion des risques et gouvernance
INITIATION	Assurance vie et gestion de patrimoine p. 347	Maîtriser le système de protection sociale p. 387	Maîtriser les techniques de vente en assurance p. 390	Les fondamentaux de la comptabilité vie p. 393	Pratiquer la fiscalité en assurance p. 398	
	Assurance emprunteur p. 387	Assurance complémentaire santé p. 390	Vendre l'assurance IARD p. 391	Les fondamentaux de la comptabilité non-vie p. 393	Gérer les taxes majeures en assurance p. 397	
			Vendre l'assurance de personnes p. 391	Les documents comptables d'une société d'assurances p. 394	Initiation aux techniques actuarielles **Cycle long** p. 399	
			Vendre les contrats d'assurance par téléphone p. 392	Les fondamentaux de la comptabilité d'une mutuelle p. 395	Maîtriser les bases de la réassurance p. 402	
				Contrôle de gestion en assurance p. 397	Maîtriser les spécificités de la réassurance vie p. 403	
PERFECTIONNEMENT	Assurance vie : cadre juridique et fiscal p. 385	Prévoyance collective p. 388	Défendre son portefeuille clients p. 392	Approfondir la comptabilité des assurances p. 394	Maîtriser la gestion actif-passif en assurance p. 400	Solvency 2 p. 404
	Prévoyance des travailleurs non salariés p. 389	Assurances de personnes p. 389		Les états réglementaires des sociétés d'assurances sous Solvabilité 2 p. 395	Pratiquer la réassurance **Cycle long** p. 401	Conformité du contrôle interne en assurance p. 405
				La nouvelle norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance **Nouveau** p. 396	Maîtriser les techniques de tarification en réassurance p. 402	Le contrôle interne dans une mutuelle p. 405
				Statistiques en assurance dommages p. 400	Les clauses de réassurance p. 403	
EXPERTISE	Assurance vie et clause bénéficiaire p. 386	Assurance vie : les unités de compte p. 386		Comptabiliser et gérer les placements et produits dérivés p. 396		MCEV, IFRS et Solvabilité 2 p. 404

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

DÉCODER LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT

Maîtriser les obligations applicables aux professionnels

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour examiner le cadre juridique du dispositif français de lutte contre le blanchiment

Autodiagnostic : son niveau de connaissance des exemples de techniques de blanchiment
- Cerner la notion de blanchiment
- Maîtriser les mécanismes et les différentes typologies de blanchiment
- Connaître le rôle et les missions de TRACFIN et du déclarant TRACFIN
- Analyser les obligations de vigilance des professionnels assujettis

ÉTAPE 2 15 mn de travail personnel

- Les participants s'exercent à déterminer les cas dans lesquels une déclaration de soupçon peut être établie

Exercice d'application : identification des zones à risque et établissement d'une déclaration de soupçon

ÉTAPE 3 45 mn permettant un échange et des conseils pratiques sur la mise en place d'un dispositif de lutte contre le blanchiment

INITIATION

20 mars 2019		11 octobre 2019
Code 92344	11h-13h	190 €

OBJECTIFS
Cerner le cadre juridique de la lutte contre le blanchiment
Identifier les obligations des professionnels

PRÉREQUIS
Évoluer au sein d'une entreprise assujettie au dispositif de lutte contre le blanchiment

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne en charge de l'exécution des procédures de lutte contre le blanchiment

CERNER LA RESPONSABILITÉ DU BANQUIER DISPENSATEUR DE CRÉDIT

Maîtriser les conditions de mise en jeu de la responsabilité

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour faire le point sur les cas de responsabilité civile et pénale du banquier en matière de crédit

Autodiagnostic : les contours de la notion d'opération de banque
- Recenser les situations pouvant mettre en jeu la responsabilité du banquier
- Distinguer les différentes obligations pesant sur le banquier dans l'octroi d'un crédit
- Identifier les conditions légales et jurisprudentielles de mise en jeu de la responsabilité du banquier

ÉTAPE 2 15 mn de travail personnel

- Les participants s'exercent à déterminer les mesures à adopter pour renforcer la prévention de leur entité

Étude de cas : analyse du devoir de mise en garde du banquier dans l'octroi d'un crédit

ÉTAPE 3 45 mn permettant un échange et des conseils pratiques sur la rédaction d'une fiche de formalisation du devoir de mise en garde

PERFECTIONNEMENT

16 avril 2019		11 septembre 2019
Code 92342	11h-13h	190 €

OBJECTIFS
Cerner les cas de mise en jeu de la responsabilité du banquier
Connaître les conditions de mise en jeu de la responsabilité du banquier

PRÉREQUIS
Avoir des notions en droit bancaire ou en crédit

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne intervenant dans le domaine des crédits

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

COMPRENDRE LE RÔLE DES MARCHÉS FINANCIERS

Distinguer les différents instruments financiers

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour acquérir les bases des principaux marchés et instruments financiers

Autodiagnostic : recensement des différents types d'instruments financiers
- Lister les différents instruments financiers connus
- Définir le rôle des marchés financiers
- Catégoriser les instruments en fonction du rendement et du risque : focus sur les actions, le marché interbancaire, les obligations et le change
- Cerner le rôle et l'intérêt de la gestion collective

ÉTAPE 2 15 mn pour réaliser un exercice pratique

- Les participants mettent en pratique les notions abordées au travers d'une étude de cas

Étude de cas : étude de différents fonds communs de placement pour présentation au comité financier d'investissement

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces de la gestion collective

INITIATION

12 avril 2019	12 novembre 2019
Code 92345 · 11h-13h	190 €

OBJECTIFS
Identifier les instruments clés des marchés financiers
Apprécier leur utilité pour chacun des intervenants

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances générales en finance

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne ayant besoin de manipuler des instruments financiers ou de comprendre le rôle des marchés financiers

INTÉGRER LES BASES DE LA GESTION DE PATRIMOINE

Distinguer les types de placements

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour acquérir les notions essentielles du patrimoine

- Définir la notion de patrimoine
- Identifier les composantes d'un patrimoine : financières, non financières et sociales
- Connaître les différents revenus (fonciers, financiers…) et leur traitement fiscal

ÉTAPE 2 15 mn de travail personnel

- Les participants mettent en pratique les connaissances vues durant la première heure et s'exercent aux calculs de la fiscalité liée à chaque placement

Étude de cas : sur l'imposition des revenus

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur l'impact de la fiscalité sur le rendement des actifs du patrimoine

- Comparer les différents placements en fonction de leur rendement et de leur fiscalité
- Connaître les avantages et les inconvénients de chaque solution

INITIATION

24 mai 2019	4 décembre 2019
Code 92368 · 11h-13h	190 €

OBJECTIFS
Identifier les composantes d'un patrimoine
Cerner les différents types de placements

PRÉREQUIS
Avoir des notions en fiscalité

PUBLIC CONCERNÉ
Chargés de clientèle particuliers
Intermédiaires des réseaux d'assurances

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

DÉCOUVRIR LES BASES DE L'ASSURANCE

Distinguer les acteurs et les produits

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour acquérir les bases de l'organisation du secteur de l'assurance

Autodiagnostic : identification des principaux acteurs du marché
- Recenser les différents acteurs en présence
- Identifier les fonctions de chaque acteur
- Connaître les différentes branches d'assurance et les différentes catégories de contrats

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer au travers d'un exercice d'application pour faciliter l'assimilation des concepts abordés pendant la première heure

Exercice d'application : classement des acteurs en fonction de leur rôle et des contrats d'assurance en fonction du risque couvert

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les caractéristiques des opérations d'assurance

INITIATION

13 février 2019		4 septembre 2019
Code 92347	11h-13h	190 €

OBJECTIFS
Recenser les différents acteurs en présence
Connaître les différentes branches d'assurance

PRÉREQUIS
Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne souhaitant connaître les principes de fonctionnement du secteur de l'assurance

MAÎTRISER L'OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Sécuriser ses pratiques en matière de distribution des produits d'assurance

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour intégrer les obligations d'information et de conseil vis-à-vis du prospect/client

Autodiagnostic : identification des personnes assujetties à l'obligation de conseil et d'information
- Identifier les obligations en fonction des contrats proposés
- Connaître les situations générant une actualisation du conseil
- Utiliser un document de formalisation du conseil

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer

Étude de cas : analyse de différents documents destinés au client et détection des informations manquantes

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les bonnes pratiques de commercialisation des produits d'assurance
- Faire un point sur les exigences de l'ACPR
- Identifier les sanctions encourues en cas de manquement aux obligations

PERFECTIONNEMENT

22 mars 2019		8 novembre 2019
Code 92346	11h-13h	190 €

OBJECTIFS
Maîtriser les obligations des assureurs vis-à-vis du prospect ou client
Identifier les conséquences en cas de non-respect de la réglementation

PRÉREQUIS
Évoluer dans le secteur assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance

PUBLIC CONCERNÉ
Collaborateurs commerciaux ou administratifs d'une société d'assurances, d'une mutuelle ou d'une institution de prévoyance

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

COMPRENDRE L'ASSURANCE VIE

Choisir un support d'investissement

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour découvrir les différents supports d'investissement de l'assurance vie et évaluer le risque et la rentabilité

Autodiagnostic : recensement des différents types d'investissements en matière d'assurance vie
- Le choix du monosupport ou du multisupport, les fonds euros
- Les contrats en unités de compte
- Le contrat " Vie-génération "
- Le contrat " Euro croissance "

ÉTAPE 2 15 mn pour réaliser des exercices pratiques

- Les participants analysent les caractéristiques propres à certains supports d'investissement au travers d'une étude de cas

Étude de cas : analyse de différents contrats et identification des contraintes associées

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur l'adéquation entre le support d'investissement choisi et sa situation patrimoniale

INITIATION

19 juin 2019	20 décembre 2019
Code 92343 · 11h-13h	190 €

OBJECTIFS
Identifier les différents instruments financiers
Apprécier leur risque et rentabilité

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances générales sur les produits financiers

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne souhaitant connaître les principaux supports d'investissement en assurance vie

MAÎTRISER LES BASES DE LA PROTECTION SOCIALE

Distinguer les branches de la protection sociale

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour maîtriser les bases de l'organisation de la protection sociale en France

- Identification des principales branches de la protection sociale de base
- Recenser les différents régimes de base
- Identifier les besoins en protection sociale complémentaire : salariés, TNS
- Cerner les régimes supplémentaires
- Mettre en œuvre la protection sociale complémentaire des salariés

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer

Étude de cas : analyse du contenu d'un contrat de prévoyance complémentaire des salariés
- Identifier les points contractuels spécifiques
- Distinguer les principaux types de contrats de prévoyance

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur les bonnes questions à se poser lors de la souscription d'un contrat de prévoyance

PERFECTIONNEMENT

27 mars 2019	7 octobre 2019
Code 92369 · 11h-13h	190 €

OBJECTIFS
Comprendre l'organisation de la protection sociale
Identifier les principaux contrats de prévoyance

PRÉREQUIS
Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne souhaitant connaître le fonctionnement de la prévoyance sociale en France

PARCOURS VIDÉO

LES FONDAMENTAUX DU DROIT DES ASSURANCES, ÇA S'APPREND !

Intéressé par ce parcours :
digital-learning@abilways.com

OBJECTIFS

Connaître le marché de l'assurance : ses acteurs et ses mécanismes

Optimiser la gestion de ses contrats d'assurance

Maîtriser les étapes du règlement d'un sinistre

LES CHAPITRES

L'environnement de l'assurance et ses grands principes

La gestion de ses contrats d'assurance

Les étapes du règlement d'un sinistre

UN PARCOURS COMPLET

Des vidéos et des interviews d'experts

Des activités ludiques et un quiz de validation des connaissances

Des ressources téléchargeables pour approfondir vos connaissances

Un forum de discussion pour partager avec la communauté ABILWAYS

Une attestation de réussite et la recommandation LinkedIn délivrées après validation des connaissances

Parcours à suivre sur l'application mobile **ABILWAYS** disponible sur :

DISPONIBLE SUR Google Play

Télécharger dans l'App Store

Maîtriser les bases du droit financier

DIGITAL

Les marchés financiers et leurs acteurs

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le fonctionnement du marché financier

Distinguer les autorités de contrôle

Définir les instruments financiers

- Euronext : le marché unique de titres au sein de la bourse paneuropéenne

Connaître les utilités du marché financier

- La couverture et l'arbitrage
- Les moyens de financement pour les sociétés commerciales

Exercice d'application : construction d'un tableau synthétique des titres financiers

Découvrir les différents marchés financiers : vers une harmonisation européenne encadrée

Les marchés réglementés

- Les principes et les spécificités de la bourse paneuropéenne

Le marché de gré à gré

- Les personnes pouvant y recourir. Les clients concernés

Les marchés organisés

- Les systèmes de négociation alternatifs

Découvrir le principe d'intermédiation

- Les Prestataires de Services d'Investissement (PSI)

Exercice d'application : mise en œuvre de la responsabilité des PSI

- La surveillance de l'activité : les techniques de prévention des risques
- Les relations contractuelles

Comprendre les règles de commercialisation des services d'investissement et des instruments financiers

- Les obligations et responsabilités de l'originateur et du distributeur du produit financier
- Le devoir d'information et de conseil
- La construction de la documentation commerciale

Étude de cas : analyse de la publicité des produits financiers

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Identifier les acteurs et les règles applicables aux marchés financiers

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 26 juin 2019
ou 18 décembre 2019

INITIATION

Code : 92085
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Découvrir les fondamentaux en droit financier
Identifier au mieux les caractéristiques des instruments financiers
Maîtriser les règles applicables aux prestataires de services d'investissement

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en droit

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes non spécialisés en droit financier
Responsables financiers

ANIMATEUR

Guillaume JEAUFFROY
Legal Advisor

PLANNING

Paris
4-5 avril 2019
3-4 octobre 2019

Maîtriser les bases du droit boursier

DIGITAL

La réglementation AMF pour les corporates

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le rôle de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF)

- Définir son fonctionnement
- Analyser sa réglementation

Identifier les obligations d'information

- Lister les obligations d'information pesant sur les émetteurs
- Lister les obligations pesant sur les tiers

Étude de cas : analyse de cas concrets relatifs au respect des obligations déclaratives

Maîtriser l'offre au public et le placement privé

- La disparition du statut d'émetteur faisant appel public à l'épargne
- La notion d'offre au public de titres financiers
- Les dérogations à l'offre au public de titres financiers
- Le prospectus et la responsabilité des différents intervenants

Étude de cas : analyse des faits générateurs, des dérogations et dispenses à l'obligation d'établir un prospectus

Maîtriser les mécanismes de l'offre publique d'acquisition

- La préparation de l'offre publique
- Le contenu et les principales caractéristiques de l'offre publique
- La présentation de l'offre publique
- Le déroulement de l'offre publique

Exercice d'application : mise en œuvre des principes et des règles applicables aux offres publiques à partir d'un cas concret

Racheter des actions : mode d'emploi

- L'offre publique de rachat d'actions
- Le programme de rachat d'actions

Analyser les abus de marché

- Maîtriser la réglementation liée aux abus de marché
- Détailler le mécanisme de la procédure de sanction

Étude de cas : analyse des bons réflexes à acquérir pour prévenir les délits d'initiés

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les principales obligations des émetteurs

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 24 mai 2019
ou 19 décembre 2019

INITIATION

Code : 92151
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les obligations liées au règlement général de l'AMF
Présenter des dossiers conformes à la réglementation sur les offres publiques
Prévenir tous risques et sanctions

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en droit des affaires

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes non spécialisés en droit boursier, financiers

ANIMATEUR

Rémi JOUANETON
Avocat au Barreau de Paris
KRAMER LEVIN NAFTALIS & FRANKEL LLP

PLANNING

Paris
18-19 mars 2019
14-15 octobre 2019

Pratique du droit bancaire

Prévenir les risques liés à la relation avec la clientèle

La relation du banquier avec sa clientèle tend à se compliquer en raison d'une évolution législative et jurisprudentielle particulièrement dense. Connaître parfaitement les obligations et les devoirs du banquier, au quotidien, que ce soit en matière de comptes bancaires, d'opérations de crédit, d'épargne ou de moyens de paiement est essentiel pour les métiers de l'agence bancaire.

FORMAT

PRÉSENTIEL

BEST OF DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Autodiagnostic : le point sur les principes de base du droit bancaire et du droit de la consommation, sur les obligations et les devoirs du banquier

Cerner le cadre de la relation banque/client

Maîtriser l'environnement juridique

- La réglementation applicable
- Les acteurs : banques, clients et autorités de tutelle
- Le nouveau régime des IOBSP
- La loi de séparation et de régulation des activités bancaires
- Les impacts de la loi Hamon du 17/03/14 et le renforcement des sanctions
- Les impacts de la réforme du Code de la consommation et du droit des contrats
- Les perspectives législatives nationales et européennes

Analyser le fonctionnement des comptes bancaires

- La notion de compte bancaire : définition, typologie…
- Le droit au compte et les services de base et la tarification
- Ouverture, gestion et clôture du compte : droits et obligations des parties banquier/client

Étude de cas : au vu d'exemples tirés de la jurisprudence ou de l'expérience des participants, analyse des situations à risque et identification des moyens pour éviter les dysfonctionnements

Optimiser la qualité des dossiers de crédit

- Connaître les règles fondamentales des différents types de crédits
- Réforme du crédit immobilier : évaluer les impacts opérationnels

Exercice d'application : pour chaque type de crédit, établissement d'une liste des obligations précontractuelles du banquier

- Assurance emprunteur : déliaison de l'assurance emprunteur et du crédit immobilier, AERAS
- La directive européenne sur le crédit immobilier: évaluer les impacts opérationnels

Identifier les caractéristiques des moyens de paiement

- Connaître les règles applicables au chèque, virement, carte de paiement…
- La monnaie électronique et les différents acteurs

Étude de cas : analyse des litiges liés aux moyens de paiement

Garantir la relation banque/client

Distinguer les différentes garanties

- Les garanties à la disposition du banquier : sûretés personnelles ou réelles
- Les obligations et règles de forme inhérentes à chaque garantie

Étude de cas : analyse de la notion de disproportion en cas de cautionnement

Maîtriser le cadre de la responsabilité du banquier

- Les cas de responsabilité civile ou pénale du banquier : soutien abusif, crédit excessif, violation du secret bancaire, dysfonctionnement des comptes…
- Les obligations d'information et de conseil : le risque du banquier en cas de vente de produits d'assurance emprunteur
- Le devoir de mise en garde en matière de crédit : notion de client profane ou averti et les dernières jurisprudences

Étude de cas : analyse de jurisprudences récentes

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Appliquer les règles essentielles qui régissent les opérations de banque

INITIATION

Code : 92032

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 580 €

Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les opérations bancaires

Appliquer le droit bancaire au quotidien

Déceler les risques bancaires et les éviter

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur le fonctionnement des opérations bancaires

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes juniors des banques et collaborateurs de directions de recouvrement

Juristes non spécialisés désireux de connaître les bases du droit bancaire

Conseillers de clientèle des réseaux bancaires et responsables d'agence bancaire

ANIMATEUR

Virginie LARCHERON

Avocat Associée en droit bancaire

LV AVOCATS

PLANNING

Paris

14-15 mars 2019

23-24 septembre 2019

5-6 décembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

Tarif HT : 125 €

Durée : 90 mn, de 11h à 12h30

Dates : 16 mai 2019

ou 29 novembre 2019

EFE vous accompagne dans votre apprentissage

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Quiz amont	Temps de travail, d'échanges et de rencontes dans nos salles de formation	Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants e-évaluation Classes virtuelles Mémoire & REX Modules vidéo

Détail dans le sommaire p. 322

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

FORMAT

BLENDED

DISTANCIEL

1 - Questionnaire amont - Évaluation de votre niveau avant la formation

2 - Documents téléchargeables à lire sur le cadre juridique de l'exercice de l'activité bancaire

3 - Exercice d'application : étude de cas permettant de mettre en application l'ensemble des points abordés dans l'analyse des documents

4 - Classe virtuelle - Pour échanger sur les apports tirés des documents téléchargeables et répondre aux questions qui en découlent (1h30)

PRÉSENTIEL

5 - 1 jour de présentiel pour découvrir l'environnement juridique des opérations bancaires

Autodiagnostic : le point sur les principes de base du droit bancaire et du droit de la consommation, sur les obligations et les devoirs du banquier

Cerner le cadre de la relation banque/client

- Analyser le fonctionnement des comptes bancaires
  Étude de cas : au vu d'exemples tirés de la jurisprudence ou de l'expérience des participants, analyse des situations à risque et identification des moyens pour éviter les dysfonctionnements
- Optimiser la qualité des dossiers de crédit
  Exercice d'application : pour chaque type de crédit, établissement d'une liste des obligations précontractuelles du banquier
- Identifier les caractéristiques des moyens de paiement
  Étude de cas : analyse des litiges liés aux moyens de paiement
- Distinguer les différentes garanties
  Étude de cas : analyse de la notion de disproportion en cas de cautionnement

Maîtriser le cadre de la responsabilité du banquier

- Les cas de responsabilité civile ou pénale du banquier
- Les obligations d'information et de conseil
- Le devoir de mise en garde en matière de crédit
  Étude de cas : analyse de jurisprudences récentes

DISTANCIEL

6 - Questionnaire aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

INITIATION

Code : 92032BL
7 heures de présentiel
7 heures de distanciel
soit 14 heures
Tarif HT : 1 265 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les opérations bancaires
Appliquer le droit bancaire au quotidien
Déceler les risques bancaires et les éviter

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur le fonctionnement des opérations bancaires

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes juniors des banques et collaborateurs de direction de recouvrement
Juristes non spécialisés désireux de connaître les bases du droit bancaire
Conseillers de clientèle des réseaux bancaires et responsables d'agence bancaire

ANIMATEUR

Virginie LARCHERON
Avocat Associée en droit bancaire
LV AVOCATS

PLANNING

Paris

Session 1
Début du distanciel :
30 avril 2019
Classe virtuelle :
6 mai 2019 de 17h à 18h30
Présentiel :
13 mai 2019
Fin du distanciel :
20 mai 2019

Session 2
Début du distanciel :
18 septembre 2019
Classe virtuelle :
10 octobre 2019 de 17h à 18h30
Présentiel :
17 octobre 2019
Fin du distanciel :
24 octobre 2019

Maîtriser le cadre de la distribution du crédit immobilier

NEW

Intégrer les principes de la directive crédit immobilier

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner l'environnement du marché de l'immobilier

Identifier les différents acteurs

- Les promoteurs, les constructeurs
- Les IOBSP, les notaires, les agents immobiliers, les organismes de crédit

Analyser l'évolution du marché

- Les politiques du logement, de l'investissement, les marchés immobiliers
- Les évolutions de la demande

Maîtriser l'actualité réglementaire et fiscale

Connaître l'environnement réglementaire du crédit immobilier

- Les taux d'intérêt, le calcul du TAEG
- L'évolution sur les prêts réglementés (PTZ)
- L'investissement locatif Loi Pinel

Étude de cas : analyse de la jurisprudence récente afin de bien en mesurer les conséquences concrètes sur l'exercice de sa profession

Intégrer l'actualité fiscale

- La loi de finances 2018
- Le rappel des règles fiscales liées à l'immobilier, résidence principale, SCPI, Pinel, micro foncier…

Étude de cas : analyse des principes fiscaux avec des exemples chiffrés afin de bien en mesurer les impacts pour les clients emprunteurs

Maîtriser le cadre de la distribution du crédit immobilier

Connaître le client

- L'analyse du projet du client
- La solvabilité de l'emprunteur
- Les règles de protection du consommateur
- Les obligations contractuelles

Identifier les différents prêts immobiliers et leurs garanties usuelles

- Les prêt relais, les prêts bancaires classiques, le prêt VEFA
- L'assurance DC, ITT, PIA du prêt immobilier

Maîtriser la déontologie du métier de distributeur de crédit

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Mettre en pratique vos connaissances professionnelles sur l'octroi de prêts immobiliers et conseiller vos clients en toute sécurité

PERFECTIONNEMENT

Code : 92369
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser l'environnement du marché de l'immobilier
Intégrer l'actualité règlementaire et fiscale
Maîtriser le cadre de la distribution du crédit immobilier

PRÉREQUIS

Exercer une activité de conseil dans le financement immobilier

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne intervenant dans le processus d'élaboration, de proposition et d'octroi de contrats de prêts immobiliers

ANIMATEUR

Christian CHARLAT
Consultant en banque de détail et patrimoniale
PROTOS FORMATION

PLANNING

Paris
18 mai 2019
11 octobre 2019
11 décembre 2019

Responsabilités civile, disciplinaire et pénale du banquier

DIGITAL

Prévenir les risques liés aux activités bancaires

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Recenser les obligations civiles du banquier et anticiper la mise en cause de sa responsabilité

Identifier les facteurs de risques lors de l'octroi et de la rupture du crédit

- Mesurer la portée du devoir d'information, de mise en garde et de conseil
- Décrypter la problématique du financement des emprunts à but défiscalisant
- Déterminer la responsabilité du banquier lors de la prise de sûretés

Étude de cas : analyse de la notion " d'emprunteur averti "

Analyser les obligations du banquier teneur de comptes

- Intégrer les obligations de vérification à l'ouverture d'un compte

Étude de cas : analyse de la problématique des comptes ouverts aux personnes fragiles

Identifier les risques en matière de fourniture de services d'investissement

- Déterminer les risques lors de la distribution des produits financiers

Étude de cas : analyse de la jurisprudence relative au devoir de mise en garde ou de conseil

Identifier et prévenir les risques liés aux emprunts dits " toxiques "

- Prévenir et gérer les risques liés aux procédures disciplinaires
- Comprendre le déroulement d'un contrôle et d'une procédure disciplinaire

Étude de cas : analyse des dernières décisions de sanctions prononcées par l'ACPR/AMF

- Identifier les risques pénaux de la banque

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Identifier les risques liés aux différentes activités bancaires

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 18 avril 2019
ou 17 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92006
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les contraintes réglementaires et analyser les risques
Prendre des mesures de prévention
Mettre en place une organisation permettant de gérer le risque civil et pénal

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Pratique du droit bancaire " (code 92032) p. 332

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques
Responsables des engagements et contentieux

ANIMATEUR

Rémi JOUANETON
Avocat au Barreau de Paris
KRAMER LEVIN NAFTALIS & FRANKEL LLP

PLANNING

Paris
7-8 février 2019
14-15 novembre 2019

Lutte contre le blanchiment

Auditer et renforcer son dispositif

BEST OF DIGITAL RÉGION

Face au durcissement croissant des réglementations nationales et européennes pour lutter contre la délinquance financière, les banques doivent optimiser sans cesse leurs dispositifs de lutte contre le blanchiment et en prouver l'efficacité au régulateur. Il est ainsi essentiel d'évaluer ces dispositifs et de les faire évoluer.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre légal de la lutte anti-blanchiment

Recenser les textes et identifier leurs limites

- État des lieux du droit applicable
- Le développement des meilleures pratiques : Groupe d'Action Financière (GAFI), Comité de Bâle, Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), le US sentencing committee…
- Cerner les difficultés d'interprétation et d'application dans les banques

Éviter toute sanction

- Les responsabilités en cas de manquement à ses obligations de prévention
- La déclaration de soupçon et les responsabilités civile, disciplinaire et pénale

Concilier secret professionnel et obligations légales

Étude de cas : passage en revue des points faibles les plus courants sur la base des sanctions réglementaires déjà publiées

Recenser les pratiques de blanchiment et de financement du terrorisme les plus fréquentes

Identifier les acteurs et les relais

- Connaître les différentes typologies de blanchiment pratiquées
- Les méthodes traditionnelles
- Les nouvelles méthodes de recyclage et les dernières tendances

Étude de cas : analyse commentée d'un schéma traditionnel de blanchiment et de montages financiers suspects

Bâtir et pérenniser un dispositif de lutte contre le blanchiment

Mobiliser l'ensemble des acteurs

- Positionner le correspondant Traitement du Renseignement et Action contre les Circuits Financiers clandestins (TRACFIN)
- Améliorer la coopération entre auditeurs internes, contrôleurs, compliance officers, gestionnaires des risques…
- Délimiter leur périmètre d'intervention
- Définir un plan de formation : personnel à former, contenu, périodicité…

Choisir une organisation efficace pour déceler les risques

- Identifier les risques de blanchiment
- Définir des procédures internes
- Construire un dispositif de détection et de surveillance : les indicateurs d'alerte à mettre en place
- La question de la remontée des dysfonctionnements et des actions correctrices à mener
- La mise en place d'un suivi
- Les outils et techniques d'investigation
- Mettre en place des interfaces entre la banque et les autorités

Identifier les clients et les types d'opérations à surveiller

- Know Your Customer (KYC) : principes et changements introduits par la 3e directive
- Profil et typologie des clients suspects
- Repérer les opérations nécessitant un niveau de vigilance élevé
- Le cas des opérations complexes

Exercice d'application : les contrôles à effectuer lors d'une ouverture de compte

Établir une déclaration de soupçons

- De la détection à la déclaration de soupçons : les étapes à suivre
- Connaître les sanctions en cas d'omission de déclaration
- La procédure de déclaration automatique

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Mettre en place des outils de diligence efficaces pour lutter contre le blanchiment

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 23 mai 2019
ou 26 novembre 2019

EXPERTISE

Code : 92008
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les nouvelles obligations de vigilance et de contrôle
Identifier l'ensemble des zones et des facteurs de risque
Éviter toute mise en jeu de la responsabilité bancaire

PRÉREQUIS

Connaître le cadre réglementaire du secteur bancaire ou avoir suivi " Pratique du droit bancaire " (code 92032) p. 332

PUBLIC CONCERNÉ

Compliance officers et responsables juridiques
Chargés de la lutte anti-blanchiment
Toute personne en charge de l'élaboration et de l'exécution des procédures de lutte contre le blanchiment

ANIMATEUR

Alain BOLLE
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
29 mars 2019
26 septembre 2019
16 décembre 2019
Lyon et Bordeaux
29 mars 2019
26 septembre 2019
Nantes et Lille
8 février 2019
26 septembre 2019

Commercialisation des produits financiers

Respecter les obligations liées à l'information des investisseurs

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre réglementaire des produits financiers
- Identifier le rôle des tutelles
- Relever la tendance actuelle des textes réglementaires français et européens
- Cerner le périmètre des produits concernés

Maîtriser la réglementation liée à la commercialisation des produits financiers

Cerner le cadre réglementaire
- Les principes généraux liés à la diffusion d'une information claire, précise et non trompeuse
- Définir le conseil en investissement financier et le démarchage

Assimiler la réglementation applicable aux acteurs
- Examiner les modalités d'agrément des acteurs liés à la distribution
- Respecter les obligations professionnelles
- Cerner le rôle des associations professionnelles

Analyser les modalités de contrôle, de surveillance et de sanction

Étude de cas : étude de sanctions portant sur l'information des investisseurs et la pratique du conseil en investissement

Mettre en œuvre un dispositif de commercialisation des produits financiers
- Identifier et choisir ses partenaires
- Contractualiser la relation
- Gérer les risques et sécuriser la relation avec les distributeurs

Étude de cas : analyse commentée d'un contrat-type

Diffuser de la documentation commerciale
- Construire la documentation commerciale
- Proposer la documentation commerciale
- Mettre en œuvre un dispositif de contrôle de la documentation

Étude de cas : étude de publicité des produits financiers, analyse et élaboration d'un DICI

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Appliquer en toute sécurité les obligations liées à la commercialisation des produits financiers

PERFECTIONNEMENT

Code : 92261
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser le cadre réglementaire applicable à la distribution des produits financiers
Identifier la nature des responsabilités des différents acteurs
Mettre en œuvre les procédures utiles à la gestion des risques liés à la commercialisation

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les bases du droit financier " (code 92085) p. 331

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables de la conformité et du contrôle interne et déontologues
Juristes financiers

ANIMATEUR

Virginie LARCHERON
Avocat Associée en droit bancaire
LV AVOCATS

PLANNING

Paris
8-9 avril 2019
19-20 septembre 2019

Maîtriser le droit des produits dérivés

DIGITAL

Sécuriser les contrats FBF et ISDA

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le cadre juridique des produits dérivés

Dispositif légal
- Définition et régime juridique des instruments financiers à terme
- Définition et régime juridique des mécanismes de close-out netting et de global netting
- Définition et régime juridique du mécanisme de collatéral

Dispositif contractuel
- Présentation des conventions-cadres ISDA et FBF
- Architecture des conventions

Précautions à prendre avant d'entamer la négociation
- Problématique de droit applicable
- Capacité
- Sélection du contrat-cadre le plus adapté à partir de sa situation

Maîtriser la documentation FBF
- Présentation et analyse de la documentation FBF
- Étude détaillée de la convention-cadre FBF de 2013
- Étude de l'annexe EMIR

Mise en situation : cas de défaut de sa contrepartie

Exercice d'application : modifications contractuelles conseillées pour adapter et enrichir la convention en fonction de ses besoins

Maîtriser la documentation ISDA
- Présentation et analyse de la documentation ISDA
- Délai normal de négociation
- Clauses sensibles : comment réduire les risques
- Étude détaillée du multi-currency cross-border 1992 ISDA master agreement
- Analyse comparative de la convention ISDA 1992 et de la convention ISDA 2002

Exercice d'application : une négociation pour réduire les risques et sécuriser les clauses essentielles du contrat

Analyser les annexes " collatéral "
- Définition et intérêt du mécanisme de " collatéral "

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Sécuriser les clauses de vos contrats FBF et ISDA

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 22 mai 2019
ou 6 février 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92064
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Comprendre les évolutions récentes de la législation européenne
Maîtriser le dispositif légal et contractuel des produits dérivés
Maîtriser les différences entre les normes ISDA et FBF

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance du droit des marchés financiers

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes de marché
Collaborateurs d'un service back ou middle-office
Responsables des marchés de capitaux

ANIMATEUR

Guillaume JEAUFFROY
Legal Advisor

PLANNING

Paris
14-15 mars 2019
12-13 décembre 2019

Cautionnement, garantie à première demande et lettre d'intention

DIGITAL

Utiliser au mieux les garanties financières

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Utiliser au mieux le cautionnement

Garantir la validité de l'acte de caution
- Connaître les mentions obligatoires
- La preuve de l'acte de caution

Étude de cas : repérage des clauses pièges d'actes de caution

Procéder à des vérifications particulières
- Qualité de la caution et des créanciers
- Les informations à fournir par le créancier de la caution

Identifier les précautions à prendre en tant que bénéficiaire de l'engagement de caution
- Les garanties à exiger de la caution

Mettre en jeu la caution
- Le moment pour appeler en garantie

Étude de cas : identification des bons réflexes à acquérir dans la mise en jeu de la caution dans différentes situations

Rédiger sa garantie à première demande

Identifier les précautions à prendre lors de la rédaction
- Les informations à communiquer au garant
- Déterminer la durée de son engagement

Exercice d'application : rédaction d'une garantie à première demande

Mettre en œuvre sa garantie
- L'obligation de payer
- Les exceptions pouvant libérer le garant du paiement

Recourir à la lettre d'intention
- Rédiger une lettre d'intention

Étude de cas : identification des points perfectibles de différentes lettres d'intention
- Les précautions devant entourer la délivrance de la lettre d'intention
- Mettre en jeu une lettre d'intention

Étude de cas : choix de la garantie la plus appropriée pour les différentes situations préalablement définies et repérage des pièges

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Repérer les risques liés aux différentes garanties

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 16 juin 2019
ou 22 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92011
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Choisir la garantie la plus appropriée
Maîtriser la pratique rédactionnelle
Prévenir et gérer les difficultés de mise en jeu des garanties

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Pratique du droit bancaire " (code 92032) p. 332

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes, responsables juridiques
Responsables financiers
Responsables des engagements

ANIMATEUR
Olivier VIBERT
Avocat à la Cour
IFL-AVOCATS

PLANNING
Paris
3-4 juin 2019
18-19 novembre 2019

Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte

Maîtriser les techniques de mobilisation du poste client

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les applications pratiques du bordereau Dailly

Identifier les personnes et les créances concernées
- Connaître le formalisme
- Mesurer les effets de la cession
- Optimiser l'efficacité du bordereau Dailly

Identifier les précautions indispensables de gestion de la garantie
- Rédiger avec attention la convention cadre
- Apprécier les risques côté cédant / côté cédé
- La domiciliation et la comptabilisation des encaissements
- Comprendre la règle de couverture

Étude de cas : repérage des mentions manquantes de conventions

Prévenir les difficultés éventuelles
- Mesurer les incidences de la mise en redressement judiciaire du débiteur
- La réserve de propriété

Choisir l'affacturage : relation juridique entreprise / factor

Valider le contenu du contrat d'affacturage

Étude de cas : repérage des clauses sensibles de différents contrats

Apprécier les risques assumés par le factor
- Mesurer l'étendue des garanties des créances approuvées
- Négocier certaines clauses contractuelles

Les conséquences de l'intervention du factor dans la relation d'une entreprise avec sa banque

Le règlement des litiges clients

Connaître les droits du factor

Opter pour l'assurance-crédit
- Repérer les clauses importantes du contrat
- Maximiser les garanties
- Connaître les règles d'exécution du contrat

Recourir à l'escompte : les différents supports et risques

Exercice d'application : élaboration d'un tableau identifiant les avantages/inconvénients des différentes cessions de créances

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Distinguer les avantages des différentes techniques de cession de créances

PERFECTIONNEMENT

Code : 92038
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Optimiser la gestion et la mobilisation du poste client
Maîtriser les aspects juridiques de chaque mode de cession de créances professionnelles
Maîtriser les règles de notification, d'acceptation et d'inopposabilité

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Pratique du droit bancaire " (code 92032) p. 332

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes et responsables contentieux
Responsables des engagements

ANIMATEUR
Norbert TRICAUD
Avocat Associé
NTRICAUD AVOCATS

PLANNING
Paris
14 mai 2019
22 novembre 2019

Garanties financières dans un contexte international

DIGITAL

Sécuriser ses engagements bancaires

Les entreprises amenées à vendre ou à acheter des marchandises à l'étranger doivent impérativement sécuriser leurs opérations afin de se prémunir contre tout risque de non-paiement ou d'un défaut de livraison en prenant une garantie.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier l'ensemble des garanties possibles et à venir

- Recourir à l'acte de cautionnement
- Utiliser la garantie à première demande et la contre-garantie
- Se couvrir par des garanties contractuelles

Intégrer la réforme du droit des sûretés

- Les objectifs de la réforme
- Les impacts de la réforme sur les garanties

Identifier le droit applicable selon le type de garantie choisie

Droit du contrat ou de la garantie

- Étudier la solution proposée par la Convention de Rome et par les instances de la Chambre de Commerce et d'Industrie

Étude de cas : analyse des différentes brochures de la CCI

- Mesurer les avantages et inconvénients d'une clause d'élection de droit convenue a priori

Analyser le lien entre le droit applicable et le régime juridique

- Le fonctionnement de la garantie soumis au droit choisi

Exercice d'application : rédaction de différentes garanties

- Les conséquences en droit français : analyse des différents rapports juridiques

Mettre en jeu la garantie

- L'appel en garantie en fonction du droit applicable
- L'appel en garantie en fonction de la nature de la garantie : analyse de chaque garantie
- Éviter les litiges potentiels

Étude de cas : étude de la jurisprudence sur l'appel en garantie et repérage des sources éventuelles de litiges

- Mesurer l'utilité d'une clause d'arbitrage
- Connaître la compétence des tribunaux : analyse des règles internationales de compétence
- Surmonter les problèmes liés à la détermination du droit applicable

Partage d'expériences : échanges entre participants afin de tirer les enseignements des mesures prises pour certaines garanties face à des risques potentiels. Réflexion sur les mesures complémentaires à prendre après la formation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Choisir le type de garantie adapté à votre contrat commercial

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 13 septembre 2019
ou 3 février 2020

EXPERTISE

Code : 92030
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier et mettre en place les principales garanties
Déterminer le rôle des différents intervenants
Maîtriser et limiter les risques de contentieux

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Pratique du droit bancaire " (code 92032) p. 332

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques, gestionnaires de contrats
Rédacteurs sinistres
Toute personne confrontée à la gestion de sinistres

ANIMATEUR

Frédéric LEPLAT
Avocat à la Cour
DBB LAW

PLANNING

Paris
7 juin 2019
2 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Gestion du risque financier à l'international

DIGITAL

Sécuriser ses opérations commerciales internationales

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Distinguer les différents types de risques à l'international

Analyser le risque financier et ses diverses composantes

- Identifier les différents risques
- Analyser la chronologie des risques dans les ventes internationales
- Connaître les instruments de couverture des différents risques

Exercice d'application : choix d'une technique de couverture du risque de non-paiement et du risque de change

- Identifier les garanties internationales
- Identifier les différents types de garanties
- Connaître les risques induits dans le cadre des garanties
- Les garanties bancaires de paiement

Étude de cas : analyse de cas concrets pour apprécier l'impact des garanties internationales dans les opérations d'exportation

Sécuriser le contrat commercial à l'international

Identifier les clauses indispensables à insérer dans un contrat de vente à l'international

- Déterminer le prix et la durée de validité de l'offre
- Choisir une devise de facturation
- La réserve de propriété
- Choisir le droit applicable

Étude de cas : analyse commentée des clauses d'un contrat de vente à l'international

Intégrer les Incoterms comme un élément clé du contrat commercial

Exercice d'application : choix de l'Incoterm adéquat dans des situations déterminées

Utiliser les moyens et techniques de paiement adaptés

Identifier les limites des moyens de paiement classiques

- L'inadaptation des instruments de paiement non documentaires

La remise documentaire

- Les précautions et garanties complémentaires à mettre en place

Le crédit documentaire

- Les règles applicables : RUU 600, PBIS 745

Étude de cas : analyse de crédits documentaires

La Standby Letter Of Credit (SBLC)

- Le fonctionnement et les avantages de la SBLC

Étude de cas : analyse d'une SBLC

Les techniques bancaires et financières spécialisées

- L'affacturage à l'international, le forfaiting, le crédit acheteur

L'assurance-crédit

- Recenser les risques couverts et choisir le type de police

Étude de cas : indemnisation des sinistres

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les différentes techniques de paiement utilisées dans le commerce international

INITIATION

Code : 92237
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier et évaluer les risques financiers d'un contrat
Déterminer pour chaque cas la technique de couverture adaptée
Maîtriser les techniques bancaires de paiement

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance de l'environnement du commerce international

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables et commerciaux export
Gestionnaires administration des ventes export
Responsables financiers et gestionnaires de contrats

ANIMATEUR

Ange CUBEDDU
Directeur
ADEL CONSULTING

PLANNING

Paris
5-6 juin 2019
3-4 décembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 20 septembre 2019 ou 24 janvier 2020

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

La gestion opérationnelle du crédit documentaire

PROGRAMME

Maîtriser le mécanisme du crédit documentaire

- Intégrer le crédit documentaire dans l'opération d'exportation
- Analyser le rôle des différentes banques
- Présenter des documents en conformité avec le crédit et réaliser le crédit documentaire

Étude de cas : analyse d'un crédit documentaire

Rédiger les documents

- Cerner l'impact des règles applicables : RUU600 et PBIS745
- Prendre en compte l'influence des Incoterms sur la rédaction des documents
- Rédiger le bill of landing en conformité avec la lettre de crédit

Exercice d'application : analyse d'un bill of landing et détermination de sa conformité ou non-conformité

COMPÉTENCE MÉTIER

Analyser et négocier les termes d'un crédit documentaire dans le cadre d'une opération d'exportation

PLANNING

Paris
12 mars 2019 (9h-13h)
26 septembre 2019 (14h-18h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 92350
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Maîtriser la procédure de mise en œuvre du crédit documentaire
Se familiariser avec la rédaction des documents

PRÉREQUIS

Être amené à réaliser des opérations de règlement à l'export et à l'import

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables et commerciaux export
Gestionnaires administration des ventes export
Responsables financiers

Impacts de la transformation digitale sur la compliance

DIGITAL

Mesurer les incidences de la digitalisation pour protéger la banque

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le cadre réglementaire sous l'angle de la digitalisation

Cerner la notion de conformité

Connaître les risques liés à la digitalisation

Mesurer les impacts sur les pratiques de la fonction

- Intégrer les fondamentaux de la fonction
- Connaître les modalités de la surveillance de l'ACPR
  Exercice d'application : identification des zones d'exposition
- Maîtriser ses actions marketing et de prospection
- Identifier les obligations à respecter pour le marketing des produits et des services
- Sécuriser le traitement des données personnelles
- Maîtriser les règles de conservation des informations clients

Intégrer les règles en matière de commercialisation et de protection des intérêts de la clientèle

- Développer la connaissance de la clientèle
- Détecter les situations à risque
  Étude de cas : analyse d'un exemple de documentation commerciale

Sécuriser les paiements

- Identifier les risques liés à la digitalisation de la banque
  Exercice d'application : identification des points de vigilance des moyens de paiement

Gérer les réclamations

- Mettre en place un processus de gestion des réclamations
  Étude de cas : analyse d'un circuit de traitement des réclamations

L'alerte professionnelle

- Connaître les obligations de la banque

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Adapter le déroulé d'un cycle de vente dans une agence bancaire digitale aux exigences de la conformité

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 24 juin 2019
ou 5 décembre 2019

INITIATION

Code : 92322
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir le rôle du chargé de clientèle dans la conformité de la banque
Maîtriser les obligations applicables à chaque étape de la relation client
Intégrer ces obligations dans le quotidien de son métier

PRÉREQUIS

Évoluer au sein d'un établissement bancaire

PUBLIC CONCERNÉ

Chargés de clientèle dans une banque de détail ou privée
Compliance officers
Auditeurs internes

ANIMATEUR

André JACQUEMET, Président BUSINESS PROCESS ASSOCIATES (BPA)

PLANNING

Paris
2-3 avril 2019
1er-2 octobre 2019

Prévenir et détecter la fraude documentaire

DIGITAL

Établir une liste de contrôle

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le phénomène de la fraude documentaire

Connaître les obligations légales

- L'obligation d'identifier le cocontractant
- L'implication pénale

Identifier les différents types de fraudes

- Les infractions : la contrefaçon, la falsification, l'usage frauduleux et l'obtention frauduleuse d'un document

Les acteurs de la lutte contre la fraude documentaire

Étude de cas : analyse commentée de cas de fraude documentaire

Identifier de faux documents

Distinguer les catégories de faux documents

- Les faux justificatifs d'identité
- Les faux justificatifs de domicile
- Les faux justificatifs de travail
- Les faux justificatifs des opérations financières

Procéder à l'identification par un examen visuel

- Recenser les outils de détection disponibles
- Rechercher les anomalies pour chaque document
  Étude de cas : examen des documents nécessaires à l'ouverture d'un compte bancaire
- Définir la procédure à suivre après la détection d'une fraude documentaire
- Établir une liste des niveaux de contrôle pour chaque document
- Saisir la hiérarchie
- Saisir l'autorité judiciaire
- Rédiger un modèle de saisine
  Exercice d'application : identification de la juridiction compétente et analyse de la procédure à suivre pour traiter un cas de fraude

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Détecter la fraude documentaire et mettre en œuvre des mesures de prévention et de protection

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 10 septembre 2019
ou 20 novembre 2019

INITIATION

Code : 92323
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner le phénomène de la fraude documentaire
Identifier les faux documents
Éviter la mise en jeu de sa responsabilité

PRÉREQUIS

Évoluer au sein d'un établissement bancaire

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables d'agence bancaire
Chargés de clientèle de réseaux bancaires
Responsables juridiques et juristes de banque

ANIMATEUR

Alain BOLLE
Avocat à la Cour

PLANNING

Paris
27 mai 2019
8 octobre 2019

Protection des données personnelles dans la banque

DIGITAL

Maîtriser le cadre légal applicable au secteur bancaire

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Appliquer les principes de la loi " Informatique et libertés " dans le secteur bancaire
- Maîtriser les concepts de base : données à caractère personnel, leur traitement, le responsable du traitement, le sous-traitant
- Maîtriser les principes de la protection des données personnelles

Exercice d'application : rédaction d'une mention d'information " Informatique et libertés "

Mettre en place des mesures de sécurité et de confidentialité
- Identifier les obligations du responsable du traitement
- Intégrer les 10 conseils principaux en matière de sécurité
- Sécuriser les sites internet bancaires

Étude de cas : analyse des principales clauses d'un code de la sécurité " Informatique et libertés "

Anticiper les contrôles de la Cnil et les procédures de sanction
- Identifier les risques " Informatique et libertés "
- Anticiper le déroulement d'un contrôle

Maîtriser les traitements clés du secteur bancaire
- Encadrer les traitements de gestion commerciale
- Déployer les enregistrements téléphoniques conformément aux dispositions applicables
- Encadrer les traitements de credit scoring

Exercice d'application : élaboration d'une réponse à une demande de droit d'accès suite à un refus de crédit

Faire le point sur les problématiques récurrentes
- Les bases de données de type infocentre et décisionnelles
- La réutilisation des données à des fins commerciales

Exercice d'application : détermination des précautions à prendre pour réutiliser les données à des fins commerciales

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Identifier et intégrer les principales obligations " Informatique et libertés " dans le secteur bancaire afin de sécuriser le déploiement de vos traitements de données à caractère personnel

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 28 mai 2019
ou 12 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 92324
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Connaître le cadre légal applicable en matière de protection des données personnelles
Maîtriser les obligations incombant aux établissements bancaires
Concilier les dispositions légales applicables et les obligations des établissements bancaires

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances dans le domaine bancaire

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables juridiques et juristes
Correspondants Informatique et libertés

ANIMATEUR
Céline AVIGNON, Avocat à la Cour
ALAIN BENSOUSSAN - AVOCATS

PLANNING
Paris
25-26 mars 2019
3-4 octobre 2019

Cadre juridique de la blockchain

NEW

Renforcer juridiquement la confiance numérique en la blockchain

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Distinguer et comprendre blockchain, cryptoactifs et tous les autres

Faire le point sur les cryptomonnaies
- Définir la cryptomonnaie
- Fonctionnement et techniques associées
- Faire le point sur les différentes cryptomonnaies en dehors du bitcoin

Cerner la réalité pratique de la révolution blockchain pour anticiper l'impact sur son activité
- Comprendre la cryptographie
- Fonctionnement et technique

Analyser et comprendre l'Ethereum, les smart contracts et les autres applications possibles
- Découvrir l'Ethereum et comprendre les nouvelles applications possibles avec cette blockchain
- Analyser les smart contracts et identifier les avantages d'un contrat/programme autonome et donc auto-exécutant

Étude de cas : analyse de smart contracts existants dans le cas d'une prestation de service et rédaction des points clés
- Cerner les implications professionnelles de la blockchain dans le monde actuel et celui de demain

Les applications actuelles de la blockchain

Étude de cas : analyse de différentes applications à travers des exemples issus de différentes industries et sociétés de services

La cryptofinance ou la token economy
- Analyser l'explosion des opérations de levées de fonds en ICO bientôt encadrées par la loi PACTE en France
- Les plateformes d'échange ou comment se passer d'intermédiaire
- Les fonds d'investissement
- Les produits financiers

Organiser la gouvernance dans le respect de la réglementation
- La régulation d'une blockchain publique
- Liens entre tokens et titres financiers
- Blockchain et anti-blanchiment
- Blockchain et données personnelles avec le RGPD notamment
- Blockchain, smart contracts et règlement eIDAS

Partage d'expériences : échanges sur l'émergence des premières législations en France et à l'étranger

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser le mécanisme blockchain et ses applications possibles sur son activité, en disposant de réflexes juridiques pour encadrer ses futurs projets blockchain

PERFECTIONNEMENT

Code : 20207
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Comprendre la logique et les enjeux de la blockchain
Intégrer les implications juridiques de la blockchain
Sécuriser la gouvernance juridique des applications issues de la blockchain

PRÉREQUIS
Avoir des bases en droit du digital

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes et avocats

ANIMATEUR
Thibault VERBIEST
Avocat Associé
DS AVOCATS

PLANNING
Paris
7 juin 2019
4 décembre 2019

Digital et relation client dans la banque

Optimiser le parcours client

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir sa stratégie de relation client digitale en banque

Maîtriser les enjeux du digital dans l'expérience client

- Identifier les fractures du digital : la maturité des clients
- Analyser la fragmentation des usages : la diversité des terminaux

Exercices d'application : mesure de l'expérience client et optimisation des parcours client

Intégrer le digital dans la stratégie de relation client

- Auditer les canaux actuels de relation client : SWOT
- Diagnostiquer les commentaires des clients sur Internet
- Définir les objectifs de la relation client sur le digital
- Définir les cibles de la relation client sur le digital

Exercice d'application : définition de la place du digital dans la stratégie de relation client

- Collecter et exploiter les données client
- Définir les objectifs et les indicateurs de performance de la relation client

Exercice d'application : définition des objectifs et des indicateurs et analyse de la performance

Réussir la mise en œuvre de sa stratégie de relation client digitale dans la banque

- Définir les bonnes pratiques de la relation client personnalisée
- Gérer les conversations avec les clients
- Gérer un projet digital de relation client

Exercice d'application : conception d'un dispositif multicanal intégrant le digital pour répondre aux objectifs de relation client

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Quels indicateurs suivre pour calculer son ROI digital ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Organiser et piloter la relation client dans les canaux digitaux

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 12 septembre 2019
ou 7 février 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92325
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Découvrir les spécificités du digital dans la relation client
Intégrer le digital dans une stratégie de relation client en banque
Mettre en œuvre une relation client pertinente sur chaque canal digital

PRÉREQUIS
Avoir une expérience de la relation client

PUBLIC CONCERNÉ
Directeurs de service clients
Chefs de projet digital
Responsables marketing digital

ANIMATEUR
Emeraude LAMIET
Consultante Digital / Social Media
L'HOMME A VU L'OURS

PLANNING

Paris
13-14 mai 2019
2-3 décembre 2019

Piloter une stratégie marketing digital dans la banque

Pour optimiser le parcours client

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Comprendre les impacts de la transformation digitale sur la banque

Mesurer l'impact du digital dans la banque

- Analyser le comportement des consommateurs
- Identifier les nouveaux entrants et les nouveaux modèles économiques

Étude de cas : analyse de modèles de banques en ligne Fortuneo, Hellobank, le compte Nickel, de banques 100% mobile et de modèles crowdfunding BtoB/BtoC

Définir de nouveaux business models

Exercice d'application : challenge du business model de la banque avec les Canvas Osterwalder

Définir le nouveau parcours client

- Intégrer l'impact du mobile dans le parcours client

Exercice d'application : identification des étapes clés du parcours client

Maîtriser les enjeux du cross-canal dans la relation avec le client

Construire sa stratégie marketing digital

- Établir un diagnostic des actions en cours et leurs impacts

Étude de cas : analyse des outils de Social Media Monitoring

- Définir vos objectifs et vos cibles prioritaires

Élaborer son plan marketing digital

- La digitalisation des agences
- Animer des communautés clients et développer la co-innovation

Exercice d'application : élaboration d'une grille de choix des leviers à exploiter selon les objectifs

Piloter une stratégie digitale efficace

- Mettre en place une organisation efficace
- Contrôler et évaluer l'efficacité des actions

Exercice d'application : établir son plan personnel de digitalisation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Quels indicateurs suivre pour calculer son ROI digital ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Identifier les principes et les étapes clés pour construire une stratégie digitale adaptée à la banque

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 21 juin 2019
ou 31 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92326
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Cerner les spécificités du digital dans la stratégie marketing
Intégrer le digital dans une stratégie marketing
Mettre en œuvre une stratégie marketing pertinente sur chaque canal digital

PRÉREQUIS
Avoir une expérience en marketing

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne confrontée aux enjeux du digital au sein d'un établissement bancaire

ANIMATEUR
Christian CHARLAT
Consultant en banque de détail et patrimoniale
PROTOS FORMATION

PLANNING

Paris
4-5 avril 2019
25-26 novembre 2019

Pratiquer la gestion de patrimoine

DIGITAL

Cycle long pour répondre aux attentes de la clientèle patrimoniale

Gérer un patrimoine ne s'improvise pas. Il est essentiel de connaître l'ensemble des mécanismes juridiques et fiscaux qui gouvernent les différentes composantes d'un patrimoine et d'assimiler les techniques financières utilisées dans la gestion d'un portefeuille d'actifs. Une parfaite maîtrise de ces outils permet de proposer les montages les plus appropriés à la situation du client.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

MODULE 1

Maîtriser le droit et la fiscalité du patrimoine

Organiser un patrimoine en fonction des situations familiales et des régimes matrimoniaux

Exercice d'application : choix d'un régime matrimonial

De l'optimisation de la situation familiale à l'optimisation successorale

- Transmettre au conjoint, au partenaire pacsé et au concubin
- Améliorer les droits des bénéficiaires : donation entre époux, changement de régime matrimonial…
- Transmettre aux descendants

Exercice d'application : recherche des meilleures solutions de transmission à partir d'une situation patrimoniale donnée

Optimiser la fiscalité du patrimoine

- Accompagner le client dans ses déclarations
- Maîtriser la nouvelle législation applicable à l'IFI

Exercice d'application : sur la base de données fournies, calcul de l'impôt, identification des charges déductibles, des réductions et calcul de l'ISF

- Maîtriser la fiscalité des plus-values mobilières et immobilières

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2

Recourir efficacement aux marchés financiers, à l'immobilier et aux assurances de personnes

Évaluer la part des valeurs mobilières dans la composition et le développement du patrimoine

- Différencier les valeurs mobilières selon les besoins et les attentes du client
- Distinguer les modes de gestion
- Acquérir les bases de l'analyse et du calcul de la rentabilité

Mise en situation : choisir la part des valeurs mobilières dans un patrimoine donné

Rechercher l'optimisation fiscale de l'épargne

- Identifier les différentes enveloppes fiscales : PERP, PEA, FCPR et FCPI
- Maîtriser les aspects techniques et fiscaux de l'assurance vie
- Proposer une solution retraite et prévoyance adaptée

Mise en situation : calcul et conseil d'une sortie en capital ou d'une rente viagère pour un client prenant sa retraite

Mener un diagnostic immobilier

- Identifier les produits et les techniques de défiscalisation

Mise en situation : calcul de l'optimisation fiscale de l'investissement retenu

Exercice d'application : formuler différents conseils pour un patrimoine donné

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3

Optimiser les relations avec une clientèle patrimoniale

Optimiser l'approche et la découverte de la clientèle

- Reconnaître les clients " haut de gamme "
- Repérer les attentes du client
- Organiser le recueil d'informations
- Conduire l'entretien découverte

Mise en situation : entraînement au décodage des besoins d'un client fictif et au recueil des informations essentielles

Optimiser la communication

- Dresser un bilan et une analyse patrimoniaux
- Élaborer des solutions : formulation écrite et orale

Étude de cas : analyse du fond et de la forme de différents rapports de diagnostics patrimoniaux

- Mettre en œuvre les solutions et le suivi
- Maîtriser les techniques de négociation

Mise en situation : les participants s'approprient l'argumentation client et apprennent à traiter les questions et les objections

Maîtriser les risques et les responsabilités

- Respecter le devoir d'information et de conseil ainsi que le secret professionnel
- Connaître la démarche Know Your Client (KYC)
- Mesurer la responsabilité du Conseil en Gestion de Patrimoine
- Cerner la notion d'abus de droit : les contours de l'abus de droit, les montages à haut risque fiscal, l'étude du rapport du comité de l'abus de droit fiscal

Étude de cas : tirer les enseignements de la jurisprudence

Exercice d'application : préparation du diagnostic global d'un client

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Établir de manière structurée un diagnostic complet du patrimoine adapté aux besoins de vos clients

INITIATION

Code : 92309

6 jours | 42 heures

Tarif HT : 3 630 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les savoirs techniques, juridiques et fiscaux indispensables
Arbitrer efficacement entre les différents produits
Développer et gérer une clientèle patrimoniale

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en droit civil et une maîtrise de la fiscalité des particuliers ou avoir suivi " Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle " (code 30072) p. 309

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne exerçant une activité de conseil et de vente de services et de produits financiers

ANIMATEUR

Francine TORTIGET
Consultante en gestion du patrimoine

PLANNING

Paris

6-7 décembre 2018, 14-15 janvier, 6-7 février et 20 avril 2019*

8-9 avril, 13-14 mai, 11-12 juin et 11 septembre 2019*

19-20 septembre, 17-18 octobre, 14-15 novembre 2019 et 21 janvier 2020*

10-11 décembre 2019, 13-14 janvier, 6-7 février et 21 avril 2020*

*** CLASSE VIRTUELLE**
Pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

Partenariat

TITRE CERTIFIÉ

CONSEILLER FINANCIER

NEW CPF DIGITAL

INSCRIT AU RNCP

Trouvez votre **voie professionnelle** dès maintenant. Validez les blocs de compétences du titre certifié " **Conseiller financier** " et profitez de **perspectives professionnelles** attractives et passionnantes dans le **secteur de la banque et de l'assurance**. À l'issue de cette formation, vous serez capable de :

1. PROPOSER LES SERVICES BANCAIRES ET D'ASSURANCE
2. CONSEILLER UNE SOLUTION D'ÉPARGNE ET DE PLACEMENT
3. PRÉCONISER UNE SOLUTION POUR INVESTIR
4. AUDITER LES RISQUES ET CONDUIRE UN PROJET

Le certificat de compétences qui atteste de la maîtrise d'un bloc de compétences est délivré par SOFTEC à l'issue d'une épreuve écrite composée d'un QCM et d'une étude de cas, suivie d'un oral devant un jury de professionnels.

Le titre certifié " **Conseiller financier** " peut être validé :

- par la **formation continue** pour les salariés souhaitant se spécialiser dans le conseil financier
- par la **VAE (validation des acquis de l'expérience)**, pour toute personne justifiant d'au moins une année d'expérience professionnelle.

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

CPF

Titre certifié de niveau II (Bac+3/4) enregistré au RNCP
Éligible au CPF en fonction des branches professionnelles

LES + DE LA FORMATION

Formation certifiante inscrite au RNCP et éligible au CPF

Certification par capitalisation en validant séparément les 4 blocs de compétences à votre rythme, sur une période de 5 ans maximum

Des tests de positionnement réalisables à distance pour tester ses connaissances

Des ressources pédagogiques disponibles 24h/24 sur une plateforme dématérialisée

- Total 36,5 jours | 255,5 heures
code produit : 92373
4 blocs de compétences validés
- Tarif formations : 18 995 € HT**
- Frais de dossier : 150 € HT
- Coût forfaitaire de l'évaluation : 2 700 € HT
- Coût global : 21 845 € HT

**Soit 35 % de remise

POUR EN SAVOIR PLUS
ou être conseillé,
contactez Robert BIEWER
au 01 44 09 12 89
ou rbiewer@efe.fr

DÉTAIL DU PARCOURS DE FORMATION

Préparant à la validation des 4 blocs de compétences du titre certifié **" Conseiller financier "**

BLOC 1 - PROPOSER LES SERVICES BANCAIRES ET D'ASSURANCE

Pratique du droit bancaire (code 92032 p. 332)
2 jours | 14 heures

Les fondamentaux de l'assurance (code 92140 p. 362)
2 jours | 14 heures

Les bases de l'assurance dommages (code 92249 p. 371)
2 jours | 14 heures

Assurances de personnes (code 92189 p. 389)
2 jours | 14 heures

Coût total du bloc 1 :
8 jours | 56 heures
Tarif formations : 4 750 € HT*
Coût de l'évaluation : 675 € HT
*Soit 25 % de remise

BLOC 2 - CONSEILLER UNE SOLUTION D'ÉPARGNE ET DE PLACEMENT

Les marchés financiers - Niveau 1 (code 92019 p. 358)
2 jours | 14 heures

Les fondamentaux des instruments financiers (code 92018 p. 360)
2 jours | 14 heures

Assurance vie : cadre juridique et fiscal (code 92178 p. 385)
2 jours | 14 heures

Maîtriser les régimes de retraite (code 10030 p. 46)
2 jours | 14 heures

Coût total du bloc 2 :
8 jours | 56 heures
Tarif formations : 4 705 € HT*
Coût de l'évaluation : 675 € HT
*Soit 25 % de remise

BLOC 3 - PRÉCONISER UNE SOLUTION POUR INVESTIR

Cautionnement, garantie à première demande et lettre d'intention (code 92011 p. 337)
2 jours | 14 heures

Financement à court terme des entreprises (code 91107 p. 209)
1 jour | 7 heures

Droit des sociétés pour non-juristes (code 20001 p. 103)
2 jours | 14 heures

Réussir un investissement immobilier patrimonial (code 92321 p. 350)
2 jours | 14 heures

Maîtriser les dispositifs de défiscalisation immobilière (code 92352 p. 350)
0,5 jour | 4 heures

Maîtriser le cadre de la distribution du crédit immobilier (code 92369 p. 334)
1 jour | 7 heures

Coût total du bloc 3 :
8,5 jours | 60 heures
Tarif formations : 5 495 € HT*
Coût de l'évaluation : 675 € HT
*Soit 25 % de remise

BLOC 4 - AUDITER LES RISQUES ET CONDUIRE UN PROJET

Droit patrimonial de la famille (code 92316 p. 348)
3 jours | 21 heures

Droit des successions et des libéralités (code 30051 p. 310)
2 jours | 14 heures

Impôt sur le revenu (code 30072 p. 309)
2 jours | 14 heures

Pratiquer l'analyse financière - Niveau 1 (code 91043 p. 195)
2 jours | 14 heures

Lutte contre le blanchiment (code 92008 p. 335)
1 jour | 7 heures

Argumenter et persuader (code 53039 sur www.efe.fr)
2 jours | 14 heures

Coût total du bloc 4 :
12 jours | 84 heures
Tarif formations : 6 970 € HT*
Coût de l'évaluation : 675 € HT
*Soit 25 % de remise

Maîtriser les techniques de gestion de patrimoine

DIGITAL

De l'audit patrimonial à l'optimisation fiscale

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mener à bien un audit patrimonial

Collecter les informations relatives au client

- Situation personnelle, familiale et professionnelle
- Définition du profil de risque du client

Diagnostic économique et juridique du patrimoine

- Déterminer les objectifs poursuivis
- Formuler des préconisations en fonction des résultats du diagnostic

Exercice d'application : simulations d'audit et de diagnostic

Optimiser la fiscalité du patrimoine

Détention et gestion de patrimoine

- Fiscalité du capital et de ses revenus
- Impôt sur la fortune immobilière (IFI)
- Impôt sur le revenu (IR)
- Les supports de défiscalisation mobiliers et immobiliers
- Assurance vie : la fiscalité appliquée lors de la transmission

Transmission de patrimoine et optimisation fiscale

- Transmission à destination du conjoint
- Liquider le régime matrimonial
- Donation entre époux, avantages matrimoniaux
- Concubins, partenaires pacsés

Exercice d'application : recherche des meilleures solutions d'optimisation fiscale à partir d'une situation patrimoniale donnée

Maîtriser les risques et les responsabilités

- Abus de droit dans la gestion patrimoniale
- Devoir d'information et de conseil, secret professionnel : identifier leur portée et les précautions à prendre

Jeu de rôles : élaboration d'un plan de bonne conduite gestionnaire de patrimoine / client

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Mettre en pratique les bases tant fiscales que civiles de l'ingénierie patrimoniale

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 19 juin 2019
ou 10 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92313
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Acquérir une méthodologie pratique de l'audit patrimonial
Maîtriser les règles fondamentales de détention, de gestion et de transmission patrimoniales
Préconiser le montage adapté au profil et aux besoins du client

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en droit civil et une maîtrise de la fiscalité des particuliers

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant maîtriser les techniques juridiques et fiscales de gestion patrimoniale

ANIMATEUR

Francine TORTIGET
Consultante en gestion du patrimoine

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
25-26 novembre 2019

Approche patrimoniale globale du chef d'entreprise

DIGITAL

Maîtriser la méthodologie du diagnostic patrimonial

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la méthodologie de l'approche patrimoniale globale

Aborder la découverte de la situation

- Identifier les bonnes questions à poser
- Savoir écouter et rebondir en fonction des réponses données

Analyser la situation

- Identifier les indicateurs pertinents en fonction de l'objectif poursuivi

Établir le diagnostic patrimonial

- Savoir le présenter au client

Exercice d'application : rédaction d'un diagnostic patrimonial à partir d'une situation concrète

- Identifier les évolutions juridiques et fiscales afin de les traduire en opportunités

Les modifications du droit de la famille

- L'impôt sur les sociétés
- Cession de participations, distribution des dividendes, régime des groupes de sociétés…

Les transmissions et cessions de sociétés

- L'imposition des plus-values

Étude de cas : les nouvelles modalités du partage successoral appliquées à une situation concrète

Les stratégies patrimoniales adaptées au chef d'entreprise à caractère familial

- Optimiser fiscalement la situation
- Optimiser juridiquement la situation

Exercice d'application : chaque problématique est illustrée par un exercice d'application à résoudre en commun

Cerner les outils d'optimisation et de développement

- Utiliser l'assurance vie, le contrat de capitalisation, la holding et la société civile
- Utiliser l'effet de levier du crédit

Exercice d'application : calcul d'un effet de levier du crédit dans le cadre d'investissements immobiliers

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Quelle imposition pour le patrimoine professionnel ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Décrypter les attentes et les besoins du chef d'entreprise afin d'apporter des solutions efficaces dans un climat de confiance

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 9 septembre 2019
ou 20 décembre 2019

EXPERTISE

Code : 92315
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les évolutions juridiques et fiscales
Décliner les stratégies patrimoniales les plus pertinentes
Utiliser judicieusement les structures de détention du patrimoine

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en ingénierie fiscale du patrimoine

PUBLIC CONCERNÉ

Conseillers et ingénieurs patrimoniaux
Chargés d'affaires dans le secteur du private equity mid cap

ANIMATEUR

Christophe GARCIA
Avocat au Barreau de Paris

PLANNING

Paris
23-24 mai 2019
7-8 octobre 2019

Assurance vie et gestion de patrimoine

Élaborer une stratégie de placement

Bâtir une stratégie efficace de gestion de patrimoine implique une connaissance approfondie de l'assurance vie, de ses mécanismes techniques à ses aspects fiscaux, en passant par l'ensemble des clauses juridiques qui peuvent être optimisées.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Découvrir l'univers de l'assurance vie

Cerner les spécificités juridiques et fiscales de l'assurance vie par rapport aux autres placements

- Déterminer les conséquences patrimoniales de la propriété des sommes versées sur le contrat d'assurance
- Maîtriser les prérogatives des intervenants au contrat d'assurance vie
- Connaître le traitement successoral de l'assurance vie
- Savoir combiner les règles du droit des régimes matrimoniaux et du droit des assurances
- Maîtriser le régime fiscal de l'assurance vie en vue de son optimisation

Partage d'expériences : les évolutions récentes relatives à la réglementation de l'assurance vie

Construire une stratégie patrimoniale grâce au régime de l'assurance vie

Utiliser l'assurance vie comme un instrument de réorganisation de la succession

- Savoir rédiger des clauses bénéficiaires de qualité
- Mettre en place des clauses bénéficiaires démembrées
- Déterminer l'intérêt des clauses bénéficiaires avec charges et conditions
- Savoir rédiger une clause bénéficiaire à option
- Associer assurance vie et fiducie

Exercice d'application : rédaction d'un modèle type de clause bénéficiaire

Utiliser l'assurance vie comme un instrument de garantie

- Bénéficier des avantages patrimoniaux du nantissement ou de la délégation
- Appréhender l'intérêt du démembrement en assurance vie

Connaître l'intérêt patrimonial du choix d'un type d'assurance vie

- Cosouscriptions, fonds dédiés, contrats en euros, contrats en unités de compte ou euro-croissance

Optimiser les aspects fiscaux des contrats d'assurance vie

- Savoir optimiser l'abattement fiscal de 4600 ou 9200 €
- Déterminer les possibilités offertes à l'assuré de plus de 70 ans
- Maîtriser les impacts de la loi TEPA
- Connaître les impacts patrimoniaux de la fiscalité des non-résidents

Partage d'expériences : construction d'une stratégie de gestion de patrimoine autour de l'assurance vie

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Élaborer une stratégie de placement autour de l'assurance vie afin d'optimiser la gestion patrimoniale de votre clientèle

INITIATION

Code : 92314
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Présenter les principaux atouts de l'assurance vie par rapport aux autres placements
Optimiser l'ensemble des techniques de l'assurance vie pour bâtir une stratégie de gestion de patrimoine performante
Prévenir les difficultés juridiques et fiscales de l'assurance vie

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en fiscalité des particuliers ou avoir suivi " Impôt sur le revenu " (code 30072) p. 309

PUBLIC CONCERNÉ

Conseillers en gestion de patrimoine
Chargés de clientèle particuliers ou professionnels
Intermédiaires des réseaux d'assurances

ANIMATEUR

Laetitia LLAURENS
Avocat à la Cour
LEX PATRIMONIS

PLANNING

Paris
4-5 février 2019
4-5 octobre 2019
3-4 février 2020
Lyon
29-30 avril 2019
12-13 septembre 2019
Bordeaux
25-26 avril 2019
19-20 septembre 2019
Nantes et Lille
29-30 avril 2019
12-13 septembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 11 avril 2019 ou 27 janvier 2020

Droit patrimonial de la famille

Maîtriser les régimes matrimoniaux, PACS, divorce, libéralités et successions

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Repérer les différents régimes matrimoniaux
- Passer au crible les différents régimes matrimoniaux
- Participation aux acquêts
- Identifier les possibilités de protection complémentaire
- Cerner les conditions et la procédure pour changer de régime matrimonial
- Maîtriser les conséquences d'un changement de régime matrimonial

Test de connaissances : les régimes matrimoniaux

Identifier le régime juridique et fiscal du PACS
- Déterminer les effets juridiques du PACS
- Appliquer le régime de l'indivision

Identifier les conséquences fiscales de la souscription d'un PACS

Étude de cas : examen de la situation patrimoniale de deux pacsés et des conséquences juridiques et fiscales

Maîtriser les conséquences fiscales et patrimoniales d'un divorce
- Identifier les différentes formes de divorces
- Gérer les conséquences fiscales et patrimoniales d'un divorce

Étude de cas : analyse de liquidations de communauté suite à divorce

Maîtriser les règles relatives aux donations et aux successions
- Identifier la typologie des donations
- Le régime juridique et fiscal des donations

Exercice d'application : calcul des droits dans différentes hypothèses
- Les différentes étapes d'un règlement successoral

Exercice d'application : liquidation d'un régime matrimonial suite à un décès, règlement de la succession et calcul des droits de mutation à titre gratuit

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Appliquer les différents régimes matrimoniaux en vue de maîtriser les conséquences juridiques et fiscales inhérentes aux diverses problématiques familiales

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 20 mai 2019
ou 25 février 2020

INITIATION

Code : 92316
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 2 050 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les différents régimes matrimoniaux et le régime du PACS
Prévoir les conséquences patrimoniales d'un divorce
Maîtriser les principes du droit des donations et des successions

PRÉREQUIS
Être impliqué dans la gestion et/ou la transmission de patrimoine

PUBLIC CONCERNÉ
Conseillers en gestion de patrimoine
Collaborateurs des études notariales

ANIMATEUR
Christophe SIBERCHICOT
Chargé enseignement fiscalité patrimoniale
DIRECTION GÉNÉRALE FINANCES PUBLIQUES

PLANNING

Paris
13 au 15 mars 2019
12 au 14 novembre 2019

Structurer son patrimoine en société

Société civile, SAS, SARL et holding patrimoniale

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Connaître les principes applicables à la société civile

Maîtriser les règles juridiques encadrant son fonctionnement
- Utiliser la liberté contractuelle : droit de vote plural, répartition inégalitaire du dividende
- Clauses d'agrément, d'inaliénabilité et de rachat forcé

Analyser les règles d'imposition
- Capital fort ou faible
- Repérer dans quelles situations opter pour l'IS

Repérer les avantages patrimoniaux d'une société civile

Étude de cas : montage patrimonial avec une SCI
- SARL, SAS : choisir la structure la mieux appropriée pour gérer son patrimoine

Tirer profit des effets de levier juridiques et financiers de la SAS
- Actions de préférence à droit de vote plural et à dividende majoré

Optimiser l'effet de levier fiscal
- Sursis d'imposition, régimes des sociétés mères, intégration fiscale, titres de participation, fusion-absorption…
- Mesurer les opportunités et les contraintes
- Mettre en place une holding patrimoniale
- Choisir la forme sociale la mieux adaptée à ses objectifs
- Constituer la holding : choix de la chronologie la plus avantageuse
- Optimiser l'impôt sur le revenu, l'ISF et les droits de mutation
- Gérer et transmettre son patrimoine privé

Étude de cas : la holding, un outil précieux
- Faciliter l'acquisition d'une entreprise
- Le LBO familial
- Optimiser la transmission au sein de la famille

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Comment transmettre son entreprise ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Mettre en place une holding patrimoniale et conseiller vos clients sur les schémas juridiques et fiscaux les plus efficaces

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 25 septembre 2019
ou 27 février 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92317
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Découvrir l'intérêt patrimonial du recours à une société
Maîtriser les caractéristiques juridiques, fiscales et sociales de chaque structure présentée
Maîtriser les diverses applications de la holding patrimoniale

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en ingénierie fiscale du patrimoine

PUBLIC CONCERNÉ
Conseillers en gestion de patrimoine
Juristes et fiscalistes
Avocats, notaires

ANIMATEUR
Christophe GARCIA
Avocat au Barreau de Paris

PLANNING

Paris
16-17 mai 2019
5-6 décembre 2019

Initiation à l'ingénierie patrimoniale

DIGITAL

Intégrer les bases de la fiscalité du patrimoine

L'optimisation fiscale tient une place très importante dans la gestion de patrimoine. Afin de maîtriser les bases de la fiscalité patrimoniale, les gestionnaires de patrimoine doivent impérativement savoir limiter l'impact de l'imposition, réduire les bases d'imposition ou encore différer le paiement de l'impôt.

INITIATION

Code : 92310
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 2 050 €
Repas inclus

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Établir un bilan patrimonial

- Repérer les attentes du client
- Recueillir les informations pertinentes à l'établissement d'un bilan
- Poser les bonnes questions
- Aborder la situation familiale, le statut professionnel, le niveau et la nature des revenus
- Conduire un entretien découverte
- Dresser un bilan patrimonial et l'analyser
- Analyser la situation
- Établir un diagnostic patrimonial

Exercice d'application : rédaction d'un diagnostic patrimonial à partir d'une situation donnée

Maîtriser les différents mécanismes de base de la fiscalité du patrimoine

Maîtriser l'impôt sur le revenu et la fiscalité catégorielle

- Gérer les revenus professionnels
- Traiter fiscalement les stock-options, les jetons de présence et les comptes courants d'associés
- Maîtriser les règles des revenus fonciers

Appliquer le régime de la fiscalité des revenus de capitaux mobiliers

- Modalités de calcul de l'impôt
- Identifier les abattements, les crédits d'impôt et les déductions possibles
- Opter, ou non, pour le prélèvement forfaitaire libératoire
- Gérer les revenus tirés des PEA, des FCPR, des FCPI, des PEL et des CEL

Exercice d'application : détermination et calcul de l'imposition des revenus de capitaux mobiliers

Intégrer le régime fiscal des plus-values

- Distinguer les plus-values mobilières des plus-values immobilières
- Calculer le montant de la plus-value
- Déterminer le prix de revient
- Traiter fiscalement une moins-value

Exercice d'application : calcul du montant de la plus-value réalisée par un chef d'entreprise

- Appliquer des stratégies patrimoniales adaptées à l'interlocuteur

Identifier les évolutions en matière de fiscalité du patrimoine

- Prendre en compte la réforme de la fiscalité du patrimoine
- Faire le point sur le régime Dutreil
- Appliquer les nouvelles modalités en droit de la famille

Préconiser et mettre en œuvre des solutions patrimoniales

- Recourir à l'assurance vie
- Restructurer le patrimoine
- Recourir à une holding patrimoniale
- Créer une SCI

Optimiser fiscalement la situation

- Limiter ou réduire les frottements fiscaux
- Minorer l'assiette d'imposition

Étude de cas : mise en place d'une stratégie d'optimisation fiscale patrimoniale

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Analyser la situation fiscale du client afin de limiter au maximum son imposition

OBJECTIFS

Maîtriser les savoirs techniques, juridiques et fiscaux nécessaires à l'appréhension de la fiscalité patrimoniale
Proposer des stratégies fiscales patrimoniales adaptées à la situation du client
Identifier les risques fiscaux

PRÉREQUIS

Vouloir développer ses connaissances en ingénierie patrimoniale

PUBLIC CONCERNÉ

Conseillers en gestion de patrimoine et CIF
Ingénieurs patrimoniaux
Chargés de clientèle particuliers

ANIMATEUR

Christophe GARCIA
Avocat au Barreau de Paris

PLANNING

Paris
1er au 3 avril 2019
27 au 29 novembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 27 juin 2019
ou 26 février 2020

2 FORMATS AU CHOIX

100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique du format blended learning à découvrir sur www.efe.fr

Réussir un investissement immobilier patrimonial

DIGITAL

Maîtriser les rouages financiers, juridiques et fiscaux

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les éléments clés pour bâtir une stratégie immobilière

- Déterminer la place de l'immobilier dans le patrimoine
- Les différentes formules de placements
- La rentabilité des investissements

Bien choisir le bien immobilier

Analyser et anticiper les grandes tendances du marché immobilier

- Les outils d'analyse et de prévision
- Les indicateurs d'évolution des prix

La recherche et l'expertise du bien

- Cerner les différentes modalités d'acquisition
- Les procédures d'acquisition : vente de gré à gré / vente aux enchères
- Les modalités d'acquisition du bien
- Acquérir en pleine propriété
- Acquérir en démembrement : aspects civils et fiscaux
- Bail à construction
- Investissement direct : avantages et inconvénients
- Investissement indirect
- Détention via une structure immobilière
- Connaître les règles de constitution et de fonctionnement propres à chaque structure
- Maîtriser la fiscalité applicable dans chaque cas

Test de connaissances : validation des acquis sur les modalités d'acquisition d'un bien immobilier

Financer l'investissement

- Identifier les différents types de prêts
- Optimiser un investissement immobilier grâce au crédit
- Comparer les différentes modalités de financement

Étude de cas : choix du mode de financement le mieux adapté à la situation du client

Assurer la gestion du bien

- La gestion d'une propriété directe à plusieurs : indivision, copropriété, lotissement, " time sharing "
- Le contrat de bail
- Le cas particulier de la location meublée

Intégrer les principaux paramètres de la fiscalité immobilière

- Lors de l'acquisition : droits d'enregistrement, TVA immobilière
- Pendant la détention
- Lors de la cession
- Maîtriser les mécanismes de taxation des revenus locatifs
- Analyser et profiter des avantages fiscaux

Estimer la performance d'un investissement immobilier

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Choisir l'investissement immobilier le plus adéquat selon la situation de votre client en évitant les risques et en optant pour le financement et le régime fiscal les plus avantageux

PERFECTIONNEMENT

Code : 92321
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Évaluer la rentabilité d'un investissement immobilier et optimiser l'acquisition d'un patrimoine immobilier
Maîtriser les différentes modalités de financement d'un investissement
Maîtriser les principaux paramètres de la fiscalité immobilière

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en immobilier

PUBLIC CONCERNÉ

Conseillers en gestion de patrimoine
Collaborateurs des études notariales
Experts-comptables

ANIMATEUR

Christophe GARCIA
Avocat au Barreau de Paris

PLANNING

Paris
14-15 mars 2019
10-11 octobre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 15 mai 2019
ou 19 décembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Maîtriser les dispositifs de défiscalisation immobilière

PROGRAMME

Maîtriser les différents dispositifs de défiscalisation immobilière

- Décrypter le dispositif Pinel / Pinel Outre-Mer
- Proposer les investissements locatifs Censi-Bouvard et l'EPHAD
- Déterminer un déficit foncier des LMP/LMNP
- La fiscalité du dispositif Malraux et les monuments historiques
- Comparer le régime Réel et le Micro foncier

Exercice d'application : élaboration d'une stratégie patrimoniale d'un investissement locatif

Analyser le financement d'un investissement locatif

- Identifier les différents types de crédits
- Utiliser l'effet de levier de l'assurance vie
- Réaliser un investissement locatif via une SCI

Étude de cas : simulation d'un investissement locatif

COMPÉTENCE MÉTIER

Proposer un investissement locatif

PLANNING

Paris
4 avril 2019 (9h-13h)
10 octobre 2019 (14h-18h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 92352
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Optimiser un investissement locatif
Financer un investissement locatif

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en fiscalité ou avoir suivi " Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle " (code 30072) p. 309

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires d'actifs immobiliers
Chargés de clientèle particuliers au sein d'une banque de détail ou privée
Conseillers en gestion de patrimoine

Évaluation immobilière et contrôle fiscal

DIGITAL

Maîtriser les règles d'évaluation et faire face à un contrôle fiscal

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Déterminer la valeur d'un bien immobilier

Identifier la notion de valeur vénale
- Définitions doctrinale et jurisprudentielle

Déterminer les facteurs physiques
- Le marché immobilier
- Les règles d'urbanisme

Définir les facteurs juridiques
- Le démembrement de propriété
- Les abattements : occupation…

Caractériser les facteurs économiques
- L'impact des investissements locatifs
- Les monuments historiques

Appliquer les règles propres à l'IFI et aux mutations à titre gratuit
- Principes d'imposition des droits démembrés
- L'habitation principale

Dresser la liste des méthodes d'évaluation immobilière reconnues par l'administration fiscale
- Appliquer l'évaluation par la comparaison
- Choisir l'évaluation par le revenu
- Évaluer par le prix de revient

Étude de cas : évaluation d'une SCI propriétaire de plusieurs biens à partir d'un dossier complet : actes, emprunts, comptes courants d'associés, déclaration fiscale 2072…

Faire face à un contrôle fiscal

Suivre la procédure
- La proposition de rectification
- Écrire la réponse aux observations
- Recourir à la transaction
- Le contentieux

Répondre à l'administration
- Argumenter : prix, superficie, abattement…
- Utiliser les recours possibles

Étude de cas : analyse d'un dossier concret IFI, réflexion sur les réponses à donner et les procédures à engager suite à un rehaussement de valeur effectué par l'administration fiscale

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Qu'est-ce qu'un contrôle fiscal ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Évaluer les biens immobiliers et les SCI afin d'assurer une sécurité juridique et fiscale, mais également de savoir faire face à un éventuel contrôle fiscal

EXPERTISE

Code : 92320
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Déterminer la valeur d'un bien immobilier ou d'une SCI
Maîtriser les méthodes d'évaluation reconnues par l'administration fiscale
Faire face à un contrôle fiscal

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en fiscalité immobilière

PUBLIC CONCERNÉ
Conseillers en investissements immobiliers
Collaborateurs des études notariales
Juristes fiscalistes

ANIMATEUR
Christophe SIBERCHICOT
Chargé enseignement fiscalité patrimoniale
DIRECTION GÉNÉRALE FINANCES PUBLIQUES

PLANNING
Paris
13 juin 2019
16 octobre 2019

Maîtriser les bases des OPC

DIGITAL

Fonctionnement, styles de gestion et mesure de performance

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le fonctionnement des OPC
- Les différents types d'OPC
- La valorisation et la liquidité des parts
- La typologie des frais

Exercice d'application : calculs de frais de gestion variables

Analyser les styles de gestion

Analyser la gestion traditionnelle
- Gestion indicielle versus stock picking
- Gestion growth versus gestion value

Exercice d'application : analyse comparée des portefeuilles d'un fonds growth et d'un fonds value

Distinguer gestion alternative et structurée
- Les spécificités des hedge funds
- Les stratégies des hedge funds
- Les fonds structurés

Exercice d'application : construction d'un produit structuré de type OBPI (Option-based portfolio insurance)

Intégrer les contraintes réglementaires en matière d'allocation d'actifs
- Les ratios de diversification et d'emprise

Mesurer les performances et identifier les risques

Identifier les indicateurs de performance et de risque
- Les ratios de Sharpe, d'information, de Treynor, l'alpha de Jensen
- Les mesures du risque
- L'Indicateur synthétique de risque et de rendement de l'ESMA
- L'attribution de performance (effet de sélection *versus* effet d'allocation)

Focus sur la gestion du risque de liquidité des OPC

Exercice d'application : mesure de la performance (ajustée du risque) d'un échantillon de fonds français

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser le fonctionnement des fonds, les différents styles de gestion ainsi que les méthodes utilisées pour mesurer la performance et le risque

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 21mai 2019
ou 16 décembre 2019

INITIATION

Code : 92146
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Comprendre le fonctionnement des OPC
Distinguer les styles de gestion
Mesurer la performance et le risque

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances générales sur les instruments financiers et la gestion de portefeuille

PUBLIC CONCERNÉ
Auditeurs et risks managers
Toute personne souhaitant maîtriser les bases des OPC

ANIMATEUR
Arielle LEVI
Conseillère en gestion de patrimoine
ALLFINE CONSULTANTS

PLANNING
Paris
14-15 mars 2019
15-16 octobre 2019

Maîtriser le cadre réglementaire des OPC

DIGITAL

Pour limiter les risques et responsabilités des sociétés de gestion

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser l'environnement pratique et réglementaire des OPC
- Cerner l'industrie de la gestion collective en France
- Maîtriser le cadre juridique
- Connaître les textes applicables
- Les éléments d'information à faire figurer sur les documents promotionnels
- Le devoir de conseil et d'information vis-à-vis du porteur
- La fiscalité applicable à la gestion collective

Analyser la forme juridique des OPC
- FCP et SICAV
- Connaître les principales différences juridiques

Maîtriser la typologie des différentes sortes d'OPC

Identifier les différents types de classifications des OPC

Exercice d'application : à partir d'un tableau listant les classes d'OPC, analyse commentée des contraintes d'investissement

Créer un OPC
- Les étapes clés et les démarches
- Les documents juridiques

Exercice d'application : rédaction du prospectus

Vie sociale des OPC
- Modifications, transformations, fusions, liquidations, dissolutions…
- Certification des OPC à la clôture de l'exercice
- Montage d'OPC à capital garanti

Maîtriser les risques et responsabilités liés
- Connaître la typologie des risques
- Identifier les risques conjoints
- Sécuriser les risques
- Déterminer les responsabilités

Exercice d'application : à partir d'un exemple de création d'un OPC, élaboration d'une grille de notation et d'évaluation du risque

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser le cadre réglementaire des OPC

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 11 juillet 2019
ou 5 février 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92022
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Cerner l'environnement réglementaire des OPC
Maîtriser la classification des OPC
Identifier les risques et les responsabilités

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Maîtriser les bases des OPC " (code 92146) p. 351

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables gestion OPC
Dépositaires OPC et juristes

ANIMATEUR
Arielle LEVI
Conseillère en gestion de patrimoine
ALLFINE CONSULTANTS

PLANNING

Paris
13-14 mai 2019
10-11 décembre 2019

Réglementation AMF pour les sociétés de gestion

DIGITAL

Maîtriser les obligations et les règles de bonne conduite

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les différentes sources légales et réglementaires applicables aux sociétés de gestion et à leur périmètre d'activité
- Lister les textes applicables
- Cerner le cadre légal des sociétés de gestion agréées en France, leur périmètre d'activité en France et à l'étranger

Connaître les modalités d'agrément des sociétés de gestion et les contraintes d'organisation interne
- Analyser les modalités liées à l'agrément de la société de gestion
- Appliquer les règles de bonne conduite et de gouvernance

Exercice d'application : choix de statuts adaptés suivant des exemples concrets de projets
- Appliquer la réglementation liée aux produits et services offerts en France par une société de gestion
- Connaître la réglementation applicable à la gestion collective
- Classification des Organismes de Placement Collectif (OPC)

La Réception - Transmission d'Ordres (RTO)

Exercice d'application : exemple de structurations d'OPC

Lister les obligations et responsabilités contractuelles des sociétés de gestion
- Face aux distributeurs
- Face aux investisseurs
- Face à des partenaires ou sous-traitants

Mise en situation : illustration des différentes obligations et responsabilités contractuelles des sociétés de gestion par des décisions de jurisprudence ou des cas de litiges

Le contrôle des sociétés de gestion
- Cerner le rôle et les pouvoirs de l'AMF et de l'ACPR

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Mettre en œuvre les obligations réglementaires et les engagements contractuels des sociétés de gestion françaises

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 17 septembre 2019
ou 29 janvier 2020

EXPERTISE

Code : 92134
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Cerner les obligations professionnelles et réglementaires applicables
Maîtriser les impacts de la réglementation AMF sur son activité
Identifier et anticiper les risques de mise en jeu de sa responsabilité

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Maîtriser le cadre réglementaire des OPC " (code 92022) p. 352

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes de société de gestion
Responsables de la conformité et du contrôle interne

ANIMATEUR
Arielle LEVI
Conseillère en gestion de patrimoine
ALLFINE CONSULTANTS

PLANNING

Paris
3-4 juin 2019
4-5 novembre 2019

Maîtriser le fonctionnement d'un FCPR /FPCI / FCPI / FIP

Cadre juridique et fiscal des fonds d'investissement

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre réglementaire et fiscal

Identifier les actifs éligibles
- Les ratios applicables
- Les titres éligibles au ratio de 50 %
- Les autres titres éligibles à l'actif du FCPR et du FPCI

Exercice d'application : calcul des ratios

Étudier la fiscalité applicable et en tirer parti
- Les porteurs de parts
- Les conditions d'éligibilité au Plan d'Épargne en Actions

Identifier les différentes structures possibles

Différencier FCPR et FPCI
- Procédure d'agrément
- FPCI : les souscriptions concernées
- Les règles prudentielles
- Frais de gestion

Analyser les spécificités des FCPI
- Les contraintes d'investissement
- Les contraintes de gestion propre

Investir dans un FIP
- Les caractéristiques : durée, entreprises éligibles et conditions d'investissement, investisseurs visés…
- La combinaison FIP/FCPI

Exercice d'application : FCPR, FPCI, FCPI, FIP… : choix du fonds adapté à ses besoins

Faire le point sur la gestion, le fonctionnement du fonds et de l'équipe de gestion

Appliquer les règles de déontologie en vigueur
- Les règles de bonne conduite à respecter
- Les situations de conflits d'intérêts
- Le contrôle de l'AMF
- Les pratiques de la place

Exercice d'application : élaboration d'un code de bonne conduite

Lister les contraintes comptables
- Les participations non cotées
- Les engagements hors bilan
- La présentation des états financiers

Aborder l'intéressement de l'équipe de gestion
- Les actionnaires
- Le Carried Interest

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les modalités de fonctionnement et de gestion des différents fonds

PERFECTIONNEMENT

Code : 92049
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner l'environnement juridique, fiscal et comptable des FCPR, FPCI, FCPI et FIP
Identifier les spécificités de chaque fonds d'investissement
Maîtriser les règles de fonctionnement et de gestion applicables

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les bases des OPC " (code 92146) p. 351

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant maîtriser le fonctionnement d'un FCPR et d'un FPCI

ANIMATEURS

Camille-Maya HUREL
& Christophe SEVENNEC
Avocats Associés
CHAMMAS & MARCHETEAU

PLANNING

Paris
7 juin 2019
10 décembre 2019

Maîtriser la gestion actif-passif bancaire

DIGITAL

Pour optimiser l'allocation des risques de l'ALM

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le cadre et les objectifs de l'ALM
- Maîtriser les risques du bilan bancaire
- Respecter la réglementation prudentielle
- Intégrer les conséquences du passage aux IFRS
- Identifier les changements liés à l'IAS 39

Mesurer et gérer l'ensemble des risques

Risque de liquidité
- Maîtriser les ratios de liquidité

Exercice d'application : calcul des gaps de liquidité

Mesurer l'exposition au risque de change
- Analyser le risque d'assiette et le risque de change

Étude de cas : examen de solutions de couverture de remontée du résultat en devise

Risque de taux global
- Mesurer le risque de taux global : VAN, duration, sensibilité, VaR…

Exercice d'application : calcul des gaps de taux, visualisation de l'impact financier et comptable

Options cachées
- Estimer l'exposition sur les options cachées

Étude de cas : méthode utilisée dans une grande banque de la place

Risque de crédit et de contrepartie
- Gérer le risque de contrepartie sur les produits dérivés

Étude de cas : passage en revue des différentes techniques de réduction du risque de crédit

Optimiser l'organisation interne de la gestion actif-passif
- Organiser la fonction : faire le point sur les missions d'un service ALM
- Positionner l'ALM au sein de la banque

Exercice d'application : construction d'un tableau de bord ALM
- Dynamiser l'allocation de fonds propres

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Utiliser les différentes techniques de la gestion actif-passif et mesurer les risques liés à l'ALM

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 28 juin 2019
ou 10 décembre 2019

EXPERTISE

Code : 92053
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les objectifs de l'ALM bancaire
Identifier les risques et leur méthode d'évaluation
Mettre en place et faire vivre un système ALM

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des marchés et des produits financiers

PUBLIC CONCERNÉ

Contrôleurs de gestion et responsables du contrôle interne
Gestionnaires actif-passif

ANIMATEUR

Laurent MOTAIS
Consultant senior
CAPA INVEST

PLANNING

Paris
4-5 avril 2019
26-27 septembre 2019

Pratiquer le contrôle de gestion bancaire

DIGITAL

Du calcul des coûts au pilotage de l'activité bancaire

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mettre en place le contrôle de gestion bancaire

- Définir la fonction et son contenu
- Construire une organisation
- Lister les compétences indispensables du contrôleur de gestion
- Choisir son rattachement hiérarchique
- Arbitrer entre centralisation et décentralisation
- Intégrer les spécificités des banques de réseau
- Coordonner les différentes missions : comptabilité, audit interne…

  Étude de cas : identification des difficultés de mise en place de différents projets et bénéfices des solutions retenues

Mesurer et analyser les performances bancaires

- Recenser les différents axes de mesure : produits, services, métiers, centres de responsabilité, clients…
- Calculer le Produit National Brut par centre de profit

  Exercice d'application : calcul du float et des capitaux moyens d'un centre de profit
- Choisir la méthode de calcul des charges et des coûts d'opération la plus adaptée

  Exercice d'application : détermination des prix de revient de prestations bancaires sur la base des données fournies
- Développer de nouveaux indicateurs non financiers
- Mesurer la performance à partir de tableaux de bord

  Exercice d'application : élaboration du tableau de bord d'une agence
- Passer à la gestion prévisionnelle

Identifier les limites des systèmes traditionnels

- Étudier la solution ABC/ABM
- Appliquer la méthode ABC en environnement bancaire
- Identifier les inducteurs de coûts et de ressources

  Exercice d'application : pilotage des activités de back-office et intégration des coûts de traitement back-office dans le calcul de la rentabilité des opérations générées par le front-office

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les principes et techniques du contrôle de gestion bancaire

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 23 septembre 2019
ou 20 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92015
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Définir le périmètre du contrôle de gestion bancaire
Mesurer la performance des activités bancaires
Passer du calcul des coûts au pilotage de l'activité bancaire

PRÉREQUIS
Avoir une bonne connaissance de la comptabilité bancaire

PUBLIC CONCERNÉ
Contrôleurs de gestion et responsables financiers
Responsables comptables
Inspecteurs et auditeurs internes

ANIMATEUR
Philippe CHANOINE
Spécialiste des opérations sur titres
FORMA BOURSE

PLANNING

Paris
3-4 juin 2019
7-8 novembre 2019

SESSIONS À LA CARTE*

Je crée la session à la date de mon choix !

Programmes disponibles sur www.efe.fr

Maîtriser la gestion du back-office titres

Sécuriser le traitement des opérations sur titres (OST)

Code : 92056
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €

Pratiquer la comptabilité bancaire

Cerner l'environnement et passer les écritures

Code : 92086
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €

Pratique de la comptabilité des OPC

Maîtriser les principes et schémas d'écriture comptables

Code : 92058
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €

Je fais mes propositions au 01 44 09 25 08
infoclient@efe.fr
Et je découvre ce concept sur www.efe.fr

*** 3 collaborateurs à former**

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Le résultat fiscal dans les établissements financiers

Calculer la charge d'impôt sur les bénéfices des banques

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les règles de passage du résultat comptable au résultat fiscal des banques et des établissements financiers
- Appliquer les règles de territorialité de l'IS
- Mener les démarches pour déterminer le résultat fiscal
- Procéder au traitement fiscal des postes comptables
- Appliquer les règles spécifiques applicables aux provisions
- Connaître les principes de déductibilité des taxes spécifiques aux banques
- Identifier les principaux crédits d'impôt dans les banques

Maîtriser les règles de fiscalité des opérations sur titres
- Analyser le portefeuille titres et les opérations sur titres
- Connaître les opérations sur instruments financiers
- Limiter la déductibilité des charges financières dans les banques

Respecter les règles de sous-capitalisation de l'article 2012 du CGI appliquées aux banques

Cerner les autres dispositifs limitant la déductibilité des charges financières
- Limite de taux
- Charges liées à l'acquisition de titres de participation
- Imposition minimale des entreprises liées

Déterminer la charge d'impôt sur les bénéfices de la banque
- Déterminer le taux d'imposition
- Procéder à la liquidation de l'impôt et le payer

Exercice d'application : détermination de la charge d'impôt à comptabiliser

Étude de cas de synthèse : détermination du résultat fiscal dans un établissement financier

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Déterminer la charge d'impôt de votre banque ou de votre établissement financier en limitant vos risques de contrôle et de rehaussement

INITIATION

Code : 30114
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 520 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Appliquer les règles spécifiques de détermination du résultat fiscal des banques
Établir la liasse fiscale spécifique aux banques
Optimiser le résultat fiscal

PRÉREQUIS

Être impliqué dans l'établissement de la liasse fiscale de son entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Fiscalistes
Responsables comptables et financiers de banque
Avocats et experts-comptables

ANIMATEUR

Vincent GARCIA
Avocat Associé
PDGB Société d'Avocats

PLANNING

Paris
25-26 juin 2019
19-20 novembre 2019

TVA sur les opérations bancaires et financières

Maîtriser les obligations déclaratives et bénéficier des droits à déduction

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Délimiter le champ d'application de la TVA sur les opérations bancaires et financières
- Identifier les spécificités des opérations bancaires et financières
- Distinguer les opérations bancaires et financières imposables et celles qui sont exonérées
- Choisir ou non l'option

Exercice d'application : chaque cas particulier est illustré par un exercice de détermination de la TVA sur les opérations bancaires et financières

Maîtriser les règles de territorialité de la TVA applicables aux banques et établissements financiers
- Appliquer les règles de territorialité en matière de prestations de services
- Identifier la nature des prestations et les critères de territorialité

Déterminer les droits à déduction et déclarer la TVA : appliquer les spécificités des opérations de banque
- Déterminer la base d'imposition de la TVA en appliquant les spécificités liées aux opérations bancaires et financières
- Identifier le fait générateur et la date d'exigibilité
- Déterminer les cœfficients de déduction applicables
- Retenir le bon chiffre d'affaires pour calculer le cœfficient de taxation forfaitaire
- Établir la facture

Exercice d'application : calcul des droits à déduction relatifs aux produits financiers et détermination des obligations afférentes en matière de déclaration et de facturation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Déterminer les droits à déduction de votre établissement financier et appliquer les règles de TVA liées aux opérations bancaires et financières

PERFECTIONNEMENT

Code : 30115
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le champ d'application de la TVA sur les opérations bancaires et financières
Déterminer les mécanismes de la TVA qui s'y appliquent
Exercer les droits à déduction

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en mécanismes de la TVA

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables de la TVA
Responsables fiscaux et fiscalistes
Experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR

Olivier CORTEZ
Avocat Associé
HEDEOS - Société d'Avocats

PLANNING

Paris
16 mai 2019
19 décembre 2019

Maîtriser les bases du risk management

Analyser les techniques de mesure du risque

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser la typologie et cerner les dimensions du risque

Risques de marché
- Risques principaux et résiduels
- Risques taux, change, actions et matières premières
- Risques de spread et de base

Risques de crédit
- Savoir ce qu'est un " événement de crédit "
- Défaut d'emprunteurs, de contreparties ou d'émetteurs
- Agences de rating / spread de crédit / probabilité de défaut
- Concepts de " exposure at default " et " loss given default "

Risques opérationnels
- Concept de Straight Through Processing (STP)
- Identification des risques opérationnels
- Défauts de procédure, de système ou de personnel

Risque de bilan / risque Asset and Liability Management (ALM)
- Notion de gap de taux en ALM
- Valeur Actuelle Nette (VAN), sensibilité et limite
- Options cachées
- **acteurs de développement du risk management**
- Croissance du volume des produits dérivés
- Catastrophes financières
- Processus de réglementation prudentielle / Bâle 2/ Bâle 3/ CRDIV et CRR
- FRTB et IRRBB

Découvrir la mesure locale du risque

Concept de linéarité du pay-off d'une position
- Positions non linéaires taux, crédit et optionnelles

Mesure locale du risque de position taux et crédit
- Sensibilité, DV01/convexité
- Déformations de la courbe de taux : obligataire et swaps
- Déformations de la courbe de spreads de crédit

Mesure locale du risque de positions optionnelles
- Grecques de portefeuille : delta, gamma, véga, thêta et rho
- Concept de smile, skew et surface de volatilité

Exercice d'application : mesure de la variation du prix d'une obligation / prise en compte des effets sensibilité et convexité / ratio de couverture

Découvrir la mesure statistique du risque / concept de Value at Risk (VaR)

Définition de la VaR

Typologie de VaR
- VaR absolue / relative / marginale

Modalités de calcul de la VaR
- Approches paramétrique / historique / Monte-Carlo

Limites des calculs de VaR
- Mise en œuvre de simulations de crise et de stress tests
- Développer une méthodologie de back-testing de la VaR
- La notion de expected short fall

Exercice d'application : calcul de la VaR 95 % cinq jours d'un portefeuille obligataire investi sur le marché US

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les techniques de mesure des risques

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 29 mai 2019
ou 3 décembre 2019

INITIATION

Code : 92113
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Découvrir la mesure locale et statistique du risque
Cerner les concepts de sensibilité, convexité et grecques de portefeuille
Identifier la difficulté de mesurer les risques sur des positions non linéaires taux et optionnelles

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances fondamentales sur les produits financiers et la réglementation bancaire

PUBLIC CONCERNÉ
Collaborateurs des services financiers
Analystes financiers
Toute personne souhaitant maîtriser les techniques du risk management

ANIMATEUR
Andréa BRIGNONE
Président
SIGRE

PLANNING

Paris
28-29 mars 2019
10-11 octobre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Intégrer les implications de Bâle 2 et 3

PROGRAMME

Cerner l'évolution du dispositif réglementaire
- Maîtriser le dispositif réglementaire Bâlois : B2 et B3
- Prévenir et gérer les risques de crédit
- Identifier les risques de marché et les risques opérationnels

Exercice d'application : comparaison de deux prêts sans garantie : B1 versus B 2

Mesurer les implications de Bâle 2 et 3 sur le risque de crédit
- Analyser les principales évolutions de Bâle 2 à Bâle 3
- Intégrer les changements introduits par Bâle 3
- Faire le point sur les ratios de liquidité

Exercice d'application : mesure de l'impact sur la marge en fonction des différentes garanties reçues

COMPÉTENCE MÉTIER

Intégrer les nouvelles exigences réglementaires de Bâle 3

PLANNING

Paris
12 mars 2019 (14h-18h)
10 octobre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 92353
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS
Intégrer l'environnement réglementaire du dispositif prudentiel des banques
Mesurer l'impact des règles de solvabilité sur l'activité bancaire

PRÉREQUIS
Être confronté à la gestion des risques au sein des établissements bancaires

PUBLIC CONCERNÉ
Inspecteurs, auditeurs
Responsables risk management
Responsables ALM, directeurs financiers et trésoriers

Conformité et contrôle interne dans la banque

BEST OF DIGITAL

Optimiser ses moyens et s'assurer de la pertinence de son dispositif

La conformité et le contrôle interne sont devenus un enjeu majeur pour les banques, dans un contexte de concurrence normative, de régulation et de recherche de rentabilité. Définir l'organisation et mettre en place les contrôles périodiques et permanents adéquats prennent ainsi une place stratégique.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Connaître le cadre général du contrôle interne et de la conformité

- Bâle 2 et 3, CRD 3 et 4
- Le cadre de référence de l'AMF
- SOX, COSCO

Autodiagnostic : évaluation des connaissances sur les principes du contrôle interne en milieu bancaire

Cerner l'organisation d'un dispositif de contrôle interne et de conformité dans le secteur bancaire

- Préalable : identifier les activités bancaires à surveiller et les activités à risque

Distinguer et positionner les acteurs du contrôle

- Les différents modèles de contrôle interne
- Contrôle permanent, contrôle périodique, contrôle de conformité, déontologie, gestion des risques… Distinctions et interactions

Positionnement des différentes fonctions

- Les règles d'indépendance à respecter et les possibilités de cumul
- Les possibilités d'externalisation et les relations avec la direction et les opérationnels

Connaître l'étendue des missions

- Vérifier la conformité, le respect des procédures, la qualité de l'information comptable et financière
- Mettre en place des systèmes d'analyse et de mesure des risques opérationnels

Exercice d'application : élaboration d'un programme de missions de contrôle

Identifier le risque de mise en jeu de la responsabilité

Gérer les risques

- Recenser les acteurs de la gestion des risques
- Évaluer le risque de fraude, de blanchiment et de financement du terrorisme
- Établir une cartographie des risques
- Identifier et classer les risques bancaires
- Évaluer et définir le niveau d'exposition aux risques

Étude de cas : analyse critique de la cartographie des risques d'un établissement et adaptation des concepts au contrôle spécifique d'une banque de réseau ou des activités de marché

Organiser le contrôle interne

- Préalable : les structures à contrôler et le cas des activités à l'étranger
- Périodicité, traçabilité et formalisme des contrôles

Mettre en place les contrôles permanents de 1er niveau

- Le recueil des procédures : organisation et critères de qualité
- Exploiter les résultats du contrôle de 1er niveau

Maîtriser les risques

- Cartographie des risques bancaires : identification et classification
- Évaluation et niveau d'exposition aux risques

Mettre en place les contrôles de 2ème niveau

- Définir son champ d'exercice
- Établir un programme de travail annuel
- Choisir ses priorités en fonction des risques
- S'assurer de l'implication des services
- Rédiger une fiche de contrôle

Mettre en œuvre les contrôles de 3ème niveau

- Définir un rythme de contrôle
- Les personnes pouvant exercer le contrôle
- Le plan de contrôle du contrôle interne : fonctionnement et objectif
- Les modalités d'évaluation des procédures

Gérer les dysfonctionnements constatés

- Les dispositifs de remontée des dysfonctionnements
- La mise en place et le suivi d'actions correctrices

Rédiger le rapport de contrôle interne

- Objectif et contenu

Étude de cas : analyse critique et commentée des meilleures pratiques

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Évaluer l'efficacité des procédures de contrôle interne

PERFECTIONNEMENT

Code : 92069
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer le cadre réglementaire du contrôle interne et de la conformité
Identifier les zones à risque
Améliorer l'efficacité des procédures de contrôle interne

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des métiers et de la réglementation du secteur bancaire

PUBLIC CONCERNÉ

Contrôleurs internes
Compliance officers
Auditeurs internes

ANIMATEUR

André JACQUEMET
Président
BUSINESS PROCESS ASSOCIATES (BPA)

PLANNING

Paris
16-17 mai 2019
18-19 novembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 9 juillet 2019 ou 13 janvier 2020

Les marchés financiers - Niveau 1

Découvrir les mécanismes des marchés de capitaux

Les marchés financiers sont de plus en plus complexes en raison du développement de l'ingénierie financière et de la multiplicité des organes qui interviennent pour les réguler. Accéder à une meilleure connaissance de l'organisation de ces marchés et des produits qui sont proposés est donc indispensable, pour tout professionnel qui souhaite développer sa culture financière.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les concepts fondamentaux

Découvrir le système financier : système bancaire et marchés de capitaux

- Différencier finance directe et indirecte
- Cerner le comportement des différents acteurs
- Distinguer économie d'endettement et économie de marchés financiers
- Découvrir les mutations récentes du système financier

Maîtriser l'organisation et le fonctionnement du marché des capitaux en France

- Définition et aperçu de la gamme des produits
- Comprendre la confrontation entre l'offre et la demande
- Étudier la composition de l'Eurolist d'Euronext
- Le marché réglementé et le marché de gré à gré
- Obtenir un ordre de grandeur des marchés
- Les différents objectifs d'intervention des opérateurs : couverture…

Intégrer le concept d'actualisation

- Identifier les différents taux d'intérêt
- Définir la valeur actuelle d'un titre

Exercice d'application : application du taux actuariel

Détailler les principaux marchés et produits financiers

Comprendre les caractéristiques du marché monétaire

- Distinguer instruments monétaires au comptant et à terme

Cerner la dynamique du marché obligataire

- Décomposer les paramètres clés d'une obligation

Exercice d'application : calcul de la valeur d'une obligation

- Comprendre la cotation d'une obligation
- Lister les risques d'une obligation

Cerner le rôle du marché des actions : fonctionnement de l'Eurolist

- Assimiler la typologie des différents compartiments et les critères de classement des sociétés
- Découvrir la nouvelle gamme d'indices
- Analyse fondamentale de la valeur des actions : évaluation par les dividendes
- Être admis sur Alternext : conditions

Analyser les caractéristiques du marché des changes

- Aborder et maîtriser le risque de change
- Le change comptant et à terme

Exercice d'application : calcul d'un cours à terme

Maîtriser le principe de l'option

- Analyser les déterminants du prix de l'option : valeur intrinsèque et valeur temps
- Estimer les profils de gain des stratégies optionnelles simples

Exercice d'application : élaboration d'un tableau récapitulatif des différents produits dérivés

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Cerner le fonctionnement des marchés financiers

INITIATION

Code : 92019

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Découvrir les mécanismes des marchés financiers
Analyser les caractéristiques des principaux produits financiers et leurs risques
Acquérir une culture financière pour mieux comprendre l'évolution des marchés

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en finance

PUBLIC CONCERNÉ

Trésoriers et juristes
Responsables back-office et reporting
Toute personne n'intervenant pas directement sur les marchés financiers et souhaitant s'initier à leurs mécanismes

ANIMATEUR

Sandrine BOUVET
Experte en marchés financiers

PLANNING

Paris
24-25 janvier 2019
23-24 mai 2019
18-19 novembre 2019
23-24 janvier 2020

Lyon et Bordeaux
29-30 avril 2019
12-13 septembre 2019

Nantes et Lille
29-30 avril 2019
12-13 septembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 25 juin 2019
ou 15 janvier 2020

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Les marchés financiers - Niveau 2

Distinguer les principaux marchés et produits financiers

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Approfondir sa connaissance des marchés financiers : organisation et fonctionnement

Autodiagnostic : chaque participant évalue sa pratique et ses connaissances

- Le système financier
- Les différents instruments financiers : titres de créances, actions, options et swaps
- La typologie des marchés
- Les conditions d'un marché compétitif
- Les fonctions du marché financier
- L'organisation d'EURONEXT
- Les traits caractéristiques des acteurs
- Le comportement des opérateurs

Rappels de mathématiques financières

- Taux d'intérêt : simples et composés, précomptés et post-comptés
- Échéancier d'emprunt
- Capitalisation et actualisation
- Valeur actuelle d'un titre financier, Valeur Actuelle Nette (VAN) et taux actuariel

Identifier les principaux marchés et produits financiers

Marchés de taux d'intérêt

- Description des marchés de taux
- Instruments monétaires au comptant
- Instruments monétaires à terme

Marché obligataire

- Paramètres clés d'une obligation
- Valeur d'une obligation
- Risques d'une obligation
- Gestion obligataire, déterminants des prix obligataires (maturité et coupon), sensibilité et duration
- Courbe des taux et taux forwards

Exercice d'application : évaluation d'un BTAN

Marché des actions

- L'émission d'actions : augmentation de capital, droit de souscription et droit d'attribution
- L'évaluation par les dividendes / par les multiples
- Les éléments de gestion des actions

Exercice d'application : évaluation du Price Earnings Ratio (PER) d'une action

Marché des changes

- La description du marché
- Le risque de change
- Le change comptant, le change à terme et les swaps de change

L'option

- Le principe de l'option
- Les déterminants du prix de l'option
- Les profils de gains des stratégies optionnelles simples
- L'option de change, l'option de taux
- Les stratégies de couverture

Étude de cas : analyse d'une option de change

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Identifier les spécificités de chaque produit financier et de maîtriser les modalités de leur négociation et valorisation

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 27 mai 2019
ou 28 février 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92042
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser l'organisation et le fonctionnement des marchés financiers
Maîtriser l'évaluation et les risques des différents produits financiers
Appliquer les bases de calcul monétaire et obligataire

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les marchés financiers - Niveau 1 " (code 92019) p. 358

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables middle office et back-office de marché, responsables de la conformité
Responsables financiers et comptables, responsables trésorerie
Toute personne souhaitant maîtriser les mécanismes des marchés financiers

ANIMATEUR

Abderman SOLTANI
Chargé de mission back-office marchés des capitaux

PLANNING

Paris
18-19 mars 2019
5-6 décembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Mieux vivre la réglementation MIF

PROGRAMME

Sécuriser la protection de ses clients

- Déchiffrer et comprendre le processus de classification des clients
- Mettre en place et gérer les tests d'appropriation et d'adéquation des produits
- Analyser les facteurs de la " best execution "des ordres de bourse et comprendre la " best selection "
- Prévenir et gérer les conflits d'intérêts sous couvert de la MIF

Exercices d'application : classification des clients, évaluation et résolution de conflits d'intérêts

Mettre en place et sécuriser vos reportings réglementaires

- Traduire les cahiers des charges des régulateurs dans ses systèmes d'information
- Gérer le recyclage de ses projets réglementaires à l'aide d'un système de gouvernance

Exercice d'application : audit d'un dispositif réglementaire

COMPÉTENCE MÉTIER

Satisfaire vos obligations de transparence et renforcer vos dispositifs de contrôle réglementaire

PERFECTIONNEMENT

Code : 92354
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

PLANNING

Paris
22 mai 2019 (9h-13h)
20 novembre 2019 (14h-18h)

OBJECTIFS

Évaluer et satisfaire l'obligation de protection de ses clients pour renforcer et sécuriser son développement commercial
Définir son modèle de gouvernance réglementaire

PRÉREQUIS

Connaître l'environnement des marchés financiers

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et professionnels de la conformité du secteur bancaire et de la gestion d'actifs
Responsables post marché et des systèmes d'information du secteur bancaire et de la gestion d'actifs
Chargés d'affaires du secteur bancaire et financier et de la gestion d'actifs

Les marchés de l'énergie et des dérivés énergétiques

DIGITAL

Maîtriser la structure du marché et les instruments de couverture

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser les caractéristiques des marchés de l'énergie
- Identifier les produits sous-jacents au marché de l'énergie
- Intégrer la structure du marché : principaux acteurs et motivations
- Découvrir pourquoi les entreprises ont recours à ce marché
- Utiliser les dérivés énergétiques pour gérer les risques

Maîtriser la formation des prix sur les marchés de l'énergie
- Analyser les concepts de prix spot forward
- Lire la structure à terme des prix
- Expliquer les situations de déport et de report
- Illustrer la saisonnalité des prix et la volatilité

Étude de cas : analyse de la structure à terme des prix sur le contrat light sweet crude oil sur le Nymex et mise en place d'une position longue

Se couvrir sur les marchés de l'énergie

Les produits dérivés fermes
- Forwards
- Futures et stratégies de base
- Swaps

Exercice d'application : couverture par une entreprise du risque de hausse du marché du pétrole

Les produits dérivés optionnels
- Options
- Options exotiques
- Gestion en delta neutre
- Stratégies straddle et strangle

Exercice d'application : valorisation sous Excel d'un call sur un contrat de gaz naturel du Nymex et couverture de la position et gestion à partir de ses greeks

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Identifier les principaux instruments financiers et leurs principales utilisations des dérivés énergétiques

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 4 octobre 2019
ou 28 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92138
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Cerner le fonctionnement des marchés de l'énergie
Maîtriser les mécanismes de formation de prix
Maîtriser la valorisation et la gestion des options sur produits énergétiques

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Les marchés financiers - Niveau 2 " (code 92042) p. 358

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne travaillant dans le secteur énergie

ANIMATEUR
Abderman SOLTANI
Chargé de mission back-office

PLANNING

Paris
6-7 juin 2019
7-8 novembre 2019

Les fondamentaux des instruments financiers

BEST OF DIGITAL RÉGION

Découvrir les titres financiers et la gestion de portefeuille

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Découvrir les marchés de capitaux

Connaître les finalités et les fonctions principales
- L'organisation générale
- Le fonctionnement
- Les principaux produits

Identifier les différentes catégories de titres

Les produits de taux : les obligations
- Définir une obligation
- Évaluer une obligation
- Identifier les caractéristiques d'une obligation

Exercice d'application : évaluer une obligation

Les actions
- Les multiples
- Le modèle des dividendes actualisés (DDM)
- Les flux de fonds actualisés

Exercice d'application : évaluer une entreprise par le modèle des flux de fonds actualisés

Les produits dérivés
- Les options

Exercice d'application : étude d'une option
- Les Contracts for Difference (CFD)
- Les forward

Étude de cas : analyse d'un forward sur devise
- Les futures
- Les swaps

Exercice d'application : construction d'un swap de taux
- Les OPCVM

Les différents types d'OPCVM

Exercice d'application : calcul de la performance d'un OPCVM

Découvrir la gestion de portefeuille

Les différents types de gestion
- La gestion active
- La gestion passive
- La performance d'un portefeuille

Exercice d'application : calcul de la performance d'un portefeuille

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les différentes catégories d'instruments financiers

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 8 juillet 2019
ou 6 novembre 2019

INITIATION

Code : 92018
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les caractéristiques propres et les finalités des principaux instruments financiers
Cerner leur fonctionnement et leur utilisation
En mesurer les risques respectifs

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances générales sur le fonctionnement des marchés financiers

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne souhaitant acquérir une connaissance de base des instruments financiers

ANIMATEUR
Pierre- Francis LOBE
Consultant en finance de marché

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
17-18 juin 2019
29-30 août 2019
9-10 décembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes et Lille
Dates sur www.efe.fr

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Maîtriser les marchés obligataires

Valorisation et gestion des risques

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Découvrir les marchés obligataires

Les principaux marchés de la dette d'État
- Obligation Assimilable du Trésor (OAT), BUND, treasuries, JGB, GILTS…
- Procédures d'adjudication : prix " limite " et à la hollandaise

Les marchés de la dette privée
- Marché primaire / secondaire
- Rôle des agences de notation

Les grandes familles de produits
- Les obligations à taux fixe, indexées sur l'inflation et à taux révisable
- Les principaux intervenants, émetteurs ou investisseurs

Intégrer les méthodologies de valorisation des obligations
- Identifier les paramètres-clés des obligations
- Maîtriser les techniques utilisées dans les calculs de valorisation
  Exercice d'application : calcul d'un coupon en fonction des bases exact/365 et exact/360
- Valorisation à partir du taux actuariel de l'obligation
- Valorisation à partir de la courbe des taux zéro-coupon
  Exercice d'application : calcul du prix d'une obligation à taux fixe à partir de son taux actuariel

Maîtriser les outils de mesure et de gestion des risques de taux
- Identifier les principaux indicateurs de risque utilisés
- Estimer la variation du prix de l'obligation à partir de la sensibilité et de la convexité de l'obligation
  Exercice d'application : calcul du DV01 et de la sensibilité d'une position sur US treasury d'une maturité résiduelle de cinq ans, payant un coupon semi-annuel
- Utilisation des swaps de taux pour couvrir une obligation
  Exercice d'application : estimation du spread d'une obligation à partir d'un écran de cotation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Identifier les risques liés à l'investissement obligataire

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 6 juin 2019
ou 11 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 92037
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Assimiler les techniques des marchés obligataires
Cerner les motivations des émetteurs et des investisseurs
Maîtriser les techniques de valorisation, de couverture et de gestion des portefeuilles obligataires

PRÉREQUIS
Avoir une connaissance des marchés et des produits financiers

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne souhaitant acquérir une connaissance des marchés obligataires

ANIMATEUR
Sandrine BOUVET
Experte en marchés financiers

PLANNING

Paris
28-29 mars 2019
14-15 octobre 2019

Options, futures et produits dérivés

Comprendre les mécanismes des dérivés

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Découvrir les marchés des produits dérivés
- Les marchés organisés et OTC
- Les intervenants
- La mesure des taux d'intérêt

Les forward et les futures
- Définition
- Le fonctionnement des marchés de futures
- Les stratégies de couverture
- La détermination des prix
  Exercice d'application : valorisation d'un contrat futures sur indice
- Cerner le fonctionnement des marchés de taux d'intérêt
- Les différents types de taux d'intérêt
- L'évaluation des obligations
- Les accords de taux futurs
- Les futurs de taux d'intérêt
  Exercice d'application : valorisation d'un contrat futures sur obligations d'État

Les swaps
- Les swaps de taux
- Les swaps de devises
  Exercice d'application : valorisation des deux pattes d'un swap de devises

Les options
- Le fonctionnement des marchés d'options
- Les options sur actions
- Les stratégies d'échange impliquant des options
- L'évaluation des options
- Les arbres binomiaux
- Le modèle de Black, Scholes et Merton
- Les stock-options
- Les options exotiques
  Exercice d'application : valorisation d'une option européenne et d'une option américaine avec un arbre binomial

Les dérivés de crédit
- Les swaps de défaut
- Les paniers d'obligations

La mesure du risque
- Les lettres grecques
- La Value At Risk
  Exercice d'application : calcul de la VaR

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les principes d'utilisation des options, futures et produits dérivés

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 16 avril 2019
ou 21 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 92092
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Analyser les mécanismes et les principes d'utilisation des options, futures et produits dérivés
Maîtriser les mécanismes d'évaluation
Repérer les spécificités des autres produits dérivés

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Les fondamentaux des instruments financiers " (code 92018) p. 360

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne amenée à utiliser des options, futures et produits dérivés

ANIMATEUR
Pierre-Francis LOBE
Consultant en finance de marché

PLANNING

Paris
14-15 février 2019
23-24 septembre 2019

Les fondamentaux de l'assurance

Découvrir le marché, les acteurs et assimiler les mécanismes

Connaître le marché de l'assurance, c'est d'abord recenser les forces en présence et appréhender les différentes activités pratiquées. Pour avoir une vision claire du secteur, il convient en outre de décrypter les principes juridiques et de maîtriser les principaux mécanismes d'assurance, de la souscription d'un contrat à sa résiliation, en passant par les règles applicables au paiement de la cotisation.

FORMAT

PRÉSENTIEL

BEST OF DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Étudier l'organisation de l'activité d'assurance en France

Cerner le marché de l'assurance

- Définition et rôle économique de l'assurance
- Connaître la répartition du marché entre assurances de personnes et assurances dommages
- Positionnement du marché français et comparaison avec le marché européen et le marché mondial

Distinguer les acteurs du secteur

- Les différentes structures d'entreprises d'assurances et leurs caractéristiques : sociétés d'assurances, mutuelles et institutions de prévoyance
- Les obligations réglementaires des assureurs
- Le contrôle de la solvabilité des entreprises d'assurances
- Les modes de distribution des produits d'assurance
- Les intermédiaires d'assurance et leurs obligations

Maîtriser les grands principes juridiques

Examiner les différentes catégories d'assurances

- Distinction et incidences de la gestion en répartition et en capitalisation
- Étudier le principe forfaitaire, le principe indemnitaire et la subrogation de l'assureur

Définir et différencier l'opération d'assurance, de réassurance et de coassurance

Analyser la typologie des contrats

Identifier les assurances de biens et de responsabilités

- Notions de responsabilité : ce qu'elles recouvrent
- Les assurances de responsabilités
- L'assurance automobile
- Les assurances incendie et la Multirisque Habitation (MRH)
- Les assurances risques divers

Étude de cas : analyse de plusieurs contrats d'assurance

Distinguer les types de contrats en assurances de personnes

- Les contrats d'assurance complémentaire maladie et/ou accidents corporels
- L'assurance vie individuelle
- Les assurances collectives vie et santé

Découvrir les mécanismes d'assurance

Assimiler les caractéristiques du contrat d'assurance

- Formation, contenu, durée, modification et résiliation

Exercice d'application : à partir d'exemples, recherche du préavis de résiliation applicable en fonction de la situation présentée

Distinguer les principales clauses du contrat d'assurance

- Risques garantis et exclusions
- Conditions de validité

Exercice d'application : rédaction d'une clause d'exclusion respectant les obligations réglementaires

Maîtriser le mécanisme des primes

- Calculer les primes
- Le paiement

Formaliser les obligations de l'assuré et de l'assureur

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

L'assurance à quoi ça sert ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Intégrer les dimensions juridique et technique d'une opération d'assurance

INITIATION

Code : 92140

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Décrypter le marché
Maîtriser les bases du droit des assurances
Distinguer les différentes catégories de contrats et assimiler leurs mécanismes

PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et leurs collaborateurs
Collaborateurs au sein d'un service assurance
Toute personne souhaitant comprendre l'activité d'assurance

ANIMATEUR

Ronan LE COZ
Avocat - Ancien courtier en assurances

PLANNING

Paris
14-15 mars 2019
13-14 juin 2019
26-27 août 2019
3-4 octobre 2019
2-3 décembre 2019

Lyon et Bordeaux
14-15 mars 2019
2-3 décembre 2019

Nantes et Lille
13-14 juin 2019
3-4 octobre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 20 juin 2019
ou 28 novembre 2019

EFE vous accompagne dans votre apprentissage

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Quiz amont	Temps de travail, d'échanges et de rencontes dans nos salles de formation	Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants e-évaluation Classes virtuelles Mémoire & REX Modules vidéo

Détail dans le sommaire p. 322

FORMAT

BLENDED

DISTANCIEL

1 - Questionnaire amont - Évaluation de votre niveau avant la formation

2 - Parcours VOD – Les fondamentaux du droit des assurances, ça s'apprend !

Chapitre 1 : L'environnement de l'assurance et ses grands principes

- L'assurance à quoi ça sert ?
- Qui sont les entreprises d'assurances ?
- Qu'est-ce qu'un intermédiaire d'assurances ?

Chapitre 2 : La gestion de ses contrats d'assurance

- Qu'est-ce qu'un contrat d'assurance ?

3 - Classe virtuelle - Pour échanger sur les apports du parcours VOD et répondre aux questions qui en découlent (1h30)

4 - Documents téléchargeables à lire sur l'organisation et les acteurs du marché de l'assurance

PRÉSENTIEL

5 - 1 jour de présentiel pour cerner les mécanismes juridiques d'une opération d'assurance

Maîtriser les grands principes juridiques

- Examiner les différentes catégories d'assurances
- Définir et différencier l'opération d'assurance, de réassurance et de coassurance
- Analyser la typologie des contrats

Étude de cas : analyse de plusieurs contrats d'assurance

Distinguer les types de contrats en assurances de personnes

- Les contrats d'assurance complémentaire maladie et/ou accidents corporels
- L'assurance vie individuelle
- Les assurances collectives vie et santé

Découvrir les mécanismes d'assurance

- Assimiler les caractéristiques du contrat d'assurance

Exercice d'application : à partir d'exemples, recherche du préavis de résiliation applicable en fonction de la situation présentée

- Distinguer les principales clauses du contrat d'assurance

Exercice d'application : rédaction d'une clause d'exclusion respectant les obligations réglementaires

- Maîtriser le mécanisme des primes
- Formaliser les obligations de l'assuré et de l'assureur

6 - Exercice d'application : étude de cas permettant de mettre en application l'ensemble des points vus durant le présentiel et le distanciel

DISTANCIEL

7 - Questionnaire aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

INITIATION

Code : 92040BL
7 heures de présentiel
7 heures de distanciel
soit 14 heures
Tarif HT : 1 265 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Décrypter le marché
Maîtriser les bases du droit des assurances
Distinguer les différentes catégories de contrats et assimiler leurs mécanismes

PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et leurs collaborateurs
Collaborateurs au sein d'un service assurance
Toute personne souhaitant comprendre l'activité d'assurance

ANIMATEUR

Ronan LE COZ
Avocat - Ancien courtier en assurances

PLANNING

Paris
Session 1
Début du distanciel :
8 janvier 2019
Classe virtuelle :
21 janvier 2019 de 17h à 18h30
Présentiel :
28 janvier 2019
Fin du distanciel :
4 février 2019
Session 2
Début du distanciel :
29 août 2019
Classe virtuelle :
9 septembre 2019 de 17h à 18h30
Présentiel :
16 septembre 2019
Fin du distanciel :
23 septembre 2019

L'essentiel du droit des assurances

Cycle long pour maîtriser le cadre juridique des opérations d'assurance

Les juristes en droit des assurances doivent savoir analyser les évolutions réglementaires, maîtriser les principes juridiques de formalisation et d'exécution d'un contrat d'assurance. C'est pourquoi cette spécialisation passe par la découverte de l'environnement de l'assurance, l'apprentissage des règles de souscription et la gestion des sinistres.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

MODULE 1

Maîtriser l'environnement légal, réglementaire et technique de l'assurance

Identifier les sources du droit des assurances

- Cerner le cadre légal et réglementaire français
- Analyser les conventions professionnelles
- Distinguer les grands principes de la couverture des opérations d'assurance
- Connaître la mutualisation des risques
- Gérer les risques
- Découvrir les schémas d'assurance
  Exercice d'application : élaboration d'une grille de criticité des risques
- Cerner l'organisation de l'activité d'assurance
- Identifier les différents acteurs du marché
- Maîtriser la distribution de l'assurance
- Identifier les rôles et pouvoirs du régulateur français
- Analyser les missions et interventions des fonds de garantie
  Étude de cas : analyse des derniers textes relatifs à la lutte anti-blanchiment

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2

Maîtriser les aspects juridiques du contrat d'assurance

Assimiler la définition et la forme du contrat d'assurance

- Étudier l'environnement légal et réglementaire du contrat d'assurance
- Distinguer les intervenants au contrat d'assurance
- Analyser la portée des contrats d'assurance
  Étude de cas : identification des spécificités des contrats assurances de personnes et IARD
- Maîtriser la formation du contrat d'assurance

Gérer la phase précontractuelle

- Lister l'obligation d'information des parties au contrat : notice d'informations, conditions générales
- Identifier les sanctions en cas de fausse déclaration ou de déclaration inexacte
  Étude de cas : analyse des situations à risque
- Conclure un contrat d'assurance
- Mesurer la valeur et la portée de la note de couverture et des attestations d'assurance
- Les définitions et le périmètre des risques pouvant être garantis
- Les exclusions et déchéances de garanties
- Les plafonds de garanties et franchises
- Les modalités de déclaration et de gestion des sinistres
- Anticiper le règlement des différends
- Le choix entre la clause d'arbitrage ou la clause attributive de règlement
- Les conventions de sinistres
  Exercice d'application : analyse et apport de modifications substantielles aux clauses imparfaites présentées

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3

Maîtriser les aspects juridiques du sinistre

Assimiler la définition et les particularités d'un sinistre

- Les spécificités contractuelles relevant de la branche du risque
- Les incidences de l'article 80 de la Loi de Sécurité Financière (LSF) en matière d'assurance Responsabilité Civile (RC)
- Identifier les différentes étapes de la gestion d'un sinistre
- Apprécier les circonstances de la déclaration de sinistre
- Négocier avec l'assureur
  Exercice d'application : au travers d'exemples de sinistres, appréciation des critères objectifs de recevabilité d'une déclaration
- Maîtriser les principes du règlement d'un sinistre
- Le principe indemnitaire
- Les limites légales et contractuelles en matière d'indemnisation
  Étude de cas : étude d'un sinistre RC, analyse de la déclaration et de la prise en charge

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Qui sont les entreprises d'assurances ?
- Qu'est-ce qu'un contrat d'assurance ?
- Que se passe t-il en cas de sinistre ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les éléments clés de la formation du contrat d'assurance ainsi que de son exécution

INITIATION

Code : 92241
6 jours | 42 heures
Tarif HT : 3 630 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner l'environnement juridique et technique des activités d'assurances
Maîtriser les aspects juridiques de la formalisation et de l'exécution du contrat d'assurance
Maîtriser les dimensions juridiques de la réalisation du risque assuré

PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance et avoir des connaissances générales en droit

PUBLIC CONCERNÉ

Juriste souhaitant se spécialiser en droit des assurances ou confirmer sa pratique quotidienne
Toute personne dont la fonction nécessite une connaissance de l'environnement juridique des opérations d'assurances

ANIMATEUR

Paul Vincent QUILICHINI
Consultant en assurances

PLANNING

Paris
6-7 décembre 2018,
10-11 janvier, 6-7 février
et 10 avril 2019*
5-6 avril, 13-14 mai, 13-14 juin
et 19 septembre 2019*
12-13 septembre, 14-15 octobre,
14-15 novembre 2019
et 23 janvier 2020*
5-6 décembre 2019,
9-10 janvier, 6-7 février
et 23 avril 2020*

*** CLASSE VIRTUELLE**
Pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Les assurances affinitaires

DIGITAL

Maîtriser les clés du développement des assurances affinitaires

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner l'environnement de l'assurance affinitaire

- Intégrer ce qu'est l'affinitaire
- Identifier les acteurs de l'affinitaire et classer les produits
- Connaître les principes assuranciels mis en œuvre
- Maîtriser les aspects techniques de l'assurance affinitaire
- Définir les risques
- Concevoir et rédiger les garanties
- Distinguer les types de montages et les modalités de souscription
- Tarifer et structurer les cotisations et la fiscalité

Exercice d'application : conception d'un programme affinitaire : garanties et cotation

Développer l'aspect marketing et commercial de l'assurance affinitaire

- Formaliser les relations avec le produit ou le service socle
- Valoriser les avantages de l'affinitaire pour le consommateur et le distributeur

Mise en situation : détermination des modalités de commercialisation et de distribution d'un programme affinitaire

Intégrer le volet juridique de l'assurance affinitaire

- Appliquer les dispositions du Code des assurances et de la loi Hamon
- Respecter le droit de la consommation
- Connaître la réglementation de la distribution

Test de connaissances : quiz sur le cadre juridique de la distribution et de la consommation des assurances affinitaires

Gérer l'assurance affinitaire

- Développer une stratégie de digitalisation et de dématérialisation
- Percevoir les cotisations et les répartir
- Gérer les sinistres et les relations avec le SAV

Mise en situation : suivi du résultat, calcul de la marge et remplissage d'un tableau de bord

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Comment lire ses contrats d'assurance ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Appréhender les différentes phases de réalisation d'une assurance affinitaire, de la conception à la gestion

PERFECTIONNEMENT

Code : 92364
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Être en mesure d'élaborer une assurance affinitaire
Réaliser le montage technico-juridique d'une assurance affinitaire
Connaître les différents modes de distribution des assurances affinitaires

PRÉREQUIS

Avoir une pratique des contrats de particuliers

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires de programmes affinitaires
Intermédiaires en assurance
Juristes au sein de compagnies d'assurances

ANIMATEUR

Lionel RAY
Juriste et consultant en assurance
LRAYCONSEIL

PLANNING

Paris
15 mai 2019
4 décembre 2019

L'intermédiation en assurance dans le cadre de la DDA

DIGITAL

Maîtriser le cadre juridique de l'activité d'intermédiaire

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Autodiagnostic : chaque participant évalue ses connaissances en matière d'intermédiation

Identifier les étapes de la réforme et leurs impacts

- Cerner la logique de la directive européenne de 2016
- Analyser le texte de transposition du 16/05/18
- Intégrer les dernières évolutions législatives
- Distinguer les différentes catégories d'intermédiaires
- Maîtriser les spécificités des différents statuts juridiques
- Choisir un statut en fonction des objectifs poursuivis

Exercice d'application : sélection de la catégorie la plus appropriée selon le profil de l'intermédiaire

Maîtriser les conditions d'accès à la profession

- Lister les conditions d'exercice
- Apprécier l'adaptabilité des conditions en fonction du statut
- Maîtriser la procédure d'immatriculation au registre de l'ORIAS

Étude de cas : étude de différents documents et repérage d'informations manquantes

- Mettre en œuvre les obligations d'information et de conseil des intermédiaires depuis la DDA

Cerner le rôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

- Connaître les pouvoirs de l'ACPR

Analyser le contrôle de la commercialisation de l'assurance vie par l'ACPR

- La protection des clients selon leur compétence et expérience
- Intégrer les recommandations de l'ACPR

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Qui fait quoi en assurance ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les règles applicables au statut d'intermédiaire en assurance

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 11 juin 2019
ou 16 janvier 2020

INITIATION

Code : 92156
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer et mettre en œuvre la réglementation concernant l'intermédiation
Connaître les modalités d'accès à la profession d'intermédiaire en assurance
Maîtriser les obligations de l'intermédiaire

PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant maîtriser les règles applicables en matière d'intermédiation en assurance

ANIMATEUR

Marie-Christine COLLIN
Présidente-Associée
EOLE BUSINESS ET RH

PLANNING

Paris
11-12 mars 2019
14-15 novembre 2019

Directive distribution en assurance

Maîtriser les impacts pour les différents acteurs de l'assurance

La nouvelle directive sur la distribution d'assurance transposée par l'Ordonnance du 16/05/18, a pour principal objectif d'élargir le champ des acteurs soumis à la réglementation visant à mieux protéger les clients sur les aspects de l'information, du conseil, du marché cible et de la transparence de la rémunération. Il convient de décrypter les exigences qu'imposent ces nouvelles règles, afin d'anticiper les impacts pour les différents acteurs, qu'ils soient producteurs ou distributeurs de produits d'assurance.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser l'évolution du cadre juridique de la distribution en assurance

- Recenser les points forts de la directive sur l'intermédiation en assurance DIA1
- Cerner les limites de la directive DIA1 et les raisons de l'émergence d'une nouvelle directive
- Identifier les objectifs de la nouvelle directive distribution en assurance IDD

Partage d'expériences : échanges sur ce qui a déjà été mis en place par les différents acteurs sur DIA1 et les points de préoccupation sur la nouvelle directive

Délimiter le périmètre et le champ d'application de la nouvelle directive IDD

- Appréhender l'élargissement du champ d'application de la directive IDD
- Connaître l'ensemble des acteurs, produits, et canaux de distribution concernés
- Intégrer une nouvelle donnée : les produits d'investissements basés sur l'assurance
- Intégrer les nouveautés en matière d'information et de conseil pour les distributeurs
- Définir le champ d'application et les nouveaux acteurs
- Savoir quelle obligation d'information fournir en assurance vie et non-vie
- Comprendre la nouvelle définition du devoir de conseil et son impact
- Appliquer le principe de lutte contre les conflits d'intérêts
- Appliquer la transparence des rémunérations

Exercice d'application : identification des différents cas de conflits d'intérêts possibles

Intégrer les nouvelles exigences à mettre en place en matière de gouvernance produit

- Définir le nouveau processus de validation des produits
- Comprendre l'implication du producteur en amont du processus
- Définir la notion de marché cible et la mettre en place

Exercice d'application : identification des actions à mener pour un suivi en interne

Informer sur les produits

- Mettre en place le document d'information client pour les produits d'assurance non-vie
- Connaître les exigences supplémentaires à la distribution de produits d'investissement fondés sur l'assurance
- Commercialiser les produits d'assurance vie en harmonie avec les réglementations MIF II et PRIIP'S tout en respectant les règles de prévention des conflits d'intérêts (documentation d'information clé)

Étude de cas : à partir d'un cas concret, intégration des nouvelles obligations dans le processus de vente

Mettre en place une formation continue

- Les conditions d'accès et d'exercice de l'activité de distributeurs
- Les niveaux de capacité
- La formation continue obligatoire

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Qui fait quoi en assurance ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriserez le nouveau cadre juridique de la distribution des produits d'assurance

INITIATION

Code : 92361
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Connaître les avancées majeures de la nouvelle directive distribution en assurance
Se préparer à intégrer les dispositions qui concernent les différents acteurs (assureurs, distributeurs)
Préparer la coordination à mettre en place entre les producteurs et les distributeurs

PRÉREQUIS

Avoir suivi " L'intermédiation en assurance dans le cadre de la DDA " (code 92156) p. 365

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et collaborateurs de compagnies d'assurances
Intermédiaires en assurance : courtiers et agents généraux
Toute personne souhaitant se perfectionner dans la connaissance de l'intermédiation et la distribution en assurance

ANIMATEUR

Marie-Christine COLLIN
Présidente-Associée
EOLE BUSINESS ET RH

PLANNING

Paris
29 mars 2019
20 juin 2019
14 octobre 2019
Lyon et Bordeaux
29 mars 2019
14 octobre 2019
Nantes et Lille
20 juin 2019
14 octobre 2019

Devoir d'information et de conseil des distributeurs en assurance

DIGITAL

Sécuriser ses pratiques en assurance

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la loi relative à l'intermédiation et ses conséquences

Choisir le statut d'intermédiaire

- Maîtriser les conditions d'accès à la profession d'intermédiaire
- Analyser les différences de responsabilité entre chaque statut
- Anticiper la perspective de changement avec DIA 2

Exercice d'application : sélection de la catégorie la plus appropriée selon le profil de l'intermédiaire

Mettre en œuvre l'obligation d'information et de conseil

Présenter le statut d'intermédiaire au client

- Le renseignement sur la personne physique ou morale
- La méthode d'étude des offres du marché
- L'existence de liens capitalistiques
- L'immatriculation ORIAS
- La procédure de traitement des réclamations

Intégrer les règles de conduite

- La transparence de la rémunération
- La prévention des conflits d'intérêts
- Le document IPID/KID selon la nature du produit

Formaliser l'obligation de conseil des intermédiaires et des assureurs

- Rédiger un conseil
- Identifier le professionnel soumis à l'obligation de conseil aux clients
- Libeller les questions selon les produits
- Mettre en place un système d'information
- Archiver les documents liés à l'exécution du devoir de conseil

Exercice d'application : formalisation du devoir de conseil conformément à la réglementation

Adopter les bonnes pratiques de commercialisation

- Fournir un conseil adapté à la typologie du produit
- Anticiper les contrôles de commercialisation de l'ACPR

Étude de cas : analyse de la jurisprudence récente

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

Qui fait quoi en assurance ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les obligations en matière de distribution des offres en assurance

EXPERTISE

Code : 92302
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les obligations des intermédiaires et assureurs
Adopter les bonnes pratiques de commercialisation
Intégrer les recommandations de l'ACPR

PRÉREQUIS

Avoir suivi " L'intermédiation en assurance dans le cadre de la DDA " (code 92156) p. 365

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs distribution, responsables assurance
Intermédiaires en assurance

ANIMATEUR

Marie-Christine COLLIN
Présidente-Associée
EOLE BUSINESS ET RH

PLANNING

Paris
21 mai 2019
2 décembre 2019

La lutte anti-blanchiment en assurance

DIGITAL

Mettre en place un dispositif efficace et sécuriser ses procédures

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mesurer l'évolution réglementaire de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

- Examiner les textes applicables
- Décrypter l'organisation de la lutte anti-blanchiment dans le monde, en France
- Distinguer les professionnels concernés par les obligations de lutte anti-blanchiment
- Identifier les méthodes de blanchiment d'argent sale et de financement du terrorisme

Exercice d'application : élaboration des principes d'une cartographie des risques

Identifier les obligations des assureurs, des mutuelles et des IP

- Recenser les obligations à la charge des professionnels
- Focus sur l'obligation de connaissance du client
- Examiner les procédures à mettre en place

Test de connaissances : quiz de synthèse sur la procédure de déclaration de soupçon

Comprendre le processus de déclaration de soupçon

- Déterminer le rôle du correspondant Tracfin
- Distinguer les cas devant faire l'objet d'une déclaration
- Définir la procédure de déclaration

Étude de cas : examen de cas opérationnels

Analyser les risques et les sanctions en cas de non-respect des obligations

- Définir les sanctions administratives et professionnelles

Aborder les sanctions civiles et pénales

Étude de cas : analyse des sanctions prononcées

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Constituer un dossier de déclaration de soupçon

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 17 mai 2019
ou 16 septembre 2019

INITIATION

Code : 92190
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser le cadre juridique de la lutte anti-blanchiment
Recenser les obligations des organismes d'assurances et des intermédiaires
Mesurer les risques et les sanctions

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des opérations d'assurance

PUBLIC CONCERNÉ

Auditeurs, risk managers, compliance officers
Correspondants fraudes et/ou blanchiment

ANIMATEUR

Laetitia LLAURENS
Avocat à la Cour
LEX PATRIMONIS

PLANNING

Paris
12 mars 2019
11 juin 2019
4 décembre 2019

Lutte contre la fraude à l'assurance

La détecter, la traiter et la prévenir

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir la fraude à l'assurance
- Reconnaître les mécanismes de fraude

Identifier la typologie de la fraude et des fraudeurs

Distinguer les différentes formes de fraudes
- Fraude d'opportunité, délibérée et planifiée

Analyser le profil des fraudeurs

Quantifier le phénomène
- En assurance de dommages et en assurance de personnes

Étude de cas : analyse des décisions de jurisprudence sur des cas d'escroqueries à l'assurance

Repérer les situations suspectes
- Analyser les documents contractuels
- Détecter les indices laissant présumer la fraude dans les déclarations de sinistres

Exercice d'application : à partir d'exemples en vie et en dommages, recherche des indices qui peuvent alerter sur le risque de fraude d'un assuré
- Gérer un dossier de fraude caractérisée

Assimiler la procédure à mettre en œuvre

Recenser les différentes sanctions à la disposition de l'assureur
- Les sanctions civiles
- L'action publique

Adopter les bonnes pratiques pour lutter contre la fraude à l'assurance

Rédaction des documents contractuels : définir les points d'attention

Retenir les moyens à utiliser pour éviter la fraude
- Lors de la souscription du contrat
- Au moment de la déclaration du sinistre

Mise en situation : identification des actions à mettre en œuvre pour réduire les risques de fraude

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Comment prévenir la fraude à l'assurance ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Identifier les différents cas de fraude et mettre en place des outils permettant de les réduire

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 10 septembre 2019
ou 19 décembre 2019

INITIATION

Code : 92243
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Détecter les différents types de fraudes à l'assurance
Gérer l'instruction des dossiers de fraudes caractérisées
Prévenir efficacement la fraude à l'assurance

PRÉREQUIS
Évoluer dans le secteur de l'assurance

PUBLIC CONCERNÉ
Gestionnaires et inspecteurs sinistres
Responsables juridiques

ANIMATEUR
Bertrand NERAUDAU
Avocat à la Cour
SELARL NERAUDAU AVOCATS

PLANNING

Paris
7 juin 2019
12 novembre 2019

Conclusion et gestion de contrats d'assurance

Les précautions à prendre

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir un contrat d'assurance

Maîtriser l'environnement légal et réglementaire
- Les intervenants au contrat d'assurance
- La liberté contractuelle et l'ordre public
- La force obligatoire et l'effet relatif du contrat d'assurance

La qualification et l'interprétation du contrat d'assurance
- Les différents types de contrats d'assurance

Maîtriser la formation du contrat d'assurance

Gérer la phase précontractuelle
- Lister les obligations d'information des parties au contrat et la notice d'information
- Connaître les sanctions en cas de fausse déclaration ou de déclaration inexacte de la part de l'assuré

Étude de cas : analyse de la jurisprudence et identification des situations à risque

Conclure un contrat d'assurance

Intégrer les dispositions essentielles du contrat d'assurance
- Les définitions et le périmètre des risques garantis
- Les modalités de déclaration et de gestion des sinistres
- La date d'effet et la durée de la garantie
- La cotisation et l'extinction du contrat : terme, résiliation

Anticiper le règlement des différends
- Choisir entre la clause d'arbitrage et la clause attributive de compétence
- L'intérêt des conventions de gestion de sinistres

Exercice d'application : sensibilisation des participants à la technique contractuelle. À partir d'exemples de clauses imparfaites, recherche des corrections à apporter

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Qu'est-ce qu'un contrat d'assurance ?
- Quelles sont les précautions à prendre lorsqu'on souscrit un contrat d'assurance ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Cerner les éléments clés du contrat et identifier les pièges à éviter

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 19 juin 2019
ou 17 décembre 2019

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique du format blended learning à découvrir sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 92081
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Négocier efficacement un contrat d'assurance
Rédiger les clauses essentielles et stratégiques
Anticiper le règlement des différends

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Les fondamentaux de l'assurance " (code 92140) p. 362

PUBLIC CONCERNÉ
Toute personne amenée à gérer des contrats d'assurance

ANIMATEUR
Paul Vincent QUILICHINI
Consultant en assurances

PLANNING

Paris
10-11 janvier 2019
13-14 mai 2019
14-15 octobre 2019
9-10 janvier 2020

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Gérer efficacement les contrats d'assurance

DIGITAL

De la souscription au règlement du sinistre

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Autodiagnostic : chaque participant évalue ses pratiques de gestion des contrats d'assurance

Analyser les caractéristiques du contrat d'assurance

- Définir le contrat d'assurance
- Recenser les documents composant le contrat d'assurance
- Déterminer les intervenants au contrat et analyser leurs droits et obligations

Maîtriser les étapes de la souscription

Identifier les différentes catégories d'assurances

- Distinction entre assurances dommages et assurances de personnes
- Contrats individuels, collectifs et multirisques
- Liste des principales assurances obligatoires

Sélectionner le contrat correspondant à ses besoins

- Identifier les risques à couvrir
- Analyser le contrat proposé
- Négocier les clauses

Analyser le mécanisme de la formation du contrat

- Points clés de la formation : déclaration du risque et contenu de la proposition d'assurance

Exercice d'application : étude de plusieurs contrats et recherche des clauses essentielles

Gérer au mieux ses contrats

- Analyser les modifications en cours de contrat

Exercice d'application : calcul d'une prime d'assurance

- Inventorier les cas de résiliation

Agir efficacement en cas de sinistre

- Recenser les obligations de l'assuré
- Déterminer les obligations de l'assureur et les modalités de règlement

Étude de cas : analyse de différents cas de règlement de sinistres

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Qu'est-ce qu'un contrat d'assurance ?
- Comment résilier un contrat d'assurance ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser le cadre légal et réglementaire des contrats d'assurance

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 10 avril 2019
ou 25 février 2020

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique du format blended learning à découvrir sur www.efe.fr

PERFECTIONNEMENT

Code : 92148
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les caractéristiques du contrat d'assurance
Optimiser la gestion de ses contrats d'assurance
Maîtriser les étapes d'un règlement de sinistre

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Conclusion et gestion de contrats d'assurance " (code 92081) p. 368

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables assurance et leurs collaborateurs
Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes applicables à l'assurance

ANIMATEUR

Isabelle VIGNOLLE ULDARIC
Avocat

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
12-13 décembre 2019

Gérer au mieux les sinistres

BEST OF DIGITAL

Maîtriser les fondamentaux juridiques d'indemnisation

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Découvrir les mécanismes de gestion des sinistres

Assimiler la notion de sinistre

- Spécificités selon le type de contrat d'assurance

Repérer les étapes de la gestion d'un sinistre

- Déclarer efficacement un sinistre
- De la constatation du sinistre à la négociation avec l'assureur

Comprendre le règlement du sinistre par l'assureur

- Le principe indemnitaire
- Les limites légales et contractuelles en matière d'indemnisation
- Les évolutions en matière de sinistres RC suite à la LSF

Exercer la subrogation de l'assureur

- Les conditions et effets de la subrogation de l'assureur
- Maîtriser les difficultés liées aux clauses de renonciation à recours dans les contrats commerciaux
- Le concours des actions de l'assureur subrogé et de l'assuré contre le tiers responsable
- L'action en remboursement des sommes payées par l'assureur

Étude de cas : analyse de la jurisprudence

Optimiser la procédure et limiter sa responsabilité

Maîtriser la direction du procès : surmonter les difficultés éventuelles

- Difficultés liées aux conflits d'intérêts entre l'assuré et son assureur

La reconnaissance de responsabilité et la transaction par l'assuré

- Portée juridique et conditions de leur opposabilité à l'égard de l'assureur

La prescription biennale : identifier les précautions à prendre

Exercice d'application : analyse de différents cas de règlement de sinistres

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Que se passe-t-il en cas de sinistre ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser le processus de gestion d'un sinistre

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 10 avril 2019
ou 19 septembre 2019

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique du format blended learning à découvrir sur www.efe.fr

PERFECTIONNEMENT

Code : 92082
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les spécificités de la gestion des sinistres
Identifier les principaux risques juridiques liés à la gestion des sinistres
Optimiser la procédure de gestion des sinistres

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Conclusion et gestion de contrats d'assurance " (code 92081) p. 368

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne confrontée à la gestion de sinistres

ANIMATEUR

Paul Vincent QUILICHINI
Consultant en assurances

PLANNING

Paris
6-7 février 2019
13-14 juin 2019
14-15 novembre 2019
6-7 juin 2020

Gestion des sinistres contentieux

DIGITAL

Préparer et suivre activement la procédure judiciaire

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la phase précontentieuse

Identifier le mode de règlement des différends dans le cadre des relations contractuelles

- Effectuer toutes les démarches amiables
- Évaluer la pertinence des poursuites

Étude de cas : analyse de l'application des règles de preuve et de bonne foi

Maîtriser les règles de la procédure civile et pénale

Analyser les mécanismes de la procédure civile

- Connaître le rôle des auxiliaires de justice : avocats, huissiers
- Examiner la portée du jugement avec son articulation
- Identifier les voies de recours

Maîtriser les principes de la procédure pénale

- Mettre en œuvre une procédure pénale
- Maîtriser les délais d'extinction des actions
- Déterminer le rôle et l'intervention de l'assureur au procès pénal

Exercice d'application : initiation à la méthode d'analyse des décisions de justice

Initier et engager la phase contentieuse

Initier la procédure

- Respecter les délais de lancement d'une procédure

Engager la procédure

- Connaître l'organisation judiciaire
- Analyser la clause de direction du procès

Étude de cas : analyse des procédures au travers de dossiers sinistres non réglés à l'amiable

Suivre la procédure pas à pas

Mener à bien la procédure judicaire

- Maîtriser le déroulement des audiences
- Valider le dossier de plaidoirie et communiquer les pièces incontournables

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Identifier les situations pour lesquelles l'issue est celle de la voie judiciaire et mener à bien la procédure

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 24 septembre 2019
ou 6 décembre 2019

EXPERTISE

Code : 92288
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 2 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Maîtriser les principales références pour gérer des affaires contentieuses
Définir la stratégie adéquate à élaborer avec le concours des intervenants extérieurs
Suivre efficacement ses dossiers contentieux

PRÉREQUIS
Avoir à participer à la gestion de dossiers de contentieux

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables juridiques, gestionnaires de contrats
Rédacteurs sinistres

ANIMATEUR
Annabelle HUBENY-BELSKY
Avocat au Barreau de PARIS

PLANNING

Paris
3 au 5 juin 2019
16 au 18 octobre 2019

Contrôle des pratiques commerciales en assurance

DIGITAL

Éviter les sanctions de l'ACPR

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les différentes sources de droit encadrant les pratiques commerciales

- Maîtriser la réglementation relative à la protection de la clientèle
- Intégrer les principes du droit de la promotion des ventes

Étude de cas : analyse de la jurisprudence française et communautaire

- Analyser les compétences de l'autorité de contrôle
- Cerner le rôle et les objectifs de l'autorité de contrôle
- La direction en charge du contrôle au sein de l'ACPR
- L'élaboration des codes de conduite
- Mesurer l'étendue du contrôle des pratiques commerciales en assurance

Exercice d'application : identification des pouvoirs spécifiques de l'ACPR en matière de pratiques commerciales

- Intégrer les codes de bonne conduite
- L'instruction n° 2011-I-19 relative à la procédure d'approbation d'un code de bonne conduite
- L'approbation par l'ACPR des codes de bonne conduite établis par les associations professionnelles
- Les recommandations de l'ACPR

Analyser les différentes thématiques de contrôle de l'ACPR

Exercice d'application : impact en pratique des différentes recommandations

- La directive DIA2

Intégrer les nouveaux schémas de commercialisation

- La transparence, la rémunération
- La convergence des directives DIA2/MIF2

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Quelles sont les missions de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution ?
- Quelles sont les bonnes pratiques dans la relation client ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser le cadre juridique de la commercialisation des produits d'assurance

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 18 septembre 2019
ou 30 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92275
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Maîtriser la distribution des produits d'assurance
Cerner l'étendue des pouvoirs de l'autorité de contrôle
Maîtriser le contenu des recommandations de l'ACPR

PRÉREQUIS
Avoir suivi " L'intermédiation en assurance dans le cadre de la DDA " (code 92156) p. 365

PUBLIC CONCERNÉ
Gestionnaires de contrats d'assurance
Intermédiaires d'assurance

ANIMATEUR
Marie-Christine COLLIN
Présidente-Associée
EOLE BUSINESS ET RH

PLANNING

Paris
15 mai 2019
13 décembre 2019

Contrôle ACPR pour les assurances

DIGITAL

S'y préparer en toute sérénité

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier l'architecture et le rôle de l'ACPR

Connaître l'organisation de l'ACPR
- Collège et commissions
  Étude de cas : analyse de la décision de la 14/06/11 portant modification de l'organisation des services de l'ACPR

Identifier les missions en matière de protection de la clientèle
- Cerner les moyens mis en œuvre par l'ACPR
- Analyser la politique de communication de l'ACPR
  Étude de cas : analyse de la recommandation en matière de commercialisation des contrats d'assurance 2011-R-04 du 17/06/11

Décrypter les différentes phases du contrôle ACPR
- Apprécier la charte de contrôle ACPR et les droits associés
- Identifier la procédure de contrôle
- Phase éventuelle de poursuite

Identifier les pouvoirs de l'ACPR

Définir le périmètre d'investigation du contrôle ACPR
- Gérer et suivre l'immatriculation et les mises à jour à l'ORIAS
- Organiser son réseau commercial salarié
- Organiser son réseau commercial externe
- Maîtriser les conditions de commercialisation des contrats et produits délivrés
  Étude de cas : analyse des sanctions prononcées à travers un panorama de la jurisprudence récente

Maîtriser les procédures liées au blanchiment de capitaux et financement du terrorisme
- Désigner un déclarant TRACFIN/ACPR

Contester une sanction rendue par l'ACPR : voies et délais de recours

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Quelles sont les missions de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Passer un contrôle ACPR dans les meilleures conditions

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 18 juin 2019
ou 27 novembre 2019

INITIATION

Code : 92253
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les missions et domaines d'investigation de l'ACPR
Maîtriser le périmètre de ses obligations de formalisation
Organiser les procédures d'immatriculation et de collaboration de ses réseaux

PRÉREQUIS
Avoir suivi " L'intermédiation en assurance dans le cadre de la DDA " (code 92156) p. 365

PUBLIC CONCERNÉ
Intermédiaires d'assurances
Responsables réseaux des compagnies d'assurances

ANIMATEUR
Ronan LE COZ, Avocat
Ancien courtier en assurances

PLANNING

Paris
8 avril 2019
20 septembre 2019

Les bases de l'assurance dommages

DIGITAL

Maîtriser les assurances de choses et de responsabilité

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir le périmètre de l'assurance dommages
- Analyser le marché de l'assurance dommages en France et en Europe
- Identifier la typologie des contrats dommages
- Identifier les caractéristiques communes des contrats dommages
  Test de connaissances : vérification de l'acquisition des connaissances

Distinguer les assurances de biens et de responsabilités
- Analyser les assurances de biens
- Les différentes polices d'assurance de biens
- Identifier les clients potentiels
- Mettre en place le contrat d'assurance de biens
- Apprécier les différentes clauses et les principes de ces polices

Clarifier les champs d'application de la réassurance et de la coassurance
- Définition de ces polices
- Identification des droits et obligations de l'assureur et de l'assuré
  Étude de cas : analyse de plusieurs contrats d'assurance de biens

Étudier les assurances de responsabilités
- Définition et conditions du droit de la responsabilité civile
- Maîtriser les effets de la responsabilité civile
- Identifier les différents types de responsabilités
- Repérer les clauses d'exonération ou de limitation de responsabilité
- Indemniser la réparation du préjudice

Exercice d'application : identification du type de responsabilité mis en jeu à partir de déclarations de sinistres

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Comment lire ses contrats d'assurance ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Conseiller au mieux le client en assurance dommages aux biens

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 6 septembre 2019
ou 8 janvier 2020

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique du format blended learning à découvrir sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 92249
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Découvrir les mécanismes de l'assurance dommages
Analyser et souscrire un risque dommage
Identifier les responsabilités pouvant être mises en jeu

PRÉREQUIS
Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance

PUBLIC CONCERNÉ
Commerciaux, courtiers et intermédiaires d'assurances
Rédacteurs sinistres et gestionnaires de contrats d'assurances

ANIMATEUR
Ronan LE COZ, Avocat
Ancien courtier en assurances

PLANNING

Paris
24-25 juin 2019
18-19 novembre 2019

Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile

DIGITAL

Distinguer la RC délictuelle et la RC contractuelle

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Délimiter les contours de la responsabilité civile

Examiner les différents ordres de responsabilité
- Civile, pénale et administrative
- Identifier les spécificités de la RC
- Distinguer les périmètres respectifs de la RC délictuelle et de la RC contractuelle
- Domaine délictuel et quasi-délictuel
- Applications jurisprudentielles
- Domaine contractuel : obligation de moyens et obligation de résultat

Analyser les conditions d'application de la responsabilité civile

Déterminer les éléments constitutifs de la RC délictuelle
- Une faute : éléments constitutifs et typologie de la faute civile
- Un préjudice : spécificités du préjudice et de l'obligation de réparation
- Un lien de causalité : théorie et mise en application

Étude de cas : analyse de la jurisprudence récente

Identifier les causes d'exonération
- La force majeure
- Le fait d'un tiers
- La faute de la victime

Étude de cas : analyse de la jurisprudence récente

Étudier la charge de la preuve et la prescription
- L'objet de la preuve
- La charge de la preuve
- Les modes de preuve
- La prescription

Mettre en œuvre les mécanismes de la responsabilité civile

Maîtriser les mécanismes de la RC délictuelle
- Responsabilité du fait personnel
- Responsabilité du fait d'autrui
- Responsabilité du fait des choses

Exercice d'application : analyse des grands arrêts de principe / étude de différents actes dommageables engageant la RC de leurs auteurs

Intégrer les spécificités de la RC contractuelle
- Principe et conditions d'existence d'un contrat valable
- Existence d'une inexécution du contrat imputable au débiteur
- Conditions d'application

Exercice d'application : étude de différents contrats, des obligations des parties et des responsabilités encourues

Distinguer la responsabilité du fait des produits défectueux
- Conditions d'application
- Régime : dommage réparable / causes d'exonération
- Particularités

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les mécanismes de la RC

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 17 mai 2019
ou 24 janvier 2020

INITIATION

Code : 92144
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Maîtriser les principes juridiques de la RC
Distinguer les différentes responsabilités
Mettre en œuvre les mécanismes de la RC

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Les bases de l'assurance entreprise " (code 92250) p. 379

PUBLIC CONCERNÉ
Commerciaux, courtiers et intermédiaires d'assurances
Responsables administratifs et financiers et responsables services généraux
Rédacteurs sinistres et gestionnaires de contrats d'assurance

ANIMATEUR
Maïténa LAVELLE JOUBERT
Avocat à la Cour
CABINET LAVELLE

PLANNING

Paris
18-19 mars 2019
25-26 novembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

La responsabilité civile de l'employeur

PROGRAMME

Maîtriser le mécanisme de la responsabilité civile de l'employeur
- Intégrer les modalités de l'obligation de résultat de l'employeur en matière de sécurité
- Analyser les évolutions de la jurisprudence en matière de faute inexcusable
- Anticiper les conséquences financières de la reconnaissance de la faute inexcusable

Exercice d'application : identification des exemples de risques pouvant entraîner la reconnaissance d'une faute inexcusable

Connaître les modalités d'indemnisation de la victime
- La prise en charge des conséquences financières sous déduction de la franchise et dans la limite du plafond de la garantie
- L'action directe de la CPAM vers l'assureur de l'employeur de la victime

Étude de cas : évaluation d'un dossier de faute inexcusable

COMPÉTENCE MÉTIER

Anticiper les conséquences financières d'un manquement à l'obligation de sécurité de l'employeur

PLANNING

Paris
4 avril 2019 (9h-13h)
26 septembre 2019 (14h-18h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 92348
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS
Cerner les contours jurisprudentiels de la notion de faute inexcusable de l'employeur
Maîtriser les mécanismes d'indemnisation de la victime

PRÉREQUIS
Maîtriser les principes de la responsabilité civile

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes et gestionnaires de sinistres responsabilité civile
Intermédiaires d'assurance
Responsables des ressources humaines

Maîtriser le risque automobile

Identifier les garanties et les modalités d'indemnisation

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Étudier le cadre légal et les enjeux de l'assurance automobile

Identifier les grandes étapes législatives
- Lois de 1958 et de 1985
- Définition d'un véhicule terrestre à moteur au sens strict de la loi Badinter

Identifier les spécificités du contrat automobile
- Les pièces incontournables à exiger de son assureur : le relevé d'information
- La vie du contrat en cas de cession du véhicule
- Les modalités de résiliation contractuelle, le préavis

Mesurer les enjeux du secteur
- Le marché, les acteurs et la sinistralité

Identifier les différentes garanties et comprendre leurs mécanismes

Analyser la garantie de responsabilité civile
- Obligation d'assurance et rôle du bureau central de tarification
- Définition de la garantie, extensions et exclusions
- Focus : distinction garantie défense recours / protection juridique
- Intervention du fonds de garantie

Exercice d'application : mise en jeu de la garantie de responsabilité civile

Examiner les garanties dommages facultatives
- Incendie, vol, dommages tous accidents, bris de glaces…

Déterminer le rôle de la garantie du conducteur
- Protection du conducteur, garantie des véhicules professionnels, assistance

Apprécier les critères de tarification, maîtriser le bonus-malus

- Distinguer les critères liés au véhicule garanti
- Déterminer les éléments relatifs au conducteur
- Maîtriser les mécanismes du bonus/malus
- Calcul de la prime et chargement

Étude de cas : analyse de différents tarifs selon les caractéristiques du conducteur et du véhicule

Optimiser son efficacité dans la gestion d'un sinistre automobile

- Maîtriser le champ de la loi Badinter
- Connaître les conventions et leurs mécanismes
- Analyser les différentes étapes : de la déclaration du sinistre à l'indemnisation des dommages

Exercice d'application : analyse d'un sinistre pour déterminer le droit à indemnisation en fonction des circonstances de l'accident, des responsabilités retenues et des garanties au contrat

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Comment résilier un contrat d'assurance ?
- À quoi sert un contrat de protection juridique ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Appliquer les règles propres à l'assurance automobile

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 21 juin 2019
ou 20 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 92177
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les aspects juridiques et économiques de l'assurance automobile
Maîtriser les mécanismes des différentes garanties et les critères de tarification
Identifier les points clés de la gestion des sinistres corporels

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance dommages " (code 92249) p. 371

PUBLIC CONCERNÉ

Rédacteurs
Gestionnaires assurance automobile
Responsables des assurances

ANIMATEUR

Jean-Christophe LEROUGE
Spécialiste des risques auto et habitation

PLANNING

Paris
1er-2 avril 2019
1er-2 octobre 2019

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique du format blended learning à découvrir sur www.efe.fr

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Maîtriser les mécanismes de la clause type bonus-malus

PROGRAMME

Identifier les contrats concernés par le bonus-malus

- Les contrats soumis à la clause type
- Les clauses contractuelles applicables aux contrats échappant à la clause type
- Les contrats non soumis à un système de bonus-malus

Test de connaissances : les sinistres pris en compte dans le calcul du bonus-malus

Mettre en œuvre la clause-type

- Appliquer la règle générale
- Déterminer la période de référence
- Intégrer la règle de descente rapide
- Gérer le bonus maximum
- Identifier les cas de transfert de cœfficient

Exercice d'application : application de la clause bonus-malus en présence d'une résiliation infra-annuelle

COMPÉTENCE MÉTIER

Expliquer et commenter le calcul d'un cœfficient de bonus-malus automobile

PLANNING

Paris
22 mai 2019 (14h-18h)
20 novembre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 92356
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Distinguer les cas où la clause type est obligatoire
Maîtriser les différents mécanismes de la clause type et leur articulation

PRÉREQUIS

Avoir une pratique de la gestion des contrats auto mono-véhicule

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires des contrats d'assurance automobile mono-véhicule
Intermédiaires d'assurance et leurs collaborateurs
Informaticiens ayant à développer le programme de calcul du bonus-malus

L'assurance Multirisque Habitation

DIGITAL

Analyser les mécanismes de la MRH : de la souscription à la gestion d'un sinistre

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les mécanismes de l'assurance habitation

Déterminer les caractéristiques de l'assurance habitation
- Assurances de choses et de responsabilités
- Apprécier l'importance de la qualité juridique de la personne assurée

Identifier les garanties couvrant les dommages aux biens
- Les biens garantis
- Les événements couverts

Exercice d'application : exemples de sinistres avec détermination de la garantie mise en jeu

Analyser les garanties de responsabilité

Étude de cas : analyse des exclusions relatives aux garanties de responsabilité

Recenser les critères retenus pour établir un tarif

Mesurer les incidences du non-paiement de la cotisation
- Procédure mise en œuvre en cas de non-paiement

Étudier l'évolution des garanties et des cotisations

Examiner les valeurs utilisées
- Valeur de remplacement, valeur de reconstruction, valeur à neuf…
- Définition de la vétusté

Passer en revue la vie d'un contrat, de la souscription à la résiliation

Étude de cas : analyse des différents cas de résiliation à l'initiative de l'assureur / de l'assuré

Analyser la gestion d'un sinistre habitation

Recenser les obligations de l'assuré
- La forme et le délai de la déclaration du sinistre par l'assuré
- Les sanctions en cas de non-respect
- Les mesures d'urgence : les mesures dites " conservatoires "

Vérifier la validité du contrat et la prise en charge d'un sinistre
- Paiement des cotisations, étendue des garanties, exclusions…
- Proposition de règlement par compensation
- Recenser les obligations de l'assureur
- Les modalités d'indemnisation

Exercice d'application : gestion du dossier de règlement d'un sinistre habitation

Prévenir la fraude à l'assurance dans les dossiers Multirisque Habitation
- Identifier les motivations de la fraude
- Repérer les signaux d'alerte

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Que se passe-t-il en cas de sinistre ?
- Comment gérer un sinistre dégâts des eaux ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les opérations de gestion d'un contrat MRH

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 12 septembre 2019 ou 30 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92179
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Décrypter les caractéristiques d'un contrat MRH
Identifier les différentes garanties et maîtriser leur mise en œuvre
Maîtriser le processus de règlement d'un sinistre habitation

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance dommages " (code 92249) p. 371

PUBLIC CONCERNÉ

Rédacteurs et gestionnaires assurance habitation
Responsables des assurances, gestionnaires surveillance de portefeuille
Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes applicables à l'assurance habitation

ANIMATEUR

Jean-Christophe LEROUGE
Spécialiste des risques auto et habitation

PLANNING

Paris
6-7 juin 2019
7-8 novembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Gestion d'un sinistre incendie

PROGRAMME

Déterminer les étapes de la gestion d'un dossier sinistre
- Contrôler la mise en jeu de la garantie ainsi que les événements assimilés
- Déterminer les biens et les frais garantis par la police
- Évaluer le montant des dommages et procéder au chiffrage de l'indemnité

Exercice d'application : identification des différentes étapes de l'instruction d'un sinistre incendie, à partir d'un cas concret
- Établir les responsabilités et l'imputabilité de l'incendie

Régler l'indemnité
- Établir la qualité du bénéficiaire de l'indemnité
- Détecter les obstacles au versement de l'indemnité
- Intégrer dans la gestion les conventions interprofessionnelles

Étude de cas : évaluation d'un dossier de recours dans le cadre d'une convention

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser la méthodologie de gestion des sinistres incendie, optimiser les recours contre les responsables

PLANNING

Paris
19 juin 2019 (9h-13h)
19 décembre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 92357
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Déterminer les étapes de l'instruction des sinistres incendie
Utiliser les mécanismes techniques pour optimiser la gestion des recours

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance dommages " (code 92249) p. 371

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes et gestionnaires de sinistres
Intermédiaires d'assurance

Maîtriser la responsabilité civile médicale

NEW

Les spécificités de la RC des professionnels de santé

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les fondements juridiques de le responsabilité médicale

Maîtriser les contours de la responsabilité médicale
- Les devoirs et les obligations des médecins
- Le secret médical
- Le consentement au soin
- L'obligation d'information du patient

Identifier les exclusions de la responsabilité du médecin
- Lister les causes de limitation ou d'exclusion de la responsabilité

Distinguer les formes de responsabilité

Étude de cas : analyse d'exemples de jurisprudence en matière de responsabilité médicale

Identifier les conditions de mise en œuvre de la responsabilité médicale
- Cerner la nature de la faute
- Identifier le type préjudice
- Établir un lien de causalité
- Analyser les cas de responsabilité sans faute

Étude de cas : évaluation de préjudices en matière de responsabilité médicale à partir de cas concrets

Gérer le contentieux de la RC médicale
- Connaître le tribunal compétent
- Suivre la procédure devant la juridiction compétente

Partage d'expériences : les actions à mettre en œuvre pour faire face à l'augmentation des sinistres et des plaintes

Analyser l'assurance responsabilité professionnelle médicale
- Définir les champs d'application des garanties
- Identifier les exclusions
- Cerner les enjeux actuels de l'assurance RCP médicale
- Analyser les spécificités de certaines professions : gynécologues, chirurgiens, esthéticiens
- Gérer le conflit de garantie : pluralité de responsables, loi Badinter

Étude de cas : analyse de garanties d'un exemple de contrat d'assurance des professionnels de santé libéraux

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les mécanismes de la RC médicale

PERFECTIONNEMENT

Code : 92370
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les fondements juridiques de le responsabilité médicale
Maîtriser l'évaluation du préjudice
Faire face à l'augmentation des sinistres et des plaintes

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile " (code 92144) p. 372

PUBLIC CONCERNÉ

Chargés d'indemnisation RC
Gestionnaires des contrats RC
Juristes, intermédiaires en assurance

ANIMATEUR

Céline DUBAIL
Avocat en droit des assurances
DUBAIL AVOCATS

PLANNING

Paris
20-21 mai 2019
2-3 décembre 2019

Gestion des sinistres responsabilité civile

DIGITAL

Optimiser ses recours

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Distinguer les périmètres respectifs de la RC délictuelle et contractuelle
- Panorama des risques RC : cerner les nouveaux risques
- Maîtriser les mécanismes des différentes RC délictuelles
- Examiner les conditions de la RC contractuelle

Exercice d'application : exemple de mise en jeu de la responsabilité du transporteur en cas d'accident de personnes

Analyser les étapes de gestion d'un sinistre RC particulier
- Vérifier l'imputabilité des garanties à l'évènement déclaré
- Dégager les exclusions et limitations de garantie
- Identifier qui fait quoi en cas de sinistre

Exercice d'application : à partir d'une situation concrète, constitution d'un dossier de déclaration de sinistre

Apprécier les responsabilités et mettre en œuvre les recours
- Mesurer les évolutions jurisprudentielles
- Apprécier la nécessité de recourir à l'expertise amiable ou judiciaire
- Optimiser ses relations avec l'expert et l'avocat et orienter leur compte-rendu

Étude de cas : exemples de constitution de dossiers sinistres et conception de sa check-list

Proposer une indemnisation aux victimes
- Déterminer les préjudices matériels indemnisables
- Évaluer les préjudices
- Proposer une indemnité
- Connaître les effets du sinistre sur le contrat d'assurance RC

Exercice d'application : application de règlements de sinistres avec recours aboutis

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Quel est le rôle de l'expert d'assurances ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Traiter de façon efficace les mises en cause reçues

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 25 juin 2019
ou 27 novembre 2019

EXPERTISE

Code : 92277
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Faire face à une mise en cause et gérer efficacement le sinistre
Apprécier les différentes responsabilités pour mettre en œuvre un recours
Recenser les différents postes de préjudices indemnisables

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile " (code 92144) p. 372

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires de contrats habitation
Responsables indemnisation dommages aux biens

ANIMATEUR

Jean-Claude BOUILLER
Consultant en assurances

PLANNING

Paris
2-3 avril 2019
16-17 septembre 2019

Gestion des sinistres automobiles matériels

DIGITAL

Appliquer la convention IRSA

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer la notion d'accident de la circulation depuis la loi Badinter

Déterminer l'implication d'un véhicule terrestre à moteur
- Le rôle perturbateur d'un véhicule sans contact
- L'engin de chantier
- Les cas particuliers

Maîtriser les principes de la convention IRSA

Décrypter les objectifs de cette convention
- Indemnisation directe de l'assuré
- Gestion de la convention vis-à-vis de l'assuré

Intégrer les dispositions générales
- Évaluer les dommages du véhicule et provisionner son dossier
- Modalités d'exercice des recours et de son assiette

Intégrer les spécificités
- Les accidents en chaîne
- Les carambolages entre 3 et 7 véhicules
- Les carambolages de plus de 7 véhicules
- Le cas particulier des véhicules épaves

Gérer et régler les litiges

Exercice d'application : identification des cas d'accidents automobiles rentrant dans le cadre de la convention et exercice du recours avec un non-assuré

Analyser le champ d'action du fonds de garantie automobile
- Le responsable inconnu
- Le responsable connu mais non assuré
- Les délais à respecter
- Les dommages indemnisables
- Le principe de subsidiarité du fonds

Maîtriser les recours en droit commun
- Exploiter le Code de la route
- Apprécier la faute

Étude de cas : analyse d'un recours exercé à la suite d'un accident avec un non-assuré

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Que se passe-t-il en cas de sinistre ?
- Comment réagir en cas de difficulté d'indemnisation ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Appliquer la convention IRSA et instruire les recours

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 12 juillet 2019
ou 20 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92281
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Maîtriser l'évolution réglementaire depuis la loi Badinter
Maîtriser les mécanismes de la convention IRSA
Maîtriser la méthodologie de règlement des sinistres matériels automobiles

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Maîtriser le risque automobile " (Code 92177) p. 373

PUBLIC CONCERNÉ
Chargés d'indemnisation automobile matérielle
Intermédiaires d'assurance

ANIMATEUR
Paul Vincent QUILICHINI
Consultant en assurances

PLANNING

Paris
23-24 mai 2019
19-20 novembre 2019

Gestion d'un préjudice corporel automobile

DIGITAL

Appliquer la convention IRCA et la nomenclature Dintilhac

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser les principes généraux de la convention IRCA

Intégrer les dispositions générales
- Chapitre 1 : le mandat
- Chapitre 2 : les recours en contribution
- Chapitre 3 : règlement des litiges
- Maîtriser le barème des responsabilités

Étude de cas : analyse du champ d'application de la convention IRCA
- S'approprier le contenu du rapport Dintilhac

Intégrer la méthodologie d'indemnisation d'une victime
- Les pièces indispensables à l'indemnisation

Maîtriser la nomenclature des préjudices corporels depuis Dintilhac
- Les préjudices économiques ou patrimoniaux
- Les préjudices définitifs après consolidation
- Les préjudices personnels ou extrapatrimoniaux
- Les préjudices liés à des pathologies évolutives

Exercice d'application : analyse d'un rapport médical et expertise amiable et contradictoire
- Faire face à une lettre de contestation d'une victime
- Ajuster son offre d'indemnisation
- Réaliser une contre-proposition

Exercice d'application : détermination des délais pour présenter une offre d'indemnisation et de l'incidence sur le montant de l'indemnité en cas de non-respect des délais
- Mémoriser les postes de préjudices Dintilhac
- Positionner les postes de préjudices au sein des deux groupes économiques ou personnels

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Négocier efficacement une offre d'indemnisation à l'amiable ou judiciaire dans le cadre d'un préjudice corporel automobile

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 26 juin 2019
ou 28 novembre 2019

INITIATION

Code : 92280
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Maîtriser l'environnement juridique d'une indemnisation corporelle automobile
Maîtriser la méthodologie de règlement des dossiers corporels
Analyser les implications

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Maîtriser le risque automobile " (Code 92177) p. 373

PUBLIC CONCERNÉ
Chargés d'indemnisation automobiles corporels
Gestionnaires de contrats automobiles
Juristes, intermédiaires d'assurance

ANIMATEUR
Paul Vincent QUILICHINI
Consultant en assurances

PLANNING

Paris
8-9 avril 2019
16-17 septembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Gestion des sinistres corporels hors automobile

BEST OF DIGITAL

Évaluer et régler les sinistres corporels

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les garanties et les contrats mobilisables

- La prévoyance : individuelle, collective
- Les responsabilités civiles
  Étude de cas : analyse de contrats de prévoyance et de responsabilité civile

Positionner l'accident corporel dans son environnement social, médical et juridique

- Maîtriser les conditions juridiques d'indemnisation
- Suivre les étapes clés d'un dossier corporel
- Connaître le fonctionnement de l'expertise médicale corporelle
  Étude de cas : analyse d'exemples de traitement d'un dossier corporel

Maîtriser le contenu du rapport Dintilhac

- Intégrer la méthodologie d'indemnisation d'une victime
- Maîtriser la nomenclature des préjudices corporels depuis Dintilhac
  Exercice d'application : présentation des barèmes d'indemnisation de victimes et analyse d'un rapport médical et d'expertise amiable et contradictoire

Définir le recours des tiers payeurs

- Maîtriser le fondement du recours des tiers payeurs en cas d'accident
- Identifier les tiers payeurs admis à faire valoir leurs créances
- Définir l'assiette et les modalités du recours de la loi du 21/12/06
  Étude de cas : analyse d'exemples de recours à des tiers payeurs

Évaluer le préjudice en cas de décès

- L'intervention des tiers payeurs en cas de décès
- Déterminer les ayants droit admis à faire valoir leur indemnisation
- Distinguer les préjudices soumis ou non au recours des tiers payeurs
  Étude de cas : analyse d'exemples de jurisprudence sur la détermination du préjudice des victimes indirectes en cas de décès de la victime directe

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Assurer le suivi des dossiers d'indemnisation d'un préjudice

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 20 mai 2019
ou 22 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92300
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 2 080 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les différents types de sinistres corporels
Évaluer et régler les sinistres corporels
Maîtriser les conditions d'intervention des organismes sociaux

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile " (code 92144) p. 372

PUBLIC CONCERNÉ

Chargés d'indemnisation de préjudices corporels non automobiles
Juristes, intermédiaires d'assurance

ANIMATEUR

Ronan LE COZ
Avocat - Ancien courtier en assurances

PLANNING

Paris
27 au 29 mars 2019
25 au 27 novembre 2019

Maîtriser la nouvelle convention IRSI

DIGITAL

Gérer efficacement les sinistres dégâts des eaux et incendie

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser la garantie dégât des eaux et incendie

- Définir les événements dégâts des eaux et incendie communément garantis
- Analyser les raisons de la création des conventions
- Recevoir une déclaration de sinistre
  Exercice d'application : exemples de sinistres avec des constats amiables appréciant des qualités juridiques différentes

Gérer un sinistre dégât des eaux et incendie

- Enregistrer les déclarations de sinistres
- Estimer les dommages et provisionner son dossier sinistre
  Étude de cas : analyse d'un formulaire de constat amiable en dégâts des eaux

Maîtriser l'application de la convention IRSI

Analyser les différents points clés de la convention

- Identifier l'assureur gestionnaire
- Gérer la recherche de la fuite et exercer le recours possible
- Réaliser une expertise pour compte commun et contradictoire
- Connaître les modalités de prise en charge et le recours selon les tranches 1 et 2
  Exercice d'application : détermination du périmètre du sinistre entrant ou pas dans le champ de la convention
- Gérer les recours selon les cas pratiques de déclaration des dégâts des eaux ou d'incendie

Gérer les sinistres hors convention

- Conditions IRSI non réunies
- Instruction selon les dispositions RC délictuelle ou RC contractuelle
- Chiffrage des dommages par voie d'expertise en fonction de la nature du bien endommagé

Règlement contractuel et exercice du recours

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

- Comment gérer un sinistre dégâts des eaux ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Gérer dans son intégralité un sinistre dégât des eaux

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 9 septembre 2019
ou 25 février 2020

EXPERTISE

Code : 92283
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Décrypter les caractéristiques d'un contrat MRH
Identifier les différentes garanties et maîtriser leur mise en œuvre
Maîtriser le processus de règlement d'un sinistre habitation

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance dommages " (code 92249) p. 371

PUBLIC CONCERNÉ

Rédacteurs et gestionnaires assurance habitation
Responsables des assurances, gestionnaires surveillance de portefeuille

ANIMATEUR

Jean-Claude BOUILLER
Consultant en assurances

PLANNING

Paris
13-14 juin 2019
12-13 décembre 2019

Assurance responsabilité civile

Analyser les mécanismes de RC professionnelle et entreprise

BEST OF DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Acquérir la méthodologie de mise en jeu de la responsabilité civile
- Recenser les différents régimes de responsabilités
- Définir les contours de la responsabilité civile
- Maîtriser les principes de la responsabilité pour faute
- Étudier la notion de présomption de responsabilité
- Examiner les caractéristiques de la responsabilité contractuelle

Exercice d'application : distinction des critères de mise en jeu de la responsabilité contractuelle

Maîtriser les mécanismes fondamentaux de l'assurance de responsabilité

Cerner le rôle de l'assurance de responsabilité civile

Comprendre l'action en responsabilité
- La notion de sinistre en assurance de responsabilité
- La garantie dans le temps en assurance de responsabilité
- Les limitations de garantie : franchise, plafond de garantie et limitation contractuelle d'indemnité
- L'action directe de la victime, subrogation de l'assureur
- La prescription applicable

Analyser la réparation du préjudice
- La réparation intégrale de la victime
- Le principe indemnitaire, ses incidences et ses limites

Étude de cas : analyse de la jurisprudence relative à l'application du principe indemnitaire

Définir l'étendue de l'assurance de RC des particuliers

Évaluer l'étendue de la responsabilité civile vie privée
- Dommages couverts, personnes assurées et exclusions

Étudier la mise en jeu de la garantie

Exercice d'application : gestion d'un sinistre

Examiner les responsabilités des entreprises et des professionnels et leurs assurances

Distinguer les risques de l'entreprise
- Risques assurables, non assurables et facteurs aggravants

Maîtriser l'assurance de RC exploitation
- Définition et recensement des risques couverts

Maîtriser l'assurance de RC après livraison et/ou après travaux
- Étendue des responsabilités

Découvrir l'assurance de RC des dirigeants d'entreprise
- Objet de la garantie et risques exclus

Étude de cas : étude de plusieurs contrats d'assurance dédiés aux risques d'entreprises

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les principes de l'assurance de RC

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 10 juillet 2019
ou 24 février 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92147
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Délimiter le risque de responsabilité civile assurable
Identifier les différentes assurances de RC
Maîtriser les mécanismes des garanties de RC des particuliers et des entreprises

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance dommages " (code 92249) p. 371

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Collaborateurs au sein du service assurance
Toute personne amenée à gérer des contrats d'assurance de RC ou appelée à occuper des fonctions de responsable assurance

ANIMATEUR

Olivier BARRIO
Consultant en assurances

PLANNING

Paris
23-24 mai 2019
10-11 octobre 2019
17-18 décembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes et Lille
Dates sur www.efe.fr

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Gestion d'un sinistre en multirisque professionnelle

PROGRAMME

Maîtriser les différents types de sinistres
- L'assurance de biens
- L'assurance de l'activité : perte d'exploitation
- L'assurance de responsabilité civile

Exercice d'application : identification des exemples de sinistres pouvant entraîner la mise en jeu des garanties

Vérifier la validité des garanties et apprécier les responsabilités
- Analyser les sinistres de dommages
- Analyser un sinistre perte d'exploitation, frais et pertes diverses
- Analyser un sinistre de responsabilité

Étude de cas : analyse des étapes de gestion d'un sinistre RC des entreprises

COMPÉTENCE MÉTIER

Déterminer l'éventuelle prise en charge d'un sinistre dans le cadre d'un contrat multirisque professionnelle

PLANNING

Paris
19 juin 2019 (14h-18h)
19 décembre 2019 (14h-18h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 92358
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 545 €

OBJECTIFS

Distinguer les différents types de sinistres
Vérifier la validité des garanties souscrites

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance dommages " (code 92249) p. 371

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires de sinistres multirisques professionnels
Intermédiaires d'assurance
Toute personne confrontée à des dossiers mettant en jeu les assurances de l'entreprise

Les bases de l'assurance entreprise

DIGITAL

Assurer les biens, les responsabilités et les personnes de l'entreprise

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner l'environnement d'une entreprise
- Le marché de l'assurance entreprise en France
- L'état des lieux de la sinistralité selon le Bureau d'Analyse des Risques et des Pollutions Industrielles (BARPI)
- La présentation du schéma des risques de l'entreprise
- Identifier les différentes branches en assurances dommages

Souscrire un risque entreprise
- Définir le cadre légal
- Maîtriser les principes de la formalisation contractuelle
- Identifier les biens assurables
- Maîtriser les principes de fonctionnement du contrat entreprise
- Analyser les conditions de résiliation

Assimiler le principe de la réassurance et de la coassurance
- Analyser les droits et obligations de l'assureur et de l'assuré
- Repérer la notion de grands risques

Exercice d'application : indication conjointe des droits et des obligations de l'assuré et de l'assureur à partir d'exemples

Recenser les garanties dommages d'un contrat d'assurance entreprise

Les assurances de responsabilités
- Identifier les différentes natures de responsabilités

Les assurances de biens
- Identifier les garanties de base
- Cerner les garanties légales et obligatoires
- Analyser les extensions de garanties

Les assurances de personnes
- Mettre en place une police d'assurance collective dans l'entreprise

Étude de cas : analyse de plusieurs contrats d'assurance dommages entreprise

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Quel est le rôle de l'expert d'assurances ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Mettre en place, gérer et optimiser un contrat risques d'entreprise

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 28 août 2019
ou 28 février 2020

INITIATION

Code : 92250
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Apprécier les principes fondamentaux de cette branche de risque
Identifier les événements assurables
Analyser les garanties offertes dans un contrat d'assurance entreprise

PRÉREQUIS
Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance

PUBLIC CONCERNÉ
Rédacteurs et gestionnaires de contrats d'entreprises
Intermédiaires d'assurances

ANIMATEUR
Ronan LE COZ
Avocat - Ancien courtier en assurances

PLANNING

Paris
20-21 mai 2019
7-8 novembre 2019

Gestion des sinistres RC des entreprises

DIGITAL

Suivre et régler efficacement un sinistre RC

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la notion de responsabilité civile

Distinguer les différents types de responsabilités
- L'assurance dommage : assurance de responsabilité / assurance de chose
- Les responsabilités administrative, pénale et civile
- Les responsabilités civile, contractuelle et délictuelle

Vérifier les conditions de mise en œuvre de la responsabilité civile
- Déterminer la nature du dommage
- Identifier le fait générateur

Établir le lien de causalité

Test de connaissances : quizz sur l'acquisition des notions de base sur la responsabilité civile

Recenser les cas d'exonération
- Étudier et vérifier l'acquisition des garanties

Procéder aux vérifications préalables
- L'activité déclarée, l'étendue géographique
- La garantie dans le temps
- La prescription et la franchise
- Les conditions générales et spécifiques, les annexes

Étude de cas : analyse des conditions de mise en œuvre d'une garantie dans le temps

Analyser les garanties prévues dans le contrat
- Responsabilité civile exploitation
- RC après livraison, RC professionnelle
- Établir les responsabilités

Étude de cas : étude de sinistres afin de déterminer la garantie applicable sur la base des conditions générales, son éventuelle mise en jeu et si la responsabilité de l'assuré est engagée

Maîtriser les spécificités de la gestion d'un sinistre RC
- Instruire les dossiers de sinistres
- Procéder à l'indemnisation

Exercice d'application : étude de sinistres, détermination des garanties et déroulé de la gestion de l'ouverture à l'indemnisation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Identifier et appliquer la garantie mise en jeu et indemniser le tiers victime s'il y a lieu

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 17 juin 2019
ou 16 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 92327
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier et appliquer les différentes garanties d'un contrat RC entreprise
Analyser et déterminer la responsabilité de l'assuré
Maîtriser le processus de gestion d'un sinistre RC entreprise

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Les bases de l'assurance entreprise " (code 92250) p. 379

PUBLIC CONCERNÉ
Gestionnaires des sinistres RC entreprises
Collaborateurs d'un service production RC entreprises

ANIMATEUR
Raphaële RONIN
Consultante en assurances

PLANNING

Paris
28-29 mars 2019
15-16 octobre 2019

Analyser les mécanismes de l'assurance construction

BEST OF DIGITAL RÉGION

Distinguer les responsabilités en matière de construction

Pour déchiffrer l'assurance construction et être ainsi en mesure de gérer efficacement un contrat de cette branche, il faut avant tout identifier les responsabilités de chacun des intervenants à l'acte de construction. L'étude approfondie de l'assurance décennale et de l'assurance dommages ouvrage peut alors être effectuée de façon optimale.

PERFECTIONNEMENT

Code : 92176
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre juridique de l'assurance construction

Décrypter la législation applicable
- Loi du 04/01/78, réforme du 08/06/05 et décret du 22/12/08

Délimiter le champ de l'assurance construction
- Distinguer l'assurance de dommages à la charge du maître d'ouvrage et l'assurance de responsabilité à la charge de l'entreprise de construction
- Définir les notions d'ouvrage et de bâtiment
- Identifier les intervenants à l'opération de construction : maître d'ouvrage, constructeurs, non-constructeurs, fabricants d'Éléments Pouvant Entraîner la Responsabilité Solidaire (EPERS)…
- Les effets de la réception de l'ouvrage
  Exercice d'application : identification des dommages relevant de l'assurance construction
- Analyser les principes de responsabilité et les mécanismes d'assurance

Distinguer les obligations du constructeur à l'égard des acquéreurs
- La garantie de parfait achèvement
- La garantie de bon fonctionnement
- La responsabilité décennale
  Étude de cas : analyse de la jurisprudence relative à la responsabilité du constructeur

Étudier l'étendue du contrat de responsabilité civile du constructeur
- Les risques garantis, extensions et exclusions
- Les dommages aux existants

Analyser le contrat d'assurance de responsabilité décennale
- La présomption de responsabilité
- Les dommages couverts, personnes assurées et exclusions
- Les causes d'exonération
  Exercice d'application : distinction des dommages qui relèvent de l'assurance de responsabilité civile et de l'assurance décennale

Examiner le contenu de l'assurance dommages ouvrage
- Le point de départ et la mise en œuvre des garanties
- La franchise
- Identifier les spécificités de la " Tous Risques Chantiers " (TRC)
- Appréhender la subrogation
  Exercice d'application : étude de plusieurs contrats d'assurance dommages ouvrage avec analyse des garanties et des exclusions
- Identifier les étapes d'un règlement de sinistre construction

Maîtriser la mise en œuvre des garanties
- Délai, forme et contenu de la déclaration de sinistre
- La préparation du dossier destiné à l'assureur

Connaître la procédure d'expertise
- La dispense d'expertise : identifier les cas
- La détermination de l'indemnité par l'expert
- Le règlement d'un sinistre par voie judiciaire : juridiction compétente, expertise judiciaire en évaluation des dommages par les tribunaux

Étudier la prescription en assurance
Exercice d'application : gestion d'un sinistre

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les mécanismes de l'assurance construction

OBJECTIFS
Délimiter les risques liés à la construction d'un ouvrage
Identifier les assurances correspondantes
Maîtriser les mécanismes des différentes garanties

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Les bases de l'assurance dommages " (code 92249) p. 371

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes
Collaborateurs au sein d'un service assurance
Toute personne amenée à gérer des contrats d'assurance construction

ANIMATEUR
Jean-Francis BINET
Consultant en assurances construction
Ancien responsable d'un service sinistres construction au sein de deux compagnies d'assurances

PLANNING

Paris
7-8 février 2019
23-24 mai 2019
3-4 octobre 2019
5-6 décembre 2019
6-7 février 2020
Lyon et Bordeaux
23-24 mai 2019
3-4 octobre 2019
Nantes et Lille
7-8 février 2019
9-10 septembre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 3 juillet 2019 ou 27 février 2020

Assurance RC décennale et professionnelle

DIGITAL

Maîtriser l'obligation d'assurance des constructeurs

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser l'obligation d'assurance décennale

Décrypter les notions incontournables
- Intégrer les grands principes et l'étendue de l'article 1792 du Code civil
- Délimiter le domaine de la garantie : la déclaration d'ouverture de chantier

Cerner le champ d'application de l'assurance décennale
- Mettre œuvre la garantie dans le temps

Étude de cas : analyse de la jurisprudence

Apprécier les régimes de la responsabilité civile décennale des constructeurs

Maîtriser le régime spécifique de la responsabilité des constructeurs
- Les principes juridiques de responsabilité propre à chaque constructeur

Analyser le régime de responsabilité de droit commun
- Le régime de responsabilité contractuelle et extracontractuelle

Maîtriser les responsabilités des sous-traitants et fabricants
- La responsabilité des sous-traitants
- La responsabilité des fabricants

Étude de cas : analyse des responsabilités mises en jeu sur différents sinistres déclarés

Souscrire les assurances des constructeurs et gérer les sinistres
- Identifier les assurances obligatoires
- Distinguer les assurances facultatives

Exercice d'application : gestion du règlement d'un sinistre mettant en jeu la garantie obligatoire avec la souscription d'une assurance dommages ouvrage par le maître d'ouvrage

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser le principe de la couverture d'assurance responsabilité civile décennale

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 27 mai 2019
ou 5 février 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 92290
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Cerner les contours de l'obligation d'assurance décennale
Maîtriser le régime de la responsabilité civile décennale
Gérer les sinistres des assurances constructeurs

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Analyser les mécanismes de l'assurance construction " (code 92176) p. 380

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes, rédacteurs sinistres
Gestionnaires de contrats en risques construction

ANIMATEUR
Jean-Francis BINET
Consultant en assurances construction

PLANNING

Paris
14-15 mars 2019
14-15 novembre 2019

Assurance dommages ouvrage

DIGITAL

Maîtriser les particularités d'une police dommages ouvrage

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la réglementation liée à l'obligation d'assurance Dommages Ouvrage (DO)

Cerner les contraintes et les enjeux de l'obligation d'assurance DO
- Analyser le cadre juridique applicable
- Identifier les personnes assujetties et les bénéficiaires

Exercice d'application : appréciation des garanties offertes par des attestations d'assurance et des notes de couverture

Définir le contenu de l'assurance dommages ouvrage
- Déterminer les ouvrages garantis
- Identifier les dommages garantis

Déterminer l'application de la garantie dans le temps

Test de connaissances : quiz sur les causes pouvant faire l'objet d'une couverture en dommages ouvrage

Maîtriser la mise en œuvre de l'assurance dommages ouvrage

Déclarer correctement un sinistre
- Connaître le contenu de la déclaration de sinistre
- Faire échec à la prescription biennale

Maîtriser les étapes de la mise en œuvre de la garantie dommages ouvrage
- Apprécier le respect des obligations de l'assureur

Exercice d'application : identification de la typologie des motifs légitimes de refus de garantie

Gérer les difficultés éventuelles
- La récusation d'un expert
- Le refus de l'indemnisation proposée

Exercer les recours subrogatoires de l'assureur

Jeu de rôles : simulation de la gestion d'une déclaration de sinistre rendant l'habitation impropre à sa destination (équipe " assureur " / équipe " assuré ")

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser la commercialisation et gérer une police dommages ouvrage

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 22 mai 2019
ou 5 septembre 2019

EXPERTISE

Code : 92289
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Intégrer le cadre juridique de l'assurance dommages ouvrage
Maîtriser le champ d'application de l'assurance dommages ouvrage
Mettre en œuvre la garantie DO

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Analyser les mécanismes de l'assurance construction " (code 92176) p. 380

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes, gestionnaires de contrats en risques construction
Chargés d'indemnisation confirmés

ANIMATEUR
Marie-Alexandra VANKEMMELBEKE
Avocat en droit de la construction
MAV AVOCAT

PLANNING

Paris
28-29 mars 2019
27-28 juin 2019
28-29 novembre 2019

Gestion des sinistres construction

DIGITAL

Régler les sinistres amiables ou judiciaires en DO et RCD

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Gérer les sinistres dommages ouvrage et responsabilité civile décennale

Maîtriser les notions d'ouvrages, d'existants et de réception
- L'ouvrage au regard de l'ordonnance du 08/06/05 et de la jurisprudence
- Les existants au regard de l'ordonnance du 08/06/05 et de la Convention du 08/09/05
- La réception des travaux au regard de la loi et de la jurisprudence

Gérer les garanties dans le temps
- La notion de Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC)
- La gestion en capitalisation et répartition

Identifier les conditions de recevabilité a minima de la couverture d'assurance
- Le contenu des attestations d'assurance RC décennale
- Les montants et exclusions de garanties

Étude de cas : analyse des différentes formes de réception d'un ouvrage au regard de la jurisprudence

Gérer les sinistres dommages ouvrage amiables ou judiciaires et la Convention de recours (CRAC)
- Déclarer le sinistre
- Recourir à l'expertise
- Exercer les recours

Étude de cas : analyse de la jurisprudence relative à la mise en œuvre de la convention CRAC

Gérer les sinistres RC décennale amiables ou judiciaires en présence ou en l'absence d'un assureur DO
- Gérer les sinistres RC décennale en présence d'un assureur DO
- Gérer les sinistres RC décennale en l'absence d'un assureur DO

Exercice d'application : gestion du règlement d'un sinistre mettant en jeu la garantie due au titre de la responsabilité civile décennale

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Gérer avec rigueur et efficacité les sinistres amiables ou judiciaires déclarés aussi bien en matière de dommages ouvrage que de responsabilité civile décennale

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 11 juillet 2019
ou 31 janvier 2020

EXPERTISE

Code : 92328
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Acquérir les bons réflexes pour identifier l'assureur susceptible de garantir les sinistres
Gérer les sinistres amiables ou judiciaires
Exercer tous les recours possibles

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Analyser les mécanismes de l'assurance construction " (code 92176) p. 380

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes, gestionnaires de contrats en risques construction
Chargés d'indemnisation confirmés

ANIMATEUR
Jean-Francis BINET
Consultant en assurances construction

PLANNING

Paris
16-17 mai 2019
16-17 décembre 2019

Maîtriser la convention CRAC

NEW

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le contexte juridique de la loi du 4 janvier 1978

Définir le champ d'application de la loi
- Les garanties légales dues par les constructeurs
- Le mécanisme de l'assurance construction à double détente

Maîtriser les étapes de la procédure légale de gestion amiable d'un sinistre dommages-ouvrage
- Une procédure amiable d'ordre public
- La phase préfinancement
- La phase recours

Exercice d'application : gestion d'un dossier sinistre dommages-ouvrage à l'amiable

Analyser la CRAC et son Avenant n°1

Découvrir la CRAC et son Avenant n°1
- Les conditions d'application
- Les procédures accélérées de gestion des petits sinistres (Chapitre 2 Avenant n°1)
- Les procédures relatives aux sinistres importants (Chapitre 3 Avenant n°1)

Identifier les principales caractéristiques de la CRAC
- L'expertise unique
- L'assimilation du sous-traitant à un locateur d'ouvrage

Articuler la procédure conventionnelle de gestion prévue par la CRAC avec la procédure légale
- Le nécessaire respect de la procédure légale de gestion DO
- Les avantages de la gestion dans le cadre de la CRAC

Étude de cas : comparaison entre la gestion d'un dossier hors CRAC / dans le cadre de la CRAC / dans le cadre du l'Avenant n°1

Instruire un sinistre dans le cadre de la CRAC
- Appliquer la procédure conventionnelle de gestion prévue par la CRAC
- Exercer les recours
- Détecter les difficultés de recours

Exercice d'application : calcul des montants des recours dans différentes hypothèses

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Gérer les sinistres amiables DO et responsabilité civile décennale dans le cadre de la CRAC

PERFECTIONNEMENT

Code : 92371
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Maîtriser les mécanismes de la CRAC et de son Avenant n°1
Acquérir une méthodologie et des réflexes de gestion des recours
Optimiser les recours à l'amiable

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Analyser les mécanismes de l'assurance construction " (code 92176) p. 380

PUBLIC CONCERNÉ
Gestionnaires sinistres des maîtres d'ouvrage
Chargés d'indemnisation construction

ANIMATEUR
Isabelle VIGNOLLE ULDARIC
Avocat

PLANNING

Paris
17-18 juin 2019
21-22 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Gérer les risques de l'entreprise en assurance

DIGITAL

Mettre en place une cartographie et traiter les risques

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les concepts clés de la gestion des risques

Définir la finalité d'un dispositif de gestion des risques et les objectifs à atteindre
- Les raisons pour gérer les risques
- Les objectifs à atteindre
- Établir un référentiel sur la base de standards reconnus
- L'apport attendu d'un outil Système d'Information de Gestion des Risques (SIGR)

Recenser et hiérarchiser les risques

Distinguer les différents risques
- Définir les risques
- Distinguer danger, risque, péril, aléa

Analyser les méthodes d'identification des risques
- Présentation des méthodes et des modalités de mise en œuvre

Quantifier et hiérarchiser les risques

Exercice d'application : identification et hiérarchisation des risques

Traiter les risques pour être en mesure d'arbitrer
- Définir les outils
- Faire le bon choix

Exercice d'application : à partir de cas concrets, sélection des outils de gestion des risques adaptés

Contrôler et auditer le dispositif de gestion des risques
- Découvrir le contrôle interne et l'audit
- Mesurer l'efficacité du dispositif

Mise en situation : entraînement à la définition des indicateurs, élaboration et analyse des indicateurs

Mettre en place et faire vivre le dispositif
- Maîtriser l'organisation à mettre en œuvre
- Analyser la méthodologie

Exercice d'application : sur un cas pratique, proposition d'options pour animer le processus, trois ans après sa mise en œuvre

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Adopter de bons réflexes pour une gestion optimale des risques au sein de votre entreprise

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 12 juin 2019
ou 20 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 92084
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier et évaluer les risques de l'entreprise
Élaborer une stratégie de traitement des risques
Contrôler et auditer le système mis en place

PRÉREQUIS
Avoir des compétences techniques en assurance

PUBLIC CONCERNÉ
Dirigeants et risk managers
Gestionnaires des risques

ANIMATEUR
Laurence BAILLIF
Conseil en gestion des risques et crises
ADVALEA

PLANNING

Paris
19-20 mars 2019
7-8 octobre 2019

Assurance et risques environnementaux

DIGITAL

Maîtriser l'assurance des risques liés à l'environnement

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser les risques d'atteinte à l'environnement

Connaître l'historique des risques d'atteinte à l'environnement
- L'évolution de la législation environnementale

Identifier les différentes atteintes à l'environnement
- Les atteintes accidentelles, graduelles, chroniques, historiques

Intégrer le principe du " pollueur-payeur "

Maîtriser la réglementation européenne et nationale en matière de risques environnementaux

Législation européenne
- Directives SEVESO I, II et III

Législation française
- Législation sur les déchets
- Les garanties financières

Identifier les responsabilités et les obligations liées aux risques environnementaux

Les différents types de responsabilités
- Civile, délictuelle pour faute et sans faute

La responsabilité environnementale
- Les différents dommages environnementaux

Étude de cas : analyse des décisions de jurisprudence sur la mise en cause de la responsabilité environnementale de l'exploitant

Couvrir les risques environnementaux
- Le management des risques
- Les garanties proposées sur les contrats spécifiques " risques environnementaux "
- Les principales exclusions
- L'application des garanties dans le temps

Les conditions de souscription

Exercice d'application : à partir d'un cas fictif, évaluation des risques et réponses aux questions du client

La coréassurance des risques environnementaux

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les différents mécanismes d'assurance mis en œuvre pour couvrir les risques environnementaux

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 25 septembre 2019
ou 27 janvier 2020

EXPERTISE

Code : 92256
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Acquérir une approche juridique et réglementaire du risque environnemental
Maîtriser les spécificités de la RC liée à l'environnement
Maîtriser la prise en charge et les garanties associées

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile " (code 92144) p. 372

PUBLIC CONCERNÉ
Gestionnaires de sinistres
Agents généraux, courtiers
Risk managers, juristes

ANIMATEUR
Rudolph TRGINA
Consultant en assurance

PLANNING

Paris
11-12 juin 2019
4-5 novembre 2019

Appliquer le Traité des Risques d'Entreprises

DIGITAL

Qualifier et tarifer le risque incendie

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les grands principes de l'incendie

Analyser les matériaux et leur résistance au feu
- Les aliments du feu : les solides, les liquides inflammables, les gaz
- L'incendie et la construction
- Les moyens d'extinction, les classes de feux

Identifier les réglementations applicables à l'incendie
- Code du travail, Code de la construction, réglementation ATEX
- Règles APSAD
- Les ICPE, le cas particulier des ERP, les IGH

Exercice d'application : détermination du pouvoir calorifique, de la charge calorifique et des moyens d'extinction adaptés

Maîtriser le champ d'application du TRE
- Distinguer les risques concernés
- Tour d'horizon sur la tarification analytique
- Tour d'horizon sur les autres Traités
- Déterminer les dommages assurables et conditions de garantie

Exercice d'application : étude de propositions pour déterminer si le risque ainsi que l'activité relèvent du TRE

Maîtriser la logique tarifaire du TRE
- Analyser les facteurs de risques et leurs conséquences tarifaires
- Identifier les éléments de prévention et de protection

Étude de cas : visite virtuelle d'entreprises et analyse de rapports de vérification de risques

Déterminer les taux
- Apprécier le mode de calcul du taux net
- Déterminer et tarifer les autres éléments et extensions de garanties

Exercice d'application : exemple de tarification sur des risques simples avec des activités uniques ou multiples
- Calculer la cotisation du risque
- Adapter les garanties selon les besoins de l'assuré

Exercice d'application : calcul de la cotisation du risque sur une activité donnée

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Tarifer une proposition de risque entreprise

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 27 juin 2019
ou 18 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 92282
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 2 080 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Déterminer si le risque relève du TRE ou d'un autre document de tarification
Apprécier et qualifier les caractéristiques analytiques d'un risque
Identifier les différents paramètres de tarification

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Les bases de l'assurance entreprise " (code 92250) p. 379

PUBLIC CONCERNÉ
Gestionnaires de contrats
Intermédiaires d'assurance, inspecteurs dommages, risk managers

ANIMATEUR
Michel GALLOIS
Consultant en assurance des dommages

PLANNING

Paris
3 au 5 avril 2019
9 au 11 octobre 2019

La faute inexcusable de l'employeur

BEST OF DIGITAL RÉGION

Décrypter les fondements juridiques et gérer le risque

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les fondements juridiques de la faute inexcusable
- Définir l'accident du travail, la maladie professionnelle et la faute inexcusable
- Retenir les conditions pour qualifier la faute inexcusable

Étude de cas : analyse d'exemples jurisprudentiels où la faute inexcusable n'a pas été retenue
- Examiner le cas particulier de l'amiante
- Analyser l'évolution vers une responsabilité renforcée de l'employeur
- Déterminer les conditions d'exonération partielle ou totale
- Recenser des exemples de reconnaissance de la faute inexcusable de la victime

Décrypter la procédure en reconnaissance de faute inexcusable
- Étudier la mise en œuvre de la procédure
- Comprendre la conciliation préalable
- Maîtriser la phase contentieuse
- Analyser les moyens de défense de l'employeur

Exercice d'application : suivi des étapes d'un dossier sinistre
- Examiner les incidences en cas de procédure pénale parallèle

Analyser les conséquences pour la victime et l'employeur
- Faire le point sur l'indemnisation de la victime
- Évaluer les impacts pour l'employeur

Exercice d'application : à partir d'exemples, mesure des incidences de la qualification de faute inexcusable

Délimiter la couverture assurantielle
- Revenir sur l'évolution historique de l'assurabilité du risque
- Définir comment est assurée la faute inexcusable
- Étudier le rôle de l'assureur dans la procédure

Étude de cas : étude de plusieurs contrats d'assurance

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les mécanismes d'indemnisation des victimes

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 28 juin 2019
ou 17 décembre 2019

EXPERTISE

Code : 92251
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Cerner les contours juridiques de la faute inexcusable de l'employeur
Déterminer l'étendue de la responsabilité de l'employeur
Maîtriser les suites judiciaires

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile " (code 92144) p. 372

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes et gestionnaires de sinistres RC
Responsables RH

ANIMATEUR
Céline DUBAIL
Avocat en droit des assurances
DUBAIL AVOCATS

PLANNING

Paris
28-29 mars 2019
17-18 octobre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes et Lille
Dates sur www.efe.fr

Assurance vie : cadre juridique et fiscal

De la souscription au dénouement du contrat

Tables de mortalité, clause bénéficiaire, participation aux bénéfices, régime fiscal : le contrat d'assurance vie fait référence à des dispositions règlementaires et techniques spécifiques. Produit d'épargne ou de prévoyance, la gestion de ces contrats exige une parfaite connaissance des mécanismes de l'assurance vie, de la tarification du risque au versement du capital.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre légal et technique de l'assurance vie

Cerner l'environnement juridique
- La stipulation pour autrui
- La saisie de l'assurance vie
- Le nantissement et la délégation de l'assurance vie

Déterminer les intervenants au contrat
- Souscripteur, assuré, bénéficiaire et assureur

Analyser la clause bénéficiaire
- Objectif, libellé et effets de l'acceptation
  Exercice d'application : correction de clauses bénéficiaires imparfaites

Comparer le régime juridique de l'assurance vie au droit des successions et des régimes matrimoniaux
- L'assurance vie, un outil patrimonial hors succession,
- L'assurance vie et la disparition du conjoint bénéficiaire

Identifier les obligations des professionnels de l'assurance
- Le devoir de conseil et d'information
- La renonciation et ses effets
  Exercice d'application : identification des risques liés à ces obligations par référence à la jurisprudence
- Le cadre juridique de l'assurance vie digitale
- Découvrir les bases techniques de l'assurance vie
- Les tables de mortalité
- Les provisions mathématiques, le taux technique et les participation aux bénéfices
- La prime unique / la prime périodique et les incidences du non-paiement
- L'avance, le rachat, la réduction et la résiliation
- Les différents supports : euros, euro-croissance, unités de compte
- Maîtriser les aspects fiscaux

Analyser le régime fiscal des prestations en cas de vie
- Distinction des règles applicables selon la date de souscription / la durée du contrat
- Intégration des intérêts dans les revenus, prélèvement libératoire
  Exercice d'application : calcul du pourcentage d'imposition sur les sommes perçues en fonction de différentes situations

Identifier les contributions sociales
- Le traitement des prélèvements sociaux : en cours de contrat sur la prestation
- Traiter la fiscalité du contrat en présence d'un non-résident

Mesurer les impacts de l'assurance vie sur l'impôt sur la fortune
- Déclaration de la valeur de rachat et imposition des sommes perçues
- Plafonnement de l'ISF

Maîtriser les règles applicables en cas de décès
- Règle générale : exonération des droits de succession

Examiner le cas particulier des contrats souscrits au profit de personnes handicapées

Analyser les enveloppes fiscales spécifiques
Exercice d'application : exemple de calcul de l'imposition en cas de décès

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Appliquer les règles juridiques et le régime fiscal de l'assurance vie

PERFECTIONNEMENT

Code : 92178
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Intégrer les aspects juridiques et techniques de l'assurance vie
Distinguer les différents contrats et maîtriser leurs mécanismes
Analyser les spécificités fiscales

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances générales en fiscalité des particuliers

PUBLIC CONCERNÉ
Rédacteurs et gestionnaires assurance vie individuelle
Commerciaux et conseillers clientèle
Toute personne souhaitant maîtriser les mécanismes applicables à l'assurance vie

ANIMATEUR
Laetitia LLAURENS
Avocat à la Cour
LEX PATRIMONIS

PLANNING

Paris
18-19 mars 2019
20-21 juin 2019
12-13 décembre 2019
Lyon et Bordeaux
20-21 juin 2019
12-13 décembre 2019
Nantes et Lille
18-19 mars 2019
18-19 octobre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 29 mai 2019
ou 27 septembre 2019

Assurance vie et clause bénéficiaire

Sécuriser la transmission du patrimoine

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Distinguer les différents modes de désignation d'un bénéficiaire

Maîtriser la législation applicable
- Capacité de désignation du souscripteur incapable et capacité du bénéficiaire à recevoir
- La stipulation pour autrui

Déterminer les intervenants au contrat
- Souscripteur, assuré, bénéficiaire, assureur…

Étudier les différents modes de désignation du bénéficiaire

Identifier les obstacles à la désignation
- L'abus de faiblesse, l'insanité d'esprit, le paiement de bonne foi et le recours de l'aide sociale

Exercice d'application : correction de clauses bénéficiaires imparfaites dans leur formulation

Mesurer les impacts de la désignation
- Définir les avantages d'une transmission de patrimoine par le biais de l'assurance vie
- Déterminer les droits du bénéficiaire
- Examiner les incidences fiscales de la désignation
- Maîtriser le démembrement de la clause bénéficiaire
- L'interposition de bénéficiaires

Mesurer les effets de l'acceptation ou de la révocation du bénéficiaire

Définir l'acceptation
- Le moment de l'acceptation
- Les modalités et les effets de l'acceptation

Exercice d'application : distinction des effets de l'acceptation selon le moment où elle intervient

Retenir les cas de révocation du bénéficiaire
- L'analyse des textes
- Les effets de la révocation

Étude de cas : analyse de décisions de jurisprudence

Contrat d'assurance vie non réclamé
- Examiner la procédure mise en place
- Étudier les démarches de l'assureur
- Connaître la procédure de recherche d'un bénéficiaire

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les droits et devoirs du bénéficiaire, tout en mesurant les conséquences de cette désignation

EXPERTISE

Code : 92245
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner l'intérêt juridique et fiscal de la désignation d'un bénéficiaire
Analyser les incidences de la désignation
Distinguer les droits et obligations du bénéficiaire

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Assurance vie : cadre juridique et fiscal " (code 92178) p. 385

PUBLIC CONCERNÉ

Rédacteurs et gestionnaires assurance vie individuelle
Toute personne souhaitant maîtriser la désignation bénéficiaire et ses effets

ANIMATEUR

Christophe PIOT, Juriste Expert GENERALI

PLANNING

Paris
6 juin 2019
11 décembre 2019

Assurance vie : les unités de compte

Maîtriser l'environnement juridique des contrats à capital variable

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Concevoir des contrats en unités de compte adossés à des valeurs mobilières

Identifier les critères d'éligibilité
- La règle de l'article R131-1 du Code des assurances
- Distinguer les fonds en unités de compte et les fonds en euros ou euro-croissance
- Identifier les actifs financiers relevant de l'article R332-2 du Code des assurances

Sélectionner les titres de capital et de créance

Identifier les parts ou actions d'organismes de placement collectif éligibles

Proposer les contrats en unités de compte adossés à des valeurs immobilières
- Distinguer les différents types de valeurs immobilières
- Analyser les sociétés non cotées admissibles

Sélectionner les unités de compte constituées de titres composites
- Connaître les positions et recommandations des autorités de contrôle sur les fonds dédiés

Exercice d'application : identification des différents titres de valeurs mobilières éligibles

Maîtriser les pratiques commerciales liées aux unités de compte
- Maîtriser l'obligation d'information à destination des souscripteurs
- Décrypter les différentes typologies de mode de gestion par un tiers

Test de connaissances : quiz sur les droits, obligations et responsabilités du tiers gestionnaire
- Modifier les supports des contrats en unités de compte
- Maîtriser l'environnement juridique

Étude de cas : analyse commentée de la jurisprudence Aviva
- Connaître les modalités d'information des souscripteurs/adhérents

Maîtriser le cadre juridique des prestations en titres

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Sélectionner les unités de compte d'un contrat d'assurance et suivre leur évolution

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 23 juillet 2019
ou 17 janvier 2020

EXPERTISE

Code : 92293
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les caractéristiques intrinsèques des supports financiers éligibles à un contrat en unités de compte
Maîtriser le fonctionnement et les mécanismes de gestion des UC
Intégrer les obligations liées aux unités de compte dans ses pratiques commerciales

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Assurance vie : cadre juridique et fiscal " (code 92178) p. 385

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires assurance vie
Agents généraux et courtiers

ANIMATEUR

Laetitia LLAURENS
Avocat à la Cour
LEX PATRIMONIS

PLANNING

Paris
27-28 mai 2019
18-19 décembre 2019

Assurance emprunteur

Analyser les étapes clés du contrat en couverture de prêt

BEST OF DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Examiner le marché de l'assurance emprunteur

Cerner le marché de l'assurance de prêt

- Définition et rôle économique de l'assurance emprunteur
- Distinction prêt à la consommation/prêt immobilier/prêt professionnel

Distinguer les acteurs du secteur

Maîtriser le contexte juridique

Décrypter et mettre en œuvre la loi Lagarde

Analyser la législation applicable

Mettre en application les nouvelles obligations

- Optimiser la "déliaison" du prêt et de l'assurance
- Intégrer le droit de résiliation pendant 1 an et de substitution au-delà

Étude de cas : analyse de l'avis du CCSF du 18 /12/12 sur l'équivalence du niveau de garantie en assurance de prêt immobilier

- Identifier les différentes formules d'assurance et solutions pour couvrir un prêt
- Définir les intervenants au contrat et analyser leurs droits et obligations
- Déterminer l'importance de la déclaration de santé
- Mesurer les apports de la convention AERAS

Mise en situation : les bonnes pratiques lorsqu'un emprunteur présente un risque de santé aggravé

Gérer le contrat d'assurance emprunteur

- Recenser les garanties pouvant être proposées
- Distinguer les différentes limitations contractuelles
- Définir les étapes clés de la souscription du contrat
- Maîtriser les mécanismes de gestion des sinistres

Étude de cas : analyse des dernières décisions de jurisprudence relatives à l'assurance emprunteur, examen de la question de la déclaration de bonne santé

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO

Comment résilier un contrat d'assurance ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les mécanismes de l'assurance emprunteur

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 6 septembre 2019
ou 9 janvier 2020

INITIATION

Code : 92244
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner le marché de l'assurance emprunteur
Maîtriser la règlementation applicable
Analyser les étapes clés du contrat

PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou de la banque

PUBLIC CONCERNÉ

Rédacteurs, juristes et gestionnaires assurance emprunteur
Commerciaux et conseillers clientèle

ANIMATEUR

Christian CHARLAT
Consultant en banque de détail
PROTOS FORMATION

PLANNING

Paris
6-7 juin 2019
7-8 novembre 2019

Maîtriser le système de protection sociale

Intégrer l'organisation du régime général de la Sécurité sociale

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Découvrir l'organigramme de la Sécurité sociale

- Régime général, régime agricole, régimes des TNS, régimes spéciaux…

Étudier les missions de la Sécurité sociale

- Maladies, AT/MP, famille, vieillesse…

Distinguer les sources de financement

- Cotisations, CSG, CRDS, taxes…

Test de connaissances : quiz pour s'assurer de la bonne compréhension de l'organisation de la Sécurité sociale

Recenser les risques pris en charge par l'assurance maladie obligatoire

Cerner les dépenses prises en charge

- Médecine, soins, pharmacie, analyses, hospitalisation…

Examiner les modalités

- Conditions
- Tarifs conventionnés et dépassements
- Avance des frais et tiers-payant

Distinguer les bénéficiaires

- Assuré social
- Définition des ayants droit

Analyser la Couverture Maladie Universelle

- Objectifs, fonctionnement, bénéficiaires de la CMU

Test de connaissances : appréhension des dernières grandes réformes de l'assurance maladie

Intégrer les conditions et modes de calcul des prestations servies

Déterminer l'étendue des prestations en nature

- Frais indemnisés
- Parcours de soins coordonnés
- Ticket modérateur, participation forfaitaire et franchise médicale

Analyser les spécificités des prestations en espèces

Exercice d'application : à partir de plusieurs exemples, calcul de la prise en charge de la Sécurité sociale

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les spécificités des différentes branches de la Sécurité sociale

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 17 juin 2019
ou 22 novembre 2019

INITIATION

Code : 92248
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Découvrir l'organisation du système de protection sociale
Analyser les risques pris en charge par le régime général
S'approprier les mécanismes de versement des prestations

PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires de contrats complémentaires santé et prévoyance collective
Juristes

ANIMATEUR

Christian BERNARD
Consultant en assurance de personnes
ACIP

PLANNING

Paris
5 avril 2019
23 septembre 2019

Prévoyance collective

Maîtriser l'environnement juridique et fiscal des contrats collectifs

La prévoyance dite lourde, à savoir les garanties couvrant l'incapacité, l'invalidité et le décès, fait majoritairement l'objet de contrats collectifs qu'une entreprise peut souscrire, pour couvrir l'ensemble ou une catégorie bien définie de ses salariés. Aussi faut-il maîtriser l'environnement juridique et fiscal de la prévoyance collective afin d'être en mesure de mettre en place ces régimes.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mettre en place un régime collectif

Intégrer le fonctionnement des entreprises et branches professionnelles

- Obligations conventionnelles et accords d'entreprise
- Décision unilatérale de l'employeur
- Modification et dénonciation du régime

Promouvoir cet outil de dialogue social, de motivation et de fidélisation du salarié

- L'accord référendaire
- Un élément de rémunération globale

Exercice d'application : identification des modalités de mise en place d'un contrat de prévoyance

Maîtriser les effets des dispositions réglementaires

Analyser les conséquences des lois Évin et Veil

- Les incidences lors de la souscription
- Les engagements de longue durée
- L'obligation de maintien des prestations
- Le respect de l'obligation de conseil : remise de la notice d'information
- Le nouvel article 31 de la loi Évin : la prolongation des carrières

Intégrer les dispositifs des circulaires et de l'accord national interprofessionnel

- Les modalités d'application de l'ANI : indemnité de départ à la retraite, portabilité du droit de prévoyance et santé
- La circulaire du 30/01/09 de la Sécurité sociale
- La circulaire de l'Acoss et décret du 09/01/12 : les nouveaux critères objectifs
- Intégrer les principes de règlement des prestations

Calculer les prestations des garanties prévoyance : décès, incapacité et invalidité

- Les éléments de recevabilité d'une demande d'indemnisation
- Les pièces justificatives à fournir
- Le délai de prescription
- La vigilance sur le respect des clauses bénéficiaires

Exercice d'application : étude et proposition d'indemnisation sur analyse de déclarations de sinistre et conditions particulières

Identifier le régime fiscal et social des cotisations et prestations

Mesurer les contrôles nécessaires à une bonne gestion des contrats

- Évaluer les conséquences du dépassement des limites de versement
- Connaître la fiscalité et les charges sociales applicables sur les prestations : en cas de maladie et d'accident de la vie privée ou professionnelle

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Souscrire et gérer un contrat prévoyance collective

PERFECTIONNEMENT

Code : 92278
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Connaître les modalités de mise en place d'un contrat collectif en entreprise
Identifier les garanties de prévoyance collective
Gérer ses contrats pour répondre aux obligations sociales et fiscales

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Assurances de personnes " (code 92189) p. 389

PUBLIC CONCERNÉ

Chargés d'études juridiques et actuarielles
Gestionnaires de contrats collectifs
Intermédiaires d'assurance

ANIMATEUR

Erwin MARZOLF
Consultant en assurance santé et prévoyance
AZURITE CONSEIL

PLANNING

Paris
6-7 juin 2019
17-18 décembre 2019

Prévoyance des travailleurs non salariés

Maîtriser le dispositif de la loi Madelin

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir la notion et le statut de TNS

Maîtriser les aspects juridiques des régimes spécifiques

- La notion de TNS
- L'organisation des régimes des TNS : RSI CANCAVA et RSI ORGANIC
- La détermination du régime de rattachement par catégorie professionnelle

Analyser les particularités des régimes obligatoires

Exercice d'application : détermination du montant maximum d'indemnité versé par le régime obligatoire d'un chirurgien-dentiste (CARCD) se retrouvant en incapacité temporaire totale de travail

Maîtriser les règles de souscription d'un contrat Madelin

Décrypter le champ d'application de la loi Madelin

- Le critère fiscal BIC, BNC
- Les catégories professionnelles concernées
- La place du conjoint du TNS adhérent

Exercice d'application : constitution d'un dossier de souscription d'un contrat Madelin

Identifier les conditions de souscription d'un contrat Madelin

- Les contrats groupe
- Le principe d'adhésion facultative

Vérifier le respect des bonnes pratiques lors de l'adhésion

Maîtriser l'approche fiscale des prestations versées

Identifier les limites de ce régime

Exercice d'application : détermination du montant maximum d'indemnité versé par le régime obligatoire (RSI) d'un commerçant se retrouvant en incapacité partielle de travail

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Proposer des contrats de prévoyance adaptés aux besoins de votre clientèle

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 14 juin 2019
ou 13 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 92276
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer les aspects juridiques et fiscaux des régimes obligatoires des TNS
Maîtriser les mécanismes de calcul de prestations des régimes obligatoires de prévoyance des TNS
Maîtriser les règles de souscription lors de l'adhésion

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Assurances de personnes " (code 92189) p. 389

PUBLIC CONCERNÉ

Chargés de clientèle, commerciaux
Gestionnaires de contrat vie
Intermédiaires d'assurance

ANIMATEUR

Erwin MARZOLF
Consultant en assurance santé

PLANNING

Paris
12-13 mars 2019
7-8 octobre 2019

Assurances de personnes

Décrypter les mécanismes fondamentaux santé, prévoyance collective et GAV

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser l'organisation de la protection sociale en France

- Étudier l'évolution du système de protection sociale français au fil du temps
- Cerner l'organisation de la protection sociale aujourd'hui : analyse des différentes composantes
- Distinguer les risques pris en charge par la Sécurité sociale au titre des différents régimes d'assurance maladie

Test de connaissances : quiz pour s'assurer de la bonne compréhension de l'organisation de la protection sociale en France

Cerner le rôle et les enjeux de la protection sociale complémentaire

Définir l'assurance complémentaire santé

- L'étendue des garanties et les exclusions
- Les conditions de souscription
- La tarification
- Les prestations prises en charge

Examiner l'assurance de prévoyance : incapacité, invalidité et décès

- Étudier les mécanismes du contrat, les limites des garanties et les risques couverts
- Décrypter les différentes prestations : rente, capital…

Étude de cas : étude de plusieurs contrats complémentaires santé

Distinguer les spécificités de l'assurance collective

- Étudier les contrats de groupe
- Identifier les spécificités de l'assurance emprunteur
- Maîtriser les principes des contrats collectifs au profit des salariés

Analyser les mécanismes de la garantie des accidents de la vie

Définir la GAV : le socle des garanties minimales

- Les mécanismes du contrat
- Les personnes assurées

Analyser les risques couverts

- Les événements accidentels garantis

Identifier les prestations garanties

- Les préjudices indemnisés
- Les délais d'indemnisation

Exercice d'application : gestion d'un sinistre GAV

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Distinguer les spécificités des assurances de personnes

PERFECTIONNEMENT

Code : 92189
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les risques pris en charge par les régimes obligatoires
Maîtriser les spécificités des contrats complémentaires santé
Analyser les mécanismes de la GAV

PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes
Gestionnaires de contrats santé et prévoyance

ANIMATEUR

Christian BERNARD
Consultant en assurance de personnes
ACIP

PLANNING

Paris
25-26 mars 2019
14-15 novembre 2019

Assurance complémentaire santé

Souscrire et gérer les contrats santé

BEST OF DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser le marché de l'assurance santé en France
- Identifier l'évolution des prestations des régimes obligatoires
- Maîtriser les prestations des régimes obligatoires
- Identifier les dernières évolutions règlementaires des contrats santé

Exercice d'application : calcul du ticket modérateur et du remboursement obligatoire

Identifier les critères essentiels de la souscription du contrat santé

Analyser les conditions d'octroi des garanties
- Les obligations de l'organisme assureur : rappel de la loi Évin
- La poursuite éventuelle des garanties antérieures
- La mise en jeu des garanties

Étude de cas : analyse de contrats complémentaire santé et des conditions particulières

Identifier les différents types de contrats santé

Intégrer l'offre produits
- Les contrats collectifs
- La mise en place de l'accord national interprofessionnel

Contrats responsables
- Les différents postes de garantie : hospitalisation, pharmacie, maternité, prothèses

Étude de cas : analyse des garanties proposées en hospitalisation et en dentaire

Contrats spécifiques
- Les bénéficiaires et les prestations de la CMU complémentaire

Examiner la fiscalité des contrats complémentaire santé
- Les aides fiscales et sociales des contrats collectifs à adhésion obligatoire

Exercice d'application : calcul des prestations dues à partir de contrats complémentaire santé proposés

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Expliquer les garanties et le fonctionnement du contrat santé

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 5 juillet 2019
ou 4 février 2020

INITIATION

Code : 92284
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Décrypter les garanties du contrat complémentaire santé individuelle
Maîtriser le fonctionnement de base des prestations en nature
Maîtriser l'ensemble des contrats existant sur le marché

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Maîtriser le système de protection sociale " (code 92248) p. 387

PUBLIC CONCERNÉ
Gestionnaires de contrats santé
Chargés de clientèle
Téléconseillers

ANIMATEUR
Erwin MARZOLF
Consultant en assurance santé

PLANNING
Paris
16-17 mai 2019
28-29 novembre 2019

Maîtriser les techniques de vente en assurance

Mener un entretien de vente efficace

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Organiser et structurer la situation de vente
- Maîtriser les bases méthodologiques de la vente
- Cerner les conditions de réussite d'une vente en assurance
- Réussir le premier contact et la prise de rendez-vous

Exercice d'application : adaptation d'un argumentaire de vente en fonction du profil et des motivations du client

Optimiser son entretien avec le client

Préparer l'entretien
- Définir ses propres objectifs
- Réunir ses arguments

Écouter pour bien conseiller
- Détecter les besoins du client
- Comprendre le client et détecter ce qu'il souhaite acheter

Convaincre son interlocuteur
- Capter l'attention du client
- Les arguments pour convaincre
- Bâtir une solution assurance

Garder la maîtrise dans une négociation difficile
- Traiter les différents types d'objections

Concrétiser les engagements réciproques
- Présenter le prix : savoir quand et comment parler du prix
- Formaliser la conclusion de la vente
- Déclencher la signature et l'adhésion du client

Mise en situation : entraînement à la conclusion d'une négociation avec un client difficile

Fidéliser le client et pérenniser la relation commerciale dans le temps
- Assurer le suivi du client et préparer le prochain rendez-vous
- Anticiper les évolutions des besoins du client
- Penser à la vente future

Jeu de rôles : entraînement aux entretiens de vente

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Qu'est-ce que l'expérience client ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Construire un argumentaire de vente efficace et mener un entretien de vente maîtrisé

INITIATION

Code : 92192
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Maîtriser les outils et techniques de vente en assurance
Valoriser ses propositions
Instaurer une relation de confiance durable

PRÉREQUIS
Avoir une première expérience de la relation client

PUBLIC CONCERNÉ
Conseillers clientèle
Intermédiaires d'assurance
Toute personne en relation avec la clientèle assurance

ANIMATEUR
Paul Vincent QUILICHINI
Consultant en assurances

PLANNING
Paris
21-22 mai 2019
2-3 décembre 2019

Vendre l'assurance IARD

DIGITAL

Dynamiser ses techniques de vente en IARD

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les techniques de vente de l'assurance IARD

Adapter son attitude au profil du client
- Les réflexes à acquérir

Développer les techniques d'accroche
- Utiliser les bonnes pratiques lors du premier contact
- Faire une présentation efficace : adapter une approche sectorielle ou globale
- Créer un climat de confiance
- Adopter des comportements sécurisants

Exercice d'application : identification de bonnes pratiques pour améliorer la connaissance de ses clients

Maîtriser les techniques d'entretien
- Structurer un entretien de vente en assurance IARD
- Développer l'écoute active
- Réaliser l'enquête sur l'identification des besoins

Mise en situation : simulation d'un entretien avec un client pour faire un bilan de sa couverture en IARD et présentation d'autres offres d'assurance

Reformuler et conclure

Présenter l'argumentation
- Positionner une proposition d'assurance
- Maîtriser les techniques d'argumentation en assurance IARD
- Analyser et traiter les objections

Conclure un entretien
- Repérer les signes d'achat
- Gérer la fin de l'entretien

Exercice d'application : construction d'un argumentaire de vente en fonction des besoins d'un client particulier ou professionnel

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Comment écouter la voix du client ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Cibler les besoins de vos clients et leur proposer des solutions d'assurance IARD personnalisées

INITIATION

Code : 92331
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Acquérir la méthodologie de vente en IARD
Adapter son attitude aux types de clients : particuliers/professionnels
Optimiser son taux de réussite

PRÉREQUIS
Avoir une première expérience de la relation client

PUBLIC CONCERNÉ
Chargés de clientèle
Intermédiaires d'assurance
Téléconseillers au sein d'une agence bancaire ou d'une compagnies d'assurances

ANIMATEUR
Paul Vincent QUILICHINI
Consultant en assurances

PLANNING

Paris
11-12 avril 2019
5-6 septembre 2019

Vendre l'assurance de personnes

DIGITAL

Construire une méthodologie de vente efficace

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les techniques de vente de l'assurance de personnes

Adapter son attitude au profil du client
- Les réflexes à acquérir

Développer les techniques d'accroche et de rebond commercial
- Utiliser les bonnes pratiques lors du premier contact
- Faire une présentation efficace
- Créer un climat de confiance
- Adopter des comportements gagnants et sécurisants

Mise en situation : entraînement à la découverte des besoins implicites d'un client

Maîtriser les techniques d'entretien
- Découvrir la structure d'un entretien de vente en assurance de personnes
- Développer l'écoute active
- Identifier les besoins du client en assurance de personnes

Mise en situation : entraînement à la négociation

Savoir reformuler et conclure

Présenter l'argumentation
- Positionner une proposition d'assurance
- Adopter les techniques d'argumentation en assurance de personnes
- Analyser et traiter les objections

Conclure un entretien
- Repérer les signes d'achat
- Gérer la fin de l'entretien

Exercice d'application : construction d'un argumentaire en fonction des besoins spécifiques d'un client

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Comment renforcer l'impact de nos messages ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Préparer et construire un argumentaire pour vendre efficacement les produits d'assurance de personnes

INITIATION

Code : 92332
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Acquérir la méthodologie de vente en assurance de personnes
Adapter son attitude aux typologies de clients
Optimiser son taux de réussite

PRÉREQUIS
Avoir une première expérience de la relation client

PUBLIC CONCERNÉ
Chargés de clientèle
Téléconseillers des compagnies d'assurances ou des mutuelles

ANIMATEUR
Paul Vincent QUILICHINI
Consultant en assurances

PLANNING

Paris
18-19 février 2019
26-27 septembre 2019
3-4 février 2020

Défendre son portefeuille clients

DIGITAL

Construire un plan d'action de fidélisation

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Développer une stratégie de fidélisation

Cerner les enjeux de la fidélisation
- Identifier les situations à risque
- Connaître le comportement et les discours des clients
- S'adapter aux différentes formes de concurrence

Développer l'approche client
- Préparer une opération de fidélisation
- Analyser les causes de résiliation ou de déperdition
- Analyser les actions de la concurrence
- Définir les objectifs, les cibles, les secteurs ou niches

Pratiquer le rebond commercial
- Connaître le client et son historique
- Identifier les produits complémentaires
- Anticiper les futurs besoins et les formaliser
- Préparer l'argumentaire

Exercice d'application : rédaction d'un argumentaire en vue d'un programme de fidélisation

Construire un plan d'actions de fidélisation

Optimiser la relation avec ses clients
- Développer une relation personnalisée avec le client
- Saisir la loi Hamon comme une opportunité
- Traiter immédiatement les demandes de résiliation
- Reconquérir des contrats ou des clients perdus
- Mesurer la fidélisation et faire un reporting

Exercice d'application : élaboration d'une grille d'analyse pour mesurer la satisfaction des clients

Définir une politique de suivi
- Réaliser le suivi des contrats et de son portefeuille clients
- Adapter les garanties et les contrats à l'évolution des besoins du client
- Programmer des relances téléphoniques pour vendre
- Organiser des rendez-vous téléphoniques ou en agence

Exercice d'application : rédaction d'un script type de prise de rendez-vous téléphoniques

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Quelles attitudes adopter face à un client mécontent ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Mettre en place des actions de communication ciblées auprès de vos clients afin de réduire le taux de résiliation

PERFECTIONNEMENT

Code : 92333
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Mettre en place une stratégie de fidélisation
Maîtriser les méthodes et processus de fidélisation
Entretenir et développer son portefeuille

PRÉREQUIS
Avoir une première expérience de la relation client

PUBLIC CONCERNÉ
Conseillers clientèle
Intermédiaires d'assurance
Toute personne en relation avec la clientèle assurance

ANIMATEUR
Paul Vincent QUILICHINI
Consultant en assurances

PLANNING

Paris
17-18 juin 2019
19-20 décembre 2019

Vendre les contrats d'assurance par téléphone

DIGITAL

Optimiser ses techniques de vente à distance

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mesurer l'importance du téléphone dans l'approche commerciale

Maîtriser les vecteurs de la transmission du message
- Travailler son message
- Prendre contact /accueillir
- Pratiquer l'écoute active
- Formuler des propositions et conseiller
- Gérer les situations difficiles

Maîtriser les spécificités de la communication téléphonique
- Utiliser les outils essentiels du téléphone : mots, voix, écoute…
- Questionner le client pour comprendre sa demande
- Reformuler la demande du client ou prospect
- Analyser les informations recueillies et faire une synthèse

Mise en situation : simulation d'un entretien téléphonique avec un prospect

Structurer et conduire un entretien de vente par téléphone

Respecter les règles de commercialisation des produits d'assurance
- Connaître les obligations légales et les best practices en matière d'information et de conseil

Préparer sa communication téléphonique

Exercice d'application : élaboration d'une grille d'analyse et d'un argumentaire

Vendre à partir d'une plateforme téléphonique
- Identifier les besoins du client ou prospect
- Identifier les solutions d'assurances correspondant à la demande du client ou prospect
- Dérouler une argumentation convaincante
- Établir un devis
- Négocier et conclure la vente
- Organiser le suivi de la vente par téléphone
- Programmer les relances

Étude de cas : analyse de la posture adoptée et des réponses formulées en fonction des demandes d'un client

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULE VIDÉO
- Comment traiter l'objection d'un client ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Conseiller des clients et prospects et vendre des contrats d'assurance par téléphone

INITIATION

Code : 92334
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Amorcer et gérer une communication téléphonique
Élaborer le guide d'entretien et de réponses aux objections
Maîtriser les techniques de vente par téléphone

PRÉREQUIS
Avoir une première expérience de la relation client

PUBLIC CONCERNÉ
Commerciaux et conseillers clientèle
Intermédiaires d'assurance
Toute personne en relation avec la clientèle assurance

ANIMATEUR
Paul Vincent QUILICHINI
Consultant en assurances

PLANNING

Paris
28 juin 2019
6 novembre 2019

Les fondamentaux de la comptabilité vie

BEST OF

Analyser les états financiers et les provisions techniques d'une compagnie d'assurances

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser l'environnement réglementaire

Visualiser la présentation générale des états financiers
- Bilan et compte de résultat

Découvrir les spécificités en comptabilité vie

Les provisions techniques
- Provisions mathématiques
- Frais d'acquisition reportés
- Provisions globales de gestion
- Provisions de sinistres à payer
- Provisions de participation aux bénéfices
- Provisions pour aléas financiers

Passer les écritures liées à la participation aux résultats des assurés

Exercice d'application : calcul de la Participation Bénéfice (PB) minimale à distribuer

Passer les écritures relatives aux contrats en unités de compte

Comptabiliser les placements
- Les différentes catégories de placements
- Les principales écritures à l'acquisition, à l'inventaire et à la cession
- La provision pour dépréciation durable et pour risque d'exigibilité

Exercice d'application : calcul d'une répartition des produits financiers entre résultat technique et non technique, détermination de la valeur actuelle d'une obligation zéro-coupon et établissement des états financiers à partir d'une balance simplifiée

Renseigner l'annexe
- Présentation
- Principes et règles principales d'évaluation
- Informations relatives au bilan et au résultat
- Autres informations

Exercice d'application : élaboration d'un tableau de rapprochement des comptes de participation aux bénéfices de l'annexe

Compléter les principaux états réglementaires
- Résultats par catégories
- Couverture des engagements réglementés
- Marge de solvabilité
- États trimestriels T2 et T3
- Autres états

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les règles spécifiques du plan comptable applicable aux entreprises d'assurances

INITIATION

Code : 92070
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Connaître les principales écritures et leurs mécanismes d'enregistrement
Maîtriser la comptabilisation des placements
Passer les provisions techniques et les participations aux bénéfices

PRÉREQUIS

Avoir une connaissance des bases de la comptabilité générale

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs des fonctions comptabilité, finance, audit et contrôle de gestion

ANIMATEUR

Martine PUZO
Expert-comptable

PLANNING

Paris
18 mars 2019
7 octobre 2019
9 décembre 2019

Les fondamentaux de la comptabilité non-vie

BEST OF

Distinguer les provisions, les placements et les états réglementaires

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser l'environnement réglementaire

Visualiser la présentation générale des états financiers
- Bilan et compte de résultat
- Tableau des engagements reçus et donnés

Découvrir les spécificités de la comptabilité non-vie

Les provisions
- Provisions pour primes non acquises
- Frais d'acquisition reportés
- Provisions de sinistres à payer
- Sinistres connus et sinistres tardifs
- Recours
- Provision d'égalisation
- Provision pour risques en cours

Exercice d'application : calcul d'une provision pour risques en cours

- Provisions pour risques croissants

Comptabiliser les placements
- Les différentes catégories de placements
- Les principales écritures à l'acquisition, à l'inventaire et à la cession
- La provision pour dépréciation durable et pour risque d'exigibilité

Exercice d'application : calcul d'une répartition des produits financiers entre résultat technique et non technique, détermination de la valeur actuelle d'une obligation zéro-coupon et établissement des états financiers à partir d'une balance simplifiée

Renseigner l'annexe
- Présentation
- Principes et règles principales d'évaluation
- Informations relatives au bilan et au résultat
- Autres informations

Compléter les principaux états réglementaires
- Résultats par catégorie
- Réassurance et coassurance
- Couverture des engagements réglementés
- Marge de solvabilité
- Résultats par exercice de survenance
- Autres états

Exercice d'application : établissement d'un compte de résultat technique

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les règles spécifiques du plan comptable applicable aux entreprises d'assurances

INITIATION

Code : 92071
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Découvrir les principales écritures et leurs mécanismes d'enregistrement
Maîtriser la comptabilisation des placement
Passer les provisions techniques non-vie

PRÉREQUIS

Avoir une connaissance des bases de la comptabilité générale

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs des fonctions comptabilité, finance, audit et contrôle de gestion

ANIMATEUR

Martine PUZO
Expert-comptable

PLANNING

Paris
19 mars 2019
11 juin 2019
8 octobre 2019
10 décembre 2019

Les documents comptables d'une société d'assurances

BEST OF

Lire et interpréter les états comptables et financiers

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Visualiser la présentation générale des états financiers

- Le cycle économique du secteur de l'assurance
- Les principes généraux du plan comptable de l'assurance
- Les principales écritures de la comptabilité d'assurance : écritures courantes, écritures d'inventaire
- Les documents comptables incontournables en assurance : bilan, compte de résultat et annexe

Identifier et analyser le compte de résultat

Intégrer les notions du compte de résultat technique

- Primes et autre produits techniques
- Sinistres et autres charges techniques
- Affectation du résultat financier
- Charges d'exploitation : passage de nature à destination
- Coassurance et réassurance

Interpréter les éléments du compte de résultat non technique

- Résultat financier
- Résultat exceptionnel
- Autres charges et produits

Exercice d'application : calcul de répartition du résultat financier

Lire et apprécier le bilan

- Placements financiers et provisions techniques
- Capitaux propres et marge de solvabilité
- Créances et dettes
- Comptes de régularisation

Exercice d'application : calcul de la provision pour risque d'exigibilité

Situer et définir l'annexe des comptes

- Description et composition
- Repérer les liens avec le bilan et le compte de résultat

Optimiser son analyse par la connaissance des autres états liés aux documents comptables

- Cerner les informations du rapport de solvabilité
- Identifier les états de l'Autorité de Contrôle Prudentiel
- Comprendre le rapport de contrôle interne et de réassurance

Exercice d'application : réalisation d'un calcul sur la marge de solvabilité selon S1

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Comprendre les documents comptables et en faire un réel outil d'aide aux décisions stratégiques

INITIATION

Code : 92238
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Acquérir le vocabulaire et les mécanismes comptables et financiers
Analyser un bilan et un compte de résultat
Apprécier la rentabilité et l'équilibre financier d'une compagnie d'assurances

PRÉREQUIS

Avoir une connaissance des bases de la comptabilité générale

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs et intermédiaires d'assurance
Comptables et commerciaux en assurance

ANIMATEUR

Martine PUZO
Expert-comptable

PLANNING

Paris
20-21 mai 2019
21-22 novembre 2019

Approfondir la comptabilité des assurances

Établir les comptes individuels, consolidés et combinés

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Approfondir la maîtrise des comptes individuels

Partie financière

- Dépréciation des obligations
- Traitement comptable des OATi
- Recommandations de l'autorité de contrôle sur les produits structurés

Partie technique non-vie

- Analyse rétrospective des provisions
- Détermination des provisions mathématiques de rentes

Exercice d'application : calcul pratique de la taxe sur les boni

Partie technique vie

- Le cas particulier des nouveaux contrats : plan d'épargne retraite populaire, euros diversifiés
- Calcul de la participation minimale aux bénéfices
- Établir les comptes consolidés/combinés en assurance

Présentation générale

- Bilan
- Compte de résultat
- Annexe

Les retraitements particuliers

- Réserve de capitalisation
- Provision pour risque en cours
- Frais d'acquisition reportés

Exercice d'application : identification des sources d'impôts différés et établissement de la preuve d'impôts

Cerner les enjeux des réformes en cours

Solvabilité 2

- Les trois piliers de la directive
- Les modules de calcul de marge de solvabilité : Solvency Capital Requirements et Minimum Capital Requirement
- Les éléments éligibles et leur classement

Introduction aux normes IFRS

- La norme sur les instruments financiers
- La norme sur les contrats d'assurance
- La consolidation des organismes de placement collectif en valeurs mobilières

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les règles applicables à la consolidation et à la combinaison des comptes

PERFECTIONNEMENT

Code : 92154
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les difficultés comptables courantes
Maîtriser les principes de la consolidation
Intégrer les principes de Solvabilité 2

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les fondamentaux de la comptabilité vie " (code 92070) p. 393

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs des fonctions comptabilité, finance, audit et contrôle de gestion
Commissaires aux comptes et experts-comptables

ANIMATEUR

Marie MARCADÉ
Gérante
JAMINE

PLANNING

Paris
13 juin 2019
27 septembre 2019

Les états réglementaires des sociétés d'assurances sous Solvabilité 2

Maîtriser les nouvelles exigences de reporting à l'ACPR

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les obligations de reporting du pilier 3 de Solvabilité 2
- Présentation générale
- Calendrier de mise en œuvre
- Les états quantitatifs de reporting (QRT)
- Les rapports narratifs

Distinguer les états nationaux spécifiques
- Les attentes de l'ACPR
- Les exigences quantitatives
- Les autres documents juridiques et comptables spécifiques

Exercice d'application : saisie de l'état spécifique des provisions pour sinistres non encore manifestés (PSNEM)

Analyser les états réglementaires Solvabilité 2
- Panorama des QRT
- Description détaillée de chaque famille : bilan, provisions techniques, fonds propres
- Les états spécifiques pour les groupes

Exercice d'application : élaboration d'un état des placements

Découvrir le contenu des rapports narratifs
- Le rapport à destination du public : SFCR (Solvency and Financial Condition Report)
- Le rapport à destination de l'ACPR : RSR (Regular Supervisory Report)

Mettre en œuvre les états réglementaires Solvabilité 2
- Adapter les systèmes d'information
- Utiliser la taxonomie XBRL

Exercice d'application : passage du bilan français au bilan Solvabilité 2

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Connaître l'ensemble des documents à remettre à l'ACPR dans le cadre du pilier 3 de Solvabilité 2

PERFECTIONNEMENT

Code : 92329
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Intégrer l'ensemble du dispositif réglementaire
Maîtriser les exigences comptables qui en découlent
Maîtriser le calendrier de remise des reportings

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en comptabilité des assurances

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables comptables et financiers
Auditeurs, commissaires aux comptes et experts-comptables

ANIMATEUR
Jean-François DECROOCQ
Partner
VACOR

PLANNING
Paris
15 mai 2019
5 décembre 2019

Les fondamentaux de la comptabilité d'une mutuelle

Maîtriser les principales écritures et leurs mécanismes d'enregistrement

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer l'essentiel de la comptabilité générale
- Identifier les notions principales de la comptabilité
- Intégrer le principe de passation des écritures
- Lire et exploiter les documents de synthèse

Étude de cas: analyse d'un compte de résultat et d'un bilan et étude de quelques ratios

Cerner le cadre juridique de la comptabilité d'un organisme mutualiste
- Examiner les sources législatives et réglementaires de la comptabilité d'une mutuelle
- Cerner la logique d'enregistrement comptable des opérations d'assurance
- Identifier les composantes du compte de résultat et du bilan

Exercice d'application : lecture et analyse du bilan d'une mutuelle

Retenir les principes d'évaluation des placements et des provisions
- Assimiler les principes de comptabilisation des placements
- Déterminer les engagements

Exercice d'application : calcul d'une provision technique

Découvrir les éléments clés de l'analyse des résultats

Distinguer les différentes opérations comptables
- Les opérations courantes de l'exercice
- Les opérations d'inventaire
- L'analyse des résultats
- Les principaux états à transmettre à l'autorité de contrôle

Acquérir une méthodologie de lecture du bilan et des postes les plus significatifs
- Les fonds propres et le ratio de solvabilité
- Les provisions techniques

Interpréter le compte de résultat
- Résultat technique / non technique et annexe

Recenser les principaux états servant à l'analyse du résultat

Mise en situation : détermination de la situation financière d'une structure mutualiste

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Comprendre les états financiers d'une mutuelle et en apprécier la solidité financière

INITIATION

Code : 92193
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Maîtriser les principes de la comptabilité d'une mutuelle
Intégrer les méthodes d'évaluation des placements et des provisions
Analyser les résultats

PRÉREQUIS
Avoir une connaissance des bases de la comptabilité générale

PUBLIC CONCERNÉ
Dirigeants et administrateurs de mutuelles
Responsables comptables et financiers
Responsables gestion actif/passif

ANIMATEUR
Jean-Marie IDELON-RITON
Expert-comptable
CTF

PLANNING
Paris
13-14 juin 2019
18-19 novembre 2019

La nouvelle norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance

NEW

Maîtriser les principes de l'IFRS 17

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Revisiter la norme provisoire IFRS 4
- Le modèle général de l'IASB (BBA)
- L'approche simplifiée (PPA) et les limites du modèle général
- Les principes d'évaluation et de comptabilisation des contrats d'assurance

Identifier les objectifs de l'IFRS 17
- Le périmètre d'application
- L'identification des contrats inclus dans le périmètre d'IFRS 17
- Les critères de classement des contrats d'assurance
- L'approche des blocs (building blocks approach)
- L'approche de la commission variable (variable fee approach)
- L'approche simplifiée (premium allocation approach)
- Les contrats dits onéreux

Exercice d'application : classement de contrats d'assurance français

Calculer la valeur des contrats
- Les principes de calcul du best estimate et de l'ajustement pour risque
- Les modalités de reconnaissance de la marge contractuelle de services
- Les effets de la première application
- Les divergences et convergences entre IFRS 17 et Solvabilité 2

Exercice d'application : traitement comptable des contrats

Calculer le résultat d'assurance

Calculer le résultat de souscription
- La détermination du produit d'assurance
- La constatation des sinistres survenus

Calculer le résultat opérationnel
- L'évaluation des frais non directement imputables aux contrats
- Les produits financiers et charge d'intérêts
- L'articulation avec IFRS 9

Exercice d'application : construction du résultat d'assurance

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Cerner les enjeux de la nouvelle norme IFRS 17 et participer à sa mise en œuvre opérationnelle au sein de votre entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 92372
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Cerner les objectifs de l'IFRS 17
Intégrer les principes d'évaluation des contrats d'assurance
Connaître les règles de comptabilisation des contrats d'assurance

PRÉREQUIS
Avoir de solides connaissances sur les IFRS

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables comptables et financiers
Responsables de la consolidation
Auditeurs, experts-comptables et commissaires aux comptes

ANIMATEUR
Jean-François DECROOCQ
Partner
VACOR

PLANNING

Paris
28 mai 2019
21 novembre 2019

Comptabiliser et gérer les placements et produits dérivés

BEST OF

Maîtriser le cadre réglementaire et le traitement comptable

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Distinguer la gamme des produits financiers

Identifier les différents instruments financiers
- Actions et assimilés : actions, bons de souscription d'actions
- Titres de créances : obligations, titres de créances négociables, emprunts d'État
- Placements collectifs
- Instruments financiers à terme

Découvrir le cadre règlementaire de la gestion des actifs
- Connaître la classification des différents types de placements
- Dispositions réglementaires S1
- Dispositions réglementaires S 2

Procéder au traitement comptable des placements
- Maîtriser les règles générales
- Comptabiliser les produits de taux
- Comptabiliser les actions et les autres actifs non amortissables
- Comptabilisation des actifs représentant des contrats en Unités de Compte (UC)

Étude de cas : exemples de comptabilisation des instruments financiers à terme

Identifier certains traitements spécifiques

Surcote/décote

Exercice d'application : calcul d'une surcote/décote

Réserve de capitalisation

Exercice d'application : calcul d'une réserve de capitalisation avec l'impact des dotations à la réserve de capitalisation et pilotage

Provision pour dépréciation durable

Exercice d'application : application des méthodes de calcul des provisions à caractère durable

Provision pour risques d'exigibilité
- Cerner les informations financières
- Bilan / compte de résultat / annexe
- États trimestriels et réglementaires
- États financiers

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Traiter comptablement les différents placements financiers

EXPERTISE

Code : 92073
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 650 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les différents placements financiers du marché
Surmonter les difficultés de traitement de certains actifs
Établir les états réglementaires

PRÉREQUIS
Avoir suivi " Les fondamentaux des instruments financiers " (code 92018) p. 360

PUBLIC CONCERNÉ
Auditeurs internes, contrôleurs de gestion
Responsables comptables, commissaires aux comptes et experts-comptables

ANIMATEUR
Charles VEVE, Directeur de mission CTF

PLANNING

Paris
25-26 mars 2019
4-5 juillet 2019
3-4 décembre 2019

Contrôle de gestion en assurance

Mesurer et analyser la performance d'une entreprise d'assurances

BEST OF

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner l'environnement comptable et prudentiel de l'assurance
- Analyser le bilan et les comptes de résultat techniques et non techniques
- Intégrer les règles de Solvabilité 2

Maîtriser les spécificités du contrôle de gestion en assurance non-vie

Piloter et suivre l'activité
- Croissance des primes, des affaires nouvelles, du portefeuille
- Taux de rétention des primes et de résiliation
- Ratio de sinistralité (S/P)
- Coût moyen et fréquence des sinistres
- Frais d'acquisition, d'administration, de gestion des sinistres

Analyser la performance
- Ratio combiné
- Résultats financier et technique, résultats brut / net de réassurance
- RŒ (Return on Equity)

Exercice d'application : calcul des indicateurs clés d'une société d'assurance non-vie

Maîtriser les spécificités du contrôle de gestion en assurance vie

Piloter l'activité
- Croissance des primes
- Collecte nette
- Taux de chute
- Taux de collecte
- Rendements comptable et réel

Analyser la performance
- Embedded Value
- Marges technique, administrative et financière
- RŒ (Return on Equity)

Exercice d'application : calcul des indicateurs clés d'une société d'assurance vie

Alimenter un tableau de bord et contrôler les frais de gestion

Concevoir et analyser les outils de pilotage
- Choisir les variables à suivre
- Communiquer les résultats

Maîtriser les frais de gestion
- Les frais de gestion : charge par nature et par destination
- Les provisions pour frais de gestion

Exercice d'application : élaboration d'un tableau de bord pertinent pour une société d'assurances

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les règles spécifiques du contrôle de gestion des entreprises d'assurances

INITIATION

Code : 92301
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Acquérir les bases du contrôle de gestion, outil de pilotage
Intégrer les spécificités liées au secteur de l'assurance
Mettre en place des indicateurs de performance

PRÉREQUIS

Avoir des bases en comptabilité générale

PUBLIC CONCERNÉ

Collaborateurs des fonctions comptabilité, finance, audit, contrôle de gestion et actuariat

ANIMATEUR

Marie MARCADÉ
Gérante
JAMINE

PLANNING

Paris
24-25 juin 2019
25-26 novembre 2019

Gérer les taxes majeures en assurance

Établir les différentes déclarations

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Distinguer les taxes spécifiques au secteur de l'assurance

La taxe sur les conventions d'assurance (TCA)
- Lister les opérations d'assurance concernées
- Connaître les exonérations prévues, l'assiette de la taxe et le taux d'imposition
- Répondre aux obligations déclaratives et de paiement

Exercice d'application : identification des taux et de la nature de la taxe selon les garanties proposées

La taxe de solidarité additionnelle aux cotisations d'assurance (TSA)
- Déterminer son champ d'application

La taxe sur les excédents de provisions (dite " taxe sur les bonis ")
- Déterminer le champ d'application de la taxe
- Connaître les enjeux du mode de calcul retenu " forfaitaire " ou réel
- Calculer la taxe et exemple de calcul " forfaitaire " sur la base des anciens états C11

Identifier les taxes de droit commun et leur application au secteur de l'assurance

La TVA
- Connaître les opérations assujetties
- Mesurer la portée de l'exonération en assurance
- L'externalisation d'une partie des prestations d'assurance
- Maîtriser les modalités de déduction

Les taxes assises sur les salaires

La contribution économique territoriale (CFE et CVAE)
- Intégrer les modalités de calcul de la contribution économique territoriale
- Connaître la base de taxation et les spécificités de la détermination de la valeur ajoutée dans une entreprise d'assurance

La contribution sociale de solidarité des sociétés " C3S " ou " Organic "
- La base taxable
- Les particularités

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Identifier et calculer les taxes majeures des entreprises d'assurances

INITIATION

Code : 92080
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les spécificités de l'environnement fiscal d'un organisme d'assurances
Identifier les risques attachés aux différentes taxes
Maîtriser la méthodologie de leur détermination

PRÉREQUIS

Avoir une connaissance des bases de la fiscalité

PUBLIC CONCERNÉ

Comptables
Fiscalistes intégrant le secteur de l'assurance ou de la mutualité

ANIMATEUR

Florence LEGALLOIS
Avocat fiscaliste
FIDAL

PLANNING

Paris
18 juin 2019
9 décembre 2019

Pratiquer la fiscalité en assurance

BEST OF

Déterminer l'IS et remplir la liasse fiscale

Compte tenu des spécificités des entreprises d'assurance, une simple connaissance de la fiscalité générale, bien que nécessaire, ne permet pas d'identifier les risques et enjeux spécifiques à ce secteur dans la détermination du résultat fiscal. Afin d'optimiser ses pratiques, Il est donc essentiel de maîtriser les règles et les régimes fiscaux spécifiques qui sont susceptibles d'impacter la détermination de l'impôt sur les sociétés des entreprises d'assurance.

INITIATION

Code : 92079
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 990 €
Repas inclus

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Déterminer le résultat fiscal : retraitements communs à la généralité des entreprises

- Les conditions de déductibilité des charges
- Les règles spécifiques de déductibilité des charges financières
- Le traitement fiscal des amortissements, provisions et dépréciations
- Le régime fiscal des subventions
- Le retraitement des impôts non déductibles
- Le traitement des revenus de participations dans des entités fiscalement translucides
- Les retraitements attachés aux actifs financiers : fiscalité des résultats de cession de titres, retraitements spécifiques aux OPCVM…
- Le régime de l'intégration fiscale
- Le régime des déficits reportables
- Les réductions et crédits d'impôts
- Les obligations déclaratives
  Exercice d'application : calcul des retraitements extra-comptables relatifs aux parts ou actions d'OPCVM (art. 209-0A du CGI)
- Cerner les particularités de la détermination du résultat soumis à l'IS dans le secteur de l'assurance
- Les principes d'évaluation et de taxation des actifs financiers
- Le traitement fiscal des provisions techniques
  Le traitement fiscal des dotations et reprises à la réserve de capitalisation
- Les spécificités propres aux mutuelles et institutions de prévoyance : impact du bilan d'entrée en fiscalité, sort des provisions dotées avant l'entrée en fiscalité
  Exercice d'application : détermination d'un résultat fiscal d'une entreprise d'assurance et établissement des principaux états fiscaux d'une liasse fiscale

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser les principes généraux du traitement fiscal des entreprises d'assurances

OBJECTIFS

Découvrir les spécificités de l'environnement fiscal d'une compagnie d'assurances
Maîtriser la méthodologie de détermination du résultat fiscal
Établir les états fiscaux de la liasse fiscale

PRÉREQUIS

Avoir une connaissance des bases de la fiscalité ou avoir suivi " Fiscalité pour non-fiscalistes " (code 30064) p. 276

PUBLIC CONCERNÉ

Comptables
Fiscalistes intégrant le secteur de l'assurance ou de la mutualité

ANIMATEUR

Florence LEGALLOIS
Avocat fiscaliste
FIDAL

PLANNING

Paris
3 juin 2019
20 novembre 2019

Initiation aux techniques actuarielles

BEST OF

Cycle long pour en mesurer l'impact sur les assurances dommages, vie et collectives

L'actuariat est au cœur des activités des entreprises d'assurances. Pour décrypter les mécanismes de tarification, le provisionnement et dialoguer efficacement avec les actuaires, il est indispensable de maîtriser les méthodes et les outils actuariels.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

MODULE 1

Décrypter les mécanismes de l'actuariat en assurances dommages

Découvrir le domaine d'activité de l'actuaire
- Le marché de l'assurance non-vie
- La vérification des données

Réaliser une analyse de la sinistralité
- L'analyse par l'exercice de survenance
- Les méthodes de prévision et de provisionnement déterministes
- Les méthodes probabilistes

Exercice d'application : exemple de mise en œuvre d'un Chain-Ladder

Mesurer l'impact de la coassurance et de la réassurance
- Du point de vue de la cédante
- Du point de vue du réassureur

Maîtriser la logique de la tarification
- L'approche a priori et la modélisation de la prime

Exercice d'application : exemple de calcul de la prime selon le profil des assurés

Définir les provisions réglementaires et leur évolution
- Le contrôle prudentiel actuel et les provisions réglementaires en vigueur

Cerner l'environnement Solvabilité 2
- Les exigences quantitatives (pilier 1)
- Les provisions techniques
- Le capital exigible selon le niveau de risque assumé

Intégrer la gestion des risques
- Le concept ORSA " Own Risk Solvency Assessment "
- Le concept ERM " Enterprise Risk Management "

Test de connaissances : quiz sur le cadre prudentiel Solvabilité 2

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2

Mesurer l'impact des techniques actuarielles sur les contrats d'assurance vie et capitalisation

Maîtriser les techniques actuarielles appliquées aux assurances vie et capitalisation
- Intégrer les notions fondamentales de l'actuariat en assurance vie
- Appliquer les techniques aux assurances en cas de vie

Exercice d'application : exemple de calcul d'une table de mortalité
- Appliquer aux assurances en cas de vie ou de décès

Analyser la rentabilité d'un contrat d'assurance sur la vie
- Déterminer le résultat d'un contrat d'assurance sur la vie
- Formuler le résultat viager, financier et de gestion
- Analyser le compte de résultat, de trésorerie et de participation aux bénéfices
- Décrypter le bilan
- Mesurer les incidences des variations des paramètres sur la rentabilité

Exercice d'application : calcul du montant de la prime mensuelle viagère du contrat obsèques d'un assuré âgé de 55 ans à la souscription

Déterminer les tarifs et les provisions
- Calculer les tarifs
- Analyser le risque
- Analyser l'environnement

Mettre en place des outils de pilotage
- Élaborer et suivre les comptes techniques, les états réglementaires et les provisions mathématiques

Exercice d'application : simulations illustratives grâce à un logiciel de tarification simplifiée

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3

Maîtriser l'environnement des assurances collectives

Distinguer les différents régimes
- Le régime obligatoire de la Sécurité Sociale
- Les régimes complémentaires obligatoires
- Les régimes complémentaires

Maîtriser les principes de la tarification
- Les critères
- Le calcul des cotisations

Exercice d'application : exemple de calcul des cotisations

Assurer le suivi des régimes

Les comptes de résultat
- Les comptes par exercice comptable / par exercice de survenance
- Les fonds de revalorisation

Les différentes provisions

Étude de cas : analyse d'un compte de résultat
- Maîtriser le calcul technique des différentes garanties

La méthode de tarification
- La description des différentes garanties
- Le calcul
- L'impact des correctifs

L'arrêt de travail
- Les différentes franchises
- Les barèmes et les correctifs

Exercice d'application : calcul d'un arrêt de travail

Les frais de santé
- L'expression des garanties
- La portabilité

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Mesurer les implications des techniques actuarielles sur les contrats d'assurance dommages, vie, prévoyance et santé

INITIATION

Code : 92362

6 jours | 42 heures

Tarif HT 2 jours : 1 580 €
Tarif HT 4 jours : 2 640 €
Tarif HT 6 jours : 3 630 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les principes de l'actuariat des contrats d'assurance vie, dommages et collectives de prévoyance

Découvrir comment l'actuaire évalue les risques, calculer les tarifs et les provisions

Analyser les composantes de la rentabilité des différents contrats et l'impact des techniques actuarielles

PRÉREQUIS

Pour suivre la formation dans de bonnes conditions, il est nécessaire de posséder des bases en mathématiques financières

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne intégrant ou travaillant dans une compagnie d'assurances, mutuelle ou institution de prévoyance qui souhaite connaître les méthodes de détermination des tarifs et des provisions

ANIMATEURS

Gilbert FINETTE
Directeur Missions
APRECIALIS

Christian HARIG
Associé
ASPHALIA

Pierre FABER
Associé
INTERLOG CONSULTING

Jean-Nicolas MARRILLIET
Chef de mission
APRECIALIS

PLANNING

Paris
16-17 mai, 6-7 juin
et 26-27 juin 2019
1er-2 octobre, 13-14 novembre
et 12-13 décembre 2019

Statistiques en assurance dommages

Analyser et exploiter les données

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Optimiser l'utilisation des données
- Définir et collecter les données
- Vérifier et repérer les anomalies
- Effectuer des traitements et corrections
- Définir un protocole pour valider les données et assurer la régularité du suivi
- Constituer une base de données

Exercice d'application : sur une base de données type d'assurance, application des différentes étapes du protocole de validation

Présenter et interpréter les données

Élaborer et présenter des tableaux de bord
- Caractéristiques d'un bon tableau de bord
- Axes d'analyse : commercial / opérationnel / financier
- Définir des indicateurs
- Assurer la cohérence entre les tableaux

Les graphiques et les commentaires de tableaux

Exercice d'application : analyse de statistiques, présentation des points clés tels que les tableaux croisés dynamiques, les graphiques…

Appliquer la statistique descriptive à une variable
- Variables aléatoires
- Distributions statistiques
- Indicateurs de tendance centrale et de dispersion
- Estimation et intervalles de confiance

Exercice d'application : représentation des distributions, calcul et analyse des tendances centrales, des dispersions et des intervalles de confiance, analyse de séries de données et conclusions

Appliquer la statistique descriptive à plusieurs variables
- Tableaux croisés dynamiques
- Dépendance entre variables : repérage et mesure
- Corrélations et interactions entre variables
- Statistique univariée versus statistique multivariée

Exercice d'application : repérage graphique des dépendances, mesures et études croisées de différentes variables

Mesurer les implications des écarts : segmenter, définir des marges de sécurité

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Analyser l'assurabilité d'un risque

PERFECTIONNEMENT

Code : 92072
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Suivre les risques et les portefeuilles
Développer une approche formalisée et critique des données
Déterminer les profils des portefeuilles par marché et par segment de souscription

PRÉREQUIS

Il est recommandé de maîtriser les fonctions de base du tableur Excel

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne amenée à traiter et à analyser des données production ou sinistre en IARD

ANIMATEUR

Laurent BERTHAUT
Actuaire conseil
ACE EUROPE

PLANNING

Paris
25-26 mars 2019
12-13 décembre 2019

Maîtriser la gestion actif-passif en assurance

Modéliser et optimiser la GAP

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les enjeux et objectifs de la GAP

Intégrer les spécificités des comptes d'assurances

Identifier les principaux risques et la différence vie/non-vie

Répondre aux exigences règlementaires
- Solvabilité 2
- International Financing Reporting Standards (IFRS)

Connaître les missions et les fonctions de la GAP

Découvrir la modélisation financière (DFA)

Maîtriser les principes de la GAP
- Choisir entre les différentes structures de modèles
- Évaluer les besoins spécifiques de modèles pour actifs pour une compagnie
- Modéliser le passif
- Calibrer un modèle

Mettre en place un système performant de mesure, de gestion et d'allocation des fonds propres
- Mesurer le besoin en fonds propres en fonction du profil de risque
- Définir les indicateurs de rentabilité à mettre en place

Exercice d'application : exemples de simulations et de scénarios

Définir et optimiser les stratégies d'actif et de passif
- Augmenter le retour sur fonds propres : modéliser la solvabilité future en fonction de l'allocation stratégique
- Adopter une stratégie d'allocation globale des actifs : diversifier son allocation
- Choisir les moyens pour la couverture des risques
- Évaluer un programme de réassurance
- Comparer différentes stratégies

Étude de cas : analyse d'une stratégie d'actif et de passif

Maîtriser les extensions de la GAP
- Intégrer l'allocation de capital pour mesurer les performances et définir une stratégie optimale
- Maîtriser les particularités de la GAP des fonds de pension

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Intégrer les spécificités de la GAP

PERFECTIONNEMENT

Code : 92078
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer les principes, objectifs et techniques de la GAP
Mesurer et gérer les risques liés au bilan
Optimiser l'allocation des ressources

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance de la comptabilité des assurances

PUBLIC CONCERNÉ

Actuaires
Auditeurs et contrôleurs de gestion
Toute personne amenée à prendre des fonctions de GAP

ANIMATEUR

Frédéric ALEXIS
Actuaire conseil
FINAFORM

PLANNING

Paris
20-21 juin 2019
12-13 décembre 2019

Pratiquer la réassurance

Cycle long pour maîtriser les principes, la tarification et la gestion technique

Gestion des opérations, tarification, clauses de traités : la réassurance fonctionne en application de règles qui lui sont propres. Les maîtriser, c'est devenir un interlocuteur averti des réassureurs en ayant une vision claire et synthétique des mécanismes régissant la réassurance.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

MODULE 1

Maîtriser les bases de la réassurance

Définir la réassurance
- Distinguer la réassurance de l'assurance
- Identifier les différentes branches de réassurance
- Intégrer les fondements juridiques et techniques de la réassurance
- Identifier la notion de plein

Test de connaissances : validation des acquis au travers d'un QCM

Maîtriser les techniques de réassurance
- Identifier les trois modes de réassurance
- Différencier les deux types de réassurance
- Pratiquer la réassurance proportionnelle et mesurer ses avantages et inconvénients
- Maîtriser les particularités de la réassurance non proportionnelle

Étude de cas : analyse des diverses techniques proportionnelles et non proportionnelles

Maîtriser le fonctionnement d'un plan de réassurance
- Construire un programme de réassurance
- Découvrir le plan de réassurance d'un assureur

Étude de cas : analyse du fonctionnement d'un programme de réassurance

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2

Maîtriser les techniques de tarification en réassurance

Intégrer la méthode statistique ou Burning Cost

La tarification d'un excédent de sinistre (XS) pour une branche à développement court
- Le redressement de la statistique
- Les chargements, marge bénéficiaire et retour sur capital
- Les clauses de reconstitution de garantie

Exercice d'application : tarification d'un traité XS incendie par risque

La tarification d'un XS pour une branche à développement long
- L'actualisation et l'extrapolation des sinistres
- La méthode Chain Ladder

Exercice d'application : tarification d'un traité XS RC automobile

Les limites de l'approche statistique
- Utiliser les méthodes probabilistes
- L'intérêt de la méthode : tranches non travaillantes
- La tarification selon le modèle Pareto / Poisson

Exercice d'application : tarification d'un traité XS incendie par risque (suite)
- La tarification selon la loi log-normale
- La tarification marché : prix par véhicule pour les XS RC automobile

Exercice d'application : tarification d'un traité XS RC automobile
- La tarification selon le profil de portefeuille

Exercice d'application : tarification d'un traité XS incendie par risque

Maîtriser la tarification des événements naturels
- La tarification sur la base de l'expérience sinistre

Évaluer la qualité d'une tarification

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3

Maîtriser les clauses de réassurance

Analyser les clauses d'un contrat de réassurance

Définir la nature juridique et la structure du contrat
- Identifier les conditions générales et les conditions particulières
- Reconnaître les clauses communes à tous les types de contrats

Intégrer les problématiques de cohérence des clauses dans le cadre d'un programme de réassurance
- Cerner les spécificités liées au proportionnel et au non-proportionnel
- Découvrir les différents types de clauses

Étude de cas : étude de contrats de réassurance

Délimiter la couverture de réassurance : les clauses de définition
- Apprécier les clauses de définition du risque et du sinistre
- Analyser les clauses d'exclusion

Test de connaissances : validation des acquis au travers d'un QCM

Étudier les principales clauses spécifiques des traités
- Cerner les clauses communes aux différents traités de réassurance
- Analyser les principales clauses des traités proportionnels
- Analyser les principales clauses des traités non proportionnels

Étude de cas : analyse des différentes clauses présentées

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Distinguer les différentes catégories de réassurance et les types de traités

INITIATION

Code : 92363
- 6 jours | 42 heures
- Tarif HT 2 jours : 1 580 €
  Tarif HT 4 jours : 2 640 €
  Tarif HT 6 jours : 3 630 €
  Repas inclus

OBJECTIFS

Étudier les techniques du proportionnel et du non-proportionnel
Maîtriser les différentes méthodes de tarification
Maîtriser les clauses de réassurance

PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de la réassurance

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne intégrant ou travaillant dans une mutuelle, une compagnie d'assurances et de réassurance, un cabinet de courtage qui souhaite comprendre l'activité de réassurance

ANIMATEUR

Laurent BATISSE
Actuaire indépendant

PLANNING

Paris
14-15 mai, 4-5 juin, 24-25 juin et 18 septembre 2019*
3-4 octobre, 12-13 novembre, 9-10 décembre 2019 et 27 janvier 2020*

*** CLASSE VIRTUELLE**
Pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

Maîtriser les bases de la réassurance

BEST OF

Pour optimiser les relations avec son réassureur

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir la réassurance
- Distinguer la réassurance de l'assurance
- Identifier les différentes branches de réassurance
- Intégrer les fondements juridiques et techniques de la réassurance
- Identifier la notion de plein

Test de connaissances : validation des acquis au travers d'un QCM

Maîtriser les techniques de réassurance

Identifier les trois modes de réassurance
- Analyser les caractéristiques de la réassurance obligatoire
- Étudier les principes de la réassurance facultative

Différencier les deux types de réassurance
- La réassurance proportionnelle
- La réassurance non proportionnelle

Pratiquer la réassurance proportionnelle et mesurer ses avantages et inconvénients
- Le traité en participation ou quote-part
- Le traité en excédent de pleins ou surplus

Maîtriser les particularités de la réassurance non proportionnelle
- L'engagement du réassureur et le risque
- La prime de réassurance, mise en place et forme
- Le sinistre individuel, l'événement et leurs définitions

Étude de cas : analyse des diverses techniques proportionnelles et non proportionnelles
- Maîtriser le fonctionnement d'un plan de réassurance

Construire un programme de réassurance
- Comprendre l'articulation des traités les uns par rapport aux autres
- Analyser un plan de réassurance dommage

Découvrir le plan de réassurance d'un assureur
- Analyser un plan de réassurance

Étude de cas : analyse du fonctionnement d'un programme de réassurance

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Analyser un contrat de réassurance et conduire la relation avec votre réassureur

INITIATION

Code : 92286
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Situer la réassurance dans l'environnement assurantiel
Maîtriser les mécanismes de la réassurance
Optimiser les relations avec son réassureur

PRÉREQUIS

Maîtriser les aspects techniques des produits d'assurance

PUBLIC CONCERNÉ

Souscripteurs directs et souscripteurs réassurance
Chargés d'études techniques
Comptables réassurance

ANIMATEUR

Laurent BATISSE
Actuaire indépendant

PLANNING

Paris
21-22 mars 2019
14-15 mai 2019
3-4 octobre 2019

Maîtriser les techniques de tarification en réassurance

Intégrer les différentes méthodes de tarification

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer la méthode statistique ou Burning Cost

La tarification d'un excédent de sinistre (XS) pour une branche à développement court
- Le redressement de la statistique
- Le Burning Cost
- Les chargements, marge bénéficiaire et retour sur capital
- Les clauses de reconstitution de garantie : approche simplifiée

Exercice d'application : tarification d'un traité XS incendie par risque

La tarification d'un XS pour une branche à développement long
- L'actualisation et l'extrapolation des sinistres
- La méthode Chain Ladder
- La clause de stabilité
- Le calcul des produits financiers

Exercice d'application : tarification d'un traité XS RC automobile

Les limites de l'approche statistique

Utiliser les méthodes probabilistes
- L'intérêt de la méthode : tranches non travaillantes
- La tarification selon le modèle Pareto / Poisson

Exercice d'application : tarification d'un traité XS incendie par risque (suite)
- La tarification selon la loi log-normale
- La modélisation de la charge de sinistre annuelle
- La tarification marché

Exercice d'application : tarification d'un traité XS RC automobile
- La tarification selon le profil de portefeuille

Exercice d'application : tarification d'un traité XS incendie par risque
- La synthèse du cas sur la tarification d'un traité XS incendie par risque : choix des modèles

S'initier à la tarification des événements naturels
- La tarification sur la base de l'expérience sinistre
- La tarification sur la base des expositions

Évaluer la qualité d'une tarification
- Critères de choix d'un modèle plutôt qu'un autre

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Intégrer les différents modèles de tarification d'un programme de réassurance

PERFECTIONNEMENT

Code : 92365
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Connaître les grands principes utilisés pour effectuer une tarification en réassurance
Acquérir le vocabulaire nécessaire pour échanger avec les actuaires
Évaluer la qualité d'une tarification

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les bases de la réassurance " (code 92286) p. 402

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant comprendre l'activité de réassurance

ANIMATEUR

Laurent BATISSE
Actuaire indépendant

PLANNING

Paris
4-5 juin 2019
12-13 novembre 2019

Les clauses de réassurance

Maîtriser les clauses des traités de réassurance

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser les clauses d'un contrat de réassurance

Définir la nature juridique et la structure du contrat

- Identifier les conditions générales et les conditions particulières
- Reconnaître les clauses communes à tous les types de contrats

Intégrer les problématiques de cohérence des clauses dans le cadre d'un programme de réassurance

- Cerner les spécificités liées au proportionnel et au non-proportionnel
- Découvrir les différents types de clauses
- Analyser les contrats qui constituent un même programme de réassurance

Étude de cas : étude de contrats de réassurance

Délimiter la couverture de réassurance : les clauses de définition

- Apprécier les clauses de définition du risque
- Identifier les clauses de définition du sinistre
- Analyser les clauses d'exclusion

Test de connaissances : validation des acquis au travers d'un QCM

Étudier les principales clauses spécifiques des traités

Cerner les clauses communes aux différents traités de réassurance

- Les clauses régissant la gestion comptable et financière des contrats

Analyser les principales clauses des traités proportionnels

- Négocier une commission fixe ou variable

Analyser les principales clauses des traités non proportionnels

- Utiliser la clause de reconstitution de garantie

Délimiter les clauses spécifiques aux XS à développement long

- Reconnaître et appliquer la clause de stabilisation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser et analyser les clauses contractuelles de réassurance

PERFECTIONNEMENT

Code : 92287
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les différents types de clauses des contrats de réassurance
Maîtriser les termes techniques et la finalité des clauses contractuelles
Proposer des alternatives qui correspondent à ses besoins

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les bases de la réassurance " (code 92286) p. 402

PUBLIC CONCERNÉ

Gestionnaires de traités réassurance
Comptables techniques

ANIMATEUR

Laurent BATISSE
Actuaire indépendant

PLANNING

Paris
24-25 juin 2019
9-10 décembre 2019

Maîtriser les spécificités de la réassurance vie

Intégrer les mécanismes d'un plan de réassurance de personnes

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir la réassurance de personnes

- Cerner les besoins de réassurance de personnes
- Maîtriser les formes de réassurance de personnes
- Comprendre l'environnement règlementaire et juridique de la réassurance

Test de connaissances : validation des acquis au travers d'un QCM

Maîtriser les techniques de réassurance de personnes

S'initier aux aspects de tarification

- Comprendre les méthodes simples de tarification
- Percevoir les limites de ces méthodes

Décrypter les aspects contractuels

- Maîtriser les éléments de base du traité de réassurance
- Contrôler les conditions particulières

Analyser et interpréter un programme de réassurance de personnes

- Comprendre l'articulation des traités les uns par rapport aux autres

Apprécier les conséquences comptables de la réassurance

Étude de cas : analyse du fonctionnement d'un programme de réassurance de personnes

Évaluer l'impact de la réassurance de personnes dans l'environnement Solvabilité 2

Cerner l'impact de la réassurance sur le bilan prudentiel de l'assureur

- Identifier et évaluer les postes d'actifs impactés par la réassurance
- Identifier et évaluer les postes de passif impactés par la réassurance

Comprendre l'impact de la réassurance sur la solvabilité de l'assureur

Identifier le lien entre réassurance et ORSA

- Utiliser la réassurance comme outil de maîtrise des risques

Étude de cas : analyse d'extraits d'un rapport ORSA avec impact chiffré de mesures prises en réassurance

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Analyser un contrat et un programme de réassurance de personnes et comprendre leur impact dans l'environnement Solvabilité 2

INITIATION

Code : 92366
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 580 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Découvrir la réassurance de personnes
Maîtriser les techniques de la réassurance de personnes
Cerner les conséquences de Solvabilité 2

PRÉREQUIS

Avoir de solides connaissances en assurance vie /assurance de personnes

PUBLIC CONCERNÉ

Souscripteurs d'assurance directe
Souscripteurs de réassurance
Comptables réassurance

ANIMATEUR

François Frédéric DUCLOS
Responsable actuariat tarification

PLANNING

Paris
23-24 mai 2019
16-17 décembre 2019

MCEV, IFRS et Solvabilité 2

Intégrer les différentes approches bilantielles

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Déterminer les principaux enjeux de la MCEV
- Définir l'Embedded Value, intégrer ses objectifs
- Identifier l'approche Traditional Embedded Value : TEV
- Distinguer les spécificités de l'European Embedded Value : EEV
- Analyser la Market-Consistent Embedded Value : MCEV

Étude de cas : analyse de la MCEV d'une société

Examiner les caractéristiques des normes IFRS
- Connaître la genèse des normes IFRS
- Retenir les principales définitions
- Étudier les mécanismes comptables
- Décrypter les principes clés de la norme IFRS 4

Maîtriser les principes clés de Solvabilité 2

Revenir sur Solvabilité 1
- Notions de base et critiques : quantitatives / qualitatives

Mesurer les enjeux de la réforme Solvabilité 2
- Objectifs, champ d'application et architecture

Intégrer les étapes franchies au travers des QIS

Identifier les apports du QIS 4 au QIS 5
- Minimum Capital Requirement (MCR) : définition et modalité de calcul
- Solvency Capital Requirements (SCR) : définition et architecture globale et SCR projeté
- Marge du risque
- Risques de souscription vie et non-vie

Exercice d'application : exemple de calcul de SCR

MCEV vs IFRS vs S2 : comparer les principaux points
- Distinguer le schéma respectif de chacune de ces normes
- Analyser les points communs et les divergences
- Étudier la communication imposée par ces référentiels
- Définir le planning à venir
- Recenser les questions en suspens

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Distinguer les convergences et divergences des différents référentiels et faire le lien entre eux

EXPERTISE

Code : 92257
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir les objectifs et les composantes de la MCEV
Décrypter les normes IFRS et notamment IFRS 4
Analyser les principes fondamentaux de Solvabilité 2

PRÉREQUIS

Avoir suivi " Solvency 2 " (code 92152) p. 404

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables comptables et financiers, commissaires aux comptes et experts-comptables
Risk managers

ANIMATEUR

Jean-François DECROOCQ
Partner, VACOR

PLANNING

Paris
3 avril 2019
18 octobre 2019

Solvency 2

BEST OF

Maîtriser ses incidences sur la gestion des risques

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Autodiagnostic : mesure de l'avancée du projet Solvency 2 dans sa propre structure

Analyser l'architecture du futur système de solvabilité
- Cerner les enjeux de Solvency 2
- Étudier le contenu des trois piliers
- Mesurer les incidences de l'Own Risk Solvency Assessment (ORSA)
- Analyser les apports des études d'impact

Mesurer les adaptations nécessaires et déterminer les étapes de mise en œuvre
- Examiner les critères de gouvernance et distinguer le rôle des différents acteurs
- Comprendre la nouvelle approche des risques et son incidence sur l'organisation de l'entreprise
- Apprécier les exigences en matière de contrôle interne
- Identifier l'interaction contrôle interne, audit interne et gestion des risques

Exercice d'application : conduite d'un projet de contrôle interne pour Solvency 2

Maîtriser la gestion des risques sous Solvency 2

Distinguer les différents risques
- Souscription, marché, crédit, liquidité et opérationnel

Déterminer les caractéristiques d'un système de gestion des risques efficace
- Identifier et évaluer les risques
- Élaborer des plans d'action de réduction des risques
- Mettre en place un dispositif de gestion des incidents

Intégrer la démarche de gestion des risques dans les processus de l'entreprise

Identifier les différents modèles d'évaluation
- Distinguer formule standard / modèle interne

Exercice d'application : construction d'un modèle interne en assurance vie

Déterminer les fonds propres éligibles
- Distinguer les fonds propres de base et les fonds propres auxiliaires
- Lister les critères de classification des éléments éligibles de capital
- Analyser la structure du SCR et du MCR
- Étudier l'approche groupe

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Intégrer les nouvelles obligations de solvabilité

PERFECTIONNEMENT

Code : 92152
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 595 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner les enjeux, les objectifs et les impacts de Solvency 2
Analyser les nouvelles obligations de solvabilité
Maîtriser les méthodes d'évaluation pour une meilleure prise en compte des risques réels

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance de la comptabilité des assurances

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables comptables et financiers, commissaires aux comptes et experts-comptables
Risk managers

ANIMATEUR

Jean-François DECROOCQ
Partner, VACOR

PLANNING

Paris
3-4 juin 2019
7-8 octobre 2019
9-10 décembre 2019

Conformité du contrôle interne en assurance

Piloter et évaluer son dispositif de contrôle interne

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre général

- Contexte législatif : loi de Sécurité Financière, obligations propres à l'assurance, rapport sur le contrôle interne pour l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), situation dans les autres pays
- L'impact de la réforme Solvabilité 2 : un levier du contrôle interne
- Problématiques spécifiques aux activités d'assurance et dispositifs auxquels les professionnels sont soumis : CAC, ACPR

Définir le contrôle interne

Présenter le référentiel Committee of Sponsoring Organizations (COSO)

Découvrir les techniques de contrôle interne

- Séparation des fonctions et piste d'audit
- Formalisation et supervision des délégations

Application aux processus d'une activité d'assurance

- Processus support
- Processus métiers

Étude de cas : exemples de processus mis en place dans certaines entités

Mettre en œuvre et évaluer le contrôle interne dans une société d'assurances

Autodiagnostic : mesure des risques de sa propre structure

Maîtriser les risques

- Cartographier les risques conformément au dispositif de gestion des risques de Solvabilité 2
- Gérer les risques
- Optimiser le contrôle interne

Étude de cas : exemple de restitution de travaux de cartographie et d'analyse des risques

Organiser le contrôle interne

- Piloter le contrôle interne et sensibiliser au contrôle interne
- Créer un système d'autoévaluation du contrôle interne

Effectuer les restitutions

- Reporting des activités de contrôle interne

Évaluer l'audit interne

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Avoir la visibilité sur l'ensemble des exigences liées au contrôle interne dans le secteur de l'assurance et son articulation avec les autres acteurs de la maîtrise des risques au sein de l'entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 92083
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les spécificités du contrôle interne en assurance
Adopter les outils et techniques nécessaires à une mise en œuvre efficace
Évaluer l'efficacité de la cellule de contrôle interne

PRÉREQUIS

Connaître les métiers et les spécificités des opérations d'assurance

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques
Risk managers, inspecteurs et responsables de l'audit et du contrôle interne

ANIMATEUR

Jean-Lou GALISSI
Auditeur interne

PLANNING

Paris
21 mars 2019
7 octobre 2019

Le contrôle interne dans une mutuelle

Organiser son dispositif de contrôle interne

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre général

Distinguer le contexte législatif

- Loi de Sécurité Financière, Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, Solvabilité 2…

Définir le contrôle interne et découvrir ses implications pratiques

- Cerner les problématiques spécifiques aux activités des mutuelles
- Appréhender le référentiel Committee of Sponsoring Organizations (COSO)

Mise en œuvre du contrôle interne : déterminer la méthodologie

Assimiler les conditions de réussite

- Déterminer les personnes concernées dans la mutuelle
- Étudier le périmètre de la responsabilité des dirigeants
- Positionner le dispositif de contrôle interne dans l'organisation
- Communiquer en interne sur les objectifs, les procédures mises en place et le suivi

Identifier les moyens à mobiliser

- Formation à prévoir, outils informatiques…

Étude de cas : analyse des conditions à réunir pour sécuriser le dispositif de contrôle interne

Rédiger le rapport de contrôle interne : les clés de la réussite

Réaliser un état des lieux des risques

- Les étapes à suivre pour identifier et évaluer les risques
- L'analyse de risques spécifiques : sous-traitance, réassurance, délégation de gestion à un autre organisme…

Piloter le dispositif de contrôle interne

- L'adaptation du dispositif à l'évolution de la cartographie des risques
- Le suivi des risques : mesures correctrices à mettre en œuvre

Distinguer le rapport de contrôle interne du rapport de solvabilité

Exercice d'application: mesure des risques d'un organisme mutualiste

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Apprécier le degré de déploiement du dispositif de contrôle interne d'une mutuelle

PERFECTIONNEMENT

Code : 92194
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 1 070 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Cerner l'environnement juridique du contrôle interne
Déterminer les procédures à mettre en œuvre et les moyens à mobiliser pour sécuriser le contrôle interne
Maîtriser les méthodes pour faire vivre le dispositif

PRÉREQUIS

Connaître la réglementation applicable aux mutuelles

PUBLIC CONCERNÉ

Dirigeants et administrateurs de mutuelles
Responsables comptables, financiers et audit

ANIMATEUR

Jean-Lou GALISSI
Auditeur interne

PLANNING

Paris
6 juin 2019
8 novembre 2019

07 IMMOBILIER CONSTRUCTION

Amandine Rogeon
Responsable du secteur
Immobilier - Construction

ÉDITO

La construction est une matière complexe qui nécessite la pleine compréhension des règles juridiques. Afin de garantir la pérennité des constructions d'aujourd'hui et de demain il est essentiel de maîtriser l'ensemble des rouages d'une matière pluridisciplinaire où différents métiers juridiques, financiers, économiques se côtoient.

Le droit de la construction sera particulièrement marqué en 2019 par l'entrée en vigueur de la loi ELAN, mais également par les répercussions de l'adoption du RGPD et de la loi du 20 juin 2018, ainsi que par le BIM. Assimiler ces nouveautés constitue un préalable essentiel à la pérennisation de vos projets.

Notre offre de formations 2019 veille à vous accompagner dans l'acquisition de ces compétences en prenant en compte tous les paramètres vous permettant d'acquérir de nouvelles qualifications en adéquation avec vos besoins.

3 QUESTIONS À L'EXPERT

La loi ELAN impactera le droit de la construction sur plusieurs grands axes : la simplification des règles d'urbanisme afin d'accélérer les procédures de construction de logement ; la prévention des recours abusifs (...)

Sarah LUGAN
Avocat Associé
NMW DELORMEAU

Quelles sont les actualités marquantes de 2018 en droit de la construction ?

Si la réforme de l'immobilier a eu lieu grâce à l'adoption de la loi ELAN en 2018, il ne faut pas oublier que la loi Confiance a définitivement été adoptée par l'Assemblée nationale le 31 juillet 2018.

Son article 2 consacre au profit du public, un droit à l'erreur et un droit au contrôle et à l'opposabilité des conclusions des contrôles administratifs. Ces dispositions inversent la logique qui prévaut aujourd'hui, en instaurant une confiance a priori de l'administration à l'égard des personnes physiques et morales agissant de bonne foi.

L'article 26 instaure, par voie d'habilitation, une autorisation pour les maîtres d'ouvrage de bâtiments à déroger à certaines règles de construction sous réserve que soit apportée la preuve de l'atteinte de résultats équivalents aux règles auxquelles il est dérogé.

Quelles sont les nouveautés apportées par la loi ELAN sur le droit de la construction ?

La loi ELAN impactera le droit de la construction sur plusieurs grands axes : la simplification des règles d'urbanisme afin d'accélérer les procédures de construction de logement ; la prévention des recours abusifs ; la mise en place d'un conseil d'administration de copropriété et l'échelonnement du paiement prévu dans le cadre du contrat de construction d'une maison individuelle (CCMI).

Quelles sont les conséquences de l'entrée en vigueur du RGPD sur la construction ?

Le RGDP impose une obligation de notifier à la CNIL les violations de données à caractère personnel prévu à l'article 33 du RGPD. En outre, conformément à l'article 34 du RGPD, lorsqu'une violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique, le responsable du traitement communique la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais.

Les acteurs du droit de la construction particulièrement concernés par le RGPD sont les promoteurs ainsi que l'ensemble des intervenants à l'acte de construire qui font appel à une main d'œuvre en quantité importante.

TÉMOIGNAGE

Tout à fait satisfaite d'avoir suivi ce stage qui fait bien le parallèle entre le droit commun et les droits spécifiques. Formation en petit comité qui permet de coller vraiment aux attentes des stagiaires. Formation très conseillée, qui clarifie les bases du droit commun qui coexistent avec les règles de droit spécifiques.

Sophie LEGER – Assistante, EQUAD RCC
Participante à la formation
" Les responsabilités des constructeurs "
p. 451

SOMMAIRE

FORMATIONS 100% À DISTANCE

Classes virtuelles

Réf. 72362	Cerner les documents d'urbanisme et les spécificités du PLU	2 heures	190 €	**p. 414**
Réf. 72361	Intégrer les fondamentaux de l'aménagement urbain	2 heures	190 €	**414**
Réf. 72363	Décoder la ZAC et la concession d'aménagement	2 heures	190 €	**415**
Réf. 72364	Pratiquer les outils et modes de financement de l'urbanisme	2 heures	190 €	**415**
Réf. 72365	Intégrer les fondamentaux de la maîtrise foncière et de l'expropriation	2 heures	190 €	**416**
Réf. 72366	Analyser les régimes des autorisations d'urbanisme	2 heures	190 €	**416**
Réf. 20202	Rédiger une clause d'indexation dans les baux commerciaux	2 heures	190 €	**100**
Réf. 40107	Organiser efficacement son audit énergétique	2 heures	190 €	**462**

Parcours vidéo

Le droit de l'urbanisme, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	**p. 417**
Monter une opération immobilière, ça s'apprend !	1h30	44,99 € TTC	**418**

FORMATIONS CERTIFIANTES

Réf. 72250	Responsable des opérations d'aménagement	12 jours	6 120 €	**p. 422**
Réf. 73297	Responsable de montage d'opérations immobilières	15 jours	7 950 €	**430**
Réf. 74251	Maître d'ouvrage	14 jours	7 420 €	**440**

PROJETS IMMOBILIERS

Urbanisme et gestion foncière

Réf. 72064	**Cycle long** - Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme	6 jours	3 300 €	@
Réf. 72239	Réglementation générale de l'urbanisme	4 jours	2 130 €	**419**
Réf. 72239BL	Réglementation générale de l'urbanisme - **Blended**	28 heures	1 700 €	@
Réf. 72176	Droit de l'urbanisme pour non-juristes - Niveau 1	2 jours	1 460 €	**419**
Réf. 72177BL	Droit de l'urbanisme pour non-juristes - **Blended**	14 heures	1 170 €	@
Réf. 72362	**Classe virtuelle** - Cerner les documents d'urbanisme et les spécificités du PLU	2 heures	190 €	**414**
Réf. 72342	L'indispensable du droit de l'urbanisme	1 jour	900 €	@
Réf. 72028	Réglementation et pratique du droit de l'urbanisme - Niveau 2	2 jours	1 460 €	**420**
Réf. 72285	Contentieux de l'urbanisme	2 jours	1 460 €	**420**
Réf. 72368	Participation du public et évaluations environnementales	2 jours	1 460 €	**421**
Réf. 72368BL	Participation du public et évaluations environnementales - **Blended**	14 heures	1 170 €	**421**
Réf. 72031	Concertation et enquêtes publiques	2 jours	1 460 €	@
Réf. 72178	L'urbanisme commercial	2 jours	1 460 €	**421**
Réf. 72250	**Cycle certifiant** - Responsable des opérations d'aménagement	12 jours	6 120 €	**422**
Réf. 72153	Les fondamentaux de l'aménagement urbain	2 jours	1 460 €	**424**
Réf. 72153BL	Les fondamentaux de l'aménagement urbain - **Blended**	14 heures	1 170 €	@
Réf. 72361	**Classe virtuelle** - Intégrer les fondamentaux de l'aménagement urbain	2 heures	190 €	**414**
Réf. 72110	Choisir sa procédure d'aménagement	2 jours	1 460 €	**424**
Réf. 72110BL	Choisir sa procédure d'aménagement - **Blended**	14 heures	1 170 €	@
Réf. 72029	Mener à bien une opération d'aménagement public	2 jours	1 460 €	**425**
Réf. 72029BL	Mener à bien une opération d'aménagement public - **Blended**	14 heures	1 170 €	@
Réf. 72240	Le permis de construire valant division	1 jour	900 €	@
Réf. 72033	Monter une opération de lotissement	2 jours	1 460 €	@
Réf. 72351	Piloter le montage d'un lotissement durable	4 heures	425 €	@
Réf. 72206	Élaborer le bilan financier d'une opération d'aménagement	1 jour	900 €	**425**
Réf. 72385	Les outils de lutte contre la vacance commerciale	2 jours	1 460 €	**426**
Réf. 72082	Les autorisations d'urbanisme	2 jours	1 460 €	**426**
Réf. 72082BL	Les autorisations d'urbanisme - **Blended**	14 heures	1 170 €	@
Réf. 72366	**Classe virtuelle** - Analyser les régimes des autorisations d'urbanisme	2 heures	190 €	**416**
Réf. 72081	Instruire ses permis de construire	2 jours	1 460 €	@
Réf. 72386	Permis modificatif et permis de régularisation	1 jour	900 €	**427**

FORMATION CONTINUE DES AVOCATS n°d'homologation 17-042 Conseil National des Barreaux

HOMOLOGATION PAR LE CNB
Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur www.efe.fr

Tous les tarifs sont exprimés HT

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Réf. 72387	Dématérialisation des demandes de permis de construire		1 jour	900 €	**427**
Réf. 72083	Les fondamentaux de la maîtrise foncière		2 jours	1 460 €	**428**
Réf. 72083BL	Les fondamentaux de la maîtrise foncière - **Blended**		14 heures	1 170 €	**@**
Réf. 72365	**Classe virtuelle** - Intégrer les fondamentaux de la maîtrise foncière et de l'expropriation		2 heures	190 €	**416**
Réf. 72209	Techniques de prospection et de négociation foncières		2 jours	1 460 €	**428**
Réf. 72032	Expropriation		2 jours	1 460 €	**429**
Réf. 72034	Le droit de préemption comme outil de maîtrise foncière		2 jours	1 460 €	**429**
Réf. 72355	Gérer les risques en matière de droit de préemption urbain		4 heures	425 €	**@**

Montage d'opérations immobilières

Réf. 73149	Les fondamentaux de la domanialité publique		2 jours	1 460 €	**@**
Réf. 73356	Valoriser les domaines publics et privés des personnes publiques		4 heures	425 €	**@**
Réf. 73297	**Cycle certifiant** - Responsable de montage d'opérations immobilières		15 jours	7 950 €	**430**
Réf. 73145	Les fondamentaux du montage immobilier		2 jours	1 460 €	**432**
Réf. 73145BL	Les fondamentaux du montage immobilier - **Blended**		14 heures	1 170 €	**@**
Réf. 73046	Montage d'opérations immobilières		2 jours	1 530 €	**432**
Réf. 73046BL	Montage d'opérations immobilières - **Blended**		14 heures	1 170 €	**@**
Réf. 73144	Monter une opération de logement social		2 jours	1 460 €	**433**
Réf. 73047	Le logement social à financement public		2 jours	1 460 €	**433**
Réf. 73332	Le bail emphytéotique administratif		1 jour	900 €	**434**
Réf. 73086	Montage financier d'une opération immobilière		2 jours	1 460 €	**434**
Réf. 73243	L'évaluation d'un bien immobilier		2 jours	1 460 €	**435**
Réf. 73331	Les contrats et montages immobiliers		2 jours	1 460 €	**435**
Réf. 73078	Vente en l'état futur d'achèvement		1 jour	900 €	**436**
Réf. 73327	Le bail à construction		1 jour	900 €	**436**

DROIT IMMOBILIER - BAUX COMMERCIAUX

Droit immobilier

Réf. 20046	Pratique du droit immobilier		2 jours	1 450 €	**p. 146**
Réf. 20021	Sécuriser les contrats de vente immobilière		2 jours	1 450 €	**146**
Réf. 20094	Cession-acquisition d'actifs immobiliers		2 jours	1 650 €	**147**
Réf. 20068	Copropriété		1 jour	990 €	**147**

Baux commerciaux

Réf. 20144	Négocier ses baux commerciaux - Niveau 1		2 jours	1 450 €	**p. 148**
Réf. 20193	Introduction au régime légal des baux commerciaux		4 heures	495 €	. **148**
Réf. 20017	Gérer au mieux ses baux commerciaux - Niveau 2		2 jours	1 580 €	**149**
Réf. 20202	**Classe virtuelle** - Rédiger une clause d'indexation dans les baux commerciaux		2 heures	190 €	**100**
Réf. 20050	Renouvellement des baux commerciaux		1 jour	1 070 €	**150**
Réf. 20208	Contentieux des baux commerciaux		1 jour	1 120 €	**150**

GESTION FINANCIÈRE ET FISCALE DE L'IMMOBILIER

Finance

Réf. 91127	Financement des actifs immobiliers		2 jours	1 580 €	**p. 210**
Réf. 91185	Asset management immobilier		2 jours	1 680 €	**211**
Réf. 92321	Réussir un investissement immobilier patrimonial		2 jours	1 595 €	**350**
Réf. 92352	Maîtriser les dispositifs de défiscalisation immobilière		4 heures	545 €	**350**
Réf. 30017	Créer et gérer une société civile immobilière		2 jours	1 660 €	**314**
Réf. 91130	Évaluer les actifs immobiliers		1 jour	1 120 €	**212**
Réf. 91314	Maîtriser la norme IFRS 16 sur les contrats de location du côté preneur		4 heures	545 €	**212**
Réf. 91159	Maîtriser les spécificités d'un OPCI		1 jour	1 120 €	**213**

LÉGENDE

NEW **NOUVEAU**
Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !

CPF **CPF**
Formation éligible au Compte Personnel de Formation

BEST OF **BEST-OF**
Formation plébiscitée par nos clients

DIGITAL **DIGITAL**
Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital

SOMMAIRE

Fiscalité

Réf. 30049	Fiscalité immobilière - Niveau 1	2 jours	1 520 €	**p. 298**
Réf. 30021	Fiscalité immobilière - Niveau 2	2 jours	1 660 €	**299**
Réf. 30004	Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier	1 jour	1 120 €	**300**
Réf. 30133	Fiscalité de la location meublée	1 jour	1 070 €	**313**
Réf. 92320	Évaluation immobilière et contrôle fiscal	1 jour	1 120 €	**351**

Taxes locales

Réf. 30145	Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	1 jour	990 €	**p. 305**
Réf. 30010	Contribution économique territoriale	2 jours	1 660 €	**306**
Réf. 30060	Taxe foncière - Niveau 1	1 jour	990 €	**306**
Réf. 30011	Taxe foncière - Niveau 2	2 jours	1 660 €	**307**

TVA

Réf. 30037	TVA des activités immobilières	1 jour	1 070 €	**p. 300**
Réf. 73246	TVA immobilière en secteur public	1 jour	900 €	**437**
Réf. 73357	Calculer la TVA immobilière en secteur public	4 heures	425 €	**437**

CONSTRUCTION - TRAVAUX - BÂTIMENTS

Marchés de travaux

Réf. 71226	Les marchés de conception-réalisation	2 jours	1 460 €	**p. 438**
Réf. 74147	Gérer la sous-traitance dans les marchés de travaux	4 heures	425 €	**438**
Réf. 74114	Marchés privés de travaux	2 jours	1 460 €	**439**

Pratique des opérations de travaux

Réf. 74213	Réussir dans sa fonction de maître d'ouvrage	2 jours	1460 €	**p. 439**
Réf. 74251	**Cycle certifiant** - Maître d'ouvrage	14 jours	7 420 €	**440**
Réf. 74298	Responsabilités du maître d'ouvrage	2 jours	1 460 €	**442**
Réf. 74388	Rôles et responsabilités de l'AMO	1 jour	900 €	**442**
Réf. 74112	Acquérir les bases du montage d'opérations de travaux	1 jour	900 €	**443**
Réf. 74230	Définir le programme d'une opération	2 jours	1 460 €	**@**
Réf. 74218	Déterminer le coût d'une opération de construction	2 jours	1 460 €	**443**
Réf. 74343	Piloter une opération de travaux, phase 1	1 jour	900 €	**444**
Réf. 74344	Piloter une opération de travaux, phase 2	1 jour	900 €	**444**
Réf. 74079	Suivi, réalisation et réception des travaux	3 jours	1 850 €	**445**
Réf. 74299	Gestion technique et opérationnelle d'un chantier	2 jours	1 460 €	**446**
Réf. 74214	Réussir l'achèvement d'un chantier et la réception de l'ouvrage	1 jour	900 €	**446**
Réf. 74300	Assurer la sécurité sur un chantier	2 jours	1 460 €	**447**

Projets BIM

Réf. 74328	Concevoir et piloter une opération en BIM	2 jours	1 460 €	**p. 447**
Réf. 74373	Rédiger une convention en BIM	2 jours	1 460 €	**448**
Réf. 74372	Les enjeux juridiques du BIM	1 jour	900 €	**448**

Technique et gestion du bâtiment

Réf. 74113	Approche des technologies du bâtiment	2 jours	1 460 €	**p. 449**
Réf. 74301	Prévenir les pathologies des bâtiments	2 jours	1 460 €	**449**
Réf. 74302	Gérer la maintenance des bâtiments	2 jours	1 460 €	**450**
Réf. 74151	Accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées	2 jours	1 460 €	**450**
Réf. 74345	Mettre en œuvre et suivre l'Ad'AP	1 jour	900 €	**@**

ASSURANCES - RESPONSABILITÉS

Assurance construction

Réf. 92176	Analyser les mécanismes de l'assurance construction	2 jours	1 595 €	**p. 380**
Réf. 92290	Assurance RC décennale et professionnelle	2 jours	1 595 €	**381**
Réf. 92289	Assurance dommages ouvrage	2 jours	1 650 €	**381**
Réf. 92328	Gestion des sinistres construction	2 jours	1 650 €	**382**
Réf. 74329	Les responsabilités des constructeurs	2 jours	1 460 €	**451**

FORMATION CONTINUE DES AVOCATS
Conseil National des Barreaux
n°d'homologation 17-042

HOMOLOGATION PAR LE CNB
Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur www.efe.fr

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

BÂTIMENTS DURABLES

Bâtiments et environnement énergie

Réf. 40078	HQE®, BREEAM®, LEED®	2 jours	1 395 €	**p. 489**
Réf. 40103	LEED® construction et rénovation V4	2 jours	1 420 €	**490**

BÂTIMENTS

Bâtiments et environnement énergie

Réf. 40120	Améliorer la performance énergétique dans le tertiaire	1 jour	895 €	**p. 491**
Réf. 40056	De la RT 2012… à la RT 2020	1 jour	895 €	**490**
Réf. 40027	Maîtriser l'énergie dans les bâtiments	3 jours	1 895 €	**492**
Réf. 40027BL	Maîtriser l'énergie dans les bâtiments - **Blended**	21 heures	1 520 €	**@**
Réf. 40100	Audit énergétique du bâtiment	2 jours	1 420 €	**491**
Réf. 40107	**Classe virtuelle** - Organiser efficacement son audit énergétique	2 heures	190 €	**462**
Réf. 40055	Piloter un projet de bâtiment tertiaire performant et à qualité d'usage réel	2 jours	1 395 €	**493**
Réf. 40092	Monter un projet de rénovation énergétique dans l'habitat	2 jours	1 395 €	**493**
Réf. 40033	Bâtiments basse consommation et énergie positive	3 jours	1 995 €	**494**
Réf. 40053	Maîtriser la qualité de l'air intérieur	2 jours	1 420 €	**495**
Réf. 40090	Amiante : prévenir le risque et respecter ses obligations	1 jour	940 €	**494**
Réf. 40044	Maîtriser le risque légionelles	1 jour	940 €	**496**
Réf. 40069	Initiation à la sécurité incendie	1 jour	850 €	**496**
Réf. 40070	Sécurité incendie dans les ERP	2 jours	1 350 €	**497**
Réf. 40071	Désenfumage des bâtiments	1 jour	895 €	**497**

Tous les tarifs sont exprimés HT

LÉGENDE

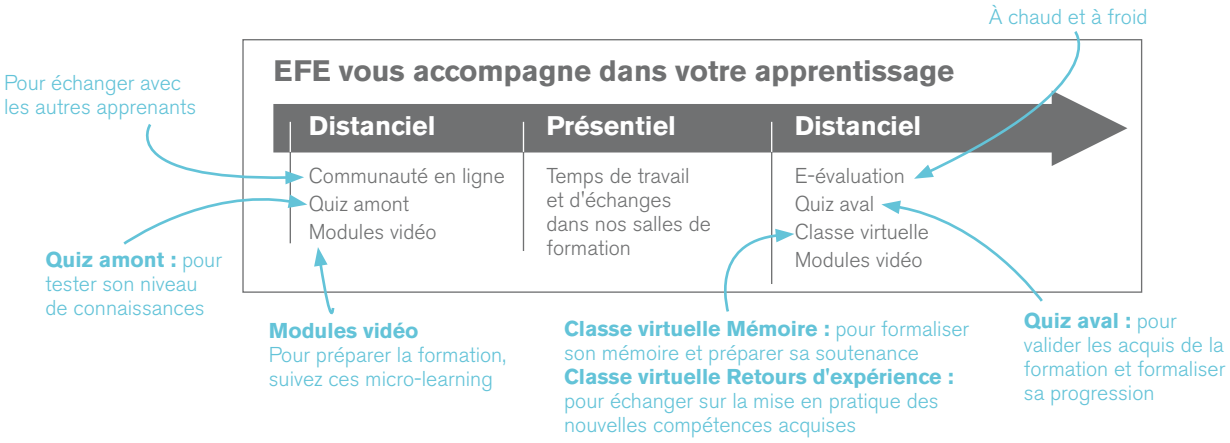
NEW **NOUVEAU**
Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !

CPF **CPF**
Formation éligible au Compte Personnel de Formation

BEST OF **BEST-OF**
Formation plébiscitée par nos clients

DIGITAL **DIGITAL**
Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital



SOMMAIRE PAR NIVEAU

Choisissez votre formation selon votre niveau de compétences : initiation, perfectionnement ou expertise

	Urbanisme et Gestion foncière		Montage d'opérations immobilières		Droit immobilier Baux commerciaux	
INITIATION	Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme **Cycle long** @	Les outils de lutte contre la vacance commercial **Nouveau** p. 426	Les fondamentaux de la domanialité publique @	Le bail à construction p. 436	Pratique du droit immobilier p. 146	Négocier ses baux commerciaux Niveau 1 p. 148
	Réglementation générale de l'urbanisme p. 419	Les autorisations d'urbanisme p. 426	Les fondamentaux du montage immobilier p. 432		Sécuriser les contrats de vente immobilière p. 146	Introduction au régime légal des baux commerciaux p. 148
	Droit de l'urbanisme pour non-juristes Niveau 1 p. 419	Instruire ses permis de construire @			Copropriété p. 147	
	L'indispensable du droit de l'urbanisme @	Dématérialisation des demandes de permis de construire **Nouveau** p. 427				
	Les fondamentaux de l'aménagement urbain p. 424	Les fondamentaux de la maîtrise foncière p. 428				
PERFECTIONNEMENT	Responsable des opérations d'aménagement **Cycle certifiant** p. 422	Monter une opération de lotissement @	Responsable de montage d'opérations immobilières **Cycle certifiant** p. 430	Montage financier d'une opération immobilière p. 434	Gérer au mieux ses baux commerciaux Niveau 2 p. 149	Renouvellement des baux commerciaux p. 150
	Réglementation et pratique du droit de l'urbanisme Niveau 2 - p. 420	Piloter le montage d'un lotissement durable @	Valoriser les domaines publics et privés des personnes publiques @	L'évaluation d'un bien immobilier p. 435		
	Contentieux de l'urbanisme p. 420	Permis modificatif et permis de régularisation **Nouveau** p. 427	Montage d'opérations immobilières p. 432	Les contrats et montages immobiliers p. 435		
	Concertation et enquête publique @	Techniques de prospection et de négociation foncières p. 428	Monter une opération de logement social p. 433	Vente en l'état futur d'achèvement p. 436		
	L'urbanisme commercial p. 421	Expropriation p. 429	Le logement social à financement public p. 433			
	Choisir sa procédure d'aménagement p. 424	Le droit de préemption comme outil de maîtrise foncière p. 429				
	Mener à bien une opération d'aménagement public p. 425	Gérer les risques en matière de droit de préemption urbain @				
	Le permis de construire valant division @					
EXPERTISE	Participation du public et évaluations environnementales p. 421	Élaborer le bilan financier d'une opération d'aménagement p. 425	Le bail emphytéotique administratif p. 434		Cession-acquisition d'actifs immobiliers p. 147	Contentieux des baux commerciaux **Nouveau** p.150

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

	Gestion financière et fiscale de l'immobilier		Opérations de travaux Assurances		Environnement Énergie Santé Sécurité	
INITIATION	Financement des actifs immobiliers p. 210	Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises p. 305	Gérer la sous-traitance dans les marchés de travaux p. 438	Piloter une opération de travaux, phase 2 p. 444	HQE®, BREEAM®, LEED® p. 489	Piloter un projet de bâtiment tertiaire performant et à qualité d'usage réel p. 493
	Fiscalité immobilière Niveau 1 p. 298	Taxe Foncière Niveau 1 p. 306	Marchés privés de travaux p. 439	Gestion technique et opérationnelle d'un chantier p. 446	Améliorer la performance énergétique dans le tertiaire p. 491	Monter un projet de rénovation énergétique dans l'habitat p. 493
			Réussir dans sa fonction de maître d'ouvrage p. 439	Assurer la sécurité sur un chantier p. 447	De la RT 2012… à la RT 2020 p. 490	Initiation à la sécurité incendie p. 496
			Rôles et responsabilités de l'AMO **Nouveau** p. 442	Concevoir et piloter une opération en BIM p. 447	Maîtriser l'énergie dans les bâtiments p. 492	
			Acquérir les bases du montage d'opérations de travaux p. 443	Approche des technologies du bâtiment p. 449		
			Piloter une opération de travaux, phase 1 p. 444			
PERFECTIONNEMENT	Asset management immobilier p. 211	Fiscalité de la location meublée p. 313	Maître d'ouvrage **Cycle certifiant** p. 440	Les enjeux juridiques du BIM p. 448	LEED® construction et rénovation V4 p. 490	Amiante : prévenir le risque et respecter ses obligations p. 494
	Réussir un investissement immobilier patrimonial p. 350	Contribution économique territoriale p. 306	Les marchés de conception-réalisation p. 438	Prévenir les pathologies des bâtiments p. 449	Audit énergétique du bâtiment p. 491	Maîtriser le risque légionelles p. 496
	Maîtriser les dispositifs de défiscalisation immobilière p. 350	Taxe foncière Niveau 2 p. 307	Responsabilités du maître d'ouvrage p. 442	Gérer la maintenance des bâtiments p. 450	Bâtiments basse consommation et énergie positive p. 494	Sécurité incendie dans les ERP p. 497
	Créer et gérer une société civile immobilière p. 314	TVA des activités immobilières p. 300	Définir le programme d'une opération @	Analyser les mécanismes de l'assurance construction p. 380	Maîtriser la qualité de l'air intérieur p. 495	Désenfumage des bâtiments p. 497
	Maîtriser la norme IFRS 16 sur les contrats de location du côté preneur p. 212	TVA immobilière en secteur public p. 437	Déterminer le coût d'une opération de construction p. 443	Assurance RC décennale et professionnelle p. 381		
	Fiscalité immobilière Niveau 2 p. 299	Calculer la TVA immobilière en secteur public p. 437	Suivi, réalisation et réception des travaux p. 445	Les responsabilités des constructeurs p. 451		
			Rédiger une convention en BIM p. 448			
EXPERTISE	Évaluer les actifs immobiliers p. 212	Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier p. 300	Réussir l'achèvement d'un chantier et la réception de l'ouvrage p. 446	Assurance dommages ouvrage p. 381		
	Maîtriser les spécificités d'un OPCI p. 213	Évaluation immobilière et contrôle fiscal p. 351	Accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées p. 450	Gestion des sinistres construction p. 382		
			Mettre en œuvre et suivre l'Ad'AP @			

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

CERNER LES DOCUMENTS D'URBANISME ET LES SPÉCIFICITÉS DU PLU

Respecter les fondements des règles d'urbanisme

PROGRAMME

60 minutes pour décrire les principaux documents d'urbanisme
- Identifier les textes essentiels applicables en droit de l'urbanisme, les lois et dernières réformes
- Définir les principaux documents d'urbanisme : le SRADT, le SCoT, la carte communale
- Analyser leurs enjeux, champs d'application, processus d'élaboration

45 minutes pour un focus sur le PLU et le PLUI
- Définir les enjeux et principes du PLU
- Décrire les documents constitutifs du PLU et les bonnes pratiques : le rapport de présentation, le PADD, les orientations de programmation et d'aménagement, le réglement
- Analyser les procédures d'élaboration et de gestion

15 minutes pour identifier la comptabilité d'un projet avec un PLU
Étude de cas : identification des points clés permettant de valider la compatibilité d'un projet avec le PLU

PLANNING

4 juin 2019	28 novembre 2019
Code 72362	de 11 à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS
Identifier les principales réglementations de l'urbanisme et expliciter les documents d'urbanisme
Définir le rôle du PLU dans les projets urbains

PRÉREQUIS
Être confronté aux projets d'urbanisme dans son activité professionnelle

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes ou techniciens récemment nommés au sein d'un service urbanisme et aménagement
Toute personne impliquée dans un projet urbain

INTÉGRER LES FONDAMENTAUX DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN

Déterminer la procédure adaptée à un projet et sécuriser sa mise en œuvre

PROGRAMME

ÉTAPE 1 **60 minutes pour découvrir les fondamentaux de l'aménagement urbain**
- Déterminer les acteurs et le vocabulaire de l'aménagement
- Identifier le cadre réglementaire et juridique
- Comparer les principales démarches et procédures d'aménagement

ÉTAPE 2 **15 minutes pour s'exercer sur son poste**
Étude de cas : analyse d'une opération et identification des critères permettant de choisir entre la procédure de ZAC ou de lotissement

ÉTAPE 3 **45 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques permettant de lever les difficultés lors du montage de l'opération d'aménagement**
Partage d'expériences : échanges autour de la conduite d'opérations et des points de vigilance à avoir en matière d'articulation entre les règles d'urbanisme

PLANNING

14 mai 2019	17 octobre 2019
Code 72361	de 11 à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS
Définir les enjeux, les acteurs et le cadre réglementaire des opérations d'aménagement
Identifier les différentes procédures d'aménagement

PRÉREQUIS
Être confronté aux projets d'urbanisme

PUBLIC CONCERNÉ
Juristes ou techniciens récemment nommés au sein d'un service urbanisme et aménagement
Toute personne impliquée dans un projet urbain

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

DÉCODER LA ZAC ET LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT

Respecter les étapes et modalités de la procédure

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour acquérir les points clés de la ZAC étape par étape

- Identifier les critères de choix de la ZAC
- Valider l'articulation de la ZAC avec les documents d'urbanisme et sa conformité au regard des autorisations d'urbanisme
- Respecter les étapes et modalités de réalisation de la ZAC

ÉTAPE 2 15 minutes pour s'exercer sur son poste

Exercice d'application : détermination du calendrier de la procédure de la ZAC

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur la passation d'une concession

Partage d'expériences : échanges autour des points clés à mettre en œuvre pour la passation d'une concession dans le cadre de la réalisation d'une ZAC

PLANNING

16 mai 2019	1er octobre 2019
Code 72363	de 11 à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Analyser les enjeux de la ZAC et la comparer aux autres procédure d'aménagement
Définir les étapes et modalités de réalisation de la ZAC
Mettre en place une concession d'aménagement

PRÉREQUIS

Être confronté aux projets d'urbanisme

PUBLIC CONCERNÉ

Assistant(e) des responsables d'opérations et aménageurs publics ou privés
Toute personne impliquée dans la mise en œuvre d'une ZAC

PRATIQUER LES OUTILS ET MODES DE FINANCEMENT DE L'URBANISME

Décrypter les taxes et participations d'urbanisme et leurs champs d'application

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour décrypter les taxes et participations exigibles

- Définir les principes relatifs au financement des équipements publics
- Déterminer les taxes applicables aux constructeurs et aménageurs
- Identifier les participations dans le cadre de réalisations d'équipements publics

ÉTAPE 2 15 minutes pour s'exercer sur son poste

Exercice d'application : calculs de taxes et redevances dans le cadre de projets menés par les participants

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les critères de choix et la mise en place des outils de financement adaptés

Partage d'expériences : échanges sur les bonnes pratiques à mettre en œuvre pour maîtriser les contributions nécessaires à la réalisation d'équipements publics

PLANNING

6 juin 2019	3 octobre 2019
Code 72364	de 11 à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Identifier les différentes taxes et participations relatives aux opérations d'urbanisme et d'aménagement
Définir les outils adaptés selon leurs avantages et inconvénients

PRÉREQUIS

Être confronté aux projets d'urbanisme

PUBLIC CONCERNÉ

Élus et leurs adjoints chargés de l'urbanisme
Agents des services urbanisme, aménagement, techniques
Aménageurs et constructeurs

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

INTÉGRER LES FONDAMENTAUX DE LA MAÎTRISE FONCIÈRE ET DE L'EXPROPRIATION

Mettre en oeuvre les outils et procédures conformément à la réglementation

PROGRAMME

ÉTAPE 1 45 minutes pour découvrir les fondamentaux de la maîtrise foncière

- Identifier les évolutions des politiques foncières locales et les impacts des derniers textes législatifs
- Définir les outils juridiques de la maîtrise foncière
- Déterminer les principales règles applicables au droit de préemption et la procédure à respecter

45 minutes pour faire un focus sur l'expropriation

- Définir les conditions de l'expropriation pour cause d'utilité publique
- Identifier les étapes clés et les points de vigilance lors de l'enquête publique
- Mettre en œuvre la procédure de cessibilité

ÉTAPE 3 30 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques en matière d'établissement d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP)

Partage d'expériences : échanges autour des critères d'une DUP et des conditions de recevabilité afin de connaître les risques de contentieux et d'annulation

PLANNING

23 mai 2019	26 novembre 2019
Code 72365	de 11 à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Identifier les outils de la maîtrise foncière et les règles applicables
Analyser la procédure d'expropriation et les conditions d'établissement d'une DUP

PRÉREQUIS

Être confronté aux projets d'urbanisme

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne impliquée dans la mise en œuvre d'opérations d'aménagement

ANALYSER LES RÉGIMES DES AUTORISATIONS D'URBANISME

Maîtriser le régime des différents permis

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 mn pour classifier les autorisations d'urbanisme

- Définir l'autorisation nécessaire selon la nature de l'opération
- Identifier le contenu de l'autorisation
- Déterminer le contenu du dossier

ÉTAPE 2 15 mn pour s'exercer sur son poste

Exercice d'application : détermination de l'autorisation nécessaire dans le cadre d'une opération d'urbanisme et de la procédure à suivre pour l'obtenir

ÉTAPE 3 45 mn pour échanger sur l'instruction et la délivrance d'une autorisation

Partage d'expériences : échanges autour des bonnes pratiques et pièges à éviter dans le cadre d'une demande ou de la délivrance d'une autorisation afin d'éviter tout risque de refus ou de contentieux

PLANNING

18 juin 2019	14 novembre 2019
Code 72366	de 11 à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Identifier les différentes autorisations d'urbanisme et leurs champs d'application
Analyser le contenu de l'autorisation et le processus de délivrance

PRÉREQUIS

Être confronté aux projets d'urbanisme

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes ou techniciens récemment nommés au sein d'un service urbanisme et aménagement
Toute personne impliquée dans un projet urbain

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

PARÇOURS VIDÉO

LE DROIT DE L'URBANISME, ÇA S'APPREND !

Intéressé par ce parcours :
digital-learning@abilways.com

OBJECTIFS

Identifier les différentes réglementations et documents du droit de l'urbanisme, et comprendre leur hiérarchie

Distinguer les différentes autorisations d'urbanisme et celles à obtenir en fonction de la nature des projets

Se repérer parmi les procédures d'obtention et de délivrance des autorisations

LES CHAPITRES

Se repérer parmi les normes, les principaux documents et leurs contenus

Choisir l'autorisation en fonction du projet

Intégrer les étapes jusqu'à l'obtention du permis et le contrôle des travaux

UN PARCOURS COMPLET

11 vidéos et 2 interviews d'experts

Des ressources téléchargeables pour approfondir vos connaissances

Un forum de discussion pour partager avec la communauté ABILWAYS

Une attestation de réussite et la recommandation LinkedIn délivrées après validation des connaissances

Parcours à suivre sur l'application mobile **ABILWAYS** disponible sur :

DISPONIBLE SUR Google Play

Télécharger dans l'App Store

PARCOURS VIDÉO

MONTER UNE OPÉRATION IMMOBILIÈRE, ÇA S'APPREND !

Intéressé par ce parcours :
digital-learning@abilways.com

OBJECTIFS

Comprendre l'articulation des différentes étapes du montage d'une opération immobilière

Identifier les solutions en matière de foncier, de montage administratif, juridique, financier, et de commercialisation

Acquérir des réflexes et bonnes pratiques à chaque étape du montage d'une opération

LES CHAPITRES

Définir la notion de montage d'une opération immobilière et ses enjeux fonciers

Déterminer le montage administratif, juridique et financier d'une opération immobilière

Déterminer le mode de commercialisation de l'opération immobilière

UN PARCOURS COMPLET

11 vidéos et 2 interviews d'experts

Des ressources téléchargeables pour approfondir vos connaissances

Un forum de discussion pour partager avec la communauté ABILWAYS

Une attestation de réussite et la recommandation LinkedIn délivrées après validation des connaissances

Parcours à suivre sur l'application mobile **ABILWAYS** disponible sur :

DISPONIBLE SUR Google Play

Télécharger dans l'App Store

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Réglementation générale de l'urbanisme

DIGITAL RÉGION

Mettre en œuvre les outils et les procédures indispensables à un projet d'urbanisme

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Déterminer la valeur, la portée des documents d'urbanisme et saisir leur articulation
- Appliquer le régime du SCoT : le régime de référence
- Maîtriser le contenu et les procédures des PLU et du PLU intercommunal
- Étudier les effets de la carte communale : objet et contenu

Test de connaissances : contrôle des connaissances acquises sous forme de QCM

Identifier le régime des autorisations d'urbanisme et réagir en cas de contentieux

Exercice d'application : rédaction d'un courrier à la suite d'un recours gracieux et savoir motiver un refus de permis et un sursis à statuer

Identifier les opérations d'aménagement urbain et l'outil fiscal adapté
- Identifier les montages pour une opération d'aménagement
- Maîtriser le régime de la ZAC, opération d'initiative publique
- Le lotissement, opération d'aménagement d'initiative privée
- Décrypter les nouvelles règles en matière de fiscalité de l'urbanisme

Test de connaissances : contrôle des connaissances acquises sous forme de QCM

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Pour aménager un terrain, quelle autorisation nécessaire ?
- Comment l'administration contrôle-t-elle la conformité des travaux ?
- Quels risques de contentieux en droit de l'urbanime ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Planifier, monter et mener à bien ses projets en choisissant les documents d'urbanisme et outils opérationnels les plus adaptés

PLANNING

Paris
21-22 mai et 18-19 juin 2019
1er au 4 octobre 2019
12-13 décembre 2019
et 16-17 janvier 2020

Lyon, Bordeaux, Nantes, Lille et Strasbourg
21-22 mai et 18-19 juin 2019
1er au 4 octobre 2019

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended à découvrir sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 72239
4 jours | 28 heures
Tarif HT : 2 130 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le contenu et l'articulation des documents d'urbanisme
Choisir le montage opérationnel le plus adapté, en mesurer l'impact et évaluer le planning
Analyser le régime des autorisations d'urbanisme, leur instruction et leur suivi

PRÉREQUIS

Être confronté aux projets d'urbanisme

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables et chargés de mission des services urbanisme, aménagement et techniques
Aménageurs publics et privés, DDE et DRE
Toute personne impliquée dans la gestion de l'urbanisme local, soucieuse d'avoir une vision globale de la législation applicable

ANIMATEURS

Stéphane ROUX
& Nicolas BARSOTTI
Avocats, ENJEA AVOCATS

Droit de l'urbanisme pour non-juristes

BEST OF DIGITAL RÉGION

Niveau 1 - Analyser les règles, documents et procédures applicables

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Appréhender le contexte de l'urbanisme

Définir et identifier les documents locaux d'urbanisme
- Maîtriser le SCoT : pièce maîtresse de la planification stratégique
- Cerner le PLU : clé de voûte des projets urbains durables
- Intégrer la carte communale

Exercice d'application : traduction d'un projet urbain en un règlement d'urbanisme
- Les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)

Mesurer les enjeux de l'aménagement
- Identifier les procédures d'aménagement et choisir la plus adaptée
- Maîtriser la procédure et les modalités de réalisation de la ZAC
- Définir les participations et taxes d'urbanisme applicables à l'opération

Assimiler les outils de la maîtrise foncière

Exercice d'application : mise en œuvre du droit de préemption étape par étape

Appréhender le régime du permis de construire et des autorisations d'urbanisme

Étude de cas : déterminer le champ d'application des autorisations de construire

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- À voir sur www.efe.fr

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les enjeux de l'aménagement, les règles applicables en urbanisme et les outils de la maîtrise foncière

PLANNING

Paris
23-24 janvier 2019
3-4 avril 2019
8-9 juillet 2019
16-17 octobre 2019
12-13 décembre 2019
23-24 janvier 2020

Lyon
10-11 avril 2019
16-17 octobre 2019

Bordeaux, Nantes et Lille
3-4 avril 2019
16-17 octobre 2019

INITIATION

Code : 72176
4 jours | 28 heures
Tarif HT : 2 130 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les bases essentielles des règles d'urbanisme
Pratiquer au mieux les instruments clés quotidiennement utilisés
Analyser les enjeux de l'aménagement urbain et les outils de la maîtrise foncière

PRÉREQUIS

Être confronté aux projets d'urbanisme

PUBLIC CONCERNÉ

Juristes ou techniciens récemment nommés au sein d'un service urbanisme et aménagement
Toute personne impliquée dans un projet urbain désirant acquérir rapidement les bases juridiques des règles d'urbanisme

ANIMATEUR

Nicolas IACOBELLI
Responsable urbanisme et aménagement
VILLE DE PARAY-VIEILLE-POSTE

Réglementation et pratique du droit de l'urbanisme

Niveau 2 - Gérer efficacement son projet urbain dans le respect du Code de l'urbanisme

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir une stratégie de planification urbaine

Identifier le rôle intégrateur du SCOT
- L'élargissement de son champ d'application et ses procédures d'évolution
- Le document intégrateur de la plannification urbaine
- Le volet commercial du SCoT

Traduire son projet urbain dans le PLU
- Le contenu des dossiers de PLU
- Les procédures d'élaboration et de gestion
- L'obligation du PLUi
- La compatibilité entre le PLU et les autres documents de planification

Mesurer la portée de la carte communale

Instaurer une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)

Obtenir les autorisations d'urbanisme requises

Le champ d'application des autorisations d'urbanisme
- La déclaration préalable
- Le permis de construire
- Le permis d'aménager
- Le dépôt d'un permis de démolir

L'achèvement des procédures
- Le contrôle de la conformité des travaux

Monter une opération d'aménagement en choisissant l'outil adapté

Déterminer une stratégie opérationnelle

Cerner le régime des ZAC
- Le sort des ZAC existantes en l'absence de PLU
- Opérations réalisées en ZAC et hors ZAC
- La concertation
- Le contenu du dossier de ZAC

Maîtriser la concession d'aménagement
- Les modalités de publicité et de mise en concurrence
- La modification de la concession et la gestion des avenants

Identifier les participations et taxes d'urbanisme applicables à l'opération

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Traduire son projet urbain dans ses documents d'urbanisme et choisir la procédure d'aménagement la plus adaptée à son projet

PERFECTIONNEMENT

Code : 72028
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir son projet et le traduire dans les documents d'urbanisme
Appliquer les bonnes procédures
Choisir l'outil d'aménagement adapté à son opération

PRÉREQUIS

Maîtriser les bases en droit de l'urbanisme ou de l'aménagement

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables et chargés de mission urbanisme, aménagement et techniques
Aménageurs publics et privés

ANIMATEUR

Guillaume CHAINEAU
Avocat Associé
CABINET ADAMAS

PLANNING

Paris
19-20 mars 2019
20-21 juin 2019
19-20 novembre 2019

Contentieux de l'urbanisme

BEST OF RÉGION

Gérer les litiges liés à ses projets suite à l'entrée en vigueur de la loi ELAN

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Déterminer les règles liées au contentieux des documents d'urbanisme
- La nature des différents recours
- Les règles relatives au recours
- Les moyens d'annulation
- Les voies de recours contre la décision

Exercices d'application : déterminer une stratégie face à un recours gracieux contre une délibération approuvant la révision d'un PLU

Déterminer les règles liées au contentieux des autorisations d'urbanisme

Procéder à un recours en annulation
- Les conditions de recevabilité, les délais à respecter et leur prorogation
- L'intérêt à agir suite à l'adoption de la loi ELAN
- La notification du recours
- Les moyens d'annulation et les nouveaux pouvoirs du juge

Étude de cas : analyse commentée de plusieurs recours contentieux

Former un référé
- L'articulation des différentes procédures de référé
- La saisine du juge des référés et le respect du contradictoire

Délimiter les pouvoirs du juge

Obtenir l'exécution des décisions

Exercice d'application : annulation d'un permis de construire alors que la construction est achevée

Engager un contentieux indemnitaire
- La demande indemnitaire préalable
- Les conséquences des décisions de retrait des autorisations d'urbanisme
- Le retrait des décisions d'autorisation en cas de fraude

Mesurer les conséquences d'un recours abusif

Maîtriser les contentieux civil et pénal de l'urbanisme
- Mettre en œuvre le contentieux pénal de l'urbanisme

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Faire face aux risques contentieux en matière d'urbanisme

PLANNING

Paris
16-17 mai 2019
24-25 septembre 2019
2-3 décembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes, Lille et Strasbourg
16-17 mai 2019
2-3 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 72285
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier l'articulation du contentieux de l'urbanisme avec le contentieux civil et pénal
Analyser les avantages et les inconvénients de chaque procédure
Concevoir une stratégie contentieuse

PRÉREQUIS

Avoir une connaissance générale du droit de l'urbanisme

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables urbanisme et aménagement
Avocats et juristes

ANIMATEUR

Valérie GUÉGUEN
Avocat Associé
FIDAL

Participation du public et évaluations environnementales

BEST OF RÉGION

Mettre en œuvre les nouvelles procédures

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Les procédures de participation du public

Différencier les procédures intégrant un échange avec le public

Maîtriser les modalités de mise en œuvre du débat public et de la concertation

- Connaître les différents droits conférés au public
- Mettre en place un débat public élargi
- Maîtriser la procédure et le financement du débat public et de l'enquête publique
- Savoir organiser une concertation préalable
- Différencier la concertation obligatoire ou facultative
- Établir un bilan de concertation

Enquête publique, participation par voie électronique et consultation locale

- Connaître le champ d'application de l'enquête publique
- Identifier les cas dérogatoires à la procédure
- Apprendre à constituer un dossier
- L'enquête publique par voie électronique
- Maîtriser les modalités de recours à l'enquête publique unique
- Expérimenter la nouvelle procédure de consultation locale liée à un projet

La réforme des évaluations environnementales

Les actualités concernant l'évaluation environnementale des projets

- Maîtriser le nouveau champ d'application issu de la loi du 2 mars et du décret du 4 juin 2018
- Différencier l'étude systématique de l'examen au cas par cas
- Déterminer les mesures compensatoires
- Modifier ou étendre un projet
- Maîtriser la procédure devant l'autorité environnementale
- Connaître les liens entre évaluation environnementale et autorisation d'urbanisme

Réforme de l'évaluation environnementale des plans et programmes

L'évaluation environnementale unique

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mener à bien son projet d'aménagement en respectant les règles en matière de participation du public et d'évaluation environnementale

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended à découvrir sur www.efe.fr

EXPERTISE

Code : 72368
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les règles issues des ordonnances du 03/08/2016
Mettre en œuvre les procédures
Examiner les règles d'évaluation environnementale

PRÉREQUIS

Connaître les règles en matière de participation du public et d'évaluation environnementale

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes
Responsables de projets urbanisme et aménagement

ANIMATEUR

Frédérique FERRAND
Avocat, VOVAN ASSOCIÉS

PLANNING

Paris
23-24 mai 2019
24-25 septembre 2019
27-28 novembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes, Lille et Strasbourg
23-24 mai 2019
27-28 novembre 2019

L'urbanisme commercial

RÉGION

Développer sa stratégie de développement commercial grâce à ses documents d'urbanisme

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Décrypter la réglementation et ses évolutions

- Identifier les points clés du régime en vigueur aujourd'hui
- Appréhender le champ de l'autorisation d'exploitation commerciale (AEC)

Identifier les particularités du permis de construire tenant lieu d'autorisation d'exploitation commerciale (PC/AEC)

Identifier les acteurs décisionnels

- Cerner les conditions d'autorisation des projets

Étude de cas : examen d'un projet examiné par la CDAC et la CNAC, détermination par chaque participant du sens de l'avis, rédaction des motifs et confrontation des différentes appréciations

Appréhender les conditions de réalisation des projets

- Identifier les délais et définir le calendrier
- Mettre en œuvre le permis de construire tenant lieu d'autorisation d'exploitation commerciale
- Mesurer les conséquences d'une modification substantielle du projet commercial
- Apprécier les risques et conséquences d'une péremption des autorisations de construire et d'exploiter
- Identifier les opportunités qu'offre l'abrogation du caractère incessible de l'autorisation d'exploitation commerciale

Gérer les risques contentieux

- Anticiper la portée du recours préalable obligatoire devant la CNAC
- Comprendre la procédure d'autosaisine de la CNAC
- Appréhender la procédure contentieuse devant les cours administratives d'appel
- Identifier la recevabilité des moyens pouvant être soulevés selon la qualité du requérant
- Contester les dispositions d'un document d'aménagement artisanal et commercial (DAAC), par voie d'action, d'exception
- Anticiper le risque d'annulation par le juge
- Identifier les conséquences de l'annulation partielle du permis (en tant qu'autorisation d'exploiter ou de construire)

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser la réglementation en matière d'urbanisme commercial et la traduire en pratique dans les projets

PERFECTIONNEMENT

Code : 72178
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les enjeux de l'urbanisme commercial
Analyser les règles de fond et les procédures applicables
Gérer l'ensemble des risques aux stades administratifs et contentieux

PRÉREQUIS

Connaître les règles d'urbanisme

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs juridiques, immobiliers et développement de la grande distribution
Responsables urbanisme et aménagement
Avocats et juristes

ANIMATEUR

Jean-André FRESNEAU
Avocat, PARME AVOCATS

PLANNING

Paris
4-5 juin 2019
21-22 novembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes et Lille
4-5 juin 2019
21-22 novembre 2019

CYCLE CERTIFIANT

DIGITAL

Responsable des opérations d'aménagement

Concevoir des opérations d'aménagement public ou privé

Les procédures d'aménagement sont nombreuses et particulièrement complexes. Le choix pour réussir son projet est parfois cornélien. Pour cela, il est indispensable de connaître les différents outils existants, leurs impacts financiers et fiscaux afin de faire le meilleur choix et de réussir chaque étape de son projet.

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après sa formation

MODULE 1 | 2 jours

Déterminer le montage d'opération d'aménagement public et privé

OBJECTIFS

- Cerner les spécificités des opérations d'aménagement
- Maîtriser les différentes étapes d'une opération d'aménagement

PROGRAMME

Définir les opérations d'aménagement public et privé
- Le rôle intégrateur du SCoT
- L'organisation de l'aménagement dans le PLU et le PLU intercommunal
- Les rapports entre les documents d'urbanisme et l'opération d'aménagement

Préparer son opération
- Le rôle et les missions de chaque acteur
- Les opérations d'aménagement avec ou sans procédure d'urbanisme
- La compatibilité de l'opération avec les documents et l'adaptation des documents
- Les réserves foncières

Mener à bien son opération
- La faisabilité de l'opération
- La concertation préalable et le débat public
- Les études préalables, pré-opérationnelles et opérationnelles
- Le choix du mode de réalisation

Cerner les différentes phases d'une opération d'aménagement
- Les montages spécifiques aux opérations d'aménagement public
- La création des PPA et des GOU
- Les montages pour les opérations publiques et privées mobilisant les outils

Exercice d'application : validation de la bonne réalisation des étapes essentielles d'une opération

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 3 jours

Identifier les modalités de mise en œuvre des procédures d'aménagement

OBJECTIFS

- Identifier les différentes procédures d'aménagement
- Faire le choix adapté à son projet

PROGRAMME

Recourir à la ZAC
- La ZAC, procédure d'initiative publique
- Les modalités de création et de réalisation de la ZAC
- La concertation et le bilan de concertation
- Les modalités de désignation de l'aménageur et les risques contentieux liés
- La ZAC et les autorisations d'urbanisme
- L'évolution de la ZAC en cours d'opération : la modification du dossier de création et de réalisation
- La fin de la ZAC

Faire un lotissement
- Le lotissement, procédure d'initiative publique ou privée
- Les projets soumis à lotissement et sa distinction avec les autres procédures
- Les étapes clés du montage
- Les équipements communs
- Les documents du lotissement
- Les contributions d'urbanisme à la charge du lotisseur

Procéder au permis valant division
- Le régime : la délivrance de l'autorisation
- Les projets concernés
- L'exécution du permis valant division

Exercice d'application : choix de la bonne procédure en fonction du porteur de projet et de la nature de l'opération

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 2 jours

Passer par un mode contractuel

OBJECTIFS

- Maîtriser la procédure de passation d'une concession d'aménagement
- Intégrer les spécificités et les bonnes pratiques de recours au PUP

PROGRAMME

Assurer la passation d'une concession d'aménagement
- La passation
- L'objet du contrat et les missions du concessionnaire
- L'exécution et les modifications de la concession
- Le traité de concession
- Les règles financières entre la personne publique et le concessionnaire
- La question des subventions

Étude de cas : analyse commentée d'un traité de concession

Recourir au PUP
- Le nouveau PUP depuis la loi ALUR du 24/03/2014
- Les partenaires à la convention et le respect des engagements contractuels
- Le contenu de la convention et sa durée
- Le partage des financements
- La gestion de la convention

Étude de cas : analyse commentée d'un modèle de convention de PUP

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Classe virtuelle Mémoire* : pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance

MODULE 4 | 2 jours

Cerner les modalités de mise en œuvre de l'opération d'aménagement

OBJECTIFS

- Déterminer les modalités d'acquisition et de gestion foncière
- Assurer la commercialisation de son opération

PROGRAMME

Assurer la maîtrise foncière du terrain
- L'acquisition amiable

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

- Le recours à la préemption ou à l'expropriation
- La valeur vénale du terrain
- Les risques contentieux

Exercice d'application : établissement du schéma des procédures d'expropriation et de préemption

Maîtriser la qualité du projet et coordonner les chantiers

- Les cahiers des charges de cession de terrain
- Les cahiers de limite de prestations techniques
- Les cahiers des charges de chantier de bâtiments

Commercialiser son opération

- Les différents modes possibles et leur encadrement juridique en fonction du montage choisi
- Les contrats
- Les consultations promoteurs
- Les outils de maîtrise du projet

Exercice d'application : organisation d'une consultation de promoteurs

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 5 | 3 jours

Utiliser les outils de pilotage de l'opération d'aménagement

OBJECTIFS

- Déterminer les financements adaptés à son opération
- Élaborer le bilan financier de son opération

PROGRAMME

Définir les régimes des contributions exigibles pour le financement des équipements publics

- Les personnes concernées
- Les cas particuliers selon la procédure d'aménagement choisie
- Le champ d'application des taxes et participations

Identifier les taxes imposables aux constructeurs et aux aménageurs

- La taxe d'aménagement et son évolution
- Les autres taxes d'urbanisme
- La TVA immobilière

Élaborer le bilan financier de son opération

- La programmation des recettes
- La définition des dépenses
- La faisabilité du programme
- Le plan de trésorerie
- La place et l'investissement de la collectivité publique
- La répartition des risques entre les secteurs public et privé

Exercice d'application : élaboration d'un bilan de faisabilité d'une opération

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

Classe virtuelle Retours d'expérience :** pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

MODULES VIDÉO

- Qu'est-ce qui différencie communication performante et persuasion ?
- Comment obtenir une validation positive ?
- Quelle démarche suivre pour lever les résistances de ses interlocuteurs ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Exercer le métier d'aménageur dans une structure publique ou privée et maîtriser les outils et procédures disponibles pour mener à bien des opérations d'aménagement

PERFECTIONNEMENT

Code : 72250
12 jours | 84 heures | Repas inclus
Tarif HT : 6 120 €
Prix TTC pour les particuliers : 4 895 €

OPTION CPFFP : 990 € HT
PILOTAGE DE PROJETS D'AMÉNAGEMENT
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous ! 01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Identifier le champ d'application des différentes procédures d'aménagement
Déterminer leur financement
Mettre en place la meilleure stratégie pour réussir le montage, la réalisation et le financement de ses projets d'aménagement

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des règles applicables à l'urbanisme et à l'aménagement

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables de l'aménagement
Lotisseurs et aménageurs
Toute personne amenée à intervenir dans le cadre d'une procédure d'aménagement

ANIMATEURS

Nicolas GATEAU-LEBLANC
Directeur
TERRIDEV
Fabien CORBINAUD
AMO.COM

PLANNING

Paris - Promotion 1
2-3 avril, 14 au 16 mai, 12-13 juin, 24 juin*, 9-10 juillet, 18 au 20 septembre 2019 et 17 janvier 2020**

Paris - Promotion 2
15-16 octobre, 19 au 21 novembre, 9 décembre*, 17-18 décembre 2019, 21-22 janvier et 11 au 13 mars et 5 juillet 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h00 à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants Quiz amont	Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation	Classe virtuelle Mémoire* E-évaluation Modules vidéo Quiz aval Classe virtuelle Retours d'expérience**

Voir descriptif p. 411

Les fondamentaux de l'aménagement urbain

BEST OF DIGITAL RÉGION

Analyser les outils de l'aménagement et optimiser le montage de son opération

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les évolutions urbaines et les besoins d'aménagement

Identifier les besoins actuels d'intervention

Différencier l'urbanisation et le renouvellement urbain

Étude de cas : analyse d'un PLU

Cerner le cadre juridique de l'opération d'aménagement

- Identifier les opérations concernées
- Choisir l'opération d'aménagement avec ou sans procédure d'urbanisme
- Définir les rôles et missions des aménageurs

Analyser les principales démarches et procédures d'aménagement

- Identifier le champ d'application du lotissement
- Recourir aux permis de construire et permis valant division
- Promouvoir la restauration immobilière
- Résorber l'habitat insalubre
- Monter une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU)

Zoom sur la ZAC : identifier les étapes clés

- Définir les objectifs

Étude de cas : analyse commentée du montage d'un dossier de ZAC

- Procéder à la concertation de la population
- Réaliser les études préalables
- Choisir le mode de réalisation de l'opération

Le Projet Urbain Partenarial (PUP)

Mise en situation : analyse d'une opération type, choix de la procédure et démarche d'aménagement à mettre en œuvre

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Quels droits offerts par le certificat d'urbanisme ?
- Quels travaux nécessitent un permis de construire ?
- Quelles pièces déposer pour réaliser une construction ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Participer au montage d'une opération d'aménagement

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 1er juillet 2019
ou 16 décembre 2019

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended
à découvrir sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 72153
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier la terminologie relative aux opérations d'aménagement
Décrire le rôle des différents acteurs et leurs missions
Analyser les difficultés qui peuvent survenir

PRÉREQUIS

Être confronté à des opérations d'aménagement

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables et chargés d'opérations récemment nommés
Assistant(e)s des responsables d'opérations

ANIMATEUR

Frédérique FERRAND, Avocat
VOVAN ASSOCIÉS

PLANNING

Paris
14-15 mars 2019
3-4 juin 2019
14-15 novembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes, Lille et Strasbourg
3-4 juin 2019 / 14-15 novembre 2019

Choisir sa procédure d'aménagement

BEST OF RÉGION

Analyser les outils opérationnels et choisir le plus adapté à son projet

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les principaux instruments opérationnels

- Le PUP, la ZAC, le lotissement et les divisions foncières

Articuler les procédures d'aménagement avec les documents d'urbanisme

- Maîtriser le nouveau cadre juridique des règles d'urbanisme
- Définir le rôle du SCOT
- Distinguer organisation et aménagement dans le PLU
- Identifier les rapports entre le PLU et la ZAC
- Établir les liens entre le lotissement et les documents d'urbanisme

Mesurer les critères de choix entre la procédure de ZAC et de lotissement

- Définir les critères de choix de la ZAC
- Définir les critères de choix du PUP
- Définir les critères de choix du lotissement

Cerner la procédure de permis de construire valant division parcellaire

Recenser les opérations pouvant être réalisées sans procédure d'aménagement

Définir les combinaisons possibles entre les différentes procédures

- La planification des procédures

Partage d'expériences : échanges entre les participants sur leurs choix de procédure d'aménagement

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Arbitrer entre les procédures d'aménagement et choisir la plus adaptée à son projet

PLANNING

Paris
4-5 février 2019
14-15 mai 2019
8-9 juillet 2019
7-8 octobre 2019
17-18 décembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes, Lille et Strasbourg
14-15 mai 2019
7-8 octobre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 72110
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les procédures d'aménagement existantes
Analyser les avantages et les inconvénients de chacune des procédures
Choisir la procédure la plus adaptée à la nature de son projet

PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de l'aménagement urbain

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables et chargés d'opérations urbanisme et aménagement
Aménageurs publics ou privés et promoteurs immobiliers
Toute personne impliquée dans la mise en place et la réalisation d'une opération d'aménagement

ANIMATEUR

Karine DESTARAC
Avocat à la Cour
CABINET DESTARAC

Mener à bien une opération d'aménagement public

Gérer l'opération en toute sécurité juridique

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir les opérations d'aménagement
- Intégrer la réglementation applicable
- Distinguer les opérations d'aménagement avec ou sans procédure d'urbanisme

Préparer l'opération d'aménagement
- Permettre la réalisation de l'opération dans les documents d'urbanisme et avec des mesures de sauvegarde
- Créer des réserves foncières par voie d'expropriation ou de préemption

Mettre en œuvre l'opération d'aménagement

Organiser la concertation préalable et le débat public

Déterminer qui réalise les études préalables et selon quelles modalités

Choisir le mode de réalisation

Mettre en place les procédures et les contrats

Adapter le document d'urbanisme

Mettre en place la procédure d'urbanisme
- La zone d'aménagement concerté
- Le permis d'aménager et le lotissement
- Le permis de construire groupé
- Réaliser l'opération d'aménagement
- Les acquisitions foncières
- La réalisation des travaux
- L'archéologie préventive
- La commercialisation de l'opération d'aménagement
- Les cessions immobilières des collectivités territoriales et des EPL
- Le principe d'égalité des usagers de l'opération d'aménagement

Identifier le régime de TVA applicable

Exercice d'application : prendre en compte les règles d'urbanisme applicables et les contraintes particulières, afin de déterminer les modalités et les étapes pour la réalisation du projet d'aménagement proposé

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Déterminer l'ensemble des contraintes à prendre en compte pour mener à bien votre opération

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended
à découvrir sur www.efe.fr

PERFECTIONNEMENT

Code : 72029
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les outils adaptés pour la réalisation des opérations
Analyser les connexions entre les différentes procédures
Concevoir l'opération, de la concertation à sa réalisation

PRÉREQUIS

Avoir de bonnes connaissances en aménagement urbain

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables de l'urbanisme opérationnel
Aménageurs publics et privés

ANIMATEUR

Eric BINETEAU
Avocat Associé
SELARL HORUS AVOCATS

PLANNING

Paris
13-14 mars 2019
5-6 juin 2019
6-7 novembre 2019

Élaborer le bilan financier d'une opération d'aménagement

BEST OF

Développer les outils pour optimiser la gestion financière de son projet

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Situer la place de l'aménagement dans la chaîne de production immobilière

Maîtriser l'économie de la chaîne immobilière
- Le lien entre économie de la promotion et économie de l'aménagement
- Les moyens de la puissance publique pour intervenir sur des périmètres larges et des enjeux complexes
- Une programmation construite autour d'enjeux de politique publique
- Une mise en œuvre à long terme qui induit des risques financiers

Élaborer le bilan d'opérations d'aménagement comme grille de lecture de la stratégie opérationnelle

Programmer les recettes
- La définition du programme
- L'approche des valeurs de charges foncières
- Le financement par les collectivités des coûts d'opération

Définir les dépenses
- La maîtrise foncière
- Les travaux d'espaces publics
- Les équipements publics de superstructure
- Les charges de gestion des opérations
- La conduite de la maîtrise d'ouvrage et la rémunération de l'opérateur

Exercice d'application : élaboration, par groupe, d'un bilan de faisabilité représentant des objectifs de politique publique différents

Établir le financement des opérations d'aménagement
- Le plan de trésorerie comme traduction de la mise en œuvre dans le temps des stratégies opérationnelles
- Le profil du besoin de financement des opérations
- La mobilisation des collectivités en garantie ou avance dans un contexte de risque

Mesurer le résultat financier des opérations d'aménagement
- La nature du risque
- La répartition du risque public/privé
- La prise en charge du coût de l'aménagement durable

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Justifier le bilan financier d'une opération d'aménagement

EXPERTISE

Code : 72206
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le contenu d'un bilan d'aménagement
Intégrer les mécanismes financiers qui déterminent son évolution
Pratiquer l'élaboration d'un bilan et d'un plan de trésorerie

PRÉREQUIS

Connaître l'environnement financier des opérations d'aménagement

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables d'opérations
Aménageurs publics ou privés

ANIMATEUR

Florence SIE
Expert comptable, Associée
SEMAPHORES

PLANNING

Paris
28 mai 2019
3 octobre 2019
12 décembre 2019

Les outils de lutte contre la vacance commerciale

NEW

Définir une stratégie locale d'urbanisme au service du développement du commerce

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

La phase préliminaire
- Les outils permettent d'identifier les facteurs de vacance commerciale
- Analyser les données : périurbanisation, grandes enseignes, réseaux de franchises…

Aménager les règles de planification pour améliorer l'attractivité commerciale des territoires
- Le rôle et le contenu du SCoT en matière d'implantations commerciales
- Définir les objectifs et critères d'implantation
- La prise en compte des intérêts commerciaux
- Le contenu du PLU dans les autorisations d'équipements commerciaux
- Définir les secteurs réservés à la diversité commerciale
- Sécuriser la limitation des périmètres de préemption des baux commerciaux

Définir les actions à mener sur le foncier commercial
- Les aides à l'immobilier d'entreprise
- Conventionner avec les propriétaires des murs des baux commerciaux
- L'utilisation de la préemption commerciale
- Définir le périmètre d'investissement foncier à cibler
- Les règles de commercialisation du foncier

Le contrat de revitalisation artisanale et commerciale (CRAC)
- Identifier le périmètre d'application du CRAC
- Le contenu du CRAC semblable à une concession d'aménagement
- Les modalités de financement du CRAC
- Élaborer un projet de CRAC

Coordonner les acteurs du commerce en centre-ville
- Organiser un regroupement public-privé
- Le levier financier à privilégier
- Les aides financières essentielles à la redynamisation des territoires

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Piloter une stratégie locale d'urbanisme et utiliser les outils de lutte contre la vacance commerciale

PLANNING

Paris
21-22 mai 2019
1er-2 octobre 2019
5-6 décembre 2019

INITIATION

Code : 72385
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Déployer des leviers d'urbanisme nécessaires à la revitalisation du centre-ville
Organiser une mobilisation et une gestion optimale du foncier commercial
Définir et mettre en œuvre un plan d'action en matière d'urbanisme

PRÉREQUIS

Être confronté à un taux de vacance commerciale supérieur à 10%

PUBLIC CONCERNÉ

Élus et cadres dirigeants de collectivités locales et d'administrations publiques
Managers des centres-villes
Toute personne faisant partie de l'écosystème du centre-ville

ANIMATEUR

Avocat, expert en droit de l'urbanisme commercial

Les autorisations d'urbanisme

BEST OF DIGITAL

Analyser les régimes et les procédures des différents permis

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Appliquer les procédures déclaratives

Maîtriser le régime de la déclaration préalable
- L'élargissement du champ d'application
- Les délais
- Le retrait d'une déclaration préalable
- Améliorer la sécurité juridique

Analyser les certificats d'urbanisme
- Le certificat de simple information
- Le certificat pré-opérationnel
- Les garanties apportées, la cristalisation du droit et les sursis à statuer

Test de connaissances : les procédures déclaratives

Maîtriser le régime du permis de construire

Identifier les cas dans lesquels y recourir

Le permis de construire valant division

Le permis de construire modificatif
- Demander un permis modificatif
- Le permis de régularisation et les risques

Le transfert de permis de construire

Maîtriser le régime du permis d'aménager
- Cerner le champ d'application de cette autorisation
- Le lotissement
- L'aménagement de terrains pour l'hébergement touristique
- Analyser le permis valant division et son intérêt en pratique

Le régime des contributions et taxes

Étude de cas : analyse commentée d'un dossier de permis d'aménager

Analyser le régime du permis de démolir
- Identifier le champ d'application
- La simplification du régime

Étude de cas : analyse commentée d'un dossier de permis de démolir

Cerner le risque contentieux

Le contentieux du certificat d'urbanisme

Exercice d'application : rédaction d'une requête et de la réponse à y apporter

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- À voir sur www.efe.fr

COMPÉTENCES MÉTIER

Instruire une demande d'autorisation de construire

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended à découvrir sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 72082
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le régime des autorisations de construire
Appliquer les points nécessaires à l'instruction de ces autorisations
Analyser le risque contentieux

PRÉREQUIS

Être confronté à des opérations d'urbanisme

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables urbanisme, aménagement, juridiques et contentieux publics ou privés
Avocats, juristes, notaires et conseils des collectivités territoriales, EPCI, DDE

ANIMATEUR

Frédéric RENAUDIN, Avocat à la Cour, CLAIRANCE AVOCATS

PLANNING

Paris
25-26 mars 2019
5-6 juin 2019
4-5 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Permis modificatif et permis de régularisation

NEW

Modifier ou régulariser une opération ou un permis en toute sécurité juridique

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les règles de délivrance et les conséquences du permis modificatif

La délivrance du permis modificatif

- Maîtriser les textes de référence
- Distinguer le permis modificatif du permis initial et identifier les modifications non substantielles du projet
- Demander un permis modificatif : le formulaire, les modalités de transmission
- Identifier les conditions de délivrance

Étude de cas : identification, à partir de différents cas concrets, de la validité de délivrance d'un permis modificatif ou non

Les incidences de la délivrance du permis modificatif

- Définir les droits acquis en cas de changement des règles défavorables
- Déterminer le délai de validité du permis initial après la délivrance d'un permis modificatif
- Identifier l'intérêt à agir à l'encontre du permis modificatif
- Analyser les moyens susceptibles d'être soulevés à l'encontre du permis modificatif

Maîtriser les règles encadrant le permis de régularisation

Régulariser un permis par la délivrance d'un permis de " régularisation "

- Identifier les enjeux d'un permis de régularisation en cours de contentieux et en amont de la décision juridictionnelle
- Respecter les nouvelles obligations d'affichage
- Analyser la portée d'un permis de régularisation après après suspension par le juge du référé ou après annulation partielle du permis initial ou sursis à statuer à son encontre

La régularisation d'une construction irrégulière par la délivrance d'un permis

- Le cas d'une construction réalisée sous l'empire d'une autorisation d'urbanisme, mais non conforme aux règles d'urbanisme
- Le cas d'une construction réalisée sans autorisation d'urbanisme

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Être en mesure de mettre en œuvre une procédure de permis modificatif ou de permis de régularisation dans le respect des règles applicables

PERFECTIONNEMENT

Code : 72386
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir les règles applicables au permis modificatif et au permis de régularisation
Mettre en œuvre les procédures
Analyser les enjeux juridiques et prévenir les risques contentieux

PRÉREQUIS

Connaître les règles applicables au permis de construire

PUBLIC CONCERNÉ

Promoteurs et constructeurs
Responsables urbanisme et aménagement
Responsables juridiques et juristes

ANIMATEUR

Eric BINETEAU, Avocat Associé SELARL HORUS AVOCATS

PLANNING

Paris
14 mai 2019
26 septembre 2019
11 décembre 2019

Dématérialisation des demandes de permis de construire

NEW

Sécuriser la réception des demandes d'autorisation de construire

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir le cadre de la télé-procédure

- Analyser les obligations et les enjeux juridiques notamment issus de la loi ELAN
- Comprendre les enjeux et les avantages de la dématérialisation du dépôt des permis de construire
- Anticiper la mise en œuvre de la téléprocédure au sein de son organisation
- Savoir choisir le bon logiciel auprès des éditeurs
- Connaître les limites de la téléprocédure

Mettre en œuvre sa téléprocédure

Maîtriser les fondamentaux de la téléprocédure

- Identifier les grandes étapes de la dématérialisation des dépôts de permis de construire
- Assimiler l'ensemble des règles en vigueur portant sur les obligations en matière de dématérialisation et anticiper les futures évolutions
- Identifier les besoins de la collectivité
- Identifier les principaux écueils à éviter

Exercice d'application : analyse de la méthodologie permettant de recevoir des demandes de permis de construire en ligne et identification des pièges à éviter

Se familiariser avec le langage informatique

- Maîtriser le logiciel organisant la téléprocédure
- Comprendre le rôle des éditeurs de progiciels
- Saisir le langage informatique portant sur la téléprocédure

Maîtriser les différents types de solutions techniques et anticiper leurs incidences sur l'organisation

- Cerner les concepts clés du portail organisant la téléprocédure
- Comprendre les choix à effectuer dans la construction de sa téléprocédure

Exercice d'application : vérification de la validité de différentes signatures électroniques en analysant les éléments sur lesquels le contrôle doit porter

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre la dématérialisation de la procédure de permis de construire en toute sécurité juridique

PLANNING

Paris
14 mars 2019
7 juin 2019
5 novembre 2019

INITIATION

Code : 72387
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Saisir les enjeux clés liés à la numérisation des dépôts de permis de construire
Organiser sa téléprocédure de demande de permis de construire
Éviter les pièges lors de la mise en œuvre de sa téléprocédure

PRÉREQUIS

Être confronté aux demandes de permis de construire

PUBLIC CONCERNÉ

Élus et cadres dirigeants des organisations publiques
Agents chargés de l'instruction des demandes de permis
Responsables de service urbanisme et aménagement

ANIMATEUR

Consultant spécialisé en urbanisme et aménagement

Les fondamentaux de la maîtrise foncière

BEST OF DIGITAL RÉGION

Analyser les techniques et les outils de l'aménagement foncier

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser l'évolution des politiques foncières
- Intégrer les exigences du droit communautaire dans les politiques foncières locales
- Appréhender et maîtriser les conséquences juridiques des dernières lois favorisant l'action publique foncière

Cerner les outils de la maîtrise foncière

Préparer les acquisitions amiables
- Les avant-contrats
- L'acte de vente
- Les clauses contractuelles négociables

Mettre en œuvre le droit de préemption
- Le champ d'application
- Les titulaires
- La procédure

Programmer la procédure d'expropriation
- La phase administrative
- La phase judiciaire
- Les garanties profitant aux expropriés

Mettre en œuvre une politique foncière efficace

Identifier les initiateurs du projet
- Les opérateurs publics
- Les opérateurs privés

Délimiter le périmètre foncier
- Les contraintes urbanistiques
- Les contraintes environnementales
- Les contraintes techniques
- Les contraintes financières

Choisir l'outil de maîtrise foncière adapté à son projet
- Les projets concernés
- L'opportunité : les droits de préemption
- La nécessité : la procédure d'expropriation

Exercice d'application : application des connaissances acquises sur un cas concret de maîtrise foncière

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Choisir et utiliser au mieux les outils de la maîtrise foncière, lors d'une opération

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended
à découvrir sur www.efe.fr

PLANNING

Paris
2-3 avril 2019
26-27 juin 2019
3-4 décembre 2019

Lyon, Bordeaux, Nantes, Lille et Strasbourg
26-27 juin 2019
3-4 décembre 2019

INITIATION

Code : 72083
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les spécificités du droit de la propriété immobilière
Analyser les différentes procédures juridiques d'acquisition foncière
Gérer les difficultés pouvant survenir lors d'une opération

PRÉREQUIS
Être confronté à des projets d'aménagement urbain

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables et chargés de projets fonciers
Promoteurs, constructeurs, lotisseurs, aménageurs publics et privés

ANIMATEUR
Eric BINETEAU
Avocat Associé, HORUS AVOCATS

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 13 mai ou 13 sept. 2019 ou 10 janvier 2020

Techniques de prospection et de négociation foncières

BEST OF

Gérer chaque étape, de la recherche à la maîtrise du terrain

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Déterminer les caractéristiques et spécificités du marché foncier
- Un marché concurrentiel
- Un marché de " prototype "
- Un marché opaque

Déterminer les enjeux et les outils de la maîtrise foncière : le cas des ZAC publiques
- Analyser les avantages et inconvénients
- Optimiser le suivi et les réponses au concours
- Cultiver le relationnel
- Asseoir sa notoriété

Appliquer les méthodes de recherche de terrains privés
- Le ratissage des terrains constructibles
- Le relationnel
- La communication
- L'état de veille
- L'utilisation d'une base de données active
- La mise en constructibilité
- La gestion des relances

Développer la communication
- Comprendre le monde de l'autre : croyances, valeurs et personnalités
- Les différents types de personnalités : un outil spécifique
- Apprendre à communiquer autrement

Améliorer ses techniques de négociation avec des propriétaires privés
- Maîtriser les cinq phases de la négociation

Partage d'expériences : présentation et analyse de différentes situations réelles de négociations sur la base de l'expérience du formateur et des participants, identifications des bonnes pratiques
- Identifier les types de contrats
- S'approprier les différentes garanties apportées au vendeur
- Définir les clauses suspensives
- Connaître les modalités du prix et du paiement

Maîtriser la fiscalité de la vente des terrains à bâtir
- La TVA applicable
- La taxe communale sur les terrains rendus constructibles
- La taxe nationale sur les terrains nus rendus constructibles
- Les plus-values immobilières des particuliers

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre une recherche active du foncier et négocier de manière optimale

PERFECTIONNEMENT

Code : 72209
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les caractéristiques et les spécificités du marché foncier
Pratiquer une recherche foncière active et améliorer ses techniques de négociation
Développer la sécurisation juridique des acquisitions

PRÉREQUIS
Connaître les fondamentaux de la maîtrise foncière

PUBLIC CONCERNÉ
Collaborateurs d'un service foncier
Prospecteurs fonciers, promoteurs et lotisseurs

ANIMATEUR
Alain JOUHANNEAU
Formateur-Consultant

PLANNING

Paris
21-22 mai 2019
3-4 octobre 2019
9-10 décembre 2019

Expropriation

Assurer la maîtrise foncière d'une opération

BEST OF RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

La phase administrative de l'expropriation

L'expropriation pour cause d'utilité publique
- Identifier les acteurs de l'expropriation
- Déterminer les biens expropriables
- Bien distinguer l'objet de la déclaration d'utilité publique et l'objet de la déclaration de projet
- Mesurer l'utilité publique d'une opération

Maîtriser l'organisation de l'enquête publique
- Constituer le dossier d'enquête
- Connaître les différences et les conditions de mise en œuvre de l'enquête publique
  Code de l'environnement ou de l'enquête
  Code de l'expropriation
- Les étapes du déroulement de l'enquête publique et les pièges à éviter
- La clôture de l'enquête publique et ses conséquences
- Le rapport du commissaire enquêteur

Étude de cas : analyse de rapports de commissaires enquêteurs

Établir une Déclaration d'Utilité Publique (DUP)

Identifier la procédure de cessibilité

Gérer et anticiper les risques contentieux
- Les conditions de recevabilité des requêtes en matière de DUP
- Les caractéristiques et les conséquences des annulations de DUP et d'arrêté de cessibilité
- Les risques de restitution des biens ou de dommages et intérêts

Partage d'expériences : échanges entre les participants et l'animateur sur la phase administrative de l'expropriation

La phase judiciaire de l'expropriation
- Le transfert de propriété
- Gérer au mieux le contentieux de l'indemnisation préalable
- Connaître les difficultés en matière de paiement ou de consignation, de prise de possession et d'expulsion

Partage d'expériences : échanges entre les participants et l'animateur sur la phase judiciaire de l'expropriation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Pouvoir sécuriser une procédure d'expropriation

PLANNING

Paris
29-30 janvier 2019
3-4 avril 2019
4-5 juillet 2019
9-10 octobre 2019
16-17 décembre 2019

Lyon, Bordeaux, Nantes, Lille et Strasbourg
3-4 avril 2019
9-10 octobre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 72032
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier et connaître les modalités de la procédure
Pratiquer la phase administrative et la phase judiciaire de l'expropriation
Gérer au mieux le contentieux administratif et judiciaire

PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la maîtrise foncière

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables fonciers, de l'urbanisme, de l'aménagement
Responsables juridiques
Toute personne impliquée dans une procédure d'expropriation et souhaitant en maîtriser les différentes étapes

ANIMATEURS

François DAUCHY
& Clément MORTINI
Avocats à la Cour
CABINET DS AVOCATS

Le droit de préemption comme outil de maîtrise foncière

Gérer les différentes procédures applicables

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Respecter la procédure de préemption d'un bien

Déterminer les champs d'application de la procédure

Délimiter le périmètre de préemption
- La définition du périmètre
- La durée de validité des périmètres et leurs conditions de prorogation

Mesurer le degré de liberté accordé pour transférer le droit de préempter
- Les formalités à respecter pour transférer ce droit
- L'organe et les acteurs compétents pour l'exercer
- La possibilité de déléguer l'exercice du droit

Mettre en œuvre le droit de préemption avec précaution
- Les conséquences d'un silence de plus de deux mois
- Les vices de procédure
- Les possibilités et conséquences d'un renoncement à exercer le droit en cours de procédure

Cerner les conditions d'utilisation des biens préemptés

Maîtriser le contenu et les difficultés inhérentes à la bonne gestion de la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA)

Appliquer le mécanisme du délaissement
- Le délaissement dans le périmètre du DPU
- Les spécificités du délaissement dans les ZAD

Prévenir et gérer les risques contentieux
- Prévenir les risques liés au déroulement de la procédure de préemption
- Gérer les recours liés à votre procédure
- Mesurer les conséquences d'une préemption illégale

Respecter la procédure de fixation de l'indemnité
- Les conditions de saisine du juge
- Le déroulement de la procédure
- Les méthodes d'évaluation du bien
- Le paiement du prix et le transfert de propriété

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre une procédure de préemption

PLANNING

Paris
13-14 juin 2019
6-7 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 72034
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les techniques de préemption et appliquer la procédure
Analyser les écueils possibles liés à la déclaration d'intention d'aliéner
Gérer les risques d'une préemption illégale et prévoir les évolutions du contentieux

PRÉREQUIS

Connaître les bases de la maîtrise foncière

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables de l'urbanisme, de l'aménagement ou d'opérations foncières
Établissements publics fonciers et aménageurs publics et privés
Toute personne impliquée dans une procédure de préemption

ANIMATEUR

Olivier SAVIGNAT
Avocat à la Cour, OS.avocat

CYCLE CERTIFIANT

Responsable de montage d'opérations immobilières

Gérer une opération en sécurisant chaque étape

Le montage d'une opération immobilière requiert plusieurs étapes incontournables faisant appel à des notions très différentes mais indispensables à la bonne réussite du projet : financières, fiscales, techniques, juridiques, environnementales… Cette nécessaire polyvalence vous oblige à posséder l'ensemble des connaissances et compétences pour assurer la cohérence du montage de l'opération, de sa faisabilité à sa réalisation.

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après la formation

MODULE 1 | 3 jours

Maîtriser les fondamentaux du droit de l'urbanisme

OBJECTIF

- Mesurer l'impact des règles d'urbanisme sur les opérations immobilières

PROGRAMME

Cerner le cadre juridique

Déterminer les procédures d'aménagement possibles

- La ZAC, le lotissement et les divisions foncières, le PUP, la concession d'aménagement

Partage d'expériences : échanges sur les difficultés rencontrées dans la détermination de la procédure d'aménagement adaptée et identification des bonnes approches à retenir

Analyser les règles fiscales en matière d'urbanisme et d'aménagement

- La TA et le VSD
- Les participations pour le financement des équipements, le PUP et la ZAC
- Les redevances
- Les taxes sur les terrains constructibles

Obtenir le permis de construire

- Le dépôt de la demande de permis et les pièces constitutives du dossier
- Les points de vigilance à apprécier lors de la demande
- Les règles en cas de modification ou de transfert du permis

Connaître les contentieux liés aux règles d'urbanisme et aux permis

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 3 jours

Déterminer les étapes préalables au montage immobilier

OBJECTIFS

- Gérer la maîtrise foncière
- Cerner les étapes préalables au montage d'opérations

PROGRAMME

Réussir la maîtrise foncière de son terrain

Délimiter le périmètre de son assiette foncière

- Les contraintes urbanistiques, environnementales, techniques et financières
- La constructibilité du terrain
- La viabilité du projet immobilier face aux contraintes liées à la nature du bien

Choisir l'outil de maîtrise foncière adapté à son projet

Étude de cas : analyse commentée de cas de maîtrise foncière dans le cadre de projets immobiliers

Mesurer les étapes préalables au montage immobilier

Identifier les différents acteurs à l'acte de construire et les autres partenaires

Réussir les études préalables au montage d'opérations

- L'étude approfondie du terrain et sa constructibilité
- Les équipements existants et ceux à construire
- Les surfaces de plancher et habitables
- Le coût de construction des ouvrages immobiliers
- Les intervenants au montage

L'étude de faisabilité du projet immobilier

- Les objectifs du projet
- Les différentes options et le choix approprié
- La faisabilité financière et fiscale du projet
- Le phasage du projet

Exercice d'application : détermination graphique de la constructibilité d'un terrain sur la base d'un exemple réel

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 3 jours

Réussir le montage juridique et financier de l'opération

OBJECTIFS

- Valider les points clés du montage financier de l'opération : son coût et sa rentabilité
- Maîtriser les contrats associés au montage

PROGRAMME

Déterminer le montage financier de l'opération immobilière

Calculer le coût de l'opération

- Les différents postes budgétaires
- Le calcul des ratios et les différents coûts
- Déterminer le besoin en financement
- Le bilan prévisionnel et définitif

Mesurer la rentabilité du projet

- Les critères pertinents d'analyse financière
- Les investissements
- Le calcul du prix de revient
- Le calcul de la marge et de la rentabilité des fonds investis

Exercice d'application : élaboration d'un budget, d'un plan de trésorerie et d'un plan de financement à partir de l'étude de constructibilité de l'exercice précédent

Contractualiser le montage

- Les différents types de montages possibles
- Les avantages et inconvénients de chacun
- Les clauses essentielles du contrat
- Les obligations de chacun vis-à-vis du maître de l'ouvrage
- Le paiement du prix : la variation et l'actualisation, les modalités de paiement, les retards de paiements et les pénalités

Exercice d'application : détermination du montage adapté à différents projets immobiliers

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Classe virtuelle Mémoire* : pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

MODULE 4 | 3 jours

Suivre l'exécution et réceptionner les travaux

OBJECTIFS

- Assurer l'exécution des marchés et la bonne réalisation des travaux
- Gérer la réception des travaux et les litiges

PROGRAMME

Optimiser l'exécution des marchés de travaux lors de la réalisation de l'opération

Le lancement du marché et la préparation

- Les préparations administrative, technique et comptable
- La phase de préparation du chantier par l'entrepreneur
- La notification et les ordres de services

Organiser le dossier financier

- Les avances, garanties, retenues et cautions
- Les nantissements et les cessions de créances

Maîtriser les aspects comptables

- Les prix et les variations
- Les décomptes, acomptes et règlements
- Les circuits de paiement et la sous-traitance

Exercice d'application : examen de décomptes et acomptes mensuels

Optimiser la réalisation des travaux

- Le contrôle
- La gestion des délais et du planning
- Les modifications de prestations et les avenants
- Les défaillances et les cas de résiliation

Exercice d'application : examen de projets d'avenants

Gérer les litiges en cours de chantier

Réceptionner les travaux

- Déterminer les opérations préalables à la réception
- Réussir la réception et le traitement des réserves

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 5 | 3 jours

Mesurer les responsabilités propres à chaque acteur du projet

OBJECTIFS

- Définir les obligations de chacun et les responsabilités à mettre en œuvre
- Identifier les cas de recours à l'assurance construction

PROGRAMME

Définir le champ d'application

- Les textes applicables
- Rôle et responsabilité de chaque acteur
- La passation des marchés

Étude de cas : le groupement momentané d'entreprises

- Les obligations administratives du maître d'ouvrage et les responsabilités pénales

Déterminer les responsabilités

- Les responsabilités avant réception
- La réception de l'ouvrage
- Les responsabilités après réception

Exercice d'application : détermination du régime applicable à un désordre

- Les délais de prescription
- Les pièges de la procédure judiciaire

Étude de cas : analyse commentée d'exemples de contentieux

Recourir à l'assurance construction

- Le régime de l'assurance construction
- Le champ de l'obligation d'assurance décennale
- L'assurance des risques avant réception
- L'assurance décennale des constructeurs

Exercice d'application : lire une attestation d'assurance décennale

- L'assurance dommages-ouvrage
- Les montants de garantie
- L'assurance responsabilité civile du maître d'ouvrage
- La gestion du sinistre amiable

Étude de cas : exemple d'un sinistre dommages-ouvrage

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

Classe virtuelle Retours d'expérience :** pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

MODULES VIDÉO

- Quelles conditions pour lancer un projet ?
- Comment communiquer efficacement en mode projet ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser la méthodologie, les étapes et les bonnes pratiques pour prendre en charge la conduite d'opérations immobilières

PERFECTIONNEMENT

Code : 73297
15 jours | 105 heures
Tarif HT : 7 950 €
Prix TTC pour les particuliers : 6 895 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
MONTAGE D'OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous ! 01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Définir les règles d'urbanisme et foncières applicables au montage d'opérations
Mettre en œuvre les méthodologies et bonnes pratiques techniques, juridiques et financières
Prévenir les risques liés au montage d'opérations et en garantir la sécurité

PRÉREQUIS

Connaître les bases du montage d'opérations immobilières

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables de la maîtrise d'ouvrage publique ou privée
Promoteurs et responsables d'opérations et de programmes immobiliers
Chefs de projet chargés du montage et/ou du suivi d'opérations immobilières

ANIMATEUR

Alain JOUHANNEAU
Formateur-Consultant

PLANNING

Paris - Promotion 1
2 au 4 avril, 22 au 24 mai, 18 au 20 juin, 27 juin*, 9 au 11 juillet 2019
17 au 19 septembre et 16 décembre 2019**

Paris - Promotion 2
8 au 10 octobre, 13 au 15 novembre
11 au 13 décembre 2019, 9 janvier*, 22 au 24 janvier, 11 au 13 mars et 12 juin 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel
Quiz amont
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants

Présentiel
Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation

Distanciel
Classe virtuelle Mémoire*
Modules video
E-évaluation
Quiz aval
Classe virtuelle Retour d'expérience**

Voir descriptif p. 411

Les fondamentaux du montage immobilier

BEST OF DIGITAL RÉGION

Identifier chaque étape pour mener à bien son projet

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Appréhender l'ensemble des points clés d'une opération immobilière

Définir l'opération

Identifier les principaux intervenants
- Le promoteur
- Le vendeur
- Le banquier
- Le maître d'œuvre
- L'assureur
- L'entrepreneur
- Le client

Maîtriser les grandes étapes
- L'identification de l'équipe de maîtrise d'œuvre
- L'étude de faisabilité
- La maîtrise foncière
- Le financement
- La réalisation
- La commercialisation

Prendre en compte les contraintes juridiques

Les contraintes urbanistiques
- Les règles d'urbanisme
- Le certificat d'urbanisme
- Les autorisations de construire
- Le contentieux des autorisations
- Les taxes d'urbanisme

Les autres contraintes
- La règlementation de l'environnement
- Les diagnostics
- L'archéologie préventive

Étude de cas : gestion du calendrier de l'opération en fonction des contraintes juridiques

Déterminer les règles d'acquisition foncière et de construction

Les règles d'acquisition foncière et de construction
- Les avant-contrats
- Les conditions suspensives
- La conclusion de l'acte

La règlementation des marchés de travaux
- Le choix des entreprises
- Le suivi du chantier
- La réception des ouvrages

Cerner les principaux contrats immobiliers
- La vente en l'état futur d'achèvement (VEFA)
- La vente à terme
- La construction de maison individuelle
- Le secteur libre

Exercice d'application : suivi des travaux et réponses aux exigences des clients

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- À voir sur www.efe.fr

COMPÉTENCES MÉTIER

Participer au montage d'une opération immobilière

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended
à découvrir sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 73145
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir les étapes du montage d'opérations immobilières
Identifier l'ensemble des contraintes juridiques
Examiner la réglementation applicable aux acquisitions foncières

PRÉREQUIS

Être confronté aux opérations immobilières dans sa pratique

PUBLIC CONCERNÉ

Assistant(e)s et employés d'une société de promotion immobilière, de construction ou d'un cabinet d'architecture
Promoteurs et architectes

ANIMATEUR

Anaïs FAUGLAS, Avocat urbanisme et construction, FAUGLAS AVOCAT

PLANNING

Paris
15-16 mai 2019
20-21 novembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes et Lille
Dates sur www.efe.fr

Montage d'opérations immobilières

BEST OF DIGITAL RÉGION

Mettre en œuvre le projet de la formalisation à son exécution

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Se poser les bonnes questions avant d'acheter un terrain
- Identifier un terrain et apprécier sa potentialité économique
- Analyser les contraintes juridiques
- Définir la faisabilité technique et le préprogramme
- Calculer le prix de revient de l'opération et le bilan de faisabilité
- Concrétiser le projet

Maîtriser les étapes, de l'offre à la promesse de vente
- L'offre et les avant-contrats
- Les conditions suspensives
- Les clauses spécifiques à intégrer en matière d'urbanisme
- Mettre en place une maîtrise d'œuvre
- Demander les autorisations administratives nécessaires
- Faire la levée des conditions suspensives et la conclusion de la vente

Réaliser le projet et sa commercialisation

Choisir le financement du projet, les assurances et les garanties

Traiter les contraintes juridiques non éliminées
- Le financement
- Les assurances de la construction et les garanties

Exercice d'application : analyse commentée et illustrations jurisprudentielles

Articuler le choix des intervenants et des entreprises

Procéder aux travaux

Commercialiser le projet

Test de connaissances : quizz sur les différentes étapes et aspects du montage d'opérations immobilières

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- À voir sur www.efe.fr

COMPÉTENCES MÉTIER

Mener, étape par étape, chaque phase d'une opération immobilière

PLANNING

Paris
5-6 février 2019
3-4 juin 2019
3-4 octobre 2019
10-11 décembre 2019
Lyon
14-15 mai 2019
6-7 novembre 2019

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended
à découvrir sur www.efe.fr

PERFECTIONNEMENT

Code : 73046
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 530 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Valider l'acquisition d'un terrain selon ses caractéristiques
Définir son intervention juridique, technique et financière
Organiser les étapes du montage de projets immobiliers

PRÉREQUIS

Être confronté aux opérations immobilières

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics et privés et maîtres d'œuvre
Promoteurs immobiliers et chargés d'opérations

ANIMATEURS

Aldo SEVINO
Avocat Associé
Cabinet ASEA
François PETIT
Maître d'ouvrage délégué
SARL PASSIFIM

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Monter une opération de logement social

Gérer les problématiques de construction spécifiques liées au secteur social

DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier le contexte économique et réglementaire du logement social
- Faire le point sur la réglementation
- Les règles après la loi SRU, la loi ELAN, la mixité urbaine, la mixité sociale et le développement durable
- Les dispositifs mis en place et leur bilan
- Les communes carencées
- Identifier les étapes clés du montage d'opération et maîtriser le foncier
- Utiliser les instruments de prospection foncière
- Tenir compte des instruments juridiques permettant de construire sans acheter un terrain
- Analyser les risques d'un terrain
- Prendre en compte le rôle spécifique des structures d'intervention foncière
- Mettre à disposition le terrain dans des conditions privilégiées

Organiser la construction
- Définir le rôle des acteurs de la construction sociale
- Cerner les mesures fiscales destinées à encourager la construction sociale
- Déterminer les aides financières à la construction de logements sociaux
- Maîtriser les montages juridiques spécifiques à la construction sociale

Mener à bien l'attribution et l'accession à la propriété d'un logement social
- Déterminer les bailleurs sociaux et le parc immobilier locatif
- Cerner les étapes et critères d'attribution des logements sociaux
- Inscrire le logement social dans le développement durable

Exercice d'application : élaboration d'une opération de logement social étape par étape dans un contexte choisi par chaque participant

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉOS
- À voir sur www.efe.fr

COMPÉTENCES MÉTIER

Mesurer les spécificités du secteur social pour élaborer une opération

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 7 juin 2019
ou 22 novembre 2019

PLANNING

Paris
2-3 avril 2019
16-17 octobre 2019
Lyon
14-15 mai 2019
1er-2 octobre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 73144
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les spécificités du secteur social
Analyser le rôle des différents acteurs publics et privés
Développer les objectifs de développement durable dans la réflexion

PRÉREQUIS
Connaître les bases du montage d'opérations immobilières

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables de la politique de la ville, de l'habitat et de l'urbanisme
Bailleurs sociaux, promoteurs et gestionnaires de sociétés immobilières

ANIMATEUR
Christine MÉROT
Architecte DPLG, Monteur d'opération, CEBAI

Le logement social à financement public

Conduire le montage d'une opération et choisir le financement adapté

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir la notion de logement social dans toute sa diversité
- Les différents types de logements sociaux à financement public
- La population visée
- Les plafonds de ressources
- Les financements différents
- La VEFA

Déterminer la possibilité de disposer au sein de sa population du quota de logements sociaux
- L'article 55 de la loi SRU et les 20% de logements sociaux
- L'obligation du logement social l'inventaire
- L'APL
- Le constat de carence
- La sanction

Mesurer l'évolution et l'image du logement social
- L'étude d'opportunité, de faisabilité et le programme

Optimiser la gestion financière de son opération

Définir le programme en surfaces
- Les surfaces habitables et utiles
- L'attribution des logements
- La proportion de PLAI et PLUS

Élaborer des bilans financiers

Exercice d'application : simulation d'un bilan financier selon différents taux de TVA

Déterminer les coefficients de majoration pour les subventions

Maîtriser et s'exercer sur le calcul des subventions
- Les subventions d'État
- La surcharge foncière
- Le total des subventions
- Le calcul des prêts dont celui du terrain à 50 ans

Identifier les coefficients de majoration pour les loyers
- Le calcul de loyers conventionnés avec le loyer d'équilibre

Étude de cas : étude de la gestion financière d'une opération

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Pouvoir analyser les différents financements possibles et de choisir le plus adapté à l'opération

PERFECTIONNEMENT

Code : 73047
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Définir le champ d'application de la notion de logement social
Choisir le financement adapté
Déterminer l'équilibre des opérations

PRÉREQUIS
Connaître les problématiques du logement social

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables urbanisme, aménagement ou foncier
Directeurs financiers et monteurs d'opérations au sein des bailleurs sociaux

ANIMATEUR
Christine MÉROT, Architecte DPLG, Monteur d'opération, CEBAI

PLANNING

Paris
24-25 juin 2019
28-29 novembre 2019

Le bail emphytéotique administratif

Mettre en œuvre ce montage de A à Z

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier le champ d'application et les caractères du BEA

Définir les évolutions réglementaires du BEA
- La typologie des BEA
- Le BEA par rapport aux autres contrats de la commande publique

Déterminer le champ d'application du BEA
- Un contrat administratif
- Les objectifs poursuivis : la mission de service public, l'intérêt général…
- Les clauses substantielles : sa durée, la redevance, les droits réels, les garanties…

Étude de cas : analyse commentée d'un bail emphytéotique administratif qui confie au preneur la charge de réaliser une série d'équipements préalablement définis et qui seront exploités pour les besoins propres du preneur tout en étant utiles à l'intérêt du public

Analyser les droits et obligations des parties
- Les droits et obligations du bailleur
- Les droits et obligations de l'emphytéote

Gérer l'exécution du BEA

Étude de cas : analyse commentée d'une décision de résiliation pour faute d'un BEA : légalité de la décision, modalités de résiliation, conséquences indemnitaires, juge compétent…

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Utiliser le bail emphytéotique administratif en toute sécurité

PLANNING

Paris
18 juin 2019
11 décembre 2019

EXPERTISE

Code : 73332
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les spécificités du BEA
Mettre en œuvre de son régime juridique
Gérer les droits et obligations des parties

PRÉREQUIS

Connaître les règles de base de la gestion du domaine public

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des contrats publics
Entreprises cocontractantes

ANIMATEUR

Ludovic CUZZI, Associé
PARME AVOCATS

Montage financier d'une opération immobilière

BEST OF DIGITAL

Évaluer les risques financiers liés à son projet d'opération

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir les structures juridiques des opérations immobilières

Appréhender les budgets, évaluer et hiérarchiser les risques

Définir la notion de budgets glissants
- Les budgets de faisabilité
- Les budgets d'engagement
- Les budgets de contrôle et de clôture

Définir les outils budgétaires
- Le budget prévisionnel
- Le plan de trésorerie
- Le plan de financement

Maîtriser les principales définitions financières

Évaluer et hiérarchiser les risques
- Identifier les risques techniques, commerciaux et administratifs
- Mesurer les impacts financiers des risques

Exercice d'application : calcul du prix de revient et du chiffre d'affaires, définition du plan de trésorerie, élaboration du plan de financement

Formaliser et sécuriser la demande de financement

Maîtriser les critères d'appréciation du banquier

Les encours clients
- La quotité de fonds propres
- La pré-commercialisation
- La pertinence du projet

Identifier les caractéristiques d'un crédit
- Le principe du compte centralisateur
- Les commissions d'engagement
- Le taux des agios
- Les conditions de mise en place
- Les garanties

Appréhender les nouveaux modes alternatifs de financement : crowdfunding

Exercice d'application : montage du plan de financement d'une opération de construction

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Quel mode de financement de l'opération retenir ?
- Comment recourir au CPI, un des modes de commercialisation ?
- Identifier les éléments phares du contrat de promotion immobilière

COMPÉTENCES MÉTIER

Élaborer le financement d'une opération immobilière

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 27 juin 2019
ou 13 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 73086
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier la méthodologie et élaborer de façon pertinente les postes budgétaires et financiers
Estimer et hiérarchiser les risques
Concevoir une demande de crédit bancaire efficace

PRÉREQUIS

Connaître les bases du droit immobilier et de la construction

PUBLIC CONCERNÉ

Promoteurs immobiliers
Marchands de biens
Lotisseurs et aménageurs privés

ANIMATEUR

Alain JOUHANNEAU
Formateur-Consultant

PLANNING

Paris
16-17 mai 2019
12-13 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

L'évaluation d'un bien immobilier

Estimer la valeur vénale d'un bien immobilier

BEST OF DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Comprendre la pratique de l'expertise
- Découvrir la Charte de l'expertise immobilière
- Obligations et responsabilités de l'expert
- Les différentes formes d'expertise

Mesurer les enjeux de l'expertise immobilière pour les collectivités territoriales
- Dans la gestion de leur parc immobilier
- Dans leur stratégie d'acquisition, d'expropriation ou de préemption
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'État
- La pratique de l'expertise immobilière
- Les fondamentaux en expertise immobilière
- Les différents modes de détention et leur influence sur la valeur des biens
- Les différentes données
- Les documents nécessaires pour une expertise générale
- Déroulement d'une opération d'expertise
- Les différentes formes de contrats d'expertise
- Plan type d'un rapport d'expertise

Définir la valeur vénale
La notion de valeur et la notion de prix
- Les facteurs de la valeur
- La valeur vénale et la valeur locative

Étude de cas : analyse commentée de rapports d'expertise pour les types de biens terrain, maison individuelle, lot de copropriété, commerce
- Mettre en œuvre la méthode adaptée à chaque catégorie de biens

Cerner les différents types d'immeubles à évaluer
- Les principales méthodes d'expertise
- Définitions d'après la Charte et méthodes retenues par la DGI
- Les principales méthodes utilisées dans la pratique
- Focus sur l'indemnité d'éviction

Trouver la méthode la plus adaptée à son bien
Exercices d'application : évaluation de biens selon les différentes méthodes

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Déterminer la valeur d'un bien immobilier et adapter sa méthode d'évaluation à son type de bien

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 5 juillet 2019
ou 15 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 73243
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Définir la différence entre estimation et expertise
Déterminer les différentes valeurs et méthodes d'expertise
Choisir et mettre en œuvre la méthode adaptée

PRÉREQUIS
Être confronté au secteur immobilier dans sa pratique

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables de service foncier dans une collectivité territoriale
Aménageurs, promoteurs et établissements publics fonciers

ANIMATEUR
Caroline THEUIL, Chargée acquisitions, gestion, cession

PLANNING
Paris
26-27 mars 2019
5-6 juin 2019
15-16 octobre 2019

Les contrats et montages immobiliers

Maîtriser les règles spécifiques à chaque type de contrat et de montage

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Décrypter les avantages et inconvénients de la VEFA
Définir son champ d'application
- Les alternatives : la vente à terme et la vente en l'état
- La définition retenue par le juge
- Le régime juridique
- La destination contractuelle de l'ouvrage
- Les étapes clés : contrat de réservation, acte authentique…
- Le contrat préliminaire et ses caractéristiques
- Le contrat de VEFA : paiement du prix, réception du bien, livraison du bien, garanties financières d'achèvement, responsabilités…

Déterminer le champ d'application de la VIR
- Le champ d'application
- Les étapes clés
- La livraison du bien et ses conséquences

Étude de cas : analyse commentée de montages en VEFA et identification des erreurs à ne pas commettre

Recourir au contrat de promotion immobilière
- Les clauses importantes
- Les critères de recours au contrat et le rôle du promoteur
- Les risques
- La fin des travaux, la réception de l'ouvrage et les garanties

Exercice d'application : rédactions des clauses clés d'un CPI

Utiliser le contrat de construction de maison individuelle
- Le champ d'application et les différents intervenants
- Le contrat de construction d'une maison individuelle avec fourniture de plan
- Le contrat de construction d'une maison individuelle sans fourniture de plan

Faire le point sur les montages spécifiques : définition, risques et avantages
- La BEFA
- Le crédit-bail
- Le crédit vendeur

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Définir le montage et le contrat immobilier adaptés à une opération

PERFECTIONNEMENT

Code : 73331
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les règles applicables à chaque montage immobilier
Choisir le contrat à utiliser selon son projet immobilier
Gérer les risques attachés à chaque contrat

PRÉREQUIS
Connaître les bases du montage d'une opération immobilière

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables immobilier
Responsables de promotion

ANIMATEUR
Anaïs FAUGLAS
Avocat urbanisme et construction
FAUGLAS AVOCAT

PLANNING
Paris
4-5 juin 2019
9-10 décembre 2019

Vente en l'état futur d'achèvement

Concevoir ses montages en toute sécurité

RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner l'intérêt de recourir à ce montage complexe

Distinguer secteur libre et secteur protégé
- Mesurer les avantages et les inconvénients du choix de la VEFA
- Identifier les opérations sur lesquelles utiliser ce montage

La place de la VEFA publique aujourd'hui
- Identifier les évolutions récentes de la VEFA publique
- Maîtriser le champ d'application des marchés de travaux

Appréhender la réglementation de l'avant-contrat

Identifier l'intérêt pour le vendeur de la signature d'un avant-contrat
- Le contrat préliminaire dans le secteur protégé
- Les avant-contrats dans le secteur libre

Le contenu de l'avant-contrat

Mesurer les droits de l'acheteur à ce stade de l'opération

Mettre en œuvre le contrat définitif
- Le contenu du contrat définitif
- Les obligations du vendeur
- Les obligations de l'acquéreur
- Prix et les modalités de paiement
- Les sanctions en cas de retard
- L'achèvement de l'immeuble
- La notion d'achèvement
- Les conséquences

Identifier les risques

Le paiement des travaux
- L'exécution des travaux
- Le défaut de conformité et les sanctions

La mise en jeu des garanties
- La garantie financière d'achèvement
- La garantie de remboursement

Étude de cas : analyse commentée de la jurisprudence

Articuler les différents recours
- Les précautions à prendre lors de la réception de l'opération
- Les délais d'action

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mener à bien le montage d'une VEFA

PLANNING

Paris
23 mai 2019
7 novembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes et Lille
23 mai 2019
7 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 73078
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les règles de ce montage complexe
Déterminer les clauses contractuelles adaptées
Gérer les risques liés à la mise en œuvre de l'opération

PRÉREQUIS
Connaître les principales étapes du montage de projet immobilier

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables des services juridiques et fonciers
Responsables d'opérations
Entreprises de construction principales et sous-traitantes

ANIMATEUR
Marie-Alexandra VANKEMMELBEKE
Avocat en droit immobilier & construction
MAV AVOCAT

Le bail à construction

Analyser ses règles spécifiques

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Décrypter les avantages et inconvénients du bail à construction

Définir son champ d'application
- Les cas où il peut être utilisé : la destination du bail
- La nature de l'opération et les distinctions avec le bail emphytéotique
- Les parties prenantes
- Les obligations du preneur : construction, réparation, démolition…
- La durée du bail

Définir le prix du bail
- Le cas de la remise d'immeuble
- Le versement de loyers périodiques

La fiscalité applicable au bail à construction
- Les assouplissements liés à la durée du contrat

Définir le régime juridique du bail à construction
- Les droits réels conférés au preneur
- La cession des droits réels
- La constitution de servitudes
- Le formalisme à respecter lors de la conclusion du bail
- La définition par contrat des caractéristiques des constructions à édifier : plans, notices descriptives…

Gérer la fin du bail

Les cas de résiliation

La vente du bien construit

Les conséquences
- Le bénéfice des constructions réalisées pour le bailleur
- Le versement ou non d'une indemnité au preneur

Exercice d'application : gestion de la fin d'un bail à construction et distinction avec les autres baux

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Utiliser le bail à construction

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 16 septembre 2019 ou 21 janvier 2020

INITIATION

Code : 73327
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les caractéristiques du bail à construction
Analyser le régime juridique du bail à construction
Gérer la fin du bail

PRÉREQUIS
Connaître les bases des contrats immobiliers

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables immobilier
Responsables de promotion

ANIMATEUR
Ludovic CUZZI, Associé
PARME AVOCATS

PLANNING

Paris
26 juin 2019
6 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

TVA immobilière en secteur public

Gérer les enjeux financiers des opérations assujetties à TVA

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir le champ d'application de la TVA applicable aux opérations réalisées par les personnes morales de droit public

Déterminer les mutations qui entrent dans le champ d'application de la TVA

Maîtriser les nouvelles définitions des biens vendus

Déterminer le régime de TVA et la base d'imposition applicable aux mutations

- Les ventes exonérées de TVA de plein droit
- L'intérêt d'un assujettissement d'une vente à la TVA sur option
- Définir les ventes taxables de plein droit à la TVA
- Déterminer les cas où la vente est taxable à la TVA sur le prix total ou sur la marge

Maîtriser les nouvelles obligations déclaratives pour les opérateurs publics

- Les obligations liées à la construction et à la mise en location de biens immobiliers
- Les obligations liées à la mise en location de biens immobiliers
- Les autres obligations liées aux opérations immobilières

Définir les règles en matière de droits à déduction

Cerner le régime pour les opérations de construction dans le cadre d'activités dont la gestion est déléguée

- La récupération de la TVA grevant les investissements réalisés
- Le transfert des droits à déduction
- La distinction entre les immeubles et les autres immobilisations mises à disposition de délégataires

Identifier les conséquences budgétaires et comptables

Exercice d'application : détermination, à partir d'exemples pratiques, des options dont disposent les organismes publics dans le cadre de leurs opérations immobilières, des conséquences sur la gestion des droits à déduction de la TVA et leurs obligations déclaratives

Exercice d'application : les dispositions dans le cadre de constructions utilisées pour des activités déléguées

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier les opérations soumises au régime de la TVA

PERFECTIONNEMENT

Code : 73246

1 jour | 7 heures

Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le périmètre des opérations soumises à TVA
Appliquer les procédures et sécuriser ses opérations immobilières
Gérer les obligations déclaratives des opérateurs publics

PRÉREQUIS

Avoir des notions sur la fiscalité et/ou les opérations immobilières

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs et responsables de l'urbanisme ou de l'habitat
Directeurs et responsables financiers, comptables

ANIMATEUR

Frédéric BERTACCHI
Avocat
CMS FRANCIS LEFEBVRE AVOCATS

PLANNING

Paris
13 juin 2019
26 novembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Calculer la TVA immobilière en secteur public

PROGRAMME

Identifier le champ d'application de la TVA applicable aux opérations immobilières publiques

- Définir les différentes catégories d'assujettis
- Cerner la fiscalité de la cession de terrains et d'immeubles bâtis
- Exercer le droit à déduction de la TVA par la voie fiscale et le traitement du FCTVA

Calculer la TVA d'une opération et définir le montage le plus favorable

- Déterminer la TVA sur la marge dans les opérations d'aménagement et la quote-part du foncier
- Établir un bilan combinant plusieurs régimes fiscaux différents

Exercice d'application : établissement d'un bilan d'une opération immobilière et détermination du bilan prévisionnel de TVA

COMPÉTENCES MÉTIER

Déterminer les opérations immobilières publiques soumises à la TVA et établir un bilan

PLANNING

Paris
2 avril 2019 (14h-18h)
7 novembre 2019 (9h-13h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 73357

½ journée | 4 heures

Tarif HT : 425 €

OBJECTIFS

Définir le champ d'application de la TVA immobilière publique
Calculer la TVA et optimiser le montage fiscal

PRÉREQUIS

Connaître les mécanismes de base de la TVA et/ou de la fiscalité immobilière

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables d'opérations immobilières et d'aménagement
Promoteurs et notaires

Les marchés de conception-réalisation

Gérer les règles spécifiques de cette procédure

Dérogatoire à la maîtrise d'œuvre classique, le marché de conception-réalisation est une modalité particulière d'appel d'offres sur performance qui n'est applicable qu'aux marchés portant à la fois sur l'établissement d'études et sur l'exécution des travaux pour la réalisation d'ouvrages.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser les motifs de recours à cette procédure

Cerner les cas de recours au processus de conception-réalisation pour les pouvoirs adjudicateurs soumis à la loi MOP

Appliquer les textes réglementaires

- Le nouveau Code de la commande publique regroupant la réglementation des marchés publics, la loi MOP…

Organiser la maîtrise d'ouvrage

Identifier les procédures applicables

Délimiter les étapes de la procédure

Déterminer le déroulement de la procédure

- La programmation
- La constitution d'un jury
- La constitution des équipes en infrastructure ou en bâtiment
- Les procédures de choix du groupement : appel d'offres, dialogue compétitif, procédure concurrentielle avec négociation, procédure adaptée…

Définir les rôles et attributions des principaux acteurs de la procédure

- Le maître d'ouvrage et ses assistants
- Le groupement concepteur-réalisateur
- Le mandataire

Sélectionner les équipes

Remettre les prestations

Choisir le titulaire et indemniser les concurrents

Recourir à la procédure adaptée

Analyser la jurisprudence

Exercice d'application : rédaction des documents constitutifs administratifs

Maîtriser le fonctionnement du groupement

Exécuter le contrat

- Les études et le déroulement du chantier
- La réception des travaux

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Connaître les possibilités de recourir à la procédure de conception-réalisation et ses particularités par rapport à la loi MOP

PERFECTIONNEMENT

Code : 71226
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les conditions de recours à cette procédure
Analyser et rédiger les documents constitutifs
Organiser et assurer le suivi de la procédure

PRÉREQUIS

Connaître les règles des marchés publics ou de la maîtrise d'ouvrage

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables et chargés de la fonction achat et marchés
Responsables et chargés des marchés publics de travaux et maîtrise d'œuvre

ANIMATEUR

Jean-Louis ZIGLIARA
VILLE DE PARIS

PLANNING

Paris
16-17 mai 2019
20-21 novembre 2019

BESOIN D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Gérer la sous-traitance dans les marchés de travaux

PROGRAMME

Identifier les nouvelles règles applicables à la sous-traitance dans le cadre d'un marché de travaux

- Maîtriser les obligations liées à la déclaration de sous-traitance et à la procédure d'agrément
- Limiter le nombre de sous-traitants
- Étendre les règles relatives aux offres anormalement basses aux sous-traitants

Étude de cas : analyse d'un CCAG travaux sous l'angle des missions sous-traitées

Les obligations de paiement des sous-traitants dans les marchés publics de travaux

- Sécuriser le paiement direct du sous-traitant et celui du sous-traitant indirect
- Maîtriser les règles en matière de TVA et conduire la procédure d'autoliquidation
- Conduire une politique respectueuse des principes fondamentaux de la comptabilité budgétaire publique en matière de délais de paiement

Exercice d'application : définition des conditions de paiement d'un sous-traitant

COMPÉTENCE MÉTIER

Déceler ce qui relève de la sous-traitance et respecter l'ensemble des obligations réglementaires du maître d'ouvrage

PLANNING

Paris
14 juin 2019
10 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 74147
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 425 €

OBJECTIFS

Définir les risques liés à la défaillance de la sous-traitance
Respecter les obligations de paiement

PRÉREQUIS

Connaître les bases de l'exécution des marchés publics de travaux

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre privés et publics
Responsables des marchés de travaux, responsables techniques et juridiques au sein des collectivités territoriales

Marchés privés de travaux

Gérer en toute sécurité ses opérations de travaux

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Appréhender le contexte général des marchés privés de travaux

Cerner le rôle des différents intervenants

Le marché de travaux : un contrat de louage d'ouvrage

- Le contrat de louage d'ouvrage
- Le principe de la liberté contractuelle
- Le principe de l'intangibilité du contrat
- La liberté contractuelle contrainte par les dispositions d'ordre public
- Les différents " types " de marchés de travaux

Maîtriser les différentes étapes du marché

Les pièces constitutives du DCE et du marché de travaux

Appréhender la gestion contractuelle d'un marché de travaux

- L'actualisation et la révision du prix

Analyser la réception des travaux

- La réception de l'ouvrage
- Le transfert des risques au maître d'ouvrage
- Les documents remis au maître d'ouvrage

Faire le point sur le règlement des comptes

- La procédure d'établissement du DGD selon la norme NFP 03-001
- La réclamation de l'entreprise

Exercice d'application : identification des clauses sensibles d'un marché de travaux

Maîtriser la mise en jeu des responsabilités, des garanties et des assurances

Identifier les conditions de la mise en jeu des garanties et des assurances

- La réception de l'ouvrage
- La nécessité d'un vice caché
- Un désordre de nature décennale

Cerner les responsabilités et les garanties

Étude de cas : dans le cadre d'un marché privé, analyse de la responsabilité du maître d'ouvrage en cas de manquement aux dispositions de la loi relative à la sous-traitance

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Conclure un marché privé de travaux en toute sécurité

INITIATION

Code : 74114

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les obligations et les responsabilités des intervenants
Appliquer les différentes étapes dans la conclusion d'un marché
Concevoir une rédaction adaptée des contrats

PRÉREQUIS

Connaître les règles de base encadrant les opérations de travaux

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre privés
Mandataires, conducteurs d'opérations ou chargés d'opérations

ANIMATEUR

Jérôme BARBET, Avocat Associé
ENJEA AVOCATS

PLANNING

Paris
13-14 juin 2019
26-27 novembre 2019

Réussir dans sa fonction de maître d'ouvrage

DIGITAL

Gérer le rôle et les responsabilités du maître d'ouvrage face à ses partenaires

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les principaux acteurs d'une opération immobilière

Déterminer les fondamentaux de la maîtrise d'ouvrage : rôles et responsabilités

- La diversité des contextes
- Les obligations du maître d'ouvrage
- Les prérogatives du maître d'ouvrage

Définir la notion de commande

- Les notions de programme et de projet
- Connaître ses besoins et ses contraintes
- Hiérarchiser ses demandes
- Les spécificités de la commande publique

Identifier les différents types de missions d'AMO

- Les missions de conduite de projet : AMO généraliste
- Les missions spécialisées : AMO spécialiste
- Le contenu des missions selon l'avancement du projet
- Définir les points clés de la mission et du contrat d'AMO
- Rédiger le cahier des charges de consultation
- Organiser sa consultation pour faire le bon choix

Exercice d'application : analyse de cahiers des charges de consultation pour une mission de programmation

Déléguer la maîtrise d'ouvrage

- Définition des termes et limites des missions
- AMO, MOD, mandat, CPI, contrat de conception-réalisation et PPP

Étude de cas : analyse d'un contrat d'AMO en conduite de projet

Organiser la maîtrise d'ouvrage

- Définir l'organisation du projet et veiller à son respect
- L'articulation des contrats de différentes AMO

Suivre et évaluer la prestation d'AMO

- Entretenir une démarche itérative
- Les risques de dispersion
- Piloter les AMO avec une maîtrise d'ouvrage multiple
- Les outils de suivi et de reporting
- L'évaluation de la mission

Plan d'action personnel : formalisation d'une synthèse des points clés pour la réussite des missions d'AMO

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Réaliser une synthèse des points clés pour la réussite de ses missions AMO

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 21 juin 2019
ou 10 janvier 2020

INITIATION

Code : 74213

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir les rôles et les responsabilités de la maîtrise d'ouvrage
Exprimer ses besoins en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)
Gérer efficacement les AMO dans les projets immobiliers

PRÉREQUIS

Connaître les règles applicables

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics et privés
Chargés d'opérations et promoteurs immobiliers

ANIMATEUR

Pierre RASOLO
Associé
GREEN BUILDING

PLANNING

Paris
21-22 mai 2019
28-29 novembre 2019

CYCLE CERTIFIANT

Maître d'ouvrage

Conduire une opération de travaux de A à Z

L'enjeu de la qualité de l'ouvrage, la complexité de sa réalisation, la multiplication des acteurs, le poids des investissements constituent les difficultés essentielles de l'exercice de la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'ouvrage se doit donc d'être très professionnel. Ce cycle certifiant permet de faire le lien entre les aspects juridiques, administratifs, réglementaires et la pratique opérationnelle du chantier afin de créer des réflexes d'anticipation et de viser l'efficacité et la qualité.

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après la formation

MODULE 1 | 3 jours

La conduite du projet

OBJECTIFS

- Identifier les enjeux de la maîtrise d'œuvre
- Savoir anticiper les procédures

PROGRAMME

Choisir la maîtrise d'œuvre et les autres acteurs de l'ingénierie

AMO, architecte, BET, contrôles techniques, SPS, SSI, OPC, assurances

- L'organisation des acteurs, rôles et responsabilités
- Procédures de consultation et critères de choix
- Les missions de la maîtrise d'œuvre
- Les relations contractuelles
- Production neuve et réhabilitation

Étude de cas : analyse critique d'un contrat de maîtrise d'œuvre, identification des éléments de mission à ne pas oublier

Les autorisations de construire

Anticiper pour ne pas retarder ou bloquer l'obtention de l'autorisation d'urbanisme

- Les écueils
- La fiscalité locale
- La purge des recours et les droits des tiers
- Les recours abusifs

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 3 jours

Stratégie patrimoniale, immobilière et foncière

OBJECTIFS

- Définir une stratégie patrimoniale et immobilière
- Connaître les enjeux et les outils de la maîtrise foncière

PROGRAMME

Stratégie patrimoniale et immobilière

Lire, définir ou comprendre la stratégie de son entreprise

- Déterminer des axes de développement
- Identifier les capacités financières et structurelles de développement
- Comprendre les modes de constitution d'un patrimoine
- Comprendre la rédaction d'un cahier des charges de recherche foncière ou immobilière

Recherche foncière

Identifier les axes de recherche, leurs spécificités et " les règles du jeu "

- Définir le rôle des collectivités territoriales et les politiques d'aménagement
- Maîtriser les outils d'intervention
- Les documents d'urbanisme
- Les " apporteurs d'affaires "
- Les réseaux

Maîtrise foncière

Réaliser une première faisabilité en évaluant les difficultés et en évacuant les éléments bloquants

- Effectuer une faisabilité sur une construction neuve
- Acquisition d'immeubles construits : diagnostic du bâti
- Maîtriser l'environnement urbain
- Identifier les contraintes techniques
- Occupation des lieux, servitudes, pollution des sols, ouvrages enterrés
- Préparer les actes

Exercice d'application : étude de faisabilité et analyse des risques liés au foncier d'une opération immobilière

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3 | 3 jours

Le programme et le montage financier

OBJECTIFS

- Établir un programme répondant aux exigences du projet
- Choisir le montage financier le plus adapté à son opération

PROGRAMME

Définir un programme

Définir le rôle du maître de l'ouvrage et formaliser ses exigences et les critères d'évaluation de la réponse architecturale

- Étude de marché, concertation avec les services de gestion et utilisateurs finaux, organisation des espaces, typologies
- Les performances techniques et architecturales
- Le développement durable et la conception écologique
- Les coûts d'objectif

Maîtriser le financement et les simulations financières

- Établir des bilans de promotion et des bilans d'exploitation prévisionnelle

Identifier les partenaires financiers et leurs modes d'intervention

- Les banques, la CDC, les financements complémentaires
- Les participations des collectivités territoriales
- Les régimes de TVA immobilière
- Les types de prêts
- Établir le montage financier des opérations de promotion
- Effectuer un montage financier pour des opérations d'investissement
- Les montages aidés et conventionnement
- Les financements aidés par l'État

Applications

Méthodes de simulation d'exploitation applicable aux opérations locatives

- Identifier et comprendre les effets des paramètres de charges et de ressources et de leur variation dans le temps
- Respecter les échelles de grandeur et la cohérence des paramètres utilisés

Simulation de rentabilité (long terme)

- La notion de revenus d'équilibre
- Les caractéristiques des financements et leurs effets
- Les calculs de rentabilité : VAN, TRI
- La notion de fonds propres et leur reconstitution

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Simulation de trésorerie (court terme)
- La répartition des charges et ressources, besoins de trésorerie
- Les moyens d'action

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Classe virtuelle Mémoire : pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance

MODULE 4 | 2 jours

La consultation des entreprises et la gestion des contrats de travaux

OBJECTIFS
- Connaître les clauses d'exécution et gérer les marchés de travaux
- Sécuriser ses procédures

PROGRAMME

Identifier les moyens de consultation des entreprises

Adapter les choix en matière de travaux aux moyens de l'organisme et aux conditions de marché
- Entreprises générales, groupement d'entreprises, corps d'état séparés, sous-traitance

Comprendre le fonctionnement des entreprises face à un appel d'offres pour en optimiser les résultats

Marché public
- Le Code des marchés publics, le CCAG/Travaux
- Évocation du PPP

Marché privé
- Réglementation et domaine d'application

Respecter la procédure de passation des marchés
- Analyse des candidatures, des offres et capacités des entreprises
- Maîtriser la gestion des contrats de travaux

Préparer le chantier
- La notification, la préparation du chantier, les installations, le compte prorata
- Les autorisations administratives, le démarrage des travaux

Maîtriser les aspects comptables et financiers
- Sécuriser la réalisation du chantier
- Le contrôle de l'exécution des travaux, les réunions de chantier et les procès-verbaux
- La gestion des délais et du planning contractuel
- Les modifications de prestations
- Les litiges et les résiliations

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 5 | 3 jours

Les phases de chantier et de réception

OBJECTIFS
- Identifier les responsabilités et les rôles du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre
- Anticiper la réception des travaux

PROGRAMME

Le chantier

Assumer les responsabilités de maître d'ouvrage
- Responsabilités et obligations du maître d'ouvrage
- Évaluer, contrôler, arbitrer, décider
- Formalités d'ouverture
- Gestion de la sous-traitance, travail dissimulé
- La gouvernance du chantier
- Constitution d'un dossier chantier
- Le suivi opérationnel et financier du chantier
- La gestion de la qualité
- Les réunions de chantier
- Le traitement des litiges courants et défaillances d'entreprises
- Chantier et développement durable ; chantiers propres

La réception et la livraison

Préparer et gérer la phase de réception
- Programmation de la livraison, check-list, coordination avec les équipes de gestion
- Les OPR, la réception, les levées de réserves
- Les formalités de clôture
- Constitution du dossier d'archives
- L'année de parfait achèvement, l'assurance DO, les garanties
- Le traitement des litiges courants
- Bilan opérationnel, clôture financière de l'opération, débriefing

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

Classe virtuelle Retours d'expérience :** pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

MODULES VIDÉO
- Quelles conditions pour lancer un projet ?
- Comment concevoir son planning projet ?
- Qui sont les parties prenantes au projet ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Monter, conduire et gérer une opération de travaux et exercer pleinement le métier de maître d'ouvrage

PERFECTIONNEMENT

Code : 74251
14 jours | 98 heures | Repas inclus
Tarif HT : 7 420 €
Tarif TTC pour les particuliers : 5 940 €

CPFFP

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
MAÎTRISE D'OUVRAGE
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS
Monter, conduire et gérer une opération de travaux depuis le recensement du besoin jusqu'à la fin des garanties
Planifier les étapes et gérer les interfaces entre tous les acteurs
Établir des méthodes de gestion de la maîtrise d'ouvrage à travers les aspects administratifs, techniques, financiers et juridiques

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances de base sur les opérations de travaux

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables bâtiments
Responsables d'opérations, aménageurs publics et privés, promoteurs immobiliers
Toute personne associée à des opérations de construction

ANIMATEURS
Pierre DOYARD
Consultant-Formateur
Pascal JANZAM
Conseil - Formation
IMOKA
Alain JOUHANNEAU
Formateur-Consultant

PLANNING

Paris - Promotion 1
20 au 22 mars, 13 au 15 mai, 12 au 14 juin, 24 juin*
4-5 juillet, 18 au 20 septembre et 19 décembre 2019**

Paris - Promotion 2
1er au 3 octobre, 6 au 8 novembre, 4 au 6 décembre, 13 décembre 2019*
13-14 janvier, 11 au 13 février et 29 mai 2020**

CLASSES VIRTUELLES
* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants Quiz amont	Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation	Classe virtuelle Mémoire* E-évaluation Modules vidéo Quiz aval Classe virtuelle Retours d'expérience**

Voir descriptif p. 411

Responsabilités du maître d'ouvrage

Se protéger des différents risques juridiques

BEST OF DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Gérer les risques contractuels et leurs enjeux

La gestion contractuelle des risques par le maître d'ouvrage

- La gestion des risques dans la définition du programme et dans la préparation des marchés
- La responsabilité du maître d'ouvrage en cas de modification du marché

Étude de cas : analyse commentée d'exemples jurisprudentiels et identification des conditions du bouleversement économique du marché

- L'immixtion du maître d'ouvrage dans les travaux

La gestion des risques du maître d'ouvrage par rapport aux obligations légales

- La garantie de paiement de l'entrepreneur
- Le travail illégal

Prévenir et gérer les risques associés à la sous-traitance

Les risques liés à la présence d'un sous-traitant irrégulier

Les risques liés au sous-traitant impayé

- La responsabilité du maître d'ouvrage
- Défaillance de l'entreprise principale

Étude de cas : dans le cadre d'un marché privé, identification des obligations/responsabilités du maître d'ouvrage confronté à la réclamation d'un sous-traitant

Prévenir les risques et responsabilités associés au trouble anormal de voisinage

- La préparation du chantier
- Les clauses de garantie contractuelle et les clauses de transfert de responsabilité
- La responsabilité du maître d'ouvrage sur le fondement des troubles anormaux de voisinage

Maîtriser le rôle de l'assurance dans la prévention des risques

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Quel montage mettre en place pour la phase de travaux ?
- Quels points clés lors de la réception des travaux ?
- Quelles garanties lever à l'issue de la construction ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Mettre en œuvre les bonnes pratiques permettant de prévenir et de gérer toute mise en cause de sa responsabilité

PERFECTIONNEMENT

Code : 74298
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les responsabilités pesant sur le maître d'ouvrage
Examiner les différents risques pesant sur la maître d'ouvrage
Organiser la prévention des risques grâce à l'assurance

PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance du droit de la construction

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics et privés
Assistants à maîtrise d'ouvrage

ANIMATEUR

Benoît VARENNE
Avocat au Barreau de Paris
CHEYSSON MARCHADIER & ASSOCIÉS

PLANNING

Paris
7 juin 2019
26 septembre 2019
3 décembre 2019

Rôles et responsabilités de l'AMO

Assurer les missions d'AMO en toute sécurité

NEW

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les missions de l'AMO et leur articulation avec celles des autres acteurs

- Identifier les différents types de missions d'AMO
- Assurer des missions étendues : l'AMO généraliste
- Assurer des missions restreintes : AMO spécialiste (administratif, technique, financier…)
- Différencier AMO et mandataire/maître d'ouvrage délégué
- Maîtriser le cadre réglementaire propre à chaque mission

Exercice d'application : détermination de la nature de la mission d'AMO dans différents exemples d'opérations

- Définir le contenu des missions selon l'avancement du projet : de la faisabilité à l'achèvement des travaux
- Articuler le rôle opérationnel de l'AMO avec celui des autres intervenants de l'opération
- Analyser les relations entre l'AMO et le Maître d'Ouvrage dans la définition et le déroulement de l'opération
- Identifier le positionnement de l'AMO auprès du/des maîtres d'œuvre, du coordinateur SPS…

Maîtriser la responsabilité et les enjeux juridiques de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

- Analyser le contrat entre l'AMO et le maître d'ouvrage en marché public et marché privé
- Spécifier la mission
- Rédiger le cahier des charges de consultation
- Définir les modalités de rémunération

Exercice d'application : rédaction des rubriques clés d'un contrat de prestation d'AMO

- Définir la responsabilité de l'AMO
- Analyser la responsabilité contractuelle
- Définir les limites de la responsabilité de l'AMO au titre du code des assurances
- Comprendre la portée de l'arrêt du CE du 9/03/2018 : l'AMO qualité de constructeur au titre de la garanties décennale
- Gérer le contentieux

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Prévenir et gérer le risque de mise en cause de sa responsabilité dans le cadre des missions d'AMO

INITIATION

Code : 74388
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir le rôle de l'assistance à maîtrise d'ouvrage
Déterminer les responsabilités associées
Prévenir les risques contractuels et de mise en cause de la responsabilité

PRÉREQUIS

Être confronté à des opérations de travaux dans sa pratique

PUBLIC CONCERNÉ

Assistants à Maîtrise d'Ouvrage
Maîtres d'ouvrage publics et privés
Directeurs juridiques et juristes

ANIMATEUR

Anaïs FAUGLAS
Avocat urbanisme et construction
FAUGLAS AVOCAT

PLANNING

Paris
21 mai 2019
8 octobre 2019
17 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Acquérir les bases du montage d'opérations de travaux

BEST OF

Organiser de façon opérationnelle un projet de construction d'ouvrage

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir les spécificités de l'opération

Identifier la complexité de l'organisation des acteurs de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage et ses acteurs
- L'organisation et la qualification des partenaires
- Le maître d'ouvrage : définition, rôles et responsabilités
- Le mandataire, le conducteur d'opération, l'AMO…
- Le contrôle technique, le CSPS, le CSSI…
- Le montage en phase de programmation : programme, enveloppe financière…

Les étapes de la phase programmation
- Les études préalables : préfaisabilité, faisabilité
- Les étapes décisionnelles du montage
- Les différentes formes de montages possibles
- Le programme, contenu, rédaction, évolution
- L'enveloppe financière, contenu, évolution

La maîtrise d'œuvre
- La définition, les rôles et les responsabilités
- L'organisation
- Le phasage
- Le suivi des études

Les entrepreneurs et les marchés de travaux
- La définition, les rôles et les responsabilités
- Le contrat de louage d'ouvrage : bases juridiques et conséquences
- L'organisation : cotraitance, sous-traitance…
- Le marché de travaux : formation, contenu, pièces…

Maîtriser et gérer les phases de consultation et de réalisation du chantier
- La consultation : seuils, procédures courantes, publicités, candidatures, offres…
- La préparation et le démarrage du chantier
- La vie du marché et le chantier
- Gérer la phase de fin de chantier, la réception et les garanties

Étude de cas : récapitulatif d'un tableau de bord de maîtrise d'ouvrage et conduite d'opérations

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Initier l'organisation du montage d'opérations de travaux

INITIATION

Code : 74112
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Décrire les rôles et responsabilités de tous les intervenants
Analyser le déroulement chronologique d'une opération en intégrant toutes les contraintes internes et externes

PRÉREQUIS

Connaître les enjeux d'une opération de travaux

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrages occasionnels publics et privés

ANIMATEUR

Pierre DOYARD
Consultant-formateur

PLANNING

Paris
22 mars 2019
23 septembre 2019
9 décembre 2019

Déterminer le coût d'une opération de construction

DIGITAL

Outils et méthodes pour optimiser et suivre les coûts

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les coûts et les suivre à chaque étape de l'opération

Identifier les postes de coûts d'une opération
- Les coûts de la construction
- Les coûts des études
- Les coûts de la maîtrise d'ouvrage
- Les coûts d'une opération, toutes dépenses confondues

Étude de cas : analyse commentée de différents postes de coûts

Mettre en œuvre les outils et méthodes d'estimation et de suivi des coûts à chaque étape
- En phase de faisabilité et de programmation
- Études d'avant projet (ESQ, APS, APD)
- Études de projet
- Marchés de travaux

Exercice d'application : estimer les coûts à différentes étapes d'une opération en utilisant la méthode adaptée

Gérer l'optimisation économique de votre opération

Identifier les facteurs d'influence des coûts
- Les acteurs du projet : maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, autres études, entreprise de travaux, exploitant…
- Déterminer leurs rôles, responsabilités et influence sur les coûts
- Intégrer l'environnement, le développement durable

Étude de cas : analyse d'actions conduites par des acteurs d'une opération ayant conduit à des écarts de coûts

Utiliser les outils et méthodes adaptés pour maîtriser les coûts
- Définir les points de vigilance en phase amont : de la faisabilité à la programmation
- Développer une stratégie de projet et d'achat des prestations d'études et de travaux
- Définir l'engagement de résultat pour une opération de construction
- Préparer l'avenir : appréhender le coût global

Exercice d'application : application des outils et des méthodes à des cas concrets rencontrés par les participants

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser ses coûts de construction grâce à la méthode de coût global et répondre aux besoins de développement durable des bâtiments

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 5 juillet 2019
ou 6 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 74218
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier l'ensemble des postes de coûts
Estimer et contrôler les coûts aux étapes clés du projet
Appliquer les outils et méthodes de calcul des coûts des études et des travaux

PRÉREQUIS

Bien connaître les règles liées à la construction

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics et privés
Chargés d'opérations et promoteurs immobiliers

ANIMATEUR

Pierre RASOLO
Associé
GREEN BUILDING

PLANNING

Paris
5-6 juin 2019
6-7 novembre 2019

Piloter une opération de travaux, phase 1

Conduire les étapes en amont du démarrage du chantier

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Concevoir l'opération

Mener la phase de conception du programme

- Définir le besoin
- Monter le projet : les études de préfaisabilité et de faisabilité
- Identifier les étapes chronologiques de l'opération
- Définir les acteurs de l'opération, leurs rôles et responsabilités

Étude de cas : analyse commentée d'études de préfaisabilité ou faisabilité et identification des écueils

Organiser le financement de l'opération de travaux

- Identifier les méthodologies d'estimation des coûts
- Recenser et pointer l'ensemble des besoins et les coûts associés
- Préparer le dossier financier : avances, garanties…

Lancer l'opération

Faire appel à la maîtrise d'œuvre

- Définir les missions à confier à la maîtrise d'œuvre
- Élaborer le cahier des charges
- Prendre en compte et formaliser le développement durable
- Identifier les contrôles et points de vigilance pour prévenir les risques

Exercice d'application : rédaction de points clés d'un dossier de consultation

Lancer la consultation de la maîtrise d'œuvre

- Définir la procédure adaptée selon qu'il s'agisse d'une opération publique ou privée
- Appliquer les procédures et le cadre réglementaires en marché public
- Analyser les offres des entreprises selon différentes méthodes et déterminer l'offre la plus adaptée

Étude de cas : analyse commentée d'offres remises par la maîtrise d'œuvre et identification des écarts par rapport au cahier des charges

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Mettre en œuvre les étapes de préparation d'un chantier afin de sécuriser la bonne réalisation de l'opération

INITIATION

Code : 74343
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les éléments techniques et organisationnels de la conception d'une opération
Cerner les composantes clés du coût et du financement
Rédiger le cahier des charges et lancer la consultation de la maîtrise d'œuvre

PRÉREQUIS

Connaître les enjeux d'une opération de travaux

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics ou privés
Responsables techniques et chargés d'opérations de travaux

ANIMATEUR

Jean MAUSSION, Architecte Conducteur de travaux, AMO

PLANNING

Paris
4 juin 2019
2 octobre 2019
12 décembre 2019

Piloter une opération de travaux, phase 2

Conduire le chantier jusqu'à la réception de l'ouvrage

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Préparer et suivre le chantier

Organiser le chantier

- Définir les différents intervenants et appréhender les missions de maîtrise d'œuvre d'exécution et d'OPC
- Présenter les moyens et objectifs
- Organiser la réunion préparatoire : les acteurs concernées, l'ordre du jour et le compte rendu
- Définir les délais et le planning de chantier
- Le démarrage des travaux

Exercice d'application : élaboration d'un planning et identification des outils de suivi et mise à jours du planning selon différents aléas

Gérer le suivi technique du chantier

- Assurer l'échange de données, animer les réunions…
- Contrôler la bonne exécution des travaux et suivre les délais
- Respecter les règles en matière d'hygiène sécurité environnement : maîtriser le cadre réglementaire et les enjeux du plan de prévention

Exercice d'application : préparation d'une réunion de chantier

Effectuer le suivi comptable et financier

- Appréhender les prix et leurs variations
- Gérer les décomptes, acomptes et réglements
- Sécuriser les modifications et rédiger les avenants

Étude de cas : analyse commentée de décomptes et acomptes

Gérer l'achèvement des travaux et préparer la réception

Identifier les démarches lors de l'achèvement des travaux

- Les visites à effectuer, les contrôles et essais
- Élaborer la liste des réserves
- Identifier les documents à remettre par les entreprises

Préparer la livraison

- Les démarches et pièces administratives
- Appréhender les enjeux des dossiers DOE et DIUO
- Prévoir la levée des réserves

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Conduire la phase de conduite d'un chantier afin de mener à bien l'opération de construction

INITIATION

Code : 74344
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Organiser le chantier et définir les points clés de son suivi technique
Assurer la gestion comptable et financière en cours de chantier
Gérer la phase de fin de travaux en vue de la livraison

PRÉREQUIS

Connaître les étapes préalable ou démarrage d'un chantier

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics ou privés
Responsables techniques et chargés d'opérations de travaux
Toute personne amenée à suivre une opération de travaux

ANIMATEUR

Jean MAUSSION, Architecte Conducteur de travaux, AMO

PLANNING

Paris
5 juin 2019
3 octobre 2019
13 décembre 2019

Suivi, réalisation et réception des travaux

Gérer efficacement l'exécution de l'opération

BEST OF DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir l'environnement de l'opération et le marché de travaux

Maîtriser le cadre général des marchés de travaux

Les caractéristiques juridiques des marchés de travaux

Les obligations de l'entrepreneur

Étude de cas : analyse comparative des textes de référence, le CCAG des marchés publics de travaux et la norme NFP 03-001

Optimiser l'exécution des marchés de travaux lors de la réalisation de l'opération

Le lancement du marché et la préparation

Organiser le dossier financier

Maîtriser les aspects comptables

Exercice d'application : examen de décomptes et acomptes mensuels

Optimiser la réalisation des travaux

Exercice d'application : examen de projets d'avenants

Bien gérer le suivi du chantier

- Les fiches de suivi et la gestion des divers avis techniques
- Les réunions de chantier et les procès-verbaux

Mener à bien la phase de réception et la fin de l'opération

- Identifier les responsabilités et obligations de garanties
- Les opérations préalables à la réception
- La réception et le traitement des réserves
- Le parfait achèvement et les garanties

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Quel montage mettre en place pour la phase de travaux ?
- Quels points clés lors de la réception des travaux ?
- Quelles garanties lever à l'issue de la construction ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Mettre en place des actions permettant d'optimiser l'exécution de l'opération de travaux

PERFECTIONNEMENT

Code : 74079

3 jours | 21 heures

Tarif HT : 1 850 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le cadre législatif et règlementaire des marchés de travaux
Examiner les responsabilités et les rôles respectifs des acteurs
Gérer les clauses d'exécution et les marchés de travaux

PRÉREQUIS

Connaître les bases du montage de projets de construction

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics et privés
Les entreprises de construction principales et sous-traitantes

ANIMATEUR

Pierre DOYARD
Consultant-formateur

PLANNING

Paris
23 au 25 janvier 2019
22 au 24 mai 2019
24 au 26 septembre 2019
10 au 12 décembre 2019
Lyon
Dates sur www.efe.fr

Gestion technique et opérationnelle d'un chantier

Organiser, piloter et coordonner un chantier

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir la mission de maîtrise d'œuvre d'exécution, d'OPC et le contrat associé
- Maîtriser le sens des missions de maîtrise d'œuvre d'exécution, d'ordonnancement, de pilotage et de coordination
- Maîtriser le contenu du contrat de maîtrise d'œuvre d'exécution et d'OPC en marchés publics et en marchés privés

Planifier et assurer le suivi technique du chantier
- La préparation administrative
- La réunion préparatoire
- Délais et planning de chantier

Exercice d'application : élaboration d'un planning et recalage d'un planning selon les aléas rencontrés

Exercice d'application : gestion d'un retard de délai contractuel

Assurer le suivi technique du chantier
- Les réservations et plans d'exécution
- Assurer les échanges de données en cours de chantier
- Le visa du maître d'œuvre
- Animer des réunions de chantier
- Rédiger le contenu des comptes-rendus de chantier

Le suivi comptable et financier du chantier
- Les avenants en cours de travaux
- Les situations mensuelles
- Les actualisations, les révisions
- Le décompte général définitif
- Le visa du maître d'œuvre

Exercice d'application : vérification d'un décompte général définitif

Réceptionner les travaux
- Le processus et le rôle des acteurs
- Les documents et leur circuit
- Le suivi des réserves

Appréhender les aspects comportementaux

Le comportement des acteurs

La gestion des litiges

Exercices d'application : contrôle des connaissances

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Suivre toutes les missions d'organisation, de planification et de gestion d'un chantier afin d'en assurer la réussite

INITIATION

Code : 74299
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le contenu et rédiger le contenu d'une mission OPC
Planifier et assurer le suivi technique du chantier
Suivre le planning et la bonne réalisation d'un chantier

PRÉREQUIS

Connaître les enjeux d'une opération de travaux

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage et AMO
Mandataires de maîtrise d'ouvrage
Conducteurs d'opérations et maîtres d'œuvre

ANIMATEUR

Jean MAUSSION
Architecte, Conducteur de travaux, AMO

PLANNING

Paris
28-29 mai 2019
25-26 novembre 2019

Réussir l'achèvement d'un chantier et la réception de l'ouvrage

DIGITAL

Organiser la clôture d'une opération

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Gérer les étapes en amont de la livraison de l'ouvrage

Organiser les opérations préalables à la réception
- Mener les visites préalables
- La liste des réserves, l'inexécution, la malfaçon
- Les essais et contrôles techniques
- Les documents dus par les entreprises

Gérer la réception des concessionnaires

Identifier les démarches et autorisations administratives liées à la réception

La DAACT
- Les vérifications initiales
- L'ouverture au public
- La commission de sécurité et d'accessibilité

Cerner les effets de la réception

Le transfert de garde
- L'exonération de l'entrepreneur
- La mise en place de la maintenance

Déterminer le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Conduire le Dossier des Interventions Ultérieures sur Ouvrage (DIUO)

Établir le dossier de SSI

La levée des réserves
- Le délai de levée des réserves
- L'organisation des travaux de retouches
- La défaillance des entreprises

Maîtriser les étapes à compter de la réception

Gérer la livraison

Le contenu du dossier de transfert

Le dossier d'utilisation d'entretien et de maintenance (DUEM)

Organiser la clôture des comptes

Maîtriser la mise en place des garanties

Exercice d'application : contrôle des connaissances

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Quel montage mettre en place pour la phase de travaux ?
- Quels points clés lors de la réception des travaux ?
- Quelles garanties lever à l'issue de la construction ?

COMPÉTENCE MÉTIER

Conduire et organiser l'achèvement d'un chantier et l'exploitation de l'ouvrage

EXPERTISE

Code : 74214
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les moments clés de la clôture d'une opération
Analyser le rôle des acteurs durant les différentes phases
Gérer la transmission du bâtiment au gestionnaire

PRÉREQUIS

Connaître les bases du montage de projets de construction

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics et privés
Les entreprises de construction principales et sous-traitantes

ANIMATEUR

Jean MAUSSION, Architecte
Conducteur de travaux, AMO

PLANNING

Paris
19 juin 2019
4 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Assurer la sécurité sur un chantier

Gérer les obligations en matière de prévention et de coordination SPS

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les enjeux en matière de santé-sécurité sur un chantier et la réglementation applicable

Mettre en œuvre le plan de prévention

- Les applications conjointes de la procédure par les entreprises
- Les rôles possibles du maître d'ouvrage s'il n'est pas l'exploitant
- Les outils à mobiliser
- La méthodologie d'analyse des risques de co-activité

Exercice d'application : rédaction d'un tableau d'analyse des risques

Piloter les missions de coordination SPS

Maîtriser la réglementation et les obligations du maître d'ouvrage

- Gérer la phase d' appels d'offres travaux : Plan Général de Coordination SPS (PGCSPS) en tant que pièce du marché, information sur le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)
- Rédiger la déclaration préalable
- Analyser le déroulement de la mission du coordonnateur SPS réalisation - suivi par le représentant de la maîtrise d'ouvrage
- Suivre le registre journal

Étude de cas : analyse commentée de différents contrats de mission SPS apportés par les participants

Maîtriser les missions spécifiques du coordonnateur SPS

- Établir le PGCSPS par le coordonnateur en conception
- Constituer le CISSCT par le coordonnateur réalisation
- Réaliser les visites d'inspection communes

Étude de cas : analyse commentée d'un PGCSPS et identification des améliorations à apporter

- Établir, finaliser et remettre le Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO)

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Assurer la sécurité sur un chantier au travers de la mise en œuvre des différents dispositifs réglementaires s'appliquant à la maîtrise d'ouvrage

INITIATION

Code : 74300
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier la réglementation et les obligations du maître d'ouvrage
Choisir entre plan de prévention et coordination SPS
Organiser les missions du coordonnateur SPS

PRÉREQUIS

Connaître les règles de base encadrant la sécurité sur un chantier

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage et AMO
Responsables de programmes, conducteurs d'opérations…

ANIMATEUR

Jean-Yves DUMAS, Consultant Santé Sécurité au Travail, AYLA

PLANNING

Paris
25-26 juin 2019
4-5 décembre 2019

Concevoir et piloter une opération en BIM

Intégrer la démarche pour la maîtrise d'ouvrage

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier et intégrer les applications du BIM

Comprendre le BIM et ses évolutions

- Faire le point sur le BIM et ses enjeux
- Identifier les caractéristiques du BIM
- Maîtriser les différents niveaux d'usage du BIM
- BIM et cycle de vie du bâtiment
- Appréhender les outils logiciels et leurs évolutions
- Identifier les caractéristiques collaboratives

Étude de cas : identification des propriétés d'un objet selon les phases et les acteurs, à partir de l'exemple d'un projet de bâtiment

Appliquer le BIM aux différentes étapes de la vie d'un bâtiment

Exercice d'application : définition du schéma d'organisation des principaux acteurs tout au long d'un projet de bâtiment BIM

Intégrer le BIM à son métier et à son organisation

Plan d'action personnel : construction du plan d'action "passer au BIM" et analyse des points critiques pour une bonne mise en œuvre dès son retour en entreprise

Appréhender la conception d'un bâtiment avec les logiciels BIM

S'initier à la modélisation avec REVIT

Créer les composants de base d'un modèle

- Maîtriser le BIM pour la maîtrise d'ouvrage

Gérer le bâtiment en BIM

- Gestion technique et gestion patrimoniale
- Disposer d'informations en temps réel et les exploiter

Passer les marchés en BIM

- Sélectionner les offres des prestataires
- Organiser les prestataires et mettre en œuvre les prestations

Étude de cas : intégration du BIM dans un appel d'offres, en définissant le besoin et les critères de sélection d'un prestataire

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Piloter l'intégration du BIM dans le cadre de ses nouvelles opérations de construction

INITIATION

Code : 74328
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer les enjeux techniques et organisationnels du BIM
S'initier aux outils logiciels du BIM
Maîtriser les spécificités du processus BIM

PRÉREQUIS

Connaître le process d'un projet de construction

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage
Directeurs des services techniques et chargés d'opérations

ANIMATEUR

Patrick DELAPORTE ARNAL
Associé co-gérant
SOFTLOFT MANAGEMENT

PLANNING

Paris
12-13 mars 2019
26-27 juin 2019
5-6 novembre 2019

Rédiger une convention en BIM

Formaliser les attentes du BIM selon la nature du projet

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Connaître les fondamentaux du BIM
- Maîtriser les enjeux et les caractéristiques du BIM
- Identifier les impacts du BIM au sein des organisations et des métiers
- Définir le rôle de la maîtrise d'ouvrage dans un projet BIM
- Connaître les outils et le langage BIM

Gérer une opération via les conventions BIM

Maîtriser les objectifs du donneur d'ordres
- Identifier les objectifs de maîtrise d'ouvrage
- Définir un usage BIM pour la maîtrise d'ouvrage
- Convertir et hiérarchiser les objectifs du donneur d'ordres en un objectif BIM
- Monter et transmettre un programme en BIM

Les conventions BIM
- Définir le contexte général et les membres du projet BIM
- Maîtriser la répartition des tâches entre les membres de l'équipe
- Identifier les procédures les plus adaptées
- Rédiger la convention associée au cahier de charges de la consultation
- Analyser les offres au regard de la convention BIM

Étude de cas : intégration du BIM dans un appel d'offres, en définissant le besoin et les critères de sélection d'un prestataire

Faire vivre le projet en BIM
- Analyser et faire gérer les conventions BIM de la maîtrise d'œuvre en conception et en rélisation
- Maîtriser le processus de diffusion des éléments BIM
- Savoir coordonner les réunions
- Mettre des contrôles en œuvre

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Rédiger la convention d'un projet en BIM

PLANNING

Paris
4-5 juin 2019
14-15 octobre 2019
16-17 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 74373
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Définir les besoins des donneurs d'ordres
Identifier les points complexes d'un projet en BIM
Expliciter le caractère BIM d'un projet au sein d'une convention

PRÉREQUIS
Avoir des notions de base sur le BIM

PUBLIC CONCERNÉ
Maîtres d'ouvrage
Chargés d'opérations
Directeurs immobiliers

ANIMATEUR
Patrick DELAPORTE ARNAL
Associé co-gérant
SOFTLOFT MANAGEMENT

Les enjeux juridiques du BIM

Recourir à la maquette numérique en toute sécurité juridique

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser les aspects juridiques du BIM à chaque phase d'une opération

Identifier le cadre réglementaire

Pratiquer le BIM en phase de préparation
- Valider les conditions de passation des marchés
- Le BIM au stade de la programmation
- Le BIM et le relevé des caractéristiques matérielles de l'opération
- Le BIM au stade de la mise en concurrence
- Assurer la compatibilité de l'opération au cadre juridique des marchés publics

Exercice d'application : analyse commentée d'un marché lancé avec avec le BIM

Pratiquer le BIM en phase de conception et d'exécution
- Identifier les impacts sur les missions traditionnelles
- Analyser les missions nouvelles générées par l'utilisation du BIM

Pratiquer le BIM en phase d'exploitation
- Répondre aux attentes en matière d'exploitation-maintenance
- Le DOE numérique
- Identifier les difficultés juridiques

Examiner les responsabilités et les principes de la propriété intellectuelle liés au BIM

Maîtriser les responsabilités liées au BIM
- Lister les responsabilités des intervenants en BIM
- Les assurances
- La responsabilité spécifique des prestataires informatiques
- Formaliser les responsabilités au sein des contrats

Exercice d'application : rédaction des clauses clés d'un contrat de prestation BIM

Examiner quelques principes de propriété intellectuelle en BIM
- Les règles de protection de la propriété intellectuelle
- Comment en assurer la transférabilité

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Recourir au BIM en toute sécurité juridique et contractuelle afin de mener à bien son opération

PERFECTIONNEMENT

Code : 74372
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Maîtriser le cadre réglementaire du BIM
Identifier les enjeux contractuels à chaque phase de l'opération
Analyser les responsabilités et les limites juridiques liées au BIM

PRÉREQUIS
Avoir des notions de base sur le BIM

PUBLIC CONCERNÉ
Maîtres d'ouvrage
Responsables juridiques et d'opérations

ANIMATEUR
Aldo SEVINO, Avocat Associé
Cabinet ASEA

PLANNING

Paris
14 mars 2019
28 juin 2019
26 novembre 2019

Approche des technologies du bâtiment

Intégrer les bases techniques et le vocabulaire de la construction

BEST OF RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les différents cadres d'approche de la technologie

Cerner les bases terminologiques de l'organisation du secteur du bâtiment
- L'approche graphique
- La décomposition d'un ouvrage par fonction ou par élément de construction
- Les ouvrages et la partition des corps d'état

Étude de cas : analyse et lecture d'un plan d'exécution

Analyser et comprendre les étapes de la construction, de la structure des fondations au toit

Des fondations à la terrasse, la structure de l'ouvrage
- Les terrassements
- Les fondations
- Les structures verticales et horizontales
- Les liaisons
- Les enduits et les façades

Le clos et le couvert
- Les charpentes
- Les couvertures
- Les différentes techniques d'étanchéité
- La zinguerie
- Les menuiseries extérieures
- Les fermetures et occultations

Lister les techniques et matériaux de finition

Acquérir les bases des lots techniques

Les lots techniques
- La plomberie : alimentations et évacuations
- Le sanitaire : les appareils et l'eau chaude
- Le chauffage : production, distribution, énergie
- Les courants : forts et faibles
- Les équipements techniques divers : les ascenseurs

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Déchiffrer un devis et de conduire des travaux

PLANNING

Paris
18-19 mars 2019
17-18 juin 2019
3-4 octobre 2019
Lyon
20-21 mai 2019
4-5 novembre 2019

INITIATION

Code : 74113
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Acquérir les bases de la terminologie, les techniques de conception et de réalisation du bâtiment
Gérer les devis et les travaux
Définir les pathologies les plus courantes

PRÉREQUIS

Être confronté à des opérations de construction dans sa pratique

PUBLIC CONCERNÉ

Chargés d'opérations
Responsables techniques et maîtres d'œuvre

ANIMATEUR

Pierre DOYARD
Consultant-formateur

Prévenir les pathologies des bâtiments

Gérer les principaux sinistres, anomalies et dysfonctionnements

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir la composition du bâtiment et les pathologies associées

Prévenir et gérer les pathologies

Déterminer les pathologies des structures et fondations
- La qualité des sols et sous-sols
- Les infrastructures et fondations profondes et superficielles
- Les superstructures porteuses
- Les murs de soutènement
- Les altérations des charpentes en bois, métal ou béton

Cerner les origines des pathologies

Identifier les causes, les manifestations et les remèdes possibles

Étude de cas : analyse de désordres relatifs aux fondations et aux infrastructures

Exercice d'application : à partir de désordres nommés, détermination des remèdes possibles et préconisation d'une méthode de prévention

Analyser le diagnostic

Gérer les éventuels sinistres

Prioriser les interventions en hiérarchisant les dommages

Étude de cas : à partir d'un diagnostic, définition du plan d'intervention et de la graduation des priorités

Mesurer les aspects techniques et règlementaires
- La question de la non-conformité en matière d'accessibilité ou de sécurité
- L'amiante, le plomb, le gaz
- Les assurances à souscrire
- Les types de responsabilités pouvant être mises en œuvre
- Les normes, règles et DTU
- Le devoir de conseil et ses conséquences en cas de non-respect
- Les limites de la compétence

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Détecter les pathologie d'un bâtiment et définir les solutions pour y remédier

PERFECTIONNEMENT

Code : 74301
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Analyser les désordres pathologiques du bâtiment
Déterminer les remèdes appropriés
Adopter une posture préventive de la pathologie des bâtiments

PRÉREQUIS

Connaître les bases techniques de construction d'un bâtiment

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage
Techniciens et ingénieurs

ANIMATEUR

Michel MOYSE, Expert sécurité incendie et pathologie
Cabinet C2M

PLANNING

Paris
15-16 mai 2019
3-4 octobre 2019

Gérer la maintenance des bâtiments

Sécuriser les clauses des contrats de maintenance

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mesurer les enjeux actuels de la maintenance

Définir la maintenance et les services de maintenance

Cerner les types de maintenance

Déterminer le meilleur prestataire de maintenance

Déterminer les intervenants : rôles, assurances, qualifications…

- Comparer et sélectionner des prestataires
- L'évaluation des prestations de maintenance
- Les sanctions en cas de manquements du prestataire

Identifier les règles des phases techniques et administratives

Maîtriser le contenu des carnets d'entretien

Cerner les types de marchés de travaux à adapter

Maîtriser les principaux cas particuliers

Mesurer les aspects techniques

- Selon le type et l'usage du bâtiment
- Selon les parties du bâtiment
- Humidité, infiltrations, le fil rouge de l'entretien
- Les contrats de maintenance

Exercice d'application : réalisation d'un diagnostic complet et d'un plan d'entretien quinquennal d'un local prédéterminé

Rédiger un contrat de maintenance du bâtiment

- Déterminer les éléments essentiels du contrat
- Sécuriser les clauses essentielles à inclure dans le contrat
- Gérer la vie du contrat

Exercice d'application : rédaction des points clés d'un contrat de maintenance

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Maîtriser le cadre juridique et technique de vos contrats de maintenance des bâtiments

PLANNING

Paris
24-25 juin 2019
21-22 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 74302
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Faire le point sur les pratiques de la maintenance
Analyser les différents aspects de la maintenance
Rédiger, gérer et suivre les contrats de maintenance

PRÉREQUIS

Connaître les bases en matière de technologie du bâtiment

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables techniques, construction et patrimoine immobilier
Gestionnaires de biens immobiliers

ANIMATEUR

Jimmy CHAUVIN
Directeur technique, sécurité & environnement
Emergence Conseil

Accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées

Respecter ses obligations et réaliser un diagnostic

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir la situation de handicap

- Les différents types de handicaps
- Les différentes situations de handicaps

Mise en situation : intégrer les contraintes liées à chaque situation de handicap

Intégrer le contexte et le cadre réglementaire

- Les 4 piliers de la loi cadre n° 2005-102 du 11/02/2005
- Pour le neuf en ERP : mise en application
- Pour la réhabilitation des ERP : diagnostics et mise aux normes
- Circulaire interministérielle N° DGUHC 2007-53 relative à l'accessibilité des ERP des IOP et des bâtiments d'habitation en 3 tableaux résumés
- La nouvelle réglementation en vigueur depuis le 1er janvier 2016
- L'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) pour les ERP existants
- Diagnostic accessibilité
- Attestation d'accessibilité d'un ERP conforme ou Cerfa travaux
- L'arrêté du 8/12/2014 " ERP Existant "
- Le décret et l'arrêté du relatifs à l'accessibilité aux logements neufs
- Les acteurs de l'accessibilité

Rendre accessibles les ERP

- La logique de chaîne de déplacement
- Les règles d'accessibilité

Exercice d'application : analyse de situations de non-conformité et identification des actions correctives à prévoir

Mettre en place une démarche de diagnostic

- Les objectifs du diagnostic
- Les aides financières
- Les facteurs de réussite
- Le niveau de détail
- Les actions réalisables à court ou moyen terme

Méthodologie pour établir un diagnostic accessibilité

- La méthodologie d'évaluation de l'accessibilité
- Le relevé de terrain

Exercice d'application : élaboration d'une démarche de mise en accessibilité d'un bâtiment

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Intégrer dans son projet la thématique du handicap

PERFECTIONNEMENT

Code : 74151
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir une situation de handicap
Délimiter le contexte réglementaire et les principales exigences techniques pour les ERP
Mener un diagnostic de l'accessibilité d'un ERP et de proposer des solutions

PRÉREQUIS

Connaître les bases de la réglementation de la construction

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics et privés
Sociétés de construction et maîtres d'œuvre
Gestionnaires d'établissements

ANIMATEUR

Christine MÉROT, Architecte DPLG
Monteur d'opération, CEBAI

PLANNING

Paris
19-20 mars 2019
6 juin au 7 juillet 2019
4-5 novembre 2019

Les responsabilités des constructeurs

Sécuriser votre pratique pour limiter les risques contentieux

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les différents types de risques et de responsabilités

- Identifier les risques et les responsabilités avant et après réception
- Les acteurs à l'acte de construire : rôles et responsabilités
- Le mécanisme assurantiel : assurances obligatoires et garanties facultatives
- Préciser les risques avant réception
- Typologie des différents risques
- Les couvertures d'assurance

Exercice d'application : détermination du régime applicable à différents types de désordres

- Définir la responsabilité du sous-traitant
- Les diverses actions possibles à l'égard du sous-traitant
- La durée de la responsabilité du sous-traitant
- L'assurance des sous-traitants

La réception de l'ouvrage et les garanties

Prononcer la réception

- Les différentes formes
- Les conséquences de la réception

Les garanties à mettre en œuvre après la réception

Analyser la garantie de parfait achèvement

- Son contenu
- Déterminer les hypothèses de mise en œuvre

Exercice d'application : traitement des réserves non levées

Comprendre les caractéristiques des garanties biennales et décennales

Définir leur contenu et leur domaine de mise en œuvre

- La notion d'ouvrage
- La couverture des existants
- Les équipements dissociables
- Les équipements professionnels

Exercice d'application : qualification juridique d'un ouvrage ou d'un équipement afin de déterminer la garantie applicable

Désordres couverts et articulation avec les autres responsabilités

- Solidité de l'ouvrage
- La notion d'impropriété à la destination
- La responsabilité de droit commun, actions menées par les tiers…

L'assurance

- Les ouvrages soumis à l'assurance obligatoire
- Les garanties facultatives : leur contenu et leur domaine de mise en œuvre

Étude de cas : analyse des différents cas d'impropriété à destination retenus par les tribunaux

Mettre en œuvre les assurances et réparer le dommage

Le point de départ du déclenchement des garanties et les prescriptions

Les modalités de mise en œuvre

Le règlement de sinistre dommages-ouvrage

- La déclaration du sinistre
- La procédure d'expertise
- Le règlement indemnitaire

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCE MÉTIER

Déterminer les différents types de responsabilités des intervenants à l'acte de construire ainsi que les garanties obligatoires et facultatives pour chaque catégorie de désordres

PERFECTIONNEMENT

Code : 74329
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 460 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les différentes responsabilités dans le cadre d'une opération de construction
Analyser les apports de la jurisprudence
Gérer les risques contentieux et organiser ses recours

PRÉREQUIS

Être confronté aux opérations de construction dans sa pratique

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et juristes
Assureurs et avocats
Responsables de programmes immobiliers

ANIMATEUR

Isabelle VIGNOLLE ULDARIC
Avocat, assurance construction

PLANNING

Paris
23-24 mai 2019
7-8 octobre 2019
10-11 décembre 2019

08 ENVIRONNEMENT SÉCURITÉ ÉNERGIE

Cécile ORDOVAS
Responsable du secteur Environnement - Sécurité Énergie

ÉDITO

Les ministres se succèdent plus rapidement que la mise en œuvre des nouvelles réglementations annoncées... nous pourrions facilement céder à une certaine lassitude. Mais attention, les innovations pourraient alors nous rattraper et nous dépasser ! Car finalement les réformes souhaitées constituent une profonde mutation de notre société et ne peuvent être mises en place du jour au lendemain. Et nombre de mesures engagées ces dernières années ont déjà modifié nos pratiques de production et de consommation. Il faudra donc en 2019 être attentifs aux dispositions relatives à l'adoption de la nouvelle PPE, la mise en œuvre du plan de rénovation énergétique du bâtiment, celle de la feuille de route sur l'économie circulaire...

Forts de notre expérience des métiers de l'environnement, de l'énergie et de la santé-sécurité, nous sommes toujours en veille, avec l'aide de nos experts formateurs, pour vous accompagner dans l'adaptation de vos pratiques aux nouvelles obligations et incitations. Réglementations, solutions techniques, bonnes pratiques métiers : notre offre complète de formations 2019 répond à vos besoins afin de vous aider à mener bien vos missions.

3 QUESTIONS À L'EXPERT

L'innovation technologique va s'avérer indispensable si les assureurs veulent répondre aux nouvelles obligations imposées par le législateur

Corinne Lepage
Ancienne Ministre de l'Environnement
Avocate, Associée fondatrice
HUGLO LEPAGE AVOCATS

Économie circulaire, mobilité durable, ou reporting RSE... : quels sujets majeurs pour 2019 ?

L'accélération évidente des effets du changement climatique va conduire à une mobilisation sans précédent de toute la société en particulier des acteurs économiques. La RSE et de manière plus générale l'impact climatique des activités économiques va devenir un sujet central y compris pour la finance et donc pour les investissements. Dans la même logique, la transformation des modes de production devient un impératif d'où l'accélération de l'économie circulaire, du bio mimétisme, la production locale, de la réduction drastique des émissions et par voie de conséquence des hydrocarbures

Comment vont-ils se traduire pour les acteurs privés ?

Un certain nombre d'activités économiques sont directement impactées par la hausse des températures et la réduction des services rendus par la nature, liés à la perte de biodiversité. Pour les autres, les investissements, soit dans des activités qui permettent de réduire l'empreinte carbone, soit dans des activités traditionnelles pour obtenir le même objectif, seront évidemment priorisés. Il est probable également que les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique connaissent une accélération.

Selon quelles modalités ou outils pourra-t-on parvenir à l'objectif d'une " croissance verte " ?

Les modalités et outils sont parfaitement connus, qu'il s'agisse de l'économie circulaire, du bio mimétisme, de l'autoproduction et autoconsommation énergétique, des bâtiments à énergie passive ou positive. Mais, tant que la fiscalité sera aussi peu incitative et que les coûts externes ne seront pas internalisés, les difficultés d'une transition rapide demeureront. Il en va de même des freins mis au développement massif du renouvelable et du choix fait en faveur du maintien d'une filière nucléaire dont le coût prohibitif est maintenant connu de tous.

TÉMOIGNAGE

Très bonne formation qui a répondu à mes attentes. J'ai beaucoup apprécié la grande disponibilité des intervenants, leur partage d'expériences et avis très riches. Cette formation m'a permis d'avoir une meilleure compréhension des aspects techniques et juridiques que je vais appliquer immédiatement dans mon activité professionnelle.

Carole COIFFE, LEGRAND France,
Participante à la formation
" Gérer les sites et sols pollués " p. 474

SOMMAIRE

FORMATIONS 100% À DISTANCE

Classes virtuelles

Réf. 40109	Acquérir les bases des obligations légales en environnement	2 heures	190 €	**p. 460**
Réf. 40108	Réussir son dossier d'étude d'impact	2 heures	190 €	**460**
Réf. 40119	Acquérir les bases de la gestion des déchets en entreprise	2 heures	190 €	**461**
Réf. 10171	Promouvoir la santé et la sécurité au travail	2 heures	190 €	**26**
Réf. 40110	Être performant au poste de responsable HSE	2 heures	190 €	**461**
Réf. 40106	Passer à la norme ISO 14001 version 2015	2 heures	190 €	**462**
Réf. 40107	Organiser efficacement son audit énergétique	2 heures	190 €	**462**

FORMATIONS CERTIFIANTES

Réf. 40079	Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement	15 jours	7 850 €	**p. 464**
Réf. 40083	Responsable énergie en entreprise	15 jours	7 850 €	**498**

LES MÉTIERS

Réf. 53397	Experts techniques, les softskills qui font la différence	2 jours	1 395 €	**p. 463**
Réf. 40079	**Cycle certifiant** - Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement	15 jours	7 850 €	**464**
Réf. 40042	Responsable HSE	3 jours	1 895 €	**483**
Réf. 40085	Animateur santé sécurité	3 jours	1 895 €	**484**
Réf. 40013	Fonction sécurité	3 jours	1 995 €	**484**
Réf. 40018	Responsable environnement	3 jours	1 895 €	**488**
Réf. 40083	**Cycle certifiant** - Responsable énergie en entreprise	15 jours	7 850 €	**498**
Réf. 40122	Coordinateur énergie	3 jours	1 895 €	**502**
Réf. 40045	Chargé de mission développement durable	3 jours	1 895 €	**505**

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. 40001	Découvrir le droit de l'environnement industriel - Niveau 1	2 jours	1 395 €	**p. 466**
Réf. 40109	**Classe virtuelle** - Acquérir les bases des obligations légales en environnement	2 heures	190 €	**460**
Réf. 40011	Se perfectionner au droit de l'environnement industriel	2 jours	1 420 €	**467**
Réf. 40114	Gérer et prévenir la reponsabilité pénale du chef d'entreprise	4 heures	460 €	**467**
Réf. 40002	**Cycle long** - Maîtriser le droit de l'environnement industriel	4 jours	2 400 €	**468**
Réf. 40005	Gérer le passif environnemental	1 jour	940 €	**469**
Réf. 40112	Prévenir le contentieux administratif des ICPE	4 heures	460 €	**469**
Réf. 40068	Le cadre réglementaire des énergies renouvelables	2 jours	1 395 €	**504**

INSTALLATIONS CLASSÉES (ICPE)

Réf. 40024	Gérer une ICPE	2 jours	1 395 €	**p. 470**
Réf. 40024BL	Gérer une ICPE - **Blended**	14 heures	1 120 €	**471**
Réf. 40112	Prévenir le contentieux administratif des ICPE	4 heures	460 €	**469**
Réf. 40012	Fermer, céder une ICPE	1 jour	895 €	**472**
Réf. 40015	Réaliser son plan de prévention	1 jour	940 €	**487**
Réf. 40010	Dossier de réexamen d'une ICPE soumise à la directive IED	2 jours	1 420 €	**472**
Réf. 40031	Réussir l'étude d'impact d'une ICPE	2 jours	1 420 €	**473**
Réf. 40108	**Classe virtuelle** - Réussir son dossier d'étude d'impact	2 heures	190 €	**460**
Réf. 40032	Réviser son étude de dangers et son POI	3 jours	1 995 €	**473**
Réf. 40121	Sûreté des installations industrielles	1 jour	975 €	**486**
Réf. 40098	Gérer les effluents industriels	2 jours	1 420 €	**480**
Réf. 92256	Assurance et risques environnementaux	2 jours	1 650 €	**383**

FORMATION CONTINUE DES AVOCATS n° d'homologation 17-042 — Conseil National des Barreaux

HOMOLOGATION PAR LE CNB
Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur www.efe.fr

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

SITES ET SOLS POLLUÉS

Réf. 40016	Gérer les sites et sols pollués	●●	2 jours	1 395 €	**p. 474**
Réf. 40016BL	Gérer les sites et sols pollués - **Blended**	●	14 heures	1 120 €	**@**
Réf. 40116	Mettre en œuvre la procédure du tiers demandeur		4 heures	460 €	**474**
Réf. 40034	Les techniques de dépollution des sols	●●	2 jours	1 420 €	**475**
Réf. 40025	Sols pollués, friches, changements d'usage		1 jour	940 €	**476**
Réf. 40005	Gérer le passif environnemental		1 jour	940 €	**469**
Réf. 40054	Analyse des risques résiduels		1 jour	975 €	**476**

DÉCHETS

Réf. 40008	Gérer les déchets industriels	●●	2 jours	1 395 €	**p. 477**
Réf. 40008BL	Gérer les déchets industriels - **Blended**	●	14 heures	1 120 €	**@**
Réf. 40119	**Classe virtuelle** - Acquérir les bases de la gestion des déchets en entreprise		2 heures	190 €	**461**
Réf. 40117	Transformer des déchets en produits en toute sécurité		4 heures	460 €	**477**
Réf. 40035	Gérer les déchets industriels dangereux		2 jours	1 420 €	**478**
Réf. 40098	Gérer les effluents industriels		2 jours	1 420 €	**480**
Réf. 40038	Exploiter une unité d'incinération d'ordures ménagères		2 jours	1 485 €	**478**
Réf. 01003	Valorisation des déchets - Formation INSAVALOR		2 jours	1 094 €	**506**

EAU

Réf. 40019	Assainissement		2 jours	1395 €	**p. 479**
Réf. 40113	Choisir un mode de gestion du service d'assainissement adapté		4 heures	460 €	**479**
Réf. 40020	Gestion environnementale des eaux de pluie		1 jour	895 €	**480**
Réf. 40098	Gérer les effluents industriels		2 jours	1 420 €	**480**
Réf. 40044	Maîtriser le risque légionelles		1 jour	940 €	**496**

SANTÉ ET SÉCURITÉ : RÉGLEMENTATION ET MÉTIERS

Réf. 40079	**Cycle certifiant** - Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement	●●	15 jours	7 850 €	**p. 464**
Réf. 40039	Réglementation santé et sécurité - Niveau 1	●	2 jours	1 395 €	**481**
Réf. 40111	Responsabilité des managers en santé sécurité		4 heures	425 €	**481**
Réf. 40040	Réglementation santé et sécurité - Niveau 2		2 jours	1 420 €	**482**
Réf. 10171	**Classe virtuelle** - Promouvoir la santé et la sécurité au travail		2 heures	190 €	**26**
Réf. 40042	Responsable HSE	●●	3 jours	1 895 €	**483**
Réf. 40110	**Classe virtuelle** - Être performant au poste de responsable HSE		2 heures	190 €	**461**
Réf. 40085	Animateur santé sécurité	●	3 jours	1 895 €	**484**
Réf. 40013	Fonction sécurité	●	3 jours	1 995 €	**484**
Réf. 74300	Assurer la sécurité sur un chantier		2 jours	1 460 €	**@**
Réf. 40029	Méthode de l'arbre des causes		2 jours	1 395 €	**487**
Réf. 40015	Réaliser son plan de prévention	●	1 jour	940 €	**487**
Réf. 10026	Maîtriser les attributions du CSE en matière de SSCT		1 jour	900 €	**77**
Réf. 01004	Santé et environnement - Formation INSAVALOR		1 jour	567 €	**506**

Tous les tarifs sont exprimés HT

LÉGENDE

NEW **NOUVEAU**
Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !

CPF **CPF**
Formation éligible au Compte Personnel de Formation

BEST OF **BEST-OF**
Formation plébiscitée par nos clients

DIGITAL **DIGITAL**
Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital

SOMMAIRE

ÉVALUATION, ANALYSE ET GESTION DES RISQUES

Réf. 40006	Méthodes d'analyse des risques industriels	●●	2 jours	1 395 €	**p. 485**
Réf. 40118	Mettre en œuvre la méthode AMDEC		4 heures	460 €	**485**
Réf. 40043	Incendie, explosion, dispersion toxique		3 jours	2 100 €	**486**
Réf. 40121	Sûreté des installations industrielles	●	1 jour	975 €	**486**
Réf. 40032	Réviser son étude de dangers et son POI		3 jours	1 995 €	**473**
Réf. 40015	Réaliser son plan de prévention	●	1 jour	940 €	**487**
Réf. 40029	Méthode de l'arbre des causes		2 jours	1 395 €	**487**
Réf. 01007	Fonctionnement des systèmes industriels - Formation INSAVALOR		3 jours	2 001 €	**507**
Réf. 01009	AMDEC Maintenance - Formation INSAVALOR		2 jours	2 114 €	**507**

MANAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SÉCURITÉ

Réf. 40018	Responsable environnement	●	3 jours	1 895 €	**p. 488**
Réf. 40093	Management intégré QSE		3 jours	1 895 €	**488**
Réf. 40003	Mettre en œuvre la norme ISO 14001 version 2015		2 jours	1 395 €	**489**
Réf. 40106	**Classe virtuelle** - Passer à la norme ISO 14001 version 2015		2 heures	190 €	**462**
Réf. 40045	Chargé de mission développement durable	●	3 jours	1 895 €	**505**
Réf. 40042	Responsable HSE	●●	3 jours	1 895 €	**483**
Réf. 40085	Animateur santé sécurité	●	3 jours	1 895 €	**484**
Réf. 40079	**Cycle certifiant** - Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement	●●	15 jours	7 850 €	**464**

BÂTIMENTS

Bâtiments et environnement énergie

Réf. 40078	HQE®, BREEAM®, LEED®		2 jours	1 395 €	**p. 489**
Réf. 40103	LEED construction et rénovation V4		2 jours	1 420 €	**490**
Réf. 40056	De la RT 2012… à la RT 2020		1 jour	895 €	**490**
Réf. 40120	Améliorer la performance énergétique dans le tertiaire		1 jour	895 €	**491**
Réf. 40100	Audit énergétique du bâtiment		2 jours	1 420 €	**491**
Réf. 40027	Maîtriser l'énergie dans les bâtiments	●●	3 jours	1 895 €	**492**
Réf. 40027BL	Maîtriser l'énergie dans les bâtiments - **Blended**	●	21 heures	1 520 €	**@**
Réf. 40107	**Classe virtuelle** - Organiser efficacement son audit énergétique		2 heures	190 €	**462**
Réf. 40055	Piloter un projet de bâtiment tertiaire performant et à qualité d'usage réel	●	2 jours	1 395 €	**493**
Réf. 40092	Monter un projet de rénovation énergétique dans l'habitat		2 jours	1 395 €	**493**
Réf. 40033	Bâtiments basse consommation et énergie positive		3 jours	1 995 €	**494**

Bâtiments et santé sécurité

Réf. 40090	Amiante : prévenir le risque et respecter ses obligations		1 jour	940 €	**p. 494**
Réf. 40053	Maîtriser la qualité de l'air intérieur	●	2 jours	1 420 €	**495**
Réf. 40044	Maîtriser le risque légionelles		1 jour	940 €	**496**
Réf. 40069	Initiation à la sécurité incendie		1 jour	850 €	**496**
Réf. 40070	Sécurité incendie dans les ERP		2 jours	1 350 €	**497**
Réf. 40071	Désenfumage des bâtiments		1 jour	895 €	**497**

ÉNERGIE

Réf. 40083	**Cycle certifiant** - Responsable énergie en entreprise	●	15 jours	7 850 €	**p. 498**

Marchés et achats d'énergie

Réf. 40065	Gérer ses contrats d'électricité et de gaz	●●	2 jours	1 395 €	**p. 500**
Réf. 40091	Prendre position sur les marchés d'électricité et de gaz		1 jour	940 €	**500**
Réf. 71065	L'achat d'énergie par les personnes publiques		1 jour	900 €	**501**
Réf. 40064	Les marchés du carbone et des GES		1 jour	895 €	**501**
Réf. 92138	Les marchés de l'énergie et des dérivés énergétiques	●	2 jours	1 595 €	**360**

FORMATION CONTINUE DES AVOCATS n°d'homologation 17-042 — Conseil National des Barreaux

HOMOLOGATION PAR LE CNB
Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur www.efe.fr

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Consommation et efficacité énergétique

Réf. 40122	Coordinateur énergie	3 jours	1 895 €	**p. 502**
Réf. 40088	Norme ISO 50001	2 jours	1 395 €	**502**
Réf. 40102	Audit énergétique des entreprises	2 jours	1 420 €	**503**
Réf. 40101	Efficacité énergétique d'un site industriel	2 jours	1 420 €	**503**
Réf. 40027	Maîtriser l'énergie dans les bâtiments	3 jours	1 895 €	**492**

Énergies renouvelables

Réf. 40068	Le cadre réglementaire des énergies renouvelables	2 jours	1 395 €	**p. 504**
Réf. 40115	Obtenir les autorisations nécessaires à une installation d'EnR	4 heures	460 €	**504**
Réf. 40080	Produire de l'énergie à partir de biogaz	2 jours	1 485 €	**505**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Réf. 40045	Chargé de mission développement durable	3 jours	1 895 €	**p. 505**
Réf. 71108	Achats et marchés publics responsables	2 jours	1 460 €	**@**
Réf. 10074	Risques psychosociaux et bien être au travail	2 jours	1 520 €	**77**
Réf. 51093	Management intergénérationnel	2 jours	1 360 €	**@**
Réf. 51068	Manager en incarnant des valeurs et une vision	2 jours	1 390 €	**@**

PARTENARIAT EFE-INSAVALOR

Réf. 01003	Valorisation des déchets	2 jours	1 094 €	**p. 506**
Réf. 01004	Santé et environnement	1 jour	567 €	**506**
Réf. 01007	Fonctionnement des systèmes industriels	3 jours	2 001 €	**507**
Réf. 01009	AMDEC maintenance	2 jours	2 114 €	**507**

Tous les tarifs sont exprimés HT

LÉGENDE

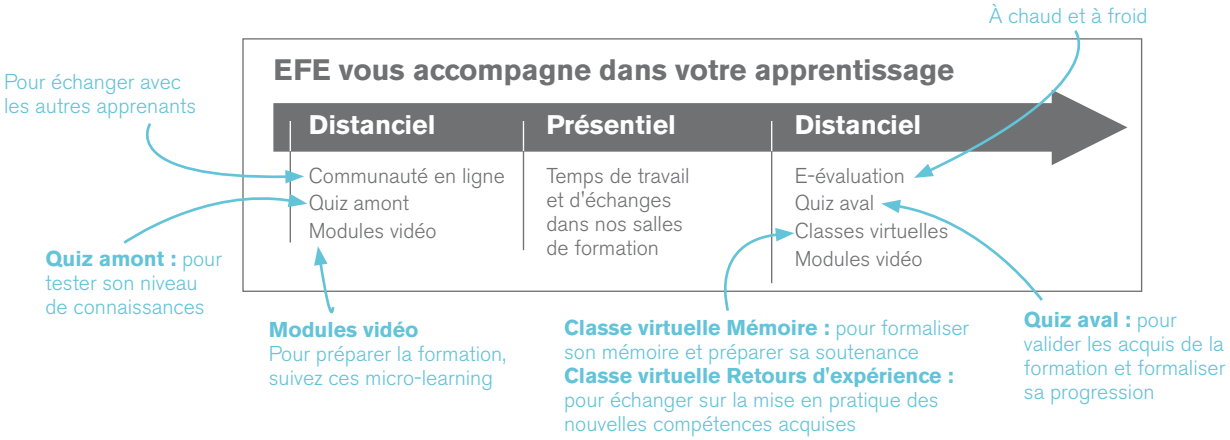
NEW **NOUVEAU**
Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !

CPF **CPF**
Formation éligible au Compte Personnel de Formation

BEST OF **BEST-OF**
Formation plébiscitée par nos clients

DIGITAL **DIGITAL**
Formation mixant présentiel et modalités distancielles

Blended : un temps de présentiel raccourci grâce à l'apprentissage digital



SOMMAIRE PAR NIVEAU

Choisissez votre formation selon votre niveau de compétences : initiation, perfectionnement ou expertise

	Droit de l'environnement sites et sols pollués	Installations classées (ICPE)	Déchets - Eau	Santé et sécurité : réglementation et métiers
INITIATION	Découvrir le droit de l'environnement industriel Niveau 1 p. 466	Gérer une ICPE p. 470	Gérer les déchets industriels p. 477	Réglementation santé et sécurité Niveau 1 p. 481
	Maîtriser le droit de l'environnement industriel **Cycle long** p. 468		Assainissement p. 479	Responsabilité des managers en santé sécurité p. 481
	Le cadre réglementaire des énergies renouvelables p. 504		Gestion environnementale des eaux de pluie p. 480	Responsable HSE p. 483
	Gérer les sites et sols pollués p. 474			Animateur santé sécurité p. 484
				Assurer la sécurité sur un chantier @
				Méthode de l'arbre des causes p. 487
				Maîtriser les attributions du CSE en matière de SSCT p. 77
PERFECTIONNEMENT	Se perfectionner au droit de l'environnement industriel Niveau 2 p. 467	Prévenir le contentieux administratif des ICPE p. 470	Transformer les déchets en produits en toute sécurité juridique p. 477	Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement **Cycle certifiant** p. 464
	Gérer et prévenir la responsabilité pénale du chef d'entreprise en environnement p. 467	Fermer, céder une ICPE p. 472	Gérer les déchets industriels dangereux p. 478	Réglementation santé et sécurité - Niveau 2 p. 482
	Mettre en œuvre la procédure du tiers demandeur p. 474	Réaliser son plan de prévention p. 487	Gérer les effluents industriels p. 480	Réaliser son plan de prévention p. 487
	Les techniques de dépollution des sols p. 475	Dossier de réexamen d'une ICPE soumise à la directivre IED p. 472	Choisir un mode de gestion du service d'assainissement adapté p. 479	Fonction sécurité p. 484
	Sols pollués, friches, changements d'usage p. 476	Réussir l'étude d'impact d'une ICPE p. 473	Maîtriser le risque légionelles p. 496	
	Gérer le passif environnemental p. 469	Réviser son étude de dangers et son POI p. 473		
		Gérer les effluents industriels p. 480		
EXPERTISE	Analyse des risques résiduels p. 476	Assurance et risques environnementaux p. 383	Exploiter une unité d'incinération d'ordures ménagères p. 478	
		Sûreté des installations industrielles **Nouveau** p. 486		

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

	Évaluation et gestion des risques Managament de l'environnement et de la sécurité		Bâtiments		Énergie	
INITIATION	Méthodes d'analyse des risques industriels p. 485	Mettre en œuvre la norme ISO 14001 version 2015 p. 489	HQE®, BREEAM®, LEED® p. 489	Piloter un projet de bâtiment tertiaire performant et à qualité d'usage réel p. 493	Gérer ses contrats d'électricité et de gaz p. 500	Norme ISO 50001 p. 502
	Méthode de l'arbre des causes p. 487	Chargé de mission développement durable p. 505	Améliorer la performance énergétique dans le tertiaire p. 491	Monter un projet de rénovation énergétique dans l'habitat p. 493	Les marchés du carbone et des GES p. 501	Maîtriser l'énergie dans les bâtiments p. 492
	Responsable environnement p. 488	Responsable HSE p. 483	De la RT 2012… à la RT 2020 p. 490	Initiation à la sécurité incendie p. 496	Coordinateur énergie **Nouveau** p. 502	Le cadre réglementaire des énergies renouvelables p. 504
	Management intégré QSE p. 488	Animateur santé sécurité p. 484	Maîtriser l'énergie dans les bâtiments p. 492			
PERFECTIONNEMENT	Mettre en œuvre la méthode AMDEC p. 485	Réaliser son plan de prévention p. 487	LEED construction et rénovation V4 p. 490	Amiante : prévenir le risque et respecter ses obligations p. 494	Responsable énergie en entreprise **Cycle certifiant** p. 498	Audit énergétique des entreprises p. 503
	Réviser son étude de dangers et son POI p. 473	Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement **Cycle certifiant** p. 464	Audit énergétique du bâtiment p. 491	Maîtriser le risque légionelles p. 496	Prendre position sur les marchés d'électricité et de gaz p. 500	Efficacité énergétique d'un site industriel p. 503
			Bâtiments basse consommation et énergie positive p. 494	Sécurité incendie dans les ERP p. 497	L'achat d'énergie par les personnes publiques p. 501	Obtenir les autorisations nécessaires à une installation d'EnR p. 504
			Maîtriser la qualité de l'air intérieur p. 495	Désenfumage des bâtiments p. 497	Les marchés de l'énergie et des dérivés énergétiques p. 360	
EXPERTISE	Incendie, explosion, dispersion toxique p. 486				Produire de l'énergie à partir de biogaz p. 505	
	Sûreté des Installations Industrielles **Nouveau** p. 486					

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

ACQUÉRIR LES BASES DES OBLIGATIONS LÉGALES EN ENVIRONNEMENT

Valider sa conformité réglementaire

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour identifier les obligations légales en environnement

- Identifier les principaux textes réglementaires en droit de l'environnement
- Définir les principaux domaines du droit de l'environnement
- Comprendre les principes de la réglementation et de la nomenclature ICPE

ÉTAPE 2 15 minutes pour s'exercer sur son poste

À partir des explications apportées durant la 1ère heure, recherche des textes applicables à son activité

Exercices d'application : identification de la rubrique ICPE et des textes associés

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces

Partage d'expériences : les enjeux et les risques en cas de non-conformité environnementale

INITIATION

27 mai 2019	19 novembre 2019
Code 40109	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Identifier les principaux textes du droit de l'environnement
Comprendre les principes de la conformité réglementaire
Déterminer les réglementations applicables à son installation

PRÉREQUIS

Connaître l'activité de son entreprise et le type de substances utilisées le cas échéant

RÉUSSIR SON DOSSIER D'ÉTUDE D'IMPACT

Mettre en œuvre les bonnes pratiques pour assurer la conformité de son étude

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour définir le contenu de l'étude d'impact

- Décret portant réforme des études d'impact
- La notion de cas par cas
- Les incidences des zones Natura 2000

ÉTAPE 2 15 minutes pour s'exercer sur son poste

À partir des conseils vus durant la 1ère heure identification des enjeux majeurs de sites donnés

Exercices d'application : identification des enjeux majeurs pour des sites donnés et des études spécifiques à réaliser

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces

Partage d'expériences : le contenu de l'étude d'impact et le niveau de détail attendu par thématique

PERFECTIONNEMENT

20 mai 2019	16 décembre 2019
Code 40108	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Définir le contenu de l'étude d'impact
Identifier les points critiques de l'étude d'impact selon la nature du site
Traduire dans l'étude d'impact les spécificités du projet

PRÉREQUIS

Connaître les enjeux réglementaires et techniques des impacts d'une activité sur l'environnement

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne impliquée dans un projet d'installation industrielle souhaitant connaître les points clés et écueils à éviter dans le contenu d'une étude d'impact

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

ACQUÉRIR LES BASES DE LA GESTION DES DÉCHETS EN ENTREPRISE

Respecter la réglementation et les bonnes pratiques

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour identifier les obligations réglementaires en matière de gestion des déchets

- Définir les déchets et les différencier selon la nomenclature européenne
- Identifier les principales responsabilités
- Mettre en pratique les obligations réglementaires à travers le registre, le BSD et la déclaration annuelle

ÉTAPE 2 15 minutes pour s'exercer sur son poste

À partir des explications apportées durant la 1ère heure, utilisation du registre déchets

Exercice d'application : identification des thématiques à inclure dans le registre déchets

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces

Partage d'expériences : remplir correctement un BSD, les pièges à éviter

INITIATION

22 mai 2019	7 octobre 2019
Code 40119	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Identifier la réglementation applicable aux différentes catégories de déchets
Décrire les obligations et actions majeures définies dans la réglementation
Définir les actions clés à mettre en œuvre dans son entreprise pour assurer sa conformité réglementaire

PRÉREQUIS

Connaître l'activité de son entreprise et pouvoir déterminer les types de déchets produits

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables administratifs et des services généraux
Ingénieurs et techniciens

ÊTRE PERFORMANT AU POSTE DE RESPONSABLE HSE

Challenger sa pratique au travers d'échanges de bonnes pratiques

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour définir le rôle d'un responsable HSE

- Intégrer le cadre dans lequel s'inscrit le responsable HSE : cadre règlementaire et contexte de l'entreprise
- Cerner les missions du responsable HSE et les compétences requises
- Déterminer les rôles et responsabilités

ÉTAPE 2 15 minutes pour s'exercer sur son poste

À partir du profil-type décrit durant la 1ère heure, confrontation avec sa manière de travailler

Exercices d'application : identification des points forts et axes d'amélioration

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces

Partage d'expériences : définition des outils et des bons réflexes à adopter sur la base des cas concrets rencontrés par les participants

PERFECTIONNEMENT

12 juin 2019	8 novembre 2019
Code 40110	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Définir les enjeux de l'environnement légal, technique et économique dans lequel s'exerce la fonction de responsable HSE
Confronter sa pratique avec les démarches disponibles et éprouvées
Renforcer ses résultats au travers des pistes d'amélioration identifiées et du partage de retours d'expériences

PRÉREQUIS

Connaître l'activité de son entreprise et les enjeux en matière de HSE

LES CLASSES VIRTUELLES

Vous former **n'importe où,** en gardant de **l'interaction** avec votre **formateur,** c'est possible !

D'une durée d'1h30 ou 2h, les classes virtuelles EFE vous permettent d'aborder un sujet d'une toute nouvelle façon, en 3 étapes.

ÉTAPE 1

- Définition des enjeux liés à la thématique
- Contenus théoriques expliqués par le formateur

ÉTAPE 2

- Mise en pratique individuelle
- Accompagnement des apprenants par tchat

ÉTAPE 3

- Temps collectif : partage d'expériences
- Conclusion du formateur sur les bonnes pratiques

PASSER À LA NORME ISO 14001 VERSION 2015

Assurer efficacement sa transition

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour assimiler les grandes étapes de sa transition vers la certification version 2015

- Identifier les enjeux et les principales évolutions de la nouvelle norme
- Adapter les analyses environnementales
- Intégrer ces modifications au système existant

ÉTAPE 2 15 minutes pour s'exercer sur son poste

À partir des conseils vus durant la 1ère heure, adaptation de sa propre analyse environnementale

Exercices d'application : modification des analyses environnementales pour y intégrer les principales modifications et notamment celles des systèmes de cotations

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces

Partage d'expériences : l'analyse environnementale

- Analyser les risques et opportunités et les intégrer dans ses plans d'action
- Modifier son système de cotation

PERFECTIONNEMENT

17 juin 2019	14 octobre 2019
Code 40106	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Définir les enjeux de la nouvelle version de la norme
Identifier les modifications de la version 2015 par rapport à la version 2014
Organiser la transition vers la certification 2015

PRÉREQUIS

Avoir un système ISO 14001 version 2004 déjà établi

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables HSE, responsables de sites
Toute personne certifiée ISO 14001 version 2004 souhaitant faire évoluer son système vers la version 2015

ORGANISER EFFICACEMENT SON AUDIT ÉNERGÉTIQUE

Identifier et mettre en œuvre les actions correctives prioritaires

PROGRAMME

ÉTAPE 1 60 minutes pour acquérir les bases de la méthodologie d'audit énergétique

- Gagner du temps dans la préparation de son audit énergétique
- Connaître les outils de simulation thermique
- Faciliter l'accès et rechercher les informations importantes

ÉTAPE 2 15 minutes pour s'exercer sur son poste

À partir des conseils vus durant la 1ère heure, application de la méthodologie à un bâtiment

Exercice d'application : visite virtuelle d'une chaufferie, définition de la méthodologie de mesure et identification des zones thermiques

ÉTAPE 3 45 minutes pour échanger sur les bonnes pratiques et astuces

Partage d'expériences : méthodologie d'audit énergétique et restitution des scénarios permettant de faciliter le choix d'un programme de travaux réalisables

PERFECTIONNEMENT

20 juin 2019	6 décembre 2019
Code 40107	de 11h à 13 h · 190 € HT

OBJECTIFS

Mettre en place une méthode efficace d'audit énergétique
Distinguer efficacité énergétique passive et active
Traiter efficacement les postes représentant 80% des déperditions

PRÉREQUIS

Connaître le cadre réglementaire et un des logiciels de simulation thermique des bâtiments

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

NOUVEAU

NEW

Experts techniques, les softskills qui font la différence

Développer ses compétences comportementales pour plus d'efficacité

Les soft skills, ou compétences comportementales, suscitent de plus en plus l'intérêt des entreprises. Pour être recruté puis être performant au travail, les seules compétences techniques ne suffisent plus. Tous doivent développer des qualités non professionnelles telles que la créativité ou l'empathie.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Développer ses intelligences émotionnelles et relationnelles

Autodiagnostic : mesure de son Quotient émotionnel (QE)
- Mesurer le poids des émotions
- Gérer ses émotions pour gagner en efficacité dans la vie professionnelle

Exercice d'application : décryptage des différentes émotions ressenties lors de diverses situations issues du quotidien professionnel des participants
- Renforcer son leadership en maîtrisant ses émotions
- Identifier les besoins relationnels fondamentaux
- Identifier les ressorts d'une communication réussie

Mise en situation : définition des éléments constitutifs des différents niveaux de communication : verbal, paraverbal, non-verbal

Mettre en place une écoute active et empathique

Autodiagnostic : ses capacités d'écoute
- Adopter une posture d'écoute
- Définir l'écoute active
- Utiliser les techniques de questionnement
- Reformuler

Exercice d'application : à partir de situations d'écoute
- Identifier les émotions chez son interlocuteur
- Reconnaître le besoin derrière l'émotion
- Associer écoute et empathie

Mise en situation : écoute empathique

Faciliter le collaboratif et la créativité

Travailler de façon collaborative
- Identifier les apports du travail collaboratif : efficacité, efficience et implication
- Lister les leviers du collaboratif en entreprise
- Découvrir des outils collaboratifs

Mise en situation : expérimentation d'approches collaboratives

Gagner en créativité

Autodiagnostic : son potentiel créatif
- Lever ses freins
- Adopter les attitudes créatives
- Expérimenter diverses techniques de créativité pour mettre l'innovation au cœur de son activité

Exercice d'application : à partir d'une situation professionnelle apportée par l'un des participants, faire émerger des solutions opérationnelles via le processus créatif

Gérer son stress et son temps

Se connaître face au stress

Autodiagnostic : les facteurs de stress pour soi
- Découvrir des exercices de relaxation pour gérer son stress
- Identifier ses signes précurseurs de stress
- Repérer les situations les plus stressantes pour soi

Mise en situation : entraînement à la gestion de situations stressantes

Gagner en efficacité dans sa gestion des priorités

Autodiagnostic : ses voleurs de temps
- Identifier ses tâches à haute valeur ajoutée
- Anticiper et planifier ses tâches récurrentes
- Organiser sa journée pour optimiser son temps de travail
- Gérer les imprévus
- Différencier urgent et important

Exercice d'application : optimisation de son emploi du temps

Développer ses talents de pédagogue pour se faire vraiment comprendre

Rendre le savoir accessible
- Définir ce que veut dire " être pédagogue "
- Identifier les éléments nécessaires à la compréhension d'un sujet

Mise en situation : choix d'un sujet à transmettre aux autres participants du groupe, construction de la situation de transmission
- S'approprier des principes de base d'une situation d'accès au savoir

Communiquer efficacement
- Définir précisément son objectif
- Construire son message
- Identifier clairement ses destinataires

Exercice d'application : animation de la situation de transmission préalablement conçue par les participants

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES ACQUISES

Mettre vos compétences comportementales et transversales au service de votre expertise

INITIATION

Code : 53397
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Développer des compétences relationnelles utiles à son expertise
Miser sur l'efficacité professionnelle et le développement personnel pour plus de performance
S'appuyer sur ses softskills pour convaincre

PRÉREQUIS

Vouloir mettre ses compétences transversales au service de son expertise

PUBLIC CONCERNÉ

Toute personne souhaitant développer ses softskills pour appuyer son expertise

PLANNING

Paris
1er-2 avril 2019
4-5 juillet 2019
14-15 octobre 2019

CYCLE CERTIFIANT

Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement

Piloter la politique HSSE de l'entreprise

Une entreprise industrielle doit faire face à différents types de risques, susceptibles d'affecter les personnes, les installations et tout son environnement. Le responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement est le garant de la prévention de ces risques au travers de la mise en œuvre et de l'animation de la politique HSSE de l'entreprise.

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après la formation

MODULE 1 | 4 jours

Les fondamentaux du management HSSE

OBJECTIFS

- Maîtriser les actions clés en matière de HSSE
- Manager pour maîtriser les risques et améliorer les performances
- Coordonner les procédures

PROGRAMME

Définir et conduire la politique HSSE adaptée à son entreprise - 4 jours

- Hiérarchiser les risques et les enjeux HSSE de l'entreprise
- Valider les plans de progrès avec la direction générale
- Maîtriser la structuration des systèmes de management
- Définir les rôles et les responsabilités
- Animer des revues de direction efficaces
- Identifier les formations à conduire auprès du personnel
- Réaliser des audits et la revue des projets d'investissement
- Émettre la documentation HSSE

  Exercice d'application : préparation d'une revue de direction

Impliquer tout le personnel dans la politique HSSE

- Identifier les évolutions de la réglementation et les responsabilités de chacun
- Décliner les plans de progrès en plans annuels par services
- Intégrer la réalisation des ERPT et éditer le Document Unique

  Exercice d'application : élaboration d'un arbre des causes suite à incident/accident

Identifier et coordonner les procédures clés

- Valider et gérer les modifications de procédés et d'appareils
- Communiquer en interne et en externe
- Préparer les situations d'urgence et la gestion de crise

  Mise en situation : préparation et présentation d'une communication interne à l'occasion d'un plan de progrès ou d'un plan de crise

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 3 jours

Le management de l'environnement

OBJECTIFS

- Identifier les enjeux environnementaux et mettre en œuvre les actions adaptées à l'entreprise
- Assurer la prévention et la gestion des pollutions et des déchets
- Favoriser le développement durable

PROGRAMME

Définir et conduire la politique environnementale

- Évaluer les risques et les impacts environnementaux
- Assurer la conformité réglementaire et administrative
- Effectuer le reporting environnemental
- Communiquer avec les parties prenantes
- Prévenir les risques lors d'acquisitions, cessions d'activités et/ou de sites industriels
- Assurer la constitution des provisions environnementales

  Étude de cas : réalisation d'une analyse environnementale d'une activité

Assurer la maîtrise opérationnelle des rejets et déchets

- Gérer les flux de matières premières, eaux, effluents, déchets
- Maîtriser les émissions de polluants atmosphériques
- Assurer la protection des sols et eaux souterraines
- Identifier et prévenir l'utilisation des substances interdites
- Appliquer les MTD
- Développer des procédés durables

  Étude de cas : identification de plans d'action prioritaires

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Classe virtuelle Mémoire* : pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance

MODULE 3 | 5 jours

Manager l'hygiène et la sécurité au travail

OBJECTIFS

- Identifier les dangers potentiels
- Mettre en œuvre les actions de prévention et de protection
- Veiller à la bonne application et à la conformité de ces actions

PROGRAMME

L'hygiène industrielle et la santé au travail

- Définir le risque chimique et les modes de prévention
- Définir et prévenir les risques liés à l'éclairage, au bruit, à l'ergonomie

  Exercice d'application : interprétation des résultats de mesures de poussières à un poste de travail
- Assurer la surveillance médicale et gérer des dossiers médicaux

Définir et conduire la politique sécurité

- Principe et définition des analyses des risques d'installations industrielles
- Définir des scénarios d'accidents
- Identifier les types de méthodes d'analyse des risques

  Exercice d'application : application de ces méthodes d'analyse sur une installation et au poste de travail
- Approche probabilistique
- Gérer le facteur humain en sécurité
- Accidentologie : exploiter des bases de données existantes internes et externes
- Recourir à l'arbre des causes
- Classifier les accidents et effectuer le reporting sécurité

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

- Les KPIs HSE
- Analyser les risques incendie et explosion de gaz et de poussière
- La réglementation Atex
  Exercice d'application : classement ATEX
- Adéquation des équipements au zonage
- Mettre en place les mesures de protection des explosions

Maîtriser les obligations et prévenir les risques en matière de responsabilité civile et pénale

- Maîtriser les responsabilités de l'entreprise, du dirigeant et du manager
- Identifier les faits constitutifs de la responsabilité civile
- Définir les infractions constitutives de la responsabilité pénale
- Appréhender le processus de réparation des accidents et d'indemnisation
- Organiser sa défense en cas de poursuite
  Étude de cas : analyse commentée d'une procédure en cas d'accident du travail et détermination de l'indemnisation

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 4 | 2 jours

Construire et faire vivre son système de management QSE

OBJECTIFS

- Maîtriser les enjeux d'une gestion intégrée qualité/sécurité/environnement
- Définir le niveau d'intégration des référentiels de son organisme
- Intégrer la méthodologie pour mettre en œuvre son SMI

PROGRAMME

Maîtriser les référentiels qualité, sécurité, environnement

- Appliquer les points clés et les exigences des normes ISO 9001, 14001, OHSAS 18001
- Relever les points communs et constituer la synthèse des trois référentiels
- Définir le niveau d'intégration en fonction des particularités de l'entreprise

Exercice d'application : réalisation de la cartographie des processus d'un établissement

Mettre en place et faire vivre le système

- Évaluer ou réunir les évaluations des risques
- Construire la cartographie des risques
  Exercice d'application : construction d'une cartographie des risques d'un établissement industriel
- Construire un manuel de management QSE
- Compléter ou créer les documents de référence
- Impliquer les acteurs de l'entreprise, communiquer
- Analyser les causes de dysfonctionnement
- Définir et mettre en place les actions correctives
- Mettre en place les indicateurs et tableaux de bord
- Concevoir la revue de direction et la revue de processus
  Étude de cas : analyse commentée de revues de direction et identification des améliorations à apporter

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Qu'est-ce qui différencie communication performante et persuasion ?
- Comment obtenir une validation positive ?
- Quelles sont les astuces essentielles pour faire preuve de tact ?

Classe virtuelle Retours d'expérience :** pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier et animer la politique SSE de l'entreprise, au travers de la mise en œuvre opérationnelle tant des outils que des bonnes pratiques managériales

PERFECTIONNEMENT

Code : 40079
15 jours | 105 heures
Tarif HT : 7 850 €
Tarif TTC pour les particuliers : 6 280 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
MANAGEMEMENT DE L'HYGIÈNE, SANTÉ, SÉCURITÉ ENVIRONNEMENT
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

OBJECTIFS

Disposer des pratiques professionnelles permettant d'identifier et de faire vivre la politique HSSE de l'entreprise
Acquérir une vision structurante des missions à conduire, des méthodes utilisables, des systèmes de management préconisés et des obligations de communication interne et externe
Disposer des guides et outils de formation et de communication permettant d'impliquer au mieux l'ensemble des acteurs de l'entreprise

PRÉREQUIS

Avoir les connaissances de base d'encadrement ou une expérience technique dans des domaines relevant de la sécurité et/ou de l'environnement

PUBLIC CONCERNÉ

Cadres souhaitant évoluer sur la fonction de directeur HSSE ou responsables HSSE de sites
Techniciens disposant d'expériences en matière de HSSE et souhaitant prendre des responsabilités de management
Responsables qualité ou QSE souhaitant élargir leurs compétences

ANIMATEUR

Gérard BIBES
Responsable Hygiène Securité Environnement

PLANNING

Paris - Promotion 1
2-3 avril, 14-15 mai,
12 au 14 juin, 25 juin*,
10 au 12 juillet,
11 au 13 septembre,
15-16 octobre 2019
et 28 janvier 2020**

Paris - Promotion 2
8-9 octobre, 5-6 novembre,
4 au 6 décembre,
17 décembre 2019*
14 au 16 janvier 2020,
11 au 13 février, 10-11 mars
et 11 juin 2020**

CLASSES VIRTUELLES

* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants Quiz amont	Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation	Classe virtuelle Mémoire* E-évaluation Modules vidéo Quiz aval Classe virtuelle Retours d'expérience**

Découvrir le droit de l'environnement industriel

Niveau 1 - Évaluer ses contraintes réglementaires en matière d'obligations environnementales

De nos jours, la quasi totalité des activités industrielles est soumise à des contraintes réglementaires visant à maîtriser leurs impacts négatifs sur l'eau, l'air, les sols… Afin de maîtriser les règles de base du droit de l'environnement, il est indispensable de se familiariser avec ses outils et ses mécanismes fondamentaux.

PROGRAMME

Intégrer l'essentiel de la règlementation et ses enjeux pratiques

Connaître les sources internationales du droit de l'environnement

- Définir le développement durable
- Comprendre la portée des 17 objectifs de développement durable des Nations Unies (2015-2030)
- Définir les enjeux des COP climat, biodiversité
- Analyser la portée du projet de Pacte Mondial de l'environnement
- Portée des 17 objectifs de développement durable des Nations Unies (2015-2030)

Comprendre les liens entre le droit européen et le droit national de l'environnement

- Définir la hiérarchie des textes (internationaux, européens et nationaux)
- Identifier les enjeux de la Charte de l'environnement
- Maîtriser les grands principes du droit de l'environnement
- Cerner la portée de la jurisprudence

Identifier les acteurs du droit de l'environnement

- L'État négociateur
- Les administrations publiques centralisées : les ministères
- Les services déconcentrés : Préfet, DREAL, CODERST
- Les administrations décentralisées : collectivités locales
- Les établissements publics : Agence française de la biodiversité, ADEME, BRGM, Agence de l'eau, Conservatoire national de la biodiversité, Agence régionale de santé…
- Entreprises, associations, société civile

Analyser les textes applicables

- L'autorisation unique obligatoire depuis le 1er juillet 2017
- Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- Sites et sols pollués
- Déchets
- Eau
- Air
- Bruit
- Biodiversité
- Énergie

Mise en situation : détermination du cadre règlementaire s'appliquant à son entreprise

Évaluer les fondements et enjeux de la responsabilité de l'entreprise et de son dirigeant

Comprendre l'organisation juridictionnelle

- Les juridictions compétentes (ordre judiciaire et administratif)
- Modalités et voies de recours

Analyser les enjeux de la responsabilité civile, pénale, administrative et environnementale

- Comprendre le principe de responsabilité
- Mise en œuvre de la responsabilité
- Identifier les sanctions applicables
- Décrire les mesures de prévention
- Analyses d'exemples de jurisprudence

Exercice d'application : constat lors d'une visite de l'inspection de l'environnement d'une non-conformité à la règlementation environnementale et détermination des conséquences et de la conduite à adopter

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier ses contraintes réglementaires en matière d'environnement, ses responsabilités et les risques encourus en cas d'infraction

INITIATION

Code : 40001
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les principaux textes applicables en droit de l'environnement industriel
Situer le rôle et les compétences des interlocuteurs publics et privés
Analyser les risques encourus en cas de non-conformité réglementaire

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux réglementaires et juridiques des impacts environnementaux du secteur industriel

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables environnement
Responsables HSE
Responsables techniques
Juristes

ANIMATEUR

Coline ROBERT
Avocate
DS AVOCATS

PLANNING

Paris
4-5 février 2019
21-22 mai 2019
10-11 octobre 2019
3-4 février 2020

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Se perfectionner au droit de l'environnement industriel

Niveau 2 - Gérer sa responsabilité environnementale

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Gérer et prévenir sa responsabilité civile et pénale en matière d'environnement

Définir les principaux textes et acteurs environnementaux ayant des incidences en matière de responsabilité

- Le droit communautaire et son articulation avec le droit national
- Les Codes et les textes d'application
- Les circulaires et guides méthodologiques
- Les acteurs du droit de l'environnement et leurs prérogatives

La responsabilité civile de l'entreprise

- Les différents types de responsabilités civiles
- Mettre en œuvre la responsabilité
- Identifier les préjudices environnementaux
- Les incidences d'une introduction dans le Code civil de la réparation du préjudice écologique
- Intérêt d'une éco-nomenclature

Étude de cas : étude d'un exemple de responsabilité contractuelle suite à l'acquisition d'un terrain pollué

Responsabilité pénale du chef d'entreprise de la personne morale

- Maîtriser les sources de la responsabilité pénale
- Mesurer la responsabilité du chef d'entreprise et le risque personnel qu'il encourt
- Cerner le déroulement de la procédure pénale
- Identifier les enjeux et spécificités de la délégation de pouvoirs
- Les types d'infractions pénales et les peines applicables

Étude de cas : analyse commentée de poursuites pénales consécutives à un déversement de polluants dans un cours d'eau

Gérer et prévenir sa responsabilité administrative et environnementale

La responsabilité administrative

- Comprendre les principes de la responsabilité de la puissance publique
- Définir la responsabilité administrative de l'exploitant
- Identifier les sanctions administratives
- Cerner les voies de recours possibles

Étude de cas : étude d'un exemple de recours gracieux et contentieux contre un arrêté préfectoral de mise en demeure

Identifier la portée de la loi sur la responsabilité environnementale

- Le champ d'application
- Les sanctions possibles
- Les pouvoirs du préfet, les réparations

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Définir précisément les infractions et les risques liés à la mise en cause de sa responsabilité environnementale afin de les prévenir

PERFECTIONNEMENT

Code : 40011
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 420 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les principaux textes encadrant les responsabilités environnementales
Analyser les modalités de mise en cause de la responsabilité
Prévenir le risque de mise en cause de la responsabilité de l'entreprise

PRÉREQUIS

Connaître les bases du droit de l'environnement industriel

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables d'établissements ou de sites industriels
Responsables techniques
Responsables juridiques et juristes

ANIMATEURS

Gwladys BEAUCHET
& Gregory GUTIERREZ
Avocats Associé
DS AVOCATS

PLANNING

Paris
16-17 mai 2019
24-25 septembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Gérer et prévenir la responsabilité pénale du chef d'entreprise en environnement

PROGRAMME

Intégrer les fondements de la responsabilité pénale environnementale au stade de l'enquête et de l'instruction

- Identifier le rôle et les pouvoirs des autorités de contrôle, les infractions pénales environnementales et les sanctions encourues
- Comprendre le déroulement des procédures pénales
- Identifier les alternatives aux poursuites

Étude de cas : déclenchement de poursuites pénales à la suite du non-respect de prescriptions de fonctionnement d'une installation classée

Gérer et prévenir la responsabilité pénale environnementale au stade de l'audience

- Identifier les conséquences de la responsabilité pénale du chef d'entreprise
- Définir le rôle et les conditions d'une délégation de pouvoirs efficace
- Expliquer la notion de preuve de l'élément intentionnel
- Définir les axes de plaidoiries

Étude de cas : analyse commentée de poursuites pénales consécutives à un déversement de polluants dans un cours d'eau

COMPÉTENCES MÉTIER

Définir les mécanismes liés à la mise en cause de sa responsabilité environnementale afin de prévenir les risques

PLANNING

Paris
26 mars 2019 (9h-13h)
7 novembre 2019 (14h-17h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 40114
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 460 €

OBJECTIFS

Intégrer les fondements et les mécanismes de la responsabilité pénale en environnement
Prévenir la responsabilité du chef d'entreprise

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit de l'environnement

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs de sites et chefs d'entreprises
Responsables juridiques et juristes

Maîtriser le droit de l'environnement industriel

DIGITAL

Cycle long - Assurer la conformité environnementale de son entreprise

Gérer une activité industrielle implique d'avoir conscience des risques juridiques encourus en cas d'infraction. Afin de s'en préserver, il convient d'avoir une connaissance globale des principales réglementations en vigueur et des actions à mettre en œuvre pour maîtriser son impact environnemental.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

MODULE 1

Assurer la conformité environnementale de l'entreprise

Maîtriser les fondements du droit de l'environnement et les enjeux de responsabilité associée

- Identifier les acteurs du droit de l'environnement et leurs prérogatives
- Comprendre l'organisation juridictionnelle
- Mesurer les enjeux de la responsabilité civile, pénale, administrative et environnementale

Intégrer la réglementation applicable aux déchets

- Assimiler les objectifs de la règlementation des déchets
- Comprendre les statuts de produits, déchets et sous-produits
- Identifier les déchets présents dans son entreprise, leurs codification et modalités d'élimination

Étude de cas : détermination des responsabilités encourues suite à un rejet polluant dans un cours d'eau

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2

Appliquer la réglementation des installations classées et des risques technologiques

Maîtriser le cadre réglementaire des installations classées

Ouvrir un site ICPE

- Obtenir les déclarations, autorisations ou enregistrements d'exploitation
- Les précautions à prendre

Exploiter un site ICPE

- Mise en service d'un site ICPE
- Changement des conditions d'exploitation
- Évolution de la nomenclature
- Défaut d'exploitation, accidents/incidents et sanctions associées

Fermer un site ICPE

- Mise en sécurité d'un site ICPE
- Réhabilitation d'un site ICPE

Exercice d'application : détermination du cadre réglementaire s'appliquant à son entreprise

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 3

Intégrer la réglementation applicable aux sites et sols pollués

Maîtriser les principes de la politique nationale des sites et sols pollués

- Les notions de sources, cibles, voies de transfert
- Réhabiliter un site par rapport à un usage déterminé
- Distinguer les sites pollués par une ICPE de ceux pollués hors cadre ICPE

Cerner les enjeux de l'article 173 de la loi ALUR

Définir les enjeux des secteurs d'information sur les sols (SIS)

- Intérêt et constitution des SIS
- Conséquences liées à la présence d'un bien en SIS

Maîtriser les obligations d'information renforcées

Définir la hiérarchie des responsables

- Identifier la responsable de la réhabilitation d'un site pollué
- Analyser la jurisprudence en matière de responsabilité

Cerner la portée et l'intérêt de la procédure du tiers intéressé

- La genèse de cette procédure et son intérêt
- Les modalités de constitution des garanties financières

Obligations et responsabilités des maîtres d'ouvrage

Analyser la portée des servitudes

Exercice d'application : rédaction de clauses de garanties de passif environnemental

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 4

Maîtriser les impacts environnementaux de l'activité

Cerner les enjeux environnementaux et de développement durable applicables à l'immobilier

- L'interdiction de destruction des espèces protégées
- Les enjeux de performance énergétique des bâtiments
- Le diagnostic technique
- L'exploitation durable des bâtiments
- Les certifications

Maîtriser la réglementation applicable à la publication d'informations extra-financières des entreprises

- Les enjeux du reporting RSE
- Textes applicables

Cerner les enjeux de la " compliance " au sein de l'entreprise

- Le devoir de vigilance
- Le dispositif d'alerte issu de la Loi Sapin II du 9 décembre 2016

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

Classe virtuelle Retours d'expérience* : pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

COMPÉTENCES MÉTIER

Assurer la conformité de son entreprise et prévenir tout risque de contentieux

INITIATION

Code : 40002

4 jours | 28 heures

Tarif HT : 2 400 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Évaluer les exigences réglementaires auxquelles l'entreprise doit répondre
Les mettre en pratique
Mesurer les risques de fautes ou d'infractions au droit de l'environnement et leurs conséquences en matière de responsabilité

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux réglementaires et juridiques des impacts environnementaux du secteur industriel

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables environnement et sécurité
Responsables techniques
Responsables juridiques et juristes

ANIMATEURS

Grégory GUTIERREZ
& Gwladys BEAUCHET
Avocats Associés
Joanna PELTZMAN
Avocate
DS AVOCATS

PLANNING

Paris

17-18 décembre 2018,
21-22 janvier et 21 mars 2019*

12-13 mars, 9-10 avril
et 7 juin 2019*

2-3 octobre, 6-7 novembre 2019
et 9 janvier 2020*

17-18 décembre 2019,
21-22 janvier et 20 mars 2020*

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Gérer le passif environnemental

Identifier les clauses contractuelles dans les cessions/acquisitions

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier et contractualiser le passif environnemental

Connaître le cadre juridique d'un passif environnemental

- Distinguer les non-conformités et les pollutions
- Identifier les responsabilités issues des polices administratives
- Déterminer le cadre juridique lié aux pollutions
- Mesurer les impacts de la responsabilité environnementale issue de la législation en vigueur
- Estimer les risques de responsabilité civile

Identifier les acteurs et responsables du passif environnemental

- La responsabilité des exploitants et des propriétaires
- Le rôle des propriétaires, bailleurs, preneurs, sociétés-mères, personnes publiques et ADEME

Les éléments clés d'évaluation d'un passif environnemental

- Réaliser les audits, due diligences et diagnostics
- Appliquer les outils méthodologiques fixés par les circulaires

Sécuriser en contractualisant les risques

- Identifier les opérations à risque : cessions/acquisitions, M&A et contrats de bail
- Maîtriser les obligations d'information liées à la transaction et les sanctions encourues
- Rédiger une convention de garantie de passif et les clauses environnementales
- Prévoir des conditions suspensives et les conséquences des servitudes
- La portée et les limites de ces clauses contractuelles : le transfert des responsabilités

Exercice d'application : rédaction d'une clause environnementale adaptée à une ou deux opérations particulières

Gérer le contentieux du passif environnemental

Le contentieux des conventions de garantie de passif

- Faire jouer une convention de garantie et identifier sa portée
- Appréhender le pouvoir d'interprétation du juge
- Recours en cascade entre contractants : les opposabilités des clauses limitatives de responsabilité

Le contentieux du passif environnemental hors contrat

- Identifier les recours envisageables
- Le contentieux administratif : les types de recours, les conditions de recevabilité, les délais pour agir, le pouvoir du juge et les moyens de défense
- Les procédures de référé : l'utilité de l'expertise
- Les contentieux civil et pénal : règles et principes

Exercice d'application : définition des recours envisageables dans différents cas de contentieux

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Définir les clauses contractuelles et les recours contentieux permettant de gérer le passif environnemental d'un site ou d'une entreprise

PERFECTIONNEMENT

Code : 40005
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 940 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les situations à l'origine d'un passif environnemental
Appliquer les solutions contractuelles permettant de sécuriser les opérations de cession/acquisition de sites ou d'entreprises
Gérer le contentieux du passif environnemental

PRÉREQUIS

Connaître les bases du droit de l'environnement

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs de site
Juristes
Directeurs environnement

ANIMATEUR

Laurence LANOY
Avocat spécialiste en droit de l'environnement
LAURENCE LANOY AVOCATS

PLANNING

Paris
23 mai 2019
18 novembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Prévenir le contentieux administratif des ICPE

PROGRAMME

Identifier les fondements du risque contentieux en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

- Déterminer les requérants : exploitants, particuliers (voisins), association de défense de l'environnement
- Définir l'intérêt pour agir des requérants
- Le délai de recours selon le requérant et la nature de l'autorisation

Étude de cas : analyse commentée de recours de tiers devant les juridictions

Gérer le contentieux des installations classées

- Identifier les pouvoirs du juge administratif en plein contentieux
- Mettre en œuvre un référé-suspension de droit commun et des référés spéciaux
- Gérer le contentieux administratif des sanctions administratives

Étude de cas : analyse commentée d'un dossier de référé

COMPÉTENCES MÉTIER

Prévenir le risque contentieux pouvant survenir en phase projet et d'exploitation de son installation classée

PLANNING

Paris
4 avril 2019 (9h-13h)
26 septembre 2019 (14h-17h)

PERFECTIONNEMENT

Code : 40112
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 460 €

OBJECTIFS

Identifier les requérants et les délais de recours
Analyser les sanctions administratives et les procédures

PRÉREQUIS

Connaître les bases de la réglementation applicable aux ICPE

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs de sites et de l'environnement
Directeurs juridiques et juristes

Gérer une ICPE

Organiser la gestion de son ICPE dans le respect de la réglementation

Une installation classée pour la protection de l'environnement relève d'un régime juridique spécifique. Ainsi, sa gestion dans le respect des exigences administratives sera facilitée par la maîtrise des bonnes pratiques à adopter, de sa création à sa fermeture ou cession, et bien entendu tout au long de son exploitation.

FORMAT

PRÉSENTIEL

BEST OF DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser les textes applicables

- La législation des installations classées, la nomenclature ICPE, les régimes de la déclaration, de l'enregistrement et de l'autorisation
  Exercice d'application : identification des rubriques récurrentes sur un site classé ICPE
- La réforme de l'étude d'impact et de l'enquête publique
- L'incidence des directive IED et SEVESO III et de leurs textes d'application
- Le certificat de projet et l'autorisation unique

Maîtriser la procédure administrative pour l'ouverture de l'installation

Identifier les précautions à prendre selon le régime applicable

- La déclaration
- Le régime d'enregistrement et les procédures associées
- L'autorisation : présenter et rédiger le dossier de demande, la réforme de l'étude d'impact et l'autorisation unique
- La nouvelle procédure d'autorisation environnementale unique
  Exercice d'application : identification des points clés de la réforme de l'étude d'impact sur la base de retours d'expérience
- Les exigences liées à la transposition de la directive Seveso III
- Les MTD (Meilleures Techniques Disponibles) : obligations ou recommandations
  Étude de cas : analyse d'un schéma récapitulatif d'une demande d'autorisation d'exploiter

La constitution des garanties financières

- Les installations assujetties
- Les modalités de constitution : nature des garanties, montant et durée
- Repérer les organismes pouvant se porter garants

Cerner les enjeux juridiques et financiers en cours d'exploitation

Développer des relations avec la DREAL

- Ses missions et l'étendue de son contrôle
- La DREAL et la DRIEE, partenaires privilégiés des industriels
- Les acteurs de l'administration impliqués dans les ICPE et le CODERST
- Prévenir les sanctions encourues

Faire face à un contentieux administratif des ICPE

- Engager un recours et respecter les délais
- Les pouvoirs du juge et les sanctions prononcées
  Étude de cas : présentation d'un retour d'expérience en matière de contentieux de demande d'autorisation d'exploitation

Identifier les responsabilités civile et pénale du fait des dommages causés par l'installation

- Les risques et les sanctions encourues
- Les précautions à prendre au regard de la jurisprudence

Intégrer les contraintes lors de la cession ou de la fermeture de l'installation

- Changer d'exploitant : obligations et responsabilités de l'acheteur et du vendeur
- Audits techniques et évaluation du passif environnemental
- Procédure de fermeture du site : portée pratique de l'obligation de remise en état
  Partage d'expériences : échange sur les difficultés rencontrées dans la pratique et les actions prioritaires à mettre en œuvre dès son retour en situation professionnelle

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Se conformer aux obligations administratives afin de gérer votre installation classée en toute sécurité juridique

INITIATION

Code : 40024
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le cadre juridique applicable aux installations classées
Décrire les démarches à mettre en œuvre aux différentes étapes de la vie d'un site
Analyser les risques de mise en jeu de la responsabilité et les sanctions

PRÉREQUIS

Avoir des notions de base sur les enjeux réglementaires, administratifs et techniques de la gestion d'une ICPE

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs de sites
Responsables techniques et environnement
Responsables juridiques et juristes

ANIMATEURS

Dominique EBERENTZ
Consultant expert ICPE
CABINET EBERENTZ CONSULTANTS

Bertrand BURG
Avocat Spécialiste droit environnement
URBALEGIS

PLANNING

Paris
23-24 janvier 2019
16-17 mai 2019
3-4 octobre 2019
12 novembre 2019
10-11 décembre 2019

Lyon, Bordeaux, Nantes et Lille
16-17 mai 2019
3-4 octobre 2019

OPTION CLASSE VIRTUELLE

Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 28 juin 2019
ou 12 novembre 2019
ou 23 janvier 2020

FORMAT

BLENDED

NEW

DISTANCIEL

1 - Questionnaire Amont - Évaluation de votre niveau avant la formation

2 - Documents téléchargeables et fiches pratiques sur la législation et la réglementation ICPE

- Le code de l'environnement et les ICPE
- La nomenclature ICPE
- L'ouverture d'une installation : la procédure administrative et le régime applicable
- Les garanties financières
- La procédure juridique lors de la fermeture ou de la cession de l'installation

3 - Webinar - Les responsabilités et le contentieux des ICPE (1h)

4 - Exercice d'application pour la préparation du présentiel : identification des rubriques récurrentes sur un site classé ICPE

PRÉSENTIEL

5 - 1 jour de présentiel pour assurer la gestion pratique d'une ICPE

- Correction de l'exercice sur l'identification des rubriques récurrentes sur un site classé ICPE
- Maîtriser la procédure administrative pour l'ouverture de l'installation
- Identifier les précautions à prendre selon le régime applicable
- Présenter et rédiger le dossier de demande d'autorisation
  Exercice d'application : identification des points clés de la réforme de l'étude d'impact sur la base de retours d'expérience
- Les exigences liées à la transposition de la directive Seveso III
- Les MTD (Meilleures Techniques Disponibles) : obligations ou recommandations
  Étude de cas : analyse d'un schéma récapitulatif d'une demande d'autorisation d'exploiter
- Cerner les enjeux en cours d'exploitation
- Développer des relations avec la DREAL
- Ses missions et l'étendue de son contrôle
- La DREAL et la DRIEE, partenaires privilégiés des industriels
- Les acteurs de l'administration impliqués dans les ICPE et le CODERST
- Prévenir les sanctions encourues

DISTANCIEL

6 - Questionnaire aval : pour mesurer l'évolution de vos connaissances et compétences

7 - Classe virtuelle Retours d'expérience : pour échanger avec l'animateur et vos pairs

Code : 40024BL

1 jour | 7 heures de présentiel et 7 heures de distanciel soit 14 heures

Tarif HT : 1 120 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le cadre juridique applicable aux installations classées
Décrire les démarches à mettre en œuvre aux différentes étapes de la vie d'un site et les précautions à prendre
Analyser les risques de mise en jeu de la responsabilité et les sanctions

PRÉREQUIS

Avoir des notions de base sur les enjeux réglementaires, administratifs et techniques de la gestion d'une ICPE

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs de sites
Responsables techniques et environnement
Responsables juridiques et juristes

ANIMATEUR

Dominique EBERENTZ
Consultant expert ICPE
CABINET EBERENTZ CONSULTANTS

PLANNING

Paris
Session 1
Début du distanciel : 28 mai 2019
Webinaire : 13 juin 2019 de 17h à 18h30
Présentiel : 20 juin 2019
Classe virtuelle Retours d'expérience : 10 septembre 2019
Fin du distanciel : 11 septembre 2019
Session 2
Début du distanciel : 24 octobre 2019
Webinaire : 7 novembre 2019 de 17h à 18h30
Présentiel : 15 novembre 2019
Classe virtuelle Retours d'expérience : 18 décembre 2019
Fin du distanciel : 19 décembre 2019

Fermer, céder une ICPE

Mettre en œuvre les procédures en toute sécurité juridique

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'exploitation ou de cession de site

Définir précisément les différents cas de figure
- L'arrêt définitif d'une exploitation ICPE
- La cessation partielle d'activité
- La cession d'une installation ICPE
- La cession d'un terrain comprenant une installation ICPE
- Les différents acteurs : exploitant, propriétaire, acquéreur…

Mettre en œuvre les procédures spécifiques à chaque situation
- La procédure de mise à l'arrêt définitif
- Identifier les informations à donner à l'administration : le mémoire de réhabilitation
- Mesurer la portée en pratique de l'obligation de remise en état
- Identifier les risques de mise en cause du propriétaire

Étude de cas : à partir d'exemples d'opérations, détermination de la bonne procédure à mettre en œuvre

Analyser les obligations et responsabilités des différents acteurs

Identifier les obligations en cas de changement d'exploitant
- Les obligations de l'acheteur et du vendeur
- Savoir sur qui pèse l'obligation de remise en état

Exercice d'application : rédaction d'une clause environnementale en cas de cession et identification des écueils à éviter

Analyser le cas de la reprise du site dans une optique de réaffectation
- Appréhender la portée de la loi ALUR et les opportunités de transfert à un tiers intéressé
- Identifier le niveau de remise en état à exiger de l'ancien propriétaire

Gérer le contentieux et prévenir le risque de mise en cause de la responsabilité
- Identifier les risques contentieux dans le cadre des contrats de cession
- Identifier les recours possibles

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Assurer la conformité réglementaire et juridique de ses opérations de cession ou fermeture de son installation

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 4 juillet 2019
ou 31 janvier 2020

INITIATION

Code : 40012
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Différencier les opérations de fermeture, cession, de cessation
Choisir et appliquer la procédure adaptée à l'opération
Analyser les responsabilités des différentes parties prenantes

PRÉREQUIS
Connaître les bases de la réglementation ICPE

PUBLIC CONCERNÉ
Directeurs de sites
Responsables et ingénieurs environnement et sécurité
Responsables juridiques et juristes

ANIMATEUR
Marie-Pierre MAÎTRE
Avocat Associé, ATMOS AVOCATS

PLANNING

Paris
7 juin 2019
12 décembre 2019

Dossier de réexamen d'une ICPE soumise à la directive IED

Décrire et analyser les impacts sur l'environnement

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Préparer l'élaboration du dossier de réexamen
- Maîtriser les obligations règlementaires
- Effectuer les bilans des installations, les prises de mesures et établir le recueil des données

Exercice d'application : identification des personnes ressources et des données à collecter dans le cadre de l'analyse préparatoire

Définir le contenu et la structure du dossier de réexamen

Assurer la cohérence du dossier avec l'étude d'impact du site
- Valider la conformité de l'installation
- La synthèse de la surveillance des émissions de l'installation
- L'évolution des flux des principaux polluants
- Insérer un résumé des accidents et des incidents
- Récapituler les investissements effectués
- Intégrer les éléments complétant et modifiant l'analyse des effets de ses installations

Positionner ses choix techniques par rapport aux MTD
- Connaître les différentes BREF existantes
- Identifier les MTD correspondant à ses activités
- Analyser les performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions
- Les mesures correctives à envisager sur la base des MTD

Exercice d'application : choix des BREF applicables, examen de l'applicabilité et analyse des écarts à quelques MTD

Rédiger correctement la conclusion du dossier de réexamen
- Identifier les attentes de l'inspection des installations classées
- Les éléments clés à présenter

Étude de cas : analyse critique et commentée de la conclusion du rapport de réexamen

Évaluer les possibilités d'harmonisation des dossiers de réexamen entre différents sites
- Connaître les suites possibles à la remise du dossier de réexamen

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Réaliser ou piloter l'analyse de l'évolution des impacts du site ainsi que le choix des MTD applicables

PERFECTIONNEMENT

Code : 40010
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 420 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Maîtriser le contenu et la démarche d'élaboration du dossier de réexamen
Positionner le site par rapport aux MTD
Assurer la cohérence avec l'étude d'impact

PRÉREQUIS
Connaître le cadre réglementaire des ICPE

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables HSE et QSE
Responsables environnement

ANIMATEUR
Luc PAKULA
Chef de projet Dossiers Règlementaires
ANTEA

PLANNING

Paris
2-3 avril 2019
18-19 septembre 2019
28-29 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Réussir l'étude d'impact d'une ICPE

Mettre en œuvre les outils techniques et méthodologiques appropriés

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Valider le cadre règlementaire

Maîtriser le contenu et les nouveautés introduites par la réforme des études d'impact

- L'examen au cas par cas
- Le scénario de référence
  Étude de cas : analyse du plan détaillé d'une étude d'impact d'après un exemple concret
- Présenter l'état du site et de son environnement : le scénario de référence
  Étude de cas : identifier les mesures et analyses envisageables pour qualifier l'état de référence
- Analyser les impacts sur l'environnement
  Étude de cas : analyse critique et commentée d'une étude d'impact environnemental sur la base de cas pratiques rencontrés par les participants
- Analyser l'origine, la nature et la gravité des impacts
- Justifier le choix du projet et présenter les mesures de maîtrise des impacts ou de compensation
- Les MTD (Meilleures Techniques Disponibles) : obligations ou recommandations ?
  Étude de cas : identification des MTD récurrentes et transverses
- Décrire les conditions de remise en état après exploitation
  Étude de cas : analyse critique et commentée d'une étude d'impact environnemental sur la base de cas pratiques rencontrés par les participants

Évaluer les risques pour la santé des populations

- La démarche d'évaluation et les guides méthodologiques
- Le contenu de l'étude
- L'interprétation, la fiabilité et les incertitudes
- Discuter et argumenter les hypothèses retenues
  Partage d'expériences : les différents types de scénarios d'exposition des riverains

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place l'étude d'impact de son installation au travers des éléments techniques et pratiques clés

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 5 juillet 2019
ou 19 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 40031
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 420 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Expliquer les principes et la méthodologie de l'étude d'impact d'une ICPE
Appliquer les bonnes pratiques en matière d'évaluation et de formalisation
Formuler les mesures de réduction des impacts ou de compensation

PRÉREQUIS

Connaître le cadre réglementaire des ICPE

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables environnement
Responsables d'études d'impact ou de projets soumis à étude d'impact
Ingénieurs et techniciens

ANIMATEUR

Dominique EBERENTZ
Consultant expert ICPE
CABINET EBERENTZ CONSULTANTS

PLANNING

Paris
6-7 juin 2019
19-20 novembre 2019

Réviser son étude de dangers et son POI

Analyser et modéliser les risques en tenant compte des modifications de l'installation

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le contenu et la révision de l'étude de dangers

Maîtriser le cadre règlementaire et les obligations de révisions des EDD

Rédiger l'étude de dangers : le sommaire et les étapes clés

- Présenter l'établissement et son environnement, décrire les process et produits utilisés
- Identifier et analyser les risques
- Définir les mesures de prévention et de protection
- S'approprier les bonnes pratiques rédactionnelles et de présentation

Modéliser les phénomènes dangereux

- Définir les méthodes probabilistes et déterministes
- Choisir la méthode adaptée aux risques identifiés
- Modéliser les conséquences d'un accident
  Exercice d'application : application des méthodes au cas des feux, explosions et dispersion toxiques

Classer les scénarios majeurs en probabilité, gravité et cinétique

Les moyens de secours et le Plan d'Opération Interne

Préparer le POI

- Rédiger les nœuds papillons
- Évaluer les fréquences
- Appliquer les règles de calcul des gravités

Maîtriser le plan type d'un POI et son articulation avec l'étude des dangers

- Choisir les scénarios d'accidents à retenir
- Identifier les informations à faire figurer sur les fiches réflexes
- Rédiger et présenter les différents types de fiches
- Valider et mettre à jour le POI
  Exercice d'application : résolution d'un cas de synthèse à partir d'un cas proposé par les participants, permettant d'appliquer les méthodologies et outils vus pendant la formation : identification des potentiels de dangers, analyses de risques et phénomènes dangereux, nœuds papillons et classement Probabilité/Gravité

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mener à bien la révision de l'étude de dangers de son installation et de son POI notamment au travers des points clés de l'analyse des risques

PERFECTIONNEMENT

Code : 40032
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 995 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Mettre à jour le contenu de l'étude de dangers et identifier les méthodes de l'analyse des risques
Présenter et rédiger l'étude selon les bonnes pratiques
Concevoir le Plan d'Opération Interne (POI)

PRÉREQUIS

Connaître les bases de la réglementation des ICPE

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables de sites Seveso ou de site contenant des ICPE
Responsables HSE
Responsables des services techniques

ANIMATEUR

Cyril PUJOL
Directeur environnement risques industriels, ANTEA

PLANNING

Paris
4 au 6 juin 2019
26 au 28 novembre 2019

Gérer les sites et sols pollués

Organiser la gestion administrative, juridique et technique d'un site pollué

BEST OF DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Assimiler le cadre juridique de la gestion des sites pollués

Analyser la règlementation française et les textes applicables en matière de pollution

- Analyser l'actualité règlementaire : SIS, tiers demandeur, obligation d'information…
- Identifier les circonstances de la remise en état

Maîtriser la procédure administrative de fermeture d'un site industriel

- Identifier le responsable de la remise en état
- Recenser les solutions en cas de liquidation, de pollueur insolvable, de site orphelin…
- Déterminer l'usage futur du site

Étude de cas : mise en œuvre de la procédure de remise en état en fin d'activité

Les responsabilités administrative, civile et pénale du pollueur

Sécuriser les opérations d'acquisition ou de cession de sites pollués

Identifier les obligations d'information

- Cerner les sanctions pour défaut d'information
- Limiter les risques pour le vendeur et l'acquéreur

Réussir un audit d'acquisition ou de cession : objet, contenu et étapes

Réussir la rédaction des contrats de cession et des garanties de passif environnemental

Étude de cas : analyse commentée de décisions de justice suite à un recours des acquéreurs

Évaluer la pollution et préparer la réhabilitation d'un site

Cerner la politique nationale en matière de sols pollués

- La méthodologie de gestion actualisée le 19/04/2017
- Les relations avec l'administration

Évaluer les risques de pollution

- Identifier les sources d'information, les rôles et responsabilités des acteurs
- Analyser les outils existants en matière d'évaluation des risques
- Connaître l'outil IEM
- Mettre en œuvre un plan de gestion

Exercice d'application : choix d'une démarche de gestion

Procéder à la réhabilitation d'un site

- Définir la stratégie de réhabilitation
- Mettre en place un projet de réhabilitation
- Analyser les différentes techniques de traitement, leurs avantages et leurs coûts

Exercice d'application : choix de la technique de dépollution à adopter

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Gérer les aspects techniques et juridiques en cas de pollution des sols et notamment à l'occasion d'opérations de cession et d'acquisition de sites

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 23 mai 2019
ou 23 septembre 2019
ou 27 janvier 2020

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended
à découvrir sur www.efe.fr

INITIATION

Code : 40016
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le cadre juridique et l'étendue des responsabilités
Décrire les différentes méthodes d'évaluation des risques
Appliquer les bonnes pratiques de prévention des risques

PRÉREQUIS

Connaître les bases de prévention des impacts environnementaux des sites industriels

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables de sites
Responsables de services fonciers
Ingénieurs QSE, HSE
Responsables juridiques et juristes

ANIMATEURS

Isabelle GUITTON
Avocat à la Cour
ECOLEX

Laura VERDIER
Consultante environnement
LVR CONSULTING

PLANNING

Paris
5-6 février 2019
27-28 mars 2019
3-4 juin 2019
28-29 août 2019
10-11 octobre 2019
16-17 décembre 2019
4-5 février 2020
Lyon, Bordeaux, Nantes et Lille
Dates sur www.efe.fr

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Mettre en œuvre la procédure du tiers demandeur

PROGRAMME

Identifier le cadre juridique applicable au transfert de réhabilitation à un tiers substitué

- Maîtriser l'article L 512-21 en application de la loi ALUR
- Identifier les différents cas ouvrant la possibilité de transfert de la réhabilitation et les caractéristiques du demandeur
- Identifier la portée de la définition de l'usage futur du site par le préfet et la procédure applicable

Étude de cas : analyse d'un arrêté préfectoral de transfert de réhabilitation

Respecter la procédure et le contenu de l'obligation transférée

- Définir le contenu et adresser la demande d'accord préalable au préfet
- Maîtriser le contenu de l'obligation transférée
- Déterminer les garanties financières
- Rédiger la convention de substitution

Exercice d'application : rédaction d'une convention de substitution

COMPÉTENCES MÉTIER

Piloter la mise en œuvre d'une démarche de tiers demandeur en toute sécurité juridique

PLANNING

Paris
26 mars 2019
7 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 40116
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 460 €

OBJECTIFS

Identifier le cadre réglementaire et les modalités applicables à la démarche de tiers demandeur
Mettre en œuvre la démarche

PRÉREQUIS

Connaître les enjeux juridiques de la gestion de sites et sols pollués

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables de sites industriels ou exploitants
Responsables de services fonciers ou d'aménagement
Responsables juridiques et juristes

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Les techniques de dépollution des sols

Choisir la technique de dépollution adaptée à la réhabilitation d'un site pollué

La dépollution d'un site dépend de différents critères relevant des caractéristiques des sols, des polluants présents, des objectifs de valorisation du terrain… Ainsi, afin de choisir la technique adaptée, il convient de croiser et de hiérarchiser ces différentes données technico-économiques.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les principales caractéristiques des pollutions

Identifier les principales familles de polluants

- Pollutions organiques, minérales, radioactives, pyrotechniques et biologiques

Définir l'influence des paramètres des polluants

- Volatilité, biodégradabilité, viscosité, solubilité, toxicité, mobilité, partition air/eau…

Apprécier l'influence des paramètres du milieu sur le comportement des polluants

- Hydrogéologie, chimie et microbiologie

Analyser les techniques de réhabilitation

Connaître les différents types de traitements

- Définir les techniques de mise en sécurité simple
- Identifier les techniques de confinement et d'immobilisation par stabilisation pour les sols
- Inventorier les techniques de confinement hydraulique pour les eaux souterraines
- Étudier les techniques de dépollution pour les sols et les eaux souterraines : procédés physiques *in situ* et *ex situ*, thermiques, chimiques, biologiques…

Comparer les avantages et les inconvénients de ces techniques ainsi que leurs coûts

- Mettre en place un traitement rapide
- Déterminer un traitement économique

Exercice d'application : calcul des coûts d'une opération

Identifier les évolutions futures à travers l'état des lieux des dernières technologies innovantes

Choisir la technique de dépollution la mieux adaptée à chaque contexte

Hiérarchiser les priorités de la réhabilitation

- Déterminer les actions immédiates obligatoires
- Recenser les actions de réhabilitation à moyen terme

Prendre en compte les résultats du plan de gestion et de l'Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS) pour une réhabilitation optimale

Cerner la notion de bilan coûts-avantages

Définir les critères pertinents pour le choix

- Apprécier les apports de la norme NF X 31-620 et la démarche de certification adossée à cette norme
- Apprécier les contraintes de sécurité pour les travaux
- Prendre en compte les aspects sanitaires et environnementaux
- Définir les aspects techniques et économiques de faisabilité
- Évaluer la pérennité et la durabilité
- Intégrer les aspects de sociabilité et d'acceptabilité du voisinage ainsi que la sensibilité publique et médiatique
- Respecter les aspects juridiques et administratifs

Exercice d'application : choix de la technique de dépollution à adopter en fonction de différents contextes : milieu urbain, rural, pollution par des hydrocarbures, des solvants, des métaux…

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Caractériser et identifier les techniques de traitement des sols en fonction de la nature des polluants présents

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 14 mai 2019
ou 18 octobre 2019
ou 17 janvier 2020

PERFECTIONNEMENT

Code : 40034
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 420 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les pollutions et le comportement des polluants dans les nappes et les sols
Appliquer les différentes méthodes de réhabilitation des sols et de dépollution des eaux souterraines
Construire un projet de dépollution

PRÉREQUIS

Connaître les bases réglementaires et méthodologiques de la gestion des sites et sols pollués

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables environnement, sécurité et qualité
Ingénieurs et techniciens
Membres de bureaux d'études

ANIMATEUR

Claude MICHELOT
Directeur général délégué
GINGER BURGEAP

PLANNING

Paris
27-28 mars 2019
18-19 juin 2019
25-26 septembre 2019
3-4 décembre 2019
Lyon
14-15 mars 2019
19-20 novembre 2019

Sols pollués, friches, changements d'usage

Gérer la valorisation d'un site en toute sécurité juridique et méthodologique

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Analyser les contraintes juridiques et financières liées à la réhabilitation d'un site pollué

Gérer la sortie d'activité
- Caractériser l'état du terrain et analyser la situation d'urbanisme
- Prendre en compte l'usage futur envisagé du site
- Maîtriser la démarche et les obligations administratives
- Comprendre la hiérarchie des responsables et identifier les nouveaux acteurs
- Envisager la substitution de l'exploitant par un tiers intéressé
- Connaître les solutions en cas de site orphelin

Étude de cas : analyse commentée d'un arrêté préfectoral de remise en état

Réussir la "dépollution"
- Définir le protocole d'étude
- Adapter les plans de gestion à l'évolution du projet immobilier
- Obtenir la " validation " administrative des opérations de " dépollution "

Étude de cas : analyse commentée d'un rapport d'audit technique

Sécuriser la cession d'un site
- Identifier les obligations du vendeur
- Cerner les diligences minimales de l'acquéreur
- Appréhender les sanctions du défaut d'information
- Analyser les principales décisions de jurisprudence
- Maîtriser les mécanismes de cessions amiables ou forcées
- Accorder des garanties pertinentes et adaptées

Exercice d'application : rédaction de garanties de passif cas acheteur et cas vendeur

Maîtriser le devenir du site
- Maîtriser les vecteurs de contrainte
- Comprendre les règles relatives à l'instruction des autorisations d'urbanisme
- Examiner la procédure d'institution de servitudes d'utilité publique

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Piloter une opération de cession ou d'acquisition de sites pollués en toute sécurité juridique et méthodologique

PERFECTIONNEMENT

Code : 40025
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 940 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Décrire les enjeux de l'achat, de la cession et du devenir des friches industrielles
Mettre en œuvre les possibilités de réaménagement
Analyser les contraintes juridiques et financières

PRÉREQUIS

Connaître les bases légales de la gestion des sites pollués

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs des services juridiques
Responsables environnement et techniques
Responsables aménagement, urbanisme

ANIMATEURS

Gwladys BEAUCHET
& Gregory GUTIERREZ
Avocats Associés, DS AVOCATS

PLANNING

Paris
19 mars 2019
20 juin 2019
25 novembre 2019

Analyse des risques résiduels

Concevoir les solutions de réhabilitation limitant l'exposition aux pollutions

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Valider le cadre règlementaire et méthodologique

Les textes encadrant la méthodologie de gestion des sites et sols pollués
- Connaître les différents guides et documents de référence
- Comprendre les enjeux de la nouvelle méthodologie et son articulation avec les anciens outils

Intégrer les différentes étapes méthodologiques et les outils de gestion
- Maîtriser le schéma global
- Intégrer les enjeux de l'EQRS et de l'ARR dans le cadre du plan de gestion

Exercice d'application : schématisation du positionnement de l'ARR dans le plan de gestion

Maîtriser les points clés de l'ARR

Assimiler les enjeux et la méthodologie de l'EQRS

Maîtriser les quatre étapes de l'EQRS
- Définir les polluants
- Comprendre les caractéristiques et comportements des polluants toxiques prioritaires
- Déterminer les concentrations en polluants toxiques par des EQRS et des ARR

Étude de cas : démonstration de recherche sur internet et choix des valeurs toxicologiques adaptées
- Évaluer et quantifier les expositions

Exercice d'application : calcul des expositions des populations en fonction de scénarios
- Analyser les calculs des expositions aux risques et interpréter les risques
- Quantifier le risque sanitaire
- Étudier les incertitudes et interpréter les risques
- Définir les Concentrations Maximales Admissibles (CMA)

Restituer les résultats de la démarche de l'ARR
- Le contenu du document
- Les contrôles en cours de chantier

Étude de cas : analyse des risques résiduels d'une réhabilitation de friche industrielle pour un projet immobilier selon les méthodes présentées au cours de la formation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Évaluer et analyser les risques sanitaires résiduels et définir les solutions permettant de les maîtriser au mieux

EXPERTISE

Code : 40054
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 975 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Expliquer la démarche de l'Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS)
Évaluer et quantifier des expositions pour interpréter les risques
Choisir les solutions de réhabilitation garantissant des expositions résiduelles acceptables

PRÉREQUIS

Connaître les enjeux de la gestion des sites et sols pollués

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables environnement, sécurité et qualité
Responsables des services techniques

ANIMATEUR

Frank KARG
Président Directeur Général
HPC ENVIROTEC

PLANNING

Paris
21 mars 2019
5 novembre 2019

Gérer les déchets industriels

Mettre en œuvre le traitement des déchets selon la réglementation en vigueur

BEST OF DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Évaluer et améliorer la gestion des déchets

Définir et classer les déchets
- Les définitions du déchet
- La nomenclature européenne des déchets
- Les différentes catégories de déchets et les propriétés qui les rendent dangereux
- Les déchets particuliers
  Exercice d'application : recherche des Codes européens associés à différents déchets produits dans l'entreprise

Cerner la règlementation qui s'applique
- Connaître la hiérarchie des textes et les grands principes
- La synthèse des principaux textes
- Traduire de manière opérationnelle les exigences légales
- Les responsabilités civile et pénale
- La nécessité d'une veille règlementaire

Maîtriser la gestion opérationnelle des déchets

Trier, stocker, transporter et valoriser les déchets industriels
- Connaître le cycle de vie d'un déchet : vers une économie circulaire
- Mettre en œuvre le tri et la réduction à la source
- Appliquer les règles de stockage et d'étiquetage
  Exercice d'application : analyse d'une Fiche de Données Sécurité (FDS)
- Intégrer les opérations de transport, courtage et négoce de déchets
- Les différents modes de traitement des déchets
  Étude de cas : analyse commentée du cycle de vie de plusieurs types de déchets industriels

Améliorer la gestion des déchets
- Les obligations de tri à la source : papier, bioodéchets, métal, plastique, verre, bois
- Les obligations et méthodes de gestion d'un registre déchets
  Exercice d'application : prise en mains d'un registre déchets
- La déclaration annuelle des déchets pour les ICPE
- Remplir correctement un Bordereau de Suivi de Déchets (BSD)
  Étude de cas : analyse détaillée d'un BSD et mise en situation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Quelles conditions pour lancer un projet ?
- Comment concevoir son planning projet ?
- Comment communiquer efficacement en mode projet ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les étapes de traitement de ses déchets conformément à la réglementation en vigueur

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 13 mai 2019
ou 30 septembre 2019
ou 24 janvier 2020

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended à découvrir sur www.efe.fr

PERFECTIONNEMENT

Code : 40008
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier et maîtriser les différents déchets produits par l'entreprise
Appliquer les obligations réglementaires
Choisir les filières de traitement et d'élimination des déchets

PRÉREQUIS
Connaître les enjeux de la prévention des impacts environnementaux des sites industriels

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables environnement, sécurité et qualité
Responsables production et maintenance
Ingénieurs et techniciens

ANIMATEUR
Laura VERDIER
Consultante environnement
LVR CONSULTING

PLANNING

Paris
14-15 mars 2019
1er-2 juillet 2019
3-4 décembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes et Lille
14-15 mars 2019
3-4 décembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Transformer des déchets en produits en toute sécurité juridique

PROGRAMME

Identifier le cadre réglementaire des déchets et des produits
- La directive cadre sur les déchets et sa révision de 2018
- L'article L. 541-4-3 du code de l'environnement
- La hiérarchie des modes de traitement
- Identifier les différents acteurs intervenant dans le processus
  Étude de cas : analyse commentée de processus dans des filières : sous-produits industriels, recyclage de matières premières secondaires

Gérer la procédure de sortie de statut de déchet
- Respecter les étapes, les modalités techniques et administratives de la procédure
- Appliquer les bonnes pratiques pour constituer son dossier
- Respecter les critères qualité et les modalités économiques
  Exercice d'application : analyse des critères de sortie de statut de déchets à établir
  - étude de filières de sortie de statut de déchet implicite

Anticiper les nouvelles normes applicables au titre de la transformation de déchets en produits
- Appliquer Reach
- Appliquer les normes techniques obligatoires ou non

COMPÉTENCES MÉTIER

Mener à bien la procédure permettant de valoriser ses déchets en produits

PLANNING

Paris
4 avril 2019
26 septembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 40117
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 460 €

OBJECTIFS
Identifier le cadre réglementaire du statut de produits et de déchets
Connaître les conditions de la sortie de statut de déchets

PRÉREQUIS
Connaître le cadre réglementaire de la gestion des déchets industriels

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables environnement
Chargés de mission déchets
Responsables production

Gérer les déchets industriels dangereux

Organiser la collecte, le transport et l'élimination

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir et classer les déchets dangereux

Identifier les déchets dangereux

Connaître les propriétés qui rendent un déchet " dangereux "

- Distinguer déchets dangereux et spéciaux
- Définir un déchet toxique en quantités dispersées
- Classifier les déchets dangereux

Cerner les obligations du producteur

- Respecter les dispositions règlementaires applicables
- Évaluer l'étendue de l'obligation d'information

Exercice d'application : application des exigences règlementaires sur les déchets dangereux de son entreprise

Manipuler des déchets dangereux

- Connaître les équipements de protection individuelle utilisés pour la manipulation des déchets dangereux
- Intégrer les règles de stockage pour ces déchets

Sécuriser la filière d'élimination des déchets dangereux : collecte, transport et traitement

- Mettre en place le suivi des déchets

Étude de cas : analyse d'un BSDD et d'un registre déchets

- Analyser les contraintes spécifiques au mode de transport
- Mouvements transfrontaliers de déchets : connaître les règles en matière d'échanges intra et extracommunautaires

Déterminer les filières d'élimination des déchets dangereux

- Analyser les techniques de stabilisation des déchets dangereux
- Identifier les modes de traitement des déchets dangereux
- Étudier le cas des déchets spécifiques
- Cerner les particularités des déchets d'activités de soins

Exercice d'application : recherche de filières sécurisées d'élimination des déchets industriels dangereux

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Respecter ses obligations en matière de déchets dangereux, de leur manipulation à leur élimination

PERFECTIONNEMENT

Code : 40035

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 420 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir les obligations en matière de traitement, de transport et d'élimination
Mettre en œuvre un système et des outils de gestion
Choisir les filières d'élimination optimales

PRÉREQUIS

Connaître les bases réglementaires de la gestion des déchets industriels

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables environnement, sécurité, qualité
Responsables production et maintenance
Ingénieurs et techniciens

ANIMATEUR

Laura VERDIER
Consultante environnement
LVR CONSULTING

PLANNING

Paris
14-15 mai 2019
3-4 octobre 2019

Exploiter une unité d'incinération d'ordures ménagères

Gérer les différents paramètres assurant le bon fonctionnement d'une UIOM

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Un simulateur de conduite UIOM en temps réel permet de découvrir le fonctionnement d'une unité en explorant librement les postes de conduite et d'acquérir la logique de contrôle par la mise en situation et l'expérimentation libre des actionneurs

Test de connaissances : le point sur ses connaissances de l'arrêté du 20/09/02

Définir les technologies de l'incinération

- Comprendre les mécanismes de combustion et d'émission des polluants à partir des déchets ménagers
- Comparer les caractéristiques des différentes technologies

Exercice d'application : depuis le simulateur, analyse fonctionnelle du poste de conduite d'un four à grille

Maîtriser les bilans de l'incinération

Caractériser les déchets

Définir des conditions opératoires

Établir les bilans de l'incinération

- Débits de fumées et de solides
- Composition et température des fumées
- Analyse des composantes du coût de traitement des déchets

Exercice d'application : détermination du point de fonctionnement moyen four-chaudière d'une UIOM à partir des données d'exploitation

Cerner les technologies de traitement des fumées

- Dépoussiérage
- Traitement des gaz acides
- Traitement des oxydes d'azote
- Traitement des dioxines-furanes

Exercice d'application : depuis le simulateur, analyse fonctionnelle d'un poste de conduite d'épuration par voie humide

Acquérir la logique générale de conduite d'une unité

- Diagramme de fonctionnement du four
- Objectif de conduite et contraintes
- Principes de contrôle commande

Exercice d'application : diagnostic et réaction face aux alarmes (simulateur pédagogique)

Élaborer les bilans

- Les bilans matière
- Le bilan énergétique et économique : la performance de l'installation et les enjeux en terme de réduction de la TGAP

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Veiller au bon fonctionnement d'une UIOM grâce au suivi des différents paramètres physiques, techniques et réglementaires

EXPERTISE

Code : 40038

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 485 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Décrire les équipements d'une usine et leur fonctionnement
Appliquer la logique de contrôle/commande de l'unité
Élaborer les bilans matières, énergie et économiques

PRÉREQUIS

Avoir une expérience dans le traitement des déchets ménagers

PUBLIC CONCERNÉ

Ingénieurs et responsables des services déchets des collectivités territoriales
Prestataires de services en traitement des déchets ménagers

ANIMATEUR

Christophe BELOT
Chargé d'affaires
BERTIN TECHNOLOGIES

PLANNING

Paris
25-26 juin 2019
11-12 décembre 2019

Assainissement

Gérer un système d'assainissement

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer le cadre juridique de l'assainissement

Connaître le vocabulaire de base sur l'assainissement

Identifier le contexte législatif et règlementaire

Test de connaissances : quiz sur le cadre juridique

Identifier les obligations en matière d'assainissement

- Élaborer un zonage d'assainissement
- Obligations de contrôle des installations d'assainissement non collectif
- Obligations en assainissement collectif

Étude de cas : analyse commentée d'un exemple de zonage

Choisir le mode de gestion approprié et identifier les risques juridiques de la gestion du service

Les composants principaux d'un service d'assainissement collectif : réseau, station de traitement, pompage…

- Définitions et exemple
- Enjeux sur la gestion du service

Identifier les principaux modes de gestion d'un service public

Étude de cas : analyse commentée d'un contrat de gestion déléguée

Intégrer les risques juridiques liés à la gestion d'un service d'assainissement

- Responsabilité civile
- Responsabilité pénale
- Responsabilité administrative

Partage d'expériences : échange sur les risques juridiques rencontrés et les solutions à envisager

Maîtriser les filières de traitement des eaux usées

Analyser les techniques d'assainissement non collectif des eaux usées

- Étudier les étapes du traitement par assainissement non collectif

Analyser les techniques d'assainissement collectif des eaux usées

- Assimiler le fonctionnement de l'assainissement collectif
- Comparer les avantages et les inconvénients de ces techniques ainsi que leurs coûts

Étude de cas : exercice de définition d'une filière de traitement

Éliminer les sous-produits : identifier les débouchés

Comprendre la formation des sous-produits

- Les matières de vidange de l'assainissement non collectif
- Les sous-produits de station d'épuration

Traiter et valoriser les boues de station d'épuration

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser les aspects essentiels tant juridiques que techniques de votre système d'assainissement

INITIATION

Code : 40019

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les obligations des collectivités territoriales en matière d'assainissement
Définir un mode de gestion adapté
Mettre en œuvre les filières de traitement

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur la gestion des eaux usées

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables des services de l'eau et de l'assainissement
Responsables environnement et sécurité
Responsables des services techniques

ANIMATEUR

Dominique SALIN
Ingénieur Conseil
ICARE

PLANNING

Paris
22-23 mars 2019
16-17 octobre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Choisir un mode de gestion du service d'assainissement adapté

PROGRAMME

Choisir un mode de gestion d'un service d'assainissement

- Identifier les avantages et inconvénients des modes de gestion par régie, régie intéressée, délégation ou concession
- Comparer leurs implications techniques, financières, en matière de partage des risques et les critères de choix
- Faire le point sur la procédure de passation des marchés de concession dont la DSP, depuis la Loi Sapin

Étude de cas : analyse d'un rapport du choix de mode de gestion

Mettre en œuvre les points importants de la gestion d'un service d'assainissement

- Décrire les points techniques
- Identifier les points financiers : la facturation, les impayés, les reversements, la TVA, la sous-délégation
- Gérer le contrôle du service : les rapports d'activité, les pénalités

Étude de cas : analyse d'un marché de délégation d'assainissement et des clauses les plus caractéristiques

COMPÉTENCES MÉTIER

Définir le mode de gestion du service d'assainissement le plus approprié à votre organisme

PLANNING

Paris
3 juin 2019
22 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 40113

½ journée | 4 heures

Tarif HT : 460 €

OBJECTIFS

Comparer les modes de gestion d'un service public d'assainissement
Analyser les contraintes et les enjeux du choix d'un mode de gestion
Mettre en œuvre les clauses essentielles des contrats de gestion

PRÉREQUIS

Connaître le fonctionnement d'un service d'assainissement

PUBLIC CONCERNÉ

Élus et directeurs d'un service technique d'assainissement
Techniciens et AMO

Gestion environnementale des eaux de pluie

Concevoir et mettre en œuvre une solution d'assainissement pluvial

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Appliquer le cadre réglementaire
- Intégrer la réglementation européenne et la Directive cadre sur l'eau
- Maîtriser la réglementation nationale

Maîtriser les connaissances de base sur les eaux pluviales

Appréhender les paramètres hydrologiques
- Intégrer les données pluviométriques et définir la " période de retour "
- Évaluer la relation pluie-débit
- Réaliser et interpréter un hydrogramme de ruissellement
- Évaluer les volumes de rétention nécessaires selon différentes méthodes

Caractériser la pollution issue des eaux de pluie
- Identifier les types et les origines des polluants
- Analyser les impacts à court et long termes
- Appréhender les méthodes de traitement

Exercice d'application : calcul des débits et dimensionnement des volumes de rétention nécessaires

Identifier et dimensionner les solutions techniques de gestion des eaux pluviales

Définir les critères de choix entre les solutions de rétention et d'infiltration

Comparer les solutions de gestion à la parcelle
- Les toits stockants ou végétalisés
- Les puits et les tranchées d'infiltration
- La réutilisation des eaux de pluie

Étude de cas : analyse commentée de différentes réalisations et identification des bonnes pratiques à retenir

Comparer les solutions de gestion en grand
- Les noues
- Les bassins de stockage et d'infiltration
- Les bassins enterrés
- Le stockage en canalisation

Exercice d'application : dimensionnement de différentes solutions selon les données de projets réels

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Définir la solution technique d'assainissement pluvial conforme aux contraintes réglementaires et techniques d'un projet

INITIATION

Code : 40020
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier la réglementation européenne et nationale
Mettre en œuvre les solutions techniques
Dimensionner une solution compensatoire d'eau pluviale

PRÉREQUIS
Connaître les enjeux de la gestion des eaux de pluies

PUBLIC CONCERNÉ
Maîtres d'ouvrage, ingénieurs de services d'assainissement
Maîtres d'œuvre et architectes
Responsables d'exploitation

ANIMATEUR
Dominique SALIN
Ingénieur Conseil
ICARE

PLANNING

Paris
4 juin 2019
21 novembre 2019

Gérer les effluents industriels

Choisir la solution de gestion adaptée à son site industriel

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre réglementaire en matière de rejets industriels
- Appliquer la législation sur l'eau et sur l'environnement
- Respecter les obligations administratives : nomenclature ICPE et nomenclature eau

Choisir le procédé de traitement des effluents adapté

Caractériser les polluants
- Identifier les polluants présents dans les effluents industriels
- Définir leurs impacts sur la santé et l'environnement

Exercice d'application : caractérisation d'effluents sur la base de données de prélèvements

Comparer les procédés de traitement des effluents liquides
- Les différentes technologies : traitements physiques, physicochimiques, chimiques, biologiques, électrolytiques, aérobiques, anaérobiques…
- Identifier leurs domaines d'application
- Analyser les avantages et inconvénients de chaque procédé

Exercice d'application : identification du traitement adapté à différents types d'effluents

Identifier les procédés de traitement des boues
- Appréhender les différents types de boues et leur principales caractéristiques
- Définir les techniques de traitement selon la nature des boues
- Identifier les solutions de valorisation des boues

Appréhender les opportunités de réduction des effluents : concentration et récupération, régénération
- Intégrer les objectifs et principes de ces solutions
- Analyser les conditions de faisabilité en fonction du site

Exercice d'application : validation de la faisabilité de mise en œuvre d'un procédé de réduction des effluents à partir de données d'un site

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place la solution de gestion des effluents adaptée à son site industriel assurant sa conformité réglementaire

PERFECTIONNEMENT

Code : 40098
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 420 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier le cadre réglementaire
Adapter le procédé de traitement à l'activité du site industriel
Rechercher les opportunités de réduction des effluents

PRÉREQUIS
Connaître les bases de la gestion de l'eau dans l'industrie

PUBLIC CONCERNÉ
Directeurs d'exploitation
Directeurs environnement et qualité
Ingénieurs et techniciens de bureaux d'études

ANIMATEUR
Rym FILALI
Chef de projets
GINGER BURGEAP

PLANNING

Paris
6-7 juin 2019
9-10 décembre 2019

Réglementation santé et sécurité - Niveau 1

DIGITAL

Rechercher ses obligations et ses responsabilités

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer l'essentiel de la règlementation et ses enjeux pratiques

Cerner les sources du droit de la santé et de la sécurité au travail
- La hiérarchie des textes, l'articulation droit communautaire/droit national, la jurisprudence
- Les principes généraux de prévention

Identifier les acteurs du droit de la santé et de la sécurité au travail
- Présentation des différents intervenants : CSE, CE, DP, service sécurité de l'entreprise, médecin du travail…
- Rôles et compétences de chacun

Recenser les obligations légales auxquelles l'entreprise doit se conformer
- Présentation des principales obligations en matière de prévention, protection collective, protection individuelle, sous-traitance, travail temporaire, accidents du travail, maladies professionnelles, protection des populations riveraines…
- Connaître les outils pour suivre ces exigences et s'y conformer

Assimiler les obligations administratives de l'entreprise : déclarations obligatoires, mise en place de registres, vérification…

Exercice d'application : détermination du cadre règlementaire s'appliquant à son entreprise

Évaluer les fondements et enjeux de la responsabilité en cas d'accident

Comprendre l'organisation juridictionnelle
- Les juridictions compétentes : ordres judiciaire et administratif
- Définir comment se déroule un contentieux santé sécurité
- Modalités, sanctions et voies de recours

Apprécier les risques en matière de santé et de sécurité au travail
- Responsabilités civile et pénale de l'entreprise et du dirigeant : l'étendue des risques et l'obligation de résultat
- Responsabilités civile et pénale du manager : le mécanisme de la délégation de pouvoirs
- La coresponsabilité : spécificités de la sous-traitance
- La réparation des accidents

Mettre en place des mesures de prévention juridique
- Procéder à l'audit des risques
- Prévenir le risque de mise en jeu de la responsabilité
- Organiser sa défense en cas de poursuite

Autodiagnostic : évaluation de la conduite adoptée dans son entreprise face à un problème de responsabilité

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier ses obligations réglementaires ainsi que ses risques juridiques en cas d'infraction

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 24 mai 2019
ou 6 décembre 2019

INITIATION

Code : 40039
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Maîtriser les principes généraux de la réglementation santé et sécurité au travail
Identifier le rôle et les compétences des interlocuteurs publics et privés
Analyser les sanctions en cas de non-conformité réglementaire

PRÉREQUIS
Connaître les bases du droit du travail ou de la responsabilité de l'employeur

PUBLIC CONCERNÉ
Collaborateurs des services HSE, QSE
Membres du CSE
Responsables juridiques et juristes

ANIMATEURS
Marie-Pierre MAÎTRE
Avocat Associé
Élise MERLANT
Avocat à la Cour
ATMOS AVOCATS

PLANNING
Paris
1er-2 avril 2019
6-7 novembre 2019

BESOIN DE COMPRENDRE LES BASIQUES ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Responsabilité des managers en santé sécurité

PROGRAMME

Gérer la responsabilité civile
- Maîtriser les principes et régimes de la responsabilité civile
- Apprécier les évolutions relatives au régime de la faute inexcusable
- Maîtriser le processus d'indemnisation du salarié

Étude de cas : analyse commentée d'une procédure en cas d'accident du travail

Prévenir la responsabilité pénale
- Identifier les infractions constitutives de la responsabilité pénale et les textes associés
- Maîtriser les règles de procédure pénale en santé sécurité
- Définir les personnes responsables et l'évolution de la responsabilité pénale du chef d'entreprise

Étude de cas : analyse commentée d'un accident et identification des actions à mettre en œuvre

COMPÉTENCES MÉTIER

Définir les mécanismes liés à la mise en cause de votre responsabilité afin de prévenir les risques et de gérer au mieux les procédures

PLANNING
Paris
20 mai 2019
12 décembre 2019

INITIATION

Code : 40111
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 425 €

OBJECTIFS
Intégrer les mécanismes de la responsabilité civile en matière de santé et sécurité au travail
Prévenir la responsabilité pénale de l'employeur

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances de base en droit du travail

PUBLIC CONCERNÉ
Managers et responsables de services HSE
Responsables juridiques et juristes

Réglementation santé et sécurité - Niveau 2

Organiser sa conformité réglementaire

Le manager d'un établissement, dont l'activité peut comporter des risques pour ses salariés, doit s'assurer du respect des obligations réglementaires auxquelles l'entreprise est soumise. Dans ce domaine, il s'agit aussi bien de sécuriser les aspects techniques et pratiques du travail, que de conduire les études de prévention des risques ou encore de gérer les démarches administratives.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les obligations réglementaires et administratives

Respecter les dispositions générales

- Faire le point sur les textes de référence
- Analyser la jurisprudence
- Mettre en place les registres obligatoires
- Utiliser au mieux le document unique : le faire vivre
- Réussir les déclarations
- Élaborer un règlement intérieur : les consignes à adopter

Étude de cas : analyse commentée d'un document unique

Définir la règlementation applicable en matière de sous-traitance et de travail intérimaire

- Maîtriser les obligations du donneur d'ordres et du prestataire avant et pendant les travaux
- Analyser la répartition des responsabilités
- Le pouvoir d'action du CSE de l'entreprise d'accueil

Plan d'action personnel : définition des actions à entreprendre dès le retour en entreprise

Maîtriser les risques liés aux agents chimiques dangereux

- FDS, étiquetage…

Maîtriser les risques psychosociaux

- Les obligations de l'employeur
- Les outils au service de la démarche de prévention des risques

Prévenir les risques au travers du référentiel réglementaire

Mettre en place son référentiel réglementaire

- Appréhender les normes OHSAS 18001et ILO OSH 2001
- Mener son audit de conformité réglementaire
- Assurer sa conformité réglementaire

Faire vivre son référentiel

- Définir ses outils de veille
- Mettre en œuvre la veille réglementaire

Mise en situation : à partir des données d'un site, construction du référentiel réglementaire et identification des derniers textes applicables

Maîtriser les enjeux de la responsabilité des managers

Cerner les mécanismes de mise en cause de la responsabilité

- Analyser les critères de mise en jeu de la responsabilité
- Maîtriser les obligations de l'entreprise
- Intégrer le mécanisme de la réparation en cas d'accident
- Organiser sa défense en cas de poursuite

Mise en situation : détermination de la conduite à adopter à partir d'un accident sur site

Définir l'encadrement règlementaire des maladies et accidents du travail

- Assimiler les principes du système d'indemnisation
- Identifier les obligations et responsabilités de l'employeur
- Analyser la jurisprudence en matière de faute inexcusable de l'employeur
- Gérer un accident ou une maladie professionnels

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre les dispositions organisationnelles et administratives afin d'être conforme à la réglementation santé-sécurité

PERFECTIONNEMENT

Code : 40040

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 420 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Résumer les exigences réglementaires auxquelles l'entreprise doit répondre
Appliquer les règles de la santé et de la sécurité au travail en toute sécurité
Évaluer les risques de fautes ou d'infractions et leurs conséquences en matière de responsabilité

PRÉREQUIS

Connaître les problèmes rencontrés par les entreprises en matière de santé/sécurité

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables environnement, hygiène, sécurité et qualité
Membres du CSE
Responsables juridiques et juristes

ANIMATEURS

Marie-Pierre MAÎTRE
Avocat Associé
Élise MERLANT
Avocat à la Cour
ATMOS AVOCATS

PLANNING

Paris
20-21 juin 2019
10-11 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Responsable HSE

Gérer les risques hygiène, sécurité et environnement

Dans une entreprise, différents types de risques professionnels coexistent pouvant porter atteinte aux conditions de travail, à la sécurité du matériel ou des personnes et à l'environnement. Pour réussir sa mission de maîtrise des risques, le responsable Hygiène, Sécurité, Environnement (HSE) doit mener à bien, en collaboration avec les différents acteurs concernés, les actions appropriées d'évaluation et de prévention.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le cadre règlementaire et les responsabilités en matière de HSE

- Intégrer la règlementation environnementale et l'articulation entre les différents textes : Code de l'environnement, règlementation ICPE…
- Définir le champ de compétences et les missions du responsable HSE
- Cerner les différents acteurs internes et externes à l'entreprise, leurs rôles et leurs responsabilités

Autodiagnostic : évaluation rapide de sa pratique en entreprise, des points forts et des améliorations à apporter

Identifier les méthodes et outils de maîtrise des risques HSE

Identifier et analyser les risques

- Les risques associés aux produits et leurs impacts sur la santé
- Les maladies professionnelles
- La pénibilité au travail et la notion de " bien-être " au travail
- Appréhender les méthodes d'analyse des risques accidentels, sanitaires et professionnels
- Intégrer les outils de management
- Connaître les principaux référentiels : ISO 9001, ISO 14001, OHSAS 18001…
- Identifier les référentiels existants et déjà utilisés dans l'entreprise
- Comparer les différents systèmes de management : management environnemental, management HSE, système qualité, santé, environnement…
- Préparer la certification de l'entreprise : savoir quand et comment procéder

Prévenir les risques

- Élaborer un plan de prévention
- Conduire des audits

Piloter la conformité règlementaire

- Connaître les principales exigences
- Organiser la veille règlementaire et évaluer la conformité

Étude de cas : identification et analyse des risques de différents cas d'entreprises et organisation de la prévention

Préparer la mise en place d'un système de management santé, sécurité et environnement

Définir les objectifs et les enjeux pour l'entreprise

- Connaître les principaux indicateurs santé, sécurité

Mettre en place l'organisation

Évaluer le système de management

- Renforcer la " culture " sécurité dans l'entreprise
- Identifier sur quels points communiquer et avec quels outils

Plan d'action personnel : identification des actions prioritaires à mettre en œuvre dès le retour en situation professionnelle

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Qu'est-ce qui différencie communication performante et persuasion ?
- Comment obtenir une validation positive ?
- Quelles sont les astuces essentielles pour faire preuve de tact ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Conduire la politique hygiène, sécurité et environnement de votre entreprise grâce à la mise en œuvre efficace des outils de management et de prévention des risques

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 20 mai 2019
ou 20 septembre 2019
ou 13 janvier 2020

INITIATION

Code : 40042
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier la réglementation et les responsabilités en matière d'hygiène, sécurité, environnement
Mettre en œuvre les bonnes pratiques pour mener à bien la mission de maîtrise des risques
Organiser la mise en place d'un système de management HSE

PRÉREQUIS

Connaître les problèmes rencontrés par les entreprises en matière de santé/sécurité/environnement

PUBLIC CONCERNÉ

Cadres nouvellement nommés responsables HSE
Ingénieurs et techniciens se destinant à la fonction de responsable HSE

ANIMATEUR

Grégory BARDIN
Consultant-formateur
Prévention des risques sécurité/environnement
AQSE

PLANNING

Paris
20 au 22 mars 2019
1er au 3 juillet 2019
26 au 28 novembre 2019

Animateur santé sécurité

DIGITAL

Organiser la prévention des risques d'accidents et de maladies professionnelles

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les enjeux et l'organisation de la santé et de la sécurité
- Identifier les enjeux humains
- Définir les axes clés : accidents du travail, accidents de trajet, maladies professionnelles
- Appréhender les enjeux financiers
- Maîtriser les enjeux réglementaires
  Étude de cas : analyse commentée de différents cas d'accidents et d'incidents et identification des dysfonctionnements
- Appréhender les différents niveaux de responsabilité : civile, faute inexcusable, pénale
- Maîtriser l'organisation de la sécurité et les missions de l'animateur santé sécurité

Construire la démarche de prévention

Maîtriser les enjeux et les points clés d'un système de management
- Les principes et les exigences clés de l'OHSAS 18001
- Les écueils à éviter lors de la mise en place du système et les étapes à respecter

Évaluer les risques et suivre la méthode du document unique
- Approfondir les principaux risques rencontrés en entreprise
- Identifier les équipements de protection individuelle
  Exercice d'application : évaluation des risques de situations de travail sur la base de photos ou de vidéos

Élaborer le catalogue des risques : causes, conséquences, solutions, références réglementaires

Mettre en œuvre les actions d'amélioration et les suivre

Analyser les accidents et les incidents : la méthode de l'arbre des causes
- Gérer les entreprises extérieures
- Maîtriser le cadre réglementaire et la responsabilité de l'entreprise
- Organiser la prévention des interventions
  Exercice d'application : à partir d'un plan de prévention, identification et analyse des risques d'interférences

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre les outils et méthodes vous permettant de réussir vos missions de prévention des risques en santé et sécurité

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 27 juin 2019
ou 20 janvier 2020

INITIATION

Code : 40085
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Définir la réglementation en santé sécurité au travail
Déterminer les risques et analyser les incidents et accidents
Organiser les outils de la sécurité en respectant les bonnes pratiques

PRÉREQUIS
Connaître les bases des obligations en matière de prévention santé sécurité en entreprise

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables qualité
Chargés de mission qualité sécurité environnement
Techniciens

ANIMATEUR
Grégory BARDIN
Consultant-formateur
Prévention des risques sécurité/environnement, AQSE

PLANNING
Paris
22 au 24 mai 2019
10 au 12 décembre 2019

Fonction sécurité

DIGITAL

Gérer, renforcer et faire vivre la sécurité dans l'entreprise

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le cadre légal de la fonction sécurité
- Identifier les obligations légales en matière de sécurité
- Situer la fonction dans la chaîne des responsabilités

Gérer la prévention dans l'entreprise

Gérer les risques inhérents à l'entreprise
- Identifier et évaluer les risques
- Analyser les mécanismes de l'accident et rechercher les facteurs potentiels
- Mettre en place des actions correctives

Document unique : contenu, rédaction et présentation
Étude de cas : analyse d'un document unique

Gérer les intervenants extérieurs
Étude de cas : analyse de la structure d'un plan de prévention

Connaître la terminologie accidents du travail et maladies professionnelles
- Définitions, taux de fréquence, taux de gravité, indemnisation…
- Intégrer la procédure administrative

Renforcer les performances sécurité

Veiller à la mise en œuvre des mesures retenues

Évaluer leur efficacité

Conduire des audits sécurité
- Les préparer
- Mener les enquêtes
  Exercice d'application : à partir d'un cas concret spécifique au secteur d'activité des participants, élaboration d'un plan d'audit

Faire vivre la sécurité dans l'entreprise

Mener des actions de sensibilisation en interne
- Adopter une communication sécurité adaptée
- Intégrer la sécurité dans le fonctionnement de l'entreprise : CSE, CE…
- Développer le management de la sécurité : OHSAS 18001 et systèmes de management intégrés

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place et améliorer en continu les outils nécessaires au management de la sécurité dans votre entreprise

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 21 mai 2019
ou 9 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 40013
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 995 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les obligations et les responsabilités en matière d'hygiène et de sécurité
Appliquer les outils d'analyse des risques
Organiser et faire vivre la sécurité dans l'entreprise

PRÉREQUIS
Connaître les problèmes rencontrés par les entreprises en matière de santé/sécurité

PUBLIC CONCERNÉ
Chefs d'établissements
Responsables du personnel
Responsables et ingénieurs sécurité

ANIMATEUR
Kamel MOKRANE, Ingénieur conseil sécurité et sûreté, IGENKA

PLANNING
Paris
27 au 29 mars 2019
4 au 6 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Méthodes d'analyse des risques industriels

Choisir la méthode pertinente parmi AMDEC, HAZOP, MADS/MOSAR

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Faire le point sur les enjeux de l'analyse des risques

- Analyser les enseignements des grands accidents industriels : AZF, Seveso, Bhopal…
- Décrire l'enchaînement des événements conduisant à un accident
- Intégrer le cadre règlementaire de l'analyse des risques
- Maîtriser la mise en œuvre de l'étude de danger et du document unique
- Intégrer les exigences de l'administration en matière de contrôle

Autodiagnostic : analyse des modes de réponse actuels (avantages, inconvénients et contraintes) mis en œuvre au sein de sa structure

Appliquer les méthodes d'analyse des risques

Identifier les besoins en matière d'analyse des risques

- Organiser une évaluation des risques : objectifs, moyens et acteurs
- Définir le bon niveau d'analyse : macroscopique ou microscopique
- Maîtriser le vocabulaire et les différentes notions de risques, de défaillances, de dérives…
- Définir les facteurs aggravants générateur d'effet domino
- Inventorier les outils AMDEC, HAZOP, MADS/MOSAR, What if, arbres de défaillance…
- Comparer les caractéristiques de chaque méthode : le périmètre d'application, le niveau de détail (méthodes générales ou détaillées), la durée…

Étude de cas : présentation commentée de deux exemples d'analyse des risques

Mettre en œuvre les méthodes d'analyse

- Constituer le groupe de travail
- Recenser les documents internes et externes utiles
- Maîtriser le contenu des différentes méthodologies : le déroulement de l'étude, le fonctionnement et la structure, la modélisation, l'évaluation, l'identification, la hiérarchisation des risques…
- Formaliser et interpréter les résultats
- Avoir un regard critique sur la pertinence des résultats
- Consigner les résultats d'analyse des risques dans le document unique et l'étude de danger

Exercice d'application : réalisation d'une analyse des risques professionnels sur un poste de travail et intégration dans un Document Unique

Exercice d'application : réalisation d'une analyse des risques associés à un procédé industriel et utilisation des résultats dans une étude de dangers

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Choisir et mettre en œuvre la méthode d'analyse des risques adaptée à son installation ou process, afin d'en prévenir les défaillances

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 9 septembre 2019 ou 16 janvier 2020

INITIATION

Code : 40006
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Définir ses besoins en matière d'analyse des risques
Sélectionner la méthode d'analyse des risques adaptée et l'appliquer
Construire l'analyse et retranscrire les résultats de l'analyse

PRÉREQUIS
Connaître les différents risques potentiels d'une activité industrielle

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables risques, hygiène, sécurité et environnement
Responsables des services techniques
Concepteurs d'installations, d'infrastructures, de bâtiments…

ANIMATEUR
Pierre GUERIN
Ingénieur conseil
Cabinet GUERIN Risques Industriels

PLANNING
Paris
14-15 mai 2019
23-24 septembre 2019
5-6 décembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Mettre en œuvre la méthode AMDEC

PROGRAMME

Étude de cas " fil rouge " : dans le cadre d'une installation industrielle simple, les participants s'exercent à la mise en œuvre des étapes clés d'une analyse AMDEC

Préparer l'étude et procéder à l'analyse fonctionnelle

- Déterminer le périmètre de l'étude et ses objectifs
- Définir le groupe d'évaluation
- Rédiger l'analyse fonctionnelle
- Définir les critères de criticité

Étude de cas " fil rouge " : rédaction de l'analyse fonctionnelle de l'installation

Réaliser et exploiter l'AMDEC

- Identifier les scénarii de défaillances, leurs causes et conséquences
- Coter la défaillance
- Déterminer les actions de réduction ou de maîtrise du risque
- Mettre en place le plan de surveillance
- Nœuds papillon

Étude de cas " fil rouge " : réalisation de l'AMDEC

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre la méthode AMDEC pour prévenir les défaillances d'une installation ou apporter un jugement critique sur une AMDEC réalisée par une tierce partie

PLANNING
Paris
20 mai 2019
12 décembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 40118
½ journée | 4 heures
Tarif HT : 460 €

OBJECTIFS
Comprendre la méthode et ses différentes étapes
Exploiter les résultats d'une AMDEC

PRÉREQUIS
Connaître les différents risques potentiels d'une installation industrielle

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables risques, hygiène, sécurité et environnement
Concepteurs d'installations, d'infrastructures, de bâtiments et de procédés

Incendie, explosion, dispersion toxique

Maîtriser la modélisation des phénomènes dangereux et le logiciel PHAST

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer les différents phénomènes dangereux
- Les étapes de la modélisation
- La caractérisation des conditions atmosphériques
- Les valeurs seuils à considérer dans les études de dangers
- Rappels concernant les sources d'inflammation
- Aborder en pratique la recherche d'initiateurs dans une configuration donnée

Maîtriser les méthodes simplifiées d'évaluation du risque et de ses conséquences

Quantifier un feu en atmosphère libre
- La nappe : vitesse de régression, diamètre
- La flamme : hauteur, angle…
- Le flux thermique rayonné
- Les effets sur la peau humaine

Exercice d'application : calcul des ordres de grandeur d'un incendie en atmosphère libre afin d'évaluer le risque et les conséquences

Quantifier un boil-over
- Relation produit - propension au boil-over
- Méthodes de quantification

Quantifier une explosion
- Les modes de propagation d'un front de flammes
- Quantifier les effets de souffle et les effets missiles
- La notion d'équivalent TNT
- L'explosion de mélanges gazeux
- L'explosion de solides pulvérulents : nuages explosibles, inflammations, propagation, explosions de poussières
- Les éclatements d'appareils sous pression
- Le BLEVE (boiling liquid expanding vapour explosion)

Exercice d'application : calcul d'ordres de grandeur du risque et des conséquences d'éclatement d'un appareil sous pression et d'explosions accidentelles

Intégrer les notions de dispersion de gaz ou de vapeurs toxiques

Identifier les potentiels dangers selon les caractéristiques des matériaux
- Sensibilité à l'inflammation : solide, liquide, gaz
- Toxicité des fumées

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Appréhender les phénomènes d'incendie, d'explosion et de dispersion dès leur origine, afin de mieux recourir aux outils d'évaluation et de maîtrise des risques

EXPERTISE

Code : 40043
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 2 100 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Caractériser le risque incendie / explosion / dispersion toxique
Classifier les risques du point de vue de leur gravité
Favoriser le dialogue avec les instances réglementaires

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances en matière de risques industriels

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables HSE, QHSE…
Responsables prévention
Responsables d'exploitation

ANIMATEUR
Marc VACHON
Chargé d'affaires
BERTIN TECHNOLOGIES

PLANNING
Paris
19 au 21 mars 2019
8 au 10 octobre 2019

Sûreté des installations industrielles

NEW

Évaluer et maîtriser les risques associés aux actes de malveillance

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les enjeux de la sûreté
- Définir la sûreté et la réglementation applicable
- Différencier sûreté et sécurité et les risques qui s'y rapportent : intrusions, vols, dégradations, actes de terrorisme…
- Comprendre l'évolution des risques et notamment le risque numérique
- Évaluer les conséquences de ces risques
- Analyser la réglementation au travers du décret n°2006-212 du 23 février 2006 et ses dernières mises à jour
- Le rôle du responsable sûreté

Auditer et diagnostiquer la sûreté de l'installation
- Définir le périmètre de l'audit : interne et externe au site
- Analyser les risques et les hiérarchiser

Étude de cas : détermination de la vulnérabilité de différents types d'installations

Renforcer la sûreté de l'installation
- Définir les actions correctives selon la nature des risques
- Agir sur l'organisation interne et/ou en lien avec les intervenants extérieurs
- Intervenir sur les installations techniques : systèmes d'accès, conditions d'accueil, vidéosurveillance, systèmes d'alarme et de protection

Exercice d'application : définition des actions à mettre en œuvre suite à l'analyse de la vulnérabilité d'une installation
- Agir sur les cahiers des charges associés aux prestations externes, à la maintenance des installations, à l'acquisition de nouveaux équipements

Focus sur la cybersécurité
- Appréhender les politiques nationales de cyberdéfense et de régulation
- Comprendre les étapes d'une intrusion et leur mode de réalisation
- Analyser les techniques utilisées : défensives et offensives
- Identifier les capacités et les limites des réponses autorisées par le Droit

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Évaluer et réduire la vulnérabilité d'un site afin de renforcer la sûreté de votre installation ou de votre site

EXPERTISE

Code : 40121
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 975 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Définir les points de vulnérabilité d'une installation
Déterminer les actions visant à renforcer la sûreté de l'installation
Appréhender les spécificités de la cybersécurité

PRÉREQUIS
Connaître les règles de gestion des risques industriels

PUBLIC CONCERNÉ
Directeurs de sites industriels
Responsables sécurité et sûreté
Ingénieurs et techniciens de bureaux d'études

ANIMATEUR
Kamel MOKRANE
Ingénieur conseil sécurité et sûreté
IGENKA

PLANNING
Paris
6 juin 2019
19 novembre 2019

Réaliser son plan de prévention

Gérer l'intervention d'entreprises extérieures

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Autodiagnostic : évaluation des obligations propres à son entreprise

Identifier ses obligations

Cerner le cadre règlementaire des interventions réalisées par les entreprises extérieures

Organiser le partage de responsabilités avec les sous-traitants

- Évaluer ses responsabilités et celles de chaque intervenant
- Définir le cadre d'une opération et les obligations des différents intervenants

Mise en situation : identification des types de travaux et d'interventions qui nécessitent l'application du plan de prévention

Rédiger son plan de prévention

- Définir les étapes clés d'un plan de prévention
- Identifier les chapitres essentiels à intégrer dans un plan de prévention
- Préparer son analyse des risques et son inspection préalable : les outils et méthodes d'évaluation

Jeu de rôles : détermination des questions clés à se poser lors d'une analyse des risques commune

Élaborer, mettre en place et suivre son plan de prévention

Réaliser son inspection préalable

- Faire la synthèse des risques
- Élaborer les mesures de prévention

Organiser le contrôle de l'application pendant l'intervention de l'entreprise extérieure

Étude de cas : examen de la structure d'un plan de prévention type afin de l'améliorer en intégrant les éléments essentiels de la règlementation et ceux issus de l'analyse des risques

Faire vivre son plan de prévention

Cas particuliers

- Opérations de chargement/déchargement
- Les travaux par points chauds et le permis de feu
- Les chantiers clos et indépendants

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Appliquer la réglementation et les outils méthodologiques pour piloter intégralement la réalisation de son plan de prévention

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 21 juin 2019
ou 18 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 40015
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 940 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les obligations légales organisant l'intervention d'entreprises extérieures
Analyser les éléments à vérifier lors de la visite préalable
Recenser les risques et définir des mesures de prévention

PRÉREQUIS

Connaître les bases de la réglementation des ICPE

PUBLIC CONCERNÉ

Chargés de mission hygiène et sécurité
Responsables travaux
Responsables des services généraux

ANIMATEUR

Jean-Yves DUMAS
Consultant Santé Sécurité au Travail
AYLA

PLANNING

Paris
21 mai 2019
17 octobre 2019

Méthode de l'arbre des causes

Organiser la prévention des accidents du travail

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer les enjeux et le processus de l'analyse des accidents

Maîtriser les enjeux de l'analyse des accidents

Initier le processus d'analyse des accidents

- L'inscription sur les registres d'accident bénins
- Distinguer accident, incident et presque-accident
- Constituer l'équipe d'enquête et recueillir les faits

Maîtriser la méthode de l'arbre des causes

Bien recueillir les faits : étape essentielle pour une analyse objective

- Réaliser les entretiens
- Identifier les éléments composant la situation de travail
- Formaliser les faits

Mise en situation : entraînement à la formulation et au recueil des faits afin de mieux en identifier les pièges et bonnes pratiques

Analyser les faits par l'application de la méthode de l'arbre des causes

Étude de cas : réalisation de mini-arbres des causes dans différents cas de figure : accident, maladie, incendie, impact environnemental, arrêt de la production, presqu'accident, impact sur le public

Exploiter les résultats de l'analyse : choisir les actions de prévention appropriées

- Déterminer les systèmes à revoir et à renforcer
- Choisir les mesures de prévention
- Mettre en place des solutions proposées
- Suivre et évaluer les mesures prises

Exercice d'application : définition des actions de prévention appropriées à partir de l'analyse d'accident réalisée précédemment

Utiliser la méthode de l'arbre des causes

- Améliorer par anticipation
- La méthode I.TA.Ma.Mi

Exercice d'application : application de l'une des méthodes sur un cas proposé par les participants

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mener une analyse d'accident objective et approfondie pour aboutir à la définition d'actions correctives concrètes

INITIATION

Code : 40029
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les points clés de l'analyse des accidents
Mettre en œuvre la méthode de l'arbre des causes
Élaborer les mesures correctives en exploitant les résultats d'analyse

PRÉREQUIS

Connaître les bases de la réglementation santé sécurité

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables sécurité
Responsables prévention
Membres du CHSCT

ANIMATEUR

Véronique PINET
Intervenante en prévention des risques
VPL CONSULTING

PLANNING

Paris
13-14 mai 2019
5-6 décembre 2019

Responsable environnement

Gérer les risques environnementaux

DIGITAL

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Autodiagnostic : évaluation de ses activités au sein de son entreprise, identification des difficultés rencontrées et des points à améliorer

- Assurer la conformité réglementaire de l'établissement

Gérer ses Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Exercice d'application : détermination du classement ICPE de diverses activités et des procédures associées

Intégrer l'importance d'une veille réglementaire efficace et pertinente

Relayer les informations réglementaires à l'ensemble des personnes concernées

Suivre l'arrêté préfectoral

- Piloter la politique environnementale de l'entreprise et améliorer le management de la performance

Piloter la mise en place d'un système de management environnemental (SME) au sein de l'entreprise

Exercice pratique : élaboration d'un tableau d'analyse environnementale et du plan d'action associé

- La mise en place d'indicateurs de suivi

Exercice pratique : conduite d'un audit interne

- Gérer les flux en eau, énergie, déchets et matières premières

Exercice pratique : réalisation d'un diagnostic déchet sur son site

Intégrer les enjeux d'une communication interne et externe efficace

Exercice pratique : définition des actions de sensibilisation environnementale

Représentation auprès des organismes extérieurs

Mise en situation : préparation d'une visite d'inspection

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mener à bien ses missions de prévention des risques environnementaux, en intégrant les bonnes pratiques de management, tant au niveau des systèmes que des ressources humaines

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 8 juillet 2019
ou 13 décembre 2019

INITIATION

Code : 40018
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir les missions et les responsabilités du responsable environnement
Mettre en œuvre le système de management de l'environnement
Planifier et organiser les outils de pilotage de la politique environnementale

PRÉREQUIS

Connaître les bases de la prévention des impacts environnementaux des sites industriels

PUBLIC CONCERNÉ

Cadres nouvellement nommés responsables environnement
Ingénieurs se destinant à la fonction de responsable environnement

ANIMATEUR

Stéphanie LE BOZEC
Consultant en environnement, DG COSTRATEGIC

PLANNING

Paris
3 au 5 juin 2019
5 au 7 novembre 2019

Management intégré QSE

Construire et faire vivre le système qualité sécurité environnement

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les enjeux et principes d'un système de management intégré

Autodiagnostic : identification des dispositifs déjà en place dans son entreprise et des améliorations à y apporter

Maîtriser les référentiels qualité, sécurité, environnement

Appliquer les points clés et les exigences des normes ISO 9001, 14001, OHSAS 18001

Identifier et exploiter les convergences des trois référentiels

- Relever les points communs et constituer la synthèse
- Appliquer une méthode systémique
- Définir le niveau d'intégration en fonction des particularités de l'entreprise

Exercice d'application : réalisation de la cartographie des processus d'un établissement

Mettre en place et faire vivre le système

Analyser les risques

Exercice d'application : construction d'une cartographie des risques d'un établissement industriel

Piloter l'amélioration continue du système

- Construire un manuel de management QSE
- Compléter ou créer les documents de référence

Exercice d'application : réalisation de documents opératoires

Améliorer le système en continu

- Analyser les causes de dysfonctionnement et mettre en place les actions correctives
- Mettre en place les indicateurs et tableaux de bord pertinents
- Concevoir la revue de direction et la revue de processus

Étude de cas : analyse commentée de revues de direction et identification des améliorations à apporter

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Décloisonner le management de la qualité, de la sécurité et de l'environnement, afin de renforcer l'efficacité des processus de son activité

INITIATION

Code : 40093
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Définir les enjeux d'une gestion intégrée
Établir le niveau d'intégration des référentiels de son organisme
Construire son système de management et le faire vivre

PRÉREQUIS

Connaître les bases de la gestion de la qualité, de la sécurité et de l'environnement en entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables qualité, sécurité, environnement
Responsables production, exploitation

ANIMATEUR

Nicolas BARDIN
Ingénieur, consultant prévention Prévent'Ex

PLANNING

Paris
20 au 22 mars 2019
2 au 4 octobre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Mettre en œuvre la norme ISO 14001 version 2015

Concevoir un management environnemental efficace

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Étude de cas " fil rouge " : à partir de la construction d'un site type sur la base de données communiquées par les participants en lien avec leurs entreprises, construction d'un système de management ISO 14001 pas à pas

Maîtriser le contenu de la norme ISO 14001 version 2015

- Analyser les enjeux du management de l'environnement
- Définir les objectifs de la norme ISO 14001
- Maîtriser les principes de l'ISO 14001 nouvelle version

Étude de cas " fil rouge " : pour chaque chapitre, rapprochement des exigences de la norme aux actions concrètes à mener par l'entreprise

- Appréhender la responsabilité de la direction
- Planifier les actions

Étude de cas " fil rouge " : construction du programme environnemental au travers des différentes étapes, du tableau d'analyse environnementale à la formalisation du programme de management environnemental

- Mettre en œuvre le système au travers des différents supports
- Réaliser des activités opérationnelles, préparer et répondre aux situations d'urgence

Évaluer et améliorer le système

- Évaluer les performances
- Préparer l'audit

Exercice d'application : diagnostic de la gestion de l'environnement sur un site, relevé des écarts par rapport à la norme ISO 14001 et définition des actions correctives à mettre en place

- S'approprier les bonnes pratiques lors de l'audit

Jeu de rôles : mise en application de techniques d'audit

- Clôturer et valoriser l'audit comme source d'améliorations internes

Améliorer le système

Étude de cas " fil rouge " : mise en œuvre opérationnelle du système du déploiement du programme, à la réalisation de la revue de direction

- Gérer la période de transition
- Intégrer le délai de transition entre les 2 versions
- Définir le plan d'action pour gérer la transition

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Piloter et/ou mettre en place une démarche de management environnemental et de sécurité sur son site selon l'ISO 14001

INITIATION

Code : 40003
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les étapes à suivre pour construire et faire vivre un SME
Traduire les principes de l'ISO 14001
Mettre en œuvre le SME conduisant à la certification

PRÉREQUIS

Connaître les bases de la prévention des sites industriels

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables d'établissements
Responsables environnement, sécurité et qualité

ANIMATEUR

Stéphanie LE BOZEC
Consultant en environnement, DG COSTRATEGIC

PLANNING

Paris
18-19 mars 2019
1er-2 octobre 2019

HQE®, BREEAM®, LEED®

Choisir la certification environnementale adaptée à un projet

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer les enjeux des certifications énergétiques et environnementales

- Recenser les différents niveaux de certification
- Identifier les caractéristiques, les avantages et inconvénients des certifications

Identifier les certifications des métiers du bâtiment

- Identifier les référentiels portant sur la certification de la maîtrise d'œuvre
- Appréhender les certifications par type de bâtiments

HQE®, BREEAM®, LEED®, BePas, BePos : comparer les certifications environnementales et énergétiques du bâtiment

Certifications environnementales spécifiques du bâtiment

- Identifier les domaines couverts par chacune des certifications et les cibles
- Comparer les critères d'évaluation et les niveaux de performance
- Les référentiels et les certifications associées

Certifications relatives aux consommations énergétiques

- Maîtriser les certifications et labels de performances énergétiques : BBC+, BePas et BePos, Label E+C-
- Normaliser les mesures quantitatives

Certifications environnementales spécifiées

Étude de cas : identification des certifications adaptées aux objectifs de qualité du projet

Certifications environnementales des équipements et matériaux

- Certifications des équipements et des matériaux à connotation environnementale

Exercice d'application : définition des critères environnementaux à respecter et recherche sur internet des produits disponibles

- Certifications environnementales des équipements et matériaux conventionnels

Étude de cas : vérification de la bonne application des prescriptions du CCTP

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Définir une stratégie de certification pour valider la qualité du chantier et des travaux de construction ou de rénovation d'un bâtiment

INITIATION

Code : 40078
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les enjeux des différentes certifications
Décrire les cibles des certifications
Choisir la certification et organiser les différents niveaux de certification

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux environnementaux des bâtiments

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics et privés
Maîtres d'œuvre
Architectes et bureaux d'études

ANIMATEUR

Pascale SINNAEVE
Consultante en environnement et gestion énergétique des bâtiments
EETQ

PLANNING

Paris
3-4 avril 2019
14-15 novembre 2019

LEED® construction et rénovation V4

Développer la qualité environnementale des bâtiments par la certification LEED®

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les principes, les composantes et le vocabulaire du système d'évaluation LEED®

Les domaines concernés par les performances à atteindre

- Identifier les champs d'application de la certification LEED®

Exercice d'application : utilisation de la checklist pour sélectionner des crédits à viser pour un objectif de niveau de certification donné

- Intégrer les critères d'évaluation et les niveaux de performance
- Maîtriser les 4 niveaux de certification

Appréhender le processus de certification

- Respecter les étapes et les délais
- Identifier les acteurs, les budgets
- Mettre en œuvre le reporting LEED Online et monter le dossier d'audit
- Appliquer le LEED® en France : les ACP (Alternative Compliance Paths)

Mettre en œuvre les exigences organisationnelles et techniques

Identifier les exigences de chacune des familles de crédits : LT, SS, WE et EA, IEQ, MR, RP, IN

Exercice d'application : prise en main du référentiel au travers du rangement des crédits dans leur famille puis association des critères qualitatifs ou quantitatifs correspondant à ces crédits

Focus sur un crédit par famille

Exercice d'application : prise en main du référentiel au travers de l'identification et de la présentation des exigences associées à un crédit

- Réaliser le reporting auprès du GBCI

Devenir un acteur reconnu : les qualifications Green Associate et Accredited Professionnal

- Identifier les enjeux de la qualification des compétences
- Identifier le niveau de qualification adapté à son implication dans les projets

Appliquer le processus de qualification

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Initier les démarches et participer concrètement à un projet de certification LEED®

PERFECTIONNEMENT

Code : 40103
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 420 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les principes et la méthodologie du référentiel LEED®
Mettre en œuvre la certification
Analyser les modalités de la qualification des acteurs

PRÉREQUIS

Connaître les bases des enjeux environnementaux des bâtiments

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage et assistants à maîtrise d'ouvrage
Maîtres d'œuvre
Architectes

ANIMATEUR

Pascale SINNAEVE
Consultante en environnement et gestion énergétique des bâtiments
EETQ

PLANNING

Paris
17-18 juin 2019
3-4 décembre 2019

De la RT 2012... à la RT 2020

Concevoir des bâtiments neufs selon les obligations de performance énergétique

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Autodiagnostic : évaluation de ses connaissances de la règlementation thermique et de ses évolutions

Appliquer les textes règlementaires et les outils de la performance énergétique

Faire le point sur les grands principes de la réglementation thermique

Les textes de référence et les obligations associées

- Maîtriser les caractéristiques thermiques et les niveaux de performances à atteindre
- Les exigences globales : Bbio, C, Tic
- Les exigences de moyens
- Définition de la SHONRT
- Les évolutions de la méthode de calcul THBCE
- Les évolutions des règles THBAT

Exercice d'application : détermination des niveaux de performance à atteindre et des solutions techniques à retenir pour un bâtiment d'habitation et un bâtiment tertiaire

Intégrer les spécificités du label HPE et les enjeux du bonus de COS

- Identifier les caractéristiques des différents niveaux de performance
- Intégrer les possibilités de dépassement du COS
- Recourir aux aides et aux financements associés

Les attestations d'étude thermique au dépôt du permis de construire et à la livraison du bâtiment

- Maîtriser le contenu du décret et de l'arrêté
- Mise en pratique
- Les professionnels habilités

Intégrer la démarche d'étanchéité à l'air

- Mettre en place une démarche d'étanchéité à l'air
- Définir les solutions caractéristiques

Étude de cas : analyse d'une étude de faisabilité d'énergies renouvelables pour un bâtiment tertiaire

Anticiper la réglementation thermique RT 2020

- Identifier les enjeux
- Les évolutions à attendre de la future réglementation
- Calendrier prévisionnel

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Assurer la conformité réglementaire d'un projet de bâtiment neuf au regard des prescriptions de performance énergétique

INITIATION

Code : 40056
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les exigences de la RT 2012 et les textes associés
Concevoir le bâtiment selon les calculs et les choix techniques à réaliser
Anticiper la réglementation RT 2020

PRÉREQUIS

Connaître les bases de la gestion énergétique des bâtiments

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics et privés, architectes
Ingénieurs de la maîtrise d'œuvre, des bureaux d'études et de contrôles
Architectes

ANIMATEUR

Jérôme DAUNAS
Ingénieur consultant
IENERGIE

PLANNING

Paris
1er avril 2019
3 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Améliorer la performance énergétique dans le tertiaire

Engager des travaux conformément à la réglementation

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre règlementaire applicable aux bâtiments tertiaires

Mettre en perspective la performance énergétique

Maîtriser les dispositions règlementaires actuelles et anticiper celles relatives à l'amélioration de la performance énergétique dans les bâtiments tertiaires existants

- Intégrer les évolutions règlementaires portant sur les niveaux de performance attendus, les moyens et les cibles
- Diminuer la consommation énergétique totale du bâtiment
- Sensibiliser les occupants à la bonne utilisation des équipements
- Réaliser une étude énergétique portant sur tous les postes de consommation d'énergie du bâtiment

Exercice d'application : détermination des niveaux de consommation à atteindre pour différents types de bâtiments tertiaires et de surfaces

Assurer les niveaux de performance énergétique attendus

Mettre en œuvre une étude et/ou un audit énergétique

- Identifier les objectifs clés de la norme NF EN 16247-1 et 2
- Intégrer la méthodologie et le déroulement de l'audit énergétique
- Prévoir les délais de réalisation de l'audit

Définir les leviers permettant d'atteindre les niveaux de performance énergétique des bâtiments

- Agir sur le bâti
- Identifier les leviers portant sur les installations techniques
- Renforcer la performance au travers de la maintenance

Exercice d'application : à partir de données complètes sur un bâtiment tertiaire, identification des leviers d'amélioration de la performance énergétique

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier les actions prioritaires à mettre en œuvre conformément aux obligations de performance énergétique des bâtiments tertiaires

INITIATION

Code : 40120
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Connaître le cadre réglementaire dans l'existant et se préparer aux futures obligations dans le tertiaire
Identifier les modalités organisationnelles, méthodologiques et financières
Mettre en œuvre les travaux

PRÉREQUIS

Connaître les bases de la gestion thermique et énergétique des bâtiments

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics et privés
Chefs de projets, AMO
Ingénieurs des bureaux d'études et de contrôle

ANIMATEUR

Jérôme DAUNAS
Ingénieur consultant, IENERGIE

PLANNING

Paris
9 avril 2019
4 juillet 2019
2 décembre 2019

Audit énergétique du bâtiment

Construire l'analyse de l'usage et des consommations énergétiques du bâtiment

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre réglementaire et normatif

Faire le point sur la réglementation en matière d'audit énergétique

Intégrer la norme NF EN 16247 pour l'audit énergétique des bâtiments

- Maîtriser les exigences de la norme NF EN 16247-1 communes aux audits énergétiques
- Appliquer les modalités de la norme NF EN 16247-2 dédiée à l'audit énergétique du bâtiment
- Respecter les obligations portant sur les auditeurs internes et externes

Maîtriser la méthodologie de l'audit

Préparer l'audit

- Identifier les démarches selon qu'il s'agisse d'un bâtiment ou d'un parc de bâtiments
- Collecter les données nécessaires
- Préparer les visites sur sites et identifier les interlocuteurs concernés

Exercice d'application : définition du périmètre d'un audit et des données utiles à collecter, à partir d'un exemple de bâtiment

Conduire l'audit

- Effectuer les contrôles visuels et les mesures
- Appliquer les différentes méthodes de calcul
- Recourir aux indicateurs de performance, de mesure et de comptage

Exercice d'application : calcul des déperditions à partir des données collectées et constatées d'un bâtiment

Exploiter les données de l'audit et rédiger le rapport

- Analyser les résultats de l'audit et définir les sources d'amélioration
- Hiérarchiser les solutions possibles
- Rédiger le rapport d'audit

Étude de cas : analyse commentée d'un rapport d'audit

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Piloter l'audit énergétique de son bâtiment (ou parc de bâtiments) selon une méthodologie conforme aux dispositions réglementaires

PERFECTIONNEMENT

Code : 40100
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 420 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser le cadre réglementaire et normatif
Appliquer les outils et étapes clés pour conduire un audit de qualité
Réaliser un diagnostic de performance énergétique et définir les actions à mettre en œuvre

PRÉREQUIS

Avoir été confronté à la maîtrise de l'énergie dans les bâtiments

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage
Responsables environnement, énergie et fluides
Responsables techniques, exploitation, maintenance

ANIMATEUR

Jérôme DAUNAS
Ingénieur consultant, IENERGIE

PLANNING

Paris
13-14 juin 2019
5-6 novembre 2019

Maîtriser l'énergie dans les bâtiments

Choisir les solutions adaptées aux caractéristiques d'un bâtiment

L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments répond à un double objectif de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre et des consommations d'énergie. Cela implique donc de se conformer aux prescriptions réglementaires tout en définissant les solutions techniques adaptées à la situation donnée d'un bâtiment.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Faire le point sur les enjeux énergétiques et environnementaux

- L'évolution de la consommation énergétique des bâtiments et les perspectives à moyen et long terme
- Les objectifs européens et nationaux en matière de maîtrise de l'énergie dans les bâtiments neufs et existants

Maîtriser le cadre réglementaire et ses évolutions

Cerner la règlementation thermique actuelle

- Les évolutions récentes : la réglementation RT 2020, rénovation thermique des bâtiments tertiaires
- Champ d'application, principes et objectifs
- Identifier les évolutions par rapport à la précédente règlementation

Appliquer la règlementation dans les bâtiments existants

- Maîtriser les obligations lors d'opérations de rénovation lourdes, de remplacement d'éléments de l'enveloppe, d'équipements énergétiques…
- Apprécier la portée du diagnostic de performance énergétique

Étude de cas : à partir de deux projets concrets de construction et rénovation, identification des écarts par rapport à la règlementation

Maîtriser les modalités et incidences pratiques du Diagnostic de Performance Energétique (DPE)

- Principes et objectifs du DPE et évolutions récentes
- Collecter les informations disponibles dans le neuf et l'existant
- Les études thermiques : objectifs comparés et correspondance avec le DPE

Engager des démarches de maîtrise des consommations

Intégrer les principes fondamentaux de la thermique des bâtiments

Mettre en œuvre une gestion de l'énergie

- Effectuer un audit des consommations et identifier les pistes d'économies
- Connaître les outils de gestion de la consommation énergétique
- Élaborer un tableau de bord de gestion et de suivi des consommations

Identifier les solutions techniques dans le neuf ou l'existant

- Repérer les systèmes énergétiques les plus performants
- Découvrir les nouvelles approches dans la conception des bâtiments neufs
- Identifier les matériaux performants pour l'enveloppe, la toiture…

Exercice d'application : à partir de données chiffrées et des caractéristiques d'un bâtiment, élaboration d'un plan d'action visant à réduire sa consommation

Mesurer les enjeux des certifications de performances énergétiques

- Identifier les certifications et labels existants et à venir
- Les projets concernés et les critères d'obtention
- Les coûts induits et les bénéfices à en tirer

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Concevoir les solutions techniques et de gestion de l'énergie dans vos bâtiments neufs et existants

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 26 juin 2019
ou 10 janvier 2020

INITIATION

Code : 40027
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser le cadre réglementaire des énergies renouvelables et les opportunités associées
Établir la faisabilité technique et économique des solutions disponibles
Choisir le type d'installation adapté au bâtiment

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur la gestion des installations techniques des bâtiments

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables environnement, exploitation et maintenance
Responsables de services généraux
Toute personne en charge de la gestion énergétique et thermique des bâtiments neufs et existants

ANIMATEUR

Pascale SINNAEVE
Consultante en environnement et gestion énergétique des bâtiments
EETQ

PLANNING

Paris
22 au 24 mai 2019
26 au 28 novembre 2019

2 FORMATS AU CHOIX
100 % présentiel ou blended
Déroulé pédagogique de la formation blended à découvrir sur www.efe.fr

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Piloter un projet de bâtiment tertiaire performant et à qualité d'usage réel

DIGITAL

Associer énergie, qualité d'usage et maîtrise des investissements

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier les bâtiments réellement performants

Maîtriser les critères de base

Reconnaître un bâtiment réellement performant

- Concevoir " réglementaire " et/ou concevoir " performant "
- Connaître les principaux pièges et leviers de conception techniques et architecturaux
- Identifier les avantages-inconvénients des différents systèmes énergétiques
- Solutions pour un bâtiment flexible et évolutif

Étude de cas : à partir de plusieurs exemples, évaluation des performances et du confort

Identifier les caractéristiques d'un bâtiment écoconstruit

Prescrire et piloter un projet de bâtiment réellement performant

Maîtriser les impacts en investissement

- Identifier les leviers de rentabilité
- Évaluer la rentabilité, valeur verte et valeur financière
- Examiner le cas du propriétaire occupant ou bailleur

Étude de cas : analyse des coûts et de la rentabilité en bâtiments neufs ou rénovations lourdes

Préparer le concours ou l'appel d'offres

- Arbitrer sur les objectifs de performance
- Élaborer le programme et le CCTP de l'opération
- Définir la méthodologie en fonction du montage de projet

Étude de cas : préparation d'un programme

Piloter la réalisation du projet : commissionnement et engagements de performance

- Identifier les tests et contrôles minimaux à réaliser
- Définir le périmètre et le niveau d'une démarche de commissionnement
- Déterminer le schéma d'organisation du commissionnement
- Définir les rôles, responsabilités et le CCTP
- Définir les clauses d'engagement de performance " GPEI " et " GRE "
- Piloter les phases de chantier, OPR et réception
- Assurer un suivi d'exploitation

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Quelles conditions pour lancer un projet ?
- Comment concevoir son planning projet ?
- Qui sont les parties prenantes au projet ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Assurer la conduite d'une opération tertiaire très basse consommation, à forte qualité d'usage et avec des coûts maîtrisés

INITIATION

Code : 40055
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Construire le programme et le cahier des charges
Évaluer rapidement la pertinence et les performances réelles
Mettre en place une démarche de commissionnement et des engagements de performance

PRÉREQUIS

Connaître les enjeux de la performance énergétique des bâtiments

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics et privés, asset managers
Architectes, ingénieurs de la maîtrise d'œuvre et des bureaux d'études

ANIMATEUR

Richard FRANCK
Gérant, BPRIM

PLANNING

Paris
24-25 juin 2019
25-26 novembre 2019

Monter un projet de rénovation énergétique dans l'habitat

Organiser la démarche technico-économique

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre réglementaire, ses contraintes et opportunités

- La réglementation thermique des bâtiments existants
- Intégrer les labels énergétiques
- Définir ses objectifs de rénovation énergétique

Mener les diagnostics et audits énergétiques

Identifier les postes de consommation d'énergie

Analyser et exploiter les données

Identifier les solutions techniques adaptées

Exercice d'application : analyse des grandes étapes d'un audit énergétique de copropriété et identification des solutions à préconiser

Respecter les étapes d'un projet de rénovation énergétique

- Intégrer les exigences énergétiques aux différentes phases du projet
- Organiser la maîtrise d'ouvrage (MOA) et choisir les assistants à maîtrise d'ouvrage (AMO) spécialisés
- Valider les choix techniques
- Contrôler/évaluer la performance énergétique
- Suivre la performance en exploitation

Exercice d'application : réalisation d'une grille d'évaluation des priorités

Financer le projet

Identifier les solutions de montage financier du projet

- Le Contrat de Performance Energétique (CPE)
- Les Certificats d'Économie d'Énergie (CEE)
- Appréhender le mécanisme innovant de tiers payant

Comparer les différentes solutions et retenir le montage adapté à son projet

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Piloter le montage d'une opération de rénovation énergétique dans l'habitat en tenant compte des différents paramètres réglementaires, techniques et économiques

INITIATION

Code : 40092
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier le cadre réglementaire
Décomposer les différentes phases d'études technico-économiques
Déterminer les solutions de financement adaptées

PRÉREQUIS

Avoir des connaissance de base sur la gestion des bâtiments

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics ou privés
Ingénieurs et chargés de projets au sein des bureaux d'études, des AMO, des entreprises générales
Promoteurs immobiliers

ANIMATEUR

Vincent VANEL
Direction éco-innovation
GREENATION

PLANNING

Paris
17-18 juin 2019
16-17 décembre 2019

Bâtiments basse consommation et énergie positive

Concevoir un projet de rénovation ou de construction de bâtiments BePas ou BePos

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Faire le point sur les objectifs des niveaux de performance
- Les bâtiments basse consommation, passifs BePas ou à énergie positive BePos
- Intégrer les enjeux des bâtiments à très basse consommation
- Maîtriser le cadre règlementaire

Choisir et atteindre son niveau de performance énergétique

Agir sur l'isolation
- Travailler sur les parois intérieures et extérieures
- Gérer les ponts thermiques et décrochements
- Privilégier la compacité
- Intégrer le confort d'été
- Identifier et utiliser correctement les outils de mesure
- Comparer les différents systèmes constructifs
- Choisir les matériaux selon les bons critères et les bons vecteurs d'information

Étude de cas : identification des solutions d'isolation d'un bâtiment de logements permettant d'assurer un haut niveau de performance énergétique

Construire selon les principes bioclimatiques

Maîtriser les enjeux de la ventilation des locaux
- Assurer le renouvellement de l'air
- Contrôler les débits

Étude de cas : retour d'expériences sur plusieurs types de bâtiments

Appréhender le dimensionnement des équipements de chauffage
- Privilégier les énergies renouvelables et la récupération d'énergie
- Identifier les améliorations possibles dans la conception

Étude de cas : dimensionnement des solutions énergétiques lors de la construction d'un bâtiment tertiaire neuf à haute performance énergétique

Faire le point sur les outils de financement

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mener à bien un projet de construction ou de rénovation en très basse consommation (Passif ou BePos), grâce au choix des bonnes méthodologies et technologies

PERFECTIONNEMENT

Code : 40033
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 995 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les objectifs et les niveaux de haute performance énergétique
Appliquer les procédés de calculs actuels et futurs
Organiser les solutions opérationnelles

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur la physique des bâtiments

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics et privés
Ingénieurs de la maîtrise d'œuvre et de bureaux d'études
Architectes

ANIMATEUR

Pascale SINNAEVE
Consultante en environnement et gestion énergétique des bâtiments
EETQ

PLANNING

Paris
3 au 5 juin 2019
15 au 17 octobre 2019

Amiante : prévenir le risque et respecter ses obligations

Les enjeux et responsabilités du maître d'ouvrage

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Étude de cas " fil rouge " : les participants appliquent les connaissances acquises à la résolution d'un problème reconstitué

Maîtriser le cadre réglementaire et les obligations des différents intervenants
- Faire le point sur les caractéristiques de l'amiante et ses impacts pour la santé
- Maîtriser les sources réglementaires et la législation applicable

Étude de cas " fil rouge " : identification des obligations réglementaires du syndic de copropriété, du propriétaire du plateau de bureaux et des propriétaires des logements
- Identifier les différents axes et acteurs de la prévention

Respecter les obligations en matière de diagnostics amiante
- Analyser le contenu du rapport final de mission et l'exploiter au mieux
- Mettre à jour le dossier technique amiante
- Définir les mesures de prévention
- Se conformer aux modalités d'obligation de travaux

Gérer les opérations de maintenance, d'entretien et de retrait d'amiante

Maîtriser les obligations lors de travaux de maintenance ou d'entretien
- Communiquer le DTA
- L'évaluation initiale des risques
- Organiser les opérations et former les intervenants

Étude de cas " fil rouge " : détermination des contraintes à prendre en compte dans le cadre de la programmation des travaux de démolition et de curage d'amiante

Les travaux de confinement et de retrait d'amiante
- Établir le cahier des charges du maître d'ouvrage
- Analyser le plan de retrait
- Informer les travailleurs sur les caractéristiques du site

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Assurer la prévention des risques liés à l'amiante lors de toute opération d'exploitation, d'entretien ou de maintenance de vos bâtiments ou établissements

PERFECTIONNEMENT

Code : 40090
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 940 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser la réglementation applicable
Respecter les obligations et responsabilités du maître d'ouvrage
Mettre en œuvre les étapes et bonnes pratiques de prévention

PRÉREQUIS

Connaître les bases en matière de technologie et de sécurité des bâtiments

PUBLIC CONCERNÉ

Chefs d'établissements et maîtres d'ouvrage
Responsables maintenance, exploitation, travaux
Gestionnaires de patrimoines immobiliers

ANIMATEUR

Eric DENOYER
Directeur technique, DERBI

PLANNING

Paris
13 juin 2019
9 décembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Maîtriser la qualité de l'air intérieur

BEST OF

Organiser le contrôle dans les bâtiments d'habitation et recevant du public

Les polluants présents dans les locaux privés ou publics constituent depuis peu une préoccupation majeure de santé publique. La réalisation d'un audit permet d'identifier les sources responsables des pathologies affectant les occupants et d'effectuer les mesures nécessaires afin de définir les solutions correctives.

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Faire le point sur les polluants et les enjeux de la QAI

Identifier les principaux polluants et leurs conséquences

- Radon, plomb, amiante, monoxyde de carbone, COV, particules, biocontaminants…
- Identifier les risques sanitaires associés
- Connaître les normes et valeurs guides à respecter pour chacun des polluants
- Faire le point sur le plan national santé environnement

Les différentes sources d'information et le rôle de l'Observatoire de la Qualité de l'Air Intérieur (OQAI)

Réaliser le diagnostic et mesurer les polluants

Reconnaître une mauvaise QAI : les symptômes directs et indirects

Audit et mesure des polluants

- Le contexte et les différents types d'interventions
- Rechercher les sources éventuelles de pollution selon les normes AFNOR
- Mesurer en temps réel les paramètres indicatifs de la qualité de l'air
- Effectuer des mesures complémentaires sur les principaux polluants classés prioritaires par l'OQAI
- Comparer les résultats aux différentes Valeurs Toxicologiques de Référence (VTR) disponibles, ou à tout autre référentiel disponible

Étude de cas : enquête sur la qualité de l'air dans les logements, les bureaux, les crèches, les écoles et les bâtiments performants en énergie

Maîtriser la QAI

Recenser les sources de contamination

- Matériaux et produits de construction
- Les produits de consommation courante

Assurer une bonne ventilation des locaux

- Le rôle de la ventilation et les principales anomalies sur les installations
- Connaître la réglementation applicable
- Identifier les paramètres clés pour garantir une ventilation de qualité
- Combiner un bon renouvellement de l'air intérieur et la maîtrise de l'énergie
- Comparer les différents systèmes disponibles et les solutions en devenir

Étude de cas : analyse effectuée à partir des problématiques apportées par les participants

Recourir aux systèmes d'épuration d'air

- Les polluants visés par cette solution
- Les principales solutions techniques disponibles et émergentes et leurs performances

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre les bonnes actions de contrôle de la qualité de l'air intérieur et les solutions correctives en cas de pollution

PERFECTIONNEMENT

Code : 40053

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 420 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les principaux polluants, les normes et les valeurs réglementaires de la qualité de l'air intérieur
Établir le diagnostic et mesurer les polluants
Gérer la maîtrise de la qualité de l'air

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur la gestion technique des bâtiments et en particulier les impacts sanitaires

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables hygiène et sécurité, exploitation, maintenance
Ingénieurs et techniciens de bureaux d'études

ANIMATEURS

Fabien SQUINAZI
Directeur
NST SCIENTIFIC CONSULTING
Gilbert RHEIN
Chef de Projet

PLANNING

Paris
25-26 mars 2019
27-28 juin 2019
13-14 novembre 2019

Maîtriser le risque légionelles

Dans les réseaux d'eau chaude sanitaire

RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Risque légionelles

Légionelle et légionellose : cas et types de pathologies existants

Test de connaissances : facteurs de risque dans une installation de production et de distribution d'eau chaude sanitaire

- Intégrer le risque légionelles dans la conception des réseaux d'eau chaude sanitaire
- Conception, calcul et dimensionnement
- Comprendre l'importance de l'équilibrage des boucles

Étude de cas : impact d'un mauvais équilibre hydraulique du réseau

- Identifier les points à risque et auditer rapidement une installation d'eau chaude sanitaire

Étude de cas : audit d'une installation d'eau chaude sanitaire

- Pertinence et conséquences des chocs thermiques et chlorés
- Étude comparative des méthodes de remise à niveau des installations

Exercice d'application : mise en œuvre d'une méthode de calcul du dimensionnement

- Surveillance de la qualité de l'eau (température et légionelles)

Exercice d'application : interprétation de résultats de suivi de température et de légionelles

- Travaux neufs et réhabilitation : une bonne conception pour la maîtrise du risque
- Le dimensionnement d'un réseau de bouclage
- Les points de contrôle à prévoir et les documents à fournir

Étude de cas : construction d'un réseau de distribution d'eau chaude sanitaire

Risque pseudomonas

- Comprendre les causes et les mécanismes de la contamination
- Identifier les causes de l'introduction de l'eau chaude dans l'eau froide
- Connaître la procédure de décontamination
- Rechercher l'origine des mélanges d'eau chaude et froide

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Corriger les principaux défauts de vos équipements en assurant une surveillance et une maintenance conformes aux obligations réglementaires

PERFECTIONNEMENT

Code : 40044
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 940 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Intégrer le risque légionelles dans la conception et la maintenance des réseaux
Cerner les impacts des solutions de désinfection ou des chocs thermiques
Mettre en œuvre les obligations de l'arrêté relatif à la surveillance

PRÉREQUIS

Connaître les bases de la gestion des réseaux d'eau chaude sanitaire

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables maintenance et exploitation de réseaux d'eau
Installateurs de réseaux d'eau
Hygiénistes

ANIMATEURS

Philippe HARMANT, Consultant & Laurent KIENE
Consultant Senior, Co-gérant AQUAFLUENCE

PLANNING

Paris
23 mai 2019
26 novembre 2019
Lyon
14 mai 2019
14 novembre 2019

Initiation à la sécurité incendie

Organiser les mesures de prévention et de protection

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Connaître la mécanique de l'incendie

- Identifier les paramètres de l'incendie et les phases de développement
- Appréhender les modes de propagation de l'incendie
- Maîtriser les conséquences de l'incendie

Appliquer la réglementation

Se repérer dans la réglementation

- Distinguer la protection des personnes, de la protection des biens et de la protection de l'environnement
- Recenser les textes réglementaires : le CCH, le CU, le Code du travail, les ICPE, les règlements de sécurité, les IT…
- Identifier les principes généraux de la réglementation
- Faire la différence entre les textes réglementaires et les normes

Adapter la réglementation selon la nature du bâti

- Maîtriser les critères de classification : activités, effectifs du public reçu, caractéristiques de construction…
- Identifier les catégories de bâtiments : habitation, ERP (de la 1ère à la 5ème cat.), IGH, locaux de travail, PS…

Étude de cas : identification des textes réglementaires applicables à différentes catégories de bâtiments

Organiser les mesures de prévention et de protection sous la responsabilité du chef d'établissement

- Identifier les acteurs internes et externes
- Connaître les dispositions constructives, maîtriser les principaux moyens de secours
- Définir et appliquer les consignes de sécurité
- Maîtriser les obligations du chef d'établissement
- Connaître les risques encourus en cas de non-conformité à la réglementation

Étude de cas : analyse des causes et identification des éléments de prévention ou de protection défaillants à partir d'études de sinistres récents

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Identifier les éléments fondamentaux de la sécurité incendie d'un point de vue réglementaire, technique et organisationnel

INITIATION

Code : 40069
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 850 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Expliquer la mécanique de l'incendie
Établir les obligations réglementaires, celles du chef d'établissement et du propriétaire
Mettre en œuvre les règles de sécurité

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur la prévention des risques

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables d'établissements, propriétaires non occupants
Responsables sécurité et environnement
Responsables techniques, bâtiments et maintenance

ANIMATEUR

Jimmy CHAUVIN, Directeur technique, sécurité & environnement EMERGENCE CONSEIL

PLANNING

Paris
18 mars 2019
7 octobre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Sécurité incendie dans les ERP

Gérer la sécurité selon la réglementation applicable aux bâtiments et systèmes

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser la réglementation incendie applicable aux ERP

Identifier les différentes sources réglementaires selon l'activité d'un ERP

Maîtriser les dispositions communes à l'ensemble des ERP

- Les contraintes pesant sur le constructeur
- Les contraintes relatives à la conception et à l'aménagement des bâtiments

Identifier les spécificités propres à certaines catégories d'ERP

- Les ERP du 1er groupe
- Les ERP de catégorie 5
- Les spécificités des bâtiments comportant des zones ERP

Étude de cas : identification des textes réglementaires applicables à différentes catégories d'ERP

Organiser et gérer la sécurité incendie

Maîtriser les outils de prévention et de contrôle

- Définir les plans d'intervention et de sécurité
- Rédiger les notices de sécurité
- Tenir à jour le registre de sécurité
- Assurer la formation et l'entraînement du personnel
- Gérer les relations avec les tiers
- Réaliser l'entretien, la maintenance et les vérifications des dispositifs

Identifier les actions propres aux bâtiments existants

- Réaliser le diagnostic et l'audit
- Définir les solutions d'adaptation
- Réaliser le schéma directeur de mise en sécurité

Réussir les contrôles et prévenir la mise en cause des responsabilités

Exercice d'application : mise en place d'un plan d'action permettant de lever un avis défavorable de commission de sécurité sur un groupement d'établissements

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Évaluer la conformité d'un bâtiment à la réglementation sécurité incendie et définir les solutions rectificatives en cas d'écart

PERFECTIONNEMENT

Code : 40070
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 350 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier la réglementation incendie applicable aux ERP
Appliquer les règles de sécurité selon les catégories d'ERP
Organiser et gérer la sécurité incendie

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en sécurité incendie

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables d'établissements
Responsables sécurité, incendie et hygiène nouvellement nommés
Responsables techniques, bâtiments et maintenance

ANIMATEUR

Jimmy CHAUVIN, Directeur technique, sécurité & environnement EMERGENCE CONSEIL

PLANNING

Paris
19-20 mars 2019
8-9 octobre 2019

Désenfumage des bâtiments

Gérer la problématique des fumées lors de la construction et de l'exploitation

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Appréhender les conditions de production et de propagation des fumées

- Connaître les phénomènes associés à la fumée
- Identifier les phénomènes favorisant la propagation de la fumée selon la conception des bâtiments, leur usage, la nature des équipements…

Mettre en œuvre le désenfumage

Maîtriser les principes du désenfumage

- Connaître les différents types de désenfumage
- Identifier les points clés portant sur les systèmes de désenfumage
- Distinguer le désenfumage naturel et mécanique

Adapter les systèmes de désenfumage selon les types de bâtiments

- Identifier les typologies de bâtiments
- Recenser les principaux textes
- Connaître les principes réglementaires selon la nature du bâtiment et le type d'activité

Étude de cas : identification des textes réglementaires applicables à différentes catégories de bâtiments

Réussir la mise en œuvre pratique du désenfumage

- Identifier les différents types de matériels
- Savoir concevoir et exploiter un système de désenfumage en fonction du bâti
- Connaître les obligations de vérification et de maintenance des installations

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Définir les modalités d'installation et d'exploitation d'un système de désenfumage efficace et conforme à la réglementation

PERFECTIONNEMENT

Code : 40071
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier la réglementation en matière de prévention incendie
Établir les facteurs favorisant la propagation des fumées
Mettre en œuvre et gérer les systèmes de désenfumage

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en matière de sécurité incendie

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables d'établissements
Responsables sécurité, environnement et préventionnistes
Responsables techniques, bâtiments et maintenance

ANIMATEUR

Jimmy CHAUVIN, Directeur technique, sécurité & environnement EMERGENCE CONSEIL

PLANNING

Paris
21 mars 2019
10 octobre 2019

CYCLE CERTIFIANT

Responsable énergie en entreprise

Gérer l'énergie et piloter les projets de A à Z

Face à la pression du coût des énergies et des contraintes environnementales, la maîtrise des consommations et des modes d'approvisionnement énergétiques devient cruciale pour la compétitivité des entreprises. Dès lors, le responsable énergie peut agir à différents niveaux : meilleure adaptation des consommations aux besoins de l'activité, suivi et amélioration des performances des équipements, introduction de nouvelles pratiques d'achats… autant de leviers permettant de maîtriser la facture énergétique et les impacts environnementaux.

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Communauté d'apprenants : un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après la formation

MODULE 1 | 4 jours

Maîtriser les fondamentaux en matière d'énergie

OBJECTIFS

- Comprendre l'énergie dans toutes ses composantes
- Intégrer le contexte économique et réglementaire en matière d'énergie
- Faire le point sur les enjeux environnementaux

PROGRAMME

Maîtriser les notions de base physiques et thermiques

- Définir les énergies
  Exercice d'application : calcul de puissances et de production réelle d'installations de production d'énergie
- Caractériser les énergies
  Exercice d'application : calcul de consommation énergétique d'équipements courants

Intégrer les réglementations environnementales et énergétiques

Faire le point sur les enjeux énergétiques

- Définir les sources d'énergies
- Leurs modes de production, valorisation, consommation…

Faire le point sur les enjeux climatiques mondiaux et les textes associés

Prendre en compte le rôle des collectivités locales

- Les obligations en matière de Plan Climat Energie Territorial (PCAET)
- Les collaborations efficaces entre collectivités et entreprises

Appréhender les énergies renouvelables

Inventorier les énergies renouvelables et leurs caractéristiques

Identifier les opportunités d'une stratégie EnR pour une entreprise

- Valider les solutions de production sur site, raccordement à un réseau…
- S'assurer de la faisabilité technique et économique
  Exercice d'application : étude et mise en œuvre d'un projet photovoltaïque

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 2 | 2 jours

Définir le rôle et les missions du responsable énergie

OBJECTIFS

- Positionner la fonction de responsable énergie dans l'entreprise
- Contribuer à la définition et porter la stratégie énergétique de l'entreprise
- Mettre en œuvre les actions nécessaires et définir des obligations de résultats

PROGRAMME

Définir une nouvelle fonction

Partage d'expériences : l'approche de la fonction et de ses missions par les différents participants selon leurs propres expériences

- Identifier les acteurs internes et externes et gérer les relations multiparties en management d'énergie
- Définir le positionnement dans l'entreprise et les responsabilités
- Déterminer les compétences requises

Mettre en place une stratégie de succès

Définir et construire son plan d'action

- Évaluer et prioriser les projets énergie selon la stratégie de l'entreprise
- Définir des indicateurs de performance

Organiser, manager et communiquer

- Acquérir les outils et méthodes pour mettre en œuvre un projet
- Mettre en place le pilotage stratégique et opérationnel
- Expliquer la stratégie de l'entreprise et communiquer sur les projets
- Établir des critères d'évaluation du responsable énergie
  Mise en situation : présentation et défense d'un projet d'efficacité énergétique sur la base d'un plan d'action détaillé

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

Classe virtuelle Mémoire* : pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance

MODULE 3 | 5 jours

Maîtriser ou réduire les consommations d'énergie

OBJECTIFS

- Établir le contexte énergétique de l'entreprise, diagnostiquer et anticiper les besoins
- Mettre en place un Système de Management de l'Énergie (SMEn), et ou un projet de réduction des consommations énergétiques
- Recourir aux dispositifs d'aides et aux outils de financement des investissements

PROGRAMME

Piloter un projet d'efficacité énergétique : le schéma directeur énergie

Mettre en place un SMEn

- Identifier les apports et le contenu de l'ISO 50001
- Intégrer les enjeux d'un système de management dans une démarche de maîtrise des consommations d'énergie
- Appliquer la méthodologie et mettre en œuvre le SMEn

Mettre en place un projet de réduction des consommations

- Définir les phases clés du projet et les parties prenantes
- Calculer les écarts entre les besoins et les consommations réelles
- Proposer les améliorations par usage et catégories de métiers
- Analyser un rapport d'audit
- Élaborer un tableau de bord
- Valoriser sa courbe de charge et la faire évoluer
- Mettre en œuvre un plan de mesures et vérifications (IPMVP)

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

- Réaliser une évaluation économique de la performance énergétique
  Exercice d'application : détermination de scénarios efficients dans le cadre de la rénovation d'un bâtiment tertiaire et calcul des améliorations possibles

Maîtriser les consommations d'énergie à l'échelle du bâtiment

Identifier les enjeux et maîtriser le cadre réglementaire
- Identifier les impacts environnementaux de cette consommation
- Maîtriser les réglementations

Mener les études énergies bâtiments
- Différencier les catégories de diagnostics pour choisir le plus adapté
- Connaître les fondamentaux d'un audit énergétique
- Les différentes postes de consommation d'énergie
  Étude de cas : analyse commentée du diagnostic énergétique d'un bâtiment afin de déterminer les solutions correctives à apporter

Recourir aux dispositifs de soutien aux économies d'énergie

- Les aides à la réalisation du projet, les dispositifs d'aides au financement, les CEE, les CPE

Exercice d'intersession : pour valider les acquis et préparer la session suivante

MODULE 4 | 4 jours

Gérer ses consommations et ses approvisionnements en énergie

OBJECTIFS
- Comprendre le fonctionnement des marchés énergétiques
- Gérer de manière active ses consommations
- Négocier et suivre ses contrats d'approvisionnement

PROGRAMME

Comprendre les marchés de l'énergie

Maîtriser les enjeux de la libéralisation des marchés électriques et gaziers
- Le marché de détail
- La loi NOME et ses impacts

Intégrer les paramètres économiques de fonctionnement du marché
- La formation et la fluctuation des prix en amont du consommateur et la construction du prix final
- Différencier les marchés de gros, de gré à gré, organisés
- Les nouveaux dispositifs du marché de l'énergie
  Étude de cas : analyse commentée des prix sur différents marchés

Acheter l'énergie et négocier ses contrats

Optimiser un contrat selon différents paramètres
- Comprendre la répartition des coûts
- Maîtriser le sens des différentes rubriques
  Exercice d'application : lecture d'une grille tarifaire et exploitation de fichiers
- Identifier les rubriques clés du contrat

Piloter sa consommation et son contrat
- Analyser un feuillet de gestion récapitulatif du contrat
- Suivre ses consommations et sa facturation
  Exercice d'application : mise en œuvre d'un projet d'achat d'énergie et choix du fournisseur au travers de l'analyse technico-économique d'une unité de production d'énergie de type cogénération

Appréhender les solutions émergentes et leurs apports attendus

Classe virtuelle Retours d'expérience :** pour échanger avec l'animateur et vos pairs sur la mise en pratique des nouvelles compétences acquises

PERFECTIONNEMENT

Code : 40083
15 jours | 105 heures
Tarif HT : 7 850 €
Tarif TTC pour les particuliers : 6 280 €
Repas inclus

OPTION CPFFP : 1 290 € HT
MANAGEMENT DE L'ÉNERGIE EN ENTREPRISE
Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle.
Cycle validé par l'ISQ-OPQF

Besoin d'aide pour constituer votre dossier de financement ? Contactez-nous !
01 44 09 25 08 infoclient@efe.fr

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO
- Qu'est-ce qui différencie communication performante et persuasion ?
- Comment obtenir une validation positive ?
- Quelle démarche suivre pour lever les résistances de ses interlocuteurs ?

COMPÉTENCES MÉTIER
Gérer l'énergie pour son entreprise, tant sur les aspects techniques, qu'économiques et contractuels, afin d'assurer la compétitivité de son activité

OBJECTIFS
Monter, conduire et gérer un projet énergie depuis le recensement des besoins jusqu'à l'obtention des résultats
Planifier les étapes du projet et gérer les interfaces entre tous les acteurs
Gérer la maîtrise d'ouvrage au travers des aspects administratifs, techniques, financiers et juridiques

PRÉREQUIS
Avoir des connaissances générales sur les enjeux énergétiques et les technologies associées

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables techniques ou maintenance souhaitant devenir responsables énergie
Responsables environnement souhaitant élargir leurs compétences en matière d'économies d'énergies

ANIMATEUR
Xavier DELAPORTE
Consultant en efficience énergétique
EFFIGREEN CONSULTING

PLANNING

Paris - Promotion 1
2-3 avril, 15-16 mai, 13-14 juin, 27 juin*, 9 au 11 juillet, 17 au 19 septembre, 15 au 17 octobre 2019 et 30 janvier 2020**

Paris - Promotion 2
8-9 octobre, 7-8 novembre, 5-6 décembre, 16 décembre 2019*, 14 au 16 janvier, 11 au 13 février, 11 au 13 mars et 12 juin 2020**

CLASSES VIRTUELLES
* classe virtuelle pour le mémoire d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)
** classe virtuelle pour les retours d'expérience d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

EFE vous accompagne avant, pendant et après la formation

Distanciel	Présentiel	Distanciel
Communauté en ligne pour échanger avec les autres apprenants Quiz amont	Temps de travail et d'échanges dans nos salles de formation	Classe virtuelle Mémoire* E-évaluation Modules vidéo Quiz aval Classe virtuelle Retours d'expérience**

Gérer ses contrats d'électricité et de gaz

Préparer sa négociation dans une approche technique, économique et contractuelle

BEST OF DIGITAL RÉGION

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Identifier le nouveau contexte et les enjeux des marchés de l'électricité et du gaz

Autodiagnostic : évaluation de ses connaissances sur les marchés de l'énergie et identification de ses besoins

- Le cadre réglementaire européen et national
- Identifier les acteurs, les modes d'approvisionnement et les flux
- Analyser les évolutions des prix et les possibilités d'anticipation
- Décrire les composantes des prix
- Identifier les particularités du marché de l'électricité

Étude de cas : à partir de factures, répartition des coûts pour différents profils de consommateurs de gaz et d'électricité et détection des leviers d'optimisation

Négocier son contrat de fourniture : les étapes et points clés

Identifier ses besoins de consommation et de puissance

Identifier les leviers d'optimisation tarifaire : plafonnement, exonération de taxes spécifiques à l'énergie

Préparer la consultation : définir les critères de consultation et rédiger les principales clauses contractuelles

- La durée d'engagement, les modalités de renégociation du contrat, le règlement des litiges…
- Les services complémentaires
- Les informations à communiquer au fournisseur

Exercice d'application : détermination des éléments de cahier des charges et de clauses contractuelles clés d'un contrat de fourniture d'énergie

Analyser les offres selon des périmètres identiques et choisir l'offre en fonction de ses propres critères

- Aligner les offres pour identifier le coût total prévisionnel
- Évaluer l'évolution des coûts selon les clauses contractuelles

Exercice d'application : à partir d'offres de fournisseurs, établissement d'un tableau comparatif en coût total

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Qui peut signer un contrat ?
- Quelle durée pour mon contrat ?
- Qu'est-ce qu'une clause abusive ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en œuvre une méthodologie afin de négocier ses contrats d'électricité et de gaz en adéquation avec ses besoins monosites ou multisites

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 9 juillet 2019
ou 4 novembre 2019
ou 30 janvier 2020

INITIATION

Code : 40065
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les conséquences de la fin des tarifs réglementés
Définir son besoin pour établir un appel d'offres pertinent
Analyser le contenu des offres pour une négociation efficace

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur les enjeux des marchés de l'énergie

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables et techniciens en charge de l'énergie
Responsables achats et des services généraux

ANIMATEUR

Fabienne ANSELIN
Ingénieur conseil performance énergétique, CAP 50

PLANNING

Paris
23-24 mai 2019
17-18 septembre 2019
10-11 décembre 2019
Lyon, Bordeaux, Nantes et Lille
Dates sur www.efe.fr

Prendre position sur les marchés d'électricité et de gaz

Développer une gestion dynamique de ses approvisionnements

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Faire le point sur les fondamentaux des marchés de l'électricité et du gaz naturel

Analyser les évolutions des marchés

- État des lieux du marché du gaz
- Analyser les évolutions des prix du gaz et les possibilités d'anticipation pour le consommateur
- L'évolution des prix de l'électricité et la structure des marchés européens, les prix régulés et les prix de marché, le cas particulier de la loi NOME

Disposer des outils et méthodes d'analyse pour gérer ses approvisionnements

- Décrypter les composantes des prix aux consommateurs et identifier les leviers de négociation
- Identifier les sources et outils d'analyse des prix et de leur volatilité

Maîtriser les mécanismes de fonctionnement des marchés pour prendre position

- Comparer les bourses actives en Europe et les produits disponibles spot et à terme
- Identifier les principales places de marchés qui servent de référence au marché français
- Utiliser les analyses chartistes
- Analyser les prix et leur volatilité
- Effectuer les arbitrages
- Appréhender les marchés financiers de l'énergie

Exercice d'application : à partir d'un exemple de consommation et de l'utilisation d'un tableur, gestion active de l'approvisionnement en électricité et analyse des conséquences des décisions prises sur le coût de cet approvisionnement

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place une gestion " au jour le jour " de ses contrats et approvisionnements en électricité et en gaz afin de bénéficier des meilleures conditions de marchés

PERFECTIONNEMENT

Code : 40091
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 940 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser le fonctionnement physique des marchés et des prix de l'électricité et du gaz
Appliquer les mécanismes propres aux marchés financiers de l'énergie
Construire une méthodologie et les outils d'analyse nécessaires à la gestion des approvisionnements

PRÉREQUIS

Avoir négocié des approvisionnements en électricité et en gaz sur les marchés dérégulés

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables énergie
Directeurs achats
Responsables des services financiers

ANIMATEUR

Serge LESCOAT
Associé, Consultant en énergie
INDAR ENERGY

PLANNING

Paris
24 juin 2019
13 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

L'achat d'énergie par les personnes publiques

Organiser ses marchés publics de fourniture d'électricité et de gaz

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Mesurer l'impact de la réorganisation du marché de l'énergie
- Cerner les fonctions et les acteurs
- Identifier les tarifs réglementés et l'ARENH dans le contexte libéralisé

Maîtriser le cadre juridique de l'achat d'énergie
- Décrypter les différents textes
- Appliquer le droit de la concurrence
- Déclarer son éligibilité

Structurer son marché

Prendre en compte les spécificités de la fourniture d'énergie

Identifier et recenser ses points de livraison

Créer ou adhérer à un groupement de commandes

Maîtriser les différents contrats pour l'électricité et le gaz

Intégrer la maîtrise de la demande énergétique et les sources d'énergies renouvelables

Choisir la procédure de commande adéquate
- Accords-cadres / marchés non fractionnés
- Procédure adaptée, négociée ou appel d'offres

Rédiger un cahier des charges pour l'achat d'électricité et de gaz
- Établir son profil de consommation
- L'allotissement
- Fixer la durée du contrat
- Déterminer le prix du marché et son évolution
- Les clauses environnementales
- Les services associés

Étude de cas : analyse commentée de cahiers des charges pour la fourniture d'électricité et pour la fourniture de gaz

Exécuter et suivre le contrat

Prendre en compte l'évolution de sa consommation

Renégocier un contrat avec l'opérateur historique ou un autre fournisseur

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Passer ses marchés de fourniture d'électricité et de gaz

EXPERTISE

Code : 71065
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 900 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les différentes étapes de la passation des marchés
Estimer ses besoins et rédiger un cahier des charges
Organiser la mise en concurrence des fournisseurs

PRÉREQUIS

Connaître les bases du droit de la commande publique

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables juridiques et des achats publics
Responsables des services techniques

ANIMATEUR

Patrick LABAYLE PABET
Avocat Associé
CABINET RAVETTO ASSOCIÉS

PLANNING

Paris
14 mars 2019
5 novembre 2019

Les marchés du carbone et des GES

Gérer vos obligations vis-à-vis du système d'échange européen

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le contexte international et européen

Faire le point sur les connaissances en matière de gaz à effet de serre et leur impact sur le climat

Maîtriser le système européen d'échange de quotas d'émission : les règles de fonctionnement actuelles et futures

Test de connaissances : synthèse des évolutions majeures sur le fonctionnement du système européen

S'approprier les mécanismes de marchés
- Intégrer les possibilités de mise en commun des quotas
- Échanger les quotas sur un marché de gré à gré
- Échanger les quotas sur les marchés organisés
- Analyser les stratégies et positions possibles sur les marchés

Exercice d'application : définition d'une stratégie de couverture du risque carbone et réalisation des opérations correspondantes à partir d'un exemple concret de détention de quotas

Recourir aux mécanismes de projets MDP et MOC

Intégrer le cadre réglementaire
- Mécanismes de Développement Propre (MDP) et Mise en Œuvre Conjointe (MOC)
- La directive " Linking " permettant l'utilisation des crédits MDP et MOC au titre de la directive quotas

Cerner les principes de fonctionnement
- Identifier les typologies de projets et leurs principales localisations
- Certifier les projets et obtenir les Unités de Réduction Certifiée des Émissions (URCE/CER)
- Les stratégies possibles d'acquisition des CER et les marchés associés

Étude de cas : présentation d'exemples d'investissements dans des projets MDP

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Respecter ses obligations vis-à-vis du système européen d'échange de quotas CO_2 et tirer parti des mécanismes associés

INITIATION

Code : 40064
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser le cadre réglementaire international, européen et national
Mettre en œuvre les mécanismes de marchés
Organiser le recours aux mécanismes de projets MDP et MOC

PRÉREQUIS

Connaître les enjeux réglementaires et financiers des gaz à effet de serre

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables environnement
Responsables développement durable
Responsables financiers et juridiques

ANIMATEUR

Consultant-expert en finance carbone

PLANNING

Paris
20 mai 2019
15 novembre 2019

Coordinateur énergie

Gérer les projets d'efficacité énergétique

NEW

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser les notions de base des énergies fossiles et renouvelables

- Définir les énergies et les caractériser
  Exercice d'application : calcul de consommation énergétique d'équipements courants
- Identifier les opportunités d'une stratégie EnR pour une entreprise

Définir le rôle et les missions du coordinateur énergie

Partage d'expériences : l'approche de la fonction et de ses missions par les différents participants selon leurs propres expériences

Définir et construire son plan d'action

- Organiser, manager et communiquer

Définir et mettre en œuvre les actions d'efficacité énergétique

- Piloter un projet de réduction des consommations
- Les dispositifs d'aides au financement, les CEE, les CPE
- Conduire les bilans énergétiques
- Calculer les écarts entre les besoins et les consommations réelles
- Proposer les améliorations par usage et catégories de métiers
- Mettre en œuvre d'un plan de mesures et vérifications (IPMVP)

Focus sur les études énergies bâtiments

Étude de cas : analyse commentée du diagnostic énergétique d'un bâtiment afin de déterminer les solutions correctives à apporter

Mettre en place un SMEn

Gérer ses approvisionnements et contrats en énergie

- Maîtriser les bases des marchés de l'énergie

Construire un cahier des charges et identifier les éléments techniques à fournir à un fournisseur d'énergie

Exercice d'application : définition des besoins en électricité à partir de l'analyse des consommations d'une entreprise et formalisation du besoin dans le cahier des charges

Acheter l'énergie

- Les différentes stratégies d'achat
- Les services associés et relations fournisseurs

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Piloter les projets d'efficacité énergétique de son entreprise au travers des différents leviers techniques, organisationnels et contractuels

INITIATION

Code : 40122
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser les notions de base de la gestion de l'énergie
Définir les actions pertinentes et gérer les interfaces entre tous les acteurs
Mettre en place les outils de pilotage et de suivi

PRÉREQUIS

Connaître les enjeux énergétiques et les technologies associées

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables techniques, maintenance, exploitation, production
Responsables environnement

ANIMATEUR

Xavier DELAPORTE
Consultant en efficience énergétique
EFFIGREEN CONSULTING

PLANNING

Paris
25 au 27 mars 2019
26 au 28 juin 2019
19 au 21 novembre 2019

Norme ISO 50001

Gérer efficacement sa consommation d'énergie

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Définir les enjeux d'une démarche de réduction et de suivi des consommations d'énergie

- Maîtriser le contexte réglementaire énergie/climat
- Intégrer les notions techniques

Manager l'énergie à travers le référentiel ISO 50001

Maîtriser les enjeux et objectifs du système de management

- Définir et respecter les exigences de la politique " énergie " de l'organisme
- Identifier les outils de l'analyse énergétique
- Réaliser le diagnostic et l'analyse énergétiques
- Définir et mettre en place les indicateurs de suivi des performance

Identifier les actions prioritaires et les axes d'amélioration

- Construire les plans d'action
- Définir les investissements nécessaires et possibles

Étude de cas : présentation commentée d'actions d'économies d'énergie mises en œuvre

Mettre en œuvre un système de management

- Impliquer les acteurs internes dans la démarche
- Diffuser et exploiter les informations nécessaires à l'évaluation et au contrôle
- Définir des actions prioritaires
- Mettre en œuvre et faire vivre les plans d'action
- Élaborer la revue de direction

Mesure et reporting des actions mises en œuvre

- Suivre le protocole IPMVP - GTB/ GTC
- Valider l'atteinte des objectifs fixés
- Intégrer des données énergie/ climat au Global Reporting Initiative (GRI)

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Recourir à la méthodologie et aux outils nécessaires à la mise en œuvre d'un système de management de l'énergie

INITIATION

Code : 40088
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les enjeux de la réduction des consommations d'énergie
Mettre en œuvre les outils nécessaires à un système de management de l'énergie
Piloter un système de management de l'énergie

PRÉREQUIS

Connaître les enjeux technico-économiques de l'efficacité énergétique pour un organisme

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables énergie, environnement, qualité
Ingénieurs et responsables techniques, exploitation, maintenance

ANIMATEUR

Vincent VANEL, Direction éco-innovation, GREENATION

PLANNING

Paris
1er-2 avril 2019
26-27 septembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Audit énergétique des entreprises

Piloter les différentes phases de l'audit pour assurer sa conformité réglementaire

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le dispositif réglementaire de l'audit énergétique

Intégrer le cadre réglementaire et les enjeux de la consommation d'énergie

Respecter les modalités de réalisation de l'audit

- Intégrer le périmètre de l'audit
- Identifier les modalités d'exemption et les documents à transmettre
- Respecter les modalités relatives à l'auditeur interne ou externe

Maîtriser les points clés des normes NF EN 16247 pour la réalisation de l'audit

- Intégrer les principes et articulations des normes NF EN 16247-1, NF EN 16247-2 et NF EN 16247-3
- Définir les informations nécessaires à collecter
- Intégrer les objectifs des visites de terrain et les outils
- Réaliser les analyses préalables et détaillées
- Maîtriser l'enjeu de la communication interne

Exercice d'application : définition du plan d'un dossier d'audit et identification des pièges à éviter

Transmettre le rapport de l'audit à l'administration

- Identifier l'administration concernée et les documents à fournir
- Rédiger le rapport d'audit
- Communiquer la synthèse du rapport d'audit

Exercice d'application : analyse commentée d'un rapport d'audit et exemple d'utilisation d'un outil logiciel

Exploiter les données de l'audit

- Identifier les actions prioritaires sur la base des gisements d'économie d'énergie identifiés
- Préconiser les investissements à réaliser

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Assurer la conformité réglementaire de son organisme en matière d'audit énergétique en pilotant les différentes phases de sa réalisation à la transmission du rapport final à l'administration

PERFECTIONNEMENT

Code : 40102
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 420 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser le cadre réglementaire de l'audit énergétique
Mettre en œuvre le périmètre et la méthodologie de l'audit
Concevoir le rapport d'audit et organiser les actions à engager

PRÉREQUIS

Connaître les bases de la gestion de l'énergie en entreprise

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs techniques, énergie et fluides, exploitation, maintenance
Responsables environnement, QSE

ANIMATEUR

Xavier DELAPORTE
Consultant en efficience énergétique
EFFIGREEN CONSULTING

PLANNING

Paris
24-25 juin 2019
13-14 novembre 2019

Efficacité énergétique d'un site industriel

Identifier et mettre en œuvre les solutions adaptées

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Maîtriser le cadre réglementaire en matière d'efficacité énergétique

- Le contexte réglementaire européen et national
- Faire le point sur les référentiels, les normes et les opportunités de mise en place d'un SME

Piloter l'efficacité énergétique d'un site industriel

Auditer la consommation d'énergie au regard de l'activité du site

- Recenser les postes de consommation associés au bâtiment
- Identifier les consommations liées aux équipements de process
- Analyser la facture et le(s) contrat(s) d'approvisionnement

Exercice d'application : à partir de données d'un site industriel, identification des surconsommation d'énergie

Exploiter les données collectées et identifier les solutions performantes

- Améliorer les consommations liées au bâtiment
- Recenser les technologies de process performants
- Mesurer, contrôler et piloter les consommations
- Identifier et hiérarchiser les solutions à mettre en œuvre

Exercice d'application : détermination des solutions d'amélioration de l'efficacité énergétique adaptées après l'analyse des données d'un site industriel

Financer les investissements d'efficacité énergétique

- Chiffrer le coût des solutions identifiées
- Calculer les retours sur investissement
- Trouver les financements et les montages les plus adaptés

Exercice d'application : détermination du montage financier adapté à un investissement d'efficacité énergétique

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Mettre en place une démarche d'efficacité énergétique sur un site, de l'audit des consommations à la préconisation des solutions visant à améliorer la performance énergétique du site

PERFECTIONNEMENT

Code : 40101
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 420 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser le cadre réglementaire
Établir l'état de la consommation énergétique du site
Définir les solutions d'économie d'énergie à mettre en place

PRÉREQUIS

Connaître les bases de la gestion énergétique d'un site industriel

PUBLIC CONCERNÉ

Directeurs techniques, énergie et fluides, exploitation, maintenance
Responsables QSE, environnement

ANIMATEUR

Fabienne ANSELIN
Ingénieur conseil performance énergétique, CAP 50

PLANNING

Paris
18-19 juin 2019
4-5 décembre 2019

Le cadre réglementaire des énergies renouvelables

Préparer le montage de son projet en toute sécurité juridique

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner le contexte européen et national de développement des filières énergies renouvelables

Maîtriser le cadre réglementaire et administratif

Réviser les documents de planification

Obtenir l'autorisation environnementale

- Obtenir l'autorisation d'exploiter ou de déclarer l'installation
- Bâtir l'étude d'impact
- Conduire l'enquête publique

Exercice d'application : identification des pièces pertinentes à fournir selon la typologie des installations de production d'énergie renouvelable

Obtenir les titres électriques

- Raccordement au réseau
- Effectuer la demande de raccordement aux réseaux électriques
- Comprendre les mécanismes et les étapes du raccordement
- L'autorisation d'exploitation et les installations réputées autorisées
- Le bénéfice de l'obligation d'achat et signatures du contrat d'achat
- Participer à un appel d'offres
- Le dispositif de complément de rémunération
- Vente sur le marché
- L'autoconsommation
- Financement des projets d'énergies renouvelables

Examiner les modalités et les dispositifs de soutien

Exercice d'application : audit des documents fournis et identification des compléments et rectifications nécessaires dans le cadre d'une installation bénéficiant du complément de rémunération

Cerner les enjeux juridiques

Identifier les différentes formes juridiques pour l'exploitation de l'installation

Prévenir les risques contentieux

- Sur la participation du public
- Sur l'étude d'impact
- Sur les règles d'urbanisme

Étude de cas : analyse de différents cas de jurisprudence ayant conduit à un refus (permis de construire, autorisation, ICPE, autorisation environnementale)

- Sur le raccordement aux réseaux électriques

Étude de cas : analyse de différents cas de jurisprudence ayant conduit à un refus (permis de construire, autorisation, ICPE, autorisation environnementale)

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Maîtriser le cadre juridique et réglementaire du développement d'un projet de production d'énergie à partir de sources renouvelables

INITIATION

Code : 40068

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 395 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Maîtriser le cadre réglementaire des filières renouvelables
Appliquer les différentes étapes et les délais administratifs
Développer les bonnes pratiques afin de prévenir les risques juridiques

PRÉREQUIS

Connaître les enjeux du montage de projets de production d'énergie renouvelable

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables énergie
Responsables de projets et chargés de missions énergies renouvelables
Acteurs du financement des projets portant sur les énergies renouvelables

ANIMATEURS

Carl ENCKELL
Avocat Associé
SELARL ENCKELL AVOCATS

Mounir MEDDEB
Avocat à la Cour
ENERGIE-LEGAL

PLANNING

Paris
19-20 juin 2019
2-3 décembre 2019

ENVIE D'UN FOCUS EXPERT ?
CHOISISSEZ LA ½ JOURNÉE !

Obtenir les autorisations nécessaires à une installation d'EnR

PROGRAMME

Identifier les autorisations préalables à la construction et à la mise en service

- Définir les autorisations nécessaires selon la nature de l'installation
- Identifier les procédures et contenus des différentes autorisations
- Intégrer les enjeux de l'étude d'impact et de l'enquête publique

Exercice d'application : détermination des autorisations nécessaires et des points de vigilance à avoir pour différents types de projets de production d'énergie renouvelable

Définir les procédures relevant de la réglementation électrique

- Obtenir l'autorisation d'exploiter
- Effectuer la demande de raccordement au réseau
- Identifier les autres documents relatifs à l'accès au réseau

Étude de cas : analyse commentée de contentieux de raccordement au réseau et identification des recours possibles

COMPÉTENCES MÉTIER

Mener à bien les démarches administratives afin de pouvoir construire et exploiter votre installation de production d'énergie renouvelable

PLANNING

Paris
3 juin 2019
22 novembre 2019

PERFECTIONNEMENT

Code : 40115

½ journée | 4 heures

Tarif HT : 460 €

OBJECTIFS

Définir l'autorisation nécessaire à la construction de l'installation
Analyser les spécificités de la réglementation électrique et du raccordement au réseau

PRÉREQUIS

Connaître les enjeux du développement de projets de production d'énergie renouvelable

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables de projets énergies renouvelables
Responsables juridiques et juristes

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Produire de l'énergie à partir de biogaz

Concevoir son installation de méthanisation et de valorisation de biogaz

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Intégrer les enjeux et les principes de la méthanisation

Le principe de la digestion anaérobie

Concevoir une installation de méthanisation

- Identifier les différents acteurs et leurs modes d'intervention
- Maîtriser les étapes clés de montage d'un projet
- Appliquer la procédure administrative et communiquer localement
- Assurer la conformité règlementaire de l'installation
- Définir l'équilibre économique et financier de l'installation
- Identifier les principaux paramètres d'exploitation à surveiller pour assurer les performances attendues

Étude de cas : analyse commentée d'une proposition technique et identification des points faibles à corriger

Produire de l'énergie à partir du biogaz

Définir et dimensionner l'installation

- Comparer les solutions disponibles et leurs principes de fonctionnement
- Produire de la chaleur, de l'électricité ou cogénération
- Dimensionner l'installation : les paramètres techniques
- Intégrer le tarif d'achat de l'électricité produite et ses incidences techniques sur la production de chaleur

Exercice d'application : dimensionnement d'une installation de cogénération

Sécuriser les étapes administratives et règlementaires

- Maîtriser les étapes clés et les délais : autorisation, déclaration, enregistrement de l'installation, raccordement au réseau électrique…
- Vendre l'électricité produite

Identifier les autres solutions de valorisation du biogaz

- Injecter le biogaz sur le réseau de gaz naturel
- Valoriser le biogaz en carburant

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

COMPÉTENCES MÉTIER

Suivre la bonne réalisation d'une installation de méthanisation et valider la solution de valorisation énergétique du biogaz

EXPERTISE

Code : 40080

2 jours | 14 heures

Tarif HT : 1 485 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les caractéristiques du montage et du pilotage de projets de méthanisation
Appliquer les critères technico-économiques d'une installation
Développer et dimensionner la solution de valorisation du biogaz

PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur les enjeux de la production de biogaz

PUBLIC CONCERNÉ

Maîtres d'ouvrage publics et privés
Ingénieurs et techniciens porteurs de projets ou de bureaux d'études

ANIMATEURS

Vincent VANEL, Direction éco-innovation, GREENATION
Cyril LEJEUNE, Responsable International gaz/biogaz, ENERIA

PLANNING

Paris
13-14 mars 2019
14-15 octobre 2019

Chargé de mission développement durable

DIGITAL

Construire et piloter sa démarche

PROGRAMME

Quiz amont : pour tester son niveau de connaissances

Cerner les enjeux et les opportunités du développement durable pour l'entreprise

Autodiagnostic : positionnement de son organisation sur la mise en œuvre des principes du développement durable et comparaison avec une base de données

Analyser le rôle du chargé de mission développement durable

- Comprendre les challenges et clarifier les responsabilités
- Animer une équipe projet et un réseau de correspondants
- Favoriser et accompagner les changements

Identifier les étapes et les outils de mise en œuvre de la démarche

Initier la démarche

- Découvrir les référentiels du développement durable
- Hiérarchiser les priorités de l'organisation
- Faire le lien entre les actions et la performance économique

Étude de cas : présentation de diagnostics développement durable et analyse des actions qui ont été proposées

Conduire la démarche

- Identifier les acteurs internes concernés
- Intégrer les missions du responsable développement durable
- Mettre en place des indicateurs

Partage d'expériences : échange sur les conditions de mise en œuvre du développement durable

Communiquer sur les indicateurs et sur les actions engagées

- Identifier les objectifs d'une communication interne et externe
- Concevoir le rapport de développement durable

Étude de cas : analyse commentée de documents issus de démarches conduites par des entreprises

Quiz aval : pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression

MODULES VIDÉO

- Qu'est-ce qui différencie communication performante et persuasion ?
- Comment obtenir une validation positive ?
- Comment communiquer efficacement en mode projet ?

COMPÉTENCES MÉTIER

Définir, mettre en œuvre et suivre les actions clés permettant à son entreprise de poursuivre son activité selon les fondements du développement durable

OPTION CLASSE VIRTUELLE
Tarif HT : 125 €
Durée : 90 mn, de 11h à 12h30
Dates : 23 septembre 2019 ou 15 novembre 2019

INITIATION

Code : 40045

3 jours | 21 heures

Tarif HT : 1 895 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Identifier les opportunités du développement durable pour son entreprise
Mettre en œuvre les étapes et les outils de la démarche
Gérer la communication sur les actions engagées

PRÉREQUIS

Connaître les enjeux du développement durable pour une organisation

PUBLIC CONCERNÉ

Responsables développement durable, environnement et sécurité
Responsables qualité et ressources humaines

ANIMATEUR

Katiuscia BELLOTTI
Gérante
HORIZON 2025

PLANNING

Paris
26-27 juin 2019
14 au 16 octobre 2019

Partenariat EFE INSAVALOR

L'INSA Lyon, situé sur le Campus LyonTech la Doua à Villeurbanne, est l'une des plus grandes écoles d'ingénieurs françaises en 5 ans. Chaque année, elle délivre près de 1 400 diplômes dont plus de 1 000 ingénieurs, 140 thèses, 250 masters, 85 mastères spécialisés. L'INSA Lyon, c'est plus de 1 000 collaborateurs dont **730 enseignants-chercheurs**. Avec ses 23 laboratoires de recherche, l'école possède une envergure scientifique internationalement reconnue et constitue l'un des plus puissants complexes français de recherche positionné en réponse à des enjeux sociaux-économiques.

Créée en 1988, **INSAVALOR est la filiale de Recherche & Développement, Valorisation et de Formation Continue de l'INSA Lyon**. Promoteur actif de la recherche de l'INSA Lyon, INSAVALOR favorise les relations entre les laboratoires et les entreprises en quête de solutions technologiques, de compétences et de formation pour leurs projets innovants.

INSAVALOR, c'est une offre globale aux entreprises qui répond à cinq enjeux sociétaux : énergie pour un Développement Durable - environnement : milieux naturels, industriels et urbains - transport : structures, infrastructures et mobilité - information et société numérique - santé globale et bioingénierie. **L'offre de formation continue est fortement basée sur la recherche et l'innovation** et s'appuie sur l'expertise et les savoir-faire de l'INSA Lyon et d'un réseau de partenaires.

INSAVALOR est certifiée ISO 9001 pour son activité de formation continue

Valorisation des déchets

Matières premières et énergie

PROGRAMME

- Échéances règlementaires et perspectives dans le domaine des déchets et des produits de construction
- La 3ème exigence de la Directive Produits de Construction : hygiène, santé et environnement
- Classification et typologie des grands gisements de déchets
- État des besoins en matériaux dans le BTP
- Identification de MPS potentielles
- Retour d'expérience de l'élaboration de matériaux innovants à base de MPS
- Les outils d'évaluation environnementale et sanitaire
- Le bilan de l'évaluation au moyen de l'analyse multicritère au sens du développement durable

PERFECTIONNEMENT

Code : 01003
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 1 094 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Concevoir et évaluer un projet d'utilisation de déchets comme combustible ou matière première secondaire

PRÉREQUIS

Connaissances équivalentes au niveau 1er cycle de l'enseignement supérieur scientifique et technique

PUBLIC CONCERNÉ

Responsable environnement dans l'industrie, un syndicat professionnel ou un centre technique supérieur scientifique et technique
Cadres du BTP
Exploitants d'installation de valorisation de déchets

PLANNING

Villeurbanne
15-16 octobre 2019

Santé et environnement

Évaluation des filières de traitement de déchets

PROGRAMME

Point règlementaire sur l'évaluation des risques liés aux déchets pour la santé et l'environnement

- Écotoxicologie
- Présentation des principes fondamentaux
- Les données écotoxicologiques : outils de gestion environnementale

Exemples d'application

Écocompatibilité des déchets en scénario

- Présentation du concept

Étude de cas concrets

Évaluation sanitaire

- Rappel des mécanismes d'action des toxiques
- Évaluation des risques sanitaires des ICPE : cas des usines d'incinération
- Évaluation des risques sanitaires des sites et sols pollués

PERFECTIONNEMENT

Code : 01004
1 jour | 7 heures
Tarif HT : 567 €
Repas inclus

OBJECTIFS

Améliorer sa compréhension des données d'écotoxicologie
Valoriser ses données environnementales
Valider l'efficacité des procédés de traitement de sols de façon innovante
Découvrir les méthodes d'évaluation de l'écocompatibilité de valorisation de déchets en scénario
Faire le point sur l'évaluation des risques sanitaires liés aux déchets

PRÉREQUIS

Connaissances équivalentes au niveau 1er cycle de l'enseignement supérieur scientifique et technique

PUBLIC CONCERNÉ

Consultants en environnement
Professionnels du déchet

PLANNING

Villeurbanne
19 novembre 2019

Retrouvez votre support écrit sur l'espace client

Fonctionnement des systèmes industriels

Fiabilité et sûreté

PROGRAMME

Les concepts
- Sûreté de fonctionnement
- Fiabilité, défiabilité, taux de défaillance, lois de mortalité
- La fiabilité des composants mécaniques et électroniques
- De la fiabilité à la disponibilité dans le cas des systèmes réparables (maintenabilité, disponibilité)
- Relations entre les différents paramètres (MTBF, MTTR, disponibilité)

Les systèmes industriels
- Évaluation de la fiabilité et de la disponibilité des systèmes série et parallèle
- Les redondances et leur dimensionnement
- Évaluation de la fiabilité et de la disponibilité des systèmes complexes

Les méthodes et outils d'analyse de la sûreté de fonctionnement
- Analyse préliminaire des risques
- Analyse des modes de défaillance et de leurs effets (AMDE/AMDEC)
- Les combinaisons de pannes et arbres de défaillance
- Les diagrammes de fiabilité
- Les graphes d'états (graphes de Markov)

Les aspects économiques
- Incidence sur la conception des équipements
- Les coûts de maintenance, coût de cycle de vie, durabilité
- Les clauses contractuelles de sûreté de fonctionnement dans les cahiers des charges
- Le remplacement des matériels
- Les stocks de pièces de rechange

PERFECTIONNEMENT

Code : 01007
3 jours | 21 heures
Tarif HT : 2001 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Connaître les notions de base, les méthodes et les outils permettant d'évaluer la fiabilité et la sûreté de fonctionnement des systèmes industriels, des plus simples aux plus complexes
Vous informer sur les domaines d'application
Comprendre ou introduire des clauses de fiabilité / sûreté de fonctionnement dans des contrats

PRÉREQUIS
Notions de statistiques souhaitées

PUBLIC CONCERNÉ
Concepteurs ou exploitants d'installations ou de moyens de production
Ingénieurs ou techniciens des services méthodes production maintenance

PLANNING

Villeurbanne
Dates nous consulter

AMDEC Maintenance

PROGRAMME
- Objectifs et principes de l'AMDEC
- Spécificités de l'AMDEC Maintenance
- Positionnement de l'AMDEC Maintenance et de la MBF dans la démarche maintenance
- Préparation de l'étude (dossier machine et constitution du groupe de travail)
- Rappels de fiabilité : MTBF, MTTR, disponibilité & TRS
- Élaboration d'une grille de cotation adaptée au contexte des entreprises et définition du seuil de criticité (méthodes DOS, 3-5-15 et des taux de défaillances)
- Analyse fonctionnelle
- Identifier les défaillances réelles ou potentielles de l'équipement
- Analyse d'historique
- Banques de données
- Déterminer les causes
- Définir la gravité des conséquences des défaillances par une analyse qualitative
- Quantifier les risques (prévisionnel/réel)
- Plan d'actions correctives et/ou préventives : évaluer l'efficacité prévisionnelle des actions, validation de ces actions
- La démarche MBF

PERFECTIONNEMENT

Code : 01009
2 jours | 14 heures
Tarif HT : 2114 €
Repas inclus

OBJECTIFS
Identifier les objectifs et principes de l'AMDEC Maintenance
Maîtriser les étapes et les outils de l'AMDEC Maintenance
En tirer tous les enseignements possibles

PRÉREQUIS
Expérience industrielle, formation technique

PUBLIC CONCERNÉ
Responsables et techniciens des services études, méthodes, maintenance, SAV, qualité, fabrication
Chefs de projet

PLANNING

Villeurbanne
3-4 septembre 2019

INSAVALOR propose :

- 400 formations inter-entreprises de courte durée ciblées
- des formations intra-entreprises
- des actions sur mesure pour répondre aux besoins spécifiques de l'entreprise
- des actions diplômantes et certifiantes : Manager de Projet Industriel (Titre RNCP Niveau II), 6 certificats professionnels FFP
- des formations " Advanced R&D Training "
- des préparations aux certifications professionnelles : COFREND, CAMARI, ACQPA, CEFRACOR/ CFPC, ASNT…
- de l'ingénierie pédagogique et du transfert de compétences à l'international
- des formations réalisables dans le cadre de VAE/CPF/ CPI
- des modules de formation à distance
- un dispositif d'accueil individualisé
- une méthodologie d'ingénierie et d'appui pédagogique
- la possibilité d'intervention sur mesure ou intra-entreprise sur l'ensemble de l'offre.

INSAVALOR, LA PASSERELLE ENTRE LA RECHERCHE ET LES ENTREPRISES

www.insavalor.fr

INSCRIP-TION

1 JE M'INSCRIS

en ligne sur **www.efe.fr**
par e-mail : **inscriptions@efe.fr**
par téléphone : **01 44 09 25 08**
par fax : **01 44 09 22 22**
par courrier : **EFE - 35 rue du Louvre - 75002 PARIS**

2 JE SUIS MON INSCRIPTION

Un **accusé de réception** dans les 24h pour confirmer votre inscription

Votre convocation 15 jours avant la formation précisant les lieux, horaires et plan d'accès

Un formulaire de recueil des besoins envoyé en amont pour exprimer vos attentes

Un imprévu ? Faites-vous remplacer ou reportez sans frais votre inscription jusqu'à 15 jours avant votre formation

3 JE RÉSERVE MA CHAMBRE D'HÔTEL

Rendez-vous sur notre centrale de réservation BBA : **formation.netbba.com**

Remplissez le formulaire en ligne et indiquez « Participant EFE ». Réponse dans la journée.

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter directement la centrale : **01 49 21 55 90** ou **solution@netbba.com**

Accessibilité et régimes spéciaux : prévenez-nous lors de l'inscription

4 LE JOUR J... ALL INCLUSIVE

L'accueil - À Paris et en régions, nos hôtesses vous accueillent et vous guident vers votre salle de formation

Les horaires - Nos formations débutent à 9h et se terminent à 17h30. Les horaires du dernier jour sont adaptables en fonction des impératifs de transport de chacun. Nous vous garantissons une durée de formation de 7 heures par jour.

Pauses-café et déjeuners inclus - Petit-déjeuner d'accueil et 2 pauses dans la journée avec café, thé, jus de fruits et mignardises. Profitez d'un déjeuner dans un restaurant du quartier pour échanger avec l'animateur et les autres participants.

5 MON ESPACE FORMATION AMÉNAGÉ POUR FAVORISER L'APPRENTISSAGE ACTIF

Salles à la lumière du jour dont la disposition favorise l'apprentissage et les échanges entre participants

N'oubliez pas votre ordinateur portable ou tablette pour accéder à la documentation pédagogique disponible sur notre plateforme dès la veille de la formation

Des aménagements spécifiques en fonction du thème de la formation : ordinateurs individuels, écrans TV et espaces dédiés à la ludopédagogie

Un imprévu de dernière minute vous empêche de vous déplacer ? ABILWAYS LIVE vous permet de suivre l'intégralité de la formation à distance en simultané

6 ET + ENCORE !

Pour les formations Blended Learning : quiz aval, module e-learning, classe virtuelle, parcours digitaux, communauté d'apprenants… poursuivez votre formation à distance

À l'issue de la formation, remplissez votre bilan qualité en ligne

Un responsable de secteur vous contacte immédiatement si la formation n'a pas répondu à vos attentes pour trouver des solutions alternatives

Partagez votre expérience formation en donnant votre avis !

6 Un autre besoin de formation ? un collègue à parrainer ?

Contactez notre service relations client : **01 44 09 25 08 – infoclient@efe.fr**

BULLETIN D'INSCRIPTION

Bulletin à photocopier et à retourner
au service inscriptions

EFE - 35 rue du Louvre - 75002 PARIS
Tél. : 01 44 09 25 08 - Fax : 01 44 09 22 22
E-mail : inscriptions@efe.fr

FORMATION

Titre : _____

Code : _____
Date(s) : _____
Villes : _____
Prix HT : _____

L'ENTREPRISE

Nom de l'entreprise : _____
N° SIRET : _____
Code APE/NAF : _____
Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____

Personne chargée de l'inscription
Mme ❑ M. ❑
Nom : _____ Prénom : _____
Fonction : _____
Tél. : _____ Fax : _____
E-mail(1) : _____
Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

FACTURATION / FINANCEMENT

Adresse de facturation **(indispensable)** :

Un numéro de bon de commande interne à votre entreprise doit-il apparaître sur votre facture ?

Oui ❑ Non ❑

Si oui, numéro : _____

EFE se réserve le droit d'exclure le participant à la formation si le client n'a pas transmis son bon de commande à EFE avant le début de la formation.

Le financement de votre formation passera-t-il par un OPCA ?
Oui ❑ Non ❑

Numéro de prise en charge : _____

Adresse de votre OPCA : _____

Si l'accord de prise en charge de l'OPCA ne parvient pas à EFE au premier jour de la formation, EFE se réserve la possibilité de facturer la totalité des frais de formation au client.

PARTICIPANT 1

Mme ❑ M. ❑
Nom : _____ Prénom : _____
Fonction : _____
Tél. : _____ Fax : _____
E-mail(1) : _____
Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____
Nom et prénom du responsable hiérarchique :

E-mail du responsable hiérarchique(2) :

(1) Indispensable pour vous adresser la convocation à la formation
(2) Indispensable pour l'envoi du bilan qualité à froid

PARTICIPANT 2

Mme ❑ M. ❑
Nom : _____ Prénom : _____
Fonction : _____
Tél. : _____ Fax : _____
E-mail(1) : _____
Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____
Nom et prénom du responsable hiérarchique :

E-mail du responsable hiérarchique(2) :

(1) Indispensable pour vous adresser la convocation à la formation
(2) Indispensable pour l'envoi du bilan qualité à froid

RÈGLEMENT

❑ ci-joint un chèque de _____ € TTC
à l'ordre d'EFE Formation
❑ par virement à notre banque : BNP PARIBAS ELYSÉE HAUSSMANN,
37-39 rue d'Anjou, 75008 Paris,
Compte n° 30004 00819 00011881054 61,
libellé au nom d'EFE Formation

Le soussigné accepte les conditions générales de vente au verso.
Nom : _____ Prénom : _____
Date _____
Signature et cachet de l'entreprise

Qualification des Services Intellectuels IsQ OPQF

ffp Fédération de la Formation Professionnelle — Membre de la Fédération de Formation Professionnelle habilité à délivrer une attestation descriptive de formation

Les données personnelles recueillies sur le présent formulaire sont utilisées dans le cadre de l'inscription, de la gestion et du suivi de la formation par les services d'EFE (groupe ABILWAYS) en charge du traitement. Conformément à la réglementation française et européenne elles sont conservées pour la durée légale de prescription des contrôles administratifs et financiers applicables aux actions de formation. Vous disposez sur vos données d'un droit d'accès, de rectification, de limitation du traitement, d'effacement ainsi que d'un droit d'opposition et de portabilité qui peut être exercé par courrier 35 rue du Louvre 75002 Paris ou à l'adresse mail correctionbdd@efe.fr. Vous pouvez consulter notre politique de protection des données sur notre site www.efe.fr . ABILWAYS peut vous communiquer par voie postale, téléphonique ou électronique, de l'information commerciale en lien avec vos centres d'intérêt concernant ses activités. Si vous ne le souhaitez pas ou si l'un de ces moyens de communication vous convient mieux, merci de nous écrire 35 rue du Louvre - 75002 Paris ou à l'adresse mail correctionbdd@efe.fr..

CUCG19

EXTRAITS DES CONDITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES DE VENTE*

CGV à jour de la RGPD

Retrouvez nos Conditions Générales ainsi que notre politique de confidentialité et de protection des données sur notre site internet : www.efe.fr

Conditions générales de vente - Pour les entreprises et les collectivités

Objet

Le présent document, ci-après « Conditions Générales de Ventes » (« CGV »), s'applique à toutes les offres de formation proposées par la Société, et faisant l'objet d'une commande de la part du Client, à savoir les formations présentielles et les formations e-learning, correspondant à des modules de formation dans un espace électronique sécurisé, en mode e-learning (ou Formations Ouvertes et A Distance - FOAD), accessibles depuis sa plate-forme.

L'offre de services développée est conforme à la circulaire n° 2001/22 du 20 juillet 2001 de la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle relative aux formations ouvertes et à distance « FOAD » (e-learning).

Toute condition contraire et notamment toute condition générale ou particulière opposée par le client ne peut, sauf acceptation formelle et écrite de la Société, prévaloir sur les présentes CGV et ce, quel que soit le moment où elle aura pu être portée à sa connaissance

Disponibilité et opposabilité des CGV

Les CGV sont mises à la disposition du Client sur le site internet de la Société (www.efe.fr).

Les CGV sont opposables au client qui reconnait, en cochant la case prévue à cet effet, en avoir eu connaissance et les accepter avant de passer commande.

La validation de la commande par sa confirmation vaut adhésion par le Client au CGV en vigueur au jour de la commande, dont la conservation et la reproduction sont assurées par le vendeur professionnel conformément à l'article 1127-2 du Code de commerce.

Le fait de passer commande implique adhésion entière et sans réserve du Client aux présentes CGV et à leur annexe, le Client se portant fort de leur respect par l'ensemble de ses salariés, préposés et agents.

La commande est réputée ferme et définitive lorsque le Client renvoie, par tout moyen, le bon de commande signé (fax, transmission électronique, courrier).

Le Client reconnaît à cet effet que, préalablement à la signature du bon de commande, il a bénéficié des informations et conseils suffisants par la société, lui permettant de s'assurer de l'adéquation de l'offre de services à ses besoins.

Le fait que la Société ne se prévale pas à un moment donnée de l'une des présentes CGV ne peut être interprété comme valant renonciation à s'en prévaloir ultérieurement

La société se réserve le droit de réviser les présentes conditions générales à tout moment, les nouvelles conditions s'appliquant à toute nouvelle commande, quelle que soit l'antériorité des relations entre la Société et le Client.

La version applicable la plus à jour est celle disponible sur le site www.efe.fr à la date de la commande.

Validation de la commande

Le vendeur se réserve le droit de refuser toute commande pour des motifs légitimes

Modification des CGV

La société se réserve le droit de réviser les présentes conditions générales à tout moment, les nouvelles conditions s'appliquant à toute nouvelle commande, quelle que soit l'antériorité des relations entre la Société et le Client. Une copie des nouvelles CGV est disponible sur le Site et peut être remise au Client à sa demande.

Clause des CGV

La nullité d'une clause des CGV n'entraine pas la nullité des CGV.

L'inapplication temporaire d'une ou plusieurs clauses des CGV par le vendeur ne saurait valoir renonciation de sa part aux autres clauses des CGV qui continuent à produire leurs effets.

Tarif

Le prix par participant est indiqué sur chaque fiche de formation. Les tarifs sont également consultables sur le site internet de la société et sur le catalogue de formations de l'année en cours.

Les prix de vente sont indiqués en euros HT. Le montant total dû par le client est indiqué sur la page de confirmation de la commande.

L'inscription est effectuée au nom de la personne physique participant mais le Client de la société est l'entreprise ou l'institution contractant figurant sur le bulletin d'inscription et payant le montant de la formation.

Toute formation ou tout cycle commencé est dû en totalité à titre d'indemnité, même si le participant ne s'est pas présenté.

Nos tarifs sont forfaitaires. Les déjeuners et les pauses-cafés sont offerts aux participants.

L'inscription de plusieurs personnes d'un même organisme à une même formation (hors cycles métiers et certifiants), aux mêmes dates, fait bénéficier le Client de réductions : 10% pour le 2e participant, 20% pour le 3e, 30% pour le 4e et les suivants.

Règlement

Le règlement de l'intégralité du prix de la formation est à effectuer :

-à réception de la facture pour les Sociétés commerciales et professions libérales,

-à 30 jours pour l'État,

-30 jours pour les Collectivités territoriales,

-50 jours pour les établissements publics de santé,

-60 jours pour les autres entreprises publiques

Le règlement devra être effectué par virement ou par chèque à l'ordre de la Société (LCR non acceptée).

Tout paiement postérieur aux dates d'échéance figurant sur les factures de la société donnera lieu à l'application d'intérêts moratoires définis par la loi et les règlements en vigueur et à une indemnité forfaitaire de frais de recouvrement de 40 €.

Elles sont exigibles sans qu'il soit besoin de mise en demeure.

En cas de paiement effectué par un OPCA, il appartient au bénéficiaire de s'assurer de la bonne fin du paiement par l'organisme concerné. En cas de prise en charge partielle par l'OPCA, la part non prise en charge sera directement facturée au Client. Si l'accord de prise en charge de l'OPCA ne parvient pas à la Société au premier jour de la formation, la Société se réserve la possibilité de facturer la totalité des frais de formation au Client.

La société se réserve le droit :

- d'exclure de toute formation présentielle, et ce à tout moment, tout participant dont le comportement gênerait le bon déroulement de la formation et/ou manquerait gravement aux présentes CGV ;
- de suspendre l'accès à un module de formation e-learning, tout participant qui aurait procédé à de fausses déclarations lors de l'inscription et ce, sans indemnité ;
- de refuser toute inscription de la part d'un Client pour motif légitime et non discriminatoire, et notamment de refuser toute commande d'un Client avec lequel il existerait un litige relatif au paiement d'une commande antérieure.

Annulations/remplacements/reports

Formulées par écrit, les conditions d'annulation sont les suivantes

- L'annulation de formations présentielles donne lieu à un remboursement ou à un avoir intégral si elle est reçue au plus tard quinze jours avant le début de la formation.
- Toute annulation reçue dans un délai inférieur à quinze jours avant le début de la formation emporte facturation d'un montant de 30 % HT du montant de la formation,
- Toute annulation reçue dans un délai de 10 jours inclus avant le début de la formation, emporte facturation d'un montant de 50 % HT du montant de la formation,

Toute annulation reçue dans un délai inférieur à 3 jours avant le 1er jour de la formation emporte facturation de 100% du prix de la formation.

Cependant, si concomitamment à son annulation, le participant se réinscrit à une formation programmée la même année que celle initialement prévue, aucune indemnité forfaitaire ne sera retenue, à moins qu'il annule cette nouvelle participation et ce, quelle que soit la date d'annulation.

- Les annulations de formation e-Learning, même comprenant un présentiel, font l'objet d'une indemnité correspondant au coût de l'inscription à ladite formation.

Le dédit ne peut en aucun cas être imputé sur le montant de la participation au développement de la formation professionnelle.

Pour les formations présentielles, les remplacements de participants sont admis à tout moment, sans frais, sur communication écrite des noms et coordonnées du remplaçant.

Pour les formations de e-Learning, les remplacements de participants sont admis à condition d'en informer la Société sept jours à l'avance, sans frais, sur communication écrite des noms et coordonnées du remplaçant. A défaut, une indemnité correspondant au coût de l'inscription à ladite formation sera due à la Société.

Si le nombre de participants à une formation est jugé insuffisant pour des raisons pédagogiques, la société se réserve le droit d'annuler cette formation au plus tard une semaine avant la date prévue. Les frais d'inscription préalablement réglés seront alors entièrement remboursés ou, à votre convenance, un avoir sera émis.

La Société se réserve le droit de reporter la formation, de modifier le lieu de son déroulement, le contenu de son programme ou les animateurs, tout en respectant la même qualité pédagogique du stage initial, si des circonstances indépendantes de sa volonté l'y obligent.

Responsabilité - Indemnités

Le Client s'oblige à souscrire et maintenir en prévision et pendant la durée de la formation une assurance responsabilité civile couvrant les dommages corporels, matériels, immatériels, directs et indirects susceptibles d'être causés par ses agissements au préjudice de la Société. Il s'oblige également à souscrire et maintenir une assurance responsabilité civile désignant également comme assuré la société pour tous les agissements préjudiciables aux tiers qui auraient été causés par le Client et contenant une clause de renonciation à recours de telle sorte que la société ne puisse être recherchée ou inquiétée.

En cas de responsabilité engagée de la Société envers le Client, la Société devra rembourser au Client le montant payé par le Client au titre de la prestation fournie, cette clause constituant le plafond de sa responsabilité.

La Société spécifie dans ses programmes le niveau initial (prérequis) pour suivre chacune de ses formations dans les meilleures conditions. Il appartient au client de s'assurer que tout stagiaire inscrit à une formation interentreprises de la Société satisfait bien les prérequis indiqués sur le programme de formation correspondant.

La Société ne peut en conséquence être tenue pour responsable d'une éventuelle inadéquation entre la formation suivie et le niveau initial des participants.

En aucun cas, la responsabilité de la Société ne pourrait être engagée au titre de dommages indirects tels que pertes de données, de fichiers, perte d'exploitation, préjudice commercial, manque à gagner ou atteinte à l'image et à la réputation.

Dans tous les cas, la responsabilité de la Société est exclue en cas de force majeure.

Confidentialité et propriété intellectuelle

Le Client ne peut utiliser les propositions, travaux, études et concepts, méthodes et outils de la société que pour les fins stipulées à la commande.

La Société détient seule les droits intellectuels afférents aux formations qu'elle dispense ; de sorte que la totalité des supports pédagogiques, quelle qu'en soit la forme (papier, numérique, orale…) utilisés dans le cadre de la commande demeure sa propriété exclusive.

Le Client s'interdit d'utiliser, reproduire, directement ou indirectement, en totalité ou en partie, d'adapter, de modifier, de traduire, de représenter, de commercialiser ou de diffuser à des membres de son personnel non participants aux formations de la société ou à des tiers les supports de cours ou autres ressources pédagogiques mis à sa disposition sans l'autorisation expresse et écrite de la société ou de ses ayants droits.

Les parties s'engagent à garder confidentiels les informations et documents de nature économique, technique ou commerciale concernant l'autre partie, auxquels elles pourraient avoir accès au cours de l'exécution du contrat.

Protection des Données Personnelles

Conformément à la règlementation européenne (RGPD) et française en vigueur, la Société, en sa qualité de responsable de traitement, s'engage à traiter avec la plus grande attention les données à caractère personnel de ses clients.

La Société respecte tout un ensemble de devoirs et octroie à ses clients tout un ensemble de droits relatifs à leurs données à caractère personnel.

Les engagements pris par la Société sont énumérés dans le document Politique de Confidentialité et de protection des données à caractère personnel, annexé aux présentes CGV dont il constitue le prolongement et le complément, et accessible sur notre site internet à l'adresse suivante : www.efe.fr

Litiges et médiation

Réclamation préalable

En cas de différend relatif à une formation, le Client s'engage à s'adresser en premier lieu au service clientèle de l'entreprise au (numéro non surtaxé à partir d'une ligne fixe en France métropolitaine), du lundi au vendredi sauf jour férié ou chômé, de 9h00 à 12h et de 14h00 à 17h30 ou par courrier électronique (infoclient@efe.fr) ou postal à EFE Formation – 35 rue du Louvre – 75002 Paris.

En cas de litige, les Parties feront leurs meilleurs efforts pour parvenir à un accord amiable.

Cette phase de tentative de résolution amiable constitue un préalable à toute action contentieuse

Tribunal compétent

À défaut d'accord amiable dans un délai de deux mois à compter de l'envoi de la première réclamation, par tout moyen permettant d'en déterminer la date, la Partie à l'initiative de la réclamation pourra saisir :

Pour les Sociétés Commerciales, le Tribunal de commerce de Paris, nonobstant pluralité de défendeurs et appel en garantie, sans que les clauses attributives de juridiction pouvant exister sur les documents des acheteurs puissent mettre obstacle à l'application de la présente clause.

Pour les professions libérales, personnes publiques, collectivités locales, Etat, le Tribunal du domicile du défendeur (article 42 du code de procédure civile) ou celui du lieu de la livraison effective de la chose ou de l'exécution de la prestation de service (article 46 du code de procédure civile).

Droit applicable

Le présent contrat et les CGV le régissant sont soumis à la loi française.

EFE
35 rue du Louvre - 75002 PARIS
Tél. : 01 53 94 74 90
Fax : 01 53 94 74 91
E-mail : efe@efe.fr
Site : www.efe.fr

paplers Agissez pour le recyclage des papiers avec EFE et Ecofolio.
IMPRIM'VERT
Certifié PEFC
PEFC

*Vous acceptez les conditions particulières qui figurent sur le site www.efe.fr

DIGITALISATION DE VOS PARCOURS FORMATION ?

FAITES CONFIANCE À ABILWAYS

- Nous disposons d'un pôle spécialisé en **pédagogie digitale** afin de vous proposer les **modalités pédagogiques** les plus adaptées à vos problématiques.
- Nous intégrons toute la **chaîne de création** d'un parcours formation en ligne :

CONCEPTION PÉDAGOGIQUE | **RÉALISATION TECHNIQUE** | **DÉPLOIEMENT** | **ANIMATION**

Que vous souhaitiez déployer des contenus mobiles adaptés à la stratégie de votre entreprise, moderniser des contenus existants à l'heure du digitale ou sensibiliser votre organisation sur une thématique précise et booster l'engagement de vos collaborateurs, nous avons la solution !

Grâce au digital learning by ABILWAYS :

+ **simplifiez vos parcours de formation** et **rendez-les accessibles à tous et à tout moment** via une rapidité de déploiement à toute épreuve, dans une logique " **Mobile First** ".

+ formez **efficacement** vos collaborateurs de **manière interactive** sur **différentes thématiques**.

+ transformez votre entreprise en **organisation apprenante** !

LES BÉNÉFICES DU DIGITAL LEARNING

Booster l'engagement et l'adhésion de vos collaborateurs

Évaluer facilement les compétences acquises grâce à des reportings

Harmoniser les connaissances internes de vos collaborateurs

Transformer votre entreprise en organisation apprenante

Pour digitaliser vos parcours formation, contactez-moi :
Laetitia BENET
Digital learning Ambassador
01 43 72 72 19
sur-mesure@abilways.com ou rendez-vous sur www.abilways.com

EFE

Osez l'avenir

Retrouvez toutes nos formations sur notre site

www.efe.fr

Pour suivre nos actualités, nos événements et nos avis d'experts,
rendez-vous sur nos blogs et nos réseaux sociaux

www.efe.fr/fr/article/blogs

35 rue du Louvre - 75002 Paris
01 44 09 25 08

EFE EST UNE MARQUE DU GROUPE

ABILWAYS

BUILD YOUR SINGULARITY